HK
1

Digitized by the Internet Archive
in 2025 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1928unse_4

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVIII^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME XLVIII. — 1^er NOVEMBRE 1928.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVIII[e] ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

SCOLASTICAT
SOC. DE MARIE

TOME QUARANTE-HUITIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1928

THE GETTY CENTER
LIBRARY

SOUS LES PINS AROLLES

PARTIE DE TENNIS

— Ne m'appelez plus miss Helen, mais Helen tout court.

— Je n'osais pas.

— Oui, vous n'osez pas assez, excepté, toutefois, dans vos chères montagnes.

Il rectifia :

— Nos chères montagnes.

— Oh ! je ne les aime pas autant que vous les aimez, et peut-être même je les aime à cause de vous.

N'était-ce pas une déclaration, jetée à la manière d'une balle par-dessus le filet ? Ce dialogue s'échangeait entre deux beaux jeunes gens blancs, sauf les bras et le visage pareillement bronzés et patinés par le soleil, sur le plus beau court de tennis du monde, — ou l'un des plus beaux, sait-on jamais ? Il y en a au bord de la mer, il y en a parmi les jardins. Mais celui de Riffelalp, au-dessus de Zermatt, est comme suspendu sur la vallée, en face du Cervin, le plus décoratif de tous les sommets parce qu'il est isolé entre le col du Théodule et le col d'Hérens et se détache comme un obélisque, dressé d'un jet prodigieux, entre l'assemblée des coupoles (côté du Mont Rose) et celle des aiguilles et des clochers (côté de la Dent Blanche et du Weisshorn).

— Il est excitant, disait de lui miss Helen.

Et c'est le mot exact. Il distribue de la force et de l'énergie. Il secoue la paresse et fait honte au sommeil. Debout et viril comme un héros, il attire et il envoûte. Le regard ne se lasse

Copyright by Henry Bordeaux, 1928.

pas de le heurter, et le regard est l'avant-coureur du désir. Tantôt il accroche les nuages qui passent et les désagrège, tantôt il s'y perd mystérieusement et, quand il parvient à s'en dégager, sa cime apparaît plus haute encore qu'on ne l'eût cherchée. La lumière, elle aussi, le change. Il reçoit les premières flèches roses de l'aurore, il retient le couchant et le contraint à lutter contre la nuit. A midi, ses pentes rocheuses brillent comme un glacier. Encore, dévêtu cette année de toute glace et de toute neige par l'ardeur brûlante d'un incomparable été, est-il, dans sa nudité, plus athlétique et moins paré. Plus accessible aussi, car il n'y a pas de marches à tailler, ni de glissade à craindre, et dangereux néanmoins à cause des chutes de pierres.

— Oh! oh! s'était écriée, en battant des mains, miss Helen Arden quand elle avait débarqué du funiculaire à Riffelalp, je voudrais poser le pied là-dessus.

Elle parlait en Anglaise conquérante, mais ne connaissait que les Alpes d'hiver, les Alpes de Saint-Moritz, pour la luge, le bob et le ski. Les propos de jeunes filles sont volontiers recueillis par les jeunes gens. Celui-ci avait été entendu par Georges Morgon, le fils de ce Philippe Morgon qui dirige l'une de nos plus grandes compagnies de navigation. Philippe Morgon, un rival de Dal Piaz, l'admirable directeur de la Transatlantique mort récemment, tous deux magnifiques animateurs de notre industrie et de notre commerce marins à qui ils ont ouvert des voies nouvelles, hommes d'affaires et poètes ensemble, renseignés sur le monde entier et désireux d'y élargir la place de la France, sans cesse préoccupés de perfectionnements mécaniques et plus encore de la formation des hommes, pareillement aptes au commandement tantôt par l'exercice de l'autorité et tantôt par celui de la séduction. Mais, comme il arrive dans les familles, séduction et autorité, que Philippe Morgon maniait tour à tour avec tant de maîtrise, avaient échoué sur son fils Georges qui l'admirait et néanmoins se dérobait à son influence, comme s'il redoutait d'être absorbé et dévoré par une personnalité trop accentuée et vigoureuse. Georges ne serait pas un successeur. Sorti de l'École polytechnique comme son père, il avait suivi d'autres voies. La terre l'attirait, et non la mer. La terre, pour ses entrailles généreuses où l'on trouve le charbon et les métaux, pour ses chutes d'eau transformables en énergie électrique, et aussi pour ses solitudes de roc et de glace qui ne

servent à rien qu'à se cultiver soi-même dans l'amour de la nature, l'orgueil et l'humilité mêlés. Ainsi était-il venu à Riffelalp quand son père l'appelait à Deauville pour les vacances. Non qu'il ne se fît scrupule de le laisser seul dans la grande villa, avec sa manie de sortir à la voile par tous les temps, mais il avait besoin de la montagne pour se délasser. Une sorte d'instinct secret, de pressentiment singulier, l'avertissait de se tenir à l'écart de ce père, non point despotique, mais doué de trop d'imagination et de puissance inventive, qui, dès qu'il arrivait, prenait la direction, imposait ses plans, dominait tout le monde sans même qu'il le voulût. Certes, il en était fier, il le mettait au-dessus des autres hommes, il lui vouait une sorte de culte qu'il préférait lointain, mais il le fuyait.

Présenté quelques jours plus tard à miss Helen Arden, il lui avait rappelé son désir de monter au Cervin.

— Ne le voulez-vous plus?

— Si, affirma la jeune fille. Mais il me faudrait trop de préparations.

— Un costume d'homme, un chandail, des souliers à clous, un piolet. Non, pas besoin de piolet cette année.

— Oh! un costume d'homme, c'est parfait. Des souliers à clous, j'aime moins. Et après?

— Après? Eh bien! nous ferons de l'entraînement.

— Longtemps?

— Pas très longtemps. Nous irons au Breithorn que vous voyez, là, cette grande masse, avec une coupole.

— Quelle hauteur?

— Plus de quatre mille. Mais il est facile. On couche au refuge italien du Théodule ou à la Gandegg et de là on y monte en quelques heures par un glacier très gentil, en pente douce, et presque sans crevasses. Une ascension ou deux après celle-ci, du même genre, presque aussi aisées, et vous serez mûre pour le Cervin dont la voie est aujourd'hui tracée et qui réclame surtout de l'endurance.

— Rien qu'avec vous?

— Non pas rien qu'avec moi. Avec un guide et moi. Vous ne risquerez rien.

— Mais je risquerais volontiers quelque chose.

— Oh! dit-il avec un sourire ambigu, il y a toujours du risque. Pour l'un ou pour l'autre, ou pour tous les deux.

— Heureusement.

A Riffelalp, miss Helen était accompagnée de sa mère, Mrs Arden. Son père, gouverneur de la Jamaïque, était décédé l'hiver précédent sur la Côte d'Azur où il cherchait le repos. Mais sa mère ne pouvait supporter seule un long deuil. La vie des Antilles lui avait communiqué une nonchalance dont elle ne sortait que par la grâce des autres. Elle était assistée de deux vieux amis, le colonel Smith qui avait perdu la vue à la guerre et lady Kennedy qui, malgré l'âge, après avoir dirigé des « Croix-Rouge » et même des « Croix-Verte », avait besoin de se dévouer et se consacrait à l'aveugle. Celui-ci n'était pas sans exigences. Au printemps, il fallait le conduire dans les bois de Provence pour y entendre chanter les rossignols dont il goûtait la musique, et l'été il désirait respirer l'air de la montagne, ayant été dans sa jeunesse un disciple des Whymper, des Mummery et des Tindall, ses illustres compatriotes. Mais un disciple acrobatique, plus occupé de battre des records que de subir l'envoûtement des cimes. Naturellement, le projet des jeunes gens l'enthousiasma :

— Je vous envie, chère Helen, pour cette ascension sportive et belle.

Et il se moqua des objections de Mrs Arden et de lady Kennedy, incapables de concevoir que l'on pût marcher à l'heure du déjeuner et à l'heure du thé et se lever à deux heures du matin pour embrasser un rocher et devancer l'aurore. Mais quand il sut par un propos maladroit de Georges Morgon qu'un aveugle, quelques années auparavant, s'était fait hisser par ses guides au sommet du Cervin et avait poussé, tout en haut, un cri de triomphe en aspirant l'air subtil et sain de l'altitude, il voulut faire partie de l'expédition et l'on eut toutes les peines du monde à le calmer et à obtenir qu'il se contentât de promenades dans la forêt de pins arolles qui entoure l'hôtel. Forêt enchantée, à plus de deux mille mètres au-dessus de la mer : où ne poussent plus le sapin ni le mélèze, ces arolles, aux fûts rouges et au feuillage sombre, gloire de l'Engadine et du Valais, agrippent encore leurs racines solides. Des chemins y sont aménagés, presque de plain-pied, qui conduisent d'un côté au glacier de Findelen et de l'autre au glacier de Gorner.

— Mais il n'y a pas d'oiseaux! objectait le malheureux colonel.

— Moins encore au Cervin.

— Au Cervin, il y a la gloire.

— N'en avez-vous pas assez recueilli à la guerre?

— Elle est déjà oubliée.

Il fit venir un guide de Zermatt pour l'interroger. C'était vrai : un aveugle avait pu monter au Cervin, et tout récemment encore, il y avait à peine quelques jours, un Anglais, M. Geoffroy Winthrop Young, amputé d'une jambe pendant la guerre.

— Je l'ai connu, approuva le colonel Smith : c'était, avant son opération, un alpiniste éprouvé.

Dès qu'il avait pu marcher avec une jambe artificielle, celui-ci avait recommencé un entraînement méthodique, dans les montagnes d'Écosse, puis dans les Dolomites, puis dans les Alpes. Il avait profité du clair de lune pour s'emparer du Cervin, en partant à dix heures du soir du confortable refuge du Belvédère. A sept heures et demie du matin, il atteignit le sommet. Et, en redescendant, il avait déclaré avec humour que l'ascension par la face nord était devenue une banalité. Il fallait dorénavant l'entreprendre avec une seule jambe pour la rendre intéressante.

Mieux renseigné, le colonel Smith renonça à son entreprise, du moment qu'elle était banale et ne pouvait plus lui procurer une renommée spéciale.

— J'attendrai, dit-il, d'être paralytique.

Pendant ces tergiversations et ces conciliabules, miss Helen montait au Breithorn par la cabane de la Gandegg et le glacier du Théodule, puis au Riffelhorn rapproché qui est un excellent exercice d'escalade, puis au Mettelhorn qui est aisé, mais fatigant. Enfin ce fut le Cervin. Adroite et le souffle long, dressée à tous les exercices du corps, elle ne donna pas trop de mal au guide et à Georges Morgon qui l'encadraient. Mais après la descente, un peu épuisée tout de même, elle désira s'arrêter au Lac Noir qui est un joli hôtel, dans un site pittoresque, à la base du géant. On ne redescendrait à Zermatt que le lendemain. Le téléphone permettrait d'avertir Riffelalp inquiet de l'équipée.

Quand elle eut donné des nouvelles à sa mère, celle-ci passa l'appareil au colonel Smith :

— Eh bien ! Helen, questionna celui-ci, vos impressions sur le Cervin en un mot?

— En un mot le Cervin, colonel? Un escalier incommode.

— C'est ce que je pensais, lui fut-il répondu.

Georges Morgon, qui assistait à la moitié de l'entretien, fut scandalisé de la définition.

— N'est-ce que cela, miss Helen? N'est-ce que cela?

— Sans doute, pour la matérialité. C'est cela pour les pieds.

— Et pour l'esprit, miss Helen?

— L'esprit s'est envolé.

— Et pour le cœur?

— Ah! pour le cœur, c'est autre chose. On respire là-haut un autre air qu'en bas. Le cœur bat plus vite. Le cœur fait la musique des rossignols.

— Oui, c'est bien cela. Et l'on n'en voudrait pas redescendre.

— Oh! si, parce que là-haut, on est mal assis.

Le repos du Lac Noir acheva le lien de l'ascension. Elle but, le soir, un peu plus qu'à l'accoutumée, car la fatigue dessèche les lèvres des novices et leur donne une soif inextinguible, et trouva plus d'éclat aux étoiles qui nimbaient la corne du Cervin, ombre bleue dans la nuit. Le lendemain matin, avant de repartir, ils rendirent visite à Notre-Dame des Neiges. C'est une petite chapelle, avec un atrium porté par deux colonnes, au-dessus du lac rond pareil à un œil sombre. A l'intérieur, une plaque rappelle l'accident d'un jeune Seiler et de son guide. Ne fallait-il pas que la famille Seiler, à qui est due pour une grande part la prospérité de la vallée, payât son tribut au Minotaure?

— On n'a pas l'impression, s'étonna-t-elle, d'avoir échappé à la mort.

— La chute d'une pierre suffit. Il y a eu deux morts cette année.

— Deux morts?

Elle s'arrêta à temps. N'allait-elle pas se réjouir d'apprendre que « sa » montagne, — car maintenant le Cervin lui appartenait, — fît encore des victimes? Georges, déjà, lui posait une autre question :

— Nous voici à la fin de la course. De ces deux jours passés ensemble, miss Helen, garderez-vous un bon souvenir?

— Certes.

— Ils m'ont paru trop courts.

— A moi aussi.

— Vous feriez avec moi un plus long voyage?

— Très volontiers.

— Un beaucoup plus long ?

Elle rit, montrant de saines dents blanches et humides, prêtes à mordre dans la vie :

— Mais il n'y aura bientôt plus de montagne assez élevée, ni de mer assez large.

Elle savait bien qu'il y avait autre chose de plus haut et de plus profond, et attendit que le jeune homme le précisât. Georges Morgon n'osa pas aller plus loin. Il venait de songer à la surprise de son père qui goûterait peu un mariage étranger, conclu sentimentalement à la faveur d'une ascension, et cette pensée suffisait à le glacer. « Je lui écrirai de venir, se dit-il; il la verra, il comprendra. »

Et de fait la beauté d'Helen prenait du triomphe un éclat nouveau. Non que la peau brunie ne fût çà et là un peu trop brûlée par le soleil. Mais le visage rayonnant, quoique les yeux fussent un peu blessés et rougis, et le corps durci par la lutte composaient une de ces images de victoire que les Grecs plaçaient à la proue des navires pour conjurer la fortune.

Le soir, on but le champagne à Riffelalp. On en but même un peu trop en l'honneur de la jeune victorieuse qui, par les baies ouvertes, pouvait considérer le vaincu, énorme colonne noire dans la nuit claire. Comme l'orchestre, pour flatter les hôtes anglais, jouait un air populaire d'Écosse, lady Kennedy ne put résister à cet appel :

— Oh! déclara-t-elle, cette chanson est de mon cher vieux pays. Il faut que je la chante. N'est-ce pas, Mrs Arden, je dois chanter?

Mrs Arden et sa fille, la trouvant bien vieille et laide pour s'exhiber, tentèrent de la calmer et ne purent y réussir, tant son enthousiasme était grand :

— Non, non, les repoussa-telle, puisque je dois chanter.

Et l'assistance stupéfaite vit cette femme âgée, maigre et longue, qui se dressait, et l'entendit qui, d'une voix fêlée, accompagnait l'orchestre en fermant les yeux. Autrefois, elle avait eu une belle voix : autrefois, il y avait longtemps. On pouvait rire ou sourire : on battit des mains. Mrs Arden et sa fille, qui ne savaient où se mettre, respirèrent. Sur quoi, le colonel

Smith, s'approchant de Mrs Arden, lui proposa de l'épouser.

— Oh! s'étonna-t-elle, vous êtes prompt.

— Votre deuil n'a-t-il pas assez duré? Chez nous, le deuil ne se porte pas. Il ne faut point que le temps se perde. Le présent nous est si familier! Plus que le passé, Viola, plus que le passé qui est derrière.

— Ce n'est point cela, Edward, dit-elle. Le passé me fut agréable, mais, comme vous dites, il est derrière nous. Cependant vous oubliez que vous ne me voyez pas.

— Je vous devine très bien. A votre voix je vous devine : le corps bien dégagé et l'humeur belle et accommodante. Pour un grand blessé de guerre, vous serez une compagne de choix.

— C'est précisément ce que je ne désire pas, Edward. Je ne suis pas du tout une compagne pour blessé de guerre. Il me faut de la santé. Je m'attriste pour un rien, et je ne veux point m'attrister.

— Ah! soupira-t-il, j'aurais dû monter au Cervin, comme ce Geoffroy Winthrop Young qui est amputé et jouit d'une jambe articulée.

— A quoi bon, colonel? La guerre ne vous a-t-elle pas assez maltraité?

— La guerre, oui, sans doute. Mais une illustration récente eût frappé votre imagination. Il faut frapper l'imagination des femmes.

— Épousez lady Kennedy.

— Oh! non, Viola, sa voix est cassée et sa charité s'étend à toutes les souffrances. Elle est une vieille dame pour collectivité. Ce soir, ce soir, je sentais du bonheur dans l'air. Mais il n'était pas pour moi. Il doit être pour votre fille Helen et ce jeune Français qui l'a accompagnée.

— Helen ne m'a rien dit encore.

— Les jeunes gens, aujourd'hui, ne sont pas pressés de distribuer leur plaisir.

Helen et Georges, sur la terrasse, après le dîner, s'isolant de la joie collective, continuaient d'être hypnotisés par la grande corne d'ombre.

— Il y a du monde ce soir au refuge. Voyez : il est éclairé.

— Comme nous étions bien là-haut!

Ils sourirent, complices. Et Georges Morgon, invinciblement empêché d'aller plus avant, ajouta, comme dernière confidence :

— Je pense que mon père va me rejoindre ici, miss Helen. Je lui ai écrit de venir. J'aimerais que vous le connaissiez.

— Il est vieux?

— Il ne sera jamais vieux.

— Il est bon?

— Sans doute, mais il est terrible.

— Oh! oh! comme le Cervin?

— Bien davantage. Personne n'a de prise sur lui.

— J'aimerais le connaître, acquiesça miss Helen rêveuse.

Le lendemain, à la partie de tennis, elle pria Georges de l'appeler Helen tout court, mais se déroba à tout engagement. Comme s'ils n'étaient pas tous deux engagés sans parole depuis la descente au Lac Noir!...

CONVERSATION SUR LES ACCIDENTS

Quand Philippe Morgon, deux ou trois jours plus tard, descendit, ou plutôt monta à l'hôtel de Riffelalp où son appartement était retenu, ce fut en vain qu'il y réclama son fils.

— M. Georges Morgon, lui fut-il répondu par le portier, n'est pas rentré depuis hier. Il a dû coucher à Zermatt.

— Il est en course? Pourtant, je l'avais prévenu par télégramme de mon arrivée.

— Non, monsieur, il n'est pas en course, mais il est parti hier après-midi avec les guides pour l'accident.

— Quel accident?

— Monsieur ne sait pas? Celui du Lyskamm. Toute une cordée. C'est bien malheureux.

Une jeune fille qui errait dans le hall, inspectant les visages, s'approcha de lui :

— Pardon, monsieur, n'êtes-vous pas le père de Georges Morgon?

Il se redressa, évalua son interlocutrice d'un regard accoutumé à juger les hommes et même les femmes, et lui sourit :

— Oui, mademoiselle, et ne seriez-vous pas sa fiancée étrangère?

L'attaque était si brusquée qu'elle rougit sous son hâle :

— Pas encore, monsieur, pas encore. Il vous l'a dit?

— Non, mais il m'en a dit assez pour me le laisser deviner.

Et il ajouta dans un nouveau sourire qui atténua ses réserves :

— Il faut encore mon consentement.

Elle prit cette parole au sérieux au lieu de s'en divertir et répliqua durement :

— J'espère que Georges s'en passerait au besoin.

— Oh! oh! miss Helen, — car je sais votre nom, — vous êtes donc pour la guerre?

— Non, monsieur Morgon, je suis pour la volonté. Quand on a choisi, il faut aller jusqu'au bout de sa décision.

— Et vous avez choisi. Lui ou vous?

Ils s'affrontaient les yeux dans les yeux, sans présentation, aimablement et en gens du monde, et pourtant violemment sous ces apparences, comme s'ils se disputaient une proie. Ce fut elle qui ne put supporter le regard du grand chef marin :

— Votre fils, avoua-t-elle, m'avait bien avertie.

— De quoi donc?

— Que vous étiez terrible.

Elle rit franchement, tandis qu'il paraissait réfléchir :

— Non, je ne suis pas terrible. Mais je crois qu'il faut savoir commander à ses nerfs, à ses muscles, à son cerveau, à son cœur. Au revoir, miss Helen, je suppose que mon fils va rentrer.

— Il a téléphoné de Zermatt : il prendra le prochain convoi. Nous devons tous nous retrouver au lunch.

Au lunch, les présentations se firent selon le protocole. Mrs Arden, de sa voix nonchalante, accablait le nouveau venu de prévenances. Le colonel Smith, qui n'avait pas renoncé à son projet saugrenu, s'inquiétait d'un rival possible, tandis que lady Kennedy se désespérait de ne surprendre, chez un homme aussi bien portant et sanguin, aucun signe de décrépitude, aucune tare physique ni mentale, qui lui permît d'offrir ses services infatigables d'infirmière. Miss Helen, à l'écart du groupe, dévisageait mieux son futur père.

Comme ils se ressemblaient, le père et le fils, malgré leurs oppositions de caractères et de goûts! Même taille élevée, mais le père, mieux en chair et la poitrine élargie et bombée, avait pris avec l'âge, la cinquantaine à peine dépassée, et l'habitude des hauts postes, plus d'importance et de dignité. Même profil régulier et court, mais le front était allongé par la calvitie

chez le père, le menton plus accentué, la lèvre supérieure recouverte d'une petite moustache en crocs, tandis que le fils, entièrement rasé, portait les cheveux en arrière. C'étaient deux beaux exemplaires humains, l'un en plein développement, l'autre en pleine maturité, une maturité si puissante qu'elle excluait toute idée de diminution. Ils se ressemblaient, et cependant après un instant cela n'apparaissait plus, à cause de l'expression trop différente des yeux : Georges avait des yeux bleus de rêveur, — héritage de sa mère morte toute jeune, et si passionnément regrettée, — tandis que les yeux de son père, petits et enfoncés à l'ombre des sourcils, d'un gris d'acier, prenaient l'empreinte des choses ou pesaient sur les gens presque physiquement et assuraient sa domination. L'un à côté de l'autre, tous les regards se fixaient, après quelque hésitation de courte durée, sur Philippe Morgon, après s'être arrêtés avec plaisir, mais brièvement, sur son fils. Lui-même se tournait vers celui-ci avec une affection un peu condescendante et étonnée, d'une nuance plus tendre qu'on ne l'eût supposée chez ce manieur d'hommes et d'affaires. Cependant, le visage de Georges accusait la fatigue gagnée à la recherche et à la découverte des victimes.

— Qu'est-ce que cet accident? s'informa Philippe Morgon avec intérêt.

— N'en parlons pas, je vous en prie, n'en parlons pas, supplia Mrs Arden qui fuyait les images pénibles et jusqu'à celle de son mari depuis qu'il était mort.

— Tous tués, pas un blessé! marmonna lady Kennedy, furieuse d'une chute qui ne lui pouvait rapporter aucun client.

Et, certes, la compagnie, réunie autour des deux futurs fiancés, eût volontiers évité ce sujet de conversation, rien que pour respecter l'aimable frivolité de Mrs Arden et la déconvenue amère de lady Kennedy, mais le colonel Smith ne voyait pas leurs expressions de figure, et il se lança aussitôt dans un récit avec une fougue toute militaire :

— Je vais vous expliquer, monsieur. C'étaient trois jeunes Français, de haut mérite. Ils avaient accompli en montagne de grands exploits. Ils ont voulu tenter quelque chose de nouveau : l'ascension du Lyskamm sans passer par le col du Lys, directement par la face nord. Pas tout à fait nouveau cependant : un

de mes compatriotes, — vous savez tout ce que les Alpes doivent aux Anglais, — l'avait essayée. Le Lyskamm, dont vous devez voir par la fenêtre la masse imposante, est une ascension aisée par le côté italien et la cabane Sella, facile encore par le col du Lys. Ces messieurs que j'approuve, — car la découverte est seule palpitante, — ont choisi une autre voie. D'ici même on a pu les suivre de très loin, avec la grosse lunette. Ils ont lutté longtemps contre la pente du glacier en taillant des marches. Presque au sommet, une corniche de neige est tombée sur eux et les a entraînés. Un nuage a caché leur chute. Mais, comme on ne les voyait plus, on a deviné l'accident. Une cohorte de guides dévoués est partie avec votre fils. Les trois malheureux ont été retrouvés assez rapidement. C'est pourquoi Zermatt est en deuil.

L'aveugle ne reçut, après son discours, aucune marque d'approbation ni de désapprobation. Visiblement, les convives désiraient passer à un autre sujet moins tragique. Visiblement, et le colonel ne s'en doutait pas. Agacé du silence, il provoqua la controverse par une profession de foi :

— On dira ce qu'on voudra (et l'on n'avait rien dit), j'approuve cette jeunesse. L'alpinisme est devenu une prodigieuse acrobatie, un sport supérieur, la boxe et l'escrime contre la nature. Il me plaît ainsi...

Georges Morgon fit entendre un « oh ! » de protestation qui ne fit qu'exciter l'orateur déchaîné.

— C'était fatal, reprit le colonel Smith, peu soucieux qu'on lui coupât la parole quand il se sentait en pleine forme. L'alpinisme avait commencé par l'ère glorieuse des conquêtes. Longtemps les montagnes avaient été protégées par une crainte superstitieuse. Ces étendues de neige et de glace que vous avez la chance de voir n'attiraient personne. Elles passaient même pour maudites. La curiosité d'un savant genevois fit entreprendre le siège du Mont Blanc. Et dès lors, la passion s'en mêla. Une véritable bataille, avec des blessés et des morts, fut livrée autour du Cervin que notre Whymper vainquit. Peu à peu, les cimes les plus redoutables subirent l'esclavage de l'homme, surtout des Anglais. L'alpinisme alors s'organisa. Il devint un exercice classique avec ses guides, ses porteurs, ses cabanes, ses itinéraires, ses tarifs. Aujourd'hui, une nouvelle génération ne se contente plus de courses ainsi

préparées, les a même prises en horreur. Elle entend recouvrer son indépendance. Elle rejette les chemins battus, elle cherche elle-même ses passages, elle se sent douée pour l'invention et la conquête. De là ces attaques de sommets connus par des voies inconnues, puisqu'il n'y a plus guère de cimes vierges. Il est hors de doute que cette jeunesse a renouvelé l'alpinisme. Elle a réussi des escalades réputées impossibles. Elle a exécuté de véritables tours de force et reculé les limites acceptées de l'endurance comme de l'adresse athlétique. Grâce à elle, l'alpinisme est aujourd'hui un sport. J'avais commencé moi-même avant la guerre : j'ai été interrompu...

Il ne l'avait pas été dans sa conférence. Décidément, on ne pouvait esquiver la discussion. Georges Morgon donnait des signes d'impatience et néanmoins ne répliquait pas, comme si la réponse lui venait encore trop bouillonnante. Ce fut donc son père qui parla :

— Dans ma première jeunesse, colonel, avant d'être pris par la mer, j'ai pratiqué, moi aussi, l'alpinisme, il y a de cela une trentaine d'années. Une trentaine d'années, miss Helen, mesurez-vous cet abîme?

— Oh ! c'est aujourd'hui, monsieur Morgon, votre seconde jeunesse.

— Elle ne vaut pas l'autre.

— Pourquoi ?

— Parce qu'elle va se perdre, tenez, comme votre Cervin dans les nuages.

— Il reparaîtra.

— Lui; pas elle. Nous allions alors à la montagne pour la beauté de ses spectacles, pour la qualité de son air et de ses eaux, pour la solitude qu'elle nous offrait, pour sa flore et sa faune, pour ses êtres aussi, guides, braconniers, chasseurs de chamois, et aussi pour l'effort vaincu, pour la joie d'être en contact direct avec le monde blanc dont la sérénité est bienfaisante. Nous connaissions ses abîmes et ne redoutions pas ses vertiges. Nous savions qu'elle avait ses colères et qu'elle exerçait des vengeances. Nous en acceptions le risque, nous ne recherchions pas spécialement le danger. Tandis que la génération montante, — la tienne, Georges, — aime par-dessus tout ce danger. Elle s'est familiarisée avec lui par le développement de la gymnastique. Elle le retrouve partout, sur les

routes avec l'automobile, dans les airs avec l'avion, aux colonies avec l'exploration. Elle voit maintenant la montagne à travers cet attrait qui lui prête une volupté plus grande, et peut-être est-ce là un changement.

— Non, dit nettement Georges, ce n'est point cela.

On attendit qu'il développât sa pensée, et comme il n'ajouta rien, son père continua :

— L'aviateur ni le marin n'affrontent l'air ou la mer pour le seul danger. Ils vont à un but, mais n'en compliquent pas la difficulté. Si la tempête vient, ils tentent de l'éviter, ils ne vont pas au-devant d'elle. Ils sont dressés à la subir, à la vaincre. Ils ne sont pas dressés à la chercher. Nos alpinistes, aujourd'hui, veulent des combats exceptionnels. Ils se croient toujours les plus forts. Comme la mer, comme l'air, comme l'amour aussi, miss Helen, la montagne est perfide. Le courage ni la force ne suffisent toujours contre les éléments.

— Non, non, répéta Georges Morgon, ce n'est point cela. Ces trois jeunes gens morts au Lyskamm, je les connaissais. Ils étaient la fleur de leur génération, une élite incomparable. Dans la vie intellectuelle ils occupaient le premier rang, et pareillement dans la vie alpine. Ils faisaient partie de ce groupe de la haute montagne qui est une sélection. Et parmi leurs pairs ils étaient réputés pour leur expérience, leur prudence, leur habileté autant que pour leur audace. L'un d'eux avait sauvé la vie à l'un des meilleurs guides de la Bérarde. Qu'avaient-ils besoin d'aide ou de conseil ? Plus que des professionnels, ils possédaient la science de la montagne et de ses dangers. Aucune faute ne peut leur être imputée.

— Mais ils se sont tués, coupa lady Kennedy, qui ne se consolait pas de cet accident sans jambes cassées ni plaies à panser.

— Chacun a son destin. Nous ne sommes pas les maîtres des avalanches, ni des chutes de pierres ou des corniches de neige. Vous ne les comprenez pas. Non, mon colonel, l'alpinisme n'est pas seulement un sport, une acrobatie. Non, père, ils ne cherchaient pas le danger. Ils étaient modestes et non pas orgueilleux. Mais quoi? Ils avaient la passion de la montagne. Allez-vous leur reprocher cette passion, l'une des plus belles, l'une des plus nobles qui nous soient offertes à notre départ dans la vie? Elle fait éclore en nous tous les élans, toutes les

générosités. Elle nous retire de toutes les bassesses. Elle nous mêle à ce grand monde blanc dont vous parliez, père, tout à l'heure, immense et pur, et qui est, me disait un vieux guide, comme l'antichambre de Dieu. Savez-vous que plusieurs de mes camarades s'en vont communier avant leurs ascensions? Les ascensions, ah! quel beau mot, et ne sentez-vous pas tout ce qu'il signifie? Quand vous rencontrez des jeunes gens dans les bars, les dancings, les salles de jeux, vous n'avez pas d'étonnement. Ils se perdent, ils se diminuent, ils se liquident, et vous trouvez cela naturel. Il faut que jeunesse se passe. Et leur jeunesse pourrie tarira en eux les sources d'avenir. Alors, quand d'autres s'en vont aux montagnes, au risque d'y rester, parce que la montagne veut qu'on l'aime, c'est-à-dire qu'on l'atteigne, qu'on la morde, qu'on la possède, vous les déclarez orgueilleux. Je préfère leur orgueil. Et ne leur donnez pas votre pitié. Ils ne veulent pas être plaints. Ils veulent être compris. Et ils doivent être admirés et cités en exemple.

Il avait mis dans sa protestation un accent âpre, autoritaire, véhément, qui semblait viser directement son père et le colonel Smith. Évidemment, il avait pris sur eux l'ascendant, et les yeux de miss Helen, fixés sur lui, le récompensaient de sa défense.

— Oh! oh! fit le colonel Smith, voilà une belle oraison funèbre! On n'en a pas dit tant pour les morts de la guerre.

— Pourquoi ne pas les avoir ramenés blessés? se lamenta lady Kennedy. Ces deux mains les eussent soignés avec joie.

Et elle présentait des paumes suppliantes.

— Si nous parlions d'autre chose! proposa Mrs Arden qui trouvait la conversation bien sévère.

Mais Philippe Morgon, à la stupéfaction générale, reprit le même thème sous une forme inattendue :

— Tu as raison, Georges, il faut comprendre. On ne mène personne, si l'on ne comprend pas. Te rappelles-tu, dans notre salle à manger de Deauville, cette vieille assiette de faïence échappée aux âges et qui doit venir de tes arrière-grands-parents? Elle porte cette devise qui fut longtemps pour moi un rébus : « Les passions sont à l'homme ce que le soleil est aux plantes. » L'homme ne crée rien sans passion : Pascal, dans le *Discours sur les passions de l'amour*, les estime nécessaires, et Michel-Ange les appelait les *passions de feu*. Tes amis et toi-

même, vous avez choisi l'une des plus belles. Soit. Mais si les plus grandes entreprises se sont réalisées par les passions, leurs ravages peuvent être infinis. Je n'accepte pas volontiers de donner à celle-ci l'élite de ta génération, comme toi-même tu l'as désignée.

— Ils ont lutté héroïquement, jusqu'au bout. Ils tenaient la victoire.

— Ils ont lutté pour quoi ?

— Pour mieux vivre.

— Oui, pour mieux vivre. Mais pour mieux vivre, il faut commencer par vivre. J'ai besoin, moi, de cette jeunesse pour continuer l'avenir. Je ne me console pas aisément quand je lis dans les journaux ces morts accidentelles dans la montagne, dans les airs, sur les routes mêmes où le vertige de la vitesse égare. Ces jeunes gens-là, je veux les prendre à l'espace, au vent, à la glace, au roc. Je veux les prendre, parce qu'ils manqueront à mon pays, à l'humanité. Chacun son destin! Ils n'ont pas rempli le leur. Qui les remplacera? Pas cette clientèle des bars à qui tu faisais allusion. Alors, les ayant compris dans leur amour mystique de la montagne, — car il y a là une sorte de mysticisme, — il faut leur parler.

— Il n'y a rien à leur dire.

— Erreur, Georges, erreur. Je tiens du docteur Seiler qui le tient de son père que Whymper, le grand Whymper, quand il redescendit du Cervin où trois de ses compagnons avaient péri, passa toute une nuit dans sa chambre à l'hôtel du Mont-Rose à hurler comme une bête. Après quoi, il se ressaisit. Pas une de ses expéditions dans les Alpes, depuis lors, et les plus hardies, n'a connu de nouvelle victime. De même Guido Rey, le grand Italien qui, à l'une de ses premières courses, perdit un ami au col du Géant et dès lors se révéla chef d'expédition minutieux et sûr. Ce qui vous manque, ce sont des chefs. Trop de camarades de même taille, pas d'autorité. Les guides? Pourquoi les écarter trop souvent? Ils connaissent mieux leur secteur, et les indices du temps. Sur le roc, vous pouvez les battre. Mais sur la glace, c'est autre chose. Le guide est un paysan, accoutumé à porter et à piocher. Ses épaules sont mieux faites aux sacs lourds, et il peut tailler des marches indéfiniment. Non, non, gardez-moi cette jeunesse dont nous avons besoin. Et pour la garder trouvons-lui des chefs. Il doit y en avoir

d'assez autorisés pour la diriger et contenir, et par exemple ces commandants de bataillons de chasseurs, ces généraux de l'armée des Alpes, qui ont formé des générations d'alpins. Il en est de même pour l'aviation : trop d'accidents. Elle se meurt de n'être pas commandée. La génération montante réclame, dans ses ardeurs, dans ses héroïsmes trop souvent inutiles, une orientation.

Georges Morgon aurait désiré répliquer à son père : « Mais ceux qui cherchent des cimes plus redoutables et défient des abîmes plus profonds sont des frères d'armes sans orgueil et prêts à écouter le plus prudent. Le sens de Dieu rapproché les rassemble. Votre enseignement ne vaut pas en présence d'un accident, — la chute d'une corniche de neige, — qui eût pu se rencontrer au cours d'une ascension réputée pour sa facilité... » Cette réponse lui brûlait déjà les lèvres. Pourquoi ne la fit-il pas? Il observait le visage de miss Helen. La jeune fille, qui l'avait approuvé tout à l'heure avec tant de spontanéité, était maintenant conquise par une autre parole et sensible à une autre voix. Il en fut si décontenancé qu'il se tut. Et ce fut elle qui donna la conclusion :

— Oui, dit-elle, il ne faut pas inviter la mort.

— La mort, commenta encore Philippe Morgon, votre génération en a changé l'image, et c'est peut-être par là qu'elle atteste le mieux son courage et son élan. A force de se mesurer avec elle, ne lui a-t-elle pas donné de l'amitié? La mort ne porte plus le masque hideux du squelette. Elle est redevenue, comme aux temps antiques, un bel adolescent caressé par les dieux.

Mais l'attention générale, au restaurant, était déjà détournée vers une grande table fleurie où prenait place une compagnie bruyante autour d'un jeune homme au masque énergique et rasé :

— Il ressemble, remarqua Mrs Arden, heureuse de trouver un dérivatif, au médaillon de Whymper qui est sur la façade de l'hôtel du Mont-Rose à Zermatt.

Le maître d'hôtel, à voix basse, approuva. C'était, en effet, une troupe de cinéma venue à Zermatt pour filmer la conquête du Cervin, et le jeune homme du centre interprétait le rôle principal.

— Ont-ils déjà mimé l'accident? s'informa lady Kennedy.

— Oui, madame, et ils se sont même blessés en tombant.

— Ils se sont blessés et l'on ne m'a pas appelée!

Georges, sur ces nouvelles, fit la moue. La montagne était mise en exploitation. Elle serait exhibée sur tous les théâtres, avec de fausses crevasses, de fausses tragédies, de faux alpinistes. Elle deviendrait un jouet, comme les chevaux de bois, les automobiles de carton et les petits chemins de fer électriques. Le Cervin serait réduit à l'état de toile de fond. Ou bien il remplirait le rôle du traître dans le mélodrame alpestre, le Cervin qui apparaissait là, de l'autre côté de la fenêtre, ruisselant au soleil de midi.

Comme on se levait de table, miss Helen s'approcha de lui :

— Avez-vous, Georges, parlé de votre projet à votre terrible père?

— Pas encore, Helen, pas encore. Je suis revenu tard de Zermatt.

— Oui, vous êtes fatigué. Voulez-vous que je lui parle? Il est sympathique, très sympathique. Il me semble que je saurais mieux que vous.

Georges l'enveloppa toute d'un regard inquiet, si harmonieuse et si belliqueuse ensemble :

— Prenez garde, Helen, il est plus fort que vous.

Elle lança un rire clair qui le déconcerta dans sa gravité :

— Oh! oh! je ne crois pas, Georges. Nous avons déjà causé dans le hall.

— Vous avez déjà causé avec lui?

— Oui, dans le hall. Je l'ai reconnu. Je lui ai expliqué votre retard. Il a été très gentil. Il vous aime beaucoup.

— Je sais, coupa le jeune homme un peu sèchement. Il exerce son autorité de différentes manières. Pour vous, ce seront les paroles dorées, les sourires, les compliments. Il ne vous prendra pas au sérieux et vous résistera en vous couvrant de fleurs.

— Ah! il ne me prendra pas au sérieux? Ah! il me résistera? Eh bien! je serai contente de lutter avec lui. Ce sera un beau match. Ce soir, vous connaîtrez le vainqueur.

Excitée par ce défi, elle rejoignit presque en dansant le groupe des parents qui était allé prendre le café sur la terrasse, en face du Cervin apprivoisé.

LES OMBRES SUR LE CERVIN

— Voulez-vous, monsieur Morgon, faire une promenade avec moi ?

— Pas sur les glaciers, miss Helen. Je n'ai pas de souliers à clous.

— Non, non, une promenade en terrain plat. Voyez ces jolies allées sous les pins. Nous irons jusqu'à Findelen.

— Avec plaisir. Et Georges ? Nous emmenons Georges.

— Non, il nous attendra.

M. Philippe Morgon sourit et sans retard prit l'offensive :

— Il vous a déléguée. Ce n'est pas très brave. Mon fils n'a donc pas confiance en moi.

— C'est moi qui me suis déléguée, comme vous dites.

— Eh bien ! en route.

Ils s'engagèrent sur le sentier où l'on peut marcher à deux aisément. C'était après l'heure du thé. Mais Riffelalp garde le soleil quand Zermatt et le fond de la vallée de la Viège sont dès longtemps dans l'ombre. Entre les feuillages des arolles, moins légers que ceux des mélèzes, mais aussi moins épais que ceux des sapins, ils pouvaient suivre les jeux de la lumière sur le cirque des dômes et des aiguilles qui, de chaque côté, composent un hémicycle autour du Cervin.

Ils marchaient d'un bon pas, sans forcer l'allure, comme si tous deux eussent l'habitude de bien employer le temps. Dans ses expéditions de montagne avec Georges, elle se laissait mener par celui-ci qui était son maître en alpinisme. Elle se laissait mener, et cependant elle avait l'impression que le jeune homme lui obéissait. Tandis que, cette fois, elle conduisait la petite caravane à deux et se sentait néanmoins soumise à son compagnon. Agacée de se découvrir en état d'infériorité, ce qui lui rappela le défi de son fiancé, elle secoua fièrement le diadème bouclé de ses courts cheveux blonds. Mais, devancée pour la seconde fois, elle dut subir l'attaque brusquée au moment où elle-même souhaitait d'engager l'action :

— Alors, vous vous êtes chargée, miss Helen, d'enlever mon consentement.

— Sans doute.

— Consentement dont vous vous passeriez d'ailleurs fort

bien. Vous, mais pas Georges. Et même vous, ce n'est pas sûr.

Elle rit en toute franchise. Georges ne se séparerait pas d'elle devant l'obstacle.

— Évidemment, monsieur Morgon. Mais vous me plaisez beaucoup et j'aimerais votre approbation.

Philippe Morgon ne parut pas sensible à ce témoignage de sympathie :

— En Angleterre, miss Helen, les familles ne sont pas consultées pour le mariage. En France, c'est l'usage encore. Un usage qui se perd tous les jours. Or, les familles voient plus clairement l'avenir que ces jeunes gens poussés par le hasard des rencontres à des projets souvent absurdes ou dangereux. Vous vous imaginez probablement que les parents, quand ils soulèvent des objections, montrent leur égoïsme ou leur intérêt. Or, ils connaissent leurs enfants mieux que ceux-ci ne se connaissent eux-mêmes. Je n'empêcherai pas Georges de vous épouser, mais je lui demanderai un délai afin qu'il réfléchisse.

Elle fut stupéfaite de cette déclaration directe qui indiquait des réserves inattendues, — stupéfaite et froissée :

— Réfléchir à quoi? Nous avons vécu ensemble plusieurs jours de course, dans les refuges et sur la montagne. Nous avons été liés par la même corde. Nous avons causé beaucoup. Maintenant nous avons une grande amitié l'un pour l'autre. Nous avons décidé d'entreprendre un plus long voyage. Vous n'empêcherez pas cela.

— Je n'empêcherai rien, miss Helen. On n'empêche jamais rien. Mais, parfois, il suffit d'une petite hésitation, et la voie est changée. Pour le long voyage dont vous parlez, il faut une autre entente que pour une ascension. Et vous êtes si dissemblables que je redoute pour vous ce long voyage.

— Si dissemblables? Comment le savez-vous?

Ils s'étaient arrêtés d'un commun accord. Elle le considérait avec hostilité, et plus encore avec étonnement. D'où tirait-il cette science des êtres dont il se targuait? Était-il sorcier pour lire à travers les corps? Mais non, il se vantait. Ou bien il avait pour son fils d'autres plans, sans doute plus avantageux pour la fortune ou la carrière. Celui-ci avait raison : c'était un homme terrible, ce Philippe Morgon, habitué à diriger et à peser sur les événements, et il fallait se méfier de lui. L'entretien serait beaucoup plus difficile qu'elle ne l'avait imaginé. Eh bien! elle

se raidirait contre l'obstacle, comme au Cervin quand elle avait dû, par volonté, se cramponner à la muraille alors qu'elle eût désiré se reposer et rester inerte, vaincue par la fatigue.

— Voulez-vous que nous nous asseyions sur ce banc?

— Je veux bien.

Ils s'assirent côte à côte, face à l'obélisque prodigieux que le jour caressait plus doucement, et dont la base allait bientôt noircir.

— Un escalier incommode, miss Helen. N'est-ce pas?

— Qui vous a dit? Votre fils?

— Oh! non, mon fils ne m'a rien dit. Et s'il me parle de vous, ce sera pour louer votre beauté, votre courage, votre énergie, — et j'en tombe d'accord, — mais aussi votre générosité, votre sensibilité, votre élan. Il ne vous voit pas telle que vous êtes.

Elle répéta :

— Telle que je suis? Comment le savez-vous?

— Je le sais. Il n'y a que les aveugles pour voir en dedans. Le colonel Smith, tout à l'heure, en prenant le thé, m'a donné la clé de votre caractère. Votre caractère est à l'opposé de celui de Georges, et vous prétendez vous unir!

— Nous avons les mêmes goûts sportifs, et le même plaisir sur la neige. Nous sentons la même poésie.

— Pas la même, miss Helen, pas la même. Georges, vous l'avez entendu tout à l'heure, est un mystique. Il aime ce qui le dépasse et la solitude des montagnes n'est pour lui que le sentiment transposé du divin. Je le suis dans sa carrière sans qu'il s'en doute, car il est ombrageux. Il s'est détourné de la mienne qui lui était ouverte, à cause des gouffres de spéculation qu'il y a entrevus et qui se dissimulent dans toutes les affaires. Les meilleures terres ne produisent rien sans engrais. Il n'accepte pas les engrais. Il découvre les richesses du sol ou il capte les puissances de l'eau, mais il ne voit pas, il ne verra jamais les résultats pratiques destinés à convertir ces trésors et ces forces en sociétés par actions, en sociétés anonymes. Tandis que vous, miss Helen, ce n'est point pour vous rapprocher de Dieu que vous avez gravi le Cervin, c'est pour poser le pied dessus en signe de domination. Il vous a prise pour son rêve : je vous assure qu'il se trompe.

— Je ne puis donc pas inspirer le rêve de quelqu'un ? Oh ! vous êtes cruel et méchant.

— Si, miss Helen, mais pas le sien. Il a hérité de sa mère, de sa chère mère qui nous a quittés si vite, cet idéalisme pour lequel je l'aime davantage et qui l'a détourné de moi. Il a horreur de l'ambition. Il ne tient pas à conduire les hommes. C'est un isolé, comme ce Cervin qui s'est mis à part de toute la chaîne.

— Et vous ?

— Oh ! moi, je suis un chef. Est-ce un bien ou un mal ? Je ne sais. Mais il me faut une armée.

Ce langage déconcertait la jeune fille qui se laissait flotter sur la vie, comme un bon nageur sur l'eau. Elle avait eu quelquefois l'intuition qu'il y avait entre elle et Georges des divergences : elle le trouvait trop enthousiaste, pas assez pratique. Mais n'est-ce pas convenable à un jeune homme ? Ainsi n'y avait-elle attaché aucune importance. L'amour arrangerait tout cela. Et voici qu'elle se demandait si l'amour pouvait jamais arranger quelque chose. Elle allait plus loin encore et s'interrogeait sur l'amour. Certes, elle avait rencontré bien des jeunes gens et plus d'un ne lui avait pas déplu. C'étaient de bons petits camarades, avec lesquels on danse, on joue au tennis, on fume, on prend même des cocktails. Aucun ne lui avait procuré la moindre émotion du cœur. Tandis que Georges, c'était différent. Il lui avait tenu un autre langage, plus viril, plus exalté. Elle avait retrouvé en lui le lyrisme de ses chers poètes anglais. Il l'avait emmenée si haut. Il lui avait donné confiance en elle-même. En vérité, elle l'aimait. A moins que l'amour fût encore quelque chose de plus extraordinaire. Sait-on jamais ?

— Oui, convint-elle parmi ces réflexions qui l'énervaient, on imagine des troupes derrière vous. Je suis surprise de ne voir personne.

— Il n'y a que vous en effet, miss Helen.

— Oh ! moi, je ne marche pas derrière.

Elle éprouvait le besoin de se défendre, et même de tenir à son compagnon des propos déplaisants. Cet homme, avec sa parole trop nette et précise, la jetait dans une perplexité gênante. Personne ne l'avait secouée ainsi, ébranlée ainsi. Personne ne l'avait contrainte à se mettre en face d'elle-même, et ce n'est pas toujours agréable.

— Enfin, prononça-t-elle durement, vous ne nous empêcherez pas de nous marier, même contre vous.

Il se tourna vers elle et la regarda avec un bon sourire affectueux et résigné :

— Vous avez pourtant besoin de mon consentement.

— Oh ! pas du tout : Georges est majeur.

— Voyons, voyons, miss Helen, réfléchissez. Vous êtes habituée à un certain luxe, et n'y renonceriez pas volontiers.

— Certes non.

— Quelle dot vous constituera madame votre mère ?

— Je l'ignore. Mais je ne changerai rien à ma vie.

— On change volontiers sa vie si l'on aime. Je dois vous renseigner. La fortune dont vous jouissez vient de votre mère. Celle de votre père a été dépensée aux colonies. Mrs Arden, qui a été gâtée par son mari, ne modifiera jamais son train de maison. Elle prendrait plutôt sur son capital. Ne comptez donc pas sur elle.

— Qui vous a si bien renseigné, et si vite ?

— Lady Kennedy, qui est l'amie intime de Mrs Arden. Je dispose de peu de temps, et j'ai précipité mon enquête. Elle m'a été d'ailleurs rendue facile par le colonel aveugle et par l'aimable infirmière en disponibilité. Celle-ci déplore l'égoïsme de votre mère. Elle le déplore et elle l'excuse. « La vie des Antilles, m'a-t-elle expliqué, répand de la douceur et de la mollesse dans le caractère, et l'on ne peut plus que se laisser glisser parmi les oiseaux et les fleurs. » Voilà une jolie définition de la paresse.

— Oui, convint la jeune fille, maman n'a jamais eu à réagir.

— Mais vous-même, n'avez-vous pas subi l'influence déprimante des Antilles ?

— Mes parents m'avaient envoyée en Europe pour mon éducation. J'ai été élevée à Londres, à Paris et à Lausanne.

Curieuse, elle réclama la suite de l'enquête :

— Me voilà donc liquidée, monsieur Morgon. Mais on peut bien m'épouser sans dot.

— Je crois bien. Georges ne s'est même pas occupé de votre situation matérielle. Ne vous ai-je pas dit que c'était un idéaliste ? Il vit au-dessus de la terre.

— Il y vit, avec une belle aisance.

— Un traitement convenable d'ingénieur. Encore, si je ne m'en étais pas occupé clandestinement, ce traitement serait-il à peine convenable. Il ne s'occupe pas de ces choses-là. Ses passions lui suffisent.

— Ses passions ?

— Oui, la passion de la recherche scientifique. Et la passion de la montagne. A quoi est venue s'ajouter la passion de miss Helen.

Elle hésita avant de formuler une autre question qui lui venait aux lèvres et qui la diminuerait aux yeux de son partenaire. Celui-ci la considérait avec un peu d'ironie, comme s'il devinait ce qu'elle allait dire :

— Mais enfin, monsieur Morgon, votre fils n'a-t-il pas une fortune personnelle ?

— Celle de sa mère que je lui ai toute abandonnée. Trois cents livres de rentes. A peine de quoi vous habiller comme vous méritez de l'être, miss Helen. Car je vois que vous aimez la toilette.

— Sans doute, comme toutes les jeunes filles, comme toutes les femmes.

— Oh ! elles y mettent des nuances.

— Des nuances ?

— Oui : un peu, beaucoup, à la folie. Aucune, pas du tout. Vous, c'est à la folie.

— Non, monsieur Morgon, mais beaucoup.

— Mettons beaucoup : cela se chiffre assez haut.

Elle hésita une fois encore à continuer une conversation aussi délicate, et puis, à toute vitesse, se lança :

— Mais vous-même, monsieur Morgon, vous êtes très riche.

— Je gagne une fortune et ce n'est pas équivalent. Je ne la connais même pas très bien. Mon plaisir, c'est mon œuvre. Et mon œuvre, c'est la direction sur la mer.

De nouveau il regarda la jeune fille avec un mélange d'ironie et d'affection :

— J'aime Georges et ne le laisserai pas dans l'embarras. Vous voyez, miss Helen, que mon consentement est tout de même utile, s'il n'est pas nécessaire.

Miss Helen rougit malgré le hâle. Décidément, dans cette lutte elle était vaincue :

— Oui, mais vous le donnerez.

— La difficulté sera de faire accepter à mon fils une aide. Vous ne le connaissez pas : il est fier et susceptible. C'est un exemplaire unique de chevalerie. Il est de la race des Guynemer et des du Plessis, de ceux qui vont jusqu'au bout. Lui ne me comprend pas. Moi, je le comprends.

— Il acceptera votre aide par amour pour moi.

— Peut-être, mais rappelez-vous cette parole, miss Helen : l'amour d'une femme ne doit jamais diminuer un homme. Tôt ou tard il s'apercevrait de cette diminution, et si c'est un homme noble, il briserait son cœur ou son idole.

— Assurer sa vie, monsieur Morgon, n'est pas une diminution.

— Ah! comme vous êtes anglaise! Votre équilibre est parfait. Le colonel Smith se fait transporter dans les bois au printemps pour écouter le chant des rossignols, et il établit, à une livre près, de mémoire, le compte de ses recettes et de ses dépenses. Lady Kennedy ne dépasse pas d'un shelling son budget de charité et offre à toute plaie et à toute bosse ses mains généreuses, à la condition qu'on ne la dérange pas la nuit. Elle n'a jamais accepté de veiller un malade. Vous aimez mon fils Georges et ne lui sacrifieriez ni une robe ni une semaine de villégiature. Tant pour la poésie et tant pour la prose : la balance est exacte.

— Mais vous-même, monsieur Morgon, ne balancez-vous pas?

— Ma poésie à moi est dans ma prose. Quand j'organise mes flottes, mes équipages, mes escales, d'un bout du monde à l'autre, ce n'est pas seulement du commerce. J'ouvre des voies nouvelles à la navigation, je propage le goût et le sens du voyage, j'établis des rapports internationaux, je fais mieux connaître et aimer mon pays. N'est-ce pas là, miss Helen, une sorte de poésie ? Il me semble que les fils de mes téléphones en sont tout secoués et font une autre musique que celle qu'on entend dans les concerts.

— Oh! c'est beau, s'écria miss Helen subjuguée. Oui, je marche derrière vous. Il faut emmener votre fils Georges.

Le grand chef marin eut un geste de découragement :

— Georges vaut plus que moi, miss Helen. Il ne me ressemble pas. Il laisse à d'autres le soin de tirer parti de ses découvertes au cœur de la terre. Il ne consent pas aux besognes mercenaires.

— Il a tort. Je le lui dirai. J'en veux faire un homme comme vous. C'est un homme comme vous que je veux épouser.

Elle rit à pleines dents. Il voulut rire aussi. Mais ils se regardèrent et cet échange de regards leur communiqua une impression de gêne inattendue. Philippe Morgon, sans retard, mit, à son habitude, de la clarté dans ce trouble obscur qui les avait traversés :

— Prenez garde, miss Helen, un homme comme moi, avec vingt ans de moins, — celui que vous pourriez épouser, — est un dur maître. Le commandement ne s'exerce bien qu'avec l'âge, ou du moins avec un certain âge. Les jeunes gens qui sont destinés à l'exercer commencent par être trop impérieux.

— Oui, les jeunes gens sont pleins de défauts.

— C'est aux femmes à les en corriger.

La conversation tomba, comme si chacun d'eux suivait une pensée différente. Et n'était-ce pas la même, proposée à leur méditation par une réflexion maladroite, échappée et non voulue? Ce fut lui qui aéra l'atmosphère alourdie :

— Rentrons, miss Helen, voulez-vous? Je vous ai avertie. Qu'avez-vous décidé?

Elle s'était levée du banc et détourna la tête pour répondre, comme si elle avait honte de sa lâcheté :

— Il aurait tant de chagrin.

— Et vous?

— Moi aussi.

— Vous aussi, mais moins. Désirez-vous que je lui parle?

— Non, moi, ce sera mieux. Et pas ce soir. Demain, ou après-demain. Nous redeviendrons camarades.

— Vous ne l'étiez plus?

— Si. Il me parlait avec tant d'amitié et de respect ensemble! Il n'osait pas m'appeler par mon prénom. Et là-dessous je sentais une tendresse si belle! Oh! comme ce sera douloureux!

Philippe Morgon parut prendre une décision :

— Écoutez, miss Helen. J'ai eu tort de vous alarmer. Je trouverai le moyen de ne pas froisser mon fils, tout en assurant largement votre avenir. La dot de sa mère, je l'aurai fait fructifier. Ce sera comme une dette que j'acquitterai. Portez-lui donc ce soir mon consentement, et soyez heureux.

Ils revinrent à Riffelalp presque sans parler, ou du moins ils n'échangèrent plus que des propos insignifiants. Mais

comme ils allaient se séparer, elle l'arrêta brusquement :

— Non, monsieur Morgon, il est trop tard. Maintenant je ne crois plus pouvoir être la femme de Georges. Il ne me voit pas comme je suis. Et je ne veux pas risquer de le diminuer.

— C'est la vie, miss Helen. Elle est pleine de risques.

— Oui, elle est pleine de risques. Il faut un guide, comme à la montagne.

— Vous l'avez trouvé.

— Et voici que je l'ai perdu. Comme c'est triste !

— Je ne vous comprends plus, miss Helen.

— Et moi, je suis malheureuse parce que j'ai compris trop de choses avec vous. Il ne faudrait jamais rien comprendre pour être heureux.

Sur quoi, elle s'enfuit et disparut dans le hall de l'hôtel sans avoir aperçu Georges qui guettait son retour. Philippe Morgon, au lieu de rentrer, gagna la terrasse. Mécontent de lui-même, il suivit longtemps la montée des ombres à l'assaut des pentes. Lui-même n'était-il pas envahi par d'autres ombres et ne venaient-elles pas subitement, sans qu'il eût pu le prévoir, de s'épaissir autour de lui ?

LE PETIT CHAPEAU ROUGE

Les ombres continuaient de s'épaissir, comme les nuages qui, tournant autour du Cervin, finissaient par s'accrocher à ses flancs et par le cacher. Miss Helen Arden n'avait pas encore parlé à Georges de sa résolution. Elle était la proie d'une agitation incessante où elle entraînait le jeune homme, dansant avec lui sans arrêt après le dîner, et le lendemain l'emmenant au tennis et le provoquant en des *singles* qui les séparaient sur le court. Imperceptiblement elle était revenue à sa première manière, le traitant gentiment en camarade, sans préférence manifeste. Mais, l'attention aiguisée, il ne pouvait s'y méprendre et il se décida à lui poser la question embarrassante qu'elle aurait dû résoudre elle-même :

— N'avez-vous pas causé avec mon père, Helen? Il refuse son consentement, n'est-ce pas ? Je l'ai bien compris à votre silence. Il vous a résisté en vous couvrant de fleurs : ne vous l'avais-je pas prédit? Eh bien ! nous nous passerons de lui, comme il a été convenu.

— Oh! Georges, que vous êtes rapide! Votre père est un homme extraordinaire. Il connaît toute la carte du monde. Alors, vous comprenez, il intimide une jeune fille comme moi. Nous avons parlé de tant de choses intéressantes et passionnantes. Je ne me lassais pas de l'écouter. Mais quand il a fallu réclamer pour nous, je n'ai pas osé. Laissez-moi me lier davantage avec lui. Ce soir, je vous le promets, ce soir ou demain. Il paraît me témoigner de l'affection. Et vous, Georges, il vous aime énormément.

— Comment, vous êtes restée avec lui un après-midi entier, hier encore vous causiez avec lui, tout animée, et vous n'avez rien décidé?

— Mais non, un après-midi avec lui, c'est vite passé et il est difficile de lui imposer une direction.

— Je lui parlerai moi-même, aujourd'hui, tout à l'heure.

— Non, non, attendez encore. Il ne faut rien brusquer.

Elle le suppliait. Comment aurait-il tenu tête à la jeune fille? Il attendrait donc, mais il ne l'avait pas imaginée aussi craintive, aussi pusillanime. Qu'elle fût moins énergique et intrépide qu'il ne supposait, qu'elle fût sujette à des accès de timidité et de doute de soi, il n'en était point fâché en somme. De lui découvrir une féminité un peu inattendue, une certaine faiblesse, il se réjouissait presque. Il aurait tant de joie à la laisser s'appuyer à lui. Mais elle subissait l'ascendant de son père beaucoup plus qu'il ne l'avait prévu. Elle s'extasiait presque sur M. Philippe Morgon qui, à table, ne cessait d'alimenter la conversation et de lui donner un tour favorable. Fallait-il permettre qu'une sorte d'intimité se créât entre eux avant même les fiançailles? Il était jaloux de cette influence qui s'exerçait immédiatement sur tant de personnes, de ce pouvoir de domination qu'il avait toujours senti peser sur lui-même et auquel il s'était dérobé au prix d'une volonté opiniâtre.

Au cours de la journée, il devait être atteint plus profondément encore dans sa susceptibilité et son goût de l'indépendance. Avec ces chaussures de tennis qui permettent de glisser sans bruit, comme les chats, sur les parquets ou sur le sable, on tombe à l'improviste dans les conversations. N'avait-il pas entendu sans le vouloir cette fin de dialogue entre le colonel Smith et Mrs Arden, et sans doute aurait-il dû, en toute loyauté,

révéler plus tôt sa présence, mais il était demeuré figé malgré lui :

— Vous ne savez pas compter, chère amie. Donc il faut m'épouser. Je calcule de tête comme cet individu, vous savez, qui donne des séances.

— Inaudi ?

— Inaudi, c'est cela. Et la jeune fille, que lui assurez-vous pour le mariage?

— Lui assurerai-je quelque chose? Vous savez qu'il me faut une grande dépense. Elle épousera le fils de ce Philippe Morgon qui dirige les grandes Compagnies de bateaux. M. Philippe Morgon pourvoira à tout. Ne le pensez-vous pas?

— Je le pense en effet.

Sur ces derniers mots, Georges tourna les talons et s'éloigna sans entrer en scène. N'avait-il pas agi à la manière de Mrs Arden? Lui non plus, ne savait pas compter. Il avait supposé que sa situation, fortifiée par la fortune de sa mère, suffirait à un jeune ménage, même si Helen ne recevait pas de dot. Et voici que la question matérielle prenait une tout autre importance. Elle le soumettrait peut-être à la puissance paternelle. Sa fiancée avait dû s'en rendre compte avant lui. Elle entreprenait le siège de M. Philippe Morgon dans un autre dessein que celui de lui arracher son consentement. Elle songeait à améliorer l'avenir.

Cette seule pensée lui fut insupportable. Helen ne devait pas s'arroger un pareil droit. Mais ne l'accusait-il pas injustement? Elle avait bien pu être troublée par l'autorité qui émanait de son père et n'avoir pas osé aborder le délicat sujet. Lui-même n'éprouvait-il pas un sentiment analogue, une sorte de gêne à quoi il n'avait jamais pu se soustraire? Qu'avait-il à reprocher à ce père qui l'avait toujours entouré de sollicitude, de trop de sollicitude, ou d'une sollicitude trop informée de tout et trop dominante? Veuf de bonne heure, Philippe Morgon ne s'était pas remarié. Pourtant, il avait dû en être sollicité bien souvent. Sa personne, les hautes charges occupées, son aisance dans la vie, son art de séduire et de persuader le désignaient à l'attention des femmes. Et s'il savait contracté, hors du mariage, quelque liaison mondaine, il avait su la laisser dans l'ombre, au point que la façade demeurait intacte aux yeux de son fils. Maintenant encore, la cinquantaine atteinte

et même dépassée sans qu'il consentit à en revêtir l'apparence, il était paré d'un prestige qui, en toute occasion et dans toute société, le plaçait au premier rang. Or, il n'en usait point et semblait n'avoir d'autre ambition ni d'autre but que ceux des conquérants : le commandement et la direction.

Georges, parcourant ainsi le passé, aboutit à l'impasse où il se débattait depuis des années, presque depuis son adolescence pourtant choyée : ce père qu'il admirait, il lui était impossible d'être en confiance avec lui; il le redoutait comme si l'ombre trop grande qui tombait de ce trop bel arbre humain le privait de sa part de soleil. Mais il se reprocha son injustice et se promit de lui parler directement sans accepter l'intermédiaire de sa fiancée.

Plus perspicace et clairvoyant, Philippe Morgon observait, avec une inquiétude et même un trouble intérieur dont il s'étonnait sans les approfondir, les manèges de la jeune fille qui tournait autour de lui et s'écartait de Georges. Après le thé, ne lui avait-elle pas proposé de retourner au banc qui est sur le sentier de Findelen?

— Je veux me promener encore avec vous sous les arolles, monsieur Morgon.

Et il avait accepté cette sorte de rendez-vous transposé où il pensait plaider la cause de son fils après l'avoir compromise. De suite, il aborda ce qui devait être le sujet de leur entretien.

— Avez-vous parlé à Georges?

— Pas encore, monsieur Morgon, pas encore. Il aura de la peine. Et moi aussi. Je n'aime pas voir souffrir, et moins encore souffrir moi-même.

— Cela s'appelle-t-il égoïsme ou bonté? demanda-t-il en souriant.

— Avant de vous connaître, j'aurais cru que c'était de la bonté. Maintenant, je sais que c'est de l'égoïsme.

Il s'arrêta brusquement et fixa la jeune fille dans les yeux.

— Miss Helen, il n'y a pas d'objection à votre mariage avec mon fils. La fortune qu'il tient de sa mère, je lui demanderai comme un service de la laisser dans mes affaires, et les revenus que vous en tirerez vous permettront de ne rien changer à votre vie.

— Les revenus que vous imaginerez, monsieur Morgon.

Vous m'avez dit que Georges, pour les choses matérielles, était si ombrageux et susceptible !

— J'ai eu tort d'appeler votre attention sur sa fierté. Mais il ne sait pas calculer. Il n'aura pas à calculer. Et maintenant, laissez-moi ajouter un conseil. Ne vous contentez pas d'être belle et courageuse dans les sports et les fatigues physiques. Le mariage est sur un autre plan que l'amour. Une vraie compagne doit s'associer à la vie de son mari, la connaître, la comprendre, la partager. Il faut une union intellectuelle, une union du cœur et de la pensée.

Elle le regarda, elle aussi, bien en face, avant de lui répondre :

— Je ne serai pas la compagne de votre fils, monsieur Morgon.

— Vous avez donc changé ?

Et, par un revirement subit, donnant à sa voix un accent plus léger afin de ne pas laisser à leur entretien un ton sérieux dont il commençait de ressentir la gêne, il ajouta :

— Ah ! que voilà donc une singulière petite fille ! Elle vient faire le siège d'un vieux monsieur pour favoriser ses amours, et à la moindre résistance, elle se dérobe. Je vous croyais d'une race plus opiniâtre et résolue, miss Helen. Tandis que vous n'êtes que capricieuse.

Ils reprirent leur marche vers le banc de Findelen et ce fut elle qui s'y assit la première, comme si elle était lasse de marcher. Ils retrouvèrent l'exact paysage de la veille, avec le jeu des nuages autour du Cervin, pareil à une ronde de grands oiseaux blancs. Mais ils n'y prêtèrent pas attention. Les décors sont supprimés quand la crise intérieure se noue. Que signifiait ce drame qui se tramait entre eux ? Miss Helen Arden était comme écroulée, toute penchée en avant et appuyant ses coudes aux genoux. Philippe Morgon, supposant une bouderie, lui toucha doucement l'épaule :

— La petite fille n'est pas sage. Elle ne veut écouter personne.

Elle se redressa violemment, comme si elle avait reçu un choc électrique :

— Je ne suis pas une petite fille, monsieur Morgon. Je ne sais pas pourquoi vous me traitez avec ce mépris.

Elle avait jeté son chapeau dans l'herbe et agitait comme

une guerrière son casque de courts cheveux blonds. Mais ses yeux étaient pleins de larmes. La guerrière n'était qu'une femme, — une femme qui essayait de donner le change sur sa force de résistance avec un visage hâlé de jeune éphèbe, de beaux bras couleur de terre cuite, un corps bien pris et musclé, mais qui, sur toute cette vigueur apparente, jetait malgré elle, à la manière d'un voile, un charme délicat, une fine grâce trop douce pour un homme. Il l'enveloppa toute d'un regard un peu surpris et qu'il eut peine à retenir sur la pente qui aboutit au désir :

— Pourquoi vous traiterais-je avec mépris, miss Helen? Je ne mettais dans mes paroles qu'un peu de tendresse paternelle. Mon âge ne m'y autorise-t-il pas?

— Je ne veux plus que vous me parliez de votre âge. Vous êtes agaçant à la fin. Les hommes n'ont pas d'âge. Ils plaisent ou ils déplaisent, voilà tout.

— Et les femmes?

— Elles cessent de plaire, et c'est affreux.

— Bien, miss Helen, vous flattez votre futur beau-père.

— Dieu ! que vous pouvez être désagréable quand vous le voulez ! Vous ne serez jamais mon beau-père, puisque je n'épouserai pas Georges.

Philippe Morgon, contrarié, ne répondit pas tout de suite. Un vieux guide qui venait sur le sentier allait passer devant eux, quand il ordonna presque à la jeune fille :

— Vous qui savez toutes les langues, y compris l'allemand, demandez-lui donc le chemin pour le glacier de Findelen.

— Nous le trouverons bien sans lui.

— Demandez toujours.

Elle se renseigna. On ne pouvait se tromper, et ils le savaient bien. Le sentier conduisait au refuge. De là on passait devant le petit lac, puis l'on atteignait la moraine. C'était aussi le chemin pour l'ascension du Rimpfischhorn. Et le guide, flairant une clientèle, se proposa :

— Voulez-vous y monter avec votre père?

— Non, merci, répliqua-t-elle brusquement, et elle tourna le dos au tentateur sans même répondre à son bonsoir.

— Que vous a-t-il dit? réclama Philippe Morgon avec un sourire, mais un sourire attristé.

— Rien. Il m'a expliqué la route.

— Il vous l'a expliquée longuement. Et vous ne l'avez pas remercié.

— Je déteste ces gens qui s'offrent.

— Miss Helen, je sais assez d'allemand pour reconnaître au passage le mot *Vater*. Vous êtes gentille de ne pas me l'avoir traduit. Je pensais bien que ce mot serait prononcé. Je le pensais, j'en étais sûr, et voyez comme les hommes sont absurdes : je n'en ai pas eu de plaisir.

Il plaisantait et cherchait à obtenir d'elle un sourire. Or l'orage qui grondait en elle éclata subitement : elle se mit à sangloter. Il tenta encore d'écarter de la scène tout tragique et lui tendit un mouchoir, comme elle ne trouvait pas le sien :

— Il est tout neuf : vous pouvez le prendre. Mais c'est donc vrai, miss Helen, que vous n'êtes qu'une petite fille, une toute petite fille. Pourquoi diable pleurez-vous? Qu'est-ce qui vous fait de la peine? Allons, allons, je comprends votre énervement. Vous ne démêlez pas très bien en vous ce qui se passe. Voulez-vous que je vous aide? Hier, vous aviez renoncé à votre amour pour Georges, parce que je vous avais mis trop brutalement en présence des choses pratiques. Je n'ai pas joué un beau rôle, mais hier j'étais votre ennemi. Ce mariage me déplaisait. J'avais en vue pour Georges un autre parti, la fille du directeur de sa Compagnie de forces motrices, une charmante jeune fille de chez nous. Celui-ci m'en avait parlé et désirait faire de lui son successeur. Vous voyez comme je suis franc. Mais vous avez séduit le père, après avoir séduit le fils. Maintenant je vous rends les armes. Maintenant, il faut épouser Georges.

Pendant qu'il la consolait, elle avait résolument arrêté le cours de ses larmes et tranquillement avait ouvert son petit sac pour en tirer sa boîte à poudre et son fard :

— Non, déclara-t-elle d'une voix paisible qui contrastait avec son émoi si récent, je ne veux plus.

— Il faut avoir plus de décision, miss Helen.

— Ah! il faut avoir plus de décision? Ah! vous me reprochez de n'être pas assez décidée? Je vous ai pourtant bien dit, quand ce guide a passé sur le chemin, que je déteste les gens qui s'offrent. Monsieur Morgon, je ne sais plus ce que je dis. Il faut avoir pitié. Et puis, si vite, si vite, je ne supposais pas que ce fût possible.

— Mais quoi donc ?

— Mais ça... Et puis, laissez-moi tranquille. Je ne veux plus voir personne. Je ne veux plus vous voir. Je veux m'en aller...

Elle n'avait pas achevé qu'elle s'enfuit.

— Helen, appela-t-il de toute son autorité, écoutez-moi.

Elle paraissait et disparaissait entre les troncs rouges des pins dans sa course folle que l'appel répété ne suspendit pas. Le soleil et l'ombre se la disputaient. Elle était si légère que ses pieds ne soulevaient aucune poussière, ne semblaient pas effleurer le sol. Un tournant du sentier la cacha. Il ne la revit que très loin, à un autre contour, plus petite et courant toujours. Le souffle ne lui manquait pas. Quelle Diane chasseresse l'égalerait dans les bois?

Philippe Morgon, qui la comparait à une déesse, ne pouvait songer à la rattraper. Courir si vite n'était plus de son âge, de l'âge du père. *Si vite :* elle avait prononcé deux fois ces deux mots. Qu'était-ce donc qui était venu si vite? — *Ça.* Il se refusa tout d'abord à donner à ce mot un sens. Il ne voulait pas le traduire. Mais il avait accoutumé de regarder en face les hommes et les faits. — *Ça,* pourquoi le cacher plus longtemps? ce ne pouvait être que l'amour. Il venait de recevoir en plein visage une déclaration d'amour. Et il la recevait de la fiancée de son fils! Était-ce possible? Si incroyable que ce fût, il fallait bien l'admettre. Ces larmes, quand il lui avait rappelé son âge et avait imaginé de le lui faire rappeler par le paysan, cette colère subite quand il avait exigé une résolution en faveur de Georges, ces paroles incohérentes et à peine énigmatiques, cette fuite éperdue, tous ces symptômes, tous ces gestes, toute la scène en contenaient la preuve. Il connaissait trop les femmes, il les avait trop observées avec sa lucidité impitoyable pour s'y méprendre. Mais l'indice le plus sûr, le signe le plus sensible n'était même pas dans ce faisceau de témoignages évidents. Il était dans son propre émoi. Déjà les deux jours précédents, il s'était senti troublé et il avait perçu nettement que ce trouble, elle-même en était envahie. Là est le pire danger. Quand la réciprocité n'est pas immédiate, il reste des chances pour écarter ou tout au moins limiter le mal. Mais quand les yeux ont révélé le mystérieux accord du cœur et de la chair, la chaîne est déjà tissée.

Philippe Morgon commença d'être atterré de la découverte. N'avait-il pas, inconsciemment, par goût de vaincre, cherché à attirer et dominer la jeune fille? Rechercher cette domination, n'est-ce pas déjà, pour la femme, l'esclavage naissant? Il entreprit loyalement son examen intérieur pour connaître s'il était coupable. Et cet examen ne lui fut pas favorable. Dès la rencontre dans le hall, il avait joué avec elle au jeu dangereux, tour à tour plaisant et grave, ironique et flatteur. Mais il avait joué presque ingénument, tant elle se montrait naturelle, simple et droite. Tout de suite, il avait été ensorcelé par cette fraîche image de jeunesse. A table, il avait pour elle accepté brusquement la mystique de Georges avant de réclamer pour l'avenir les victimes inutiles de la montagne. N'avait-il pas suivi dans les yeux de la jeune fille l'intérêt grandissant, l'intérêt passionné qu'elle attachait à ses paroles et ne s'était-il pas efforcé de surpasser son fils comme dans un tournoi dont elle représentait la dame? N'avait-il pas dès lors tenté de la conquérir? Sous les pins, dans leur longue conversation, n'avait-il pas ressenti quelque plaisir secret à soulever des objections, à multiplier les obstacles devant son mariage? Avait-il cessé dès lors de tirer de lui-même, dès qu'elle était présente, toutes ses ressources d'imagination et d'esprit comme on tire un feu d'artifice? Il n'avait pas cessé de l'attirer. Comme l'épervier, il avait décrit de grandes spirales autour de la tourterelle, tout en évitant de fondre sur sa proie. Sans aucun doute, il était coupable.

Mais non, il ne pouvait s'accuser de la sorte. Nos phrases et nos pensées ne sont pas l'objet de tant de préparations. La vie humaine serait impossible, s'il la fallait soumettre à une attention aussi minutieuse. La plupart du temps, nous nous laissons glisser sur les jours, comme une barque sur l'eau, sans y prendre garde. Les plus volontaires laissent habituellement un peu de champ libre à leur volonté. Il avait accueilli miss Helen Arden gentiment. S'il avait essayé de la détourner de ses fiançailles, c'était de la meilleure foi du monde, par méfiance de l'étrangère, par souci de l'avenir de Georges, et non pour un but personnel qu'il n'avait jamais envisagé et qu'il refusait encore d'envisager. Il n'était pas responsable de la folie passagère d'une jeune fille.

Folie qui ne laissait pas de l'inquiéter et qui remuait en

lui tous ces désirs, toutes ces puissances de rêve, de possession et d'amour si lents à mourir chez les hommes en pleine activité et production, inaccessibles si longtemps à l'âge, comme s'ils étaient les symboles mêmes de la vie et comme si le renoncement était déjà le commencement de la mort. Il ne pouvait se dissimuler que, dès le premier instant, dès la rencontre dans le hall, il avait entendu en lui cet appel de jeunesse auquel une oreille avertie ne se trompe pas. D'autres fois déjà, il l'avait entendu sans conséquence. Mais il n'avait pu supposer qu'on y répondrait avec cette franchise et cette spontanéité au point de lui laisser croire qu'il avait été devancé. Là était le péril auquel il fallait sans retard se dérober.

Et déjà il ne s'y déroberait pas sans amertume et sans regret. Un grand romancier a donné le surnom de *Démon de midi* à la passion qui s'empare d'un homme ou d'une femme dans leur maturité au risque de bouleverser leur existence. En réalité, il n'y a pas de Démon de midi. Les tentations sont de toute la vie et de tous les âges. Nous sommes jusqu'à la fin livrés à des forces contraires, les unes qui nous protègent, les autres acharnées à nous détruire. Celles-ci ne désarment jamais, et même si elles demeurent dans la vieillesse sur le plan supérieur de l'intellectualité, elles ne cessent pas de chercher à nous corrompre et avilir. L'orgueil, la vanité, la méchanceté, l'avarice ne disparaissent pas plus de notre sillage que la sensualité C'est la meute qu'il faut tenir en laisse.

« La vie, écrivait Sainte-Beuve avec désenchantement, est une partie qu'il faut toujours perdre. » C'est, au contraire, la partie qu'il faut gagner. On ne la gagne définitivement que le dernier jour. On ne la gagne qu'avec les passions, par les passions, mais disciplinées et exhaussées. Car « les cœurs demi-morts, à quoi sont-ils bons? » Dante a placé dans les limbes le troupeau des tièdes, des lâches et des inutiles. Les passions tardives sont le signe de la force prolongée. La douleur qui s'en extrait est un ferment plus actif que leur joie. Mais qui donc consent volontiers à une douleur qui, pourtant, est une augmentation de la vie?

Philippe Morgon, après l'avoir honnêtement appelée, la rejeta tout à coup avec horreur. Pourquoi se déroberait-il à cette chance inattendue qu'il n'avait ni recherchée ni provoquée? Si longtemps il était resté fidèle au souvenir d'une

morte qu'il avait mise à part, comme dans une chapelle ouverte à lui seul. Si longtemps il avait circonscrit le domaine de ses rares liaisons, afin de garder cette fidélité du cœur, sinon des sens, et de ne pas donner de seconde mère à Georges trop sensible et défiant. Au sommet de sa carrière, las des honneurs et des succès, n'avait-il pas, avant le déclin, droit au bonheur, lui aussi? Débarrassé des scrupules, il aspira avec avidité, comme un bouquet au parfum trop violent, les minutes qu'il venait de vivre. *Si vite, si vite*!... et c'était *ça*!... Il évoqua toute la scène, les larmes, l'indignation contre le rappel de l'âge, les paroles entrecoupées si claires, trop claires, si belles, trop belles, et la fuite de la robe entre les fûts rouges des arolles. C'était un vertige délicieux qui l'envahissait. Il s'y livra en renonçant à se contracter.

Comme il cherchait une forme à son émotion, son éducation classique, les humanités d'autrefois, qui allaient de pair chez les esprits cultivés avec la culture des sciences, la lui fournirent. Les admirables vers de Corneille lui revinrent à la mémoire. Psyché n'a-t-elle pas osé parler la première?

> Vous soupirez, Seigneur, ainsi que je soupire :
> Vos sens comme les miens paraissent interdits.
> C'est à moi de m'en taire, à vous de me le dire;
> Et cependant c'est moi qui vous le dis.

Mais Psyché s'adresse à l'Amour. Et Philippe Morgon, rappelé à la réalité, sourit tristement à sa jeunesse perdue.

Sa jeunesse perdue... Était-il vrai que les hommes ne vieillissent pas, comme Helen Arden le lui avait affirmé? Prendrait-il à son fils une fiancée qui, subitement, lui donnait la préférence? Le cas n'était pas nouveau, n'était pas unique. Tel grand homme d'État anglais n'avait pas hésité à dépouiller son descendant, et jamais la femme ne l'avait regretté, et le fils avait subi la primauté paternelle. Maître des mers, maître de sa fortune et de son destin, il ne l'était déjà plus de son cœur. Tant de fois il avait tranché des cas difficiles, et toujours en les simplifiant! A quoi bon compliquer les choses? Il n'y avait qu'à laisser les événements suivre leur cours. Helen Arden devait l'attendre à Riffelalp. Ils auraient ensemble une explication. Et cette explication les conduirait peut-être à l'ineffable douceur des fatales amours, même disproportionnées.

Comme il se disposait à regagner l'hôtel dans cet état d'esprit qui le rapprochait de la béatitude, il aperçut, à côté du banc, le chapeau qu'elle avait jeté dans l'herbe. C'était un petit chapeau rouge, un de ces chapeaux de feutre malléable qui se plient à tous les caprices et se mettent ou s'enlèvent à la moindre humeur. Il le ramassa et commença par le poser sur son poing comme font les modistes sur un champignon de bois. Il lui sourit et, pour un peu, lui aurait adressé la parole. Sur quoi, se trouvant ridicule, il le laissa pendre négligemment au bout de son bras. Le verrait-on rentrer à Riffelalp dans cet équipage? Pourvu que la terrasse ne fût pas envahie! Mais non, les petits nuages blancs de tout à l'heure, pareils à des oiseaux, s'étaient agglomérés et maintenant cachaient le Cervin presque dès la base. Le motif principal du décor disparaissait. Il n'y aurait peut-être personne. Et, au contact du petit chapeau rouge, il sentit obscurément qu'il n'était déjà plus un homme libre.

HENRY BORDEAUX.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

UN CAS DE FOLIE COLLECTIVE

LA CRÉATION D'UN MINISTÈRE DE L'AIR

Cet article, d'une argumentation si pressante, nous a été apporté par une personnalité hautement compétente pour tout ce qui touche à l'organisation de la défense nationale. La question qui y est traitée est trop grave pour que nous ayons pu hésiter à saisir l'opinion du danger qui y est signalé avec tant d'angoissante précision.

Ce n'est pas dans le fait de créer un ministère militaire de l'Air que réside la folie. Il n'y a là qu'une grave erreur d'organisation. D'autres pays l'ont commise avant nous, moins grave cependant qu'elle ne l'est en France, car leurs conditions géographiques, militaires et politiques diffèrent beaucoup des nôtres. Ce qui est fou, c'est la façon dont le ministère de l'Air a été créé, c'est la succession des événements d'où est sortie cette création.

Le ministre du Commerce est tué par la chute de l'avion qui le porte. Cet accident n'est pas dû à un défaut du matériel; il est uniquement dû, semble-t-il, au manque de jugement d'un pilote qui, troublé par la présence d'un aussi grand personnage, méconnaît les principes les plus élémentaires du pilotage, ceux qu'on inculque à un débutant avant son premier « lâché ».

Accident banal, sauf par l'importance d'une des victimes, car les pilotes méprisent souvent, hélas ! les principes élémentaires du pilotage. Cependant on veut y voir la preuve décisive et convaincante de la déchéance de l'aéronautique française. Aussitôt, une campagne, amorcée depuis longtemps par les journaux spéciaux, éclate dans toute la presse, avec une soudaineté qui révèle une savante préparation : « L'aéronautique française est au plus mal, elle agonise; il n'y a qu'un remède, créer un ministère de l'Air. » Cela, présenté au public comme une vérité au-dessus de toute discussion. Et la France étant un des rares pays du monde qui se fasse de l'autorité de l'État une conception vraiment monarchique, la voilà persuadée que, dotée d'un personnage aussi auguste qu'un ministre, l'aéronautique ne faillira plus.

D'ailleurs, impossible d'attendre ! Réuni en hâte après les funérailles des victimes de l'accident, le cabinet décide de créer immédiatement un ministère de l'Air. Il n'examine même pas les objections des ministres intéressés. Autant vaudrait opposer une toile d'araignée à un coup de vent. Ce ministre de l'Air, on ne sait pas encore quelles attributions on lui donnera, ou on feint de l'ignorer. Peu importe. Nommons-le d'abord, on définira ses attributions après.

Le but de la réforme est, prétend-on, d'opérer ce que le jargon moderne appelle un « redressement » de l'aéronautique, sa guérison. — Cela suppose admis que notre aéronautique est malade. Mais l'est-elle en effet ?

Certes, tout n'est pas parfait dans les aéronautiques militaire et maritime. Mais enfin elles fonctionnent honorablement. Six cents avions de l'armée ont manœuvré récemment, pendant trois jours, presque sans un incident. L'été dernier, des manœuvres navales prolongées ont mis en jeu, entre Rochefort et Brest, des escadrilles d'hydravions venues de Tunisie ou de Provence, qui ont ensuite participé à la revue navale du Havre. Certaines n'ont ainsi rejoint leur base qu'après une absence de trois mois. Or, il y a seulement deux ans, traverser la Méditerranée paraissait un exploit. Les progrès sont donc grands. Si le matériel a encore des défauts évitables, si les magasins ne sont pas aussi bien pourvus qu'ils devraient l'être, le personnel, l'entraînement, l'activité laissent peu à désirer, et ce n'est pas de l'organisation militaire que souffre notre aéronautique. Elle

souffre du manque de liaison entre l'utilisateur et le technicien; elle souffre du mauvais fonctionnement des services techniques, de l'insuffisance des laboratoires et des études; elle souffre des méthodes appliquées à la passation, à la surveillance, à la liquidation des marchés; enfin et surtout l'organisation du réseau commercial, national et international, est d'une pauvreté pitoyable.

La sagesse semblait être de réformer ce qui ne marchait pas et de respecter ce qui fonctionnait bien.

Mais la sagesse n'est pas de saison. Nous sommes gouvernés par une mystique. En vain le ministre de la Guerre et le ministre de la Marine, hommes d'expérience qui connaissent le fond du débat, qui l'ont étudié, que la décision prise touchera directement, puisqu'ils sont responsables, l'un de la défense du territoire, l'autre du maintien des communications maritimes, essaient-ils de s'opposer à ce que l'on jette hors de l'armée et de la marine, qui les utilisent, les aéronautiques militaire et maritime. En vain demandent-ils que l'on prenne au moins le temps de réfléchir, que des gens compétents enquêtent, s'informent, que le Conseil supérieur de la défense nationale soit consulté. Rien n'y fait. Des hommes, auxquels vingt ou trente années de participation au gouvernement ont donné l'expérience des grandes affaires, refusent de tenir compte de leurs objurgations. On ne veut pas être informé; on craint d'être éclairé; on semble avoir peur que l'enquête ne conclue, comme en Amérique, contre la création du ministère de l'Air. Car les États-Unis se sont trouvés dans notre cas. Il y a trois ans leur aéronautique allait mal, les progrès techniques étaient lents, les appareils si arriérés qu'on achetait des moteurs en Europe. La perte du *Shenandoah*, un grand dirigeable qui se rompit, provoqua un violent mouvement d'opinion en faveur de la création d'un ministère de l'Air que prônait un homme ardent, candidat à l'emploi. Le gouvernement américain, un moment ébranlé, sut tenir tête à l'opinion; il nomma une grande commission devant laquelle comparut tout ce qui touche à l'aéronautique, tout ce qui s'en sert. Les procès-verbaux de cette commission sont pleins d'enseignements. Après avoir écouté et délibéré, la commission mit sur pied l'organisation type, l'organisation rationnelle de l'aéronautique d'un grand pays et, depuis cette époque, l'aéronautique des États-Unis progresse à pas de géants

dans tous les domaines, sans une discussion, sans un tiraillement.

Mais que pèse cette expérience contre l'éloquence d'un ministre qui évoque devant le Conseil, en images vives et violentes, ce que sera la guerre future ? Armées et marine n'y comptent plus pour rien. Il ne voit plus qu'une guerre, la guerre de l'air, et, pour mener cette guerre, il faut une armée de l'air préparée, instruite, commandée par un ministre de l'Air.

Est-il possible que la duperie des mots s'exerce avec une telle aisance et sans que personne essaie même d'en discerner le contenu ?

La guerre de l'air ?... Mais les hommes n'habitent pas l'air et rien de ce qui est nécessaire à la vie, sauf la pluie, ne leur arrive par l'air. Aussi la guerre, quand il y a guerre, n'est-elle pas dans l'air et n'a-t-elle pas l'air comme objet. La guerre est sur la terre où vivent les hommes et sur la mer, puisque c'est par la mer qu'on leur apporte les choses nécessaires à leur vie et à la poursuite de la guerre. Il n'y a donc qu'une division logique de la défense nationale : protection du territoire, protection des communications maritimes ; attaque du territoire de l'ennemi, attaque de ses communications maritimes. La première de ces tâches incombe au ministre de la Guerre, la seconde au ministre de la Marine. Ils en sont responsables et elles ne peuvent, sans désordre, se scinder en parties placées sous des autorités indépendantes de la leur. L'aviation n'est qu'un moyen de plus d'attaquer ou de défendre le territoire et les communications maritimes. C'est un canon à longue portée qu'un avion. Il n'est pas plus logique de faire un ministère militaire de l'Air qu'il ne le serait de faire un ministère du canon, sous prétexte que les « berthas » tirent à cent kilomètres et plus. Et au fait, pourquoi ne pas rattacher l'artillerie au ministère de l'Air ? Les obus volent, eux aussi ; les obus, comme les avions de chasse, s'opposent aux bombardements aériens. Les motifs invoqués pour créer ce ministère militaire de l'Air, justifieraient les pires absurdités. Pourquoi n'ériger-ait-on pas la direction des haras en ministère de la cavalerie ? Pourquoi ne pas créer un ministère des transports terrestres auquel on donnerait les chemins de fer, les automobiles et les chars de combat ? On pourrait aussi rattacher la marine de guerre au sous-secrétariat d'État de la marine marchande...

Et là nous touchons à un point de psychologie très curieux.

Il y a une vingtaine d'années ce rattachement, que le pays (?) vient de réclamer pour l'aéronautique, existait pour la marine. La marine marchande dépendait du ministère de la Marine. Quels excellents motifs n'a-t-on pas invoqués pour l'en séparer ? « Un ministre militaire, disait-on, ne peut avoir l'esprit commercial ; absorbé par la marine militaire, le ministre de la Marine délaisse forcément la marine marchande ; un ministre militaire est porté à employer vis-à-vis du personnel civil de la marine marchande un ton et des procédés qui enveniment les conflits au lieu de les apaiser, etc... » Tous ces arguments et d'autres, décisifs quand il s'agissait de détacher la marine de commerce de la marine de guerre, n'ont plus aucune valeur quand on les oppose au rattachement de l'aéronautique militaire à l'aéronautique commerciale.

De vagues notions de « taylorisme », mal digérées, nous inclinent fâcheusement à des simplifications inconsidérées. C'est un des effets de la prédominance de plus en plus marquée du primaire sur l'esprit national, conséquence de l'amoindrissement de la culture classique. Car l'unification est par excellence une notion primaire, même une notion enfantine. Quand on distingue mal, on a tendance à tout confondre ; l'enfant commence par ranger les objets dans des catégories très générales : il diversifie à mesure que son intelligence prend de la force et que son expérience s'élargit. L'unification peut, dans certains cas, abaisser les prix de revient ; elle n'a été inventée que pour cela ; encore faut-il qu'elle ne s'applique qu'à des objets de même nature, et pas trop dissemblables. Il faut la considérer seulement comme une commodité. Quand on l'établit en violation de principes qui résultent de la nature des hommes et des choses, on engendre le désordre : il est à remarquer qu'une des rares voix qui se soient fait entendre dans la presse contre la création du ministère militaire de l'aéronautique est précisément celle de l'apôtre le plus convaincu du « taylorisme » et de la « rationalisation », celle de M. Louis Forest. Mais c'est un apôtre qui, connaissant à fond le système qu'il préconise, discerne les cas où son emploi est avantageux de ceux où il crée la confusion.

Serait-ce un progrès, de créer un ministère des constructions navales qui fournirait au ministre de la Marine cuirassés ou torpilleurs tout armés, en conservant pour lui

seul l'autorité sur le personnel embarqué? Or, voilà justement ce qu'on vient de faire pour l'aviation et l'hydraviation militaires, qui sont des moyens de guerre sur terre et sur mer au même titre que l'artillerie, les chars de combat et les sous-marins. Est-ce le ministre de l'Air qui sera responsable de la guerre sur terre ou de la guerre navale? Non, ce seront les ministres de la Guerre et de la Marine. Et cette responsabilité, la plus redoutable qui soit, reviendra à des hommes dénués de toute autorité effective sur le matériel et sur le personnel d'un de leurs principaux moyens d'action! A eux toute la responsabilité des résultats; au ministre de l'Air toute liberté pour le choix des moyens, toute autorité sur le personnel. C'est lui qui donne la croix et les galons; ce sont ses collègues qui envoient les gens se faire tuer. Telle est la conséquence du système adopté. L'absurdité en est si éclatante qu'il faut se bander les yeux pour ne pas en être ébloui.

Eh bien! le Conseil des ministres reste sourd aux raisons si fortes, aux arguments si puissants qu'essaient de lui faire entendre les ministres de la Guerre et de la Marine. Et il décide à une forte majorité de faire passer au ministre de l'Air les aviations des armées de terre et de mer. Comment expliquer une telle décision, sinon par le désir inavoué de restreindre la juridiction des militaires au profit d'un ministère considéré comme civil? C'est de bon travail démocratique. Il existe un état-major de l'armée et un état-major de la marine que l'on soupçonne d'avoir soufflé aux ministres militaires les raisons sur lesquelles ils fondent leur opposition; et on n'est pas fâché de traiter avec dédain les raisons des militaires. *Cedant arma togæ*. L'attribution au ministre de l'Air de toute autorité sur le personnel et sur le matériel des aviations militaires, apparaît comme une victoire de la démocratie sur le militarisme.

Étrange victoire! Que vient-on de faire en effet? On vient de créer une armée de l'air indépendante, soustraite aux traditions de discipline, de modération, de réserve politique de ces deux vieilles armées de terre et de mer. On vient de donner l'indépendance à une armée de métier, à une armée de cadres, à une armée où le goût du risque, de l'aventure est général, à une armée composée d'individualistes qu'il n'est pas toujours facile de soumettre à une stricte discipline. Cette armée, si facilement excitable, est douée d'une extrême mobilité : en six heures, elle

peut se concentrer de tous les coins de la France autour de la capitale. Elle est constituée d'éléments de force importants que deux hommes suffisent à mettre en jeu, avec la quasi certitude de l'impunité, car ils gagneront la frontière sans qu'on puisse s'y opposer. Un fantassin, un cavalier ne disposent que d'armes individuelles : un pilote et un mécanicien qui s'entendent suffisent pour mobiliser l'avion le plus puissant. Cet ensemble de conditions morales et matérielles ne fait-il pas de l'armée de l'air « l'armée de coup d'État par excellence » ? Armée d'autant plus redoutable qu'elle ferait bénéficier ses partisans de l'effet de surprise qui peut avoir une si grande part dans le succès d'une révolution.

Diviser une telle armée en groupes le moins liés possible, les tirer de milieux d'esprit différent, les incorporer dans des armées fortement organisées qui contiennent et limitent les passions et les ambitions, voilà ce que commandent le souci du maintien de l'ordre social et la stabilité du régime politique. Toute la campagne qui s'est faite en faveur d'un ministère de l'Air, a comme origine et comme moteur le désir du personnel de l'aéronautique d'avoir son ministre à lui ; en le lui donnant, on satisfait une aspiration corporative semblable à celles qui s'expriment par les formules bien connues : la « mine aux mineurs » ou « les chemins de fer aux cheminots ». Le personnel a bien l'intention de diriger l'aéronautique à son profit par l'intermédiaire du ministre qu'il s'est choisi. Car ce n'est pas le gouvernement qui a choisi le ministre, c'est le personnel mi-civil, mi-militaire, qui s'agite dans les coulisses de l'aéronautique.

La majorité du cabinet, qui s'est montrée si désireuse de diminuer le militarisme en France, s'apercevra bientôt qu'elle n'a fait que l'augmenter. Elle n'aime pas les états-majors généraux, puissances militaires dans l'état civil ; au lieu de deux, elle en aura trois. L'état-major général de l'air est sans doute déjà en gestation. On y joindra sans doute un conseil supérieur de l'air. Et ce n'est pas tout. C'est un commencement.

Reste la question d'argent, qui, dans l'actuel état de nos finances, est moins que jamais négligeable. Le cabinet a le souci d'alléger les budgets, les budgets militaires surtout. Mais quand il s'est agi de créer ce ministère de l'Air, on ne s'est pas arrêté un instant à cette considération : on a voulu croire qu'on

n'engageait aucune dépense nouvelle. De plus audacieux ont même parlé d'économie : la fameuse économie qui procède de la concentration des services. Quelques minutes de réflexion suffisent pourtant à montrer que le ministère de l'Air imposera aux contribuables de nouvelles charges. Je ne parle pas des premières installations, une douzaine de millions : c'est une misère. Mais tous les services centraux de comptabilité, de contrôle, d'administration, d'intendance, qui, organisés pour l'armée de terre et l'armée de mer, s'occupaient en même temps des aéronautiques militaires, vont être à créer complètement au ministère de l'Air. Ce sont quelques centaines de fonctionnaires nouveaux qu'il faudra payer, éclairer, chauffer, retraiter, auxquels il faudra fournir de l'encre, du papier, des gardiens de bureaux et des huissiers. Tout cela grèvera annuellement le budget de quelques dizaines de millions, sans compter les frais qu'occasionneront les organes de liaison indispensables entre les ministères de la Guerre et de la Marine, d'une part, et le ministère de l'Air.

Ainsi, par l'effet d'un envoûtement inexplicable, des hommes sages, expérimentés, ont créé un ministère de l'Air sans savoir quelles en seraient les attributions ; patriotes, ils ont refusé de voir, malgré les représentations des ministres militaires, qu'ils désorganisaient le commandement en plaçant sous deux autorités différentes les armes qui agissent sur le même terrain ; ils ont créé un militarisme de plus, alors qu'ils désiraient affaiblir le militarisme et ils ont augmenté les dépenses de la nation quand leur vœu le plus cher est de les réduire.

Au lieu de cette organisation dangereuse, illogique et coûteuse, ils auraient pu, à moindres frais, en dotant notre pays d'une organisation semblable à celle qu'ont adoptée les États-Unis, garantir à l'aéronautique française un long avenir de prospérité dans l'ordre et dans la concorde. Il eût suffi de prendre le temps de la réflexion et d'ouvrir les yeux. Mais que d'ambitions et d'appétits n'eussent pas été satisfaits!...

* * *

GEORGES CADOUDAL

III [1]

LE DUEL

LES TROUPES DE FOUCHÉ

L'éclatant prodige que Bonaparte vient d'accomplir ne corrige pas les royalistes de leur candeur invétérée; n'admettant pas qu'un homme doué d'une intelligence si exceptionnelle puisse penser autrement qu'eux, ils imaginent encore qu'il prépare le retour de la monarchie légitime. Georges Cadoudal, plus perspicace, semble avoir pénétré le secret de l'ambitieux Consul et prévu que la route sur laquelle Bonaparte s'est lancé d'un tel train n'est pas de celles qui se bifurquent. De son côté, le vainqueur de Marengo a deviné, en ce paysan têtu, un irréductible ennemi. Il sait que, avec des grades, des titres, des donations, voire des trônes, il pourra aisément amadouer les autres; celui-là, jamais. Et, si confiant soit-il en son étoile, il le redoute.

Avant même de partir pour l'Italie, alors que son puissant cerveau roule un monde de projets quasi irréalisables et de combinaisons qui touchent au fantasque, l'un des derniers ordres qu'il a donnés fut celui d'arrêter Georges qui était alors en Angleterre; lorsqu'il en revint, au début de juin, l'ordre est réitéré; car, même aux prises avec l'Autriche, à la veille du grand coup qu'il médite, Bonaparte est encore obsédé, — presque

Copyright by G. Lenotre, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 octobre.

superstitieusement, — par le souvenir du terrible Breton : le 4 juin, de Milan, entre une cérémonie à la cathédrale et une représentation au théâtre de la Scala, il écrit : « Prenez mort ou vif ce coquin de Georges; si vous le tenez, faites-le fusiller dans les vingt-quatre heures. » Mais Fouché et Bernadotte temporisent; le téméraire Consul ne va-t-il pas perdre la partie qu'il joue au delà des monts? Ils ne se pressent pas d'obéir; il ne faut pas se brouiller avec le parti royaliste que peut-être on flagornera demain. « Attendez, dit Fouché à ceux qui cherchent le vent; point de légèreté, point d'imprudence, point de propos envenimés ni rien d'hostile... » Marengo change tout : le zèle du même Fouché est subitement acquis au vainqueur que, vaincu, il s'apprêtait à trahir, voire à remplacer.

Bonaparte, qui a tout deviné des félonies et des perfidies qui l'entourent, profite de sa victoire pour parler en maître : il est rentré le 2 juillet; le 4, il commande : « Faites donc arrêter et fusiller dans les vingt-quatre heures ce misérable Georges. » Tout aussitôt une légion de policiers et de mouchards se déverse sur le Morbihan. Fouché en dirige une armée « innombrable », armée « ténébreuse, irrégulière et bigarrée », composée de la façon la plus hétéroclite. Les anciens terroristes, dont il avait été le modèle et l'idole au temps de la Convention, tombés maintenant dans la misère, « viennent chez lui solliciter un secours en échange de quelque secret » ; il leur adjoint les aventuriers, « les dilettantes de la chasse à l'homme », les « passionnés » que quelque haine à assouvir rend ses esclaves, beaucoup de femmes, des besogneux, d'anciens chouans, des nobles, des émigrés réduits à la famine. La police spéculait sur l'indigence des uns, sur l'ambition des autres « pour s'en servir contre les indomptables du parti royaliste ». La véritable police secrète de Paris se composait seulement, en 1800, « de 42 individus régulièrement appointés ». M. Madelin en a retrouvé la liste : on y voit figurer « une dame de Lignières, femme très dangereuse, employée déjà sous Robespierre »; le chevalier Dorival, ancien mouchard de Sartine; Collin, « ami intime de Danton et de Robespierre »; l'ex-conventionnel Fréron, et, d'après certains témoignages, ses collègues Barère et Lavicomterie; le ci-devant oratorien Gaillard; sans compter tous les X que désignait seulement un chiffre ou une initiale.

On le voit, Fouché n'avait qu'à choisir; mais son diabolique

génie l'avertissait sûrement qu'il fallait, pour prendre Georges, bien gardé par ses chouans, d'autres ruses que celles coutumières à ses espions des salons ou des cafés parisiens. Voici la lettre qu'il écrivait, le 23 juillet; le personnage s'y peint sans pudeur : « Georges est dans le Morbihan; poursuivez-le... avec la plus vigilante activité. Le Premier Consul est vainqueur en Italie; il faut qu'il le soit partout. N'épargnez aucun des chefs qui voudront relever la tête; fusillez-les sans pitié. Nos agents commencent à être connus et compromis : j'en mettrai d'autres à votre disposition : ce sont des gentilhommes, des ci-devant, qui, par leur nom et leurs titres, sont estimés de tous les chouans; ils obtiendront facilement leur confiance et nous les livreront à l'heure dite. » C'est donc bien à lui, l'ancien fusilleur de Lyon, que remonte la responsabilité de cette infernale machination. Grâce aux renseignements dont il dispose, il va choisir, parmi les anciens compagnons de Georges, ceux que la détresse asservit; il les paiera bien pour les décider à trahir le chef qu'ils ont aimé. Un tel raffinement de perfidie inspire tant de mépris pour le ministre qui commande qu'on est presque pris de pitié pour les misérables qui lui obéissent.

Ce n'est pas sans peine, d'ailleurs, que Fouché recruta les hommes dont il avait besoin. L'histoire de leurs tentatives demeure mystérieuse sur nombre de points et c'est dans les ténèbres qu'il faut glaner pour en recueillir, à tâtons, quelques incidents. Le premier dont on a mention est un certain César Papin, « ci-devant noble », d'après une note d'archives; il vivait en pension chez l'aubergiste Delisle, à Vannes, avec Julien Berthelot, ancien officier dans la cavalerie des chouans. Dès juillet 1800, ils ont offert leurs services à Bernadotte qui les a munis d'un sauf-conduit; mais leur situation est des plus louches. Hésitent-ils? Sont-ils pris de peur ou cherchent-ils seulement à soutirer de l'argent aux deux partis? Le fait est qu'on se méfie d'eux dans l'un et l'autre camp. L'abbé Guillevic, l'aumônier de Georges, les subventionne; Bernadotte aussi; Mercier-la-Vendée lui-même est dupe. Mais Georges a de la méfiance : il fait signifier à Papin qu'il ait à cesser de parcourir le pays, à rentrer chez lui et à n'en plus sortir; on lui fit même savoir « qu'il y avait ordre de lui *courir sus* s'il mettait le pied dans la campagne et il savait que ces injonctions ne se donnaient jamais en pure perte ». Papin se le tint pour dit : en décembre,

il était toujours chez l'aubergiste Delisle, et les bleus le soupçonnaient fort d'être un espion des chouans. On n'entendit plus parler de lui; sans doute, suspect à tout le monde, se décida-t-il à regagner la Gascogne d'où il était originaire.

Celui-là disparu, d'autres se glissèrent en scène : deux compères, d'abord, dont l'un prenait le nom de Bauveau; l'autre disait s'appeler Bertrand Saint-Hubert. A Vannes, où ils séjournaient, ils s'étaient mis en rapport avec M^lle^ Froval, agente de Cadoudal, et connue chez les chouans sous la désignation de *Correspondante n° 1*. Par l'intermédiaire du *Correspondant n° 2* qui n'était autre que Léridant, l'un des officiers de Georges, ils avaient sollicité de celui-ci une audience qui leur fut refusée Ils insistèrent à maintes reprises, ce qui laisserait supposer que la prime à gagner était d'importance, car ils risquaient gros et ne pouvaient ignorer que ceux des émissaires de Fouché qui réussissaient à pénétrer au mystérieux quartier général du chef royaliste n'en revenaient jamais. De Bauveau et de Saint-Hubert il eut pitié; il leur envoya six cents francs pour qu'ils déguerpissent. L'abbé Guillevic, qui cumulait avec le ministère sacré les fonctions d'ordonnateur du quartier général de Georges, s'étonnait de la mansuétude de son ami envers des espions avérés, et lui demandait si, pour les ménager ainsi, il concevait quelque doute sur leurs intentions coupables : — « Ils venaient pour m'assassiner, répondit Georges, j'en ai par devers moi des preuves irréfragables; si je me suis décidé pour le parti de l'indulgence, c'est parce que ces preuves me sont personnelles: je ne pourrais les communiquer à personne sans m'exposer à perdre les amis précieux de qui je les tiens. » Était-ce ses agents de Paris, tels que Saint-Régent, qui le renseignaient si sûrement? Un système de correspondance, parfaitement organisé, lui transmettait de la capitale, en six ou sept jours, les avis importants : ces dépêches lui parvenaient sous le couvert de la veuve Mullard, à Saint-Brieuc, ou de la veuve Champeaux, à Vannes.

Les archives conservent quelques rares pièces qui nous instruisent de la façon dont se racolaient ces émissaires du ministre de la Police. En voici un qui, en décembre 1800, s'offre spontanément. Il semble ne point se douter des dangers que présente la rude aventure : sa lettre est anonyme et rien n'indique quel imprudent fanatique ou quel besogneux aux

abois l'a écrite : il l'adresse directement au ministre, se plaint de n'avoir pas été reçu par lui, et expose que, « lié avec l'un des anciens officiers de Georges, retiré loin du Morbihan depuis la pacification », il se fait fort d'obtenir de ce personnage « une recommandation particulière » qui lui permettra d'approcher le chef des brigands et de le livrer. Une seconde lettre, non datée et, comme la première, non signée, est un peu plus explicite : le candidat traître avoue « qu'il a eu de la fortune, qu'il a servi sous l'ancien régime, et a professé des opinions entièrement opposées à la révolution » ; il réunit donc toutes les chances d'inspirer la plus grande confiance à l'homme qu'il veut livrer. Son projet reçut-il un commencement d'exécution ? L'anonyme correspondant fut-il l'un de ces nombreux inconnus qui, ayant réussi à pénétrer jusqu'à Georges, disparurent sans que jamais personne ait pu dire où et comment ils ont fini ? On l'ignore. Certains épisodes qui vont suivre montreront ce qu'il advenait de ces malheureux lorsqu'ils parvenaient à atteindre leur but.

En ces six derniers mois de 1800, Georges était traqué avec un acharnement rageur. Le 13 août de cette année-là, les Consuls avaient bien signé un arrêté d'amnistie pour tous les faits relatifs à la Révolution ; mais les « brigands » morbihannais, leurs chefs surtout, étaient tacitement exclus de cette mesure de clémence. Les fonctionnaires de tous grades s'évertuaient pour satisfaire aux ordres de Fouché. Dès juillet, une grande battue fut dirigée sur la région d'Auray qu'on savait grouiller de chouans. On ne trouva rien. N'importe, Bernadotte se flattait d'être sur la bonne piste : déjà il annonçait au Premier Consul la prise imminente de Georges, et, quelques jours plus tard, après avoir fouillé tout le pays, il confirmait cette heureuse nouvelle, — avec cette restriction « qu'il attendait tout du temps et de la patience ». Las de ses insuccès, il partit en congé, pour six mois, au début d'octobre.

Mais Fouché plaçait à Lorient un homme à lui, Charron, avec le titre de commissaire général de police et la mission de prendre Georges ou de le tuer à tout prix. Au dire de l'abbé Guillevic, vingt mille louis, — cinq cent mille francs environ, — étaient consacrés à l'exécution de ce plan de campagne, et ceci paraît exagéré, car une telle somme eût été mieux employée à solder et à nourrir les soldats de Bernadotte qui, privés de

paye depuis six ou huit mois, « se trouvaient sans chaussures, sans bas, sans habits », et passaient en masse aux chouans pour toucher la prime de deux cents francs assurée par ceux-ci à tout déserteur. La gendarmerie elle-même ne vivait plus que de châtaignes. Le préfet du Morbihan, lui, redouble de zèle : considérant comme irréalisable la capture de Georges « qui ne couche jamais deux nuits de suite dans le même endroit », il adopte l'idée de Fouché et juge qu'un homme seul, possédant le talent de se bien masquer, pourrait approcher ce « scélérat misérable » : « Il faudrait... pour en purger la terre, un émigré aussi adroit que rusé et qui achèterait ainsi grâce de la proscription. » Pour sa part, le commissaire de police, Charron, entré en fonctions le 16 novembre, met en chasse tous ses espions, et, tout de suite, il imagine qu'il va réussir : « Georges est à Grandchamp, écrit-il : il y a là deux petits villages où il se tient : le village de Saint-Laurent où, dans un fond, il y a une petite chapelle, et celui de Guersach, à deux portées de fusil de Saint-Laurent.... » Mais, le même jour, il reçoit un autre avis qui lui permet d'affirmer : « Georges est à Locoal, dans l'*Ile du Bonheur*... Je donnerai vingt écus à qui me fournira la certitude qu'il y séjourne actuellement : j'en donnerai quarante à celui qui m'y conduira : j'en donnerai trois mille pour l'y trouver. J'ai carte blanche. » Quant au général de la gendarmerie, Radet, il suit une autre piste encore ; il vient d'apprendre, de façon certaine, que Georges se tient ordinairement « dans une petite maison couverte en ardoises, voisine d'une ferme assez jolie, située sur une hauteur dominant la route de Locminé à Vannes et distante de cette ville de deux à trois lieues. Il faut, pour y parvenir, traverser une grande lande ».

L'ILE DU BONHEUR

Où donc se terrait Georges pour que deux armées lancées à sa poursuite, — une armée de soldats et une armée d'espions, — trouvassent partout buisson creux? Il ne se cachait pas et circulait à son habitude. En juillet, il était allé à Londres avec son ami Mercier ; rentré en Bretagne le 21 août, il retournait en Angleterre quinze jours plus tard et y séjournait près de deux mois. Depuis le début de novembre il n'avait pas quitté le Morbihan, fidèle à l'éternelle consigne de « se tenir prêt et

d'attendre », la lutte ne devant recommencer qu'au printemps, « lors de la venue du prince tant espéré ». Si, comme le répétaient les généraux et les fonctionnaires de la République, il ne régnait sur ses paysans que par la terreur, comment ne s'en trouva-t-il pas un seul pour le vendre aux mouchards de Fouché? Il était, au contraire, bien gardé par ses Bretons et, quoiqu'on ait dit qu'il se faisait invisible, sa structure, sa démarche si particulière, sa corpulence anormale le distinguaient tant de ses officiers, que tout travestissement eût été vain. Il n'eût pas consenti, d'ailleurs, à se déguiser : un jour de décembre 1800, deux gendarmes en tournée l'aperçurent, à deux cents pas, sur un beau cheval, et escorté de sept compagnons « tous bien montés, bien armés et bien vêtus ». Ces cavaliers traversaient la grand route de Nantes à Brest et se dirigeaient vers Mendon. Les gendarmes donnèrent l'alarme; une colonne, sortie d'Auray, battit la campagne, mais inutilement.

D'autres le virent également, chassant en compagnie de deux de ses lieutenants; Georges, toujours très informé des mouvements de troupes patrouillant dans le pays, transportait sa résidence suivant les avis reçus journellement de Vannes sur les déplacements éventuels des bleus; des sentinelles bien dissimulées veillaient nuit et jour à sa sécurité; et puis, en cas de péril menaçant, il se réfugiait à cette *Ile du Bonheur* que les espions du commissaire Charron avaient signalée à plusieurs reprises et où il était inattaquable.

L'*Ile du Bonheur* n'est pas une île; on appelait ainsi l'extrémité de la presqu'île de Locoal qui, s'avançant dans une baie formée par la rivière d'Étel, ne tenait, et ne tient encore à la côte que par une étroite jetée. Après un parcours d'une demi-lieue dans cette presqu'île, un isthme, que la marée haute recouvre, conduit à une langue de terre où se trouve le petit hameau de La Forest. L'endroit est facile à défendre, l'ennemi ne pouvant s'en approcher par surprise; on tenait toujours prêtes des barques pour emmener le chef royaliste au loin, grâce au dédale de bras de mer que forme l'estuaire de la rivière. Bien avant la Révolution, des contrebandiers avaient pratiqué dans ce lieu isolé des cachettes voûtées, propres à servir de casemates et de magasins de munitions.

Georges vivait au hameau de La Forest presque seul et n'y

recevait que son entourage intime : son frère Julien, l'abbé Guillevic, Picot, dit *Pierrot*, ancien domestique de Saint-Régent, passé au service du général depuis que son premier maître était à Paris : c'était un petit homme, très laid, très noir, très gravé de petite vérole; il portait habituellement une veste de chasse, un pantalon de couleur verte et un gilet rouge. La tradition cite encore une servante très sûre, nommée Julienne, « connue dans le parti sous le sobriquet de *Madame Jordonne* ». C'est, sans doute, en raison de la sécurité de cet asile rustique, que Georges, vers cette époque, ajoutait à la liste de ses nombreux pseudonymes celui de *Gardé*. Il était, en effet, à l'*Ile du Bonheur*, bien gardé et par la nature et par la discrétion des quelques initiés toujours instruits de ses déplacements. Il s'y sentait en parfaite sécurité, même contre les tentatives les plus sournoises. Ayant reçu communication d'une lettre de Fouché, écrivant au préfet du Morbihan : « N'ayez aucune inquiétude sur le compte de Georges; j'ai pris des mesures telles qu'il est impossible qu'il m'échappe », Georges, se souvenant de son latin du collège Saint-Yves, apostilla cette dépêche d'un *Videbitur infrà*, qui peut se traduire, à peu près, par : *on verra bien!*

Le commissaire Charron ayant déclaré impraticable l'attaque de l'*Ile du Bonheur*, il fallut donc en revenir aux assassins qui, se présentant munis de trompeuses références et sous le masque d'agents royalistes, avaient quelque chance d'être bien accueillis par le reclus de La Forest. Ce qu'ignoraient Fouché et les policiers de son ministère, c'est que, sitôt un passeport délivré à l'un de ces émissaires, Georges connaissait, bien avant même que le personnage se fût mis en route, et son nom ou surnom, et son signalement, ainsi que la date probable de son arrivée en Bretagne, et le but de son voyage. Comment? Par qui ces avis lui étaient-ils transmis? On ne sait pas; mais il n'est pas douteux que la police des chouans était mieux organisée encore que celle de Fouché : l'épisode qu'on va lire est un indice que Georges était bien servi et par des gens très informés. Il a pour triste héros un gentilhomme portant l'un des plus beaux noms de la Bretagne et nul ne s'étonnera qu'on ne veuille désigner ici ce nom que par son initiale

LA LANDE DU BOURDOUX

Antoine de B..., officier au régiment d'Auxerrois, qui fut en garnison à la Martinique, épousa, peu avant la Révolution, une jeune Irlandaise, Marie-Thérèse Macdonogh. Antoine était riche, car il possédait l'hôtel dit de Mirabeau, rue de Seine; il l'habitait avec sa femme, son beau-père et son beau-frère. Dès 1790, Antoine de B... s'était affilié à quelque complot des royalistes bretons, peut-être aux premiers projets du marquis de La Rouërie, car l'une des plus fortes maisons de banque de l'Italie s'offrait à faire passer, par son entremise, toutes les semaines, en Bretagne, des sommes variant entre 100 000 francs et un million en or.

En novembre de cette année-là, le père Macdonogh mourut chez son gendre, à l'hôtel Mirabeau, et l'on procéda au partage de la succession qui paraît avoir été peu importante. L'année suivante, Antoine émigre, disparaît durant trois ans, revient à Paris après la mort de Robespierre, est décrété d'arrestation au coup d'État du 18 fructidor (1797), jugé par une Commission militaire et acquitté. Deux ans plus tard, de nouveau compromis, un arrêté du Directoire le condamne à la déportation ; mais, au début du Consulat, il n'a pas encore quitté la prison du Temple : comme il est le cousin de Bourmont, alors très bien en cour auprès de Fouché et du Premier Consul, il est mis en liberté.

Qu'était devenue sa femme, Marie-Thérèse Macdonogh? Décédée? Divorcée ? Réfugiée en Irlande ? On ne peut le dire. La Révolution avait à ce point bouleversé la vie d'Antoine de B..., comme celle de bien d'autres, qu'il ne paraît rien subsister en lui de ce que fut l'ancien officier, noble, fortuné, ayant hôtel, train de maison et relations brillantes. Il semble même impossible d'établir s'il fut un homme aux abois ou un conspirateur : un alphabet cryptographique, découvert chez lui, rue Blanche, en l'an II, donnerait cependant à croire qu'il entretenait des correspondances secrètes.

Le voici, à l'automne de 1800, logé rue de Clichy, avec une citoyenne Clodilde Bodart dont il a un enfant, né le 2 juin précédent et qu'il a reconnu. Il s'occupe de chimie; alors qu'il était détenu au Temple, il a pris goût à cette science et

a obtenu de recevoir, à la prison même, les leçons d'un jeune élève-employé à l'École de pharmacie, Ambroise Laisné, fils d'un apothicaire de la place Maubert : c'est un garçon de vingt ans, laborieux, estimé de ses maîtres et très rangé, car il vit chez ses parents. Depuis près d'un an qu'il est en liberté, Antoine a continué à prendre, mais sans assiduité, les leçons de son jeune professeur auquel il s'est attaché et qu'il se propose d'emmener un jour en Bretagne où, dit-il, il possède des propriétés.

Cette navrante histoire a été contée plusieurs fois et de diverses façons : on voudrait n'utiliser ici que des documents indiscutables émanant, soit de la correspondance officielle, soit de témoins dont la véracité ne peut être suspectée; encore n'assure-t-on pas que l'on a connaissance de toutes les pièces de nature à éclairer ce drame ténébreux. A la fin de novembre, le voyage d'Antoine et de Laisné est décidé ; voyage scientifique : ils iront étudier dans le Morbihan « des objets très curieux pour des chimistes » ; tel est du moins le prétexte que Laisné donne à ses parents et à ses maîtres, afin de justifier une absence de plusieurs semaines. Le 28, Antoine demande un passeport « pour aller voir l'une de ses parentes en Ille-et-Vilaine ». Laisné en obtient un, le même jour, et fournit comme motif de son déplacement « des affaires de famille qui l'obligent à séjourner quelque temps en Bretagne ». Prétexte assurément : pourquoi le jeune chimiste, né à Paris où habitent tous les siens, ne déclare-t-il pas le véritable mobile de son voyage, s'il croit ne l'entreprendre que pour un but scientifique? Les deux passeports sont délivrés sans retard et sans difficulté ; ce qui étonne, car, en raison du passé orageux de l'ancien émigré, il semblerait que la police dût s'informer de ce qui l'attire au pays de la chouannerie. Pourtant, jusqu'ici, rien ne décèle que les deux voyageurs sont chargés d'une mission; nul indice de desseins perfides contre Georges Cadoudal ; aucune trace d'une somme versée ou promise. Seulement, « l'œil de la police » va les suivre pendant leur longue route : à peine les passeports délivrés, le ministre avise le préfet de Rennes du prochain passage de Laisné et d'Antoine, lui recommande de les surveiller, de rendre compte de leurs démarches, sans les gêner en rien, et, *quelles que soient leurs liaisons*, de ne prendre contre eux aucune mesure de rigueur.

Ils arrivaient à Rennes le 5 ou le 6 décembre, se présentaient chez le préfet Borie et « conféraient avec lui durant une demi-heure ». Dans la lettre que Borie adressait au ministre, à la suite de cet entretien, il notait seulement que, durant leur séjour à Rennes, les deux compères « avaient fréquenté des hommes de toutes les opinions ». En effet, ils virent Charles d'Hozier et cette démarche serait la première manifestation probante de leur félonie. Ancien page de Louis XVI et fils du dernier juge d'armes et généalogiste de France, d'Hozier, qui avait commandé en Bretagne l'une des légions royalistes, vivait clandestinement à Rennes depuis la pacification, sous le nom de Ménainville, et était l'un des « anneaux » de la correspondance entre Paris et le quartier général de Georges auquel il était tout dévoué. Le préfet d'Ille-et-Vilaine n'ignorait pas, a-t-on dit, la présence à Rennes de cet agent secret des rebelles; bien plus, après avoir questionné Antoine et Laisné et connu d'eux le but criminel de leur expédition, Borie, indigné, aurait averti d'Hozier que la vie de Georges Cadoudal était menacée, agissant ainsi en honnête homme, mais en fonctionnaire bien étourdi ou bien indépendant. D'après une autre version, d'Hozier reçut de Paris l'avis que les deux voyageurs, gagés par la police, cherchaient à joindre Georges pour l'assassiner. Quand ils firent visite à d'Hozier pour connaître de lui les moyens de pénétrer jusqu'à la retraite du grand chouan, ils se donnèrent certainement pour des agents royalistes chargés d'une mission importante et lui présentèrent, — c'est évident, — les plus convaincantes références, puisqu'il fit semblant de les croire et s'engagea à leur procurer un guide qui les conduirait à Georges. En même temps, certain de leur imposture, il expédiait à celui-ci un homme sûr pour l'aviser de l'arrivée prochaine des deux faux-frères. Georges répondit aussitôt : « Envoyez-les moi par le même courrier. »

Doit-on s'attarder à examiner l'hypothèse de la loyauté d'Antoine et de son pharmacien? Le rôle que la tradition et la vraisemblance leur attribuent est si odieux, qu'on se demande s'ils n'étaient pas véritablement chargés de quelque mission secrète par les royalistes de Paris. Pour remplir cette mission sans malencombre, ils auraient imaginé peut-être, — bien imprudemment, — de jouer la police en simulant de la servir, de se faire par elle défrayer des dépenses de leur voyage et de

s'assurer ainsi sur toute la route une sécurité parfaite et la liberté des démarches les plus compromettantes pour tous autres que de prétendus agents de Fouché. L'histoire policière de ces temps troublés offre bien d'autres imbroglios plus compliqués que celui-là.

Il se pose une autre question dont nul n'a donné la solution : s'il faut bien croire qu'Antoine de B..., ancien officier de l'armée royale réduit aux pires expédients, s'est offert, moyennant paiement, à commettre le crime dont sa mémoire reste chargée, pourquoi s'embarrasse-t-il d'un acolyte auquel, — c'est plus que probable, — il n'a pas confié son affreux projet? Pour parvenir aisément jusqu'à Georges, il spécule sur son noble nom, illustre dans toute la Bretagne; mais comment justifiera-t-il, auprès de Georges lui-même, la présence à ses côtés de ce jeune pharmacien de vingt ans, qui ignore tout de la chouannerie et ne s'est jamais inquiété de politique? L'ingérence de cet innocent est de nature à éveiller la méfiance du soupçonneux ermite de l'*Ile du Bonheur*. Et, le coup fait, Antoine partagera-t-il avec Laisné le prix du sang? En quoi celui-ci peut-il le servir? — Il a préparé et porte sur lui, dit-on, le poison dont Antoine compte faire usage, s'il est admis, comme il le prévoit, à la table du chef royaliste. C'est se créer une difficulté bien superflue : si Georges, dupe du gentilhomme, le convie à dîner, ce sera pour parler tête à tête des affaires du parti et il est fort improbable qu'il accepte en tiers, dans cet entretien intime, cet étudiant inconnu dont l'incompétence est manifeste en matière de conspiration. On serait donc conduit à penser que Laisné n'a reçu de son compagnon aucune confidence; mais pourquoi celui-ci s'en est-il empêtré? Il reste, dans cette sombre intrigue, des points bien obscurs, et l'on s'excuse de ces longs préliminaires qui les indiquent sans les éclaircir. Maintenant, voici le drame.

Après leur visite à Charles d'Hozier, Antoine et Laisné quittèrent Rennes sans attendre le guide qui devait les conduire à Georges. Ils allèrent passer quelques jours chez une sœur d'Antoine, M^me^ Lenoir de Tournemine qui habitait avec son mari le manoir de La Marchaunay, en Pipriac, à une dizaine de lieues de Rennes; Antoine présenta Laisné à sa sœur comme étant son professeur de chimie. On séjourna une semaine à La Marchaunay, puis M^me^ de Tournemine partit avec ses deux hôtes

pour le Morbihan où elle possédait en propre un petit manoir aux environs de Sarzeau. Le 17 décembre, tous trois arrivèrent à Vannes; Antoine et son chimiste firent une visite au préfet qui visa leurs passeports : au cours de cette visite, Laisné se prétendit chargé par le gouvernement d'une inspection des marais salants. Antoine ne cacha pas que son nom avait figuré sur la liste des émigrés, mais qu'il en était rayé. Le lendemain, toujours accompagnés par Mme de Tournemine, ils atteignirent Sarzeau qui est à six lieues de Vannes, et poussèrent à trois quarts de lieue plus loin, jusqu'à Kernavelo : c'était le château patrimonial de Mme de Tournemine, situé à gauche de la route qui, de Sarzeau, se dirige vers Penvins.

Il existe encore, ce petit château et il ne paraît point avoir subi, depuis l'an IX, d'autres modifications que celles qui ont été nécessitées par son entretien; c'est, d'ailleurs, une simple maison, longue et basse, à un seul étage, sans aucun caractère architectural. Mais la nature prodigue de ce coin de Bretagne l'a enfoui sous une si luxuriante végétation, qu'à peine le devine-t-on, de la route, sous les frondaisons séculaires. Une avenue d'arbres magnifiques, déjà vieux certainement en l'an IX, conduit au « portail », simple porte charretière accotée de piliers de maçonnerie, qu'on aperçoit au fond d'un couloir de verdure; une petite porte, réservée aux piétons, s'ouvre à gauche de ce portail qu'une cour, longue de trente ou quarante pas, sépare de la maison.

Antoine et Laisné, dès leur installation à Kernavelo, occupèrent leur temps en longues excursions dans la région qui s'étend de Sucinio à Saint-Gildas, et que l'on a pu comparer au golfe de Naples; les pins d'Italie, les lauriers, les chênes verts y croissent en grand nombre et les grenadiers y fleurissent en pleine terre. Antoine de B... paraissait heureux de cette trêve reposante dans sa vie mouvementée; Laisné admirait le pays en Parisien qui n'est jamais sorti de la capitale; Mme de Tournemine ne surprit, ni dans leur conversation, ni dans leurs allures, un mot, un geste qui pût lui inspirer le soupçon d'un motif caché de leur séjour. S'ils attendaient le guide promis, jamais ils n'y firent allusion; du moins n'en trouve-t-on point mention dans la déclaration écrite par la châtelaine de Kernavelo.

Le 23 décembre, Antoine et Laisné revenaient à la nuit

d'une longue promenade à Saint-Gildas; fatigués, ils ôtèrent leurs bottes et chaussèrent des sabots. On allait souper quand, vers sept heures, de grands coups frappés au portail mettent en émoi toute la maison; les domestiques y courent et, sans ouvrir la porte, demandent : « Qui est là? » Une voix rude réclame M. de B... La porte, néanmoins, reste close. Antoine sort du manoir, sa sœur également et tous deux essaient de parlementer : « D'où êtes-vous? — De Grandchamp. — De la part de qui venez-vous? — De la part du général. — Quel général? » Mais ils n'obtiennent plus que des menaces : « Ouvrez, ou il vous arrivera malheur. »

On se consulte. Les verrous sont enfin tirés : sept ou huit hommes, porteurs de fusils garnis de baïonnettes, bousculent les domestiques, pénètrent brusquement dans la cour et saisissent Antoine au collet, en disant : « N'est-ce pas là de B...? » Il répond affirmativement. « Et Monsieur Laisné? — Il n'est pas à la maison, il est à Sarzeau », réplique Antoine, indice qu'il se sait en danger et qu'il essaie de sauver son compagnon. Il est tête nue, demande qu'on lui laisse le temps de prendre son chapeau : « Tu n'en a pas besoin. » Les hommes l'entraînent dans l'avenue, mais quatre ou cinq d'entre eux reparaissent aussitôt : « Monsieur Laisné est ici, il faut qu'il vienne avec nous. » Laisné est là, en effet; attiré par le bruit, il a traversé la cour en sabots, s'est approché du portail; il est happé, poussé dehors. « Nous les menons parler à quelqu'un ici près. Bonsoir! » La châtelaine, prise de peur, rentre au manoir et s'y enferme.

Quatre jours plus tard, avant de retourner à Pipriac, elle adressait au préfet du Morbihan un récit de l'événement; aux détails qu'on vient de lire elle ajoutait cette remarque : aucun des hommes n'était costumé à la mode du canton de Sarzeau; ils portaient tous des carmagnoles bleues, preuve qu'ils venaient de loin. Ils parlaient « très bon français ». — Une enquête fut ordonnée; mollement conduite, elle n'aboutit à rien. Beaucoup plus tard seulement, on connut quelques circonstances du drame. On sut que, le 23 décembre, les brigands s'étaient embusqués, avant la nuit, dans un petit bois voisin de la ferme de Kerblaye; Antoine et Laisné, revenant de leur promenade, en compagnie d'un paysan, Jean Mahé, passèrent à quelques pas d'eux. Mahé, entendant du bruit sous les arbres, cria : *Qui vive?* Mais les brigands s'enfoncèrent sous les fourrés où ils

attendirent pour frapper à la porte du manoir que les deux promeneurs fussent rentrés à Kernavelo. Lorsqu'ils furent en possession de leurs captifs, ils rencontrèrent, devant la ferme du Paty, un homme qui revenait des champs, Jules Houssay, et lui ordonnèrent de leur servir de guide jusqu'à la lande du Bourdoux. Comme il y a plus d'une lieue de Kernavelo au Bourdoux, Jules Houssay, étant en sabots, pria qu'on le laissât changer de chaussures, ce qui lui fut accordé. Il eut ensuite quelque peine à rejoindre les brigands qui, pendant qu'il mettait ses souliers, avaient pris l'avance et allaient vite. Il marcha quelque temps auprès d'eux, et reconnut dans la bande deux chouans fort redoutés, Duchemin et Fardel. Il y avait aussi un militaire « qui paraissait être étranger au pays ».

En approchant du Bourdoux, Houssay vit surgir de l'ombre un homme muni d'une pioche, et c'est alors qu'il apprit de Duchemin « qu'on allait fusiller ces messieurs ». Sur quoi, il protesta : « Il n'était pas content d'être mêlé à cette affaire, lui qui travaillait d'habitude à Kernavelo. » Duchemin grommela « qu'il était aussi fâché d'en être; mais que, s'il avait refusé, il aurait été fusillé lui-même ». Pourtant, il permit à Houssay de s'en retourner, et celui-ci reprit à grands pas le chemin de sa maison.

Sur ce qui suivit on n'a qu'un témoignage de seconde main : celui de Charles d'Hozier. Il n'était pas là ; mais il a pu tenir de Georges lui-même le récit de la terrible scène. On était parvenu à la lande du Bourdoux; Antoine et Laisné, toujours encadrés par leurs conducteurs, se trouvèrent tout à coup en face de Georges. De fait, le passage de celui-ci avait été constaté, dès la veille, « aux environs de Landevant et d'Auray, puis dans un château de Penhouët, près de Grandchamp, et enfin à Kerboulard, au nord de Theix » ; il serait donc, à cette date, sorti de l'*Ile du Bonheur* pour se diriger, en tournant Vannes, vers la presqu'île de Sarzeau. En présence de leur juge, les deux émissaires de Fouché auraient « débité leur fable arrangée d'avance : ils étaient, dirent-ils, envoyés par les royalistes de Paris. Georges les écouta sans mot dire : quand ils eurent fini de parler : « Très bien, messieurs, très bien, fit-il ;... vous venez pour m'empoisonner! » Tous deux « se récrièrent, comme révoltés d'une telle accusation » ; il les laissa dire. « Convenez du fait », reprit-il, en s'adressant

à Antoine. Celui-ci persista à nier. « Avouez donc ! » répéta Georges d'un ton autoritaire et conseillant au gentilhomme « de profiter du dernier répit qui lui était offert ». Mais Antoine s'obtinait à protester contre une si odieuse inculpation.

Enfin Georges commande à ses hommes : « Qu'on découse le collet de monsieur. » Il est aussitôt obéi, et, dans le col déchiré, on découvre un petit sachet. C'est le poison. Les deux coupables se seraient alors jetés aux pieds du justicier, implorant sa pitié. « Il est trop tard », fit-il froidement ; il leur accorda un quart d'heure pour recevoir les secours d'un prêtre qui l'accompagnait, — l'abbé Guillevic, sans doute, — et, les livrant à ses hommes, il leur tourna le dos et disparut.

Si quelque détail de cette relation peut être controuvé, il est certain que des habitants du Bourdoux furent réveillés, cette nuit-là, par « de grands cris » poussés dans la lande, et Jules Houssay, se hâtant vers sa maison, était déjà loin quand il entendit crépiter les coups de fusil. Jamais on ne connut l'endroit où les cadavres furent enfouis. Jamais non plus la police ne se trahit en révélant la part qu'elle avait prise à cette tragédie.

Durant des années, la famille d'Antoine de B... et celle du jeune pharmacien, Laisné, intercédèrent pour obtenir une certitude sur le sort des deux disparus : le dossier de l'affaire contient nombre de leurs requêtes et l'on y trouve aussi en « minutes » les réponses des acolytes de Fouché ; pas un mot permettant de soupçonner que le ministère connaisse la raison du tragique voyage ; il apporte le plus grand empressement à découvrir les causes et les circonstances de la disparition du gentilhomme et de son compagnon de route. La comédie fut si bien jouée que, quatorze ans plus tard, les parents du jeune Laisné suppliaient Louis XVIII, remonté sur le trône, de faire rechercher si leur fils, « arrêté par erreur au temps lointain du Consulat de Bonaparte », n'était pas oublié dans quelque bastille d'État.

L'infortunée Clotilde Bodard, la maîtresse d'Antoine de B..., restée dans la misère avec deux enfants, — le second naquit six mois après la disparition du père, — implora longtemps un secours qu'elle ne paraît pas avoir obtenu. Quoique n'étant pas légalement l'épouse d'Antoine, elle signait *Veuve B...* et la noble famille de son amant la repoussait. La

pauvre femme, ayant épuisé toutes ses ressources, conjurait, en 1806, l'Empereur de lui accorder une pension, et l'une de ses suppliques dévoile tout le secret du drame. Elle savait, elle, et elle écrivait : « Sire, vous voyez à vos pieds la veuve d'un de vos sujets mort pour le service de votre Majesté. *Chargé d'une mission contre Georges, mon mari a été poignardé par ce rebelle...* » Et, en marge de cet aveu, Desmarets, ou quelque autre, transmettant la requête au ministre, précisait confidentiellement : « M. B... a été effectivement assassiné par ordre de Georges *en remplissant dans l'Ouest une mission que le gouvernement lui avait confiée.* » C'est le dernier mot du tragique épisode; si quelque doute subsiste sur la complicité agissante de Laisné, on n'en peut conserver aucun sur l'infamie de B... Il était bien de ces traîtres dépêchés par Fouché à Georges. Le sommaire verdict du terrible Breton n'a point frappé à faux.

La police consulaire en avait engagé bien d'autres. Par quelles contraintes morales, quels sévices, quelles menaces, quelles trompeuses promesses, les tortionnaires stylés par Fouché parvenaient-ils à asservir d'anciens royalistes, naufragés de la vie et poussés à la dérive par le désastre de leur parti? On le sait par ceux qui résistèrent au satanique tentateur; ceux qu'il parvint à enrôler parmi ses assassins n'eurent pas d'histoire : à peine un nom, un pseudonyme, apparaissent-ils dans les dossiers.

Ainsi, à peu près à la même date qu'Antoine de B..., partait de Paris, avec une mission semblable, un certain Duchâtellier, naguère chargé de la remonte à l'armée de Georges où ses deux frères servaient encore. Il ne lui restait rien d'une assez belle fortune; soit besoin, soit ambition, il se vendit à la police et devint l'ami de Desmarets, chef du service politique secret. Comme il voyait assez souvent ses anciens camarades de guerre, Limoëlan et Saint-Régent, depuis que ceux-ci, sur l'ordre de Georges, séjournaient à Paris, il les moucharda : ce dont le dit Saint-Régent, aussitôt avisé par ses mystérieux affidés du ministère, avertit Georges sans tarder. Quand Duchâtellier passa par Rennes, où habitaient sa femme et sa petite fille, ordre était déjà donné de fusiller ce renégat s'il avait l'audace de se présenter, en faux ami, au quartier général. Il n'y manqua point, — et l'on n'entendit plus parler de lui. On croit qu'il fut exécuté dans le bois d'Elven par

Joseph Gambert, surnommé *Jupiter*, l'un des lieutenants de Georges.

Pour Duchâtellier, non plus que pour Antoine de B..., aucune hésitation n'est permise. Mme Duchâtellier, dans l'espoir d'obtenir de l'argent, s'était elle-même fait gloire de la félonie de son époux : « C'est lui, écrit-elle au ministre, qui vous avait instruit de l'arrivée à Paris de Limoëlan et de Saint-Régent. Il était allé rejoindre Georges dans l'intention de fournir les moyens de le saisir... » Et elle réclame 12 000 francs de *récompense*. Est-ce Duchâtellier ou un autre dont il est question dans cette lettre adressée à Fouché par le général Simon, qui commande, en 1801, la division d'Ille-et-Vilaine? « Le bruit s'était répandu, depuis quelques jours, que Georges, instruit que plusieurs personnes étaient envoyées de Paris pour le faire prendre ou le tuer, avait fait assassiner deux ou trois de ces personnes... ; » de ce nombre « on m'a nommé *le jeune homme que vous m'avez adressé* ; son silence, depuis un mois, me fait craindre que ce ne soit une vérité. » Le général ajoutait : « Georges a dit que si le gouvernement sacrifiait 20 ou 30 000 francs pour le prendre, il disposait d'un million pour se sauver; qu'il était parfaitement instruit de toutes les dispositions prises par rapport à lui et qu'il connaîtrait tous les agents que le gouvernement pourrait envoyer de Paris ; que, au surplus, puisqu'on employait ces moyens vis-à-vis de lui, il ne ferait grâce à personne de ceux qui tomberaient entre ses mains. »

Oui, ses espions du ministère le renseignaient bien : « 20 ou 30 000 francs », telle était en effet la somme promise à celui qui apporterait la tête de l'imprenable Breton. On le sait, par un billet très confidentiel de Fouché lui-même, adressant, le 7 janvier 1801, une lettre de crédit de 24 000 francs au préfet de Rennes, avec ordre d'en remettre le montant « à ceux qui parviendront à se saisir de Georges et qui le présenteront mort ou vif... » Quelques jours plus tard, il précisait ces recommandations. La prime resta à la disposition du préfet durant trois mois, au bout desquels, — « son emploi étant sans objet », — Fouché la fit rentrer dans sa caisse.

« Sans objet », en effet. De tous ceux qui s'étaient présentés pour gagner la somme, aucun n'avait reparu. Au cours des deux derniers mois de 1800, vingt-trois individus se portèrent

candidats à cette récompense. Seize s'étaient découragés avant d'agir; les sept autres avaient été fusillés par ordre de Georges. Rivoire l'apprit de Georges lui-même l'avant-dernier jour de l'année 1800. Rivoire était cet enseigne de vaisseau qui, depuis plusieurs mois, s'employait, avec d'autres, à livrer le port de Brest aux chouans. En décembre, il passait donc à Vannes et descendait sous le nom de Morel à l'hôtel du *Lion d'or*; « une femme vint l'y prendre et le conduisit, par des sentiers détournés, jusqu'aux environs de Grandchamp, à un hameau situé derrière un bois ». Georges Cadoudal l'attendait là, « entouré de ses soldats d'élite »; Rivoire reconnut Mercier-la-Vendée et l'abbé Guillevic. On parla des intérêts et de l'avenir du parti, et c'est alors que Georges fit la confidence des précautions qu'il lui fallait prendre pour échapper aux assassins stipendiés par Fouché. — Il recevait, dit-il, « les avis nécessaires par les bureaux du ministre et même par la garde consulaire, et il était au courant de tout ». Trois de ces misérables devaient être fusillés le soir même. En effet, « derrière la chaumière où Georges lui offrait l'hospitalité », Rivoire vit passer par les armes trois hommes dont les noms ne sont pas connus. L'enseigne de vaisseau dit encore que, tandis qu'il s'entretenait avec Georges, « celui-ci reçut une nouvelle des plus graves et manifesta ses impressions ».

DÉSESPOIRS

Cette nouvelle, arrivant aux environs de Grandchamp, le 30 décembre, ne pouvait être que celle de l'attentat de la machine infernale, perpétré et manqué par Saint-Régent dans la soirée du 24. Ce fait tragique a été conté bien des fois : les historiens hostiles à la chouannerie ont tenté d'imputer à Georges cette malencontreuse riposte du sanglant duel qui se poursuivait entre lui et la police du Consul. Le vrai, c'est qu'il n'en eut connaissance qu'après l'événement.

Quand, au mois de juillet précédent, il sentit l'indispensable nécessité d'avoir un représentant auprès des royalistes de Paris, il choisit pour ce poste important son fidèle Mercier-la-Vendée, dont il estimait grandement le tact, la prudence diplomatique et la précoce maturité d'esprit. Mercier ne put partir et fut remplacé par Saint-Régent, soldat héroïque mais tête folle et que

Paris acheva de déséquilibrer. L'objet de sa mission consistait à tâter l'opinion, à grouper les partisans actifs de la royauté, et à préparer « le grand coup » à tenter quand le Prince qu'on espérait toujours se déciderait à débarquer en France.

Saint-Régent fut rejoint à Paris par Limoëlan, l'un des chefs des légions bretonnes, puis par d'autres jeunes royalistes, pacifiés ou amnistiés. Ils vivaient pour la plupart dans la dissipation et Saint-Régent lui-même, bien muni d'argent, oubliait dans les plaisirs faciles la tâche qu'il avait assumée. Comme il n'arrivait à rien, harcelé par les remontrances de Georges qui, au fond de la Bretagne, trépignait de ses lenteurs, il résolut de regagner le temps perdu en brusquant le dénouement : l'idée d'un tonneau de poudre éclatant sur le passage du Premier Consul, était, comme on dit, « dans l'air » : on venait de découvrir un engin de ce genre chez un chimiste nommé Chevalier. Saint-Régent ne chercha pas plus loin, et, bien que Limoëlan, à qui ce procédé faisait horreur, s'efforçât de l'en détourner, il prépara en quelques jours sa machine meurtrière. On sait le reste.

En apprenant l'affreux événement, Georges fut pris d'une violente colère : « Ce b... de Saint-Régent dérangeait tous ses plans. » L'attentat, dont tant de passants inoffensifs étaient les seules victimes, discréditait le parti royaliste. Fouché saisit l'occasion d'en rapporter l'idée première à Cadoudal et fit grand éclat d'un billet signé *Gédéon*, trouvé dans la chambre de Saint-Régent ; mais ses bureaux ne manquaient pas de calligraphes expérimentés et dociles à toutes les besognes; d'ailleurs ces quelques lignes eussent-elles été tracées par Georges, marquaient seulement l'ardente impatience du chef breton, exaspéré du silence de son agent et de son inaction. Fouché dut reconnaître, dans un rapport officiel, que la résolution d'assassiner Bonaparte « fut prise seulement le 11 frimaire, — 2 décembre, — vingt jours avant l'attentat; à cette date, Saint-Régent avait quitté Georges depuis quatre mois et ce n'est certainement point par correspondance qu'il lui eût soumis son affreux et stupide projet. Cadoudal ne pouvait donc pas être l'initiateur de ce crime odieux qui, improuvé autant en Angleterre qu'en France, l'obligeait à enrayer.

Pour la première fois, au début de 1801, il parut être déconcerté; il réunit ses officiers, leur recommanda la modération,

leur conseilla même de se soumettre. Pour lui, il ne renonçait pas; mais il ne voulait pas entraîner, dans le désastre personnel dont le menaçait la folie de Saint-Régent, les braves qui l'avaient suivi durant tant de rudes campagnes. Pressentait-il que l'heure était venue des défections et des deuils?

Le 16 janvier, il adressait à Londres un très long rapport, destiné au Comte d'Artois ; il y exposait, sans réticence, la situation lamentable des Bretons; il réclamait du Prince des décisions « promptes et positives ». — « Nous sommes ici, à chaque minute, exposés au poignard des assassins; notre devoir, les instructions reçues et l'espérance de voir encore se renouer quelque chose, nous y retiennent. Pas un de nous ne bougera avant d'avoir reçu des ordres; vous jugez avec quelle impatience nous les attendons. » Dans la crainte qu'une confession si complète, où rien n'était déguisé des misères du parti royaliste, ne tombât entre les mains des bleus, Georges la confia à Mercier-la-Vendée, son autre lui-même, le seul peut-être qui connût toute sa pensée. Mercier quitta le Morbihan sans tarder et se dirigea vers les Côtes-du-Nord où il savait trouver, vers Portrieux, une occasion de s'embarquer. C'était la voie que prenaient ordinairement, pour gagner l'Angleterre, les courriers de Georges. Accompagné de deux de ses officiers d'ordonnance, de son domestique, de Louis Picot, le serviteur grêlé de Georges, et de plusieurs cavaliers, anciens hussards de Choiseul, enrôlés naguère par lui-même, le général Mercier atteignit le 18 janvier au matin la baie de Saint-Brieuc.

Il y avait, à trois lieues de la ville, une maison de correspondance occupée par une veuve connue de tous les chouans sous le sobriquet de *la Reine*. Chez cette femme, très dévouée au parti, les royalistes partant pour les Iles anglaises, ou en revenant, trouvaient tous les renseignements de nature à faciliter leur voyage, et Mercier apprit que le lougre sur lequel il comptait pour gagner Jersey, n'avait point paru depuis quelques jours. Connaissant l'importante urgence de sa mission, il ne s'attarda point à la recherche hasardeuse d'un bateau et décida de regagner au plus vite le Morbihan où les occasions de passer le détroit ne lui manqueraient pas.

Après un jour de sécurité complète et de repos chez *la Reine*, Mercier et ses compagnons se remirent donc en route : le 20 janvier, au soir, ils arrivaient au hameau de la Fontaine-des-

Anges, touchant à la lisière de la forêt de Loudéac. Ce refuge était moins sûr que celui de *la Reine*; l'entrée de ces cavaliers, bien montés, bien vêtus, munis de bonnes armes, y fit événement. Quelqu'un jugea que ces voyageurs devaient être « de grands chefs ». Georges peut-être était de la bande... A onze heures de la nuit, douze gendarmes appelés de Loudéac, qui est à une lieue de là, cernent la maison où dorment les chouans : ceux-ci se jettent sur leurs armes et durant une heure soutiennent un siège, dirigeant sur les assaillants un feu si nourri qu'ils les tiennent à distance. Mercier, profitant d'un répit, se lance hors de la maison : la nuit est sombre, la forêt proche; une haie à franchir et il est hors d'atteinte. Par malheur, il n'a pas eu le temps de se vêtir : la blancheur de sa chemise le signale à l'un des gendarmes qui le tire à dix pas. Mercier, tombe, frappé d'une balle au cœur.

Tous ses compagnons réussirent à s'échapper; mais la mort de leur chef était pour la chouannerie une perte d'autant plus irréparable qu'on découvrit sur son cadavre la lettre de Georges au Comte d'Artois, où était dévoilée sans détour la situation désastreuse des insurgés.

Le corps de celui qu'on a surnommé *le Patrocle de l'Achille breton* fut mis sur une charrette, transporté à Loudéac, promené triomphalement par les rues et jeté sur les marches de l'église où il resta durant trois jours. Puis on l'enfouit dans un coin du cimetière. Certains remarquèrent que Mercier était mort, à vingt-six ans, le 21 janvier, — date fatidique. Une tradition assure qu'il aimait et était aimé. Un prêtre réfractaire avait béni son union avec une jeune fille de Laval, « intelligente, ardente et dévouée ». Un enfant était né de ce mariage clandestin.

Écrasé de douleur par la mort de son ami, du plus cher de ses frères d'armes, Georges commanda d'incendier le hameau de la Fontaine-des-Anges, théâtre de la catastrophe; mais cet ordre fut bientôt révoqué et la violente fureur de « l'inconsolable » se mua en un sombre chagrin. A quelques jours de là, un nouveau coup le frappait, aussi cruel. Son jeune frère, Julien Cadoudal, après avoir combattu aux côtés de son aîné, s'était retiré chez leur père, à Kerléano. Le dimanche, 2 février 1801, il y reçut le mari de sa marraine, le père Lemoing, qui habitait la maison voisine de celle des Cadoudal et que

Julien appelait familièrement « son vieux parrain ». Ils burent le cidre ensemble et Julien parla sans méfiance. C'était un beau garçon de vingt-trois ans, très apprécié des filles, joyeux compagnon, instruit, délicat poète à ses heures. En le quittant, le soir, Lemoing poussa jusqu'à Auray, se présenta chez le commandant de la place, et lui dénonça la présence de Julien à Kerléano; ce service rendu à la République lui fut payé trente sous. Le lendemain, des gendarmes arrêtèrent le jeune homme; on trouva sur lui des papiers compromettants, une bague portant trois fleurs de lys, une croix avec cette inscription : *Aimons Dieu, défendons l'autel et le trône.* Interrogé par le juge de paix, il proteste que, depuis la pacification, il n'a jamais repris les armes; à la faveur d'un sauf-conduit signé par le général Brune, il exploite le petit domaine agricole de son vieux père et il ne s'est mêlé à aucun rassemblement.

Il est mis au secret et, dans la crainte que les chouans ne viennent le délivrer, on décide de le conduire à Lorient. Ces ordres de transfèrement équivalaient à un verdict de mort : c'était un moyen fort employé pour se débarrasser d'un suspect que tout tribunal eût acquitté. On prétextait une tentative d'enlèvement, on abattait l'homme : c'était un brigand de moins et un crime de plus qu'on portait à l'actif des royalistes. Ne pouvant prendre Georges, on allait l'atteindre en la personne de son frère.

Le pauvre Julien ne s'illusionnait pas : dans son cachot, il chantait une complainte en langue bretonne, improvisée pour adresser un poétique adieu à la vie, aux vertes campagnes de Kerléano, à son père, à ses frères, à ses amis, à ses chevaux, à ses chiens.

Où est allé mon frère Joseph,
Puisque je ne l'entends plus chanter?
Où est allée ma sœur Marie,
Puisque je ne la vois plus dans la maison?
Les chevaux de mon père que je menais paître
A la prairie, où sont-ils allés?
J'ai perdu mon bonheur.
Je le cherche partout et ne le trouve pas.

Le 8 février, — un dimanche, — il est extrait de la prison; quarante fantassins et quatorze gendarmes vont lui faire

escorte ; on prend la route de Lorient. A une demi-lieue d'Auray, au lieu dit Corohan, une fusillade éclate. Qu'est-ce ? Les chouans ? — Non, aucun brigand n'est en vue : c'est une fausse alerte... Mais Julien est tombé, frappé de quatre balles. Il est mort. Huit soldats gardèrent son cadavre pendant quelques heures, puis l'abandonnèrent sur le bord du chemin où les jeunes filles d'Auray vinrent le recueillir afin de le transporter au hameau de Léaulet, qui est à gauche de la route de Lorient. Le corps attira là, durant deux jours, une foule de pèlerins avides de le contempler ; la mort n'avait pas défiguré le pauvre Julien « et la beauté de ses traits apparaissait encore sur son visage ». Le souvenir de son assassinat est resté bien longtemps vivace dans la région et peut-être n'y est-il pas tout à fait aboli. Pendant plus d'un demi-siècle, on répéta aux veillées le lied que le captif composa la veille de sa mort et que le geôlier l'entendit chanter « aux derniers rayons du soleil couchant » :

Que sont devenues les rues d'Auray
Où je me promenais autrefois ?
J'avais honneur et plaisir
Et maintenant je n'en ai plus.

Le père Lemoing, le « vieux parrain » qui avait vendu son filleul pour trente sous, croyait bien que nul ne soupçonnait son infamie ; en quoi il se trompait : le châtiment fut tardif mais implacable. Un matin de l'été suivant, comme il dormait encore, plusieurs chouans envahirent sa chambre, le jetèrent hors de son lit, l'entraînèrent au dehors, malgré ses cris, ses larmes et ses supplications, malgré même les instances de son voisin, le père de Julien, implorant grâce pour l'assassin de son fils... Il fallut aux vengeurs trois décharges pour abattre le vieux traître dont le cadavre demeura longtemps exposé à quelques pas de la maison natale de sa victime. Et malgré cette macabre publicité, cette représaille paraissait à tous si justifiée que nul ne chercha à en connaître ni à en poursuivre les auteurs.

Le lendemain du jour où périssait Julien Cadoudal, l'Autriche signait à Lunéville la paix avec la République ; les provinces rhénanes et la Belgique étaient annexées à la France ; la Révolution triomphait de l'Europe enfin soumise et ce traité

faisait prévoir que l'Angleterre et le Saint-Siège ne tarderaient pas à reconnaître le gouvernement de Bonaparte et à engager des pourparlers avec lui. C'était pour Cadoudal la défaite irrémédiable, la fin de son duel sans merci contre son tout-puissant adversaire. Le parti royaliste semblait frappé à mort ; les paysans eux-mêmes se désintéressaient de la lutte depuis le retour de leurs bons prêtres et ceux-ci, maintenant, prêchaient loyalement à leurs ouailles retrouvées la soumission au pouvoir restaurateur qui mettait fin à la persécution. Que faire pour parer au désastre? Georges assembla une dernière fois ses Morbihannais; on se résigna à « laisser passer l'orage » ; — Bonaparte ne durera pas toujours ; — à obtenir des Princes un peu d'argent et à continuer de « chouanner » énergiquement. Pourtant le parti s'émiettait et ces premières semaines de 1801 furent atroces pour Georges, assistant à la désagrégation de son œuvre ; l'ordre venait régulièrement de « l'exterminer coûte que coûte » ; mais sa retraite était impénétrable.

« J'ai mis après lui des espions de toutes les classes et de tous les sexes, hommes, femmes, riches, pauvres, chaudronniers, marchands de tabac, etc., écrivait à Bernadotte le général Tilly ; il n'existe pas dans le Morbihan et les départements contigus un seul point qui n'ait été visité et qui ne le soit encore chaque jour ; il change si souvent de repaire qu'il est impossible de le surprendre. » Cependant on avait bien cherché : sur l'indication d'un espion on découvrit « au bas d'un champ nouvellement semé d'avoine, clos par de hauts talus bien garnis d'arbres et de buissons, dans le fond d'une ancienne carrière abandonnée, une sorte de caverne ; l'entrée en était masquée... Elle contenait un approvisionnement de souliers et de guêtres, des habits de drap rouge à revers bleus et à boutons marqués d'une couronne, des gibernes, un sabre à la hussarde, un chapeau à trois cornes... » Un peu plus loin, dans une cabane « construite en planches et en terre », au centre d'une lande bien boisée, étaient deux vieux pantalons, un gilet d'étoffe verte, trois paires d'éperons, « deux volumes de *Théorie pour les évolutions de l'infanterie française* », du papier, des plumes, une bouteille d'encre... Sûrement c'était là l'une des tanières où séjournait le proscrit ; mais il restait invisible.

Il ne quittait pas le pays cependant : il y errait, désolé, lamentable et silencieux. La perte de Mercier-la-Vendée l'acca-

blait. N'apercevant qu'un apaisement possible à son désespoir, il voulait voir Lucrèce, la sœur de son ami, avec laquelle il s'était fiancé sept ans auparavant et dont la présence pourrait seule apporter un soulagement à sa douleur; c'est alors qu'il adressa aux parents de la jeune fille cette lettre qu'il faut citer presque intégralement, car il s'y découvre sous un aspect nouveau : toujours autoritaire, certes, mais tendre, torturé moralement, éperdu et criant à l'aide...

« Je vous écris l'âme oppressée... Jonathas (*c'était l'un des surnoms de Mercier*), le seul ami que j'avais sur la terre, n'est plus. Il est mort en servant sa religion, son roi et son pays, plein de gloire et de vertu; c'est toute la consolation qui me reste... Hélas! Maintenant il est au ciel et nous restons sur cette terre, malheureux, chargés de sauver tous nos amis.

« J'ai le plus grand besoin de parler à Lucrèce. Elle me connaît; qu'elle amène avec elle la petite fille de Jean-Marie... Que Lucrèce arrive; encore une fois elle me connaît et le voyage ne peut l'inquiéter. Si, à son arrivée, je suis encore de ce monde, le porteur (de cette lettre) la fera conduire au lieu où j'habite. Quoique la conduite ordinaire puisse trouver quelque chose d'étrange à l'arrivée de Lucrèce ici, qu'elle vienne! Elle me connaît; peut-être est-ce la dernière volonté d'un frère qui mérite tant d'être obéi. Encore une fois, malheureuse famille, n'attendez pas de moi la consolation; je perds le seul ami que j'avais sur la terre; j'attends Lucrèce... immédiatement. Hâtez son voyage. Vous m'auriez mal jugé si vous croyiez qu'elle ne doit pas le faire. Elle seule peut venir. Salut et respect.

« L'INCONSOLABLE. »

Lucrèce ne vint pas. Aussi confiants en l'honneur de leur futur gendre qu'en la pureté de leur fille, ses parents redoutaient pour elle les périls du long voyage depuis Château-Gontier où ils tenaient auberge, jusqu'à l'abri inconnu où se terrait son fiancé, à travers un pays bouleversé par la guerre civile, parcouru par les troupes républicaines et infesté de bandes de chauffeurs. Georges ne revit donc pas celle qu'il aimait; son chagrin s'accrut de cette déception : son ardeur

paraissait éteinte et les compagnons qui ne le quittaient pas ne reconnaissaient plus leur chef.

Ils s'étaient donné le mot pour ne jamais parler de Mercier, « afin de ne pas davantage assombrir ce front déjà si chargé de soucis et de douleur ». Un soir, comme on campait dans une masure isolée, trois de ses officiers, espérant l'arracher à sa lugubre obsession, lui proposèrent une partie de cartes. Il consentit par complaisance. D'autres, groupés autour de la rustique cheminée, s'entretenaient à voix basse : parmi eux, le capitaine Martin, tout en grillant des châtaignes, observait son général. L'un des causeurs, par inadvertance, prononça à mi-voix le nom de Mercier-la-Vendée, et aussitôt Martin vit les traits de Georges se contracter convulsivement; le tremblement de ses lèvres annonçait son effort pour réprimer une émotion trop brusque et trop vive; bientôt de grosses larmes, qu'il ne pouvait retenir, tombèrent sur ses cartes. Enfin il jeta son jeu, et, le front dans les mains, il éclata en sanglots bruyants « qui durèrent bien avant dans la nuit ».

Ces chouans, endurcis depuis si longtemps par tant de privations, de souffrances et de tueries, tremblaient d'émotion, sur leurs couches de foin, au voisinage de cet homme dont ils connaissaient la farouche abnégation, l'impassibilité devant le danger, l'inflexible opiniâtreté, et qu'ils entendaient maintenant, dans l'ombre opaque de cette hutte misérable, pleurer comme un enfant sensible, le cœur ravagé, au souvenir de l'ami perdu.

G. Lenotre.

(A suivre.)

BALKANS NOUVEAUX

II[1]

LA BULGARIE AU TRAVAIL

Passer de Grèce en Bulgarie, aller de Salonique à Sofia devrait être l'affaire de quelques heures. Il y faut une nuit et un jour. Ajoutez l'ennui d'entrer en Yougoslavie et d'en sortir. On peut, il est vrai, tourner par Dédéagatch et Andrinople et ne franchir ainsi qu'une frontière; mais c'est encore un peu plus long. Reste la ressource de faire le voyage en voiture; seulement la route n'est praticable qu'à la belle saison. Quant aux grands trains internationaux, on dirait que les horaires en ont été soigneusement calculés de manière à décourager les voyageurs. Prévu ou non, le but est fort bien atteint : quand, dans les Balkans, on passe du *Simplon-Express* dans l'*Express-Orient*, on s'aperçoit que ces deux trains de luxe, lorsqu'ils traversent les Balkans, se composent essentiellement d'un vieux wagon-lit, d'ailleurs à peu près vide, fort mal attelé à un convoi de marchandises.

Nous recommandons sur tous les tons aux peuples des Balkans l'union économique, et nous commençons par les isoler les uns des autres, bien plus complètement qu'ils ne l'étaient avant la guerre. Il paraît que l'idée maîtresse de cette étrange réforme consistait à détourner de Vienne et de Budapest le trafic international. Quel enfantillage ! Empêcherez-vous que Vienne et Budapest soient situés sur le Danube, et que la

Copyright by Maurice Pernot, 1928.

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

vallée du Danube reste la grande voie de communication entre l'Europe centrale et l'Orient? Il y avait pourtant à Versailles, à Saint-Germain et à Trianon, des experts géographes de première force. Plus je voyage à travers l'Europe d'après guerre, et plus j'admire l'efficacité et la rigueur des consignes, qui, dans ces divers congrès, devaient interdire toute communication entre des experts, qui savaient tout, mais ne pouvaient rien, et des plénipotentiaires qui, ne sachant rien, décidaient de tout...

Frontières hérissées, polices soupçonneuses, douanes tracassières, le tout administré par des fonctionnaires zélés et maladroits, voilà de quoi tarir promptement les réserves d'indulgence dont tout Européen qui voyage dans les Balkans prend soin de se munir. La Perse est plus accueillante, l'Asie centrale moins inhumaine. Je tiens pourtant de bonne source que, pour passer la frontière, les *comitadjis* ne se servent pas volontiers des trains internationaux.

Bien que nous soyons au milieu de mars, Sofia est ensevelie sous la neige. C'est sous ce même linceul qu'elle m'était apparue il y a quinze ans, pendant la première guerre balkanique. Sur la place du marché, enfouis dans leurs larges manteaux, immobiles et silencieux, les paysans serrent dans leurs mains gantées de grosse laine des agneaux, des cochons de lait ou des glanes de paprika. Les femmes ne se distinguent des hommes que par les couleurs plus vives des vêtements qui les enveloppent. Les plats et les bols de faïence peints étalent sur le tapis blanc leur bariolage rustique et traditionnel. Des ustensiles de bois très primitifs s'alignent sur le trottoir. De place en place, un samovar fume. Au bout de la rue attendent pêle-mêle les charrettes et les bœufs dételés. La capitale bulgare serait-elle encore aujourd'hui le grand village que j'ai connu jadis?

Mais non! Il n'est, pour mesurer le changement, que de remonter vers le Palais Royal et de parcourir les quartiers qui l'environnent. De larges avenues, des rues soigneusement pavées se coupent à angle droit. Les boutiques qui les bordent étalent toutes les marchandises que consomme une grande ville civilisée. Du Palais Royal au Sobranié, le boulevard du Tsar Libérateur s'ouvre entre deux rangées d'immeubles modernes et de villas luxueuses, une allée de beaux arbres le prolonge

jusqu'au parc du Prince Boris. Malheureusement, quand on s'éloigne du centre, le spectacle est moins attrayant. Comme toutes les villes des Balkans, Sofia a grandi trop vite. Au lendemain de la grande guerre, un lotissement assez mal conçu a divisé en étroites parcelles les terrains qui appartenaient à la ville et qui auraient pu lui faire une magnifique ceinture de jardins. De pauvres maisons se serrent les unes contre les autres, le long de ruelles à peine tracées, impraticables. La création de ces tristes faubourgs est l'un des méfaits de la démagogie agrarienne; elle ne fait pas honneur au goût de M. Stamboulisky.

Au sortir des bureaux et des écoles, l'animation, dans les grandes rues sillonnées de tramways et d'autos, est celle d'une capitale moderne. La note pittoresque est fournie par les paysans en costume national et par les étudiantes, bizarrement coiffées de casquettes rouges ou vertes, selon qu'elles sont inscrites à l'Université de l'État ou à l'Université libre. Cependant, la nuit tombée, Sofia ne tarde guère à s'endormir. Vous ne trouverez ici ni le mouvement d'Athènes ou de Salonique, ni la gaîté bruyante de Bucarest. Les lieux de plaisir sont rares et peu fréquentés; Sofia n'est pas la ville où l'on s'amuse. Quelques marchands ambulants poussent encore leurs charrettes sur le boulevard Marie-Louise; de rares ombres circulent entre la vieille mosquée de Banja Baschy, dont l'unique minaret coupe le ciel d'une ligne blanche, et l'énorme Bain Public, aux vitraux illuminés. Trompées par l'éclat des lampadaires électriques, des corneilles troublent la nuit de leur impudent ramage. Une vague impression d'Orient.

AFFAIRES INTÉRIEURES

Je retrouve ici, sous des formes un peu différentes, les mêmes problèmes que j'ai rencontrés en Grèce, que je rencontrerai demain en Roumanie et en Yougoslavie. Les guerres et les révolutions ont interrompu l'activité normale d'un peuple laborieux, patient, qui tendait aux progrès de tous ses efforts. Il faut rétablir l'ordre et l'équilibre, réparer les désastres, créer de nouvelles richesses, avec des moyens fort diminués. Les Allemands sont des alliés terribles : l'occupation allemande a vidé la Bulgarie, la défaite allemande l'a ruinée. Graves pertes

en hommes, en argent, en territoires; réfugiés à établir, emprunts à solliciter. Observons tout de suite que le peuple bulgare a fait face à toutes ces obligations avec honnêteté et avec courage.

Le temps n'est pas encore loin où des deux partis entre lesquels la Bulgarie était divisée, l'un, le parti libéral, subissait l'influence de l'Autriche, l'autre, le parti démocrate, celle de la Russie. Le roi Ferdinand de Cobourg n'avait guère gouverné qu'avec les libéraux. En fait, aucun contrôle : partout l'arbitraire et la corruption. C'est pour combattre les abus d'un tel régime que s'organise, vers 1900, le parti agrarien. A ses débuts, il fait une politique raisonnable, soutenant les droits du parlement, réclamant une administration régulière et le respect des lois. Mais il ne tarde guère à dévier. Pour grouper les paysans autour du parti dont il est devenu le chef, Stamboulisky déclare la guerre aux bourgeois des villes, aux commerçants, aux fonctionnaires. Ceux-ci ont tous les profits, les paysans toutes les charges de la communauté. Il faut réduire les traitements des fonctionnaires, faire peser sur les villes les plus lourdes charges de l'impôt, exonérer les campagnes, qui seules assurent, par leur travail, la vie de toute la nation. Éternelle fable des membres et de l'estomac. Le programme des agrariens était une folie; leur arrivée au pouvoir, en 1920, fut une catastrophe. Toutes les audaces, sans aucune réalisation. Le trésor au pillage, les prisons remplies de suspects, les biens des adversaires du gouvernement réquisitionnés au profit de ses amis. Gabegie et désordre.

Je n'ai approché Stamboulisky qu'une fois, à la Conférence de Gênes, en 1922. J'avais eu alors l'impression d'un anormal et d'un déséquilibré. Encore ses propos m'étaient-ils traduits par la toute prudente M^lle^ Stanciof. J'ai parlé de lui à Sofia avec ses amis, avec l'un de ses parents. Ils m'ont fait valoir avec raison l'attitude résolue prise par le chef du parti agrarien, en 1913 contre la deuxième guerre balkanique, en 1915 contre l'intervention de la Bulgarie dans la grande guerre aux côtés des Empires centraux. Je veux bien que ce fou ait eu parfois des lueurs de bon sens; mais on ne peut guère nier sans parti pris que sa politique violente et désordonnée menait la Bulgarie à sa perte.

On sait comment le coup d'État du 9 juin 1923 mit fin à la

dictature de Stamboulisky. Un secret gardé jusqu'au bout par trente personnes, cela ne se voit que dans les Balkans. Il fallait vraiment que le pays en eût assez. Cette réaction coûta la vie à sept ministres et à une vingtaine de députés; elle rendit la liberté aux adversaires du régime déchu, dont les prisons étaient pleines. Mais M. Tsankoff, principal organisateur du complot, se vit ou se crut obligé de maintenir par la terreur un pouvoir que la violence avait établi. On dit qu'il fit ou laissa couler beaucoup de sang. Après avoir causé avec lui, j'ai quelque peine à le croire. Mais je dois, en toute franchise, avouer à mes lecteurs qu'un séjour aux Balkans rend l'observateur un peu plus indulgent à l'égard des crimes politiques. Il ne les excuse point, il les déplore, mais il les comprend. Pour voir clair dans ses propres sentiments, il en est réduit à penser qu'il vit à une autre époque et, pour vaincre ses scrupules, il évoque, par exemple, l'Italie de la Renaissance. Mais, Dieu me pardonne! par combien d'assassins, de voleurs, de concussionnaires et de traîtres aurais-je été reçu, fort bien d'ailleurs, s'il me fallait croire tout ce qu'on m'en a dit.

Cependant la « terreur blanche » organisée par M. Tsankof et le général Volkof allait au delà des limites tolérables. La solidité du « Bloc national », formé par les partis d'ordre contre le « Front unique » des agrariens, des socialistes et des communistes, permettait désormais de revenir à des méthodes de gouvernement moins exceptionnelles. Le jeune roi Boris, libéral par hérédité et par caractère, appela au pouvoir M. Liaptchef, qui gouverne encore aujourd'hui. Le nouveau président du Conseil joignait à une fermeté nécessaire beaucoup de souplesse et un esprit de conciliation très opportun. Les enragés, les « fascistes », lui reprochent sa douceur et même sa faiblesse. Il ne m'a pas donné l'impression de mériter ces critiques.

— Une politique de répression violente, m'expliquait M. Liaptchef, ne ferait qu'encourager la formation et l'activité d'organisations révolutionnaires nouvelles, aussi dangereuses que celles qu'on me reproche de ne pas combattre avec assez d'énergie. Ce n'est pas le moyen de consolider la paix intérieure. Vous savez qu'après les excès de 1925, — excès dont témoignent notre vieille cathédrale éventrée par les bombes des terroristes, et les tombes de deux cents victimes innocentes, — le parti communiste a été dissous. Il s'est reconstitué

depuis sous un autre nom : parti ouvrier ou travailliste. Ses chefs m'ont demandé l'autorisation de rouvrir leurs clubs et de faire paraître leurs journaux. J'ai dit : « Oui ! Mais si vous tombez sous le coup de la loi, on vous appliquera la loi, et elle est sévère »...

« Nos social-démocrates, marxistes à l'origine et formés sur le modèle du grand parti allemand, se montrent assez raisonnables. Ils manquent d'ailleurs de surface et de moyens d'action, dans un pays comme le nôtre, où l'agriculture l'emporte de beaucoup sur l'industrie. Quant aux agrariens, ils ont certainement subi l'influence de Moscou au temps où Stamboulisky les dirigeait. Ils la subissent même encore un peu. Cela s'explique par diverses raisons. D'abord les multiples affinités de notre peuple avec le peuple russe : parenté de race et de langue, communauté de religion. Le gouvernement des Soviets ne s'est pas fait faute d'exploiter des circonstances aussi favorables. Un tract moscovite, distribué en 1920 parmi nos étudiants, nos fonctionnaires, nos paysans, déclarait en substance : « Vous rappelez-vous par quel chemin vos frères russes sont venus jadis vous délivrer du joug turc et vous donner l'indépendance politique ? Par le même chemin, ils reviendront bientôt pour vous délivrer du joug capitaliste et vous donner la liberté sociale. »

« D'autre part, un certain nombre de Bulgares occupent en Russie des fonctions très importantes. Kolanof est secrétaire de la Troisième Internationale ; Rakowsky était hier ambassadeur à Paris ; Lucanof, Spiridinof, d'autres encore comptent à Moscou parmi les dirigeants les plus actifs et les plus écoutés. Comment de tels hommes n'exerceraient-ils pas une influence efficace sur leurs compatriotes ? Comment leur fortune politique ne ferait-elle pas tourner à Sofia quelques têtes exaltées ou ambitieuses ?

« Ce qui fait la faiblesse de nos agrariens, c'est qu'ils n'ont pas de programme politique. Car enfin il est déraisonnable, et il devient heureusement de plus en plus impossible, de fonder une politique, en Bulgarie, sur l'opposition entre le bourgeois et le paysan, entre la ville et le village. N'est-ce point une seule et même chose ? Les électeurs le comprennent : aujourd'hui, quand ils votent, ce n'est plus sur des idées générales, sur des mots d'ordre de partis, mais sur des questions d'intérêt local, réel et immédiat. Déjà ce changement de

méthode s'est fait sentir dans la composition des corps municipaux ; j'espère qu'il réagira bientôt sur celle du Parlement.

« Quant à nous, de l' « Entente libérale », notre programme est fort simple : maintien de la monarchie constitutionnelle, dans un cadre bien défini. D'ailleurs, nous avons dans le roi Boris le plus démocratique et le plus scrupuleux des souverains. Développement de la fonction parlementaire, avec réduction du nombre des députés. Rétablissement progressif de l'ordre social et de l'équilibre à l'intérieur de la nation. Enfin, assainissement des finances et stabilisation de la monnaie. Dans notre pays, comme dans tous les pays des Balkans, on fait trop de politique ; les personnes et les mots ont trop d'importance. Ce n'est pas avec des idées et des systèmes, c'est en fonction des réalités et des intérêts que nous essayons de gouverner et d'administrer la Bulgarie.

AU SOBRANIÉ

Le programme du président Liaptchef et de l'Entente libérale était en effet très clair. Mais il n'en était pas moins difficile à appliquer : ce fut assez, pour m'en convaincre, que d'assister à quelques séances du Sobranié. Les 15 et 16 mars, M. Molof, ministre des Finances, rendait compte à l'Assemblée des négociations qu'il venait de poursuivre à Genève en vue d'obtenir un emprunt de consolidation.

Pour arriver jusqu'aux portes du Palais législatif, je dus me frayer passage à travers tout un peuple massé sur la place. La Salle Blanche, où siègent les députés, est archicomble. Au fond, le trône royal, que surmonte un grand portrait de Boris III, flanqué de deux autres plus petits, ceux de la reine Marie-Louise, mère du Roi, et de la reine Éléonore, seconde femme de Ferdinand. Plus loin, à droite, c'est Alexandre II, le tsar libérateur ; à gauche, c'est Alexandre de Battenberg, premier prince élu de la nouvelle Bulgarie. Sur un panneau latéral brillent les icones : une image du Sauveur, entre saint Cyrille et saint Méthode, les deux apôtres du pays slave.

Dans les tribunes, une majorité de tout jeunes gens, étudiants des deux sexes, artisans, ouvriers. Dans l'hémicycle, tous les députés sont à leurs bancs : l' « Entente démocratique », qui représente à peu près ici ce qu'était chez nous le Bloc

national, groupe en rangs serrés ses 168 membres, presque les deux tiers du Parlement; elle siège à la droite du président et se prolonge jusqu'au centre de la salle; puis viennent les diverses fractions libérales et démocrates; à gauche, un peu mêlés, les agrariens, les radicaux, les socialistes et les ouvriers, anciens communistes. Un député musulman arbore ce fez rouge, qu'Angora a jeté aux orties. J'observe l'attitude hiératique d'un vieillard, le buste large et très droit dans sa houppelande de peau blanche, qui laisse passer les manches de la chemise. Les mains égrènent sans relâche un chapelet d'ambre; jamais elles n'applaudiront. Les yeux sont obstinément fixés sur M. Molof, qui est en train d'expliquer les conditions de l'emprunt. Qu'en pense ce vieux paysan? Peut-être calcule-t-il déjà que, grâce aux quelques millions de livres obtenues à Genève, il trouvera meilleur accueil et conditions moins dures à la Banque Agricole, le jour où il aura besoin d'acheter une paire de bœufs...

Le ministre des Finances parle d'une voix nette et calme; le ton monte et s'anime lorsqu'il faut faire face aux interruptions de la gauche et dominer le vacarme; mais c'est plutôt rare. Une seule fois, le président a dû menacer d'expulsion temporaire un agrarien trop passionné. Au fond, tous les gens raisonnables reconnaissent que l'État bulgare ne saurait, par ses propres moyens, rétablir l'économie nationale, assainir les finances publiques et stabiliser la monnaie. Seuls, les agrariens, qui, par une résolution prise dans leur dernier congrès, se sont déclarés hostiles à tout emprunt extérieur, livrent au gouvernement une bataille de principe. Mais les autres partis d'opposition critiquent les modalités de l'opération et protestent contre les exigences du Comité de Genève, qu'ils qualifient d'humiliantes. Et puis on reproche à M. Liaptchef et à ses collègues d'avoir manqué de respect au Parlement, en prenant sans son consentement préalable des engagements qui pèseront sur la nation tout entière. « Aucun engagement ne peut être pris sans votre aveu, s'écrie M. Molof. Mais la discussion technique qui a eu lieu à Genève ne pouvait pas se dérouler en présence de 273 députés. Pas plus qu'une bonne diplomatie, de bonnes finances ne sauraient être faites sur la place publique. » Controverse banale, dont les parlements balkaniques n'ont point le monopole.

Mais que représentait en Bulgarie le Parlement? J'avais souvent cette question au bout des lèvres, et n'osais guère la formuler. Les diplomates étrangers avec qui je m'étais entretenu m'avaient parlé, non sans mystère, des « forces occultes » qui dominaient le gouvernement et le pays. Leurs propos m'inspiraient curiosité et défiance. La première personne qui voulut bien mettre les points sur les i fut le chef du parti social-démocrate, M. Yanko Sakazof, au cours d'un entretien trop intéressant pour que je n'en rapporte pas ici l'essentiel. M. Sakazof n'est pas encore un vieillard; cependant, plus encore que sa barbiche et ses cheveux blancs, la gravité sereine de sa voix, la douceur apaisée de son clair regard inspirent cette confiance mêlée de respect qui, dans le monde politique de tous les pays, passe pour un privilège de l'âge.

— Vous essayez, me dit-il, de comprendre où nous en sommes. Je vous apprendrai volontiers ce que j'en puis savoir. D'abord notre parti. La scission, chez nous, date d'environ vingt-cinq ans. Je suis resté le chef des réformistes, qui se rattachent à la IIe Internationale. Les extrémistes de 1903 sont devenus les communistes, affiliés à l'organisation de Moscou. Au lendemain de la grande guerre, l'alliance conclue avec les agrariens leur avait procuré un nombre de sièges supérieur à leur importance. Aujourd'hui, de trente ils sont tombés à cinq. Nous sommes dix. Cependant l'influence communiste reste considérable dans les milieux ouvriers et même paysans. Nous avons pour nous les petits fonctionnaires, les artisans et les ouvriers raisonnables; nos maîtres d'école sont mieux organisés que les vôtres. Nous sommes un parti d'ordre, un parti constitutionnel, et, en beaucoup de questions, nous allons d'accord avec les partis bourgeois. De toutes nos forces, nous luttons contre le communisme. Malheureusement la crise économique qui a suivi la guerre a fait chez nous beaucoup de mécontents. Ils vont grossir les rangs des partis extrêmes, soit communiste, soit fasciste. D'autres encore s'y enrôlent parce qu'ils ont peur, surtout dans les petites villes et dans les villages. Enfin tous les résultats que nous avions péniblement acquis en trente ans de travail sont remis en question par la folie des Macédoniens.

« La Macédoine, voilà la plaie de notre pays, et des Balkans! Ce sont les Macédoniens qui, en 1913, nous ont entraînés dans

la deuxième guerre balkanique. Ce sont eux qui, par l'influence exercée sur l'entourage du tsar Ferdinand, nous ont amenés à intervenir dans la guerre mondiale aux côtés des Empires centraux. Aujourd'hui encore, les Macédoniens sont partout : dans l'administration, dans l'armée, au gouvernement : partout ils imposent leur volonté, compromettant le peuple bulgare dans leurs louches aventures.

« Leur influence sociale est aussi néfaste que leur action politique. Les « émigrés » macédoniens, dans nos villes et dans nos campagnes, sont venus alourdir le marché du travail, rendant la vie plus difficile aux ouvriers comme aux paysans. Tantôt communistes, tantôt fascistes, toujours partisans des solutions extrêmes et des moyens violents. Moins instruits, moins évolués politiquement que les Bulgares indigènes, ils ont brutalement interrompu l'effort que nous faisions pour laisser à nos enfants un État plus moderne et mieux organisé. J'entends encore nos paysans de Thrace répondre, dans une réunion publique, aux agents de l'Organisation : « Vous nous parlez toujours de la Macédoine : des cailloux ! Parlez-nous donc un peu de la plaine d'Andrinople, qui était pour nous la Terre Promise. » Mais que peut le bon sens contre la passion, contre la violence sincère ou calculée ? Votre Jaurès était bon prophète : si l'on veut que la Bulgarie vive, il faut résoudre la question de Macédoine.

LA QUESTION DE MACÉDOINE

Je me garderai bien d'émettre une opinion personnelle sur ce terrible problème. J'ai même refusé d'en faire l'objet d'une enquête particulière, quand on me l'a proposé à Sofia, puis à Belgrade. A quoi bon ? Les ethnographes et les linguistes y ont perdu leur peine. Le sentiment des plus objectifs, c'est qu'il existe en effet un peuple macédonien, où se mêlent des hérédités slaves, grecques et albanaises ; un dialecte macédonien, qui n'est ni tout à fait du serbe, ni tout à fait du bulgare et qui d'ailleurs varie sensiblement selon les régions. La conclusion qui ne se dégageait pas nettement des investigations scientifiques, les diplomates ont été incapables de la fournir. La guerre en a imposé une, qui n'est pas du goût de tout le monde. Vaincue en 1913 et en 1918, la Bulgarie a subi les

conséquences de sa défaite. Qu'elle les ait plutôt subies qu'acceptées, il n'y a rien là qui puisse surprendre. Mais, d'une part, les vieilles rivalités nationales, de l'autre, certaines influences étrangères, ont compliqué le problème et l'ont rendu plus aigu. Qui a tort, qui a raison? Ce n'est pas à moi d'en décider. Je voudrais seulement faire saisir, à l'aide de quelques témoignages, le caractère et l'importance d'une question qui m'a paru peser lourdement, non seulement sur la politique bulgare, mais sur toute la politique balkanique.

Voici d'abord celui de M. G. Koulitchef, directeur du journal *Makedonia* et député de Pétritch, la seule région macédonienne qui soit restée à la Bulgarie.

— Dans ce pays, m'a-t-il dit, nous sommes 500 000; 70 000 rien qu'à Sofia. Les nôtres sont partout, même au gouvernement : M. Liaptchef est macédonien. Nous avons nos journaux, nos moyens de propagande, nos associations légales, que l'État reconnaît. Nous ne constituons pas une force d'appoint pour tel ou tel groupement politique; nous restons en dehors des partis et de leurs querelles; nous ne sommes ni pour le gouvernement, ni pour l'opposition : nous sommes Macédoniens. Avec les agitateurs d'au delà des frontières, seul un lien moral nous unit : nous ne prenons aucune part à leur action violente, mais nous l'approuvons, comme un mal nécessaire. Pétitions adressées aux grandes Puissances, à la Société des nations, nous avons tout essayé, inutilement. Personne n'y a pris garde. Tandis que les attentats...

— Mais enfin, demandai-je, qu'est-ce que vous voulez? On me dit que vos aspirations ne sont pas territoriales, mais seulement culturelles.

— C'est vrai. Nous n'allons pas jusqu'à exiger des modifications de frontières, un remaniement de la carte des Balkans. Mais nous voulons qu'on reconnaisse aux Macédoniens les garanties et les privilèges généralement établis en faveur des minorités. Que le gouvernement de Belgrade traite nos frères comme il traite, par exemple, les Slovènes. Qu'il laisse aux Macédoniens ce que les Turcs eux-mêmes ne leur avaient pas enlevé : leurs églises, leurs écoles, leurs associations, leurs journaux. En un mot, qu'il ne les mette pas hors la loi.

« Nous userons de tous les moyens pour obliger l'opinion européenne à s'émouvoir, et la Société des nations à intervenir.

Résoudre équitablement la question macédonienne, c'est le seul moyen de préparer l'entente nécessaire entre Serbes et Bulgares, et c'est aussi le seul moyen de couper court à certaines interventions étrangères, qui s'exercent dans un sens contraire à la paix.

Après cela, j'ai demandé à un Macédonien : « Votre organisation reçoit-elle des subsides étrangers? — Je n'en sais rien, me fut-il répondu. Mais si j'étais révolutionnaire, j'accepterais de de l'argent de n'importe qui, pour la cause. » Alors j'ai voulu causer avec un révolutionnaire : c'est moins difficile qu'on ne pourrait croire. On me dispensera cependant de dire ici comment j'y suis parvenu.

— Je suis, m'a déclaré mon interlocuteur, membre de l'Organisation macédonienne révolutionnaire, et m'occupe particulièrement de la propagande à l'étranger. Il ne faut pas confondre les associations de bienfaisance, légalement reconnues, qui existent en Bulgarie, comme en Suisse, aux États-Unis et ailleurs, avec l'Organisation révolutionnaire, dont le centre, successivement fixé à Constantinople, à Rome, etc..., est aujourd'hui à Vienne. Celle-ci obéit à un comité de trois membres; l'action directe et violente est son privilège. Aussi nous traite-t-on de terroristes. Mais cette terreur n'est pour nous qu'un moyen de nous rapprocher du but.

« Pendant quarante ans, nos pères ont lutté contre la domination ottomane, et avec succès. Ils eurent leurs écoles, leurs églises, des livres imprimés dans leur langue. Ils voulurent aller plus loin et demandèrent pour la Macédoine l'autonomie politique. Dans le programme de Mürzsteg, on prit cette demande en considération. Mais alors les Turcs eurent peur. Après la révolution de 1908, ils nous dirent : « Nous vous offrons beaucoup mieux que les réformes du programme : une constitution, à l'abri de laquelle vous pourrez vous organiser librement. » Nous acceptâmes de collaborer avec les Turcs sur ce terrain, et il y eut un club bulgare à l'Assemblée de Constantinople. Si demain les Serbes nous proposent de collaborer avec eux, sans renoncer à notre nationalité, nous dirons : « Oui ! » de grand cœur. Mais aujourd'hui, pour vivre en Serbie, pour y devenir professeur, député, fonctionnaire, il faut que je me dise Serbe. Or cela n'est pas vrai, et je n'accepte pas cette condition.

« Comprenez-nous bien. Nous ne poursuivons pas le rattachement de la Macédoine à la Bulgarie. D'abord ce serait contraire à nos principes : de quel droit obligerions-nous à se dire Bulgares nos frères grecs ou albanais? Et puis jamais les grandes puissances n'admettront cette extension territoriale : elles en sont restées à 1878 et au traité de Berlin. Nous consentons à vivre en Serbie, mais à condition que notre nationalité soit reconnue et garantie par un pacte formel. Ce résultat obtenu à Belgrade, nous n'aurons pas grand peine à l'obtenir aussi à Athènes. Et peut-être un jour parviendrons-nous à réunir, au moins dans les cadres de l'unité nationale et culturelle, les membres épars de notre corps déchiré.

Il me restait à savoir quel était, sur la question macédonienne, le point de vue du gouvernement bulgare. Voici comment un membre du cabinet Liaptchef voulut bien me l'expliquer.

— Je vais, me dit-il, exiger de vous un effort : cessez, pour un instant, d'être occidental et tâchez de nous comprendre. Depuis des siècles, on exalte et on vénère chez nous tous les héros qui, sous les dominations étrangères, ont lutté pour l'indépendance, pour l'idée nationale, quels que fussent les moyens employés. A nos yeux, les comitadjis sont les successeurs de ces héros, ils continuent leur œuvre. S'ils tuent, ce n'est pas pour satisfaire quelque intérêt personnel, c'est en sacrifiant leur vie à une idée, et cette idée, c'est l'idée nationale. Et l'on veut que nos tribunaux jugent et condamnent les comitadjis macédoniens! Quel serait le procès? A la requête des accusés, qui connaissent beaucoup de gens par le monde, des savants viendraient soutenir les revendications macédoniennes par des arguments tirés de l'ethnographie et de la linguistique; d'anciens diplomates viendraient mettre en lumière quelques points d'histoire dont le rappel semblerait peut-être inopportun. Les prévenus seraient probablement acquittés, et la situation deviendrait pire.

« Nous ne demandons aux Serbes qu'une chose : c'est qu'ils renoncent à soumettre les Macédoniens à un régime d'exception ; qu'ils cessent d'entretenir la haine dans notre pays en les persécutant ; qu'ils nous mettent en mesure, nous, gouvernement, d'affirmer que nous n'avons plus d'inquiétude sur leur sort ; qu'ils nous fournissent enfin, par quelques mesures équitables et loyalement exécutées, le minimum d'arguments

nécessaires pour rassurer et pour calmer notre opinion. Une bonne alliance avec la Bulgarie est pour les Serbes la garantie la meilleure. Nous sommes prêts. Que les grandes puissances prennent acte de notre bonne volonté, et qu'elles nous aident à atteindre le but.

De tout ce que j'ai entendu, j'essaie de dégager quelques conclusions : il existe une question macédonienne, que certains s'efforcent de résoudre, que d'autres ne se font pas faute d'envenimer. On ne peut pas soupçonner l'actuel gouvernement bulgare d'encourager les excès des Macédoniens; peut-on le contraindre à les réprimer? Lorsqu'il laisse entendre que certaines répressions dépasseraient ses forces et mettraient en péril, avec sa propre existence, l'ordre intérieur et la paix, doit-on l'en croire? Il est bien difficile de répondre. Cependant, des deux côtés de la frontière, les actes de violence, périodiquement, se reproduisent. Après Todor Alexandrof, après Tchaulof, Protoguerof meurt assassiné, en plein jour, dans une rue de Sofia. Nous voudrions fermer les yeux à l'inquiétante réalité, que les terroristes macédoniens nous forceraient bientôt à les rouvrir.

LE PEUPLE BULGARE ET LES CARACTÈRES DE SON ACTIVITÉ

Parmi tant d'incertitudes, un fait me semble certain et rassurant : c'est que le peuple bulgare vaut beaucoup mieux que sa classe dirigeante. Violence et corruption passent encore aujourd'hui, comme au temps de la domination turque, pour les moyens nécessaires de l'action politique. Mais violence et corruption sont le fait d'un tout petit nombre : le grand nombre subit, et réprouve. Une opinion publique commence à se former, qui reflète, avec les qualités morales de la race, la volonté de créer une atmosphère plus saine et d'imposer à la politique nationale des mœurs plus honnêtes.

Voici une nation qui, par la faute de ses gouvernants, a vu son progrès interrompu, le résultat de ses efforts anéanti, sa population et son territoire notablement diminués. Tant d'épreuves n'ont pas diminué son courage : la Bulgarie paye ses dettes d'avant-guerre et ses dettes de guerre, fait face régulièrement aux charges des réparations, équilibre son budget, et, en dépit de plusieurs mauvaises récoltes, parvient à rétablir

sa balance commerciale. Depuis la guerre, sa population n'a pas cessé de croître, et ce résultat est dû principalement à une très faible mortalité. De tous les pays d'Europe, c'est en Bulgarie qu'on enregistre la plus petite proportion de naissances illégitimes. Le paysan bulgare est honnête, laborieux, économe, attaché à sa terre et à sa famille. Le commerçant s'est fait, par son exactitude et sa probité, une réputation excellente sur les marchés étrangers.

L'intelligence très vive de ce peuple, — dûe sans doute au mélange des deux sangs mongol et slave, — peut se mesurer au fait que, malgré l'introduction assez récente de l'enseignement primaire obligatoire, il ne compte pas aujourd'hui plus de 8 pour 100 d'illettrés. A une compréhension rapide se joint un extraordinaire désir de savoir. « Tous nos employés subalternes suivent les cours du soir », me disait à Sofia un directeur de banque. Nombreux sont les fils de paysans qui viennent étudier aux universités ou aux écoles techniques supérieures, pour retourner ensuite à leur charrue. Ce qui déconcerte un peu notre jugement, c'est une disproportion singulière entre le degré de culture de certains Bulgares et leurs habitudes sociales, ou, si l'on veut, leur manière de vivre. J'ai rencontré, à Sofia et ailleurs, des hommes fort instruits, ayant tout lu en français, en allemand et en russe : ils étaient pauvrement vêtus, plus pauvrement logés, et se nourrissaient de fromage et d'olives. On ne sacrifie rien aux apparences, presque rien au bien-être ; mais, s'il s'agit de s'instruire, on ne recule devant aucun effort.

Le fils d'un général ou d'un ministre ne se donne pas la moindre peine pour se distinguer de ses camarades, fils de boutiquiers ou de paysans : c'est à peine s'il s'en distingue par les manières. Ses goûts intellectuels peuvent être différents; ses besoins matériels restent les mêmes. Un sentiment profond de la dignité humaine, un sens naturel de l'égalité. J'entre un samedi soir à Saint-Alexandre Newski, pour assister à la cérémonie qui termine et consacre chaque semaine par une prière solennelle. Construite et décorée par le tsar Ferdinand dans le style russe le plus magnifique, la grande église est pleine de fidèles. Aux voix qui montent invisibles de derrière l'iconostase, le chœur répond, grave, émouvant, religieux et populaire. Les popes, vêtus d'argent et d'or, descendent en proces-

sion jusqu'au milieu du parvis et disposent sur un pupitre l'Évangéliaire à reliure de métal. L'un après l'autre, les assistants s'approchent, pour baiser l'image sainte. Trois personnes viennent prendre la file : c'est le roi Boris, sa sœur, la princesse Eudoxie et un aide de camp. Pas un mouvement dans cette foule, qui les a reconnus. A son tour, très simplement, le souverain accomplit le rite pieux, puis disparaît dans le flot qui s'écoule vers les portes.

Au moment où tant de dynasties croulaient en Europe, on pouvait s'attendre à ce que l'abdication du tsar Ferdinand marquât en Bulgarie, sinon la fin du régime, du moins celle de sa maison. Les belles qualités de Boris III justifient l'attitude loyale du peuple bulgare. J'entends dire parfois de ce prince que son caractère, ses goûts et ses aptitudes l'inclinent à gouverner plutôt qu'à régner. Sans doute veut-on marquer ainsi que Boris III unit à un esprit vraiment démocratique et à l'horreur de l'étiquette un sentiment très profond de sa responsabilité et de ses devoirs. Il semble aussi soucieux d'exercer sur la conduite des affaires une action discrète mais efficace, que de maintenir avec son peuple un contact direct et constant. L'estime respectueuse où le tiennent les hommes de gouvernement et les chefs de parti n'est pas moins remarquable que la popularité dont il jouit parmi les paysans et parmi les soldats. S'il m'est permis de rapporter une impression personnelle, je dirai que ce qui m'a le plus frappé dans le jeune roi des Bulgares, au cours de l'entretien qu'il a bien voulu m'accorder, c'est, d'une part, la maturité singulière de son jugement politique, de l'autre son affectueuse et calme confiance dans l'avenir du peuple qu'il a charge de conduire.

Les conditions dans lesquelles il trouvait la Bulgarie en montant sur le trône, le 3 octobre 1918, étaient, sinon désespérées, du moins fort critiques. Le pays n'était pas seulement ruiné par la guerre et amoindri par la défaite : il était encore travaillé par une intense propagande bolchévique. Les agents de Moscou exploitaient avec un art consommé le mécontentement et le déséquilibre d'où ils espéraient faire naître aisément une révolution. Les réfugiés bulgares affluaient d'un peu partout; à trois reprises, des émigrés russes vinrent s'y ajouter, et des arméniens. On ne refusa personne; mais à chaque afflux nouveau, le malaise augmentait. Répartis au hasard entre trois

climats différents, émigrés et réfugiés s'adaptaient difficilement et ne parvenaient pas à vivre de leur travail. Des conflits éclatèrent, la maladie fit des ravages.

Dans un pays où la propriété a toujours été très divisée, aucune mesure agraire, si radicale fût-elle, ne pouvait mettre à la disposition des nouveaux venus une étendue suffisante de terre cultivable. On tira le meilleur parti possible des biens abandonnés lors de l'échange des populations. La loi agraire de 1921 créa quelques nouvelles ressources, en expropriant les domaines ecclésiastiques, d'ailleurs peu considérables, et en distribuant les forêts domaniales non aménagées, mauvaises broussailles rongées par les troupeaux. C'étaient environ 160 000 hectares que l'État cédait aux réfugiés, du moins sur le papier; et ceux-ci étaient près de 600 000, venus de Dobroudja et de Serbie, de Grèce, de Thrace, et même de Turquie d'Asie!

L'installation prit une forme plus méthodique, lorsque la Société des nations voulut bien s'y intéresser. Le commissaire chargé par elle de faire une enquête préparatoire, un Français habile et courageux, arriva en Bulgarie au mois de juin 1926. A la fin de la même année, l'emprunt dit des réfugiés était approuvé à Genève; en janvier 1927, il était émis à Londres. Chaque famille reçoit une parcelle de 3 à 4 hectares, une maisonnette, des semences, un peu de matériel et quelques têtes de bétail. Pendant les deux premières années, le réfugié est exempt d'impôt et de redevance; après quoi, il commence à rembourser les avances faites par la Commission; on calcule qu'il peut se libérer en soixante ans. Il convient d'observer que, pour la plupart, les réfugiés bulgares ne sont pas arrivés dans un état de dénûment aussi complet que celui des réfugiés grecs.

Pour apprécier à sa valeur l'œuvre admirable qu'ont accomplie en si peu de temps M. Charron et ses collaborateurs, il faut se représenter un pays sans cadastre, sans rôle foncier, et où la propriété ne se justifie le plus souvent que par une possession plus ou moins longue; une administration paperassière et désordonnée; un pays dont les habitants, appauvris par la guerre, étaient peu disposés à se restreindre encore davantage pour faire place aux nouveaux venus. A force d'ingéniosité et de patience, la Commission a surmonté tous ces obstacles, créant pour chaque besoin un organe approprié, apaisant les conflits, aidant aux travaux du cadastre, remplissant tantôt

l'office d'une banque, tantôt celui d'une compagnie d'assurances... A mesure que l'installation progressait, devenait définitive, on voyait le pays revenir au calme et à l'équilibre, la production augmenter, le marché du travail s'organiser dans des cadres plus réguliers. Dans le même temps, la pression bolchévique avait insensiblement diminué et, après tant d'à-coups violents, le gouvernement s'était stabilisé et raffermi.

On était sorti tant bien que mal du désarroi politique. Mais il fallait encore remédier au malaise économique. La Bulgarie, pays surtout agricole, exportait ses produits vers l'Est et vers le Sud. Céréales et légumes secs, œufs et fromages, bétail, bois, tabac et essence de rose étaient embarqués à Dédéagatch pour Smyrne et pour l'Égypte, à Varna pour la Russie méridionale. La guerre devait bouleverser complètement ces courants commerciaux. La place de Varna fut doublement atteinte par la perte d'une partie de la Dobroudja et par la suspension des échanges avec la Russie. Coupée de la mer Égée, par conséquent des voies d'accès direct vers Smyrne, les îles et l'Égypte, la Bulgarie doit chercher de nouveaux débouchés. Elle regarde aujourd'hui vers l'ouest, du côté de Gênes et de Marseille.

L'effort des agriculteurs a été fort activement secondé par le gouvernement de M. Liaptchef. Partisan convaincu de la coopération, le président du Conseil a entrepris de remédier, grâce aux multiples applications de ce système, aux inconvénients de la petite propriété. L'introduction des machines et des engrais chimiques, le renouvellement des semences, la diversification des cultures, autant de bons résultats obtenus par les coopératives agricoles d'achat. Les coopératives de vente ont eu moins de succès : j'ai entendu attribuer à l'incompétence de leurs dirigeants la crise des céréales et celle des tabacs qui, atteignant avec les producteurs de nombreux commanditaires, a pris les proportions d'une catastrophe. De même la Banque Agricole et les Banques populaires ont rendu le grand service d'arracher le paysan bulgare à la griffe des usuriers; mais elles auraient été encore plus utiles si, entre les mains des fonctionnaires, elles n'étaient devenues trop souvent des organes politiques, voire des instruments de démagogie.

Dans le domaine de l'économie nationale, l'État bulgare, comme tous les États balkaniques, use et abuse de l'intervention. On dirait que, pour ces pays, la réalisation du socialisme

d'État, à l'ancienne mode allemande, est considérée comme un idéal qu'il faut atteindre à tout prix. Il y a vraiment quelque chose de paradoxal dans l'application d'un système, qui suppose un ordre social et une éducation technique très avancés, à des peuples naturellement individualistes, peu disciplinés, et dont l'éducation est encore imparfaite. Comme j'en faisais la remarque à un homme politique bulgare, il m'a répondu :

— Ce qui précisément, à notre point de vue, rend l'intervention de l'État nécessaire, indispensable, c'est cette éducation imparfaite de notre peuple. Nous ne pouvons pas encore compter sur les initiatives privées. Ou, du moins, nous craignons le caractère trop personnel, le but trop étroit et égoïste de telles initiatives, au cas où elles ne seraient pas sévèrement contrôlées. L'intervention de l'État est un mal nécessaire, pour le moment : elle prévient ou atténue de plus grands maux.

Cet argument ne m'avait guère touché. Il m'a paru plus faible encore lorsque, en visitant l'intérieur du pays, j'ai observé le nouveau développement de certaines industries. Voici Roustchouk, ville frontière, port fluvial sur le Danube et naguère importante place de commerce. La perte de la Dobroudja, qui formait son *hinterland*, a privé Roustchouk d'une grande partie de son trafic. Mais l'activité de la ville bulgare n'a pas diminué, elle a changé de nature : de commerciale, elle est devenue industrielle. On ne compte pas aujourd'hui à Roustchouk moins de quarante grandes entreprises, outillées de la façon la plus moderne. La sucrerie belge installée aux portes de la ville est très florissante. Une clouterie, une fabrique de machines agricoles, plusieurs huileries, des tanneries nombreuses occupent quelques milliers d'ouvriers. En dépit de l'encombrement causé par les réfugiés, il y a peu de chômage. Les banques, qui naguère travaillaient surtout avec les commerçants, collaborent désormais avec les industriels et, quoique trop nombreuses, font à peu près leurs affaires.

Même phénomène à Varna, et provenant des mêmes causes. Ce beau port est aujourd'hui trop voisin de la frontière roumaine pour conserver l'activité marchande d'autrefois. A ce point de vue, Bourgas me semble avoir gagné ce qu'avait perdu Varna. Mais Varna s'est tournée d'un autre côté; grâce à son cadre pittoresque et aux efforts d'une municipalité très avisée, elle est en train de devenir une magnifique station balnéaire.

On a construit des hôtels et des villas, on a aménagé des jardins, et déjà, chaque été, la clientèle afflue, venant même de fort loin.

Plusieurs grandes usines donnent du travail à la population ouvrière qui vivait autrefois du port. Je dirai un mot de l'une d'elles, qui m'a frappé moins encore par le caractère très moderne de ses installations, que par les intentions morales et sociales dont s'est inspiré son propriétaire. M. Assen Nicolof est un réfugié, venu de la frontière turque à Varna ; il avait étudié à Gand. Au lendemain de la guerre, il installe un tissage ; puis au tissage il adjoint une filature. *Textil*, c'est le nom de l'entreprise, occupe aujourd'hui 1 100 ouvrières ; toutes d'origine paysanne, et toutes pensionnaires. A l'âge de quatorze ou quinze ans, leurs parents les confient à la direction pour une période de deux années, renouvelable une fois. Aux heures de liberté, des maîtresses leur enseignent la coupe et la couture. Lorsqu'elles sortent de l'usine, leur salaire accumulé forme une petite dot ; elles reçoivent en outre une machine à coudre ; enfin et surtout elles rapportent dans leurs villages des habitudes d'hygiène physique et morale, des principes d'éducation dont elles feront profiter leur entourage.

C'est encore à Varna que s'est ouverte, en 1921, une *Académie de commerce*, qui fournit chaque année d'excellentes recrues, non seulement aux administrations de l'État et aux services municipaux, mais encore aux banques et aux entreprises privées.

— Voici un bon signe, me disait le directeur de l'Académie : jadis tous les jeunes Bulgares instruits voulaient être fonctionnaires. L'État paye-t-il trop mal ses serviteurs, ou notre jeunesse est-elle devenue plus entreprenante ? Toujours est-il qu'aujourd'hui nos élèves, et même ceux qui ont étudié à l'étranger cherchent plus volontiers une situation dans le commerce ou dans l'industrie. C'est ainsi qu'ils reprennent peu à peu la direction des affaires qui étaient autrefois concentrées dans des mains étrangères et qu'ils contribuent très activement au progrès économique du pays.

Cette tendance nationaliste, au meilleur sens du mot, se manifeste aussi dans la banque, bien qu'avec plus de lenteur. C'est que les capitaux indigènes sont rares. Le paysan, quand il épargne, enfouit son argent ou achète de la terre. La

classe riche, d'ailleurs peu nombreuse, semble retenue par un curieux sentiment, où il entre de la crainte et de l'envie ; on dissimule sa richesse, plutôt que de la révéler en l'exploitant. De fait, les banques privées, en Bulgarie, sont ou bien des maisons étrangères, comme la *Banca Commerciale*, la *Deutsche Bank*, la *Banque Belge*, etc... ; ou bien des entreprises indigènes avec une forte proportion de capitaux étrangers, comme la *Banque générale* ou la *Banque Bulgare de Commerce*. Les établissements étrangers, uniquement préoccupés de leurs petites affaires, se désintéressent complètement de l'économie du pays où ils travaillent, ou ne la favorisent que d'une manière très indirecte. Ils prêtent des livres et des dollars à la *Banque Nationale*, parfois aux entreprises, fixent des taux d'intérêt et des dates de remboursement. Les banques bulgares prennent une part beaucoup plus active au développement de l'agriculture, du commerce et de l'industrie ; mais elles se heurtent à la concurrence, au contrôle et à la défiance de l'État.

Au lendemain de la guerre, le contrôle de l'État était une nécessité. Sur ce point, le cabinet Liaptchef a continué la politique adoptée par le cabinet Tsankof, et il ne pouvait mieux faire. Des charges énormes pesaient sur la Bulgarie, dont les ressources étaient très diminuées. C'est grâce à une surveillance étroite du commerce extérieur et du marché des changes, que le gouvernement est parvenu, sans inflation et malgré une dépréciation sensible de la monnaie nationale, à faire face en même temps à ses obligations et aux nécessités de la vie économique.

Pendant cette période difficile, la circulation monétaire fut maintenue à un niveau inférieur à celui d'avant-guerre ; elle s'y maintient encore aujourd'hui. Le coût de la vie resta fort au-dessous de ce qu'il était dans les autres pays balkaniques. Le *leva* put acquérir, dès les premiers mois de 1926, une stabilité de fait, par rapport au dollar, qui depuis lors ne s'est point démentie.

La stabilité de droit apparut donc à tous comme une nécessité ; mais elle ne pouvait être réalisée sans un emprunt extérieur. La Bulgarie fit appel une seconde fois au Comité de Genève. Repoussée en septembre 1927, sa demande trouva meilleur accueil au mois de mars 1928. Toutefois, l'organe financier de la Société des nations mettait à son appui certaines

conditions : réduction du nombre des fonctionnaires, transformation de la *Banque Nationale* en société par actions, contrôle exercé sur les finances bulgares par un commissaire de la Société des nations. J'ai été témoin des efforts déployés par M. Bourof au Sobranié, pour faire accepter des exigences qui heurtaient, non seulement l'amour-propre national, mais aussi, en ce qui concerne la Banque, certaines traditions très respectables. Cependant le Comité ne rendait-il pas un grand service au gouvernement, en imposant au pays, pour ainsi dire malgré ses ministres, une série de mesures tendant à assainir la situation financière et à rendre l'économie nationale plus indépendante de l'État?

Le succès de M. Bourof, qui semblait assuré au moment où je me trouvais en Bulgarie, devait être remis en question par l'obstruction de l'Allemagne, qui revendiquait, en faveur de la *Diskonto Gesellschaft*, le privilège d'une créance de 98 millions de marks-papier. C'est en vain que les négociateurs bulgares prétendirent faire état des 850 millions de marks déposés en Allemagne par la *Banque Nationale* et bloqués sur l'ordre du gouvernement de Berlin. L'opposition au nouvel emprunt fut maintenue, et la question dut être présentée encore une fois au Comité de Genève et à la Société des nations. Enfin, aux derniers jours d'août 1928, la banque allemande renonça à son privilège et, ce dernier obstacle levé, l'emprunt put être conclu. La nécessité en est depuis longtemps reconnue; tandis qu'une partie des ressources qu'il doit procurer rendra possible la stabilisation monétaire, une autre partie doit être affectée à des entreprises productives, telles que l'exploitation des chemins de fer et des ports.

La crise économique que traverse la Bulgarie, et que j'ai constatée un peu partout, n'est pas une crise financière : grâce à la politique d'économie et de restriction pratiquée par les deux derniers gouvernements, celle-ci a pu être évitée. C'est bien plutôt une crise commerciale, due, pour une part, aux changements imposés par la guerre à l'économie européenne, pour l'autre, à une consommation intérieure notablement diminuée. Que la confiance renaisse, et, grâce aux qualités de labeur, d'économie et de probité du peuple bulgare, cette crise sera bientôt conjurée.

UN PAYS DÉVASTÉ LA MALARIA

Au moment de conduire mes lecteurs de Sofia jusqu'aux rives de la mer Noire, en passant par Plovdiv (Philippopoli), Tchirpan, Stara-Zagora, Tirnovo, comment n'évoquerais-je pas le souvenir de l'affreux désastre qui, peu de temps après mon passage, a semé dans ces belles régions le deuil et la ruine ? Du 14 au 18 avril, les tremblements de terre se sont succédé dans la Bulgarie du Sud avec une violence inouïe ; ils ont été suivis d'inondations effroyables. Plusieurs grandes villes bouleversées, de nombreux villages anéantis, 10 000 maisons complètement détruites, 15000 rendues inhabitables ; 158 tués, 700 blessés ; 200 000 personnes sans abri : tel est le bilan sommaire d'un cataclysme qui a ému l'Europe entière. En apprenant la triste nouvelle, je me suis demandé avec angoisse si quelques-uns de ceux qui m'avaient si aimablement guidé dans mes promenades ou aidé dans mon enquête n'étaient point parmi les victimes... Que les survivants veuillent bien trouver ici l'expression de ma sympathie sincère et profondément attristée.

Plovdiv était encore, à la fin de mars dernier, une ville florissante, étendant depuis les collines jusqu'aux rives de la Maritza ses quartiers neufs ou nouvellement reconstruits. De la vieille cité ottomane il ne restait pas grand chose : deux ou trois mosquées, la riche Sainte-Marine, consacrée au culte orthodoxe, et la curieuse Sainte-Marie, principale église des Arméniens. A quelques pas de cette dernière, on voit la maison turque qu'habita Lamartine et où des mains pieuses ont scellé, en souvenir de l'hôte illustre, une dalle de marbre blanc (1). L'activité de la vie moderne s'y révélait par d'immenses bâtisses régulièrement alignées : manufactures et entrepôts de tabac, maisons de commerce, banques, écoles. Le Collège français de Saint-Augustin, dirigé par les Assomptionnistes, comptait plus de 600 élèves. J'en ai trouvé 450 au pensionnat des Sœurs de Saint-Joseph. Là aussi, on déplorait la crise commerciale, qui, en réduisant les ressources des familles,

(1) L'inscription est ainsi conçue : « Dans cette maison, — le poète Lamartine a reçu l'hospitalité, — au cours de son voyage en Orient. 1833. — Posée par l'Alliance Française de Plovdiv, 1923. »

avait légèrement diminué, en nombre et en qualité, la clientèle de nos établissements. Cependant on envisageait l'avenir avec confiance et, de la haute terrasse qui couronnait les bâtiments du collège, le Père supérieur m'avait montré avec joie, presque avec orgueil, l'extraordinaire développement d'une ville que ses prédécesseurs immédiats avaient connue médiocre et sordide.

De Plovdid à Bourgas, en passant par Stara-Zagora et Yambol, la voie ferrée court entre deux montagnes : le Balkan au nord et au sud les Rhodopes. Le port de Bourgas, construit par la *Société française des Batignoles*, doit sa fortune à la décadence de Varna et à la distance plus courte qui la sépare de la capitale ; le trafic augmenté a rendu nécessaire de nouveaux aménagements. Au cours de l'année 1927, les importations par Bourgas ont atteint environ 63 000 tonnes, et les exportations 117 000. C'est ici que se concentrent les maïs et les blés bulgares, en particulier ces blés très durs que toute l'Europe recherche. Plusieurs entreprises de minoterie, entre autres la Société des *Grands moulins de Bulgarie* qui a son siège à Bourgas, transforment les céréales en farine. Mais le transport est assuré presque entièrement par des compagnies étrangères, le pavillon bulgare n'étant représenté que par une seule entreprise, d'importance médiocre, et travaillant malheureusement sous le contrôle de l'État.

La colonie grecque, naguère très nombreuse à Bourgas, tend, depuis la paix, à repasser la frontière. Les émigrés russes sont, pour la plupart, aussi misérables que les Arméniens. En revanche, la communauté juive, adonnée au commerce, est florissante. Bourgas et sa province se ressentent d'avoir absorbé un grand nombre de réfugiés bulgares, qu'on a établis, tant bien que mal, entre la mer Noire et les marais dont la Commission poursuit l'assèchement. Région insalubre, s'il en fut. L'énorme bâtisse neuve qui domine la ville est un Institut antimalarique, créé par les soins de M. Rockefeller pour les besoins de la région. A quelle triste nécessité répond cette création, il n'est, pour s'en convaincre, que de faire une promenade à Mesembria.

C'est à quelque vingt kilomètres au nord de Bourgas. Au sortir de la ville, une mauvaise piste serpente entre le marécage et la lagune. Un pays désolé, où la *malaria* règne en

maîtresse. A chaque instant, l'auto s'enlise, tantôt dans la boue, tantôt dans le sable. « Il y a longtemps, observe le commerçant qui m'accompagne, il y a très longtemps qu'un député de Bourgas n'a été ministre. » Bientôt on voit luire à travers le brouillard les collines de sel d'Anhiolo. Puis le paysage change brusquement, pour devenir presque hollandais. De hautes dunes emprisonnent la mer. Elles s'abaissent. La piste s'engage sur une digue naturelle si étroite, que deux voitures n'y passeraient pas de front. Cette digue est le seul lien entre la terre ferme et une petite ville entourée de remparts : Mesembria. Un trou dans le mur byzantin : on pénètre dans le bazar. Les poissons pêchés dans la nuit sont suspendus tout autour d'un vieil arbre, pour être vendus à la criée. Pauvres maisons pavoisées, grande animation dans les rues étroites et sordides. C'est dimanche, et la population, composée surtout de réfugiés venus de Thrace, fête l'anniversaire de la prise d'Andrinople (25 mars 1913).

Combien d'empereurs byzantins ont franchi la digue étroite pour entrer dans cette cité-sanctuaire, qui fut si riche et n'est plus aujourd'hui qu'un ramassis de masures délabrées autour d'églises en ruine! Sa position de citadelle avancée, autant que la richesse de ses temples, la destinait aux pires aventures. Mesembria fut prise et reprise, incendiée et pillée, détruite et rebâtie. Ce n'est guère qu'à partir du IXe siècle que ses pierres peuvent enfin rester à peu près les unes sur les autres. Les plus anciennes églises qu'on peut y voir aujourd'hui datent de cette époque.

Or à Mesembria les églises se touchent. La tradition n'en énumère pas moins de quarante, groupées dans un espace moins grand que la place de la Concorde. J'en ai, pour ma part, reconnu formellement une douzaine. Du IXe au XIVe siècle, on peut suivre ici toute l'histoire de l'architecture byzantine, toutes les transformations qu'a subies l'église chrétienne. Voici les ruines de l'ancien évêché, véritable basilique à trois nefs, que ferme une abside : ce monument est à peu près contemporain des fils de Charlemagne. Les fondations qu'on trouve un peu plus loin, mises au jour en 1900 par M. Witemore, appartiennent à un édifice du Xe siècle : le plan en est fort analogue à celui de l'église du roi Samuel, à Prespa de Macédoine.

Avec Saint-Jean de la Mer et le nouvel évêché, on voit se marquer nettement les quatre branches égales de la croix grecque, que surmonte une coupole cylindrique. Des frontons symétriques couronnent les quatre façades. Ces églises semi-basilicales datent du XI^e^ siècle. Le XIV^e^ est représenté par Saint-Archange, qui a deux coupoles, par l'église du *Pantocrator*, aux trois absides richement décorées, et par cette curieuse ruine de *Saint-Jean non consacré*, dont la porte principale s'ouvre largement sur la mer. Les plus belles icones qui ornaient l'intérieur de ces églises ont été transportées à Sofia; il en reste quelques-unes, et aussi quelques fresques intéressantes. Mais ce qui demeure intact, c'est la décoration extérieure, dont les effets sont obtenus par un mélange de pierres et de briques, varié et ingénieux. Dessin de mosaïque, ou mieux encore de tapis oriental, que rehaussent tantôt des cabochons incrustés de faïence rouge, jaune et verte, tantôt des cylindres de grès, dont l'extrémité fait sur la muraille lisse une saillie légère. Sur le fond bleu pâle de la mer, quelques façades se détachent avec une pureté de ligne et un éclat de couleur incomparables.

Mais voici que Mesembria, après tant d'avatars, s'apprête pour un nouveau destin. La mer qui l'environne de toutes parts, qui la protégeait autrefois contre l'invasion ennemie, peut aujourd'hui la mettre à l'abri de la fièvre. On va faire de la petite ville aux quarante églises une station climatique, avec un *sanatorium* pour les enfants chétifs et quelques maisons de repos pour les malades. Toutes ces baraques de bois et de torchis seront rasées, on ne respectera que les ruines. Souhaitons qu'elles soient vraiment respectées. Quant aux réfugiés qui avaient trouvé ici un asile provisoire, et d'ailleurs mal approprié à leurs besoins, ils seront transportés à quelques kilomètres plus loin, dans un village bâti exprès pour eux, à proximité des terres arables nouvellement conquises sur les marais. La première génération, hélas! est sacrifiée; les suivantes auront un meilleur sort.

Après la visite des églises, nous entrons dans un dispensaire, où quelques dizaines d'enfants viennent se présenter à l'examen hebdomadaire; chacun tient à la main une fiche de carton où figure, en belles colonnes, la série des observations. Devant le médecin qui passe, ils relèvent leur chemise et montrent leur ventre gonflé. On prend la température, on dis-

tribue les doses de quinine. Les bambins saluent et retournent, à travers la plaine marécageuse, à leurs taudis insalubres. On m'assure cependant qu'un certain nombre guérissent.

En sortant de Mesembria, je croise un cortège officiel. Un groupe de fonctionnaires respectueux et de paysans familiers entoure un homme de haute taille, coiffé d'une toque d'astrakan moins noire que sa forte moustache. C'est M. Vassilief, ministre des Travaux publics, qui vient faire une inspection. En 1923, il était colonel et, avec quelques hommes de police, capturait Stamboulisky. Puisse l'ordre enfin rétabli en Bulgarie y régner assez longtemps pour permettre à quelques hommes courageux et dévoués de mener à bien l'œuvre entreprise dans cette triste région de Bourgas : assèchement des marais, lutte contre la *malaria*, établissement convenable des réfugiés! C'est le vœu que je forme en repassant par la brèche du mur byzantin et en invoquant tous les saints à qui les vieux architectes de Mesembria ont dédié jadis leurs quarante églises.

RUSSES ET BULGARES

De Bourgas, pour atteindre Tirnovo, l'ancienne capitale, il faut revenir sur ses pas et reprendre la route de Plovdiv jusqu'à Stara-Zagora. Cette ville paysanne que, matin et soir, traversent les troupeaux, m'a rappelé les grands bourgs de Sicile, où l'on s'endort, où l'on s'éveille au bêlement des moutons et des chèvres, concert moins incommode, à tout prendre, que celui des moteurs et des claxons. Les citadins cultivent le vignoble et les vergers qui font à Stara-Zagora une verte ceinture; les paysans d'alentour vivent de l'élevage et des céréales : *Zagor* désigne en bulgare une espèce de blé très réputé. Je monte en voiture pour aller à la foire de Kasanlik. Mais la foire est bientôt vue; le spectacle des paysans en costume, des Turcs enturbannés et des femmes musulmanes voilées de blanc et de noir n'a plus pour moi l'attrait du nouveau; la fabrique d'essence de rose est fermée en cette saison; et, pour occuper la journée, nous poussons jusqu'au monastère de Chipka.

Une bonne route de montagne, bordée tantôt de bois et de pâturages, tantôt de vergers et de champs bien cultivés. Au coin d'un bois, notre voiture s'arrête brusquement sur l'ordre d'une troupe de paysans armés de fusils et de bâtons. Il paraît

qu'un brigand redoutable s'est échappé cette nuit de la prison de Stara-Zagora. Le temps de constater que nous ne l'avons pas dans nos bagages, et l'on repart. Le plateau, maintenant, est dénudé, semé de monticules qui ressemblent à des *tumuli*. Il a servi de champ de bataille aux Russes et aux Turcs, à la fin de la guerre de 1877-1878. Quelques croix votives surmontent les ossuaires. Cinq coupoles d'or brillent au flanc d'une colline, et bientôt nous franchissons l'enceinte du monastère fameux.

J'avais déjà trouvé sur ma route maintes preuves du sentiment profond de reconnaissance et d'amour que les Bulgares ont voué et conservent aux Russes. A Sofia, c'était, en face du Sobranié, l'imposant monument dédié à Alexandre II, le tsar libérateur; dans les villes de province, les stèles et les colonnes funéraires élevées à la mémoire de ces médecins russes ou de ces volontaires qui vinrent, en 1912-1913, prendre du service dans l'armée bulgare. Enfin, sur les champs de bataille de 1877, ces ossuaires où se confondent les cendres des combattants bulgares et russes, et que les paysans de 1928 fleurissent avec autant de piété que leurs aïeux. Le gouvernement de Sofia prend des mesures rigoureuses contre la propagande de Moscou; mais on sent qu'il ne désespère pas de voir la Russie rentrer dans le concert des nations et rétablir son influence sur la politique européenne en général, sur la politique balkanique en particulier. « En France, me disait un homme politique bulgare, vous avez renoué les relations diplomatiques avec Moscou; mais, quand vous en avez eu assez de Rakowsky, vous l'avez flanqué à la porte. Nous savons fort bien que, si nous avions l'imprudence d'accueillir un agent des Soviets, nous n'aurions pas, le cas échéant, la force de nous en débarrasser. » Mais il ajoutait : « La rupture des relations diplomatiques n'implique ni l'ingratitude ni l'oubli. »

Nulle part cependant, l'amour fraternel qui unit les Bulgares aux Russes ne m'est apparu aussi vivement qu'à Chipka. On se rappelle le rôle décisif joué dans la campagne russo-turque par la position qui domine ce petit village, et les terribles combats qui s'y déroulèrent depuis le mois de juillet 1877 jusqu'aux premiers jours de janvier 1878. Au pied du célèbre « Nid d'Aigle », à flanc de coteau, les Russes ont bâti un monastère et une église. On voit briller de loin, au sommet de la

coupole majeure, la triple croix orthodoxe plantée triomphalement sur le croissant humilié.

Un guide m'offre ses services : un Russe, d'allure militaire, qui parle admirablement le français. Avant de me conduire jusqu'à l'église, il me montre la maison où cent vingt de ses camarades, émigrés comme lui, ont trouvé l'hospitalité; officiers et soldats vivent ici côte à côte et mangent à la même table; mais tous s'écartent avec respect devant le vieux général en blouse grise qui me souhaite la bienvenue. A côté de ces « invalides », voici l'orphelinat où sont élevés ensemble des garçons bulgares et des garçons russes, fils de soldats tombés pendant la Grande Guerre, des deux côtés de la tranchée...

Et nous montons à l'église. Le long du portique qui l'entoure, de larges plaques de marbre portent gravés les noms des officiers et le nombre des soldats russes et bulgares de chaque régiment, tués au combat de Chipka. La liste funèbre se prolonge à l'intérieur du temple. En quelques mots très simples, mon guide évoque les principaux épisodes de la lutte acharnée qui se déroula ici : près de deux cent mille morts. Puis il va chercher derrière l'iconostase les images précieuses, les orfèvreries, les *ex-votos* envoyés de toutes les contrées de la Russie au sanctuaire commémoratif. Cette plaque d'or où un artiste de Moscou a gravé, d'un côté la Nativité de Notre Seigneur, de l'autre l'image d'Alexandre II couché sur son lit de mort, fut donnée par le colonel d'un des régiments russes qui s'illustrèrent à Chipka; cette étrange icone, où le Christ est représenté sous les traits d'un paysan mongol, est un don de la secte des « Vieux Croyants ». Et voici les douze cloches de bronze et d'argent offertes à l'église par Nicolas II. Du haut du campanile, nous apercevons, éparpillés dans la plaine, les monuments aux morts. Mon guide contemple en silence le paysage chargé d'histoire; puis il me dit : « Parmi tous les émigrés russes dispersés à travers le monde, c'est nous, ceux de Chipka, qui sommes encore les moins exilés. »

La traversée des Balkans par le chemin de fer qui grimpe en lacets jusqu'à 1 300 mètres pour redescendre sur Trevna et Drenovo doit offrir en plein hiver, ou au cœur de l'été, des spectacles magnifiques. Mais nous sommes aux derniers jours de mars; d'épais nuages enveloppent les sommets; les torrents, grossis par la fonte des neiges, roulent des eaux boueuses parmi

les grandes futaies dépouillées. Le soleil ne daigne briller que vers la fin du jour, pour éclairer le val de la Yantra et les trois collines déchiquetées sur lesquelles Tirnovo étale ses ruines glorieuses et sa récente misère.

La capitale du second royaume bulgare, la « Cité des rois glorifiés », n'est plus aujourd'hui qu'une petite ville de 12000 habitants, malpropre et misérable. Il lui reste le prestige d'un site incomparable et de monuments insignes. Dans cette tour qui flanque la vieille citadelle et tombe à pic sur la rivière, le tsar Kaloyan laissa mourir de faim l'empereur latin Baudouin Ier, son prisonnier. C'est sur le parvis de la petite église Saint-Démètre, dont on ne voit plus guère que l'abside, que furent proclamées, à la fin du XIIe siècle, l'insurrection contre Byzance et l'indépendance du royaume bulgare. Les trois colonnes qui portent le plafond des Quarante-Martyrs rappellent, par des inscriptions grecques ou bulgares, les victoires remportées par les tsars sur les empereurs de Constantinople. Les dix-sept églises funéraires qui peuplent la colline de Trapesitza évoquent, dans leurs fresques, toute la vie d'une cour guerrière et pourtant raffinée. A Saint-Georges, à Saint-Pierre-et-Paul, Rome et Byzance ont mêlé leurs styles et leurs âmes. Et par-dessus tout cela, s'inscrit ou se devine la fureur du Turc, rasant les quartiers, défigurant les monuments et faisant de la belle Sainte-Paraskiéva une mosquée fortifiée.

J'ai voulu voir Arbanassi, l'Arnaut Keui des Turcs (village des Albanais), qui domine Tirnovo et fut, en des temps meilleurs, la résidence d'été de ses riches habitants. La décoration de quelques églises illustre curieusement la rencontre, en cette région, de l'art grec du Mont Athos avec les inventions plus réalistes des écoles roumaine et bulgare. Les hautes maisons fortifiées, à la mode albanaise, passent pour avoir été, sinon bâties, du moins aménagées et décorées par les grandes familles phanariotes, à qui elles servaient de relais et d'auberges, sur la route longue et peu sûre qui menait de Constantinople en Roumanie.

Avant de regagner Tirnovo, nous faisons halte au monastère Préobrajensky, qui abrite sous un haut rocher son cloître de bois et ses deux églises. L'higoumène, tout en nous offrant une collation de confiture et de café, nous parle avec une émotion sincère des malheurs de la Bulgarie. Cependant, pour

rentrer de Jérusalem, où il avait fait un pèlerinage, il a voulu traverser la Russie, puis les pays de l'Europe centrale, enfin la France et l'Italie. De tout ce qui fait l'orgueil des nations civilisées, le vieux moine n'a rien retenu, et il résume ainsi son long voyage d'après-guerre :

— Je n'ai rencontré partout que des malheureux.

L'INFLUENCE FRANÇAISE EN BULGARIE

S'il me fallait résumer en quelques mots les impressions recueillies au cours d'un voyage de quatre semaines, je dirais simplement que, par son travail, son endurance et son honnêteté, le peuple bulgare m'a paru non seulement digne d'un sort meilleur que celui qu'il dut à l'imprudence de ses dirigeants, mais encore très attentif à se le préparer. Les progrès accomplis en Bulgarie depuis cinquante ans sont considérables; combien ils eussent été plus rapides, si ce pays avait pu se développer tranquillement, à l'abri des influences et des intrigues étrangères! En entraînant la Bulgarie dans ce qu'ils appelaient « la grande politique », les hommes d'État russes et austro-hongrois ont bien failli la mener à sa perte. On peut soutenir sans paradoxe que, depuis l'indépendance, les vicissitudes par lesquelles a passé le royaume bulgare ont dépendu beaucoup moins de sa propre politique que de celle de ses voisins.

Le châtiment fut sévère; mais peut-être aura-t-il préparé la guérison et le salut. Libérée des deux influences néfastes qui pesèrent alternativement sur son destin, la Bulgarie semble aujourd'hui moins disposée à en subir de nouvelles. Si d'autres puissances aspiraient à reprendre le rôle que l'Autriche et la Russie jouaient naguère dans les Balkans, elles rencontreraient sans doute à Sofia une résistance plus forte et des complicités moins empressées. L'aide économique, les concours financiers dont elle a besoin, la Bulgarie les a sollicités par l'entremise de la Société des nations; et l'on devine, à quelques symptômes, qu'il lui déplairait fort de les obtenir au prix d'un vasselage politique plus ou moins déguisé. Elle se défie, et pour cause, de certains empressements gros d'arrière-pensées : elle ne s'en défiera jamais trop.

Ajouterai-je que, pour des raisons contraires, le peuple bulgare et ses gouvernants m'ont semblé enclins à regarder de

notre côté avec sympathie et confiance? Quoi qu'en puissent penser quelques diplomates plus nourris de roman que d'histoire, c'est une grande force pour un pays que de n'avoir pas de mauvais desseins. Ce lui en serait une plus grande que d'en avoir de bons et de les poursuivre avec continuité et méthode. Mais enfin la France, dans les Balkans, tire un premier bénéfice de sa politique parfaitement désintéressée ; et, sur ce point, ses anciens adversaires lui rendent justice, aussi bien que ses alliés. Les Bulgares sont les premiers à reconnaître que, durant la grande guerre, entre eux et les Français, la lutte ne cessa jamais d'être loyale. N'est-ce pas le roi Boris qui observait « que la réconciliation entre nos peuples fut, en premier lieu, l'œuvre des soldats » ?

Plus tard, à défaut d'une aide financière, que nos propres nécessités nous mettaient hors d'état de fournir, nous n'avons pas laissé d'offrir à la Bulgarie quelques concours précieux. J'ai entendu louer partout l'œuvre féconde accomplie sans fracas par M. Charrier, qui préside à l'établissement des réfugiés. C'est encore un Français qu'on a choisi pour gouverner la nouvelle Banque hypothécaire. Dans les pourparlers de Genève, la Bulgarie nous a toujours trouvés prêts à appuyer ses justes demandes. Et les hommes politiques de tous les partis m'ont avoué, à Sofia, que si la réconciliation devenait possible entre Serbes et Bulgares, Paris, d'accord avec Londres, en serait l'artisan le meilleur et le plus sûr.

Enfin j'ai pu constater, sinon toujours le progrès, du moins la permanence de l'action qu'exercent sur ce pays notre langue, notre culture et nos idées. Est-il besoin de rappeler qu'en Bulgarie, comme dans les autres pays d'Orient, les meilleurs ouvriers de l'influence française sont nos missionnaires et nos religieuses? Quel réconfort on éprouve à voir travailler ces Français et ces Françaises, à les entendre raconter gaiement leurs déconvenues, exposer avec entrain leurs projets et leurs espoirs, jamais découragés, toujours animés de la même confiance tranquille et robuste, dont l'objet n'est pas de ce monde, mais dont les effets se traduisent en action pratique et efficace! La guerre les avait chassés de ce pays, la paix les y ramène. Ils trouvent leurs œuvres ruinées, leurs maisons saccagées, leur matériel scolaire, leurs pauvres bibliothèques, formées au prix de tant d'efforts, dispersés ou détruits. Et ils se remettent

aussitôt à l'ouvrage. Tout en réparant la maison, on rouvre l'asile ou le collège; d'abord quelques classes, puis le cours complet. Peu à peu la clientèle se reconstitue et la jeunesse bulgare des deux sexes reprend le chemin des écoles françaises. Ce rétablissement à peine accompli, une nouvelle épreuve attendait nos religieux en Bulgarie : fort heureusement, le tremblement de terre ne leur a causé que des dégâts matériels qui, bien qu'importants, ne tarderont pas à être réparés.

Le gouvernement de Sofia, qui a conscience des services rendus par les instituts étrangers d'enseignement et d'éducation, se montre en général fort bienveillant à leur égard. On constate néanmoins, ici comme ailleurs, une certaine recrudescence de nationalisme, de plus grandes exigences en ce qui concerne la conformité aux programmes officiels, le nombre d'heures consacrées à l'étude de la langue et de la littérature nationales. La souplesse de nos religieux sait venir à bout de ces susceptibilités, et même s'accommoder de quelques tracasseries, dues le plus souvent à des agents subalternes. Somme toute, entre nos établissements et l'autorité bulgare, les rapports sont satisfaisants.

J'ai trouvé les Frères des Écoles chrétiennes à Sofia, où ils dirigent un collège et une école de commerce; je les ai vus à Roustchouk, installés depuis peu dans le bâtiment de l'ancienne école allemande, et faisant déjà une sérieuse concurrence à l'école allemande nouvelle. Les Augustins de l'Assomption réunissent dans leur grand collège de Plovdiv des enfants venus de toutes les parties du royaume. Leur musée scolaire (collections d'histoire naturelle), qui est célèbre en Bulgarie et que le tremblement de terre a épargné, s'enrichit chaque année de quelque série nouvelle, due le plus souvent à la générosité des Bulgares. Les mêmes religieux dirigent à Varna le collège Saint-Michel, dont les cours ne sont pas encore complets: provisoirement les élèves de Varna vont achever leurs études à Plovdiv. C'est que la difficulté du recrutement en France se fait terriblement sentir : à Plovdiv, à côté des religieux français, j'ai trouvé deux Belges, un Suisse, quatre maristes étrangers et quelques Pères bulgares, sans compter un certain nombre de Bulgares laïques, dont la collaboration est d'ailleurs très appréciée.

Les Sœurs de Saint-Joseph ont à Sofia un pensionnat de

mille élèves ; elles en ont un autre à Bourgas, qui réunit plus de deux cents jeunes filles de toutes nationalités et de toutes religions. La supérieure, qui a passé trente ans de sa vie au Pirée, me dit : « Nous avons un peu souffert, tout de suite après la guerre, des petites querelles entre Grecs et Bulgares. Aujourd'hui, l'élément bulgare l'emporte nettement. C'est un fait accompli : tout va le mieux du monde. » Voilà leur politique. A Varna, le collège des Dames de Sion compte quatre cents élèves. Les mêmes religieuses ont à Roustchouk un externat et un pensionnat très réputés. La première de ces maisons, dirigée par des religieuses en majorité autrichiennes, fait une large place à la langue allemande ; dans la seconde, de beaucoup la plus importante, instruction et éducation sont purement françaises.

Voilà pour l'enseignement primaire, secondaire et commercial. L'enseignement supérieur est représenté à Sofia par l'Institut français, que dirige avec activité et avec succès M. Georges Hateau, agrégé de l'Université. L'Institut comporte des cours fermés, réservés aux étudiants, des conférences publiques et des cours de vacances, tous également suivis. La plus grande salle est prêtée chaque dimanche à l'association qu'ont formée entre eux les anciens élèves de nos écoles. On y entend de jeunes orateurs des deux sexes discuter, en français, ces problèmes d'économie politique, de sociologie et de morale pour lesquels se passionne aujourd'hui la jeunesse bulgare. Derrière la tribune, sur le mur, je lis cette inscription : « Ici, on ne parle que le français. »

On sait les services rendus à notre influence en Orient par les écoles de l'Alliance israélite universelle. Malheureusement, les écoles juives de Bulgarie se sont détachées de cette organisation et ne ressortissent plus aujourd'hui qu'à leurs communautés. Nos collèges congréganistes y ont peut-être gagné quelques élèves ; mais, d'une manière générale, cette mesure a eu pour résultat de réduire sensiblement la diffusion de notre langue dans les milieux israélites de Bulgarie.

J'ai plaisir à noter que j'ai trouvé partout florissantes les sections de l'Alliance française. Il n'en existe pas seulement à Sofia et à Plovdiv, mais encore dans les villes de moindre importance, comme Bourgas et Varna. Le local comporte ordinairement une petite bibliothèque et une salle de réunion.

Dans la semaine, des professeurs bénévoles organisent des « cours du soir »; le dimanche, on se réunit pour danser, et pour parler français.

A Tirnovo, j'avais eu pour guide dans ma visite à la citadelle et aux vieilles églises, un homme modeste et courtois, qui s'était présenté comme « conservateur de la bibliothèque ». Chemin faisant, il m'apprit qu'il avait traduit en bulgare quelques-uns des romans les plus célèbres d'Alphonse Daudet et de Maupassant. L'espoir longtemps caressé d'un voyage en France et d'un séjour à Paris lui semblait désormais irréalisable, à cause de la dureté des temps nouveaux; mais il se consolait en lisant nos livres. Au moment de prendre congé, je lui demandai comment je pourrais reconnaître l'aide obligeante qu'il m'avait donnée. Il hésita un instant, puis il dit, presque timidement : « Si vous parlez dans un article de notre vieille ville, de ses monuments et de sa beauté, voulez-vous envoyer le numéro de la *Revue* à cette adresse : Alliance française, Tirnovo? »

MAURICE PERNOT.

(A suivre.)

LE

PORTEFEUILLE DE LAMENNAIS

La précieuse collection d'autographes qu'avait rassemblée le regretté M. Maurice Bucquet contenait plusieurs liasses de lettres adressées à Lamennais par les correspondants les plus divers.

De ces liasses diligemment classées, et mises à notre disposition par la très gracieuse obligeance de M^lle^ Bucquet, nous avons extrait un certain nombre de lettres que leur objet et l'éclat des signataires rendent dignes d'être publiées.

Durant la période de 1818 à 1827, nous assistons à l'ascension de l'influence de Lamennais. Le premier volume de l'*Essai*, publié en 1817, a été un triomphe : l'auteur n'est prêtre que depuis quelques mois, et déjà une partie de l'opinion publique s'incline devant lui comme devant le tribun de l'Église. Il parle haut aux feuilles gallicanes : Chateaubriand l'y encourage, et, de Berlin, lui témoigne l'admiration qu'éprouvent pour l'*Essai* les protestants eux-mêmes. Joseph de Maistre compare l'*Essai* aux écrits du grand siècle, et s'honore et se réjouit de ses points de contact avec Lamennais.

Le second volume de l'*Essai*, puis le troisième, provoquent à Rome des réserves : Joseph de Maistre agit en faveur de l'ouvrage ; le nonce Macchi, à Paris, écrit à Lamennais une lettre bienveillante.

Voici le romantisme, dans la personne d'Hugo, qui rend hommage à l'auteur de l'*Essai ;* entre eux, c'est une amitié

qui s'ébauche; nous la connaissions déjà par le livre : *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie,* et par le volume de M. Christian Maréchal : *Lamennais et Victor Hugo;* mais les lettres que nous apportons aujourd'hui nous font pénétrer plus avant dans l'intimité des deux hommes. Une d'entre elles donne lieu de croire qu'au printemps de 1822, Hugo se préparait à faire ses Pâques : le détail a son prix pour l'histoire des idées religieuses du grand poète, auxquelles M. Pierre Dubois consacrait, en 1913, sa thèse de doctorat. L'amitié de Lamennais pour Hugo s'étend au livre des *Odes et Ballades* avec une « sollicitude » dont le jeune poète dit merci.

En 1824, où Lamennais a fait une apparition en Italie, ses correspondants s'appellent Charles-Albert, futur roi de Sardaigne, et Rodolphe de Maistre.

Sept ans plus tard surviennent des lettres d'un jeune homme qui semble s'offrir pour être dirigé, se disposer à être un pénitent; il parle de ses luttes intérieures, de ses faiblesses... C'est un document de tout premier ordre pour la psychologie du signataire; il a nom Sainte-Beuve. Sainte-Beuve, plus tard, écrivant à Hortense Allart, prétendait qu'il avait fait en son jeune temps, « un peu de mythologie chrétienne » : c'était là pour lui, ajoutait-il, « un moyen d'arriver aux belles ». Sainte-Beuve, — cela lui arrive quelquefois, — s'est calomnié ce jour-là. Il était, quoiqu'il en ait voulu dire, parfaitement sincère, et la meilleure preuve de sa sincérité se trouve dans ses lettres à Lamennais.

L'Avenir resplendit, puis s'éteint : les espoirs que Lamennais fondait sur le voyage de Rome expirent en déceptions, l'encyclique *Mirari vos* est publiée. Malgré cette catastrophe, voici, dans le courrier qui arrive à La Chesnaie, une lettre de Louis de Carné, le futur académicien, qui se présente en disciple; une lettre de Dœllinger, le célèbre théologien bavarois, qui encourage les projets scientifiques de Lamennais. Et tandis que Sainte-Beuve, continuant de se confesser, entretient celui-ci de son prochain roman, *Volupté*, des avertissements se rencontrent sous la plume de Vitrolles, qui met Lamennais en garde contre l'esprit de système, sous la plume du théatin Ventura, défenseur depuis dix ans des doctrines de l'*Essai*, et qui écrit à Lamennais: « Maintenant, plus que jamais, je crois à l'infaillibilité du Saint-Siège... » Lamennais, lui, a cessé d'y croire :

les lettres ultérieures de ses correspondants prendront acte du douloureux changement.

D'autres noms, — des noms tout nouveaux, — apparaissent, en 1834, parmi ceux des correspondants de Lamennais. Il est désormais, pour la France et l'univers, l'auteur des *Paroles d'un croyant* : une longue lettre de Béranger apporte à l' « aumônier de la grande armée des peuples » l'enthousiaste adhésion du « modeste fifre d'un régiment d'enfants perdus ». Liszt lui crie : « Tout l'avenir religieux et politique de l'humanité est en vous. » Buloz l'appelle comme collaborateur et prie Sainte-Beuve d'insister. Lerminier lui consacre un article dans la *Revue;* Quinet le félicite d'avoir « délié la langue de son époque ».

Mais Rome condamne les *Paroles*. Béranger, alors, qui aimait à se faire, suivant le mot de Saint-Marc-Girardin, « l'infirmier des grands orgueils brisés, le consolateur des grandes popularités détruites » (1), s'offre à être le Samaritain qui prendra dans ses bras Lamennais blessé ; Lerminier l'investit de « la papauté du génie » ; Liszt lui dit qu'il « ranimera tous les ossements desséchés ». Une lettre intervient qui crie : Soumission ! Elle est de l'abbé Combalot.

A travers tous ces orages, Lamennais s'occupe de Sainte-Beuve avec affection : celui-ci accueille avec une reconnaissante émotion le jugement du maître sur *Volupté*, et lui fait confidence du projet du *Port-Royal*.

Entre Lamennais et l'Église, la rupture est consommée.

1836 ramène Lamennais à Paris : cette installation marque dans son existence une nouvelle étape. La Chesnaie a perdu son solitaire ; il vient dans la capitale gagner sa vie comme publiciste. Une lettre presque filiale lui demande quand il arrivera : ce correspondant veut l'attendre, être là... Il s'appelle Liszt.

Et désormais le courrier rural qui dessert La Chesnaie n'apportera plus aucune lettre pour M. Félicité de Lamennais.

Georges Goyau.

(1) Saint-Marc Girardin, *Souvenirs et réflexions politiques d'un journaliste*, p. 243.

LETTRES A LAMENNAIS

I. — AVANT LA CONDAMNATION DE « L'AVENIR »

De Chateaubriand

Le 6 novembre 1818.

J'ai pensé, monsieur l'abbé, que votre réclamation était inutile : ces gens-là ne valent pas la peine que vous vous occupiez d'eux; on ne verra plus votre nom dans le *Spectateur*, et ce journal est si inconnu que cela ne peut tirer à conséquence (1). Agréez, monsieur l'abbé, je vous prie, mon tribut d'admiration comme Français, et d'amitié comme Breton et qui plus est *Malouin*.

CHATEAUBRIAND.

De Joseph de Maistre

Turin, le 28 février 1820.

Monsieur l'abbé,

J'ai reçu avec beaucoup de plaisir et de reconnaissance la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser (2), au sujet d'un livre qui ne vous avait point encore été remis (3). Combien j'aurais désiré, monsieur l'abbé, avoir votre sentiment détaillé sur cet ouvrage ! Il me revient que certaines personnes de votre ordre se croient blessées par mes opinions, jamais on ne s'est trompé d'une manière plus déplorable. Il ne faut que des yeux et de la bonne foi, pour s'apercevoir, en lisant mon ouvrage, que l'Église de France n'a pas de plus sincère et de plus chaud partisan que moi ; mais je me plains d'elle-même à elle-même, et je lui montre à l'évidence comment en se cantonnant elle *s'inutilise* (comme on dit aujourd'hui) et

(1) Lamennais, ce même jour (6 novembre 1818), annonçait dans le *Journal des Débats* qu'il cessait sa collaboration au *Spectateur*, coupable, à ses yeux, d'avoir imprimé malgré sa défense expresse un vieil article qu'il avait consacré aux *Vies des Justes* de l'abbé Carron, et de n'avoir fait suivre d'aucune rectification un article de l'abbé Fayet, qui subordonnait le Pape aux évêques. (Voir Maréchal, *Lamennais, la dispute de l'Essai sur l'indifférence*, p. 119-122.)

(2) Lettre publiée aux *Œuvres complètes de Joseph de Maistre*, XIV, p. 365 (Vitte).

(3) Il s'agit du livre du *Pape*.

nuit à la cause universelle qui se nomme en grec *catholique*. C'est ce que j'aurais prouvé bien plus clairement si j'avais publié un cinquième livre, le plus intéressant peut-être, mais le plus dangereux; il est demeuré dans mon portefeuille en attendant que je voie si le déluge dure toujours, et si l'on peut lâcher la colombe. Je vous le répète, monsieur l'abbé (car j'espère que mon livre vous l'aura dit au moment où vous lirez ceci) : *Nous ne pouvons rien faire sans vous;* mais cela s'entend *si vous voulez*, et, pour *vouloir*, il faut que vous permettiez qu'on vous dise certaines vérités.

Voilà encore un crime épouvantable, un forfait parisien qui retombe sur la nation (1). Infortunée nation, quand donc voudra-t-elle comprendre d'où vient le mal et d'où seulement peut venir le remède? Jamais, jamais la Révolution ne *sera tuée* que par le principe opposé à celui qui l'a produite. Maintenant, monsieur l'abbé, on ne sait plus ce qu'on doit craindre, ou plutôt ce qu'on ne doit pas craindre, — tout est possible. Cependant, monsieur l'abbé, ne perdez point courage : *Macte animo*. Poursuivez vos nobles travaux; en vérité, vous commettriez *un péché contre le Saint-Esprit*, si vous laissiez dormir d'aussi grands talents. Vos ouvrages, et pour le fond des idées et pour le style, appartiennent entièrement au grand siècle; il n'y a rien au-dessus de votre attaque formidable sur *l'indifférence religieuse*, mais je suis tout à fait de l'avis de ceux qui vous défiaient de faire un second volume, le premier est un ouvrage complet. Donnez-nous un démenti, ou bien entreprenez quelque nouvelle œuvre : le bon parti vous aura toujours une obligation égale, pourvu que vous ne jetiez pas la plume. Je ne connaissais rien de vous, monsieur l'abbé, avant la *contre-indifférence*; quand on débute de cette manière on donne sa parole d'honneur pour de nouveaux chefs-d'œuvre, et dans ce siècle félon les honnêtes gens doivent tenir parole, plus que jamais. Je me ferai toujours une gloire d'appartenir à ce bataillon où vous servez avec tant de gloire. Agréez l'assurance de l'estime sans bornes et de la haute considération avec laquelle je suis, monsieur l'abbé,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

Le comte de Maistre.

(1) L'assassinat du duc de Berry (14 février 1820).

Du même

Turin, le 16 août 1820.

Monsieur l'abbé,

Comment pourrai-je vous témoigner assez ma reconnaissance pour le compte honorable que vous avez bien voulu rendre de mon ouvrage en différents numéros du *Défenseur*? Je ne puis attendre le dernier article avant de vous remercier. Vous êtes fait pour déterminer l'opinion, et ma vanité ne saurait oublier tout ce qu'elle doit à votre brillante plume. Quel plaisir pour moi, monsieur l'abbé, et quel honneur de me trouver avec vous en parfaite harmonie sur des points aussi essentiels! Ma grande ambition maintenant est de savoir ce que vous aurez pensé de certaines discussions *latérales* dont j'ai flanqué çà et là mon sujet principal. Qu'avez-vous dit, par exemple, de la servitude et de la vie moyenne des princes, d'abord en elle-même, et ensuite dans son rapport avec la religion (1)? J'ai grande envie que votre excellente tête accorde quelques instants à ces considérations qui ne sont pas tout à fait triviales.

J'ai reçu de Rome des observations importantes dont j'ai profité à la hâte. Les vôtres, monsieur l'abbé, arriveront trop tard, car la deuxième édition est commencée. Cependant, dites toujours! La revision me permettra probablement quelques corrections; je passe volontiers condamnation sur les expressions un peu trop *crues*; mais il faut considérer d'un autre côté que, lorsqu'il est question d'arracher les esprits d'une route battue pour les jeter dans une autre, il faut frapper de grands coups. On critique telle ou telle expression; mais l'on s'en souvient, et c'est de quoi il s'agit; enfin, monsieur l'abbé, j'ai fait et je ferai l'impossible pour faire disparaître les taches que je pourrai enlever *sans faire un trou* : excusez ce vulgarisme.

Je vous remercie de ce que vous m'apprenez au sujet de mes deux lettres imprimées dans le *Défenseur* et que je mettais sur son compte. Le petit brigandage de Rome me donne de forts soupçons sur le Brigand qui est fort aimable: *aimable*

(1) *Le Pape*, livre III, chap. 6 (J. de Maistre, *Œuvres*, II, p. 418-425).

ayant les deux genres et Brigand n'en ayant qu'un, la phrase demeure louche ; vous l'entendrez comme il vous plaira (1).

Vos Français, monsieur l'abbé, sont terribles lorsqu'ils copient. Ailleurs, quand on ne sait pas lire, ou qu'un manuscrit est mutilé, on le dit ou l'on place des points. Les Français font mieux ; ils suppléent et vont en avant sans avertir. Dans un petit opuscule intitulé, *Essai sur le Principe générateur des institutions humaines*, etc., chap. LXIV, j'avais écrit : « *deux hommes surtout*, etc. ; » on me transcrit ce morceau en France et l'on ajoute entre parenthèses (Voltaire et Diderot) sans varier le caractère. Quel lecteur ne croirait pas que la parenthèse m'appartient? Cependant rien n'est plus faux, mais voici qui est plus comique. Dans la lettre à une dame russe, j'avais écrit : *L'archevêque d'Épire envoyé par l'empereur de Russie*, etc. Le transcripteur ne sait pas lire ; au lieu de placer des points, il écrit : *l'Archevêque d'Empire*, ce qui fait, comme vous voyez, un fort joli sens (*Défenseur*, mars 1820, p. 77) (2).

Au reste, monsieur l'abbé, nous avons sur les bras des affaires un peu plus importantes que des fautes de typographie. Il faut nous réunir plus que jamais, il faut former la Tortue antique, et ne rien oublier pour escalader les murs de Ponéropolis dont les habitants nous ont déclaré une guerre véritablement enragée. Il faut bien se garder de leur céder, d'autant moins qu'en vérité (mais pour l'amour de Dieu ne le dites pas) ils n'ont pas autant d'esprit que nous. Je voudrais bien voir qu'un de ces polissons m'apportât 300 pages in-8°, comparables (pour le talent, bien entendu) à votre *Indifférence*. Je l'embrasserais pour la beauté du fait seulement. *Mais cet heureux Phénix est encore à paraître*, et jamais nous ne le verrons.

Je suis mortellement impatient, monsieur l'abbé, de lire votre second volume ; incessamment j'aurai ce plaisir, mais nous avons été précédé par un amateur plus leste qui me fait battre du pied depuis sept ou huit jours mortels. Comment les libraires ne l'ont-ils pas? n'avez-vous point pensé à l'Italie? J'espère que dans ce second volume vous aurez été l'égal de

(1) Le *Défenseur* avait publié les deux lettres de J. de Maistre à une dame russe, lettres destinées à rester secrètes ; la direction du *Défenseur* les avait trouvées dans un petit recueil imprimé par un « ecclésiastique estimable » (*Œuvres de Joseph de Maistre*, XIV, p. 368).

(2) Joseph de Maistre, *Œuvres*, VIII, p. 154.

vous-même, et quand vous n'auriez pu, comme les malins vous le prophétisaient, atteindre à votre premier volume, le second pourrait encore être un excellent livre.

Macte animo! et c'est avec vous surtout qu'il faut ajouter : *Oculos ad sidera tolle!* c'est pour vous l'étoile polaire, le but de tous vos ouvrages, et c'est dans cette haute région que sont écrits tous les titres de votre gloire. Je tâcherai de vous suivre de loin : pourvu que je combatte avec vous, je me sentirai à l'aise.

Du même

Turin, 18 octobre 1820.

Monsieur l'abbé,

Votre démarche a parfaitement réussi à Rome, comme je l'avais bien prévu (1). Je vous transcris les mots d'un grand personnage :

Siccome la commissione, della quale V. E. mi onora colla pregiata sua del 15 settembre, esigerà qualche tempo per essere disimpegnata, penso che le sarà grato almeno che glielo accusi subito e l'assicuro che il bramato esame sarà fatto con tutta la possibile sollicitudine; a suo tempo ne avrà il sfogo. Qualunque sia per essere il risultato dell'esame, i sentimenti che esterna M. l'abbé de La Mennais non possono essere più lodevoli (Roma, 4 octobre) (2).

Vous voyez, monsieur l'abbé, que les dispositions à votre égard ne sauraient être meilleures; cependant, attendez-vous à quelques petits chagrins. Je crois incontestable que dans votre second volume vous êtes sorti de votre sujet; il y a sur ce point un tel accord de sentiments parmi les meilleurs esprits de différentes langues, qu'il ne vous est guère permis d'en douter

(1) A la date du 6 septembre, Maistre avait écrit à Lamennais : « J'ai à Rome des amis importants, ou, pour mieux dire, *amis d'amis*, mais c'est égal, je vais écrire sur-le-champ, et je ne doute pas que votre soumission ne soit fort agréée. » (*Œuvres de Joseph de Maistre*, XIV, p. 236.)

(2) Comme la commission dont m'honore Votre Excellence par sa lettre du 15 septembre exigera quelque temps pour être remplie, je pense qu'il vous sera du moins agréable que je vous réponde aussitôt, et je vous assure que l'examen désiré sera fait avec tout le soin possible; en son temps vous aurez le résultat. Quel qu'il doive être, les sentiments qu'exprime M. l'abbé de Lamennais ne peuvent être plus louables.

L'impulsion vous a mené trop loin, comme la balle partant d'une arme excellente continue sa route après avoir opéré son effet. Je serais mené trop loin si je voulais insister sur les objections élevées contre votre second volume, je n'ai qu'une chose à vous dire : « *Laissez dire* ». Vous vous êtes mis en règle. Veillez à votre second volume, mettez-le en harmonie parfaite avec le premier ; puis dormez sur les deux oreilles et laissez dire. Il m'a passé une idée dans la tête, faut-il vous la confesser ? Pourquoi pas ? Si vous êtes conduit à défendre votre second volume, vous courrez le plus grand risque, parce que vous vous trouverez compromis avec les bases mêmes de toute vérité. Vous verrez combien il vous sera difficile d'embarrasser les autres sans vous embarrasser vous-même.

J'ai été enchanté, monsieur l'abbé, de m'être rencontré avec vous sur les questions les plus importantes. Sur les races royales, je vous prie d'y revenir, car il ne s'agit pas ici d'une thèse, mais d'un calcul. Prenez la plume, je vous en prie, et divisez les siècles par les règnes. Si le quotient vous donne un nombre excédant la vie commune, où serait le doute ? Voilà pourquoi je voudrais que les bons esprits remaniassent cette question. Celle des règnes protestants n'est pas moins importante. (1) Pensez-y un peu, je vous prie. Si mon grand ouvrage paraît, vous serez surpris des points de contact qui se trouvent entre nous.

Ce que vous me dites du prédicateur de Versailles est impayable ; si cet apôtre vient à lire mon écrit sur les fameuses libertés, il viendra peut-être me tuer à Turin ; je demanderai une garde.

De Chateaubriand

Berlin, le 13 mars 1821.

Ma femme me dit, illustre abbé, que vous êtes à Paris et que vous avez eu la bonté d'aller la voir : je vous en remercie pour elle et pour moi. Elle me dit encore que vous avez parlé ensemble de retraite : c'est le rêve de toute ma vie. Si je pouvais passer le peu qui me reste à vivre dans la société d'un homme

(1) Ces lignes font allusion à un passage du livre du *Pape* (livre III, chapitre 5. *Œuvres* de J. de Maistre, II, p. 424).

tel que vous, je regarderais ce bonheur comme la récompense de quelques combats en faveur d'une cause qui pour son triomphe a passé désormais de mes mains dans les vôtres. J'ai vu et connu le monde; j'en ai assez : je n'aspire plus qu'à mettre un terme à tant de courses et de fausses espérances. Cherchez-nous une solitude à l'abri des sots et des méchants, où je n'entende plus parler de ce misérable siècle, et je m'y enferme avec vous pour jamais.

Vous avez ici, comme partout, un grand nombre d'admirateurs; même les protestants, que vous avez combattus, rendent hommage à votre supériorité. Jouissez bien de cette belle renommée que les hommes vous accordent, et dont la religion profite : personne ne la veut pour vous mieux que moi. Quand j'entends faire votre éloge, tout mon vieux sang breton bouillonne; je ne manque pas de dire que je suis né sous le même ciel que vous, dans la même ville et à votre porte; comme s'il me revenait quelque chose de votre gloire en qualité de voisin.

Je vous embrasse, mon cher compatriote, et vous prie de m'écrire.

CHATEAUBRIAND.

Du même

16 juin 1821.

C'est moi, illustre abbé, qui me désole de n'avoir pu aller vous chercher : j'ai été aussi assez malade; l'air de Paris me fait autant de mal qu'à vous, et je voudrais aussi, comme vous, être à la campagne; enfin je voudrais vous ressembler en tout point. Je vais écrire au Père Gerbaud; mais il me semble que votre voix serait bien plus puissante que la mienne.

Admiration et amitié.

De Victor Hugo

Paris, 22 mars 1822.

Monsieur l'abbé,

Vous écrire serait pour moi une joie bien vive, si je pouvais espérer qu'en recevant cette lettre vous ne m'aurez pas oublié et qu'en la lisant vous m'aimerez encore; car vous

m'avez laissé cette douce présomption d'être peut-être un peu aimé de vous, et je n'y renoncerais pas aisément. L'amitié d'un homme tel que vous donne en même temps l'estime de soi-même.

Dans cette confiance que votre cœur ne peut changer à mon égard, je ne vous troublerais pas au fond de votre retraite et de vos travaux, si je n'étais tourmenté du désir d'avoir de vos nouvelles; je ne suis pas aussi tranquille sur votre santé que sur vos sentiments.

Après votre départ, je me suis présenté deux fois inutilement chez M. l'abbé Letourneur. Ayant appris de M. le duc de Rohan, dans la dernière apparition qu'il a faite à Paris tout récemment, que M. Letourneur était fort occupé à cause de ses fonctions près du Roi, j'hésitais à commettre une indiscrétion en me présentant à lui; cependant la douceur de parler de vous avec lui m'y aurait peut-être déterminé, si je ne me trouvais toup à coup forcé de m'absenter pour affaires pendant un temps indéfini, ce qui me forcera sans doute à réclamer le soin de quelque charitable et obscur prêtre campagnard pour la grande solennité qui s'approche (1). J'ai appris de M. de Rohan que M. Letourneur avait été assez bon pour se souvenir de moi et m'offrir encore le sacrifice du peu d'instants dont il peut disposer; c'est à vous que je dois tant de bienveillance de sa part, c'est vous, monsieur l'abbé, que j'en remercie, afin que vous l'en remerciiez; car c'est bien certainement pour vous seul qu'il fait tout cela.

Oh! quand serez-vous de retour? Quand nous rapporterez-vous à tous le fruit de vos longues et illustres méditations, et à moi, les entretiens si chers, si aimables et si profonds où

(1) La fête de Pâques. — Sur les rapports de Lamennais avec Hugo à cette date, voir Christian Maréchal, *Lamennais et Victor Hugo*, p. 27 et suiv. (Paris, Savaète), et Pierre Dubois, *Victor Hugo, ses idées religieuses de 1802 à 1825*, p. 340-365 (Paris, Champion, 1913.) Dès le mois d'octobre 1821, Lamennais avait écrit à un correspondant inconnu : « J'ai reçu la visite d'un jeune écrivain qui a déjà le fruit et qui aura la gloire. Mais ce n'est pas ce qui m'a doucement ému. M. Victor Hugo (c'est lui que je viens de connaître) a l'âme la plus pure et la plus calme que j'aie rencontrée dans le cloaque de Paris. Il est confiant et simple, il m'a rencontré pour la première fois dans la maison même où il a vécu près d'une mère aimée. Cette circonstance a facilité nos premières paroles... Il donnera des ailes à la pensée catholique, que nos écrivains pieux traînent souvent sur les pavés et même dans les ruisseaux de la rue. » (Jean de Bonnefon. *L'Éclair*, 18 février 1902. — Feugère, *Lamennais avant l'Essai*, p. 290. Paris, Bloud, 1906).

vous m'introduisiez dans tous les secrets de votre âme et de votre génie! Pardonnez-moi de désirer la fin de cet éloignement qui pourtant sera sans doute si utile à ce qui périclite en France, la Religion et les Lettres. Je vous aime d'un attachement égoïste, je trouve encore plus de douceur à vous aimer qu'à vous admirer, parce qu'en vous admirant je fais comme tout le monde, tandis qu'il me semble que c'est mon privilège de vous aimer comme je vous aime, parce que c'est mon privilège de vous connaître comme je vous connais. J'avoue donc que je voudrais avoir encore maintenant pour moi quelques-unes de ces heures que vous consacrez à l'enseignement de votre siècle et de la postérité. J'aime encore mieux jouir de vous par vous que par un livre. C'est votre faute; pourquoi vous, qui êtes si au-dessus des autres par votre grand talent et vos grandes vertus, êtes-vous bon comme les autres et plus que les autres?

Adieu, monsieur et respectable ami, ajoutez à toutes les preuves de bonté que vous m'avez données celle de m'accorder quatre lignes sur votre santé et vos travaux, et veuillez croire à mon dévouement bien profond, à ma bien tendre vénération.

VICTOR-M. HUGO.

Ignorant encore quelle sera mon adresse de province, voici mon adresse de Paris : *A Paris, rue du Dragon, n°* 30, *faubourg Saint-Germain*. On m'enverra d'ici toutes mes lettres; d'ailleurs mon absence sera courte, j'espère (1).

Du même

Paris, 29 juin 1822.

Vos deux lettres (2), mon cher et illustre ami, m'ont pénétré de reconnaissance et de joie. Rien ne pouvait m'être plus sensible que les éloges indulgents dont vous voulez bien

(1) La réponse de Lamennais à cette lettre, datée du 26 mars 1822, et où Lamennais dit qu'il a toujours « envié le bonheur d'un curé de village dans les pays où le peuple est encore bon et simple », a été publiée dans *l'Amateur d'autographes* (juin-juillet 1879, p. 99. Voir Feugère, *op. cit.*, p. 292).

(2) Lettres du 26 mars 1822 (reproduite dans *l'Amateur d'autographes*, juin-juillet 1876, p. 99) et du 9 juin (reproduite dans *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie*, II, p. 58). Cf. Maréchal, *Lamennais avant l'Essai*, p. 292-293.

accueillir mon livre (1), si ce n'est la bienveillante sollicitude avec laquelle vous veillez sur lui. Quelle que soit la destinée de ce faible ouvrage, je serai heureux de l'avoir mis au jour, puisque je lui aurai dû de nouvelles et touchantes preuves de votre amitié, bien plus précieuse pour moi que toutes les adulations de la foule.

Je suis allé, comme vous paraissiez le désirer, chez M. de Saint-Victor, et je vous remercie vivement de me l'avoir fait connaître. Il vous aime, vous admire et vous honore : nous nous entendrons facilement. Il a été extrêmement aimable pour moi, je vous ai reconnu là, mon excellent ami, et j'ai bien senti que mes odes n'étaient pas ma seule recommandation près de lui. Il m'a du reste affirmé que votre demande aurait près du *Drapeau blanc* l'attention qu'elle méritait (2). A la vérité, je n'ai pas eu jusqu'ici à me louer des journaux royalistes. Sur sept feuilles qui m'ont annoncé, il y en a *quatre* libérales. Cela m'a semblé curieux. Qu'importe du reste? Ne pensez-vous pas comme moi, cher ami? Si un ouvrage est mauvais, à quoi bon lui mendier un faux succès de gazette? S'il est bon, ne prendra-t-il pas tôt ou tard sa place par son propre poids, sans ou malgré les journaux? En attendant, il est vrai, *esurit auctor;* mais qu'importe encore? Ne vaut-il pas mieux souffrir dix ans que s'avilir une heure? Qui sait mieux tout cela que vous, mon noble ami?

A propos des *persécutions* littéraires que vous avez si courageusement subies, j'ai lu avec une vive joie dans plusieurs journaux que Rome avait approuvé tout ce que des aveugles ou des envieux condamnaient dans votre admirable livre. Il me semble que vous auriez dû depuis longtemps recevoir cette sanction du Suprême Pontife, qui ne fait que précéder celle de l'opinion. Mais les hommes se mêlent à tout sur la terre.

Ce que vous m'avez écrit touchant la troisième partie de l'*Essai* m'a paru excellent; mais pourquoi ce plan vous éloigne-t-il si longtemps de Paris? Je souffre de votre absence; et je suis trop égoïste pour que votre gloire même m'en console. Si

(1) Les *Odes et Ballades*.

(2) Voir, sur Saint-Victor, les pages de M. Louis Barthou en tête de la publication de Lettres de Lamennais à Saint-Victor dans la *Revue* des 1er et 15 novembre 1923. On y trouvera, au 18 juin 1822, une lettre où Lamennais demande à Saint-Victor que le *Drapeau blanc* parle des *Odes*.

elle se prolongeait, vous me verriez quelque jour apparaître dans votre solitude et vous demander avec la voix et le regard si vous aimez toujours celui dont vous vous êtes fait tant aimer.

Adieu, bien cher et respectable ami, le tendre intérêt que vous prenez à moi me fait un devoir de vous dire que j'espère voir mes affaires à la maison du Roi incessamment terminées. Adieu, quand donc reviendrez-vous? Si jamais j'étais heureux, pour que mon bonheur fût complet, il faudrait que vous en fussiez témoin.

Du même

26 juillet 1822.

Que vos lettres m'apportent de bonheur, mon cher et vénérable ami ! Elles versent dans mon âme quelque chose de votre paix, je n'ose dire de votre vertu; elles modèrent mes joies, comme elles consolent mes afflictions, et, ce qui est plus encore, elles me rassurent dans le découragement. Vous êtes parmi nous comme une tradition vivante de ces premiers apôtres, de ces premiers évêques qui, à la naissance du christianisme, témoignaient de Dieu devant les nations. Vous leur ressemblez : car vos paroles sont des bienfaits comme vos actions.

Je me représente quelquefois la félicité de votre retraite et je suis tenté de l'envier, quoique, je l'avoue, la félicité dont je me plais à parer mon avenir ne soit pas de cette sublime sphère. Je vous vois au milieu de ces anciens Pères de l'Église que vous méditez et que vous surpassez, travaillant en silence parmi les siècles passés au salut du siècle contemporain et à l'édification des âges à venir, puis l'écrivain profond et immortel redevient pour moi ce que je l'ai vu, l'homme doux, bon, indulgent, assez grand pour oublier son génie au sein de l'amitié. Alors je me demande s'il est bien vrai que je doive être encore dix-huit mois séparé de vous, et je confie aux événements le soin de m'amener vers vous ou de vous rapprocher, je n'ose dire de moi, mais du lieu où je suis.

Il me serait bien doux, cher ami, d'aller auprès de vous retremper mes forces pour tout ce qui me reste encore à sup-

porter de la vie. Vous m'armeriez de toutes mes armes et de toutes les vôtres, vous me donneriez des conseils pour cette partie mondaine de l'existence dans laquelle me manqueraient vos exemples, et vous auriez avec moi de ces tendres épanchements où l'on pourrait puiser de hautes inspirations; car des âmes comme la vôtre sont grandes, même quand elles descendent en apparence au niveau des autres.

Ce voyage qui me rendrait si heureux et dont je reviendrais si fort, je n'ose me le promettre. Vous savez comme les événements se jouent de nos prévoyances les plus sûres et de nos espérances les plus chères.

Adieu, mon illustre et excellent ami, écrivez-moi aussi souvent que vous voudrez me donner une joie pure et vraie, comme tout ce qui vient de vous. Je vous embrasse bien tendrement.

Du même

Paris, le 19 novembre 1822.

Il faut être encore plus indulgent pour le bonheur que pour le malheur, mon illustre ami ; depuis bien longtemps je me reproche chaque jour de n'avoir pas encore répondu à votre belle et touchante lettre (1), mais je pense que vous me pardonnerez. Je suis heureux d'un bonheur si pur, si vrai, si profond, et en même temps livré à des occupations matérielles si multipliées et si diverses, que je ne sais comment mes jours m'échappent. Et puis je songe à vous, si souvent et si doucement qu'il me semble que quelque chose doit vous en avertir dans votre retraite. Je me figure qu'il en est d'une pensée adressée à vous comme d'une prière adressée à Dieu; elle monte au ciel toute seule.

J'essaierais en vain, cher et respectable ami, de vous dire avec quel charme et quel attendrissement nous avons reçu, ma femme et moi, les vœux que vous faites pour notre bonheur. Je le lisais à la fois dans ses yeux et sur votre lettre. Un jour vous connaîtrez cet ange, que j'ose à peine nommer ma

(1) Lettre du 6 octobre 1822, où Lamennais parlait à Hugo de son prochain mariage (*Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie*, II, p. 61).

femme, et vous concevrez si je dois remercier le ciel d'avoir obtenu une telle félicité avant la mort.

Permettez-moi de vous féliciter à mon tour de la nomination de monsieur votre frère à l'emploi de vicaire-général de la grande-aumônerie (1). Le beau nom qu'il porte est d'excellent augure pour le bien qu'il fera sans doute. Un jour, puissiez-vous vous-même être placé, pour l'avantage de tous, aussi haut dans la puissance que vous l'êtes dans la gloire, que vous l'êtes, mon illustre et vénérable ami, dans l'amitié et dans l'admiration de votre bien profondément dévoué,

VICTOR.

Mon Adèle me charge de vous exprimer toute sa reconnaissance pour votre douce et charmante lettre. Son cœur est pour vous comme le mien.

Avez-vous reçu le *Trappiste*, poème qui a fait ici sensation (2)? L'auteur, qui est un de mes amis (M. le comte Alfred de Vigny) et qui a beaucoup de talent, m'a dit vous avoir envoyé cet hommage de son admiration et de son respect.

De Charles-Albert

Racconigi, ce 7 juin 1824.

J'ai fort regretté, monsieur l'abbé, de vous voir partir si vite d'auprès de nous (3); car je me faisais une vraie fête de vous posséder dans notre solitaire séjour; vous m'avez à peine donné le temps de revenir du premier moment de joie, que m'avait procuré votre aimable visite; j'eus le loisir d'admirer votre caractère angélique, mais non celui de vous le dire, ni de vous exprimer mon admiration pour tout ce que vous faites continuellement pour la défense et le soutien de la religion; vos admirables ouvrages font le charme de ma solitude, et je ne me console de votre prompt départ, que par l'espoir que vous m'accorderez, à votre retour, une visite beaucoup plus

(1) L'abbé Jean-Marie de Lamennais, aujourd'hui béatifié. Voir Laveille, *Jean-Marie de Lamennais*, I, p. 393-394 (Paris, Poussielgue, 1903).

(2) Le poème se trouve dans les *Poésies* d'Alfred de Vigny, éd. Lemerre, p. 142-151.

(3) Un voyage de Lamennais, en mars-septembre 1824, le mena à Genève, Turin, Gênes, Rome et Naples (Feugère, *op. cit.*, p. 298-299).

longue. J'ose vous prier, à votre passage à Alexandrie, de remettre la lettre ci-jointe au comte de Maistre pour lequel j'ai une particulière affection ; je vous envoie aussi deux lettres pour Florence, dans le cas que vous désiriez connaître les deux personnes à qui je les ai adressé (*sic*) ; le comte Baldelli est, je crois, en Italie la personne la plus distinguée par son mérite que je connaisse, réunissant plusieurs grandes qualités et vertus : il s'occupe maintenant d'un ouvrage très important pour le bien de la Religion (1). Le comte Opizzone est aussi une personne d'un très grand mérite, qui possède un zèle peu commun. J'espère, monsieur l'abbé, que vous voudrez bien avoir un peu d'amitié pour moi, et me considérer toujours comme votre affectionné ami

ALBERT DE SAVOIE.

P.-S. — Mes compliments, je vous prie, à l'abbé Vuarin. Je me recommande particulièrement à vos prières.

De Rodolphe de Maistre

11 novembre 1824.

Je vous remercie, monsieur l'abbé, de vous être souvenu de moi, et de m'avoir donné des nouvelles de votre arrivée à Paris. J'attacherai toujours beaucoup d'intérêt à tout ce qui vous regarde et je serais bien heureux si ma correspondance pouvait vous offrir une portion de l'intérêt que m'offre la vôtre, mais le cercle où je m'agite est trop rétréci. Si cependant cette

(1) A la fin de 1829, le comte Baldelli, gouverneur de Sienne, envoyait à Lamennais le livre qu'annonçait cinq ans plus tôt la lettre de Charles Albert; et Lamennais l'en remerciait par une lettre du 18 mars 1830, que M. Rinaldo Baldelli-Boni a bien voulu nous communiquer : « Je ne vous dirai rien, lui disait Lamennais, de notre malheureuse France toujours de plus en plus agitée. Le germe des mêmes troubles existe partout. Quelque chose tourmente la société jusque dans le fond de ses entrailles. Est-ce la vie, est-ce la mort qui sera le résultat de cette crise terrible ? Nous l'ignorons. Mais je vois se préparer la plus grande épreuve que le christianisme ait encore subie. Ce qui me frappe particulièrement, c'est l'absence presque totale de réaction contre le mal. Nulle part de résistance, nulle part de combat; aucun centre où se rattacher, aucune voix qui encourage et qui guide. Voilà ce qui m'effraie le plus. La vie semble éteinte là d'où la vie devrait partir. Je conçois que l'homme se sente faible en de telles circonstances et dans une pareille lutte ; mais est-ce donc qu'il ait oublié qu'au-dessus de lui il y a Dieu ! Il fut des temps où l'on calculait moins et où l'on croyait davantage ; s'ils renaissent jamais, le monde sera sauvé. »

Italie que vous avez si vite abandonnée, et surtout ce Piémont que vous avez à peine vu par la portière de votre chaise de poste, pouvait attirer votre attention, je me charge volontiers de vous instruire de tout ce qui peut mériter une prise en considération. Lorsque je reçus votre lettre, j'avais déjà lu celle que vous écriviez à notre grenadier huguenot, et les détails qu'elle renfermait m'avaient étonné et affligé: je n'en ai point tiré bon augure pour l'avenir, et en jugeant des hommes par leurs amis et par leurs procédés, il paraît qu'ils sont toujours emportés dans la même direction. Je serais bien aise, avant de mettre sous presse vos *Mélanges* (1), d'avoir votre avis pour savoir s'il n'y a point quelques articles qui ne nous regardent pas, le mariage, le droit de refuser l'inhumation et quelques autres; j'aurais peur, quelquefois, que ces articles ne fissent naître certaines idées dans des têtes qui ne seraient pas encore gangrenées; d'autres fois, il me semble que nous devons prendre les devants, et mettre la vérité partout, afin qu'il n'y ait plus de place pour l'erreur.

Je voudrais aussi que vous m'indiquassiez quels sont aujourd'hui les journaux qui ont une couleur décidée, qui sont tout de bon coquins ou honnêtes gens. Je ne trouve plus nulle part la sève royaliste dans toute sa verdeur. Les blancs se salissent, les noirs grisaillent, l'absence de caractère est leur seul caractère distinctif. M. de Villèle est devenu aujourd'hui comme le plat de langue d'Ésope, on ne sert que cela en en disant du bien et du mal, et ses louanges m'ennuient autant que sa critique. Pour moi, je l'ai jugé depuis plusieurs années, et aucun journal n'a ébranlé la persuasion où je suis qu'il est un habile banquier et rien de plus. La nomination des Évêques vous a-t-elle donné quelques espérances? Je l'ai lue avec attention et n'y ai trouvé aucun nom de ma connaissance, ce qui ne veut pourtant rien dire, sinon que je ne puis avoir une opinion sur cet objet.

Adieu, monsieur l'abbé, souvenez-vous qu'il y a toujours

(1) Il s'agit des *Mélanges religieux et philosophiques* publiés à la suite des *Réflexions sur l'état de l'Eglise en France*. Une édition en fut donnée à Turin, en 1825, en trois volumes, qui comprenaient également une étude de Louis Fr. Robiano de Barsbeek : *La violation des cimetières* : c'est cette édition que vise ici Rodolphe de Maistre. Voir le savant travail de M. Guido Zadei, *L'abate Lamennais e gli Italiani del suo tempo*, p. 269 (Turin, Gobetti, 1925).

une cellule pour vous dans mon couvent de Turin et que vous nous ferez toujours honneur et plaisir lorsque vous voudrez vous y reposer le plus longtemps possible. Mme et Mlles de Maistre vous adressent leurs compliments empressés, et moi, monsieur l'abbé, je vous renouvelle l'assurance des sentiments affectueux de haute considération qu'une parfaite harmonie d'opinions m'a inspirés pour vous pendant le peu d'instants que vous nous avez accordés, et que je désire de tout mon cœur de cultiver chaque jour davantage.

J'ai l'honneur d'être, monsieur l'abbé,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

Le comte de Maistre.

P.-S. — Vous m'aviez dit deux mots, en passant, sur les nouvelles bases à donner à la science et par conséquent à l'enseignement du droit ; s'il paraissait quelque écrit sur cet objet, ou si vous vous donniez la peine un jour de développer cette idée, je vous serais bien reconnaissant de me mettre à même d'en recueillir le fruit. Vous avez aussi eu la bonté de me parler d'une nouvelle institution pour l'éducation de l'enfance, aussi bonne et moins dispendieuse que les Frères et par cela même plus adaptée pour les campagnes (1) ; pourriez-vous me fournir quelques détails là-dessus? Il n'est pas impossible que je me trouve à même de profiter de ce que vous voudrez bien m'apprendre à ce sujet.

Le prince de Carignan m'a chargé de vous témoigner ses regrets de ne pas vous avoir vu à votre passage. *Jubeo iterum valere plurimum.*

R. M. (2).

De Victor Hugo

24 décembre 1825.

Il faut, mon vénérable ami, que je vous remercie de votre belle réponse aux Gallicans, et comme ami et comme chrétien.

(1) Il s'agit évidemment des « Petits Frères » qu'avait fondés en Bretagne Jean-Marie de Lamennais (Laveille, *op. cit.*, I, p. 318 et suiv.).

(2) L'auteur de cette lettre est le comte Rodolphe de Maistre, fils de Joseph. Lamennais avait séjourné chez lui, à Turin, et avait été comblé de bontés par Mme et Mlles de Maistre. Il n'y a point de « meilleures gens », écrivait-il à son frère (Blaize, *Œuvres inédites de Lamennais*, II, p. 10).

C'est une bien vive joie pour moi que de vous voir ce jour sortir vainqueur de la lutte où vous prenez corps à corps ces colosses qui ne sont plus que des fantômes devant vous. Tous les chefs de partis sont bien peu de chose en présence du prêtre tel que vous le peignez, tel que vous le montrez; car votre tableau est votre portrait; votre logique puissante et serrée fait crouler en peu d'efforts le vain échafaudage de leurs raisonnements; et votre triomphe ne vous est doux que parce qu'il est celui de la Religion (1).

Je n'ai pu, cher ami, résister au plaisir d'être un des premiers à vous féliciter de ce bel ouvrage : excusez la précipitation de cette lettre en faveur de mon empressement et croyez à mon tendre et respectueux attachement, il vous est acquis pour la vie.

VICTOR.

P.-S. — J'avais tout à l'heure chez moi un *gallican* d'une haute portée et de bonne foi ; la preuve, c'est que je lui ai lu votre brochure et qu'il s'est avoué vaincu (2).

Ma femme, qui ne parle jamais de vous sans attendrissement, se recommande, elle et sa Léopoldine, à votre souvenir.

Du même

7 septembre 1830.

Je ne veux pas, mon cher et vénérable ami, que M. l'abbé Gerbet aille vers vous sans un mot de moi. Il y a bien longtemps que j'ai cessé de vous écrire, et je m'en veux beaucoup; ce qui me réconcilie un peu avec moi-même, c'est que je n'ai jamais cessé de vous aimer. Il me semble même qu'en se taisant et en s'abstenant ainsi, cette amitié déjà vieille qui me lie à vous, est devenue plus vive, plus profonde, et s'est accrue en se concentrant. Personne, vous le savez, ne contemple avec plus de joie et de bonheur que moi la beauté de votre âme et

(1) Il s'agit de la publication du livre : *De la religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil.* Cette lettre dut croiser une lettre de Lamennais à Hugo, écrite de La Chesnaie le 22 décembre 1825, et publiée dans Maréchal, *Lamennais et Victor Hugo*, p. 82-83.

(2) Il s'agit de la brochure de Lamennais sur le Procès du *Constitutionnel* et du *Courrier*.

de votre génie. Voici votre mission qui s'agrandit. Je vous bats des mains. Votre voie se rétrécissait de jour en jour, étouffée qu'elle était entre le misérable gallicanisme des vieilles sacristies et les folles vanités d'un clergé de cour et de places. Notre belle révolution d'ordre et de liberté a jeté bas tout ce qui obstruait votre chemin. Maintenant allez! il y a place et large place, il y a route et large route pour vous, pour votre libre catholicisme, pour vos saines réformes, pour votre alliance de l'Église et de la liberté dans l'avenir. Toute la jeune nation vous aime, vous admire, et sympathise avec vous. Mettez-vous à la tête d'un catholicisme libéral, et tous vous suivront... Tout ce qui se fait maintenant est beau, parce que c'est le triomphe de l'intelligence sur la force. Cette révolution de Juillet, c'est la victoire du pouvoir spirituel sur le pouvoir temporel. Or, ce pouvoir spirituel dont la direction appartient à l'Église, elle l'avait follement lâché pour prendre du pouvoir temporel : de là ses fautes, de là sa chute. Vous, mon ami, vous êtes resté grand, vous êtes resté prêtre. Vous n'avez rien voulu de la puissance politique, vous avez gardé, pure et sans alliage, la puissance de votre génie. Aujourd'hui vous allez user, comme prêtre, de cette belle part de pouvoir, de pouvoir spirituel, que vous avez conquise comme écrivain. Vous pouvez tout. Au temps où nous vivons, le génie est une papauté.

Adieu et aimez-moi toujours un peu.

V. H.

Vous allez nous arriver bientôt, n'est-ce pas (1)? Ma femme qui vient d'accoucher de son quatrième enfant se rappelle à votre bon souvenir et se recommande à vos prières.

De Sainte-Beuve (2)

Paris, mardi 24 mai 1831.

Mon cher monsieur de Lamennais, je ne puis tarder plus longtemps à vous remercier du bonheur que j'ai ressenti dans

(1) Sur l'entrevue entre Lamennais et Hugo, qui eut probablement lieu le 27 septembre 1830 et dont il est question dans *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie*, voir Maréchal, *Lamennais et Victor Hugo*, p. 134 et suiv.

(2) Sur les rapports de Sainte-Beuve et de Lamennais, on consultera utilement d'excellentes pages de M. Gustave Michaut, *Sainte-Beuve avant les Lundis*, p. 245-252.

mon trop court séjour à Juilly, et à vous témoigner combien ce que j'y ai vu et entendu de votre bouche a laissé en moi une profonde impression. J'attendais pour vous écrire plus au long que je fusse là-bas à Liége, mais mon affaire tardant toujours et la lettre de départ ne m'arrivant pas, je veux dès aujourd'hui me recommander à votre souvenir et à celui de M. Gerbet. Mon Dieu! comme on vit bien chez vous et auprès de vous! Quel calme propice à l'étude et à la méditation des hautes vérités! Comme les distractions frivoles et les fumées du jour sont loin et laissent au pur esprit ses libres facultés!

Allez! ce que vous m'avez lu et ce que j'ai senti en vous pratiquant a bien réveillé en moi tout ce que le christianisme avait pu autrefois m'inspirer de sentiments tendres et de respects soumis. C'est bien là la vraie et l'unique religion : il resterait seulement, et c'est là l'important et aussi le difficile, il resterait à en faire la règle de sa vie, l'arbitre souverain de ses habitudes et de ses penchants; mais dans les distractions, dans les séductions journalières de la vie même la plus simple qu'on puisse mener à Paris, la lutte entre une foi naissante et des penchants fougueux, des habitudes enracinées, n'est pas égale; il arrive alors qu'après quelques bonnes résolutions, quelques tentatives de sacrifice, on s'étourdit et que, rentré dans le tourbillon des plaisirs ou de la curiosité, on se croit presque heureux parce qu'on s'échappe à soi-même. Ainsi jusqu'à ce que la jeunesse nous manque! Ainsi jusqu'à ce qu'on ait tué en soi la foi et l'amour. Alors il ne reste que l'intelligence sans chaleur, un vide immense et un ennui croissant.

J'espère que je n'en viendrai pas là; mais j'aurais bien besoin de conseils et de secours presque continus; nul être n'est plus faible, plus mobile, plus livré que moi à l'intelligence curieuse et à la diversité des sensations. J'aspire à poser ma vie; et le moment où je pourrai y pourvoir au moins matériellement, — pour régulariser ensuite le reste, si je peux, — ce moment semble reculer toujours; c'est peut-être qu'il faudrait commencer avant tout par le moral. — Enfin, j'attends

(1) Lamennais répondait à Sainte-Beuve de Juilly, dès le 27 mai, en lui conseillant l'isolement du « tumulte étourdissant du monde » : la lettre a été publiée par Forgues, *Revue contemporaine*, 25 août 1855, p. 500. (Voir Feugère, *Lamennais avant l'Essai*, p. 331.)

toujours ce départ pour la Belgique ; s'il manque, que ferai-je? Je vous demanderai conseil alors !

Adieu, mon cher monsieur de Lamennais, aimez-moi, car je vous aime bien tendrement ; pensez à moi dans vos prières. Adieu, mille amitiés à M. Gerbet, à ces autres messieurs de Juilly.

SAINTE-BEUVE.

Victor va bien, mais sa pauvre femme est assez malade et d'une santé bien profondément altérée.

Du même

Paris, ce 2 août 1831.

Mon cher monsieur de Lamennais.

Il y a bien longtemps que je ne vous ai écrit et demandé de vos nouvelles ; mais je vous assure, depuis cette dernière et si bonne lettre que vous m'avez écrite et que j'ai relue bien souvent, j'ai plus que jamais pensé à vous et à toutes vos paroles, à tous vos conseils. Dans l'état où était la Belgique jusqu'à l'élection de Léopold, j'ai cru qu'il fallait attendre, et depuis qu'il est nommé, j'attends encore ; je vis dans ma rue Notre-Dame des Champs, fort solitaire, ne voyant que très peu d'amis et passant une bonne partie de mes jours, seul, à travailler quelquefois, à rêver et penser beaucoup. Je suis tout à fait revenu au calme de l'intelligence, à la lucidité et à l'apaisement des idées. S'il y a encore une portion de moi-même en proie à des émotions peu harmonieuses, c'est qu'il y a dans ma vie des précédents accomplis dont les conséquences se poursuivent ; c'est à mes yeux un devoir de les accepter ; oserai-je vous dire que c'est parfois encore une douceur? L'essentiel, c'est que dorénavant la pensée religieuse ne s'éloigne plus de moi, et que même à cet état vague et flottant sous lequel elle m'environne, elle me pénètre de plus en plus.

Ce qui s'use le plus vite en nous, c'est la volonté, me disiez-vous : je sens bien profondément cette trois fois vraie vérité. Je n'ai jamais su vouloir que sous l'influence aiguë d'une passion, d'une colère, d'un désir, et non pas vouloir d'une volonté calme et fervente, résignée et obstinée. Pourtant le

calme extérieur, la solitude, certaine manière habituelle de voir et de juger les choses, tout un ensemble bien ménagé de précautions dans la conduite est capable de développer en moi une volonté d'abstinence et négative en quelque sorte, qui est déjà un grand pas dans le bien. C'est ce que je remarque depuis ces trois derniers mois de demi-solitude; c'est ce que j'avais déjà senti en des temps antérieurs. L'idée de vous revoir, mon cher monsieur de Lamennais, m'est bien naturelle en ces dispositions, et j'y ai déjà pensé; on est si bien chez vous, et c'est un monde si à part, et si avant dans les choses spirituelles par l'atmosphère seule qu'on y respire et le silence recueilli qui y règne. Une circonstance particulière a réveillé ce désir. L'éditeur de la *Revue des Deux Mondes* m'a demandé de lui donner un article approfondi sur vous, sur vos doctrines (1); j'ai pensé tout de suite au bonheur que j'aurais à l'écrire près de vous. Il se passera pourtant un mois peut-être avant que je n'exécute ce dessein. J'ai voulu toujours vous en parler, et me rappeler à vous, à vos prières, à l'amitié de l'abbé Gerbet, dont le talent et l'âme sont si admirablement d'accord et dont la conversation m'était si douce. Adieu, dites, s'il vous plaît, mes compliments aux messieurs de Juilly.

S. B.

(1) Il s'agit de l'article : *L'abbé de Lamennais*, publié dans *la Revue* du 1er février 1832, et recueilli au tome Ier des *Portraits contemporains*.

(*A suivre.*)

LE PRINCE MAX DE BADE

DERNIER CHANCELIER DE GUILLAUME II

Dans quelques jours, nous allons célébrer le dixième anniversaire de ce 9 novembre 1918 qui marqua la fin d'une bataille sanglante de quatre ans et quatre mois, et qui signala l'écroulement de l'édifice imposant construit par l'architecte politique Othon de Bismarck.

En Allemagne, cinq semaines avant ce 9 novembre, au milieu du désarroi causé par une série ininterrompue de défaites, par la constatation chez les troupes d'un état d'esprit morbide, par la menace de la défection d'alliés précieux, un homme s'était dévoué qui avait pris le pouvoir pour sauver ce qu'on pouvait encore sauver. Il vécut des heures atroces, chaque jour lui apportant la preuve de l'irrémédiable débâcle. Descendant d'une Beauharnais, apparenté aux Hohenzollern, cousin du Grand-duc régnant de Bade, le prince Max de Bade était connu pour ses idées libérales; il aimait à les développer en dilettante et à fréquenter les diplomates et les hommes politiques et il connaissait bien l'étranger. Durant neuf ans, il a gardé un silence complet. Il a dû sans doute plus d'une fois éprouver la tentation de répudier toute responsabilité dans le désastre. Il se décide enfin à parler, mais après d'autres acteurs du drame, les Payer, les Scheidemann, les Erzberger; et il vient de donner, sous ce titre modeste : *Souvenirs et documents*, un livre très important sur la plus redoutable des querelles qui aient surgi entre les enfants des hommes.

Il n'avait jamais été un pacifiste, mais simplement un

homme réfléchi, dont le tempérament restait étranger aux violentes passions de la guerre et qui, dans sa situation, ne pouvait négliger le problème de la paix. Les espérances du début dissipées, il acquit la conviction que le salut de l'État exigeait aussi bien le maintien de la supériorité de l'armée sur le champ de bataille qu'une offensive morale et politique.

Les récits des prisonniers aussi bien que la lecture des journaux étrangers, prouvaient à quel point les nations de l'Entente étaient convaincues que l'Allemagne avait délibérément provoqué la lutte et qu'avec une implacable sauvagerie, elle combattait pour imposer son joug à un monde asservi. C'était cette idée que, selon lui, il fallait combattre. La violation de la Belgique avait soulevé l'opinion universelle contre l'Allemagne et avait armé des milliers d'hommes qui ne savaient rien des origines de la guerre. Sur ce point, il y avait vraiment unanimité chez les Anglais. « Si l'Angleterre veut conserver un peu d'honneur, disait, en 1916, M. Ramsay Mac Donald en plein parlement, elle ne saurait consentir à une paix qui comporterait la perte d'une parcelle de la souveraineté belge. » Le prince Max était pénétré du sentiment qui avait dicté la déclaration de Bethmann-Hollweg en août 1914 : « Nous avons mal agi, nous devons faire bien. » Il considérait comme nécessaire une formelle déclaration du Gouvernement allemand qui impliquerait le rétablissement complet de la Belgique.

Ses efforts et ceux du groupe de partisans avec lesquels il travaillait à obtenir cette déclaration furent aussi vains que ceux qui avaient été tentés au début de 1917 pour éviter la reprise d'une guerre sous-marine sans restriction. Le chancelier Bethmann était bien d'accord avec l'auteur des *Souvenirs* sur presque toutes les questions ; mais il était trop faible et trop timide pour imposer sa volonté. Il continuait à remplir les devoirs de sa charge avec un prestige chaque jour diminué. « Je dois avouer, écrit le Prince, que les événements de janvier 1917 détruisirent chez moi toute estime pour les directeurs de notre destinée... J'étais frappé de la disproportion entre les considérations qui devaient mener les hommes d'État et les impérieuses nécessités que les militaires faisaient prévaloir. »

Ce qui accrut ce sentiment, ce fut la nomination de Michaelis qui, comme contrôleur des vivres, avait rendu de réels services, mais dont l'élévation ne fut qu'un expédient temporaire.

On sut bientôt à quoi s'en tenir sur sa médiocrité. Bien plus, il se déclarait annexionniste au moment même où le Reichstag votait la résolution d'une paix sans annexions. Et il s'opposait à toutes les mesures susceptibles de rendre plus démocratique la constitution impérialiste, ce que les uns réclamaient pour des motifs d'ordre intérieur, les autres pour des raisons de politique extérieure. Alors les regards commencèrent à se tourner vers Max de Bade. « De tout côté, dit-il, le désappointement et la tristesse se faisaient jour. Rien n'était plus caractéristique de cet état d'esprit que la recherche à laquelle chacun se livrait du successeur de Michaelis. J'étais surpris et peiné à la fois de m'entendre à chaque instant poser cette question : « Accepterez-vous la Chancellerie ? » Je répondais par un sourire, mais je dois avouer que ces questions provoquaient chez moi un émoi dont j'étais moi-même surpris. » Le Prince quittait Berlin afin d'éviter jusqu'à l'apparence d'une intrigue, et le Grand-duc de Bade exprimait le vœu qu'en aucun cas son héritier ne fût amené à accepter des fonctions publiques.

L'opinion en Allemagne était de plus en plus déroutée. Une occasion unique fut perdue, lorsqu'en août 1917, le Pape insista pour obtenir une claire déclaration concernant la Belgique. Le ministre Kuhlmann ne voulut pas s'y prêter, la Belgique étant le meilleur atout de son jeu, et pourtant Ludendorff y consentait. Peu après, lorsque les différents partis émirent l'opinion que le chancelier devait céder la place, le Kaiser fut sollicité de prendre le prince Max, mais il répliqua qu'il ne pouvait choisir pour principal conseiller un cadet de famille princière. Le vieil Hertling fut installé à la Chancellerie et lutta en vain contre le flot tumultueux des événements. Il laissa sans réponse la lettre où lord Lansdowne réclamait une revision des buts de guerre des Alliés. Le prince Max, lui, y répliqua à la première Chambre de Bade, d'une manière détournée. Après avoir protesté contre la manière dont les Puissances de l'Entente faisaient l'histoire des débuts de la guerre, il s'efforça de convertir l'Allemagne à l'impartialité ; il l'engageait à opposer aux mensonges de l'étranger le culte du droit pur. Dans sa pensée, il l'invitait à fixer, devant le monde entier, la situation de la Belgique.

L'OBSTINATION DU GOUVERNEMENT ALLEMAND

La préparation de la grande offensive du printemps de 1918, loin de rendre superflu, dans l'esprit du prince Max, l'effort de la diplomatie, augmentait la nécessité pour l'Allemagne de faire connaître à nouveau ses buts de guerre, de manière à fortifier le front intérieur et à affaiblir la résolution de l'ennemi. « La force seule peut sauvegarder notre position dans le monde, mais le sabre est incapable à lui seul d'annuler l'opposition morale devant laquelle nous nous trouvons. Si le monde doit se réconcilier avec notre force, il faut qu'il sente que, derrière elle, il y a une conscience nationale. » On trouve ces lignes dans un long mémorandum intitulé *Éthique impérialiste*, rédigé au moment de l'offensive, présenté au Chancelier et à l'Empereur, et reproduit dans le livre du prince Max. Alors que tous ses compatriotes vivaient dans l'attente de la décision finale, il y exposait qu'une victoire complète était impossible; que les alliés de l'Allemagne défaillaient; que l'Angleterre ne transigerait pas sur la Belgique; qu'il y avait un moyen terme entre la victoire et la défaite; qu'une déclaration nette au sujet de la Belgique pourrait amener un ministère Lansdowne à des négociations de paix; que, si l'occasion actuelle était négligée, elle ne se représenterait jamais; qu'une offensive diplomatique devait se combiner avec l'offensive militaire; enfin qu'à la France on pourrait rendre Metz, moyennant une compensation coloniale.

Une démarche du prince Max auprès du comte Hertling resta sans résultat. Le Chancelier émit l'avis que toute concession sur la Belgique serait accueillie du côté des Alliés par des railleries; il professait au surplus à l'égard des deux chefs de l'armée une confiance sans limite, certain de voir leurs combinaisons aboutir à une situation d'où l'Allemagne tirerait tous les avantages. « D'ailleurs, disait-il, en manière de conclusion, nous nous sommes décidés pour l'offensive, et l'on ne saurait convertir les généraux à une déclaration sur la Belgique. » De ses entretiens avec les autres membres influents du gouvernement, le Prince emporta l'impression très nette que l'on ne comprenait pas à Berlin la situation comme lui et il quitta la capitale, mais pour se rendre à Kreuznach auprès de Ludendorff. Reçu

à la gare par le général, il ne tarda pas à constater que le chef d'état-major était plus disposé à discuter que les « civils » de Berlin ; qu'il ne s'inclinait pas aveuglément devant la destinée ; que, dans sa manière de s'exprimer, il se servait plus volontiers de l'expression « je dois » que de celle « je veux » ; qu'à ses yeux enfin une déclaration sur la Belgique précédant les offensives pouvait faciliter la conclusion de la paix. Cependant il déclara qu'entre l'Allemagne et la Belgique, il fallait organiser une étroite union douanière, puis, après un temps, il conclut en disant que Liége devrait être, au moins provisoirement, rattachée à l'Empire allemand.

Le prince Max quitta Kreuznach avec l'impression très nette que tout dépendait du gouvernement de Berlin. Le général Ludendorff, sans formuler un avis absolument négatif sur la question, ne semblait aucunement prêt à assumer une initiative.

Bientôt le Chancelier fut obligé de prendre la parole au Reichstag sur le sujet en question : « A plusieurs reprises, dit-il, il a été déclaré à cette place même que nous ne songions pas à garder la Belgique. Nous voulons, comme nous l'avons indiqué en répondant à la note du Pape d'août 1917, nous prémunir contre le danger de voir un pays avec lequel nous voulons vivre en paix devenir une marche d'attaque au profit de puissances hostiles et si, dans cet ordre d'idées, il nous venait quelque proposition de pourparlers des puissances adverses, par exemple du gouvernement du Havre, nous ne les repousserions pas. » Un pareil langage, déjà entendu, ne pouvait mener à rien : le Havre n'avait d'ailleurs aucune proposition à formuler.

Le discours du comte Hertling ne resta pas sans écho. Il fut commenté à la Chambre des communes et fournit à M. Balfour l'occasion d'une virulente intervention : l'homme d'État britannique rappela dans quelles conditions lamentables la Belgique avait vu violer sa neutralité, de telle sorte que la vague allusion à la Belgique risquée au Reichstag n'eut d'autre résultat que de ranimer l'indignation des Anglais, c'est-à-dire d'entraîner un effet diamétralement opposé à celui qu'avaient escompté le prince Max et ses amis.

A la même époque s'engageaient à La Haye des conversations purement officieuses entre M. Rosen, le ministre d'Allemagne, et un émissaire américain, au cours desquelles prenaient corps les idées du président Wilson sur la paix future ; et une

nouvelle lettre de lord Lansdowne pressait le chancelier allemand de faire connaître ses vues sur l'avenir de la Belgique. Le 18 mars, le comte Hertling prenait de nouveau la parole au Reichstag au sujet de la situation. Il visait les prétentions des Alliés et affirmait une fois de plus la valeur de l'armée allemande et la confiance du gouvernement dans son esprit de sacrifice. De la Belgique, pas un mot.

LA GRANDE DÉCEPTION

Les premiers résultats de l'offensive suspendirent forcément l'action du Prince et de ses amis. Un écrivain connu, officier distingué, revenant du front, se précipitait dans les bureaux du ministère de la Guerre et, se faisant l'écho de tous ses amis : « Soyez-en certains, camarades, la domination du monde nous attend! » s'écriait-il. Le 2 mars, Hindenburg recevait la Croix de fer avec rayons d'or, distinction qui fut seulement conférée à Blücher après Waterloo. Et la bataille prit officiellement le nom de bataille de l'Empereur, — « bien malgré ce dernier », nota le prince Max. Le 1er avril, le haut-commandement envoyait au Reichstag ce message accueilli avec enthousiasme : « Les Anglais et les Français ne doivent pas croire que les nombreux sacrifices sanglants qu'ils nous ont imposés auront été vains. Avec l'armée, nous savons que le Reichstag comprend le vœu de ces braves, les fils les meilleurs du peuple, et qu'il s'emploiera à une paix allemande qui, seule, nous garantira contre la guerre. »

L'instant favorable était passé ; la voix des concessions fut étouffée par les acclamations que soulevaient les victoires de Ludendorff ; mais la paix n'en était pas plus proche. Le prince Max était si peu ébloui de l'avance militaire que, le 19 mai, il s'adressait de nouveau à Ludendorff ; le général promit qu'il aviserait le Gouvernement impérial, avant la dernière offensive, de la nécessité d'envisager une politique de paix. « Arrêtez-vous, disait le Prince, gardez encore un atout dans votre jeu. »

Quelques semaines plus tard, un discours de Kuhlmann devait lui coûter sa situation : n'avait-il pas péché par excès de franchise en laissant entendre que les gouvernants allemands ne songeaient plus à dicter la paix? Le nouveau secrétaire d'État aux affaires étrangères fut Hintze, un homme de second

plan qui continua, d'accord avec Hertling, à mener le vaisseau droit vers les rapides.

*
* *

Le 8 août 1918 fut marqué par la très grave défaite des Allemands à Albert : ce fut, d'après la propre expression de Ludendorff, un « jour noir » dans les annales de l'armée, et le Major Général fut aussitôt amené à la conviction qu'il fallait songer à la paix.

L'événement provoqua un Conseil de Couronne qui fut tenu le 13 août et auquel participèrent les principaux personnages civils et militaires de l'État « Le Chef d'État-Major général a défini la situation militaire sous cet aspect que la volonté de guerre de nos ennemis ne saurait être brisée par des actes de force, mais que l'objectif doit être, de notre côté, de briser cette volonté de guerre par une énergique offensive stratégique. » Et cette rédaction sibylline était éclairée par cet aveu du général en chef qu'il n'était ému ni par les pertes de territoire, ni par la supériorité en tanks de l'ennemi, mais bien par la ruine du moral du côté allemand. Par ailleurs, point de conclusion en ce qui concerne la question de la paix.

Le prince Ruprecht de Bavière, qui avait partagé le scepticisme de Max touchant les résultats de la grande offensive, parla alors de paix immédiate avec la restitution de la Belgique et la cession conditionnelle de la Lorraine à la France. De son côté, le prince Max mit en avant la proposition qu'un changement de cabinet ferait plus qu'une offensive de paix. Hertling resta inactif et pendant la deuxième semaine de septembre l'auteur des *Souvenirs* écrivit au Kaiser pour lui proposer ses services. « Personne, dit-il, ne peut supposer que l'ambition me pousse. » Le Kaiser répondit que ses idées et celles de Max de Bade étaient identiques et qu'il agissait dans le sens de la lettre du Prince.

L'échec du 8 août ne tardait pas à produire ses effets : en Autriche, l'impression fut désastreuse sur le moral déjà si déprimé des populations ; en Bulgarie, il déclenchait la capitulation complète ; en Allemagne enfin, il provoqua la démission de Hertling. Celui-ci fut provisoirement remplacé par Payer qui, en se récusant pour la chancellerie, recommandait Max de Bade. Le Prince est bientôt mandé à Berlin : en quittant la

grande-duchesse d'Anhalt, sa sœur, chez qui il se trouvait en villégiature, il exposa son programme, conforme d'ailleurs à ses déclarations antérieures : pas d'offre de paix, claire définition des buts de guerre avec quelques concessions à l'ennemi; en revanche, déclaration impliquant la volonté absolue du Gouvernement de lutter jusqu'au bout, si on voulait imposer à l'Allemagne des conditions déshonorantes.

MAX DE BADE ENTRE EN FONCTIONS

Le nouveau chancelier entra en fonctions le 1er octobre : il ne devait y rester que jusqu'à la révolution du 9 novembre. Les mémoires de Payer, Erzberger et Scheidemann nous en ont dit beaucoup sur cette période, non moins que les papiers de Conrad Hauptmann, le Livre Blanc sur les Préliminaires et les Souvenirs de Ludendorff. Jusqu'à l'heure actuelle cependant, le voile qui cachait le principal acteur du drame n'avait pas été complètement tiré. A la lumière de ces pages, on sera renseigné jour par jour, heure par heure. C'est l'histoire d'un long cauchemar; et l'auteur ne peut se dire qu'une chose : c'est qu'il a fait tout ce qui était possible dans une situation où tout échappait au contrôle du chancelier. « Il n'est pas trop besoin, pensait-il sans doute avec le Taciturne, pour se consacrer à de certaines entreprises, d'espérer le succès. »

Le prince prenait le pouvoir comme chef du premier gouvernement parlementaire placé sous le contrôle des partis de la majorité composée de catholiques, de démocrates et de socialistes ; mais le droit lui était refusé de choisir librement ses collègues. Ainsi il réclamait Ebert comme représentant des socialistes, et le parti lui donna Scheidemann. Il eût préféré à Erzberger tout autre représentant des catholiques: on le lui imposa; il trouva une compensation dans la loyauté affectueuse de deux Wurtembergeois, Payer, qui resta vice-chancelier, et Haussmann ; et Solf qui avait collaboré à la campagne du prince pour l' « impérialisme éthique » devint ministre des Affaires étrangères. Les premiers jours d'orage et les premières nuits sans sommeil furent pour le nouveau chancelier marqués par une forte attaque de grippe : peu d'hommes d'État ont trouvé, dès le début, la coupe du pouvoir aussi amère.

Contrairement à Michaelis ou à von Hertling, le Prince

abordait sa tâche avec un programme sur lequel il avait beaucoup réfléchi : démocratie à l'intérieur, revision des buts de guerre et résolution de combattre à l'extrême les termes déshonorants d'une entente. « La dernière chose sur laquelle vous puissiez compter de ma part, c'est une offre de paix », disait-il en arrivant à Berlin. Ce fut précisément à cette décision qu'il dut se résoudre le 29 septembre ! Remis des craintes qu'il avait éprouvées après le 8 août, Ludendorff avait recouvré une partie de son sang-froid; mais sept semaines plus tard, il fut la proie d'une panique autrement forte. Et ce fut à l'instigation du Commandement suprême qui, la veille, était opposé à une pareille démarche, que le gouvernement se résolut à informer le président Wilson de son adhésion à ses propositions et sollicita une suspension d'armes.

Quelle était donc la situation au moment précis où le prince Max constituait son ministère ? Erzberger, le chef catholique, l'indique dans ses *Souvenirs de guerre*. « Le 1er octobre, on me montra, au ministère des Affaires étrangères, une série de dépêches du Grand Quartier général. Elles se résumaient dans ces télégrammes de Ludendorff : « Faire immédiatement la paix... » « Les troupes tiennent encore, mais nul ne peut prévoir ce qui se passera demain... » « Il est impossible d'attendre pour demander la paix qu'un nouveau gouvernement se soit formé : le front peut être percé d'un moment à l'autre. » Le général déclarait en propres termes : « Les armées ne peuvent plus attendre quarante-huit heures. Il faut absolument que la proposition parvienne au plus tard dans la nuit du mercredi au jeudi matin entre les mains de l'Entente. On ne peut attendre le jour suivant que si le prince Max réussit à former un gouvernement durant la nuit. » Hindenburg transmettait au vice-chancelier von Payer les mêmes informations. Le 2 octobre, un commandant attaché au Grand Quartier général exposait par ordre aux chefs de partis la situation militaire en leur indiquant qu'elle s'était transformée du tout au tout en quelques jours. On était dans la nécessité de « prendre une résolution vraiment pénible, de déclarer qu'il n'était pas possible d'espérer imposer la paix aux ennemis ». Deux faits étaient décisifs à cet égard : le nombre des tanks et, surtout, la question des réserves. Les dernières réserves allemandes étaient usées, et les alliés pouvaient, grâce à l'aide américaine, réparer leurs pertes.

Il n'y avait pas de temps à perdre et chaque jour la situation pouvait empirer.

A Berlin, le nouveau chancelier apprenait la décision inattendue, mais grosse de conséquences, à laquelle sans le consulter, puisqu'on ne savait s'il prendrait le pouvoir, s'était arrêté le gouvernement, et les considérations formulées par le Grand Quartier général auxquelles il fallait bien accorder tout crédit. Son premier mouvement fut un mouvement de retraite. Son programme politique était bouleversé, il déclara se retirer, et ce ne fut qu'après une lutte prolongée, c'est-à-dire après des entretiens téléphoniques avec le Grand Quartier général et une correspondance avec le grand-duc de Bade, qu'il se décida à rester. Il voulait avoir, par écrit, l'opinion de Hindenburg : ce dernier confirma l'avis de Ludendorff. Assailli d'objurgations aussi bien par les militaires que par ses collègues, le prince consentit, le 3 octobre, à signer cet appel inéluctable au président Wilson.

* * *

L'amertume de la démarche fut accrue par l'expérience des jours suivants : le front tenait bon et Ludendorff domptait ses nerfs. Mais, quand la publicité donnée à la demande d'armistice eut révélé à la fois à l'ennemi et au peuple allemand la situation de l'armée impériale, personne n'osa espérer qu'on pourrait repousser les conditions qu'il plairait à l'Entente d'imposer.

« Je crus arriver cinq minutes avant midi, écrivait le prince à son cousin, le grand-duc de Bade, mais il était cinq minutes trop tard. » C'était mal débuter et ce fut le destin lamentable du nouveau chancelier, non seulement de porter la responsabilité d'une démarche qui avait été prise sans son consentement, mais d'être dans l'impossibilité d'expliquer à ses compatriotes que nul plus que l'homme politique qui l'avait signée ne l'avait blâmée. Ses relations avec Ludendorff avaient été amicales, et, dans les premiers chapitres de son livre, le général apparaît moins politiquement intransigeant que dans d'autres publications; mais après le Conseil de guerre de Spa, le prince perdit toute confiance en lui. « Pour moi, il resta, jusqu'au 29 septembre, le grand chef, le grand homme. Ce jour-là, il y eut chez lui une défaillance tragique de ses nerfs, de son bon sens, de sa confiance dans l'armée. » Au

contraire, Hindenburg ressort de ce livre, ainsi d'ailleurs que des autres écrits sur la guerre, comme un patriote et un véritable homme de guerre.

L'auteur note en détail les discussions qui accompagnent l'accueil des différentes notes du président Wilson. Son intention était d'aller jusqu'aux limites extrêmes d'un compromis, mais de provoquer chez le peuple allemand un effort suprême, si les conditions de l'armistice étaient inadmissibles. Le Quartier général et la majorité du cabinet l'approuvaient; mais le courant qui poussait à la paix était si violent que le contrôle de son navire devait bientôt échapper au pilote.

LE DERNIER CONSEIL DE GUERRE

Le Conseil de guerre tenu à Berlin le 17 octobre fut certainement un des grands « moments » de l'histoire du gouvernement du prince Max. L'état d'esprit des hommes au pouvoir se révèle dans le procès-verbal de cette réunion. Le document a été publié *in extenso* : il met en scène, en même temps que le principal acteur du drame, la plupart des comparses.

Tout d'abord, Ludendorff exposa, sur l'invitation du chancelier, la situation militaire, et parla de l'évacuation de l'Ukraine. Quelles ressources militaires pouvait-on tirer de cette région pour les utiliser à l'Ouest? Quels produits le sol mettait-il à la disposition des autorités impériales? Sur le second point, le chancelier demanda tout d'abord si le transfert de forces importantes du front oriental au front occidental aurait pour effet de fortifier celui-ci. Ludendorff répliqua que ce serait le cas dans une certaine mesure, mais qu'il fallait mettre en balance les avantages économiques avec les dangers d'ordre intérieur. Le prince Max ayant demandé si les nouvelles troupes ramenées sur le front avaient une force de choc suffisante pour obliger l'ennemi à des négociations, la réponse du général fut négative : les troupes de Russie avaient perdu l'élan qui distinguait celles de l'Ouest. Le général Hoffmann qui, à Tannenberg, avait été le second de Hindenburg, exposa les ravages qu'au point de vue moral le contact avec l'élément mercantile russe avait exercés sur les troupes. D'après lui, le transport de soldats provenant d'Ukraine était encore matériellement possible; mais il faudrait derrière soi sacrifier vivres

et munitions. Vu l'état des voies ferrées et dans la pénurie du manque de matériel de transport, il serait difficile de tirer des ressources du pays. Pour exporter les récoltes de la région de Minsk, cinq cents trains seraient nécessaires; et ils n'existaient pas. Le général Ludendorff demanda, si on se retirait à la fois de l'est et de l'ouest, c'est-à-dire de la Belgique, de la Pologne, où l'on trouverait des vivres. Pas de réponse. « Tout s'écroule », dit-il simplement.

Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, invité à prendre la parole, indiqua que, d'après son représentant en Ukraine, ce pays était plein de ressources destinées aux armées. La valeur économique de la région était considérable; mais l'état moral en était on ne peut plus inquiétant. Aussitôt l'armée allemande évacuée, le bolchévisme ferait fureur et tous les possédants seraient exécutés.

La discussion sur l'Ukraine fut close par une déclaration du général Ludendorff portant que, si une rupture du front occidental était à la rigueur possible, il ne la croyait ni prochaine, ni probable. Le général ayant, au courant de la discussion, fait allusion à la nécessité de tirer les ressources en hommes de l'Allemagne même, le chancelier demanda au ministre de la Guerre Scheuch de formuler son opinion à ce sujet. Le ministre expliqua comment il pourrait composer une armée de 600 000 hommes, par fractions, successivement et en empruntant à diverses catégories de mobilisables au nombre desquels les ouvriers militaires.

On aborda la question, capitale à tous égards, du moral tant à l'armée qu'à l'arrière. D'après Ludendorff, l'annonce de négociations de paix avait produit un effet déprimant sur les troupes. En Belgique, on se demandait à quoi bon envisager la perspective de luttes nouvelles dans un pays qu'il faudrait bientôt évacuer. Devant Verdun, on dit que les sacrifices dont cette place a été témoin deviennent inutiles, puisque les Français réclament encore l'Alsace-Lorraine. Et à la maison, fit remarquer le sous-secrétaire d'État à l'intérieur, le moral est, depuis le début de l'été, devenu franchement mauvais. La faute en est aux permissionnaires qui racontent des scènes d'horreur, les unes fausses, les autres malheureusement vraies. Le mauvais esprit des hommes est venu longtemps de leur jalousie en voyant le régime alimentaire dont bénéficiaient les officiers. Le

ministre de la Guerre annonça que, si l'on tirait du pays des ressources en hommes, ces ressources n'amélioreraient point le moral de l'armée, tout au contraire. La longue durée de la guerre avait fatigué le peuple; l'échec de la guerre sous-marine l'avait déçu; la supériorité technique de l'ennemi, la défaillance des alliés de l'Allemagne et leur complète banqueroute, tout concourait à la dépression générale. Les travailleurs allaient répétant : « Plutôt une fin avec terreur qu'une terreur sans fin. » La viande était introuvable; s'il existait des pommes de terre, il n'y avait pas de wagons pour les transporter.

Le vice-chancelier Payer, tout en ayant l'intention de donner une note plus réconfortante, le fit en termes dubitatifs : « Quand arriva la première note Wilson, on se demanda : que se passe-t-il? » Et l'opinion commença à vaciller. Ce fut pis encore à la troisième. Mais on vit qu'il s'agissait de notre existence, et il y eut un sursaut à la pensée que, comme nation, nous pourrions, économiquement parlant, nous effondrer. On réfléchit. A la pensée que, si on ne tenait pas quelques semaines, on serait soumis à des indemnités écrasantes, on se ressaisit. Qu'on envisage la lutte : personne ne jettera son fusil dans les blés; et tout ne sera pas perdu. »

D'après le vice-président du ministère prussien, il importait d'agir vite. On avait organisé une réunion des présidents de province, une autre des pasteurs de Berlin, une autre enfin des chefs des différents partis : nul d'entre eux ne savait pourquoi il était venu; tous se prenaient la tête : comment était-il possible qu'on fût tout à coup devant une catastrophe? Et l'on était invité à remonter les esprits...

Le chancelier, parlant alors des négociations de paix, fit remarquer que l'Entente s'efforçait de traîner les choses en longueur, ce qui devait inciter l'autre partie à les hâter. Ludendorff s'empressa de faire remarquer que tout renforcement du front fortifiait la situation du chancelier.

La question des stocks de pétrole ayant été soulevée, les deux ministres de la Guerre et de la Marine furent d'accord pour déclarer mettre en commun leurs ressources; mais ils constatèrent aussi que, si la Roumanie faisait défaut, la situation deviendrait vite difficile. De sérieuses économies sur l'éclairage étaient nécessaires. Et, à propos de la Roumanie, l'on dut constater que, le jour où l'Entente pourrait soutenir de ses contin-

gents les troupes roumaines incapables actuellement d'agir seules, ce jour-là, il n'y aurait plus rien à tirer du pays.

On en vint au problème plus général du nombre de divisions allemandes à opposer aux divisions ennemies; mais on ne put qu'en supputer le nombre et formuler des hypothèses sur leur force : « Les unités allemandes sont squelettiques, celles de l'armée française comptent un peu plus d'hommes, mais moins cependant que les unités anglaises. Quant aux Américains, ils ont sur le front 1 200 000 hommes et au printemps 1919 ils en auront en Europe 2 300 000 : dans les estimations qu'ils formulent sur eux-mêmes, ils sont toujours véridiques. » L'hypothèse fut envisagée d'un retrait de l'armée allemande en deçà de ses positions du moment. Tous furent d'avis qu'une pareille mesure aurait des conséquences funestes sur son moral et sur celui des populations.

On ne se dissimula pas que la perte des ports flamands et la retraite imminente de l'Autriche pourraient rendre la guerre sous-marine particulièrement difficile. Les marins présents protestèrent et affirmèrent que ces événements seraient sans influence sur les opérations maritimes. Un ministre civil observa non sans malice que, si les chefs de la marine s'étaient félicités en voyant l'Amérique entrer en lice et avaient prédit la destruction de tous ses bateaux de transport, leurs espérances ne s'étaient guère réalisées.

Devant le langage quelque peu flottant du général Ludendorff, le chancelier, appuyé par le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, réclama des précisions. « Si, dit-il, nous avions la certitude de ne plus repousser l'ennemi, celui-ci ne pourrait-il pénétrer dans le territoire allemand ? C'est le haut-commandement qui a obligé le gouvernement à demander une suspension d'armes. » Le chancelier avait adressé une note dans ce sens au président Wilson, contraint et forcé de le faire; mais cependant il avait engagé sa propre responsabilité. « Les conditions du président sont connues : aussitôt la situation se trouve améliorée et l'on vient dire que l'on peut tenir quatre semaines, que tout va mieux. » Et M. Solf, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, ajouta : « Je me trouve devant une énigme : ce qui était hier impossible, devient possible aujourd'hui ».

Ludendorff, d'accord avec le ministre de la Guerre, ouvrit

une parenthèse pour défendre l'armée allemande contre ce qu'ils nommaient la calomnie. Les soldats ne se sont pas conduits brutalement : il faut le dire au président Wilson. « Trop souvent, les populations indigènes après le départ de nos troupes ont pillé, et leurs méfaits ont été attribués à nos troupes. Des papiers, des valeurs ont été restitués à leurs propriétaires, tous les objets d'art ont été centralisés à Valenciennes. Les objets religieux ont été placés sous la sauvegarde de l'évêque de Cologne. Quant aux meubles réquisitionnés, ils l'ont été pour l'usage des soldats qui étaient logés dans des baraques cimentées qu'il fallait bien rendre habitables. »

De toute la discussion qui se poursuivit et qui, ainsi qu'il est aisé de le constater, manqua singulièrement de précision, surtout lorsque Ludendorff entrait en scène, le chancelier dans son livre tire des conclusions de tous points défavorables au général : il rapproche son cri de détresse à la fin de septembre de ses affirmations présentes, plutôt optimistes, et il s'exprime sévèrement sur le personnage. Ce dernier au surplus ne devait pas tarder à disparaître : le 27 octobre, il était remplacé par le général Gröner, spécialiste des questions de chemins de fer et par suite appelé à rendre des services, dès que la retraite des armées serait décidée. Le Kaiser avait pris l'initiative d'une mesure à laquelle le chancelier ne put qu'applaudir.

* * *

Cependant un nouvel élément de trouble s'ajoutait pour le chancelier à toutes les complications dont le compte rendu du Conseil de guerre donne l'idée. Le président Wilson, dans ses notes, indiquait presque brutalement qu'il ne pouvait traiter avec le pouvoir de Guillaume II. Ses agents, ceux de Suisse spécialement, traduisaient cette pensée : « L'Empereur, disaient-ils, doit abdiquer. » Personne en Allemagne n'admettait qu'on achetât la paix au prix de conditions déshonorantes. Les membres du gouvernement comme les militaires pensaient, s'il fallait continuer la guerre, à une lutte éperdue pour la défense du sol national. Peu à peu, une troisième manière d'envisager la situation se dessina devant le désir formulé par le président Wilson de voir disparaître le pouvoir impérial. D'aucuns, et tout d'abord les socialistes, parlèrent de la disparition éventuelle de l'Empereur. L'autocratie avait été abolie par la

nouvelle constitution : que maintenant l'autocrate disparût, tout serait facilité.

Bientôt les socialistes ne furent plus les seuls à réclamer l'abdication. La bourgeoisie, par l'organe de la *Gazette de Francfort*, se ralliait à cette idée. D'abord, personne ne faisait allusion à la République. L'unique préoccupation était d'écarter le formidable obstacle à la paix que l'armée et le peuple allemand croyaient voir se dresser devant eux.

Il n'y a guère de pages plus dramatiques dans l'histoire que celles où le prince Max décrit les efforts tentés pour amener Guillaume II à l'abdication. Aux yeux du chancelier, l'idéal constitutionnel consistait en un compromis entre la quasi-autocratie à la Bismarck et l'effacement du roi anglais. Le Kaiser avait abandonné la plupart de ses prérogatives, mais il se refusait à devenir un roi fainéant. Dans les limites du régime constitutionnel qui furent envisagées par le Reichstag pendant le mois d'octobre, — et ce qui surprend dans les récits des historiens de cette période, c'est la place que, à la veille d'une catastrophe prévue par tous, les préoccupations de politique intérieure tenaient dans la vie de chaque jour, — le monarque avait encore la faculté de faire sentir sa personnalité. Max de Bade était monarchiste de naissance comme de conviction. Au moment où se produisait un mouvement irrésistible en faveur de l'abdication, il essaya de sauver le monarque et le trône : il comptait sans son hôte.

L'ABDICATION DE GUILLAUME II

Quand le Kaiser eut connaissance de ce qui se disait, de ce qui s'imprimait, et surtout du sens qu'il fallait donner aux notes du président Wilson, son parti fut vite pris : il songea à se rendre au Quartier Général.

Le 28 octobre, le prince chancelier s'était décidé à le saisir de la question de l'abdication : il pria d'abord le pasteur Dryander d'en parler au Kaiser. Le pasteur refusa. Puis le général Celius, arrivé de Bruxelles, notifia au prince Max, de la part du gouverneur général allemand, le baron de Lanken, qu'il était de toute urgence, pour le succès des négociations de paix, que l'abdication se produisît au plus tôt. Alors le chancelier eut l'idée d'adresser le général, en vue d'une audience

impériale, au ministre de la maison du roi de Prusse, le comte Eulenbourg. Le prétexte était trouvé : il s'agissait de la communication au souverain d'une lettre importante adressée au prince de Bade. L'intermédiaire se déroba. Ce même jour, Guillaume II répondit à une lettre du chancelier qui lui communiquait les lois votées récemment par le Reichstag pour modifier la Constitution : Guillaume approuvait tout, mais avec des considérations ampoulées où se lisait un clair refus d'abdiquer et qui signifiaient simplement : « Je veux rester à mon poste et collaborer loyalement avec le gouvernement. »

Ces pénibles pourparlers décidèrent-ils Guillaume II à s'éloigner de Berlin, à se mettre à l'abri de nouvelles tentatives et à vivre dans un milieu absolument acquis à ses idées de résistance ? On n'en saurait douter. Toujours est-il que, le lendemain à cinq heures, il partait pour Spa, à la vive surprise du chancelier qui apprenait la nouvelle par une voie indirecte et tenta vainement de prévenir une décision qu'il estimait malencontreuse. Il lui fut répondu que l'État-major général réclamait impérieusement la présence du souverain en vue d'organiser le grand mouvement en arrière qui allait être exécuté, et on lui assura que Guillaume II reviendrait dans trois jours.

Le prince Max, impuissant, se borna à formuler cette déclaration prophétique : « Si l'Empereur quitte Berlin, il n'y reviendra plus. » D'ailleurs, les amis de Guillaume II faisaient faussement dire au ministre de la Guerre qu'il ne pouvait répondre à Berlin de la sécurité du souverain.

La vérité est que, contrairement aux termes d'une lettre que le même jour l'Empereur adressait au chancelier en quittant Berlin, le Grand Quartier général n'avait jamais songé à inviter Guillaume II à venir lui donner ses conseils et que celui-ci avait personnellement, et sans consulter personne, pris une décision dont on faisait retomber la responsabilité : à Spa, sur le ministre de la Guerre ; à Berlin, sur le Quartier général.

Ces constatations devaient péniblement émouvoir l'esprit du chancelier : aussi, le 30 octobre, prit-il le parti d'écrire à son souverain une lettre, où, en faisant ressortir tous les inconvénients de son absence, il déclarait avoir l'intention de poursuivre seul les négociations de paix. Par le chef de son cabinet civil, l'Empereur répondit au chancelier. Sans la moindre allusion aux pourparlers en cours, il lui reprocha

vivement de ne pas avoir publié les réformes qui intéressaient la politique intérieure, et lui annonça qu'il recevrait sur ce point une prochaine communication.

L'intermédiaire choisi et le ton désobligeant de la lettre signifiaient la rupture entre le souverain et son chancelier. Celui-ci, profondément affecté, n'en poursuivit pas avec moins de courage sa lutte pour sauver la monarchie, sinon ses représentants trop compromis.

En se réfugiant au milieu de ses féaux, Guillaume II se rendait-il compte des sentiments dont il était l'objet de la part de son peuple? Chez les socialistes, on rappelait sa malheureuse apostrophe aux recrues de Potsdam : « Vous m'obéirez sans mot dire, même si je vous ordonne de tuer vos père et mère. » Un peu partout, on plaisantait sur la défection de l'allié Dieu dont le Kaiser invoquait la collaboration aux temps heureux et qui avait, depuis, imité l'exemple de certains alliés. Et que dire de ces *junkers* qui depuis des siècles avaient lié partie avec les Hohenzollern et créé la Prusse avec Frédéric II, l'Empire avec Bismarck? Leur silence était significatif. La Révolution au surplus ne devait trouver aucun d'eux en travers de sa marche. Le Seigneur de la guerre, le chevalier à l'armure étincelante ne trouve autour de lui que l'antipathie proclamée des uns, l'ironie des autres, l'indifférence du plus grand nombre.

Guillaume II considérait maintenant Max de Bade comme un adversaire. Le chancelier en eût souffert dans son autorité, si le départ du Kaiser avait produit quelque impression sur l'opinion publique; mais on en était arrivé à ce point que la seule question à l'ordre du jour était le renoncement du souverain à la couronne; et, comme le voyage à Spa laissait supposer qu'il y avait hésitation de sa part, l'agitation pour l'abdication se fit plus ouvertement que jamais.

Tout dépendait maintenant des socialistes. S'ils réclamaient officiellement l'abdication, et si leur demande était repoussée, ils se retiraient de la coalition et le gouvernement tombait. Or il n'y avait pas de majorité pour un gouvernement de droite; d'ailleurs le prince Max se refusait à gouverner sans le Travail organisé dont le concours lui était absolument indispensable. Il pria Scheidemann et Ebert, — qui exerçaient leur influence sur les social-démocrates, les indépendants, on dirait aujour-

d'hui les extrémistes, — d'éviter la demande d'abdication, et, si cela leur était impossible, d'ajourner une démarche formelle. Les leaders socialistes acquiescèrent à sa requête, et le temps ainsi gagné fut employé à chercher à persuader l'Empereur de sauver la monarchie en abdiquant.

On n'obtint rien. Les deux hommes qui auraient pu agir efficacement étaient paralysés : le prince Léopold, beau-frère du monarque, se récusa au moment même de monter dans le train qui chauffait pour Spa; quant à Hindenburg, il refusa toute démarche de ce genre, dont le succès amènerait la dissolution de l'armée. Le chancelier, comme parent et ami, ne voulait ni conseiller au souverain l'abdication, ni trancher le nœud gordien par un acte qui eût ressemblé à un coup d'État. Sa conscience lui défendait de recourir à un autre moyen que la persuasion, et la persuasion devenait difficile surtout depuis que Guillaume II était à Spa. Jamais n'eut lieu cette entrevue sur laquelle comptait le chancelier pour gagner le Kaiser à la grande renonciation. Il fallut en venir à des arguments plus forts.

Dès le début de novembre, le général Gröner informait le Chancelier de la situation; elle était désespérée : il était nécessaire de conclure un armistice dans les trois jours. La mutinerie de Kiel était le commencement de la fin; les marins ne voulaient point entendre parler de la grande bataille navale à laquelle l'amiral Scheer les conviait. La rébellion soufflait sur tout le pays. Les chefs socialistes à Berlin se sentaient incapables de retenir leurs troupes. La révolution était inévitable, à moins que le Kaiser n'abdiquât. Le Kaiser, sous l'influence de son entourage, affirmait qu'il ne céderait qu'à la force; et même quand, le 8 novembre, le chancelier lui eut téléphoné que son abdication seule épargnerait au pays une guerre civile, Guillaume ne répondit pas. Le 9 novembre, à 9 h. 15, on téléphone de Spa : une lutte s'engage avec les généraux qui font savoir à l'Empereur que l'armée ne le soutiendrait pas dans une guerre civile. A 11 heures, la nouvelle arrive que le Kaiser va abdiquer et que la formule sera connue à Berlin dans une demi-heure. Le délai annoncé passe : le secrétaire d'État socialiste Scheidemann donne sa démission; les troupes jusqu'alors fidèles pactisent avec les socialistes; un immense cortège d'ouvriers marche du nord de Berlin sur le centre de la

capitale; le chancelier cherche vainement à atteindre le monarque par tous les moyens : il fait une dernière tentative pour sauver la monarchie. Il annonce la renonciation du prince héritier et l'organisation d'une régence; il proposera au Régent la nomination d'Ebert comme chancelier et l'élection d'une Constituante au suffrage universel. Trop tard. Une députation conduite par Ebert demanda le transfert du pouvoir aux socialistes, et le prince ne put que transmettre à Ebert ses propres pouvoirs de chancelier. « A présent, dit-il, il nous faut nous occuper de la régence. — Trop tard », répliqua Ebert.

Le successeur socialiste de Bismarck lançait aussitôt deux proclamations. Aux citoyens allemands il annonçait : « Le chancelier Max de Bade, avec l'assentiment de tous ses ministres, m'a remis la gestion des affaires comme chancelier de l'Empire. » A tous les fonctionnaires et employés, il annonçait qu'un nouveau gouvernement avait pris la gestion des affaires pour préserver le peuple allemand de la guerre civile et de la famine. « Je sais, ajoutait Ebert, qu'à beaucoup il sera difficile de travailler avec les hommes nouveaux, mais je fais appel à leur amour du peuple. Un refus de collaboration dans ces heures difficiles livrerait la patrie à l'anarchie et à la misère. »

A deux heures, Scheidemann proclamait la République sur la rampe d'accès du Reichstag. Exactement à la même heure, arrivait l'avis de l'abdication du Kaiser comme Empereur; mais, en même temps, il réservait tous ses droits comme roi de Prusse. Maladresse sans portée. Les destins étaient accomplis.

Dans l'après-midi, le prince Max de Bade alla prendre congé d'Ebert, qui le reçut en lui disant : « Je vous demande instamment de rester comme administrateur de l'Empire. »

Le prince refusa.

« Près de la porte, écrit le prince, je me retournai et je lui dis :

— Monsieur Ebert, je confie l'Empire à votre cœur.

— Pour cet Empire, répliqua Ebert, j'ai perdu deux fils. »

A. Soulange-Bodin.

HISTOIRE D'UN HISTORIEN

AMÉDÉE THIERRY

1797-1873

II [1]

DE L' « HISTOIRE DES GAULOIS » A « LA VIE D'ATTILA »

PREMIER RAYON DE GLOIRE

Lorsque les trois volumes de la première édition de l'*Histoire des Gaulois* quittèrent les presses de Sautelet, Chateaubriand assemblait ses matériaux pour les *Études historiques*. Au faîte de la gloire, arbitre des réputations littéraires, il n'était pas, — l'ignore-t-on? — prodigue de ses louanges. Jaloux de son crédit, fier de sa renommée, il pesait l'encens à la balance de sa grande personnalité.

« J'avais commencé, dit-il, des recherches assez considérables sur les Gaulois; l'ouvrage de M. Amédée Thierry a paru et j'ai abandonné mon travail. Il était dans la destinée des deux frères de m'instruire et de me décourager (2). »

Ce témoignage de l'illustre écrivain consacrait un éclatant succès. Ce qu'il a dit et pensé, quand parut la *Conquête*, le public lettré le répète à présent des *Gaulois*. Jamais les origines de nos ancêtres, leurs mœurs, leurs institutions n'ont encore été fouillées d'un regard plus aigu; le rôle qu'ils ont rempli dans le monde, leur influence, leurs grandeurs, péné-

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

(2) *Études historiques*: préface, p. 119. Edit. in-12, 1831.

trés d'une plus sûre analyse. Parce qu'il avait au cœur l'ardent amour de son pays, l'auteur s'est montré vraiment un grand historien national. Journaux et revues savantes lui décernèrent l'éloge. A l'étranger l'*Edinburgh Review*, la *Gazette de Halle* font chorus. Du jour au lendemain, Amédée Thierry devient célèbre. Le nom des deux frères, si divers et si éminents, est dans toutes les bouches.

L'œuvre a vieilli, c'est incontestable. On y a relevé des erreurs. Comment en serait-il autrement? A l'époque où travaille Amédée Thierry, la numismatique et l'anthropologie gauloises n'existent pas. Les fouilles d'Alésia n'ont pas commencé. La Table de Peutinger, les inscriptions de la Gaule Narbonaise sont ignorées. Il n'aura qu'en 1840 à sa disposition la *Celtica* de Diefenbach; en 1846 les travaux de La Saussaye sur les *Monnaies des Éduens*. La science moderne n'a donc pas accepté certaines de ses inductions. Elle a refusé d'admettre, au sein de la race celtique, la dualité des Gaëls et des Kimris. Et les Cimbres sont des Germains. Le doute est la condition de l'histoire. On lui a reproché une critique insuffisante et d'accueillir trop facilement les assertions des écrivains antiques. Tels, Guillaume de Normandie, dans la *Conquête*, ses héros, Ambiorix ou Dumnorix, parlent souvent comme les Romains de Tite-Live ou l'Agricola de Tacite. Il s'est encore mépris en prenant pour un titre de fonction, le nom de Vercingétorix. C'est entendu.

Au demeurant, sont-ce là péchés véniels. Nul des grands travaux qui lui ont succédé : ceux des Alexandre Bertrand, des d'Arbois de Jubainville, des Luchaire, des Camille Jullian, pour ne citer que la science française, n'est venu ruiner la théorie maîtresse sur laquelle est fondée l'œuvre d'Amédée Thierry. Sa division des peuples de la Gaule n'a pas été touchée, ni sa conception hardie des migrations celtiques. Et comment ne pas rappeler qu'il établit, le premier, la distinction entre les branches détachées du tronc arien, du rameau germanique et du rameau gallique? Cette thèse, applaudie en Angleterre, enseignée à Oxford, un moment adoptée par Niebuhr, lui vaudra plus tard les attaques haineuses des docteurs d'outre-Rhin.

L'ouvrage était dédié « A mon frère Augustin Thierry ». Hommage rendu au modèle, à l'inspirateur.

Plus tard, son champ d'exploration s'élargissant, la manière

d'Amédée Thierry se transformera. Il ne lui suffira plus de retrouver les faits par la critique, de les enchaîner par le raisonnement. Il voudra remonter jusqu'à l'âme de ses héros, c'est-à-dire à la cause première des actes.

Mais, à ses débuts, le système historique qu'il adopte est celui d'Augustin, procède des mêmes origines, trahit les mêmes influences. Comme son frère, il appartient à l'école dont les principes fondamentaux sont l'étude des documents contemporains; la recherche de tous les traits empruntés à l'état social d'une époque, qui peuvent servir à reconstituer sa physionomie réelle et sa vivante image.

Toujours comme dans la *Conquête*, la théorie des races tient donc une place éminente dans l'*Histoire des Gaulois* (1). De même, y a-t-il une analogie frappante dans la conduite des deux ouvrages; leurs procédés de narration continue entremêlée de discours et de récits légendaires. Chez Amédée, le style moins souple, moins éclatant, moins coloré, en un mot moins « artiste » que chez Augustin, vaut surtout par la précision et la clarté. Jusqu'à sa mort, l'historien se préoccupera d'améliorer cette œuvre préférée, la corrigeant sans cesse, pour la tenir au courant de toutes les recherches, de toutes les découvertes.

UNE IDÉE DE JOUFFROY

Un grand malheur avait assombri la joie de ce triomphe. La catastrophe, si longtemps menaçante, s'était abattue sur Augustin Thierry. Aveugle, à demi paralysé, les médecins exigent son départ. Amédée, qui n'avait pas quitté le chevet du malade, n'hésita pas à l'accompagner en Provence.

Pourtant, de graves intérêts s'agitent en ce moment pour lui.

(1) Cette conception n'est point d'ailleurs particulière à Augustin Thierry. Elle est propre à tous les historiens romantiques. Même pour Guizot, l'Histoire de France s'explique tout entière par la lutte des races germaniques contre la race gallo-romaine. Michelet admet la race jusqu'aux Capétiens, où la nation commence. Fustel de Coulanges, le premier, a réagi contre ces théories. De nos jours, M. Jacques Flach admet encore l'existence d'un « groupe ethnique » qui peut être formé de plusieurs races unies par la « communauté de langues, de mœurs, de croyances, de sentiments et d'institutions traditionnelles ». Quant à M. Camille Jullian, il estime non seulement que les Gaulois formaient déjà une nation, mais qu'à l'âge du bronze, il n'y avait que des nations, les races n'existant plus dès cette époque.

Depuis leur rencontre au *Globe*, une étroite amitié, cimentée par des affinités naturelles, l'unit à Théodore Jouffroy. Du même âge à peu près (1), tous deux, sur des chemins différents, s'attachent pareillement à la « science de l'homme ». Ce que l'un applique à l'étude du passé, sert à l'autre pour analyser les éléments de son âme, les variations de sa pensée.

Demeuré très attaché à sa patrie franc-comtoise, Jouffroy est alors hanté d'un grand dessein. Il rêve d'établir à Besançon une université sur le modèle des universités allemandes, « où l'on rompît délibérément avec les vieilles méthodes qui consistent à fausser le sens et la couleur des événements anciens, pour justifier quand même la conduite du présent ». Tant qu'a duré le ministère Villèle, suspect au pouvoir, destitué par Frayssinous, il n'est pas arrivé à se faire entendre. Mais, à l'avènement du cabinet Martignac, la « sirène » dont on espère tant (2), Vatimesnil a remplacé l'évêque d'Hermopolis. L'ancien procureur du Roi a réputation d'esprit libéral, ouvert aux idées neuves. Comme dédommagement, il s'empresse d'octroyer à Jouffroy la chaire de philosophie ancienne à la Faculté des lettres de Paris. Celui-ci entreprend aussitôt le ministre. Son consentement obtenu, assuré de pouvoir faire « place nette », il écrit à Charles Weiss, « Franc-Comtois renforcé », choisi pour confident :

« Vous le savez, sans doute, mais gardez-en le secret : le ministre a promis de changer les professeurs actuels et de prendre nos hommes. Il n'y a pas de raison pour qu'il se dédise, car il est de tous celui qui a le plus d'ardeur pour les nouveautés. J'ai trouvé notre professeur d'histoire. Le succès a passé toutes mes espérances. C'est le frère de Thierry, Amédée Thierry, qui vient de publier le résultat de sept années de recherches : L'*Histoire des Gaules avant la conquête des Francs*... Amédée Thierry est sans contredit une des plus belles espérances de la jeune école historique. Il prend rang par son ouvrage à côté de son frère, à côté de Mignet et de Thiers. M. Guizot, qui m'a aidé à le décider, le regarde comme l'homme le plus fort que nous ayons sur les origines de l'histoire moderne... Il faut donner bonne compagnie à nos nouveaux professeurs, ils se soutien-

(1) Jouffroy est né aux Portels (Doubs), le 19 messidor, an IV.

(2) On sait l'apostrophe fameuse de Dupont de l'Eure au président du Conseil : « Tais-toi, Sirène ! »

dront l'un par l'autre. J'ai sous la main un garçon distingué, Sainte-Beuve, mon élève, celui de Dubois, un rédacteur du *Globe*, un poète, un garçon qui a le feu sacré et qui va publier une *Histoire de la Poésie française* au XV^e^ et au XVI^e^ siècle. Voilà le professeur qu'il faut mettre dans la chaire de littérature de la Faculté de Besançon (1). »

Sainte-Beuve ne se laissa pas convaincre. Pour Amédée Thierry, un obstacle en apparence insurmontable se présentait. Un professeur de Faculté doit être docteur ès lettres et l'historien des Gaulois, ses études interrompues en 1814, n'est pas même bachelier. « N'importe, déclara-t-il à Jouffroy, avant six mois, j'aurai obtenu mes grades. » Ce n'était pas une fanfaronnade. En dix jours, il enlève ses diplômes de baccalauréat, puis de licence ès lettres (2) et se met incontinent à ses thèses de doctorat (3). Il soutint l'une et l'autre (4) avec succès devant l'Académie de Besançon. Le 1^er^ septembre 1829, Guillaume-Isidore, baron de Montbel, successeur de Vatimesnil, lui adressait le parchemin officiel.

A l'instant qu'il argumentait devant ses juges, Amédée Thierry se trouvait déjà leur collègue. Il avait d'abord occupé, en avril, une chaire municipale, s'était vu, deux mois plus tard, transféré à la Faculté. Un public nombreux se pressait à ses cours. « La salle, conte un témoin, était trop petite pour contenir tous ceux qui voulaient l'entendre. »

Quel cadre pour ce professeur de trente ans! Il enseigne dans l'ancien *oppidum* des Séquanes, près d'une voie romaine, d'un aqueduc, d'un Champ de Mars, d'un capitole! Il parle des études qui lui sont chères : de la campagne de César ouverte à Vesontio, de l'Empire, de la Gaule avant la conquête, de la Gaule encore après la soumission. Admirable sujet pour pas-

(1) 16 juillet 1828.

(2) 13 et 23 octobre 1828.

(3) Guizot le presse autant que Jouffroy : « Mon cher ami, je n'ai le temps de vous écrire que quatre lignes, envoyez vos thèses le plus tôt que vous pourrez; je prierai le Doyen de les lire tout de suite et vous aurez encore le temps d'être reçu avant la fin du mois. J'aurais dû vous écrire cela il y a huit jours; je ne l'ai pas fait. Mais rien n'en souffrira, si ce n'est vous qui vous serez impatienté. Adieu, ma femme va bien et sera bien près d'accoucher quand vous nous viendrez.

« Mille et mille amitiés. »

(4) Thèse latine : *De certitudine morali.* — Thèse française : *D'Ausone et de la Littérature latine en Gaule au IV^e^ siècle.*

sionner les esprits dans une ville à la fois celtique et romaine. Aussi, les « chers souvenirs de Franche-Comté » tiendront-ils toujours en son cœur une place d'élection.

SUR LA SELLETTE

Cependant M. de Vatimesnil n'avait pas fait « place nette ». Bon nombre d'anciens professeurs conservaient leur chaire à l'académie bisontine. Les principes de leur nouveau collègue les scandalisaient. Ne prétendait-il pas qu'on enseignât une histoire sincère, dégagée de tout parti pris, où le metteur en scène n'intervînt, comme dit Montaigne, que pour « serrer la maille du filet ». Montaigne, un incroyant! En outre, sacrilège inconvenance, il prononçait à l'occasion l'éloge des vertus païennes. Les dénonciations commencèrent.

Vatimesnil avait présentement d'autres soucis en tête. L'horizon politique s'assombrit autour du cabinet Martignac L'ordonnance sur les petits séminaires vient de lui aliéner le clergé. Révolutionnaire aux yeux de l'extrême droite, il n'est déjà plus assez libéral pour la gauche.

Jouffroy, qui sent venir l'orage, prévient Amédée Thierry :

« Qui sait, mon cher ami, où nous en serons, politiquement parlant, quand nous nous promènerons sur les montagnes au mois d'août?

« L'horizon est bien chargé. J'appréhende un ministère du coin droit ou un demi-tour à droite du ministère actuel. Tout ceci donne quelques chances à la loi historique de Mignet qui veut que toute dynastie restaurée tombe, ses préjugés ne pouvant s'accommoder avec les principes de la Révolution. Je suis bien las des longueurs de la politique. Cela me fait l'effet d'une pièce en quinze actes : c'est trop pour la mesure de patience que le ciel nous a départie. »

L'admirateur de Thomas Reid est bon prophète. Deux mois plus tard, ses craintes sont réalisées ; le « ministère du coin droit » au pouvoir. C'est le cabinet Polignac.

« Que faire sous M. de Polignac, gémit le désolé philosophe, alors même qu'on aurait de l'esprit? L'honneur d'être gouverné, pour un sixième, par un ministre franc-comtois (1) est

(1) M. de Courvoisier (1775-1835), né à Besançon, ministre de la Justice le 8 août 1829, démissionnaire le 19 mai 1830.

une faible compensation à l'absurdité d'une semblable administration, et si l'on pouvait chanter les roses, le vin et Lydie sous le régime de la Congrégation, le parti le plus sage serait celui d'Horace, quoi qu'en ait dit M. de Lamartine dans sa belle homélie à l'Académie française. Je ne fais cas dans le moment présent que de l'expédition d'Alger et s'il fallait un philosophe pour enseigner Kant aux descendants des Numides, je solliciterais avec ardeur cette mission et j'irais chercher la liberté de pensée chez les Barbaresques, à condition que l'autorité de M. Guernon de Ranville (1) ne s'étendît pas jusque-là et que les *ulémas* resteraient chargés de la partie philosophique et religieuse. Ah ! si vous saviez, mon ami, combien sont belles les vallées de l'Atlas, combien sont sublimes les scènes du désert, combien est touchante l'hospitalité des Bédouins, vous prendriez comme moi l'archevêque de Besançon, le séminaire de ladite ville, son maire, sa *Faculté*, son premier président et son nouveau préfet en dégoût, et comme moi vous voudriez émigrer en Afrique, aller instruire au Maroc ou à Tombouctou les Maures et leurs charmantes houris. Vous laisseriez l'avenir de notre cher pays dans les mains de X..., de X... et de X..., qui en prendront tout le soin possible et vous viendriez travailler à la civilisation de la belle Afrique. Ce parti vaudrait encore mieux que celui d'Horace, car ce n'est pas Horace qui veut, et il n'est pas donné à toutes les âmes de respirer à l'aise sous la feuillée, quand cette feuillée est à deux pas d'une ville absurde. »

A l'instant où Jouffroy écrivait cette lettre, les heures difficiles étaient venues pour Amédée Thierry. Ses collègues n'avaient guère compris son enseignement ; l'autorité ecclésiastique qui ne le comprenait pas du tout résolut de le supprimer. Clergé, magistrature, administration, au nom de la morale outragée, se liguèrent contre le scandaleux professeur. D'accord avec le préfet, vicomte de Beaumont, et le premier président de Chifflet, le cardinal-archevêque, Mgr de Rohan-Chabot, alla le dénoncer à Guernon-Ranville, sous quatre chefs d'accusation. Il avait employé l'expression de *caste sacerdotale* pour désigner les ministres du culte. Il croyait, avec Condorcet, à la perfectibilité de l'espèce humaine. Ses commentaires sur la *Loi*

(1) Ministre de l'Instruction publique depuis le 18 novembre 1829.

salique attentaient à l'ordre de successibilité au trône. Enfin il était criminel d'hérésie; un autre Jean Huss, un nouveau Calvin. Ayant exposé la tentative de saint Augustin pour accorder, au v^e^ siècle, les sciences profanes avec l'idée chrétienne, il semblait, au mépris des Conciles, s'appuyer sur la *Cité de Dieu*, pour demander que notre sainte religion fût mise aujourd'hui en harmonie avec ces dernières.

Guernon-Ranville n'était pas un fanatique, mais c'était une âme timorée, affilié à la « Société des bonnes études »; guindé jusqu'à son portefeuille par le tout-puissant appui de la Congrégation. Mgr de Rohan-Chabot ordonnait; sa robe rouge balaya les hésitations du ministre. Il fit mander à Paris celui dont on voulait la tête.

« Après une longue attente, a raconté plus tard Amédée Thierry, je me trouvai en présence d'un assez gros homme à lunettes, solennel et composé. Son accueil fut à peine poli. Sans m'inviter à m'asseoir, il défila contre moi un long chapelet de griefs, — je les connaissais déjà et pus les saluer au passage, — ne me laissant pas l'interrompre, imposant silence à mes protestations. Lorsqu'il me fut enfin permis de prendre la parole, enfoui dans son fauteuil, il mâchonnait une plume d'oie, manifestement ennuyé d'avoir à m'écouter.

« Je m'efforçai de répondre point par point aux accusations dont j'étais l'objet. Pour ce qui est des mots : caste sacerdotale, dont on me reprochait de m'être servi, je répondis que le fait était faux de la plus grande fausseté, parce qu'un historien qui connaît la valeur des termes ne dira pas plus que le clergé catholique forme une caste, qu'il ne dira que les brahmanes de l'Inde forment un ordre. Ordre et caste ne sont point des mots qu'on puisse échanger indifféremment. Et d'ailleurs l'un n'est pas plus injurieux que l'autre aux yeux de l'histoire. Tout au plus est-ce une question de grammaire et je renvoyai mes accusateurs au dictionnaire des synonymes.

« Quant aux opinions que j'avais exprimées sur la loi de progrès qui semble gouverner les hommes, je n'y contredis point. Comment l'aurais-je fait? Cette doctrine me paraît non seulement une idée philosophique consolante, mais un principe fécond de la science historique. C'est un flambeau qui conduit l'historien dans l'obscur labyrinthe des faits humains, de même que le principe des *causes finales*, si admirablement

exposé par M. Cuvier, guide le zoologue ou le botaniste dans l'étude des faits naturels. Comme principe moral, ajoutai-je, la perfectibilité devrait parler à toutes les âmes douces et bienveillantes : comme principe religieux, montrant la Providence toujours présente ici-bas, dans le développement de son ouvrage, elle devrait toucher les âmes pieuses ; comme méthode scientifique, elle devrait être comprise des esprits éclairés.

« Ici le ministre m'interrompit du ton le plus rogue : — Mais Condorcet, monsieur, dont vous avez prononcé l'éloge, l'abominable Condorcet qui a *presque* voté la mort de son roi (1) ! — J'aurais pu répliquer, ce qui était vrai, que j'avais maintes fois réfuté, dans ce qu'il a d'absurde, le système de l'auteur des *Progrès de l'esprit humain*, mais l'attitude blessante de M. de Guernon-Ranville m'avait agacé les nerfs. Je ne pus retenir une innocente malice et je ripostai tout à trac :

— Votre Excellence a, je crois, étudié les mathématiques. Or Condorcet était un grand mathématicien ; vous partagez donc son opinion sur la division ; vous procédez comme lui dans l'addition et la soustraction et il était conventionnel ! Le respect m'empêche de tirer l'effroyable conséquence...

Restait mon crime de lèse-majesté contre la loi salique, car le chef d'hérésie ne méritait rien qu'un haussement d'épaule. M. de Guernon-Ranville était grand-maître de l'Université ; je me bornai donc à le renvoyer au troisième volume de la collection in-folio de dom Bouquet.

« Lorsque j'eus terminé, le ministre tourna vers moi un visage glacé :

— Ceci, monsieur, est un plaidoyer quand j'attendais un engagement, celui de surveiller votre parole à l'avenir. Vous pouvez vous retirer ; je vous ferai connaître ma décision.

« J'étais fixé sur mon sort et n'avais plus de ménagements à garder. Je décochai ma flèche du Parthe. — Votre Excellence n'obtiendra pas la promesse qu'elle exige ; j'agirai contre ma conscience, mon enseignement est exact, sincère et juste. »

(1) On connaît la déclaration de Condorcet au procès de Louis XVI : « Toute différence de peines pour les mêmes crimes est un attentat contre l'égalité. La peine contre les conspirateurs est la mort ; mais cette peine est contre mes principes, je ne la voterai jamais. Je vote pour la peine la plus grave dans le Code pénal et qui ne soit pas la mort. »

La sanction ne se fit point attendre. Huit jours plus tard, Amédée Thierry était révoqué. Il avait eu le temps de donner sa dernière leçon. Sa péroraison souleva des tempêtes. J'emprunte, en l'abrégeant, le récit d'un journal contemporain *l'Impartial de la Franche-Comté*.

« Le professeur, d'une voix altérée, adresse ses remercîments à ses auditeurs habituels, à la société bisontine tout entière et termine par ces mots :

« Le Dante, conduit par Virgile, parcourait les cercles les plus reculés de l'enfer. Dans un recoin obscur, enveloppé d'une atmosphère pestilentielle, il aperçut quelques damnés florentins qui avaient joué un rôle funeste dans les malheurs de la patrie, un rôle coupable dans les malheurs du poète. Il avait peine à les reconnaître, et se tournant vers Virgile : « Maître, dit-il, qui, sont ces hommes? — Que t'importe, lui répondit Virgile : la justice et la pitié les dédaignent également. Ne m'en parle plus, mais regarde et suis ton chemin. »

« Et moi, messieurs, si, dans une petite cause, il m'était permis d'invoquer de si grands noms, je vous dirais : que nous importent ces hommes? qu'importe à la vérité, à ma conscience, au souvenir sans tache que je désire vous laisser, quels hommes m'ont poursuivi et calomnié ? N'en parlons plus et prenons toujours le droit chemin. »

Ce que taisait la feuille libérale, c'était le beau tapage qui avait suivi. Exaspérés par l'allusion, les « sicaires » de la préfecture et de l'archevêché avaient voulu se précipiter sur l'orateur. Ses partisans l'avaient défendu. On s'était gourmé, on avait échangé des horions. Un cortège d'étudiants s'était formé pour reconduire à son domicile la « victime du P. Loriquet ». Durant plusieurs jours, son logis fut envahi de visiteurs. Toute l'opposition s'y donnait rendez-vous.

Les protestations prirent bientôt un tel caractère que M. de Beaumont crut devoir consulter en haut lieu. M. de Peyronnet se flattait d'être un homme à poigne. Il ordonna l'arrestation d'un « factieux ». Elle ne put être opérée. Quand les policiers se présentèrent, Amédée Thierry, averti à temps, avait pu gagner au large, passer la frontière suisse.

Il fut se réfugier à Genève, dans cette famille d'Espine, qui, dix-huit mois auparavant, avait accueilli son frère. Là, tout en partageant la vie de ses hôtes, se liant avec Candolle, correspondant avec Mignet, avec Jouffroy, avec Guizot, il attendit les événements.

Bientôt, ils se précipitaient. Aux premières nouvelles de la Révolution, l'exilé se hâta de sauter dans la diligence. Arrivé à Paris, le 1er août, il ne put joindre Guizot que le surlendemain. Nommé d'abord à l'Instruction publique par la Commission municipale siégeant à l'Hôtel de ville, celui-ci venait d'être transféré à l'Intérieur. Une responsabilité formidable pèse sur ses épaules. Toute l'administration centrale et départementale est à changer, à renouveler de fond en comble. Il a déjà commencé cette besogne d'épuration qui doit entraîner la mise à pied de 76 préfets et 196 sous-préfets, de 53 secrétaires généraux.

Amédée Thierry arrivait un peu tard à cette curée toute chaude. Les meilleurs postes étaient déjà pourvus. A l'offre d'une préfecture que lui adressa Guizot, il répondit en demandant le Doubs. C'eût été une belle revanche. Par malheur, Besançon avait déjà reçu son titulaire. Il dut se contenter de la Haute-Saône. Le 7 août, il recevait son investiture officielle et partait aussitôt pour Vesoul.

UN PRÉFET DE LA RÉSISTANCE

Ce ne fut pas toujours tâche plaisante qu'administrer un département français entre 1830 et 1840.

Les hommes de Juillet, comme ceux de 1789, ont été de grands faiseurs de lois. Croyant, eux aussi, fonder un monde nouveau, ils entendirent le doter d'institutions durables. L'organisation de la France administrative est sortie presque tout entière de leurs mains. Loi municipale de 1831, loi départementale de 1833, loi Guizot sur l'instruction primaire, loi Montalivet sur les chemins vicinaux, lois du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et du 11 mai 1845 sur les chemins de fer, toutes étudiées avec le plus grand soin, discutées avec science et profondeur, ont survécu au régime qui les avait promulguées. Les grands bourgeois, leurs auteurs, ont ainsi préparé la transformation morale et matérielle du

pays, sans s'apercevoir qu'ils frayaient la route à la démocratie qui les déposséda.

Par bien des côtés de son esprit, Amédée Thierry s'apparente aux Doctrinaires et ses opinions philosophiques sont encore à cette époque celles des libéraux de la Restauration. Il salua joyeusement le triomphe des idées qu'il avait naguère entendu défendre par ses amis du groupe *Aide-toi, le ciel t'aidera*, s'employa sans retard à le réaliser.

Le développement de l'instruction dans les campagnes, en particulier, éveille tout son intérêt.

Œuvre de Guizot, la loi du 28 juin 1833 est demeurée en France la grande charte de l'enseignement primaire. « Elle contient en germe, a dit Alfred Rambaud, tous les progrès de l'avenir et survit encore à nos révolutions. » Tout était à créer. Une enquête menée en 1832 révélait les faits les plus affligeants : l'ignorance des maîtres dont quelques-uns ne savaient pas lire, l'insalubrité morale et physique de l'école, un taudis presque toujours, souvent même une étable.

Aussitôt le préfet se mit à l'œuvre. Force bulletins insérés au *Recueil des actes administratifs* vinrent prescrire aux maires de faire connaître les besoins de leur commune, les ressources dont ils pouvaient disposer. Il entreprit une tournée de propagande, secouant l'indifférence des uns, réveillant l'apathie des autres. Parfois il trouvait des résistances à combattre. Le clergé montrait une méfiance extrême. Amédée Thierry prenait allègrement ses responsabilités. A la fin de 1834, il pouvait avec orgueil écrire à Guizot : « La Haute-Saône, mon cher ami, a gagné cette année 352 écoles et 11 040 élèves : *victrix causa diis placuit.* »

L'École normale d'instituteurs, entre autres, fut inaugurée à Vesoul, le 1er mai 1834, jour de la Saint-Philippe. « Cette création, constate un historien local, M. Louis Monnier, est le point de départ du développement de l'instruction primaire en Haute-Saône. On s'aperçut bientôt de grands progrès chez la gent écolière. L'année suivante, on entendit avec admiration le jeune Chaudey répondre imperturbablement à toutes les questions qui lui furent posées. »

Ce « jeune Chaudey » avait pour père le concierge de la Préfecture. Amédée Thierry lui fit obtenir une bourse au lycée. Il était, après une vie d'aventures, promis à un destin funèbre.

On sait comme Ange-Gustave Chaudey, proud'honien, proscrit de décembre, adjoint au maire de Paris, devait être fusillé sans jugement à Sainte-Pélagie, le 23 mai 1871, sur l'ordre assassin de Raoul Rigault.

En 1838, il y avait huit ans qu'Amédée Thierry administrait la Haute-Saône. C'était beaucoup, c'était peut-être trop. Il n'est point aisé de garder aussi longtemps la faveur publique. L'historien de la Gaule l'éprouvait depuis quelques mois. Les préfectures de Chartres et de Beauvais se trouvaient vacantes. Il se mit sur les rangs. Sous le régime du suffrage censitaire, les élections étaient le « pont aux ânes » de tout bon préfet. Celles de 1837 avaient tourné favorablement en Haute-Saône. Qui les avait obtenues pouvait se croire autorisé à réclamer cet avancement.

S'il en eut l'illusion, le réveil allait être brutal. Quelques semaines plus tard, en guise de promotion, Amédée Thierry recevait tout sec ce poulet ministériel :

Paris, 20 octobre 1838.

« Monsieur le préfet, par ordonnance rendue sur ma proposition, le Roi vient de disposer de la Préfecture qui vous était confiée.

« Je vous invite à vous rendre à Paris, où je dois conférer avec vous au sujet des nouvelles fonctions que le gouvernement du Roi désire vous confier. Recevez... etc... »

« Le Pair de France, ministre de l'Intérieur,

« MONTALIVET. »

LES RAISONS D'UNE DISGRACE

Quelles étaient les raisons de cette disgrâce? Elles ne semblent pas douteuses, si l'on considère la situation politique en cet automne 1838.

Nous sommes en pleine coalition. Défendra-t-on la prérogative royale avec Fonfrède; ou bien au contraire, avec Duvergier de Hauranne, la formule parlementaire : « le Roi règne et ne gouverne pas »?

L'histoire des deux cabinets Molé est le tournant critique du règne. Durant trente mois, on voit batailler Louis-Philippe,

afin d'organiser un régime, où, soustrait à l'influence des maires de palais, il puisse exercer le pouvoir par personnes interposées. On voit, sous Thiers et sous Guizot, les deux fractions conservatrices de la Chambre s'user l'une et l'autre par l'ambition de leurs chefs, et ne réussir qu'à se partager en deux groupes ennemis. Il faudra encore un an, deux ministères, la quadruple alliance, la menace d'une guerre contre toute l'Europe pour trouver une solution durable, celle des sept dernières années : alors s'établit entre Guizot et le Roi un compromis qui, par leur aveuglement mutuel, amènera la Révolution de février.

Au lendemain des élections indécises de 1837, Louis-Philippe, ce « Louis XI honnête », est décidé à jouer sa partie. Il a renouvelé sa confiance à Molé, de grand nom, de grande intelligence, avisé, sagace, délié, acquis à ses idées, qui a promis de défendre ses chères « lois du cœur » (1). Celui-ci s'est débarrassé de Guizot, éliminant rudement les « épigones », Duchâtel, Persil et Gasparin. C'est la brouille avec les doctrinaires; la rupture avec Thiers et son parti. Dès lors, par l'alliance des deux centres, avec l'appoint de la gauche dynastique, s'organise la *lutte* contre le « ministère de laquais ».

Dans la guerre au couteau qu'il soutient presque seul, le président du conseil a contre lui l'opinion des préfets. Ils ne croient pas à sa durée. Pour la plupart, nommés par Guizot ou par Thiers, leurs patrons de la veille leur apparaissent comme ceux du lendemain. Ils hésitent à s'engager contre eux pour des chefs de passage, se montrent tièdes ou franchement hostiles. Au début d'octobre, méditant peut-être déjà la dissolution qu'il fera prononcer cinq mois plus tard, Molé résolut d'agir.

On ne disposait point alors aussi facilement des préfets qu'aujourd'hui. On les ménageait, on comptait avec eux. Ce fut donc un coup d'éclat, une véritable manifestation politique, lorsque 20 d'entre eux et 37 sous-préfets se virent soudain changés ou déplacés, certains admis à la retraite, plusieurs appelés à d'autres fonctions. Montalivet avait été chargé de dresser la liste noire. Il détestait Guizot, ne lui pardonnant pas de l'avoir, un an plus tôt, écarté du pouvoir. Joyeusement, il choisit ses victimes parmi les amis déclarés de « l'austère

(1) Les lois d'apanage et de dotation par lesquelles Louis-Philippe voulait augmenter la fortune de ses enfants.

intrigant ». Amédée Thierry se trouvait tout désigné et fut aussi l'une des premières.

Cependant, rentré en grande hâte à Paris, le préfet si brutalement remercié avait aussitôt couru au ministère. Montalivet le reçut froidement, éludant toute explication. En quittant la rue de Grenelle, Amédée Thierry était fixé : il ne devait compter que sur soi-même. Heureusement les relations ne lui manquaient pas, il mit sur-le-champ ses amis en campagne.

Contre cette hécatombe administrative, ce « massacre des innocents », les adversaires du cabinet entraient vigoureusement en lice. Leurs journaux, la *Presse*, le *Siècle*, le *Constitutionnel*, tonnaient et fulminaient. Un vent d'interpellation se levait à la Chambre. L'aventure tournait mal. Se résignant à composer, Molé réintégra plusieurs des fonctionnaires sacrifiés. Le préfet de la Haute-Saône figurait parmi eux, mais tout nouvellement fiancé, il ne désirait plus retourner à Vesoul.

L'année précédente, il avait retrouvé à Luxeuil le témoin de ses essais malheureux en médecine. Le petit prosecteur d'anatomie était devenu l'un des maîtres de la science. M. le docteur Breschet, professeur à la Faculté, membre de l'Institut, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu. Sa fille l'accompagnait. Vingt années révolues avaient transformé en grande et belle personne, la blondinette jadis rencontrée par l'apprenti-carabin, pendue aux jupes maternelles.

L'amitié d'autrefois fut vite renouée. Cette intimité se fit plus étroite encore, lorsqu'après sa mise en disponibilité, Amédée Thierry vint regagner Paris. Dans l'épreuve qu'il subissait, il lui fut doux de trouver accueil et réconfort au foyer du professeur. M^lle^ Gabrielle lui témoignait une préférence chaque jour plus marquée. Vers la fin de novembre, il risqua sa demande. Sa recherche fut agréée, la future madame Thierry demandait cependant à ne point s'exiler en province.

Le docteur Breschet connaissait Barthe dont il était le médecin. Amédée Thierry, de son côté, l'avait autrefois approché au *Globe*. Or les nominations au Conseil d'État appartenaient au garde des sceaux. C'était la solution expédiente. Molé, ni Montalivet n'ayant point soulevé d'objections, celui qu'ils avaient voulu briser fut, en guise d'étrennes, pourvu, par ordonnance royale, d'un emploi de maître des requêtes, le 3 janvier 1839.

« LE LIVRE QU'AURAIT ÉCRIT MONTESQUIEU »

Héritier diminué de la grande assemblée impériale, le Conseil d'État de Louis-Philippe, présidé par Girod de l'Ain, fut avant tout une compagnie laborieuse. Formés à la rude école des Muraire et des Siméon, de vieux conseillers blanchis sous le harnais : un Maillard, un Bérenger, un Allent, un Taboureau, y gardaient le secret des méthodes et des disciplines. Son œuvre a été grande. On ne saurait marchander le respect aux hommes de savoir et de bonne volonté qui ont préparé les lois sur l'instruction primaire, sur les chemins vicinaux, sur les chemins de fer, les marques de fabrique, les brevets d'invention, la propriété littéraire.

Amédée Thierry, ayant prêté serment le 9 janvier, prit séance le lendemain au Comité de l'Intérieur et de l'Instruction publique. Il doit appartenir vingt et un ans au Conseil, y nouer de fidèles amitiés, y acquérir une science juridique, une connaissance approfondie de l'administration, des qualités d'ordre, d'exactitude, de logique et de clarté dans la discussion, dont on retrouve la marque dans la suite de son œuvre.

Ce labeur difficile et nouveau n'absorbe pas toute son activité. Dans son appartement de la rue Saint-Dominique, entre sa jeune femme et le fils qui lui est né, il s'est remis au travail, a repris joyeusement son œuvre interrompue. A Vesoul, ses études de prédilection n'ont pas été négligées. Pour se reposer des paperasses officielles, il a entrepris de continuer l'*Histoire des Gaulois* jusqu'à la conquête franque, de montrer comment s'est opéré le mélange du génie latin avec l'esprit natif de la race gaélique. Ce problème, alors tout neuf, avait occupé tous les loisirs que lui laissaient ses devoirs de préfet. Comme son frère, Amédée Thierry composait lentement et vivait longtemps avec ses personnages. L'année 1839, une partie de 1840, furent prises par la rédaction de l'ouvrage, dont le premier volume parut chez Perrotin au mois de mai. L'auteur avait donné en janvier, à la *Revue*, un fragment étendu de son Introduction : *De la politique romaine envers les peuples conquis*. C'est le début d'une collaboration continue qui se prolongera durant plus de trente ans.

L'historien a dès lors choisi le terrain qu'il n'abandonnera

plus. Il s'est établi dans les premiers siècles de notre ère, entre le monde ancien qui s'achève et le monde nouveau qui s'ébauche. Époque capitale où l'Empire reçoit des barbares la force qu'il a perdue, leur donne à son tour, pour parler comme Bossuet, « l'esprit qui leur manque », les convertit au christianisme et leur apprend à se gouverner.

Son talent entre ici dans une phase nouvelle. La philosophie vient compléter l'histoire. L'esprit mûri par l'expérience, développé par l'âge et la réflexion se sent entraîné vers des spéculations plus hautes. C'est la période des déductions neuves et hardies, l'heure où l'écrivain se juge assez fort, tout en restant respectueux, pour se mettre en face de Montesquieu, pour opposer à la doctrine des *Considérations* une doctrine nouvelle, celle de la réaction du vaincu sur le vainqueur. Amédée Thierry se montre vraiment novateur, défendant pareilles idées en 1840, dans l'introduction à l'*Histoire de la Gaule sous l'administration romaine*.

Cette *Introduction*, il doit la reprendre et la développer plus tard, en composer le *Tableau de l'Empire romain*. Nous en reparlerons à son heure, voulant examiner maintenant, au regard de la science moderne, après tant d'autres travaux qui l'ont suivi, ce qui reste d'un livre vieux de quatre-vingts ans.

Amédée Thierry était un admirateur convaincu de la « chose romaine », de l'*Imperium*, de cette unité colossale dont le véritable nom est *Romanitas*, en face de cette autre unité diffuse, flottante, extérieure, dont le nom exact est *Barbaria*. Un tel sentiment, à travers Bossuet et l'abbé Dubos, il l'a puisé dans Montesquieu. Ce sera celui de tous les maîtres de sa génération, à commencer par Guizot. Doit-on le juger excessif? Oui, peut-être, mais on ne saurait reprocher à l'historien de l'avoir adopté tout entier, sans restrictions, ni réserves, d'avoir seulement montré dans la Gaule l'élève et l'héritière du génie latin.

Dans ce grand et noble livre, les *Institutions de la France*, Fustel de Coulanges a repris le même sujet. A côté du principe organisateur auquel les Romains soumirent la Gaule, à la subordination des hommes à la loi, à l'autorité publique, à la toute-puissance de l'État, il a mis en lumière la persistance de l'esprit celtique à qui la civilisation romaine n'a point fait perdre son caractère primitif. Sans manquer à cette sereine mémoire,

on peut avancer qu'Amédée Thierry, avec moins de rigueur scientifique, l'avait indiqué avant lui.

De nos jours, avec une conviction toujours grandissante, M. Camille Jullian renchérit sur la thèse de Fustel. Pour l'éminent historien, « le génie latin n'a pas transformé la nature et le tempérament des hommes de la Gaule ». Cependant, avec regret, il est bien obligé de constater son influence essentielle, et ce que les Gaulois ont reçu de Rome et que gardiens de la vertu romaine, ils ont continué son œuvre : « Quand l'empire tombera, ils conserveront ce qu'ils ont reçu de lui »; et que nulle part aussi la patrie romaine ne fut plus longtemps aimée ni plus dignement célébrée qu'en Gaule.

L'*Histoire de la Gaule* est demeurée inachevée. Son troisième et dernier volume s'arrête à la mort de Théodose. On l'a dit, dans la pensée première de l'auteur, deux autres devaient suivre, qui retraceraient la fin de cette histoire jusqu'à l'avènement des Capétiens. Les grandes figures qu'il rencontra sur sa route, Attila, Eutrope, Stilicon, Alaric, le détournèrent de ce projet A la fin de sa vie, il songeait pourtant à le reprendre. Il existe dans ses papiers un long inventaire de fragments imprimés ou manuscrits se rapportant à cette période. Des notes étendues, quelques développements hâtivement rédigés, un aperçu des vues d'ensemble s'y intercalent. On y peut distinguer que l'historien entrevoit déjà ce que Fustel de Coulanges établira magnifiquement dans la suite : l'affaiblissement progressif de l'autorité politique coïncidant avec l'extension du patronage, de la sujétion individuelle, de l'obéissance volontairement acceptée de l'homme à l'homme et l'accroissement du bénéfice, c'est-à-dire la dépendance de la terre : tout le régime féodal.

Le succès de la nouvelle œuvre répondit à celui qui avait salué l'*Histoire des Gaulois*. Jouffroy portait ce jugement : « C'est le livre qu'aurait écrit Montesquieu, si Montequieu eût vécu de nos jours. »

Avant d'enfermer l'oncle aux Invalides, Louis-Philippe avait mis le neveu en cage à Ham. Louis Bonaparte, se livrant en prison à ses méditations sociales, heureux de rencontrer un défenseur des Césars, envoie ses impressions à sa filleule, M^me^ Cornu :

Fort de Ham, le 5 octobre 1842.

« Ma chère filleule,

« C'est aujourd'hui un triste anniversaire pour moi et je veux m'en distraire en vous écrivant. Les épanchements du cœur sont les meilleurs remèdes aux maux de l'âme.

« Je viens de lire l'introduction à l'*Histoire de la Gaule* par M. Amédée Thierry et je ne saurais vous exprimer, aussi bien que je le sens, toute mon admiration pour l'auteur de ce bel ouvrage. Voilà ce que j'appelle de l'histoire, c'est-à-dire la représentation vraie, lucide, philosophique, des causes et des effets qui font vivre, grandir et mourir les peuples.

« Qu'importe au philosophe que Tibère, par exemple, ait eu son coin de folie et qu'il ait fait nommer son cheval sénateur, si, malgré ses vices, il a suivi la politique de César dans l'intérêt du monde civilisé. Les eaux stagnantes qui croupissent sur les rives du Tibre, doivent-elles vous empêcher d'apercevoir, de suivre et de décrire le cours majestueux de ce fleuve? Non, l'historien ne doit pas s'arrêter à énumérer les qualités ou les défauts privés des hommes qui ont marqué sur la scène du monde. Ils doivent rechercher, comme l'a fait M. A. Thierry, quels sont les grands intérêts qui les ont mis à la tête de la société; et comment ces intérêts ont été assez forts pour les maintenir au pouvoir malgré leurs vices, ou trop faibles pour les y conserver, malgré leurs vertus. J'ai lu avec la plus vive émotion, car tout ce qui est beau et vrai m'émeut, cette brillante analyse de l'histoire romaine, où l'on voit clairement que l'empire des Césars n'est pas le cloaque immonde où la cité éternelle est venue se perdre, au milieu des luttes de soldats et des débauches d'empereurs; mais au contraire la période mémorable où Rome répand sur le monde les droits et les lumières que la république avait concentrés dans la seule Italie. Voilà, me direz-vous, un bel enthousiasme, mais, ma chère Hortense, mon cœur ne vieillit pas et la *vérité historique* me semble devoir être, après la religion, tout ce qu'il y a de plus sacré au monde. Car l'une et l'autre sont les deux guides principaux de notre existence : la religion en nous montrant l'avenir, l'histoire en nous montrant le passé. Combien, en lisant les ouvrages classiques de la littérature moderne, je regrette de ne pouvoir connaître leurs auteurs! Il y a toujours tant de charme dans la

société des hommes de science! et quand on admire la chose créée, on désire toujours connaître le créateur.

« Adieu, ma chère Hortense, recevez de nouveau l'assurance de ma sincère amitié.

« Napoléon-Louis B. »

L'Institut ne tardait point à consacrer un si beau triomphe. Le 6 janvier 1841 était mort le baron Bignon. L'historien de Napoléon, l'ancien ministre des Cent-Jours, laissait un fauteuil vacant aux Sciences morales et politiques. Sur les conseils de Mignet, appuyé par Jouffroy, Amédée Thierry, déjà correspondant de cette Académie depuis 1833, posa sa candidature. Il avait pour compétiteur le diplomate-voyageur Léon de Laborde, protégé par Chateaubriand, et l'orientaliste Jules Mohl, devenu l'époux de miss Clarke, l'aventure oubliée de sa jeunesse. La lutte s'annonçait vive, le résultat incertain. Augustin Thierry se jeta dans la bataille, menant pour son frère la plus ardente campagne. « Je suis bien heureux, pouvait-il écrire à sa belle-sœur, vers la fin de février, de vous affirmer qu'Amédée est désormais certain d'un assez grand nombre de voix au premier tour, pour se voir assuré du succès aux suivants.»

Il n'en fut pas besoin : le 13 mars, Amédée Thierry recueillait d'emblée l'unanimité des suffrages.

Ainsi le second fils du petit organiste de Blois suivait à peu d'années d'intervalle, son aîné sous la Coupole. L'espoir orgueilleux de ses vingt ans était réalisé. Jeune encore, il prenait rang parmi l'élite qu'il admirait jadis. Mais plus heureux que le guide fraternel, conducteur de ses pas dans la science, il n'avait point chèrement payé sa victoire au prix de ses yeux perdus, de son corps paralysé.

AVE CAESAR !...

La révolution de février ne le surprit guère. Depuis longtemps il sentait venir la foudre.

« Quel chemin, mon cher ami, écrivait-il le 30 décembre 1847, à Marc d'Espine, quel chemin l'Europe est en train de parcourir, depuis vos émeutes de Genève ! J'ai grand peur que le canon qui a résonné chez vous n'ait plus d'un retentissement prochain.

« Je suis effrayé, je l'avoue. La république serait-elle un remède à nos maux ? On le promet, mais peut-on le croire? Quoi qu'en disent Louis Blanc et consorts, le peuple est un méchant maître et je ne saurais prendre mon parti de sa victoire, si la barbarie doit envahir partout la liberté. »

Il ne prit aucune part aux événements, se bornant à regretter dans une lettre intime, ce piteux départ de Louis-Philippe, « pareil à celui d'un banquier qui fait faillite et que ses commis abandonnent ». De même il refusa le mandat législatif que lui offraient ses amis de la Haute-Saône. La révolution l'avait dépossédé de son emploi au Conseil d'État. Dans sa retraite, il assiste, de jour en jour plus inquiet et tremblant pour la France, aux lugubres scènes qui marquent le printemps de 1848.

L'élection du 10 décembre le remplit de joie. Au milieu de l'anarchie où naufrageait le pays, il aperçut en Louis-Napoléon, le restaurateur providentiel de l'ordre social ébranlé. Cinq millions six cent mille Français partageaient alors sa croyance.

Était-ce donc, chez l'ancien préfet de juillet, conversion de circonstance, palinodie délibérée selon Talleyrand son ancien maître, ralliement ambitieux au soleil levant? Non, sa conviction était sincère.

Amédée Thierry, rappelons-le, nous est apparu d'abord comme un juvénile admirateur de l'Empire. Plus tard, ses recherches d'histoire lui ont montré dans le principe d'autorité, le facteur indispensable à la conduite des peuples. Appartenant à cette forte génération libérale, formée dans les luttes de la Restauration, il a cru fonder avec elle, en 1830, un gouvernement définitif, capable d'assurer à la France ce que possède l'Angleterre depuis cent cinquante ans. Ce gouvernement est tombé, mais la France demeure qu'il aperçoit en péril. Il sent l'obligation d'incliner ses principes devant les nécessités publiques. Avec bien d'autres libéraux de 1820, il pense en effet : « la forme du gouvernement est un fait accessoire qui peut varier suivant l'esprit du temps. » Ce qui doit rester intangible, c'est le respect des droits individuels, ce sont les règles qui permettent aux nations d'exister. Or, qu'entrevoit-il? jetant les yeux autour de soi. A gauche, la marée démagogique qui le révolte et l'épouvante; à droite, l'esprit le plus étriqué, subordonnant le fond à la forme; deux grands partis monarchiques divisés entre eux, préférant chacun laisser périr la patrie,

plutôt que la sauver par d'autres voies que la sienne propre.

Il se tourna vers un troisième qui lui sembla l'avenir.

Louis-Napoléon, ce grand méconnu, qui devait, comme Henriette de France, « traverser dans une seule vie toutes les extrémités des choses humaines », avait hérité de sa mère un charme de séduction incomparable. Il possédait les trois grandes vertus du prétendant : courage, reconnaissance et générosité. L'histoire dépouillée des mensonges le montre toujours simple et bon, inébranlablement fidèle à ses amis, indulgent à ses adversaires, bienveillant pour tous.

Il réserva son plus souriant accueil à l'admirateur des Césars, dont il avait, dans sa prison de Ham, si fort apprécié la maîtrise. De son côté, celui-ci avait médité la pensée du grand Empereur : « Lorsque le pouvoir a donné la mesure de son insuffisance, si le sauveur impatiemment attendu donne tout à coup signe d'existence, l'instinct national le désire et l'appelle; les obstacles s'aplanissent devant lui et tout un peuple, volant sur son passage, semble dire : Le voilà. »

Salus patriæ suprema lex : l'idée napoléonienne lui parut, comme à tant d'autres, le moyen héroïque destiné à rétablir la société bouleversée, à concilier l'ordre avec la liberté, le droit populaire et les principes d'autorité.

Le coup d'État ne révolta point sa conscience. Qu'apparaissaient donc aux Républicains le 10 août et le 18 fructidor? En 1852, il s'était vu rappeler au Conseil d'État élargi et reconstitué. Il fut promu conseiller d'État le 14 mars 1853. L'élevant si vite, Napoléon III ne se souvenait pas seulement de l'historien qui s'était assez prononcé sur la nécessité de l'Empire à Rome, pour lui paraître disposé à servir l'Empire en France, il récompensait en même temps l'auteur de cet *Attila* qui, depuis quinze mois, était l'un des plus grands succès de la *Revue*.

LE « FLÉAU DE DIEU »

L'historien est pareil au limier en quête : la moindre brisée le détourne sur une voie nouvelle.

Poursuivant ses travaux, Amédée Thierry avait, au milieu du v^e^ siècle, rencontré sur sa route une énigmatique et formidable figure.

Attila! le génie maléfique, qui en six ans avait subjugué

les Slaves et les Sarmates, entraîné les hordes nomades rôdant de la Chine à l'Oural et précipité l'Asie sur l'Europe épouvantée. La bataille des champs catalauniques!... mêlée gigantesque, dont les proportions, avant la Marne et Verdun, déconcertaient. Attila!... à compulser les textes, le dépouilleur d'annales découvrait ceci. L'écho de ses aventures s'était perpétué dans des chants que les générations répétaient d'âge en âge. Alors même que l'histoire succédait à la légende, le prestige de ces souvenirs persistait encore. L'annaliste Simon Kéza, racontant en 1572 le couronnement de Rodolphe, croyait donner la plus haute idée des magnificences déployées dans cette cérémonie, en terminant son récit par ces mots : « On eût dit une fête du roi Attila. »

A mieux étudier le colosse, l'historien se sentait gagné par l'enthousiasme. Attila n'est pas seul à remplir la scène. Autour du « maillet qui frappait le monde » s'agitent d'autres grandes figures : le pape Léon, le patrice Aetius, saint Aignan, défenseur d'Orléans, saint Loup, sauveur de Troyes.

Quels caractères à tracer, quelle épopée à rendre! Ce n'est pas tout encore. Ce premier Empire hunnique n'a point disparu comme ces pluies d'orage qui s'écoulent sur des ruines. Un second lui succède, celui des Avars. Son *Kha-Khan*, Baian, est un digne émule d'Attila. Il entre en lutte avec l'empire byzantin, fait trembler les *basilei* derrière les murailles de Constantinople. Non sans peine, Héraclius l'avait abattu.

Ceci, s'intéresser à l'histoire oubliée de Byzance, en 1850, était une nouveauté, presque une hardiesse. Depuis du Cange et Lebeau, les études relatives au moyen âge grec ont perdu droit de cité en France. Le silence s'est fait sur Héraclius et Nicéphore-Phocas, sur Jean-Zimiscés et Basile le Bulgarochtone, sur les Comnène et les Paléologue. Le nom de Byzance n'évoque plus qu'une idée vague de décadence raffinée et sanglante, de discussions théologiques, de révolutions et d'assassinats. « Bien peu de personnes, constate justement M. Diehl, soupçonnaient que pendant près de dix siècles, cet empire méconnu avait été l'un des facteurs essentiels de la civilisation, que sa capitale, pendant près de dix siècles, avait été le Paris du moyen âge, que son histoire millénaire n'était pas autre chose que l'histoire d'une moitié de l'Europe, pendant le moyen âge tout entier. » Ce fut l'honneur d'Amédée Thierry de retrouver le filon aban-

donné, de ressaisir la piste que les Louis Leger et les Alfred Rambaud, les Charles Diehl et les Gustave Schlumberger ont frayée depuis avec tant d'éclat.

Il avait sous la main les sources les plus connues : Ammien Marcellin, Priscus, Jornandès, les chroniques d'Idace et de Prosper d'Aquitaine. Les ayant épuisées, il aborda les écrivains byzantins : Théophane et Nicéphore, la collection des Bollandistes. Il consulta les *Eddas*, s'enfonça dans le cycle des poèmes germaniques. Dans sa correspondance, on le voit cherchant à glaner partout des renseignements, interrogeant l'érudit saxon Scaffert, l'historien danois Japhetus Skeenstrop et le baron d'Eckstein sur les *sagas* scandinaves. Le résultat de cette patiente et minutieuse enquête fut l'*Histoire d'Attila et de ses successeurs* saluée par Augustin Thierry avec un transport tout fraternel et publiée par la *Revue* de 1852 à 1856.

L'auteur avait-il vraiment rempli tout son dessein, restitué à l'Attila véritable son exacte physionomie?

Trop orgueilleusement peut-être, il se l'imaginait.

Le savoir humain sera toujours « un perpétuel devenir ». Malgré l'infinie conscience de ses recherches, depuis qu'écrivait Amédée Thierry, les chroniqueurs byzantins, presque ignorés de son temps, ont livré aux fouilleurs du passé bien des richesses nouvelles. S'il les avait connues, sans doute eût-il voulu tracer de cet Héraclius, qui l'attirait, un portrait moins sommaire, montrer, à côté du général victorieux des Perses et des Avars, le théologien imprudent, défenseur du *Monothélisme*, dont la politique religieuse préparait à l'Empire de longues dissensions et de graves conflits.

La partie la moins contestable de l'œuvre demeure donc les chapitres où l'écrivain ressuscite le type légendaire de son héros. C'est en effet dans la légende qu'Attila prend sa véritable existence. Chaque peuple s'empare de cette figure brute et la modèle suivant ses instincts. L'Italie la ravale, l'Allemagne l'idéalise. Impossible de composer un récit plus complet, plus clair et mieux ordonné avec une telle poussière de traditions éparses, disparates et fragmentaires. Amédée Thierry a merveilleusement réussi ce *puzzle* délicat. Les contemporains en jugèrent bien ainsi. *Attila*, pour une œuvre d'histoire, fut un gros succès de librairie. Gustave Merlet, Louis Moland, Paul de Saint-Victor lui décernèrent force louanges.

Mais, par-dessus tout, les Hongrois s'enthousiasmèrent. Rameau probable, comme l'indique leur nom, de la branche hunno-ongrienne, ils admiraient dans Attila leur plus glorieux ancêtre. L'œuvre d'Amédée Thierry fut saluée à Buda-Pesth comme un monument national. Boldenyi proclama qu'elle démontrait de façon certaine les origines hunniques de la nation magyar. L'historien ayant autorisé M. Charles Szabo à traduire en hongrois cet ouvrage, l'Académie royale l'admettait tout d'une voix parmi ses membres étrangers.

LE CRÉPUSCULE DE ROME

Beaucoup de ses amis n'avaient pas moins regretté qu'il se fût laissé détourner par le roi des Huns de ses travaux sur la Gaule romaine. Mignet, le premier, qui écrivait : « Il faut absolument, mon cher Amédée, que vous repreniez vos études sur l'union qui a existé sous les Romains et jusqu'à Charlemagne, entre des pays que la féodalité a disjoints. Vous n'aurez jamais traité un sujet plus riche et vous n'aurez jamais rien fait de plus utile. » Amédée Thierry, cependant, ne se laisse pas convaincre. Il est tout entier au drame du v^e^ siècle et comme envoûté par lui. Sans cesse, il a sous les yeux l'immense écroulement du monde romain. Il examine une à une les parties ruineuses du prodigieux édifice.

Deux grands faits généraux donnent au v^e^ siècle une physionomie à part; le combat de la *Romanité* contre la *Barbarie*, celui de l'Église contre les Césars, de l'orthodoxie contre l'hérésie et le schisme.

Avant d'aborder l'histoire religieuse, Amédée Thierry commencera par l'histoire politique; le récit des événements qui s'étendent depuis la mort de Théodose jusqu'à la chute de Rome impériale et l'extinction de l'autonomie italienne. Ils forment les actes successifs d'un drame aux sombres péripéties, ils sonnent chacune des heures qui tombent entre l'agonie et la mort du grand empire.

Les causes suprêmes de la catastrophe qui sépare le monde ancien du monde moderne s'inscrivent dans ces dernières années. A peine, cependant, si les historiens ont touché à cette époque grandiose! Lebeau l'a effleurée dans son *Histoire du Bas-Empire*, mais chez l'écrivain du xviii^e^ siècle, quelle confusion!

malgré ses recherches de beau langage, quelle misère du style! Quant à Lenain de Tillemont, prêtre et janséniste, il abdique par conviction toute liberté.

Il faut sortir de France, aller en Angleterre, pour trouver Gibbon, bien supérieur à Lebeau comme artiste et comme penseur. Mais Gibbon, pour mieux donner à la *Décadence et la chute de l'Empire romain* un tour philosophique, abrège le récit et sélectionne les faits. On peut admirer dans cette œuvre célèbre la grandeur imposante du dessin, on y perçoit trop la sécheresse des détails, — les détails qui sont l'âme de l'histoire.

Chroniqueurs, épistolaires, panégyristes, hagiographes ou poètes, les sources contemporaines ne manquent cependant pas à qui veut y puiser. Après Claudien et Rutilius Numatianus, Sidoine Apollinaire, le chancelier de Théodoric, Cassiodore, Jornandès et les Byzantins abondent en indications pittoresques, révèlent bien des faits particuliers, initient à la vie de leur temps, qu'ils permettent d'évoquer. Et telle fut, en effet, l'ambition d'Amédée Thierry : ressusciter le v^e^ siècle.

A l'érudition ou la philosophie des œuvres précédentes, aux vues générales, aux théories et aux systèmes, vont succéder, dans ces récits, de pénétrantes analyses de mœurs et de caractères. La forme acquiert l'ampleur avec le coloris, l'écrivain complète le savant.

Après entente avec François Buloz, les *Récits de l'Histoire romaine au* v^e^ *siècle* devaient paraître en deux séries. Le 15 juin 1857, la *Revue* publia le premier : *Sidoine Apollinaire à Rome*.

Dans la période chaotique et tumultueuse comprise entre la mort de Théodose et le couronnement de Théodoric, c'était commencer par la fin. Le curieux personnage de Sidoine, tout ensemble poète épique, évêque de Clermont, dignitaire et ministre de l'empereur, avait inspiré cette préférence.

Aux yeux les plus difficiles, le rapprochement s'imposait désormais entre les deux frères. « Il y a dans le titre que vous avez choisi un précieux souvenir, écrit Villemain, mais on trouve aussi des traditions communes qui les justifient. C'est le même nom à la première page et celles qui suivent rappellent aussi le même héritage, le même bien de famille, si je puis parler ainsi. »

Buloz harcelait l'auteur, réclamant une suite impatiemment désirée. Le despote exigeant de la rue Saint-Benoît dut

attendre pourtant. Le 18 janvier 1860, Amédée Thierry était élevé à la dignité de sénateur.

L'OCCIDENT A L'ABANDON

Depuis quelque temps, il était question de son entrée au Luxembourg, parmi l'élite aristocratique ou intellectuelle du pays : à côté des Mortemart, des Beauvau, des Caumont la Force, des Bauffremont, des Ségur d'Aguesseau, mais aussi des Leverrier, des Élie de Beaumont, des J. B. Dumas, des Mérimée, des Portalis et des Boulay de la Meurthe.

A beaucoup d'autres, le sénat, ce maréchalat des carrières civiles, eût paru l'*otium cum dignitate*, ce repos dans la grandeur, idéal de la sagesse antique. Il n'en fut pas ainsi d'Amédée Thierry. Son bâton de maréchal ne lui semble pas devoir être nécessairement un bâton de vieillesse. Il se montra sénateur consciencieux, prenant une part active au labeur de la haute assemblée. Mais, en entrant au Luxembourg, il ne cessa point d'être historien, et jamais, au contraire, ne le fut davantage. Ses travaux les plus originaux s'inscrivent dans la courte période décennale qui prend fin en 1870. Les loisirs qu'il put alors trouver, ont été des loisirs occupés. Dès le mois de novembre, il reprend dans la *Revue* ses articles interrompus.

Ces *Nouveaux récits de l'Histoire romaine* retracent des temps lugubres : la première et courageuse agonie de Rome, la lutte contre un destin inéluctable des cœurs les plus droits, des esprits les plus clairvoyants d'un univers à son déclin.

Pour guide, il a pris Claudien : guide passionné s'il en fut, par conséquent suspect, mais combien vivant et pittoresque. Il n'existe, pour aucune époque de l'histoire, de documents plus précieux que ces pamphlets politiques, écrits au jour le jour, sous l'inspiration des haines de l'Italie, récités devant Honorius et le sénat de Rome.

Faut-il, avec Gaston Boissier, regretter qu'Amédée Thierry se soit inspiré « d'un poète trop nourri de rhétorique pour présenter les événements tels qu'ils se passèrent » ; qu'il lui ait parfois accordé une confiance excessive ? En conscience, on n'aperçoit pas qu'un tel reproche soit fondé. Toujours l'historien sait faire le départ entre le témoignage sincère et l'exagération passionnée.

Claudien, au surplus, n'est pas la seule source qu'il ait consultée. Il confronte sans cesse l'ami de Stilicon avec les autres écrivains de son temps. Ce qu'il lui doit, c'est de montrer sous les plus vivantes couleurs le monde officiel en son aspect d'apparat, de nous initier aux convictions patriotiques du conservatisme romain à ses derniers jours. Comme Lucain et Juvénal, le poète de *l'Enlèvement de Proserpine* a le don du développement et de l'image. Amédée Thierry a su faire passer dans sa prose l'éclat chatoyant de ses vers et mériter l'éloge que lui adresse le même Gaston Boissier : « Vous avez su tirer de Claudien autant de pittoresque que votre illustre frère a tiré de Grégoire de Tours ; sous le poète brillant, vous avez reconnu le philosophe ; vous avez ressuscité les écrivains qui menaient le deuil des constitutions antiques, les lettrés qui suivaient le convoi des lettres, les artistes qui assistaient à la destruction des chefs-d'œuvre et qui pressentaient la proscription de l'art ».

« L'Occident est à l'abandon ! » s'écriait déjà Bossuet. Théodose a pu retarder la débâcle militaire de l'Empire. Il a précipité sa décomposition sociale. En cinquante ans, la grande ruine est consommée. Les Barbares enrégimentés se sont emparés du monde romain. Au milieu des *clarissimes*, des *nobilissimes*, des *perfectissimes*, on aperçoit, hautains et graves, les fils de ces chefs germains qui avaient apparu naguère, les mains liées, dans le cirque de Trèves.

Les Barbares n'expliquent pas tout. D'autres forces avaient concouru au désastre. L'écrivain fut amené à considérer de plus près qu'on n'avait fait avant lui, la part de responsabilité encourue par l'Église dans la catastrophe. Il le fit sincèrement, avec respect, sans abdiquer toutefois son ministère de juge.

Or, cette Église du v^e^ siècle est fort loin de présenter toujours un spectacle édifiant. Mgr Duchesne l'a reconnu lui-même : « La masse était chrétienne, comme le pouvait être la masse, de surface et d'étiquette ; l'eau du baptême l'avait touchée, l'esprit de l'Évangile ne l'avait pas pénétrée. » Un critique qu'on ne soupçonnera pas de sectarisme antireligieux, Saint-René Taillandier, portait alors sur elle ce jugement dans la *Revue* (1) : « L'Église du v^e^ siècle a été bien des fois

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1860.

mesquine et tracassière, passionnée pour les petites choses et insouciante des grandes. Comblée de richesses et d'honneurs, elle attirait bien des lévites que la grâce n'avait pas touchés... »

Ces tares, au nom de la vérité historique, Amédée Thierry ne les pouvait dissimuler. De même est-il bien obligé de montrer dans le Christianisme, à cette époque, une cause de trouble et de dissociation pour l'Empire. Nous avons donné l'opinion de Saint-René Taillandier, nous retiendrons, à présent, celle de Gaston Boissier. « On est bien forcé d'avouer que le christianisme n'a fait qu'introduire un élément nouveau de désordre dans ce malheureux pays déjà si divisé. Au moment où il lui importait le plus de s'unir contre l'ennemi commun, les dissensions religieuses se joignent aux troubles civils pour achever de l'affaiblir. Certes, le paganisme n'aurait pas sauvé l'Empire, mais il est bien sûr que la victoire du christianisme l'a fait mourir plus tôt. » Telles étaient les conclusions d'Amédée Thierry. Elles demeurent celles de la science actuelle. M. Guglielmo Ferrero les a éloquemment défendues à son tour dans *la Ruine de la civilisation antique*.

Seulement, l'auteur des *Récits de l'histoire romaine* les formulait en 1864, l'année de l'encyclique *Quanta cura* et du *Syllabus*, en pleine et fougueuse réaction ultramontaine. Si déférentes et modérées fussent-elles, il ameuta contre lui tous les professionnels de l'injure, les *Déodat* de l'*Univers*, pour qui l'histoire ne doit pas être, suivant le mot de Renan, « essentiellement désintéressée ». Son nom est désormais inscrit sur leurs listes noires. Quelques mois encore et nous verrons, à propos de *Saint Jérôme*, un Léon Aubineau, insulteur déjà de l'aîné des Thierry, lancer contre le cadet les plus outrageantes calomnies.

Cinq années séparent la publication des *Récits de l'Histoire romaine au* v^e^ *siècle*, de celle des *Nouveaux Récits*. L'auteur, dans l'intervalle, avait entrepris un travail important, remaniant et développant son introduction à l'*Histoire de la Gaule sous l'administration romaine*, pour en tirer un ouvrage considérable : le *Tableau de l'Empire romain*.

A. Augustin-Thierry.

(*A suivre.*)

DANS
LES PRISONS DE L'U.R.S.S.

1924-1926

III [1]

AU CAMP DE CONCENTRATION

Une pluie fine tombait. Les passants, qui cheminaient tristement dans le crépuscule d'automne, nous jetaient des regards inquiets. Nous avancions avec lenteur, car il y avait parmi nous des vieillards, un militaire et deux prêtres qui avaient peine à marcher. Avant d'atteindre la perspective Nevsky, dans la rue Znamenskaya, il fallut nous arrêter et hisser les trois vieillards sur la charrette.

Nous nous remîmes en route, en pressant le pas. A la gare Nicolas, nous longeâmes la voie pendant un kilomètre jusqu'à un wagon dont toutes les ouvertures étaient solidement grillagées. Nous nous assîmes sur nos bagages, en attendant l'ordre d'embarquement. J'avais de nouveau, à côté de moi, la petite dame maigre qui avait été si effrayée au moment où les soldats avaient chargé leurs fusils. A ma gauche, était un homme de haute taille, aux cheveux grisonnants, vêtu d'une tunique tcherkesse et coiffé du petit bonnet d'astrakhan appelé *koubanka*. Voyant que ma voisine était transie, il défit une *bourka* (2) qu'il portait en bandoulière et lui dit, avec un léger accent oriental :

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 octobre.
(2) Cape cosaque.

— Permettez-moi de vous offrir ce manteau. Vous aurez le temps de geler, avant que ces brutes ne nous installent dans notre sleeping-car.

Il lui jeta son manteau sur les épaules et dit, en se tournant vers les autres femmes du convoi :

— La *bourka* est grande. Qui veut se mettre au chaud?

L'invitation fut acceptée par une très jeune fille, à l'aspect maladif, coiffée d'un fichu noir et vêtue d'un mince manteau noir. Elle s'assit près de la dame maigre, lui passa le bras autour de la taille et se serra tendrement contre elle. Un éclair de colère brilla dans les yeux du Tcherkesse : il toussota, alluma une cigarette et murmura :

— Les misérables !... Envoyer des enfants dans cet enfer !... Ce sont des criminels !... Quel âge avez-vous, mademoiselle?

Ce fut sa voisine qui répondit :

— Katia a l'âme forte. Elle en est à sa cinquième année de prison et compte, en tout, près de soixante-dix-huit jours de grève de la faim.

C'était la fille d'un diacre dans une ville du sud de la Russie. Son frère avait servi comme officier dans l'armée blanche. Quand arriva la débâcle, le père et la fille furent pris par les bolcheviks ; le diacre fut fusillé et la fille écrouée à la Tchéka d'Odessa, puis relâchée. Katia s'établit chez une tante, à Kharkoff. En 1920, la Tchéka saisit une lettre que son frère lui avait adressée de l'étranger. La jeune fille fut de nouveau arrêtée. Transférée à la prison Boutirky de Moscou, elle fut invitée à écrire à son frère qu'elle était retenue comme otage et ne serait mise en liberté que s'il revenait : lui, s'en tirerait avec un châtiment bénin et en s'engageant par écrit à ne plus quitter la Russie. Katia savait trop bien ce que valaient de telles promesses : elle repoussa avec indignation le perfide marchandage. Conséquence : la déportation à Solovky.

Cependant la nuit était venue. Je ne quittais pas des yeux le wagon pénitentiaire, m'attendant à ce que, d'un moment à l'autre, on y accrochât un second wagon. A ma grande surprise, le commandant ordonna à notre convoi tout entier de monter. Nous étions quatre-vingt-onze hommes et femmes.

Un étroit corridor grillagé d'environ un mètre de large était occupé par cinq sentinelles armées, qui se relevaient toutes les deux heures. Le wagon lui-même était divisé en compar-

timents, dans lesquels nous fûmes répartis par groupes de quinze à seize. Chaque compartiment comptait trois étages, formés de banquettes superposées où on s'entassait quatre par quatre. Impossible de bouger : il fallait rester étendu, la tête placée du côté du grillage, car, toutes les demi-heures, les soldats comptaient nos têtes à la lueur d'une bougie. Un passage d'environ un pied et demi entre les banquettes et le grillage, conduisait au lavabo ménagé à l'extrémité du wagon. La porte de ce lavabo n'était pas fermée et une insupportable odeur s'en dégageait dont tout le wagon était infecté.

Quand notre wagon eut été accroché au train qui devait le convoyer, on vit apparaître des officiers supérieurs de la Tchéka : le commandant du convoi se mit au « garde à vous » et fit son rapport. Déjà, la chaleur étouffante, la mauvaise odeur que répandait le cabinet d'aisances, et les émanations humaines me donnaient la nausée. Et nous allions avoir à fournir dans de telles conditions un voyage de trois jours !

J'avais pour voisin deux paysans et un Tchèque ancien communiste. Au moment où le train s'ébranla, un nouveau venu entra en surnombre dans notre compartiment.

La première nuit fut à tel point épouvantable que ma cellule à la section secrète m'apparaissait à présent comme un lieu de félicité. Écrasé par mes compagnons de route, dans un air saturé d'émanations nauséabondes, je ne pouvais fermer l'œil. Un de mes voisins, le vieux paysan, me toussa toute la nuit en plein visage et, au matin, il eut une hémorragie de la gorge. Les poux et les punaises nous envahissaient.

Lorsque l'aube se leva, ma situation devint encore plus pénible. L'obscurité avait, jusqu'à un certain point, dissimulé l'horreur du lieu, mais, aux pâles rayons du matin, un affreux tableau s'offrit à mes yeux : visages pâles et torturés, amas d'effets sales, une mare de sang formée par l'hémorragie de mon voisin, des crachats... Le nouvel arrivé, — dont le nom était Kalouguine, — et moi, réussîmes à grand peine à nous dégager et à nous asseoir sur la banquette. Kalouguine présentait un type caractérisé de dégénéré : visage asymétrique, yeux saillants, grosses lèvres difformes et presque pas de menton. Il portait cousues dans les pans de son veston, d'assez fortes doses de cocaïne, qu'il prisait.

Vers une heure de l'après-midi, nous nous arrêtâmes à une

station et je priai un des soldats de m'acheter du pain blanc, des œufs et du lait. Mon panier de provisions était inondé de sang et tout ce qu'il contenait était gâté. Mes compagnons se montrèrent moins difficiles et mangèrent tout, jusqu'à ma ration de pain noir, crasseuse et imbibée d'eau, qui avait été jetée par terre avec mes effets. Le soldat avait d'abord refusé de se charger de ma commission, mais Kalouguine appela le commandant, échangea quelques paroles avec lui, et je pus me procurer, pour deux roubles, un litre de très mauvais lait que le soldat m'apporta dans ma théière, six œufs durs, un kilo de pain bis et cent grammes de lard. Je remarquai par la suite que Kalouguine et un autre individu, appelé Kostine, étaient autorisés à franchir le grillage et à se rendre au lavabo des convoyeurs. Je connus bientôt la raison de ces privilèges : tous deux étaient des tchékistes, condamnés à la peine de mort, et dont la condamnation avait été commuée en dix ans de déportation. Ils avaient été placés dans notre compartiment parce que le reste du wagon était occupé par des criminels de droit commun, qui connaissaient Kostine et Kalouguine et auraient pu leur faire un mauvais parti.

Si la faim est le meilleur assaisonnement pour la nourriture, la fatigue est le meilleur des somnifères. Retombé dans un lourd sommeil, je ne me réveillai que lorsqu'il fit tout à fait nuit et sous la morsure des poux. Je fus frappé de l'air absent de Kalouguine livide, un sourire stupide aux lèvres, il était entièrement abruti par la cocaïne.

A l'aube, comme on s'arrêtait à une petite station, j'entendis un grand bruit de voix. Les détenus demandaient qu'on emportât le cadavre d'un tuberculeux qui venait de mourir dans un des compartiments. Par le grillage on apercevait un ingénieur américain, du nom de Chevalier, qui se débattait en proie à une crise nerveuse. Il avait passé la nuit côte à côte avec le cadavre. Le commandant du convoi braqua sur lui son revolver et le blessa à l'épaule. Dix heures devaient s'écouler avant que le blessé reçût aucun secours médical, car ce ne fut qu'au soir du deuxième jour de notre voyage qu'à la station de Soroky un infirmier put faire un pansement. Ce fut seulement à cette station qu'on évacua le cadavre.

Le tchékiste Kostine était atteint d'épilepsie. Il fut pris de convulsions, au cours desquelles nous fûmes obligés de le main-

tenir. Kostine ne semblait pas en bons termes avec Kalouguine : profitant de l'état d'abrutissement où se trouvait son collègue, il s'empressa de me « renseigner » à son sujet « en grand secret », que Kalouguine était un tchékiste. Il omit seulement d'ajouter qu'il était lui-même agent de la Tchéka.

Le troisième jour, à une station, pour la première fois durant tout notre voyage, les soldats apportèrent de l'eau bouillante, qu'ils versèrent dans nos gobelets et nos théières. Alors, comme Kalouguine se dirigeait vers le lavabo, une théière pleine tomba d'une banquette supérieure et lui ébouillanta le cou et les oreilles. Kalouguine appela le commandant du convoi, mais on ne put découvrir le coupable. Dix hommes étaient couchés sur les banquettes supérieures : aucun ne semblait avoir bougé.

De nouveau, comme Kalouguine retraversait les compartiments, une autre théière tomba sur lui et le blessa au front Quelqu'un cria :

— Regardez le chien de chasse qui passe!

Kalouguine pénétra dans notre « sarcophage », le visage décomposé par la colère et cria :

— Attendez que nous soyons arrivés!... A Kemi, on ne plaisante pas!... Vous ne perdrez rien pour attendre...

J'étais brisé de fatigue, écœuré, à bout de forces. Que devait-il être de ces malheureux qui venaient du Caucase, de la Crimée, de l'Ukraine? Lorsque nous arrivâmes à Kemi, ce fut un immense soupir de soulagement.

Hélas! les vraies souffrances allaient commencer.

AU CAMP DE KEMI

Le 29 août 1925, vers six heures du soir, arrivés au centre d'évacuation de Kemi. Nos bagages chargés sur des charrettes où furent hissés également l'ingénieur Chevalier et les vieillards, nous partîmes en file, par rangs de quatre. Nous arrêtâmes devant un grand terrain entouré de fils de fer barbelés où on accédait par un portail de bois, peint en jaune, orné du marteau et de la faucille et portant l'inscription : « Centre d'évacuation spécial des camps de Solovetzk à destination spéciale. » Par abréviation : *U. S. L. O. N.* Le portail franchi, nous nous trouvâmes dans une large cour couverte de planches, sur les

deux côtés de laquelle six longues baraques de planches à un étage. La pluie continuait à tomber : au loin s'apercevait l'étendue de la mer des rochers et une maigre végétation. Le protopope Avvakoum (1), qui visita ces lieux comme missionnaire, au commencement du XVII^e^ siècle, écrivait à sa femme : « Lorsque je jetai un coup d'œil sur ces sombres sites, la tristesse et l'hiver entrèrent dans mon cœur. »

Quelque chose de plus que la tristesse entra dans nos cœurs, lorsque nous aperçûmes une compagnie portant la tenue des troupes « à destination spéciale » (troupes de la Tchéka) et une quarantaine de tchékistes en vestes de cuir et casquettes bordées de rouge. A ce moment, nous comprîmes que tout espoir nous était désormais interdit. Ici, la Tchéka exerçait un pouvoir sans contrôle, dans la personne de ses pires représentants

Le commandant du camp nous adressa une allocution dont voici le sens :

— Vous avez été déportés ici pour des crimes graves et votre réclusion au camp de concentration a pour but de vous amender. Rappelez-vous que le camp est en état de siège : obéissance absolue. Le moindre méfait entraîne le châtiment le plus sévère et peut comporter la peine de mort. Votre chef direct sera le camarade Michelson. Vous subirez à Kemi une *quarantaine morale* et serez ensuite dirigés sur Solovetzk.

Puis un être décharné, portant lunettes et à jambes torses, nous passa en revue. C'était le camarade Michelson de Crimée, célèbre pour avoir, après la retraite de Wrangel, fusillé de ses propres mains, à l'aide d'une mitrailleuse, trois mille prisonniers, hommes, femmes et enfants. Des férocités sans nom à Pskoff et au camp de concentration de Kholmogor, près d'Arkhangel, avaient mis le sceau à sa gloire. Mais cette gloire même le rendait gênant. Redoutant l'influence croissante qu'il exerçait sur Djerzinsky, la Tchéka l'avait relégué au camp de Solovetz.

Après l'appel, on expédia les détenues à la baraque des femmes et nous à la baraque n° 5.

Toute pareille aux onze autres, la baraque n° 5 consistait en un hangar de planches de 45 mètres de long sur 20 mètres de large. Le long des murs crépis à la chaux, étaient disposés des

(1) Martyr, vieux croyant, brûlé vif au XVII^e^ siècle.

lits de planches. Deux poêles ronds, placés des deux côtés du hangar, complétaient le mobilier. A peine avions-nous eu le temps de jeter nos effets sur nos lits Michelson reparut, suivi de plusieurs tchékistes ; on défit nos bagages, on nous fouilla, nous dûmes nous dévêtir entièrement. Il faisait un froid terrible.

Cependant, Kalouguine s'était approché de Michelson : il lui dit quelques mots à voix basse, en lui désignant du doigt les quatre criminels de droit commun qui avaient voyagé dans notre compartiment. Michelson les toisa froidement du regard et demanda :

— Qui a jeté la théière sur le camarade Kalouguine ? Faites des aveux tout de suite ; sinon, je fusille tous les quatre.

L'effet fut immédiat : un homme de notre compartiment, deux du compartiment voisin, reconnus coupables, furent emmenés. Une demi-heure s'était à peine écoulée, on vint nous prendre et dans la partie du camp qui longeait la grève, on nous montra trois cadavres, le crâne troué par les balles. Tous trois avaient été fusillés par Kalouguine en personne.

C'est ainsi que nous apprîmes ce que c'était que l'*U. S. L. O.*

Sur l'emplacement même où gisaient les cadavres encore chauds, dans la pluie qui continuait à tomber, devant la triste mer grise, nous fûmes répartis en deux groupes et, sous bonne escorte, menés au port où un grand vaisseau était amarré. Nous étions de corvée pour y charger le charbon. Songez aux trois jours que nous venions de passer et à notre état d'épuisement. Je chargeai quelques sacs, et puis je perdis connaissance. Lorsque je revins à moi, j'aperçus auprès de moi un tchékiste revolver au côté. Quand il vit que j'avais repris mes sens, le tchékiste me dit :

— Eh bien ! petit vieux, tu as tourné de l'œil. Va-t'en compter les sacs.

Je fus posté à l'appontement, où je devais compter les débardeurs et leurs sacs. Vers onze heures du soir, l'ex-vice-gouverneur Popoff eut une syncope et mourut sans avoir repris connaissance.

Nous avions quitté Pétersbourg depuis trois jours et nous comptions déjà six morts et un blessé. Cela vous donnait matière à réflexion !

Il était minuit quand nous regagnâmes notre baraque.

Couverts de boue et de poussière de charbon, nous nous jetâmes sur nos lits et nous nous endormîmes en dépit des poux qui faisaient rage et du vent qui soufflait par toutes les fentes. Dès cinq heures du matin, on nous réveilla. Nous eûmes d'abord l'inspection, pendant laquelle les détenus se tiennent immobiles au garde à vous. Je ne crois pas que jamais se soit vue une discipline aussi sévère que celle de l'U. S. L. O., fût-ce dans les célèbres troupes de l'empereur Paul Ier à Gatchina.

Après l'inspection, je fus conduit à l'infirmerie avec un groupe de malades atteints du scorbut, d'invalides et de vieillards. L'infirmerie, — un petit bâtiment en bois, — est destinée à contenir quarante lits. Mais le local est tellement encombré que les malades sont étendus, à même le sol, dans le vestibule. Dans la cour de l'infirmerie, un hangar destiné au matériel contre l'incendie, abrite les cercueils contenant les détenus « libérés pour toujours ».

Il y a à l'infirmerie cinq médecins pris parmi les détenus. Je fus examiné par deux de ces médecins, sous la surveillance d'infirmiers tchékistes. Ma longue barbe grise, tombant sur ma poitrine et mon aspect d'extrême épuisement me rendirent cette fois service et je quittai l'infirmerie muni d'un certificat qui me donnait droit à un travail facile. Ce travail consista à distribuer le bois dans les divers locaux du camp, puis à porter l'eau dans les baraques et à balayer la cour.

L'après-midi, je fus chargé, avec un groupe de camarades faibles ou malades, de jeter du gravier dans un marais pour le combler. C'est un travail odieux par son inutilité même. M'étant enhardi à conseiller au contre-maître de commencer par creuser un fossé autour du marais, je reçus, pour toute réponse, cette phrase brève, mais éloquente :

— Pas de discussion !

Le soir, lecture nous fut donnée de l'arrêt par lequel le collège disciplinaire du centre d'évacuation de Kemi, avait ordonné l'exécution des trois condamnés dont on nous avait, la veille, montré les cadavres. Que le collège eût eu le temps de se réunir, de juger les coupables, de prononcer la peine de mort et de la faire exécuter, c'était de toute impossibilité. Il était évident que l'arrêt avait été rédigé après coup ; car les trois malheureux avaient été fusillés, une demi-heure à peine après la plainte déposée par Kalouguine. Michelson, le président du

collège, était demeuré encore quelque temps dans la baraque après le départ des coupables; c'est lui qui nous avait montré les cadavres : la rédaction de l'arrêt était son œuvre.

AUX ILES SOLOVETZK

Le lendemain, à l'aube, nous fûmes embarqués sur le bateau en partance pour les îles de Solovetzk. Nous étions cent cinquante; les tchékistes et leurs femmes dans les cabines; les détenus, hommes et femmes, entassés sur le pont avant. Deux mitrailleuses chargées étaient braquées sur nous.

Kemi est situé à soixante-cinq kilomètres du camp de concentration de Solovetzk. Le bateau, un vieux sabot à peu près hors d'usage, mettait cinq heures pour faire ce trajet par beau temps. Comme je respirais l'air sur le pont, je perçus le murmure d'une voix tout près de moi. Debout, à mes côtés, se tenait une femme de taille moyenne, au profil régulier, aux traits d'une extrême jeunesse, en dépit des mèches grises s'échappant de l'écharpe qui enveloppait sa tête. Tambourinant nerveusement sur le plat-bord et fixant l'horizon, ma voisine me dit à voix basse, en remuant à peine les lèvres :

— Ne me regardez pas... Parlez-vous français?

Je lui répondis par un léger signe de tête affirmatif.

Dans un rapide murmure, Mme X... me pria, au cas où je serais libéré, — car elle savait que j'étais étranger, — d'avertir son mari, ingénieur à Paris, qu'elle avait passé deux ans à la prison de Boutirky et qu'elle était déportée pour deux autres années à Solovetzk.

Le groupe d'îles de Solovetzk est situé à l'est du port de Kemi. L'île la plus importante, qui donne son nom au groupe, est à 65° de latitude nord et 36° de longitude est, par rapport au méridien de Greenwich. Au nord-est sont les îles Anzor, Mouksalma majeure et Mouksalma mineure, cette dernière reliée à Solovetzk par un isthme artificiel. Au sud-ouest, à une distance d'un kilomètre, se trouvent les îles Zaiatsk et Kond. Le camp de concentration S. L. O. N. s'étend sur tout ce système d'îles : il comprenait alors huit mille cinq cents détenus.

Du nord au sud, l'île de Solovetzk mesure vingt-trois kilo-

mètres et quinze de l'est à l'ouest. Le rivage est peu élevé et rocheux. L'île est accidentée et marécageuse.

Les détenus sont logés dans un ancien monastère qui date du xv^e^ siècle. Quoiqu'il porte les traces d'un incendie et malgré des déprédations de toute sorte, ce monastère offre encore un spectacle magnifique, lorsqu'on le découvre du pont d'un navire qui entre dans le port. Entre les branches des sapins, on aperçoit de petites chapelles blanches surmontées de toits coniques verts et les coupoles dorées du kremlin (1). A mesure que nous approchions, le kremlin se dessinait de plus en plus nettement, et on pouvait distinguer les murailles séculaires, couvertes de mousse et surmontées de tours. Seulement les coupoles, sans leurs croix, produisaient une pénible impression. Le bateau ralentit sa marche, entra dans la baie. Sur les quais, des groupes de tchékistes en casquettes et vestes de cuir et une demi-compagnie de soldats nous attendaient.

Plus loin s'apercevait le grouillement d'une foule en haillons : c'étaient les détenus travaillant au port. J'en reconnus plusieurs, pour les avoir vus pendant la promenade à la prison de la Shpalernaya : quelques-uns avaient même été écroués dans ma cellule. Celui-ci était le capitaine en second, Vonliarliarsky, jadis un jeune élégant. Voici la haute et maigre silhouette du prince Galitzine, fils de l'ancien président du conseil fusillé à Pétersbourg. Cet autre, qui descend d'une péniche, plié sous le poids d'une lourde caisse, et pouvant à peine remuer les jambes, est le peintre académicien Braze, ancien vice-président de l'Académie impériale des beaux-arts.

Déguenillés, crasseux, chaussés de sandales d'écorce tressée attachées par des bouts de cordes, ce n'étaient plus des hommes, mais des squelettes tendus de peau.

Les tchékistes nous dévisageaient en ricanant.

— Descendez!... Alignez-vous!... Silence!... Dépêchez-vous!... commanda un tchékiste au type géorgien en brandissant son revolver.

Nous nous alignâmes sur le quai, nos bagages à la main ou chargés sur le dos. Un cliquetis de fusils qu'on arme : les soldats nous entourèrent et nous dirigèrent vers le kremlin, en passant entre les vieilles murailles et un profond fossé.

(1) Ce mot, qui signifie « château », désigne la partie fortifiée des anciens couvents russes.

Les femmes avaient peine à suivre notre colonne ; le Géorgien leur cria :

— Dépêchez-vous, petites dames! Ici, on n'a pas son automobile.

Nous passâmes sous le porche principal, et nous trouvâmes

SOROKY, KEMI ET LES ILES SOLOVETZK

sur une place entourée de bâtiments. Là se pressaient des milliers de misérables, hâves et décharnés, le visage couvert de plaies, les yeux larmoyants : c'était l'heure où leurs gardiens les rassemblaient pour les ramener à la corvée. De sinistres oiseaux allaient et venaient en poussant des cris stridents. Ah! le cri de ces mouettes polaires! On s'y habitue comme à tout, mais, les premiers jours, il suffirait à vous rendre fous. Des églises en ruines transformées en casernes, des milliers de malheureux errant comme des spectres, les cris stridents

des mouettes qui se promènent en liberté au milieu de cette humanité suppliciée... un cercle de l'enfer !

La place franchie, nous gravîmes un escalier de pierre d'une cinquantaine de marches, traversâmes une longue galerie, à l'extrémité de laquelle on nous arrêta sur une immense plate-forme, face à la cathédrale Rodjestvensky (1). Puis ce furent d'interminables formalités. Vers cinq heures, quand elles furent enfin terminées, nous pénétrâmes dans la cathédrale transformée en caserne.

Les détenus, écroués dans les cathédrales, forment ce qu'on appelle les « compagnies d'épreuve » : elles portent les numéros 11, 12 et 13. La treizième, la mienne, était commandée par le tchékiste Nogteff, ancien cosaque du Kouban, déporté pour dix ans à Solovky pour ivrognerie et fautes dans le service. Je fus incorporé au troisième peloton, cantonné dans la partie gauche de l'ancien autel dont la haute voûte disparaissait dans la brume formée par les émanations de toute sorte. Ce local était considéré comme un logement de faveur, accordé à notre peloton qui ne comptait pas un seul criminel de droit commun.

A peine avions-nous jeté nos bagages sur nos grabats, nous fûmes informés que nous étions envoyés aux tourbières, à cinq kilomètres du kremlin. Il s'agissait, à l'approche de l'hiver, de retirer les rails posés sur les tourbières, et de les ranger, ainsi que les wagonnets, près de la hutte de garde. Chaque tronçon de rail de ce réseau transportable pesait environ cent soixante kilos, et il y en avait cent soixante-quinze. Les wagonnets pesaient deux cents kilos chacun, et on en comptait vingt-trois. Notre équipe se composait de quarante-cinq hommes, y compris quelques vieillards et malades : beaucoup n'avaient pas mangé depuis vingt-quatre heures. Le marais étant coupé par des fossés, il fallut, avant toute chose, y jeter des ponts, si bien que le transport ne put guère commencer avant huit heures du soir. Le fer glacé des rails faisait saigner les mains. Le transport à trois d'un tronçon de rail de cent soixante kilos provoque des souffrances intolérables. Si l'un des trois porteurs trébuche, les deux autres en font immédiatement autant et laissent tomber le rail. Les mains refusaient d'accomplir leur tâche : le fer glacé coupait les paumes. Vers dix heures,

(1) *De la Nativité.*

trois vieillards étaient à bout de forces. L'un d'eux, un ancien militaire nommé Kolokoltzeff, se coucha à terre en disant :

— Tuez-moi plutôt! je n'en puis plus !

Le tchékiste letton Sartis le remit debout :

— Ne fais pas l'imbécile! Les autres travaillent : fais comme eux. Tu as tout le temps de mourir.

Le transport des wagonnets n'était pas moins dur. L'herbe s'enroulait aux roues, qui s'enfonçaient dans la terre molle. Il était deux heures du matin quand nous eûmes terminé notre tâche. Épuisés, n'ayant plus la force de bouger, nous nous laissâmes tomber sur la terre glacée. Sartis tira sa montre, et dit :

— Vous avez maintenant à transporter ces rails et ces wagonnets à la gare et à les charger sur les wagons. Arrangez-vous pour y être à six heures.

La gare était à un kilomètre. La lune, qui s'était levée, éclaira de sa pâle lumière ces hommes pliés sous le poids d'un travail au-dessus de leurs forces, et pareils à des spectres. Vers quatre heures du matin, Kolokoltzeff mourait d'une crise cardiaque.

Lorsque les wagons furent chargés, Sartis nous y fit monter. L'un de nous demanda :

— Que fait-on du corps de Kolokoltzeff? Est-ce que nous ne le ramenons pas avec nous?

Sartis bondit sur celui qui avait parlé et, approchant son revolver du visage de l'indiscret :

— Connais-tu ça? lui cria-t-il? Tais-toi, ou je t'apprendrai à te mêler de ce qui ne te regarde pas!

Au port, il fallut décharger les rails et les wagonnets, et les disposer en ordre près d'un hangar. C'est seulement à huit heures du matin que nous revînmes dans notre cathédrale. Nous nous affaissâmes sur nos grabats, dans un complet anéantissement. Nous n'avions ni mangé, ni dormi depuis trente-six heures !...

Vers trois heures de l'après-midi, on nous tira de ce sommeil accablé. Nous étions seuls, tout le monde étant parti aux travaux : on nous occupa à « faire le ménage » de la cathédrale. Nous reçûmes à cet effet de maigres balais et des pelles de bois à moitié cassées.

L'intérieur de la cathédrale, avec ses longues rangées de

grabats, sur lesquels s'empilent toute sorte de haillons, produit une impression sinistre. Les dalles sont couvertes d'une couche épaisse de boue et d'amas de décombres en décomposition, de sciure et de restes de nourriture, et toutes ces ordures en état de pourriture dégagent une odeur nauséabonde. Il est impossible de les emporter, car le seul endroit où l'on eût pu les déposer se trouve à un kilomètre et demi de la cathédrale. Pour enlever toutes ces ordures, il aurait fallu plusieurs dizaines d'hommes et le travail de toute une journée; aussi, les autorités du camp se sont-elles contentées d'une mesure hygiénique fort simple; elles ont fait tracer, sur la muraille sud de la cathédrale, une inscription en lettres lumineuses : « SANS INSTRUCTION ET PROPRETÉ, IL N'Y A PAS DE CHEMIN VERS LE SOCIALISME ». Sur la muraille nord, une autre inscription, non moins instructive, vous saute aux yeux : « LE TRAVAIL FORTIFIE L'AME ET LE CORPS DE L'HOMME ». Au-dessus de l'autel, à la place où se trouvait jadis l'image du Christ, le portrait de Lénine s'orne d'une inscription en anciennes lettres slaves : « NOUS MONTRERONS UNE NOUVELLE VOIE A L'UNIVERS. LE TRAVAIL SERA MAITRE DU MONDE ».

La veille de notre arrivée, on avait trouvé, sous les grabats, le cadavre raidi d'un détenu mort d'épuisement...

A six heures du soir, retour des pelotons. Souper. Inspection, passée à la même heure dans toutes les sections du camp. Puis lecture est donnée des condamnés fusillés ce jour. Il y en a tous les jours et certains jours plus de dix.

Notre besogne, ce soir-là, consista à tirer du lac des poutres qui y étaient immergées. Aux heures chaudes du jour, c'est supportable; mais, à la tombée de la nuit, c'est un véritable enfer. Ces poutres épaisses, longues de quinze mètres, flottent dans l'eau. Il faut les haler sur le rivage et les porter à travers rocs et buissons, jusqu'à la scierie. Ni perches, ni cordes, ni outil d'aucun genre : on entre dans l'eau jusqu'au cou (septembre marque à Solovky la fin de l'automne), on pousse les poutres avec ses mains. On a peine à imaginer quelle torture c'est de tirer à deux une de ces poutres humides et glissantes, en trébuchant et en s'accrochant aux buissons. Seule, la mort peut suspendre ce labeur infernal.

Plusieurs jours s'écoulèrent. Un nouveau convoi arriva de Kemi; quant à nous, nous étions déjà confondus dans la masse des détenus. Dès six heures du matin, je partais pour quelque gros ouvrage, différent chaque jour; je ne revenais qu'à midi. J'avalais une soupe de morue ou de sarrasin, et je repartais pour ne rentrer qu'à six heures du soir. Ensuite, c'était le souper, — ou ce qui en tenait lieu, — et l'inspection. A neuf heures, nous tombions de fatigue sur nos grabats.

Comment ai-je pu supporter un tel régime? Mes vêtements, eux, n'avaient pu résister: j'étais en loques. Mes voisins étaient dans un état encore plus piteux. La nuit, c'était le supplice de la vermine dont nous étions dévorés. En outre, le froid augmentait de jour en jour et les deux poêles primitifs en briques, érigés au milieu de la cathédrale, constituaient le plus dérisoire des chauffages.

Un jour, je vis passer une équipe de détenus du mont Sekyr qu'on envoyait travailler dans le cimetière où sont ensevelis les déportés morts du typhus ou du scorbut. Ce cimetière infecte le camp, une nappe d'eau souterraine ayant inondé les fosses. Je dis les « fosses », et non pas les tombes, car les détenus sont enterrés comme des chiens. Sur l'ordre lancé par le chef, nous nous jetâmes de côté et vîmes défiler des fantômes d'hommes que poussaient des soldats. Quelques-uns étaient enveloppés de sacs, qui leurs tenaient lieu de vêtements. Pas un seul n'avait de chaussures.

Or il m'advint une chance inouïe : je fus nommé gardien d'un des potagers que desservaient les deux régiments cantonnés à Solovetzk. Ce métier me plut énormément, et je résolus de conserver, aussi longtemps que possible, une place si tranquille. Je faisais partie de la relève de nuit, et j'avais pour compagnons le vieil archevêque Pierre et l'écrivain Igor Ilyinsky. Le potager voisin du nôtre était gardé par le prince V..., camarade de mes frères au corps des Pages, le professeur de l'académie de théologie Verbitzky et l'ancien vice-gouverneur de Tamboff, Kniazeff.

Dans la seconde moitié de septembre, la surveillance des potagers fut suspendue, et j'attendais avec la plus grande in-

quiétude une nouvelle « nomination ». Un jour, en passant devant le kiosque de la coopérative, où les soldats, les tchékistes, voire les détenus, peuvent se procurer quelques vivres supplémentaires, j'aperçus, derrière le comptoir, le long nez d'un bijoutier juif que j'avais eu naguère pour compagnon de cellule. Il s'appelait Kummelmacher. Je lui demandai, par manière de plaisanterie, s'il n'avait pas besoin d'un gardien pour sa boutique et, contre toute attente, je reçus cette réponse :

— Certes, oui, j'en ai besoin ! Et un homme aussi instruit et délicat que vous, Boris-Léonidovitch, nous conviendrait à merveille !

Ce même jour, j'entrais en fonctions.

Je commençais ma garde à six heures du matin. A midi, j'étais relevé par le gentilhomme de la chambre Elaguine, qui gardait la boutique jusqu'à six heures du soir. Je reprenais mon service de six heures à huit heures, où j'étais relevé par une sentinelle, et regagnais ma compagnie. L'animation régnait toute la journée autour de l'étalage ; c'était une espèce de cercle où l'on discutait les nouvelles. Kummelmacher était passé maître en tant qu'informateur de camp. Un tchékiste s'approchait-il du comptoir, incontinent le bijoutier se mettait à lui tirer les vers du nez, si bien que nous étions toujours au courant des changements de direction, des nouveaux règlements, de l'arrivée des diverses commissions et autres faits qui marquent dans la vie monotone d'un camp de concentration.

Aux derniers jours de septembre, le loquace Kummelmacher fut expédié à la scierie. Celui qui le remplaça, un Polonais, ne m'inspirait aucune confiance. Je crus bon de changer d'emploi. A la 10e compagnie, dont le baraquement s'élevait en face du kiosque de notre coopérative, j'avais retrouvé le colonel R... ancien officier de la garde et camarade de mon oncle fusillé à Kholmogor. Le colonel me rendit le service de me faire désigner comme planton à chancellerie de la compagnie.

LE THÉATRE AU CAMP

Mes nouvelles fonctions consistaient à porter les plis de la chancellerie de la compagnie dans les divers services du camp, à balayer le corridor, à recevoir le courrier des détenus et à

copier les rôles des acteurs du « théâtre du camp ». Car il y a un théâtre, que dis-je ? il y a deux théâtres au camp de Solovetzk. L'un d'eux est desservi par les criminels de droit commun, l'autre par l'*intelligentzia*. Il va sans dire que le répertoire des deux théâtres est d'inspiration exclusivement communiste. Les acteurs jouissent de certains privilèges : par exemple, ils sont exemptés des gros ouvrages. Mais ils ont à fournir leurs costumes et, tout leur temps étant pris par les répétitions, ils ont la charge de nourrir un camarade ou une amie, qui leur prépare leurs aliments. La troupe de l'*intelligentzia* comprend surtout d'anciens spéculateurs, des tchékistes et des demi-mondaines, qui possèdent quelques ressources.

Parmi mes camarades de popote se trouvait un professeur de l'Académie des beaux-arts, le peintre Braze. Il avait pour tâche de peindre des scènes de la vie des détenus. Bien entendu ses compositions étaient contrôlées par la censure, et il devait les retoucher suivant les observations d'un Vasskoff ou d'un Nogteff, car elles étaient destinées à des publications soviétiques, ayant pour objet de présenter sous des couleurs idylliques la vie des prisonniers en U. R. S. S.

Il y avait également au camp un « photographe de la cour ». La façon dont il opère est très particulière. Voici une scène dont j'ai été témoin. J'avais été envoyé porter un pli à l'hôpital, qui occupait une maison de deux étages non loin du kremlin. Comme j'approchais de cet établissement, je remarquai que, dans le maigre jardin qui l'entoure, on avait disposé de petites tables soigneusement couvertes de napperons blancs et garnies de tasses et de bouteilles, autour desquelles étaient étendus des malades portant tous le même costume très soigné. Il faisait un froid de loup ; mais qu'importe le froid aux hommes valides? En effet, il n'y avait là pas un seul malade authentique : c'étaient tous des figurants tchékistes groupés, pour la photographie, et travestis en malades pour les nécessités de la propagande. Sans doute, ma triste silhouette, avec chapeau cabossé, pelisse courte et bottes de feutre, gâtait le tableau enchanteur du repos estival ou printanier de ces heureux malades. Un des régisseurs me cria à plusieurs reprises : « Hé, toi, le barbu ! va-t'en au diable. Circule et plus vite que ça ! »

Un autre de mes compagnons de popote était l'ingénieur afghan Saïd-Sultan-Kabir-Shah. Il était *mollah*, honoraire et

héréditaire, de l'Afghanistan. Il avait été arrêté dans la nuit par des bolchéviks afghans, à Pamire, où il était venu pour affaires, et livré aux Russes.

Plus on vit au camp, plus on est pénétré du sentiment que Solovetzk est une espèce de gigantesque maison de fous. Au bureau technique de la section de construction du camp, où travaillaient vingt dessinateurs, on élaborait des projets grandioses : électrification de l'île, buanderie mécanique modèle, chantiers, observatoire astronomique, station d'expériences zoologiques avec aquarium, etc.

Cependant, le toit des W.-C. qui se trouvaient sur la place centrale du kremlin, s'était effondré. Les détenus qui vivaient au kremlin (près de cinq mille hommes) faisaient leurs besoins naturels dans tous les recoins de cet édifice et, le soir, il était assez dangereux d'y pénétrer, car plusieurs sièges s'étaient effondrés et une fosse pestilentielle s'ouvrait sous les pieds. Sur la place et dans la galerie de pierre, on voyait souvent s'évanouir des malheureux, épuisés par la faim et les travaux forcés. Le soir, à l'inspection, lecture nous était donnée de la liste des condamnés.

Le prince Maksoutoff, celui-là même qui avait partagé ma cellule à la Shpalernaya, était chargé des fonctions de *kapell-diener* du théâtre du kremlin. Pour ne pas avoir ordonné à temps le « garde à vous », au moment où les grands chefs faisaient leur entrée au théâtre, il fut transféré dans les carrières de l'île Kond.

Les samedis, se donnent au théâtre des séances antireligieuses. Ces « samedis athées » ont lieu à la fin de la journée et chaque compagnie y est menée à tour de rôle après le travail. Un conférencier, recruté parmi les détenus tchékistes, fait sur un sujet antireligieux, une leçon... si l'on ose s'exprimer ainsi.

J'ai assisté à un de ces samedis.

La « leçon » avait pour sujet : « Qu'est-ce que Dieu ? (sans majuscule) et à quoi sert la religion ? »

Devant un auditoire presque entièrement composé d'hommes ayant reçu l'instruction universitaire, et parmi lesquels il y avait un grand nombre de prêtres, le conférencier répétait les vieilles phrases stéréotypées de la propagande soviétique : « Mystification du peuple..., stupéfiant religieux..., imposture des prêtres, etc... » L'effet de comique fut obtenu, — entre

autres, — par une phrase du conférencier : « Peut-être ignorez-vous, camarades, ce que c'est que la théorie de Darwin : je vous l'exposerai en quelques mots... »

Au cours de cette conférence, il faillit arriver un grand malheur à mon ami Kabir-Shah, qui ne fut sauvé que par une chance extraordinaire. L'Afghan était assis entre le baron B... et moi. Le baron B... lui traduisait les phrases du conférencier. Lorsque celui-ci vint à dire « La conception de Dieu est une pure bêtise... », hors de lui, le visage décomposé par la colère, Kabir-Shah, qui ne savait guère de russe que ce qu'on peut en apprendre en prison dans la fréquentation des criminels, bondit en vociférant les pires injures. Nous eûmes beaucoup de peine à faire rasseoir le mollah irrité; à ce moment, par bonheur, l'électricité s'éteignit, les détenus se mirent à crier, à siffler, à réclamer de la lumière et les invectives de Kabir-Shah se perdirent dans le tumulte.

A mon retour à notre cantonnement, une surprise désagréable m'attendait sous la forme d'une note de l'état-major du camp me concernant. J'étais de nouveau transféré à la 13e compagnie et affecté aux travaux du port.

LA FIN D'UN CAUCHEMAR DE DEUX ANS

C'était le 4 octobre. Je travaillais à décharger le *Glèbe Boky*, un bateau, prêt à repartir pour Kemi. Il était environ onze heures du matin. Je chargeais sur mes épaules un sac de sarrasin, lorsque j'entendis un tchékiste crier mon nom. J'étais invité à me présenter immédiatement devant le fonctionnaire de garde du kremlin. Ce dernier m'ordonna de rassembler mes effets et de courir au bateau où mon passage était marqué. Le cœur battant, n'osant en croire mes oreilles, je rassemblai mes affaires éparpillées dans tous les coins du kremlin et, escorté d'un gardien tchékiste, je me précipitai sur le quai. On larguait les amarres : je n'eus que le temps de sauter sur le pont. Je restai là, immobile, à emplir mes yeux de l'atroce vision. Jusqu'au dernier jour de ma vie, je reverrai ce quai que nous laissions derrière nous, avec ses troupeaux de détenus en guenilles et ses tchékistes insolents, vêtus de longues capotes de cavalerie. A l'arrière-plan, le long bâtiment,

surmonté d'un immense drapeau rouge et d'un écriteau portant les lettres fatales : U. S. L. O. N.

Adieu, Solovky ! Ile des larmes, des souffrances et du cauchemar rouge, sois maudite à jamais !

Nous arrivâmes à Kemi avant la fin du jour : un détachement en armes nous attendait sur le quai. Tous les passagers, y compris les tchékistes et leurs joyeuses compagnes, furent menés par le chemin qui m'était déjà familier, au centre d'évacuation, où il me fut annoncé que je partirais pour Petrograd avec le prochain convoi et que j'étais à la disposition du commissariat des Affaires étrangères. Le convoi devait se mettre en route le 12 octobre.

En attendant, je fus logé dans une baraque vide, qui me parut le comble du luxe au prix de ce que je laissais à Solovetzk. J'étais l'objet d'égards inusités; même, pendant l'inspection du soir, un tchékiste s'approcha de moi et me dit :

— Citoyen, vous êtes désigné pour un travail facile : vous avez à empiler le bois de chauffage.

Que de prévenances, en vérité !

Donc, pendant trois jours, j'empilai le bois de chauffage ; seulement, le quatrième jour, je pris froid et ma température monta à 39°. Je fus transféré à l'hôpital où je restai environ huit jours : chaque jour, on emportait un ou deux morts.

A Petrograd, où j'arrivai dans la journée du 16 octobre, je fus réincarcéré à la prison de la Shpalernaya. Je fus installé dans la cellule dite de la bibliothèque, parce que les détenus qui y sont écroués desservent la bibliothèque située dans le même couloir. Dès le matin, on nous menait à la bibliothèque, et on nous y enfermait pour faire la distribution des livres aux détenus sous la censure des surveillants. Les plus habiles d'entre nous étaient réquisitionnés pour la confection des affiches de propagande.

Octobre passa, puis novembre tout entier, puis les premières semaines de décembre. Dans la nuit du 24 décembre, à dix heures et demie, je fus brusquement convoqué à la chancellerie, où je fus informé que j'étais libre et à la disposition du consulat général de Finlande à Petrograd.

La nuit était calme et glacée, une vraie nuit de Noël. Un vieux fiacre miteux, attelé d'un petit cheval morose, atten-

dait à la porte de la prison. En montant en traîneau, je m'aperçus que le cocher m'examinait attentivement. Je me mis à rire et lui dis :

— N'aie pas peur, je ne suis pas un voleur. Mène-moi à la perspective d'Ekaterinenhof, au consulat de Finlande; on t'y paiera.

— Qui parle de cela? Que le Seigneur vous bénisse! Est-ce que je ne sais pas quels hommes sont enfermés dans cette prison? Je vous regardais parce que vous avez l'air gai. Cela fait plaisir. Êtes-vous resté longtemps en prison?

— Deux ans : j'arrive de Solovky.

Le cocher se tourna sur son siège, me regarda bien en face et dit, comme seul peut le faire un homme du peuple russe :

— Seigneur Dieu! Que le Christ nous sauve et nous pardonne!

Au consulat, je fus accueilli avec une émotion qui m'alla au cœur. Je vivais comme dans un rêve. Dans la grande salle, un arbre de Noël brillait de ses mille feux. Je m'aperçus dans une glace... et reculai, épouvanté : je compris pourquoi mes amis me regardaient avec des yeux pleins de larmes!

Enfin, les papiers sont en règle. Dans la matinée, accompagné du consul général, du conseiller de notre ministère des Affaires étrangères, d'un courrier diplomatique et d'un employé du consulat, je me rends à la gare du chemin de fer de Finlande... Dans notre compartiment, nous nous taisons. Partout le silence est d'or, mais, dans ce pays, il vaut plus que de l'or!... Vers quatre heures de l'après-midi, nous sommes en territoire finlandais. Nous avons laissé le cauchemar derrière nous. Et j'évoque les paroles du vieux cocher, le dernier citoyen soviétique avec lequel je me suis entretenu :

— Que le Christ nous sauve et nous pardonne!

BORIS CEDERHOLM.

Traduit par Mlle ISWOLSKY.

LES ACCORDS NAVALS

Le différend qui s'est élevé entre les nations intéressées à propos du compromis franco-anglais, dépasse le cadre d'une controverse navale. C'est l'avenir même de la politique mondiale qui est en jeu. Les peuples ont maintenant compris que leurs forces ne résident pas seulement en dedans de leurs frontières, mais qu'elles dépendent aussi de leur faculté d'expansion et de leur intensité de rayonnement. L'Angleterre et la France ont eu cette notion les premières. Au prix d'efforts de plusieurs siècles, au cours desquels elles se sont affrontées sur tous les continents, elles ont réalisé leurs aspirations extra-continentales et acquis un domaine qu'elles entendent conserver en bon voisinage. Les États-Unis et l'Italie se sont présentées trop tard sur l'échiquier du globe pour y poser leurs pions. Ces nations désireraient, sous couleur de limitation des armements, neutraliser les avantages de ceux qui sont venus avant elles occuper les routes du monde. De ce fait, deux camps sont nés. Telle est la philosophie de ce conflit pacifique. Les diplomates qu'il met aux prises usent d'arguments techniques et de raisonnements de stratégie pour exposer leur thèse ou justifier leurs prétentions. C'est aussi bien sur ce terrain que nous nous placerons.

Mais il importe, avant tout, de revenir à cette conférence de Washington qui est pour nous la cause de tout le mal. La France, malgré son passé maritime, malgré l'existence d'un immense domaine colonial, sa configuration géographique, à cheval sur deux mers et les exigences de la mobilisation de son armée d'Afrique, s'est vu assigner, sur le singulier palmarès américain, un rang qui ne correspond nullement à ses

besoins (1). Nous avons accepté une égalité de tonnage avec l'Italie. Ce faisant, nous avons signé, au lendemain de notre victoire, un traité de défaite. Nos négociateurs s'étaient opposés à toute limitation concernant les navires légers et à la suppression des sous-marins. Ils espéraient ainsi sauver les bribes de notre puissance navale. Ils ne se doutaient pas que l'Italie se prévaudrait un jour de cette égalité de traitement pour demander qu'elle fût étendue à toutes les catégories de navires. Nous allons voir que cette prétention met en cause la conservation de notre Empire d'outre-mer et notre sécurité nationale elle-même.

L'équivalence de nos forces avec celles de l'Italie se traduit pour nous par la plus troublante des infériorités. Alors que la Péninsule peut rassembler tous ses navires autour de ses côtes occidentales, en fermant le canal d'Otrante, ou les porter sur un point choisi par elle, la France doit diviser ses escadres. Elle ne peut songer à les concentrer en Méditerranée qu'après avoir laissé dans l'Atlantique une garde suffisante en bâtiments légers et en sous-marins, — avoir prévu les unités de patrouille pour protéger nos convois sur nos routes maritimes, lesquelles s'étendent sur 58 000 kilomètres, — et enfin assuré la défense d'un domaine colonial, qui compte 52 millions d'habitants et 18 000 kilomètres de développement de côtes, contre 7 800 pour celles de l'Italie. Or, par suite de l'insuffisance de notre population et de la dispersion de notre armée, toute notre mobilisation repose sur la sécurité et sur l'urgence du transport de nos forces d'outre-mer vers le théâtre continental des hostilités présumées. Voilà les vérités qui ont été méconnues à Washington. L'Angleterre elle-même, qui pouvait faire valoir en sa faveur les mêmes arguments, ne nous a pas soutenus. Elle vient seulement de comprendre la similitude de sa position avec la nôtre et l'identité des buts que nous poursuivons. C'est l'origine des accords navals franco-anglais. Quels sont-ils ?

* * *

L'Angleterre avait jusqu'ici demandé la suppression des sous-marins, qui portent ombrage à sa flotte cuirassée, et déclaré qu'il fallait limiter le tonnage léger par catégories, car elle comptait se faire octroyer, avec juste raison d'ailleurs, un

(1) Voir notre article dans la *Revue* du 1er novembre 1921.

traitement spécial pour les bâtiments défensifs. Toutes les nations repoussèrent la limitation du tonnage par catégories, en raison des complications qu'elle entraîne. Quant à la suppression des sous-marins, elle était incompatible avec les nécessités de la défense de nos côtes, en présence des armements en *capital-ships* des lauréats du concours de Washington. L'an dernier, la « conférence des Trois », — Anglais, Américains, Japonais, — tenta de résoudre le problème. Elle n'y parvint pas, parce que les Anglais demandaient pour la garde de leurs lignes de communications (113 000 kilomètres contre 32 000 kilomètres), un nombre de petits croiseurs jugé trop considérable par les Américains qui n'ont pas intérêt à en construire. Car la situation des États-Unis vis-à-vis de l'Angleterre est identique à celle de l'Italie vis-à-vis de nous: ils réclament une égalité de tonnage avec la Grande-Bretagne, qui, en fait, se traduirait pour eux par une incontestable supériorité.

Les choses en étaient là quand les états-majors anglais et français eurent l'idée d'un « compromis » qui rapprochât leurs deux thèses. L'Amirauté craignait, si l'on recourait à la limitation globale, que la France construisît en trop grand nombre des sous-marins et des croiseurs de 10 000 tonnes à grand rayon d'action, unités offensives qui eussent pu inquiéter les lignes de communication impériales. « Est-ce là ce que vous redoutez ? avons-nous dit à nos amis anglais. Soit ! limitons cette catégorie de bâtiments. C'est un sacrifice que nous faisons à la cause que nous avons toujours soutenue : mais nous voulons vous prouver notre bonne volonté et vous fournir la preuve que nous désirons nous cantonner dans la *défensive*. En retour, nous vous demanderons de reconnaître l'importance de nos besoins en petits navires de patrouille: croiseurs légers, torpilleurs, sous-marins de 600 tonnes, en acceptant que leur tonnage ne soit pas limité. » Tel est le compromis naval franco-anglais. Il représentait pour nous l'avantage de nous soustraire à une limitation de tonnage, concernant les unités défensives, qui nous eût enlevé les engins indispensables à la défense rapprochée de nos côtes et à la protection de nos convois. Nos amis anglais, si cet accord était étendu aux autres Puissances, seraient débarrassés de la crainte de ces grands corsaires modernes que sont les croiseurs de 10 000 tonnes et les sous-marins de 1 500 tonnes et plus.

*
* *

Mais l'accord naval, sympathique au Japon, n'a été accepté ni par les États-Unis, ni par l'Italie. Il est facile de comprendre la raison de leur mauvaise humeur.

Et, tout d'abord, cet accord franco-anglais, en mettant un terme à la rivalité, ou plutôt à l'opposition d'idées des deux grandes nations coloniales, consacrait le *statu quo*. Cette affirmation, mise en commun, que l'une et l'autre Puissance entendaient conserver le domaine acquis, et en tirer toutes les ressources possibles, dans la paix comme dans la guerre, n'était pas du goût de ceux qui n'ont, pour déployer la fortune de leurs croisières navales, que le vide des océans. Et justement l'accord en question leur enlevait les armes spéciales par lesquelles elles pouvaient agir sur ces routes de communication mondiales. Elles ne veulent donc point renoncer à ce moyen de pression. Les notes américaine et italienne, la première dans des termes nets et précis, à l'américaine, la seconde à la façon de Machiavel, nous le font clairement entendre.

L'Amérique s'est chargée de donner, pour repousser la limitation du tonnage par catégories, la raison que voici : « Les types de navires demeurant en dehors de toute limitation ont une valeur offensive très grande, spécialement pour une nation qui possède des bases navales convenablement réparties dans différentes parties du monde. » Afin de comprendre cette affirmation, rapprochons les caractéristiques de deux navires : l'un de 10 000 tonnes, le *Pensacola*, chef de file d'une série de huit en construction à l'arsenal de New-York, et le *Memphis* de 7 500 tonnes. Le premier possède un armement de huit pièces de 203 millimètres, douze de 127 millimètres, quatorze de 37 millimètres. Le second, douze de 152 millimètres, quatre de 76 millimètres et deux de 37 millimètres. La supériorité est d'autant plus écrasante en faveur du *Pensacola* que son artillerie tire dans de bien meilleures conditions. En outre, il possède une marge de vitesse de deux nœuds. Nous ne connaissons pas exactement le rayon d'action respectif de ces deux croiseurs; mais nous pouvons nous en faire une idée en remarquant que le rayon d'action d'un croiseur français de 10 000 tonnes dépasse de 20 pour 100 celui d'un croiseur analogue de 8 000 tonnes.

Ces qualités offensives des unités de gros tonnage sont encore plus marquées quand il s'agit de comparer un sous-marin de 1 560 tonnes et un de 600 tonnes. « Les sous-marins de 600 tonnes, disent les Américains, sont des navires de combat formidables; ils portent les mêmes torpilles que les sous-marins d'un tonnage supérieur. » C'est exact : mais la valeur d'un sous-marin se reconnaît avant tout à son endurance. Or, un sous-marin français de 1 560 tonnes file dix-huit nœuds en surface. Il peut séjourner à la mer pendant trente jours et accomplir une croisière de 8 000 milles : tandis que celui de 600 tonnes du type *Ondine*, que nous venons de perdre, ne file que quatorze nœuds et ne jouit d'un rayon d'action que de 3 500 milles. Bien que lançant des torpilles du même calibre, ce sont des unités tactiques bien différentes, car le sous-marin de haute mer porte ses torpilles plus loin. L'un est un instrument de destruction du commerce ennemi : l'autre est destiné à la défense rapprochée des côtes.

L'affirmation des Américains n'est donc pas scrupuleusement exacte au point de vue technique. Les qualités individuelles des unités de fort tonnage, limitées par le compromis franco-anglais, sont très supérieures à celles des navires qui restent en dehors de la limitation. En outre, c'est une vérité stratégique bien connue que l'offensive aura toujours le pas sur la défensive et que des unités puissantes domineront toujours la « poussière navale », si dense soit-elle ! Un point toutefois est indiscutable : les Puissances qui ont des bases rapprochées peuvent utiliser des bâtiments à rayon d'action réduit qui seraient inopérants aux mains de nations dépourvues de points d'appui.

C'est le cas de l'Angleterre et de la France, d'une part, des États-Unis et de l'Italie, d'autre part. On s'explique donc que ces derniers États veuillent porter sur des unités offensives, — croiseurs de 10 000 tonnes armés de pièces de 203 millimètres et sous-marins de plus de 600 tonnes, — tout l'effort du tonnage global qu'ils auraient le droit de construire. Les amirautés franco-anglaises ont compris le danger qu'une pareille éventualité ferait courir à leurs lignes de communication. Elles sont obligées en effet de les jalonner par des patrouilles composées de cette poussière navale qui s'évanouirait en fumée devant l'offensive brusquée d'un raid de grands corsaires de surface

ou sous-marins qui auraient le choix du lieu et de l'heure de l'attaque.

Le problème est ainsi parfaitement posé; toutes les autres objections de l'Amérique sont de second ordre. Nous n'avons qu'une réponse à faire. La limitation des armements a pour but de faire régner la paix, que tout le monde souhaite. Or, la guerre a toujours été déterminée par les intentions agressives de ceux qui convoitent le bien des autres. La France et l'Angleterre sont restées dans la logique en limitant les instruments d'offensive et en laissant libre la multiplication des moyens défensifs, proportionnés à l'importance des biens à sauvegarder. La politique navale italo-américaine est en contradiction avec l'esprit même du désarmement. C'est une politique dirigée contre les résultats du traité de Versailles et qui impliquerait un dessein d'hostilité, — qui n'est dans la pensée, ni de l'Amérique, ni de l'Italie.

Cette dernière Puissance, tout en se ralliant à la thèse américaine, a exposé un principe qui nous vise personnellement et qui constitue une méconnaissance de nos positions navales respectives. « L'Italie, dit la note, est disposée à accepter *a priori*, comme limite de ses armements, n'importe quels chiffres, pourvu que ces chiffres ne soient dépassés par aucune autre *puissance continentale*. » Traduisez : la France. Nous avons déjà répondu aux prétentions italiennes, dont la note est la mise en pratique de cette théorie fameuse du *mare nostrum* qui veut ignorer la France en Provence et en Tunisie, et arrêter le cours de l'histoire méditerranéenne à la défaite d'Amilcar. Nous n'accepterons pas le rôle des Curiaces que l'on voudrait nous faire jouer en consentant à une égalité globale du tonnage français qui consacrerait partout notre faiblesse, principalement sur ce point vital qu'est pour nous la route d'Alger à Marseille.

L'Italie appuie sa demande par des raisons qui ne sont guère concluantes. L'une est incompréhensible. Elle parle de nations ayant ou pouvant avoir des débouchés sur la Méditerranée, qui seraient particulièrement favorisées par leur position géographique. Elle met en avant l'existence de deux grandes îles; dont l'une, la Sicile, est en fait stratégiquement reliée à la Péninsule par l'étroit chenal de Messine, et l'autre, la Sardaigne, a une situation analogue à la Corse. La note ita-

lienne fait même un appel imprévu aux îles grecques du Dodécanèse ! Elle craint le bombardement des villes ouvertes situées près de ses côtes : ce qui est le cas de toutes les nations maritimes.

Un seul de ses arguments mérite d'être retenu : la nécessité de faire passer le ravitaillement italien par Gibraltar, Suez ou les Dardanelles. Mais l'Italie pourrait aisément bloquer ces trois détroits ; leur présence est donc pour elle plutôt une force qu'une faiblesse. En concentrant ses escadres à Gibraltar elle pourrait, ce qui est une simple hypothèse, s'opposer à la jonction des nôtres que ces Fourches Caudines sectionnent en deux tronçons. C'est nous, et non l'Italie, que Gibraltar place dans une situation d'infériorité géographique. La presse romaine met en avant l'importance de la marine marchande italienne comme critérium de limitation des armements. La diplomatie de la Consulta s'est bien gardée de recourir à cet argument qui est exploité dans un sens contraire par la note américaine. Il ne reste en somme rien de solide dans l'argumentation de nos voisins, sauf leur désir d'hégémonie en Méditerranée où ils ne sont pas seuls à respirer.

En résumé, il ne faut se faire aucune illusion sur cette querelle de tonnage. Les raisons techniques ne sont que des prétextes qui dissimulent la plus grande joute politique que l'univers ait jamais connue. Sous l'œil énigmatique du Japon, le Nouveau et l'Ancien Monde cherchent à dominer ce malheureux globe terrestre qui nous apparaît, du haut de nos avions, comme une boule trop petite pour nos convoitises. L'Angleterre se rend compte qu'elle ne jouit plus d'avantages insulaires. Les manœuvres de bombardement aérien de Londres ont démontré que la Manche n'est qu'un mince ruisseau. Il est donc tout naturel que le Royaume-Uni cherche à s'entendre avec la République française qui lui sert de bouclier au même titre que sa *home fleet* ; naturel aussi que les deux peuples défendent leur patrimoine colonial par les mêmes moyens. La meilleure façon de résoudre ce conflit, qui paraît insoluble, consiste à répondre aux récentes aspirations américaines par une solidarité européenne dont la Société des nations se fait l'apôtre. Les États-Unis, qui aiment la paix, ne tarderont sans doute pas à se laisser convaincre.

Quant à l'Italie, il importe de lui faire amicalement com-

prendre que la France ne saurait consentir à lui remettre les clefs de la Méditerranée et à placer notre mobilisation sous son contrôle. Nous n'accepterions éventuellement une égalité de tonnage dans cette mer française qu'autant que les forces navales qui nous sont nécessaires en Atlantique et dans nos possessions coloniales auraient été définies au préalable et auraient fait l'objet d'une limitation distincte. Les « accords navals » ont montré à la Péninsule que l'Angleterre, auprès de qui elle a fait maintes avances, partage notre point de vue sur ce sujet. L'Entente anglo-française est nécessaire à la reconstruction de l'Europe. L'ère des rivalités entre nos deux nations a été close à la bataille de la Marne. Une autre phase de l'histoire vient de s'ouvrir dans laquelle les marines anglaise et française joueront un rôle d'arbitre de la paix universelle. Voilà pourquoi nous devons, coûte que coûte, rester fidèles au compromis naval. Auprès de l'état d'esprit qu'il révèle, qu'est-ce que 2000 tonnes de plus ou de moins sur un croiseur?

René La Bruyère.

LE
V^TE EMMANUEL D'HARCOURT

Vers le milieu du dernier mois de septembre, le vicomte d'Harcourt était ravi par la mort à l'affection de ses parents et de ses amis. Et ces amis étaient nombreux. Ils ne se restreignaient pas à la seule société élégante qu'Emmanuel d'Harcourt avait si longtemps dominée de sa haute silhouette, un peu courbée, mais demeurée mince en dépit des années, dominée de son fin visage, si éminemment distingué. Ces amis s'étendaient aux cercles diplomatiques, au monde des Arts, des Lettres, et encore à une foule plus humble, insoupçonnée du vulgaire, et qui, aux heures difficiles de l'existence, avait trouvé chez ce grand seigneur, chez ce vice-président de la Croix-Rouge, l'aide matérielle, et aussi l'aide morale, plus précieuse encore, du cœur et de l'esprit.

A lire les journaux, les livres, à écouter certains discours insensés et inexacts de réunions publiques, il semble que l'aristocratie soit en France une chose morte ou, ce qui est pire, qu'elle ne soit plus guère qu'une sorte de décor luxueux, égoïste, vaniteux, parasitaire et malfaisant. La réalité, c'est qu'on connaît mal cette aristocratie, qu'on ne la connaît pas dans les figures qui peuvent prétendre à la représenter véritablement. Le vicomte d'Harcourt était de celles-ci.

On peut assurer qu'il incarnait complètement dans sa personne l'aristocratie. Il l'incarnait dans sa grâce, dans sa générosité, et aussi dans cette sorte de délaissement, d'inutilisation, où la relèguent volontiers une époque et une opinion qui feignent de méconnaître qu'il existe encore des gentilshommes.

Louis Emmanuel, vicomte d'Harcourt, était né à Paris le 23 juin 1844. Il était le second fils des sept enfants que Georges, marquis d'Harcourt, chef de nom et d'armes de la maison d'Harcourt, eut de Jeanne-Paule de Sainte-Aulaire. L'une des sœurs d'Emmanuel d'Harcourt fut la comtesse d'Haussonville.

Le marquis d'Harcourt, leur père, était une personnalité bien particulière à laquelle nous nous attarderons un instant pour comprendre une époque, ou plutôt une succession d'époques, et aussi une certaine ligne, une certaine mentalité politiques qui furent, en somme, celles de M. E. d'Harcourt.

Georges Douglas d'Harcourt était né en Angleterre en 1808. Il y vécut jusqu'à l'âge de quatorze ans. Son père y avait émigré, et y avait épousé une cousine éloignée, appartenant à la branche anglaise des d'Harcourt. Son fils fut élevé dans les doctrines du protestantisme anglican et il ne devint catholique que plus tard. Lord Harcourt institua les enfants de Georges d'Harcourt ses héritiers, « à condition qu'ils seraient protestants ». Mais dans la suite, un tribunal anglais cassa, après une longue procédure, cette clause du testament, « comme immorale, contraire au droit de toute créature de choisir librement sa religion » Double trait, profondément anglais dans ses deux aspects, tout de même contradictoires : respect inaltérable de la liberté individuelle, d'une part ; de l'autre, inexorable attachement à la tradition religieuse nationale, jalousement gardée par une île rebelle à toute influence étrangère, cette influence fût-elle même d'ordre spirituel. Les influences anglaises qui avaient entouré son berceau, marquèrent profondément l'enfance du marquis d'Harcourt. Quand il redevint français, elles l'imprégnèrent encore, et déterminèrent son orientation d'homme. Elles lui communiquèrent leur droiture, leurs habitudes de réflexion, de contrôle de soi-même, et aussi une sorte d'acceptation des réalités politiques du moment, une évaluation positive des gens, des choses, des idées, des événements, mais mise au service du pays à travers les vicissitudes des régimes. Pair de France de Louis-Philippe, il ne s'attarda pas, comme d'autres, à regretter la branche ainée. En 1848 seulement, sa maturité et sa loyauté instinctive l'incitèrent à comprendre que dans cette branche aînée reposait le juste droit. Dès lors il s'employa à la fusion des deux branches de la maison de Bourbon.

Il réprouva l'Empire, et ne reprit le souci et la charge des

affaires publiques qu'après 1871. Successivement on l'envoya comme ambassadeur à Vienne, puis à Londres. Sa femme, Mlle de Sainte-Aulaire, elle-même fille d'ambassadeur, était toute désignée par son éducation, son charme, son intelligence, pour l'assister dans une semblable tâche.

* * *

Ce fut dans ce foyer d'élite que grandit et se développa Emmanuel d'Harcourt. Il eut une enfance heureuse entre des parents qu'il aimait et respectait. Externe à Louis-le-Grand, il se révéla brillant élève, très studieux, épris de latin et de grec. Vint le moment de choisir une carrière, car la famille d'Harcourt avait les plus illustres traditions militaires, et elle était de celles qui mettaient leur point d'honneur à conserver ces traditions.

Premier trait caractéristique de la véritable aristocratie. Jules Lemaître dans une étude sur le temps présent a pu écrire : « La noblesse d'autrefois était essentiellement militaire; elle payait réellement ses privilèges par des services d'exception. Tout gentilhomme *servait*. En 1706, Fénelon écrit à sa belle-sœur qui voulait garder son grand garçon auprès d'elle : « Votre fils est déjà dans sa vingtième année; les autres gens de condition se gardent bien d'attendre un âge aussi avancé pour *servir*. Ils servent dès l'âge de quatorze ou quinze ans. On ne trouvera en France aucun exemple d'un homme d'un nom connu qui n'ait pas déjà fait quelques campagnes dans sa vingtième année. » Malheureusement la santé d'Emmanuel d'Harcourt ne lui permit pas tout d'abord d'entrer à Saint-Cyr. Quelques années plus tard son instinct militaire devait prendre une éclatante revanche sur les champs de bataille.

Tous ses frères furent officiers; lui, il fut diplomate. Il partit en 1864 à Rome avec M. de Sartiges, en qualité de secrétaire d'ambassade. Il possédait à un extrême degré les dons que réclame la diplomatie : intelligence, tact, esprit, finesse, curiosité, goût de la vie mondaine qui n'excluait pas chez lui, mérite plus rare, l'aptitude au travail. Mgr d'Hulst, qui le connut à cette époque, découvrait même chez lui d'étonnantes dispositions pour la théologie. Pour les laïques c'est parfois un péril, à Rome surtout. Emmanuel d'Harcourt en était trop averti pour pousser fort loin cet avantage. On

jouissait alors, dans la Ville éternelle, d'une existence charmante. Les salons étaient nombreux et hospitaliers. Bon cavalier, E. d'Harcourt profitait des chasses à courre dans la campagne romaine. Il dut quitter Rome à regret en 1869, car il venait d'être nommé à Bade. L'heure des plaisirs allait se clore, et celle des dangers allait sonner. Mais celle-ci trouvait Emmanuel d'Harcourt prêt à donner toute la mesure de sa valeur militaire.

En juillet 1870, il franchit, dernier Français, le pont de bateaux entre Kehl et Strasbourg, à l'instant où les Allemands le rompaient déjà. Il eut juste le temps de sauter d'un bord à l'autre. Le voici capitaine de mobiles, attaché à l'état-major du maréchal de Mac-Mahon, son cousin germain. A Reischoffen, c'est lui qui porte aux cuirassiers l'ordre de s'engager dans la charge célèbre et il réclame pour l'aide de camp le privilège traditionnel qui est de charger en tête. Il se distingue de telle manière que, le soir du combat, le maréchal le propose pour la Légion d'honneur, enfreignant pour une fois la règle qu'il s'était tracée de ne jamais demander une récompense pour ses parents.

Après ce brillant éclat, de sombres jours vont désormais s'écouler : la retraite, Sedan, où, littéralement, M. d'Harcourt assiste à la scène tragique de Napoléon III rendant son épée au vainqueur. Puis il partage la captivité du maréchal de Mac-Mahon; manque de peu, en une circonstance, d'être envoyé en « forteresse », en « représailles », comme l'on dirait aujourd'hui. Mais, en ces temps lointains, les Allemands se targuaient encore parfois de courtoisie chevaleresque : E. d'Harcourt demeura à Wiesbaden. Enfin il regagna la France, mais ce fut pour y trouver la Commune. En débarquant à Paris, avec ce tact subtil des événements et des hommes qu'il possédait à un degré si aigu, il en avait eu le pressentiment. Une nuit il courut réveiller le maréchal de Mac-Mahon, qui ne le voulait croire, et il l'emmena presque de force hors de Paris. Cette nuit-là le maréchal dut probablement la vie à son jeune aide de camp. Aussi ne l'oublia-t-il point lorsqu'il fut élevé à la présidence de la République, et appela-t-il auprès de lui Emmanuel d'Harcourt en qualité de secrétaire général. Quelques vieux Parisiens se souviennent encore avec émotion, avec enthousiasme, des années étincelantes où le maréchal de Mac-

Mahon occupa la présidence de la République. Jamais, assurent-ils, Paris ne brilla d'un tel éclat. Hélas! Élégantes réceptions, magnifiques revues, expositions animées, chasses joyeuses, eurent leurs revers. Ce n'est pas le lieu ni l'instant d'en parler ici. E. d'Harcourt, au poste où il était placé, et qui lui valut tant de rancunes tenaces, prit-il des notes? Ces notes, les verrons-nous paraître un jour? Et nous apprendront-elles le secret, tout au moins certains secrets, des événements? Mystère. Il en parlait rarement. Toutefois il est un point sur lequel il s'expliquait nettement. Il protestait contre la légende qui le représentait comme l'inspirateur du 16 mai. Il assurait que le maréchal de Mac-Mahon, seul, et sans consulter quiconque, avait pris l'initiative de renvoyer ses ministres.

Du reste il ne demeura pas auprès du maréchal jusqu'à la fin de sa présidence. Nous le retrouvons secrétaire du marquis de Vogüé à l'ambassade de Vienne, puis, à la chute de Mac-Mahon, il quitte le service diplomatique. Alors, pendant quelques années il voyage, s'occupe d'affaires, se marie en 1887 avec la veuve du duc de Castries. Une nouvelle phase de la vie de M. d'Harcourt commence. Dans son magnifique hôtel, entouré de chefs-d'œuvre, de tapisseries, de tableaux, d'objets d'art, il fait revivre les traditions des seigneurs d'autrefois; il reçoit, il appelle, il conseille les gens du monde et les diplomates, les historiens et les hommes politiques, les gens de lettres dont il est volontiers le parrain à l'*Union*, les artistes qu'il encourage et qu'il guide. Homme de sport éminent, président de la Société d'encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France, il est aussi et surtout peut-être homme d'œuvres, car les pauvres ont leur large part dans ses prodigalités. Aux côtés de sa sœur, la comtesse d'Haussonville, dont nul ne sépare le nom de l'admirable Croix-Rouge, il se multiplie. Un ancien ministre de la République, M. Strauss, sénateur de la Seine, me disait l'hommage spontané, total, que lui arrachait Emmanuel d'Harcourt portant des secours aux sinistrés de la banlieue parisienne lors des inondations de 1910; il me le peignait, cheminant des journées entières avec de l'eau jusqu'au ventre, en dépit de ses soixante-six ans, pour prêter assistance et appui aux malheureux qui perdaient courage. C'est à ce poste charitable de la Croix-Rouge que la Grande Guerre de 1914 le rencontra.

Demeuré soldat au fond du cœur, comme il s'ingéniera alors à soulager marins et soldats! Il parcourt sans cesse les champs de bataille et les hôpitaux. Il est partout où l'on fait appel à son dévouement : en France, aux Dardanelles, en Roumanie, où il prend part, à soixante-dix ans passés, à une terrible retraite, épouvé par la faim, le froid, l'amertume d'un succès bien lent à venir...

Le vicomte d'Harcourt s'est éteint doucement, chez son frère, le comte Louis d'Harcourt, au château de Pont-Chevron, dans le Loiret, au milieu des siens qui l'entouraient. Dans ses derniers jours, il prenait encore plaisir à toutes choses, tant se maintenaient, persistants en lui, le goût, la puissance de la vie. Il jouissait des fleurs qui s'épanouissaient malgré un inflexible été, il aimait qu'on lui amenât les enfants de ses neveux, pour témoigner de l'espoir et de la générosité d'une race toujours féconde en grands, en bons serviteurs de l'État, comme il l'avait été lui-même... Ainsi le chêne antique qu'ont flétri à la longue, vers la cime, les saisons et le vent, sentant craquer sa fibre, reprend-il essor en s'appuyant sur les jeunes pousses toutes gonflées de sève qu'un printemps prochain reverdira...

Et maintenant une question : Pourquoi un pareil homme, comblé de dons multiples, d'une activité jamais lassée, qui ne chercha pas le moins du monde à être un *émigré* au sens où l'entendit Paul Bourget, un homme qui fut accueillant à tous, qui ne repoussa aucune réalité politique, et fut même parfois très indulgent pour beaucoup d'entre elles qui le heurtaient secrètement, pourquoi cet homme vécut-il à peu près inutilisé pendant quarante ans, tandis qu'il aurait pu rendre à son pays tant de services d'ordre général, tant de services éminents, dans un poste d'ambassadeur par exemple?

Une semblable réflexion ne devrait-elle pas être, en vérité, le remords d'une époque et des tendances d'un gouvernement?

AVESNES.

REVUE LITTÉRAIRE

QU'EST-CE QU'UNE ŒUVRE MODERNE ?

Un jeune professeur d'université a écrit sur ce sujet un petit livre très curieux. Contrairement à ce qu'on pourrait attendre, l'auteur n'a aucune sévérité pour les formes les plus nouvelles de la littérature. Bien qu'il les juge absolument différentes de ce qu'il a appris durant toute sa carrière à aimer et à enseigner, il a pour elles plus que de la mansuétude, plus que de la sympathie : il sent à leur égard un goût secret, dont il nous fait part avec bonne foi (1).

C'est assurément une bonne disposition d'esprit chez un historien et chez un critique. M. Émile Bouvier, qui est maître de conférences à l'Université de Montpellier, nous avertit qu'il n'a pas prétendu écrire une histoire du présent. Il a cherché seulement à faciliter aux profanes de bonne volonté l'accès de quelques œuvres dites « modernes ». Beaucoup de lecteurs cultivés sont rebutés par l'incohérence, l'obscurité et la bizarrerie de certains livres. Ils sont tentés de prendre les auteurs pour de mauvais plaisants ou pour des ratés. M. Émile Bouvier a essayé d'étudier les ouvrages réputés étranges avec toute l'impartialité et toute la sérénité qu'on met d'habitude à comprendre les ouvrages appartenant à un passé lointain.

Voilà un point de départ intéressant. Et comme l'auteur a de l'ingéniosité, il a réussi à mettre de l'ordre là où l'on a bien envie de ne voir que du désordre. Il nous révèle même des intentions parfaitement logiques, là où, au premier abord, on ne discerne que singularités inconscientes ou voulues. Par un décret spécial du destin, ce jeune maître formé aux meilleures méthodes, pourvu d'une riche

(1) *Initiation à la Littérature d'aujourd'hui*, par M. Émile Bouvier (Renaissance du Livre).

culture, se sert des instruments intellectuels dont il dispose pour nous initier à des genres qui ne supposent pas toujours beaucoup de culture, et qui semblent surtout étonnants par l'absence de méthode. Bien plus : c'est la connaissance de l'histoire littéraire qui entraîne l'auteur à l'indulgence. L'érudition joue dans cette affaire le rôle du serpent tentateur. M. Émile Bouvier, dans la mémoire duquel chantent tous les poèmes, discerne dans les œuvres les plus récentes la suite de traditions connues. Il explique, il justifie. La culture avait décidément du bon. Elle enseignait, parmi beaucoup d'autres vertus, cette charité de l'intelligence, qui est la tolérance.

L'enthousiasme, comme on sait, peut faire quelque tort à l'analyse critique. On ne s'étonnera pas que le livre de M. Émile Bouvier contienne quelques inexactitudes, des jugements contestables. Un aussi vaste tableau ne va pas sans quelques erreurs de détail. Je les note par acquit de conscience. Mais il faut ajouter tout de suite que le livre vaut par son ensemble, et qu'il représente une tentative hardie pour faire rentrer dans le domaine de notre intelligence et même dans notre familiarité des livres qui avaient bien des chances de paraître étrangers à nos coutumes.

* * *

Qu'est-ce qu'une œuvre moderne? se demande M. Émile Bouvier. Il y a dans une même période des auteurs que le public comprend tout de suite, qui continuent, même quand ils la renouvellent, une tradition. Il en est d'autres qui déconcertent. Pour la commodité de sa démonstration, l'auteur dit que les premiers sont les anciens et que les seconds sont les modernes. C'est limiter assez arbitrairement le champ de la littérature contemporaine. Mais la distinction est claire.

Il en résulte que M. Émile Bouvier ne s'intéresse pas dans son étude à un grand nombre d'auteurs qu'il apprécie peut-être beaucoup, mais qui ne sont pas le sujet de ses soucis. Les écrivains compréhensibles n'ont pas de place dans le livre tel qu'il l'a conçu et tel qu'il avait le droit de le concevoir. Ni M. Pierre Benoit, ni M. François Mauriac, ni M. André Maurois, ni M. Jacques Lacretelle ne sollicitent son attention. S'il parle d'eux, c'est pour leur opposer un autre écrivain, qui a exprimé tout autrement qu'eux la même chose qu'eux. Ils ont cependant du succès : ils comptent dans leur génération. Mais, au fond, ils sont à leur manière très classiques. De même M. Paul Morand est cité surtout pour ses premiers essais qui sont

ingénieusement obscurs, et beaucoup moins pour ses derniers livres, qui sont cependant bien supérieurs, mais affligés d'une clarté raisonnable. Le moderne, c'est donc la surprise.

Disons tout de suite à la louange de M. Émile Bouvier qu'il ne s'en tient pas là. Cette remarque est faite pour établir un classement superficiel et provisoire. L'étonnement n'est que le commencement de toute recherche. Le savant et le philosophe, une fois la première étape franchie, se hâtent d'aller plus loin. L'auteur n'y manque pas. D'où vient notre surprise ? Comment s'explique-t-elle ? Quels sont les éléments qui la provoquent ? Dans quelles dispositions d'esprit faut-il nous mettre pour comprendre à la réflexion ce qui nous choque au premier abord? Autant de questions que M. Émile Bouvier se pose et auxquelles il répond.

Les modernes pour surprendre ont choisi un moyen qui est très vieux. Ils se sont dit qu'ils feraient tout le contraire de leurs aînés. A défaut d'autres traditions, ils ont suivi celle qui consiste à contredire et qui est vieille de plusieurs siècles. La principale préoccupation de toute génération littéraire nouvelle a toujours été de s'opposer à celle qui l'avait précédé. Il y a de ce souci dans l'école de Ronsard, dans celle de Malherbe, dans celle de Rousseau, dans celle de Hugo, et dans celle de Mallarmé. C'est tout naturel.

Or, dans la littérature qui régnait en 1914, le caractère dominant était qu'elle accordait une place prépondérante à l'intelligence. Toutes les œuvres se proposaient de démontrer, de décrire, d'expliquer les phénomènes individuels ou collectifs, de décomposer en éléments rationnels le jeu des apparences. Elles étaient claires, elles étaient logiques. Elles avaient un sens, parfois caché, mais qui pouvait être découvert. Le modernisme consiste essentiellement à se passer de l'intelligible : c'est une protestation contre la tyrannie de la raison. « A l'heure actuelle, écrit M. Émile Bouvier, la littérature d'avant-garde est une sorte de révolte, une libération des énergies inférieures domestiquées, une émancipation de la liberté imaginative. Par réaction, elle ignore l'intelligence : aussi essayer de comprendre, au sens scientifique ou pratique, l'art moderne, c'est faire fausse route : comme c'est s'égarer que de chercher à reconnaître dans ses descriptions l'image photographique des paysages ou des modèles vivants. »

Cet aveu rend bien rêveur. J'ai tenu à le citer textuellement. Quand on résume en quelques lignes une thèse soutenue en deux cents pages, on la simplifie nécessairement et on la déforme. Je crois

cependant que l'idée principale du livre de M. Émile Bouvier est bien celle que j'indique. Il donne plusieurs raisons pour expliquer le phénomène. Il nous rappelle la prétention des théories scientifiques qui se vantaient de tout expliquer et qui n'expliquaient rien. Il insiste sur le coup porté par la guerre à de jeunes esprits qui ont eu à subir trop tôt une épreuve trop dure, qui ont perdu toute confiance dans les sociétés, et dans la sagesse des hommes. Il invoque aussi la transformation du monde par la civilisation industrielle qui y apporte autant de folies que de miracles et qui est un dieu barbare.

Quelle sera la mission de la littérature mise en face de cet univers chaotique? Le décrire, c'est inutile, puisqu'il est à la fois trop petit et trop incohérent. L'expliquer, c'est une entreprise vaine, puisque les systèmes scientifiques sont tous provisoires, et se trouvent ruinés périodiquement. L'aimer, c'est impossible, puisque la société telle qu'elle existe ne provoque que déceptions, révoltes ou dégoût. La seule mission qui vaille la peine, c'est de se lancer à la recherche du mystère de la destinée par des voies inconnues. « Un immense besoin de nouveauté, de liberté, de vérité essentielle travaille l'Europe convalescente : la littérature d'avant-garde n'est qu'un appel émouvant jeté vers les forces inconnues, vers le Prométhée libérateur encore enchaîné dans les profondeurs de l'esprit. »

Pour l'historien, c'est ce qu'il y aura de pathétique dans les diverses manifestations qui ont suivi la guerre. M. Émile Bouvier considère ce mal du siècle avec une curiosité impartiale, non sans sympathie humaine. Et quand plus tard on étudiera le mouvement des idées particulières à la période 1918-1928, quand on étudiera l'évolution des mœurs, il est très probable qu'on aura quelque indulgence et quelque pitié pour une époque si fortement ébranlée et si étrangement empêchée de retrouver son équilibre. Mais toute la littérature qui en est sortie apparaîtra sans doute comme l'essai de quelque chose qui n'a pas encore de réalité. Elle est beaucoup plus intéressante pour le moraliste que pour le critique attentif aux formes de l'acte. Elle apprend davantage sur les hommes d'aujourd'hui que sur les œuvres de demain.

* * *

Mais M. Émile Bouvier est avant tout un historien de la littérature, et c'est donc des formes de l'art, des œuvres elles-mêmes, qu'il s'occupe. Il est ainsi amené à donner à certaines manifestations

modernes une grande importance. Il immobilise des mouvements éphémères et les fait entrer dans nos annales littéraires. Pour lui, la domination de l'intelligence est combattue par le rêve depuis qu'il y a des hommes qui écrivent. Il nous montre que d'Homère aux symbolistes, les poètes ont sans cesse tendu à employer des images pour désigner des choses. A la réflexion, dit-il, on constate que l'usage du symbole est courant dans la vie de tous les peuples et de tous les temps. Le langage lui-même est composé d'images. C'est ce qu'on peut discerner dans la Bible, dans les œuvres helléniques, dans les livres du moyen âge, dans Racine, dans Hugo, chez les Parnassiens et chez les symbolistes. Par une série d'exemples adroitement choisis, M. Émile Bouvier nous montre la prose française et le vers français se dégageant progressivement de leur armature intellectuelle, se dépouillant de leur contenu logique; il nous montre la disparition de la signification d'abord en ce qui concerne les récits, puis, en ce qui concerne chaque phrase, enfin chaque terme. Les mots ne valent plus par ce qu'ils désignent, mais par ce qu'ils suggèrent. Dès lors s'évanouissent les réalités, et il ne reste plus que des ombres et des hallucinations « où se mêlent les reflets déformés de la vie terrestre et les prestiges étranges de l'imagination créatrice débridée ».

Et ainsi, après avoir soigneusement noté l'influence de Rimbaud, M. Émile Bouvier en arrive au cubisme, à Guillaume Apollinaire, au dadaïsme et au surréalisme. Il écrit sur ces sujets difficiles des pages sérieuses et documentées. Deux textes qu'il cite résumeront assez bien, en grossissant quelque peu, ce qu'il explique avec beaucoup plus de nuance et de finesse. M. Francis Carco, racontant les origines du cubisme et les conversations éperdues que poursuivaient ses adeptes dans un cabaret, rapporte ce mot de Picasso : « Lorsque tu fais un paysage, confiait le maître à ses auditeurs, il faut d'abord que ça ressemble à une assiette. » Or, ajoute M. Carco, Picasso ne riait pas, ni ses disciples. « Mais les discussions ne finissaient plus sous la lampe de Frédéric et il arrivait bien souvent à l'aube de nous surprendre en train de tâcher de nous mettre d'accord sur les principes les plus extravagants. » Si tu ne peux pas, disait encore Picasso, peindre en entier une personne, « tu mets les jambes à côté sur la toile ». On devine ce que donne l'alliance de ces principes de peinture avec la littérature nouvelle. La poésie fut mise en demeure de suggérer elle-même la totalité de l'objet à dépeindre, au lieu de n'en montrer qu'un côté. « Les plus méthodiques s'exercèrent à décomposer par

l'analyse un paysage ou une scène en éléments essentiels, puis à combiner ces matériaux selon les lois d'une perspective originale... Les plus nonchalants se contentèrent d'aligner leurs impressions au fur et à mesure qu'elles s'imposaient à une réflexion volontairement inconsistante. »

Ce n'était qu'un début. Les cubistes s'unirent à une jeune troupe ardente de littérateurs et de musiciens pour lancer ce dadaïsme, que M. Émile Bouvier nomme avec gentillesse une crise de croissance et qui devait être prolongé et complété par le surréalisme. Cette fois, c'était le problème de l'art tout entier dans ses rapports avec la vie qu'il s'agissait de résoudre. Ce n'était pas un mouvement exclusivement littéraire. « C'est une révolte philosophique et humoristique contre l'absurdité de l'existence moderne et plus spécialement contre les prétentions des gens de lettres. » On lit dans les manifestes de l'école : « Il est inadmissible qu'un homme laisse une trace de son passage sur la terre. Dada ne reconnaissant que l'instinct condamne *a priori* l'explication. Selon lui, nous ne devons garder aucun contrôle sur nous-mêmes. Il ne peut plus être question de ces dogmes, la morale et le goût. » Et on lit encore ceci : « Vous ne comprenez pas, n'est-ce pas, ce que nous faisons! Eh! bien, chers amis, nous le comprenons moins encore. Quel bonheur, hein, vous avez raison! »

Enfin, dernière venue, l'école surréaliste dès 1924 étudia l'activité inconsciente de l'esprit. Elle décrivit des rêves, étudia les phénomènes métapsychiques, collectionna les faits bizarres, les combinaisons inédites, afin de saisir dans quelles conditions s'opère le choc émotif produit dans notre esprit par certaines incohérences. Il n'était pas seulement question de littérature. Il s'agissait de descendre par l'intermédiaire de ces activités profondes « dans le monde des vraies réalités, des surréalités ». Et ces surréalités n'appartiennent pas au monde des idées, comme le voulait Platon, ni au monde des idées claires et distinctes, comme le voulait Descartes. Après avoir nié le réel et l'irréel, l'école nouvelle s'empare d'un moyen terme « qui les concrète et les contient, le surréel », lequel est l'une des déterminations de la poésie. L'invention, dit un texte capital de M. Louis Aragon, se résume « dans l'établissement d'un rapport surréel entre les éléments concrets, et son mécanisme est l'inspiration ». La conclusion est qu'il faut démolir la littérature et la société.

C'est à quoi se sont appliqués des écrivains « modernes » en concevant une littérature indépendante de la vérité historique ou scientifique, indépendante de la vraisemblance, indépendante de

l'intelligence, une littérature s'évadant des lois de l'entendement du déterminisme des causes et des effets, livrée à la fantaisie de l'inspiration, et à l'inconscient. A la fin d'un de ses chapitres M. Émile Bouvier rassemble ses impressions mitigées et après avoir cité un poème de Guillaume Apollinaire qui se termine par ces mots : « Pitié pour nos erreurs, pitié pour nos péchés », il ajoute : « Oui, pitié pour ceux qui furent hélas! des écrivains d'avant-garde et pitié pour le modeste historien qui a la faiblesse de s'intéresser à eux! »

***

N'opposons pas une résistance cruelle à cette requête modeste. Mais cependant adressons à M. Émile Bouvier un certain nombre d'objections. Et d'abord, M. Émile Bouvier fait remonter la responsabilité littéraire de l'anti-intellectualisme contemporain au mouvement symboliste. Est-ce bien juste? Les symbolistes ont réagi aux environs de 1885 contre les formes arrêtées de la poésie parnassienne et plus encore contre les excès du naturalisme. Ils ont pris goût aux idées, ils ont permis aux émotions de retrouver leurs titres de noblesse; ils se sont intéressés à l'existence individuelle, aux lois secrètes de la nature et des êtres, à l'âme; ils ont renouvelé la traduction artistique de la vie intérieure et du monde extérieur, ils ont assoupli les systèmes.

Après la période orageuse, où une école se plaît à être obscure et révolutionnaire, ils sont revenus enrichis à la tradition. M. Émile Bouvier rappelle lui-même, qu'après *Tel qu'en Songe*, Henri de Régnier a écrit *la Cité des Eaux*. Il ajoute, et avec raison, que même là où la poésie réclame une attention soutenue pour être comprise, elle ne désire pas être inintelligible. Le symbolisme verbal aboutissait parfois à l'obscurité des métaphores; le symbolisme philosophique conduisait au dédoublement du récit et invitait le lecteur à chercher au delà du sens apparent une signification plus subtile. Mais cette esthétique n'était pas fondée sur la conception de l'intelligence : elle s'appuyait sur une conception de la pensée, qui est un accord subtil entre la raison et la sensibilité.

Mallarmé a dit que le poème est un mystère dont le lecteur doit chercher la clef. C'est qu'il y en a une. Un volume de vers peut n'être pas intelligible du premier coup, avoir besoin d'être médité pour être tout entier compris. On peut n'avoir aucun goût pour cette littérature difficile et garder le culte de la clarté. Il n'en reste pas moins que les poèmes qui réclament un certain effort d'exégèse sont

au fond l'expression de vérités éternelles sur l'univers, le destin et les passions humaines. Ils demeurent, en leur essence, soumis aux lois de l'entendement. La forme en est nouvelle, compliquée parfois : l'inspiration est tout de même conforme aux habitudes de l'esprit.

Il est possible que la littérature « moderne » ait emprunté cette forme. Mais elle a été beaucoup plus loin que le symbolisme. Entre elle et lui, il n'y a pas une différence de degré. C'est la conception même de l'art littéraire qui a changé de nature. Il s'agit pour les nouveaux venus d'échapper aux règles non du langage, mais de la pensée. C'est ce que M. Émile Bouvier démontre fort bien d'ailleurs dans la dernière partie de son ouvrage. « Même, lorsque se produisit vers 1908 le premier retour offensif du symbolisme, on ne s'attacha d'abord qu'aux éléments intellectuels de cette vaste théorie. On affirma que tout poème devait avoir un sens, sens caché, philosophique de préférence, que la réflexion du lecteur devait, au prix de quelques efforts, découvrir derrière les obscurités du verbe. C'est ainsi que force poèmes de René Ghil, de Pierre Reverdy, de Paul Claudel, de Fernand Divoire, s'adressent encore aussi bien à notre raison qu'à notre cœur. »

M. Émile Bouvier croit en outre que la philosophie scientifique et la métaphysique de notre temps sont pour quelque chose dans les incertitudes de la littérature contemporaine. Il écrit que l'affaiblissement des théories déterministes, les nouvelles conceptions de l'atome qui ont ruiné la vieille notion géométrique de la matière, les hypothèses relativistes, les travaux sur le subconscient et le snobisme du freudisme ont jeté le découragement et le doute dans les esprits. Ce n'est pas certain. Il est permis d'être très sceptique quand il s'agit de l'influence de la philosophie sur la littérature. On a beaucoup exagéré l'influence du cartésianisme sur les auteurs du XVII^e^ siècle. Les poètes rassemblent quelques pensées philosophiques quand elles ont subi l'épreuve du temps, ou même parfois ils les devancent, par un heureux effet de leur magie propre. Mais ils sont beaucoup plus sensibles aux idées reçues dans leur enfance qu'aux théories à la mode quand ils sont adultes. Et en quoi le déterminisme favorise-t-il telle ou telle forme d'art? Il y a plus d'imagination librement créatrice dans Racine, tout imprégné de la terrible doctrine janséniste, que dans Corneille, poète somptueux de la volonté et de la liberté humaine.

D'ailleurs l'influence des travaux critiques et philosophiques a été bien antérieure au mouvement de 1918. On peut dire qu'elle s'est exercée avant 1914. Malgré les différences très grandes qui séparent les

critiques, les essayistes, les romanciers d'avant guerre, la plupart ont collaboré à mettre en lumière une série de conclusions entre lesquelles il y a des relations certaines. Par l'analyse des passions, par le spectacle des événements, par l'étude de l'histoire, par l'examen des livres, ils ont procédé à une sorte de grande enquête sur l'homme. Ils ont dressé un bilan nouveau des vérités qui leur paraissaient les mieux établies. La campagne contre le naturalisme engagée par Brunetière, l'analyse du XVIII^e^ siècle et de la politique du XIX^e^ poursuivie par Faguet, cette apologétique expérimentale établie par M. Paul Bourget dans *les Essais de psychologie*, puis dans les *Pages de doctrine et de morale*, le procès du romantisme et l'apologie des idées classiques instituée par M. Charles Maurras, sont comme autant de routes diverses qui aboutissent à faire apercevoir sensiblement le même point de vue. Une œuvre aussi peu dogmatique dans la forme que celle de Maurice Barrès implique toute une conception des rapports entre l'intelligence et la sensibilité : qui ne se souvient des réflexions des *Déracinés* sur la pensée si fière d'être indépendante, et si soumise aux conditions nationales qui la fixent ?

Il n'est pas jusqu'à Remy de Gourmont, tout nourri cependant du XVIII^e^ siècle, artiste et voluptueux, qui, par son horreur du kantisme et des abstractions, par ses dissociations d'idées et son scepticisme, n'ait contribué à ce mouvement général, et c'est à lui qu'il était réservé d'être le critique même de l'école symboliste. Toutes les conclusions aboutissaient, en 1914, à former une nouvelle sagesse française. Les événements l'ont ébranlée. Mais elle était. Et si les « modernes » ont les caractères définis par M. Bouvier, la cause en est beaucoup plus à une crise morale qu'à une philosophie générale, dont les enseignements étaient, il y a si peu de temps encore, en faveur de disciplines aujourd'hui méconnues.

Ailleurs, M. Émile Bouvier, convaincu non sans raison de l'influence de Marcel Proust, lui fait, m'a-t il semblé, une place à part parmi les responsables du mouvement contemporain. C'est bien contestable. L'œuvre de Marcel Proust est essentiellement une étude de la sensibilité, mais elle est inspirée tout entière par une intelligence aiguë, et soutenue par une force d'analyse exceptionnelle. C'est une étude des passions humaines les plus différentes, depuis la vanité, le snobisme, l'orgueil, jusqu'aux complications du cœur et des sens. On ne peut pas dire que l'œuvre de Marcel Proust soit un effort pour se libérer de la raison. C'est au contraire un effort pour amener la lumière de l'esprit jusque dans

les régions les plus obscures de la sensibilité. En revanche, M. Émile Bouvier néglige une influence qui ne me paraît pas contestable, celle de la littérature russe. Il y a dans la *Salle 6* d'Antoine Tchekov des méditations sur l'absurdité humaine d'une insolence cinglante, qui sont beaucoup plus proches de certaines affirmations « modernes » que les livres de Marcel Proust.

Nous avons voulu montrer, écrit à la fin de son livre M. Émile Bouvier, que tout ce qui se dit moderne n'est pas inférieur, que tout ce qui nous déconcerte n'est pas sans valeur, et que l'incohérence elle-même « en littérature a quelque raison d'être ». Il faudrait ajouter que c'est là une manière indulgente de juger les périodes d'élaboration, mais que ces périodes ne sont intéressantes que si elles conduisent à un résultat valable. Depuis deux ans que nous avons essayé ici de faire connaître les tendances nouvelles de la littérature, nous avons essayé de discerner où elles menaient. Le moment nous semble proche où ces expériences vont se terminer.

Si M. Émile Bouvier a pu écrire un livre qui est une histoire, c'est que les écoles dont il parle ont déjà accompli ce qu'elles avaient à faire. Son étude est une conclusion. A moins que ne surgisse un écrivain doué de génie, toute cette effervescence d'après-guerre tombe déjà. Le public, qui aime alternativement retrouver ce qu'il connaît et s'ébahir devant ce qui lui semble nouveau, commence d'éprouver une certaine lassitude. A force d'entendre parler de l'inconscient, il ne serait pas fâché d'entendre un peu parler du conscient. A force de voir des êtres déchaînés, qui obéissent à des instincts « purs », il finit par se dire qu'il doit exister des créatures pensantes et équilibrées. A force de lire les notations où sont collectionnées les sensations, il finit par avoir une certaine nostalgie des phrases qui ont un sens, et des livres qui ont un commencement et une fin. Il est possible que les écrivains reviennent enrichis de ce voyage au pays étrange où ils se sont complu. Mais c'est un fait qu'ils reviennent. M. Émile Bouvier nous facilite le travail qui consistera à chercher ce que les jeunes rapportent de leurs expéditions, et ce qu'ils retiennent du surréalisme.

André Chaumeix.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

C'est le sort de la plupart des États civilisés d'aujourd'hui que, astreints à la périodicité des renouvellements électoraux, ils n'ont pas toute latitude pour résoudre, avec célérité et en toute tranquillité d'esprit, les grandes affaires internationales qui pourtant touchent à leurs intérêts les plus importants. C'est ainsi que la question des réparations et de l'aménagement du plan Dawes est conditionnée et retardée par l'élection du Président des États-Unis et les élections générales en Angleterre. La première est maintenant très prochaine : c'est le 6 novembre que, sur toute l'étendue des quarante-huit États qui couvrent un territoire aussi grand que l'Europe, les électeurs choisiront leurs délégués et que l'on pourra prévoir le gagnant de la course. Mais le nouvel élu n'entrera à la Maison Blanche que le 4 mars 1929 et, d'ici là, se prolongera une sorte d'interrègne durant lequel aucune initiative importante ne sera prise. Ensuite viendront, en juin probablement, les élections générales britanniques ; et l'on peut se demander si les Allemands souhaitent arriver, avant cette époque, à une solution des problèmes qui les intéressent au premier chef ; le récent séjour, à Berlin, de M. Ramsay MacDonald, — ancien et, si la majorité parlementaire était retournée, futur Premier travailliste, — a été pour lui l'occasion de recueillir des applaudissements en critiquant sans ménagement la politique franco-britannique et en abondant, à l'encontre de son propre pays, dans le sens des revendications allemandes.

Déjà, en vue de l'échéance de juin, les partis politiques anglais prennent leurs positions ; conservateurs, libéraux, travaillistes viennent, chacun de son côté, de tenir leur congrès et de définir leur programme. Les libéraux, par l'organe de M. Lloyd George, cherchent à amener le débat sur le terrain libre-échangiste, dans

l'espoir de réveiller, parmi les électeurs, les vieux souvenirs du libéralisme manchestérien qui a fait naguère la fortune de l'Angleterre, mais qui ne suffit plus à la sauvegarder. M. Baldwin, d'ailleurs, se garde de prêter le flanc à cette attaque insidieuse; il a soin d'affirmer son attachement aux principes du libéralisme économique qui, dans son système, n'exclut pas la protection des industries particulièrement exposées à la concurrence et l'aide aux chômeurs dont le nombre ne fait qu'augmenter.

Libéraux et travaillistes se livrent, parallèlement, aux plus vives attaques contre la politique conservatrice, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, mais ils ne confondent ni leurs programmes ni leurs troupes. On croit, en général, que les conservateurs perdront des sièges et des voix, car les partis au pouvoir s'usent toujours, mais qu'ils garderont la majorité. Seule une entente des libéraux et du Labour party pourrait la leur arracher. Les travaillistes, dans leur récent congrès de Birmingham, ont éliminé de la direction du parti les éléments les plus avancés et rompu avec les communistes; se plaçant nettement sur le terrain réformiste, ils se sont, par là, rapprochés des libéraux. Cette évolution vers la modération et la discipline est rassurante pour l'avenir lointain de l'Angleterre, mais elle sera dangereuse, aux prochaines élections, pour les conservateurs aussi bien que pour les libéraux. Mais, en Angleterre, chaque parti a le respect de ses propres idées et ne les compromet pas dans des alliances électorales : il est vrai que l'immoral second tour de scrutin n'exerce pas ses tentations sur les candidats. Les chefs des deux groupes ont déclaré qu'ils auraient, partout où la lutte est possible, chacun leur candidat et défendraient intégralement leurs doctrines. Une élection partielle a eu lieu dernièrement dans une circonscription très disputée du Devonshire, à Tavistock; le candidat conservateur l'a emporté avec 10 745 voix, mais le libéral n'était distancé que de 173 suffrages et le candidat du Labour party recueillait 2 449 voix. Le cas est topique et se produira fréquemment aux élections de 1929. Entre libéraux et travaillistes, il y a toute la distance qui sépare le socialisme du libéralisme et M. Lawson, président du Comité exécutif de la fédération libérale de Manchester, déclarait dernièrement qu'un arrangement entre les deux partis avant le scrutin serait « une offense à la moralité politique ». Les élections, d'ailleurs, sont encore éloignées et il se peut que, d'ici là, les conservateurs désirent, afin de s'en prévaloir devant les électeurs, résoudre les problèmes pendants entre les Alliés et l'Allemagne.

Au contraire, aux États-Unis, l'heure fatidique approche ; c'est le 6 novembre que les électeurs, au milieu de l'agitation traditionnelle, se prononceront. La campagne a été brillante et intéressante ; elle a mis en opposition les deux courants qui divisent la grande démocratie américaine moins sur des idées divergentes que sur des tendances presque impossibles à analyser. M. Hoover est le type du haut fonctionnaire intègre et éclairé ; il représente la forte tradition des républicains des États atlantiques du Nord, la vieille Amérique anglo-saxonne, puritaine, individualiste et « sèche » ; il est l'homme du haut commerce, de la grande industrie, de la collusion de la politique et des affaires. Le candidat démocrate, le populaire, éloquent, ingénieux Alfred E. Smith, « Al. Smith », gouverneur de l'État de New-York, est, au contraire, un homme nouveau, fils de ses œuvres, porté par son adresse et le suffrage des citoyens aux plus hautes fonctions électives. Pour la première fois, aux États-Unis, s'il était élu, un catholique entrerait à la Maison Blanche aux lieu et place de M. Calvin Coolidge. Des deux côtés, on se défend de mêler la religion à la politique, tant le respect absolu des droits de la conscience est ancré dans les âmes américaines ; mais, sous main, les grandes Églises baptiste et méthodiste, les descendants des puritains, agitent l'opinion. Le Ku-Klux-Klan mène campagne contre le papisme. Le sénateur Hefflin, de l'Alabama, déclare que nommer M. Smith président, c'est « faire entrer le Pape à la Maison Blanche et lui confier le gouvernement des États-Unis ». A l'idée que Al. Smith pourrait devenir président, la vieille bourgeoisie de l'Est se voile la face.

Le débat, au fond, porte surtout sur la loi de prohibition. Le gouverneur Smith promet, s'il est élu, d'apporter des tempéraments à la fameuse loi Volstead qui, depuis qu'elle est en vigueur, sans avoir réussi à supprimer l'alcoolisme, trouble profondément la vie politique et sociale aux États-Unis. Mais, derrière l'antagonisme « humides » contre « secs », on voit se dessiner deux conceptions différentes de la morale, de la religion, de l'État et de l'avenir des États-Unis. L'administration intègre d'Al. Smith, qui a réussi à nettoyer la légendaire sentine de Tammany Hall, a été en même temps très secourable au menu peuple, aux immigrants. Il aura pour lui les nouveaux Américains : Irlandais, Allemands, Polonais, Italiens, Juifs et en général les classes les plus pauvres. Il espère que le mécontentement des fermiers du Middle-West lui assurera l'appoint décisif de quelques États du Nord-Ouest, mais il se peut qu'il s'aliène

quelques-uns de ces États du Sud qui, depuis la guerre de Sécession, n'ont jamais manqué de voter pour le candidat démocrate, mais qui sont très attachés aux préjugés traditionnels et aristocratiques des riches planteurs. Le vieux « cléricalisme » puritain s'insurge contre le suppôt de l'Enfer qui rouvrirait la porte au vin et à la bière en même temps qu'aux influences pernicieuses de l'Antechrist de Rome.

Pour mener sa campagne, M. Hoover se contente de montrer la prospérité que l'administration républicaine a apportée aux Américains; il dépeint son adversaire comme disposé à abaisser les droits de douane qui, selon lui, sont l'origine et la condition de la situation florissante des affaires américaines et de l'élévation des salaires. M. Smith s'est défendu, dans son discours de Saint-Louis, d'être moins protectionniste que son concurrent. Il n'est, pas plus que lui, disposé à remettre aux Européens les dettes contractées pendant la guerre. Que les deux candidats aient, sur le seul point qui nous intéresse directement, le même programme, c'est l'indice de l'impopularité que risquerait l'homme d'État qui oserait prendre l'initiative d'une générosité cependant peu onéreuse au Trésor américain. M. Smith, de son côté, cherche à coaliser, par son éloquence enflammée, tous ceux que la ploutocratie maîtresse du gouvernement lèse ou offusque : sa campagne, très active, ardente, spirituelle, soulève les sympathies, les rires, l'enthousiasme; mais entraînera-t-elle les votes? C'est une autre affaire. M. Hoover, ouvertement soutenu par M. Coolidge, est appuyé par les manieurs d'argent, les créateurs d'industrie, les maîtres du haut commerce, bref par toute la puissance du roi-dollar : M. Smith fait appel aux sentiments du peuple américain, M. Hoover à ses intérêts. Il se peut que le scrutin du 6 novembre apporte quelques surprises; il est impossible de supputer combien la popularité de M. Smith peut attirer de suffrages; les plus grandes probabilités sont cependant pour que le « ticket » républicain sorte vainqueur de l'épreuve. Mais c'est déjà un fait sans précédent, annonciateur de temps nouveaux, qu'un homme tel qu'Al. Smith, un Américain nouveau, un catholique romain, se soit imposé, par son talent et son énergie, comme le candidat de l'un des deux partis historiques qui se succèdent à la tête de la plus nombreuse et la plus riche des nations blanches. Pour nous, Français, qui comptons des amis dans les deux camps, nous ne pouvons que regarder de loin une lutte dont nos intérêts ne sont pas l'enjeu, sans oublier cependant que c'est une administration démocrate

qui, avec le président Wilson, a envoyé les beaux gars d'Amerique se battre à côté de nos soldats.

Le complot que M. Hearst, avec ses journaux, a ourdi contre la France et l'Angleterre à propos de l'accord naval, ne serait-il pas dirigé en même temps contre la candidature de M. Smith et sa popularité? On serait tenté de le croire quand on sait que c'est M. Smith qui, en purifiant Tammany Hall, en a chassé les créatures de M. Hearst et a brisé sa carrière politique. Comme ennemi de la France et de l'Angleterre, Hearst, pendant la guerre, a fait ses preuves par la calomnie et le mensonge. N'est-ce pas lui qui imagina de publier, en « manchette » de son journal, le *New-York American*, du 14 mars 1919, l'ignoble accusation : « La France a fait payer à l'Amerique le loyer du terrain sur lequel ses soldats ont combattu » ? Et, quelques jours après, c'était l'emplacement des cimetières américains dont la France exigeait le paiement! Qu'un tel personnage ait eu l'impudence de venir à Paris et, par l'intermédiaire d'un correspondant à ses gages, de suborner un journaliste français qui, abusant de la bienveillance imprudente d'un jeune fonctionnaire du quai d'Orsay, réussit à lui procurer un document confidentiel d'ailleurs peu compromettant, il n'y a rien là qui puisse nous étonner. Il est plus étrange et plus significatif qu'une telle « révélation » ait pu provoquer quelque émoi aux États-Unis et soulever par le monde cet étrange concert où les chemises noires ont fait chorus avec les bonnets rouges. Le dossier de la négociation franco-anglaise a été publié en même temps à Paris et à Londres le 23 octobre ; il montre toute l'affaire dans sa simplicité et ses bonnes intentions ; il révèle l'hypocrisie des malveillances déchaînées contre l'entente franco-britannique. Profitable leçon qui devrait nous éclairer sur les desseins cachés de certains adversaires ou rivaux.

Pourtant, n'étaient les préoccupations électorales qui retardent les solutions, on pourrait espérer que les délicates affaires qui restent en suspens pour que s'achève la liquidation de la guerre, vont bientôt entrer dans leur phase terminale. L'activité de M. Parker Gilbert cherche à trouver une conclusion pratique aux résolutions arrêtées à Genève entre les représentants de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Belgique, et formulées dans le communiqué du 16 septembre. L'agent général des paiements a poursuivi ses négociations à Berlin d'abord, où il réside habituellement, puis à Londres, de là à Paris où il est arrivé le 18 octobre et où le chancelier de l'Échiquier, M. Winston Churchill, l'a accompagné,

ensuite à Bruxelles. M. Parker Gilbert étudie, avec le louable désir d'arriver à une juste conciliation des intérêts engagés, les moyens de fixer définitivement le total des réparations à payer par l'Allemagne à un chiffre que le gouvernement de Berlin accepterait volontairement et de supprimer ensuite le comité des transferts. Une commission d'experts va être nommée par les six puissances intéressées afin d'étudier ces projets et d'arriver à des conclusions.

Le plan Dawes, par le fait même qu'il fixe l'annuité pleine à payer par l'Allemagne à 2 milliards 500 millions de marks or, implique une revision du montant global de la dette fixé à 132 milliards de marks or par l'état des paiements de mai 1921, puisque 2 milliards et demi ne représentent même pas l'intérêt annuel de 132 milliards et que, par conséquent, même si l'Allemagne payait pendant mille ans la pleine annuité, elle ne diminuerait pas, au contraire, le montant total de sa dette. Mais dans quelle mesure cette réduction et cette fixation doivent-elles être réalisées ? Ce fut l'objet des entretiens préparatoires que M. Parker Gilbert eut à Londres, notamment avec M. Baldwin et M. Churchill. La presse anglaise semble indiquer que les experts britanniques et l'agent général des paiements seraient d'accord pour supprimer la commission des transferts. Il conviendrait d'abord de s'assurer que le gouvernement du Reich est disposé à s'acquitter régulièrement des obligations réduites qui lui seraient imposées et ne cherchera pas à organiser dans son budget un déficit artificiel avec l'espoir de s'y soustraire. L'Allemagne, de son côté, renoncerait à se prévaloir de la clause des tranferts et assurerait, en tout état de cause, le paiement régulier de ses annuités.

Que M. Winston Churchill se soit spontanément déplacé pour avoir, à Paris, un entretien avec M. Poincaré et M. Parker Gilbert, c'est un heureux signe de la volonté d'entente préalable entre Londres et Paris ; c'est aussi un indice que les pourparlers sont plus avancés que ne le disent les communiqués officiels. Les sommes que l'Allemagne peut payer devront être fixées de manière à couvrir les dettes de guerre interalliées et à laisser un excédent suffisant pour l'amortissement des dettes intérieures de réparations, particulièrement pour la France et la Belgique. Le règlement est subordonné d'abord au maintien, par le gouvernement britannique, du principe formulé dans la note Balfour de 1922, à savoir que l'Angleterre ne gardera pour elle, sur les paiements allemands, que les sommes nécessaires à compenser ses propres versements aux États-Unis.

Quel serait alors le montant de la dette allemande destinée à

compenser les réparations exécutées à leurs frais par la France et par la Belgique, y compris les 6 milliards que la Belgique réclame au titre des émissions de billets faites par les Allemands durant l'occupation? D'après des évaluations qui n'ont rien de définitif, la dette allemande pourrait être fixée aux alentours de quarante milliards de marks or. L'Allemagne serait alors dégagée de tout contrôle financier et de toute occupation militaire. Mais il serait nécessaire que, par une combinaison de commercialisation, la régularité des paiements fût assurée dans tous les cas; il faudrait que la formule dont on a jadis leurré les justes revendications françaises après l'invasion et la victoire « l'Allemagne paiera », devint enfin, sur une échelle déjà trop réduite, une vérité garantie.

Il va sans dire que s'il entrait dans les vues du gouvernement des États-Unis d'alléger encore la dette allemande, il en aurait, et il en aurait seul, la possibilité, dans toute la mesure où lui-même réduirait les dettes que l'Angleterre, la France et les autres puissances alliées ont contractées vis-à-vis de lui pour le commun succès. Qu'ils le veuillent ou non, c'est un fait que les États-Unis sont indirectement les créanciers de l'Allemagne. Il va de soi que l'une des conditions d'un règlement général serait la ratification, par le gouvernement français, de l'accord Mellon-Bérenger qui fixe le montant de la dette française envers l'Amérique. Les inconvénients que pourrait comporter une telle ratification seraient aujourd'hui beaucoup moins graves, grâce au rétablissement opéré par M. Poincaré, et seraient compensés par des avantages essentiels. Rien d'ailleurs n'a été encore décidé, ni dans les entretiens avec M. Churchill et avec M. Parker Gilbert, ni dans les conseils du gouvernement. Nous ne sommes qu'aux préliminaires de négociations qui seront longues et difficiles, mais que la bonne volonté, pourvu qu'elle soit générale, peut mener à une heureuse conclusion.

Les 14 et 21 octobre s'est accompli, dans toute la France, le renouvellement de la moitié des conseillers généraux et de la moitié des conseillers d'arrondissement. Le suffrage cantonal est, de tous, le plus fidèle à ses élus qui sont, en général, quelque personne notoire, particulièrement active à s'occuper des intérêts de l'électeur et à porter ses réclamations au chef-lieu : aussi l'a-t-on nommé le scrutin des médecins, parce que le médecin du canton, qui pénètre chez tous les électeurs, devient aisément, pour peu qu'il sache s'y prendre, membre de l'Assemblée départementale ou d'arrondissement. Il en

a été, cette fois, comme de coutume : rares sont les sortants qui ne rentrent pas. Cette mésaventure est arrivée cependant à quelques membres notoires du parti radical-socialiste, surtout dans le Midi, et c'est par des socialistes qu'ils ont été battus : MM. Pams dans l'Ariège, Honoré Leygue dans la Haute-Garonne, Lamoureux dans l'Allier. La querelle de *la Dépêche de Toulouse* et du *Midi socialiste* serait assez divertissante à observer de loin, si elle n'était pas le triste symbole de la pauvreté des programmes et de l'âpreté des rivalités de clan. Somme toute, la position respective des partis ne s'est pas modifiée. On notera avec regret, en Alsace, le succès de plusieurs candidats autonomistes. Le redressement de l'esprit public, dans les départements recouvrés, ne pourra être que l'œuvre du temps; il sera grandement aidé par une plus complète pénétration réciproque de l'Alsace et du reste de la France et, à ce point de vue, l'inauguration du chemin de fer d'Épinal à Strasbourg, par Saales et Schirmeck, est un heureux événement qui a soulevé, sur le passage du président du Conseil, les plus chaleureuses acclamations; il sera, au contraire, gêné et retardé chaque fois que se manifestera, soit dans les actes gouvernementaux, soit dans les manifestations des partis les plus influents, une recrudescence de cette politique de déchristianisation qui, sous couleur d'anticléricalisme, a déjà, au dehors, fait tant de mal à l'influence française.

C'est pourquoi l'initiative du ministère des Affaires étrangères qui a demandé et obtenu, de M. Poincaré et de M. Albert Sarraut, ministres des Finances et de l'Intérieur, l'insertion dans la loi de finances pour 1929, des deux articles 70 et 71, mérite la gratitude de tous les Français qui font passer l'intérêt national avant leurs préférences politiques. Depuis longtemps, depuis le fameux discours de Waldeck-Rousseau au Sénat, la détresse des instituts missionnaires qui, avec des ressources infimes, font vivre et prospérer, dans les cinq parties du monde, ces écoles qui sont le plus efficace instrument de diffusion de la langue et de l'influence française au dehors, préoccupait les hommes qui ont la responsabilité du pouvoir. Le quai d'Orsay, en particulier, recevait de tous ses agents à l'étranger des rapports où la diminution du nombre des religieux français et leur remplacement par des étrangers sont signalés avec une patriotique angoisse. Insensiblement, malgré les efforts héroïques des congréganistes français, ces florissantes écoles, où se pressent des enfants de toute race et de toute croyance, pourraient-elles donc passer en des mains étrangères? Sans doute, si les sources du recrutement se trou-

vaient taries. Un seul exemple, celui des Frères des Écoles chrétiennes, ces admirables éducateurs : ils étaient, en 1909, 4823 membres enseignant à l'étranger, dont seulement 313 non français, pour la plupart belges, russes, luxembourgeois; ils n'étaient plus, en 1922, que 2546; la guerre avait éclairci leurs rangs et il avait fallu ouvrir la porte à 838 étrangers. Dans le conseil directeur siègent 5 étrangers sur 12 membres. Maurice Barrès, dans ces rapports émouvants qui sont comme le testament politique et littéraire de son grand cœur, décrit le désastre que préparent pour l'influence française, les obstacles que la loi de 1901 oppose au recrutement des missionnaires. Cette loi a été interprétée, par le sectarisme de Combes et de ses émules, contrairement à l'esprit du législateur qui entendait placer les congrégations sous le contrôle de l'État mais non leur refuser en bloc l'autorisation qu'on les invitait à demander.

L'opinion publique s'est émue. Il n'est pas un Français ayant voyagé à l'étranger, particulièrement dans le Levant, qui ne se soit senti pénétré de reconnaissance par le spectacle de ces beaux collèges où la langue française devient, pour l'intelligence éveillée des enfants du pays, le véhicule de la civilisation et du sentiment de la dignité humaine; il n'en est pas un qui n'ait été ému en visitant ces humbles écoles de petites villes où un ou deux frères, deux ou trois sœurs, isolés au milieu de populations étrangères, rassemblent un essaim de petits enfants autour d'un alphabet et d'un dispensaire. Une trentaine des professeurs les plus éminents de notre haut enseignement, appartenant à toutes les nuances de la pensée philosophique, parmi lesquels MM. Richet, Janet, Lévy-Brühl, Georges Dumas, Gaston Jèze, au retour d'un voyage en Amérique latine, écrivaient, le 17 décembre 1926, à M. Poincaré : « Les signataires de cette lettre professent les opinions religieuses ou philosophiques les plus diverses; mais, pour des raisons nationales, dont ils ont été à même de peser toute la gravité, ils sont unanimes à vous demander de sauver les congrégations françaises d'Amérique latine en leur accordant des noviciats. Ils sont tous convaincus, par leur expérience directe, que l'enseignement de ces congrégations est une des conditions préalables du rayonnement intellectuel et moral de la France en Amérique latine. »

A cet appel si explicite et qui fait tant d'honneur aux esprits indépendants qui l'ont rédigé, répond aujourd'hui le projet gouvernemental, adopté par la commission des finances de la Chambre. L'exposé des motifs en explique avec force la nécessité et l'urgence.

L'article 70 autorise la dévolution aux associations diocésaines du reliquat des biens tombés aux mains de l'État par la loi de 1905 et non encore attribués ; l'article 71 accorde aux congrégations ayant pour objet l'enseignement à l'étranger et les missions et qui pourraient être autorisées par décret, le droit de posséder en France, aux ports d'embarquement, leur siège social, leur noviciat et leur procure. Le gouvernement qui subventionne, insuffisamment d'ailleurs, ces écoles à l'étranger, refusait jusqu'ici à ceux qui les dirigent et qui y enseignent, le moyen de se recruter. C'est cette anomalie dont les dispositions introduites dans la loi de finances préparent la disparition.

Les articles 70 et 71 ont été, pour la petite phalange des radicaux-socialistes qui supportent impatiemment la politique d'union nationale et l'autorité de M. Poincaré, une aubaine inespérée : on allait retrouver, pour disloquer le ministère, la vieille machine de guerre anticléricale. Mais le conseil des ministres du 16 octobre et le communiqué officiel ont remis les choses au point; aucun ministre n'a donné sa démission ; l'extrême-gauche radicale-socialiste s'agite dans le vide. M. Léon Blum, dont les conjurés espéraient le concours, reste sceptique et narquois; la masse des radicaux-socialistes attend seulement que le ministère, en séance, prenne ses responsabilités, pour se ranger derrière lui. Toute l'agitation créée autour de l'article 71 est factice et soufflée ; elle va s'épanouir au congrès radical-socialiste d'Angers; mais elle tombera d'elle-même et l'on est en droit d'espérer que les hommes qui ont l'expérience de l'étranger et des colonies, comme M. Albert Sarraut, qui savent avec quelle énergie nos rivaux disputent à l'influence française les positions dominantes qu'elle doit au dévouement héroïque de tous ceux qui enseignent à l'étranger notre langue et notre civilisation, sauront faire triompher le bon sens et l'intérêt français. Il paraît, — c'est M. Pierre du Clain, alias M. François-Albert, qui nous l'apprend, — que toute cette effervescence est l'effet du « réflexe laïque ». Nous préférons le réflexe national ! Un homme raisonnable, d'ailleurs, fût-il homme politique, ne se détermine pas d'après ses réflexes, mais d'après ses réflexions.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

SOUS LES PINS AROLLES

L'ÉTERNELLE HÉLÈNE

Ce n'était pas miss Helen Arden qui attendait Philippe Morgon sur la terrasse de Riffelalp, c'était son fils. Et même, celui-ci avait marché à sa rencontre et le trouva sur le chemin qui passe au-dessus de la petite gare. Le jeune homme semblait soucieux et mélancolique. En l'apercevant, Philippe Morgon fut tout secoué d'un grand frisson, comme s'il se réveillait d'un rêve ou d'une léthargie. Était-il possible qu'il fût le rival heureux de son fils? Comment donc avait fait cet Anglais pour dépouiller son descendant sans en éprouver de crainte ni de remords? Le sentiment paternel diffère-t-il avec chaque race? Et le petit chapeau rouge lui parut très pesant au bout du bras.

— Père, je vous attendais, prononça Georges d'une voix contrainte.

Helen l'avait-elle déjà informé? Avait-elle osé l'informer?

— Oui, ta fiancée m'a quitté brusquement.

Pourquoi la nommait-il encore sa fiancée, quand il savait qu'elle ne l'était plus? Arrive-t-il que, dans certaines circonstances, les mots n'obéissent plus exactement à la pensée, ou correspondent-ils plus profondément à notre être intime, à notre personnalité véritable?

— Et même, elle a oublié ceci. Le veux-tu?

Il se débarrassa du chapeau et, chose curieuse, ne le trouva plus ridicule, porté par son fils. Comme Georges ne se pressait pas de répondre, il ajouta encore :

Copyright by Henry Bordeaux, 1928.

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

— N'as-tu pas vu miss Helen?

— Elle est rentrée en courant. Elle a passé si vite!

Si vite, oui, *si vite*. Les événements vont si vite, et *ça* plus encore, *ça*, le grand événement, *ça*, l'amour. Comment ce garçon sans expérience parviendrait-il à le comprendre?

— D'ailleurs, reprenait le jeune homme, elle ne m'adresse presque plus la parole. On dirait qu'elle m'évite, qu'elle a peur de moi. Je veux savoir ce qu'elle vous a dit. Elle ne s'entretient plus qu'avec vous. Le matin, le soir. Elle se promène avec vous des heures entières. A table, elle n'écoute que vous. Puisque vous l'avez hypnotisée, vous devez savoir à quoi vous en tenir.

Peu à peu, il avait haussé le ton jusqu'à la violence, presque jusqu'à la menace. De toute évidence il avait deviné. C'était la scène de jalousie, l'explication entre deux hommes épris de la même femme, mais ces deux hommes étaient le père et le fils. Philippe Morgon ne songeait pas à éviter l'explication. Il supporterait le choc, et il admettait d'avance que le choc serait rude. Il accepterait les reproches et les plaintes, les sachant mérités. Il n'était plus sûr de revendiquer son droit tardif au bonheur. Tout de même, il n'accepterait pas l'irrespect. Il importait de conduire l'entretien avec prudence et avec calme. C'est pourquoi il se contenta de répliquer :

— Georges, comme tu me parles!

Du coup, menace et violence tombèrent. Il n'eut plus devant lui que son cher enfant malheureux qui se confiait à lui :

— J'ai tort, père, il ne faut pas m'en vouloir. Mais je vis depuis trois jours, depuis votre arrivée, dans une anxiété continuelle. Helen a changé vis-à-vis de moi. Elle ne tient plus à moi, c'est certain. Elle a renoncé à notre mariage. Et malgré toutes mes investigations, je ne puis savoir en quoi j'ai pu lui déplaire, en quoi j'ai pu la froisser.

Pour se confier ainsi à son père, il fallait qu'il ne sût rien, qu'il n'eût rien deviné. Au lieu de s'en réjouir, Philippe Morgon s'en attrista. Ce serait donc à lui de porter le fer dans la plaie. Il eut horreur du rôle qui lui incombait. Comme il eût préféré un assaut immédiat, une revendication même véhémente, une de ces tempêtes qu'il avait si souvent apaisées dans ses conseils d'administration ou ses assemblées d'actionnaires! La lutte, oui, ne lui déplaisait pas, non cet aveu d'une dépossession clandestine, bien qu'il n'en fût pas la cause. Déjà son fils ajoutait :

— Est-ce à la suite de discussions d'intérêts? Auriez-vous abordé avec elle ce chapitre-là? Je sais que Mrs Arden ne donne rien, ou à peu près rien à sa fille. C'est le système anglais. Mais j'ai ma fortune personnelle, celle de ma mère, et mes appointements qui commencent à chiffrer.

— Ta fortune, expliqua Philippe Morgon, — et pourquoi lui fournir cette justification imaginée déjà dans sa conversation avec Helen? — est même beaucoup plus grande que tu ne crois, si tu consens à la laisser dans mes affaires. Oui, vous auriez de quoi vivre largement, à la manière de ces dames. Ne t'inquiète pas de cela.

Malgré lui, comme s'il ne pouvait imposer à ses lèvres le passage des paroles de vérité, il ordonnait les choses qui n'étaient plus dans l'ordre et n'y seraient jamais plus.

— Oui, reconnut son fils, vous m'avez toujours gâté matériellement.

— Matériellement, Georges? Je t'ai toujours aimé, voilà tout.

— Nous sommes trop différents, père.

— Ta mère et moi, nous étions aussi différents et nous nous entendions toujours.

— Je sais, vous êtes demeuré fidèle à son souvenir. Mais comprenez donc que je ne me plains pas, que je suis fier de vous. Seulement, je ne suis moi-même que lorsque vous n'êtes pas là. Quand vous êtes là, c'est comme si je disparaissais. Je ne suis plus rien que votre fils, un enfant. Cela s'est passé pour Helen. Avant vous, elle n'avait de regards que pour moi. Vous êtes venu, elle n'écoute plus que vous. Elle me traite en petit camarade. Elle ne m'aime plus. Ah! si je pouvais être jaloux!

— Tu serais jaloux?

— Mais non, je ne puis pas l'être. Elle vous écoute ainsi parce qu'elle n'a plus son père. Elle retrouve en vous cette force paternelle qui est comme un rempart devant les difficultés de la vie et devant la mort même. C'est bien certain qu'avec votre âge et votre haute charge, elle ne peut que vous admirer, comme moi, mais de plus près.

Ainsi Georges atteignait-il son père en plein cœur. Les pires cruautés sont involontaires. Philippe Morgon n'accusa pas le coup. Il sourit, au contraire, pour riposter :

— Tu me mets à la retraite un peu vite.

Son sourire suspendait toute velléité de se poser en rival, et son fils l'interpréta de la sorte :

— C'est vous-même qui vous y êtes mis, père. Et comme je vous en suis reconnaissant !

Le fiancé éconduit d'Helen ne pressentait donc rien. Il faudrait tout lui apprendre, et brutalement. Le manque de psychologie est l'apanage de la jeunesse, mais non le manque de bon sens. Et voici déjà qu'impitoyable il ajoutait :

— Je vous avais demandé de venir, père, afin que vous approuviez nos fiançailles. Maintenant, je vous demande de partir.

— Partir ?

— Oui, partir. Vous ne pouvez plus rien pour moi, puisque les détails matériels sont arrangés. Vous exercez une trop grande domination, vous avez trop de rayonnement et d'autorité. Quand vous serez loin, j'espère que je reprendrai mon influence sur Helen. Elle ne me traitera plus en petit garçon. Elle retrouvera peut-être son amour intact. Parce que je l'aime, père.

Et il répéta tout doucement :

— Oui, je l'aime.

Philippe Morgon lui appuya tendrement la main sur l'épaule :

— Mon petit.

Il se débattait lui-même dans le plus formidable conflit intérieur. Que pouvait être ce chagrin de jeunesse auprès de la douleur de sa maturité, s'il laissait échapper sa chance unique de bonheur, l'amour inattendu, si spontané et si ardent de cette jeune fille venue à lui ? Il hésita, il laissa échapper de sa large poitrine un soupir qui, pour tout autre observateur, eût été une confidence, et conclut de sa voix la plus naturelle :

— C'est bien, Georges, je partirai demain.

— Père, je vous remercie.

Et son fils lui prit la main pour la serrer. Peut-être l'eût-il embrassé, mais ils débouchaient sur la terrasse de l'hôtel. Tout le groupe des parents s'avançait à leur rencontre :

— Oh ! monsieur Morgon, s'écria Lady Kennedy, quand j'ai vu revenir Helen en courant, j'ai cru que vous étiez tombé.

— Vous pensiez déjà donner vos soins à un blessé.

— Sans doute. Comme vous avez bien deviné ! Vous êtes sorcier.

— Moi, corrigea Mrs Arden, toujours optimiste, j'étais sûre que vous étiez en parfait état. Un homme comme vous, si bien logé dans la vie, n'est jamais malade, ni blessé. Rien ne l'ébranle. Il ne connaît pas les tristesses, les ennuis, les difficultés des autres hommes. Il est tout épanoui comme un arbre au soleil.

— Comme un arbre au soleil, répéta le colonel Smith. Chère amie, vous avez de jolies comparaisons et votre voix est fraîche comme une eau de neige.

Helen ne reparut qu'au dîner, mais elle y reparut, toute éclatante de jeunesse et de beauté, dans une robe mauve bien ajustée qu'elle savait la plus seyante, avec un petit bouquet des premiers colchiques des prairies dont la nuance s'harmonisait exactement avec sa toilette. Ses bras nus, brunis par le soleil et d'une pureté de forme parfaite, la faisaient ressembler à une Arabe, mais le visage de blonde, à l'abri des pâtes et du fard, gardait un coloris délicat et velouté. Jamais elle n'avait été plus resplendissante. Elle voulait vaincre et s'était parée de toutes ses armes. Georges la dévorait des yeux avec extase et désespoir, car elle se détournait de lui, visiblement, et Philippe Morgon l'enveloppait toute, non sans mélancolie, comme on caresse du regard ce qui va finir, ce que *jamais on ne verra deux fois*. Mais il n'osa pas la contempler trop longtemps. Elle-même ne le cherchait qu'à la dérobée, comme si elle avait peur de lui et néanmoins désirait de connaître ses pensées. Lui qui d'habitude menait la conversation, éteignit tous ses feux et se réfugia dans un silence dont le colonel aveugle profita incontinent pour commencer une conférence sur la voix.

— La voix, dit-il, me guide à la place des yeux. A la voix je connais l'âge, et le caractère, et l'humeur. La voix de Mrs Arden est aussi jeune que celle de miss Helen. La vôtre, M. Morgon, est extraordinaire, une des plus extraordinaires que j'aie entendues. Celle de votre fils s'est assourdie. Il me semble qu'elle a baissé d'un ton.

— Oh ! oui, s'écria miss Helen, parlez-nous de la voix de M. Morgon. En quoi est-elle extraordinaire ?

— Eh bien ! voilà. C'est une voix de commandement. On ne lui résiste pas. Elle échauffe, elle excite, elle entraîne. Elle

est chaude et cuivrée. Mais en même temps elle persuade, comme si elle était l'organe de la raison. Alors elle rassérène, elle calme, elle tranquillise. Vous avez une grande puissance de séduction dans la voix, monsieur Morgon. Si vous étiez médecin, vous guéririez vos malades en leur parlant.

— Quel âge a-t-elle? questionna la jeune fille.

— Quel âge?

— Oui, puisque vous dites que l'âge se dénonce à la voix.

— L'âge de la plénitude, de la force disciplinée. Quarante ans.

— Ah! ah! quarante ans! répéta miss Helen triomphante. L'âge de la plénitude. Quarante ans, M. Morgon, c'est votre âge.

Elle le regardait en face, cette fois, comme pour le défier et prendre sa revanche sur le paysan de Findelen. Les autres convives ne pouvaient rien comprendre à cet excès de gaîté, à cette exubérance. Lui seul suivait ses manèges avec inquiétude, car Georges les observait gravement, sans prendre part à la scène.

— Oh! dit-il, le colonel veut m'être agréable.

— A moi, il ne m'a pas adressé de compliments, réclama lady Kennedy.

— Vous avez la voix de vos blessés. Plaintive si elle est plaintive, réconfortée si l'opération a réussi. Mais toujours un peu triste et voilée.

Quand on se leva de table pour gagner la véranda, — car l'air de la terrasse était déjà trop frais pour ces dames, — Helen manœuvra pour isoler un instant Philippe Morgon.

— Il faut que je vous parle, lui dit-elle rapidement.

— Oui, murmura-t-il avec lenteur, ce seront nos adieux, petite Helen. Je dois partir demain.

— Ne m'appelez pas petite Helen. Et vous ne partirez pas demain.

— Vous êtes une enfant.

— Je ne suis pas une enfant. Je viendrai après dix heures vous retrouver sur la terrasse, du côté des pins.

— C'est impossible, miss Helen.

— Il le faut. Après, vous partirez si vous le voulez encore.

De nouveau Georges, resté en arrière, paraissait les épier. Le groupe entier se reforma pour tenir autour de l'aveugle des

propos insignifiants. Puis, quand dix heures sonnèrent, il se disloqua pour la nuit. C'était l'instant où, chaque soir, ponctuellement, on se séparait.

Quand Philippe Morgon sortit de sa chambre, la cape sur le smoking à cause de la fraîcheur nocturne, il se crut rajeuni de trente ans et revenu à sa première jeunesse. Ce rendez-vous l'enivrait. Son cœur battait plus vite. Qu'il s'était donc fait prier pour rouvrir à deux battants les portes de la vie! Mais sa joie n'était pas sans inquiétude. N'avait-il pas promis à son fils de partir? Ne s'était-il pas retiré de la lutte? Il descendit avec précaution les marches de l'escalier, comme s'il était suivi, comme s'il devait se cacher. N'était-il pas libre pourtant, et n'avait-il pas assez payé sa liberté par son travail, sa bienfaisante direction, sa fidélité à une morte déjà si lointaine? Sorti de l'hôtel, il respira mieux et gagna sans hâte le bois d'arolles. Aucune forme de femme n'apparaissait entre les arbres. Il arrivait le premier.

Il goûta le plaisir de l'attente qui, si elle ne se prolonge pas, tend délicieusement les nerfs. La lune devait être cachée par la base du Cervin, mais sa lumière diffuse répandait sur l'horizon blanc une lueur d'argent que renvoyaient comme un miroir la coupole immaculée du Breithorn et le glacier du Théodule. Elle éteignait à demi les étoiles qui paraissaient plus éloignées et comme perdues au fond d'un firmament immense et presque infini. C'était la nuit des montagnes où tout n'est que pureté, force et jeunesse. Le bruit habituel de l'eau qui alimente le monde ne s'entendait plus qu'en sourdine, et comme un rappel d'oiseaux tendres au fond des forêts. Tandis que le mouvement des astres semblait être perceptible à la méditation et au recueillement.

Philippe Morgon aspira toute cette magnificence. Sa poitrine se gonflait d'aise. Aimer, être aimé, par une pareille nuit, c'était récupérer d'un coup toutes les années tombées sans amour dans l'abîme du temps. Il n'eut pas le loisir de s'enorgueillir davantage. Un fantôme blanc avait surgi entre les pins, se déplaçait, glissait, venait à lui. Helen avait jeté sur sa robe de soir un châle aux longues franges. Elle le rejoignit et, ouvrant le châle, elle lui noua d'un seul geste les bras nus autour du cou :

— Mon ami, dit-elle, mon amour, vous ne partirez pas.

Il n'avait pas imaginé, pas prévu cette fougue ni cet aveu. Ce fut chez lui cet ébranlement où tout l'être est comme projeté vers le bonheur. Cependant il dénoua doucement l'étreinte :

— Petite Helen, écoutez-moi.

— Non, non, plus de petite Helen.

— Eh bien ! Helen, mon Helen.

— Oui, votre Helen.

— Je ne puis pas croire.

— Il faut croire.

— Si vite, si vite ?

— Oh ! non, pas si vite ! C'était déjà avant de vous avoir rencontré. Georges parlait de vous comme de quelqu'un de terrible et de mystérieux, au-dessus des autres hommes. Pour lui j'avais beaucoup d'affection, vraiment beaucoup. Mais j'avais envie de vous connaître, par curiosité.

— Vous voyez bien : par curiosité.

— Attendez, attendez : comme vous êtes pressé de ne pas savoir ! Promenons-nous, voulez-vous ? Je veux prendre votre bras.

Ils firent quelques pas sous les pins dans la paix nocturne. Déjà elle reprenait :

— Georges me plaisait ; il n'avait pas su me conquérir. Je pense que c'est très différent. Les jeunes hommes ne savent pas : ils sont au même niveau que nous, ni supérieurs, ni inférieurs, et bien souvent inférieurs.

— Pas mon fils.

— Non, pas Georges. Seulement il est doux et discret.

— On l'est toujours quand on commence d'aimer, Helen : on a peur.

— Vous, vous n'avez pas peur ?

— Très peur, au contraire.

— Oh ! comme c'est exquis : un homme comme vous qui a peur d'une petite fille comme moi !

— Une petite fille, Helen ? Non, une femme terrible et mystérieuse.

— Vous reprenez mes mots. Donc j'étais contente d'être aimée par lui, très contente. C'est si agréable d'être aimée ! Tandis qu'aimer, c'est pénible.

— C'est même douloureux.

— Oui, mais quelle chère douleur ! Il semble qu'on ne peut

pas la contenir toute, que le corps est trop étroit pour la garder. Vous sentez ainsi, n'est-ce pas, mon ami, mon amour?

— Il faut bien, moi, que je la garde.

— Non, non, il faut me dire aussi.

— Quand vous aurez expliqué.

— C'est tout expliqué. Je vous ai vu et écouté. Quand vous apparaissez, tout le monde rentre dans l'ombre. Vous êtes le chef, le maître, le roi. Les autres, ce sont des personnages de second plan. Laissons-les au second plan, voulez-vous?

— Je ne veux pas, Helen, pour l'un d'eux.

— Ah! que vous êtes timide et scrupuleux pour un homme de votre taille! Mais n'ayez donc pas de ces petits scrupules qui vous diminuent. Tenez, quand j'étais enfant, s'il venait une escadre anglaise à la Jamaïque, mon père, qui était gouverneur, recevait l'amiral et les officiers. Un jour, il me demanda, et il y avait là de beaux marins, des lieutenants et des enseignes très jolis : « Lequel préfères-tu? » et j'ai répondu aussitôt, sans hésiter : « Oh! l'amiral. Je préfère toujours l'amiral. »

— Seriez-vous ambitieuse, Helen?

— Oui, très ambitieuse. Ambitieuse d'aimer plus haut que moi. Et vous êtes bien plus haut.

— Laissez-moi vous gronder, Helen. Vous n'êtes pas dans la vérité. Il faut épouser un jeune homme et suivre sa vie. Le voir grandir, le voir monter.

— Il grandit trop tard, et l'on n'est jamais sûr qu'il monte assez haut. Et puis, quand il a achevé de grandir, on est vieille. Ce n'est plus la peine.

— La jeunesse, Helen, c'est la royauté.

— Mais vous êtes jeune, d'une jeunesse bien plus éclatante. Le colonel Smith vous l'a dit.

— Il est aveugle.

— Il n'y a que les aveugles qui voient clair : c'est là une parole de vous. Je sais par cœur toutes vos paroles. Et aussi tous vos regards. Et ce sont vos regards qui m'ont capturée.

— Mes regards?

— Oui, car vous êtes coupable, vous aussi. J'ai lu dans vos yeux que je vous plaisais.

— Sans doute. Mais tous les yeux des hommes vous tiennent le même langage.

— Pas le même. Vous, c'est quelque chose de caressant et

de viril ensemble. Un regard qui vous atteint, qui vous pénètre, qui est capable de vous emporter. Les jeunes gens ne regardent pas ainsi.

Philippe Morgon, bouleversé, écoutait avidement la jeune fille qui se serrait contre lui, comme pour achever de l'étourdir. Il tenta de se ressaisir au prix d'un grand effort, au lieu de s'abandonner à la joie tardive :

— Écoutez, Helen, je suis peut-être votre complice, en effet.

— Oui, mon cher complice.

— Les hommes de mon âge...

— ... Chut !

— qui ont traversé beaucoup d'épreuves, ont la nostalgie du bonheur. Ils espèrent le rencontrer encore. C'est pourquoi ils ont dans les yeux une mélancolie plus poignante et bien capable, en face d'une image de jeunesse et de beauté aussi parfaite que la vôtre, d'émouvoir un cœur sensible.

— L'image n'est pas parfaite.

— Mais il faut résister à votre tendre pitié.

— Oh ! n'employez pas ces mots-là. Je vous le défends.

— Laissez-moi achever, Helen.

— Vous m'impatientez.

— Laissez-moi vous délivrer. Je vous donnerai ce que j'ai de plus cher : mon fils.

— Vous savez bien que c'est impossible maintenant.

— Mais comprenez donc qu'il sera toujours entre nous.

— Il n'y sera plus.

— Et comment ?

— Je lui parlerai demain matin. J'aurais déjà dû lui parler avant notre rendez-vous. Je suis fautive.

— Mais je lui ai promis de partir.

— C'est lui qui partira. Il le faut. Il aura du chagrin. Plus tard, nous lui trouverons une autre femme, celle dont vous parliez, la fille de son directeur de compagnie, cette charmante jeune fille de chez vous.

Elle avait réponse à toutes les objections. Il éprouvait une immense lassitude de lutter contre le désir d'amour qui l'envahissait, et sa compagne à l'affût se rendit compte que peu à peu faiblissait sa résistance.

— Rentrons, murmura-t-il, vaincu.

— Pas tout de suite. Pas avant...

Elle se haussa pour atteindre ses lèvres. Il tenta de se dérober, et puis il s'empara passionnément des siennes, comme s'il y avait ainsi une transfusion de jeunesse.

— Mon fiancé, dit-elle, triomphante.

Quand ils rentrèrent dans l'hôtel, Philippe Morgon crut remarquer au clair de lune une ombre dans l'encadrement d'une fenêtre qui devait être celle de la chambre de Georges.

AU TRIFT

Le lendemain, fidèle à sa promesse, Helen Arden voulut avoir une entrevue avec Georges Morgon avant le lunch. C'était une mission délicate, mais son nouvel amour la rendait légère. Elle ne s'embarrasserait pas de précautions inutiles. Elle irait droit au but. Leurs fiançailles n'avaient pas encore été annoncées. Elles avaient été consenties plutôt intérieurement qu'extérieurement. En somme, elle demeurait libre de les écarter. Elle ne serait pas déloyale en rompant un engagement qui n'était pas définitif. Les peines d'amour se supportent en silence : elles sont du domaine réservé où personne n'est admis. Georges supporterait la sienne courageusement. Il saurait se taire, et sans doute partirait-il pour Zermatt par le prochain petit train, et de là il regagnerait la France, afin d'être seul dans son chagrin comme il est convenable.

Ainsi raisonnait la jeune fille. Et puis elle allait jusqu'au bout de son raisonnement. Il ne suffisait pas de reprendre sa parole. La difficulté n'était pas là. Une rupture est une rupture, et chacun en rencontre dans sa vie sentimentale. Mais il fallait le lui apprendre avec toute sorte de ménagements, et surtout il importait de mettre Philippe Morgon en dehors de la question. Elle prendrait à son compte, — et n'était-ce pas la vérité? — ce revirement soudain. Georges ne lui avait-il pas à l'avance annoncé un personnage au-dessus des autres hommes? Il avait sans le vouloir préparé les voies à cet amour foudroyant et qui dépassait leur bonne camaraderie, leur amitié affectueuse, si différente, si menue à côté de l'autre, fatal, inévitable, absolu. Et celui qui avait inspiré cet amour avait commencé par s'y dérober. Il l'avait considéré comme une lâcheté. Il avait repoussé les avances de la jeune fille et s'était

efforcé de la restituer à ses fiançailles. Oui, vraiment, il avait fait tout le possible avec obstination, presque avec violence et contre de secrètes affinités. Il s'était conduit en gentleman, et en père qui adore son fils. Mais quoi ! lui aussi avait dû se rendre à l'évidence. Lui aussi, avait dû capituler après s'être tant défendu. Si Georges était un homme noble et un homme intelligent et brave, il n'aurait point de mauvais sentiments à l'égard de son père. Il serait assez généreux pour s'incliner devant un destin même si cruel, mais inéluctable, et après un éloignement dont il fixerait lui-même la durée, il viendrait au nouveau foyer où il serait accueilli comme le cher enfant prodigue. L'avenir lui apporterait des compensations. Il rencontrerait une jeune fille bien supérieure à Helen Arden qui, déjà, connaissait son existence, et il remercierait Helen Arlen de son bonheur.

Elle arrangeait les choses à merveille. Mais sa voix tremblait un peu quand elle pria un chasseur d'inviter M. Georges Morgon à la rejoindre dans son petit salon. Elle se connaissait assez pour savoir qu'elle serait ferme au cours de cette conversation si redoutable, ferme et persuasive à la manière de Philippe Morgon dont elle s'inspirerait désormais. A sa profonde surprise, il lui fut répondu que M. Georges Morgon était sorti. Comme c'était contrariant, quand précisément elle avait préparé toute l'entrevue !

— Eh bien ! je l'attendrai quand il rentrera pour le lunch.

— C'est qu'il ne rentrera pas si tôt.

— Comment ? Il ne rentrera pas si tôt ? Où est-il allé ?

— Il est parti cette nuit et n'a pas parlé de son retour.

— Il est parti cette nuit, sans prévenir ? Qui vous a renseigné ?

— Le concierge.

— Envoyez-le moi.

Le concierge expliqua en effet que M. Georges Morgon avait quitté Riffelalp vers onze heures du soir, équipé en tenue de montagne, son piolet à la main, et un paquet de corde et des crampons sur son sac. « Je profite du clair de lune, avait-il dit en souriant, on y voit comme en plein jour. »

— Où est-il allé ? A-t-il parlé d'une ascension ?

Il n'avait pas révélé son projet. Il avait seulement ajouté : « Si je ne suis pas là demain soir ou plutôt même après-demain,

mon père s'occupera de mes affaires. » Et il avait recommandé de n'annoncer à personne son départ.

Helen Arden, ainsi mise au courant, pensa tout de suite faire appel à Philippe Morgon. Ne serait-il pas désormais son appui ? Elle sourit à l'idée de s'appuyer à lui désormais. Comment fallait-il interpréter cette fuite ? Oh ! le plus simplement du monde. Sans doute Georges avait-il deviné leur secret amoureux. Il était parti pour ne revoir momentanément ni sa fiancée ni son père dont la vue ne pouvait que lui être très désagréable. En somme, il avait bien agi en prenant les devants. La fuite en pareil cas est un soulagement pour tout le monde. Mais où était-il allé ? Demander secours à ses montagnes, à ses chères montagnes, ses confidentes, ses amies. Elles étaient pour lui ce que Philippe Morgon était désormais pour elle. Sûres, fidèles, sereines, elles le consoleraient et lui communiqueraient leur calme et leur immobilité. C'était bien ainsi. Il évitait des froissements et des contacts pénibles, des scènes où l'on risque de ne pas prononcer les mots nécessaires et véridiques. Et puis il reviendrait ou il donnerait de ses nouvelles.

De nouveau elle arrangeait les choses à son gré, tirant à elle les événements comme si elle leur pouvait imposer son interprétation. Pourvu que Philippe Morgon ne se tourmentât pas et ne se créât pas de vaines inquiétudes ! Elle avait déjà remarqué chez lui un excès de préoccupations paternelles qui le devait gêner dans son individualisme. Après le lunch, elle lui expliquerait le départ de Georges. Mieux valait le taire jusque-là, invoquer une simple migraine qui retenait le jeune homme dans sa chambre. On reçoit mieux les nouvelles mauvaises après les repas. Et d'ailleurs, était-ce une mauvaise nouvelle, cette fuite du jeune homme par dépit amoureux ? Ne signifiait-elle pas au contraire la reconnaissance de leurs droits ? Il renonçait à la lutte, il s'inclinait de bonne grâce, il comprenait sans qu'il fût nécessaire de lui ouvrir le cœur et d'y plonger la main. Gentil et délicat petit Georges qui s'effaçait de lui-même sans qu'on l'en priât. Et la cruelle Helen adressa le plus aimable sourire à l'absent.

Sur la terrasse, en attendant l'heure du déjeuner, le colonel Smith continuait de courtiser l'indolente Mrs Arden en la per-

suadant que les aveugles ont seuls des visions exactes.

— Ainsi, tenez : en ce moment le Cervin est sans un nuage. Sa paroi brille au soleil comme un glacier.

— C'est vrai, mais à quoi le devinez-vous ?

— A la qualité de l'air qui est sans humidité. Et vous n'avez pas observé, chère amie, qu'il se passe ici tout un drame.

— Un drame ici ? Vous me faites peur.

— Rassurez-vous : c'est un drame d'amour que les voix m'ont révélé.

— Les voix ? Vous entendez des voix?

— La vôtre dont les intonations ont pour moi tant de charme. Mais il ne s'agit pas de la vôtre. Celle de votre fille a changé, ne trouvez-vous pas?

— Helen? pas du tout. Elle parle toujours de la même façon.

— Que vous êtes paisible, chère amie! Vous créez autour de vous une atmosphère tranquille et lénitive. Eh bien ! Helen est amoureuse.

— Quelle découverte ! N'est-elle pas fiancée à Georges Morgon ?

— Quand ils sont revenus du Cervin ensemble, la voix de Georges avait mué, non pas celle de votre fille. Georges avait pris un ton plus grave et un peu voilé. Il aimait, elle non.

— Que vous êtes singulier, mon cher colonel !

— Tandis que, depuis l'arrivée de M. Philippe Morgon, la voix d'Helen s'est colorée, comme si elle devenait rouge, de blanche qu'elle était. Me comprenez-vous?

— Pas du tout.

— Eh bien ! votre fille aime le père, quand vous la croyez amoureuse du fils.

Le rire de Mrs Arden partit en fusée :

— Quelle plaisanterie! Et la jeunesse, qu'en faites-vous?

— La voix de M. Philippe Morgon ne décèle pas son âge.

Mrs Arden, brusquement, cessa de rire, puis, toujours optimiste, elle accepta l'hypothèse sans lui opposer la moindre résistance :

— Ce serait drôle, mais le père vaut mieux que le fils.

Elle attribuait à la valeur un sens précis.

— Taisez-vous, ajouta-t-elle, le voici qui vient à nous avec

lady Kennedy et ma fille. Georges n'est pas là. Hier, il avait l'air de bouder. Peut-être avez-vous raison, colonel.

L'hypothèse faisait son chemin. Elle l'estimait maintenant plausible et, somme toute, agréable. Avant de se mettre à table, Philippe Morgon se tourna vers Helen :

— N'avez-vous pas vu mon fils ?

— Il ne descendra pas pour le lunch. Des maux de tête.

Mais elle rougit de son mensonge comme d'une mauvaise action, tandis qu'elle estimait sa transformation d'amour toute naturelle.

— J'ai frappé à sa porte, reprenait Philippe Morgon. Il ne m'a pas répondu. Je pensais que vous lui aviez parlé ce matin selon votre promesse et je désirais à mon tour causer avec lui.

— Ce sera pour plus tard. Et puis, ne causez pas avec lui. Aimez-vous cette robe, mon ami ? Je l'ai mise pour vous. Je ne l'avais pas sortie de mes malles jusqu'à ce jour.

— Vous êtes encore plus jeune dedans, malheureuse Helen qui ne songez même pas que dans dix ans je serai peut-être un vieillard.

— Taisez-vous, méchant homme. Vous ne serez jamais un vieillard. Et si vous l'étiez un jour, dans vingt ans, vous seriez un vieillard magnifique et les yeux des femmes seraient encore dirigés sur vous. Et moi, je serais fière, à votre bras, de leur faire envie.

— Vous êtes folle. Mais votre mère s'impatiente...

Après le déjeuner, Philippe Morgon, un peu agité et nerveux, se pencha de nouveau vers Helen :

— Je vais prendre des nouvelles de Georges.

Cette fois, elle refusa de le tromper :

— Inutile. Il est parti. Pardonnez-moi d'avoir différé la nouvelle.

— Parti ? quand ? pour où ?

Elle lui livra tout ce qu'elle savait. Il en eut le visage décomposé. Comme il était sensible et comme le sentiment paternel l'envahissait vite et le bouleversait !

— La montagne. La montagne, répétait-il. On se tue à la montagne.

— Oh ! voyons, mon ami, Georges est habile et les accidents sont rares.

— A moins qu'on ne les cherche.

Elle comprit enfin la pensée qui lui était venue et s'en étonna. Comment pouvait-on recourir à la mort dans une peine d'amour? Aimer, c'était vivre davantage. Mais aimer sans être aimé, elle ne réalisait pas ce que cela pouvait être, et moins encore aimer sans être aimé après avoir cru être aimé.

Déjà l'homme d'action s'était réveillé chez Philippe Morgon. Il consultait en hâte l'horaire des trains électriques pour Zermatt, décidé à faire le trajet à pied au besoin. Le prochain partait dans un quart d'heure.

— Qu'irez-vous faire à Zermatt? lui demanda-t-elle presque timide, se devinant réduite au second plan.

— Consulter le bureau des guides.

— Je vous accompagne. Je connais son guide habituel et je parle l'allemand.

— Oui, venez avec moi. Ne me quittez pas.

Était-ce lui qui commençait de s'appuyer sur elle ? Elle fut contente dans son anxiété de lui pouvoir servir à quelque chose. Mais sans doute on n'apprendrait rien : Georges avait dû s'en aller tout seul. De quel côté? Qui le saurait?

De Zermatt ils téléphonèrent à l'hôtel du Lac Noir, qui est sur le chemin du Cervin et qui est relié par une ligne. On y connaissait Georges, on ne l'avait vu, ni dans la nuit, ni dans la matinée. Mais il y avait tant d'autres refuges, le Théodule qui commande le Breithorn, la Fluhalp qui commande le Strahlhorn, la cabane Bétemps pour le Mont Rose, le Schœnbühl pour la Dent-Blanche, l'hôtel du Trift pour le Rothorn et l'Ober-Gabelhorn, et d'autres encore. Aucun de ces refuges n'a le téléphone. Ce vaste cirque de montagnes a toute l'immensité du désert ou de la mer.

Mais Georges était parti trop tard pour s'en aller bien loin au cours de la nuit. Nos réflexes agissent malgré nous. En alpiniste expert, il avait dû choisir un endroit rapproché où se reposer deux ou trois heures avant l'ascension et manger le matin avant de repartir, la cabane Bétemps où l'on va directement de Riffelalp, ou plutôt encore l'hôtel du Trift qui est à deux heures au-dessus de Zermatt par un sentier commode le long des gorges. Même hanté d'idées de suicide, il chercherait encore quelque beau piédestal d'où s'élancer dans l'abîme. Il donnerait à son accident la vraisemblance d'une conquête diffi-

cile. Philippe Morgon, de déduction en déduction, en arriva à désigner l'hôtel du Trift, et sa compagne admira la lucidité qu'il gardait jusque dans l'angoisse.

— Menez-moi au bureau des guides, lui demanda-t-il.

Ils eurent la chance d'y rencontrer celui des frères Burgener qui avait conduit les jeunes gens au Cervin.

— Ah ! s'écria Helen, par lui nous saurons peut-être quelque chose. Georges a causé beaucoup avec lui de toutes les ascensions possibles.

Elle était elle-même familière avec ce Burgener et commença de l'interroger. Les montagnes qui attiraient le plus Georges Morgon, se souvint-il très bien, c'étaient la Dent-Blanche et le Gabelhorn. Le Gabelhorn : elle se rappelait elle-même avoir traduit pour son compagnon de courses dans *The Alpine Journal* des récits de cette ascension, notamment celui de Claude Elliot et Raymond Bicknell qui l'entreprirent de Zinal. Et d'ailleurs il fallait écarter la Dent-Blanche : car on compte cinq heures de Zermatt au Schœnbühl où l'on couche, par le glacier de Zmutt impraticable de nuit. Restait donc le Gabelhorn, vraisemblable au contraire, malgré la fatigue. Parti de Riffelalp à onze heures du soir, Georges avait pu arriver à deux heures du matin à l'hôtel du Trift et s'y reposer deux ou trois heures avant l'ascension.

— Demandez-lui, réclama Philippe, si l'ascension est possible pour un alpiniste isolé.

Sur la réponse affirmative, — possible, mais dure et dangereuse, — il pria Helen d'embaucher le guide avec un de ses collègues. On partirait immédiatement pour l'hôtel du Trift. Là, on retrouverait peut-être la trace de Georges. Cette trace retrouvée, on entreprendrait les recherches.

— Oui, accepta le jeune Burgener, mais de l'Ober-Gabelhorn on peut redescendre sur la cabane Constantia et sur Zinal. C'est bien périlleux à cause de l'arête et des dalles glissantes, plus périlleux que sur le Trift. C'est même impossible pour un homme seul.

Philippe Morgon lui fit poser plusieurs fois la même question : un homme seul pouvait-il passer ?

— Tout est possible, finit par conclure le guide, lassé de cette insistance. M. Georges Morgon est un rude montagnard : je l'ai vu à l'œuvre. Il a le pied habile et il connaît les rappels

de corde. Mais c'est une descente à se rompre les os. Je ne crois pas qu'elle ait jamais été faite par un isolé.

Sur cette réponse dubitative, il appela la station de Zinal au téléphone. Avec une clarté qui émerveilla sa compagne, il décrivit la personne et le vêtement de son fils et commanda une équipe de trois guides qui partiraient sans retard pour la cabane, et qui, le lendemain, au lever du jour, attaqueraient la montagne de ce côté. Ils rencontreraient au sommet l'équipe de Zermatt. La récompense serait grande. Comme un chef à la guerre, il avait repéré la position et il la cernait.

— Pourvu qu'on me le retrouve vivant ! murmura-t-il à voix basse à Helen Arden.

— Certes, répliqua celle-ci pour lui donner confiance. A l'heure présente, il revient déjà après une belle course.

Mais elle se sentait gagnée par cette inquiétude paternelle et devinait que le sort de ses amours était lié étroitement à cette survie. Il donna le signal et la petite caravane se mit en route pour l'hôtel du Trift. Il était cinq heures de l'après-midi. Mais dès qu'on fut sur le chemin, il poussa les deux guides en avant. Lui qui ne pouvait marcher aussi vite, les suivrait avec miss Helen. N'étant pas entraîné, il peinait à la montée, bien que de corps robuste et façonné par d'autres sports, et la sueur lui coulait sur le visage. Sa compagne voulut à toute force la lui essuyer. Elle multipliait les attentions avec un zèle presque puéril et il la repoussait, mais doucement. Cependant elle ne parvenait pas à l'arracher à son idée fixe. Quand il s'arrêtait pour reprendre son souffle, — rarement, car la volonté le soutenait, — il l'enveloppait toute d'un grave regard tendre :

— Petite Helen.

Elle ne protestait plus contre l'appellation, afin de ne pas lui faire sentir qu'il avait, au contraire, besoin lui-même d'être protégé.

Ils arrivèrent vers sept heures à l'hôtel du Trift qui est dans un cirque désolé au pied du glacier suspendu, et précisément au-dessous de la masse énorme du Gabelhorn. Les prévisions étaient exactes. Le jeune homme décrit avait effectivement frappé à la porte du refuge vers deux heures du matin, plutôt auparavant, mais il n'avait pas pris de chambre. Il s'était contenté de boire et de manger, — peu abondamment, — et il était reparti pour le Gabelhorn.

— A-t-il emporté des vivres et de la boisson?

— En petite quantité, sans doute pour ne pas trop charger son sac.

Les deux guides n'étaient pas à l'hôtel du Trift. Ils avaient dû commencer leur exploration avant la chute du jour.

L'hôtesse demanda à Philippe Morgon s'il passerait la nuit. Sur sa réponse affirmative, elle lui proposa une chambre pour lui et sa compagne.

— Je ne vous quitte pas, déclara Helen.

Mais il exigea deux chambres.

— Maintenant, dit-elle résignée, il faut mettre votre pèlerine et nous dînerons.

Ils dînèrent seul à seul et sous cette menace du malheur elle jouissait de prendre ce premier repas seule avec lui, comme s'ils étaient déjà mari et femme. Elle voulut boire dans son verre et partager son pain. Il souriait à ses gentillesses pour ne pas lui paraître trop indifférent, mais sa pensée était ailleurs. Puis ils sortirent de l'étroite salle à manger pour attendre dehors le retour des guides et peut-être celui de Georges, s'il redescendait sur Zermatt. La nuit qui était venue laissait miroiter le dôme blanc du Gabelhorn, comme si les rayons de la lune invisible l'atteignaient de biais. L'ennemi resplendissait comme un temple de victoire. Avait-il englouti déjà sa victime? Autour d'eux se dressaient des rochers noirs que grandissait l'ombre et les sources et les torrents menaient leur monotone vacarme. Elle avait exigé qu'il ajoutât un châle à son manteau à cause de l'air qui devenait froid et, après l'avoir aidé à le revêtir, elle lui prit la main qu'elle ne voulut plus abandonner.

— Quelqu'un, dit-il dans le silence.

Deux ombres venaient à eux, détachées de la montagne. C'étaient Burgener et son camarade. Ils avaient relevé des traces récentes, et ils reprendraient à l'aube la poursuite. Georges n'avait pas dû aborder la montagne par le chemin habituellement suivi, c'est-à-dire par la Wellenkuppe d'où l'on prend l'arête nord-est, mais directement par le glacier.

— Allez manger, leur ordonna Philippe Morgon, et vous reposer.

De nouveau seul avec la jeune fille, il soupira tout haut :

— Est-il vivant? Helen, petite Helen, laissez-moi et allez dormir dans votre chambre. Moi, je ne puis m'enfermer.

— Je ne vous quitterai pas, déclara-t-elle résolument, avant qu'il ne soit là.

Et pour elle-même elle alla sans le lui dire jusqu'au bout de sa pensée : « vivant ou mort ». Puis, jugeant que se taire était une lâcheté, elle osa lui poser la question qui la tourmentait :

— Il reviendra, j'en suis sûre. Il connaît la montagne et saura lui échapper. Ah ! que nous serons heureux de son retour !... Mais, s'il ne revenait pas, mon ami?

— S'il ne revenait pas, Helen ? Ne comprenez-vous pas que jamais je ne vous reverrais?

Elle ne lâcha pas la main nerveuse qu'elle tenait et qui avait tenté de se retirer :

— Non, dit-elle, je ne comprends pas. Chacun est libre de sa vie. Chacun est libre de son cœur. On ne peut nous imposer le renoncement à ce que nous avons de plus cher. On ne le peut pas, même en disposant de ses jours. Mon ami, Georges reviendra. Je ne veux pas en douter. Mais je vous aime plus que la mort. Et c'est ainsi qu'il faut m'aimer.

— Je ne puis pas vous aimer plus que sa vie.

Il dégagea sa main. Après ce mouvement de retraite, de cette main même il lui caressa la joue :

— Petite enfant, reprit-il, je vous aime assez pour ne pas associer votre jeunesse à l'existence d'un homme qui n'aura plus qu'une vision tragique devant les yeux.

— Je partagerai votre douleur, comme j'ai partagé tout à l'heure votre pain.

— Les parents peuvent seuls partager cette douleur-là, et sa mère n'est plus.

— Ah ! que vous êtes cruel, mon amour !

Ils durent rentrer à cause du froid qui les faisait trembler. Mais Philippe Morgon refusa de se coucher. Il passerait la nuit dans un fauteuil. Elle l'y installa et lui chercha des couvertures, puis elle approcha une chaise et s'appuya à son épaule. Peu à peu elle s'endormit. Il la trouvait lourde et ne se décidait pas à l'écarter. Il entendit les guides qui partaient avant le lever du jour. Il vit à travers la vitre le sommet du Gabelhorn se colorer de rose avant tous les autres. C'est alors qu'Helen se réveilla. Elle lui sourit.

— J'étais bien, dit-elle. J'étais comme je rêvais d'être : avec vous, contre vous.

— C'est notre nuit de noces, Helen. Ce sera la seule. Et vous m'oublierez.

Elle se redressa tout à fait et vit à son tour la couronne de lumière posée sur l'ennemi.

— Écoutez, déclara-t-elle presque solennellement, ne parlez pas d'oubli. Si Georges n'est plus, vous déciderez. Mais s'il est vivant, je serai votre femme.

— S'il est vivant, Helen, ah! je n'ai plus d'espoir. Calculez donc qu'il serait déjà ici.

— Pas s'il est redescendu sur Zinal.

— La descente est presque impossible à un isolé.

— Il est vivant. Il est vivant. Je le sais. J'en suis sûre. Et je serai votre femme.

Elle était dans un état d'exaltation qui peu à peu le gagnait. Ils attendirent le retour des guides dans une alternative de confiance et de détresse. Par la disposition du glacier qui peut modifier la durée de la course, l'ascension de l'Ober-Gabelhorn exige près de sept heures du refuge du Trift; bien que plus ardue et périlleuse, elle en exige un peu moins de la cabane Constantia, du côté de Zinal. Les deux caravanes se rencontreraient au sommet. De toute façon, on n'aurait pas de nouvelles avant le milieu ou même la fin de l'après-midi. Que la journée leur fut longue! Ils se firent indiquer le chemin et malgré leurs chaussures trop minces s'aventurèrent sur les éboulis. Déjà l'ombre du soir avait envahi la vallée. Tout à coup, Helen qui marchait devant se mit à crier. Elle montrait du geste, là-bas, sur le glacier inférieur, des points noirs qui, lentement, grossissaient.

— Vous qui voyez si clair, demanda son compagnon, combien sont-ils?

— Attendez. J'en compte quatre, non, cinq. Oui, c'est bien cela. Georges est avec eux. Georges est vivant.

— Cinq, Helen. Moi aussi, maintenant, je puis les compter. Deux guides de Zermatt, et trois de Zinal, c'est bien le chiffre. Georges n'est pas là.

Les points noirs ne cessaient de grandir. Ils devinrent des hommes, un groupe qui s'arrêta pour se décorder. Cependant ce groupe avait dû les voir, car on les héla :

— Oh! oh!

Philippe Morgon, mettant ses mains en porte-voix, répon-

dit. Alors ils entendirent distinctement : *Lebend* (vivant).

Helen traduisit, puis elle éclata de rire en agitant les bras :

— Il est vivant : je le savais. Il est vivant, et je serai votre femme. Mais qu'avez-vous?

Philippe Morgon s'était assis sur un rocher et pleurait. De voir pleurer dans la joie un homme si fort et qu'elle plaçait si haut, bien au-dessus des faiblesses humaines, elle fut interloquée et même choquée. Déjà il se redressait.

— Oui, dit-il, il est vivant. Maintenant, il s'agit de le reprendre.

Elle comprit que la partie n'était pas gagnée et que son amour continuait d'être menacé. Eh bien! elle triompherait du dernier obstacle.

DISLOCATION

Le guide Burgener, quand la caravane eut rejoint Philippe Morgon et sa compagne, dit tout de suite l'essentiel, comme s'il avait l'habitude de ces recherches et de ces inquiétudes :

— Le jeune homme est à la cabane Constantia. Il est très fatigué. Il a réussi une descente incroyable. Il ne pourra descendre que demain sur Zinal où il compte se reposer. Il y a une lettre pour le père. Les trois frères Theytaz de Zinal qui sont ici ont dû l'attendre ce matin. C'est ce qui nous a retardés.

— Quand est-il arrivé à la cabane ?

— Hier soir, tard, quand la nuit menaçait de rendre la marche impossible. Il a dû se coucher sans manger. Il avait de la fièvre. La descente du Gabelhorn n'est pas un chemin pour tout le monde. Il a vu la mort de près, celui-là. Mais c'est un fameux voyageur.

Il admirait le tour de force et, maintenant que tout s'était bien passé, il riait. Philippe Morgon, à qui Helen avait traduit les paroles, l'embrassa pour la bonne nouvelle et serra la main de ses camarades. Il voulut les rétribuer princièrement de leur peine et dit à ceux de Zinal :

— J'y serai demain, moi aussi. Si vous y passez avant moi, annoncez-moi en passant.

— Oh! expliquèrent-ils, nous coucherons ici ce soir et demain nous rentrerons par le col du Trift. C'est plus court que tous ces trains et ces voitures.

Quand il fut seul avec Helen, Philippe ouvrit la lettre de son fils. Il faisait assez clair encore pour qu'il pût aisément déchiffrer l'écriture sur le mauvais papier de la cabane. Et Helen suivit sur son visage l'effet de cette lecture, comme on regarde en montagne le reflet du couchant sur les cimes.

« Mon cher père,

« Les guides que vous avez envoyés à ma recherche vous porteront ce papier. Je vous écris de mon lit, à la lueur d'une bougie, et je suis si las de ma course d'hier. Vous tâcherez de me lire tout de même. Comment avez-vous pu me découvrir si vite? Je sens à cela que vous m'aimez bien. Alors je voudrais vous expliquer sans retard tant de choses.

« Ne regrettez pas mon départ, ni votre inquiétude. Nous leur devrons de mieux nous connaître. J'avais tout deviné à Riffelalp le soir où vous êtes sorti avec Helen, et j'étais parti pour toujours. Mais je voulais choisir l'endroit. Je croyais l'avoir bien choisi.

« Vous rappelez-vous notre discussion, le jour de votre arrivée, sur l'accident du Lyskamm? Je défendais mes camarades et je vous répondais que vous ne les compreniez pas. C'est vrai, car je leur dois la vie. Ce sont eux qui m'ont sauvé. Leur sacrifice n'a pas été inutile. Ils m'ont sauvé parce qu'ils n'ont pas voulu de moi.

« Ce n'est point par orgueil, ni par acrobatie que nous cherchons en montagne la difficulté. Cela nous apprend à trouver notre chemin, à mesurer la qualité de l'obstacle et celle de notre résistance. Doit-on faire autre chose dans la vie, que savoir où l'on va et ce qu'on peut accomplir ? Ainsi je cherchais mon chemin après l'abandon de miss Helen et le vôtre. Ah! je vous détestais plus qu'elle. Véritablement, — j'en ai honte maintenant, — je vous ai haï. Mon chemin, ce ne pouvait être que la mort. A la montée, j'étais distrait par la bataille. Mais là-haut, j'étais prêt.

« C'est alors que j'ai pensé à ceux du Lyskamm, parce que j'avais déplacé une corniche de neige qui avait roulé à côté de moi. Je les appelais, je leur disais : Attendez-moi, je vais vous rejoindre. Je ne sais pourquoi, tout à l'heure, un obscur instinct vital m'a fait éviter de rouler...

« Et ils m'ont répondu : Qu'oses-tu dire et que viendrais-tu

faire parmi nous? La montagne exige un cœur pur. Elle n'accepte pas les pensées mauvaises. Va-t-en avec ta haine et ta lâcheté. Laisse-nous dans notre paix et retourne parmi les vivants. Nous n'acceptons pas ta présence...

« Je les voyais qui me repoussaient. Et peu à peu, là-haut, dans le vent frais et la lumière, dans la solitude blanche, ou plutôt dans la compagnie de tant de sommets que je connaissais et nommais comme des amis, j'ai senti fondre ma haine comme la neige qui craquait sous le soleil. Vous haïr? Quelle injustice, père, et quelle ingratitude! quand je mesure la place que j'ai tenue dans votre vie sans plainte, mais non sans amertume. Alors, seul avec moi-même, en face de moi-même, je suis allé jusqu'à la vérité. Et j'ai découvert que je m'étais détaché de vous par envie. Certes, j'étais fier de vous et de votre force, mais vous m'écrasiez. Je respirais mieux, vous absent. Cette découverte m'a conduit à l'autre, la plus cruelle. Miss Helen avait très bien pu vous préférer à moi. Il n'y a pas que la jeunesse, et la jeunesse se prend trop au sérieux. Vous n'avez pas dû rechercher miss Helen. Vous vous êtes rencontrés, voilà tout. On ne résiste pas à miss Helen.

« Cependant je n'étais pas délivré. Il me restait ma peine. Elle était si lourde! Pour elle je n'ai pas résisté à la tentation. J'ai joué avec elle, mais ce n'était déjà plus l'abandon à l'abîme. Et j'ai dit à ceux du Lyskamm : « J'ai droit comme vous à l'audace. Je descendrai seul sur Zinal. Je sais que c'est une entreprise dure pour un isolé. Elle n'a jamais dû être tentée. Mais je vous promets de mettre en œuvre tout mon courage, et mon adresse et ma vigueur, bien que je ne sois plus très en forme. Si la montagne me rend, je vivrai. Si elle me prend, j'irai avec vous. » Et cette fois ils ne me repoussèrent plus. Je suis descendu sur la cabane Constantia. Je ne recommencerai pas. Sans l'état favorable de la neige, sans les marches taillées par une caravane, une série de circonstances favorables presque providentielles, j'aurais dû coucher sur le glacier et remonter le lendemain, ou mourir. Après cela, on peut accepter la vie.

« Maintenant, les guides réclament cette lettre. Ils craignent que leurs collègues de Zermatt ne les attendent pas au sommet. Voilà : c'est moi qui vous donne mon consentement, à tous les deux. Il y a quelques jours, je demandais le vôtre. Ne venez pas vers moi, j'ai besoin, quelque temps encore, de ne pas vous

voir, de ne pas vous voir tous deux ensemble. Mais plus tard, je sens que ce sera possible, oui possible comme cette descente du Gabelhorn.

« Je vais dormir. Et puis je descendrai à Zinal, doucement, lentement. Au revoir, père, je vous embrasse avec toute ma tendresse filiale.

« GEORGES. »

Quand Philippe Morgon eut achevé de lire, il tendit la lettre à Helen.

— Lisez, vous aussi.

— Oh! je l'ai déjà lue sur votre visage. Vous étiez tout éclairé. Georges est un noble garçon. Il accepte notre amour, n'est-ce point cela? Et il ne sera pas malheureux.

— Lisez, lisez donc, Helen.

A son tour, elle connut comment un cœur passe du désespoir et de la haine à l'acceptation et au sacrifice.

— Oh! conclut-elle attendrie, il vous donne son consentement. Comme c'est gentil et délicat! Je suis très charmée.

Elle avait retenu le principal et ne remarquait pas l'étonnement de son compagnon.

— Il a raison, reprit-elle. Il faut laisser les jours couler un peu. Plus tard, vous le reverrez. Plus tard, nous le reverrons ensemble. Et tout ira bien.

Enfin sortie d'une alerte si chaude, elle arrangeait l'avenir à son gré. Le temps du bonheur était venu. Mais, comme elle levait la tête pour prendre à témoin Philippe de ce bonheur retrouvé, elle fut surprise de son expression grave, et non pas sévère, mais presque tragique.

Elle lui adressa son plus tendre sourire :

— Vous n'êtes pas encore habitué, dit-elle, mon ami, mon amour. Il le faut pourtant.

— Non, petite fille, ce n'est point cela. Venez plus près, Helen. Le soleil aura bientôt disparu et nous aurons froid. Avant qu'il disparaisse, asseyons-nous sur le banc de gazon où je vais étendre ma pèlerine. Maintenant, appuyez-vous à mon épaule comme cette nuit.

— Oh! j'étais si bien.

— Je vous caresserai la joue de ma main libre.

— J'aime tant cette caresse!

— Et puis, écoutez-moi. Je ne vous ai pas confié le plus grand secret. Vous ne savez pas, — comment le sauriez-vous? — ce que la venue d'une jeune fille comme vous, toute resplendissante de beauté, de fraîcheur, de grâce, peut être dans la vie dépeuplée et déclinante d'un homme comme moi.

— Pas déclinante, mais je bois vos paroles.

— Jamais je n'acquitterai une pareille dette. Vous m'avez donné plus que je ne vous rendrai jamais, en me restituant la confiance dans la vie, la force d'agir quand on commence d'être las. Vous serez la petite Victoire que les Grecs emportaient à la proue de leur navire. Mon vieux navire, avec cette jeune Victoire, ne craindra plus les mers déchaînées. De loin, je vous aimerai toujours, car il faut nous quitter.

Elle se déroba à son étreinte et se dressa devant lui.

— Que dites-vous? Nous quitter? Je ne vous comprends plus. Vous me parlez d'amour, et c'est pour me déchirer!

— Reprenez votre place, Helen, quelques instants encore. Je vous avais demandé de m'écouter. Pourquoi n'êtes-vous pas restée là, tout contre moi?

Docile, mais anxieuse et tourmentée, elle consentit à se rasseoir, plus près encore, sur ses genoux, et les bras noués autour de son cou. Ainsi enlacé, il n'oserait plus prononcer des paroles sacrilèges. Il accepta le poids de ce cher corps et la serra toute contre lui, mais il continua.

— Petite fille adorée, — ne protestez pas contre ce nom dont je vous appelle, — j'ai tant souffert et tant réfléchi cette longue nuit et cette longue journée! Votre cœur est tout ouvert à l'amour, à notre amour. Mais nous sommes séparés par un sentiment que vous ignorez et qui est le sentiment paternel. Le drame qui s'est passé entre mon fils et moi, vous n'en étiez que l'occasion, mais vous lui restiez étrangère. Il y a donc toute une part de moi où vous ne pouvez pas entrer. Il y a chez moi un trop long passé. Ce n'est point l'âge qui nous sépare, et je suis encore assez peu détaché pour admettre que j'ai pu vous plaire.

— Je t'ai voulu, mon amour.

— Ne brise pas mon courage, petite Helen. Mais ce qui sera toujours entre nous, c'est la plus grande partie de ma vie qui est derrière moi et que je ne puis te donner. Tu ne mets rien au-dessus de l'amour, de notre amour, et tu vois bien que je lui ai préféré ma paternité. Georges a cru nous réunir. En vérité,

ce n'est pas en son pouvoir. Tu viens trop tard, chère Helen. Je ne puis te mener dans la ronde que font mes années avec leurs fantômes, leurs pensées, leurs préoccupations devenues toute une part de moi-même. Je ne puis te mener parmi ces feuilles mortes. Il faut au printemps de la verdure et de jeunes bourgeons prêts à éclater.

— Je préfère à tous les printemps votre automne.

— Parce que la douceur des bois fait illusion.

Elle ne voulait pas se rendre et la lutte se prolongeait quand l'ombre les recouvrait déjà.

— Vous me faites trop mal, dit-elle en se relevant. Retournons à Riffelalp. Là, nous déciderons dans notre chère allée d'arolles.

Ils refirent à pied, à la descente et dans le crépuscule, le chemin qui passe le long des gorges du Trift. Leur angoisse avait changé d'objet, mais n'avait pas diminué. A Zermatt, après qu'ils eurent dîné ensemble, Philippe Morgon, à coups de téléphone, obtint le départ d'un train spécial pour Riffelalp. Le petit groupe composé de Mrs Arden, de lady Kennedy et du colonel Smith ne les attendait plus et allait se disperser pour le repos. Il ne s'étonnait nullement de leur absence prolongée. Ces histoires de montagne, on ne sait point ce qu'elles durent. Cependant on leur fit bon accueil et l'on s'informa de Georges. Quand on sut qu'il était fatigué de sa course et s'arrêterait à Zinal, lady Kennedy offrit ses soins :

— Oh ! j'irai là-bas. Et peut-être est-il blessé ?

Il fallut la rassurer pour l'empêcher de voler au secours du malade.

— Eh bien ! demanda mystérieusement Mrs Arden au colonel en lui prenant le bras pour le reconduire à la place de lady Kennedy qu'Helen et M. Morgon calmaient à grand peine, que vous ont révélé les voix des revenants ?

— Elles m'ont révélé, Viola, que votre fille a un grand chagrin d'amour.

— Helen ! Quelle idée ! N'épousera-t-elle pas M. Philippe Morgon ? Ou son fils Georges ?

— Je ne pense pas qu'elle les épouse. Il n'y aura pas de mariage, chère amie.

— Il y en aura un. Il faut qu'il y en ait un.

— Lequel ?

— Le nôtre, Edward. Mais ne comptez pas sur moi pour le dévouement.

— Pour le dévouement, Viola, il y a lady Kennedy...

Se sentant hors d'état d'affronter une fois encore Helen, Philippe Morgon partit de Riffelalp à l'aube pour rejoindre son fils à Zinal.

Georges avait dû s'aliter. Il avait pu descendre à grand peine de la cabane Constantia. Quand on frappa à sa porte, il savait d'avance qui entrerait.

— Mon petit, dit simplement Philippe.

Le père et le fils s'étreignirent. Puis Georges murmura :

— Elle ?

— Ne parlons plus d'elle.

Et Philippe Morgon, au cruel éclair de joie qu'il surprit dans les yeux du malade, comprit que rien ne meurt dans la nature humaine, même quand l'esprit triomphe. Un instant, il se sentit lui-même si désespéré d'avoir brisé son pauvre cœur d'homme, — et de l'avoir brisé, non dans la jeunesse où tout se répare, mais irréparablement, — qu'il détourna le visage vers la fenêtre afin que son fils ne pût le deviner. Mais les jeunes gens ne devinent pas tant de choses. Puis il reparut en pleine lumière et sourit. Le sacrifice accompli sur le sommet du Gabelhorn égalait-il le sien ?...

Helen avait dormi tard, comme on dort à son âge après des émotions ou des fatigues. Elle apprit coup sur coup ce départ clandestin et le remariage de sa mère. Elle réagit immédiatement dans sa volonté de ne pas être vaincue :

— Oh ! pensa-t-elle, quand il me saura si malheureuse et abandonnée, — abandonnée pour un aveugle, — il reviendra.

Et songeant qu'il ne reviendrait pas, elle acheva sa pensée :

— Ou j'irai le chercher. Renoncer, c'est mourir. Pour lui comme pour moi. Pour lui plus que pour moi encore...

Car rien ne finit ou tout recommence quand on a devant soi l'espérance des années...

Henry Bordeaux.

L'AFFAIRE
DU *PRAYER BOOK*

Il arrive parfois qu'entre des peuples voisins, qui semblaient parvenus au même point de développement, un léger incident vient révéler soudain des abîmes insondables : telle fut en décembre dernier l'affaire du *Prayer Book* anglican. Qu'on ait pu voir, en l'an de grâce 1927, deux assemblées laïques se dresser en conciles opposés l'un à l'autre ; qu'un peuple entier se soit divisé dans ces débats ; qu'il ait fallu pour trouver des séances comparables remonter au delà de la guerre : voilà qui peut surprendre en pays latin. L'idée d'un Parlement appelé à se prononcer sur la liturgie est si étrange dans nos mœurs qu'elle ne nous fait même pas sourire. Il n'en est pas de même dans la vieille Angleterre, où revivent encore à certains jours les passions religieuses du XVI^e^ siècle.

Le mouvement d'Oxford avait été suscité par un petit groupe d'intellectuels fervents, soucieux d'une vie intérieure plus pure, adonnés aux études historiques. Il aurait pu se borner à une renaissance liturgique et ne pas dépasser la vieille cité, ses collèges et les paisibles presbytères de ses campagnes. En fait, il révéla et réveilla les aspirations latentes de l'âme anglaise. Dans un livre qui n'est comparable qu'au *Port Royal* de Sainte-Beuve, M. Thureau-Dangin a raconté ce renouveau : il nous a dit comment le pays de Parker et d'Élisabeth a retrouvé les cierges et l'encens, l'autel et les confessionnaux, la messe et l'adoration de l'hostie. Il n'est pas rare maintenant de

rencontrer, en plein quartier ouvrier de Londres, une de ces églises « ritualistes » qu'on aurait peine à ne pas confondre avec une église romaine : plusieurs lampes brûlent devant l'autel, des messes basses se célèbrent chaque matin. Adossée à un pilier, une statue de la Vierge, fleurie par de pieuses mains, accueille la prière, et l'on peut rencontrer parfois, dissimulées dans une ombre propice, des statues du Sacré-Cœur, de saint Joseph et même de saint Antoine de Padoue. Il semble qu'il faille compter de nos jours dans l'anglicanisme quatre mille églises où l'on porte les vêtements liturgiques, environ deux mille où l'on assiste à la messe quotidienne : s'il faut en croire lord Hugh Cecil, il y aurait à Londres cent églises qui « réservent » le Saint Sacrement. L'anglo-catholicisme compte dans ses rangs un bon tiers du clergé et le quart de laïques. Il comprend en tout cas les laïques les plus fervents, les prêtres les plus instruits, les plus dévoués aux âmes. Beaucoup d'entre eux, surtout parmi les jeunes, gardent le célibat. On comptait en 1927, huit congrégations religieuses d'hommes et plus de cinquante de femmes, dont plusieurs contemplatives; il y a même des « Franciscains » et des « Bénédictins » anglicans.

Ce sont des cas extrêmes. Il faut se garder de croire que la Haute-Église soit un royaume réservé où l'on doive entrer par une porte étroite. A vrai dire, il est fort difficile de marquer où cesse l'anglo-catholicisme, où commence l'anglicanisme ordinaire, et l'on passe de l'un à l'autre par des nuances insensibles.

Voici un anglo-catholique qui croit tout ce que croit l'Église romaine : il admettrait même avec le concile du Vatican la primauté et l'infaillibilité du pape. Membre loyal de l'Église d'Angleterre, il aime mieux la convertir lentement à ses vues que de la laisser à la merci des influences protestantes; son idéal serait le retour en corps à l'Église de Rome. Tel autre est plus sensible aux divisions de la catholicité; il se plaît à montrer que l'Église du Christ s'est divisée par le malheur des temps en trois tronçons : le tronçon slave, le tronçon anglo-saxon et le tronçon romain. Rome prétend justement à une prééminence qu'il s'agira de définir. Mais entre les Latins, les Orthodoxes et les Réformés, l'Église anglicane est une sorte d'*Ecclesia media* qui pourrait offrir, au jour marqué, un terrain d'entente et d'union. On ne saurait donc aller à Rome

sans que Rome aille à l'Angleterre. Plusieurs préfèrent insister sur les différences entre la théologie romaine et la théologie anglicane; ils jugent que cette dernière est restée fidèle à l'esprit de l'Église primitive; ils pourraient signer les tracts où Newman définissait, avant sa conversion, les « corruptions » du Romanisme. Sans doute, disent-ils, tout n'est pas parfait dans l'Église d'Angleterre. Elle a péché en se liant au pouvoir civil, mais elle a gardé le dépôt. Quant à l'unité de l'Église universelle, elle est assurée par le Saint-Esprit qui la pénètre et la garde invisiblement. Beaucoup enfin, moins théologiens et plus Anglais, sont vivement attachés à ce catholicisme insulaire qui satisfait leur piété, leurs goûts esthétiques en même temps que la fierté nationale. La masse des fidèles (on comptait en 1924 deux millions et demi d'Anglais qui avaient fait leurs Pâques dans l'Église établie) n'est pas anglo-catholique, mais elle n'est pas davantage « évangélique ». Elle aime la majesté d'une liturgie qui convient à la sévérité des cathédrales. Elle repousse les définitions trop précises, et on est toujours sûr de lui plaire en agitant devant elle le spectre du dogme. Tout en désirant que l'Église d'Angleterre entretienne des relations amicales avec les Églises orientales et, si possible, avec Rome, elle tient à ce qu'elle reste à l'écart, décente et solitaire. Tel est le sentiment général qui donne le ton dans les synodes; les mandements épiscopaux font effort pour l'exprimer, et le *Times* lui prête, quand il est besoin, le grave accent de ses éditoriaux.

A l'aile gauche, les Évangéliques de la Basse Église représentent la tendance protestante. Ils se rattachent, par certains côtés, au puritanisme du XVII^e^ siècle et plus encore à l'évangélisme méthodiste. La Bible, pour eux, est au-dessus de l'Église. S'ils restent pourtant dans « l'établissement », c'est parce que l'institution manifeste à leurs yeux l'esprit de la Réforme. On les a dépeints récemment « comme une armée d'illettrés commandés par des octogénaires », propos qui, dit l'évêque de Durham, « manque plus d'amabilité que de vérité ». Et certes, ils ne sont pas très cultivés, mais le zèle y supplée : il a trouvé un nouvel aliment dans l'opposition au ritualisme qui leur paraît contre-sens ou trahison.

Si diverses que soient ces tendances et bien qu'on ait pu dire que l'Église d'Angleterre est « une société de religions »,

ses membres participent pourtant d'un même esprit, cimenté par la langue, par le culte, par l'histoire et par des défiances communes. Le respect des convictions individuelles est si profond que plusieurs confessions peuvent se rencontrer dans une famille anglaise sans en troubler la paix. Aussi voit-on régner entre ces diverses écoles un grand esprit de charité et de bienveillance. Il est facilité d'ailleurs par la méfiance bien britannique pour tout ce qui serait trop logique. Je remarquais un jour, devant un clergyman anglo-catholique, que les documents sur la primitive Église pourraient être plus nombreux. « Dieu, dit-il, a bien fait de laisser les choses un peu dans le vague... » Cette manière de voir peut nous expliquer que les Anglais ne soient pas choqués d'une telle divergence entre les opinions individuelles : elle leur paraît un hommage rendu au caractère insaisissable et infini de la vérité religieuse en même temps qu'une juste garantie de la liberté individuelle. La sagesse anglaise reste toujours un peu voilée, comme les côtes du pays : elle ne met pas tout en théorie, mais elle aime à ouvrir des échappées à l'esprit, soit pour le rêve s'il est sentimental, soit pour la prière s'il est pieux, soit pour un certain émoi en face du mystère des choses. Chez nos voisins, le rationalisme peut se concilier avec la croyance religieuse, comme le socialisme avec la fidélité monarchique, comme un certain sens international avec l'amour premier de l'Angleterre. Autour du foyer de la lumière claire il y a un halo de rayonnement et d'ombre et bientôt d'étrangeté. Les peuples latins aiment à se tenir dans la clarté et ils cherchent toujours à tracer la ligne parfois fictive qui la sépare des ténèbres. L'Anglais reste volontiers dans l'entre-deux : il se plaît dans le clair-obscur qui semble mieux fait pour son œil.

UN SERMON DU DOCTEUR BARNES

Dans une Église formée de partis aussi divers, des discussions ne pouvaient manquer de se produire. Mais quand un incident surgissait, qui risquait de tourner au scandale, les évêques s'empressaient de l'atténuer par des prodiges de diplomatie. Tel fut le cas de l'évêque de Birmingham qui émut l'Angleterre à l'automne dernier. Il va nous permettre de comprendre ce qu'était à la veille de la crise la politique officielle et à

quelles poudres la revision du *Prayer Book* allait mettre le feu.

Le docteur Barnes, docteur ès sciences, astronome et physicien, membre de la société royale, coulait des jours tranquilles à l'abbaye de Westminster où il était chanoine. M. Ramsay Macdonald, lors de son passage au pouvoir, eut la singulière idée d'en faire un évêque : il aurait été plus prudent pour la paix des consciences de le laisser à ses tranquilles et périlleuses études. On devait le voir sans tarder. Le 25 septembre de l'an dernier, dans un sermon à l'abbaye de Westminster, le docteur Barnes déclara du haut de la chaire que la théorie de Darwin sur l'évolution a résisté à toutes les attaques, que l'homme n'est pas un être déchu d'un état d'innocence, mais un animal qui acquiert lentement l'intelligence spirituelle, — que cette doctrine laisse intact l'enseignement du Christ, mais qu'elle oblige à modifier la théologie traditionnelle. Le docteur Barnes ce jour-là manquait au moins de prudence. La cathédrale de Westminster n'a pas été faite pour l'exposé de ces nouveautés. Le sermon prononcé devant les élèves de l'école de Westminster, une des plus vieilles et des plus illustres de l'Angleterre, secoua vivement l'opinion. Mais le docteur Barnes soutenait des thèses plus inquiétantes encore : dans une adresse « sur la vérité et l'erreur en matière de sacrements », il assimila la croyance en la présence réelle à un reste de la magie primitive. Ceux de ses compatriotes qui partageaient cette superstition, avaient, notait-il, la mentalité d'Hindous sans culture, car, disait-il encore, le pain consacré ne diffère pas du pain ordinaire pour l'analyse chimique.

Or, le dimanche 16 octobre, alors que le docteur Barnes se préparait à prononcer dans la cathédrale de Saint-Paul un sermon sur la création de l'homme où il n'allait pas manquer de rappeler que nous avons des « gorilles » pour ancêtres, un anglo-catholique, le chanoine G. R. Bullock Webster, curé d'une paroisse de la Cité, vint en soutane et en surplis lire une adresse solennelle pour protester contre la présence dans une telle chaire de l'évêque de Birmingham et contre son enseignement erroné et hérétique; puis, entouré de trois cents jeunes gens qui lui faisaient escorte, il se retira dans sa paroisse pour célébrer une messe de réparation. Le docteur Barnes écrivit alors une lettre ouverte à son Primat pour l'inviter « à réfléchir sur les mesures qui pouvaient être prises pour aider ceux

d'entre nous qui se consacrent à faire de l'Église dans l'avenir le guide spirituel d'une nation éclairée ». Pour sa part, il n'ira ni à Rome, ni à Genève, ni même à Tennessee (c'est la ville américaine où Darwin fut excommunié). L'archevêque répondit deux jours après en rappelant le docteur Barnes au sens des convenances. Personne n'a jamais voulu le conduire à Tennessee. Sans doute est-il « légitime et naturel » de dénoncer la transsubstantiation, il convient aussi de ne pas blesser le corps des fidèles. Le Primat reprochait à « son cher évêque de Birmingham » d'ignorer ou du moins de diminuer l'enseignement d'auteurs éminents comme Andrews, Ken, Wilson, dans le passé, de King ou de Gore dans notre temps, qui professent à bon droit une doctrine différente sur la présence du Christ dans l'hostie.

On pourrait s'étonner en lisant cette réplique que le même Primat ait correspondu avec le cardinal Mercier et qu'il ait courageusement défendu les conversations de Malines devant ceux des évêques qui l'accusaient de trahir l'Église (février 1924). Ces deux attitudes, loin d'être inconciliables, sont inspirées par une même règle de conduite. Dans une lettre ouverte qu'il adressait à son peuple au mois de juin dernier pour lui confier le fond de sa pensée dans l'affaire du *Prayer Book*, l'archevêque se justifie pleinement : il est, dit-il, des questions de théologie et de discipline où plusieurs opinions sont également légitimes et où il n'a aucune autorité pour imposer sa croyance personnelle. Il semble que la présence eucharistique soit à ses yeux de ce nombre. Son rôle est seulement d'empêcher qu'une pratique ne nuise à l'autre et de maintenir ce caractère sagement compréhensif (*deliberate comprehensiveness*) qui a été, depuis Cramner et Hooker, le cachet de l'Église d'Angleterre et le gage de son indépendance vis-à-vis de Genève et de Rome.

1927. — LE PARLEMENT CONTRE LES ÉVÊQUES

Si le Primat avait parfois à rappeler à la décence un doctrinaire du modernisme, il s'inquiétait davantage du développement des pratiques anglo-catholiques. Les propos du docteur Barnes ne trouvaient pas beaucoup d'échos chez les modérés ; ils indignaient les croyants ; la réprimande et l'ironie pou-

vaient suffire pour les calmer. En revanche, les innovations liturgiques de l'anglo-catholicisme, chaque année plus nombreuses, apparaissaient comme un véritable défi aux dispositions du Livre de prières. Les mesures judiciaires déclenchées autrefois contre les ritualistes n'avaient fait que fortifier leur mouvement et les évangéliques eux-mêmes s'étaient inquiétés de voir intervenir dans ces choses de conscience le Comité juridique du Conseil privé, voire le Parlement à qui Disraëli avait fait voter en 1874 le fameux « Règlement du culte public ». Il y avait quelque ridicule à emprisonner un clergyman qui s'était servi de cierges ou d'encens : c'était lui donner à trop bon compte l'auréole du martyre. Les anglo-catholiques avaient profité de ces embarras de la hiérarchie. Il ne leur déplaisait pas d'entendre répéter par leurs évêques depuis 1899 que « les limites de la tolérance étaient dépassées ». Après de telles déclarations, le silence et le temps ne pouvaient que travailler en faveur du ritualisme. Mais l'autorité finit par se lasser de l'anarchie. Que faire pour garder dans des limites raisonnables ces ardentes brebis dont une répression imprudente pouvait préparer l'exode ? N'était-ce pas le moment de montrer au monde que l'Église anglicane peut satisfaire les besoins spirituels de ses fils ?

Le *Prayer Book* n'avait pas été réformé depuis 1662. Or les temps étaient changés. Au XVI^e^ siècle, disaient les évêques, « la tendance caractéristique était de refuser de reconnaître les différentes variétés de sentiments et d'opinions qui s'observent parmi les hommes d'une même génération. On ne songeait même pas à la possibilité d'un changement au cours des siècles futurs ». Or « la pensée et le sentiment religieux modernes se caractérisent par une tendance à soigner le cérémonial, à rechercher la dignité dans les offices, en même temps que par la conscience plus nette de la continuité de l'Église. En ce siècle où nous assistons à un réveil extraordinaire de la vie et de l'activité spirituelles, l'Église est condamnée à travailler avec des ordonnances faites pour un autre état de choses, sans pouvoir opérer l'adaptation qu'impose la conception d'une Église vivante ».

On a dit que l'Église anglicane avait des évêques érastiens, des articles calvinistes, et un *Prayer Book* catholique. Le « livre de la prière commune » en effet ne s'occupe pas seu-

lement des prières, des lectures et de la psalmodie, il règle encore l'administration des sacrements et même « la manière de faire, d'ordonner et de consacrer évêques, prêtres et diacres ». Ce n'est pas un livre protestant. Mais, si l'Église d'Angleterre adopta la forme de la prière catholique, elle la traduisit en langue vulgaire et par là elle invita la foule à se joindre à ses ministres. Le *Prayer Book* est une possession nationale au même titre que la Bible et Shakspeare. Il a fixé le langage. L'archevêque de Cantorbéry a pu écrire « qu'il n'a pas son pareil sur la terre ». On ne pouvait le modifier sans alarmer l'opinion. Ses prières vénérables ont passé par tant de lèvres, elles ont consolé tant de souffrances ! Le peuple pour les rites est conservateur. « J'aime mon Livre de Prières, disait une vieille femme à lord Carson ; ma mère l'aimait et croyait en lui, et maintenant on nous dit qu'il ne vaut rien. »

Pourtant, le *Prayer Book* actuellement en usage est le cinquième qu'ait connu l'Église d'Angleterre. Le premier *Prayer Book* fut imprimé en 1549 sous Édouard VI : il condense la liturgie latine sans rompre avec la tradition. Son titre est significatif : *La Cène du Seigneur et la Sainte Communion communément appelées la messe.* Bien que Calvin ait dit qu'il contenait « des absurdités tolérables », il fut jugé trop conservateur par les réformateurs étrangers venus en Angleterre : on disloqua le canon : ce fut le *Prayer Book* de 1552, qui ne resta en vigueur que huit mois. Les trois autres (1559, 1604, enfin 1662) corrigent le second *Prayer Book* pour satisfaire à la fois les partis opposés. L'usage du premier *Prayer Book* réclamé par certains membres de la Haute-Église peut être encore de nos jours autorisé par l'ordinaire. Lord Halifax a rappelé à la Chambre des lords qu'il se sert dans sa paroisse d'Hickleton du *Prayer Book* d'Édouard VI avec l'assentiment de l'archevêque d'York. De telles tolérances indiquent assez qu'il faut se garder d'attribuer aux règlements liturgiques en Angleterre un sens trop impératif.

Le Parlement nomma en 1904, à la demande du Primat, une commission royale d'enquête sur la discipline ecclésiastique ; elle conclut en 1906 à la revision. Après bien des pourparlers et des études, les évêques se mirent enfin d'accord, et au début de janvier 1927 ils proposèrent un *Prayer Book* facultatif qui, sans remplacer l'ancien, serait comme lui officiel dans l'Église.

Les ministres choisiront entre les deux suivant le tempérament et les préférences des fidèles.

Plusieurs corrections sont sans importance. On introduit des prières pour les besoins du temps présent, par exemple pour la solution des problèmes industriels, pour la Société des nations, et comme certaines formules dans la langue nationale gardaient une saveur d'archaïsme, on les rajeunit. Est-ce pour s'accommoder au progrès des mœurs qu'on omet de dire que la femme doit obéissance à son mari ? Le nouveau calendrier introduit quelques saints nouveaux comme saint François d'Assise et saint Bernard. Pour faire une politesse aux Églises orthodoxes d'Orient, on change dans le Canon, au mépris de la tradition liturgique occidentale, la place de l'*épiclèse*, invocation qui appelle l'Esprit de Dieu sur les Saintes Espèces pour les consacrer. De nouvelles rubriques autorisent timidement le port des vêtements liturgiques, mais si le surplis, l'étole, l'aube blanche sont permises, la chasuble reste interdite. Les modifications les plus remarquables sont celles où la *lex orandi* touche à la *lex credendi*. Une fête est établie pour la commémoration des morts le 2 novembre; on y priera pour les fidèles défunts. La prière pour les morts, dit-on, n'a jamais cessé en Angleterre. Depuis la guerre, elle est devenue un besoin impérieux des âmes. Ce développement est d'autant plus curieux qu'il va contre le vingt-deuxième des trente-neuf articles où le dogme du Purgatoire est nettement répudié.

Les correcteurs se sont attachés spécialement à la prière consécratoire et à la réserve eucharistique. Le vingt-huitième article était gênant. Il proclame que « le sacrement de la Cène n'a pas été institué par le Christ pour être conservé, transporté, élevé, ni adoré ». Pour tourner la difficulté, les évêques ont songé à faire revivre, en la modifiant un peu, une cérémonie prévue dans le *Prayer Book* de 1662, et complètement tombée en désuétude : « l'ordre pour la visite des malades ». Le prêtre ne pouvait apporter au malade une hostie consacrée, mais il avait le droit de célébrer le sacrifice dans sa chambre et de le communier. On permettra désormais la réserve perpétuelle pour les malades. Dans le *Prayer Book* de 1662, une rubrique célèbre sous le nom de « rubrique noire », tout en justifiant l'agenouillement à la communion, défend avec insistance d'en faire une adoration, et elle condamne le

dogme de la présence du Christ conçue comme une présence corporelle : on omet cette rubrique dans le nouveau Livre.

Nous nous approchons, semble-t-il, de l'usage et du dogme romains. Mais voici que le livre enlève ce qu'il semblait accorder. Il est spécifié que la communion doit être portée aux malades sous les deux espèces, que la réserve du pain et du vin consacrés ne peut être l'objet d'aucune autre cérémonie que la communion des malades, que cette réserve doit être autorisée par l'évêque. Enfin dans le Canon lui-même, on demande au Saint-Esprit que le pain et le vin deviennent « *en nous* » le corps et le sang du Sauveur, ce qui semble insinuer qu'ils ne le sont pas *en soi*.

Cette mauvaise humeur dans les concessions, cet opportunisme en matière de foi et de conscience, l'annonce de nouvelles entraves pour des pratiques passées depuis longtemps dans la piété n'étaient pas faits pour plaire aux anglo-catholiques. Heureux de marquer le progrès réalisé par eux depuis un demi-siècle, ils ne pouvaient adhérer pleinement à un compromis chargé de tant de menaces. Il faut pourtant reconnaître que l'ensemble du projet leur était favorable. La pratique précède la théorie, et en Angleterre plus qu'ailleurs l'emporte sur elle. La coutume, les gestes et les rites prévalent sur l'explication qu'on en donne, et même sur les restrictions qu'on apporte à leur signification officielle. On ne prierait pas pour les morts, si l'on n'admettait pas dans l'au-delà un état de purgation et d'attente. Réserverait-on l'Eucharistie, si elle n'était qu'un pur symbole? C'est ce que le socialiste Rosslyn Mitchell devait exprimer à la Chambre des communes dans un discours qui, pour être fougueux, ne manquait pas de logique : « Pourquoi le prêtre porte-t-il des vêtements spéciaux? Quelque chose va se produire. Pourquoi prend-il une hostie ? Quelque chose va se produire. Pourquoi la consacre-t-il? Afin que se produise quelque chose. Pourquoi l'enferme-t-il dans un petit tabernacle?... Aucun casuiste ne le niera : pour le prêtre, le mystère, considéré par d'autres peut-être comme de la magie, mais qui est à ses yeux le plus sacré de l'univers vivant, s'est réalisé. Par son instrument, Dieu lui-même est descendu sur cette matière pétrie par la main d'un homme. »

Adopté par les évêques à l'unanimité, moins quatre voix (parmi lesquelles naturellement celle du docteur Barnes), le

nouveau *Prayer Book* avait été ratifié en mars 1927 par les synodes provinciaux de Cantorbéry et d'York et par l'Assemblée d'Église (1). Les évêques avaient pour eux quelques évangéliques, l'appui des modérés et des libéraux et la majorité des anglo-catholiques. A vrai dire, aucun des partis n'était satisfait, mais, dans leur bonne volonté mutuelle, l'épiscopat lisait le succès parlementaire qui suffisait à son prestige. La revision passionnait les esprits : on ne parlait plus que de cela. « A Westminster, écrivait un témoin français, dans les salons de la capitale, dans les maisons de campagne, interroger les hôtes sur le budget ou les controverses navales ne sert de rien. Après quelques réponses de politesse, la conversation retombait dans la théologie. Imaginez plutôt la France au moment de l'affaire Dreyfus. »

A la Chambre Haute, pareille affluence ne s'était pas vue depuis 1911. Les débats durèrent trois jours (13-15 décembre). Les galeries étaient combles, et sur les marches du trône les conseillers privés et les fils aînés des Pairs étaient comme entassés. Des questions aussi graves que la transsubstantiation ou la valeur des suffrages pour les morts, furent agitées dans une assemblée un peu surprise d'être élevée pour un temps à la hauteur d'un Concile, heureuse pourtant de sentir qu'elle se mouvait encore avec aisance sur ces âpres sommets.

Lord Phillimore expliqua les raisons de son adhésion qui étaient vraisemblablement partagées par un grand nombre de Pairs : elles étaient inquiétantes. La nouvelle mesure offrait à ses yeux la possibilité de « tendre lentement et progressivement la corde. » On entendit des voix venues d'un passé bien lointain : c'est le privilège de cette assemblée de patriciens. Le marquis de Lincolnshire, un évangélique, rappela qu'en 1848 sa mère le conduisit à l'église à Whitehall et lui dit : « Quand on lira le *Credo*, ne te tourne pas du côté de la table de communion. » « Est-ce mal de le faire ? » lui dit l'enfant ; et la mère lui répondit : « Non, mais c'est ce qu'il y a derrière cette pratique qui est mal. Le jour où toute l'assistance

(1) L'Assemblée d'Église (*Church Assembly*) instituée par le Parlement en 1919 n'a pas de pouvoirs canoniques. Elle a pour office d'étudier les projets législatifs qui intéressent l'Église. Le Parlement les discute ensuite, mais sans pouvoir les amender. Les laïques qui font partie de la *Church Assembly* sont élus par les paroissiens effectifs (*Communicants*).

présente à l'église regardera instinctivement l'autel, sera un jour terrible pour l'Angleterre et pour l'Église. » Le marquis de Lincolnshire voyait se réaliser la prophétie de sa mère! Lord Halifax fit remarquer en revanche que les pratiques légalisées dans le nouveau Livre étaient précisément celles qui, au temps de sa jeunesse, faisaient emprisonner les ministres récalcitrants, et on les déclare maintenant conformes à l'enseignement de l'Église d'Angleterre. Qu'on l'enferme une semaine durant avec le plus intraitable des évangéliques, sir W. Johnson Hicks par exemple; ils finiront sans grande difficulté par se comprendre et l'amitié réussira où aurait échoué la prudence. Les lords sourirent.

L'archevêque d'York parla le dernier jour : « L'objet principal du nouveau Livre, dit-il, est de répondre aux besoins de l'esprit et du cœur : il n'est nullement disciplinaire. Mais son rejet plongerait les évêques dans l'embarras : comment pourraient-ils blâmer certaines pratiques comme illégales, alors que l'Église elle-même les demande? » Ces paroles étaient sages; les vénérables Pairs s'inclinèrent. La nouvelle « mesure » fut adoptée par 241 voix contre 153. On applaudit. Le *Prayer Book* semblait sauvé. Mais le lendemain devait voir sa perte.

Le 15 décembre, le projet passait devant les Communes. A la Chambre Basse la culture religieuse est moins répandue : beaucoup n'avaient qu'une idée très vague des changements proposés. Le comte de Denbigh, un lord catholique romain, remarquait, quelques jours avant, que bien des membres de cet étrange concile « ne mettent pas les pieds à l'église, sauf peut-être pour y voir marier ou enterrer leurs amis, ou pour y être eux-mêmes mariés ou enterrés ». M. Bridgeman, premier Lord de l'Amirauté, qui défendait la « mesure », aurait dû se souvenir du conseil de Disraëli : « Il faut deux styles différents à la Chambre des communes et à la Chambre des lords. Dans la Chambre Basse Don Juan doit être mon modèle, dans la Chambre Haute le Paradis perdu. » Il soutint le projet des évêques sans aucune passion et avec une sorte de scepticisme. Le Don Juan de ce grand jour fut le ministre de l'Intérieur sir William Johnson Hicks, évangélique éloquent et intrépide : il n'eut pas de peine à montrer que la « réserve » menait à l'adoration. Si l'on gardait le sacrement pour le seul usage des

malades, pourquoi ne pas le mettre décemment dans un placard? Et se tournant alors vers les députés protestants, il sut les persuader d'intervenir dans un débat où ils avaient décidé, non sans raison, de s'abstenir. Ne fallait-il pas défendre contre ces infiltrations romaines « la cause de la charité chrétienne »? Les avocats du nouveau Livre furent surpris. Lord Hugh Cecil, qui parlait peu après, était nerveux : il s'embrouilla dans un excellent plaidoyer qu'il ne sut pas tourner en riposte. Mais à quoi aurait servi la sagesse? La haine du papisme, du moyen âge et de l'idolâtrie s'était réveillée aux Communes : tous les fils de la Réforme se dressèrent contre Rome. Le livre de prières fut rejeté le jour même par 247 voix contre 215.

On s'étonnera déjà qu'un Parlement élu au suffrage universel puisse modifier la discipline d'une Église épiscopale : au moins faudrait-il en ce cas que les députés en communion avec l'Église fussent seuls à exprimer leurs suffrages. C'est un paradoxe, — certains disent un scandale, — que les députés protestants, étrangers à l'Église, établie aient pu emporter le vote du 15 décembre. Une question de liturgie, qui touchait à la doctrine, avait été tranchée contre le gré de l'épiscopat et des fidèles, par quarante et un membres de l'Écosse presbytérienne, treize députés de l'Ulster représentants de l'Église d'Irlande et dix-huit représentants du pays de Galles, probablement non conformistes. Une heure de trouble avait annihilé vingt ans d'efforts. Quand on apprit ce désastre, l'archevêque de Cantorbéry, qui était resté pendant toute la séance impassible et solitaire, se mit à pleurer, la tête dans ses mains. Mais tout autour c'était un délire. La Réforme était sauvée une seconde fois.

EN 1928

Les évêques étaient battus. Il eût été sage alors de réfléchir et d'attendre la conférence pananglicane de Lambeth qui réunira, en 1930, près de quatre cents évêques. Pourtant l'épiscopat, dès le mois de décembre, prépara un nouveau *Prayer Book* qui tenait compte des inquiétudes des Communes. On apprit le 21 janvier que la rubrique noire serait placée en tête du nouveau Livre, que les Espèces ne seraient plus conservées sur l'autel mais dans un tabernacle placé dans le mur du nord ou du midi et, s'il le fallait, dans la sacristie. Sir W. Johnson Hicks

pouvait se rassurer; les anglo-catholiques s'agitèrent. Le 19 mars, après de nouveaux entretiens, de nouvelles retouches furent portées à la connaissance du public. Il n'était plus question de l'orientation du tabernacle, pourvu qu'il fût nettement dissocié de l'autel, afin de prévenir toute adoration. La permission de la réserve ne sera donnée que dans les paroisses qui possèdent un hôpital, en temps d'épidémie, ou dans des circonstances très spéciales. De plus, quand cette licence sera accordée, le conseil de paroisse, composé de laïques, pourra protester devant l'archevêque ou les évêques de la province. « C'est une ancienne et louable coutume de communier à jeun, ajoute encore le nouveau Livre. Cependant, pour éviter tout scrupule, nous déclarons que cette pratique sera laissée à la discrétion de chacun selon sa conscience, sous le regard de Dieu. »

Ces restrictions nouvelles, ces innovations au moins inattendues ne pouvaient que choquer la foi des anglo-catholiques. Le signal de la révolte fut donné par le docteur Darwell Stone, principal de Pusey House, et surtout par le docteur Frere, évêque de Truro, grand liturgiste et le premier religieux qui depuis la Réforme ait été élevé en Angleterre à l'épiscopat. Son adhésion au *Prayer Book* de 1927 avait rallié beaucoup d'anglo-catholiques. La plupart d'entre eux votèrent contre le projet des évêques à l'Assemblée d'Église de 1928. La situation devenait paradoxale. C'était apparemment pour satisfaire la Haute-Église que l'épiscopat avait modifié l'antique *Prayer Book* dont elle s'accommodait. Un de ces accidents de séance qui ne sont pas rares dans l'histoire parlementaire avait causé sa perte. Maintenant on corrige les corrections, mais c'est pour garrotter ceux qu'on prétendait servir. Lord Philimore n'aurait sans doute pas conseillé pareille hâte dans l'art de tendre la corde Les évêques travaillaient ainsi contre la meilleure part de leurs troupeaux. S'il est en effet des fidèles qui soient disposés à voir dans l'autorité de l'évêque une délégation de celle du Christ, ce sont les anglo-catholiques. Mais si l'évêque attaque leurs pratiques, ils sont également prêts à lui résister.

Les Communes rejetèrent, le 14 juin, et pour le même motif qu'en décembre, le Livre revisé pour leur plaire. Les anglo-catholiques purent penser ce soir-là que « Dieu s'était servi des Philistins pour achever son ouvrage ».

LA TRADITION DU XVI^e^ SIÈCLE

Pour comprendre le sens de ces événements, il faut se reporter à ce XVI^e^ siècle qui nous donne la clef de l'histoire religieuse anglaise. Vue de ce biais, la politique des évêques n'est pas contraire à la tradition.

Comme Élisabeth ne pouvait réconcilier l'aile puritaine de l'Église qui ne voyait dans la Cène qu'un mémorial, avec l'aile catholique qui y reconnaissait un sacrifice, elle sauvegarda l'unité en maintenant les cadres ecclésiastiques, en exaltant le sentiment national contre le papisme, en multipliant dans les formulaires les phrases ambiguës où chacun pouvait retrouver son bien. La foi catholique et par exemple la croyance en la présence réelle n'ont jamais été condamnées par les articles. C'est ainsi qu'un théologien de la Haute Église peut sans trop de peine interpréter dans un sens catholique la rubrique noire et le rejet du terme de transsubstantiation. La révolution de 1688, la chute des Stuarts, qui entraînèrent avec eux l'épiscopat de la Haute Église, ont masqué pendant deux siècles ce qu'on pourrait appeler le catholicisme de l'anglicanisme. Au XVIII^e^ siècle l'Église s'asservit à l'État, mais le catholicisme n'en existait pas moins et il devait revivre sous de nouvelles formes. Comme l'a montré un des observateurs les plus pénétrants de l'âme religieuse anglaise, M. Jacques Chevalier, le mouvement d'Oxford apparaît comme un effort de l'Angleterre pour renouer par dessus et par delà la Réforme la tradition des préréformateurs et du moyen âge (1). Les ancêtres de Pusey et de Newman ne sont pas Luther et Calvin, mais ces humanistes du début de la Renaissance, Thomas More, Colet et Fisher, qui revendiquèrent les droits de l'Église contre les empiétements de l'État tout-puissant. Mais les situations historiques ne reviennent jamais semblables à elles-mêmes. Si le rythme des choses ramène dans l'Angleterre du XX^e^ siècle certaines agitations du XVI^e^, de nouvelles données sont entrées en jeu. Une Église « compréhensive » est possible au sein d'une société aristocratique et lettrée, où, dans la carence de l'opinion, les grands corps de l'État s'attachent à conserver ce qui a été, plutôt qu'à promouvoir ce

(1) *La vie contemporaine*, juillet 1908, p. 259 et sq.; et *Revue de Métaphysique et de Morale : Les deux Réformes*, 1918, p. 841 et sq.

qui va être. Déjà à l'époque de Jacques Ier et de Cromwell, « l'Établissement » a tremblé sur ses bases : il ne paraît pas capable de résister à des poussées trop violentes. A notre époque de démocratie, après une guerre qui a jeté les Anglais hors de leur île et remué profondément les âmes, la conception d'une Église nationale, d'une vérité anglo-saxonne se justifie malaisément. L'âge des séparations et des schismes semble révolu. Dès 1894, lord Halifax pouvait écrire dans une lettre privée : « Il me semble que toutes ces questions sociales qui se font sentir partout, même ces grèves internationales, travaillent dans le même sens, et que Dieu prépare pour notre Europe un cataclysme affreux, peut-être le commencement de la fin, ou que la religion catholique s'emparera encore des masses comme elle l'a fait des Barbares et ne laissera rien à regretter des Siècles de Foi (1). »

Mais si le besoin d'unité a grandi, les oppositions se sont accentuées à l'intérieur de l'Église. Lorsque le sentiment religieux se développe, il ne peut se satisfaire de compromis : il est l'adhésion à une vérité qui n'admet pas de mélange. Aussi voyons-nous de nos jours s'affirmer chez les évangéliques l'esprit de la Réforme, chez les modernistes le mépris de la tradition théologique, et chez les anglo-catholiques le besoin de vie sacramentelle et de catholicité. Le docteur Barnes lui-même s'accorde avec ses pires adversaires pour déplorer ces compromis qui risquent, pense-t-il, d'enlever tout prestige à l'Église parmi les jeunes. Il disait à Birmingham, le 10 mai : « Une Église compréhensive qui cherche à ménager des tempéraments différents est un bel idéal, mais une Église qui cherche à comprendre en elle la vérité et l'erreur par des ambiguïtés calculées excite le mépris. » L'archevêque de Cantorbery lui-même se rend compte que les temps sont changés : il a confié à son peuple qu'au cours de ces discussions interminables, il ne pouvait s'empêcher d'envier les jours heureux de Cramner, de Coverdale et de Parker où le *Prayer Book* était réformé d'autorité en quelques semaines. Une telle remarque va peut-être plus loin qu'il ne pense. « L'Établissement », apte à veiller sur une Église somnolente, sera-t-il capable de suivre, dans des directions opposées, une chrétienté en mouvement?

(1) *Leo XIII and the Anglican orders*, by the Viscount Halifax, p. 89

LES CONVERSATIONS DE MALINES ET LORD HALIFAX

Ce désir de vérité et d'unité religieuses, quand il se réveille au cœur d'un Anglais, le tourne vers Rome. Mais entre le Tibre et la Tamise, il y a bien de la distance. Comme l'avait pressenti Newman, c'est aux pays de civilisation française qu'est peut-être réservée la mission d'unir la Grande-Bretagne à la latinité. Au mois de janvier, peu de temps après le rejet du *Prayer Book*, paraissait à Oxford une brochure grise qui contenait le compte rendu officiel des fameuses conversations de Malines. Il est intéressant de la relire à la lumière des crises récentes de l'Église anglicane.

A l'automne de 1921, lord Halifax, accompagné de l'abbé Portal, rendit visite au cardinal Mercier à Malines et lui demanda s'il serait disposé à recevoir quelques-uns de ses amis anglicans, qui, comme lui-même, désiraient ardemment travailler à un rapprochement entre l'Église anglicane et l'Église catholique romaine. Le moment, disait-il, était favorable. Les évêques anglicans, réunis en 1920 au nombre de deux cent cinquante au palais de Lambeth, avaient manifesté en termes explicites leur vif désir de voir la chrétienté se réunir d'une manière visible. Le cardinal accueillit avec joie la requête de lord Halifax. Les entretiens de Malines se poursuivirent pendant quatre ans dans une atmosphère de charité, de confiance et de paix. La mort du cardinal, suivie de près par celle de l'abbé Portal, les suspendit.

Les interlocuteurs furent, du côté anglais, lord Halifax, le Dr Armitage Robinson, le révérend W. H. Frere, puis le Dr Gore et le Dr Kidd ; du côté romain, Mgr Van Roey, l'abbé Portal, puis Mgr Batiffol et l'abbé Hemmer. Ces entretiens n'étaient pas des négociations, ni même des échanges entre personnes accréditées. S'ils étaient vus avec bienveillance par les autorités compétentes, ils n'étaient pas susceptibles de recevoir, au moins du côté romain, un caractère officiel. Il convient pourtant de remarquer avec le cardinal Mercier « que, pour la première fois depuis la Réforme, anglicans et catholiques se voyaient pour dissiper les équivoques qui les tiennent à distance, et pour se rapprocher du but tant désiré, l'Unité ». Et le cardinal rappelait la parole de Léon XIII : « Les grands

événements de l'histoire ne se peuvent réaliser par des calculs humains. »

Un mémoire, présenté par les catholiques romains en 1926, énonce les conclusions acquises. Sur le caractère de l'Église, sur les sacrements de Baptême, de Pénitence et d'Eucharistie, l'accord est satisfaisant. Il est rappelé que les trente-neuf articles ne lient pas strictement le clergé et peuvent recevoir, comme le pensait le Dr Pusey, une interprétation qui les concilierait avec la doctrine du concile de Trente. On n'a pas oublié comment la question de la validité des ordinations anglicanes, soulevée en 1894 par l'abbé Portal et lord Halifax, reçut de Léon XIII en 1896 une solution négative. Le mémorandum de Malines assure que « si toutes choses par ailleurs étaient réglées relativement à la doctrine, et si l'accord était obtenu sur un régime disciplinaire, il n'y aurait pas de difficulté de la part des évêques anglicans à accepter les éléments d'ordination qui paraîtraient nécessaires à l'Église romaine pour mettre hors de doute aux yeux de tous la validité de leur ministère ».

Quant à la primauté du Pape, elle ne semble pas non plus un obstacle insurmontable. Certes, les expressions restent encore vagues. Des souvenirs anciens, dit le mémorandum, ont laissé leur amertume dans les cœurs. Plutôt que de revenir sur les chemins du passé, l'esprit essaie de conjecturer les formes que l'action de la papauté pourrait prendre dans l'avenir. Pourtant les anglicans présents à Malines étaient disposés à reconnaître au Siège de Rome plus qu'une primauté d'honneur, plus même qu'un pouvoir de direction spirituelle (*spiritual leadership*) : une primauté de responsabilité (*primacy of responsibility*).

Les anglicans firent remarquer que le nombre des évêques en communion avec le siège de Cantorbéry était, en 1920, de 368 : ils s'inquiétèrent du régime sous lequel leur Église pourrait vivre en cas de réunion. « Il n'appartenait pas aux catholiques dépourvus de mandat officiel d'apporter des promesses. Cependant il leur était possible de dire combien grande est la diversité des disciplines sous lesquelles l'Église a vécu sans dommage pour son unité, et quelle variété d'institutions existe encore actuellement au sein de l'Église catholique, malgré l'uniformité progressive à laquelle tend sa législation, surtout depuis que la Réforme protestante l'a contrainte

à renforcer sa centralisation administrative. Le respect que Rome témoigne aux Églises orientales, le scrupule avec lequel elle maintient leurs rites, leurs langues liturgiques, leurs droits patriarcaux, leurs coutumes et leurs législations particulières, tout permet d'entrevoir avec quelle largeur d'esprit pourraient être traitées entre l'Église romaine et l'Église anglicane les clauses disciplinaires de leur union. »

Si importants que soient ces points d'accord, on s'exposerait à de graves mécomptes en exagérant leur portée. Les théologiens romains pouvaient avoir le sentiment d'exprimer la pensée de leur Église : les pèlerins anglicans, quoiqu'ils fussent soutenus par leur Primat, ne représentaient qu'une fraction de l'Église d'Angleterre. Mais le présent d'un pays comme celui d'un individu n'est pas susceptible d'une connaissance rigoureuse : telle tendance encore faible en étendue, négligée par un observateur superficiel, contient souvent en germe la substance de l'avenir. La méthode suivie à Malines a donné des résultats : elle était bonne. Dans tous les domaines, l'étude technique du passé, le désir sincère d'un rapprochement, la sympathie des personnes sont les conditions les plus favorables de l'union des esprits.

LORD HALIFAX

Nul n'a plus contribué que lord Halifax à assurer le succès de ces entretiens et à prolonger leur souvenir. Resté pendant cinquante ans à la tête de l'*English Church Union*, il a été le grand artisan du renouveau de son Église. Le pays où certains, — il y a cent ans, — quand on leur demandait de définir leur foi, disaient seulement « *Credo in Newmanum* » est la terre d'élection des hautes personnalités, car l'Anglais paraît beaucoup plus sensible à l'accent de la conviction qu'à la propagande abstraite des idées.

Lord Halifax est entré au mois de juin dans sa quatre-vingt-dixième année. A une époque troublée comme la nôtre, une très longue vie permet de voir changer étrangement la figure du monde. Lord Halifax a vu, sur le continent, naître et mourir deux grands empires. Il a connu le temps où le Pape était en Angleterre considéré comme l'Antéchrist, où l'évêque de Londres refusait de consacrer l'église d'All Saints, parce qu'une

petite croix sans effigie était fixée sur l'autel, et voici que l'Angleterre est couverte de crucifix. Tout jeune encore, il fut l'ami du prince de Galles, le futur Édouard VII, et la reine Victoria le choisit pour accompagner son fils dans son premier voyage sur le continent. Le Roi lui conserva son amitié et l'on raconte qu'il disait parfois : « Si je pratiquais une religion, ce serait la sienne. » Bien que le très honorable Charles Wood, vicomte Halifax, appartînt à une famille d'hommes d'État qui lui ouvrait les avenues du pouvoir (il est le petit-fils de Charles Grey, premier ministre de la Couronne sous Guillaume IV, et son fils lord Irwin est actuellement vice-roi des Indes), il quitta en 1870 la maison du prince pour se consacrer aux œuvres de charité et à son Église : un irrésistible attrait le poussait vers les questions religieuses. Par un de ses oncles qui était l'ami et le correspondant de Newman, il recueillit la tradition du mouvement d'Oxford, et plus tard l'étude et la pratique du *Prayer Book* lui apprirent à découvrir le catholicisme qui s'y cache. Il se convainquit dès lors que la Réforme n'avait pas arraché l'Angleterre à la chrétienté où elle avait vécu pendant mille ans et d'où elle avait tiré tant de gloire. L'Église anglicane a donc, bon gré mal gré, des devoirs envers l'Église de Rome à laquelle elle doit sa foi. Ce sont ces devoirs que lord Halifax s'est appliqué à prêcher et à pratiquer pour son propre compte.

Chemin faisant, il observait que les hommes se trompent souvent sur le sens des formules qui les séparent et que des difficultés que l'on croyait fondamentales peuvent se résoudre si on sait les aborder par un certain côté. Son art fut justement de retrouver et de mettre au jour ces points où les esprits pensent de même, bien qu'ils s'imaginent le contraire et qu'ils se complaisent dans d'antiques querelles. Si l'on peut toujours présenter la vérité de manière à la rendre insupportable, il doit exister aussi une façon de l'exprimer qui pénètre les cœurs et qui accomplit l'accord. Et très souvent lord Halifax, parlant avec un anglican moins catholique que lui, avait d'abord cette réponse : « C'est inutile : nous ne nous entendrons jamais » ; puis, après une heure d'entretien : « Mais, mon ami, ce que vous venez de me dire, je l'ai toujours pensé. » Son père lui demanda un jour un confesseur. « La foudre m'aurait frappé, dit lord Halifax, je n'aurais pas été plus surpris. »

Le génie d'un tel homme, on le devine, fut celui de l'amitié. Il sut gagner à son affection, sinon toujours à sa cause, des esprits aussi variés que Gladstone et Léon XIII. Pendant trente ans, il tira sa force d'une amitié singulière pour l'abbé Portal, un lazariste français qui aimait à se glorifier de ses origines paysannes. Dès qu'il l'eut connu, le cardinal Mercier l'accueillit dans son intimité. Sur son lit d'agonie, trois jours avant sa mort, il lui remit son anneau pastoral que lord Halifax depuis ce jour n'a cessé de porter suspendu sur son cœur.

Parmi des adversaires sans nombre, il ne connaît pas d'ennemis : la seule critique qu'on lui fasse est de pécher par espérance. Pourtant c'est cette espérance qui le soutient et qui lui donne, malgré l'extrême vieillesse, la volonté d'entreprendre. L'an passé, tout le monde l'avait cru mort et les gens de son manoir s'apprêtaient à recevoir les invités à ses obsèques. L'idée des luttes à soutenir le ressuscita. Peu de mois après, on le voyait à Rome, à Paris, à Malines ; il parcourait l'Angleterre, parlait à la Chambre des lords, multipliait les tracts, haranguait encore au mois de juin le Congrès anglo-catholique de Leeds. Il apparaît à la tribune, frêle, souriant et svelte, appuyé au bras d'un ami. On croirait qu'il ne va pas pouvoir se soutenir. Il a gardé pourtant, dans le déclin de ses forces, avec une élégance suprême, cette bonne grâce qui émane de la conviction quand elle est inébranlable. Son visage allongé et doux rappelle ces portraits, chers à Barrès, où le Greco a su rendre, dans la pâle ardeur du regard, la spiritualité. Sa phrase est toujours simple et fraîche. Elle résume en peu de mots une longue chaîne de pensées et de souvenirs. Elle rappelle à la foule ce qu'elle n'a jamais cessé de croire, et elle lui communique une assurance, car le peuple qui recueille sa parole ne sait plus si elle vient d'un passé aboli ou si elle n'est pas plutôt, dans l'incertitude présente, la voix nécessairement mystérieuse de l'avenir.

L'AVENIR DE L'ANGLO-CATHOLICISME

De grands obstacles demeurent pourtant à ce retour de l'Église anglicane à l'Église catholique. Si l'Angleterre se catholicise, elle est encore loin de devenir romaine : elle se souvient qu'elle a accepté la Réforme beaucoup plus pour

assurer son indépendance que pour purifier sa foi. L'emprise de Rome apparaît aux anglo-catholiques comme une domination, le retour comme une soumission et l'Anglais n'est pas prêt à se soumettre. Quand il le fait, il aime garder des « garanties contre la Couronne ». Comment accepter la juridiction d'un Pape italien sur l'Angleterre? D'ailleurs le développement d'un catholicisme sans papauté satisfait les besoins de la piété populaire et il ne semble pas inquiéter outre mesure les théologiens. Puis l'attitude des catholiques romains d'Angleterre et d'Irlande, qui n'ont pas oublié les persécutions du passé, leurs moqueries pour des pratiques où ils ne voient que des caricatures de leur culte, leurs campagnes pour susciter des conversions individuelles déplaisent trop aux anglo-catholiques pour les attirer vers la communion romaine.

Il est cependant hors de doute que le désir d'une Église libre dans un État libre croisse insensiblement en Angleterre. Les âmes vraiment religieuses ne peuvent supporter de voir leur Église entravée dans ses développements légitimes par une assemblée où des juifs, des protestants et des libres-penseurs décident de la majorité. Les évêques eux-mêmes commencent à s'en inquiéter. L'évêque de Durham, le docteur Hensley Henson, une des figures les plus énergiques de l'épiscopat anglican, conseille ouvertement aux fidèles de se servir du nouveau Livre sans l'assentiment du Parlement. Lord Halifax et ses amis anglo-catholiques demandent la séparation de l'Église et de l'État, condition de la liberté religieuse. « L'Établissement », disent-ils, n'est pas une institution religieuse nouvelle, par laquelle le peuple anglais se serait détaché de la catholicité. Dans la force originale du terme, « l'Établissement » est un secours donné par l'État à l'Église pour assurer le libre exercice de ses pouvoirs spirituels, la libre possession de ses domaines. Aussi le « désétablissement » ne doit pas emporter la suppression des biens de l'Église ou du traitement des ecclésiastiques (*disendowment*). Il faudra du temps aux anglo-catholiques pour faire appliquer ces vues : un illogisme, surtout s'il est consacré dans une longue coutume, ne se détruit pas en Angleterre par un raisonnement, si juste soit-il : l'archevêque de Cantorbéry n'accorde-t-il pas encore des dispenses de mariage dans l'archevêché d'York en tant que « légat du Pape en Angleterre »? L'Église établie d'Angleterre s'est incorporée à la

nation, à ses écoles, à ses universités : dans les plus petits villages le prêtre représente à la fois le Christ et le Roi. Ni la masse des fidèles, ni le corps des pasteurs ne se résigneront aisément à voir l'Église privée de ce redoutable privilège. Pourtant, depuis la crise du *Prayer Book*, le « désétablissement » a des chances de passer dans les programmes ou tout au moins dans les discussions des partis. Si jamais il se réalise, on verra se modifier sensiblement la physionomie de la vie politique anglaise. Une des grandes assises de l'ordre ancien disparaîtrait; la Chambre des lords et la monarchie seraient amenées par là même à changer de caractère. Quant à Rome, elle ne pourrait que profiter de cette libération, car elle a toujours préféré que les Églises qui lui demeurent étrangères échappent à la tutelle du pouvoir civil.

Les anglo-catholiques qui sont maintenant comme la conscience de leur Église, en deviendraient-ils la partie dirigeante? Tout au moins auraient-ils enfin des évêques de leur choix? Réussiront-ils à « convertir » leurs frères comme ils l'espèrent? Pourront-ils, en l'absence d'un organisme pondérateur, vivre avec les évangéliques? Verra-t-on se prolonger encore plusieurs siècles le paradoxe d'une Église catholique anglaise? Si l'Église arrive enfin à s'affranchir de l'État, le sentiment « insulaire » disparaîtra-t-il du même coup? Gladstone, malgré des réserves d'ordre politique, reconnaissait dans le siège de Rome « le centre du monde chrétien et le gardien du christianisme intégral ». Mais la jeune Angleterre l'écoutera-t-elle ? C'est le secret d'un lointain avenir où il n'est pas donné à nos prévisions de pénétrer.

JEAN GUITTON.

GEORGES CADOUDAL

IV [1]

LE « COUP ESSENTIEL »

LES DERNIERS CHOUANS

La chouannerie bretonne agonisait. Pour l'achever, la répression se fit implacable : état de siège, colonnes mobiles, battues incessantes, tribunaux ambulants, exécutions sommaires. Même au temps de la Terreur, le Morbihan n'avait jamais vu traques plus acharnées et décampements plus éperdus. Le maire de Brech, commune voisine d'Auray, écrivait au préfet : « Les cultivateurs fuient à l'aspect d'un gendarme comme à la vue d'une bête féroce. » Certains épisodes furent épiques. Guillemot, le roi de Bignan, l'un des plus actifs chefs de légion, est surpris dans sa cache, à la ferme du Cosquer, près de Plaudren, par un carabinier qui le couche en joue; le chouan bondit, se jette sur le soldat, lui fend la tête d'un coup de sabre, s'échappe par une porte dérobée : il s'y heurte à un autre bleu qui lui assène un formidable coup de crosse. Guillemot n'en est pas étourdi; il empoigne l'homme à bout de bras, le lance dans la douve remplie d'eau qui entoure la ferme; il s'enfuit vers les champs : un troisième ennemi l'y guette, le tire, l'atteint à l'épaule. Le chouan le renverse, l'assomme, puis court à la rivière, la Claye, qui coule à quelque distance, y plonge, la traverse à la nage et disparaît dans les bois. Il est sauvé, jusqu'à la prochaine alerte.

De Paris se succèdent, sans discontinuité, les instructions

Copyright by G. Lenotre, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 octobre, et 1er novembre.

draconiennes : « Pas un brigand ne doit être reçu à soumission, tous doivent périr sur l'échafaud. » « Il ne reste plus qu'un petit nombre de ces scélérats : il faut les détruire. » Plus de quartier; les derniers royalistes, « clairsemés, sont réduits à une vie de fauves, à une sorte de mentalité également sauvage ». L'un d'eux a dressé une liste, bien incomplète, des camarades dont il connaît le sort; il en compte 33, dont 11 sont emprisonnés, 5 embarqués pour Saint-Domingue, 2 massacrés et 15 fusillés... Au grand dépit des policiers bleus, Georges n'est pas de ceux-là : on l'a cherché jusque dans l'île du Mel, rocher perdu en mer, à quatre lieues de la côte, en face de l'embouchure de la Vilaine, et bien qu'on croie le voir partout, qu'on décrive même son costume, — habit gris galonné, cordon rouge, — quoiqu'on signale l'escorte de vingt-cinq hommes, habillés de rouge, dont il est suivi, on ne parvient pas à le prendre.

On le chercha bien longtemps, — en vain, car, dépistant les poursuites, glissant entre les mains des espions, il avait, à la fin de mai, gagné la côte, afin d'aller en Angleterre implorer le secours des princes pour ses malheureux compagnons, tombant de besoin et harassés de misère. Une barque le conduisit à Jersey où il dut attendre la décision du cabinet britannique qui, sur le point de traiter avec Bonaparte, hésitait à donner asile au plus compromis des adversaires de la République. Retenu donc à Jersey, pour ne pas gêner les négociations, Georges se rongeait d'impatience et s'inquiétait d'un procédé si peu encourageant; il avait hâte de soumettre au Comte d'Artois un nouveau plan de campagne contre l'arrogant Consul qui régnait aux Tuileries.

Il ne désarme pas, en effet; vaincu, proscrit, abandonné, renié presque par tous les chefs royalistes de l'Anjou et du Maine qui blâment son obstination; n'ayant plus pour armée que quelques partisans, errant, sans pain, de bois en landes, il songe à reprendre la lutte. S'il la poursuit en Bretagne, ses chances de succès sont nulles; la paix étant assurée, son rival lui opposera d'innombrables armées, aguerries par d'éclatantes campagnes, et le Morbihan sera dévasté comme le fut naguère la Vendée par les colonnes infernales de la Convention. Or il répugne à Georges d'associer à son sacrifice tout un peuple; c'est donc seul qu'il combattra Bonaparte; avec l'aide de quel-

ques braves volontaires, il l'attaquera au milieu de sa garde, aux portes mêmes de son palais. Déjà, en prévision de cette téméraire entreprise, il a, quelques jours avant de quitter la Bretagne, expédié à Paris plusieurs de ses hommes, décidés à tout pour sortir de leur désastreuse situation. La police en fut vite informée; dès le 30 avril, Fouché évaluait à quarante le nombre de ces stipendiés, « tous fameux par leur dévouement à tous les crimes », et il prêtait à Georges ce propos : « Il y a, à Paris, des bons bougres à moi, et quelque précaution que Bonaparte prenne, on me l'amènera lié et garrotté. »

Tel était, en effet, le plan que mûrissait le hardi Breton : ce n'était pas une nouveauté, car, quelques mois auparavant, une bande de chouans avait enlevé, dans son château des environs de Tours, le sénateur Clément de Ris et l'avait si bien recélé dans la cave d'une ferme isolée que, si ses ravisseurs eux-mêmes n'eussent consenti à révéler sa retraite, ledit sénateur aurait passé dans ce souterrain toute sa vie sans que les paysans auxquels il était confié fussent le moins du monde attendris par ses doléances. L'affaire avait ému et, — sauf Clément de Ris et sa famille, — amusé toute la France. Il n'y avait point de doute que le souvenir de cette aventure séduisît le fanatique royalisme de Georges et l'incitât à renouveler l'expérience sur le petit Corse qui résumait en sa personne toute la Révolution.

Aussi se rongeait-il à Jersey en attendant que l'accès de l'Angleterre lui fût permis; il reçut enfin, dans les derniers jours de juin, l'autorisation de s'y installer; mais il lui était recommandé « de se tenir au moins à dix milles de Londres ». C'est que les pourparlers de paix s'engageaient entre le Cabinet britannique et le Premier Consul, et celui-ci, avant tout préliminaire officiel, exigeait que l'Angleterre lui livrât Georges Cadoudal ou, du moins, le déportât au Canada; indice frappant de l'importance conquise par ce paysan breton, devenu l'objet d'un conflit entre les deux plus puissantes nations du monde. Le ministère britannique ne pouvait, sans indignité, accéder aux impératives prétentions de Bonaparte; mais, dans la crainte que la présence de l'impénitent rebelle sur le sol anglais ne s'ébruitât, on lui recommanda le silence. C'était, d'ailleurs, l'époque où les espions de Fouché, ignorant le départ de Georges, persistaient à le voir en Bretagne; leur hâblerie lui constituait un alibi des plus sûrs.

Réduit à différer son grand projet, ou à n'en parler qu'à mots couverts, — le « coup essentiel », disait-il, — il n'en implore pas moins la charité des princes français en faveur de ses camarades de lutte, restés au Morbihan et sans aucune solde depuis plusieurs mois. Mais le Comte d'Artois lui-même est obéré : il ne peut rien pour les défenseurs de sa cause et Georges adresse au comte de la Chaussée, qui dirige à Londres la correspondance des frères de Louis XVI, une note sur les moyens à prendre pour sauver de la mort et du désespoir ses derniers lieutenants : deux ou trois petits bâtiments suffiront pour les prendre en un lieu convenu de la côte française; ils seraient internés à Guernesey et se contenteraient d'un secours minime, proportionné à leur grade : « une demi-guinée par jour pour les adjudants généraux; 6 shillings pour les chefs de légion; 4 pour les chefs de bataillon; 3 pour les capitaines de paroisse. » Et Georges, qui se trouvait sans ressource, sollicitait pour lui-même un secours de 40 livres sterlings (1 000 francs) par mois. « Depuis 1793 qu'il sert la cause commune, exposait-il, c'est la seule demande qu'il ait faite pour lui; il espère n'être pas refusé. »

La chose n'alla pas sans peine, du moins en ce qui concerne les officiers bretons. Les préliminaires de la paix entre la France et l'Angleterre avaient été signés, le 1er octobre 1801, à Londres, et Bonaparte insistait pour que l'Angleterre expulsât le Comte d'Artois et son entourage, ainsi que Georges Cadoudal, et, — tant l'obsédait le fantôme de la monarchie des Bourbons, — il prétendait même obtenir qu'il fût interdit à quiconque de porter, dans toute l'étendue du territoire des Iles britanniques, « les anciennes décorations françaises, en particulier le cordon bleu du Saint-Esprit ». Le cabinet anglais, soucieux de « ménager le Cromwell français », jugeait donc le moment peu propice pour accueillir les débris des bandes royalistes; mais comme il discernait aussi qu'il importait à la dignité de la nation anglaise de ne point les abandonner après s'être servie d'eux, il s'arrêta au moyen terme de les soustraire aux fureurs du Consul en les déportant au Canada. Ce dont les Bretons s'indignaient, préférant la mort dans leurs landes à l'exil en terre lointaine. Les hésitations, de part et d'autre, se prolongèrent jusqu'à la signature du traité de paix, en fin de mars 1802; alors seulement les vieux chouans de Georges furent avisés de se rendre à Jersey où l'on fixerait leur sort.

Si les documents ne faisaient défaut, le lamentable exode des derniers insurgés bretons vaudrait d'être conté en détail : ces vaincus, réduits à se procurer, avec leurs maigres ressources, un moyen de passage, se dirigèrent, de nuit, par petits groupes, vers la côte, dans l'espoir d'y trouver des pêcheurs qui consentissent à les embarquer. Guillemot, le roi de Bignan, le plus fameux de ces proscrits, partit avec les survivants de sa légion : la pensée de quitter leur Bretagne et sans doute pour toujours, leur déchirait l'âme; outre leurs femmes et leurs enfants, ils laissaient leurs toits, leurs pauvres champs exposés aux représailles des Bleus, au pillage, à la confiscation peut-être. Et, après huit années de lutte, ils étaient chassés de cette terre qu'ils avaient défendue pied à pied contre la Révolution, et que tant de sang avait arrosée. Les deux seuls récits qu'on possède de leur exode sont singulièrement touchants : avant de se mettre en route, Guillemot se confessa et entreprit une dernière tournée de famille; il voulut embrasser, à la Ville Helo, sa vieille mère, quasi centenaire; passer par Kerdaniel pour dire adieu à son parrain; revoir la maison où sa femme était morte; prier au cimetière sur la tombe des siens. A Bléluhern il rejoignit les officiers de sa légion qui allaient partir avec lui et, le surlendemain, à Kerdef, l'attendaient ceux de la région d'Auray. Tous trouvèrent, le 2 mai, dans la nuit, à s'embarquer sur un navire qui faisait voile vers le Havre et qui, huit jours après, les déposa à Guernesey. Deux mois plus tard, le gouverneur de l'île se débarrassait d'eux en les expédiant à Jersey, où s'étaient déjà réfugiés nombre de proscrits des Côtes-du-Nord.

La menace d'une déportation en masse au Canada les tracassait fort : Georges, avec lequel ils correspondaient, les rassurait : « Le gouvernement anglais, écrivait-il, ne nous a pas accordé un lieu de refuge pour nous tendre un piège. » Du reste, il ne croyait pas la paix durable : « Nous nous reverrons bientôt, de quelque manière que les affaires tournent », ajoutait-il; et il intercédait pour eux auprès de l'ancien ministre Wyndham, réclamant qu'on leur allouât une paie fixe; car, « dans l'attente de quelque changement, qu'il croyait prochain en France, il désirait que ses officiers eussent les mouvements libres ». Il songeait au « coup essentiel ».

Ces pauvres gens se tenaient fort tranquilles, en dépit des tracasseries et des provocations de la police consulaire qui leur

avait dépêché des espions. Bonaparte ne cessait de réclamer l'expulsion de ces « bandits de droit commun, justiciables de ses tribunaux » et cette insistance, en irritant le gouvernement de Londres, résolu à ne point céder, profitait aux chouans de Jersey qui obtinrent une solde individuelle et quelques secours en linge et vêtements ; on leur délivra même un uniforme, « veste rouge à revers jaunes, gilets blancs, pantalons bruns » ; les boutons portaient la devise *la Foi et le Roi*, ce qui plaisait à ces révoltés, et aussi la couronne d'Angleterre, ce qui leur souriait moins. Enfin, en août, on les embarquait à destination de l'Angleterre ; à Southampton, où ils atterrirent, on leur distribua des passeports sans autre désignation que celle de *gentlemen unknown* (messieurs inconnus) et la petite ville de Romsey leur fut assignée comme résidence. Ils y entrèrent, un soir de l'été de 1802, au nombre de 60 environ, et eurent l'honneur d'y être reçus par un représentant du Roi, — du roi Louis XVIII ; les habitants de Romsey considéraient comme un défilé de phénomènes cette phalange de Français intrépides qui déjà appartenaient à la légende, et, qui, tous, portaient l'empreinte dont sont marqués les hommes familiarisés avec tous les dangers, rompus à toutes les fatigues, résignés à toutes les misères, tels que celui qu'avait vu à Londres Chateaubriand et qu'il peint en quelques traits magnifiques, « gardant l'air indifférent du sauvage parmi les jeunes émigrants sémillants et bavards ; son regard était grisâtre et inflexible ; sa lèvre inférieure tremblait sur ses dents serrées ; ses poignets rugueux étaient tailladés de coups de sabre ; il ne parlait pas plus qu'un lion, il se grattait comme un lion, bâillait comme un lion... et rêvait apparemment de sang et de forêts. »

Georges savait ce que l'on pouvait attendre de ces lions muselés ; comptant faire bientôt appel à leur courage, et redoutant pour eux l'inaction, il les exhortait à « s'entretenir » ; à Guillemot, qu'il leur avait assigné comme chef, il recommandait : « Faites monter constamment à cheval les hommes propres à notre entreprise, — le « coup essentiel » ; qu'ils galopent vivement ; qu'ils sautent les fossés ; qu'ils se chargent... Je crois que le bois entre Romsey et Winchester est propre à vos cavalcades... » Il vint les inspecter et fêter avec eux le jour des Rois, au début de 1803 ; il était accompagné de son aide de camp, Joyaut, dit d'*Assas* ; il en invita quelques-uns à dîner

et leur adressa une harangue que l'un d'eux a recueillie : il leur prédit que Bonaparte usurperait le trône : « Je crois, cependant, qu'avec une poignée de braves on pourrait encore rendre quelques services à nos malheureux Princes... Je vous jure, foi de Georges, que si tout ce que nous sommes seulement ici de royalistes était aussi bien à Paris, je n'hésiterais pas un instant à tenter l'entreprise... » Il but à la santé de Louis XVIII; et comme l'un des convives lui observait que ce serait là risquer la guillotine : « Eh bien ! reprit Georges, avec ce regard qui plonge sans peur dans l'avenir, si le destin le veut ainsi, je laisse à la Providence divine ses décrets et j'attendrai mon sort avec courage et sans murmure. »

Il habitait alors à deux lieues de Londres, « afin d'être moins observé », et il tenait chez lui « de nombreux conciliabules », au dire de l'un des espions de l'ambassadeur de France à Londres. Wyndham, qu'il voyait de temps à autre, a noté l'impression qu'il gardait de ces visites : « Georges a le maintien, la voix et l'aspect d'un rustre ; mais il possède cette aisance et cette assurance naturelles qui sont la marque d'un esprit supérieur; de tous ceux que j'ai vus engagés dans les affaires royalistes, c'est lui qui me donne le plus la sensation qu'il est né pour devenir grand. »

LE PLAN DE GEORGES

Les prévisions de Georges ne tardèrent pas à se réaliser : dès le début de 1804, nul ne pouvait douter de la rupture imminente du traité de paix entre la France et l'Angleterre. Le premier Consul ne supportait pas que celle-ci lui refusât, malgré ses instances, le renvoi des Princes de Bourbon et l'extradition de Georges et de ses « brigands » réfugiés à Romsey. Au début de mai, les ambassadeurs des deux puissances demandaient leurs passeports et les hostilités recommençaient aussitôt. Georges pouvait maintenant soumettre au cabinet britannique le grand projet qu'il mûrissait depuis si longtemps : il s'offrit donc à passer en France avec une vingtaine de ses chouans dont la bravoure lui était connue ; il y serait rejoint par le général Pichegru, évadé de Cayenne où le Directoire l'avait déporté, et retiré depuis près de quatre ans aux environs de Londres. Son nom était cher encore à l'armée française ; son

dégoût de la Révolution, ses rancunes justifiées contre Bonaparte, assuraient son adhésion à la restauration de la monarchie légitime. On pouvait également compter sur le concours de Moreau, le vainqueur de Hohenlinden, dont le nom illustre restait populaire et qui, sans emploi à Paris, se jugeant lésé par l'élévation de Bonaparte à la première dignité de l'État, ne manquait pas une occasion de manifester son irritation jalouse. Fort de ces deux appuis, le Comte d'Artois, ou son fils, le Duc de Berry, viendrait clandestinement en France ; un asile sûr et confortable serait aménagé pour le Prince aux abords de la capitale. Tout étant ainsi concerté, Georges, à la tête de ses hommes costumés en hussards ou dragons, attaquerait le Consul sur la route de Saint-Cloud ou sur celle de la Malmaison, résidences auxquelles Bonaparte se rendait fréquemment et, la plupart du temps, tard dans la nuit ; son escorte, composée de quelques guides et de quelques mameluks, surprise par un nombre égal d'assaillants, serait facilement dispersée : le Consul, bâillonné, lié de cordes, jeté dans une voiture qui, enlevée à fond de course par de rapides chevaux et au moyen de nombreux relais, atteindrait la mer en douze heures ; un bateau stationnant sur la côte recevrait le captif qui serait transporté à Jersey avant même que la police de Paris, — dont Fouché, par chance, n'était plus le ministre, — fût revenue de sa stupeur. Immédiatement, Pichegru ou Moreau, tous les deux peut-être, s'empareraient du pouvoir, maintiendraient l'ordre, soutenus par les armées de Bernadotte, de Macdonald, de Brune, de tous ceux que l'ambition ou l'envie ralliaient d'avance au projet. Le Prince alors apparaîtrait, les généraux lui offriraient la couronne qu'il accepterait au nom de Louis XVIII, et la Révolution serait enfin terminée.

Un tel plan nous paraît aujourd'hui irréalisable, pour tout dire, puéril. Nous sommes éblouis par la merveilleuse histoire de celui qui, bientôt sacré par le Saint-Père de Rome, domptera l'Europe rechignante, lui imposera pour rois tous ses proches et acquerra tant de gloire qu'il restera vraisemblablement unique dans les annales de l'humanité. Mais les Français de 1803 ignorent cet avenir qui, pour nous, est un passé déjà légendaire ; las de tant d'expériences avortées, ils ne voient, en ce jeune homme extraordinaire, qu'un phénomène d'audace et de chance, un éphémère et brillant météore dans le

ciel orageux de la Révolution. Si le peuple cède à son prestige, les gens réfléchis sont plus inquiets que rassurés de son ascension vertigineuse. Une nuée de satellites gravitent autour de lui, attirés par son insolente fortune; mais avec elle cesseront leur foi et leur dévouement. Beaucoup éprouvent seulement pour lui cette sympathie conditionnelle qui anime les foules au spectacle d'un acrobate exécutant des tours périlleux : Tombera-t-il? — Ira-t-il jusqu'au bout? Et l'on comprend que le projet de Georges, pour nous extravagant, n'ait point paru tel aux princes exilés et aux ministres du roi d'Angleterre. Prédisposés à la partialité, ils s'exagèrent les côtés faibles de leur ennemi. Ils prirent donc la peine d'examiner cette proposition romanesque, — et ils l'adoptèrent. Sans doute le chef morbihannais leur en exposa-t-il les avantages avec la foi chaleureuse dont sa nature ardente débordait : l'un de ses partisans l'entendit développer son programme du ton d'un homme sûr du succès, et grisé déjà à l'idée d'être en pleine action « Quand nous serons tous à Paris, disait-il, nous attaquerons Bonaparte à Saint-Cloud... Un détachement, au même moment, s'emparera de Murat, gouverneur de Paris ; d'autres parcourront les rues... au cri de *Vive la Roi!* et jetteront à droite et à gauche de l'argent avec profusion. Dans cet intervalle, le Sénat s'assemblera où plusieurs généraux se rendront; et là nous proclamerons Louis XVIII en conservant simplement les choses dans l'état où elles sont. Dans la nuit, nous organiserons la garde nationale... » Comme son interlocuteur lui demandait : « Les princes français seront-ils avec vous? — Je vous jure, protesta Georges, sur ma parole la plus sacrée, que vous y verrez S. A. R. Monsieur, S. A. R. le Duc d'Angoulême, S. A. R. le Duc de Berry. S. A. S. le Duc d'Enghien, les généraux Pichegru, Moreau et tous, comme vous et moi, le sabre à la main, ou je ne suis pas un honnête homme.. »

Il croyait, lui, au succès, sûr de lui-même et de ses chouans; son erreur était d'imaginer qu'il trouverait pareille abnégation et pareil zèle chez tous ceux auxquels il destinait un rôle et qu'il apaiserait leurs rivalités et leurs convoitises. Quoi qu'on pense du but poursuivi et des moyens employés, il faut reconnaître que sa part, en ce complot gigantesque, témoigne d'une prudence, d'un génie d'organisation et d'une sagacité très remarquables. Sans quitter Londres où il habitait, sous le nom

de Legros, New Bond str. n° 6, il prévit toutes les difficultés de l'entreprise et s'appliqua méthodiquement à les tourner. Lorsqu'il fut établi que Pichegru, pressenti, consentait à le suivre en France, que le Comte d'Artois promettait, cette fois, sa présence, Georges décida qu'il prendrait les devants avec quelques-uns de ses hommes, afin d'assurer la sécurité de ses complices Pichegru viendrait plus tard, quand tout serait prêt; un troisième convoi se composerait des gentilshommes attachés à la personne du Comte d'Artois et le prince lui-même quitterait l'Angleterre seulement lorsqu'il aurait reçu d'eux l'assurance que ni sa loyauté, ni sa dignité ne risquaient d'être compromises dans quelque attentat déshonorant. On allait donc agir entre Français : on ne demandait à l'Angleterre qu'une avance d'argent et un navire pour transporter les conjurés à la côte normande.

Il faut croire que, bien avant la mise à exécution du « coup essentiel », Georges travailla longuement à sa préparation, car l'aventure exigeait la mobilisation de toute une armée de complices. Déjà, avant de quitter la Bretagne, il avait, on l'a vu, expédié à Paris quelques-uns de ses chouans, afin « d'y prendre le vent » et de se rapprocher des royalistes de la capitale. Le chef de cette avant-garde fut Charles d'Hozier, celui-là même qui, posté à Rennes, sous le pseudonyme de Menainville, dépistait adroitement et signalait à Georges les assassins que lui dépêchait Fouché. Brûlé à Rennes, Charles d'Hozier vint se fixer à Paris, rue Vieille du Temple, et, en prévision des événements, s'y établit loueur de voitures. Grand et pâle, il avait vingt-huit ans, les cheveux et la barbe châtain clair, les yeux gris bleu, le nez long et gros, la démarche élégante. Parfois on le voyait, dans la vaste cour de sa maison, parmi les cochers et les palefreniers, vêtu d'une lévite très large, à boutons blancs, et portant un chapeau rond démocratique. On eût bien étonné les gens qui venaient retenir chez lui un cabriolet en leur révélant que celui qui notait leur commande avait vécu à la Cour de Versailles, en qualité de page du feu roi et qu'il était héréditairement grand généalogiste de France, — emploi désuet. Vers 1796, il avait épousé à Chartres une demoiselle de Villerot, ancienne élève de la maison royale de Saint-Cyr. Mais les époux s'étaient séparés, après deux ans d'union, pour des motifs diversement appréciés. Tout porte à croire que, en raison de sa

vie périlleuse, d'Hozier, enrôlé au service de la chouannerie, voulait soustraire sa femme aux dangers dont il était menacé, car, de l'aveu même de Mme d'Hozier, quoiqu'elle dît « pis que pendre » de son volage époux, ils n'étaient « ni séparés, ni divorcés, ni précisément brouillés »; certains prétendaient même qu'il venait assez souvent la voir rue de la Michodière, où elle habitait, et qu'il passait parfois la nuit avec elle. Pour ces occasions, et d'autres encore, le loueur de voitures redevenait homme du monde et on le voyait en habit court, cravate blanche, pantalon de casimir et coiffé, à la dernière mode, d'un petit chapeau tricorne. Sa vieille mère habitait avec lui, rue Vieille du Temple; un petit jockey et plusieurs domestiques composaient le service.

Ce qui étonne c'est que, malgré son passé mouvementé, ce conspirateur n'inspirât à personne aucun soupçon; la police l'ignorait; son noble nom, si connu pourtant, n'éveillait aucune inquiétude; il est vrai qu'il l'avait quelque peu maquillé : les gens du quartier l'appelaient *M. d'Aunay*. Et l'on comprend quels services pouvait rendre à Georges ce ci-devant qui, ataviquement, était en relations avec toute la noblesse de France et connaissait « les tenants et les aboutissants » des moindres hobereaux du royaume, dont ses pères avaient jugé les « preuves » et compulsé la généalogie. On ne peut expliquer autrement la merveilleuse réussite de Charles d'Hozier dans l'organisation matérielle du grand complot qui se tramait au delà du détroit. Il fallait créer, de Paris à la mer, des lignes de correspondance, découvrir les fermes isolées où les conjurés recevraient l'hospitalité; fixer les chemins qu'ils devaient suivre, leur procurer des guides, assurer leur entrée à Paris dont les barrières étaient surveillées et trouver pour chacun d'eux, dans la ville même, des logeurs qui ne s'étonneraient pas de leurs allures anormales. Besogne immense et délicate : une maladresse, une fausse démarche pouvaient tout compromettre. L'énorme dossier de la conspiration, conservé aux Archives nationales, permettrait, à qui en aurait la patience et le loisir, de reconstituer jusqu'en ses menus détails cette effarante machination. Quelques traits suffiront à en déceler le mécanisme.

Quand d'Hozier connut qu'il aurait à retenir pour « le prince », dans les environs immédiats de Paris, un abri aussi

sûr que confortable, il fit appel à un ex-officier de l'armée royale, Hyacinthe Bouvet de Lozier, qui, revenu d'émigration, habitait avec sa sœur, Mme veuve d'Anglade, au petit domaine des Clobilles, distant d'une demi-lieue de Pontoise. Hyacinthe était en relations intimes avec une dame Costard de Saint-Léger, laquelle occupait à Chaillot une jolie maison qu'elle consentit à quitter sous le prétexte de passer la belle saison à la campagne. On y installa comme gardiens un vieux ménage que connaissait Bouvet de Lozier. Une forte grille fermait la propriété sur le quai de Chaillot. Une avenue conduisait à la maison élevée sur une terrasse à l'entrée du jardin : vaste salle à manger à quatre fenêtres, pavée de marbre, meublée d'une table en noyer pour huit couverts, d'une servante en acajou, et de dix-neuf chaises élégantes; un grand salon également éclairé par quatre croisées, avec ottomane, bergères, fauteuils garnis en soie brochée, console, cheminée de marbre blanc, glaces, tables à jeu; chambre à coucher comportant un lit à quatre colonnes et cabinet de toilette adjacent. Pour comble de sûreté, au fond du jardin s'ouvraient de longs souterrains qui se prolongeaient sous la colline de Chaillot jusqu'à Sainte-Perrine. En quittant cet agréable séjour, Mme de Saint-Léger avertit les gardiens, ainsi que le concierge de la grille, que, en son absence, « des amis » viendraient habiter la maison et recommanda qu'on leur obéît comme à elle-même. Rien, dans cet arrangement, ne paraissait louche; l'arrivée du Prince et de sa suite n'étonnerait personne.

D'Hozier devait encore pourvoir au logement de Georges et des vingt-cinq ou trente conspirateurs qu'il amènerait d'Angleterre : il fallait les disséminer dans Paris, afin que leur groupement n'éveillât pas l'attention, et c'était une vingtaine de locaux à trouver dans des conditions particulièrement difficiles. Pour Georges, d'Hozier fit choix de la rue Carême-prenant, fort solitaire et tranquille, bordée de jardins et située dans le faubourg du Temple, le long des murs de l'hôpital Saint-Louis, presque la campagne. C'est aujourd'hui la rue Bichat. Là habitait un dessinateur, nommé Sauzade; son entresol était vacant. Endoctrinée par d'Hozier, une dame Berry, qui se nommait, en réalité, Mme Dubuisson, femme d'un peintre éventailliste, loua cet entresol, moyennant 400 francs par an, « pour y loger, disait-elle, deux de ses amis, réduits à se

cacher parce qu'ils s'étaient battus en duel ». Les Parisiens de ce temps-là gobaient les bourdes les plus grossières avec une facilité surprenante : Sauzade consentit la location sans autre référence ; il ne s'étonna pas davantage quand il vit débarquer chez lui un sieur Spin qu'il connaissait pour l'avoir vu siéger au banc des marguilliers de sa paroisse Saint-Laurent. Spin, entrepreneur de profession, se prétendit chargé de quelques réparations dans l'appartement destiné aux deux duellistes ; il se mit sur-le-champ au travail et, sous prétexte d'y pratiquer un cabinet d'aisances, dota l'entresol de Sauzade d'une cache mirifique : par le moyen d'une trappe ingénieusement dissimulée, les locataires pouvaient descendre au rez-de chaussée et sortir de la maison en cas qu'un visiteur indésirable montât leur escalier. Spin était un professionnel de ce genre de constructions : menuiserie, maçonnerie, serrurerie, il se chargeait de tout, et d'Hozier, constatant son habileté, lui confia aussitôt l'établissement d'autres cachettes dans des locaux qu'il louait en différents quartiers; on en pratiqua une chez l'éventailliste Dubuisson, rue Jean-Robert; celle que Spin construisit dans la boutique d'un tailleur de la rue de Buci, nommé Michelot, était si ingénieusement dissimulée que, depuis l'an XII jusqu'à nos jours, tous les habitants de l'immeuble en ignoraient l'existence : on la découvrit seulement en 1892 quand on répara la maison (numéros 40 et 42 actuels).

Il ne semble pas que Spin ait réclamé l'ombre d'une explication touchant les étonnants travaux qu'on réclamait de lui : néanmoins, cette affluence de commandes dut lui paraître pour le moins étrange, car, après avoir construit des caches pour les autres, il en pratiqua une pour lui-même dans son logement de la rue de Bondy. Au vrai, il était bel et bien enrôlé dans la conspiration, car il procura complaisamment à Charles d'Hozier, pour le seconder dans ses démarches, la fille de son toiseur, une ouvrière, nommée Michèle Hizay, qui, fanatique royaliste, devint l'agente active des conjurés. Encore une figure bien pittoresque : la fille Hizay avait vingt-sept ans; petite, laide, malingre, boiteuse, douée d'un aplomb rare, elle quitta ses parents pour être toute à l'aventure, témoigna d'un infatigable zèle et paraît avoir connu tous les secrets : elle portait à son cou, dans un médaillon protégé par un sachet de satin blanc, « une parcelle de la vraie croix et un fragment du roseau de

Notre Seigneur ». Bien d'autres femmes prêtèrent leur concours aux affiliés de Georges et, peut-être, si l'on savait tout, discernerait-on que le sexe faible figura en majorité dans l'organisation des étapes du long parcours depuis la côte jusqu'à Paris.

C'est là qu'un doigté délicat et une méticuleuse circonspection étaient indispensables; car le paysan est méfiant, inquisiteur, intéressé et craint de se compromettre. Il faut trouver, non point dans des châteaux, mais dans des chaumières aussi isolées que possible, vingt refuges au moins où les proscrits pourront se reposer en toute quiétude; prévenir ceux qui consentiront à les héberger, afin qu'ils ne s'étonnent pas des façons bizarres de leurs hôtes, voyageant de nuit et dormant le jour. On doit encore recommander la discrétion sans effaroucher les timidités; payer la dépense, mais ne pas exagérer l'importance du service rendu, inventer partout des fables différentes qui justifient tant de précautions. Un seul mot indiscret sur ce parcours de plus de soixante lieues, et tout est perdu.

Bouvet de Lozier paraît avoir assumé cette tâche difficultueuse : dès le début de 1803, M^me^ d'Anglade notait : « Mon frère voyage beaucoup... je le soupçonne chargé de missions importantes, peut-être dangereuses... Je ne puis lui faire ni questions, ni observations; son caractère discret et concentré les rendrait inutiles. » Bouvet était aidé par l'un de ses anciens camarades de la marine royale, d'Aché, qui habitait la région de Gournay et connaissait toute la Normandie; ils avaient des sous-ordres entreprenants et décidés, tels que Raoul Gaillard, dit *Houvel*; Deville, dit *Duroc*, dit *Tata*, dit *Lebrun*, dit *Tamerlan*, qui eux-mêmes commandaient à des fourriers : Massignon, cultivateur à Auteuil, près Beauvais; Monnier, maître de pension à Aumale : Troche, horloger à Eu, tous Normands avisés, sachant parler aux villageois et les circonvenir adroitement. Dès la mi-juillet 1803, des asiles étaient assurés sur toute la route et les préparatifs si avancés que Troche avait expédié à Monnier, l'instituteur d'Aumale qui devait loger les conjurés, cent vingt bouteilles de vin d'Espagne et l'invitait à diriger la moitié de cet approvisionnement sur Feuquières, l'étape suivante, en prévision, sans doute, du passage imminent du Prince attendu et de sa suite.

MARCHES CLANDESTINES

De Londres, Georges Cadoudal, l'initiateur et l'âme de cette croisade, attendait impatiemment le moment d'entrer en scène, avec la crainte qu'un accroc imprévu ne refroidît la confiance de ses commettants. Enfin, dans les premiers jours d'août, il reçut du gouvernement anglais, en même temps qu'un million, en lettres de change, destiné aux frais de l'expédition, la recommandation d'éviter, par tous les moyens, de frapper mortellement Bonaparte; on voulait l'avoir vivant. Georges, d'ailleurs, ni le Prince qu'il servait, ni les gentilshommes qui acceptaient de le suivre, n'eussent consenti à restaurer la monarchie légitime au prix du plus impolitique des crimes Tous ont protesté avec indignation contre l'accusation d'assassinat que ne leur ménagea point la police consulaire; mais, dans ses *Mémoires*, Desmarets, l'un des grands chefs de cette police, a reconnu qu'elle était injustifiée.

L'un des affidés au complot raconta que, avant le départ de Londres, le Duc de Berry réunit les compagnons de Georges et leur distribua solennellement des poignards. Le fait paraît bien improbable, car cette manifestation théâtrale eût été aussi maladroite que déplacée; tout se passa, au contraire, dans le mystère : les sept conjurés du premier départ quittèrent Londres isolément, pour plus de secret et se rejoignirent à Hastings où les attendait le cutter *El Vencejo*, commandé par le capitaine Wright, de la marine britannique, officier « plus vendéen qu'anglais », disait-on. Avec Georges et son domestique Picot, le dévoué morbihannais à mine sauvage, se retrouvèrent à bord La Haye Saint-Hilaire, dit *Raoul*, dit d'*Oison*, gentilhomme des environs de Fougères, qui, depuis l'âge de dix-sept ans, combattait pour la cause royale; Joyaut, dit d'*Assas*, dit *Villeneuve*, aide de camp de Georges, originaire de Fougeray, près Redon; tous deux, soupçonnés d'avoir participé à l'affaire de la machine infernale, avaient échappé à la police. Avec eux s'embarquaient Isidore Breichs, dit *Joseph Kirch*, ancien marin de la République passé aux chouans, devenu l'ami de Georges et chef d'une de ses légions ; un autre chouan, Hermely, sorti de la marine, lui aussi, gaillard trapu, d'une force prodigieuse et d'une folle intrépidité; et enfin

Jean-Pierre Querelle, dit *Courson*, petit homme au visage grêlé, ancien chirurgien dans la marine royale, établi officier de santé à Sarzeau. Celui-là n'avait jamais fait partie des bandes royalistes; réfugié en Angleterre pour échapper à ses créanciers, il s'était rapproché des chouans proscrits et ne cédait probablement, en se mêlant à leur téméraire entreprise, qu'au désir d'une récompense pécuniaire. Peut-être Georges ne l'admettait-il dans sa suite qu'au seul titre de médecin de l'expédition, car Querelle s'était acquis à Sarzeau la réputation d'habile praticien.

D'Hastings, où il était dès le 9 août, Georges adressa ses dernières instructions à Guillemot, resté à Romsey pour y organiser les départs subséquents. Il insista sur l'indispensable nécessité de former ses Bretons à l'équitation : « Éduquez-les de manière que, dans un mois, ils puissent lutter contre un homme à cheval »; il recommandait en même temps, car il pensait à tout, d'envoyer en Bretagne quelques hommes pour y répandre le bruit qu'il avait reparu dans le Morbihan et donner ainsi le change aux espions. Le *Vencejo* appareilla le 19 août, au soir; la nuit fut très brumeuse; si bon marin que fût le capitaine Wright, il dériva vers le nord et risqua de s'échouer devant le Tréport. Il vira de bord et reprit le large; à neuf milles environ, dans la direction sud-ouest, se trouvaient les falaises de Biville, hautes de plus de cent mètres; là devaient atterrir les conjurés et commençait la ligne de correspondance qu'ils allaient suivre jusqu'à Paris. A la hauteur de Biville, le léger navire fut donc mis en panne et Wright voulut conduire lui-même dans sa chaloupe ses passagers jusqu'au rivage. C'était une étroite grève caillouteuse murée par la masse escarpée des rochers; on ne pouvait atteindre leur sommet qu'au moyen de l'*estamperche*; les gens du pays désignaient ainsi un long câble, amarré de deux mètres en deux mètres à des poteaux vermoulus dans une entaille de la falaise crayeuse et qui rendait possible l'ascension, en dépit des chocs et des contusions inévitables. Le fils Troche enseigna aux débarqués l'usage de cette étrange échelle; ils se hissèrent jusqu'à la crête des rochers et Georges, malgré sa corpulence, eut bientôt rejoint ses compagnons sur le plateau de Biville.

Le village était distant de six cents pas au plus; on eût pu s'arrêter à une chaumière isolée où l'on était attendu; il ne

semble pas qu'on y fît halte, par crainte des douaniers en rondes de nuit; il fallait sortir au plus tôt du rayon de leur surveillance, et, sous la conduite du jeune Troche, fils de l'horloger de la ville d'Eu, on gagna Guilmécourt qui est à une petite lieue de Biville. Puis, par un vallon désert, on atteignit l'Yères, qu'on passa à La Maladrerie pour se diriger, par Heudelimont et Saint-Remy, vers la forêt d'Eu où l'on trouverait, à la ferme de La Poterie, le premier refuge. Sept lieues de route.

Marche harassante et silencieuse dans la nuit. De toutes les émotions qu'éprouvaient, en ces temps troublés, les émigrés rentrant clandestinement en France, celles du débarquement étaient, au dire des plus braves, particulièrement redoutées et angoissantes. L'impression de se sentir étranger sur la terre natale ; l'affreuse obsession qu'on n'y pourra vivre qu'en intrus, pourchassé comme un malfaiteur ; la contrainte de surveiller ses paroles, ses gestes, ses regards, ses pas, ses allures ; l'incessante appréhension du péril de mort qui peut naître du moindre incident, composent à ces revenants une insupportable torture. Pour Georges qui, en cette nuit du 21 au 22 août 1803, arpente l'opulente campagne normande, la situation est plus tragique encore : il vient braver chez lui l'homme qui, pour le tenir en son pouvoir, a mobilisé des armées de soldats, de fonctionnaires, d'espions et rompu avec l'Angleterre. En trimant sur les sentiers scabreux avec ses six Bretons qui ignorent où il les mène, Georges rumine son paradoxal dessein dont la réussite doit stupéfier le monde. On rêve volontiers de tels écrasements de loin, à l'abri de son ennemi; mais s'y obstiner de sang-froid, quand l'heure de la réalisation est venue, suppose un ressentiment implacable et une fermeté d'âme quasi surhumaine. D'ailleurs, le début permet d'augurer le succès : cette ferme de La Poterie, où les conjurés vont dormir durant leur première journée, est entourée d'un herbage bien clos et touche à la forêt d'Eu dont les taillis offrent leurs caches en cas d'alerte. La maison appartenait aux Detrimont, parents du fils Troche qui s'offre à guider, la nuit suivante, les voyageurs jusqu'à la seconde étape, Preusseville, distant de six lieues, dont trois au moins à travers bois.

A Preusseville, le gîte est chez le fermier Louisel où l'on passa tout le jour : Georges y trouva un cheval pour continuer sa route et les sept hommes, sous la conduite d'un ancien

chouan, nommé Dauny, se remirent en chemin, à dix heures du soir, vers Aumale, — six lieues encore ; une bonne partie de l'itinéraire empruntait la basse forêt d'Eu. Ils furent à Aumale vers trois heures du matin ; ils y étaient attendus chez Monnier, qui tenait, pour sept ou huit élèves, un pensionnat dans l'ancien couvent des religieuses. En arrivant chez lui, les Bretons réclamèrent à manger et se couchèrent tous dans la même chambre ; il y avait un lit pour *Le Gros* ; les autres dormirent sur la paille ; quant au cheval, on le laissa toute la nuit dans l'allée de la maison, le licou noué à la clef de la porte. Georges et ses compagnons ne bougèrent de toute la journée. A la nuit noire, après avoir soupé, ils laissèrent trois louis à Monnier et partirent, guidés par Dauny, pour Feuquières où les hébergea Boniface Calliaux, dit *Boni*, lequel les repassa, dans la nuit du 24 au 25 août, au fermier Leclerc, habitant à Monceau, près de Saint-Omer-en-chaussée. La nuit suivante, dirigés par le fils Leclerc, — un charretier de dix-neuf ans, qui fut frappé de la corpulence anormale du « chef de la bande, monté sur un cheval noir », — ils allèrent jusqu'à Auteuil, longue marche de près de sept lieues, car il fallait tourner Beauvais. Quentin Rigaud, cultivateur, reçut les sept voyageurs qui lui avaient été annoncés « comme des messieurs se rendant à Paris en secret ». Il les adressa, au cours de la nuit du 28, à son beau-frère, J.-B. Massignon, fermier à Saint-Lubin, dans la commune d'Arronville ; étape dangereuse, en pays découvert parsemé de nombreux villages, qu'un vieux chemin, appelé le chemin de la Reine Blanche, permet cependant d'éviter. Les sept marcheurs étaient fatigués ; M^me^ Massignon les entendit grommeler entre eux « qu'ils rentraient en France avec la ferme résolution de ne plus la quitter et d'y laisser leurs os ».

Le soir du 28 août, Massignon prêta à « ces messieurs » un cheval pour porter leurs bagages et les remit à son frère, Nicolas Massignon, cultivateur à Jouy-le-Comte, hameau des environs. Il était minuit lorsqu'on passa l'Oise au pont de l'Isle-Adam. Ayant donné son cheval à l'un de ses hommes souffrant d'une entorse, Georges allait à pied ; arrivé au petit bois de Vivray, il s'arrêta pour souffler et changer de chemise. Comme toute la petite troupe faisait halte pour l'attendre, parurent un cavalier et un jeune homme venant du côté de Mériel ; le cavalier était

Raoul Gaillard, l'un des fourriers de Charles d'Hozier, l'autre le fils d'un vigneron de Saint-Leu, chez qui les voyageurs étaient annoncés pour cette nuit-là. Raoul Gaillard, chargé de la préparation du voyage depuis l'Isle-Adam jusqu'à Paris, vivait, pour ainsi dire, depuis deux mois dans la région : grâce à sa joyeuse humeur, à son entrain de bon vivant, il s'était fait l'ami de tous les paysans dont il pouvait avoir besoin, et on se trouva en pays de connaissance lorsqu'on parvint à Saint-Leu, chez le vigneron Vincent Lamotte, un homme à ménager, car son frère servait, en qualité de domestique, un officier de la garde du Premier Consul.

Le 29 août, à deux heures du matin, Georges Cadoudal et ses chouans parvenaient donc à Saint-Leu, dernière étape de leur voyage : ils achevaient la nuit sur la paille, chez Lamotte, qui fut un peu ému, lorsqu'il entra dans leur chambre, en apercevant la quantité de pistolets dont ils s'étaient débarrassés pour dormir. Dans la matinée, deux messieurs arrivèrent de Paris en voiture ; l'un était Charles d'Hozier, l'autre, Bouvet de Lozier ; on dîna vers une heure et, à six ou sept heures du soir, tous les conjurés partirent pour Paris, « deux par deux », en promeneurs qui rentrent chez eux après une journée passée aux champs : *le Gros*, — Georges, — dans le cabriolet de d'Hozier, quatre autres dans deux charrettes louées à Saint-Leu même chez l'aubergiste de *la Croix blanche* ; les deux derniers montèrent dans la voiture publique venant de Taverny. Il se trouvait ainsi démontré que, par un prodige d'ajustements précautionneux, une route était établie qui garantissait aux conspirateurs leurs communications avec la mer et présentait la même sécurité que ces mystérieuses lignes de correspondance dont naguère, en Bretagne, Georges faisait usage pour se tenir en rapport constant avec tous les points du pays. Ce résultat, qu'on a justement qualifié de « merveilleux », rendait possible le voyage du Prince qui devait apparaître au moment décisif et, pour plus d'assurance, cette route allait être, durant six mois, incessamment fréquentée par les affidés au complot. Georges lui-même la parcourra cinq fois d'un bout à l'autre sans que jamais un gendarme ou un garde champêtre s'étonne de ces randonnées d'étrangers au pays. On se demande, sans doute, si les hôtes d'occasion, chargés de loger au passage ces inconnus nomades, ne cherchèrent pas à s'informer du but de

leurs vagabondages : non ; ils étaient dénués de méfiance, ou, bien payés, ils préféraient ne pas s'inquiéter.

Pourtant, le vigneron de Saint-Leu, premier anneau de la chaîne, ne put s'empêcher de dire à Raoul Gaillard, qu'il connaissait seulement sous le pseudonyme de *Houvel* : « Mais, mon Dieu ! est-ce que vous avez fait quelque chose à Paris que vous courez ainsi la nuit? » Raoul répondit en riant « qu'il avait des affaires en différents endroits ». — « Monsieur Houvel, risqua une autre fois le vigneron, vous voulez notre confiance et vous ne nous dites rien... Il faudrait que nous sachions si c'est pour faire du mal. » Le faux Houvel répliqua, toujours joyeux : « Pourquoi faire là-dessus des brelans? Nous ne voulons de mal à personne ; n'ayez pas de crainte : nous ne sommes ni des brigands, ni des Anglais... » Pour calmer ses scrupules, il l'invitait à dîner, soit à Pontoise, soit à Paris, à l'*Hôtel de Bordeaux* où il logeait, lui payait de bons repas, des réjouissances variées ; il l'emmena même un jour, après le passage de Georges, à la fête de Saint-Cloud. Le paysan acceptait ces bombances, la conscience et les yeux fermés ; cependant l'ami Houvel l'ayant convié à déjeuner en compagnie de Massignon, le fermier de Saint-Lubin, et leur témoignant, après boire, son grand désir d'entrer en relations avec M. Macheret, que Massignon connaissait et qui n'était autre que le cocher du Premier Consul, les deux hommes furent pris de peur et l'un dit à l'autre : « Je voudrais être mort plutôt que m'être mis dans tout ça. » Mais ils ne s'empressaient pas moins d'ouvrir leur porte à toute heure de la nuit, quand la voix d'Houvel les appelait pour les inviter à guider « des amis » à travers bois et champs. Souvent *le Gros* était du voyage, toujours accompagné d'un homme « très noir et très laid, qu'on appelait Joseph » : c'était Picot, le fidèle domestique. Et, quelques jours plus tard, on ne manquait pas de les voir repasser, ramenant une bande de « nouveaux » qui, le soir, se groupaient autour du feu et parlaient, à voix sourde, de choses qui paraissaient les émouvoir vivement.

En arrivant à Paris, conduit par d'Hozier, Georges, après quelques heures à l'*Hôtel de Bordeaux*, s'était logé d'abord chez Denand, marchand de vin, *à la Cloche d'or*, rue du Bac, à l'angle de la rue de Varenne; il y demeura quatre jours avec Picot, son domestique. De là, ils allèrent, emmenant Joyaut,

dit *d'Assas*, occuper la maison de Chaillot qu'ils habitèrent quelques jours; ils devaient y revenir à plusieurs reprises et y séjournèrent « 18 jours en trois fois », d'après la concierge. Georges et Joyaut, toujours accompagnés de Picot, après un passage rue Charlot, prirent possession de l'entresol de la rue Carême-prenant où Spin avait machiné une cache. Une vieille boiteuse, qu'on appelait M^me^ Josèphe, leur faisait la cuisine. Ils restèrent là peu de temps, sept jours d'abord, plus tard cinq jours, et furent hébergés à deux reprises chez Verdet, employé aux finances, rue du Puits-de-l'Ermite. Raoul Gaillard avait décidé Verdet à louer des chambres meublées pour « des négociants ayant affaire dans le quartier » de la Halle aux Vins, et la plupart des conspirateurs passèrent chez lui, à ce titre : la chambre était de 36 francs par mois ; Verdet nourrissait ses pensionnaires à raison d'un louis par jour, — 24 francs, — prix inconnu alors dans les meilleurs hôtels. Encore ses locataires payaient-ils de leur poche les paniers de vin de Bordeaux qu'ils faisaient chercher à la Halle voisine.

Tels furent à Paris les principaux gîtes de Georges, tantôt sous le nom de *Larive*, tantôt sous celui de *Couturier*; mais il disposait d'autres retraites dont, si l'on excepte deux ou trois confidents intimes, tous ses hommes ignoraient le secret. Néanmoins, si prudent à Paris, il n'hésitait pas à entreprendre le voyage de Biville et il arrivait même à être fort connu sur la route : pour tous, c'était *le Gros* et il paraît difficile de croire que, vu ses formes athlétiques, il eût, ainsi qu'on l'a dit, la faculté de se grimer au point de se rendre méconnaissable. Le 7 décembre, il quittait Paris pour recevoir à la côte le troisième débarquement qui, entre autres, — six au total, — lui amenait un renfort de valeur : Costes de Saint-Victor, ex-militaire, ex-chouan, brave, chevaleresque et dévoué corps et âme à la cause royaliste, et Armand de Polignac, gentilhomme de l'entourage du Comte d'Artois : il avait trente et un ans et vivait à Londres, auprès de son prince, tandis que sa jeune femme, une Hollandaise, habitait Paris. C'est sans doute pour faire honneur à cette recrue d'importance, dont la venue présageait celle du prince lui-même, que Georges s'était porté à Biville. Du reste, les nouveaux débarqués s'adaptèrent, sans récriminer, aux nécessités de la situation : ascension de l'*estamperche*, marches de nuit, soupe de paysans, couchers sur la

paille. L'incident notable de ce voyage fut l'arrêt à Aumale, chez le maître de pension Monnier : durant la journée que les conjurés passèrent là, ils firent chercher le meilleur tailleur du bourg, un certain Debeaussaux, auquel ils commandèrent quatre costumes militaires, dragons ou chasseurs. Le tailleur prit mesures et promit de faire diligence. Quand, dix jours plus tard, il se présenta pour « essayer », il apprit avec stupeur que « les quatre particuliers étaient déjà à dix lieues d'Aumale » ; Monnier, d'ailleurs, régla la facture, 400 francs, et Georges dut prendre livraison des costumes à son voyage suivant.

Car il reparut sur la ligne, avec Raoul Gaillard, au mois de janvier 1804. Il allait à la côte recevoir le général Pichegru que le *Vencejo* débarqua dans la nuit du 16 avec Lajolais, l'un de ses anciens officiers, le major suisse Russilion, ami du général, Armand Gaillard, frère de Raoul, Jules de Polignac, le cadet d'Armand et le marquis de Rivière, aide de camp du Comte d'Artois. Georges les attendait à la ferme de La Poterie où tous les conjurés venant d'Angleterre passaient leur première journée sur le sol français. Du perron de la maison, Georges, impatient, apercevant dans l'ombre le groupe des arrivants fourbus, — ils étaient restés quatre jours en mer, — demanda : « Amenez-vous le Prince? » Un *non* unanime lui répondit. Il ne put retenir un cri de découragement et gémit : « Nous sommes perdus! »

On se mit à table, bien qu'il fût trois heures du matin ; on convint de se reposer tout le jour et de partir au crépuscule : cette fois, on ferait la route à cheval : Pichegru n'était plus jeune, — 43 ans, — et on avait hâte de rallier Paris. On partit donc en cavalcade à travers la forêt dépouillée : à la seconde couchée, — Aumale probablement, car on doublait les étapes, — on rencontra Armand de Polignac venu au-devant de son frère. Le 21 janvier, on retrouvait Massignon à Saint-Lubin et le vigneron de Saint-Leu au pont de l'Isle-Adam. On n'allait pas vite, car les chevaux étaient fatigués; après un arrêt à une maison de campagne, louée à Eaubonne pour épargner au Prince le rustique séjour chez le vigneron, les cavaliers entraient isolément dans Paris que Pichegru n'avait pas revu depuis son départ pour Cayenne, et Jules de Polignac depuis le mois de juillet 1789.

Ils vont mener, comme les autres, la vie de caches et de

refuites, changeant de gîtes au bout de quelques jours, passant de chez le marchand de vin Denant à la maison de Chaillot, de la rue Carême-Prenant à la coûteuse pension Verdet. Pichegru use de tous ces refuges, et de bien d'autres; soit qu'il se sente déplacé parmi les chouans, soit qu'il préfère à leur société celle de ses camarades d'autrefois, il quitte Chaillot, se loge chez Roland, l'un de ses anciens officiers, puis chez Lajolais, au Marais; bientôt, se sentant traqué, il sera réduit à payer 1800 francs deux nuits chez une ouvrière en modes...

Jules de Polignac et le marquis de Rivière trouvent asile chez la sœur de ce dernier, Mme Dupré de Saint-Maur, où ils font lit commun; il y a bien, rue de Saintonge, une chambre banale où viennent dormir ceux qui sont dans l'embarras; mais, contrairement à ce que l'on imagine, tous ces parias, s'ils ont un trou où ils se terrent, se lassent des précautions et ne résistent pas à l'impérieuse attraction de la rue. Certains mènent la vie de gens qui n'ont rien à craindre. Raoul Gaillard a ses habitudes à l'*Hôtel de Bordeaux*, où il est connu; il y amène Querelle, l'officier de santé de Sarzeau; il y invite à dîner Picot, le rude domestique de Georges. Il commande ostensiblement à Genty, tailleur au Palais-Royal, quatre uniformes de chasseurs. Un autre, Michel Roger, dit l'*Oiseau*, un Lorrain, ex-officier de Georges, se charge de fournir les armes et achète tout un lot de sabres chez Jean Paste, fourbisseur, rue Saint-Honoré, dont un sabre à fourreau d'argent massif qui est offert à Georges Cadoudal. Charles d'Hozier ne se dissimule pas davantage : il mange avec Raoul Gaillard dans la salle commune du restaurant Lacaille, rue Neuve-Saint-Eustache. Armand de Polignac donne à sa femme des rendez-vous en fiacre. Georges lui-même est aperçu un jour, avec « un camarade », dans un café de la rue des Petits-Champs. Mais le plus imprudent de tous est Querelle, le Morbihannais; il va dîner à la Chaumière avec une culottière et il commet l'étourderie d'écrire, par la poste, à son beau-frère, Blouet, apothicaire à Vannes, lui racontant son séjour à Paris et l'assurant que tout va bien, qu'on se reverra bientôt. Le malheureux donnait son adresse à Paris! Blouet reçut la lettre, la mit dans sa poche d'où sa maîtresse, une bouchère, la soutira adroitement; elle n'y comprit rien, sinon qu'il se passait des choses graves et elle remit la lettre au préfet du Morbihan. Le 12 octobre 1803, Querelle avait été arrêté

à Paris et Georges n'était pas sans inquiétude sur les suites de cette incarcération. Mais le grand Juge sembla oublier l'officier de santé dans sa prison et rien ne faisait présager que la police eût compris la valeur de cette capture. Fouché, depuis plus d'un an, avait quitté le ministère et n'était pas remplacé; il se flattait que son absence entraînerait un relâchement du service, suivait sournoisement la marche des événements et guettait avec un apparent désintéressement l'occasion de prouver à Bonaparte que son concours était indispensable.

L'EFFONDREMENT

Georges séjournait depuis cinq mois à Paris; il y avait amené Pichegru et les gentilshommes formant l'avant-garde du Prince, et pourtant les apprêts du « Coup essentiel » restaient en souffrance. Pichegru et Moreau, sans lesquels on ne pouvait rien entreprendre, ne s'entendaient pas : au premier contact, le vainqueur de Hohenlinden et le conquérant de la Hollande, se retrouvant tous deux en disgrâce et animés d'une égale et farouche rancune, s'étaient montré bon visage; mais, si l'indolent Pichegru, devenu timide, se contentait d'un rôle de comparse, Moreau, travaillé par son ambitieuse belle-mère, jugeait excellente l'idée d'abattre Bonaparte, mais à la condition qu'il lui succéderait et il se refusait à travailler pour les Bourbons. Aussi n'admettait-il point l'ingérence de Georges en une affaire « qui n'intéressait que les généraux ». L'entrevue fameuse de Pichegru, de Moreau et de Georges, le 28 janvier, sur le boulevard de la Madeleine, a été relatée et commentée bien des fois. Voici comment, quinze ans plus tard, Napoléon la racontait à ses compagnons de captivité durant les longues soirées de Sainte-Hélène. « Moreau venait par la rue Royale et Pichegru fut au-devant de lui par le boulevard; il l'embrassa et lui annonça qu'il venait dans la capitale pour renverser le premier Consul. Georges restait à l'écart. Pichegru fut le chercher et le présenta à Moreau... celui-ci en était fort embarrassé. Georges lui demanda sur quoi il pouvait compter : « Renversons Bonaparte et alors tout le monde est pour moi. Je serai nommé premier Consul avec Pichegru et on vous réhabilitera. » Georges s'écria qu'il ne prétendait pas seulement à cela, qu'il voulait être nommé troisième Consul. A ces mots, Moreau lui déclara

que si l'on savait seulement que lui, Moreau, était d'intelligence avec un chouan, toute l'armée se lèverait contre lui et le coup manquerait. Il fallait d'abord tuer le Premier Consul et alors tout le monde se déclarerait pour Moreau... Des reproches furent alors échangés : « Vous nous faites venir et vous ne pouvez rien ! » Georges ajouta même : « Bleu pour bleu, j'aime encore mieux Bonaparte que vous ! » Là-dessus ils se séparèrent. »

Ce raccourci d'un épisode très important, expose exactement la position prise par chacun des conspirateurs : si vraiment, ce qui étonne, Georges émit la prétention de partager le pouvoir avec les deux généraux, c'est parce qu'il les sentait prêts à l'évincer, le coup fait, lui et ses Princes. Pichegru, très chaud partisan, à Londres, du Comte d'Artois, se refroidissait maintenant, depuis qu'il avait retrouvé son frère d'armes : il s'éloignait manifestement de Georges, et celui-ci, royaliste intégral, s'apercevait qu'il avait été le jouet d'une illusion et que les hommes imprudemment associés à son projet ne partageaient point sa dévotion à la monarchie légitime. Avec leur concours, il était possible, facile peut-être, de renverser Bonaparte, mais pour livrer la France à un autre usurpateur qui ne le vaudrait pas. Et tout l'échafaudage, si laborieusement dressé par le Breton, s'effondrait.

Le malheureux dut vivre ce premier mois de l'année 1804 dans l'angoisse et le désespoir. Querelle, qui avait fait partie du premier débarquement, emprisonné, ainsi qu'on l'a vu, dès le début d'octobre, venait d'être jugé, le 26 janvier, par une commission militaire et condamné à mort. Fou de peur à l'aspect des préparatifs de son exécution, il révéla, pour obtenir sa grâce, tout ce qu'il savait : l'atterrissage à Biville, la présence de Georges et de ses chouans à Paris, les étapes de la route, les lieux d'asile que, sous la conduite des policiers et des gendarmes, il reconnut et désigna l'un après l'autre. En dix jours, sur ses indications, toute cette ligne de correspondance, établie au prix de tant de ruses et de peines, était occupée par la troupe, et Savary, commandant général des gendarmes d'élite, transporté en vingt heures, avec ses soldats, sur la côte, guettait un débarquement éventuel. Or on attendait, pour le 11 février, la descente en France du Comte d'Artois ou de son fils le Duc de Berry. Le *Vencejo* qui les portait devait être en mer et les Princes, capturés dès leurs premiers pas sur la terre de France,

seraient en droit de croire que Georges, parjure et traître à leur cause, vendu à leurs ennemis, les avait attirés dans un piège... Quelle fin ignominieuse d'une vie toute d'abnégation et de ferveur passionnées!

Savary a raconté, non sans quelque complaisance, comment, en arrivant déguisé à Biville, il aperçut, dans la chaumière du pêcheur Horné, une table chargée de cruches de cidre, de grandes tartines toutes coupées et d'un gros pain de beurre, destinés à restaurer les débarqués. Il amenait de Paris le fils Troche qui, ayant présidé aux premiers atterrissages, et déjà arrêté, allait gagner sa grâce en donnant au *Vincejo* le signal convenu pour l'aviser de l'absence de tout danger. Savary, couché avec ses hommes dans la neige, surveillait les mouvements du cutter anglais, louvoyant, par grosse mer, en vue des falaises. Deux jours, trois jours s'écoulèrent sans qu'il pût approcher de la côte. Et un matin, on le vit tout à coup, virant de bord, s'éloigner vers la haute mer... Un homme, dressé au plus haut point de la falaise, venait de mimer, à grands bras, le signal d'alarme et le navire, obéissant, prenait aussitôt le large. C'était, par un dernier prodige, l'ardente initiative de Georges qui sauvait ainsi la vie aux passagers du *Vincejo*. Déjà traqué dans Paris, du fond de l'une de ses caches, bourrelé d'anxiété à la pensée du péril de ses princes, il avait trouvé le moyen d'avertir, — par quel mystérieux courrier? — l'un de ses plus dévoués agents, le chevalier de Cacqueray, habitant ordinairement Gournay. Au reçu de cet avis, Cacqueray saute à cheval, se lance, bride abattue, à travers bois, vers Biville, sur cette route des conjurés, naguère si sûre, maintenant bouleversée et coupée en maints endroits par des postes de soldats; essuyant la fusillade des patrouilles, traversant à fond de train les embuscades, il arrive à La Poterie, dépêche en hâte à la falaise un homme instruit des signaux, enfouit les armes et la poudre approvisionnées à la ferme et regagne Gournay sous les coups de feu, sans une blessure, sans même avoir été reconnu. Quarante ans plus tard, ses enfants conservaient encore le manteau qu'il portait en cette étonnante prouesse : le drap en était percé de plus de vingt balles.

Ce fut le suprême exploit des chouans de Georges. D'ailleurs, on apprit plus tard qu'aucun prince n'était à bord du *Vincejo* : le navire, à ce voyage-là, portait vingt-cinq Bretons aux noms

obscurs que Guillemot expédiait à Georges comme renfort et dont la venue n'aurait grossi que le nombre des victimes. Car, à dater de ce jour, la conspiration étant dévoilée, les incidents dramatiques et les coups de théâtre se succédaient de façon ininterrompue. Le premier qu'on arrêta fut Louis Picot, dit Joseph, le domestique de Georges. On le prit à *la Cloche d'or*, rue du Bac. Conduit à la Préfecture de police, il comparut devant Bertrand, le terrible chef de division, homme énorme, borgne, boiteux, féroce et très malin. Quand on lui amena ce prisonnier, jeune encore, — Picot avait vingt-huit ans, — desservi par une grossièreté apparente, une mine farouche et patibulaire, Bertrand pensa en avoir facilement raison; il lui promit la liberté immédiate, s'il révélait l'asile de son maître. Picot refusa. On compta sous ses yeux une somme d'argent considérable, prête à lui être remise, s'il consentait à parler. Même silence. Alors on garrotta le malheureux, on lui saisit les mains, on lui écrasa les doigts au moyen de chiens de fusils serrés à vis. L'atroce douleur eut raison du fanatisme du pauvre Breton; il serait mort plutôt que de trahir son général; mais on obtint, par ce procédé infâme, de longs détails, vrais et faux, sur la route des conjurés et sur ce que Picot croyait savoir de leurs projets : « les chefs ont tiré au sort à qui attaquerait Bonaparte; ils l'enlèveront sur la route de Boulogne ou l'assassineront en lui présentant une pétition à la parade ou lorsqu'il ira au spectacle; c'est afin de l'approcher qu'on a fait des uniformes de chasseurs ou de hussards. » On découvrit les uniformes à la *Cloche d'or*, on mit en arrestation le tailleur Genty et Picot fut écroué à la Tour du Temple, pantelant, les mains en sang, les doigts brisés.

Bertrand connaissait maintenant le moyen de délier la langue aux brigands; tous les individus arrêtés, — et ils affluaient à la Préfecture, pêcheurs de la côte, paysans, filles d'auberge, cultivateurs, — subissaient les mêmes épreuves : menaces de la fusillade sans jugement, promesses de pardon et d'argent, et quand ces stratagèmes demeuraient sans effet, la torture, pour ceux qui en valaient la peine. On regrette de constater que l'autorisation d'employer ces affreux supplices émanait du Premier Consul lui-même; apprenant que le pauvre Horné, — le pêcheur de Biville chez qui se restauraient les débarqués après l'ascension de l'*estamperche*, — prétendait

demeurer discret, Bonaparte mandait au général Soult, commandant le camp de Saint-Omer : « Faites parler le pêcheur qui a communiqué avec les Anglais; si vous voyez de l'hésitation, vous pourrez vous-même lui faire serrer les pouces dans un chien de fusil... »

Le 9 février, lendemain de la capture de Picot, les officiers découvraient Bouvet de Lozier, gibier d'importance. Enfermé au Temple, il resta trois jours sombre et silencieux. Le 13, au matin, traduit au cabinet de Réal, conseiller d'État chargé d'instruire l'affaire, il reconnut en ce personnage un homme avec lequel il avait eu naguère d'agréables relations. Mis en confiance, il parla trop, imaginant naïvement qu'il s'entretenait avec un ami de vieille date. Réintégré dans son cachot, il réfléchit, déplora son imprudence, s'en exagéra les conséquences et, dans la solitude du « secret », le soir venu, profitant d'un moment où le geôlier qui le gardait s'absenta, il noua sa cravate à son mouchoir, arracha le fil de fer qui maintenait en équilibre le tuyau de son poêle, monta sur son lit pour attacher ce lacet improvisé à un saillant de son armoire, se le passa au cou et se lança. Il « gigotait » désespérément quand le geôlier rentra : « Au secours! Un couteau, un couteau! » cria cet homme; on accourut, on coupa le lacet, le pendu s'abattit aux trois quarts mort, les yeux en sang, le visage tuméfié. A son évanouissement succéda une crise nerveuse qui le secouait dans son lit où deux hommes durent le tenir, puis une prostration profonde dont on profita pour le mettre en présence du grand juge, Régnier. Alors le malheureux dit tout : « Encore couvert des ombres de la mort », il demanda vengeance de Moreau qui avait perdu le parti royaliste en attirant ses principaux soutiens à Paris, sous le prétexte de restaurer la monarchie, pour se rétracter ensuite et leur proposer de travailler pour lui. Bouvet raconta l'entrevue du boulevard de la Madeleine, les pourparlers entre Pichegru et Moreau..., foudroyante révélation, car jusqu'alors la police, croyant n'avoir affaire qu'à Georges et à ses chouans, ignorait la présence de Pichegru à Paris et la complicité de Moreau. Quel émoi aux Tuileries quand y fut portée, dès sept heures du matin, la nouvelle de cette immense conjuration, dont Georges, à la vérité, était l'âme, mais qui mettait en jeu toute l'armée en la personne de deux chefs possédant des légions d'amis et de partisans! Fouché,

depuis longtemps dans la coulisse, reparut ce jour-là chez le Consul : on avait besoin de ses conseils; le lendemain, Moreau était arrêté, écroué au Temple où le Grand Juge, en simarre, vint l'interroger et se heurta à un dédaigneux laconisme.

Pichegru est pris le 28 février, vendu 100000 francs par l'homme qui lui avait offert asile ; Jules de Polignac et le marquis de Rivière sont arrêtés le 4 mars, à huit heures du matin, couchés dans le même lit, rue des Quatre-Fils. Le major suisse Russilion, qu'on découvre le surlendemain, raconte tout ce qu'on veut « avec une naïveté voisine de la niaiserie ». Mais Georges, bien servi par ses chouans, échappe à la police. Il est certain qu'il sait la partie perdue et songe à quitter Paris, car, le 5 février, il a fermé, avec Joyaut, son aide de camp, la maison de Chaillot et en a remis les clefs à la concierge. La police est arrivée deux jours trop tard et n'a pu capturer que cette concierge et son mari, ainsi que le jardinier; mais, grâce aux renseignements que fournissent ces innocents comparses, le cercle se resserre autour de l'insaisissable chouan, On craint qu'il ne soit parvenu à quitter Paris et à gagner le Morbihan ; aussi, le 28, les barrières sont fermées depuis 7 heures du soir jusqu'à six heures du matin : ordre de fouiller les tonneaux, les paniers de blanchisseuses, les voitures de deuil. Le signalement de Georges est publié par tous les journaux, distribué dans les rues, placardé sur les murs. Le « brigand » y est dépeint comme une sorte de bête monstrueuse et féroce, « extrêmement ventru, d'une corpulence énorme, la tête très remarquable par son extraordinaire grosseur, le nez écrasé et comme coupé dans le bout; le cou très court; le poignet fort et gros; les jambes et les cuisses peu longues... Il marche en se balançant et les bras tendus... » Des affiches blanches font savoir que ceux qui lui donneront asile, ou à l'un de ses complices, seront punis de mort. Il n'y a personne à Paris qui ne se passionne pour cette lutte entre le pouvoir et ce personnage fantastique, thème des légendes les plus absurdes ; on le disait loin, enfui « sous l'uniforme d'un aide de camp du Premier Consul, ou emporté dans un cercueil à quelque cimetière de banlieue où ses partisans l'attendaient » ; et la ville en fièvre suivait ce tragique feuilleton auquel, chaque matin, s'ajoutait une péripétie nouvelle.

Georges n'avait pas quitté Paris. En sortant, le dimanche, 5 février, de la maison de Chaillot, il retourna chez Verdet, rue du Puits-de-l'Ermite ; mais, le 9, Mme Verdet étant allée aux provisions, ne rentra pas et l'on apprit qu'elle était arrêtée. La torture pouvait la faire parler et Georges dut quitter la pension Verdet. Où aller ? Charles d'Hozier, qui vivait rue Saint-Martin, dans une chambre de domestique, fut consulté : il indiqua une retraite que la fille Hisay, la pauvre boiteuse qui se dépensait sans compter, avait retenue pour lui-même et qu'il céda généreusement. C'était, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, une pièce dépendant de la boutique d'une fruitière, Mme Lemoine. Georges y fut conduit dans la nuit du 17 par Mlle Hisay, et, le lendemain, deux de ses officiers, Burban et Joyaut, vinrent l'y rejoindre. Tous trois couchaient dans la chambre d'où ils ne sortaient pas ; la fille Hisay et la petite Lemoine, âgée de quinze ans, se tenaient, de l'aube au soir, en surveillance dans la boutique. La nuit venue, elles montaient auprès des chouans et dormaient, séparées par un rideau du lit où ceux-ci reposaient. Ce régime se prolongea jusqu'au 9 mars. Joyaut, qui s'était risqué au dehors, avait découvert, rue du Four-Saint-Germain, la plus sûre cache de Paris, chez un parfumeur, nommé Caron ; on y séjournerait, au besoin, sans appréhension durant des années, car cette cache consistait en l'enseigne même du parfumeur, enseigne qui formait coffre incliné, surplombant la rue, de sorte que les policiers pouvaient fureter dans toute la maison sans dénicher le particulier installé à l'aise dans cette boîte. Caron louait son enseigne 8 000 francs.

La difficulté était de gagner ce refuge. Joyaut eut recours à Le Ridant, autre conjuré morbihannais qui se cachait au cul-de-sac de la Corderie, dans une dépendance de l'ancien couvent des Jacobins. Le Ridant promit de venir, à la tombée de la nuit, avec un cabriolet, prendre Georges rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, pour le conduire chez le parfumeur. Le Ridant était-il vendu à la police ? Napoléon l'a affirmé dans ses entretiens de Sainte-Hélène ; mais peut-être ses souvenirs le trompaient-ils sur ce point, car ils s'égaraient sur certaines circonstances de temps et de lieu. Quoi qu'il en soit, tandis que, vers sept heures, le soir du 9 mars, Le Ridant, conduisant son cabriolet, montait au pas ralenti de son cheval la rue Montagne-

Sainte-Geneviève, un fort peloton de policiers occupait la place Maubert, et deux officiers de paix, Petit et Destavigny, ainsi que l'inspecteur de police Caniolle, suivaient la voiture.

Elle atteint la place Saint-Étienne-du-Mont. A l'angle de la rue des Sept-Voies, un individu sort de l'ombre : c'est Georges, déguisé en fort de la Halle. Sans que le cabriolet s'arrête, il monte sur le marchepied et se jette sur le siège : à ce moment, une voix crie : *Au voleur!* La petite Lemoine, qui porte « le paquet » de Georges, le lui tend ; il la repousse vivement : « Sauve-toi, petite malheureuse, tu es perdue ! » Et tout de suite, à Le Ridant : « Fouettez! Fouettez fort! — Pour aller où? — Je n'en sais rien, mais il faut aller! » Cinglé de coups de fouet, le cheval prend le grand trot ; l'inspecteur Caniolle rejoint à grandes enjambées la voiture, parvient à se cramponner aux ressorts et se laisse emporter ; les deux officiers de paix suivent à toutes jambes, criant : « Arrête, arrête ! » Après le passage des Jacobins, un court détour dans la rue de la Harpe, le cabriolet s'engage dans la rue des Fossés-Monsieur-le-Prince dont la pente, assez rapide, active l'allure du cheval ; mais les cris de Petit et de Destavigny, leur course folle, leurs appels, jettent l'émoi sur tout le parcours. Le quartier regorge de policiers, car un quatrième, l'inspecteur Buffet, qui rode par là, se joint à ses collègues ; moins essouflé qu'eux, il les distance et lorsqu'on arrive à la hauteur de la rue Voltaire (actuellement rue Casimir Delavigne), il réussit à saisir le cheval par la bride, se fait traîner : à ce moment, un coup de feu. Georges s'est penché et a tiré à bout portant sur cet homme qui roule foudroyé ; mais le cheval s'est arrêté : Caniolle lâche les ressorts et se lance pour empoigner Georges ; celui-ci a mis pied à terre ; il écarte le policier d'un second coup de feu en plein corps et va s'engager dans la petite rue de l'Observance qui descend en escalier vers l'École de médecine (rue Antoine Dubois, aujourd'hui.) Caniolle, blessé seulement, le frappe à la tête d'un coup de son bâton : trébuchant sur le corps de l'inspecteur Buffet, étendu dans le ruisseau, Petit et Destavigny accourent, haletants : « Georges! C'est Georges! »

Au bruit des détonations, des cris, les fenêtres s'ouvrent, des gens étonnés se penchent ; d'autres sortent des boutiques ; un attroupement se forme, suivant le cabriolet qui, dans la nuit « très noire », sans conducteur, — Le Ridant avait disparu, —

descendait au pas de son cheval, vers le carrefour des Quatre-Vents (actuellement carrefour de l'Odéon), où la scène se trouva transportée dans la confusion des policiers hors d'haleine, des badauds questionnant, se bousculant pour voir et comprendre, si bien que l'officier de paix Destavigny, reprenant son souffle, avise, à six pas de lui, Georges mêlé à la foule, « placé avec cette tranquillité de l'homme qui n'a plus rien à craindre », et entouré de badauds « qui ne paraissent pas plus penser à Georges qu'à rien ».

Il crie : « C'est lui ! C'est lui ! » écarte les curieux, prend le bras de Georges qui, sans aucune résistance, dit, du ton le plus calme : « Oui, c'est moi Georges. » Tout de suite il est entouré, immobilisé, palpé, fouillé à la lueur projetée par la lanterne du bureau de loterie; l'un lui prend son poignard, l'autre son pistolet; l'agent Caniolle, dont le sang coule et qui défaille, a une corde dans sa poche ; mais il ne peut l'en sortir : un ouvrier la tire; Georges, solidement lié, encadré de vingt personnes qui se flattent de l'avoir capturé, est entraîné, suivi d'une foule, par la rue de l'Ancienne-Comédie et la rue Dauphine vers la Préfecture de police, tandis que plus haut, dans la rue des Fossés-Monsieur-le-Prince, non loin de la belle porte Louis XV qui est encore là, le médecin Burard, auquel un particulier a dit : « Il y a un mort sur le pavé, vous devriez bien l'aller voir », examine, à la lueur d'une lampe prêtée par une voisine complaisante, le cadavre de Buffet dont la tempe gauche est fracassée.

G. Lenotre.

(*A suivre.*)

Le journal tenu par l'abbé de La Motte-Rouge, chanoine de Tréguier, de la session des États de Bretagne en 1786, signale « la très forte indigestion » dont souffrit, le 29 novembre de cette année-là, M. le comte de Boisgelin, président des États. Le mémorialiste a-t-il confondu Louis Bruno de Boisgelin avec quelque autre membre de sa noble et nombreuse famille? De toutes façons, pour satisfaire à de justes susceptibilités, une rectification s'impose : l'indigestion consignée par le chanoine de La Motte-Rouge n'a pas eu les conséquences fâcheuses que l'on a dites au début du premier chapitre de la présente étude : le comte de Boisgelin est mort sur l'échafaud, en 1794.

G. L.

LE LIVRE DES BÊTES QU'ON APPELLE SAUVAGES

IV [1]

TÂN, L'ANTILOPE

Malgré la chaleur, le Toubab chassait; ou se trouvait en position de chasse, ce qui est sensiblement la même chose, quand on peut se croire isolé dans une plaine entourée par les méandres d'un marigot, fréquentée par les antilopes et les outardes que des bêtes à griffes de toute taille recherchent avec un goût prononcé.

S'il n'est question que de ces rares bêtes, dans une étendue assez vaste pour fatiguer un cheval en bonne forme, c'est qu'elles sont à peu près seules à se montrer. Avec une prudence excessive, d'ailleurs. Il pourrait sembler inutile de transporter une arme et des cartouches par cette chaleur étouffante et grise, dans ces espaces vides où les yeux rongés de lumière sourde ne voient rien, où tout est silence et immobilité : pourtant le Toubab chassait. Infime tache kaki, confondue avec le roseau desséché. Minuscule fusil qui représentait, avec la griffe et le venin, la mort immédiate. Pas de chien pour découvrir le gibier : les chiens n'ont pas de flair sur un sol desséché, dans l'herbe roussie, tellement prête à brûler que la flamme devrait en jaillir spontanément. Les chiens du pays ne courent

Copyright by André Demaison, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 1er juin, 15 juin, et 15 octobre.

qu'après ce qu'ils voient, sauf quand il s'agit d'un lion ou d'une panthère, ou encore d'un hippopotame dont la peau épaisse ne craint l'insulte d'aucune bête.

Le Toubab chassait quand même. Il savait bien qu'à ras de terre, en haut, en bas, en tous sens, des yeux de toute grandeur le regardaient avec patience.

Tout contre une muraille de hautes herbes, il guettait un bruit, un froissement, une sortie prudente ou désordonnée. Presque toujours, quand ça se produit, il y a surprise de part et d'autre, chez la bête et chez l'homme ; ou de la frayeur, ce qui ne vaut pas mieux. Il est alors préférable que ces sentiments soient plus calmes chez l'homme : cela lui permet d'épauler à temps son fusil et de loger sa balle en plein poitrail d'une bête griffue ou fortement cornue. Cela lui donne également la possibilité d'en parler le soir, au Cercle, et de reprendre le bateau pour la France au moment du congé.

Quand le vent souffle, les hautes herbes ondulent, comme en Europe les blés verts au mois d'avril, et empêchent d'entendre le gibier. Il se mêle alors de l'angoisse à la chasse ; mais on a tout de même le vent, ce qui est quelque chose à l'époque où la peau de la terre ressemble à une coquille d'œuf écrasé.

Soudain, à un jet de pierre devant lui, le Toubab vit les panaches des herbes s'écarter en ligne droite. Il se rendit compte que le vent libre n'a pas l'habitude de prendre la forme d'une étrave de navire, ni d'une lame de couteau comme il lui arrive en passant par une porte entr'ouverte. Il s'en rendit bien compte et arma sa carabine. Si soigneusement graissée qu'elle fût, elle rendit un petit cliquetis de métal. Les herbes s'immobilisèrent. En même temps, un cri s'infiltrait à travers les panaches.

— Houlou ! Houlou ! Houlou !

— Qui est là ? cria le Toubab.

— Ne tire pas, ce n'est que moi... N'abîme pas une cartouche... J'arrive... Attends-moi... Je ne peux pas marcher plus vite, la fatigue me tue... Mais je porte dans mes bras quelque chose qui te donnera de l'étonnement...

La voix n'avait pas fini de parler, d'un ton mi-sérieux, mirieur, que Nagô Konaté apparut aux yeux du Toubab, les bras chargés d'un bébé-antilope. C'était un petit mâle, qui se débat-

tait de toute la force de ses reins et de son cou, avec la peur rageuse que des milliers d'années de brousse avaient mise dans ses pattes, minces et pointues, bien que celles-ci fussent présentement amarrées à quatre avec un chiffon.

Sorti des hautes herbes, Nagà s'arrêta en face du Toubab. C'était un grand gaillard, venu par son père de l'immense famille des Malinkés et, par sa mère, du peuple des Toucoulaures, agriculteurs ou chasseurs ; un de ces hommes noirs tout en muscles qui, au cours de la guerre, formèrent des troupes en véritable acier au vanadium. De petites cadenettes dépassaient sous un bonnet crasseux et tissé à la main, et encadraient une face ronde qu'on eût dite sculptée dans du bois de fer. Le blanc des yeux était strié de veinules sombres, — à cause du soleil qui sévit dans les plaines et les marigots. Les dents étaient jaunies par le tabac en poudre, dégusté en silence et à longueur de journée pour ne pas éveiller l'attention de la brousse, et par la noix de kola qui remplace la nourriture, quand le gibier devient trop malin et que la chasse traîne en longueur. Sur ses traits était répandu un air d'impassible sérénité qui finit par marquer l'homme habitué à attendre une matinée entière, immobile, la sortie d'un porc-épic de son terrier, ou le passage d'une biche au clair de lune près d'un baobab qui perd ses tendres fleurs pâles.

— As-tu passé la nuit en paix, Toubab ? demanda-t-il poliment.

— En paix, seulement, Nagô !

En travers des épaules du chasseur noir était allongé un long fusil boucanier, dont un habile forgeron avait clandestinement transformé l'allumage : d'un fusil à pierre il avait fait un fusil à piston. Ainsi, tout le monde était satisfait : l'administrateur qui n'avait donné un permis que pour un fusil à pierre et le chasseur qui ne risquait plus de mouiller sa poudre et qui achetait des capsules de contrebande en pays portugais. La crosse était matelassée d'amulettes, décorée de petits coquillages, — un par gros gibier tué, — enduit d'un vernis brun-noir, le sang desséché des victimes, qui faisait une croûte épaisse, écaillée par endroits.

Un sachet à poudre, un sachet à balles et une dépouille de chèvre en guise de besace complétaient l'équipement.

L'homme était vêtu d'une cotte sans manches et d'une

espèce de caleçon à cuisses larges et flottantes, le tout fabriqué avec des bandes de cotonnade rugueuse tissées large comme la main et cousues ensemble. Le vêtement serré au corps par une ceinture d'étoffe était tout rapiécé, la culotte frangée; et leur teinture primitive, qui constituait déjà un camouflage sérieux, avait pris le ton des feuilles et de la terre grillées de soleil.

Nagô portait la même vêture depuis des années : par économie, mais surtout parce qu'aucune griffe de lion, aucun croc de panthère ne l'avait encore déchirée, et que l'on ne sait jamais si c'est la chance ou la malchance que l'on coud à un habit nouveau.

— As-tu tiré quelque chose? reprit cet homme sage.

— Je n'ai rien vu qui ait de l'importance, Nagô...

— Peut-être, méprises-tu les perdreaux et les lièvres...

— Et toi? Où as-tu pris ce fils d'antilope?

— Sa mère est couchée là-bas. J'allais approcher ma pirogue pour l'emporter. C'est une « grosse viande ». De loin, je t'ai vu. Je t'apportais son petit, quand je t'ai rencontré...

Et il déposa aux pieds du Toubab un jeune animal semblable à un chevreau de deux mois, maigre, au poil touffu, ébouriffé, roux sur le dos, beige sous le ventre, blanc au derrière, avec de grands yeux et un mufle tout noir, qui s'agita de plus belle et chercha à se relever pour s'enfuir dès qu'il eut touché terre. Le Toubab se pencha sur lui pour le flatter de la main.

— C'est un coba, dit-il. Mais... il a l'oreille percée.

— Un des plombs qui a manqué la mère, dit le chasseur noir. Le petit tette encore le lait. Mais nous le savons assez malin pour lui remplacer celle qui le nourrissait. Je te quitte et poursuis mes besoins... Je t'ai donné ce petit d'antilope, possesseur de quatre pieds rapides...

Comme le chasseur noir allait s'éloigner, le Toubab dit :

— Tu porteras chez moi une cuisse de ton gros gibier...

Et il tendit à Nagô trois fois la valeur du morceau.

— Par la vérité toute claire, dit ce dernier, faire un cadeau à ton semblable est agréable ! A la paix, Toubab !

— Paix et paix, Nagô !

Ce gaillard avait coutume de vendre son gibier au village : mais on pouvait voir aisément que s'il avait été dans l'obligation de distribuer pour rien le fruit de sa chasse, il n'eût pas manqué, à toute occasion, de suivre les pistes que ses ancêtres

les Toucoulaures et les Malinkés avaient suivies, et du même pas souple et glissant que pour aller chercher sa pirogue au bord du marigot....

Quand il eut disparu, le Toubab regarda son petit d'antilope, essaya de le caresser, — impossible, il avait encore son caractère de brousse et la panse pleine de lait, — le chargea sur ses bras, tout contre la courroie de son fusil, et prit le plus court chemin pour rentrer à la maison, assez satisfait d'augmenter sa famille d'un animal farouche et distant, dont un coup de patte ou de corne vous ouvre proprement le ventre ou la cuisse.

En marchant, il pensa que lorsque le petit d'antilope serait assez grand pour supporter le voyage et qu'il aurait d'assez bonnes manières pour faire honneur à des hôtes de marque, sa place serait toute trouvée dans un parc du Périgord, pour la joie d'une belle fille brune, sous les chênes et les châtaigniers en été et dans une bonne grange rembourrée de foin durant l'hiver. Il n'y pensait pas très nettement, comme avec pudeur, ou même avec une légère crainte, — car il tenait avant tout à la paix de l'âme qui est le gage d'une bonne santé. Il espérait surtout découvrir, d'ici là, quelque nouveau secret de la nature dite « sauvage », que les visions émues et hâtives de la chasse n'avaient encore pu lui livrer.

On lui donna le nom de Tân. C'était sonore, d'un appel facile, et cela signifiait quelque part dans le monde « antilope ». Arrivé à la maison, le Toubab délivra les pattes de la bête et la déposa toute frémissante dans le parc clos de bambous tressés que fréquentaient déjà des biches rayées, belles et stupides, des biches fauves effarouchées et souples. Elles flairèrent Tân et s'éloignèrent aussitôt en méprisant son odeur âcre, sa mine de jeune vagabond, dans l'ignorance où elles se trouvaient que ce jeune cousin à l'oreille percée, au poil rude et onctueux, atteindrait un jour la taille et la force d'un mulet.

Le parc était ombragé de corossoliers, d'ébéniers, de goyaviers, de manguiers et d'un arbre à la Renoir dont les fruits rouges et fondants pleuraient des larmes de sucre. Tân s'ébroua, essaya de forcer les palissades couvertes de volubilis et de glycines jaunes : impuissant et las, il s'installa dans un coin, têtu et le poil rebroussé, sous l'œil narquois des chauves-souris

pendues dans les arbres, qui s'apprêtaient pour leurs nocturnes acrobaties.

Il fallut, en hâte, confectionner un biberon avec une bouteille et un bout de linge. Mais cela ne fit pas l'affaire de Tân. Il gaspillait le lait, se cognait le museau à la bouteille, par habitude qu'il avait de sa race de bousculer les courtes têtines de sa mère-antilope.

Une chèvre indigène lui fut donnée, qui lui convint beaucoup mieux. Ce fut lui qui ne convint pas à la chèvre. On dut maintenir cette bête, basse sur pattes, et l'obliger à accepter son étrange maternité. Il arriva ce qui devait arriver : la chèvre, naturellement, prit son petit rousset en telle affection qu'elle ne voulait plus se séparer de lui.

Tân se sevra tout seul, ou plutôt à l'exemple de sa nourrice : une feuille, une pointe d'arbuste. En jouant d'abord, peu à peu par goût. Et pendant qu'il s'essayait ainsi à brouter, les Noirs qui s'arrêtaient, curieux, disaient en souriant :

— Chacun sait bien qu'un brin d'herbe ne tue pas le chevreau qui tette !

Ensuite, tel le fils d'un hobereau, il passait les journées d'avril, écrasées de chaleur, dans le parc ombreux qui séparait la maison du jardin potager, rôdant sous les ébéniers, dormant à l'ombre des manguiers et des prodigieux bananiers. Il glissait son mufle noir et ses grands yeux par les trous des clôtures, envieux de l'herbe qu'il ne pouvait atteindre, contemplant la maison à étages, ses arcades et son toit de tuiles rouges. Pendant des heures, il suivait ainsi le travail modéré du jardinier qui sarclait des radis, des choux et des salades, — méprisables à son sens, — et qui arrosait des tomates convoitées du peuple nègre tout entier. Tân surveillait aussi les courses du chien, sa bruyante utilité, et prenait un intérêt aux allées et venues des gens de toute sorte que le besoin ou le métier amenait chaque matin dans l'escale, ignorant que ces hommes qui le considéraient avec douceur (à cause du Toubab) étaient capables d'attendre, du lever au coucher du soleil, une antilope à l'entrée d'un bois et de lui envoyer une charge de pieds de marmite à travers le corps.

Ce fut à cette époque que son maître s'était emparé de Tân, heure par heure, jour par jour. Il s'agissait de lui faire oublier les transes et les dangers qui poursuivent la tribu

corhue et hantent ses nuits hostiles. Il avait commencé à le gratter autour des yeux, sous le ventre, le long des cuisses, sous la mâchoire. Tân, effrayé tout d'abord de ces caresses, s'y était peu à peu habitué, surtout lorsqu'il avait reconnu que la main qui le grattait aux endroits avantageux du corps, était aussi la main qui lui donnait de l'herbe et des nourritures savoureuses. A un seul exercice, l'animal était décidément réfractaire : il refusait de se laisser enlever comme les agneaux et les chevreaux que l'on porte dans la maison du boucher. Il se rappelait alors brusquement, dans la cervelle étroite que lui avaient léguée ses ancêtres agiles et peureux, qu'une antilope ne doit se soulever que pour bondir de joie et, plus souvent, pour fuir ou se défendre.

Ce furent les tiques, tenaces insectes qui s'accrochent aux bêtes de la brousse, même aux éléphants, et qui se laissent couper la tête plutôt que de céder leur place sur le cuir qu'elles ont perforé, qui amenèrent Tân à composition. Une brosse en chiendent et un peigne de fer remplacèrent avec succès les roulades dans la poussière, les frottées énergiques et vaines contre les arbustes épineux. La sensation fut directe, spéciale, appréciée par Tân à sa valeur : l'homme nourrissait, donnait du plaisir, satisfaisait la curiosité des yeux et se montrait capable d'écarter les désagréments de l'existence.

A la rébellion du début avait succédé un complet abandon : ainsi les premiers bœufs témoignèrent leur reconnaissance au porteur d'une hache de pierre qui les protégea des bêtes féroces. Plus besoin d'initiative, plus de peurs qui ravagent le poitrail et font dresser les oreilles, plus de frissons qui hérissent le poil onctueux, plus de folies qui vous dévastent le crâne.

Dans le parc, les feuilles des manguiers, des ébéniers étaient tombées, remplacées aussitôt par des feuilles neuves et fragiles. A la saison des fruits, les roussettes avaient dévoré les mangues et les pommes d'acajou, et Tân, pénétré chaque jour davantage des joies ignorées du clan cornu et que la brousse ne pouvait donner (il n'avait pas eu le loisir de savoir ce que sont l'espace et le vent libres), était devenu plus esclave que les esclaves de race soumis à l'homme, tels que le chien, le chat ou même les moutons qui attendent paresseusement dans un enclos qu'arrive le jour de leur égorgement. Mais sans la nuance de

fatalisme qui se révèle dans l'œil d'un bœuf. Avec l'homme blanc, que docilement suivaient les hommes noirs, Tân avait conclu un pacte d'amitié. Il lui avait confié une destinée que les jeunes antilopes confient au chef de la harde, selon les coutumes ancestrales qui régissent la tribu cornue depuis que la forêt est sortie de terre pour mourir, engraisser la terre et renaître, au cours de siècles innombrables, — la forêt dont l'haleine est rude, la forêt et ses fureurs stupides, où le « sauve-qui-peut » fait office de raison.

Les habitants de l'escale, comme toujours, jugeaient la chose différemment. Tous s'étonnaient de la familiarité d'une des bêtes les plus méfiantes de la création. Les Blancs, ceux qui ne pensaient qu'à leurs rapports administratifs ou à leurs marchandises et qui n'observaient de la bête que sa fidélité obstinée, disaient :

— Cette antilope est parfaitement idiote et sans intérêt!

Quant aux Noirs, ceux dont la barbe était parsemée de poils blancs et qui ne voyaient de l'univers que les grandes lignes, se racontaient prudemment entre eux :

— La « viande sauvage » qui est parmi nous cherche à connaître les choses cachées à ses semblables de la brousse...

Tân ne se souciait ni des uns ni des autres, et ne demandait aucun avis pour mener sa nouvelle existence et contempler, avant de se coucher dans un coin de la véranda, les petites flammes immobiles que les hommes allument le soir pour prolonger le jour et qui ne brûlent que les papillons.

Les anciens parmi les Noirs avaient raison. Ils savaient bien, pour l'avoir entendu de leurs pères et pour avoir chassé eux-mêmes, que la curiosité perd souvent l'antilope. A la vue du chasseur, elle commence par fuir, d'une seule détente; mais, au bout de cent pas, elle se retourne, tête haute et croupe tendue, pour observer l'homme qui l'a effrayée.

C'est ainsi que Tân grandit, considérant les hommes et leurs accessoires à longueur de journée. Ses jarrets devinrent nerveux et solides comme ceux d'un jeune paysan; sa robe se mit à la couleur de la plaine torréfiée que fréquentait sa mère; de mois en mois, son poil devint plus brillant, à mesure que sa peau sécrétait cette matière onctueuse qui protège la race contre l'atteinte des pluies persistantes.

Un jour, le front de la bête se gonfla, deux cornes discrètes et rapprochées soulevèrent la peau. Tân atteignait maintenant la hauteur de la table de la salle à manger : il en profita pour dérober le pain, les cigarettes oubliées qu'il broutait avec volupté, pour poser sa tête confiante entre les convives, totalement indifférent aux allures du chien qui ne se nourrissait que de viande, au bec du marabout qui de son côté faisait mine de l'ignorer, à la vie de toutes les bêtes, enfin, qui encombraient la cour, les vérandas et les appartements.

Au petit jour, il pénétrait dans la chambre de son maître, à l'heure matinale du café, délaissant pour le pain grillé l'herbe qu'entassaient devant lui les serviteurs. Quand il connut le sucre, il devint si obsédant que les Noirs de l'escale qui fréquentaient la demeure du Toubab, comme les clients peuplaient autrefois les demeures des patriciens, s'exclamèrent :

— En vérité, les « hommes aux oreilles rouges » ont réduit en esclavage les « viandes sauvages ». A l'heure qu'ils voudront, ils leur feront porter des charges comme à des ânes!...

Les saisons passèrent. Aux cornes de Tân un anneau se forma sous l'anneau précédent, et cela lui fit une année de plus. De l'intelligence? Il n'en pouvait être question, même au sens où on l'entend pour le chien ou l'éléphant. Encore moins d'humour. Sauf une fois : Tân s'était mis à danser devant une armoire à glace à la vue de sa propre image. Pour lui, le mystère du miroir était le même que pour un singe ou un tout-petit des hommes.

Mais dans la cervelle inconsistante de la bête, une transparente pensée, celle de son maître, avait peu à peu remplacé la pensée de l'herbe jaillie du sol et les ébats de la harde au creux d'un vallon quand les antilopes croient avoir distancé leurs ennemis. Les regards de ses grands yeux noirs ne caressaient plus le monde, mais enveloppaient le maître, devenu le centre de tout, plus précieux que la teinte des jours, le bienfait des saisons et la saveur de l'eau.

Cet attachement, chaque jour plus obstiné, ce besoin de protection à tout instant manifesté, cette aveugle confiance, lassaient parfois son maître. Alors, celui-ci usait de bourrades

pour écarter l'animal trop familier; mais il finissait toujours par se reprocher les coups qu'il donnait, quand les grands yeux sombres continuaient à le regarder à travers les longs cils et que la langue bleutée recommençait à le lécher. L'impatience calmée, Tàn s'emparait à nouveau et sans rancune de la véranda blanchie à la chaux, encombrée de tables, de fauteuils et de plantes, broutait le livre de son maître et lui dérobait sa cigarette au bout des doigts.

Deux autres anneaux s'ajoutèrent aux cornes de Tàn. Il eut la taille d'un ânon bien nourri et sa force devint grande. Quoique trop jeune pour connaître les ardeurs qui, à la pousse des jeunes feuilles, mettent la folie dans le crâne des antilopes, ses jeux prirent de la rudesse. Les serviteurs n'osèrent bientôt plus s'opposer à ses fantaisies. L'un d'eux ne vint-il pas un jour réclamer sa paye et quitter son service. Il avait reçu des coups de tête, disait-il, « pour avoir voulu ramener Tàn à sa place et l'empêcher de se conduire autrement qu'une bête sauvage ». Il ajoutait que « l'antilope, lorsque ses cornes seraient tout à fait hautes, jouerait le jeu comme le jouent les mâles du troupeau et que perdre la vie serait alors pour les gens de la maison une chose facile ! »

Quand ils eurent vent de la nouvelle, les jeunes gens de l'escale préparèrent en secret des arcs et des flèches pour profiter d'une aubaine et faire une ripaille le jour où l'on serait obligé de renvoyer la bête dans la brousse.

Sans plus manifester d'inquiétude, Tàn vivait, mangeait tranquillement le pain des hommes et jusqu'aux plats cuisinés à la viande de bœuf, et goûtait dans les verres les breuvages colorés qu'on lui présentait. Il n'avait même pas peur des dépouilles de panthères qui entraient dans la maison et qui donnaient des crises de nerfs aux singes de la cour. Installé dans sa nouvelle vie, il était devenu un de ces êtres hors catégorie qui agrandissent d'un seul coup le champ de leur existence et dont l'accident finit par créer des espèces nouvelles, — étonnements de la nature.

Quant à son maître, il s'attardait plus souvent qu'il ne s'en rendait compte à embrasser les grands yeux noirs, à respirer l'odeur à la fois bovine et fauve de la bête, pour se renseigner sur la vie des antilopes dans la brousse, dont il n'avait encore surpris que l'inquiétude sur des têtes fièrement dres-

sées, la naïve curiosité et le mécanisme admirablement ordonné pour la fuite.

Au début d'un hivernage, quand les tornades amènent la fièvre et les moustiques, le maître de Tân rentra en France. Il prenait quelques mois de congé, non point seulement pour réparer son corps fatigué, mais surtout pour remettre en place la matière grise et le cervelet. Au bout d'un long séjour sous le Tropique, on n'est plus guère d'accord avec personne sur les couleurs, le temps, les distances, et il se trouve toujours un obstacle, fût-ce une fourmi sur le chemin, pour arrêter les plus beaux élans.

Le maître de Tân partit donc et laissa la bête à son remplaçant. Celui-ci appartenait à cette catégorie d'hommes dont il vaut mieux ne point parler et qui se croient des demi-dieux parmi des êtres facilement jugés primitifs et sauvages : un homme au surplus qui n'aurait pas vu d'arbres dans la forêt. Ce sont de telles gens qui racontent de bien fabuleuses histoires aux voyageurs d'occasion.

L'homme nouveau rudoya Tân et interdit aux serviteurs de perdre des heures à couper de l'herbe pour un animal « bien capable d'aller tout seul la chercher pour son propre compte ».

Plus de pain ni de sucre, plus de biscuits, de tabac ni de caresses : Tân devint triste. Il restait des heures entières au pied d'un arbre, immobile, — pensif, eût-on dit.

Un matin, comme des chèvres passaient, il se souvint de sa mère-nourrice qui l'avait gratifié de bonnes manières; et il se joignit au troupeau. Les chèvres reculèrent, craignant les jeux robustes d'une fausse chèvre qui les dominait de beaucoup, s'enfuirent dans la plaine qui entoure les faubourgs et se réfugièrent dans la broussaille, entre les champs et la forêt. Mais Tân, avec ses allures de lourdaud et ses cornes droites, les rattrapa en quelques foulées et se mit à paître fort paisiblement parmi elles.

Les jeunes garçons, auxquels rien des petits événements de la ville n'échappait, se dirent entre eux :

— L'heure est venue où nous allons manger la « viande » du Toubab...

Et ils préparèrent en hâte leurs petits arcs et leurs petites flèches, et s'armèrent des vieux fusils à pierre abandonnés par

les chasseurs. Ce que voyant, les anciens firent des réserves, disant :

— Le Toubab reviendra l'année prochaine et vous posera des questions...

— L'année prochaine est dans la main de Dieu ! répondit la jeunesse.

Et ils partirent. Les chiens roux qui gardent les cases les suivirent, tout heureux d'échapper aux injures familiales et de se divertir hors de leur quartier.

Mais comme ces chiens sans odorat courent après tout ce qu'ils voient, tels des fous furieux ils chargèrent le troupeau de chèvres qui contenait Tân. Celui-ci, en quelques bonds, les lâcha et, emporté par ses jarrets et la détente de ses muscles, il traversa la broussaille, la brousse, pénétra dans la forêt qui sépare entre eux les districts habités.

... La nuit tomba. Tân ne revint pas.

L'hivernage passa, et Tân ne rentra pas dans la maison des hommes.

— Quand le Toubab descendra du bateau, il y aura des paroles, et encore des paroles !... dit un ancien.

— Et même du bruit ! ajouta un autre.

Le Toubab revint de France, avec les oreilles plus rouges qu'à son départ, avec plus de sang aux paupières. Il fit appeler Nagô et lui dit :

— *Ils* ont fait partir le petit d'antilope que tu m'avais donné... Fais tout ce que tu pourras pour m'en rapporter un autre.

— Avec l'oreille percée ? dit le chasseur en riant.

— Méfie-toi, Nagô ! Toutes les balles n'ont pas la même ruse ni le même esprit...

— Alors... il avait réjoui ton cœur ? ajouta le Noir.

— Apporte m'en un autre, et tu seras davantage mon ami...

Ce qu'il advint de Tân échappa aux regards des hommes. La brousse et la forêt sont larges. Le chasseur n'y foule pas deux fois la même feuille. Les jeux de la vie et de la mort y sont libres et leur champ mal limité...

Vers la fin de la saison sèche, comme le moment était venu

de préparer les cultures annuelles, des étrangers arrivèrent du Soudan et dirent aux anciens d'un village qu'une dizaine de lieues séparaient de la ville habitée par le Toubab :

— Si nous suivions notre désir, c'est près de vous que nous espérerions nos prochaines récoltes...

— La brousse est dans la main de Dieu ! répondirent les gens du pays. Préparez des terrains au delà des nôtres, payez vos impôts au gouvernement, et ne faites de tort à personne...

Le lendemain, ces jeunes fous, éloignés des conseils de leurs pères et de leurs grands-pères et qui n'avaient apporté d'amulettes que pour protéger leur corps, se mirent à considérer l'étendue de la brousse à défricher, le nombre des arbres à couper. Ils palpèrent la paille qui craquait sous leurs doigts, les feuilles des arbres racornies par une longue sécheresse, et dirent simplement :

— Comme le feu nettoierait bien les endroits dont nous avons besoin !...

L'un d'eux, fatigué d'avance de manier la hache, alluma les herbes en plusieurs points, à l'heure où le soleil décline qui, pour la terre, est la plus chaude du jour :

— Il n'y a pas de vent, dit-il. Tout ça va brûler tranquillement pendant que nous nous reposerons...

Au crépitement des tiges, les enfants du village accoururent. Et comme les herbes flambaient avec lenteur, pour s'amuser, les enfants chantaient : « Le feu ! Oh ! le feu ! » « Le feu ! Oh ! Le feu ! » avec la joie des premiers hommes noirs qui virent la fumée jaillir entre deux bois frottés. Et les étrangers se tapaient dans les mains de l'un à l'autre, pour témoigner de leur joie, et ils riaient parce que le travail se faisait tout seul.

Cependant, comme le soleil se refroidissait et que les lumières s'allumaient dans les maisons des hommes, un vent d'Est s'éleva ; vent hors de saison, sur lequel on ne comptait plus, qui avait dû s'attarder quelque part derrière les monts du Fouta-Djallon ; un vent qui ne voit jamais l'eau, qui fendille les sabots des chevaux et des ânes, qui dessèche les lèvres et les paupières des hommes.

La colère du feu s'éveilla.

La flamme sautilla d'une touffe à l'autre, se répandit sur un front qui dépassa vite les hommes et les champs qu'ils

désiraient. Les milans et les émouchets, selon leur habitude, arrivèrent à tire d'ailes pour surveiller les rats et autres rongeurs que la chaleur fait sortir de terre. Ils volaient d'abord sur place. Mais bientôt l'étendue des flammes les obligea à des va-et-vient de plus en plus allongés.

Et les enfants, qui riaient et dansaient tout à l'heure, se mirent à trépigner et à pleurer lorsque furent détruites les petites cases qu'ils avaient bâties en bordure des champs, à l'imitation de celles de leurs parents, et qui abritaient le secret de leurs jeux.

Les hommes du village voisin, à la vue des fumées et des petits rapaces qui survolent les feux de brousse, commencèrent à s'effrayer : dans leurs champs se trouvaient encore en nombre des tiges de mil rompues et les herbes desséchées qui avaient succédé aux récoltes. Pour écarter la menace de leurs habitations, ils allumèrent un contre-feu dont la fumée se maria bientôt avec les autres fumées.

... Alors, à mesure que le feu s'éloignait des hommes, noircissait la terre et pénétrait dans la broussaille jaunie, de tous les fourrés, des « jungles » minuscules créées par les roseaux et les arbustes épineux, du sein de la terre et des touffes de bambous, sortirent les petits animaux que rien à l'ordinaire ne décèle à la vue, tant leur prudence est grande et la lumière du jour pénible. Habitués aux petits incendies annuels, les lièvres s'étaient d'abord simplement reculés : ils couraient maintenant le long de la ligne embrasée, refusant de s'éloigner de leur terrier, promenant en tous sens leur derrière blanc qu'ils soulevaient par saccades. A leur suite trottinaient les rats, les mulots, les souris des champs, les écureuils de terre et les écureuils de palmiers qui étaient descendus dans la plaine en quête d'arachides que nul n'avait glanées.

A mesure que la flamme courait et gagnait en largeur, les chats sauvages se décidaient à fuir, mêlés aux chats-pards, aux civettes musquées, aux élégantes genettes qui fréquentent assidûment les poulaillers. Et sans ouvrir les ailes, — suprême ressource, — les perdrix, les pintades et les poules de Pharaon prenaient le pas de course pour distancer le feu.

Mais, à vrai dire, nul d'entre les animaux ne se pressait beaucoup : ils espéraient sourdement et à chaque instant que le vent tomberait, qu'une éclaircie, une partie dénudée de la

terre arrêterait le cours des flammes. Ils ne se pressaient pas, et disaient seulement dans leur petite cervelle : « Nous ne sommes pourtant pas des hommes, ni des éléphants, ni des oiseaux voyageurs,... nous tenons à notre demeure et à nos habitudes... » Et ils ne s'en allaient qu'au petit trot.

Cependant que, derrière eux, les arbustes et les hautes herbes qui retenaient avarement des gouttes de sève pour attendre les premières pluies éclataient, et que ces réserves d'humidité fusaient en une mince vapeur aussitôt dévorée.

L'œil méfiant, les Soudanais, si ingénieux tout à l'heure, se dirent l'un à l'autre :

— Le feu est en train de dépasser nos intentions !

Mais comme ils se trouvaient en petit nombre et les pieds nus, ils se retirèrent du côté du village qui les avait accueillis, priant Dieu et les Génies de l'air d'apaiser la folie du feu.

Aussi loin que pouvait porter la vue, la flamme et la fumée devinrent maîtresses de la terre, maîtresses du ciel que le jour abandonnait ; — la flamme qui donna aux hommes l'avance sur les bêtes, la fumée qui ne plaît qu'aux hommes pour les humbles satisfactions du foyer. Et devant la flamme et la fumée, sortirent en nombre des espèces de bêtes que des générations humaines avaient perdu leur temps à dénommer : les animaux dont les anciens parlaient avec importance, ceux que les chasseurs avaient rencontrés au cours de leurs randonnées, et d'autres inaccessibles qui faisaient l'objet de leur désir et fréquentaient seulement leurs rêves.

A l'entrée de la nuit, un village sur la droite alluma des contre-feux. Puis un autre. Et un autre encore. Si bien qu'un vaste hémicycle rougeoyant remplaça dans le ciel le bref crépuscule. A leur aise dans la nuit, les engoulevents prirent la place des émouchets et des milans qui, avant de quitter leur ripaille, avaient chanté leur supériorité sur les bêtes lourdement incapables de franchir la barrière rouge. Tandis que sur un ordre mystérieux qui parcourait les dessous de la terre, les termites se hâtaient et bouchaient d'urgence les orifices de l'empire. Et à mesure que les ouvriers crachaient toute leur salive pour humecter le mortier des cloisons, les dirigeants pensaient que, le flot brûlant une fois écoulé, il faudrait bâtir en hauteur pour éviter la terre cuite.

Les bêtes qui fuyaient et celles qui se muraient dans les profondeurs, toutes les bêtes gémissaient, entre deux hoquets : « Pourquoi nous montrer ainsi leur force? Nous ne leur disputions pas le pouvoir de la terre... »

Le feu prenait figure de fatalité, devenait un des instruments dont se sert la nature pour la sélection des espèces que les désastres de l'eau avaient jusque-là mises en valeur. A chaque instant, des tortues, suffoquées, agitaient un instant leur mâchoire édentée et se réduisaient sous leur carapace pour attendre la mort... Et, comme les tortues, les caméléons et autres bêtes au pas prudent, au pas hésitant, acceptaient le destin, tête contre terre, innocentes et résignées.

D'autres, plus alertes, se réfugièrent au cœur de sombres taillis, sous des arbres énormes, disant : « Bien sûr que tout ça ne flambera pas comme l'herbe de la plaine... » Mais, poussé par le vent d'Est, le feu atteignit la haute brousse, envahit la forêt, entreprit de détruire les espoirs des arbres récemment sortis de terre et qui regardaient obstinément le ciel. Habitants des lisières, les bananiers se gonflaient, éclataient et, soudain ramollis, s'écroulaient. Par la flamme, les palmiers se voyaient en un instant délivrés des lianes qui les enlaçaient et des singes qui leur déchiquetaient la tête ; mais nourris d'une sève abondante et liquide, ils résistaient aux atteintes de la chaleur. D'autres essences, en revanche, se distillaient et répandaient des odeurs de rose inconnues jusqu'alors.

Courant et dansant à travers la nuit, le feu ramassa sur son passage des biches naines au crâne orné de deux pointes acérées, des biches rayées qui fréquentent les clairières, des antilopes-cheval aux cornes torses qui font la gloire des chasseurs, un lion solitaire et vieux qui se rapprochait des troupeaux et commençait sa tournée nocturne.

Un à un se mirent ainsi en marche tous les animaux qui font le sujet des fables immortelles que les vieillards enseignent aux enfants et que les griots récitent pour distraire les rois. Sur la terre qui garde obscurément la trace du soleil, cela devint la sarabande des « tannas », des animaux-fétiches, signes de ralliement des tribus humaines. Plus de querelles ni de préséances : les sorciers et les meneurs de peuples n'y eussent point reconnu leur animal protecteur, incapable de se protéger lui-même en cette nuit de malheur.

Et tout ce peuple de la brousse et de la forêt fuyait à travers les arbres qui demain se dessécheraient et plus tard deviendraient des squelettes tout blancs au clair de lune. Du sommet des géants qui, par orgueil, protégeaient des tornades leurs frères moins élevés, les oiseaux s'échappaient, aveugles, les plumes ébouriffées, pendant que les feuilles s'agitaient comme la crinière de gigantesques bêtes dont les pieds attachés au sol n'eussent pu piétiner l'ennemi.

Le vent d'Est portait maintenant le feu en tous sens. Feu et terre : ces deux éléments s'unissaient avec un éclat impudent Le feu riait, crépitait, hurlait. La terre gémissait.

Et le feu pénétra dans une autre plaine où s'était réfugiée une harde d'antilopes au poil onctueux. En tête, un vieux mâle aux cornes lourdes et cintrées. A la même hauteur, un jeune mâle se tenait à peu de distance, fier des quatre anneaux de ses cornes, droites encore, mais hautement plantées. Son flanc portait la trace de récents combats. Son oreille gauche était percée d'un trou, à moitié chemin de l'extrémité.

Ils prirent le trot, sans inquiétude, encadrant la harde. Derrière eux, le crépitement condamnait l'horizon, le vent apportait la fumée et les flammèches. Mais tout ce qui est antilope sait que ses pattes sont plus rapides que les feux de la terre : il suffit de trouver le bon chemin...

Quand les Soudanais rentrèrent chez leurs hôtes, les enfants avaient déjà parlé. Des regards obliques les accueillirent.

— Est-ce que vos pères n'étaient pas des esclaves libérés? demandèrent les vieux.

— Qu'ils aillent donc rejoindre leurs cousins, les rois du Soudan!... dirent quelques maris méfiants et qui se moquaient.

— Nous ne leur cuirons plus de repas! glapit une vieille femme. Si le vent avait tourné, le malheur serait tombé sur le village!... Les anciens méritent encore d'être consultés...

Sans répondre, les étrangers déménagèrent leurs paquets et leurs instruments de culture. Face au feu qui s'éloignait, ils couchèrent au pied des arbres, les lèvres serrées, la poitrine vide...

A la troupe des antilopes se joignirent les biches essoufflées qui étaient parties au début, des sangliers à la tête verru-

queuse qui, par colère, faisaient grincer leurs défenses grosses comme des cornes de génisse, et aussi un porc-épic qui redoutait de faire griller ses piquants dont l'éclatement des tiges couvrait le cliquetis. Autour d'eux, ramassés par l'immense filet, surgissaient encore de derrière les pierres et du creux des arbres, toutes sortes de bêtes et de bestioles rampantes, bondissantes, sautillantes, qui ne recherchaient leurs semblables que la nuit, pour continuer l'espèce.

Pelages ravagés et roussis. Élytres racornis de gros insectes qui tournaient en rond dans la fumée. Le feu, dont les ailes s'allongeaient sans trêve en se refermant, rassemblaient là des animaux qui d'ordinaire se redoutaient, qui se haïssaient d'occasion ou du fait des ancêtres. Et dans leur dos le feu grimpait aux arbres, mangeait les étoiles, recréait dans la nuit un jour sinistre et sanglant.

Un chacal s'arrêta, fou de terreur, hurla à la mort; cela fit détaler plus vite les antilopes.

Bousculant tout sur leur passage, trois buffles égarés et massifs croisèrent le troupeau des fuyards. Ils n'intéressèrent personne. Des serpents à la démarche silencieuse se glissèrent entre les pattes pointues, entre les pattes griffues, sous les ventres, affairés, tête haute, l'œil plat et luisant : trigonocéphales à la morsure infâme, boas indolents et gigantesques, serpents noirs dont les joues se gonflent de fureur. Dans leurs méandres, ils sifflaient et crachaient. « Le feu n'oublie rien !... il brûlera tout !... » avouaient ces orgueilleux. Inutile de leur parler de proies faciles. Les lièvres et les biches naines ne s'écartaient pas de leur chemin; mais il faut une heure pour avaler un lièvre et huit jours pour le digérer en paix. Qui donc oserait parler de proie en ce moment où chacun haletait ou serrait les mâchoires?...

Hoquets, souffles, piétinements... Le feu dansait, projetait des flammes en guirlandes, en masses vite éparpillées, en éclairs et en volutes, le feu frisait les poils et retroussait les écailles. Et toujours ces crépitements capables de couvrir tous les appels. Mais qui appeler? qui suivre pour échapper à ce feu qui détruisait les conventions nocturnes de la brousse?...

Descendus des arbres où ils risquaient d'étouffer, les singes s'étaient mis à galoper sur leurs quatre mains. Ils ne savaient pas encore où ils allaient, mais ils s'écartaient de la zone

ardente. Il y avait là des singes roux à tête de chien, hargneux et disciplinés, des singes à favoris, pleurards et ridicules, des singes verts agiles et doux, des singes orangés qui ne descendent jamais à terre. Ils allaient et se mêlaient à cette foule disparate où les bêtes s'ajoutaient aux bêtes, les espèces aux espèces, comme dans la succession des heures au cours de la création du monde.

Tous rampaient, trottaient, galopaient, sautaient, sans choisir le sol de leurs foulées, de leurs détentes, de leurs déroulements, avec le vent qui rabattait la fumée sur la peau et l'enfonçait dans les gorges. « Les paturages sont perdus!... » pensaient les antilopes et les biches. Et, dans le langage des préoccupations, elles maudissaient les grands voraces qui avaient, sans doute, excité la colère des hommes.

Nul ne songeait plus à s'écarter de son voisin, pas même de cette hyène à la cervelle stupide qui hoquetait et grognait parce que ses pattes de derrière étaient trop courtes. On pouvait voir un solitaire qui frottait son flanc contre une biche farouche, et, côte à côte, des bêtes de la même famille qui avaient jusque-là refusé de s'aimer et se trouvaient sur la même piste. Tous les sentiments étaient abolis, qui font que le chasseur trouve parfois un mâle d'antilopes mort avec une corne brisée dans le flanc, et les chats-tigres et les lynx qui s'étaient crus les maîtres de la brousse se voyaient tout mesquins à côté d'une lionne énorme et essoufflée.

Et ils allaient, trottinant, trottant, sautant, galopant, parce qu'il fallait faire tout cela pour échapper au feu et que c'était vraiment la seule chose à faire. Et chacun se démenait selon ses habitudes ancestrales, — ou mieux encore, car les plus faibles essayaient de moyens inaccoutumés.

En avant, l'antilope à l'oreille percée accélérait l'allure et dépassait le vieux mâle en tête de la harde. Taille fine, muscle rond et ferme, pattes minces, le poil luisant comme aux heures de sécurité, le jeune guide allongeait ses foulées. Au loin, trop loin encore pour les yeux des autres antilopes et des fous qui suivaient, il venait d'apercevoir de minuscules points brillants, que d'un coup il reconnut pour ces petites flammes allumées par les hommes dans leur maison et qui ne brûlent personne...

Mais à ce moment, survint une nouvelle et plus grande

misère. La fumée avait rallié les éclopés de la brousse, ceux qui, par crainte ou par fierté, cachent leurs maladies et leurs blessures. Une biche sautillait sur trois pattes; une outarde remorquait son aile cassée par un plomb; le poil du dos hérissé, un phacochère secouait sa machoire inférieure disloquée par une balle; une panthère, honteuse de sa déchéance, montrait son épaule déchirée par une lance de berger.

Leur infortune les mêlait aux bêtes qui ont des mouvements courts et sans portée, aux bêtes dont les muscles sont mous et mal tendus. Ensemble, ces êtres pitoyables s'arrêtaient, par instants, hors des atteintes de la fumée, pour regarder le ciel. L'heure des nuages n'était pas venue, ils le savaient mieux que personne, les nuages étaient encore en route. Mais ils interrogeaient quand même, parce que tout ce qui remue, dans le monde, espère gagner le destin à force de désirs ou de prières.

Et ils reprenaient leur course, boitillant, sautillant, abandonnant leurs forces sur le terrain, impuissants à suivre, même de loin, le chemin des antilopes.

— Le sort qui guérit a donc changé de face! gémissaient-ils.

Et tous regrettaient le périlleux silence des nuits...

L'éclaircie, la chute du vent, les nuages humides, la tranche d'herbe verte : ces espoirs, obscurs ou précis, avaient été déçus. Le feu et la flamme restaient libres de leur véhémence. Alors, il fallait aller plus loin, plus vite, suivant la longueur des pattes.

Tout d'abord, des mères s'étaient attardées, derrière leurs petits, les poussant du mufle. Elles n'avaient pas toutes pu faire comme la lionne qui portait ses lionceaux à tour de rôle entre ses dents. Maintenant, chacun de son côté, n'est-ce pas?... Les gestes éternels disparaissaient dans le désastre...

— Mais où allez-vous? se demandaient entre eux les parents, les amis, les cousins, les semblables par le sang, la ruse ou la médiocrité.

— Nous suivons ceux qui précèdent!... Nous suivons!...

Oui, puisque ce feu ne voulait pas s'éteindre, où allait-on? On aurait voulu questionner les singes, plus malins et qui ont coutume de surveiller les routes de plus haut... Les singes avaient perdu la voix. « Toutes les graines seront grillées!... Que mangerons-nous demain? » pensaient les singes en grin-

çant des dents, tandis que les guenons songeaient à se débarrasser de leur petit agrippé à leur ceinture. A qui demander le chemin? Qui reconnaître? Les robes, les pelages étaient couleur de feu, même la défroque grise et tachetée de l'hyène... A qui s'en remettre, quand derrière soi menaçaient les silhouettes des arbres, noires sur le rideau de flammes?

Un clan retardataire s'écarta sur la gauche, en direction d'une verdure sombre qui bordait un marigot, — car dans la plus stupide cervelle il ne fait pas de doute que l'eau ne soit le remède du feu. Mais quand les bêtes arrivèrent sur la berge, elles virent en nombre inquiétant des semblants de bois morts au ras de l'eau... Les crocodiles de la région s'étaient donné rendez-vous au tournant de la rivière, suivant la vieille tactique : tels les milans qui se ressemblent au-dessus du feu. Et les reflets de l'incendie allumaient leurs yeux flottants et verts.

Un imprudent qui s'approcha du bord pour étancher sa soif fut happé par le museau... Ce fut la panique, le retour vers la foule inégale qui suivait les antilopes. Chacun voulait hurler, provoquer un cri de ralliement. Mais nul ne pouvait desserrer les babines, et la lionne était trop occupée à tenir son petit, la mâchoire énervée au point de percer la peau flasque de la petite loque inerte et étonnée.

En tête, l'antilope à l'oreille percée courait toujours devant les mâles plus puissants, — justement ceux qui prétendaient, deux saisons auparavant, lui interdire l'approche du troupeau parce que sa robe gardait une odeur d'homme. Le jeune mâle galopait, les naseaux secs. A chaque foulée, il devenait de plus en plus le seul guide de cette cohue. Une force, qui s'emparait de sa cervelle obtuse, le poussait du côté des petites lumières pâles et immobiles qui avaient marqué leur souvenir dans ses yeux de jeune antilope, vers ces lumières qui avaient éclairé ses premiers sommeils et qu'il voyait maintenant bien distinctes des étoiles. Et les fous de toute taille et de toute force qui fuyaient le feu, haletants, épuisés, les muscles durcis, le suivaient, — parce qu'une troupe suit toujours celui qui sait où il va et qui le sait fortement. Il venait en effet de repérer des odeurs de bœufs, des sentiers foulés par les hommes qui coupent les bois et remuent la terre, en répandant leur sueur. Dans sa charge, le jeune mâle bousculait des herbes frôlées par les hommes, des arbrisseaux effeuillés par les enfants des hommes.

A mesure qu'il avançait, il se souvenait aussi du nom que lui avait autrefois donné un homme... Tàn... Tàn... Cette sonorité lui redevenait familière... Tàn!... Tàn!... Cela couvrait les halètements et les râles de la terre. Ah! il savait maintenant où il allait, vers qui il allait, il ne craignait plus ce feu qui les pourchassait, lui et ses semblables, ni la cendre qui tombait sur la trace de leurs pas...

Et, loin de la flamme qui tuait et sautait sur de nouvelles proies attachées au sol, attardées dans le sable ou la rocaille, il entraînait les amis et les ennemis, audacieux ou couards, rageurs, ou craintifs, les bêtes aux mâchoires inachevées, les bêtes aux dents usées et, clopin-clopant, les misérables, sur le chemin dont les bêtes libres s'écartent, Tàn conduisait toute la horde de la brousse vers la maison des hommes...

Ce soir-là, le maître de Tàn était au Cercle. Il jouait au bridge avec ses amis. En voyant les proportions du feu, l'un d'eux avait dit :

— Ces Noirs sont fous!... Ils vont tout détruire!...

— On verra plus clair dans la brousse, dit un autre joueur.

Vers dix heures, le maître de Tàn demandait « quatre pique contré » et tenait bien son jeu. Le « mort », qui se reposait, crut entendre, — dit-il à la fin de la partie, — un grondement lointain, puis des sifflements, des meuglements, des hurlements, des bêlements... Les joueurs ne se rendirent pas très bien compte s'il s'agissait d'un tam-tam de noces, de bœufs volés ou échappés, ou encore de panthères en train d'enlever un troupeau. Seul, le *boy* du Cercle manifesta quelque émotion en marmonnant des prières.

Le maître de Tàn fit « une de mieux » avec trois honneurs, ce qui, à tout prendre, avait son importance...

Le lendemain, les cultivateurs qui sortaient de la ville pour préparer leurs champs, trouvèrent aux abords immédiats des faubourgs le sol trituré, les clôtures renversées et piétinées, les tiges de mil broyées, les arbustes aplatis comme par le passage d'une cavalerie. Ils rencontrèrent des bergers qui couraient après leurs troupeaux : « tout s'était détaché dans la nuit, criaient-ils, éparpillé dans le voisinage, à l'abri des cases et greniers! » Des bœufs, qui avaient davantage perdu leur

pauvre grosse tête, et un audacieux taureau ne rentrèrent de la brousse qu'au milieu du jour.

Grandes palabres sur la place publique. Certains parmi les Noirs prétendirent que c'étaient les chevaux du défunt Samory qui emportaient les âmes de leur roi et de ses guerriers vers de nouvelles batailles. Tous se mirent d'accord pour bénir les ancêtres qui recommandaient aux enfants de ne jamais sortir la nuit, de redouter les génies errants, les sorciers qui se changent en bêtes, et les bêtes elles-mêmes qui viennent enlever le bétail ou surprendre les secrets de la puissance des hommes en se nourrissant de leur chair...

Nul ne sut au juste ce qui s'était passé. Seul Nagô Konaté, arrivé dans la journée, quand il se présenta dans la cour du Toubab reconnut Tân et son oreille percée. Il resta un moment pensif, se mordit les doigts de dépit, et « regretta, dit-il, un voyage de plaisanterie qui l'avait éloigné d'une chasse au feu sans pareille!.. »

Les autres Noirs de l'escale ne cherchèrent pas à le contredire ni à comprendre le sens de ses paroles, et préférèrent la bienheureuse paix que donne l'ignorance.

Toutefois, en voyant le Toubab se pencher sur la grande antilope, rude et soumise à la fois, promener la main sur son poil onctueux et dru, Nagô et quelques familiers détaillèrent leur admiration et leur surprise. Le Toubab, lui, paraissait impassible, comme si le retour de Tân eût été chose naturelle, attendue. Non point qu'il ne fût grandement étonné lui-même; mais il gardait ses impressions, il s'étonnait en dedans, — afin d'augmenter son prestige.

Et, négligemment, il passait un doigt dans le trou de l'oreille de Tân, que l'âge avait agrandi.

André Demaison.

BALKANS NOUVEAUX

III[1]

LA GRANDE ROUMANIE

Sous un ciel bas et épais, entre deux rives plates, l'énorme Danube roule ses eaux boueuses. De part et d'autre du fleuve qui, sur quelque trois cents kilomètres, sert de frontière entre Bulgarie et Roumanie, même paysage plat et maussade, mêmes plaines marécageuses où paissent, comme ils peuvent, de maigres troupeaux. Çà et là, quelques groupes de huttes misérables; les vrais villages sont rares : pour les rencontrer, il faut s'éloigner des rives et gagner un territoire moins inondé, plus fertile.

Trois fois par jour, un bateau traverse le Danube, de Roustchouk à Giurgiu et inversement. En attendant celui qui doit m'amener à la rive roumaine, je vois débarquer, avec bagages et mobilier, quelques centaines de réfugiés, provenant de la Dobroudja. Encore ! Cet exode lamentable ne sera donc jamais fini ! Un peu plus tard embarqueront avec moi pour la Roumanie quelques centaines de paysans bulgares, ouvriers agricoles ou jardiniers, qui vont s'embaucher de l'autre côté pour la saison. Leur aspect n'est pas beaucoup plus réjouissant que celui des réfugiés.

Ainsi entre les deux pays voisins, le fleuve semble bien moins une barrière qu'une voie d'échange et de communica-

Copyright by Maurice Pernot, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre et 1er novembre.

tion. Le Danube n'a jamais séparé, il a toujours uni. Il unissait mieux encore en plein hiver, il y a quelques mois. Traversant à pied sur la glace une frontière impossible à garder, les paysans roumains arrivaient par milliers à Roustchouk, où ils trouvaient denrées et ustensiles à meilleur compte que dans leur pays. Les douaniers, pour une fois, ont fermé les yeux, et les commerçants de la petite ville bulgare ont eu pendant quelques jours l'illusion de retrouver leur activité d'autrefois. Comparant les deux clientèles, l'un d'eux m'observait, non sans quelque amertume : « Si le Bulgare, au lieu d'être sobre et économe, était aussi dépensier et bon vivant que le Roumain, on pourrait vivre... »

Il semble bien qu'ici la nature ait été plus forte que la volonté des hommes. Entre deux peuples voisins, qui furent souvent amis et continuent d'avoir besoin l'un de l'autre, la guerre n'a pas creusé d'abîme infranchissable. Des deux côtés du Danube, on aspire à la bonne entente, à la collaboration fructueuse, à la paix. Si parfois les regards se chargent d'inquiétude, c'est qu'ils se tournent plus loin, au delà de la péninsule balkanique, et qu'à certains symptômes ils croient deviner que quelques chancelleries plus ou moins lointaines n'ont pas encore renoncé à cette « grande politique », dont les nations des Balkans furent presque toujours les victimes.

PAQUES ROUMAINES

Un petit chemin de fer zigzaguant et paresseux mène en deux heures et demie de Giurgiu à Bucarest. Avant d'entrer dans la gare du Nord, il traverse lentement une banlieue sordide, interminable. Et le contraste est vif, lorsqu'on passe tout à coup des faubourgs boueux, ruineux et chaotiques, aux quartiers monumentaux, aux boulevards larges et propres d'une grande ville européenne. Bucarest, qui avant la guerre ne comptait pas 350000 habitants, en a maintenant près d'un million. De tous côtés, l'on a construit, et néanmoins cette capitale souffre, comme toutes les autres, du manque de logements. Elle se ressent aussi d'un développement rapide et hâtif : tous les matériaux s'y mêlent, tous les styles s'y heurtent, dans une confusion sans harmonie. La seule beauté de Bucarest, ce sont ses jardins. Lorsqu'aux premiers jours d'avril, soudain et

impétueux éclate le printemps, la laideur des architectures prétentieuses ou banales disparaît, noyée dans la verdure et dans les fleurs.

Une circulation intense; des autos innombrables et somptueuses. La foule animée et bavarde, les femmes bien habillées, les étalages des boutiques composés avec goût, les camelots braillards, tout cela, à l'heure du *Corso*, évoque en mon esprit des souvenirs mêlés de Naples et de Paris. Groupés à l'angle des rues ou devant les cafés à la mode, des officiers, des jeunes gens lorgnent les passantes. Les beaux attelages montent et descendent au petit trot la *Calea Victoriei*, menés par d'imposants cochers en robe de velours et bonnet d'astrakan. Des fleurs partout dans la rue, presque autant de fleurs que de journaux. Une impression de luxe agréable, peut-être un peu excessif.

Le carême orthodoxe, que j'imagine moins sévère ici qu'en Bulgarie, se termine cette nuit; et déjà l'on poudre de sable fin les rues que doit parcourir le cortège des Régents pour se rendre à l'Église Patriarcale, où, à minuit, sera béni le feu nouveau. L'église est juchée sur une colline qui domine la ville et groupe, entre autres monuments officiels, la résidence du métropolite et le Palais législatif. Une nuit de printemps tiède et claire, illuminée d'étoiles. Bien avant l'heure fixée pour la cérémonie, dévots et curieux ont envahi les abords de la petite place, que garde avec bonhomie un bataillon de chasseurs. Fonctionnaires, officiers, diplomates en uniforme, dames en toilette du soir pénètrent dans la petite église où fut couronné le roi Charles. Une fanfare de trompettes annonce l'arrivée des Régents. Encadrées de gendarmes bleus, les berlines de cour, attelées à la Daumont, débouchent sur la place. Tous les chevaux vont l'amble, et le balancement des grands chasse-mouches blancs suspendus à l'encolure souligne étrangement cette allure dansante : une entrée de cirque, dans les ténèbres et le silence.

Minuit. La procession sort de l'église. Derrière le clergé, les trois Régents : le prince Nicolas, le patriarche, voilé de blanc et le premier président de la Cour de cassation. Les princesses suivent, puis les hauts dignitaires de la Cour. Rapide comme un éclair, le feu nouveau gagne de proche en proche; comme par miracle, des milliers de petits cierges s'allument, sortis de

la musette des soldats, des poches des assistants. Des fusées éclatent, les cloches s'ébranlent, le canon tonne, tandis que, comme pour perpétuer le souvenir de l'esclavage turc, un bedeau s'escrime avec deux bâtons sur une longue pièce de bois. C'est ainsi qu'au temps où l'Islam condamnait les cloches au silence, on appelait les chrétiens à la prière.

Les beaux chants de la liturgie orthodoxe alternent avec les fanfares militaires. Personnages officiels, prêtres, soldats, échangent le baiser de Pâques. Et déjà la flamme sacrée, propagée de main en main, descend la colline, pour se répandre dans les rues de Bucarest, où des milliers de passants joyeux la promèneront jusqu'à l'aube.

LIBÉRAUX ET NATIONAUX-PAYSANS

Voilà sous quel aspect m'apparut d'abord la capitale d'un pays qu'on disait être en pleine révolution. Il est vrai que les journaux roumains ont pour le superlatif et le sensationnel un goût presque aussi vif que leurs confrères d'Italie. Cette tendance m'étant connue, je m'étais gardé de prendre au tragique certaines dépêches, et ne m'attendais pas à trouver des barricades dans les rues de Bucarest. Néanmoins, après ce qu'on m'avait dit, tant de calme insouciant m'étonnait un peu. A quels signes reconnaître cette colère d'un peuple exaspéré par l'injustice de son gouvernement et tout prêt à se révolter? Je ne devais pas beaucoup tarder à comprendre.

Sortie de la guerre mondiale victorieuse et agrandie, la Roumanie s'était aussitôt trouvée aux prises avec des difficultés intérieures fort graves. Que le parti libéral exerçât lui-même le pouvoir, ou qu'il le remît provisoirement à des délégués occasionnels et impuissants, une nouvelle opposition ne cessait de grandir, avec laquelle on ne pouvait plus transiger, car elle voulait tout ou rien. Tel M. Giolitti en Italie, M. Jean Bratiano, de temps en temps, cédait la place à M. Vaïda Voevod, au général Averesco, au prince Stirbey. Mais il ne tardait guère à la reprendre, et chaque fois il retrouvait une situation plus difficile. Pendant l'été de 1927, après le gouvernement éphémère du prince Stirbey, le grand homme d'État libéral avait procédé, une fois encore, à de nouvelles élections. Sur ces entrefaites, le roi Ferdinand mourut (20 juillet), laissant le trône à son

petit-fils (1), un enfant de cinq ans, et le pouvoir à Jean Bratiano, qu'on appelait déjà « le roi sans couronne ». Mais le 24 novembre, Jean Bratiano mourait à son tour.

Cet événement inattendu allait-il marquer la dissolution et la déchéance du parti libéral? L'opposition n'en doutait guère. Cependant la Régence demanda à M. Vintila Bratiano qui était ministre des Finances dans le Cabinet présidé par son frère, de prendre la tête du gouvernement, et, en apparence, il n'y eut rien de changé. Renouvelant le geste de Jean, Vintila avait offert quelques portefeuilles aux chefs de l'opposition, qui les refusèrent. Au mois de mars 1928, se produisaient coup sur coup deux graves incidents : après avoir averti la Régence, les députés de l'opposition quittaient le Parlement, et, comme pour signifier leur volonté de transporter la lutte sur le terrain national, ils appelaient à Bucarest et faisaient défiler dans les rues de la capitale trente mille paysans qui réclamèrent la démission du cabinet libéral. Les fêtes de Pâques avaient ramené la paix, mais ce n'était peut-être qu'une trêve.

Les premiers hommes politiques à qui je demandai des entretiens ne doutèrent point que je fusse venu en Roumanie « pour voir la révolution ». En vain je protestais de la pureté de mes intentions, en vain j'observais que j'avais quitté Paris depuis plus de deux mois, avec un itinéraire préétabli. Partout on m'accueillait avec la même phrase; la seule différence était dans le ton, tantôt empreint de scepticisme et d'ironie, tantôt exprimant l'ardent désir et la conviction sincère. En fait, l'histoire de la Roumanie d'aujourd'hui se résume dans la querelle qui divise les libéraux et leurs adversaires. N'ayant pas à y prendre parti, je ne saurais mieux faire que de laisser aux uns et aux autres le soin d'exposer et de défendre leurs idées. Pour des raisons que l'on devine, il m'arrivera quelquefois de laisser dans une ombre discrète la personnalité de mon interlocuteur.

— Le parti qui détient aujourd'hui le pouvoir, me dit un libéral, a joué depuis trois quarts de siècle en Roumanie un rôle si considérable, qu'on ne peut pas séparer son histoire de

(1) On sait que le prince Carol, fils aîné du roi Ferdinand et héritier présomptif de la Couronne, a renoncé formellement à son droit de succession. Depuis lors, il a paru enclin à revenir sur cette décision. Mais, bien qu'il compte encore des partisans, surtout dans l'armée, je n'ai pas eu l'impression que la question dynastique jouât un rôle de quelque importance dans la politique roumaine.

l'histoire même du pays. Il naît d'une réaction de la bourgeoisie nouvellement formée contre l'aristocratie féodale des grands propriétaires. La lutte, longtemps circonscrite entre deux partis, conservateur et libéral, tourne à l'avantage du second, plus actif et plus apte à gouverner. Mais voici qu'au suffrage censitaire et restreint succède le suffrage universel, et qu'au vieux royaume s'unissent les provinces recouvrées. De nouveaux partis se forment. Le plus puissant d'entre eux, le parti « national-paysan », juge que nous avons gouverné assez longtemps et nous somme de lui céder la place. Pourquoi ne le faisons-nous pas? je vais vous l'expliquer.

« Il y a quelques mois, nous avions offert aux nationaux-paysans de former avec eux un gouvernement de coalition, où ils auraient eu la moitié des portefeuilles, notamment celui de l'Intérieur. Ce gouvernement aurait eu pour unique programme de faire des élections libres, sous le contrôle des deux partis. Nos adversaires ont refusé : ils veulent tout et tout de suite. Or, nous les jugeons, pour le moment, tout à fait incapables d'exercer le pouvoir. Ils prétendent avoir derrière eux la grande majorité du pays; mais rien ne nous oblige à les croire. Ils nous déclarent indignes de gouverner; mais pourquoi?

« Le parti libéral a créé la Roumanie moderne : c'est grâce à lui que ce pays fait partie de l'Europe. Sans remonter aux temps anciens, qui donc a dirigé la politique roumaine durant les années critiques de la grande guerre? Qui a réuni à l'ancien royaume les nouvelles provinces? Qui a écarté le péril bolchévique, en réalisant coup sur coup la réforme électorale et la réforme agraire, en introduisant le suffrage universel et la petite propriété? C'est le parti libéral. Un pareil bilan révèle-t-il la faillite ou le succès? Le gouvernement actuel n'aperçoit, ni dans la situation parlementaire, ni dans celle du pays, aucune raison de passer la main. Tout au contraire.

« Dans des circonstances normales, nous consentirions volontiers, nous verrions même notre avantage à nous retirer en pleine gloire. N'ayant aucun usage du gouvernement, le parti national-paysan aurait bientôt fait de s'y user, d'y perdre son prestige et sa popularité : le parti libéral serait libre de choisir son heure, et reviendrait quand il voudrait. Mais ce n'est pas le moment de faire de telles expériences. Une situation extérieure à consolider, un vaste programme d'unification

législative et administrative à réaliser, une politique sociale à créer de toutes pièces ; enfin une œuvre de reconstruction économique et d'assainissement financier, dont M. Jean Bratiano a jeté les bases et fixé les principes, et que son frère est présentement en train d'accomplir : voilà quelle est la tâche du gouvernement. Si encore les nationaux-paysans devaient se borner à ne rien faire de bon, soit ! Mais que, par leur maladresse, ils compromettent le résultat de nos efforts et l'avenir même du pays, c'est à quoi nous ne pouvons pas consentir.

« Nous avons toujours vu nos adversaires mettre l'intérêt de parti au-dessus de l'intérêt national : n'ont-il pas fait à l'étranger une propagande sournoise contre l'emprunt que nous préparons? Ils n'ont voulu reconnaître formellement ni les pouvoirs de la Régence, ni même ceux du roi Michel, sous prétexte qu'il fallait en appeler à la nation. Enfin ils acceptent l'alliance des socialistes au moment où nous devons lutter de toutes nos forces contre l'action de Moscou. Au point de vue national, constitutionnel et social, nous estimons que l'avènement des nationaux-paysans serait un danger pour la Roumanie. Et c'est dans l'intérêt supérieur du pays que le parti libéral croit devoir rester au gouvernement.

Quand j'ai demandé à M. Logojano, le jeune et distingué secrétaire général des nationaux-paysans, de me faire connaître la thèse et les intentions de ses amis, voici à peu près ce qu'il m'a répondu :

— Le parti libéral a fait beaucoup pour la Roumanie, nous ne le nions pas. Mais, à l'heure qu'il est, il mène tout simplement le pays à sa ruine. Devenu tout-puissant, il n'a pas su faire une politique de gouvernement : il a fait une politique de parti, au sens le plus étroit du mot. Les garanties inscrites dans la Constitution de 1923, il les a supprimées : les élections auxquelles il a présidé étaient un défi à la liberté de suffrage ; la liberté de la presse est réduite à néant par une censure arbitraire ; la liberté de réunion n'existe plus : nos dernières assemblées, formellement interdites, n'ont été tenues qu'en dépit des gendarmes. C'est pourquoi nous avons cessé de siéger dans un parlement dont l'origine est irrégulière. Notre opposition au gouvernement a cessé d'être parlementaire, pour devenir nationale ; et la nation, dans sa grande majorité, est derrière nous.

« Le parti libéral avait donné à la Roumanie le suffrage universel et la réforme agraire. Mais, au lieu de conformer son action gouvernementale à la direction nettement démocratique dans laquelle ces deux grandes réformes semblaient engager le pays, il en a compromis les bénéfices par une politique d'arbitraire et d'autocratie. Il a cru qu'il pouvait gouverner et administrer la grande Roumanie par les mêmes méthodes et dans le même esprit étroit et égoïste avec lesquels il avait naguère gouverné et administré le vieux royaume. Les résultats? Une agriculture ruinée, une industrie créée par des moyens artificiels et qui ne peut vivre qu'au prix de tarifs protecteurs et de monopoles qui faussent le jeu de l'économie nationale ; l'argent rendu rare et cher par l'éloignement systématique des capitaux étrangers ; une hausse des prix intérieurs due à l'élimination de toute concurrence ; les richesses naturelles du pays, tantôt inexploitées, faute de technique et de capital, tantôt exploitées au seul profit du parti libéral et de ses créatures.

« C'est qu'en réalité le pays n'est pas avec les libéraux : une consultation électorale régulière leur enlèverait le pouvoir Alors ils ont jugé que la seule façon pour eux de s'y maintenir était de mettre la main sur l'économie nationale, sur les moyens de production, sur les banques. Pour atteindre ce but, ils ont choisi d'abord la voie législative. Une loi de « nationalisation du sous-sol » a mis les gisements de pétrole, les sources de gaz naturel, etc., à la merci de l'État, c'est-à-dire du gouvernement. Par la loi de « commercialisation », l'État s'est arrogé le contrôle de la formation et de l'activité des sociétés industrielles. Cela fait, il n'était plus que de concentrer toutes les grandes entreprises, banques, industries, maisons de commerce, aux mains d'une clientèle, dont on achetait bien cher les faveurs et la fidélité. Car, à mesure qu'on enrichissait par des privilèges et des monopoles avantageux les gens dévoués au parti, on réduisait d'autant le patrimoine et les ressources de l'État. Pour protéger l'industrie, on ruinait l'agriculture : car des frontières plus largement ouvertes désorganiseraient ce « système fermé », incapable de résister à la concurrence extérieure.

« Encore si c'était pour protéger une industrie nationale! Mais nous ne connaissons en Roumanie qu'une « industrie libérale », artificielle, fragile, maintenue à coup de tarifs. Et pendant que les charbonniers et les métallurgistes, clients du

parti au pouvoir, vendent leur marchandise à l'État pour un prix deux fois supérieur au prix mondial, l'exportateur de grain paye une taxe de 30000 lei par wagon, — il a payé, pour le blé, jusqu'à 40000 ! — parce que le gouvernement veut le pain à bon marché. Ainsi, pour favoriser deux millions de citadins, on réduit à la misère treize millions de paysans. En résumé, grâce à l'administration libérale, la Roumanie vit sur sa propre substance ; elle se consume elle-même, au détriment de la masse de la nation et au seul bénéfice d'un parti privilégié. Du jour où le pays a commencé à s'en rendre compte, il a protesté contre une injustice ruineuse. Le malaise dont nous souffrons n'a pas d'autre cause.

M. Michel Popovitchi, ancien membre du gouvernement provisoire de Transylvanie, devait mettre en lumière une autre face de la question.

— Vous me demandez, dit-il, pourquoi nous avons refusé, pourquoi nous refusons encore aujourd'hui de collaborer avec les libéraux? C'est qu'on ne peut pas exiger des hommes avec qui on collabore qu'ils désavouent leur œuvre, qu'ils condamnent leurs propres méthodes. Or, ce que nous voulons écarter, c'est tout le système politique et économique des libéraux, parce que nous l'estimons désastreux pour le pays. Et, pour introduire un nouveau système, il faut une équipe entièrement nouvelle.

« On dit que nous sommes incapables de gouverner. Mais on oublie que tout ce qui existe en Transylvanie est l'œuvre du gouvernement provisoire, dirigé par M. Maniu et par moi. On oublie que M. Jean Bratiano m'a demandé à moi-même de prendre dans son cabinet le portefeuille des Finances : c'est donc qu'il m'en jugeait digne... A la devise de Vintila : « Faire par nous » j'en aurais substitué une autre, que je crois meilleure : « Faire pour nous » ; car si je suis pauvre, et si mon voisin peut m'aider à devenir riche, je dois accepter l'aide de mon voisin. La Roumanie, pour le moment, ne peut se développer qu'en faisant appel à la technique et au capital étrangers. L'État demeure toujours maître de modérer cette intervention et de sauvegarder l'indépendance économique du pays.

« On nous reproche notre alliance avec les socialistes, que, pour les besoins de la cause, on qualifie de bolchéviks. Mais

on oublie que la déclaration d'union de la Transylvanie au royaume a été signée en même temps par les délégués du parti national, au nombre desquels je me trouvais, et par ceux du parti socialiste, dont le patriotisme roumain ne s'est jamais démenti.

« On nous traite enfin de séparatistes et de germanophiles. Mais qu'on y réfléchisse un peu. Si l'Allemagne redevenait puissante, elle commencerait par restaurer la Hongrie. Le jour où les Hongrois seraient les plus forts, ce n'est pas le territoire de l'ancien royaume qu'ils menaceraient ; mais ils remettraient la main sur la Transylvanie ; et nous, nous serions pendus. Tout est commun entre nous et nos compatriotes de la vieille Roumanie : la langue, la culture, la religion, les traditions historiques. L'union proclamée en 1919, c'était, pour nous tous, la réalisation d'un rêve de plusieurs siècles. Les circonstances dans lesquelles elle s'opérait étaient extrêmement favorables au gouvernement. Pour retourner une telle situation, il a fallu toutes les maladresses commises par les libéraux.

Restait à entendre la voix du chef; M. Jules Maniu voulut bien me recevoir. C'est un homme de cinquante-cinq ans, sobre dans ses gestes, correct dans sa mise et dans ses manières : rien d'un démagogue, mais quelque chose d'un doctrinaire. Un visage régulier, aux traits un peu anguleux ; des yeux bleus, au regard clair et énergique. La voix est volontairement très douce. Une petite moustache drue jette sur la lèvre une ombre rousse bien singulière. Brièvement, il retrace l'histoire du parti national transylvain, fondé en 1848 pour lutter contre l'oppression magyare. Quant au parti paysan, sa création dans l'ancien royaume est une conséquence de la réforme agraire et de la nouvelle loi électorale. Les deux partis sont aujourd'hui profondément unis. Poursuivant le même but, combattant pour la même cause, ils se sont aisément mis d'accord sur un programme commun. Le parti national-paysan groupe des agriculteurs et des intellectuels. En dépit de son nom, ce n'est pas un parti de classe : il défend indistinctement tous les intérêts de la production, quelle qu'elle soit; agriculture, industrie, commerce, professions libérales ont à ses yeux les mêmes droits.

— La lutte que nous avons engagée, m'explique M. Maniu, n'est ni une lutte de classe, ni une lutte de parti : c'est une lutte

nationale. Nous ne considérons pas les libéraux comme une fraction politique, mais comme une organisation parasitaire, superposée à un parti politique. Or cette organisation exploite la Roumanie à son seul profit, et, pour garantir ses propres privilèges, soumet le reste du pays à un régime d'exception. Ce régime-là, nous voulons le détruire.

« Au prix de longs et durs sacrifices, Roumains du vieux royaume, de Bessarabie, de Bukovine et de Transylvanie ont fait enfin leur unité. Et c'est ce précieux résultat, attendu pendant des siècles, que la politique des libéraux risque aujourd'hui de compromettre, en s'aliénant des populations naturellement bien disposées, en sacrifiant à des intérêts de parti les besoins de notre armée et de notre défense nationale, en privant la Roumanie des concours et des appuis étrangers indispensables à sa sécurité et à son développement. Nous entendons sauver et garantir ce que nous avons si chèrement acheté.

« Le parti national-paysan, au point de vue politique, est essentiellement conservateur ; au point de vue économique, il est libéral, en adaptant les doctrines d'Adam Smith ou de Léon Say aux conditions de notre pays, c'est-à-dire en accordant à une industrie naissante la légère protection dont elle a besoin. Je passe sur l'accusation de bolchévisme : elle est trop ridicule. Qu'il me suffise de rappeler deux faits. Cette alliance avec le parti social-démocrate, dont les libéraux nous font un crime, ils l'ont eux-mêmes recherchée, offrant à leurs partenaires éventuels un cartel électoral que ceux-ci ont refusé. D'autre part, les tracts de Moscou, saisis par le gouvernement libéral, nous dénoncent, Michalachi et moi, comme les pires ennemis du bolchévisme, et recommandent aux communistes de voter pour les libéraux plutôt que pour nous.

« Quant à la question du régime, jamais nous ne l'avons soulevée, estimant que, pour le moment, la monarchie est indispensable à la cohésion et au développement de la Roumanie. De même la question religieuse reste tout à fait hors du jeu. Les libéraux feignent de s'indigner que, dans un pays orthodoxe comme la Roumanie, des masses paysannes se groupent sous la direction de chefs *uniates*. J'appartiens en effet à l'uniatisme, comme Vaïda Voevode et quelques autres Transylvains ; mais les 90 pour 100 de nos troupes sont orthodoxes, et jamais

cette différence de confession n'a soulevé entre nous le moindre malentendu.

« Mais le parti libéral emploie contre nous les moyens qu'il peut. Plutôt que de poser les questions politiques essentielles devant une opinion qui, sur ce terrain, ne le suivrait pas, il la distrait et l'amuse par des fantaisies et des diversions. Le parti libéral est une autocratie. Or une autocratie ne peut se maintenir que par deux moyens : une politique impérialiste et des conquêtes extérieures, ou bien une politique intérieure nationaliste, chauvine et xénophobe. C'est de ce second moyen qu'usent les libéraux; avec quel succès pour notre économie nationale, on vous l'a déjà montré.

« Pour nous, fascisme et communisme nous font également horreur. Nous combattrons l'un et l'autre avec la même énergie. Nous n'aurons pas recours à la violence. Je doute fort d'ailleurs qu'on ose l'employer contre nous. Lorsque le gouvernement libéral se trouvera en face d'une volonté nettement affirmée par plusieurs millions de citoyens, il n'aura plus qu'une chose à faire : s'en aller.

LA DÉMONSTRATION D'ALBA JULIA

C'est précisément en vue de réaliser l'espoir contenu dans ces derniers mots, que M. Maniu et ses collègues organisèrent, le 7 mai, la grande manifestation d'Alba Julia. Les pronostics étaient divers : « un fiasco », prédisaient les uns; « le signal décisif et le premier acte d'une révolution », annonçaient les autres. Me trouvant à Cluj, en Transylvanie, c'est-à-dire à quelque cent kilomètres du lieu de la réunion, je pris le parti d'y aller voir.

Aux premières heures du matin, les manifestants, qui avaient campé hors de la ville, débouchèrent par quatre rues, en colonnes serrées, sur la place d'Alba Julia. En tête de chaque groupe, chantant et marquant le pas, deux ou trois rangs de femmes, puis les drapeaux et la musique, flûtes de berger, violons de tzigane; derrière, les hommes en gilet court ou en long manteau de peau blanche brodée de couleurs vives, des fleurs au chapeau et aux revers des bottes, les épaules droites sous le bissac où l'on a mis des provisions pour une semaine. Car beaucoup d'entre eux, pour venir des lointaines régions de

la Transylvanie ou du Banat, ont marché quatre jours; et d'ici où ira-t-on?

Tous en arrivant agitent leurs chapeaux, leurs drapeaux et poussent des hourras frénétiques, saluant Alba Julia comme le pèlerin salue la ville sainte. Pour défiler sur la place, devant Maniu et Michalachi, les jeunes rectifient l'alignement, les vieux redressent la taille et découvrent, d'un grand geste, leur tête blanche. Mais soudain le cortège change d'aspect et de couleur. Après les paysans, voici venir des hommes au visage hâve, aussi sombre que leurs habits : ce sont les ouvriers mineurs de Petrochani, des socialistes qui, comme on le sait, ont fait alliance avec les nationaux-paysans. Ceux-là n'ont pas de drapeaux, mais ils portent tous, accroché à leur veste brune, l'insigne aux trois couleurs de Roumanie. Ensuite recommence la gaie procession des villages, curé et maire en tête, tambours roulant, violons grinçant. Ce premier défilé a duré une heure et demie.

Un peu plus tard, le congrès du parti national-paysan. Dans une salle de théâtre, sordide et mal éclairée, sont entassés les 676 délégués des sections; sur la scène, les chefs du parti et, au premier rang, Jules Maniu, qui préside, le vieux Ciceo Pop, vétéran des luttes pour l'indépendance, Vaïda Voevode, Junian, Popovitchi, Michalachi, en blouse blanche de paysan. La procédure est brève et sommaire. Quelques discours, frénétiquement applaudis; courtes déclarations lues par les délégués de la Bessarabie et de la Bukovine; approbation, sans lecture, du rapport sur l'activité du parti. Puis le secrétaire général proclame, dans un silence anxieux et recueilli, le texte de la motion tant attendue, qui ne fut arrêté que fort tard dans la nuit. Le Congrès déclare intangible l'union nationale, réalisée au prix de tant de sacrifices. Il adresse un salut reconnaissant aux alliés, à côté desquels les Roumains ont versé leur sang, et à la Société des nations. Il proteste contre un régime illégal et anticonstitutionnel qui tend à compromettre les bénéfices de l'union « en imposant aux nouvelles provinces un traitement de colonies » et en les précipitant dans la misère la plus noire.

Le congrès déclare que « le gouvernement actuel est l'ennemi de la nation, et que la nation entière se trouve désormais contre lui en état de légitime défense ». Il dénie au gou-

vernement le droit d'imposer au pays des charges nouvelles et celui de contracter un emprunt à des conditions onéreuses. Enfin il invite expressément la Haute Régence à congédier le cabinet libéral pour donner le pouvoir à un ministère national-paysan, présidé par Jules Maniu. Tous ces articles sont approuvés par acclamation et ponctués des cris de : « A bas le gouvernement libéral! A Bucarest! A Bucarest! »

Deux heures après midi. La grand place est inondée d'une foule blanche et brune, silencieuse, recueillie, tête nue. Cinq tribunes émergent, vêtues de feuillage et de draps tricolores. Sur chacune d'elles, un prêtre monte, brandissant le crucifix; trois d'entre eux sont orthodoxes, les deux autres uniates. A côté du prêtre, un délégué du parti, tenant à la main une feuille de papier blanc. Devant la croix tendue par l'ecclésiastique, il lit d'une voix forte, scandant les mots, la formule du serment. A chaque incise, il s'arrête, et la foule répète les paroles sacrées, dans un unisson formidable, comme une énorme prière. « Nous jurons, — par Dieu, — que nous ne cesserons point la lutte, — pour chasser le gouvernement, — issu du décret royal, — lâchement extorqué au roi Ferdinand, — sur son lit de mort, — et que la Haute Régence — a maintenu au pouvoir, — comme un fléau de Dieu, — sur le peuple roumain. — Nous jurons de lutter sans répit, — en nous imposant les plus lourds sacrifices. — Dans toutes nos églises, — nous prierons Dieu, — pour qu'il écarte le danger, — qui menace la patrie — et pour qu'il punisse — ceux qui détruisent la Roumanie. — Nous jurons de créer — une Roumanie nouvelle, — libre, — et mère protectrice de tous ses enfants (1). » Une tempête de cris et d'applaudissements s'élève de la foule après les derniers mots, puis lentement s'apaise.

La journée touche à sa fin. Quelques groupes se pressent encore autour des tribunes où des orateurs gesticulent. Des gens s'appellent, des cortèges se forment pour le départ. De ci, de là, on entend crier : « A Bucarest ! » Mais ce cri semble trouver peu d'écho. Trois cent cinquante kilomètres séparent Alba Julia de la capitale. Qu'a-t-on préparé, quelles dispositions a-t-on prises en vue d'une telle expédition ? Les chefs sont-ils d'accord ? Peu à peu l'enthousiasme fait place à l'incertitude.

(1) Quelques mois plus tard, le Saint-Synode, à la demande du gouvernement, relevait de leur serment les manifestants d'Alba Julia.

On attend quelque chose, sans trop savoir quoi. Et puis on n'attend plus rien...

Sur la route du retour, ma voiture avance difficilement entre deux files de paysans qui, d'un pas tranquille et résigné, regagnent leurs villages. Autour des chapeaux, au revers des longues bottes, les lilas sont flétris et souillés de poussière. La joie du matin n'est plus dans les regards : mais je n'y vois pas de colère. Pour la seconde fois, ils ont répondu à l'appel de leurs chefs, laissant leurs travaux, s'imposant des journées et des journées de marche. On leur avait promis que leur seule présence obligerait le gouvernement libéral à se démettre : ils l'avaient cru. C'était une déception, mais non pas un désespoir.

Tout s'était passé dans un ordre parfait. Les manifestants n'avaient pas rencontré un gendarme sur les routes. On savait que le gouvernement avait concentré à Alba Julia et aux environs de la ville des forces considérables. Mais on n'apercevait rien ; les troupes étaient invisibles, consignées dans les casernes, dans les mairies, dans les écoles. A Alba Julia, elles emplissaient la vieille citadelle où furent couronnés, à quatre siècles de distance, Michel le Brave et le roi Ferdinand ; dans les rues de la ville, pas un uniforme. Les organisateurs du Congrès avaient assuré l'ordre par leurs propres moyens, la police et la force armée ne devant intervenir qu'à leur appel. N'y avait-il pas dans ces mesures mêmes, comme une preuve d'assurance dédaigneuse, de la part d'un gouvernement qui savait n'avoir rien à redouter?

Cependant, en rentrant à Cluj, j'appris que la manifestation de Bucarest avait dégénéré en bataille, avec morts et blessés. Dans les trois autres villes où s'étaient tenues le même jour des réunions analogues, on ne signalait aucun incident.

DANS LES NOUVELLES PROVINCES. — LE PROBLÈME DE L'UNIFICATION

Les impressions recueillies à Alba Julia, les discours entendus, les entretiens que j'avais eus avec les chefs transylvains, tout me confirmait dans l'opinion que le conflit qui mettait aux prises nationaux-paysans et libéraux dépassait de beaucoup l'importance d'une querelle de partis; c'était aussi, en quelque manière, un mouvement des populations agricoles

contre la bourgeoisie des villes, qui semblait s'être réservé le monopole des pouvoirs politiques et des fonctions de gouvernement ; mais c'était surtout la protestation et même la révolte, sans violence, des provinces nouvellement réunies contre les méthodes politiques et administratives du vieux royaume.

Certes les gens de Bukovine, de Transylvanie et du Banat se disaient, se sentaient aussi profondément Roumains que leurs frères de Valachie et de Moldavie ; ils avaient souhaité l'union ; ils l'avaient acceptée, non comme une nécessité, mais comme un bienfait. Cependant ils n'en demeuraient pas moins pénétrés de l'esprit occidental que leur avaient inculqué leurs anciens maîtres, ni moins attachés à certaines formes d'administration et d'organisation économique qui leur avaient assuré des garanties et des bénéfices appréciables. Par comparaison, l'esprit du vieux royaume, encore mal dégagé des influences anciennes, leur semblait arriéré, presque oriental. Que les libéraux, qui personnifiaient la bourgeoisie, la classe dirigeante de l'ancienne Roumanie, prétendissent leur appliquer ces méthodes périmées, les ramener à ce niveau inférieur, c'est ce qu'ils ne pouvaient souffrir. Ils voulaient bien l'unification, mais non par en bas.

Difficile problème, et dont la solution n'est point l'œuvre d'un jour. Nous en faisons nous-mêmes l'expérience : combien d'efforts, de tâtonnements et de mécomptes, avant de réaliser l'union complète et harmonieuse entre la France et deux provinces qui n'en avaient été détachées que pendant cinquante ans, et pour vivre dans des conditions politiques, sociales, culturelles, qui n'étaient point supérieures aux nôtres ! Mais voici un petit royaume de 138 000 kilomètres carrés, comptant à peine huit millions d'habitants et quarante ans d'indépendance. Brusquement, il prend la forme et l'importance d'un grand État. Sa superficie atteint presque 300 000 kilomètres carrés, sa population dépasse seize millions d'âmes. Et les habitants des nouveaux territoires ont été soumis pendant de longs siècles à un régime politique, administratif, social et moral, tout à fait différent de celui qui leur est aujourd'hui proposé.

Une propagande habile avait systématiquement rabaissé le « Valaque » aux yeux des Roumains de Transylvanie. Voici que le Valaque est devenu le maître et qu'au lieu de se tourner

du côté de Budapest ou de Vienne, il faut regarder aujourd'hui vers Bucarest, comme vers le centre et le foyer de la vie politique, économique et intellectuelle. Certes, quand les citoyens des nouvelles provinces ont pu juger par eux-mêmes, ils ont aisément reconnu qu'à bien des points de vue la vieille Roumanie valait beaucoup mieux que la tendancieuse image qu'on leur en avait présentée. Cependant la réaction nécessaire ne pouvait s'opérer que peu à peu.

Dans quelle mesure était-elle accomplie, quels progrès les Roumains avaient-ils déjà faits vers l'unification, quelle distance les séparait encore du but à atteindre? C'est pour m'en rendre compte que j'ai voulu parcourir, fût-ce rapidement, les nouvelles provinces et que j'ai visité la Bessarabie, la Bukovine, la Transylvanie et la partie roumaine du Banat. De cette enquête je ne retiendrai ici que les points essentiels.

L'abandon dans lequel le gouvernement des Tsars avait laissé la Bessarabie se tourne aujourd'hui au profit des Roumains. Ils ont trouvé dans la province annexée 85 pour 100 d'illettrés qui, faute d'écoles, n'avaient jamais appris le russe : ces pauvres gens n'ont donc pas eu la peine de l'oublier. L'ignorance du bas clergé dépassait tout ce qu'on peut imaginer. A la Faculté de théologie que le gouvernement roumain a ouverte à Kichinau, et que j'ai visitée, on voit des prêtres de cinquante ans apprendre la grammaire et l'histoire nationale avec une ardeur de jeunes écoliers. L'outillage économique n'avait pas été beaucoup plus développé que l'instruction : peu de chemins de fer, presque pas de routes, dans une région qui vit surtout de l'agriculture. La situation actuelle est un peu meilleure ; mais il reste beaucoup à faire.

Dans les villages, l'instrument le plus efficace du rattachement à la Roumanie a été la loi agraire. La province étant fort étendue et relativement peu peuplée, — elle pourrait aisément nourrir deux fois plus d'habitants, — on a attribué à chaque paysan un lot de six hectares : bien cultivé, il suffit à faire vivre une famille normale. C'est ce que m'explique le maire d'un gros village, Mireni. Je demande : « Qu'entendez-vous par famille normale? — Je veux dire, répond le maire, que si l'on a deux ou trois enfants, on s'en tire. Mais quand Dieu est bon pour nous et bénit la maison, le lot de six hectares paraît bien maigre. » Le pope du village éclaire le sens de cette

réserve, en me révélant que, dans sa paroisse, les familles de douze et de quinze enfants ne sont point rares.

En devenant propriétaire, le paysan a changé d'humeur et même d'aspect. Il porte la tête plus haute, son regard est plus assuré ; il sent qu'il travaille désormais pour lui et pour les siens. Il commence même, hélas ! à faire de la politique. Déjà sous le régime russe, la réaction contre l'autocratie tsariste avait développé en Bessarabie un certain esprit démocratique. Le parti national-paysan y compte aujourd'hui de nombreux adhérents. En me rendant de Kichinau à Tighina, j'ai été frappé du mélange des races. Les Roumains sont en majorité ; mais on reconnaît aussi des Ukrainiens et des Allemands, ces derniers originaires des colonies du sud. On sait que la Bessarabie méridionale contient non seulement des groupes de population germanique, mais aussi quelques villages suisses ou français. Cependant les maisonnettes bleues, fraîchement repeintes pour la fête de Pâques, offrent partout le même aspect et donnent une impression uniforme de calme et de propreté. Une magnifique prairie coupée de bosquets dévale doucement du plateau vers Tighina.

Les ouvrages crénelés de la vieille forteresse descendent jusqu'au bord du Dniester, qui marque aujourd'hui la frontière entre le royaume de Roumanie et l'Union des Républiques soviétiques. Un grand pont métallique peint en bleu laisse tomber dans le fleuve ses deux ailes cassées : les deux commandements ennemis l'ont coupé le même jour, chacun de son bord. Depuis lors, aucune relation, ni politique, ni économique, entre les deux pays voisins. Du côté roumain, cela ne sent pas la guerre, malgré l'état de siège et les garnisons renforcées ; sur la rive bolchévique, on n'aperçoit même pas une sentinelle ; mais de temps en temps, une patrouille. Le Dniester, étroit et profond, coule entre deux vergers pareillement fleuris. On voit briller au loin dans la plaine les coupoles d'un monastère et les toits de Tiraspol. Le ciel, d'une incomparable douceur, répand sur ce paysage une sérénité presque religieuse. Il faut faire un effort pour se souvenir que là commence un autre monde...

Étrange destinée de Tighina. Des Génois la construisent, ou peut-être des gens de Raguse. Autour de la citadelle, une ville se forme, qu'Alexandre le Bon et Étienne le Grand enrichissent

de privilèges commerciaux. Puis les Turcs s'en emparent, massacrent ses habitants, pillent ses magasins et lui ôtent jusqu'à son nom : ils l'appellent *Bender* (le port). Dorénavant, et pour des siècles, Turcs et Moldaves, Tartares, Cosaques et Polonais se battent pour la possession de cette place, dont la valeur stratégique se double d'une importance commerciale. Avec Pierre le Grand, les Russes entrent dans le jeu. Battu à Poltava, c'est à Bender que Charles XII, roi de Suède, vient chercher refuge. Les Turcs l'y accueillent, et Bender devient le centre de cette prodigieuse activité diplomatique, qui devait bientôt se retourner contre son auteur. La guerre éclate entre Russie et Turquie : les Russes vainqueurs imposent aux Turcs l'obligation d'expulser Charles XII. Mais celui-ci s'est enfermé dans la vieille citadelle, qu'il a réparée et rajeunie. Une armée turque l'y assiège et finit par l'en déloger. Un petit obélisque, élevé dans Tighina par les soins de l'autorité militaire roumaine, marque l'emplacement de la maison qu'habita le roi de Suède et porte cette inscription : « *Carolus XII, Rex Suaeciae*, 1709-1711. »

Sentinelle avancée et port fluvial sur le Dniester, Tighina verra-t-elle se dérouler des luttes nouvelles autour de ses vieilles murailles ? Les canons russes prendront-ils encore une fois pour point de mire le frêle minaret qui se dresse dans la cour du fort, dernier vestige d'une mosquée détruite ? C'est le secret de l'avenir. Pour le moment, Tighina souffre de la frontière fermée : elle était naguère le point de concentration pour tous les produits de Bessarabie qu'on dirigeait vers Odessa. Aujourd'hui, plus de commerce ; la place est déserte. « Mais si nous ouvrions la frontière au commerce, — me dit un notable, — nous l'ouvririons aussi à la propagande. » Je ne suis même pas sûr que la peste bolchévique ne se fraye point un passage à travers la frontière fermée.

Cependant, si la rupture des relations entre la Roumanie et l'Union soviétique a été désastreuse pour Tighina, d'autres villes bessarabiennes en ont profité, et, en premier lieu, Kichinau, la capitale, dont la population et l'étendue ont plus que doublé depuis l'annexion.

Ce ne fut pas la moindre joie des Roumains, lorsqu'ils annexèrent la Bukovine, que de rentrer en possession des monastères où se résume l'histoire et où reposent quelques-uns des

plus grands princes de Moldavie. L'higoumène qui me fit les honneurs du sanctuaire de Putna parlait tantôt en allemand, tantôt en latin ; mais comme il pensait en moldave! Devant la tombe d'Étienne le Grand, le bon moine ne se tint pas de réciter la lettre fameuse adressée par Sixte IV au vainqueur du Turc infidèle, au rempart de la chrétienté. D'autres citations, non moins patriotiques, marquèrent nos stations devant les tombeaux de Bogdan et des autres voïvodes. La visite du petit musée précieux qui touche à l'église fut l'occasion de nouveaux épanchements. Une plaque de marbre très correcte rappelle que l'empereur François-Joseph fit restaurer le sanctuaire vénérable de Putna ; cela se voit de reste! Mais il ne pouvait pas faire qu'Étienne le Grand, et Bogdan, et les autres, ne fussent point les créateurs ou les défenseurs de cette grande Moldavie, dont la Bukovine est partie intégrante.

Même impression à Radowitz, dans l'église fondée par Bogdan le Vieux, l'ancêtre du grand Étienne ; à Suceava, et dans tous les grands monastères qui sont la parure de cette riche province. En allant de l'un à l'autre, je me suis parfois arrêté dans quelque maison de paysans. Plusieurs m'ont exprimé leur satisfaction d'être devenus propriétaires et d'être réunis à la Roumanie. Ils ne disent pas qu'ils sont devenus Roumains : Moldaves ils étaient, Moldaves ils restent ; mais heureux de se trouver désormais en famille, avec tous ceux de leur race. Mon guide m'assure que ces paysans parlent exactement la langue qu'on parle à Iassy. J'en suis mauvais juge, mais je vois bien qu'ils portent exactement le même costume, et que des broderies de même style ornent les gilets et les blouses. Cette identité m'apparaît mieux encore au musée de Cernauti (Czernowitz), et je ne puis qu'approuver l'affirmation catégorique de son directeur, qui résume ainsi le problème : « Il ne faut pas dire : Bukovine, il faut dire : Moldavie du nord. »

Le nom de la capitale s'écrit maintenant à la roumaine, mais l'aspect général reste celui d'une grande ville autrichienne. On ne peut vraiment pas accuser les Roumains d'intolérance. A Cernauti, tout le monde parle allemand. Les boutiques, les cafés, les modes féminines sont à l'instar de Vienne. Au grand cimetière, la plupart des inscriptions, même récentes, sont rédigées en langue allemande. On a relégué dans une cour la statue de Schiller qui naguère ornait la place du Théâtre ; c'est

le seul acte de chauvinisme que j'aie remarqué, il ne m'a point paru inexcusable.

Nul ici ne songe à nier les bienfaits de l'administration autrichienne. « Nous étions mal gouvernés, me dit un notable, mais administrés selon des méthodes très modernes et avec un ordre parfait. » Il en reste quelque chose. Des routes excellentes, comme il n'en existe pas encore dans l'ancien royaume : j'ai pu revenir la nuit de Suceava à Cernauti, — 80 kilomètres, — en une heure et demie. Des édifices publics somptueux et commodes : écoles, tribunaux, mairies, locaux administratifs largement conçus et exécutés avec soin. La Résidence épiscopale, qui réunit au siège du métropolite et aux bureaux de l'administration ecclésiastique une magnifique Faculté de théologie, avait coûté quatre millions de couronnes.

On sait comment le gouvernement de Vienne se servait de cet Institut pour sa propagande en Ukraine et dans les Balkans. Il attirait à Czernowitz, siège de l'archevêché grec-oriental, dont la juridiction s'étendait jusqu'en Dalmatie, l'élite du jeune clergé de tous les rites et de toutes les contrées d'Orient, et en faisait autant d'apôtres de l'évangile habsbourgeois. Le gouvernement roumain s'est inspiré de cet exemple, mais pour des fins plus modestes : il a fait simplement de la Faculté de théologie un bon instrument d'unification.

De fait, la population est encore très diverse en Bukovine. J'ai traversé des villages hongrois, j'ai rencontré quelques-unes de ces colonies allemandes, établies jadis dans le pays par Joseph II. En pleine campagne, une petite bergère m'a salué de l'antique bonjour ukrainien, usité seulement entre Pâques et l'Ascension : « Christ est ressuscité ! » Dans les villes, le mélange est encore plus apparent. On trouve à Cernauti des Polonais, des Tchèques, des Ukrainiens, sans compter les Grecs, les Arméniens et les Juifs. Tous ces gens-là vivent côte à côte en bon accord, comme ils vivraient sans doute partout en Orient, si des influences étrangères ne s'employaient parfois à les dresser les uns contre les autres. Ils ont leurs églises et leurs écoles, tantôt somptueuses, tantôt modestes, mais qui leur suffisent.

Cernauti est l'une des villes du monde où je voudrais qu'on envoyât, non pas en mission officielle, mais pour un séjour prolongé, quelques-uns des pédants en *us*, en *as* ou en toute

autre désinence, qui prétendent codifier les droits des minorités, sans s'être jamais rendu compte de leurs aspirations et de leurs besoins. Voilà, par grand hasard, une question qui serait plus facile à résoudre en pratique qu'en théorie. Bien entendu, c'est à la théorie qu'on s'attache et l'on arrive ainsi à ce beau résultat, de rendre la question insoluble...

De Bucarest pour passer en Transylvanie, la voie ferrée traverse les Carpathes. La neige et la verdure habillent joliment les montagnes. Les luxueux hôtels de Sinaïa, agressivement alignés derrière des corbeilles de fleurs, interrompent un instant ce beau paysage, dont la nature a fait tous les frais. On s'élève jusqu'à mille mètres pour arriver à Prédéal, l'ancienne gare frontière entre la Roumanie et la Hongrie. A la passe de Tömösch, les pentes dénudées, les forêts massacrées évoquent encore le souvenir de la guerre. Pour descendre, le chemin de fer longe une petite chaîne de montagnes dentelées, perpendiculaire à celle des Carpathes. Chaque groupe a son nom : les *Jumeaux*, les *Sept frères*, etc... Et l'on arrive à l'ancienne Kronstadt, aujourd'hui Brasov.

C'est une jolie vieille ville, que le commerce et les sports ont rajeunie, et où les Roumains se mélangent aux Hongrois et aux Saxons. Les hommes ont un aspect uniforme, mais les femmes ont gardé le costume de leur nation. L'église, qui date du XIV^e^ siècle, contient la plus riche collection de tapis d'Orient que j'aie jamais vue : dons pieux des marchands qui, au retour de lointains et aventureux voyages, mettaient ainsi leur conscience en règle avec le clergé, sinon avec le Seigneur. Je visite le lycée roumain, qui fut, sous l'ancien régime, un des foyers de l'esprit national ; les Hongrois en toléraient trois, pour toute la Transylvanie : les Roumains ont laissé vivre trente lycées hongrois.

On entend beaucoup l'allemand à Brasov ; il en est de même à Sibiu, l'ancienne Hermannstadt, qui est une autre colonie saxonne. Les gens qu'on appelle ici Saxons ne sont point venus de Saxe, mais, en général, des bords du Rhin et de la Moselle. Quelques familles, originaires du Luxembourg et de la Lorraine, portent encore des noms français. Sur 45000 habitants, Sibiu compte 25000 de ces Saxons, qui forment une grande et riche colonie, strictement fermée, et organisée encore aujourd'hui comme elle l'était au XII^e^ siècle.

Les individus sont groupés, soit par profession (*Gewerkschaft*), soit par quartier (*Nachbarschaft*); jeunes gens et jeunes filles ont leurs confréries (*Bruderschaft, Schwesterschaft*). Seul a disparu le *Comes* ou *Graf*, jadis chef élu de la nation saxonne; mais, sur la grand place de Sibiu, on montre encore sa maison.

J'achevais de dîner, lorsque se présenta, amené par le maître d'hôtel, un certain docteur X... qui demandait à me parler. C'était un Saxon. Il m'expliqua, avec une rare précision, pourquoi et comment ses lointains ancêtres étaient venus en Transylvanie : c'étaient des paysans qui n'avaient pas assez de terres pour vivre chez eux. Les princes qui les appelèrent et leur donnèrent asile comptaient sur eux, non seulement pour peupler et cultiver un pays presque désert, mais aussi pour le défendre contre la menace constante des invasions orientales. On leur distribua les terres du domaine royal (*Fundus Regis*); ils les mirent en rapport et se firent apprécier par leurs qualités de cultivateurs et de soldats.

Puis le docteur sauta brusquement du XII^e^ siècle à l'histoire contemporaine.

— Dans la querelle entre Magyars et Roumains, me dit-il, nous étions restés neutres; après l'annexion, nous nous sommes ralliés loyalement au nouveau régime. Le gouvernement roumain a pris alors envers nous certains engagements, que malheureusement il n'a pas tenus. Il ne subventionne ni nos églises, ni nos écoles, qui sont toutes confessionnelles. La réforme agraire nous assurait théoriquement certains avantages; mais la façon arbitraire dont elle est appliquée nous en prive. La justice hongroise était brutale, mais intègre; les magistrats roumains nous la font regretter. Nos députés ont déjà fait entendre notre plainte à Bucarest; si l'on n'y fait pas droit, nous la porterons jusqu'à Genève.

En dépit de ce réquisitoire, dont j'eus quelque peine à m'échapper, car le docteur était intarissable, j'ai eu l'impression que, parmi les éléments allogènes de Transylvanie, les Saxons formaient le plus tranquille et le plus raisonnable. Fiers de leur origine, fermement attachés à leurs traditions sociales et religieuses, ils étaient néanmoins trop déracinés, ou, si l'on veut, fixés depuis trop longtemps dans leur nouvelle patrie, pour opposer grande résistance. Que la Transylvanie

fût roumaine ou magyare, il ne leur importait guère. D'autre part, le gouvernement de Bucarest a traité ces vieilles colonies allemandes avec une largeur d'esprit et une bienveillance qui les a touchées. Aux dernières élections, les Saxons ont fait, dans plusieurs circonscriptions, liste commune avec les libéraux. Lors du récent débat parlementaire sur l'organisation des Coopératives, on a entendu un député allemand remercier le ministre du Travail et reconnaître formellement les bénéfices assurés par la nouvelle loi aux populations qu'il représentait.

La minorité hongroise, du moins dans les villes, m'a paru beaucoup plus revêche. Dans les campagnes, les paysans ne pouvaient guère se montrer hostiles à un gouvernement qui de fermiers, presque de serfs qu'ils étaient, les transformait en propriétaires. Les bourgeois ne devaient pas trouver au changement de régime les mêmes avantages, et les grands seigneurs encore moins. Magnats et intellectuels semblent irréductibles, au moins jusqu'à présent. A vrai dire, cette attitude est plus regrettable que surprenante. On comprend qu'un grand propriétaire hongrois, maître absolu sur son immense domaine, ait accepté sans enthousiasme le revers de fortune qui, en le privant de tous ses privilèges et de la majeure partie de ses biens, faisait de lui un citoyen pareil aux autres et un minoritaire en Roumanie. Quant à la bourgeoisie instruite, tantôt elle s'est ralliée d'assez bonne grâce, tantôt elle affecte au contraire une réserve dédaigneuse, qu'elle prétend justifier par une culture plus complète, ou plus occidentale. Cette bouderie, qui n'apparaît pas trop à Brasov et à Sibiu, où l'élément magyar a une moindre importance sociale que l'élément saxon, est beaucoup plus frappante dans une grande ville aristocratique et universitaire comme Cluj (Kolosvar), ou dans des villes frontières comme Oradea Mare, Arad ou Timisoara (Temesvar).

Avec ses vieilles murailles, sa citadelle, ses palais grandioses et ses belles avenues, Cluj a gardé tous les caractères de la cité féodale hongroise. On s'étonne seulement de ne plus voir sortir de l'un de ces portails armoriés quelque équipage fringant et rapide, emportant le magnat à la campagne ou à la chasse. Le quartier universitaire, construit et aménagé par les Hongrois avec le plus grand luxe, peu de temps avant la guerre, offrait aux Roumains des commodités et des ressources, qu'ils ont soigneu-

sement utilisées. Facultés, cliniques, bibliothèques et laboratoires sont installés de la façon la plus moderne. L'Université de Cluj, qui en 1923 comptait 1 967 étudiants, dont 243 Hongrois et 44 Saxons, en a vu s'inscrire cette année 2 741 : les Hongrois sont 524 et les Saxons 109 : progrès modeste, mais significatif.

Quand j'ai passé par Oradea Mare, on y voyait encore la trace des violences commises contre les Juifs par des étudiants en délire, violences qui furent d'ailleurs réprimées avec la dernière rigueur. Des magasins avaient été pillés, une synagogue détruite. Peut-on conclure de cet incident déplorable, mais isolé, à une animosité générale et profonde des Roumains contre la minorité juive? Il ne le semble pas. Toutefois, les circonstances de ces dernières années ont provoqué une réaction peu favorable aux Israélites. D'une part, leur nombre s'est augmenté considérablement. Aux Juifs qui vivaient dans l'ancien royaume sont venus s'ajouter ceux qui résidaient dans les nouvelles provinces et ceux qui s'y sont réfugiés depuis la guerre, venant de Galicie ou de Russie : cela fait, au total, un peu plus d'un million. On reproche aux premiers de s'être enrichis, pendant que la classe moyenne roumaine éprouvait, parfois cruellement, les conséquences de la crise économique et financière. On prétend que les autres ont accaparé le commerce, encombré les professions libérales. Il convient cependant d'observer qu'aucun parti, sauf celui du professeur Couza, qui ne compte guère, n'a inscrit l'antisémitisme à son programme. D'autre part, le gouvernement roumain a admis les revendications essentielles de la communauté juive et semble en droit d'escompter les effets de cette bienveillance.

Je me trouvais à Timisoara le 10 mai, jour de la fête nationale roumaine. Sur le grand boulevard qui mène au théâtre, les façades pavoisées et ornées de tapis orientaux donnaient à la ville un air de liesse qui lui seyait à merveille. La garnison défila en bon ordre, sans exciter grand applaudissement. Le public s'intéressait davantage aux sociétés sportives de jeunes gens et aux délégations des écoles, dont plusieurs portaient les costumes nationaux. Écoles roumaines, lycée hongrois, lycée allemand, lycée juif : encore un témoignage vivant de cette large tolérance dont les Roumains ont fait preuve dans toutes les provinces nouvellement annexées.

En résumé, l'unification de la Grande Roumanie n'est pas

encore achevée : comment le serait-elle en si peu de temps ? mais elle est en progrès et même en bonne voie d'achèvement Au point de vue législatif et administratif, ce n'était pas une mince besogne que d'établir une concordance et une fusion équitables entre quatre régimes fort différents : grâce à l'activité des commissions compétentes, cette œuvre délicate est aujourd'hui à peu près terminée. Au point de vue social et moral, l'unification, en ce qui concerne la masse, apparaît relativement aisée dans un pays qui, sur seize millions d'habitants, compte treize millions de paysans, dont beaucoup sont Roumains depuis toujours, et dont les autres ont vu leur condition si favorablement modifiée par la réforme agraire. En application de la loi de 1921, qui a complété et modifié dans un esprit très libéral celle de 1913, les terres expropriées ont été distribuées, soit aux communes, lorsqu'elles consistaient en forêts et en pâturages, soit aux paysans, sous forme de lots variant, selon les provinces, entre six hectares et deux hectares et demi. Deux grands organismes, chargés, l'un de l'expropriation, l'autre de la répartition, poursuivent avec méthode cette œuvre considérable. Au moment où j'ai quitté la Roumanie (mai 1928), 6 millions d'hectares avaient été répartis entre 1 500 000 paysans; il ne restait plus guère que 400 000 familles à pourvoir.

Les anciens propriétaires, qui ne pouvaient être indemnisés que dans une très faible mesure (environ 5 pour 100 de la valeur des terres expropriées), se sont résignés à leur sort d'autant plus aisément que les progrès menaçants du bolchévisme russe leur avaient donné lieu de craindre un traitement plus rigoureux encore. Les précautions prises pour empêcher la reconstitution des grands domaines se sont révélées assez efficaces. Pendant cinq ans, il est interdit au paysan de vendre son lot; après cinq ans, il ne lui est permis de le vendre qu'à un autre paysan. Plus discutable est la mesure qui empêche le nouveau propriétaire d'hypothéquer sa terre avant cinq ans, et ne l'autorise à le faire, passé ce délai, qu'au profit de quelques organismes d'État. En Roumanie, comme dans les autres pays balkaniques, la réforme agraire a eu pour conséquence immédiate une diminution de la production, en quantité et en qualité; elle a diversifié le produit, au moment même où la concurrence étrangère tendait à le standardiser. Mais si les résultats, au point de vue économique, ont été médiocres, les avan-

tages, au point de vue social, ont été considérables; en outre, la réforme agraire a mis au pouvoir de l'État roumain un puissant instrument d'unification politique.

En ce qui concerne les élites, le gouvernement de Bucarest a fort bien compris que le facteur d'assimilation le plus efficace était l'instruction publique et la culture, sous toutes ses formes. Il ne s'est pas borné à créer dans le pays, particulièrement en Bessarabie, quelques milliers d'écoles primaires; l'enseignement secondaire et professionnel a été, depuis cinq ans, l'objet de soins très attentifs. La loi du 17 décembre 1925 sur « l'enseignement particulier », qui pourrait servir de modèle à plusieurs États d'Occident, a heureusement favorisé le développement des institutions privées, laïques ou religieuses. Enfin le gouvernement roumain n'a rien épargné pour soutenir le prestige et pour accroître le rayonnement des instituts d'enseignement supérieur existant dans les nouvelles provinces, où ils sont destinés à préparer pour la grande Roumanie une élite unifiée et vraiment nationale. Les universités de Cluj et de Cernauti, la Faculté de droit d'Oradea Mare, la Faculté de théologie orthodoxe de Kichinau offrent aux étudiants allogènes des ressources et des instruments de culture libéralement appropriés à leur condition, et dont ils se montrent de plus en plus curieux de profiter.

Cependant les Roumains ne peuvent guère entretenir l'espoir d'amener directement à la culture nationale des élites provinciales qui, pendant des siècles, ont gravité autour de Vienne, de Budapest et même de Berlin. Et c'est ici que peut intervenir utilement la culture française. Très répandue dans l'ancien royaume, elle n'est pas tout à fait étrangère aux nouvelles provinces, et l'on peut dire que depuis dix ans elle ne cesse d'y gagner du terrain. Grâce à la *Mission universitaire*, des professeurs français donnent un enseignement régulier, non seulement à Bucarest et à Iassy, mais encore à Cernauti et à Cluj. J'ai trouvé à Kichinau trois lycées français, de garçons et de filles, tous florissants. Les Dames de Sion continuent d'élever dans leurs établissements de Bucarest, de Galatz et d'ailleurs les jeunes filles de la meilleure société roumaine. L'Institut Pasteur de Cluj est dirigé par un de nos compatriotes. Enfin l'*Institut français de Hautes Études*, créé depuis la guerre, est devenu rapidement un centre d'où notre culture

rayonne sur tout le pays. Les résultats obtenus ressortent clairement de ce fait, que, depuis huit ans, et malgré l'annexion de vastes territoires où prédominaient des langues et des cultures étrangères, non seulement la grande Roumanie importe plus de livres français que n'en importait l'ancien royaume, mais la quantité des ouvrages français importés dépasse de plus du double celle des ouvrages allemands. Or, en 1914, c'était le contraire.

Entre Roumains et Français, la fraternité d'armes de la grande guerre a créé de nouveaux liens et une solidarité d'autant plus profonde que les sentiments y dominent les intérêts. Quel souvenir ému et reconnaissant on a gardé partout de nos soldats! J'arrive à Jassy; le préfet m'attend à la gare et, avant toute autre visite, me conduit au grand cimetière où reposent, sous un monument d'une belle simplicité, le général Lafont, ses compagnons d'armes, officiers et soldats, et les infirmières françaises qui moururent à la tâche dans les hôpitaux roumains. Le général Berthelot qui, au moment critique, réorganisa l'armée roumaine, lui rendit la confiance et bientôt lui donna la victoire, est l'objet d'un culte touchant; son nom figure désormais, à côté des héros de l'épopée nationale, dans une de ces longues et belles chansons que les paysans répètent et au rythme desquelles les mères bercent leurs enfants.

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

De la guerre mondiale la Roumanie sortait victorieuse, considérablement agrandie, mais en profond désarroi économique et financier. Le trésor de sa Banque Nationale avait été emporté par les Russes. Les Allemands avaient profité de l'occupation pour vider le pays, réquisitionnant pour leurs besoins grains, métaux, pétrole, matériel de chemin de fer. Enfin, sitôt après la paix, le gouvernement avait dû racheter deux stocks de monnaies étrangères : les roubles russes en Bessarabie, les couronnes austro-hongroises en Bukovine et en Transylvanie. Dans le vieux royaume, tout l'outillage était à refaire; dans les nouvelles provinces, il était à transformer en fonction de l'organisation politique nouvelle.

M. Jean Bratiano inaugura résolument une ère de « lésine », réservant à l'État les sommes perçues au titre des réparations,

indemnisant en bons du trésor les propriétaires expropriés, payant fort mal les fonctionnaires et mettant au-dessus de toutes les autres nécessités celle d'équilibrer le budget. L'équilibre fut obtenu, mais grâce à un maximum de restrictions. La circulation fiduciaire fut volontairement maintenue dans des limites très étroites : environ 40 lei-or par habitant. Au mois de mai 1925, une convention passée entre le gouvernement et la Banque Nationale réglait l'amortissement de la dette contractée par l'État envers la Banque. La chute du leu était enrayée, et, à partir de 1926, sa revalorisation commençait. De 220 qu'il cotait alors par rapport au dollar, il a été ramené à 170.

Devenu premier ministre, M. Vintila Bratiano a suivi fidèlement la voie que son frère avait ouverte. Aux nationaux-paysans, qui réclamaient à grands cris la stabilisation, il répondait : « Je la veux comme vous; mais, avant de stabiliser sa monnaie, la Roumanie doit réaliser deux conditions : mettre de l'ordre dans ses finances, et consolider sa situation intérieure, de manière à inspirer confiance et à trouver du crédit à l'étranger. » Lorsqu'il a jugé que ce double but était à peu près atteint, M. V. Bratiano a entamé les négociations qui sont sur le point d'aboutir dans les conditions que l'on sait. L'emprunt de 80 millions de dollars (1) consenti à la Roumanie permettra de stabiliser le leu au taux maintenu en fait depuis dix-huit mois, d'environ 796 lei pour une livre sterling ; il permettra aussi de satisfaire aux besoins du commerce, en doublant le chiffre de la circulation, et d'entreprendre les travaux indispensables à l'équipement économique de la grande Roumanie.

En annonçant au Sénat, le 27 juillet dernier, l'heureuse issue de ses démarches, le président du Conseil a particulièrement insisté sur l'appui qu'il avait trouvé auprès du gouvernement français et de la Banque de France. On sait qu'avec la question de l'emprunt a été résolue celle de la dette contractée en France par la Roumanie pendant la guerre. De toutes ses dettes de guerre, celle-là était la plus forte. La Roumanie, qui avait réglé antérieurement ses deux autres créanciers, les États-Unis et l'Angleterre, aura donc fait face, en peu d'années, à la totalité de ses obligations.

La politique financière du gouvernement libéral est digne

(1) Dans le projet du gouvernement, ces 80 millions constituent la première tranche d'un emprunt total de 250 millions de dollars.

des plus grands éloges. Peut-on en dire autant de sa politique économique? C'est ce que contestent certains observateurs Pour rendre à la Roumanie son ancienne prospérité, pour adapter sa vie économique aux nouvelles conditions de sa structure politique, il semble qu'on avait le choix entre deux méthodes : ou bien faire appel au concours financier et technique de l'étranger, en vue de développer le plus complètement et le plus rapidement possible les richesses naturelles du pays; ou bien entreprendre l'œuvre de reconstitution avec les seules ressources nationales. De ces deux partis, le gouvernement de M. Bratiano a choisi le second et il l'a suivi avec une ténacité qui parfois a pu sembler un peu étroite. La devise *Prin noi insine* (par nous-mêmes) ne pouvait pas devenir sans inconvénient programme économique de gouvernement.

Nous avons montré plus haut comment les lois de « nationalisation », de « commercialisation » et d' « encouragement » ont eu pour objet, et pour résultat, de réserver presque exclusivement l'exploitation des richesses naturelles de la Roumanie à des entreprises roumaines, tant au point de vue technique qu'au point de vue financier. Le sous-sol est déclaré propriété de l'État; des mesures sévères assurent au capital et au personnel roumains la majorité dans les sociétés soumises au contrôle du gouvernement, c'est-à-dire dans presque toutes, pour ces mêmes affaires, on rend obligatoire la nominativité des actions.

Ces dispositions s'expliquent, en quelque mesure, par le double souci d'améliorer la balance commerciale et de couvrir les besoins de la défense nationale au moyen de la seule production intérieure. L'expérience de la grande guerre était évidemment de nature à faire réfléchir les hommes d'État roumains. Mais on les devine en outre obsédés par la crainte de voir le capital étranger accaparer les richesses nationales et faire de la Roumanie une colonie de quelque grande puissance, européenne ou américaine, politique ou financière. Cette obsession s'est révélée assez clairement par les mesures relatives à l'exploitation des mines de pétrole. On peut se demander si, poussée au point où elle l'a été, la politique du gouvernement roumain ne risquait pas d'arrêter, ou tout au moins de retarder le développement économique d'un pays, dont les ressources

naturelles sont considérables, mais qui ne dispose encore ni des capitaux, ni des moyens techniques nécessaires à leur bonne exploitation. Il semble que dans ces derniers temps, M. V. Bratiano ait aperçu très clairement ce danger et qu'il s'applique à le prévenir par quelques mesures conçues dans un esprit plus libéral.

L'industrie nationale a tiré sans doute quelques avantages de la protection que lui assurait une politique douanière et fiscale franchement nationaliste. En revanche, l'agriculture en a souffert. Or la Roumanie est encore aujourd'hui un pays essentiellement agricole. Le nouvel essor industriel est dû, pour la plus grande part, à l'annexion de la Transylvanie. Il n'existait pas un seul haut-fourneau dans l'ancien royaume; grâce aux installations transylvaines, la Roumanie a pu produire en 1926, 64 000 tonnes de fonte et 100 000 tonnes d'acier; 85 pour 100 du lignite et de la houille dont dispose l'industrie roumaine proviennent de la Transylvanie. Il semble bien qu'au lendemain de la guerre on se soit un peu trop hâté d'annoncer qu'un changement radical allait se produire dans l'économie du pays et que la Roumanie sortait désormais du stade agricole pour entrer dans le stade industriel. Il ne faut pas oublier que les nouvelles provinces, Bessarabie, Bukovine et même Transylvanie sont aussi des contrées agricoles.

Longtemps encore, à ce qu'il semble, agriculture et industrie représenteront, pour l'économie roumaine, deux bases d'importance fort inégale. L'annexion des nouvelles provinces a doté le pays d'un outillage industriel qui n'est point négligeable, mais qui ne suffit pas pour transformer brusquement les conditions essentielles de son existence. Même après la réunion des territoires acquis lors de la dernière guerre, la Roumanie demeure un État agraire, où, à côté de 13 millions de paysans, on ne compte même pas cent mille ouvriers. Cette proportion n'est sans doute pas immuable, elle doit même se modifier. Il faut souhaiter, dans l'intérêt de la Roumanie, qu'elle ne se modifie pas trop vite et que le changement s'opère tout d'abord par l'industrialisation progressive de l'agriculture et par le développement des industries dont l'exploitation agricole fournit les matières premières. Sur ce terrain du moins, il semble que le gouvernement roumain puisse accepter de l'étranger les concours techniques et financiers dont le pays a besoin, sans

compromettre une indépendance politique et économique dont il se montre à bon droit jaloux.

ROUMANIE ET PETITE ENTENTE

Si les partis, en Roumanie, sont très divisés sur les questions de politique intérieure, économique et financière, ils sont entièrement d'accord sur les directions essentielles de la politique étrangère. Celles-ci se résument en deux articles : fidélité aux alliances conclues avec les grands États qui ont aidé la Roumanie à parfaire son unité ; coopération loyale et étroite avec les puissances de la Petite Entente. Pour être complet, on pourrait ajouter : volonté de vivre en bon accord avec les États ex-ennemis.

La parfaite harmonie qui préside aux relations franco-anglaises permet à la Roumanie de réunir la France et l'Angleterre dans un même sentiment d'amitié et de confiance. Si pourtant il fallait faire une distinction et marquer une préférence, je crois que nous passerions encore les premiers. Nous devrions ce privilège, pour une part, à la communauté de culture qui a fait des Roumains les élèves naturels des Français, et pour une autre part, au moins égale, au rôle joué par notre armée en Roumanie pendant la guerre. En aucun pays je n'ai senti plus profonde la reconnaissance d'un peuple envers un autre, en aucun pays je n'ai vu cette reconnaissance s'exprimer avec plus de sincérité et de noblesse. Il serait injuste d'établir sur ce point quelque distinction entre les partis ou entre les provinces : j'ai trouvé chez les nationaux-paysans le même culte que chez les libéraux pour la France, pour les idées qu'elle défend et les traditions qu'elle représente ; et si les Roumains de Bukovine et de Transylvanie parlent moins bien notre langue que ceux de l'ancien royaume, ils ne sont pas pour cela moins sincèrement attachés à notre pays.

C'est encore sur une communauté de culture que sont fondées les bonnes relations de la Roumanie avec l'Italie. Aussi n'a-t-il fallu rien de moins, pour les troubler un instant, que l'attitude inquiétante prise par le gouvernement italien à l'égard du traité de Trianon. Au moment où je séjournais en Roumanie, on y discutait passionnément les déclarations prêtées à M. Mussolini par lord Rothermere, et l'on s'étonnait

que plusieurs membres du parlement de Rome et même un sous-secrétaire d'État italien eussent pris part aux manifestations de Budapest. Assurément, les égards singuliers avec lesquels, dans l'affaire des mitrailleuses de Saint-Gottard, M. Titulesco avait traité M. Mussolini donnaient au gouvernement roumain le droit de s'attendre, de la part de l'Italie, à des procédés plus amicaux. On se demandait : « Que veut donc l'Italie ? » et quelques-uns répondaient : « L'Italie veut ce que la Roumanie ne peut pas vouloir. »

Après avoir joué la carte roumaine avec le général Averesco, voici que le *Duce* jouait la carte hongroise ; et, tout en se compromettant avec Budapest, il assurait Bucarest de son désintéressement et de son amitié. Les journaux italiens prédisaient avec insistance l'échec de la Conférence de la Petite Entente, qui était à la veille de se réunir, et dénonçaient à grand fracas un imaginaire péril panslaviste, comme si l'accord de Prague avec Belgrade était une menace pour Bucarest ! Les Roumains répondaient aux Italiens à peu près ceci : « Nous ne doutons pas de votre désintéressement et nous attachons à votre amitié un grand prix. Mais si, pour l'acquérir, il nous fallait, soit manquer aux engagements qui nous lient à nos alliés tchèques et yougoslaves, soit nous écarter de la ligne politique que nous suivons d'accord avec Paris et avec Londres, nous refuserions, à regret, mais sans hésiter. »

A la Conférence de Bucarest, fin juin dernier, la Petite Entente nous est apparue plus solide que jamais. Le temps n'est plus où M. Benès, déjà d'accord avec Belgrade, se heurtait à Bucarest aux hésitations d'un gouvernement sans autorité, et où, avant de réaliser sa grande idée, M. Take Jonesco devait vaincre la résistance d'adversaires politiques qui n'admettaient pas que quelque chose d'important pût être fait par d'autres que par eux. Nous ne sommes plus en 1920. M. Titulesco, durant son passage aux Affaires étrangères, n'a pas eu d'autre ambition que celle de poursuivre l'action si heureusement entreprise par M. Take Jonesco, qui fut son maître et son ami. Les chefs de l'opposition tsaraniste (nationaux-paysans) ne conçoivent pas eux-mêmes pour la Roumanie une attitude autre que celle qu'ont adoptée les libéraux. Ainsi, même au cas où son gouvernement changerait de mains, la Roumanie ne changerait pas de politique extérieure. Les seuls dangers qui

la menacent sont ceux qui menacent aussi ses partenaires : avec la Yougoslavie, elle doit faire face au péril hongrois ; avec la Tchécoslovaquie, au péril bolchévique. En outre, elle se sent unie à Belgrade et à Prague par des intérêts positifs. Enfin les accords conclus avec la Pologne et avec la Grèce prolongent au nord et au sud sa ligne de défense et les garanties de sa sécurité.

Étant, depuis 1919, dans l'heureuse situation d'un État qui a réalisé toutes ses aspirations nationales et n'a plus rien à désirer, la Roumanie n'a qu'un souci : conserver ce qu'elle a acquis. C'est dire assez clairement qu'elle sera toujours du côté de ceux qui, tenant les traités pour intangibles, ont ferme volonté et ample faculté de les défendre. Pour mériter vraiment sa fortune et la mettre à l'abri du danger, il ne reste plus à la grande Roumanie que de parfaire et de consolider, par une réforme opportune de ses méthodes administratives et par la restauration de son économie nationale sur des bases saines et larges, l'œuvre d'organisation intérieure et d'unification qu'elle a entreprise avec tant d'ardeur et tant de succès. Notre devoir est de l'y aider.

MAURICE PERNOT.

(A suivre.)

L'AVIGNON DES PAPES

Le 5 juin 1305, l'archevêque de Bordeaux, Bertrand de Got, était proclamé pape, et avec lui allait commencer une période extraordinaire dans l'histoire de la papauté. « On avait déjà vu, dit Renan, des pontifes faire des absences prolongées de leur capitale ; mais ni au XI^e^, ni au XII^e^, ni au XIII^e^ siècle on n'aurait admis l'idée qu'un pape pût se faire couronner ailleurs qu'à Rome, se dispenser pendant toute la durée de son pontificat de paraître à Rome, choisir hors de l'Italie une capitale pour l'exercice de sa souveraineté. » C'est ce que fit le nouveau pape sous le nom de Clément V. Son couronnement avait eu lieu à Lyon. Après des séjours à Bordeaux, à Cluny, à Poitiers et un assez long voyage dans le midi de la France, il déclara solennellement que la ville d'Avignon serait désormais sa résidence. L'Italie cria. Mais l'Italie l'avait bien voulu. Le Pape ne pouvait plus vivre dans une Rome anarchique. Ce n'était pas l'exil qui était honteux, comme le prétendait Pétrarque ; c'était de l'avoir réduit à l'exil. Clément V n'avait pas choisi Avignon par hostilité contre l'Italie ; il avait simplement obéi à la nécessité.

Ce choix paraissait excellent. Vieille ville romaine qui gardait les franchises des municipes romains dans une province aux trois quarts italianisée, proche de l'Italie, proche de la mer, facile à fortifier, si elle ne faisait point partie du Comtat Venaissin qui appartenait en toute souveraineté à la papauté, elle avait le grand avantage de dépendre non du roi de France, mais des comtes de Provence beaucoup plus accommodants. Enfin, dit encore Renan, « la cour papale, presque toute fran-

çaise, était là comme chez elle. Les cardinaux français n'avaient qu'à passer le Rhône pour être en France. Villeneuve devint leur endroit de prédilection... Ils s'y retiraient quand ils avaient quelque motif de prendre leurs sûretés ». Sept papes et sept papes français s'y succédèrent : Clément V, Jean XXII, Benoît XII, Clément VI, Innocent VI, Urbain V et Grégoire XI.

Ce n'est point leur politique que je désire exposer, ni les conflits qu'ils subirent, ni les orages qu'ils traversèrent. J'essaierai seulement d'évoquer la physionomie de cette petite ville de marchands et de pêcheurs transformée en capitale de la Chrétienté. En moins de quarante ans, la papauté en avait fait une cité de splendeurs. Glorieuse époque où le citoyen d'Avignon aurait pu dire :

Rome n'est plus dans Rome : elle est toute où je suis.

Glorieuse époque, mais dont nous entrevoyons depuis peu toute la gloire, car il n'y en a guère qui ait été plus décriée. L'histoire a été pendant longtemps écrite par des Italiens enragés contre nous et des Italiens de talent comme le chroniqueur Villani ou de génie comme Pétrarque. Leur ardente injustice a des circonstances atténuantes. Nous ne pouvons pas leur donner tort quand ils s'écrient que la place de la papauté est au tombeau des Apôtres. La papauté loin de Rome se sentait elle-même diminuée. Mais pourquoi oubliaient-ils que l'Italie était la grande coupable ? Et rien n'excuse Pétrarque, qui a été un assez triste caractère, d'avoir versé l'injure sur des pontifes qu'il courtisait et qui l'accablaient de leur faveur et sur une ville que personne ne le forçait d'habiter, mais où le ramenait et le retenait son magnifique appétit de bénéfices et de prébendes. Il empochait l'argent, et, le soir venu, bien enfermé dans sa librairie, il composait, en beau latin, contre la corruption de la cour papale et le dévergondage des Avignonnais, des imprécations qu'il se gardait soigneusement de rendre publiques. Cette éloquence en chambre bien close me rappelle ce que disait Veuillot du duc de Saint-Simon : « Il fabrique sa prétendue histoire en secret comme on fabrique la fausse monnaie... Il a tout son génie, toute sa vengeance, toute sa vie dans un tiroir bien fermé. La postérité ouvrira le tiroir et ses ennemis sans défense seront diffamés. » A en croire l'amou-

reux de Laure, Avignon, c'est « la Babylone de l'Apocalypse, la source de douleur, l'auberge de la colère, l'école des erreurs, le temple de l'hérésie, la forge du mensonge, l'horrible prison, l'enfer sur la terre ; c'est un égout où toutes les immondices de la terre sont venues se rassembler. »

L'ÉTRANGE CITÉ

La vision que nous avons aujourd'hui de cet infernal « égout » ne doit pas différer sensiblement de celle qu'en avaient les voyageurs du XIVe siècle : le paysage n'a pas changé. Allez à Villeneuve ; arrêtez-vous près du fort Saint-André, et regardez la fine et large plaine qui s'étend sous vos yeux. En face, Avignon se dresse sur son rocher des Doms, et, des deux côtés du rocher, la ville s'allonge en pointe dans la verdure. Au plein soleil, c'est une ville grise comme les collines déboisées. Mais, dès que le soleil décline, ce gris se patine d'une légère teinte d'or. On distingue les remparts qui ont des tons de feuille morte, des maisons multicolores qui se pressent autour du rocher, des clochers, des tourelles, des tours, des flèches gothiques, des clochetons aux découpures mauresques, tout un hérissement de pointes vers le ciel et, au-dessus, le palais des Papes. Un palais? Non ; une forteresse et la plus abrupte peut-être qu'on ait jamais érigée. Elle semble taillée dans un roc formidable avec ses hautes murailles talutées par le bas, ses tours énormes et sèches, ses couronnes de machicoulis. Ah! ce n'est pas le Vatican ! C'est la citadelle d'une papauté guerrière obligée de surveiller l'horizon et qui ouvre sur le monde ses petits yeux acérés.

Au XIVe siècle, on ne voyait pas seulement Avignon, on l'entendait. C'était par excellence la ville sonnante. Du matin au soir carillonnaient les cloches des Dominicains, des Grands Augustins, des religieuses de Sainte-Catherine, des Cordeliers, de Saint-Agricol, de Saint-Pierre, de Saint-Didier, de l'église métropolitaine Notre-Dame des Doms, et je ne compte pas, dans cette énumération très incomplète des couvents et des églises, la cloche d'argent qui, au palais des Papes, dit la légende, sonnait d'elle-même, et a longtemps continué de sonner chaque fois que mourait un pape. Celle-là, du moins, ne sonnait pas aussi souvent que les autres.

On pouvait entrer dans la ville de bien des côtés ; mais les papes nouvellement élus, les rois, les princes, les ambassadeurs y faisaient leur entrée solennelle par le fameux pont de Saint-Benezet. Benezet était un petit berger qui avait entendu le Christ lui ordonner de se rendre à Avignon et d'y construire un pont. L'imagerie populaire le représenta, au milieu de ses moutons, écoutant, un genou en terre, la voix de Jésus qui apparaissait au fond du ciel dans une gloire. Il construisit son pont, et une chapelle y fut bâtie qu'on lui dédia lorsqu'Innocent III l'eut canonisé. Je ne pense pas qu'on chantait alors : *Sur le pont d'Avignon tout le monde danse* ! bien que Renan, dans son drame philosophique *l'Eau de Jouvence*, ait mis cette chanson sur les lèvres des contemporains de Clément V. D'ailleurs on n'y a jamais dansé. On a dansé dessous, dans la taverne qui était presque adossée à une arche. Mais on s'y promenait. Défilés militaires, cortèges triomphaux, magnifiques funérailles, députations venues du centre de l'Asie, chevauchées et cavalcades, d'interminables pèlerinages et les premières processions de la Fête Dieu : on aurait pu inscrire sur ce pont : *Ici passe la gloire du monde.*

La ville était malpropre et sombre. Pétrarque en avait dénoncé les mauvaises odeurs, avec la même acrimonie que s'il ne s'était jamais égaré dans le labyrinthe nauséabond des villes italiennes. Les rues tortueuses étaient pavées de cailloux pointus quand les habitants voulaient bien se charger du pavage; leurs ornières, leurs flaques de boue, leurs tas de fumier étaient balayés quand les habitants se chargeaient du balayage. Les saillies des maisons, leurs poutres sculptées, leurs gargouilles, l'encorbellement des étages, les treilles qui grimpaient sur les murs, les enseignes suspendues, les auvents des boutiques, les tables et les bancs devant la montre des marchandises, rétrécissaient terriblement ces ruelles que des ponts sur traverse ou des arceaux de pierre obscurcissaient encore. M. Joseph Girard, le savant conservateur du Musée Calvet, à qui j'emprunte ces détails, les compare aux bazars des villes orientales où la foule circule entre deux rangées ininterrompues d'étalages, car, nous dit-il, Avignon, au temps des papes, « était un immense marché (1). » Mais il semblait que

(1) *Avignon au temps des Papes*, par M. Joseph Girard (Mémoires de l'Académie de Vaucluse, 1920).

l'univers s'y fût dégorgé. Nul n'en a mieux rendu l'impression cosmopolite que Mistral dans son poème de *Nerte*.

« Tout ce qui croit en Jésus-Christ avait tourné fidèlement son char vers le séjour de son Vicaire. Les nations buvaient au Rhône... Les Levantins y trafiquaient ; les cardinaux y chevauchaient drapés de pourpre ; les pèlerins de saint Antoine ou de saint Barthélemy chantaient par les rues à tue-tête. C'était un fouillis et un brouhaha de bateleurs, d'aventuriers, de moines de toute couleur, de gens de guerre et de marine qui se battaient au cabaret, d'excommuniés qui se frappaient la poitrine avec componction. Tantôt un chevalier de Rhodes, une croix à huit pointes brodée en blanc sur son haubert, remontait fièrement la rue Pavée ; tantôt, en pleine farandole, un prédicateur d'indulgences tombait la face contre terre. On rencontrait, couverts de sacs, des pénitents de toute espèce ; des flagellants ensanglantés se déchiraient la peau du dos avec la corde à triple nœud. Puis des docteurs causaient de science ; des Italiens parlaient de Rienzi ; et, ivres de leur jeunesse, des écoliers viveurs aux belles dames qui se mettaient à leurs fenêtres récitaient des vers d'amour. Et tout à coup des cris éclataient : « Voici l'ambassade espagnole ! Voici les députés du roi de Hongrie. » Des défilés bruyants ; des échauffourées ; des alertes ; et parfois un juif effrayé qui décampait. « Hi, le guenillon ! Le chapeau jaune ! A la juiverie ! Qu'il se cache ! » Sur tout cela tumultueusement, élevant dans les airs sa voix impérieuse, le mistral formidable, de loin en loin, des hautes gorges, se ruait comme une trombe. Et, dans l'espace blanchissant, quand le typhon impétueux arrachait les tuiles des toits, vous eussiez dit que le soufle de Dieu passait pour emporter sur les nations la bénédiction du Pape ! »

L'admirable page, non seulement par sa couleur, mais plus encore par son accent ! Elle respire une joie de vivre qui dilate le cœur, la même joie que devaient ressentir les Avignonnais devant cet accroissement rapide et providentiel de leur ville. Hier, petits provinciaux ; aujourd'hui gros bourgeois, marchant de pair avec la noblesse, coudoyant des princes, recevant des ambassades, assistant au défilé de toutes les grandeurs. D'autres que des Provençaux en auraient perdu la tête. Durant un siècle cette population fut surmenée. Tous les bruits qui peuvent surexciter l'imagination, tous les spectacles qui peuvent

ébranler les nerfs lui furent offerts presque sans interruption : couronnements de papes et de rois ; tournois dans l'île de la Barthelasse ; fêtes sur le fleuve couvert de bateaux pavoisés aux couleurs de France fleurdelysées d'or ; deux conciles ; six conclaves ; d'étranges ambassades, celle du Khan des Tartares, et la plus impressionnante de toutes, l'ambassade espagnole chargée, après la victoire de Tarifa, des trophées qu'elle venait déposer aux pieds du Saint-Père, étendards, boucliers et cimeterres suspendus aux harnais de cent chevaux conduits à la bride par des esclaves maures ; la réception du roi de France, les péripéties dramatiques du jugement de la reine Jeanne de Naples accusée d'adultère et d'assassinat ; les canonisations de saint Thomas d'Aquin et de saint Yves ; des légendes comme celle du mystérieux Arnauld de Villeneuve qui, en présence des familiers de Clément V, aurait transmuté des lames de cuivre en lames d'or et fait sortir un petit homme vivant de son creuset d'alchimiste ; des procès retentissants, d'épouvantables exécutions ; l'évêque de Cahors écorché vif et brûlé pour avoir envoûté Jean XXII dont il avait probablement empoisonné le neveu Jacques de Via ; deux années de la plus terrible peste qui ait ravagé l'Europe, et en moins de quarante ans, quatre réapparitions du même fléau ; les compagnies de Du Guesclin et les bandes du baron des Adrets campées à l'horizon et l'assaut pour demain peut-être ; un premier départ de la papauté et son retour frénétiquement acclamé, puis le départ définitif de Grégoire XI et toute la ville en larmes ; puis le Schisme, les deux antipapes dont le dernier, Benoît XIII, Pierre de Luna, une des figures extraordinaires de l'Histoire, se détache tragiquement sur un fond de massacre et d'incendie. Annonces de guerres, morts de rois ou d'empereurs, crimes et scandales, toutes les rumeurs du monde se répercutent dans ces rues et ces ruelles. Cela se sait partout ailleurs, mais lentement. Ici, on le sait tout de suite ; et chacune de ces nouvelles remplit la ville qui, malgré ses trois enceintes successives, au XIII^e^ et au XIV^e^ siècle, n'en reste pas moins une ville relativement petite où les émotions se transmettent plus vite qu'à Rome ou à Paris.

L'étranger, qui pour la première fois se mêlait au tumulte cosmopolite d'Avignon, devait être tout d'abord très surpris du

caractère profane et mondain de cette capitale de l'Église. De loin, il était difficile de distinguer les deux sexes, tant le luxe confondait leurs vêtements. Comme les femmes, les hommes portaient la cotte hardie, cette robe serrée à la taille qui descendait jusqu'aux pieds, l'aumusse, sorte de camail muni d'un capuchon, la houppelande aux larges manches et, penché sur l'oreille, le chaperon orné de perles avec gland de soie, clochette, fleur ou plume. L'écarlate, fort à la mode, était réservée aux prélats, aux chevaliers et aux docteurs de l'Université; mais on ne voyait que bonnets et brodequins rouges. La ceinture de velours noir soutenait d'ordinaire une dague dans sa gaine de cuir, une escarcelle et une écritoire de corne ou de plomb qui venait d'Allemagne. Les cheveux étaient longs et bouclés; la barbe et les moustaches, coupées très court.

Des lois somptuaires interdisaient aux femmes les fourrures d'hermine et de petit gris, les vêtements de soie, les parures précieuses; mais cette interdiction ne concernait ni les parents du pape, ni la femme et les filles du maréchal et du viguier, ni les baronnes, ni les grandes dames; et les autres en tenaient fort peu compte. Elles arboraient des toilettes d'une incroyable richesse. Leur somptuosité dépassait même celle des cardinaux et des prélats que traînaient, dans des voitures dorées, des chevaux carapaçonnés d'or, et qu'escortaient des laquais resplendissants. Gênes, Venise, Lucques leur avaient envoyé leur or filé; Damas, ses galons d'or et d'argent, Bologne, ses voiles de soie; la Hollande, le Brabant, la Lombardie, Lyon et Genève, leurs toiles et leurs dentelles. La moitié du visage voilé, sous leur chapel de roses ou sous un grand chapeau garni de soie, de plumes et de fleurs, ou encore coiffées d'une sorte de turban mauresque dont les rubans et les cordons de perles imitaient le tortis héraldique des barons, elles étaient vêtues de longues robes à queue toutes scintillantes de perles fines. Leur ceinture au riche fermoir laissait pendre une aumônière, des patenôtres d'ambre et de corail, souvent un éventail en plumes d'autruche ou de paon: et elles avaient des gants de soie brodés d'or.

On les rencontrait partout, le long des rues, où flottait derrière elles un sillage de parfums; sur le Rhône aux sons des luths et des téorbes; dans les églises, dans les palais des cardinaux, dans les appartements de la cour papale. On murmurait

à leur passage : « C'est la sœur de Monseigneur... la nièce de Son Eminence... » Avignon était le paradis des nièces. Elles tenaient salon ; elles distribuaient les faveurs ; on arrivait par elles aux grands emplois. Les noms de ces sirènes avignonnaises, comme les appelait Froissart, étaient charmants : Brunissande de Foix, dont la légende disait qu'elle tressait autour du front de Clément V une couronne de myrtes et de roses pour écarter de lui les fantômes des Templiers (1), Adeline vicomtesse d'Avignon, Miramonde de Léon, Doucette de Moustiers, Aremburge de Rosiers, Blanchefleur de Flassans, Enemonde de Bourbon, Phanette de Gantelines. Pétrarque, dans son âge mûr et sa vieillesse, regrettait le temps qu'il avait perdu en leur honneur à s'occuper de sa toilette. Il écrivait à son frère Gérard, qui de mauvais diable s'était fait Chartreux : « Tu te rappelles quel soin, quel inutile soin nous prenions pour que notre vêtement fût d'une exquise blancheur. (La pureté des eaux de la Sorgue donnait à la blanchisserie avignonnaise une renommée de perfection). Tu te rappelles quel ennui c'était de s'habiller et de se déshabiller ; quel travail répété le matin et le soir ; quelle crainte qu'un cheveu s'échappât de la place qui lui était assignée et que l'air léger ne confondît les boucles enroulées de notre chevelure ; comme nous évitions les chevaux qui venaient devant et derrière nous de peur que notre robe brillante et parfumée ne reçût par hasard une tache ou qu'elle ne fût froissée et ses plis dérangés. Parlerai-je de nos souliers ? Quelle pénible et continuelle guerre ne livraient-ils pas à nos pieds qu'ils paraissaient protéger ! Que dirai-je de nos fers à friser et du souci de notre chevelure ? Et quel bourreau de pirate nous eût plus cruellement serrés que nous ne nous serrions nous-mêmes de nos propres mains ? »

Eugène-Melchior de Vogüé remarquait un jour avec quelle souplesse d'esprit les historiens italiens savaient, quand ils écrivaient sur l'histoire de la papauté du Moyen-âge et de la Renaissance, distinguer entre le principe et les hommes et ne pas confondre dans une même réprobation le pontificat et ses dépositaires. « Le Français, disait-il, s'il vient du camp de M. Homais, tire un facile avantage des scandales romains pour déclarer, avec sa logique simpliste, que la barque du pêcheur

(1) Marc de Vissac, *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, 2e série, t. VII.

fut toujours une arche de charlatans et de brigands. S'il se rattache à la foi catholique, un agaçant fétichisme pèse trop souvent sur sa plume ; l'histoire qu'il écrit ressemble à l'autruche cachant sa tête. Il esquive ou il essaie de blanchir. » N'essayons point de blanchir. Le plaisir s'affichait partout. Il se faisait provocant à la porte des églises, dans les églises, jusqu'au pied de la chaire pontificale. La domination de la femme s'affirmait élégante, raffinée ou brutale. Non seulement les hauts dignitaires de la cour ne se déguisaient pas pour courir les aventures, mais le chapeau rouge et la pourpre cardinalice leur paraissaient des arguments irrésistibles. Le mal était si profond que plusieurs évêques de France rédigèrent des mémoires où ils demandaient la réforme de l'Église. Dès 1312, au concile de Vienne, l'évêque de Mende, Guillaume Duranti, représentait la cour papale comme un endroit scandaleux. L'incontinence y était devenue si commune, disait-il, qu'il était amené à proposer le mariage des ecclésiastiques tel qu'il était pratiqué dans l'Église grecque. Les Lettres secrètes de Pétrarque, — vous n'en doutez pas, — fourmillent d'anecdotes qui, racontées sur un ton moins satirique, avec moins d'indignation, fourniraient la matière d'un *Décaméron* assez licencieux où, d'ailleurs, Pétrarque lui-même pourrait jouer son rôle, car il est une preuve vivante de la liberté des mœurs dont on jouissait à Avignon. Ce n'est pas ce que nous lui reprochons. Sa vertu eût été un dommage pour les Muses.

Cette liberté s'accompagnait, — ce qui était peut-être plus grave, — d'un amour effréné de l'argent et des spéculations. Le tintement de la monnaie répondait à l'éternelle sonnerie des cloches. Comme toutes les nationalités se croisaient à Avignon, il y fallait des banquiers ou changeurs. Il en était venu de France, d'Allemagne, d'Angleterre, surtout d'Italie. La place du Grand-Marché, aujourd'hui place de l'Horloge, la place des Grands-Changes, la rue de la Boutique-Rouge, aujourd'hui rue Rouge, ainsi nommée à cause d'un magasin qui était tendu d'étoffe écarlate, et d'autres rues encore étaient pleines de comptoirs ou de « tables de change ». C'étaient de petites loges, moitié en bois, moitié en maçonnerie, qui se louaient un bon prix et d'où sortait continuellement le même bruit qu'on entendait naguère dans les salles de jeu de Monte-Carlo.

D'autre part, la papauté émigrée en Provence avait vu ses

propres États s'insurger contre elle et se trouvait aux prises avec la défiance des États tributaires qui craignaient que leur tribut n'allât grossir le trésor du roi de France. Les guerres d'Italie, où le cardinal Albornoz reconquérait morceau par morceau le patrimoine de Saint-Pierre, épuisaient ses ressources. Les exigences de la politique, les nécessités de la religion multipliaient ses difficultés financières et la réduisaient aux expédients (1). Elle accabla d'impôts les bénéfices ecclésiastiques; elle mit en vigueur le système des annates, qui réservait à la Chambre apostolique les revenus de la première année qu'un titulaire tirait de son bénéfice; elle se saisit des dépouilles de tous les bénéficiers qui venaient à mourir et s'attribua la succession de toute personne ecclésiastique régulière ou séculière; elle vendit des indulgences; elle usa largement de la vieille coutume qui permettait aux coupables de se racheter avec de l'argent des peines qu'ils avaient méritées. Un Juif avait commis un attentat sur un coreligionnaire qui allait se convertir à la religion catholique : il versait cinq cents livres à la Chancellerie. Un mari convaincu d'avoir battu sa femme plus que de raison payait trois livres quatre sous. Si les coups avaient amené la mort, l'amende montait à dix-sept livres quinze sous Les absolutions étaient ainsi tarifées. Quel aiguillon pour les cupidités! L'Espagnol Alvaro Pelayo, qui avait été longtemps fonctionnaire à la curie d'Avignon et qui s'est fait l'ardent défenseur du pouvoir des Papes, nous dit dans son traité *Du gémissement de l'Église*: « Je ne pouvais entrer dans la chambre d'un ecclésiastique attaché à la cour papale sans y trouver des usuriers et d'autres ecclésiastiques occupés à compter et à peser des piles d'écus. » Les cardinaux étaient attendus au seuil même de la curie par leur clientèle de solliciteurs et de spéculateurs qui se pressaient autour d'eux et les reconduisaient jusqu'à leur demeure, comme jadis à Rome les clients escortaient les patriciens.

Mais ce dont l'étranger devait s'étonner encore plus que de cette avarice et de cette passion du luxe et du plaisir, c'était le scepticisme léger qui flottait sur toutes les choses. Il y avait de la moquerie dans l'air. On y affectait une sorte de persiflage élégant qui était compris, souvent goûté des Italiens, mais qui

(1) Mollat, *la Fiscalité pontificale, les Papes d'Avignon.*

déroutait ou exaspérait les rudes gens du nord. Avignon était un centre d'hérésie et de pensée antichrétienne. Le communisme mystique et le matérialisme philosophique s'y croisaient. Les descendants des Juifs espagnols y avaient apporté de la sagesse orientale. L'humanisme commençait à dépouiller les esprits des idées du moyen âge. De toutes les doctrines contraires, de toutes les aspirations opposées, se dégageait une humeur plus libre, plus indépendante. Je relève dans Renan une observation très juste : « Sous le règne de Clément V, on put souffrir pour trop croire, on ne souffrit jamais pour ne pas croire assez. » Ce qu'il dit du règne de Clément V s'applique à toute la vie d'Avignon au XIVe siècle. L'autorité pontificale se montra souvent dure envers les fanatiques et les illuminés. Du reste, ils créaient un danger public, comme ces Flagellants descendus de la Souabe qui se jetaient par terre les bras en croix, nus jusqu'à la ceinture et qui, le long des rues, sur les places publiques, se lavaient de leurs péchés dans le sang des flagellations. Mais la même autorité fut toujours humaine et traitable à l'égard des gouailleurs et des indifférents. Elle supporta très doucement les épigrammes, les plaisanteries et, puisque nous sommes en Provence, je dirai les galéjades. Les étudiants français, clients assidus des tavernes qui avoisinaient la place de Saint-Pierre, où étaient le tribunal, la prison et le pilori, chantaient à tue-tête des chansons contre le clergé, et le clergé ne s'en offensait pas.

Et puis, que n'avait-on pas entendu dans cette ville d'Avignon où jadis saint Dominique avait fait jaillir une source miraculeuse et où saint Thomas d'Aquin avait longuement médité? Que n'avait-on pas entendu, à commencer par les témoins de Guillaume de Nogaret aux ordres de Philippe le Bel, qui, toujours acharné contre l'ancien pape Boniface VIII, demandait impérieusement qu'on rouvrît son procès? Ils avaient, pour ainsi dire, déterré ce pape; ils avaient traîné son cadavre sous les yeux du peuple; ils l'avaient traité d'empoisonneur et de simoniaque; ils lui avaient prêté les opinions les plus monstrueuses : que Jésus-Christ n'était qu'un être fantastique; que le vrai paradis était en ce monde; que les prières pour les trépassés ne servaient qu'aux prêtres; que les moines étaient tous des hypocrites. On avait prétendu qu'il était mort en blasphémant Dieu et la Vierge. Voilà ce qui s'était dit et

répandu. Que la foule crût à ces calomnies ou qu'elle admirât l'audace des calomniateurs, l'effet était le même. La religion n'était pas encore menacée; mais on apprenait à se passer de ceux qui la représentaient. En 1377, la *Chronique de Bologne* nous dit que le peuple bolonais se refusait à croire au Pape et aux Cardinaux, prétextant que ces choses n'avaient rien de commun avec la foi. On n'en était pas là à Avignon. Mais il est indiscutable que de cette ville où, sous le beau ciel de Provence, l'esprit critique se déployait si complaisamment et où affluaient des milliers d'étrangers dont les vices ne pouvaient se dissimuler comme ils l'eussent fait dans une très grande ville, les gens du Nord emportèrent les premiers germes de la Réforme.

LA POLICE DE LA VILLE ET LE GHETTO

Ainsi l'amour du luxe et du plaisir, l'amour de l'argent et du jeu, et comme une atmosphère de libre pensée : tels étaient les caractères de cette étrange cité des Papes. Mais ceux qui venaient des républiques tumultueuses de l'Italie ou de la brutale Angleterre ou de la sombre et rude Allemagne, devaient être frappés de l'ordre qu'on devinait sous ces désordres apparents et de la sécurité que les habitants y goûtaient. Toutes ces différentes sociétés, qui se mêlaient sans se confondre et sans se heurter, vivaient relativement en bonne intelligence. Les querelles, les haines de famille à famille, qui ensanglantaient les cités italiennes, n'existaient pas. Sauf quelques vives rencontres entre Italiens et Français, on n'y connaissait guère, en fait d'émeutes, que les charivaris. L'autorité eut beaucoup de mal à extirper cette scandaleuse coutume qui accompagnait la célébration des mariages. Au moment même de la bénédiction nuptiale, des individus se précipitaient dans l'église en vociférant, se jetaient sur les mariés, les houspillaient, brisaient les lampes et quelquefois les croix, braillaient des grossièretés, tournaient en dérision la cérémonie; et, quand les époux regagnaient leur maison, souvent ces individus les avaient devancés et l'avaient à moitié dévalisée. Si c'était un veuf ou une veuve qui se remariait, le charivari grossissait en tempête. Il en est resté quelque chose dans nos campagnes où l'on donne encore quelquefois aux nouveaux mariés une affreuse sérénade avec des poêles et des casseroles.

Le pape choisissait le premier magistrat de la ville qui se nommait le viguier. Aucun homme d'église ne pouvait remplir cette magistrature qui l'eût obligé, dans certains cas, à infliger la mort ou des peines entraînant l'effusion du sang. Le viguier était assisté de deux juges, d'un procureur fiscal, de notaires et d'un sous-viguier qui avait sous ses ordres la police municipale. Les sergents se tenaient dans les différents quartiers, casqués, le bouclier au bras et la main sur leur épée. On se défiait un peu de leur intelligence et de leur moralité. De temps à autre on en pendait quelques-uns pour accointance regrettable avec les malandrins qui pullulaient dans cette ville internationale. Les règlements leur défendaient formellement de garder pour eux les armes prohibées qu'ils confisquaient, de pénétrer dans les domiciles privés, sauf avec mandat du juge, de réclamer de l'argent aux coupables arrêtés et d'emprisonner personne sans ordre spécial, à moins de flagrant délit. Ils devaient exercer une surveillance rigoureuse sur les étuves ou maisons de bains qui étaient aussi fréquentées que jadis à Rome. Il y en avait de bien famées et de mal famées, et il y en avait qui étaient les deux à la fois, possédant deux issues, l'une pour les gens honnêtes, l'autre pour ceux qui l'étaient un peu moins. Je crois que, vertueux ou non, les gens étaient plus propres au Moyen-âge, du moins dans cette partie de la France, qu'ils ne l'ont été depuis la Renaissance jusqu'aux temps modernes. La nuit, au moindre tapage, chacun devait mettre une lumière à sa fenêtre; et dans tous les carrefours les Madones brillaient, illuminées. Cependant mieux valait rester chez soi, passée l'heure du couvre-feu.

Les œuvres de charité abondaient. Dès le milieu du XIII^e^ siècle, Avignon avait eu ses hôpitaux. On en comptait huit au début du XIV^e^ siècle, quatorze en 1331, dix-neuf en 1367. Grégoire XI arrêta le mouvement. Les malades manquaient. Il préférait que l'on créât des maisons d'orphelins et de repenties. Les pèlerins sans ressources étaient nourris par l'aumônerie de la Pignotte qui leur fournissait aussi des vêtements et des remèdes. Ce bureau de bienfaisance avait été institué par les papes. Il recevait de pieuses donations et prélevait une sorte d'impôt sur les opérations commerciales de certains corps de métier. Une maison de repenties accueillait les jeunes femmes lasses de leurs souillures. Elles y prenaient la robe blanche avec la cape de drap noir, sans fourrure ni plume, « en la

manière d'honnêtes femmes veuves ». Et quelquefois on les mariait honorablement (1).

Le fameux quartier de la Juiverie était placé sous le pouvoir spécial du viguier. La situation des Juifs dans le comtat Venaissin et dans Avignon était meilleure que nulle part au monde. Leur établissement remontait aux temps romains, et les bords de la Durance étaient couverts de synagogues. L'emplacement de celle d'Avignon n'a pas changé depuis sept cents ans, nous dit M. Girard. Les papes étendaient sur eux leur protection, aux dépens de leur popularité. En 1348, lorsque la peste s'abattit sur l'Europe et qu'on les accusa d'avoir empoisonné les fontaines et les fleuves, Clément VI lança deux bulles pour les justifier et pour interdire toute violence à leur égard. Dans leur ghetto d'Avignon, sur la paroisse Saint-Pierre, les Juifs vivaient tranquilles et faisaient de bonnes affaires. Parmi les nombreux règlements dont ils étaient l'objet, je note l'article qui leur enjoignait de laisser les chrétiens y circuler librement sans les tirer par l'habit pour les entraîner dans leurs boutiques. Une de leurs trois rues s'appelait la *Calandre*, du nom provençal de la presse à lustrer les étoffes, car beaucoup d'entre eux étaient drapiers. Mais ils avaient d'autres commerces.

La bienveillance des papes s'expliquait par l'esprit de justice, par l'absence de fanatisme et aussi par leur respect intéressé de la science médicale. Les principaux médecins étaient juifs et venaient de l'Espagne où les califes Ommiades avaient entretenu un grand foyer scientifique. Les Israélites, que leur origine sémitique rapprochait des Musulmans et qui apprenaient plus aisément la langue arabe, se pressaient dans les collèges mauresques et de là se répandaient à travers le monde. Ce furent eux, croit-on, qui introduisirent la médecine des Arabes à Montpellier; et la présence de la cour romaine les avait appelés à Avignon. Étranges figures, ces médecins juifs. Ils exerçaient en même temps les fonctions de physiciens, de barbiers, d'astrologues, et ils étaient, par-dessus le marché, commerçants et banquiers. Ils vendaient à leurs clients des étoffes et des bijoux et leur prêtaient de l'argent. Les prêts étaient toujours faits à titre de service amical, mais ces amis emportaient des garanties matérielles. Les anciens protocoles des notaires d'Avignon en

(1) Docteur Pansier, *les Rues d'Avignon au moyen âge. Les hôpitaux. L'Œuvre des Repenties à Avignon* (Mémoires de l'Académie de Vaucluse).

font foi. Nous y voyons, par exemple, que maître Bellaur de Stella, chirurgien, a reçu de Jeanne de Monteolivo, qu'il a soignée et à qui il a prêté de l'argent, trois pièces de robe, un corset et deux tuniques. Ils entraient avec leur lancette et sortaient avec les vêtements du malade. Leur visite coûtait assez cher pour l'époque : un peu plus de huit francs.

Ces protocoles de notaires conservés aux archives du département de Vaucluse nous permettent de reconstituer les intérieurs des notabilités du ghetto. Ils étaient somptueux : meubles sculptés, tapisseries de toile peinte à personnages, candélabres dorés ; grands éventails en paille ou en plumes de paon ; des livres avec serrures et clous d'argent ; d'énormes coffres bondés de linge brodé, de houppelandes fourrées, de robes de soie, avec cette pièce d'étoffe rouge en forme de roue pleine que les lois forçaient les Juifs de porter. Tout ce luxe exhalait une odeur d'Orient. Près d'un rouleau de parchemin où l'histoire d'Esther était écrite en caractères hébraïques, un flacon de Damas contenait de l'eau de rose. D'indéfinissables parfums flottaient dans les plis des tentures. Le chrétien, qui frappait un soir à ces demeures mystérieuses pour un prêt ou pour la vente d'un bijou, ou pour une consultation, y entrevoyait souvent une admirable fille, les cheveux ceints d'un bandeau de perles, la taille emprisonnée dans une lourde ceinture d'argent, qui ouvrait sur lui des yeux où semblait brûler un peu de la flamme du Cantique des Cantiques.

Les mariages se célébraient avec des rites singuliers. Pendant quatre samedis de suite on banquetait, et ces quatre samedis portaient les noms du siège où s'asseyait la mariée : le samedi du banc, du tabouret, de la chaise et du dais. Ce dernier samedi, elle trônait à côté de son mari sous une sorte de baldaquin couvert de guipure blanche et tout orné de fleurs. C'est ainsi que j'ai vu à Ceylan trôner les épousées Cynghalaises, comme des idoles, dans leur chambre illuminée. A deux pas du palais des papes s'épanouissait, au milieu du silence de la nuit, une civilisation orientale. Et ce ghetto recélait aussi de la sorcellerie. On s'y adonnait aux pratiques magiques. C'était encore une espèce d'arsenal où quelques esprits, imbus de philosophie arabe et de fatalisme, forgeaient sans bruit des armes pour la libre pensée (1).

(1) Pour tout ce qui concerne les Juifs dans les Etats du Saint-Siège au moyen

QUELQUES FIGURES

Ne vous est-il jamais arrivé de vous dire, en remuant les cendres de ces lointains passés, qu'une heure de conversation avec un de ces millions d'êtres qui n'ont laissé aucune trace dans l'histoire nous en apprendrait plus que tous les pauvres documents si difficiles à rassembler ? Les papiers des notaires sont précieux. Je me rappelle une page d'un érudit avignonnais, l'abbé Requin, sur l'importance des protocoles dans la société du moyen âge. On allait chez le notaire à propos de tout : d'un enfant qu'on mettait en apprentissage ; d'un contrat avec un maçon, un menuisier, un peintre ou un serrurier ; d'un brevet de maître d'armes ou d'un compte d'apothicaire ; d'un crêpage de chignons entre deux femmes ; d'une réconciliation entre deux familles ; de la contrition d'un fils prodigue qui s'engageait à mener une vie plus sérieuse ; de la déclaration d'un malade qui défendait qu'on inquiétât son médecin, si celui-ci l'envoyait dans l'autre monde. Les notaires étaient des greffiers. Mais que de mal nous éprouvons encore à voir les figures et les âmes derrière les actes qu'ils rédigent, à saisir la vie qui palpitait sous les hardes dont ils dressent l'inventaire !

M. Girard a exhumé le cartulaire d'un marchand avignonnais du XIV^e^ siècle, Jean Tesseyre, chanvrier, cordier et débitant de vins en gros et en détail. Sa biographie, d'après son « livre de raison », nous apporte un assez grand nombre de renseignements sur l'histoire économique et sociale de la ville ; mais rien n'y concerne son état d'esprit, et les événements qui ont fait d'Avignon un théâtre d'aventures passionnément dramatiques n'y ont laissé aucun écho. D'ailleurs il est curieux que cette période ne nous ait légué, en dehors des lettres de Pétrarque, ni journal, ni chronique. Ce Jean Tesseyre était un très honnête homme, fort considéré et peu lettré, car on ne trouva chez lui qu'un livre : la Bible. Il n'avait souci que d'attirer sur sa personne, sur son cabaret, sur ses vignes, sur toutes ses affaires, la protection des Saints et la bénédiction de Dieu. Il offrait des images de cire à Notre-Dame de Bon Repos, à Notre-Dame des Doms, à Notre Saint-Père le pape Urbain

âge, je signale, entre autres publications, l'étude de R. de Maulde (*Bulletin historique et archéologique de Vaucluse, 1879*).

Dans un des codicilles de son testament, il légua à « chacune des Trois Maries de la Mer, sœurs de la Vierge », un manteau de soie fourré et doublé de taffetas. Il perdit un enfant, son fils Bertrandet et il nota sa mort, le 18 décembre 1370 à trois heures de la nuit. Et il glorifia la Sainte Trinité de Notre-Seigneur Dieu Jésus-Christ et la royale Majesté de la Reine du Paradis, la mère vierge de Notre-Seigneur... « Plaise à la Sainte Trinité de mon Seigneur Jésus-Christ qu'elle ait reçu ton âme en état de grâce et qu'elle t'ait pardonné tes péchés. » Et ces mots sont comme une larme que le temps n'a pas séchée sur le vieux parchemin. Pendant que les grands événements s'accomplissaient, ne nous demandons pas trop ce que faisaient les humbles acteurs de la comédie humaine; ils faisaient ce que nous continuons de faire : ils veillaient sur leurs intérêts et ils ensevelissaient leurs morts.

Un autre érudit, Pierre Bayle, a retrouvé le cartulaire d'une bourgeoise avignonnaise de la même époque, Douceline Guazin, veuve de Jean de Sade, chanvrier. Assez riche bourgeoise, ses propriétés étaient administrées par son cousin Jean Textoris, cordier, mercier et marchand d'habits. Il tenait le livre de comptes; mais la bourgeoise n'était pas commode, et souvent elle les contestait en latin : *Non credit! non credit!* écrivait-elle en marge, ou encore : *Credit, sed non de tanto !* Quelquefois elle lui déférait le serment : *Deferat sacramentum !* Elle était processive en diable. Elle ne payait ses créanciers que contrainte par voie de justice. Il faut dire que ses débiteurs se faisaient tirer l'oreille pour la payer elle-même et qu'elle était toujours à court d'argent. Son mari avait ordonné que du drap d'or qui recouvrirait son cercueil on tirât une chasuble, réservée à l'officiant de sa chapelle sépulcrale. Mais, en dépit des remontrances de Jean Textoris, elle mit le drap d'or en gage. Elle vendit aussi sa robe de mariage, une belle robe verte. Le Juif l'emporta avec un couvre-pied et un oreiller de soie pour la somme de quatorze florins. Et son argenterie suivit la robe verte et le drap d'or. Cela ne l'empêchait pas d'offrir des brandons à la chapelle de Saint-Symphorien et du pain blanc pour les âmes de ses parents, le Jour des Morts; et, les jours de fête, elle arborait une robe en drap fin de Bruxelles jaspé sombre, garnie de soie, de cendal, de franges, de parements et de fourrures, qui avait coûté trente florins (plus de

six mille francs d'aujourd'hui) et que le Juif devait guetter. Toujours en lutte avec ses locataires qui ne la payaient pas et ses créanciers qui la menaçaient des juges, Douceline visitait les couvents pour reprendre haleine. Rentrée au logis, elle demandait à ses fuseaux et à sa quenouille de réparer un peu les petits accrocs de ses revenus. *Et ipsa lucrabatur aliquid filando*, dit Jean Textoris. (Elle gagnait quelque chose en filant.) Quand le temps était beau, elle venait souvent coudre à sa porte. Les dames d'Avignon avaient coutume de s'asseoir sur le banc de pierre posé près de leur seuil. La Laure de Pétrarque s'y asseyait aussi dans sa robe verte parsemée de violettes ou dans son habit écarlate semé de roses, et, quand le poète passait, peut-être daignait-elle lever vers lui ses yeux d'un bleu céleste et son nez retroussé, car elle avait le nez retroussé. Le poète ne nous l'a pas dit, mais elle l'avait. « C'est un charme! » s'écriait La Fontaine, et il ajoutait : « C'en est même un des plus puissants. » Quant au nez de Douceline, on ignore sa forme, et on ignore aussi la couleur de ses yeux. Laissons-la coudre en paix sur son banc de pierre les vêtements de sa fille Johanella. Elle songe peut-être que l'évêque de Clermont, à qui elle a loué un vaste hôtel, ne l'a pas encore payée. Et c'est tout ce qui l'intéresse des redoutables écueils entre lesquels navigue en ce moment la barque de saint Pierre.

LES GRANDS PILOTES

Mais, en face, dans l'énorme château, « qui lançait vers le ciel sur le dos de ses voûtes la carrure prodigieuse de ses sept tours en pierre dure », pendant « qu'aux trèfles de ses fenêtres croassaient les oiseaux de proie et que de gros vols des martinets criaient dans ses machicoulis (1) », les grands pilotes veillaient. Après l'aimable Clément V que son caractère et surtout son misérable état de santé inclinaient aux complaisances, c'est Jean XXII, un Cahorsin, corps frêle, parole tranchante, esprit souple, intelligence aussi étendue que son âme était énergique, ennemi mortel des hérésies et pourtant théologien hardi, administrateur puissant; — Benoît XII, originaire du comté de Foix, qui, pour avoir longtemps vécu au

(1) Mistral, *Nerte*.

cloître, en avait gardé une austère roideur, grand, fort, coloré, la voix sonore, sans génie, mais plein de vertu, et, par horreur du népotisme, considérant que « le pape doit ressembler à Melchisédech qui n'avait ni père, ni mère, ni généalogie »; — Clément VI, né en Corrèze, très grand seigneur, habitué au luxe de la richesse, magnifique dans ses présents et dans ses discours, spirituel, toujours maître de lui en face des fléaux qu'il combat comme au milieu des fêtes qu'il donne, aussi prudent que ferme, sauf en matière de finances, et d'une telle habileté qu'il savait contenter, a-t-on dit, ceux-là même qu'il ne pouvait satisfaire; — Innocent VI, un Limousin, plus effacé, d'un rigorisme claustral, observateur scrupuleux des canons de l'Église, très laborieux, d'une volonté souvent indécise, mais jamais quand il s'agissait de dompter les douleurs atroces dont son corps était noué; — Urbain V, de la Lozère, très simple, doux envers les pauvres, ami du jeûne, d'une sensibilité qui lui faisait verser des torrents de larmes lorsqu'il disait sa messe, d'une bonté et d'un optimisme qui auraient pu aller jusqu'à l'imprévoyance, mais avec un fond de mélancolie poignante, le seul de nos papes que Pétrarque ait loué, malheureusement en homme qui ne sait pas garder plus de mesure dans l'éloge que dans la satire; — Grégoire XI, le neveu de Clément VI.. , mais nous le retrouverons bientôt. Je ne crois pas que l'histoire de l'Église nous offre une série de papes aussi remarquables que ces papes français, — ni qui furent plus odieusement vilipendés.

Ils ont été très grands. Ils n'ignoraient rien des abus qui croissaient et s'étendaient autour d'eux, rien du dérèglement des mœurs qui, du reste, caractérise l'époque tout entière. Benoît XII, Innocent VI, Urbain V essayèrent de quelques remèdes. Mais ils auraient perdu leur temps à vouloir réformer Avignon. D'autres soins plus graves les sollicitaient. Jamais la situation n'avait paru plus désespérante : l'Italie en feu; les États de l'Église en révolte contre l'Église; Rome « plus pareille à une caverne de bandits qu'à une résidence d'hommes civilisés » et si délabrée qu'à Saint-Pierre et à Saint-Jean de Latran, les troupeaux paissaient au pied des autels; des menaces de schisme et même un pape schismatique élu par l'Empereur; la querelle de la Papauté et de l'Empire se rallumant avec une violence inattendue; la France et l'Angleterre heur-

fées l'une contre l'autre; l'Allemagne insolente; l'Orient agité. Devant tous ces orages qui se préparaient ou qui grondaient, que signifiait pour des hommes assis au gouvernail, un scandale de plus ou de moins à quelques pas d'eux?

Ce qu'ils accomplirent tient du prodige. L'excellent livre si impartial de M. G. Mollat le prouve (1). L'Allemand Pastor, dans son *Histoire des Papes*, leur a rendu justice. Ils firent face à tous les périls; ils sauvèrent tout ce qui pouvait être sauvé. Ils maintinrent partout leur droit de suzeraineté. Ils reconquirent leurs domaines. Ils luttèrent, avec une diplomatie souple et fière, contre la guerre, contre les fanatismes, contre les haines, contre tous les fléaux déchaînés à travers le monde. Ces vieillards, qui n'avaient que peu de temps à vivre, ces rois de la Chrétienté, qui pouvaient tout au plus compter sur huit ou dix ans de règne, au milieu des innombrables difficultés qui les assiégeaient et les pressaient de toutes parts, embrassaient de leur pensée l'Univers. Ils s'occupaient des âmes à gagner dans l'Inde, en Chine, en Égypte, en Nubie, en Abyssinie, dans les États barbaresques, au Maroc. Ils envoyaient des missions; ils créaient des évêchés; ils reculaient les limites de la propagation de la foi.

Français de cœur, mais papes avant tout, ils désirèrent, sans exception, revenir à Rome, au seul endroit qui pouvait assurer à l'Église son caractère universel. Leur résidence d'Avignon n'était, à leurs yeux, qu'un moment transitoire dans l'histoire de l'Église. Cependant, — et cela me semble admirable, — ils s'y installaient comme s'ils pensaient y demeurer éternellement, car l'Église, même exilée, ne devait pas paraître en exil; la papauté, même sur une terre étrangère, devait donner à tous, ne fût-ce que pour une heure, l'idée d'une impérissable solidité.

Quelques-uns vivaient dans leur palais avec la simplicité et la frugalité d'un moine dans sa cellule; mais ils appelaient les artistes italiens et les artistes français et ne ménageaient rien pour orner leur halte éphémère. L'intérieur de leur palais était très beau : un escalier de marbre, de hautes et vastes salles, des voûtes aux nervures gigantesques; des murs couverts de fresques ou de tapisseries à personnages; des draps

(1) *Les Papes d'Avignon* (1305-1378), par G. Mollat (Gabalda, 1912).

d'or et d'argent; des tapis somptueux; des drapeaux pris aux Maures et rapportés de la Terre Sainte; des œuvres d'orfèvrerie étincelantes de pierreries, d'émeraudes, d'escarboucles; des services d'or. Ils préparaient la Renaissance (1). Non seulement ils entouraient de leur bienveillance l'Université d'Avignon, créée par Boniface VIII, où l'on enseignait le droit canon, le droit civil, la médecine et les arts libéraux; non seulement ils multipliaient les écoles épiscopales et favorisaient les écoles municipales; ils rassemblaient encore à grand prix la plus considérable et la plus riche bibliothèque princière de l'Europe. Depuis que Maurice Faucon a publié les catalogues de leur librairie, nous pouvons admirer, en connaissance de cause, leur splendide effort. Presque toute la littérature latine, telle que nous la possédons, y était représentée. *La Divine Comédie*, avec ses Papes en enfer, n'en était pas exclue. Pétrarque y avait introduit seize volumes de ses écrits latins. Les *Rêveries mythologiques et agrestes* de Boccace y figuraient. Ces pontifes que les Italiens représentaient comme dénués de culture, — des barbares! — il n'y a pas un seul mouvement d'idées auquel ils soient restés étrangers. Mais toujours, malgré les trésors qui s'entassaient autour d'eux, toujours cette ardente nostalgie du Tombeau des Apôtres; toujours ce soupir de leur âme vers Saint-Pierre et Saint-Jean de Latran. C'est ce qui leur donne parfois, au milieu même de leurs splendeurs, un air de majesté mélancolique.

Urbain V n'y put tenir. En 1367, suivi de cinq cardinaux, il prit la route de Rome. Mais cette Italie turbulente et ces Romains inconséquents qui, malgré les transports d'allégresse dont ils avaient salué son arrivée et leur désir de le garder, s'unissaient aux gens de Pérouse insurgés contre lui, vinrent à bout de sa force de résistance. Deux ans et demi lui suffirent :

(1) M. Robert Brun vient de publier chez Armand Colin un livre *Avignon au temps des Papes. Les Monuments. Les Artistes. La Société*, qui est d'un grand intérêt, surtout au point de vue artistique. « L'influence des Papes, dit-il, s'est exercée dans tous les domaines : architecture, sculpture, peinture, décoration murale, enluminure, orfèvrerie. Il n'est pas une branche des arts, même des arts industriels, qui n'ait reçu d'eux une vive impulsion. » Je voudrais pouvoir citer tout ce qu'il dit des fresques où figurent les plaisirs de la pêche et ceux de la chasse et qui marquent, selon lui, une date importante dans l'histoire de l'art. « Elles sont le symbole d'une évolution générale des idées qui s'accomplit pendant le XIV^e^ siècle et montrent les efforts des artistes pour illustrer certains aspects de la vie profane. »

il décida de retourner en France. Rome consternée voulait empêcher son départ. Sainte Brigitte lui révéla qu'il mourrait à son retour. Il n'entendit rien. Il aspirait à revoir le ciel français et sa ville d'Avignon. Il rentra donc, et quelques jours après, il mourut. On l'a accusé de faiblesse. C'était mal le connaître. On ne comprenait pas que les ressorts de la vie étaient brisés en lui; il revenait en France non pour y vivre, mais pour y mourir. Il ne frustrait l'Italie que de son cadavre.

Son successeur était presque un jeune homme : il n'avait que quarante ans. Pierre-Roger de Beaufort, — Grégoire XI, — était pâle, délicat, maladif et, dans sa débilité, charmant Il est le dernier pape que l'Église ait reçu de la France, le dernier pape français. Pourquoi ? L'Église n'en a pas eu d'aussi sympathique. Le Sacré Collège l'avait nommé le 30 décembre 1370 après une seule nuit de conclave. Son élection ne surprit et n'affligea qu'un homme, lui; car il était très modeste et le poids de la tiare l'épouvantait. Intelligence très cultivée, il adorait les livres. Sa correspondance nous le montre soucieux de se procurer des manuscrits. Il avait toujours été un homme d'études très pieux dont la piété se nuançait de mysticisme. Il fit trois vœux en montant sur le trône de Saint-Pierre : réformer l'Église; pacifier l'Occident pour faire front aux envahissements des Infidèles; et, avant tout, rétablir le Saint-Siège à Rome.

Dès 1374, il annonça son intention de partir. Mais il fallait attendre que l'Italie fût calme, et il fallait aussi réconcilier Édouard III et Charles V. Son frère et son neveu étaient prisonniers des Anglais; il souhaitait ardemment la fin d'une guerre qui épuisait la France. Au commencement de 1375, il fixa son départ pour le mois de mai. Hélas ! son espérance d'une paix entre la France et l'Angleterre fut trompée. On remit le départ à Pâques 1376. Les galères vénitiennes qui devaient l'emporter en Italie étaient déjà prêtes. A ce moment la république de Florence se souleva contre la Papauté et entraîna dans sa révolte les Terres de l'Église. Il fallait encore patienter : ce ne serait point à Pâques... D'autre part, le roi de France, inquiet, lui envoyait le duc d'Anjou pour le conjurer de demeurer à Avignon. Toute la ville l'assiégeait de supplications. Sa famille s'agitait. Son père lui ordonnait de rester; ses quatre sœurs intriguaient; il avait contre lui tous

ceux qui lui étaient chers et son propre cœur. « Il est dur de quitter son pays », laissait-il échapper dans une lettre à l'Empereur. Et ces mots, dans une pareille lettre, nous en disent long sur son déchirement intérieur. Cependant les galères attendaient, au pied du rocher des Doms.

LE DÉPART D'AVIGNON

Ce fut cette même année 1376 qu'un jour, au coucher du soleil, une petite troupe d'Italiens se présenta à une des portes d'Avignon. Dans cette troupe composée de moines et de clercs, une grande jeune fille s'avançait vêtue de blanc et de noir comme les tertiaires de Saint-Dominique. Les traits émaciés, la figure allongée et marquée de la petite vérole, elle était maigre et pâle. Mais un air de pieuse allégresse l'enveloppait, et ses yeux avaient une sombre douceur qui vous pénétrait jusqu'à l'âme. La petite troupe entra dans la ville. Elle croisa des cortèges de cardinaux tout or et soie ; elle fut obligée de se ranger pour laisser passer de belles dames parfumées qui chevauchaient sur des haquenées caparaçonnées de pourpre. Des chansons impies s'échappaient des tavernes. L'étonnement se peignit sur le visage de la jeune Italienne. Personne ne la remarquait. Les Avignonnais étaient loin de soupçonner que cette pauvre religieuse portait dans les plis de sa robe le souffle qui allait dénouer les dernières amarres des galères pontificales et les pousser vers la mer. C'était la fille d'un teinturier de Sienne, Catherine Benincasa, que les Florentins, non sans quelque dérision, envoyaient au Pape en qualité d'ambassadrice.

Il y avait, sous le porche de Notre-Dame des Doms, une fresque du Siennois Simone Martini qui représentait, en face de saint Georges et du dragon, une princesse avec des cheveux dorés et tressés de fleurs, une robe couleur de feuilles nouvellement écloses et des yeux à demi fermés, dans une attitude de grâce terrifiée. Il me semble que ce fut l'attitude de Catherine Benincasa devant le luxe oriental d'Avignon. Quand elle parut devant Grégoire XI, comme Jeanne d'Arc devant le roi, le pape crut entendre non seulement la pauvre Italie qui se tournait implorante vers son père spirituel, mais la foi de millions d'humbles êtres qui attendaient de la papauté un acte décisif.

A la seconde entrevue, Catherine lui dénonça la corruption qu'elle avait sentie autour d'elle, car, en bonne Italienne, elle ne pouvait voir dans Avignon que ce qui lui déplaisait. Elle venait pourtant d'une ville où les mœurs n'étaient pas très pures et où le sang coulait souvent à flots sur la place publique. Le pape l'écouta, sourit et lui dit : « Vous êtes déjà bien renseignée, ma fille. » On devine le sourire. Ces deux âmes, l'âme de la fille du teinturier et l'âme du gentilhomme français élevé au trône de Saint-Pierre, s'étaient comprises. Vous trouverez chez les revendeurs de Sienne des gravures qui nous montrent le départ du pape pour l'Italie. Il est à cheval, et sainte Catherine tient le cheval par la bride. La chose ne s'est point passée ainsi. Grégoire serait parti sans elle. Mais, contraint par la pénurie d'argent, où le laissait la Chrétienté, d'engager ses joyaux et d'emprunter de lourdes sommes, il partit, grâce à elle, plus rassuré. Elle lui avait apporté un message de Dieu qui confirmait l'ordre de sa conscience.

Ce fut le 13 septembre 1376 que la flotte pontificale s'ébranla. Tout Avignon était accouru. La foule pleurait et gémissait. Grégoire XI contempla une dernière fois le château, les tours, les tourelles, les clochers, toute cette ville qui allait peu à peu retomber au silence et qui disparut à un tournant du Rhône.

André Bellessort.

LE
PORTEFEUILLE DE LAMENNAIS

II [1]

APRÈS LA CONDAMNATION DE « L'AVENIR »

De Louis de Carné (2)

Château de Perennac près Quimper, 16 septembre 1832.

Monsieur l'abbé,

La situation difficile où viennent de se trouver placés les hommes religieux qui s'efforcent de faire prévaloir en Europe la doctrine de liberté et de progrès m'impose le devoir de recourir à votre bienveillance, et d'en réclamer quelques conseils pour mes travaux personnels.

Mais j'attache trop peu de prix à ce qui ne concerne que moi, pour ne pas vous parler d'abord du grand acte par lequel vous venez de couronner une vie consacrée tout entière à la défense de la vérité (3). Cet acte, qui, s'il n'était l'inspiration spontanée d'une âme catholique, serait encore le plus noble moyen pour déjouer la calomnie et hâter le triomphe des seules doctrines qui puissent préparer pour notre malheureuse Église de France de meilleurs jours, a dû causer à tout catholique une émotion; elle seule pourrait me consoler des circonstances

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

(2) Le comte Louis de Carné (1804-1876), député sous la monarchie de Juillet et membre de l'Académie française.

(3) Il s'agit de la déclaration par laquelle les rédacteurs de *l'Avenir*, le 10 septembre 1832, annonçaient la suppression du journal et déclaraient se soumettre « à la suprême autorité du vicaire de Jésus-Christ ».

pénibles qui ont nécessité cet éclatant témoignage de soumission filiale. Je croyais, je l'avoue, que les événements avaient plus avancé les choses; j'aimais à rattacher à votre voyage en Italie de meilleures espérances. Il faut donc encore attendre, et ne pas devancer par nos prévisions inquiètes et par nos murmures le jour marqué par la Providence. Hommes de foi, nous savons que Dieu ne manquera ni à l'humanité ni à l'Église dans la grande épreuve qu'elles traversent. Mais que de grâces ne faut-il pas pour repousser les idées qui, en ces jours de ténèbres, viennent bouleverser notre tête et tenter notre cœur!

Je ne vous le dissimulerai pas, monsieur, la lecture de l'Encyclique (1) a produit chez moi une des sensations les plus douloureuses de ma vie. Cette lettre a dérangé le cours de toutes mes idées; elle a interrompu un grand travail dont je m'occupais dans ma solitude et que j'avais le projet de faire imprimer cet hiver. C'est sur la convenance de cette publication que j'ose réclamer quelques lumières.

Ce travail, qui serait probablement intitulé : *Vues sur l'histoire contemporaine et l'avenir de la société en Europe* (2), a pour but d'apprécier la valeur et l'avenir de toutes les idées politiques et religieuses qui luttent depuis cinquante ans. Je crois expliquer sous un point de vue nouveau la Révolution française à l'intérieur et en Europe; puis je m'efforce de déterminer l'esprit et les formes politiques de l'association vers laquelle s'avance l'Europe, à travers d'inévitables et prochaines révolutions. Cette partie de mon travail, toute politique, toute d'histoire et d'observation, est corroborée par des vues religieuses entièrement conformes à celles qui sont émises à toutes les pages de *l'Avenir*. Mon livre n'en serait que le commentaire sous forme politique. Toutes les grandes questions du moment sont résolues dans le sens des mêmes opinions, improuvées par l'Encyclique. Je pose la nécessité d'une séparation absolue de l'Église et de l'État, la transition du catholicisme de son ère politique à son ère scientifique; enfin les conditions démocratiques de la société nouvelle sont exposées avec mesure, mais sans ambiguïté. Enfin, sur une question spéciale, celle de l'état de l'Italie, je dois craindre que mes prévisions ne soient en

(1) L'Encyclique *Mirari vos*. (Dudon, *Lamennais et le Saint-Siège*, p. 389-400. Paris, Perrin, 1911.)

(2) L'ouvrage parut en deux volumes en 1833.

désaccord avec les vœux formés à Rome et les efforts qu'on y tente. A cet égard, je développe spécialement cette thèse que la puissance temporelle était, au moyen âge, un moyen d'indépendance pour le Souverain Pontife, et qu'aujourd'hui les événements en ont fait un moyen de contrarier cette indépendance; d'où j'infère que la Providence peut avoir en vue un autre mode d'existence pour le Saint-Siège.

Telles sont, monsieur, quelques-unes des idées destinées à être développées dans ce travail. Quelque résistance qu'elles dussent rencontrer parmi des hommes que j'honore et que j'aime, je n'avais pas jusqu'à présent à en prendre la responsabilité. Mais, je l'avoue, la déclaration des écrivains de *l'Avenir* a jeté mon esprit dans une hésitation qui me rend la suite de mon travail impossible. S'ils trouvent des obstacles de conscience dans l'énonciation d'idées analogues aux miennes, catholique comme eux, ma ligne de conduite est tracée par celle qu'ils paraissent devoir suivre. Mais entre-t-il dans leur intention et regardent-ils comme un devoir de s'interdire la manifestation de leurs idées sous toutes les formes, ou sortent-ils seulement de la polémique et de la vie publique que la polémique entraîne? Enfin, penseriez-vous, monsieur, qu'il fût utile à la religion, que tous les hommes partageant vos doctrines s'abstinssent absolument de les énoncer? Telles sont, monsieur, les questions par lesquelles je viens avec quelque confiance demander à votre religion d'éclairer la mienne.

J'ose vous prier enfin de vouloir bien être auprès de ces messieurs de *l'Avenir*, et surtout de votre compagnon de pèlerinage, M. de Montalembert, l'interprète de mes souvenirs affectueux, et agréer, monsieur l'abbé, l'assurance du profond respect avec lequel je suis, votre serviteur et compatriote,

L. DE CARNÉ.

D'Ignace Doellinger (1)

Munich, 12 octobre 1832.

Monsieur et ami révéré!

Je m'étais bien attendu à la résolution que vous m'annoncez, de rester en France. Vous y êtes trop nécessaire, il y a tant de

(1) Le théologien Ignace Doellinger, qui avait accueilli Lamennais à Munich au retour de son voyage à Rome, mourra hors de l'Église, à la suite de son opposition aux décisions du concile du Vatican.

prêtres, tant de laïques pour lesquels vous êtes l'oracle, l'astre qui les conduit et les dirige dans les voies du salut et de la vérité. Cependant, ce n'est qu'avec peine que je renonce à la douce espérance dont je me berçais de pouvoir encore vous entendre, vous consulter, admirer votre éloquence persuasive et la profondeur de vos vues. Les heures que j'ai eu le bonheur de passer avec vous, resteront toujours les plus mémorables de ma vie. Désormais, un voyage en France sera un de mes projets de prédilection, et si alors je ne vous trouve pas à Paris, je ne manquerai de vous poursuivre jusqu'en Bretagne.

Je suis presque honteux d'avoir osé vous charger de mes commissions littéraires, vous dont le temps toujours si précieux est maintenant absorbé par tant d'affaires importantes, et je vous en demande pardon. C'est une nouvelle bien agréable que vous me mandez, que M. de Montalembert est décidé à passer l'hiver près de nous, mais je crains toujours que les puissants attraits de l'Italie ne finissent par l'emporter sur ceux de Munich. Il va sans dire qu'il peut compter sur notre amitié, et que nous ferons tout pour lui rendre ce séjour aussi utile qu'agréable. J'applaudis de tous mes vœux à votre idée de fonder une revue scientifique et littéraire. Quel beau champ pour votre génie et les talents de vos amis! Vous serez à portée de donner à ce recueil une étendue vraiment catholique, je veux dire d'embrasser toutes les branches de littérature et de science sous le point de vue catholique.

Cependant je m'enhardis à vous prier de vouloir bien d'abord achever et publier le Système de philosophie, ouvrage de la dernière importance, et qui, j'en suis persuadé, va faire époque dans le développement de la science catholique. Votre acte de soumission est généralement approuvé et admiré, tant ici que dans le reste de l'Allemagne, quelles que soient d'ailleurs les idées que l'on s'est formées sur l'Encyclique. Ces derniers jours, nous avons eu le plaisir de connaître M. Mac Hale, évêque de Killaloe en Irlande; cet excellent homme nous a fait sentir encore plus amèrement ce qui nous manque : des évêques qui aient l'érudition, le noble courage et l'esprit d'indépendance d'un prélat irlandais. Tous nos amis de Munich se portent bien; j'aurais l'air de vouloir flatter si je vous rapportais quels précieux souvenirs vous avez laissés ici à tous ceux qui ont eu le bonheur de vous connaître. Comme vous m'avez fait l'honneur

de m'écrire, — honneur dont je suis fier, — c'est à moi qu'on s'adresse pour avoir de vos nouvelles ; et je vous prie de faire en sorte que de temps en temps je puisse contenter nos amis communs. Vous voudrez bien me rappeler au souvenir de M. Lacordaire, qui m'a inspiré des sentiments d'une amitié sincère ; restera-t-il à Paris, ou bien vous accompagnera-t-il en Bretagne ?

Agréez, monsieur, l'expression de la profonde vénération avec laquelle je suis votre dévoué ami et serviteur

DOELLINGER.

De Sainte-Beuve

Paris, 12 janvier 1833.

Mon cher monsieur de Lamennais,

Il y a bien longtemps que je songe à vous écrire pour me rappeler à ce souvenir si bon et si élevé et vous marquer combien, du fond de votre solitude et de votre silence, vous m'êtes souvent présent ici. J'ai eu des nouvelles de votre santé et de celle de M. Gerbet par M. Lacordaire et je ne néglige à sa rencontre aucune occasion de me tenir au courant. Je continue, moi, en cette ville de bruit et d'activité dévorante, mon existence assez vigilante de spectateur, de témoin qui prend des notes, mon métier en un mot de critique et de raisonneur. Cela devient décidément ma vocation courante, celle dont je vis matériellement et qui doit à la longue, si elle ne l'a déjà fait, imprimer une tournure inévitable à mon esprit. J'aurais préféré, certes, la vie de l'Art en rattachant l'art à une philosophie religieuse de plus en plus inspiratrice, en faisant autant que possible de la poésie un acte de foi, une prière, une aspiration sous une forme plus ou moins ardente, mais cette vie-là, à laquelle eussent répondu des facultés profondes de mon être, me devient de jour en jour plus difficile, étant en lutte avec les intérêts journaliers, et rongé de près sur mon dernier rocher par les vagues turbulentes de cette mer où je plonge. Il faut, pour une contemplation poétique et religieuse soutenue, établir une marge de séparation entre le monde et soi ; c'est cette largeur de marge que je n'ai pu de bonne heure laisser en blanc ; et aujourd'hui le livre est griffonné jusqu'aux bords, les commentaires étouffent le poème. J'ai beau disputer pied à pied ; on se retranche un jour, et le lendemain on capitule.

Pour résister à ces petits envahissements de chaque heure, il n'y a qu'une grande fortune qui permette la fuite et les voyages, ou une foi soutenue, austère, qui règle le sacrifice et la retraite. Après cela, l'essentiel, n'est-ce pas, c'est que l'esprit demeure vif, si la beauté de la production souffre ; c'est une manière de sacrifice aussi que de consentir à cette déperdition de quelques dons brillants sous la nécessité des choses rapportées à Dieu (*sic*). Voilà du moins ce que je voudrais faire, et le mérite qu'il me serait possible de gagner. J'y atteindrai peut-être quoi qu'il en coûte, et qu'une sorte d'irritation involontaire et de mécontentement sourd accompagne cette existence sans harmonie. Mais l'harmonie est toujours possible, même ici-bas, à un certain degré ; seulement, c'est à l'âme d'y mettre du sien, et d'autant plus largement que les circonstances sont plus arides !

Puis-je espérer, mon cher monsieur de Lamennais, que votre pensée entrera un moment dans toutes ces subtilités et ces analyses de la mienne? Il n'y a que des âmes chrétiennes en vérité à qui l'on ose parler de cette façon sans craindre d'ironie ni de glacial accueil. Un mot de vous ou de M. Gerbet, un jour que vous serez las de travail philosophique et que votre pensée si tendre s'envolera vers les absents, serait pour moi une fête et un secours. Adieu, mon cher monsieur de Lamennais, que cette année et beaucoup d'autres encore vous soient bonnes! Je souhaite que celle-ci ne s'écoule pas pour moi sans vous revoir et vous embrasser (1).

SAINTE-BEUVE.

Du P. Ventura (2)

Rome, 13 mars 1833.

Mon ami,

Puisque c'est M. Mac...y (3) qui vous apporte cette lettre, je n'ai pas besoin d'être long. Il vous dira tout ce que vous serez empressé de savoir de l'état actuel des choses, de ma per-

(1) La réponse de Lamennais à cette lettre, datée de La Chênaie, 26 janvier 1833, a été publiée par Forgues, *Revue contemporaine*, 25 août 1885, p. 502 (Voir Feugère, *Lamennais avant l'Essai*, p. 339).

(2) Le P. Ventura, général des Théatins, se montra longtemps favorable aux doctrines menaisiennes. Le P. Dudon a publié aux *Etudes* (mars-avril 1910) quelques lettres de Lamennais à Ventura.

(3) Mac Carthy, disciple de Lamennais, futur gouverneur de Ceylan. Voir Dom. Gougaud, *Revue des Facultés catholiques de l'Ouest*, avril 1914.

sonne, etc. Je n'ajoute qu'une seule réflexion, et c'est que maintenant plus que jamais je crois à l'infaillibilité du Saint-Siège. Les passions sont si acharnées et fougueuses qu'on devrait s'attendre aux plus grands scandales en matière de doctrine ; or ces scandales n'arrivent pas, donc il faut supposer, il faut croire à une action puissante et cachée qui arrête ici les conséquences nécessaires des principes les plus subversifs. C'est en un mot notre histoire. Dieu veille cependant. Prenez courage, soyons catholiques *usque ad sanguinem*, agonisons, *agoniscam pro anima tua*. Le temps de la délivrance approche. Je ne puis écrire plus longuement. Mon frère arrive dans ce moment de Naples. Adieu, mon ami, je suis avec les plus tendres sentiments

Votre (illisible).

D. J. V.

J'envoie à M. Montalembert le reliquaire que j'ai payé pour son compte. Je lui dis mille jolies choses ainsi qu'à MM. Gerbet et de Coux. Adieu de nouveau.

De Sainte-Beuve

10 juin 1833.

Mon cher monsieur de Lamennais,

Combien vous êtes bon de vous souvenir ainsi de moi, et de m'envoyer quelques-uns de ces mots que je vénère et que je garde précieusement avec moi dans mon portefeuille comme une sorte de fortifiant moral et de préservatif salutaire ! Je n'ai pas vu venir le printemps et les chaleurs et les feuilles plus abondantes cette année, à ce qu'il paraît, qu'en aucune autre, sans songer à vos ombrages de la Chesnaye, à votre vie si fraîche, si abritée, et à ce cordial accueil que vous avez la bonté de m'y offrir. Un tel pèlerinage en ces lieux de piété et de science, en cette bibliothèque de dix mille volumes au fond des bois et de la verdure auprès de M. Gerbet et de vous, serait tellement selon mon cœur que j'ose à peine me dire et que je n'ose vous dire, à vous si vénéré et dont l'amitié a pour moi des mots si tendres, que je crains bien de n'y pas aller, que je ne le puis, que je n'irai nulle part ailleurs (oh ! si j'allais quelque part, ce serait là),

que je ne vous verrai pas cet été encore ; je n'ose vous le dire et cependant voilà que je vous le dis. Qu'y faire ? je dois demeurer ici, et j'y resterai. Je voudrais seulement que vous crussiez bien que c'est un grand sacrifice pour moi que la privation de ce voyage et de ce séjour.

Si ce n'était que le travail ou quelque motif de cet ordre, je n'hésiterais pas un seul instant ; outre que je n'aurais pas, comme vous me le dites, de meilleur moyen de me retremper et de me rafraîchir, je me ferais un vrai remords de résister à une si bonne et si sanctifiante amitié ; je laisserais tout et j'irais là-bas, comme quelque disciple incertain, que Rome agite et dévore, aurait couru à saint Basile en son aimable désert ou à Jérôme en sa Chalcide sauvage, pour remporter quelque sanctifiant souvenir. Mais ce sont d'autres raisons, je dirais presque d'autres devoirs, qui me retiennent ainsi cloué ; car il est des devoirs pour nous dans des situations bien diverses et à des profondeurs bien inégales ; il est des devoirs à la longue, tant l'homme est double et infini, là même où il semble qu'il n'y ait pas lieu du tout au devoir. Je me retrancherai donc ce qui serait pour moi un si grand bonheur, en tâchant toutefois que le fruit moral n'en soit pas perdu ; et que ma pensée appliquée à ce regret et à ce qui tient à vous, à ce que vous m'auriez dit, à ce que l'abbé Gerbet y aurait joint d'onction douce et pénétrante, y retrouve de loin l'aliment dans ce qu'il a de solide, sinon dans ce qu'il a de savoureux.

Mes travaux ici, bien brisés et inégaux qu'ils sont, se composent de quelques articles qu'il me faut faire çà et là par mois pour toucher un peu d'argent dont j'ai besoin ; je tâche, dans ces articles de critique, d'avoir le plus de bon sens et de dire ce qui me semble la vérité le plus possible, pour éviter, non pas l'ennui, mais du moins la routine (1) si fatale de ce métier. Après cela, je travaille depuis déjà longtemps à un roman qui est assez avancé (2) ; le titre, si vous l'avez vu, en est bien vilain, mais j'espère que le livre réparera ce titre et vaudra mieux ; les idées en sont purement chrétiennes et même plus par moments que je ne le suis ; j'en aurai bien avec ce livre, que tant de tracas interrompent si souvent, jusqu'à l'hiver...

S.-B.

(1) On peut lire aussi : rouerie.
(2) *Volupté.*

De Béranger (1)

Passy, 28 mai 1834.

Monsieur,

Voilà déjà bien longtemps que j'aurais dû vous adresser mes remerciements pour l'exemplaire des *Paroles d'un Croyant* que vous avez eu la bonté de me faire remettre. Vous avez exigé que je vous en dise mon avis, et c'est jusqu'à ce jour ce qui m'a empêché de vous écrire à ce sujet. En effet, monsieur, qu'avais-je autre chose à faire pour m'acquitter de ma promesse que de vous répéter tous les éloges dont votre livre a été l'objet, éloges qui ont dû vous aller chercher au fond de votre retraite? que de vous transmettre, après tant d'autres, cette acclamation partie de tous les cœurs ardents à l'apparition du nouvel évangile? J'ai dû juger que tant d'encens vous fatiguerait bien vite. Pour donner plus de prix au mien, me devais-je aviser, moi, indigne, de vous faire quelques critiques littéraires? Mais vraiment j'aurais rougi de pareilles niaiseries, à propos d'un ouvrage de cette portée. Et puis, malgré votre admirable talent d'écrivain, il s'agit bien pour vous de littérature! Je ne crois pas que ce fût là ce qui occupait saint Paul.

Vous le voyez, monsieur, la nécessité de n'avoir qu'à vous louer et à vous remercier m'a empêché de tenir jusqu'à présent la parole que vous aviez eu l'obligeance de me faire donner. Une circonstance grave et récente est malheureusement venue me faire un devoir de rompre le silence. J'ai lu dans les journaux la correspondance de l'évêque de Rennes, à laquelle a donné lieu votre nouveau livre (2). Malgré tout votre courage philosophique, malgré toute votre résignation chrétienne, il m'a

(1) Béranger écrivait à Napoléon Peyrat, le 22 avril 1834 : « J'ai un nouvel ami. Vous ne devineriez pas son nom : l'abbé de Lamennais. Vous ne sauriez croire combien il m'a recherché et combien il me plaît... Cet homme a vraiment le cœur évangélique, et sa philosophie est tout humaine. » (*Béranger et Lamennais*, p. 73; Paris, Meyrueis, 1862.) Le livre sur les *Paroles d'un croyant* que vient de publier M. Paul Vulliaud (Amiens, Malfère), apporte de précieux détails sur la curieuse campagne d'articles, de brochures, et même de poésies, à laquelle donnèrent lieu les *Paroles*.

(2) Il s'agit de la publication par Mgr de Lésquen, évêque de Rennes, de la lettre par laquelle Jean-Marie de Lamennais avait déclaré condamner formellement les doctrines de son frère. Voir Roussel, *Lamennais*, II, p. 190 et suiv. (Rennes, Caillière, 1892).

semblé que votre cœur d'homme juste et bon devait être profondément affligé ; que vos larmes devaient couler sur la blessure qu'on vient de lui faire. Alors, monsieur, n'ayant pas oublié que vous aviez bien voulu m'honorer du saint nom d'ami, j'ai cru que vous ne seriez pas indifférent à l'hommage que viendrait vous rendre un homme plus habitué à consoler l'infortune qu'à célébrer les triomphes.

En lisant ce beau livre, livre dont l'idée a pu longtemps agiter bien des cerveaux, mais qui attendait votre plume éloquente pour apparaître au monde, j'ai calculé sur-le-champ le nombre d'ennemis que vous alliez avoir à combattre. Il m'a semblé voir un grand-prêtre égyptien mettant le pied hors du sanctuaire, et révélant au peuple surpris le sens vrai d'une religion trop longtemps voilée de mystère impénétrable. Mais en vous voyant ainsi, je vous ai vu seul, sur les marches du temple qui allait se fermer derrière vous, et en face de gens dont les uns ne vous comprendraient pas assez peut-être pour vous défendre, et dont les autres vous comprendraient trop bien pour ne pas tenter de vous accabler : toutefois, j'étais loin de penser que les rangs de ces derniers dussent se grossir de ceux qui sont l'objet de vos plus tendres affections, ceux-là mêmes ne dussent-ils pas être frappés des vérités que proclame votre génie. Ah ! monsieur ! quelle amère douleur vous avez dû éprouver d'un abandon qui déjà fait de vous un martyr ! Combien ce fait douloureux, rendu public, ne répond-il pas aux hommes qui tentaient de mettre en doute l'interprétation politique donnée à vos dernières paroles ! Ils le tentaient parce qu'ils ne concoivent pas qu'invariable dans votre but, vous ayez pu varier dans les moyens de l'atteindre. Ils ne savent pas que le médecin qui a foi dans la science, est celui qui s'obstine le moins dans l'application inefficace d'un remède au malade que la Providence lui a confié. Votre malade à vous, c'est l'humanité, dont les souffrances, j'en suis sûr, occupent toutes les pensées de votre âme. Vous avez espéré dans les rois, et les rois vous ont détrompé. Vous le dites à la France ; vous le dites au monde, et d'une erreur évanouie naît une prophétie magnifique, mais on persécute le prophète. Ceux qui le connaissaient le mieux, le méconnaissent. Toutefois, une consolation lui était réservée, ceux qui ne le connaissaient pas bien encore apprennent à l'apprécier. Oui, monsieur, toute notre généreuse

jeunesse vient de tourner les yeux vers vous, la nouvelle école philosophique ne se lasse pas de vous exalter, et vous savez sans doute que Lerminier, du haut de sa chaire, à son nombreux auditoire, a fait applaudir l'éloge de votre ouvrage, devenu un événement à une époque d'événements.

Quant à moi, monsieur, je n'ai pas besoin de vous dire tout ce que j'en pense sous le rapport politique et social. Vous le savez, je crois comme vous à la transformation graduelle, mais complète de la société actuelle. La morale évangélique a créé un monde qui n'a pas encore eu la forme que réclame son principe, et notre Révolution n'est que la suite d'une lutte longue et acharnée de ce principe d'égalité contre toutes les formes plus ou moins anciennes, plus ou moins opposées, qu'il a été contraint de subir depuis mille huit cents ans. La Providence nous a jetés l'un et l'autre au plus fort de la mêlée, pour faire de vous, monsieur, l'aumônier de la grande armée des peuples, et de moi, le modeste fifre d'un régiment d'enfants perdus. Qu'on ne s'étonne pas si, dans la défaite, nous nous sommes rencontrés parmi les morts, sur le champ de bataille. Vous ne vous êtes pas irrité de voir que je ne partageais pas toutes vos croyances; mais, me tenant compte de ma grande foi en Dieu et en l'humanité, du fond du cœur vous m'avez donné votre bénédiction, vous réservant peut-être de prier en secret le Fils et l'Esprit saint de me convertir un jour. Cette tolérance tout évangélique m'a touché bien vivement, monsieur, et c'est pourquoi je viens à vous dans un moment où vous avez des peines. Je voudrais avoir de ces paroles qui vous sont familières et qui mêlent tant de grâce à la sévérité de vos discours, pour calmer l'affliction où se doit noyer votre cœur. A défaut de paroles onctueuses et pénétrantes, je veux vous dire au moins combien je serais heureux d'être pour quelque chose dans l'adoucissement de vos chagrins, et de pouvoir contribuer à vous rendre le courage d'achever votre œuvre, dont l'accomplissement éclairera sans doute ceux qui n'auraient pas dû cesser d'être votre appui au milieu de tant de tribulations. Vous nous avez promis un autre grand ouvrage; celui que vous venez de publier le rend indispensable. Poursuivez cette généreuse entreprise. Les larmes ne doivent pas longtemps obscurcir les yeux qui se dévouent à chercher la route que l'humanité doit suivre pour arriver à son affranchissement. Cou-

rage! Ne soyez point sourd à une voix qui a été quinze ans l'interprète du peuple que vous chérissez.

BÉRANGER.

De Liszt

Mai 1834.

Cher père,

Quoique ce soit presque de *l'impudence*, et tout au moins un *ridicule* de vous faire des compliments *admiratifs*, je ne résiste pas au besoin de vous dire un peu (toujours bien *pauvrement*, bien *faiblement*, il est vrai), combien vos dernières pages m'ont transporté, accablé, déchiré de douleur et d'espoir!... Mon Dieu, que tout cela est sublime!... Sublime, prophétique, divin!... Que de génie, que de charité!... A dater de ce jour, il est évident, non seulement pour quelques âmes de choix, qui vous aiment et vous suivent depuis longtemps, mais pour le monde entier, il est évident, de la dernière évidence, que le *christianisme* au XIX^e^ siècle, c'est-à-dire tout l'avenir religieux et politique de l'humanité, est en *vous!*... Votre vocation est bien épouvantablement glorieuse... Oh! vous n'y manquerez pas, n'est-ce pas, quelles que puissent être les angoisses et les terreurs de votre cœur, vous n'y manquerez pas!...

Ai-je besoin de vous dire qu'il ne se passe pas un jour, dans ce désert populeux où l'ennui et l'affliction me consument, que votre souvenir ne revienne à mon cœur, comme un baume fortifiant, comme une consolation puissante?... Vous ne savez peut-être pas encore que je vous aime du plus profond des entrailles, et que bien souvent, je ne sais ni pourquoi, ni comment, le désir de me dévouer à vous plus entièrement, de vous être quelque chose, n'importe quoi, m'agite et me tourmente beaucoup?... C'est bien jeune et bien fou à moi, je le sens, mais, comme on me l'a dit, *il faut quelquefois me pardonner le trop*, — je vous demanderai donc pardon à la Chesnaye. — Sauf contre-ordre de votre part, ce qui me chagrinerait énormément, nous vous arrivons, Sainte-Beuve, d'Ortigues et moi, vers la fin de juillet. Ce sera une grande fête pour tous, je *choisirai la meilleure part*. D'ici là, je n'ose guère vous demander de m'écrire deux lignes. Vous avez tant de meilleures choses à faire! Cela me rendrait pourtant bien heureux.

Adieu, cher père, que la paix et la bénédiction du Christ surabonde en vous.

F. Liszt.

De François Buloz

Paris, le 15 juin 1834.

Monsieur,

Je prends de nouveau la liberté de vous écrire pour réclamer de vous quelque participation à notre *Revue*; elle serait bien heureuse et bien fière de votre appui. Il y a à l'heure qu'il est d'importantes questions sociales et d'avenir qui ne pourraient certainement être mieux traitées que par vous, et sur lesquelles le public, ou du moins toute la partie la plus généreuse et la plus honnête du public, est prêt à vous accorder l'autorité qui vous est due. C'est lorsque les hommes comme vous, monsieur, parlent que le pays écoute. Beaucoup de choses qui se rapportent aux questions actuelles et qui sont d'une grande utilité à dire ne pouvant attendre ni comporter le développement d'un volume, leur place la plus naturelle serait dans une *Revue*, et je tiendrais à ce que vous crussiez que la nôtre, par son indépendance et aussi par la manière dont elle sait vous apprécier, méritât d'être traitée de vous avec faveur. A défaut même de morceaux plus étendus et plus spéciaux qui nous seraient pourtant si désirables, de moindres fragments de vous nous seraient précieux. En causant avec M. Sainte-Beuve, je lui ai entendu parler de deux ou trois petites élégies en versets sur la tristesse d'un cœur dévoué à l'humanité, au retour du printemps. S'il vous était possible de nous en faire part, ou à M. Sainte-Beuve, avec un léger avertissement en tête que je lui demanderais, cela formerait quelques pages bien recherchées dans la *Revue*. En un mot, monsieur, tout ce qui nous viendrait de vous serait pour nous une grande faveur et en même temps une jouissance certaine et une utilité pour tous.

Veuillez recevoir, monsieur, avec mes remerciements d'avance pour tout ce que vous voudriez bien faire, l'assurance de mon dévouement respectueux et de mon admiration.

F. Buloz (1).

(1) Dans une lettre de 1834, dont le mois n'est pas indiqué, mais dont ce mot de Buloz permet de préciser la date, Lamennais entretenait Sainte-Beuve de cette

D'Edgar Quinet

Bourg (Ain), 22 juin 1834.

Monsieur,

Permettez-moi de me rappeler à votre souvenir, et de me mettre au nombre de ceux qui ont pour vous le dévouement le plus sincère et le plus inaltérable. *Les Paroles d'un croyant*, que j'ai lues il y a peu de temps, m'ont laissé une telle impression qu'il m'est impossible de ne pas vous en remercier, comme d'un bienfait particulier : l'avenir écrit dans ces pages nous aidera à mieux supporter le présent; car nous avons grand besoin, je vous jure, de votre voix pour ne pas nous perdre dans le désert; vous avez délié la langue de cette époque qui était muette, et vous avez prononcé la parole de vie dans ce chaos, il faudra bien à présent qu'elle fructifie, il ne faut plus qu'attendre. Je vous avoue que je suis souvent saisi d'un mépris effroyable pour cette décomposition dans laquelle nous vivons. La nuit est bien noire et ressemble bien au néant. Mais dans le néant, il ne faut qu'une parole pour faire résonner un lendemain infini; nous sommes dans la mort et nous frappons de la tête notre tombe pour ressusciter, et c'est vous qui nous avez le premier réveillés. Je ne puis dire, pour ma part, combien je suis atteint profondément par votre pensée, et combien je m'en sens ranimé toutes les fois que j'en ai besoin. Le souvenir de vos conversations me poursuit; mille choses que vous m'avez dites dans ce temps-là me reviennent, et je désirerais bien finir par n'être pas trop indigne de votre amitié. C'est la seule chose du monde peut-être que je souhaite véritablement. Je ne sais si le service que vous venez de nous rendre à tous vous a été payé, selon l'habitude, par des amertumes nouvelles. Vous nous avez fait trop de bien pour qu'on ne vous fasse pas de mal, mais ce mal, il n'est

demande de Buloz; il lui semblait qu'un article consacré aux *Dialoghetti sulle materie correnti nell' anno 1831*, œuvre de Monaldo Leopardi, demeurée inconnue en France, « aurait de l'intérêt comme l'expression presque avouée du système de l'absolutisme européen... Seriez-vous assez bon, ajoutait Lamennais, pour lui dire que ma position m'oblige à réclamer de son journal une rétribution, n'ayant pour vivre que ce que je puis gagner en travaillant? Vous savez qu'on aime peu à dire ces choses-là soi-même. » (*L'Amateur d'Autographes*, juin-juillet 1876. Feugère, *Lamennais avant l'Essai*, p. 349.) L'article : *De l'absolutisme et de la liberté*, parut à la *Revue* du 1er août. Sur les *Dialoghetti*, voir Zadei, *op. cit.*, p. 185-188.

pas une âme vivante qui ne voulût le partager avec vous, et le prendre tout entier si l'on pouvait vous l'épargner. Vous devez sentir, il me semble, que les cœurs sont à vous et que vous les tenez dans votre main : cela doit rendre l'affliction légère.

Votre

Ed. Quinet.

De Sainte-Beuve

7 juillet 1834.

Mon cher monsieur de Lamennais,

J'ai reçu avec reconnaissance votre billet dans lequel vous promettez un article à notre *Revue*. Il va sans dire que ce travail qui sera si excellent à tous égards ne devra pas rester infructueux pour votre honorable et si noble pauvreté. Dès qu'il sera achevé, veuillez l'adresser au bureau de la *Revue*, et me dire par où je devrai vous faire arriver le dû.

Me voilà enfin quitte moi-même de ce livre (1) auquel vous voulez bien vous intéresser et dans lequel bien souvent la pensée de vos entretiens et de ce que j'ai senti en vous connaissant, a pénétré et filtré. Je crains qu'à quelques égards la disposition politique et historique qu'il exprime vous paraisse trop molle, trop sceptique, trop découragée. Mais prenant la vie par le côté des passions, par le revers intime et individuel, par le combat journalier de chaque homme au dedans de lui-même, j'ai moins regardé au grand combat extérieur de l'humanité et aux grandes routes historiques, lesquelles ne m'ont paru qu'un sillon souvent fort mince à travers de grands champs non défrichés. J'ai exprimé au reste en cela beaucoup de mes secrètes et familières pensées, assez contraires à celles qui ont le plus de vogue et d'ascendant aujourd'hui; et en supposant que j'aie été un peu loin dans l'importance que j'accorde aux influences invisibles, éparses et non-historiques, il était bon peut-être de rappeler ce côté un peu négligé actuellement. Et puis, il y a, dans les opinions de mon personnage principal, une part que je n'accepte pas tout à fait solidairement et qui tient à ses antécédents, à ses habitudes anciennes et à la nature de ses faiblesses. Au reste, mon cher M. de Lamennais, vous

(1) *Volupté*.

verrez bientôt; mais en relisant mes dernières feuilles, j'ai été frappé de cet effet que cela pourrait faire et j'ai voulu vous prévenir.

Je vois quelquefois l'aimable Liszt avec qui je cause de vous et qui me presse de faire avec lui le doux pèlerinage de la Chênaie. Il y a toujours tant de choses entre un ardent désir et son accomplissement, que je n'ai pas encore dit un *oui* selon mon cœur. Ballanche a été un peu malade, mais il est rétabli maintenant. J'ai rencontré l'autre jour l'abbé Gerbet, qui était venu passer une couple de jours à Paris; il m'a été impossible de ne pas lui parler tout d'abord de vous et je l'ai trouvé tout plein des sentiments tendres que je lui avais vus toujours; il doit aller, je crois, aux eaux de Barèges.

S.-B.

De Béranger

Paris, 20 juillet 1834.

Mon respectable ami,

Vous voilà donc désigné à la vindicte de toute la chrétienté. Je n'ai pas lu souvent d'Encycliques; mais celle qui vous frappe (1) a été l'objet de toute mon attention, moins pour ce qu'elle renferme que pour l'effet qu'elle peut produire. Que va-t-il faire? me suis-je dit d'abord. On annonce une réponse de vous : dois-je y croire? J'en sens la nécessité pourtant; mais je vous connais des scrupules qui me semblent devoir embarrasser votre esprit, si ferme et si haut placé qu'il soit. Malheureusement, votre situation n'est pas de celles où un homme du monde, ou un impie, comme on dit dans l'Église catholique, puisse se placer pour juger de ce qu'il y a de mieux à faire, soit pour avancer, soit pour reculer. L'amitié dont vous m'honorez me rendrait aussi très timide à vous conseiller, en supposant que les lumières du simple bon sens pussent suffire pour cela. J'ai pourtant été pressé par des hommes de votre croyance, et qui même ont comme vous le pied dans le sacerdoce, de vous engager à bien examiner votre situation vis-à-vis de Rome, à bien marquer le but que vous voulez atteindre, à l'indiquer d'abord

(1) L'encyclique *Singulari nos* (Dudon, *Lamennais et le Saint-Siège*, p. 427-430).

aussi modérément que vous le jugerez convenable, mais à l'indiquer de façon que ceux qui pensent comme vous puissent vous aider au besoin. Il y a des armes bien puissantes en réserve, même dans les lieux les plus cachés du Temple. Vous le savez sans doute, mais sans doute aussi, vous ne croirez pas devoir vous en servir.

Je conçois, mon cher et respectable ami, que vous avez trop fait pour le Saint-Siège pour vouloir, tout d'un coup au moins, recourir aux libertés de l'Église gallicane, surtout en les prenant à leur antique base; pour vouloir arguer des falsifications matériellement prouvées dans l'histoire des conciles ou des interpolations si reconnaissables faites dans les Pères de l'Église, et particulièrement dans saint Cyprien (1). Je conçois que vous aimerez mieux, dédaigneux d'une science dont je ne vous fais l'étalage ici que pour vous prouver que j'ai des rapports avec des doctes de votre corps, que vous aimerez mieux vous confier à votre inspiration, à votre génie, pour tenir tête aux capucins du Sacré Collège qui ont écrit et transcrit l'Encyclique du Saint-Père. Toutefois, ayant sous la main des hommes doués de grandes lumières historiques et même théologiques, j'ai cru ne pas devoir vous le laisser ignorer, afin que, s'il y avait pour vous nécessité de recourir à leur science, vous le pussiez, en vous adressant à moi, ce qui n'est pas la singularité la moins remarquable de votre position. Je viens presque de remplir une commission auprès de vous, je vous prie d'en prendre note.

Permettez-moi maintenant de m'informer des nouvelles de votre santé. Comment avez-vous soutenu tant de chocs? La fermeté de l'esprit et du cœur ne fait pas toujours celle de notre pauvre et frêle machine. Une liqueur trop généreuse brise souvent le vase qui la renferme, et puis, dans ce moment, je crains pour vous jusqu'à la solitude où vous vivez : il me semble que vous seriez mieux à Paris qu'en Bretagne. Ici du moins vous seriez au milieu d'admirateurs et d'amis, qui vous comprennent. Nos jeunes gens s'instruiraient à vous défendre, ils y vont de cœur, mais la science leur manque, car la matière

(1) Dont Chapman et le professeur Harnack ont définitivement établi que le traité de saint Cyprien *de Unitate Ecclesiae* ne fut nullement l'objet d'une interpolation, mais de deux éditions différentes (Batiffol, *L'Église naissante et le catholicisme*, p. 440-447).

est nouvelle pour presque tous. Quant à moi, Samaritain, si je ne suis pas riche en huile et en baume, du moins comptez sur mes bonnes intentions, et si vous tombiez blessé sur la route, croyez que, faute de monture, je vous porterais dans mes bras jusqu'à ma mansarde hospitalière.

Recevez toutes les assurances de mon dévouement.

BÉRANGER.

P.-S. — Observez bien qu'en parlant de vous quand l'occasion s'en présente, je me tiens dans la plus grande réserve, sentant bien qu'il ne conviendrait qu'un homme placé où vous l'êtes eût l'air d'être trop en relations suivies avec un auteur de ma sorte. Je vous dis cela afin que vous soyez sûr de ma discrétion, si vous avez besoin de mon intermédiaire (1).

De François Buloz

Paris, le 6 août 1834.

Monsieur,

Je ne saurais trop vous remercier du travail que vous avez bien voulu adresser à la *Revue* (2); c'est une bonne fortune pour elle que des hommes comme vous veuillent bien l'aider à surmonter les difficultés de sa tâche. Votre article, monsieur, a fait une vive sensation, on s'arrache la *Revue* pour le lire. Ce succès que nous vous devons est une dette qu'il nous sera bien difficile d'acquitter; puisse l'occasion se présenter bientôt de vous témoigner toute notre reconnaissance!

Si je ne craignais d'être indiscret, je solliciterais de vous une suite à ce travail, car je pense que la matière n'est pas épuisée pour vous; en tout cas, j'ose espérer, monsieur, que vous voudrez bien penser de temps en temps à la *Revue* qui a besoin de votre puissant appui, et que vous pourrez encore la gratifier de quelques-uns de vos beaux travaux.

Recevez, monsieur, l'assurance de ma vive admiration et de mon sincère dévouement.

F. BULOZ.

(1) La réponse de Lamennais à cette lettre, — datée du 26 juillet 1834, — est publiée dans la *Correspondance*, édit. Forgues, II, p. 390-392.

(2) Il s'agit de l'article : *De l'absolutisme et de la liberté.*

De Sainte-Beuve

Ce 5 septembre 1834.

Mon cher monsieur de Lamennais,

Je ne veux pas laisser partir Liszt à qui j'envie le bonheur qu'il aura de vous voir, sans vous dire ce que j'ai éprouvé de joie et de reconnaissance pour votre lettre au sujet de mon livre (1). Je l'attendais avec impatience, craignant que quelque chose ne vous en ait personnellement déplu, car qui suis-je pour oser avertir et effleurer un homme si dévoué, si bon de cœur, si laborieux, et si élevé d'intelligence, et dont toute la sueur va à l'humanité ! Votre bonté, en me comblant et en me prouvant encore mieux quelle âme vous êtes, m'a fait rentrer en moi-même et m'a valu, je vous assure, bien des avertissements. Je me suis remis à quelques travaux critiques, et je tâche aussi de retrouver quelques loisirs pour les vers, dont je suis altéré comme d'une chose longtemps défendue. Il n'y a rien de nouveau ici : il y est toujours grandement question de vous : Liszt vous mettra au courant du monde qu'il voit. J'ai regretté que Lerminier, dans l'article plein de verve qu'il a lancé à vos opposants, n'ait fait aucun pas au-devant de vous, hors de son idéologie et de sa phraséologie particulière, et qu'il ait prétendu juger *les Paroles d'un croyant* dans les limites de son propre terrain (2). Renduel arrive d'un voyage entrepris dans le Midi pour arrêter les contrefaçons d'un *Croyant*, mais les lenteurs du commissaire de police ont fait manquer toute capture. Il y a aussi dans la *Revue encyclopédique* un article de Leroux qu'on vous aura fait parvenir sans doute. — Tout le monde d'ici est absent et court la campagne; je reste, mais espérant bien que vous ne tiendrez pas cet éloignement de *trois ans* dont vous nous menaciez en partant. — L'excellent M. Ballanche va mieux après quelques souffrances d'entrailles. Mme Récamier cause bien fréquemment de vous et de cette visite unique qui est pour elle un grand souvenir. Ampère est à Florence pour le moment.

S.-B.

(1) La lettre dans laquelle Lamennais appréciait *Volupté* (30 juillet 1834) a été publiée par Forgues dans la *Revue contemporaine*, 25 août 1855, p. 508 (Feugère, *Lamennais avant l'Essai*, p. 359-360.)

(2) Il s'agit de l'article de Lerminier : *Les adversaires de M. Lamennais* (*Revue des Deux Mondes*, 1er septembre 1834).

De Liszt

4 novembre 1834.

Cher père,

Ne m'accusez point de paresse, je vous en conjure; voilà quinze longues journées que je ne fais que piocher et travailler comme un pauvre chien. Figurez-vous que, même avant mon arrivée ici, on m'avait déjà annoncé, affiché et placardé en grosses lettres à tous les coins de rue et que, pour faire face à tous ces malheureux concerts, j'ai été obligé de passer jours et nuits à écrire, corriger, et étudier mes misérables quadruples croches. Quel changement, quel contraste, quelle triste compensation à ma belle vie de la Chesnaie (1)!... Que vous avez donc été bon et mille fois bon pour moi!... je n'ose vraiment plus vous parler de ma reconnaissance, ni de mon dévouement à toute épreuve. Mais permettez-moi d'espérer que vous ne m'oublierez pas tout à fait et que vous voudrez bien toujours me conserver un peu de cette sainte affection dont le souvenir me rend si heureux et si fier...

Mme de Vaux (2), que je n'ai pas encore eu l'honneur de voir, est moins souffrante et passera tout l'hiver aux Néothermes. Je me présenterai chez elle dans quelques jours. Pour M. Leuret, et vos nombreux admirateurs *anonymes*, ils vous attendent bien impatiemment... tâchez donc de nous venir, ne fût-ce que pour un mois vers la fin de l'hiver. Nous avons tant besoin de vous, de votre parole et de votre action. Voyez comme tout s'embrouille, se relâche et s'abâtardit honteusement... Qui ranimera tous ces ossements desséchés, si ce n'est vous?...

Merci encore et toujours merci de votre hospitalité. Ma bonne mère aussi me charge de vous en témoigner toute sa gratitude. J'espère encore vous rejoindre là-bas au printemps prochain; cela me donne un peu de force pour supporter mon hiver.

(1) Une lettre de Lamennais à la baronne de Vaux, du 14 octobre 1834, annonçait à celle-ci que Liszt venait de passer trois semaines à la Chênaie (*Le Contemporain*, 1er mai 1882, p. 782).

(2) Sur Mme de Vaux, fille de Mme Tallien et supérieure des dames de Saint-Louis, voir la brochure du P. B. (ouscaillou) des Valades, *Mme la baronne de Vaux et ses principaux correspondants* (Paris, 1899). *Le Contemporain*, 1er mai 1882, a publié des lettres de Lamennais à Mme de Vaux.

Adieu, que la bénédiction de Dieu soit toujours avec vous Pensez aussi parfois à ceux qui vous aiment du fond de l'âme.

F. Liszt.

De Sainte-Beuve

Ce 14 décembre 1834.

Mon cher monsieur de Lamennais,

Je profite de l'occasion que m'indique M. Boré pour me rappeler à votre bon souvenir et vous remercier de celui que Liszt m'a rapporté de votre part. Il doit sortir quelque chose de beau et de grand d'une solitude comme celle où vous vivez, d'un esprit chaque jour plus lumineux et plus nourri d'études, d'une âme que tant d'épreuves n'ont ni glacée ni amortie, et qui semble bien au contraire incessamment rajeunir. Que ceux qui vivent ici rompus à toutes les heures, sillonnés et rongés de cette atmosphère dévorante, ne peuvent-ils voler auprès de vous et s'y reposer dans le silence de votre toit! c'est un vœu, croyez-le bien, que je n'ai jamais cessé de voir à mon horizon, et que je finirai par atteindre peut-être. Je travaille cette année à une histoire littéraire de Port-Royal : c'est un bien beau sujet, à la fois circonscrit et étendu, côtoyant tout le XVII^e^ siècle et le traversant, le formant maintes fois dans la plus belle partie : d'admirables têtes : Pascal, Arnauld, Nicole, et tant d'autres moins connus et bien attrayants, Lancelot, Hamon. Puissé-je ne pas trop rester au-dessous du sujet, et n'être pas trop distrait non plus, chemin faisant, par les inévitables accidents d'ici qui vous jettent de côté dans les travaux qu'on voudrait uniquement embrasser (1).

Adieu, mon cher monsieur de Lamennais, aimez-moi toujours et comptez sur mon respectueux et inaltérable dévouement. Mes amitiés, s'il vous plaît, à M. de Kertanguy.

S.-B.

(1) Dans une lettre à Sainte-Beuve, du 24 février 1835, publiée par Eugène Forgues, *Revue contemporaine*, 25 août 1885, p. 511, Lamennais exprime à Sainte-Beuve l'espoir que son *Port-Royal* avance. Voir Feugère, *Lamennais avant l'Essai*, p. 366. — Sainte-Beuve, dans son *Port-Royal* (t. III, p. 258), cite lui-même, mais sans la dater, une lettre de Lamennais qui doit être une réponse à cette lettre-ci. Lamennais l'y encourage très vivement à mettre à exécution son projet de *Port-Royal*.

De Liszt à Lamennais

Paris, 20 mai 1836.

Votre lettre, cher père, ne m'est parvenue que ces jours derniers, peu avant mon départ de Lyon, où je me trouvais depuis le commencement de mai. Je vous en bénis cent et cent fois; elle m'a fait un profond bien. Quoique j'aie eu parfois l'orgueil de penser que je méritais peut-être un témoignage d'affection de cette nature, je n'avais cependant pas osé l'espérer. Encore une fois, je vous en bénis!

Plusieurs affaires assez délicates (qui grâce à Dieu se sont arrangées d'une manière honorable et satisfaisante pour moi) m'ont appelé à Paris. Je comptais n'y séjourner que quatre ou cinq jours. Mais hier, Eugène m'a assuré positivement que vous arriveriez dans une huitaine. Si telle était votre intention, serez-vous assez bon pour m'en prévenir *immédiatement* par deux mots? J'aurais tant et tant besoin de vous revoir!

Oh! de grâce, dites-moi de suite quel jour vous arriverez. Malgré que le séjour de Paris (*où je suis seul*) me soit triste et pénible en ce moment, j'y demeurerai, je vous y attendrai. S'il était possible que vous vinssiez avant dix jours, je resterais, mais si par malheur votre voyage était ajourné...

Conservez-moi toujours un peu de cette paternelle affection dont vous m'avez honoré, et croyez que je ferai le possible et l'impossible pour en être de plus en plus digne.

F. Liszt.

Le 28 mai, Liszt récrivait à Lamennais pour lui dire qu'il l'attendait. Dès le 30 mai, Lamennais, — une lettre qu'il adressait à Montalembert le prouve, — avait élu domicile à Paris. Il y restera jusqu'à sa mort.

L'ÉCOLE DES COLONIES

IV [1]

LE RÔLE DE L'ESPRIT COLONIAL DANS LA MÉTROPOLE

Plus encore qu'une richesse matérielle, les Colonies peuvent être, pour un peuple digne d'en posséder, une richesse morale.

L'esprit colonial, c'est avant tout le goût de l'action : c'est l'énergie qui aime l'effort et recherche l'obstacle pour le vaincre. C'est tout l'opposé de la résignation, du laisser-aller, de la nonchalance. C'est le remède à cette ataraxie qui guette les vieux peuples. La volonté de mettre en valeur des terres neuves, telle est la réponse virile à cet « à quoi bon ? » que murmurent en nous certaines fatigues et peut-être certaines lâchetés. Oh ! je les connais bien ces murmures : quelquefois, ce sont les voix les plus douces qui les laissent entendre à notre oreille, les voix mêmes, pourrions-nous croire, de la patrie : la lumière vermeille d'un paysage d'automne en Normandie, en Touraine, en Ile-de-France, ce sont nos futaies royales, l'air frais de nos jardins, la patine de nos vieilles pierres, dans le plus humble village de chez nous dont le temps a fait peu à peu la beauté.

Combien sont puissants ces charmes qui paraissent faits pour nous retenir ! Mais rester leur prisonnier, c'est s'enchaîner au passé, regarder vers la mort, et non vers la vie. Les colonies, tout au contraire, éveillent en nous une espérance,

(1) Voyez la *Revue* des 1er août, 1er septembre, 1er octobre.

attirent nos regards vers l'avenir, elles nous rendent une sorte de jeunesse. Elles enseignent à leurs maîtres qu'ils n'ont pas le droit de s'arrêter sur la route ; elles sont pour les peuples ce que sont les enfants dans une famille : une raison nouvelle de vivre, de lutter.

Regardez l'exemple de la Hollande : son rôle en Europe n'est plus celui que tenaient au XVII^e^ siècle les Provinces Unies, mais sa place dans le monde n'a cependant pas décru ; grâce aux Indes Néerlandaises, ce vieux peuple n'a pas connu de crépuscule. Voyez aussi l'aurore radieuse, pleine de promesse, que le Congo donne à la jeune Belgique : ce royaume, malgré les terribles épreuves que lui valurent sa fierté, sa noblesse de cœur, est en plein essor ; il bouillonne de forces impatientes. Et maintenant, comparez l'estuaire de l'Escaut à celui du Tage, les ports de Belgique et de Hollande à ceux d'Espagne et de Portugal et vous aurez la sensation directe de ce que perd un peuple lorsqu'il perd ses colonies.

Allons-nous, nous Français, laisser s'énerver et dépérir toutes ces qualités de notre race dont la somme, nous l'avons vu, forme l'esprit colonial ? N'avons-nous plus de curiosité, de bienveillance, de générosité ? Pouvons-nous, même si nous le voulions, répudier à ces traits qui dessinent moralement notre visage ? Pourquoi renoncer à ce don gratuit des siècles ? Aucune raison, sinon la veulerie ou la fatigue, ne pourrait nous conseiller un tel renoncement.

Rien toutefois ne nous autorise autour de nous à craindre un pareil fléchissement de la volonté nationale. Ne voyons-nous pas, au contraire, nos jeunes gens s'entraîner à développer leurs forces morales, leur sens de la discipline, de la camaraderie, leur goût de l'effort dans ces groupements de boys-scouts où l'on a pour idéal à la fois de vivre plus près de la nature et de former des chefs ? J'ai eu l'occasion d'être tenu au courant de ce mouvement qui transforme si heureusement aujourd'hui la jeunesse française : même si les exercices scolaires doivent légèrement en souffrir, je ne regretterai point, pour ma part, qu'ils soient un peu sacrifiés à la vie de plein air, à l'art de savoir dresser un camp dans une clairière de forêts, dans une lande perdue. Ces jeunes gens réapprennent l'habileté manuelle que l'homme civilisé a oubliée au milieu de trop de facilités ; ils s'entraînent à négliger les petits conforts de la

ville, de la maison. Mais je me permets de leur donner un conseil, sans doute superflu, étant donné l'intérêt que leurs chefs portent, je le sais, aux questions coloniales : que sous leurs chapeaux de feutre et leurs chemises kaki, ils pensent moins au Far-West de Mayne-Reid et de Fenimore Cooper qu'au Soudan de Gallieni, au Maroc de Lyautey, à l'Indochine de Francis Garnier et d'Henri Rivière. Le Far-West, c'est très bien... pour les Américains. Les Français ont le leur, infiniment plus varié d'aspects, infiniment plus séduisant que la grande et monotone prairie américaine.

Éclaireurs de France, c'est un beau titre, mais sur quelles routes, mes jeunes amis, voulez-vous le mériter ? Il en est qui s'offrent à vous, à votre désir de l'effort physique gaiement supporté, à votre besoin de créer vous-mêmes votre confort, à votre volonté d'être en contact direct avec la nature pour mieux la connaître et faire d'elle votre alliée. Ce sont les routes coloniales, où vous retrouverez parfois d'autres éclaireurs qui vous auront devancés, — car vous n'avez pas la prétention de découvrir le monde. De petites croix de bois jalonnent ces routes que vous prendrez, mais elles n'ont pas été ouvertes avec des souffrances et avec du sang pour rester désertes et stériles. Il tient à vous qu'elles s'animent ; ces souffrances et ce sang attendent une rançon ; c'est la jeunesse française qui l'acquittera, j'en ai la certitude.

La vie coloniale est dure, nous l'avons vu : les difficultés qu'elle oppose à l'homme sont multiples, imprévues, quelquefois terribles ; pour les vaincre, il faut presque toujours tirer entièrement de ses propres qualités, de sa vigilance, de son sang-froid, de son ingéniosité, de sa ténacité, toutes les parades nécessaires ; dans la brousse et dans la jungle, il ne faut compter que sur soi-même. Quand nous lisons certains récits de voyages effectués par nos grands coloniaux, nous restons émerveillés de leur réussite ; les René Caillié, les Monteil, les Binger, les Péroz, les Doudart de Lagrée, les Pavie ont reculé les limites de l'audace, de l'endurance humaine. Ils ont pris pour eux la plus dure part et, pour suivre les voies tracées par eux, il n'est plus nécessaire d'avoir leur héroïsme. Mais il faut encore, pour réussir aux colonies, des qualités autres et plus viriles que dans la métropole, où parfois l'habileté suffit à servir l'ambition.

Nous avons dit ailleurs cette constante maîtrise de soi qu'exige la vie coloniale, le coup d'œil qui sait évaluer l'obstacle à franchir, la décision qui sait réunir promptement les moyens de le surmonter, créer ces moyens mêmes s'ils font défaut, la ténacité que rien ne rebute, l'art de ne pas s'égarer dans les détails et de suivre toujours la direction choisie. Combien l'entraînement constant à cette discipline physique et morale, peut-il être précieux à ceux qui, après un séjour colonial, rentrent dans la métropole ! S'ils ont la force physique et les loisirs de se consacrer aux affaires de leur pays, que de services ne peuvent-ils pas rendre, soit dans le domaine des intérêts privés, soit sur le terrain des intérêts publics? N'avons-nous pas souvent dans nos méthodes commerciales et industrielles bien des traditions surannées, timorées, à éliminer ou à simplifier, bien des initiatives à prendre, bien des énergies à galvaniser? Dans nos méthodes politiques et administratives, avons-nous toujours le sens des réalités vivantes, les seules qui comptent? Savons-nous résoudre avec promptitude et avec ordre les questions urgentes, savons-nous faire du travail utile? Que de mots, de discours, de papiers, de rapports, de commissions qui ne servent à rien, qu'à partager à l'infini ces responsabilités dont le métropolitain a peur et dont le colonial se joue allègrement, car il en a l'habitude et sait qu'il vaut mieux agir, faire quelque chose, même imparfait, que de chercher indéfiniment une perfection théorique, en se berçant du vain espoir de contenter tout le monde.

Il faut le reconnaître, si les créateurs et les animateurs de notre nouvel empire colonial avaient suivi sur place les méthodes métropolitaines, nos colonies ne seraient pas parvenues au degré de développement qu'elles ont atteint en quelques décades, parfois en quelques années, et qui fait l'admiration de nos rivaux. La France gagnerait beaucoup à être dirigée suivant les mêmes méthodes, car elle est loin d'avoir effectué dans le même laps de temps les mêmes progrès. C'est aux colonies, par la vie coloniale, par l'esprit colonial, que se formera l'équipe d'hommes capables de débarrasser la France de toutes les entraves qui la retiennent dans sa marche à l'avenir. Un jour viendra où de tels hommes s'imposeront, apporteront dans nos entreprises, dans nos usines, dans nos assemblées politiques, dans les conseils du gouvernement même, cet « air

du dehors » qui leur fait si cruellement défaut, cette connaissance de la place réelle qu'occupe la France dans le monde, cette notion juste de ce qui est essentiel et de ce qui est accessoire, ce mépris des querelles stériles, en un mot cette volonté d'action et ce sens des réalités qui sont les ressorts de la vie coloniale.

Penchons-nous donc sur nos colonies comme un père veille sur ses enfants, en pensant aux réserves de forces morales qu'elles promettent à la patrie; dans une famille nombreuse, tous les enfants n'ont pas le même caractère, les mêmes dons, les mêmes forts et les mêmes faibles; c'est le devoir des parents de discerner l'originalité de chacun et de savoir judicieusement la développer. Mais quelle que soit cette diversité (qu'il se gardera bien de vouloir étouffer, car elle peut engendrer une émulation précieuse), le père saura inspirer à tous ses fils le sens de la solidarité qui les unit, le respect et l'amour du nom qu'ils portent, de la continuité de la famille une et indéfectible; s'il réussit dans cette tâche, il pourra se flatter d'avoir créé une richesse plus féconde que s'il avait accumulé des titres de rentes; il aura préparé pour la patrie le plus précieux des héritages. Ainsi fera la France avec ses colonies, si elle sait comprendre et vouloir.

***

Pour le comprendre et le vouloir, il suffit de regarder ce que fut, lors de notre dernière crise nationale, lorsque la famille France était en péril, lorsque brûlait la maison natale, l'apport de l'esprit colonial. Où avaient été formés les meilleurs de nos chefs de guerre? à quelle école, sinon à l'école des colonies?

Voici Joffre, ce chef qui réussit cette gageure de donner du calme au peuple le plus impressionnable, le plus nerveux du monde, et dans quelles circonstances? Après Charleroi, après nos frontières envahies, après la longue retraite de la Somme à la Marne, où tant d'hommes exténués eurent à peine de quoi se nourrir. Il émanait de ce chef de guerre une puissance de paix et de force qui préserva l'opinion de tout égarement funeste et l'armée du désespoir. Mais sa carrière coloniale ne l'avait-elle pas préparé à cette décisive épreuve? Il était entré à Tombouctou quelques jours après le désastre de la colonne

Bonnier et avait ramassé sur le champ de massacre de Tacoubao les cadavres mutilés et sanglants de ses camarades.

L'épopée soudanaise, dont il avait été dans sa jeunesse un des artisans, avait trempé sa patience, sa force de supporter, sa volonté de ne jamais renoncer. De telles actions marquent un homme et c'est grâce à elles sans doute que Joffre sut garder son sang-froid à l'heure où tant d'autres l'auraient perdu.

A côté de lui, voici son camarade du Soudan et de Madagascar, Gallieni. Si la qualité dominante du généralissime était la patiente ténacité, le gouverneur de Paris montrait, à côté de cette fermeté, une clairvoyance, une rapidité de décision que lui avait données, elle aussi, la pratique coloniale. Le 3 septembre 1914 dans l'après-midi, le général Gallieni, après avoir visité les avant-postes de l'armée Maunoury, rentrait au lycée Victor-Duruy où il avait établi son quartier général, lorsqu'on lui communique des renseignements affirmant que les colonnes ennemies, après avoir débouché de Compiègne, infléchissent leur marche vers le sud-est, vers Meaux. *Aussitôt*, il murmure aux officiers qui l'entourent : « Je n'ose pas y croire, *ce serait trop beau* ! » Ce serait trop beau !... Déjà la décision est prise, le réflexe colonial a joué. *Dès le 3 septembre au soir*, Gallieni s'enferme, cartes en mains, avec le général Clergerie, son chef d'état-major et le colonel Girodon ; une heure après, les ordres pour l'armée Maunoury sont prêts : elle se tiendra en mesure de marcher vers l'Est dès l'après-midi du 4 septembre et d'attaquer le 5 sur la rive droite (Nord) de la Marne.

Le 27 août, en prenant son commandement, le général Gallieni avait eu à mettre de l'ordre dans cet immense camp retranché, où rien jusque-là n'avait été préparé pour un siège éventuel. Entre les divisions françaises harassées qui refluaient vers Pontoise, les troupes du Maroc qui venaient de débarquer, les divisions qu'on ramenait de l'Est par un mouvement de rocade rapide, aucune cohésion n'existait encore; en une semaine, de l'ordre était remis dans cette universelle confusion, le camp retranché s'organisait méthodiquement, chaque jour plus fort que la veille. Avec des pilotes militaires en congé, des pilotes civils disponibles, une aviation était créée de toutes pièces; c'est elle qui allait découvrir ou confirmer de ses yeux le mouvement inattendu des colonnes de von Klück. Depuis les questions les plus importantes, artillerie, fortifications, ravitail-

lement des armées, jusqu'aux plus infimes, — arasement de la zone militaire, coupures des routes, mobilisation des taxis, tout était prévu, réglé; — aucun détail n'était négligé par le chef qui, dans son premier voyage au Soudan, avait prescrit à chaque officier de sa mission, d'emporter dans sa cantine quelques paquets de cartouches. Sans cela, que fût devenue cette mission après la surprise du marigot de Dio? Aurions-nous eu la pacification du Tonkin, celle de Madagascar et la victoire de la Marne? Cet art d'utiliser au maximum tous les moyens dont on peut disposer, même s'ils sont insuffisants et médiocres (ils le sont toujours aux colonies), cette habileté à faire, comme on dit vulgairement, « flèche de tout bois », c'est un art colonial et c'est à cet art-là que Paris dut en grande partie de rester intact, alors que ses palais, ses musées, ses bibliothèques, ses quartiers chargés d'histoire, ses maisons, — nids de tant de laborieuses vies, — eussent pu devenir les points d'appui d'une guerre de rues et des ruines fumantes, l'enjeu de je ne sais quel redoutable chantage exercé par le vainqueur sur la ténacité française.

Tant que les Parisiens auront un peu de mémoire et de cœur, septembre ne pourra jamais toucher de ses flèches d'or les arbres de leurs quais et de leurs avenues, sans que leur reconnaissance évoque le souvenir du grand chef qui leur conserva leurs foyers.

A côté de lui, et hélas! aujourd'hui aussi au champ des Morts, voici un autre grand soldat, dont les titres à la reconnaissance de la patrie sont impérissables : Mangin. Celui-là comprit tout jeune la tâche terrible à laquelle était vouée sa génération : la guerre. Parmi tous les grands chefs qui permirent à la France de la gagner, beaucoup se préparèrent par l'étude, par la stricte discipline d'une vie d'obéissance et de commandement; aucun plus que Mangin *ne se destina à la guerre en faisant la guerre.* L'École des Colonies fut pour lui l'école de la volonté appliquée à la conduite de la guerre.

Dans cet admirable ouvrage où sont recueillis ses premiers cours à l'École de guerre, et où l'on trouve tout au long, plus de dix ans à l'avance, l'esquisse de la bataille libératrice de 1918, Foch a écrit : « Pas de victoire possible sans le *commandement vigoureux, avide de responsabilités et d'entreprises audacieuses,* possédant et inspirant à tous la résolution

et l'énergie d'aller jusqu'au bout. » Tout jeune, Mangin avait compris que seule la vie coloniale permettait en temps de paix à un officier de s'entraîner à commander ainsi. Loin de nous la pensée de diminuer la gloire des professeurs d'art militaire, des stratèges et des tacticiens qui formèrent ces états-majors instruits, sans lesquels les armées modernes seraient d'immenses troupeaux inorganisés. Mais parmi ces grands chefs nécessaires, on a trouvé peu d'hommes de guerre, nés pour la guerre, faisant la guerre avec la fougue, la chaleur rayonnante, le tempérament entier d'hommes nés pour cette besogne de feu. Mangin était de ceux-là. Dans le vainqueur de Douaumont et de Soissons, c'est toujours le sous-lieutenant de Diéna que l'on retrouve ; tandis qu'après la prise de ce village, écrit Archinard en 1891, on le conduisait à l'ambulance, « le caporal Birama Sidibé, cruellement blessé, chantait à tue-tête les louanges de son chef ». Et pareillement, la veille du 24 octobre 1916, traversant les rues de Verdun qu'ils allaient dégager, les tirailleurs sénégalais jetaient en l'air leurs coupe-coupes, en criant : « Douaumont ! Douaumont !... »

A côté de ces grands noms, que d'autres faudrait-il citer ! Celui qui vient d'abord sur toutes les lèvres, c'est celui de Lyautey : il faut lire, dans ses *Lettres du Tonkin et de Madagascar*, ce que fut pour lui la révélation coloniale, comment, à plus de quarante ans, toute sa pensée, toute son activité furent transformées par un séjour au Tonkin et par l'influence quotidienne de Gallieni. Nous devons le Maroc à cet élève de « l'École des colonies » venu, en pleine maturité seulement, suivre de telles leçons. Mais à quoi bon citer d'autres noms, risquer de choquer des modesties et faire œuvre certainement incomplète ? Il vaut mieux relire un passage de ce maître livre, *les Morts qui parlent*, écrit par un de ces grands et clairvoyants Français de la métropole qui mirent leur honneur à servir ici même, — et avec quel talent ! — les héros ignorés de notre action coloniale, Eugène-Melchior de Vogüé : « Il y aura désormais au delà des mers, depuis le Congo jusqu'à la Chine, un vaste trésor humain d'intelligence, de dévouement, de résolution, où la France pourrait puiser pour tous ses besoins. »

Il me serait aisé d'opposer à l'apport des colonies dans la pensée française en temps de guerre, tous les bénéfices qu'elles ont donnés à notre esprit national dans les arts et les disci-

plines acceptées de la paix. Il faudrait aller de Bernardin de Saint-Pierre à Loti (je ne saurais citer de vivants), en passant par Leconte de Lisle et Baudelaire. Dans les lettres, notre sensibilité moderne est riche en grande part des notes nouvelles que ces écrivains, nés ou voyageant aux colonies, ont su faire vibrer en elle. Dans les arts, il en est de même : des « Chinoiseries » de Watteau aux toiles de Gauguin et aux fétiches du Congo, en passsant par Delacroix, Decamps, Fromentin ; à maintes reprises, notre sensibilité visuelle a été rafraîchie, vivifiée, parfois entièrement renouvelée grâce à des apports coloniaux. Mais je ne puis ici reprendre une question qui a été magistralement traitée à la *Revue* par M. Hanotaux (1); il est, après lui, inutile d'insister. Ce que je voudrais maintenant rechercher, — la valeur de la leçon coloniale étant telle que j'ai essayé de la montrer, — c'est s'il existe en France une « conscience coloniale » capable de comprendre et de répandre cette leçon si précieuse que donne à la métropole « l'esprit colonial ».

Cette conscience coloniale, — et ceci surprendra peut-être quelques lecteurs, — est peut-être plus répandue chez nous qu'on ne le croit généralement. Il faut toujours pour juger la France ne pas limiter ses observations à Paris, et dans Paris à ce que l'on appelle, d'un mot qui devrait nous faire sourire pour son étonnante prétention : « le monde ». Il est trop vrai que, dans Paris, trois ou quatre édifices à peine rappellent au passant que nous possédons le second empire colonial du monde. Il faut des occasions exceptionnelles pour que les enfants émerveillés (et quelles vocations cependant pourraient naître de cette admiration !) puissent regarder défiler ou accomplir un service d'honneur des spahis en burnous flottants, des tirailleurs sénégalais ou tonkinois. Nous n'avons pas su encore organiser à Paris une semaine coloniale véritablement digne de ce nom, comparable à ces cortèges si riches d'évocations et d'enseignements que l'on peut voir à certaines dates parcourir les rues et les places de Belgique. Nous n'avons pas de musée colonial. Au point de vue colonial, Paris est un livre fermé.

Il s'en faut cependant qu'à Paris, dans le Paris qui travaille,

(1) *L'Apport intellectuel des colonies de la France* (*Revue* du 15 janvier 1927).

il n'y ait pas de multiples centres officiels et privés de propagande coloniale ; je pourrais citer douze agences ou Conseils officiels, trente-huit comités, ligues, unions ou sociétés fondées et dirigées par l'initiative privée. Mais tous ces efforts, dont certains sont très méritoires et très vivants, manquent de liaison entre eux ; la plupart ont atteint en surface les limites de leur influence et ne prêchent guère qu'à des initiés et à des convertis, comme le curé qui s'en prend à ses ouailles fidèles de l'insuffisante assistance à sa messe. Une impulsion supérieure leur fait défaut pour coordonner leur action et l'étendre en profondeur dans toutes les couches sociales. Dans cette dispersion des bonnes volontés, et des ressources qu'elles mettent en œuvre, apparaît nettement l'indiscipline foncière de notre race, fille de son individualisme.

En province, les initiatives individuelles sont moins noyées, plus en vue, que dans l'innombrable foule parisienne. La sage, la laborieuse, la studieuse province oublie moins vite, ignore moins, comprend mieux que Paris l'importance du « support colonial ». Beaucoup de villes lui doivent sa richesse ; les ports, en premier lieu, Marseille, Bordeaux, Nantes, le Havre, Dunkerque, sont des albums grands ouverts offrant au passant, avec les marchandises entassées sur leurs quais ou dans leurs entrepôts, avec les vieux hôtels décorés de mascarons symboliques, de magnifiques estampes coloniales. Ensuite, certaines villes de l'intérieur qui vivent des transformations que donnent leurs industries à certaines grandes matières premières d'origine coloniale : à Mulhouse, Roubaix, Tourcoing, Lyon, Clermont-Ferrand, on sait, on apprend aux enfants ce que sont le coton, la laine, la soie, le caoutchouc ; l'homme de la rue, même s'il n'est pas ouvrier, ou employé dans une usine, n'ignore pas que la situation matérielle de ses concitoyens et, par incidence inévitable, la sienne propre, sont en grande part déterminées par la production, les arrivages, les cours de ces matières premières que nos colonies nous fournissent ou pourraient nous fournir. Aussi ne faut-il pas s'étonner de trouver en province de nombreux comités coloniaux, fondés généralement par l'initiative privée, par le dévouement de Français instruits et clairvoyants. A Bordeaux, Marseille, le Havre, Mulhouse, Nancy, des instituts, des offices coloniaux privés forment des centres d'éducation coloniale, agissants et rayonnants.

Il existe donc en France de multiples éléments précieux, de nombreuses bonnes volontés pour former une « conscience coloniale ». Mais cette conscience n'est pas générale, coordonnée, dirigée . si les cellules nerveuses, ont dit quelques savants en histologie, ne sont pas reliées entre elles par un réseau continu de prolongements nerveux, l'organisme ne meurt pas, mais il sommeille.

Telle est l'idée coloniale en France. Pourquoi? Parce que lui font défaut les trois forces qui assurent dans un pays d'opinion la liaison, la cohésion morales dans la majorité des citoyens : le gouvernement, l'enseignement, la presse.

Le gouvernement d'abord. Dans nos usages politiques, ces usages qui exercent, en démocratie, une si grande influence, le ministère des Colonies n'est pas considéré comme un grand ministère par les chefs politiques du pays, par les hommes d'État qui distribuent les portefeuilles, lorsqu'ils sont appelés à constituer un ministère. La répartition des départements ministériels se fait, au lendemain d'une crise parlementaire, en tenant compte avant tout de la nécessité de rallier une majorité autour du gouvernement nouveau : il convient donc d'établir un savant équilibre entre certains groupes de la Chambre et du Sénat représentés par des personnages consulaires. Dans ce dosage, l'attribution du ministère des Colonies n'est pas toujours faite en s'inspirant de la recherche d'une compétence reconnue, d'un tempérament d'apôtre. C'est un peu cela cependant qu'il faudrait chercher. La Belgique a mieux compris que nous cette nécessité et beaucoup de Français, — surtout beaucoup de parlementaires français, — ont été surpris de voir que le premier ministre du Royaume ami et allié tient à honneur d'être ministre des Colonies plutôt que ministre des Affaires étrangères, des Finances ou de l'Intérieur.

Nous parlerons seulement ici, bien entendu, *en théorie*, car dans la pratique, nous avons vu les services de la rue Oudinot dirigés longtemps par un homme d'expérience, de talent, ayant la foi coloniale, M. Albert Sarraut. Il n'en est pas moins vrai qu'aux yeux de beaucoup de parlementaires et d'électeurs, le ministère des Colonies n'est pas un ministère de premier plan, il n'a pas la vedette! Cette défaveur est, à elle seule, lourde de conséquences : elle laisse croire à trop de Fran-

çais que les colonies n'ont pas beaucoup d'importance dans la vie générale de la nation.

Il est vrai qu'à côté de certains ministres des Colonies, complètement ignorants de la France extérieure, il y a toujours eu pour les guider des fonctionnaires de la plus haute valeur, des « premiers commis » dans la grande tradition de Colbert L'un d'eux, M. Albert Duchêne, directeur des affaires politiques au ministère des Colonies, vient d'écrire sur l'histoire de notre administration centrale coloniale un livre (1), riche d'érudition et de vues profondes. Il ressort nettement de la lecture de cet ouvrage que la raison d'être de cette administration centrale est la nécessité d'établir des liens étroits entre le gouvernement de la métropole et les colonies. Cette nécessité s'est imposée bien lentement aux dirigeants de la France : il a fallu attendre le 20 mars 1894 pour que les colonies françaises fussent pourvues d'un ministère particulier, disons toute notre pensée, d'une *tête*. Jusque-là, les Frances extérieures étaient les *disjecta membra* que prenaient sous leur autorité divers autres ministres au hasard de leurs goûts. Depuis lors, l'œuvre de cette administration centrale, comme l'a dit justement M. Duchêne, a été considérable, spécialement pendant la guerre. Mais si bonne qu'ait été déjà la besogne accomplie, elle est minime devant celle qui s'impose encore : organiser, équiper notre empire colonial, en vue des inappréciables services économiques qu'il faut en attendre ; maintenir, entre la métropole et ses filles lointaines, ces liens moraux qui seuls assurent l'unité de la plus grande France. Comment le ministère des Colonies pourra-t-il, dans un pays gouverné par l'opinion publique, mener à bien une telle œuvre, s'il se désintéresse de cette opinion qui seule peut lui fournir, par l'intermédiaire de ses représentants, les moyens de l'accomplir ? Nous considérons donc que le ministère des Colonies doit faire un effort soutenu pour éveiller en France une conscience coloniale profonde, pour donner une impulsion énergique à tous les services officiels qui poursuivent ce but, en les réorganisant, s'il y a lieu, dans le sens de la concentration des efforts et des moyens, et en s'appuyant sur les multiples bonnes volontés et organisations privées dont nous avons signalé l'existence sporadique.

(1) *La politique coloniale de la France*, in-8°, Paris, Payot, 1928.

Le gouvernement dispose d'un très puissant levier qu'il a bien mal employé jusqu'ici : l'enseignement. J'ai écrit ici même, — et je n'y reviendrai pas, — quelle part ridiculement mesurée est faite à l'histoire et à la géographie économique de nos colonies dans les programmes de nos trois ordres d'enseignement.

Quelques légers progrès ont été accomplis récemment dans l'enseignement secondaire : à notre connaissance, rien n'a été fait dans l'enseignement primaire ni dans l'enseignement supérieur. Il faudra cependant y venir, comme on a bien fini, en 1894, par créer un ministère des Colonies.

Enfin, je ne trahirai aucun secret d'État en disant que le gouvernement peut, s'il le veut, quand il le veut, avoir une certaine influence sur la presse, surtout lorsqu'il s'agit de faire comprendre à nos journaux la nécessité de traiter certaines questions d'intérêt national. C'est l'honneur du très grand nombre d'écrivains de talent que compte la presse française, et cela dans tous les partis, que de servir de tout cœur les grandes causes sur lesquelles est appelée leur attention. Si une voix qualifiée leur faisait remarquer quelle disproportion existe dans leurs journaux entre les informations relatives aux crimes, aux faits-divers, et celles consacrées à toutes les grandes œuvres qu'accomplissent chaque jour à travers le monde des initiatives et des entreprises françaises, je suis sûr que, sans avoir recours à une limitation de la liberté de la presse, le gouvernement pourrait trouver dans les journaux une aide puissante pour l'œuvre d'éducation nationale au point de vue colonial, qu'il est désormais indispensable de poursuivre. Un bureau d'informations coloniales de presse, dirigé par des journalistes de profession bien au courant de la politique coloniale, ayant voyagé dans nos possessions extérieures, alimenté par les grands services publics coloniaux, pourrait rendre à cet égard les plus précieux services; il serait extrêmement aisé de le créer. Envoyez aux journaux de la « copie » et des photographies intéressantes; ils seront toujours enchantés de les reproduire... surtout pendant les mois d'été.

En résumé, le Français a l'esprit colonial ; cet esprit colonial peut jouer dans notre vie métropolitaine elle-même un rôle des plus précieux pour notre relèvement national. Mais le Français n'a généralement pas une « conscience coloniale »

et partant une légitime « fierté coloniale ». Voilà ce qu'il faut créer avant tout : dans notre pays si centralisé au point de vue politique et administratif, il importe que Paris, siège du Parlement, métropole au vieux sens grec du mot, donne l'éveil à cette conscience et provoque cette fierté. Il ne faut pas que Paris soit, à ce point de vue, inférieur aux grandes villes industrielles, aux grands ports; il ne convient plus que l'idée coloniale lui arrive par parcelles, comme son charbon, en remontant la Seine sur de lourdes et lentes péniches.

Je suis assuré que sous la haute impulsion du maréchal Lyautey, qui a prouvé ses qualités d'animateur, l'Exposition coloniale de 1931 aura, sous ce rapport, des conséquences nationales de la plus haute importance. Mais un effort temporaire, si brillant, si éclatant qu'il soit, est insuffisant; il faut qu'il laisse des traces, et c'est à cet égard que je voudrais tant voir créer à Paris un institut colonial digne de ceux d'Amsterdam et de Bruxelles-Tervueren, digne surtout de la variété, de l'ancienneté, de la richesse de la France extérieure.

Nous réussirons à créer en France cette conscience et cette fierté coloniales si tous ceux qui éprouvent en eux de tels sentiments *s'unissent* pour propager la foi qui les anime : Gouvernement, Parlement, services officiels, initiatives privées : il faut, avant tout, faire converger ces forces qui, trop souvent, s'ignorent et parfois s'annihilent. Groupons nos moyens, ne les employons pas en ordre dispersé ; il ne s'agit pas ici de vanités personnelles à satisfaire, il s'agit de la grandeur et du salut de la France.

OCTAVE HOMBERG.

(*A suivre.*)

A CHANTILLY

RAPPORT LU A LA SÉANCE TRIMESTRIELLE DE L'INSTITUT (31 OCTOBRE)

Messieurs et chers Confrères,

Le rapport du président des conservateurs du Musée Condé sur la vie de ce musée durant cette année 1928, ne sera pas très long, et c'est le signe que cette vie a été, pendant ce temps-là, ce qu'elle devait être, laborieuse et paisible.

Le dictionnaire nous donne cette définition du mot Musée : « Lieu destiné soit à l'étude, soit à rassembler les monuments des beaux-arts, des sciences, les objets antiques. » Au Musée Condé, les érudits ont, comme toujours, beaucoup étudié dans les archives. Beaucoup de personnes sont venues visiter avec un intérêt jamais déçu nos riches galeries et contempler les horizons ménagés dans notre parc, et qui prolongent ces galeries, si l'on peut dire, car ces horizons sont aussi des œuvres d'art. Le noble prince qui nous en a, par son testament, confié la garde n'a pas eu d'autre intention que celle-là : faire de la maison héréditaire des Montmorency et des Condé un sanctuaire d'histoire et de beauté qui restât comme un témoignage des meilleures traditions des anciens maîtres et de son propre dévouement à la plus haute et à la plus fine culture.

Quelques-uns d'entre vous, messieurs, ont sans doute entendu des élèves de l'École normale d'après la guerre de 1870, citer une fière parole d'Ernest Bersot, leur directeur, recevant un ministre rue d'Ulm, et lui disant : « Il y a là un

coin de France qui va bien. » Ce mot, nous avons, mes chers confrères, le droit de le prononcer à propos de notre Chantilly et nous le devons beaucoup, permettez-moi d'y insister, au plus fidèle dépositaire de la pensée du fondateur. Vous avez tous nommé M. Gustave Macon, dont l'infatigable vigilance maintient vivante la création du Duc d'Aumale à laquelle celui-ci l'avait associé, prouvant ainsi que sa connaissance des hommes égalait ses autres qualités : la délicatesse de son goût, la largeur de sa culture et son héroïsme militaire.

***

Si nos galeries et notre parc sont demeurés les mêmes, cette année, nos archives se sont enrichies, et d'abord de deux précieux dossiers dont la rentrée eût rendu le Prince très heureux. Je dis rentrée, car il s'agit de deux collections de lettres écrites par le roi Louis-Philippe, la reine Marie-Amélie, leurs fils et leurs filles.

Pour vous donner l'idée de l'intérêt que présente cette correspondance, je vous demanderai la permission de vous citer le début d'une de ces lettres, que le futur roi, alors Duc d'Orléans, adressait, en novembre 1816, au chef de son conseil, qui lui avait demandé « de vouloir bien faire connaître ses intentions à l'égard d'un M. Trélat, notaire à Montargis ». Ce notaire, ayant, pendant les Cent jours, manifesté vivement ses sentiments bonapartistes, avait été suspendu de ses fonctions. Remarquez la date : nous sommes au lendemain de la seconde Restauration. Maintenant écoutez avec quelle sagesse et aussi quelle mélancolie secrète au ressouvenir de tant de catastrophes, le premier Prince du sang affirme le principe réparateur, pratiqué jadis par son aïeul Henri IV, celui de la réconciliation nationale par l'oubli réciproque des luttes passées.

Il commence par une parole religieuse qui prend, si près de la tragédie révolutionnaire, comme un poignant accent personnel : « *Et dimitte nobis debita nostra, sicut et nos dimittimus* « *debitoribus nostris.* Ne faisons aucune enquête sur les opinions « de personne. Il suffit de savoir si un homme est honnête et « intègre, pour décider s'il doit être employé ou non, et pour « finir, comme j'ai commencé, par une citation de l'Évangile, « n'oublions pas que les dénonciateurs, surtout ceux d'opinions, « présentent toujours une exemplification de la parabole de la

« poutre et de la paille à ceux qui sont bien convaincus, comme « moi, par une longue expérience, qu'il n'y a ni repos, ni « calme, ni tranquillité dans les États, sans la tolérance de « toutes les opinions politiques et religieuses. C'est donc sans « aucune hésitation que je réponds à la question qui m'est « faite par mon conseil, que je regrette que M. Trélat ait été « suspendu l'année dernière de ses fonctions, comme mon « notaire à Montargis, que c'est mon intention qu'il les reprenne « immédiatement et qu'il soit sur-le-champ chargé des ventes « de cet exercice-ci. »

Que de pages d'une valeur pareille se rencontrent dans ces papiers dont la provenance est très diverse! Les uns sont des épaves du pillage des Tuileries en 1848. D'autres ont été recueillis dans la correspondance de M. de Salvandy, notamment une instruction à ce ministre en 1837 sur le lycée de Strasbourg, où Louis-Philippe montre une intelligence bien avisée du problème des langues en Alsace : « Je me souviens, « écrit-il, que dans un des discours qui m'ont été adressés « en Alsace, on me disait : Nous sommes tous Français, mais « nous aimons notre langue, et c'est une vraie jouissance pour « nous d'entendre notre Roi nous parler en allemand. » La correspondance de l'abbé Crabot, ex-aumônier de la Reine, a fourni d'autres documents encore. Le hasard des ventes a complété cet ensemble dont M. Seymour de Ricci, un fidèle ami de M. Macon et de Chantilly, a eu connaissance. Sur ses conseils, un amateur américain, M. Andreus Clark, de Los Angeles, a fait l'acquisition du lot et l'a dirigé sur Chantilly. Ayant découvert ensuite une dizaine de lettres des mêmes personnages qui avaient échappé à cette première récolte, le même M. de Ricci les a indiquées à un autre collectionneur d'outre-mer, M. Walter Pforzheimer, de New-York, qui les a aussitôt achetées pour nous les donner généreusement.

Deux autres dons nous ont été faits qui témoignent également du respect gardé à la mémoire de notre fondateur et à sa famille, par d'autres fidèles de Chantilly. L'un est le portrait du Comte de Paris enfant, œuvre du peintre Victor Roussin, que Mme C. Hibert a offert à M. Macon, grâce à l'intervention de M. de Trévise. L'autre est la maquette originale d'une statue du général Duc d'Aumale, commandée par l'État au regretté Paul Roussel. Sa veuve a voulu que le Prince rentrât chez lui,

dans le château où nous nous efforçons de maintenir l'esprit de courtoise hospitalité qui faisait le charme incomparable de ses réceptions. J'en appelle au souvenir de ceux d'entre vous, messieurs, qui ont eu la joie de l'approcher un peu intimement. J'ose dire que sa personnalité si rare est toujours présente, quoique invisible, dans ces salles et ces allées qu'il a tant aimées. De là une atmosphère morale qui impose aux visiteurs, même aux jours de grande foule, une tenue de gratitude déférente. Comment en serait-il autrement devant la générosité que représente le legs de tant de merveilles à la France, et quoi d'étonnant, si, à chaque occasion, cette générosité en provoque d'autres?

Je vous disais que les érudits ont, cette année, comme d'habitude, utilisé largement nos archives, aidés en cela par M. Macon, qu'il me faut, au risque d'offenser sa modestie, nommer de nouveau. La bonne grâce avec laquelle il les accueille dans nos salles de travail est légendaire, et lui-même donne l'exemple d'un incessant labeur, poursuivant sans relâche la rédaction et l'impression de nos catalogues. Le tome second de l'inventaire des archives vous a été distribué au printemps. Vous aurez le troisième volume à la fin de cette année, le quatrième l'an prochain. Le troisième vous révélera un fonds extrêmement riche en chartes du moyen âge, relatives au Clermontois d'Argonne, ce grand domaine-frontière donné par Louis XIV au prince de Condé en récompense de ses premières victoires. Les chercheurs y ont déjà puisé, et Mlle Colette Parent, élève de l'École des chartes, y a trouvé le sujet de sa thèse : « *La Seigneurie d'Apremont, son histoire, ses institutions*, des origines à la fin du XIVe siècle. »

Un autre fonds a aidé M. Maurice Dumoulin à établir un *Historique de l'hôtel de Condé à Paris*, dont les rues de Condé et de Monsieur rappellent encore le souvenir et qui remplissait presque tout l'espace entre ces deux rues, la rue de Vaugirard et le carrefour de l'Odéon. Notre confrère M. Labande prit aussi à nos archives les éléments de l'ouvrage qu'il a consacré à *Marchais, château des ducs de Guise, des princes de Condé et des princes de Monaco*. La correspondance du grand Condé avec son médecin Bourdelot a fourni une thèse de doctorat à M. le docteur René Denichou. Dans un autre ordre de matières, je

mentionnerai la contribution apportée par notre cabinet des livres à M. Geoffroy Atkinson, professeur à Amherst College aux États-Unis, pour la rédaction de sa *Littérature géographique française de la Renaissance*, et à M. Ch. Van den Borren, qui, pour étudier le *Manuscrit musical de Strasbourg*, a eu recours à notre recueil de chansons et motets, document capital sur la musique au XIV^e^ et au XV^e^ siècle.

Dans les revues et publications d'art, il convient de citer un article consacré à Chantilly par M. François Gebelin dans *les Châteaux de la Renaissance;* deux études du comte Ernest de Ganay, l'une dans la *Revue de l'Art* du mois de février 1928 sur *le Jeu de Cavagnole*, qui montre quarante-huit vues du château, du parc, des jardins, de la forêt; l'autre dans le numéro 4 de *la Demeure française*, sur les jardins de Chantilly.

C'est également au point de vue de l'art que s'est placée M^lle^ Duportal en étudiant notre précieux *Psautier de la reine Ingeburge* dont elle rapproche les peintures des vitraux de Chartres. Cet essai, paru, lui aussi, dans la *Revue de l'Art*, est le prélude d'un travail approfondi consacré à cet incomparable manuscrit et à l'art de la fin du XII^e^ siècle.

* * *

Parmi les fervents metteurs en œuvre de nos richesses, comment ne pas accorder une place toute particulière à notre confrère et collègue M. Henry Lemonnier, qui vient d'entrer dans sa quatre-vingt-septième année avec une allégresse de corps et d'esprit qui fait notre admiration. Son intelligence alerte est toujours en éveil, et, pendant ses séjours d'été à Chantilly, son regard avisé découvre à chaque saison dans notre musée quelque problème d'histoire de l'art à poser et à résoudre. C'est ainsi que nos vitraux de la galerie de Psyché ont fixé son attention et il a écrit sur eux dans le numéro de mai de la *Gazette des Beaux-arts*, un très important essai. Puis, un dessin représentant une soi-disant Joconde l'a tourné vers Léonard; et le voilà étudiant toutes les représentations connues de la Monna Lisa. En ce moment, il s'attache aux gravures des incunables français dont l'illustration est si curieuse.

« Jusqu'au bout, disait Taine vieillissant, j'espère travailler. » Et cette belle parole si noblement pratiquée par M. Lemonnier

m'amène à en rappeler une autre rapportée par M. Paul Cottin dans une étude que vient de publier le *Bulletin du Bibliophile* sur un des camarades de collège et de concours du Duc d'Aumale, M. Charles Cousin, fervent bibliophile, comme le Prince lui-même. Mais le *Grenier* de Charles Cousin, — c'était le nom qu'il donnait à sa bibliothèque, — fut dispersé après sa mort, tandis que le *Cabinet des livres* du Musée Condé subsiste dans sa splendeur. Tout les avait séparés, les événements comme les opinions. Le Duc d'Aumale fut exilé pendant le second Empire. Charles Cousin n'aimait pas davantage le régime impérial, mais pour des raisons différentes : il était républicain et franc-maçon. L'amour des livres et les souvenirs de jeunesse les rapprochèrent. Quand le Prince rentra en France, il visita le *Grenier*. Il y dîna avec les *Amis des livres*. Charles Cousin vint tirer des faisans à Chantilly. M. Cottin nous apprend tout cela dans des pages bien vivantes où je relève le mot sur le travail que je voulais vous avoir cité ; c'est celui que Charles Cousin écrivait au Duc d'Aumale pour le remercier de l'envoi de ses livres : « *Lilia laborant* ». Oui, le Prince aux fleurs de lys a, lui aussi, bien travaillé et son œuvre, le Musée Condé, sur lequel nous veillons avec un soin pieux, continue à faire travailler.

C'est, je crois, l'éloge auquel notre « royal confrère », comme l'appelait Victor Hugo, en le félicitant de son élection à l'Académie, avait été le plus sensible. J'aurais voulu que le rapport vous dît plus éloquemment combien cet éloge est mérité.

PAUL BOURGET.

REVUE MUSICALE

LE CENTENAIRE DE SCHUBERT

Il y aura dans trois jours un siècle qu'il mourut, âgé de trente et un ans, à Vienne, où il était né le 31 janvier 1797. Brève, pauvre et malheureuse fut sa vie. Il ne trouva de joie, ou de consolation, que dans la musique, la nature et l'amitié. Son génie même ne lui valut que des succès précaires, une renommée peu étendue et tardive, quelque chose enfin comme l'approche plutôt que la présence de la gloire.

Son père, modeste maître d'école, était aussi musicien; l'un de ses frères également. C'est de tous deux que l'enfant commença d'apprendre le violon et le piano. Dans la maison de Schubert chacun aimait et pratiquait la musique. En famille (une famille nombreuse), on y donnait des concerts auxquels Franz ne tarda guère à prendre part. Il paraît même qu'un jour son père, qui jouait le violoncelle, s'étant un peu fourvoyé, l'enfant lui dit avec respect : « Monsieur mon père, il doit y avoir là quelque erreur » Après son père et son frère, d'autres professeurs s'excusèrent bientôt de n'en savoir plus que lui apprendre, le bon Dieu lui ayant tout révélé. Il aurait pu dire, comme Thémius, le rapsode homérique : « Personne n'a été mon maître... Un dieu a placé dans mon cœur les chants que je dis. » D'abord petit chantre à l'église de sa paroisse, admis ensuite à la maîtrise de la chapelle impériale, élève en même temps du collège ou « convict » municipal, l'écolier se livra de plus en plus à la musique. Ses autres études en souffrirent au point que son père, en qui le *magister* l'emportait encore sur l'artiste, chassa le petit garçon du foyer familial. Franz n'y revint qu'à l'âge de quinze

ans, pour obtenir auprès du lit de mort de sa mère un pardon qui, d'ailleurs, lui devait être bientôt retiré. Pendant quelques années encore, l'obstiné maître d'école se flatta de retenir l'adolescent comme instituteur adjoint, chargé de la classe enfantine, peut être avec promesse de succession. Mais la musique finit par être la plus forte et sa victoire fut cause d'une seconde rupture entre le père et le fils et, pour celui-ci, d'un exil nouveau.

Plus tard, sous le voile d'une poétique allégorie, Schubert a raconté les chagrins de sa jeunesse. *Mon rêve* (8 juillet 1822) est le titre de son récit : « J'avais beaucoup de frères et de sœurs. Mon père et ma mère étaient bons pour moi. Je leur étais attaché par un profond amour. Un jour, mon père nous conduisit dans un beau jardin, à un banquet de fête. Mes frères étaient heureux, mais moi j'étais triste. Mon père s'approcha de moi et m'ordonna de prendre part au festin, mais je ne pouvais pas. Sur quoi, mon père irrité me bannit de sa présence. Je m'éloignai et portai mes pas dans les pays lointains, le cœur plein d'un amour infini.

« Pendant de longues années je sentis mon profond amour et ma lourde peine se partager mon cœur. Ma mère mourut. Je me hâtai de revenir et mon père, attendri par mon chagrin, ne s'opposa pas à mon retour. Je contemplai ce pauvre cadavre et les pleurs inondèrent mes yeux. Je me reportai avec douleur aux souvenirs du bon vieux temps, nous suivîmes le corps et nous jetâmes du sable sur la bière.

« Je restai à la maison paternelle. Mon père me reconduisit à son jardin favori. Il me demanda encore s'il me plaisait. Le jardin m'était odieux, mais je n'osai le dire. Mon père, en colère, réitéra sa demande. Je lui répondis en tremblant que je n'aimais pas le jardin. Il me battit et je m'enfuis.

« Pour la seconde fois je portai mes pas vers les pays lointains, le cœur plein d'un amour infini. Longtemps, longtemps je chantai des *lieder*. Quand je voulais chanter mon amour, il devenait douleur ; quand je voulais chanter ma douleur, elle devenait amour. Mon amour et ma peine se partageaient mon cœur. »

Un jour enfin le génie filial triompha de la rigueur paternelle et l'histoire du rêve, après un dernier et mélancolique épisode, se termine ainsi : « J'entrevis le bonheur éternel et de plus je rencontrai mon père, aimant et réconcilié. Il me serra dans ses bras et pleura, mais moi davantage encore (1). »

(1) Cité par Bourgault-Ducoudray (*Schubert*, 1 vol. chez Alcan), d'après Barbedette, un ancien biographe.

Ce bonheur-là, Schubert ne fit jamais que l'entrevoir. Longtemps, longtemps, comme il le dit, il chanta des *lieder*, et non pas des *lieder* seulement. Sonates et symphonies en grand nombre, pièces diverses et caractéristiques pour le piano, trios, quatuors et quintettes, musique d'église ou chorale, pas une forme de son art où n'ait excellé Schubert. Une pourtant exceptée. Le théâtre, qui l'attirait, ne lui fut pas favorable. Il y revenait toujours et n'y réussit jamais.

Il vécut pauvre et ne posséda que très tard assez d'argent pour acheter un piano. Modeste, mais jaloux de son indépendance, il était par là même impropre, non seulement à l'intrigue, mais à toute démarche utile pour assurer son existence. Enfin, timide et laid, de manières gauches, à peine osa-t-il aimer, du moins d'amour. Il ne se maria point. Une fois pourtant, il fut induit en tentation. C'était vers sa vingtième année. Il avait fait la connaissance d'une famille de braves gens et musiciens, les Grob. Le père était, comme son père à lui, maître d'école. La fille de la maison, la petite Thérèse, était, écrit Schubert, « un peu plus jeune que moi et dans une messe de ma composition elle chantait les soli admirablement, avec un sentiment profond. Elle n'était pas précisément jolie, elle portait sur le visage des marques de petite vérole, mais elle était bonne, cordialement bonne... Pendant trois ans elle espéra que j'allais l'épouser ; mais je ne réussis pas à trouver une situation qui nous permît de suffire à nos besoins à tous deux. Alors, sur le désir de ses parents, elle épousa un autre et ce fut pour moi une grande douleur. Je l'aime toujours et depuis aucune n'a su me plaire autant ou davantage. Il faut croire qu'elle ne m'était pas destinée. » Avouons-le : dans la simplicité, la modestie de cet aveu se retrouve plutôt la mélancolie de la *Belle Meunière*, que le désespoir du *Voyage d'hiver*.

Le sentiment le plus vif et le plus profond que Schubert éprouva, c'est l'amitié. Ses amis furent nombreux et dévoués, fidèles à son génie autant qu'à sa pauvreté et à ses malheurs. C'était pour la plupart des poètes et des musiciens : Spaun, Schober, Senn, Bauernfeld, Lachner Mayrhofer. Entre ses compagnons et lui, tout était commun, la bourse et la vie, le gîte même parfois, et lequel ! « Jamais, — écrit l'un d'eux, Mayrhofer, parlant de son propre logis, qu'il partageait alors avec Schubert, — jamais je n'oublierai les heures passées dans cette pauvre mansarde, au toit incliné. Nous n'avions qu'un méchant piano, une pauvre bibliothèque, un mobilier misérable, un jour insuffisant. Et pourtant je passai là les

heures les plus heureuses de ma vie. De même que le printemps égaie la terre et lui distribue la verdure et le sang, de même la force productrice de mon ami égayait et consolait les hommes... Le hasard, l'amour de la musique et de la poésie firent notre intime liaison. J'écrivais et lui chantait. »

La musique, celle de Schubert, était l'âme de certaines fêtes, modestes, mais joyeuses, que toute cette jeunesse se donnait à soi-même. Les « Schubertiades », comme on les appelait, avaient lieu chez l'un ou chez l'autre, à la campagne, à la ville, au cabaret, parfois dans quelque salon de la bourgeoisie viennoise, qui se montra toujours empressée à recevoir Schubert. Il s'y trouvait à son aise, à son avantage aussi, plein de bonne humeur et de simplicité. Sans jouer les amoureux, il goûtait fort la société des femmes, surtout celle des jeunes filles. Grillparzer l'a vu et nous le montre dans cette maison des Frohlich qui fut l'asile chéri du grand poète jusqu'à sa mort. Schubert est au piano. La jeune et douce Kathi, que Grillparzer aimait, est assise à côté de Schubert, émue, enivrée par la musique. « Arrête, va-t-on crier lorsque des accents trop douloureux semblent la jeter dans l'angoisse. Mais les dissonances cruelles se résolvent en sereines harmonies et les yeux de la charmante enfant, tout à l'heure baignés de larmes, rayonnent d'un joyeux éclat, comme le soleil après l'orage. »

C'est à un grand artiste viennois, le célèbre baryton Vogl, que Schubert dut quelques-unes de ses joies, et non les moins vives, de musique et d'amitié. Schubert, le Schubert des *lieder*, trouva tout de suite en son ami plus qu'un interprète, un apôtre. Ils voyageaient souvent de compagnie. Couple mélodieux, ils parcouraient la proche ou lointaine campagne, chantant quelques-unes des plus belles chansons humaines aux astres, aux montagnes, aux vallons, aux forêts, à toutes les belles choses de Dieu. Pour aucun musicien le monde extérieur n'exista, ne vécut d'une vie aussi riche, aussi variée que pour Schubert. Pas un caractère, pas un aspect de la nature, le plus humble comme le plus magnifique, ne le laissait insensible. Un recueil complet de ses innombrables *lieder* pourrait avoir pour épigraphe le vers de Victor Hugo : « Une voix est dans tout, un hymne sort du monde. » Il n'y a pas jusqu'aux animaux, les oiseaux et les poissons, la truite ou le corbeau, qui ne l'aient inspiré. Aussi bien il était né dans la maison « de l'écrevisse rouge » et ses parents bientôt après en avaient acheté une autre à l'enseigne du « petit cheval noir ».

Dans les écrits de Schubert autant que dans ses *lieder*, les paysages abondent. Il aima cette campagne de Vienne que Grillparzer a lui aussi décrite et célébrée avec amour. Deux voyages dans la Haute-Autriche lui causèrent un véritable enchantement. Deux fois aussi les Esterhazy l'engagèrent à venir passer une saison dans leur propriété de Zélesz. Oui, vraiment, ils l'engagèrent, non comme un hôte, mais comme un maître de musique pour leurs filles, comme un domestique même, car il portait la livrée, ainsi que l'avaient fait avant lui Haydn et Mozart. Mais le spectacle de la nature le consolait ou le relevait de cet abaissement. Il y trouva toujours des charmes de plus d'une sorte, « jusqu'aux sombres plaisirs d'un cœur mélancolique ». Il écrivait un jour (14 juin 1816) : « J'ai fait de nouveau une promenade du soir. Cela ne m'était pas arrivé depuis quelques mois. On trouvera difficilement distraction plus agréable que déambuler ainsi, dans la verdure, après une chaude journée d'été. Les champs qui s'étendent entre Währing et Döbling semblent créés à cet effet. A la lueur incertaine du crépuscule, en compagnie de mon frère Carl, je me sentais le cœur si léger ! Comme c'est beau ! pensais-je et m'exclamais-je en m'arrêtant, ravi. La proximité du cimetière nous rappela notre bonne mère. Tout en poursuivant ainsi notre mélancolique et cordial entretien, nous arrivâmes à l'endroit où la route de Döbling se sépare en deux... » Qui sait? Le fameux *Wegweiser*, le « poteau indicateur », qui fut l'inspirateur aussi de la célèbre et sublime mélodie, s'élevait peut-être à cette croisée des chemins.

Schubert aima la nature en quelque sorte au delà même de la mort, et jusqu'à comprendre que l'homme aspire à revivre un jour en elle. Dans une lettre de voyage, en 1825, il s'étonne qu'un ami craigne l'approche du dernier moment, « comme si mourir était le pire mal qui puisse arriver. S'il pouvait voir ces montagnes et ces lacs divins qui semblent vouloir nous engloutir ou nous écraser, il n'aimerait pas si fort la pauvre vie humaine, qu'il ne considérât comme un bien d'être confié à l'incompréhensible force de la terre pour y retrouver une nouvelle existence ».

Mais il ne faudrait pas conclure de ces lignes et de ce moment d'ivresse panthéiste, à l'incroyance religieuse de Schubert. Sa pensée intime était chrétienne et l'était avec autant d'assurance que de sincérité. « Mon Hymne à la Sainte Vierge a ému tous les cœurs. On s'est émerveillé de ma piété. Cela vient, je pense, de ce que je ne force jamais ma dévotion et que je n'écris des hymnes et des

prières que lorsque je me sens irrésistiblement inspiré, car alors seulement c'est une dévotion sincère (1). » Ailleurs: « L'homme entre dans le monde avec la foi. Elle précède de beaucoup le raisonnement et la connaissance. Pour comprendre, il faut d'abord croire. La foi est la base fondamentale sur laquelle la faible raison pose son premier jalon. La raison n'est autre que la foi analysée. »

Mais surtout une poésie de Schubert, *Ma prière*, atteste qu'il croyait et qu'il espérait fermement « retrouver une nouvelle existence » ailleurs que dans « l'incompréhensible force de la terre », et plus haut. Consolatrice de ses douleurs, sa foi ne pouvait cependant l'en délivrer. « *Un infelice!* » Beethoven un jour s'appela lui-même ainsi. Comme Beethoven, qu'il admirait passionnément, qu'il aurait souhaité de connaître et d'aimer plus que tout autre, Schubert est au nombre des infortunés. Quatre ans avant de mourir, il écrit dans son journal : « Mes œuvres sont les enfants de mon intelligence et de ma douleur; le monde semble prendre le plus de plaisir à celles que la douleur seule a créées. »

De la même année, dans une lettre adressée de l'hôpital à un ami : « En un mot, sache que je m'estime le plus malheureux et le plus infortuné du monde. Figure-toi un homme dont la santé ne se refera jamais et qui, par le chagrin que cela lui cause, aggrave la chose au lieu de l'améliorer ; figure-toi un homme, dis-je, dont les plus brillantes espérances sont réduites à rien, à qui l'amour et l'amitié ne donnent que des chagrins, chez lequel l'enthousiasme (tout au moins celui qui soutient et exalte) et le sens du beau menacent de s'évanouir, et demande-toi si cet homme n'est pas malheureux et misérable. *Mon cœur est lourd, la paix m'a fui, je ne la trouverai plus jamais* (2), voilà ce que chaque jour je puis dire, car chaque soir j'espère que mon sommeil n'aura pas de réveil et chaque matin m'apporte en présent les soucis de la veille (3). »

On croit reconnaître ici la douleur et la plainte d'un Beethoven, de ce Beethoven à qui Schubert survécut une année seulement, et qu'il entrevit, dit-on, une seule fois, et sur son lit de mort. Il assista du moins aux obsèques du grand homme. Un journal assure qu'il figura « parmi les jeunes gens vêtus de deuil qui entouraient le corbillard et tenaient dans leurs mains gantées de noir des gerbes de lys blancs et des torches voilées de crêpe. Au moment où la bière

(1) Cité par Bourgault-Ducoudray.
(2) *Marguerite au rouet*, paroles de Gœthe.
(3) Cité par Bourgault-Ducoudray.

descendit dans la fosse, tous éteignirent leur torche en l'écrasant contre terre (1). » En revenant du cimetière, Schubert et deux de ses amis en rèrent dans une brasserie et burent à l'illustre mémoire. Tous les trois portèrent ensuite un toast funèbre à celui d'entre eux qui mourrait le premier. Celui-là, peu de mois après, fut Schubert. Le nom de Beethoven est le dernier qu'il prononça, comme en rêve. « Le soir qui précéda sa mort, écrivit son frère Ferdinand à leur père, il me dit, dans un état de demi-connaissance : « Je te conjure de me laisser dans ma chambre, et non dans ce coin de terre. Est-ce que je ne mérite pas une place sur la terre ? » — Je lui répondis : « Cher Franz, calme-toi. Crois en ton frère Ferdinand, en qui tu as toujours eu confiance, et qui t'aime tant. Tu es dans la chambre où tu as toujours été. Tu reposes dans ton lit... » Alors Franz dit : « Non, ce n'est pas vrai, Beethoven ne repose pas là. » N'est-ce pas une révélation de son vœu le plus intime, celui d'être placé à côté de Beethoven qu'il admirait tant ! » Sa prière fut exaucée et c'est à côté de Beethoven, dans le cimetière de Währing, que Schubert trouva l'éternel repos.

***

Dans une pièce de vers à la mémoire de Schubert, Grillparzer lui prête cette fière déclaration :

« Schubert est mon nom, je suis Schubert. C'est comme tel qu'il faut me prendre. Je rends hommage aux œuvres des maîtres. Je les vénère, mais rien d'elles n'entrera jamais dans les miennes. Louez-moi, j'en serai bien aise. Dites du mal de moi, je le supporterai. Schubert est mon nom, je suis Schubert. »

Qu'est-il donc? Un grand mélodiste, un des plus grands, des plus originaux et des plus féconds. Il est cela toujours et en tout genre. Musique de chambre et symphonique, musique de piano et de chant, (celle-ci la plus belle), sa musique entière est mélodie. L'invention de l'idée première, la création de l'élément simple et de la cellule vivante, voilà le privilège qui lui fut accordé et qu'à Mozart lui-même Dieu n'octroya pas avec plus de munificence. Des mélodies encore et toujours naissaient, jaillissaient de lui en telle abondance, que parfois on le voyait, dit-on, se prendre le front à deux mains comme pour se défendre de leur vol léger ou de leurs assauts terribles.

Mais ces idées innombrables, magnifiques ou charmantes, ne sont

(1) M. Robert Pitrou : *Franz Schubert, Vie intime*, 1 vol. Paris, Émile Paul, 1928

pas de celles que Gœthe eût appelées des « mères ». Elles ne produisent, elles n'enfantent point. Quelque chose manque trop souvent au génie de Schubert: l'art de déduire et de développer, tel que l'ont pratiqué les Bach, les Beethoven et les Wagner. Il pose, il expose un thème sonore, et ce thème à lui seul est si beau, qu'il s'en contente, s'y complaît, y revient et s'y attarde, quelquefois indéfiniment. Ce sont là, comme a dit Schumann, les « célestes longueurs » de Schubert. Chez lui, sur les données premières de la sensibilité, la raison rarement opère. En quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, elle intervient pourtant. Le travail thématique fait de telle sonate, de la grande fantaisie en *ut* majeur pour le piano, du splendide quintette avec deux violoncelles, un organisme, un enchaînement logique et symphonique de causes et d'effets. Ailleurs, ce que cette musique a de plus admirable, c'est le commencement, que la suite répète sans l'accroître ni la surpasser. Mais aussi comme elle commence! Avec quelle originalité, quelle grâce ou quelle adorable mélancolie! Rappelez-vous le motif initial de cette Symphonie inachevée qui suffirait à justifier ces mots de Schumann : « Schubert est comme un tempérament de jeune fille qui s'est attaché au maître Beethoven Bien plus bavard, plus tendre et plus à l'aise, il est vis-à-vis de lui comme un enfant qui joue sans souci entre les jambes du géant. » Mais au début de la Fantaisie en *ut* quel éclat, quelle soudaine, héroïque attaque! Lui aussi, le jeune Schubert, toujours jeune, fût-ce à l'heure de mourir, il a « des matins triomphants », de brusques exordes, où, dès les premières notes, on croit entendre retentir son cri de légitime orgueil : « Mon nom est Schubert! Je suis Schubert! »

Il l'est surtout en des pièces de petites dimensions, mais de grand caractère et d'un style inconnu jusqu'à lui dans la musique de piano. Les dernières *Bagatelles* de Beethoven, si libres, si capricieuses même, gardent pourtant un air classique. Elles ont moins de laisser-aller, de grâce fuyante et de *morbidezza* que les *Impromptus* et les *Moments musicaux* de Schubert. Le thème ici n'a point à se développer, l'espace lui manque. La pensée à l'état premier et pur emplit ce peu de pages, les anime, et pour s'y être enfermé, le génie du musicien n'y apparaît que plus grand.

* * *

« Je suis Schubert. » Voilà ce que ses *lieder*, surtout, par centaines, du plus humble au plus grandiose, murmurent ou proclament tous, et par combien de voix! Le dedans et le dehors, l'âme

et la nature, ce que nous sommes et ce qui nous entoure, jamais un musicien lyrique n'avait encore enveloppé l'univers entier de cette sympathie profonde et de cet immense amour. S'il vous plaît de savoir ce qu'est, en poésie, le *lied* allemand, un ancien livre d'Édouard Schuré vous en instruira (1). Quant à son caractère, à sa nature musicale, Ernest Legouvé naguère, un des premiers chez nous, le premier peut-être, ne l'a pas mal défini. Dans un article de la *Revue et Gazette musicale* du 15 janvier 1837, moins de dix ans après la mort de Schubert, Legouvé compare la jeune « mélodie » à l'ancienne romance. Il annonce l'avènement, la victoire de la première, et son succès assuré par le progrès de l'instrumentation, ou du moins de l'accompagnement, de l'harmonie, enfin de « la science ». Après avoir rappelé, pour en contester la justesse, le mot fameux de Grétry sur « la statue dans l'orchestre et le piédestal sur la scène », Legouvé poursuit ainsi : « L'instrumentation n'est pas et ne peut pas être seulement destinée à soutenir la voix ; elle fait corps avec le chant ; elle est la moitié de l'œuvre de l'artiste ; elle complète, développe, fait saillir tout ce que dans sa pensée il ne peut pas dire par les voix humaines. Et certes dans la grande scène de l'évocation du second acte du *Freischütz*, l'inspiration de Weber fût restée incomplète et mutilée sans le secours de l'instrumentation. Eh bien ! ce que ces hommes ont fait pour le théâtre, Schubert vient de le faire pour les compositions courtes. Il a introduit la science dans la romance comme Béranger la poésie dans la chanson, c'est-à-dire qu'il a tué les *romances françaises*. Nous avons eu et nous avons encore quelques *romanciers* — (qu'on me pardonne le mot, je n'en connais pas d'autre) — qui ne manquent ni de grâce ni de charme... mais toutes les compositions de ces musiciens pèchent par la forme. Ils ne savent pas; leurs accompagnements sont une suite d'accords plaqués, de petites batteries plates et insignifiantes qui ne se lient en rien avec la mélodie, et leurs œuvres sont vieilles au bout de deux ou trois ans parce qu'il n'y a pas d'art chez eux. »

En même temps que l'écrivain, et par des moyens autrement puissants, un grand chanteur, Adolphe Nourrit, initiait la France aux chefs-d'œuvre du musicien allemand à peine disparu. Dans l'article cité plus haut, Legouvé l'en remercie avec effusion. Aussi bien toute la presse musicale d'alors ne cessa d'unir dans une admiration commune le maître et le serviteur. Le biographe de

(1) *Histoire du lied*, 1 vol. Paris, chez Sandoz et Fischbacher.

Nourrit. Quicherat, a raconté la première rencontre, — tout idéale, — de l'un et de l'autre. « C'était chez un banquier hongrois, M. Dessauer, un ami de Liszt. L'artiste était au piano et jouait *le Roi des Aulnes*, lorsque Nourrit entra. Double raison pour continuer. Nourrit était tout oreilles. A mesure que cette musique si dramatique le pénétrait, il manifestait une vive émotion, son visage s'illuminait. Le morceau terminé, il le redemanda. Liszt lui dit qu'il ferait bien mieux de le chanter. Nourrit s'excusait sur ce qu'il ne savait pas l'allemand. Liszt lui expliqua le sujet et Nourrit consentit à vocaliser simplement le chant, ce qu'il fit avec l'expression d'un interprète inspiré : *longumque bibebat amorem*. Il s'éprit dès lors d'une vive passion pour ces mélodies ; à sa demande on en traduisit un certain nombre et il s'en fit l'infatigable propagateur (1). »

A Marseille, un jour de juin 1837, Nourrit chanta les *Astres*. L'admirable mélodie, que le public ne connaissait pas encore, lui fut redemandée par acclamation. « Il y avait, assure une gazette locale, il y avait dans la voix du chanteur, dans l'âme du morceau, une telle élévation, que nous sommes restés stupéfaits et qu'à l'heure où nous écrivons la voix puissante de Nourrit vibre encore à notre oreille. Pour emprunter une heureuse pensée, dont nous ne trahirons pas l'auteur, nous dirons que cela *fait croire en Dieu*. » Moins de deux ans après, à Naples, Nourrit se donnait la mort. Son corps fut ramené par mer en France. A Marseille, Chopin, qui s'y trouvait de passage, tint l'orgue pendant le service funèbre. Il joua les *Astres*. Ainsi la grande ville rendit un émouvant hommage à la grande œuvre et au grand artiste qui tous les deux l'avaient émue elle-même.

« Cela fait croire en Dieu. » Très croyant, Nourrit dut être sensible à cet éloge. Certes, parmi les *lieder* de Schubert, il en est de religieux, qu'on pourrait presque appeler divins. Mais que d'autres sont humains! Et de combien de manières, de quelle diverse et changeante humanité! Il en est de riants et de mélancoliques, de tendres et de passionnés, de douloureux et de funèbres. Ils expriment tout de la vie et de la mort. Ajoutez que, triste ou joyeuse, leur humanité ne se sépare jamais de la nature. Que dis-je, elle s'y plonge à tout moment, à tout propos. Et cette union, cette unité parfaite, aucun musicien, Weber seul excepté, n'en avait, avant Schubert, aussi profondément senti le besoin et goûté les délices. *Homo additus naturæ*.

(1) Voyez *Adolphe Nourrit, sa vie, son talent, son caractère, sa correspondance*, par L. Quicherat, membre de l'Institut; 3 vol. Paris, Hachette.

Schubert est cet homme-là par excellence. Par excellence encore il est le musicien lyrique. Il l'est deux fois, trouvant également en lui-même et hors de lui-même les sujets sans nombre, toujours divers, toujours nouveaux, de son lyrisme universel. Schumann, qu'on ne se lasse pas de citer à propos de Schubert, a dit encore : « Il a des sons pour les plus subtils sentiments, idées, événements même et états de la vie. Autant de formes variées revêtent les pensées et les actions de l'homme, autant à son tour la musique de Schubert. Tout ce qu'il embrasse de l'œil, touche du doigt, se transforme en musique... Schubert aurait vraiment mis peu à peu la littérature allemande tout entière en musique, et quand Telemann demande « qu'un vrai compositeur puisse être capable de mettre en musique un passeport », il aurait trouvé son homme en Schubert. »

« Signes particuliers » ou généraux, les traits de l'humanité comme ceux de la nature, le Schubert des mélodies les a notés tous. La joie, ingénue et légère, la plus profonde et la plus amère douleur, vous trouverez tous les sourires de l'une et toutes les larmes, les sanglots, les cris même de l'autre, dans *la Belle Meunière* et *le Voyage d'hiver*. Il n'y a pas en musique de plus charmants et de plus sublimes poèmes d'amour. Et sur le théâtre vit-on jamais figures plus vivantes, et d'une vie plus intense, que Marguerite au rouet ou la Jeune religieuse, une scène plus fantastique, fût-ce la Course à l'abîme ou la Chevauchée des Walkyries, que cette autre chevauchée d'un voyageur obscur, d'un cavalier sans gloire qui serre contre lui son enfant?

De même qu'une peinture, il existe une musique de genre. Les *lieder* de Schubert en sont les chefs-d'œuvre inégalés. On en peut comparer plus d'un aux tableaux de ces maîtres hollandais qu'on appelle « petits », et qui sont très grands. On songe quelquefois, en lisant Schubert, aux paroles d'Héraclite qu'Aristote a rapportées. Entendant un jour ses hôtes qui demandaient à le voir et n'osaient pénétrer dans la cuisine où il se chauffait, Héraclite s'écria : « Mais entrez donc sans crainte : ici même il y a des dieux (1). » Ainsi dans les objets les plus familiers, les plus humbles, pour qui sait voir et qui sait entendre, il y a quelque chose de divin. Parce que les peintres des Pays-Bas en ont eu la vision, nous sentons chez eux avec Fromentin « une hauteur et une bonté d'âme, une tendresse pour le vrai, une cordialité pour le réel, qui donnent à leurs œuvres un prix

(1) *Aristote*, par le R. P. Roland-Gosselin (Collection des *Grands cœurs*).

que les choses ne semblent pas avoir. De là leur idéal, idéal un peu méconnu, passablement dédaigné, indubitable pour qui veut bien le saisir et très attachant pour qui sait le goûter ».

Voilà l'idéal de Schubert en ses *lieder* intimes. Mais que d'autres, où son lyrisme s'élève, et jusqu'aux cimes! C'est à ces hauteurs là que les Hollandais n'atteignent point. Alors, avec Fromentin encore dans une page éloquente, nous sommes tentés de les questionner et de leur dire : « Il n'y a donc rien de nouveau? Rien dans vos étables ni dans vos fermes? Rien dans vos masures? Il a fait grand vent, le vent n'a donc rien détruit? La foudre a grondé, la foudre n'a donc rien frappé?... Les enfants naissent, il n'y a donc pas de fêtes? Ils meurent, il n'y a donc pas de deuils?... On ne pleure donc jamais chez vous! Vous avez tous été amoureux, comment le sait-on? Vous avez pâti, vous avez compati à toutes les misères des autres; vous avez eu sous les yeux toutes les peines, toutes les calamités de la vie humaine; où découvre-t-on que vous ayez eu un jour de tendresse, de chagrin, de vraie pitié? »

Interrogez ainsi Schubert, celui-là saura vous répondre. Épris également du réel et de l'idéal, des choses et des âmes, il vous montrera dans une humble maison Marguerite assise à son rouet et pleurant. Vous entendrez le vent mugir, le grand vent des « matins orageux » et des nuits où les enfants meurent d'épouvante entre les bras des pères. La foudre mêlera ses grondements aux sanglots de la Jeune religieuse. La *Sérénade* vous dira l'amour et sa mélancolie. Il n'est pas jusqu'au moindre objet, au plus vulgaire, le poteau de la route ou la girouette grinçant au haut du toit, qui ne deviendra pour vous un signe, une leçon. Enfin *l'Éloge des Larmes*, *les Plaintes de la jeune fille*, *la Jeune fille et la mort*, et tant d'autres chants immortellement tristes, empliront votre cœur, après et comme celui de Schubert lui-même, « de tendresse, de chagrin et de vraie pitié ».

CAMILLE BELLAIGUE.

A TRAVERS LES THÉATRES

M. Brieux connaît au théâtre de bien pleines joies, puisque, lors du succès de ses œuvres, il remporte deux victoires pour une, en faisant à la fois triompher une pièce et une idée. Tel que j'imagine M. Brieux, aux signes qu'il nous donne d'une âme généreuse et solidaire de toute peine, de toute misère, c'est sans doute à la victoire de sa pensée qu'il attache le plus grand prix. Nul écrivain ne s'est jamais moins perdu dans la contemplation de ses lauriers ; les Anciens lui eussent décerné une couronne civique qui l'eût davantage ému. Il n'en faut que plus apprécier combien un auteur, pour qui la scène n'est pas seulement une fin mais encore un moyen, s'est montré toujours soucieux des plus belles qualités d'art.

Un Ménage de Hannetons a retrouvé au Théâtre Michel le même succès qui l'accueillit, il y a quelque vingt ans, lorsqu'il fut créé par Lucien Guitry et Mlle Polaire. Il est joué aujourd'hui avec non moins de brio, par MM. Harry-Baur et Berley et par Mlle Parisys. Cette pièce, une note claire dans l'œuvre grave de M. Eugène Brieux, dépouille avec une savoureuse gaîté l'union libre des appâts que le vulgaire lui attribue. Il lui suffit pour cela d'en montrer les rigueurs implacables, auprès desquelles les liens du mariage ne sont que ruban et fil de la vierge. Il observe très finement qu'à la base de toute union libre il y a souvent entre ceux qu'elle unit provisoirement une incompatibilité de classe, d'éducation, de fortune, de moralité qui rendait le mariage impossible : l'union libre est par essence un mariage honteux, un défi ou une offense à la raison. C'est ensuite la raison qui se venge. Et à petit feu, car si disparates que soient ces unions, si provisoires dans l'esprit de ceux qui les ont conclues, elles échappent la plupart du temps au précaire par « la bonté d'homme et la ruse de femme ». L'union libre? C'est la désunion forcée d'adversaires

désarmés que leur impuissance exaspère. Et à quoi bon courir telle aventure ? Toute union libre qui ne dérive pas à la malheure est vouée à la régularisation tardive : « Le sage fait au commencement ce que le fou fait à la fin », a dit Balthasar Gracian.

Beaucoup de comédies finissent par un mariage : il se peut fort bien que *Un Ménage de Hannetons* en décide plusieurs. De cela seulement M. Eugène Brieux oserait s'applaudir aussi fort que nous l'avons applaudi.

Il faut en tout cas constater combien le goût du public est demeuré fidèle et attentif aux œuvres qui le font réfléchir. *Les Fruits de l'Amour* de M. Lucien Descaves, hier; *Un Ménage de Hannetons* aujourd'hui : deux grains d'ellébore qui ont passé comme des friandises.

Et aussi un grain de poivre avec *Topaze*, de M. Marcel Pagnol, aux Variétés; c'est une caustique, sifflante, fouaillante comédie, qui évoque plus encore le Beaumarchais du *Mémoire justificatif* que celui du *Barbier de Séville*, et passe en roideur *Turcaret*, et *les Guêpes* en bouffonnerie. Il ne faut pas donner du Monseigneur à tout venant, ni du chef-d'œuvre à tout succès, mais je ne range pas à l'aveuglette *Topaze* en si belle compagnie : de longtemps le fouet n'avait claqué si net et si dru sur des épaules de marauds. Et de longtemps une salle ne s'était sentie si aise à si franc-parler.

C'est à la simonie politique que s'en prend M. Marcel Pagnol. Pour le suivre, il faut seulement admettre que la prévarication est la plaie des démocraties. « Des maximes sévères feraient trop d'ennemis à la République », confessait déjà Danton. Acceptons, sinon l'axiome, du moins le postulat. Topaze, professeur de morale dans un collège libre, enseigne avec une heureuse conviction à ses bambins de douze ans que le mauvais riche est repoussé de tous, que l'honnêteté est toujours récompensée, et autres paradoxes. L'innocente splendeur de son âme immaculée n'a d'autre effet que de lui faire perdre sa place à la suite du refus d'un témoignage de complaisance. Ce serait la misère, si un emploi de tout repos ne se présentait à Topaze, le même jour : sans savoir à quels tripotages il se prête, il couvre de sa signature et de son humble, mais précieuse respectabilité, les inavouables combinaisons d'un conseiller municipal véreux. Quand le voile se déchire, il est trop tard : complice par candeur, il le reste par amour, pour sauver de la honte la maîtresse du prévaricateur que, dans son ineffable jobardise, il suppose aussi liliale que lui-même. Mais là encore ses illusions sont

de courte durée. Désabusé, aigri, il brûle ce qu'il a respecté, se forge une âme de forban, et bientôt l'élève passe le maître. Topaze ira loin s'il ne finit mal. La valeur de l'œuvre ne tient pas tant à la fable si habilement qu'elle soit agencée, qu'à la verdeur, à la précision, au métal du dialogue. Il abonde en trouvailles, et en heureux raccourcis. Et l'on n'en est pour rire que plus à l'aise à sentir le feu sombre d'une indignation sincère couver sous les scènes les plus bouffonnes.

Cette comédie pouvait facilement devenir pénible et amère : elle est sauvée de ce péril par une distribution incomparable, où la rondeur rassurante de M. Pauley, les mines falotes, puis patibulaires de M. Lefaur situent les caractères à mi-chemin du portrait et de la caricature. Dès le soir de la répétition générale, il fut facile de prévoir que *Topaze* connaîtrait une des plus longues carrières de la saison.

Il était moins facile de deviner quelle serait la réaction du public en présence de *J'ai tué...*, la nouvelle pièce de M. Léopold Marchand au Théâtre Antoine. Porté aux nobles audaces par le succès de *Nous ne sommes plus des enfants*, l'auteur aborde un des plus grands sujets qu'un écrivain dramatique se puisse proposer, encore que nul, à mon souvenir, ne se soit soucié d'en courir les risques. « Que deviennent, dans leur vie intérieure, s'est demandé M. Léopold Marchand, ceux ou celles qui par passion ont commis un acte hors de leur nature et dépassant en envergure tragique les limites de leur âme habituelle? » Jusqu'à *J'ai tué...* cette question se posait à la fin du dernier acte et se perdait dans le brouhaha de la sortie. La pièce de M. Léopold Marchand est donc en réalité celle qu'il restait à faire pour clore le cycle dramatique de la violence au service de l'amour.

En manière de raccord avec les drames qu'il prolonge, M. Marchand nous montre au premier acte le crime lui-même. Pour que le sujet eût toute son ampleur, il fallait choisir le cas le plus banal, donc le plus typique de ces catastrophes sentimentales. C'était se condamner à des personnages de psychologie simple, sommaire, pour tout dire sans intérêt *a priori ;* un amant léger, une amie maladroite, une maîtresse aux abois, la mort d'un homme, l'arrestation de la criminelle, et le rideau tombe. Or ce schéma nécessairement sans nouveauté, M. Marchand l'a relevé de notations si justes, d'émotions si vraies, de détails si heureux, dans un crescendo si pathétique qu'il a remporté, le soir de la générale, une manière de triomphe.

Au second acte, dix mois après, Mme Valaire a été acquittée. Sa vieille femme de chambre, l'amie maladroite, le mari (un curieux et saisissant personnage de don Juan futile dont les frasques, en poussant sa femme à l'infidélité, sont la cause initiale du drame) attendent chez elle l'acquittée, dans une atmosphère morne et guindée, fourbissant en sourdine des phrases de circonstance. Et voici le coup de théâtre, qui a subjugué la salle parce que, si inattendu qu'il soit, il est humain, féminin plus encore, et balaie hardiment les relents de mélodrame de la situation : l'acquittée entre éperdue de soulagement jusqu'à la joie; elle a acheté en chemin les premières roses qu'elle retrouvait, elle envoie chercher des gâteaux chez son pâtissier favori, demande un bain et ses pantoufles. Une seule pensée bat en elle : elle est libre! Finies les angoisses d'une condamnation possible, les abjections de la geôle. Et ce sont les témoins de cette brutale mais plausible réaction physiologique qui, empêtrés de leurs attitudes solennelles et propitiatoires, font figure de personnages de théâtre disloqués par un rayon de réalité... Il va de soi que la situation serait monstrueuse si elle se prolongeait. Mais, les comparses partis, nous comprenons vite la pensée de l'auteur : l'exubérance de Mme Valaire est toute physique, pareille aux dernières euphories du chloroforme après une cruelle opération. Les forces mêmes qu'elle a retrouvées par une allégresse précaire ne vont servir qu'à vivifier l'horreur que peut avoir d'elle-même une femme qui a tué. Elle en arrive au remords infini par une voie qui témoigne du sens psychologique le plus subtil chez l'auteur : en dix mois d'anxiété, toute passion amoureuse pour sa victime s'est dissipée; les motifs médiocres et les circonstances mesquines du meurtre apparaissent crûment, et, si Mme Valaire souffre dans son cœur de sa déchéance morale, elle souffre tout aussi amèrement dans son intelligence de la stupidité de son acte. Cette étude du remords, si poussée qu'elle semble excéder les moyens habituels du théâtre, fait grand honneur à M. Léopold Marchand.

Ce qui suit m'a semblé plus timide, et la facilité que je trouve à le résumer m'inquiète. Le collaborateur du bâtonnier qui a défendu Mme Valaire vient lui rendre visite. C'est un jeune avocat que les charmes de sa cliente ont vivement touché. Il l'aime, d'un amour si véhément qu'il ne tarde pas à se trahir. Mme Valaire, sincèrement épouvantée devant cette nouvelle image d'un sentiment qui a fait sa perte, veut chasser le suppliant. Mais le débat se prolonge, les distances se rapprochent. « Les mêmes mots... les mêmes mots... »

soupire Mme Valaire .. Et le rideau du deuxième acte tombe sur une plaidoirie qui semble bien peu à peu gagner au jeune avocat l'oreille de la cour... Au troisième acte, Me Ithier et Mme Valaire ont été cacher une lune de miel, préalable à leur mariage prochain, dans une modeste station balnéaire bretonne. Mais alors que Ithier est sincèrement, passionnément amoureux de sa belle conquête, celle ci ne lui rend qu'une tendre affection, modérée, mesurée, paisible. En vain Ithier a-t-il essayé de l'aviver par la jalousie : à toute provocation Mme Valaire demeure inerte. Et ici une scène très forte : « Si tu ne m'aimes pas, s'exclame l'amant inquiet, c'est que tu penses toujours à l'autre! C'est lui que tu continues à chérir par delà sa tombe!... » D'un auteur de talent moins vigoureux la réplique n'eût pas manqué : « Eh bien, oui! » Et le romanesque de couler à pleins bords... Combien plus profonde, plus riche la réponse que nous entendons : « Si, je t'aime! Si, ne l'ayant pas tué, je rencontrais l'autre aujourd'hui, je pourrais lui serrer la main sans gêne et sans rancune... Puisqu'un amour qui a été jusqu'au crime laisse si peu de traces, comment pourrais-je m'émouvoir du nôtre? Ce que le meurtre que j'ai commis met entre nous, ce n'est pas un mur, mais un vide : le néant de nos passions. La vie d'un homme a payé cette leçon qui t'est fermée. » Poignante et définitive réponse, bien qu'à mon gré Ithier l'accepte un peu trop vite et décampe assez peu charitablement pour le moins dire.

Malgré son dénouement furtif et quelque précipitation à la fin du second acte, cette pièce de haute valeur, où l'auteur n'a éludé aucune difficulté et les a presque toutes vaincues, a remporté un succès qui s'affirme chaque jour. Mme Marthe Régnier dans le rôle de Mme Valaire, MM. Jean Worms et Marcel André à ses côtés, ont donné à l'œuvre toute sa valeur d'humaine simplicité. En choisissant *J'ai tué*... pour inaugurer sa direction du Théâtre Antoine, M. René Rocher s'est fait honneur.

Et voici que plus j'avance dans cette revue des primeurs de la saison, plus je sens que les esprits chagrins s'étonnent de tant d'éloges et m'envient de prendre, aux pièces que j'ai vues, un plaisir si constant. Quoi? Rien que des succès? Rien que des pièces heureuses et méritant de l'être? Hélas, oui! Indépendamment de leur valeur durable et dont l'avenir décidera, je dois confesser que presque toutes les pièces du début de cet hiver m'ont semblé d'un agrément immédiat qu'il y aurait malice à contester.

Où trouverai-je le courage et les raisons de médire de *Mariette*

ou comment on écrit l'histoire de M. Sacha Guitry? Ce serait mettre à bien grand prix le souci d'être original. Oh! j'entends bien! « Vous appelez ça du théâtre, ce débat politique à couplets, cette anecdote impondérable, cette ancêtre qui radote! » Eh! mon Dieu, j'appelle ça « Mariette, ou Comment on écrit ce que l'on veut quand on a de l'esprit et de la fantaisie, des ailes à sa plume, la joie de vivre au cœur, quand on est dans la confidence d'Ariel et en grâce avec les fées. » Et je me brouillerais plutôt avec le théâtre qu'avec M. Sacha Guitry, s'il n'était en droit de rire au nez de quelques tristes figures et de répondre : « Le théâtre, c'est moi ». Ce que j'appelle du théâtre, c'est m'asseoir dans un fauteuil avec confiance, applaudir de bon cœur, ne plus m'entendre rire au milieu des autres, trouver court l'acte le plus long, long l'entr'acte le plus court, me sentir l'impérieux besoin de dire à mon voisin : « Est-ce charmant! » et qu'il me réponde : « Laisse-moi écouter. » C'est du théâtre quand mes bravos veulent dire merci et quand je me dis en partant que je reviendrai. « S'il ne jouait pas lui-même, et Yvonne Printemps! » grince l'envie, qui sans doute n'a jamais relu, au coin du feu, *le Veilleur de nuit*, *Débureau*, *la Pèlerine écossaise* ou *Nous*. S'il ne jouait pas lui-même, et Yvonne Printemps, ce serait deux merveilleux artistes de moins, cela ne consolerait que l'envie.

Ni M. Lucien Rozenberg, ni Mme Madeleine Soria, malgré tout le prestige de leur talent et leur autorité sur le public, n'ont pu complètement assurer le succès de *Votre sourire*, la comédie de MM. André Birabeau et Georges Dolley que le Théâtre de l'Athénée vient de représenter. Les auteurs ont certes fait de leur mieux; on sait de reste que leur mieux est souvent l'ami du bien. Mais ils se sont en l'occurrence attaqués à un sujet si faible qu'il les a fuis dès l'abord, ne leur laissant à écrire que des scènes joliment écrites, des répliques heureuses, des intermèdes comiques sans cohésion ni mouvement. L'issue de la péripétie nous apparaissant évidente dès le premier engagement du héros et de l'héroïne, il était difficile que nous fussions anxieux de la voir se développer. Si, dès les premières scènes d'une comédie, un monsieur, libre, le cœur sans soucis, rencontre une jeune femme divorcée d'un mari ridicule et odieux, oisive de cœur; si aussitôt la jeune femme murmure : « Comme il est charmant » et le monsieur : « Elle est exquise »; s'il n'est rien pour les séparer qu'une futile question d'argent, alors que nous savons avoir devant nous deux nobles âmes épurées de toute cupidité, à quoi bon suivre une partie dont les dieux mêmes ne pourraient changer le cours

que par un tremblement de terre. Les prestiges un peu frêles d'un dialogue tout en fleurs et en clochettes ne nous ont plus séduits aussitôt que nous avons senti qu'il ne faisaient tant de grâces qu'à la façon des agréments de cette vie, qui ne sont là que pour nous cacher la fin prochaine et inéluctable.

Défendrai-je davantage *A quoi penses-tu?* la dernière œuvre de M. Steve Passeur à l'Atelier? Ai-je même le droit d'en parler, l'ayant si peu comprise? Ayant aimé toutes les pièces de M. Steve Passeur jusqu'à présent pour leur clarté, leur véhémence directe, leur construction simple jusqu'à l'ingénuité, la composition tout humaine des personnages, se peut-il, sans qu'il y ait de ma faute, que je n'aie plus rien retrouvé de tout cela? Je préfère laisser le débat ouvert sur ce dilemme : ou *A quoi penses-tu?* est une mauvaise pièce bien jouée, ou c'est une bonne pièce mal jouée. Ce n'est pas mettre en cause l'insuffisance des artistes de l'Atelier : séparément, ils ne manquent pas de talent, et M. Dullin est fort intelligent. Il se pourrait fort bien cependant qu'emportés par le démon de l'originalité, ils n'aient transformé en farce burlesque une comédie dont le texte exigeait plus de sérieux et parfois de l'émotion.

Si, après cette aventure, les jeunes avaient besoin d'être vengés, il faut convenir qu'ils l'ont été magnifiquement avec la pièce de M. Henri Janson, *Toi que j'ai tant aimée*, à la Comédie-Caumartin. C'était la première œuvre dramatique d'un jeune polémiste qui n'allait pas à cette bataille sans bravoure : il savait que blessé on l'achèverait. Mais la pièce était bonne et fort bonne : et au théâtre il n'y a encore que cela qui compte; on n'y hait guère que l'ennui. Le sujet de *Toi que j'ai tant aimée* n'était pas de tout repos : il va aussi loin que possible dans la vivisection toute crue de discordes et de lâchetés conjugales. L'ombre de Becque a dû se réjouir et s'effaroucher un peu. Mais si le deuxième acte est d'une brutalité bien roide, l'œuvre de M. Janson échappe cependant au cynisme par la grâce d'un troisième acte tout embaumé de mélancolie. Je ne pense pas qu'avec toutes ces qualités, la pièce douce-amère de M. Henri Janson soit propre à consoler les âmes chagrines ou à divertir les cœurs simples. Elle appartient à ce théâtre de psychologie appliquée, particulier à notre littérature qui, malgré la fiction dramatique, se rapproche davantage du genre des essais ou des maximes que du roman.

Volontiers je conseillerais aux spectateurs de *Toi que j'ai tant aimée...* d'aller chercher ensuite des joies plus puériles, mais plus débonnaires, à *Broadway*, œuvre américaine adaptée par M. Charles

Méré, que le Théâtre de la Madeleine représente avec le plus vif succès. Malgré l'intervention de M. Charles Méré, le public avait boudé naguère *Crime* dont les violences et les fadeurs un peu archaïques ne pouvaient l'émouvoir beaucoup. Il se presse à *Broadway*; ce n'est pas que la valeur littéraire de cette dernière production l'y ait déterminé le théâtre américain, hormis quelques rares exceptions, n'est autre chose qu'un film sonore et colorié. Mais *Broadway* se recommande par une extrême ingéniosité : la péripétie s'endiable de musique, de danses, de chansons, de décors imprévus, de personnages tout récents à l'effectif des drames d'aventure. Il n'en faut pas plus pour rendre une soirée parfaitement agréable, en attendant les œuvres plus importantes que M. Charles Méré ne va pas chercher si loin.

Coups de roulis, l'opérette de M. Albert Willemetz, d'après le roman de M. Maurice Larrouy, nous régale d'un autre tour de force, à la parisienne celui-ci, plus souriant, plus délié, d'un charme plus discret et pourtant plus solide. Ce n'était pas une mince entreprise que de faire entrer la mer, un cuirassé et un paquebot dans le Théâtre Marigny, non plus que d'y faire entrer les houles, les brouillards et le roulis. D'avoir réussi à bien planter ce clou nautique ajoute une saveur géographique fort agréable au grand plaisir que donne l'œuvre. Il faut croire qu'en cet automne, les vents de mer comme de terre sont à la satire : *Coups de roulis* est l'odyssée bouffonne d'un haut-commissaire du Gouvernement sur un des cuirassés de la nation : quelque chose comme *le Bel Ulysse* en moins sage que le héros original. Je n'ose dire tout le bien que je pense de la partition de M. André Messager : je ne suis pas assez grand clerc en fugue ni en contre-point pour expliquer le pourquoi de mon plaisir : cela est fait d'humour et de tendresse ; les voix n'y sont pas broyées dans un tintamarre de saxophones ; c'est clair, léger, désencombré, pareil enfin à la fameuse « feuille qui chante » de Mme de Sévigné.

Je tiens à signaler, pour finir, la docte et curieuse initiative de M. Gaston Baty au théâtre de l'Avenue. Ce directeur a eu l'ingénieuse idée de porter à la scène le premier *Hamlet*, dont les différences avec le chef-d'œuvre définitif sont assez sensibles pour justifier la confrontation. Nous avons applaudi en Mlle Jamois un Hamlet très plausible : chétif, craintif, furtif. Le rôle permet moins de dessous que le texte définitif, c'est une silhouette, une ombre, mais nette et déjà saisissante.

JACQUES DEVAL.

LA CASA VELASQUEZ
VA ÊTRE INAUGURÉE

La Casa Velasquez, que Sa Majesté le roi Alphonse XIII va inaugurer le 20 novembre à Madrid, a déjà son histoire. Des universitaires français regardaient, depuis longtemps, du côté de l'Espagne. Un professeur de l'Université de Toulouse, Ernest Mérimée, s'était spécialisé avec éclat dans l'étude de la littérature espagnole. Il eut l'idée d'organiser tout à la fois des cours pour les professeurs français qui voulaient enseigner l'espagnol, et les professeurs espagnols qui voulaient enseigner le français. Ces cours eurent lieu à Madrid, puis, quand la chaleur force à déserter Madrid, à Burgos.

Peu après, un professeur de l'Université de Bordeaux, déjà célèbre pour avoir fait entrer au Louvre la « dame d'Elche », M. Pierre Paris, forma le projet d'entreprendre, avec la collaboration des Espagnols eux-mêmes, une exploration archéologique de l'Espagne. Il allait répétant que l'Espagne, visitée par tant de civilisations, avait des trésors comparables à ceux pour l'étude desquels fut fondée l'École française de Rome. Il réussit à convaincre ses collègues de Bordeaux et leur recteur, M. Raymond Thamin. La loi sur les Universités leur permettait, en effet, depuis 1896, de prendre des initiatives, sans faire jouer le mécanisme de l'État, qui est plus lent et plus difficile à déclencher. Ce fut l'art et l'œuvre propre de l ambassadeur de France à Madrid, M. Revoil, de créer entre les Universités de Toulouse et de Bordeaux, qui poursuivaient des objets différents, une association d'où naquirent l'Institut français d'Espagne et l'élégante maison qu'il habite, 10, Calle Marquès de la Ensenada. Il eut d'abord deux directeurs, — pour l'enseignement Ernest Mérimée, puis son fils, Henri

Mérimée, qui le suivit de près dans la tombe, — pour la partie scientifique, M. Pierre Paris, qui réunit aujourd'hui les deux tâches.

Cette savante et accueillante maison n'a cessé, pendant quinze ans, d'être un admirable centre français. Elle le fut, en particulier, pendant la guerre. On se souvient de la mission d'académiciens qui alla alors en Espagne. M. Widor, l'éminent secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts, en faisait partie. Il constata que les artistes avaient été oubliés à l'Institut français en Espagne. Il plaida leur cause, et conçut le plan d'une Casa Velasquez qui serait à Madrid ce qu'est la Villa Médicis à Rome. L'idée était heureuse : elle fit fortune. Il n'y avait plus qu'à la réaliser.

Le Roi fit cadeau du terrain, dans un des plus beaux sites qui entourent Madrid, à Moncloa, au bout d'un parc magnifique, sur la route de l'Escorial, dans un endroit sauvage, près de landes qui évoquent des chasses pareilles à celles qui sont peintes par Cranach au Prado, ou dans le tableau célèbre de la National Gallery. Comme fond de décor, la Sierra de Guadarrama et ses pentes de forêts couronnées de cimes argentées, devant lesquelles galope le petit Balthazar Carlos, dans le chef-d'œuvre de Velasquez. Non content de poser lui-même la première pierre, le roi donna encore, pour la maison nouvelle, une porte magnifique du plus fier « baroque » espagnol, provenant du palais d'Oñate, démoli pour faire place aux avenues modernes. Le comte de Saint-Aulaire était alors notre ambassadeur à Madrid. La cérémonie fut une belle fête franco-espagnole. Mais les temps, pour les finances françaises, étaient durs. Il fallut les deux animateurs que sont MM. Widor et Pierre Paris, — aidés, tant qu'il vécut, par le regretté Imbart de la Tour, — pour grouper les bonnes volontés, donner confiance, et réunir les fonds nécessaires afin d'exécuter une partie au moins du plan primitif. Les architectes sont le regretté Chifflot et l'architecte du Louvre, M. Camille Lefèvre.

La Casa Velasquez, qui réunira archéologues et artistes, sera à la fois la Villa Médicis et le palais Farnèse de Madrid. Hospitalière aux Espagnols, ainsi qu'il convient, elle sera, en vertu des contrats passés, ouverte aussi à d'autres étrangers. Elle sera, dans un pays ami, la maison de la science française et de l'art français

X.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La rentrée du Parlement était fixée au mardi 6 novembre. Il ne faisait doute pour personne que le cabinet d'union nationale, que M. Poincaré présidait avec tant d'autorité et un succès si favorable aux intérêts du pays, retrouverait à la Chambre et au Sénat une solide et fidèle majorité. Le pays ne souhaite que la continuation d'une politique réparatrice de rétablissement financier et de développement économique, dont la condition première est la stabilité gouvernementale. Les élections cantonales venaient encore d'affirmer ce vœu général de tranquillité et de travail. C'est ce qui ne faisait pas les affaires de certains radicaux-socialistes ambitieux et brouillons qui ne conçoivent la politique, au sens le plus étroit et le plus médiocre de ce mot, que comme une lutte de partis et une succession de crises ministérielles. Une formule d'union nationale qui satisfait pleinement le pays, mais qui les prive, eux, d'une partie, bien faible pourtant, des avantages du pouvoir, leur paraît attentatoire aux droits d'un parti qui considère la République comme sa propriété et l'État comme sa ferme ; ils ne la tolèrent que juste le temps nécessaire pour réparer les conséquences de leurs fautes et les suites de leur impéritie.

Leurs responsabilités devant l'histoire étaient déjà bien lourdes ; ils avaient, à leur passif, et l'occasion manquée, en 1924, de résoudre dans les conditions les plus avantageuses les difficultés pendantes avec l'Allemagne, et la chute du franc follement provoquée au mépris de tous les avertissements et de toutes les règles de la science financière. Cette fois, ils n'ont pas osé agir en pleine lumière devant le Parlement ; ils craignaient que, dans un débat public, leurs griefs entassés sur l'un des plateaux de la balance n'apparussent bien légers en regard des services rendus

par M. Poincaré et ses collaborateurs, et en face d'un programme de réalisation nationale et pratique. C'est au sein même du Cabinet qu'il fallait provoquer une scission en mettant les ministres radicaux dans l'impossibilité d'y rester. Le procès de M. Poincaré serait fait dans un congrès, entre initiés. C'est l'histoire lamentable de la crise ministérielle qui s'est ouverte le 6 novembre et dont on ne sait, à l'heure où nous écrivons, quelle sera l'issue. Ce que l'on sait bien, c'est la perte de poids que subit, du jour au lendemain, la parole de la France dans les conseils de l'Europe. L'autorité de M. Poincaré, la confiance que sa haute raison et sa droiture inspiraient à nos amis et à ceux qui furent nos ennemis, la parfaite entente qui s'était manifestée, surtout en ces derniers mois, entre le président du Conseil et son ministre des Affaires étrangères, et qui avait dissipé cette illusion répandue en Allemagne qu'il y aurait une politique de M. Poincaré différente de la politique de M. Briand mettaient la France, au moment où s'engagent des négociations très délicates pour un règlement définitif de la question des réparations, dans la plus favorable posture.

Tout ce patrimoine, lentement accumulé, de force, d'autorité, de confiance s'est dissipé en un instant. L'avenir des finances françaises était assuré hier, il ne l'est plus aujourd'hui : la Bourse, dans la journée du 6, a nettement marqué une inquiétude qui n'est pas dissipée. On dit parfois que les démocraties ne supportent pas les grands hommes; la vérité est, au contraire, que les nations, dans leur masse, ne demandent qu'à suivre leur chef et à s'attacher à lui dès qu'elles ont reconnu qu'il est un chef; ce sont les démagogues qui sont envieux et jaloux des supériorités. La journée du 6 novembre et celles qui l'ont précédée amèneront des recrues à l'armée toujours plus nombreuse de ceux qui, au-dessus des partis, mettent l'intérêt national, qui estiment que la démocratie est moins nécessaire que l'autorité, sans être d'ailleurs incompatible avec elle, et que nos pratiques gouvernementales ne répondent plus aux besoins d'une époque difficile où il faut, après une grande guerre, refaire le pays, sa population, son patrimoine, et lutter au dehors contre de redoutables concurrences fortement organisées.

Pourtant, ce n'est pas, aujourd'hui, le parlementarisme qui est responsable, puisque ce n'est pas le Parlement qui, dans un vote précédé d'un large débat, a renversé M. Poincaré; c'est la conception même du gouvernement par les partis ou les coalitions de partis. La crise actuelle pose d'abord, et avant tout, une question constitution-

nelle. Est-il compatible avec le sain exercice du pouvoir exécutif que des ministres, dépositaires d'une partie de l'autorité publique, comparaissent devant un congrès qui n'est même pas composé uniquement de parlementaires, mais de délégués désignés, on ne sait comment, par des groupements irresponsables, anonymes, sans scrutin ni élections publiques, et obéissent aux injonctions d'une telle assemblée qui n'a en vue que l'intérêt d'un parti, d'une coterie, d'un clan de politiciens, et non l'avantage du pays ? Quand arriverons-nous à cette notion si simple qu'un ministre n'est plus, ne peut plus être, l'homme d'un parti?

De telles pratiques faussent radicalement, — dans les deux sens du mot, — le fonctionnement de la constitution et du gouvernement représentatif. Ce sont des chancres que le virus de la politique a fait pousser sur le corps sain du peuple français et qui menacent de l'empoisonner, si le bistouri du chirurgien n'intervient pas. Les radicaux qualifient volontiers de « fascistes » ceux qui désapprouvent leurs procédés de gouvernement; mais qu'est-ce donc, dans son essence, que le fascisme, sinon la mainmise d'un parti sur l'État? C'est précisément à ce résultat que tendent les radicaux. Le système d'Angers, c'est la dictature sous sa pire forme, celle des comités, des clubs, des assemblées sans mandat. Le congrès d'Angers n'a pas qualité pour se substituer à la volonté nationale exprimée par ses représentants élus et constitutionnellement réunis pour légiférer de concert avec le pouvoir exécutif. Il y a là, pour la République, pour la France, un péril dont on ne saurait exagérer la gravité.

Quelles sont les origines de la crise? Depuis les élections, un groupe de radicaux-socialistes, tantôt plus large et tantôt plus étroit, selon le vent et les circonstances, rêvait la fin de l'union nationale et le retour au système du cartel qui a fait ses preuves pour la désorganisation et la ruine du pays. Qu'un ou plusieurs ministres pussent appartenir aux groupes modérés de la Chambre, qu'ils qualifient de « réactionnaires » et de « cléricaux », c'était de quoi les alarmer pour l'avenir de la République. La notion anglaise de deux partis, l'un plus modéré, l'autre plus avancé, qui alternent au pouvoir, n'est jamais entrée dans les cerveaux des politiciens français; il est cependant permis de se demander si elle n'est pas la condition nécessaire du fonctionnement normal d'un gouvernement parlementaire. Le retour au cartel serait l'idéal de ce petit groupe. Mais, comme M. Herriot lui-même l'a dit aux exaltés d'Angers : « pour un mariage, il faut être deux »; or, en l'espèce, les avances des radicaux-socialistes

n'ont attendri ni l'intransigeance doctrinaire du groupe socialiste ni la plume de M. Léon Blum. En réalité, avant, pendant et après les élections, le groupe radical-socialiste, qui voudrait être un, est profondément divisé entre deux tendances. Les uns, élus en se recommandant de la politique de M. Poincaré ou participant à son œuvre de salut, souhaitent la continuation d'une politique d'union nationale; les autres penchent de plus en plus vers le socialisme à mesure qu'une partie des socialistes tendent à n'être plus, en pratique, que des radicaux. Une scission virtuelle existe dans les deux groupes, mais la fiction de l'unité subsiste et, comme toujours, les éléments les moins raisonnables imposent leur loi aux plus pondérés. A Angers, le drame profond était entre ces deux tendances, les violents et les doctrinaires trouvèrent, pour servir leurs passions, l'esprit d'intrigue et les rancunes inassouvies d'un Caillaux, d'un Malvy, d'un Bergery, dangereux manœuvriers de couloirs. Tout le reste n'est qu'occasion ou prétexte.

Occasion rêvée, prétexte merveilleux, cet article 71 de la loi de finances qui permettait, avec quelque mauvaise foi, de réveiller la vieille hargne contre le catholicisme; sur ce terrain-là, personne n'oserait reculer, de crainte de paraître pactiser avec le « clérica lisme ». Les ministres radicaux avaient connu l'article 71, l'avaient donc approuvé; ils s'étaient, par là, mis dans un mauvais cas et on allait les acculer à se désavouer eux-mêmes. D'examiner l'affaire dans ses rapports avec l'intérêt national, il n'était pas question; on se serait aperçu d'abord que l'article 71, tel qu'il était primitivement rédigé, loin d'ouvrir la porte à toutes les congrégations, ne l'entr'ouvrait qu'à celles qui en avaient fait ou en feraient, dans un délai d'un an, la demande, et se mettraient en règle avec les lois existantes. L'autorisation accordée en conseil d'État n'avait qu'un caractère provisoire jusqu'à ce qu'elle fût entérinée par une loi. Un radical avisé aurait pu s'apercevoir que le gouvernement pourrait trouver dans l'article 71 un instrument très souple pour soutenir certaines congrégations dans leur activité missionnaire et, en même temps, pour les obliger à rester strictement confinées dans ce rôle, selon l'esprit de la loi 1901 et de l'amendement Leygues. On se serait aperçu, pour peu qu'on le voulût, que ces cléricaux forcenés qui s'appellent Briand, Albert Sarraut et Poincaré n'avaient pas livré la République aux Jésuites. C'est ce qu'expliqua, entre autres, M. Albert Sarraut, en plaçant l'article 71 sous le patronage du « libéralisme » posthume de M. Combes lui-même, devant le Consei'

général de l'Aude dont il obtint l'approbation. C'est surtout M. Herriot que les conjurés se flattaient de manœuvrer : où ne le mènerait-on pas en agitant devant lui le spectre du « cléricalisme » et de « la réaction » ?

La tactique du groupe extrémiste des radicaux-socialistes fut servie à souhait par les douloureux incidents de Pons. On inaugurait, dans cette petite ville charentaise, un monument à la mémoire d'Émile Combes. Qu'un Comité local ait eu l'étrange idée de célébrer le souvenir de ce médiocre et néfaste politicien, passe encore, mais que le gouvernement s'y soit fait représenter par un ministre, c'était évidemment, en temps d'union nationale, un acte impolitique. Combes, en effet, n'a pas seulement appliqué avec sectarisme aux congrégations des lois qui, dans la pensée de leur auteur, auraient pu être relativement libérales ; il a, autant qu'il était en lui, déshonoré la République en élevant la délation à la hauteur d'une institution et en organisant une basse police politique ; il a diminué la force de l'armée française en y jetant des germes de division qui n'avaient pas entièrement disparu en 1914 ; il est l'homme à qui Ribot criait : « Vous avez rabaissé tout ce qu'il y avait de grand, de généreux, dans le pays, voilà votre crime. Votre défaite ne sera pas la revanche d'un parti, mais celle de la conscience nationale. » « Régime abject », a dit M. Millerand : « gouvernement de mouchards », a jugé M. Clemenceau. Et puis, il valait mieux, pour Émile Combes lui-même, ne pas réveiller le souvenir d'Edgard Combes !

M. Herriot, ministre de l'Instruction publique, chargé de l'inauguration officielle, le 30 octobre, se tira habilement, en termes qui ne pouvaient blesser personne, d'une tâche ingrate ; son silence, sur certains actes du combisme, était, lui aussi, un jugement. Mais M. Daladier, président du parti radical-socialiste, n'a pas manqué de proposer Émile Combes à l'imitation des vrais républicains et de les inviter à lutter contre les articles 70 et 71, « premier coup de hache porté depuis 1905 dans nos lois de laïcité ». En présence de deux membres radicaux du gouvernement, M. Herriot et M. Queuille, il déclarait la guerre au ministère, à l'union nationale et annonçait l'heure venue de réaliser intégralement le programme radical-socialiste avec l'appui des socialistes, comme au temps heureux où Jaurès inspirait et soutenait Combes en tacticien expérimenté.

Toute protestation, en présence de cette apologie du plus mauvais

gouvernement dont la République ait souffert, eût été légitime, pourvu qu'elle fût sans violence. La cérémonie achevée, une vingtaine de jeunes gens, appartenant au groupe de *l'Action française*, s'approchèrent du monument ; l'un d'eux cachait un marteau dans une gerbe de fleurs et parvint à mutiler le buste de marbre ; il s'en suivit une bagarre où un gendarme, frappé au visage, tira d'abord en l'air, puis sur son agresseur qui fut tué. Un tel incident, suivi d'un pareil malheur, ne pouvait qu'attiser, de part et d'autre, des passions politiques déjà très surexcitées.

Le même jour, à Caen, M. Poincaré, parmi la foule enthousiaste des Normands, prononçait le discours politique où il est de tradition qu'un président du Conseil expose son programme à la veille de la rentrée parlementaire. Il rappelait d'abord les circonstances difficiles dans lesquelles le ministère d'union nationale avait pris le pouvoir et l'œuvre qu'il a accomplie pour l'équilibre budgétaire d'abord, pour la stabilisation de la monnaie ensuite ; il montrait en quoi sa politique de redressement a différé du plan tracé par les experts de 1926. « Les techniciens donnent des conseils techniques. C'est aux hommes politiques qu'il appartient de peser les considérations morales et d'envisager, dans l'intérêt public, l'ensemble des grands problèmes qui se posent devant eux. » Puis il a fait l'historique du redressement du franc ; « non seulement en France, mais au dehors, le public avait repris foi en la valeur de notre devise. Et pourquoi ce revirement s'était-il produit dans l'opinion universelle ? Parce que des Français qui s'étaient vivement combattus la veille s'étaient rapprochés dans une œuvre commune de restauration et de salut. » Cette œuvre est-elle achevée ? Non. La stabilisation n'est qu'une étape ; il serait dangereux de répandre dans le pays l'illusion qu'il est libéré de tout effort de prudence et d'économie. Il faut que la nation s'enrichisse par une prospérité croissante de l'agriculture et de l'industrie. C'est « un devoir pour l'État d'aider à l'enrichissement de la nation » C'est l'objet que le gouvernement cherche à réaliser par son budget de 1929, qu'il demandera aux Chambres de voter en temps utile et qui doit avant tout être prudent et écarter toute surenchère démagogique. « Jamais le gouvernement n'aura eu plus grand besoin de s'appuyer sur une majorité nombreuse, confiante et fidèle, et d'avoir la certitude qu'il faut parler clair, au nom du pays et de ses représentants. » Certains passages du discours de Caen prennent à distance la valeur d'un testament politique.

C'est sous l'influence des incidents de Pons et du discours de

Caen que M. Herriot, au conseil des ministres du 30 octobre, se fit l'interprète des griefs de ses amis radicaux contre l'article 71 qui croyaient-ils, ouvre la porte, par décret, et sans les désigner avec précision, aux congrégations. M. Briand, à qui revient l'initiative des articles incriminés, défendit son œuvre avec une persuasive éloquence et montra l'inanité des scrupules radicaux; il fut appuyé par M. A. Sarraut qui, en qualité de ministre de l'Intérieur, avait donné un avis favorable, et par le président du Conseil. Celui-ci, à Caen, avait déjà mis les choses au point : « Lorsque M. le ministre des Affaires étrangères nous a demandé, à M. le ministre de l'Intérieur et à moi, d'insérer dans la loi de finances des dispositions destinées à sauver, en Amérique, en Asie, en Afrique, nos missions menacées, il n'a eu, en prenant cette initiative, d'autre pensée que de ne pas laisser entamer la légitime et pacifique influence de la France. » Ainsi se trouvaient précisés et le mérite de l'initiative et l'objet des articles insérés dans la loi de finances; la porte restait ouverte à des transactions et à des modifications de rédaction. Après deux jours de délibérations orageuses, on aboutissait à un compromis; le texte de l'article 71 était modifié et un article 71 *bis* ajouté. Un certain nombre de congrégations missionnaires, nommément désignées et ayant déjà fait une demande, étaient autorisées provisoirement; les autorisations pourraient être retirées par décret si les bénéficiaires manquaient à leurs engagements en s'employant à autre chose qu'à la formation des missionnaires. Aucune nouvelle autorisation ne pourrait, à l'avenir, être accordée, si ce n'est par une loi spéciale. Mais l'accord n'était réalisé qu'en apparence, le texte nouveau n'était pas publié et devait être déposé sur le bureau de la Chambre le jour de la rentrée, si bien que les ministres radicaux qui devaient comparaître devant le congrès radical-socialiste d'Angers s'y trouveraient moins gênés.

Le 4, s'ouvre enfin le congrès. Tout de suite, la manœuvre se dessine. M. Jean Montigny, porte-parole de M. Caillaux, à la commission politique, ne se contente pas des articles 71 modifié et 71 *bis*; il en exige la disjonction. Ce n'est pas tout : avec M. Dalimier, M. Léon Meyer, il réclame la défense des lois laïques, la réduction des dépenses militaires, la « justice fiscale » aux dépens de la richesse acquise, le programme social de la Confédération générale du travail, etc. Ainsi, les radicaux, livrés à eux-mêmes, s'empressent de compromettre l'œuvre du gouvernement de M. Poincaré : comme en 1924, si on les laisse faire, ils jetteront partout le trouble et l'in-

quiétude sans aboutir à un résultat précis ; ils détruiront sans bâtir. Devant le congrès, M. Herriot, au lieu de faire crânement l'apologie justifiée de l'œuvre gouvernementale à laquelle il a participé, tente de manœuvrer, jette du lest, accepte l'ensemble des résolutions de la commission, mais fait rejeter une adjonction qui refuse toute confiance à un gouvernement qui comprendrait « des conservateurs, des cléricaux et des nationalistes ».

Le ministre de l'Instruction publique obtient un grand succès personnel qui déconcerte les amis de M. Caillaux ; ils n'en sont que plus ardents à chercher le biais qui obligera les ministres radicaux à donner leur démission ; ils réclament « l'arrêt de toute augmentation des dépenses militaires à l'étiage du budget de 1928 ». Ainsi, sur ces questions vitales, ce ne sont pas les chefs de l'armée, ce n'est pas le ministre de la Guerre, ce n'est pas le gouvernement, ce n'est même pas le Parlement, qui est compétent, c'est le congrès d'Angers. La politique radicale a, une première fois, fait de la France un cimetière ; elle aspire à recommencer. En vain, M. Émile Borel, M. Julien Durand (du Doubs), M. Herriot lui-même, montrent le danger des résolutions précipitées. Finalement, lorsque le 5 novembre au soir les ministres quittent le congrès, ils n'emportent pas l'injonction formelle de renoncer à leurs portefeuilles ; l'union nationale est condamnée, mais non pas sans rémission ni sans délais ; ils se contentent de ce sursis dédaigneux, comptant sans doute sur le temps qui arrange bien des choses et sur le Parlement qui est tout de même plus éclairé que le congrès d'Angers et qui, lui du moins, est responsable.

C'est ce que les conjurés ne veulent pas. M. Poincaré vient d'écrire une lettre au président de la commission des finances : il s'opposera à tous les amendements qui pourraient compromettre la stabilité du budget et la célérité du vote : nouveau grief pour M. Malvy. Au dernier moment, dans les conditions les plus irrégulières, au milieu de la nuit, alors que les principaux chefs du parti ont quitté Angers, on glisse à la fin de la « déclaration politique » une phrase en contradiction avec les votes précédents ; elle dit que la réalisation du programme que vient de formuler le congrès « ne peut pas être assurée avec la formule d'union nationale ». Et parce qu'une poignée de gens sans mandat et sans responsabilité ont écrit cela, c'en est assez pour que, le lendemain matin, les quatre ministres radicaux, MM. Herriot, Queuille, Léon Perrier, Albert Sarraut, mécontents mais dociles, adressent leur démission à M. Poin-

caré! Le président du Conseil, depuis longtemps, avait prévenu ses collègues que si l'un d'eux, quel qu'il fût, l'abandonnait pour des raisons d'ordre politique, le Cabinet tout entier donnerait sa démission. C'est ce qu'il a fait. Dans une lettre à ses collègues radicaux, M. Poincaré précise le différend : « ... Je voulais notamment pouvoir engager la responsabilité du gouvernement sur les dépenses militaires et navales, sur les nouvelles dispositions acceptées par vous relatives aux missions étrangères, sur les devoirs des fonctionnaires et sur la politique extérieure. Cette possibilité n'existe plus. Il n'a dépendu ni de moi, ni de mes collègues, qui tous partagent mon opinion, qu'il en fût autrement. »

Ainsi succombe, sous les coups de quelques politiciens obscurs, le ministère d'union nationale formé le 23 juillet 1926. La République n'en a pas connu de plus heureux et de plus fécond. L'œuvre de salut et de réparation qu'il a accomplie est peut-être compromise; quant à la personnalité de M. Poincaré, elle n'est jamais apparue plus puissante, plus haute et plus désintéressée.

La crise ministérielle, à l'heure où nous écrivons ces lignes, paraît encore fort éloignée de son dénouement. Le Président de la République poursuit ses consultations, d'autant plus nécessaires que le ministère n'a pas été renversé par un vote de la Chambre ou du Sénat; la formule qu'il représente n'a pas été désavouée; au contraire, elle garde, dans les deux Assemblées, une majorité assurée. Les malfaiteurs d'Angers sont loin d'avoir trouvé, dans les couloirs de la Chambre, l'accueil que, peut-être, ils espéraient ; la conjuration se retourne contre les conjurés. La seule voie logique par laquelle le Président de la République puisse sauver la Constitution c'est la reconstitution d'un nouveau cabinet Poincaré. C'est un principe de droit constitutionnel que les Chambres seules ont qualité pour accorder ou refuser leur confiance à un gouvernement et que le ministère, investi par le chef du pouvoir exécutif, n'est responsable que devant elles. On comprend, certes, les répugnances de M. Poincaré, en présence de si piteuses comédies et de si médiocres intérêts; mais sa conscience de juriste ne pourrait s'accommoder d'une retraite qui créerait, à l'encontre de la règle constitutionnelle, le plus redoutable précédent. Le pays ne comprendrait pas qu'il se dérobât. Mais il ne comprendrait pas non plus qu'il ne posât pas ses conditions. Un ministère d'union nationale ne saurait se concevoir sans la collaboration de tous les partis qui n'ont pas pour programme la révolution. Si une scission s'opère dans le parti,

si, parmi les 125 députés du groupe radical et radical-socialiste, les hommes de gouvernement se séparent des hommes de révolution M. Poincaré retrouvera sans peine les ministres radicaux et les voix radicales qui lui sont nécessaires pour reconstituer son cabinet.

L'œuvre de salut à laquelle il s'est voué est loin d'être achevée. Les négociations au sujet du plan Dawes sont activement menées, M. Parker Gilbert, revenu de Berlin, a eu un nouvel entretien avec le président du Conseil. Mais les intentions que l'on prête à l'agent général des paiements, ne trouvent pas partout, il s'en faut, un accueil favorable. On voit bien les avantages que l'Allemagne en attend réduction de sa dette, suppression du contrôle financier et de la priorité des créanciers de réparation, évacuation de la Rhénanie. Mais la France n'y a intérêt que si elle est assurée de recevoir, en plus de ce qu'elle doit payer à l'Angleterre et aux États-Unis, les annuités nécessaires pour récupérer tout ce qu'elle a déboursé pour la restauration des régions dévastées. Aux États-Unis, les gens d'affaires ne semblent pas disposés à prêter leur concours à une mobilisation de la dette allemande et au placement des obligations industrielles. Un récent article du *Journal of Commerce* nous en avertit. La France et l'Angleterre, dit-il en substance, préféreraient ne laisser subsister qu'un grand créancier, les États-Unis, et un grand débiteur l'Allemagne. Les Allemands, de leur côté, souhaiteraient n'avoir affaire qu'aux Américains. Mais on ne voit pas pourquoi ceux-ci se prêteraient à la combinaison. A tout règlement des dettes doit être liée une convention de garantie correspondante.

Il y a là, de la part du journal américain, une confusion; il ne s'agit pas de mettre directement en présence l'Allemagne débitrice et les États-Unis créanciers. Mais l'Allemagne étant débitrice de la France et de l'Angleterre et celles-ci débitrices elles-mêmes des États-Unis, il va de soi que la dette allemande ne pourrait être, dans une certaine mesure, allégée que dans le cas où les États-Unis prendraient l'initiative d'alléger les paiements de leurs anciens alliés. Il y a là un jeu de ricochet qui résulte inéluctablement de la situation de ces divers États les uns vis-à-vis des autres. De son côté, M. Winston Churchill, dans un discours du 22 octobre, a précisé la position de l'Angleterre. Elle s'en tient à la note Balfour, c'est-à-dire qu'elle ne demande à l'Allemagne que l'équivalent de ce qu'elle verse elle-même aux Américains. Le plan Dawes, qui fonctionne bien, lui donne satisfaction; ni l'Angleterre, ni l'Italie, ni la Belgique ne paraissent pressées de le reviser. Les

journaux les plus favorables à l'Allemagne, comme le *Manchester Guardian*, déclarent que l'Allemagne peut parfaitement payer l'annuité pleine et qu'il n'y a pas lieu de rien changer pour le moment. En France, M. Seydoux, qui a longtemps dirigé, au quai d'Orsay, les négociations relatives aux réparations, met une fois de plus, dans ses articles du *Petit Parisien*, les choses au point. La France ne prétend pas faire payer ses dettes à l'égard de ses alliés par l'Allemagne ; seulement elle ne peut être en mesure de les payer que si elle-même reçoit du Reich les paiements qui lui sont dus au titre des réparations. Le problème, pour nous, consiste à arriver à un règlement général par la mobilisation de l'indemnité allemande.

Des experts financiers vont être désignés en vue de la conférence qui s'apprête. L'Allemagne cherche à dissocier le règlement de ses dettes de réparations du règlement des dettes interalliées et se dispose à réclamer, comme entrée de jeu à toute négociation, l'évacuation des régions occupées. Nous entrons dans la phase décisive des négociations. Le conseil des ministres du 30 octobre a fixé la ligne de conduite qu'il se propose de suivre et, le même jour, l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Hœsch, a fait auprès de M. Briand la démarche qui ouvre officiellement la négociation. Dessaisir en ce moment M. Poincaré et M. Briand, ce serait nous exposer aux plus graves mécomptes.

Le résultat de l'élection présidentielle aux États-Unis ne modifiera pas les dispositions du gouvernement américain à l'égard des problèmes politiques et financiers européens. Le triomphe de M. Hoover, c'est la continuation de la politique de M. Coolidge : il l'a annoncé lui-même dans ses discours électoraux, notamment dans le discours-programme du parti républicain à Kansas City, le protectionnisme restera aussi rigide, la « sécheresse » aussi rigoureuse : ni dans la question des dettes, ni dans les affaires qui intéressent la restauration financière et économique de l'Europe, nous ne pouvons nous attendre à une modification de l'attitude du gouvernement des États-Unis. Toute la campagne de M. Hoover a consisté à montrer les États-Unis dans un état de prospérité et de richesse inouïes ; cette situation favorable est la preuve que la politique suivie par l'administration républicaine est excellente et qu'il n'y a pas lieu d'y rien modifier. C'est là d'ailleurs une opinion si ancrée dans les esprits américains que M. Smith, s'il avait été élu, n'aurait pas, à cet égard, sensiblement modifié les directives de la politique américaine : du moins il ne l'avait pas annoncé.

Nous laissions prévoir, il y a quinze jours, le succès de M. Hoover ; mais sa victoire est plus complète et plus décisive que ses amis eux-mêmes ne l'escomptaient. La tentative hardie de l'homme nouveau qu'est le gouverneur Al. Smith, a coalisé contre lui des forces redoutables : c'est d'abord l'Amérique puritaine et traditionnaliste, les Églises protestantes mobilisées pour empêcher le scandale de l'accession à la Maison blanche d'un catholique, d'un Irlandais. C'est encore les nombreuses organisations et les innombrables individus qui s'enrichissent de la contrebande des boissons aussi bien que de la répression de la fraude? La vie politique est dominée plus que nous ne pouvons l'imaginer par la question « humide ». C'est encore la rigidité des principes religieux des planteurs du Sud et la fidélité des noirs qui, depuis l'émancipation, votent toujours pour les républicains. C'est enfin et surtout la prospérité dont le développement coïncide avec l'administration républicaine. M. Smith est battu dans l'État de New-York dont il est le gouverneur et qu'il espérait conquérir sur les républicains ; or, New-York a quarante-cinq délégués. Pour la première fois depuis la guerre de sécession, plusieurs États du Sud, du « Solide-Sud » donnent la majorité aux républicains. Virginie, Caroline du Nord, Floride, Texas abandonnent la cause démocrate. Les fermiers du Middle-West ne se sont pas laissé séduire par les promesses du candidat démocrate. Les femmes sont restées fidèles à la prohibition. M. Hoover aura pour lui au moins 444 voix, et M. Smith ne dépassera pas 87. Il ne l'emporte que dans l'Alabama, la Lousiane, l'Arkansas, le Mississipi, le New-Jersey, le Tennessee, l'Arizona, la Géorgie, le Massachusetts, le Montana, la Caroline du Nord. Mais s'il n'obtient la majorité que dans un petit nombre d'États, il recueille, partout, beaucoup de voix : 12 millions de voix contre 17 à M. Hoover. Ainsi s'achève, par la victoire de la ploutocratie, et aussi, il faut le reconnaître, de l'ordre et de la paix sociale, l'une des batailles électorales les plus animées et les plus intéressantes qui se soient livrées aux États-Unis. Nous saluons avec sympathie l'ascension de M. Hoover à la première magistrature de la grande République américaine.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

ON NE VOIT PAS LES CŒURS

PROVERBE

EN UN ACTE ET SIX SCÈNES

PERSONNAGES

JACQUES LOZIÈRE, agent de change.
HENRI GIARD, architecte.
FRANÇOISE LOZIÈRE, femme de Jacques.
LUCIE GONDRIN, sœur de Françoise.

Un petit salon élégant chez les Lozière.

SCÈNE I

FRANÇOISE LOZIÈRE ET LUCIE GONDRIN

FRANÇOISE.

C'est toi, petite sœur. (Elle l'embrasse.) Tu vas bien ?... Papa et maman aussi ?...

LUCIE.

Très bien, Françoise. Je ne te demande pas des nouvelles de ta santé à toi. Tu n'as jamais été ni si fraîche, ni si jeune... Tu sortais ?

FRANÇOISE, en riant, lui montre une petite liste écrite qu'elle tient à la main.

Oui. Et je n'ai que le temps de faire ce que j'ai à faire. C'est le programme de mon après-midi. Cinq visites. A vingt minutes au moins la visite, ce sont des jours. Trois thés

Copyright by Paul Bourget, 1928.

ensuite, encore vingt minutes pour chacun. Dans l'intervalle, un essayage, deux courses dans deux magasins et je dois être ici à sept heures pour m'habiller. Je dîne en ville avec Jacques chez un client important. Ah ! ma petite Lucie, il faut que j'en aie une santé, comme disent les gens distingués. (Elle rit de nouveau.) C'est un rude métier, vois-tu, que d'être la femme d'un grand agent de change, déléguée par son époux à la représentation.

LUCIE, très nerveuse.

Il faut cependant que je te parle et que tu m'écoutes. J'ai une chose trop grave à t'annoncer et un conseil trop sérieux à te demander.

FRANÇOISE.

Eh bien ! Mon automobile est dans la cour ?...

LUCIE.

Je ne sais pas. Je n'ai pas regardé.

FRANÇOISE, allant à la fenêtre.

Elle est là. Tu vas venir avec moi jusqu'à ma première visite, chez les Bévy, rue Vernet. De la rue de Laborde, avec les encombrements, il faut dix minutes. Tu auras tout le temps de m'expliquer ta petite affaire.

LUCIE.

Non, Françoise. La chose est trop grave, — j'y insiste, — pour que nous en causions, en l'air, comme ça. Il s'agit de mon mariage.

FRANÇOISE, en riant.

Ton mariage ?... Et cette mine d'enterrement pour me l'annoncer ? Mais tu devrais être si contente ! Je ne te vois pas autant que je voudrais, depuis mon mariage à moi, et c'est chaque fois pour t'entendre dire que tu t'ennuies à la maison ; que papa ne s'occupe point de toi, ce qui se comprend un peu, étant donné qu'il fait sans cesse la navette, entre sa fabrique de tulle dans le Nord et son bureau de Paris ; que maman est toujours de mauvaise humeur, à cause des spéculations de papa, qui l'inquiètent. L'autre jour encore : « C'est un enfer », gémis-

sais-tu. Je te répète, tu devrais être si contente d'en sortir. A moins que... Non. Te connaissant avec ta petite tête bien à toi, je ne suppose pas que tu te laisses marier contre ton idée. Et quel est l'heureux candidat à la main de Mlle Lucie Gondrin?...

LUCIE.

Tu plaisantes!... (Elle montre le carnet que Françoise tient à la main.) Tu es une grande mondaine, toi. Tu mènes la vie de tes goûts, tu n'en conçois pas d'autre, et quand tu sauras le nom du candidat à la main de Mlle Lucie Gondrin, comme tu dis, tu me féliciteras, j'en suis sûre.

FRANÇOISE, redevenue sérieuse.

Cette ironie, cette amertume!... Mais si je t'ai plaisantée, petite sœur, c'est un peu ton caractère qui en est la cause. Je t'ai toujours reproché de t'exagérer les moindres incidents de ta vie. Quand tu m'as parlé avec cet accent, j'ai pensé tout de suite : « Elle dramatise. » Encore pardon! (Elle l'embrasse.) Je ne suis pas très expansive, tu sais, mais je t'aime bien. Alors, le nom de celui qui te demande en mariage?... Je le connais?...

LUCIE.

Monsieur Jean Carbayrac.

FRANÇOISE.

Ce grand tanneur du Midi, venu à Paris pour fréquenter le monde chic?... Je comprends. Tu es jolie, très jolie. Tu es ma sœur. Mes relations seront naturellement les tiennes. Il voit d'avance dans les journaux des comptes-rendus de courses, de grands dîners, de soirées, avec la formule « la belle Madame Carbayrac », comme il y voit maintenant « la belle Madame Lozière ». Et ça ne te plaît pas à toi, de devenir « la belle Madame Carbayrac »... Eh bien! refuse.

LUCIE.

Est-ce que je peux? Est-ce que je dois?

FRANÇOISE, après un silence.

Est-ce que je dois?... Comme tu as dit ça!.. C'est maman qui t'a transmis cette demande en mariage, n'est-il pas vrai?...

LUCIE.

C'est maman. Pourquoi?...

FRANÇOISE.

Et elle t'a dit qu'il y allait de la situation de papa. Qu'il a de nouveau joué à la Bourse, à découvert, dans des conditions désastreuses. Qu'il est menacé d'être exécuté à la fin du mois. Et alors, c'est le déshonneur commercial, la nécessité de vendre la fabrique du Nord. Enfin, l'écroulement. Elle t'a dit encore que Carbayrac est tout disposé à aider papa, à cause de toi. Voilà le sens de ta petite phrase : « Est-ce que je dois? » Que tu dises non à cette demande en mariage, naturellement, c'est la rupture avec Carbayrac, et plus d'aide à espérer de ce côté.

LUCIE.

Oui, les choses se sont bien passées ainsi. Mais comment sais-tu?...

FRANÇOISE.

Ma pauvre Lucie, c'est l'histoire de mon mariage à moi, que je viens de te raconter.

LUCIE.

Alors, quand Lozière t'a demandée, maman t'a parlé, à toi aussi, des affaires de papa? Elle t'a suppliée de le sauver? Et tu as accepté ?

FRANÇOISE.

J'ai accepté.

LUCIE.

Et tu vas me conseiller d'accepter aussi. (Elle s'assied, et la voix étouffée.) Ah! Françoise! que tu viens de me faire mal!... Mais c'est affreux, d'avoir des parents qui traitent ainsi leurs enfants. Toi, du moins, je croyais que tu t'étais mariée, peut-être pas suivant ton cœur, mais suivant tes goûts. Ainsi, toi d'abord, moi ensuite! Que papa et que maman aient si peu d'affection pour nous, tiens, c'est plus dur encore que le reste, c'est monstrueux, monstrueux.

FRANÇOISE.

Ne parle pas d'eux ainsi, ma chère petite. Ne les juge pas. C'est nous d'abord les coupables. Je te connais bien, va, car tu

me ressembles. Nous ne nous sommes jamais montrées à eux, ni même l'une à l'autre. Toi et moi l'émotion nous fait nous taire, je le sais trop. Pour que nous nous parlions comme maintenant, il faut que tu soies bouleversée et que ça m'ait gagnée. Papa et maman ne nous connaissent pas, voilà tout. Pauvre papa! Il a un vice, un terrible vice, ça c'est vrai : c'est un joueur. Ah! la passion du jeu! Depuis que je vis avec Jacques, j'ai tellement entendu parler de cette griserie de la Bourse, de cette course aux millions, la course à la ruine neuf fois sur dix. Les gens le savent, et puis le goût du risque est plus fort. C'est toute l'histoire de père, vois-tu. Quant à maman, elle l'aime. Ça explique tout. Dès qu'elle le sait menacé, il n'y a rien qu'elle n'accepte pour le sauver.

LUCIE.

Même de vendre ses filles.

FRANÇOISE, vivement.

Ne dis pas cela, Lucie, n'emploie pas des mots pareils. A toi et à moi elle a cru offrir de beaux mariages. Pense donc : un des premiers agents de change de Paris, un des plus riches usiniers du Midi. Mais combien de mères seraient enivrées d'assurer à leurs filles de pareils partis! Je suis sûre qu'en te parlant de Carbayrac, elle t'a parlé de moi aussi, et qu'elle t'a dit : « Vois comme ta sœur est heureuse. »

LUCIE.

Elle me l'a dit.

FRANÇOISE.

Elle le croit et c'est la raison pour laquelle je lui ai pardonné.

LUCIE.

Je te répéterai ton mot de tout à l'heure : « Comme tu as dit ça! » Moi aussi je te croyais heureuse et que tu l'aimais, cette vie du monde, si brillante, si enviée, et que ton mari et toi vous vous entendiez si bien.

FRANÇOISE.

Tu vois comme on se connaît mal, les uns les autres. C'est pour cela qu'il ne faut pas en vouloir à maman. C'est pour elle surtout que je tiens à passer pour heureuse, afin qu'elle n'ait

jamais de remords. Mais à toi, qui ne le lui rediras pas, je puis bien avouer que je ne suis pas heureuse. D'abord mon mari, lui non plus, ne me connaît pas. Moi je crois le connaître : c'est l'homme d'affaires typique, un chiffre vivant. Il est très loyal, très actif, très intelligent, mais chez lui le métier a détruit toute sensibilité. Dans quelle atmosphère glacée nous vivons, un petit fait t'en donnera l'idée. Quand nous sommes partis pour notre voyage de noces, dans l'automobile qui nous emportait à la gare, il a regardé, sur un journal acheté en route, la cote du jour. Quand tu me racontais que Carbayrac t'épouserait avec l'idée de lire, dans les renseignements mondains des journaux, le nom de sa femme parmi ceux des reines de la mode, je pensais aux motifs qui ont décidé Jacques, les mêmes, sois-en sûre. Il m'avait remarquée au bal. Il avait vu mes petits succès. Il n'était plus très jeune. Je n'avais pas une grande fortune. Il a pensé qu'il serait le maître de me faire vivre à sa guise. Et sa guise (Elle montre le carnet), c'était cela. Je dois lui rendre cette justice, qu'il n'a jamais fait allusion aux difficultés dont il avait tiré notre père. Oh! il a du tact. Il ignore que je le savais, moi, ce marchandage. Tout de même, c'en était un. Je suis de ton avis là-dessus. J'ai considéré qu'il m'avait achetée, que j'avais une dette à payer, et je la paie en menant cette existence (Elle montre à nouveau le carnet) dont j'ai l'idée qu'elle lui plaît et qu'elle lui sert.

LUCIE.

Mais quand tu l'as accepté, ce marché, pour reprendre ton mot, tu as pu le faire, parce que tu n'avais aucun sentiment dans ton cœur. Tu n'aimais personne.

FRANÇOISE.

Petite sœur, cela signifie que tu as, toi, un sentiment dans le tien, que tu aimes quelqu'un.

LUCIE.

Et bien! oui.

FRANÇOISE.

Que je connais?...

LUCIE.

Que tu connais. (Elle montre un portrait de Françoise, pendu au mur.)

FRANÇOISE.

Carlès, le dessinateur?...

LUCIE.

Oui.

FRANÇOISE.

Encore là, je n'ai rien vu. C'est vrai pourtant, quand il faisait ce portrait, tu arrivais sans cesse, sous un prétexte ou sous un autre. Comme il t'avait donné des leçons, je croyais que tu venais pour suivre son travail. Alors, tu l'aimes? Et il le sait?...

LUCIE.

Oui.

FRANÇOISE.

Tu le lui as dit?

LUCIE.

Oui.

FRANÇOISE.

Ma pauvre enfant! Et tu l'as laissé te dire qu'il t'aimait?

LUCIE.

Il y a mis tant de délicatesse, tant de respect!

FRANÇOISE.

Pourquoi ne t'a-t-il pas demandée en mariage?

LUCIE.

C'est moi qui ai voulu qu'il attendît. Il doit avoir une exposition, le mois prochain, pour laquelle il t'a d'ailleurs réclamé ton portrait.

FRANÇOISE.

En effet.

LUCIE.

Je suis sûre à l'avance du grand succès. Il a tant de talent!

FRANÇOISE.

Et tu as pensé que ce succès déciderait nos parents à lui répondre : « oui », quand il ferait sa demande? Hélas! Un succès d'exposition, c'est une promesse pour l'avenir. Mais le présent, c'est la position de Bourse et son règlement, tu t'en rends

compte. Ma pauvre petite, que tu viens d'éveiller d'échos dans mon passé!...

LUCIE.

Comment, toi aussi, quand tu t'es mariée... ?

FRANÇOISE.

Moi aussi, j'aimais quelqu'un et je croyais qu'il m'aimait. Il n'était pas riche, lui non plus, mais il me croyait riche. Quand je lui ai dit que Lozière me demandait en mariage et la raison pour laquelle j'allais devoir accepter, il me répondit par des questions sur la fortune de papa, qui me le montrèrent sous un jour, pour moi, bien triste. Ce fut ma première désillusion. Trois mois après mon mariage, il se mariait lui-même avec une femme plusieurs fois millionnaire, à Lyon, heureusement, ce qui m'a épargné l'amertume de le revoir.

LUCIE.

Je t'assure que Carlès m'aime vraiment, lui.

FRANÇOISE.

S'il en est ainsi, c'est peut-être pire. Mais que faire pour toi, ma pauvre petite Lucie, que faire?...

LUCIE.

Parler à ton mari. Voilà ce que j'étais venue te demander. Il paraît qu'il réussit dans ses affaires merveilleusement, que sa fortune déjà considérable est plus que doublée depuis son mariage. Maman le disait devant moi l'autre jour. S'il voulait aider papa, le tirer de cet ennui?... Cet argent que M. Carbayrac parle d'avancer, m'a dit maman, l'avancer, lui, il le peut. Il l'a déjà fait pour toi.

FRANÇOISE.

Précisément à cause de cela, je ne peux rien lui demander. Du moment que je l'ai épousé dans ces conditions, il me dirait : « Mais que Lucie épouse Carbayrac. » D'ailleurs, il la soupçonne, la situation de papa. Ce n'est pas une fois, c'est vingt, qu'il m'a posé des questions sur le sens desquelles je ne me suis jamais trompée. « La fabrique de votre père va bien?... Est-ce qu'il ne vous en parle pas?... Votre père ne vous tâte jamais sur des valeurs de Bourse?... » J'ai bien compris, à vingt phrases

pareilles, qu'il avait dû faire promettre à papa, quand il l'a aidé, de ne plus jamais spéculer. Papa, j'en suis sûre, a promis, et il ne tient pas sa promesse. Toujours le joueur. Non, je ne peux pas parler à Jacques. Il me dirait sur notre père des mots que je ne veux pas entendre, et je lui répondrais, je le sens, avec une violence où je mettrais toute la rancune de ma vie manquée. Je te répète, il m'a achetée. Je n'ai pas le droit de me faire payer deux fois. Il faut trouver autre chose, ou faire comme moi, te résigner. Si j'avais un enfant, malgré tout, je ne serais pas à plaindre. Tu en auras peut être un, si tu te maries. Mais quand dois-tu donner la réponse?...

LUCIE.

Aujourd'hui.

FRANÇOISE.

Aujourd'hui... Que faire?...

(On entend un son de cloche, elle va regarder à la fenêtre.)

C'est Jacques qui rentre. Il est avec un de ses amis, Giard l'architecte. Ce n'est pas son heure. J'espère qu'il n'a pas l'idée d'aménager une scène dans notre grand salon, pour faire jouer, à « la belle M^me^ Lozière », la comédie de société! Tu n'as qu'à le regarder tout de suite, tu verras qu'il n'y a rien à demander à cet homme-là, pas plus qu'à un coffre-fort dont on n'a pas le chiffre. Mais accompagne-moi, nous causerons encore dans la voiture. Nous trouverons peut-être...

SCÈNE II

LES MÊMES, LOZIÈRE, GIARD

LOZIÈRE.

Bonjour, Lucie. Françoise, n'oubliez pas d'aller chez M^me^ Bévy, assez tôt pour avoir des chances de la voir seule. Entendez-vous avec elle au sujet de cette vente de charité.

FRANÇOISE, montrant son carnet.

Je commence mes courses par elle. Voyez, elle est en tête de ma liste.

LOZIÈRE, refusant d'un geste le carnet.

Excusez-moi de ce rappel. Mais vous savez comme elle est

étourdie et je vous le répète : il faut que cette vente pour les orphelins de notre huitième, où elle a des maisons, soit bien organisée.

FRANÇOISE.

Elle le sera. Tu viens, Lucie? Vous m'excusez, monsieur Giard.

(Lucie a salué sans parler. Les deux femmes sortent.)

SCÈNE III

LOZIÈRE, GIARD

GIARD.

Dis-moi donc, Jacques, ça n'a pas l'air de bicher très fort entre toi et ta petite belle-sœur?

LOZIÈRE

J'en suis là avec toute ma belle-famille, mon cher Henri. Le père, tu le connais ; un hurluberlu qui a eu la chance d'hériter, de son père à lui, une fabrique bien montée dans le Nord. Là-dessus, il se croit le génie des affaires. Au moment de mon mariage, je l'ai tiré d'un très mauvais pas. Il s'était engagé à la Bourse, dans des opérations insensées : une position d'un million, et il avait versé seulement cent mille francs de couverture ! Un krack survient. Il perd quatre cent mille francs. Ne pouvant fournir le complément de la somme, qui aurait dû être chez son banquier, il allait être liquidé d'office, poursuivi par le banquier, obligé de vendre sa fabrique. J'ai tout arrangé... Il m'a promis alors de ne plus spéculer. Mais ces spéculateurs !... Rien ne leur apprend rien. J'espère pourtant qu'il tient parole. En tout cas, il n'est le client d'aucun de mes confrères. Reste la coulisse, mais je le saurais. Ma belle-mère est une débile, hypnotisée par son mari. Ma petite belle-sœur, une maussade, une prétentieuse, qui se croit des aptitudes d'artiste, pour avoir pris des leçons de Carlès. Quand j'ai voulu faire faire un portrait de ma femme, c'est elle qui me l'a indiqué. Je lui en suis reconnaissant. (Il montre le portrait.) Comment le trouves-tu, ce portrait?... Il est beau, n'est-ce pas ? Ce n'est qu'un crayon, mais si ressemblant!

GIARD.

Oui, très ressemblant, et de ce noble dessin dans la manière d'Ingres, que, pour ma part, j'aime tant... Pourtant, veux-tu me permettre de te parler en toute franchise? Je le trouve un peu froid, quand même, ce portrait, un peu conventionnel, pour tout dire.

LOZIÈRE

Et d'autant plus ressemblant. Cela m'amène, mon cher Giard, à t'expliquer pourquoi j'ai voulu que nous eussions une conversation aujourd'hui, et chez moi. Tu es mon plus vieil ami. Nous préparions le bachot, ensemble, à Sainte-Barbe, voilà tantôt vingt ans. Tu as été mon témoin à mon mariage. Nous ne nous voyons guère, parce que nous avons des métiers trop différents et que je ne peux pas beaucoup t'inviter dans mon intérieur, qui n'en est pas un.

(Geste de Giard.)

Tu ne protesteras plus quand je t'aurai parlé comme je vais le faire.

GIARD.

Tu m'avais dit que tu voulais me consulter, à titre d'architecte et sur ton hôtel? Ce mot d'intérieur signifie-t-il que tu veux faire des remaniements?...

LOZIÈRE.

Non. Ce mot, je l'ai employé dans le sens moral et tu l'as bien compris, avoue?... Mais sérions les questions, comme disent les farceurs du Parlement. Ce que je désire de toi, à titre d'architecte, c'est que tu examines cet hôtel et que tu m'en estimes la valeur, au taux actuel du franc.

GIARD.

Tu veux le vendre?

LOZIÈRE.

Oui.

GIARD.

Tu as donc fait de grosses pertes d'argent, toi qui passes pour si fort en affaires?

LOZIÈRE.

Je n'ai fait aucune perte d'argent. Bien au contraire. Mais ce n'est pas seulement l'hôtel que je veux vendre, c'est ma propriété de Seine-et-Marne, et, je vais t'étonner davantage encore, ma charge d'agent de change.

GIARD.

Cette fois, je ne comprends plus du tout.

LOZIÈRE.

Tu as pourtant tiqué tout à l'heure quand j'ai dit « mon intérieur » : c'est la preuve que ton amitié a deviné bien des choses auxquelles, par délicatesse, tu n'as jamais fait la moindre allusion. Écoute et tu vas comprendre. Quand je me suis marié il y a deux ans, tu te rappelles ce que je t'ai dit en t'annonçant ma résolution ?

GIARD.

Certes. Tu en avais assez d'être seul. Tu avais rencontré une jeune fille très jolie, intéressante, menacée de la ruine par les imprudentes spéculations de son père. Elle était beaucoup plus jeune que toi, c'était ton objection, mais tu serais pour elle le protecteur, le Grand Ami, elle te devrait tout et tu aurais un foyer.

LOZIÈRE.

Justement, je ne me le suis pas fait, ce foyer. Qui donc a écrit : « Les vrais drames du cœur n'ont pas d'événement » ? C'est toute mon histoire, cette petite phrase-là. Et un drame silencieux, continu, que je ne peux plus supporter. Non, je ne le peux plus !... Écoute, voilà deux ans que nous sommes mariés, ma femme et moi, et pas une fois, tu m'entends, pas une fois, nous n'avons eu, l'un avec l'autre, une minute d'un de ces entretiens vrais, comme nous en avons un, toi et moi, en ce moment, où l'on montre le plus intime de sa pensée. C'est peut-être ma faute, car je suis un grand timide.

GIARD.

Toi, un timide ?... Ce mot étonnerait joliment tes confrères et tes clients. J'ai toujours entendu ceux que je connais, vanter chez toi la netteté dans la décision, la franchise

dans le conseil, toutes les qualités enfin qui sont le contraire de l'hésitation du timide.

LOZIÈRE.

Tu parles de l'homme d'affaires, Henri, et qui s'est fait un masque. Mais sous ce masque de l'homme d'affaires, net, décidé, affirmatif, tout ce que tu voudras, il y a l'homme, et si différent ! Je porte deux êtres en moi, et le vrai, c'est l'hésitant, l'incertain, le sensitif qui s'est habitué à d'autant plus cacher ses émotions qu'elles sont plus profondes. Sentir, pour moi, c'est me refermer. Je t'ai trop souvent parlé de mon père et de mes rapports avec lui, pour que tu ne comprennes pas la cause de cet étrange dédoublement. Il avait été élevé en Angleterre et sa maxime favorite était celle de l'éducation d'outre-Manche : « Ne jamais montrer ce que l'on sent. » Je l'entends encore me dire, quand j'étais petit, avec sa voix autoritaire, — tu te la rappelles aussi, — quand je me laissais aller tout haut à un attendrissement ou à une irritation, à une impatience ou à un espoir : « *Don't show your feelings,* » et j'obéissais, je me repliais sur moi-même. Ç'a été pire, quand il s'est agi du choix de ma carrière. J'étais entré à l'École des Sciences politiques, tu te souviens, avec l'idée d'être diplomate. Les voyages me tentaient et surtout les études d'histoire, et puis, il a exigé que je lui succédasse dans sa charge. J'ai obéi, parce qu'il était vieux, malade, et que je l'aimais autant que je le craignais. (Riant avec ironie.) J'ai pris le masque. Ah ! il colle bien, regarde... (Il mène son ami vers une glace.) Je viens de te dire de ces paroles qui remuent tout l'arrière-fond de l'âme, et vois, pas un muscle n'a bougé. Quelqu'un qui nous considérerait sans nous entendre, croirait que je te parle de la cote. Ah ! oui, mon ami, je suis un grand timide, et c'est une des deux raisons pour lesquelles j'ai laissé, entre ma femme et moi, se créer ce malentendu dans le silence qu'encore une fois je ne peux plus supporter. L'autre, c'est son caractère, à elle.

GIARD.

Mais, quand tu l'as demandée en mariage, tu lui as bien dis que tu l'aimais ?

LOZIÈRE.

Sans doute n'ai-je pas trouvé les mots qu'il fallait pronon-

cer, car elle a répondu avec tant de froideur, de réserve ! J'ai pensé alors qu'elle aussi était une timide, et cette réserve s'expliquait si bien ! J'étais plus âgé qu'elle, j'avais trente-sept ans, elle en avait vingt. Nous nous connaissions depuis si peu de temps ! Tout spéculateur qu'il est, son père a toujours mené et fait mener aux siens une vie bourgeoise. Moi, j'étais, je le suis toujours, ce que l'on appelle un grand Parisien. Mon métier d'une part, de l'autre le monde, le théâtre, le cercle, les courses, voilà quelle était mon existence. En avais-je assez, de ces faux plaisirs ! On brille, on passe pour heureux, on est envié, et on s'ennuie, on s'ennuie, on est écœuré de tant de vide ! Eh bien ! mon ami, c'était précisément ces vanités que Mlle Gondrin voulait épouser en m'épousant. Ah ! ces conversations de nos fiançailles où elle m'interrogeait sur toutes les relations que nous allions avoir, sur la manière dont nous installerions cet hôtel, que j'avais acheté pour qu'il fût l'asile de notre intimité et dont elle voulait faire le cadre de nos réceptions ! De toutes petites scènes s'évoquent en moi qui me furent si pénibles, et, comme je te disais, sentir pour moi c'est me replier. Tiens... nous partons pour l'Italie, en voyage de noces. Nous montons dans l'automobile qui doit nous conduire à la gare de Lyon. Je demande à Françoise la permission de prendre dans un kiosque un journal du soir. J'y cherche le tableau de la Bourse. J'avais acheté à son intention, pour lui faire une surprise, une valeur dont je suivais la hausse. Le regard qui passa dans ses yeux, devant ce geste professionnel, m'arrêta court, comme j'allais lui dire un chiffre. Cette gêne, cette incapacité de m'ouvrir à elle, n'ont fait qu'augmenter pendant ce voyage. Ces musées de Milan, de Florence, de Venise, de Rome, quel calvaire pour moi de les parcourir avec une femme dont je devinais, dont je voyais que ces séances prolongées devant les tableaux étaient un moyen d'éviter le tête-à-tête ! Et puis au retour, elle continue, cette fuite du tête-à-tête... Vraiment, tu voulais un foyer, pauvre hommes d'affaires, afin de te détendre le soir du dur labeur de la journée, et de quoi t'entretient ta compagne, le soir, quand elle te parle ? Des visites qu'elle a faites ou reçues dans l'après-midi, de ses essayages, de la pièce à la mode qu'elle voudrait voir, du potin qu'elle vient d'entendre, du mauvais roman qu'il faut avoir lu. Sinon, des silences, de ces imbrisables silences abrités derrière

un ouvrage, tapisserie, broderie, tricot, et l'on se dit que par-delà ces silences il n'y a rien que l'égoïsme d'une jolie femme vaniteuse qui pense à l'effet qu'elle produira demain chez les Bévy, et autres snobs. Avec cela, pas d'enfants. Pas de parents. Tu sais que je n'ai plus que des cousins éloignés, et quant à la famille de ma femme, je viens de t'en parler. Ces dîners chez les Gondrin, quelle corvée!... D'ailleurs, Françoise est aussi cérémonieuse, aussi peu cordiale, avec eux qu'avec moi. J'étais étonnée tout à l'heure de trouver sa sœur ici. Ce serait naturel qu'elles fussent amies intimes. A peine un an de différence entre elles. Elles ne se voient pour ainsi dire jamais. Mais à quoi bon insister sur tous ces détails? Tu en sais assez maintenant pour comprendre que mon existence conjugale est par trop pénible.

GIARD.

Et tu conclus?

LOZIÈRE.

Que je n'ai aucune raison de la prolonger. Les incompatibilités d'humeur, ça existe. Le Code en parle. D'ordinaire ce mot se traduit par des querelles, des discussions orageuses, de mauvais procédés. Il peut signifier aussi un de ces malentendus fonciers, d'autant plus irréparables peut-être, qu'ils ne comportent pas de scène, mais un de ces imbrisables silences, comme je disais tout à l'heure, qui dressent à jamais une cloison étanche entre deux êtres.

GIARD.

Arrivons au fait. Tu n'as rien d'autre à reprocher à ta femme? Elle n'est pas coquette?

LOZIÈRE.

Non.

GIARD.

Tu ne la soupçonnes pas d'avoir un autre sentiment?

LOZIÈRE.

Non.

GIARD.

Mais, Jacques, brise-la, cette cloison. Explique-toi avec elle!

LOZIÈRE.

Tu ne m'as donc pas écouté? La misère de mon ménage, c'est précisément que je ne peux pas m'expliquer avec Françoise. Elle me répondrait, d'une voix impersonnelle, avec ce visage immobile (Il montre le portrait) et ces yeux sans regard. Les mots me manqueraient pour exprimer ce qui est inexprimable, cette sensation qu'étant à côté l'un de l'autre, nous ne nous comprenons pas l'un l'autre, que nous ne nous voyons pas. Alors, j'ai pris la résolution d'en finir.

GIARD.

En divorçant? Sous quel prétexte?...

LOZIÈRE.

En nous séparant d'abord. Les mots, pour lui apprendre cette résolution-là, je les ai déjà trouvés. (Il sort une lettre de son portefeuille.) Ils sont écrits dans cette lettre où je lui annonce ma volonté de quitter toutes mes affaires, de liquider ma situation, complètement, définitivement, et d'entreprendre de grands voyages. Tu vois, je reviens simplement à mes idées de jeunesse. Dans cette lettre, je la laisse libre, ou de me suivre, ou de rester à Paris. Je suis sûr de la réponse. Nous aurons un terrain alors pour causer. Je lui offrirai de tout arranger pour une séparation à l'amiable qui se transformera naturellement en un divorce, après le temps légal. Ai-je besoin de te dire qu'au point de vue pécuniaire, tout sera fait très convenablement?

GIARD.

Et après?

LOZIÈRE.

Après?

GIARD.

Oui, comment vivras-tu?

LOZIÈRE.

Un an d'abord aux États-Unis, une autre année dans l'Amérique du Sud, le Japon, les Indes, l'Afrique. Ce sera dur, car le pire dans cette étrange aventure, c'est qu'au fond, j'ai l'intuition que je suis toujours amoureux d'elle. Mais il y a des amoureux fiers: j'en suis un. Je souffrirai. Le travail

dompte le chagrin, je travaillerai. Mon métier actuel aura du moins servi à ceci : je connais bien, techniquement, les questions de banque. J'ai déjà le titre du livre ou je consignerai mes observations : *Les Nationalismes français*.

GIARD.

Et après ? Car il finira, ce voyage...

LOZIÈRE.

Françoise aura refait sa vie, je lui en donne aussi la liberté dans ma lettre. Et moi, j'inventerai un nouvel alibi, une action politique peut-être. En attendant, estime-moi l'hôtel. (On entend un nouveau son de cloche.) Une autre visite ? (Il va à la fenêtre.) Tiens, ma petite belle-sœur. Qu'est-ce qui peut bien la ramener ?

GIARD.

Allons, je vais donner un coup d'œil à l'hôtel, mais vraiment pour t'obéir, car tu sais, mon cher Jacques, tout cela n'est pas sérieux.

LOZIÈRE.

C'est plus que sérieux, mon bon Giard, c'est sinistre. Passe par ici, c'est mon appartement, qui n'est pas celui de madame, comme tu penses bien.

SCÈNE IV

LOZIÈRE, LUCIE

(Lozière marche dans la chambre sans parler. Au moment où Lucie entre, il est immobile, comme hypnotisé devant le portrait de sa femme. Il se retourne et voit Lucie qui regarde aussi le portrait.)

LUCIE.

Carlès a bien du talent, n'est-ce pas ?

LOZIÈRE.

Beaucoup. Mais comme vous êtes pâle, Lucie ! Qu'avez-vous ?...

LUCIE.

Rien.

(Elle s'assied et se met à fondre en larmes.)

LOZIÈRE.

Vous pleurez?... Qu'y a-t-il donc?... Que se passe-t-il? Vous avez un ennui ?... (Lucie ne répond pas, Lozière continue.) Vous êtes venue ici tout à l'heure, vous revenez. Vous croyez donc que je peux quelque chose pour votre chagrin. S'il en est ainsi, confiez-vous à moi. (Il lui a pris les mains.)

LUCIE.

Merci. Ah! je savais bien que vous aviez du cœur! Françoise ne vous connaît pas. (Dégageant ses mains et les joignant.) Jacques, je vais tout vous dire, mais avant, il me faut de vous une promesse. Jurez-moi que vous ne raconterez pas à Françoise que je suis revenue et que je vous ai parlé.

LOZIÈRE.

Je vous le promets. Mais, encore une fois, que se passe-t-il? C'est donc bien grave?...

LUCIE.

Il se passe que j'aime quelqu'un, que mes parents veulent me marier avec un autre, et que vous pouvez empêcher cela.

LOZIÈRE.

Moi?...

LUCIE.

Oui, vous. Celui que j'aime et qui m'aime, c'est... (Elle montre le portrait).

LOZIÈRE.

Carlès?

LUCIE.

Oui.

LOZIÈRE.

Il vous a demandée à votre père, je devine, et comme il n'est encore qu'un débutant sans vraie position, M. Gondrin refuse.

LUCIE

Il ne m'a pas demandée C'est un autre qui veut m'épouser

LOZIÈRE.

Et qui est, celui-là, le candidat de votre père?...

LUCIE.

Oui.

LOZIÈRE.

Je comprends. Vous voudriez que je dise à votre père, que Carlès vous aime et que vous l'aimez. Mais dites-le lui, vous.... Je n'ai pas qualité pour intervenir de cette façon-là. Si vous avez des raisons pour ne pas avouer, dès aujourd'hui, votre sentiment à M. Gondrin, votre conduite est toute tracée, refusez l'autre.

LUCIE.

Moi toute seule, je ne peux pas.

LOZIÈRE, en riant.

Je ne peux pourtant pas le refuser, moi.

LUCIE.

Non, mais vous pouvez faire que papa accepte mon refus.
(Un silence.)

LOZIÈRE.

Voilà ce que vous étiez venue dire à Françoise ?

LUCIE.

Oui.

LOZIÈRE.

Et lui demander qu'elle me transmette votre désir ?...

LUCIE.

Oui.

LOZIÈRE.

Et elle a répondu ?

LUCIE.

Que c'était absolument inutile, que vous ne m'écouteriez même pas. Je n'ai pas voulu la croire, et j'ai eu raison puisque vous m'avez écoutée, et que je vois dans vos yeux que vous me plaignez.

LOZIÈRE.

Ce personnage que votre père voudrait vous faire épouser, c'est donc quelqu'un que je connais et dont vous pensez que je ne voudrais pas qu'il devînt mon beau-frère ?

LUCIE.

Vous le connaissez, mais très peu. Vous avez dîné avec lui,

chez nous, une fois. Il ne m'a pas semblé qu'il vous fût très sympathique.

LOZIÈRE.

Et son nom ?...

LUCIE.

M. Carbayrac.

LOZIÈRE.

Carbayrac ? Je comprends que vous préfériez Carlès... Évidemment, comme fortune... Mais une jeune fille a toujours le droit de refuser un bon parti.

LUCIE.

Pas toujours.

(Autre silence. Lozière, après avoir de nouveau marché dans la chambre).

LOZIÈRE.

Permettez-moi de vous questionner, Lucie, et répondez-moi en toute simplicité. Êtes-vous au courant des affaires d'argent de votre père ?

LUCIE.

Non, mais je sais, sans précision d'ailleurs, qu'il a des ennuis.

LOZIÈRE.

Il a joué à la Bourse ?... Soyez tout à fait franche avec moi, si vous voulez que je vous aide.

LUCIE.

Oui, à la Bourse de Lille.

LOZIÈRE, à part.

Pour que je ne sache rien, naturellement, la banque de Lille étant tenue au secret professionnel. (Haut, à Lucie.) Il est en perte, alors ?

LUCIE.

Je viens de vous le dire.

LOZIÈRE.

En grosse perte ?... (Geste affirmatif de Lucie). Et il a besoin d'une aide importante pour le tirer d'une situation qui le forcerait à vendre sa fabrique.

LUCIE.

Oui.

LOZIÈRE.

Cette aide, il espère qu'elle lui viendra de M. Carbayrac. Et c'est lui qui vous a transmis cette demande en mariage ?

LUCIE.

Non, c'est maman. Vous voyez que je ne peux pas le refuser, ce mariage, à moins que...

LOZIÈRE, lui coupant la parole.

J'ai compris. Voilà pourquoi vous avez voulu causer avec moi avant de répondre et pourquoi Françoise, elle, n'a pas voulu vous servir d'intermédiaire.

LUCIE.

Et je vois qu'elle avait raison. Quand j'ai pleuré, à mon arrivée, j'ai cru que vous me plaigniez... Tout à l'heure encore...

LOZIÈRE.

Et maintenant?

LUCIE.

Maintenant, vous venez d'être si froid, d'avoir le regard si dur!... J'aurais mieux fait d'écouter ma sœur. C'est trop humiliant de venir mendier à son beau-frère un secours d'argent, en dénonçant son père et sa mère, car ce que je sais de leur situation, c'est par eux que je le sais. Je suis déjà si malheureuse que maman me l'ait dite, cette situation, en m'annonçant cette demande en mariage! (Elle se met de nouveau à fondre en larmes, et se levant.) Adieu, Jacques. Souvenez-vous de votre parole : pas un mot de notre conversation à Françoise. (Elle va vers la porte, Lozière se met devant elle.)

LOZIÈRE.

Non, Lucie, ne partez pas. Vous vous êtes méprise sur mon attitude. Je vous plains toujours et de tout mon cœur... Et je vais vous le prouver, ce que vous êtes venue me demander, je le ferai. Je causerai avec M. Gondrin. Je saurai exactement sa position de Bourse et je trouverai le moyen de l'en tirer, en rachetant moi-même la fabrique, s'il en est besoin et lui laissant la gérance. Par conséquent, vous pouvez dès aujourd'hui refuser M. Carbayrac.

LUCIE.

Je crois rêver!... Ce n'est pas possible!...

LOZIÈRE.

Vous ne rêvez pas, il en sera comme je vous dis. J'y mets toutefois une condition.

LUCIE.

Ah! j'ai de nouveau peur. Laquelle?

LOZIÈRE.

Simplement que vous me répétiez, mais simplement, brutalement au besoin, ce que vous a dit votre sœur, pour vous expliquer qu'elle ne voulait pas faire auprès de moi la démarche que vous lui demandiez. Je suis son mari, et il est tout naturel qu'une femme, quand il s'agit de son père et de sa sœur, dans des circonstances graves, s'adresse à son mari. D'ailleurs, un mot vous est échappé tout à l'heure, que vous me devez de m'expliquer. Vous étiez dans une de ces minutes d'extrême émotion, où l'on pense, où l'on sent tout haut. Vous m'avez dit : « Françoise ne vous connaît pas. » Qu'entendiez-vous par là? Que vous avait-elle dit elle-même sur nos rapports? Elle a donc été très dure pour moi que vous vous taisez?... Laissons cela. Répondez seulement à cette question-ci. Quand, il y a deux ans, j'ai demandé Françoise en mariage, saviez-vous que votre père traversait, comme aujourd'hui, une crise financière qui pouvait lui coûter sa fabrique?

LUCIE.

Je ne le savais pas. Je viens de l'apprendre par ma sœur.

LOZIÈRE.

En même temps que vous lui appreniez, vous, la demande de M. Carbayrac?

LUCIE.

Oui.

LOZIÈRE.

Et vous a-t-elle dit si elle les savait, elle, à cette époque, ces embarras d'argent?

LUCIE.

Elle les savait. Elle vient de me l'apprendre aussi.

LOZIÈRE.

Alors, elle m'a épousée, comme vous épouseriez Carbayrac si je n'intervenais point?

LUCIE.

N'insistez pas, Jacques. Ne me faites pas trahir ma sœur. Ce serait trop mal.

LOZIÈRE.

Ce n'est pas la trahir que de m'apprendre qu'elle a été capable, pour ses parents, du plus grand sacrifice que puisse faire une jeune fille. Mais qu'elle vous ait tout caché, à vous sa sœur, de ce que devait être pour elle un drame si douloureux, c'est bien étrange. Vous n'étiez donc pas deux amies?

LUCIE.

Oui et non. Dans le fond du cœur, oui, mais sans abandon. Françoise est comme moi, plus elle est émue, moins elle parle.

LOZIÈRE.

Elle vous a fait pourtant des confidences sur son ménage. J'en reviens à cette petite phrase : « Elle ne vous connaît pas. » Pour que vous l'ayez prononcée, il faut que Françoise vous ait dit ce qu'elle pense de moi, la façon dont elle me juge. Regardez-moi bien en face, Lucie, et croyez-moi quand je vous affirme que c'est en vous taisant que vous la trahiriez. Le hasard veut que vous vous adressiez à moi dans une minute très grave aussi, vous en jugerez. Vous avez vu ici tout à l'heure mon ami, l'architecte Giard. Savez-vous pourquoi je l'avais convoqué ce matin? Pour lui parler de la vente de cet hôtel. Et pourquoi cette vente? Parce que j'ai, ou plutôt, — votre réponse en décidera, — parce que j'avais l'intention de quitter Paris et la France, en liquidant tout, y compris ma charge d'agent de change et de me séparer de Françoise.

LUCIE.

Vous séparer de Françoise!

LOZIÈRE.

Oui, parce que notre ménage n'est pas un ménage. Parce que nous vivons sous le même toit comme deux étrangers, sans effusion de cœur, sans confiance, et que cette atmosphère glacée

m'est devenue intolérable. Vous voyez bien que j'ai besoin de savoir ce qu'elle pense de moi. Vous m'avez dit d'elle : « Plus elle est émue, moins elle parle. » S'il en est ainsi, je puis être le grand responsable dans notre éloignement réciproque, pour n'avoir pas su deviner ce qu'elle sentait. Que sent-elle, d'après vous? Car, vous venez de l'avouer, elle vous a parlé ce matin comme elle n'avait jamais fait, et de son mariage.

LUCIE.

Mais ce dont vous vous plaignez, Jacques, elle s'en plaint aussi. Ah! si je pouvais vous dire toute la vérité... Mais vous vous fâcherez.

LOZIÈRE.

Non, dites-la moi, quelle qu'elle soit!...

LUCIE.

Après tout, c'est mieux. Je devine qu'il y a surtout entre vous un malentendu. Quand vous avez parlé d'atmosphère glacée, tout à l'heure, c'est le mot dont elle s'est servi avec moi en ajoutant : « Mon mari, c'est l'homme d'affaires typique et qui ne vit que pour ses affaires. »

LOZIÈRE.

Comment explique-t-elle alors que je l'aie épousée?

LUCIE.

Parce que vous étiez fatigué de votre existence de garçon. Parce qu'elle était jolie, élégante. Je ne vous dis pas ce qui est, mais ce qu'elle a cru, ce que je croyais encore avant de vous avoir vu si ému, si vibrant. Elle a pensé que votre position de Parisien en vue comportait, à côté de vous, une déléguée à la représentation, — c'est un autre de ses mots, — une femme capable d'assurer à votre ménage une belle figuration mondaine.

LOZIÈRE, l'interrompant.

Mais c'est elle qui aime le monde, elle qui ne perd pas une occasion de sortir, de se mettre en avant... Et moi je la suis, avec le regret quotidien que nous n'ayons pas, à côté de cette parade, une vie d'intérieur... Non, non, elle l'aime, le monde!... L'explication qu'elle vous a donnée de cette déraisonnable existence

de visites, de dîners en ville, de soirées, de parties de théâtre, n'est qu'un prétexte pour justifier ses goûts, à ses propres yeux peut-être.

LUCIE.

Et moi, je vous affirme que ce ne sont pas ses goûts. Puisque nous en sommes venus à tout nous dire, — vous m'avez entraînée là, — ce qu'elle veut, je vous répète, c'est payer sa dette.

LOZIÈRE.

Sa dette? Naturellement, puisqu'elle savait que j'ai dû aider son père. Quelle horrible idée! Pour qui me prend-elle?

LUCIE.

Pour un homme d'affaires, je vous répète, à qui l'élégance de sa femme sert de réclame.

LOZIÈRE.

Mais on proteste, ou du moins on cherche des excuses pour ne pas accepter telle ou telle invitation. On les multiplie, ces excuses, enfin on s'explique.

LUCIE.

Vous lui faites peur, comme à moi, il y a quelques minutes. Vos silences, vos ironies, votre froideur, votre habitude de toujours chercher dans les actions des autres leurs motifs d'intérêt...

LOZIÈRE.

Mais c'est le métier cela, ce n'est pas l'homme.

LUCIE.

Ah! Je le vois bien.

LOZIÈRE.

Une question encore, Lucie... Seulement, vous ne pourrez pas y répondre; vous étiez si peu intime avec votre sœur!

LUCIE.

Je la devine, votre question. Vous voulez savoir si, en vous épousant, elle vous a sacrifié le rêve d'un autre mariage?

LOZIÈRE.

En devinant la question que j'allais vous poser, vous m'avez

donné la réponse. Françoise aimait quelqu'un et elle vous l'a rappelé tout à l'heure. C'est la raison pour laquelle vous avez devancé ma demande. Je le savais d'ailleurs, que son cœur n'était pas libre.

LUCIE.

Vous le saviez?... Certainement pas par elle, qui m'en a parlé pour la première fois aujourd'hui. Par qui alors?... Ah! vous ne saviez rien, et c'est moi qui... Mais je vous aurai répété du moins tout ce qu'elle m'a dit, qu'elle avait un de ces sentiments de jeune fille, qui ne sont qu'un rêve quand ils ne sont pas partagés, comme celui qui m'attache à... (Elle montre le portrait.) Le jeune homme à qui elle pensait ne l'aimait guère, car il s'est marié richement et tout de suite.

LOZIÈRE.

Voilà qui explique bien des choses. Je ne vous remercierai jamais assez, Lucie... J'ai beaucoup souffert en vous écoutant, mais, à présent, je vois clair, je comprends. Vous allez rentrer chez vous, ma chère enfant, et dire à votre père que je lui rendrai visite aujourd'hui vers six heures, après la Bourse. (Avec un sourire amer.) Toujours l'homme d'affaires, vous voyez. Mais c'est l'homme vrai, celui que vous connaissez maintenant, qui viendra vous délivrer du cauchemar Carbayrac. Il fera mieux : l'homme d'affaires est un gros actionnaire d'une grande maison d'édition où l'on organise un lancement de livres illustrés par de bons artistes. J'avais déjà pensé à Carlès, en voyant comme il dessine. Je vais m'en occuper. D'ici à quelques jours, il aura là une situation qui lui permettra de demander votre main à votre père, que j'aurai délivré de ses ennuis... Ne me remerciez pas. Encore une fois, c'est à moi de vous remercier et jamais assez, vous comprendrez pourquoi bientôt.

LUCIE.

Oh ! si, Jacques, il faut que je vous dise merci. Plutôt que d'épouser Carbayrac, je me serais sauvée avec Carlès. J'y ai pensé, à cette folie, tout à l'heure, après avoir quitté Françoise, au point que je suis montée dans un taxi en donnant son adresse, et puis en cours de route, j'ai crié la vôtre au chauffeur par la portière. C'est pourtant une dernière chance, me suis-

je dit. Essayons-la. Si Jacques est comme elle m'a dit, cette démarche est insensée. Mais si elle se trompe?... Cette dernière espérance m'a soutenue. Dans ces dîners chez nous, où vous parliez si peu, j'avais remarqué votre regard à certains moments. Enfin, c'était un instinct, qui ne m'a pas trompée. Soyez tout à fait bon, conseillez-moi encore. Pour la réponse à cette demande en mariage, j'ai jusqu'à ce soir. N'êtes-vous pas d'avis que je la donne tout de suite?

LOZIÈRE.

Non. Il ne faut pas que votre père sache que j'ai appris par vous ses embarras d'argent. J'ai toujours éprouvé, dans la vie, que l'on en veut un peu à ceux qui ont révélé nos fautes, même quand cette révélation tourne bien, comme ce sera le cas ici.

LUCIE.

Alors, il ne faut pas que vous non plus, vous racontiez à Françoise notre conversation. Du reste, j'ai votre parole.

LOZIÈRE.

Rendez-la moi, Lucie. Je m'arrangerai pour qu'elle comprenne, — ce sera d'ailleurs la vérité, — que je vous ai arraché vos confidences.

LUCIE.

Mais vous venez de dire vous-même...

LOZIÈRE, l'interrompant.

Elle vous remerciera, Lucie. C'est moi qui vous le promets.

LUCIE.

Vous venez d'être si bon pour moi, que je sens que vous serez bon aussi pour elle. Parlez-lui donc, et si elle m'en veut...

LOZIÈRE.

Je vous répète qu'elle vous remerciera. Mais j'entends le pas de Giard, il est inutile qu'il vous trouve ici. A ce soir.

LUCIE.

A ce soir. Ah! Jacques, je suis si heureuse que je ne peux pas croire que ce soit vrai.

(Elle sort.)

SCÈNE V

LOZIÈRE, GIARD

GIARD.

Je viens de jeter un coup d'œil sur l'hôtel. J'ai reçu, justement la semaine dernière, la visite d'un Américain qui cherche un logis de ce type et dans ce quartier. Tu pourrais, je crois, compter sur deux millions, mais j'espère que tu ne donneras pas suite à cette malheureuse idée... Tu as l'air tout ému? C'est la visite de ta petite belle-sœur qui te trouble à ce degré?...

LOZIÈRE.

Oui, et ce qu'elle vient de m'apprendre.

GIARD.

Pardonne mon indiscrétion. Sur ta femme?...

LOZIÈRE.

Sur ma femme.

GIARD.

Tu me disais toi-même tout à l'heure, que les deux sœurs ne s'aimaient guère. Alors?...

LOZIÈRE.

Je le croyais, mais je me trompais. Sur cette petite aussi : je la jugeais froide, prétentieuse et c'est la plus exquise sensibilité.

GIARD.

Toujours le vieux proverbe que répétait ma pauvre maman, tu te la rappelles, si bonne, si indulgente : « Il ne faut pas juger, on ne voit pas les cœurs. »

LOZIÈRE.

Oh oui! c'est trop vrai qu'on ne voit pas les cœurs.

GIARD.

Eh bien! Jacques, si tu montrais ton cœur à ta femme, tout simplement. Peut-être le malentendu si douloureux, que tu ne peux plus supporter, cesserait-il, car ce n'est sans doute qu'un malentendu.

LOZIÈRE.

Tu parles comme ma belle-sœur. Un malentendu ! Il y en a d'irréparables et que les explications ne font qu'aggraver.

(On sonne de nouveau dans la cour. Lozière va à la fenêtre.)

LOZIÈRE.

L'automobile de Françoise. Pourvu qu'il ne lui soit rien arrivé !

GIARD.

Comme tu l'aimes, mon pauvre ami ! Je suis bien tranquille, tu n'iras pas aux États-Unis.

LOZIÈRE.

Je le saurai dans une demi-heure... Non, il ne lui est rien arrivé. Elle descend si vite. Mais pourquoi rentre-t-elle ?... Elle n'a pas eu le temps de causer avec sa sœur.

GIARD.

Saisis-la donc cette occasion de causer, toi, avec elle. Je te quitte. Je sors par l'escalier de service afin de ne pas la rencontrer. J'aurais l'air de la fuir pour vous laisser seuls. Ça la mettrait en défiance. Je rentre chez moi. Je t'en prie, fais-moi savoir tout de suite le résultat de votre entretien. C'est bien simple, téléphone-moi seulement tout à l'heure, Élysée, 25-33, si, oui ou non, tu vends toujours l'hôtel. Je comprendrai, mais j'espère bien que ce sera non.

LOZIÈRE.

Moi j'ai bien peur que ce ne soit oui, mais c'est convenu, je téléphonerai.

GIARD.

Allons, du courage !...

LOZIÈRE.

J'en ai besoin.

SCÈNE VI

LOZIÈRE, PUIS FRANÇOISE

LOZIÈRE, d'abord seul, réfléchit, la tête dans ses mains.

Tout s'explique. Ainsi, quand je l'ai épousée, elle aimait quelqu'un. Pourquoi ai-je feint auprès de Lucie de savoir ce

que je ne soupçonnais même pas et dont je suis sûr maintenant?... Qui était cet homme? Que s'est-il passé entre eux?... Comme le cœur humain est étrange!... J'acceptais l'idée de la quitter pour toujours, et me voilà jaloux. Oh! oui! Giard a raison, je l'aime et je n'ai jamais su le lui dire. La voici. (Il se lève, et à Françoise à qui le domestique a ouvert la porte.) Vous n'êtes pas souffrante, mon amie, que vous rentrez si tôt?

FRANÇOISE, très nerveuse.

Non, mais comme je sortais de chez les Bévy et que je passais place Beauvau pour aller chez les Taraval, j'ai croisé Lucie dans un taxi qui débouchait de la rue des Saussaies. Elle ne m'a pas vue. Elle était tout autre, avec un air rayonnant. Je me suis dit d'après la direction de la voiture, qu'elle venait de la place de Laborde et qu'elle était allée chez vous, en me quittant, tout à l'heure, pour faire une démarche, qu'à tout prix, j'aurais voulu empêcher.

LOZIÈRE.

Au sujet de son mariage?...

FRANÇOISE.

Alors, j'avais deviné! Elle est venue. Elle a fait la démarche et vous aurez certainement cru que je la lui avais conseillée.

LOZIÈRE.

Elle a fait la démarche, mais vous étiez d'un avis contraire, je le sais et par elle-même. C'était elle qui avait raison de vouloir me parler. Ce mariage avec Carbayrac ne se fera pas.

FRANÇOISE.

Les affaires d'argent de mon père s'arrangent donc, vous le savez?

LOZIÈRE.

Elles s'arrangeront. J'en fais mon affaire.

FRANÇOISE.

Vous?

LOZIÈRE.

Oui, moi. Il me dira sa position de Bourse et je l'aiderai à la régler. Lucie refusera Carbayrac et elle épousera Carlès,

puisqu'elle l'aime. J'ai en vue pour ce charmant garçon une situation importante de dessinateur, dans une grande librairie dont je suis actionnaire. Il deviendra un parti très acceptable, surtout avec son bel avenir d'artiste. (Il montre le portrait.) Votre portrait en est le garant.

FRANÇOISE.

Vous ferez cela?... Vous?

LOZIÈRE.

Je le ferai.

FRANÇOISE.

C'est sérieux?

LOZIÈRE.

Ne me faites pas l'injure d'en douter.

FRANÇOISE.

Je vous crois, mais je suis étonnée. Vous aimiez si peu Lucie!

LOZIÈRE.

Elle est votre sœur. Pour dire vrai, ce n'est pas à cause d'elle que j'agirai ainsi, quoique j'aie bien changé d'idée à son sujet, c'est à cause de vous.

FRANÇOISE.

A cause de moi?

LOZIÈRE.

Je vous répète qu'elle est votre sœur et, qu'à ce titre seul, elle a des droits sur moi.

FRANÇOISE, en balbutiant.

Je ne trouve pas de mots pour vous remercier.

LOZIÈRE.

Trouvez-en pour répondre aux questions que je vais vous poser. Ce sera le vrai remerciement.

FRANÇOISE.

Posez-les. (Dans un cri.) Je comprends. Lucie vous a parlé de moi. Quelle trahison!...

LOZIÈRE.

Elle ne vous a pas trahie, Françoise. Elle vous a peut-être

sauvée et moi aussi. Ce qu'elle m'a dit, c'est vous qui auriez dû me le dire, il y a deux ans, quand je vous ai demandée en mariage. Est-il vrai qu'alors, vous aimiez quelqu'un? Répondez...

FRANÇOISE.

Et vous n'appelez pas une trahison de vous avoir répété cela? Mais qu'importe! Je n'ai rien à cacher. Oui, Jacques, je croyais aimer quelqu'un.

LOZIÈRE.

Cet homme le savait?

FRANÇOISE.

Ne me faites pas mal, Jacques, en me questionnant ainsi. Encore une fois, je n'ai rien à cacher. Entre cette personne et moi, il ne s'était rien passé qui pût m'empêcher de vous épouser en toute honnêteté. Des propos de bal pris au sérieux par une pauvre fille qui n'est pas très heureuse chez elle, ce n'est rien... que de la douleur pour elle, le jour où elle doit faire le sacrifice de ses illusions. Surtout quand elle acquiert la preuve que c'était des illusions et que son sentiment, quel qu'il fût, n'était point partagé.

LOZIÈRE.

Pas un mot de plus, Françoise. J'ai presque honte de ce que je vais vous avouer, et je dois vous l'avouer. Lorsqu'on est dans la vérité profonde, — et nous y sommes, pour la première fois, — il faut tout dire. Quand votre sœur m'a parlé de ce sentiment que vous aviez eu, sans m'en parler, un mauvais soupçon m'a traversé. Il est dissipé. Pardonnez-le moi.

FRANÇOISE, étonnée.

Ce serait à moi de vous demander pardon, Jacques, pour n'avoir pas été complètement franche avec vous. Mon excuse est qu'il ne s'était rien passé, je vous le répète, qu'un rêve dans ma naïve et romanesque sensibilité de jeune fille, et puis...

LOZIÈRE.

Et puis, j'aurais retiré ma demande, voilà ce que vous pensez. Et je n'aurais pas rendu à votre père le service dont il avait besoin, car vous saviez qu'il en avait besoin, et vous vous

êtes sacrifiée... Il n'était pas nécessaire, ce sacrifice. Comment avez-vous pu croire de moi, qu'ayant promis mon aide à M. Gondrin, je la lui retirerais, — car je la lui avais promise, — si vous refusiez de devenir ma femme ?

FRANÇOISE.

Est-ce que ce n'était pas vrai ?

LOZIÈRE.

Non, Françoise, ce n'était pas vrai. Le vrai, c'est que je vous aimais, moi, comme un homme avancé déjà dans la vie, qui se rend bien compte qu'il ne peut pas être le roman d'imagination d'une jeune fille. Il la voit pas très heureuse, cette jeune fille. Il la plaint d'avoir un père imprudent, une mère trop faible. Il rêve d'être pour elle le protecteur, le Grand Ami. Je l'étais déjà tellement à votre insu, ce Grand Ami que si vous m'aviez tout avoué, j'aurais aidé votre père comme j'ai fait, en retirant ma demande et en vous aidant vous, si j'avais pu, à réaliser votre rêve.

FRANÇOISE.

Je vous dirai à mon tour : pourquoi ne m'avez-vous pas parlé ainsi ?

LOZIÈRE.

Mais, je vous répète, parce que j'ignorais tout de vos sentiments... voyez-vous. Il faut des secousses morales comme celle d'aujourd'hui pour que l'on puisse prononcer certains mots, surtout moi. Quelqu'un qui depuis sa première jeunesse a toujours vécu parmi les chiffres et dont toutes les journées se passent avec des gens de finance, à discuter âprement des intérêts d'argent, ce quelqu'un-là, rendez-vous compte, s'habitue à faire deux parts dans sa vie. Ses émotions, quand il en a, — et en ai-je eu, à cause de vous ! — il ne les exprime pas. Ce qu'il montre, c'est un personnage de lutte, de réflexion, de froideur, et il passe pour insensible. Il y a quelques instants encore, quand vous montiez l'escalier, ne me jugiez-vous pas de la sorte ?... Si c'est oui, ayez le courage de dire oui.

FRANÇOISE.

Eh bien ! oui.

LOZIÈRE.

Et à présent?

FRANÇOISE.

A présent j'ai le sentiment d'avoir devant moi un autre homme.

LOZIÈRE.

Et moi, une autre femme. (Tirant de sa poche la lettre qu'il a montrée tout à l'heure à Giard.)

Lisez cette lettre.

FRANÇOISE, prenant l'enveloppe.

Que vous m'écriviez?

LOZIÈRE.

Oui. C'est encore la preuve de ma difficulté à m'exprimer. Elle vous dira, cette lettre, à quels projets, à quelles résolutions, cette méconnaissance réciproque m'avait amené. S'il s'y trouve des jugements sur votre caractère qui vous paraissent iniques, ne vous en offensez pas. Avant ma conversation avec votre sœur et celle que nous avons ensemble en ce moment, je ne voyais en vous qu'une Parisienne affolée du monde.

FRANÇOISE, l'interrompant.

Mais je n'y suis jamais allée qu'à cause de vous et pour assurer la situation de notre ménage.

LOZIÈRE.

Notre ménage!... Lisez...

(Françoise lit la lettre.)

LETTRE

« Je vous écris, ma chère Françoise, pour vous communiquer une résolution si grave, que j'aurais peur, en vous la disant de vive voix, de provoquer en vous une réaction toute nerveuse, et ce que je veux de vous c'est la réponse réfléchie qui convient lorsqu'il s'agit d'une complète volte-face d'existence.

« Ma résolution, la voici en quelques mots. J'ai décidé de

quitter Paris, et, pour cela, de vendre mon hôtel, ma terre de Seine-et-Marne et ma charge d'agent de change. Notre fortune, — je dis notre, car je ne sépare pas mes intérêts des vôtres, — notre fortune, donc, est assez considérable pour que je puisse vous assurer, si vous tenez, vous, à rester à Paris, une existence conforme à vos habitudes et à vos goûts, sans que vous ayez à vous faire aucun scrupule d'accepter ce règlement. Au besoin, je vous donnerai des chiffres.

« J'ai dit : « Si vous tenez à rester à Paris », car je comprendrais très bien, qu'il ne vous convînt pas de me suivre aux États-Unis où je médite un long séjour, aussitôt mes affaires liquidées. Vous savez que j'ai été, au sortir du collège, élève de l'école des Sciences Politiques et que ces études m'avaient beaucoup intéressé. Les questions sociales auraient fait l'objet de mes travaux, si mon père n'avait pas exigé que je lui succède dans sa charge. Il était âgé, malade, et j'ai cru devoir lui obéir. Il n'est plus, et moi, arrivé au milieu de ma vie, mes ambitions de jeunesse m'ont repris. Voilà, en quelques mots, la raison de ma détermination.

« Il y en a une autre. Au risque de vous paraître brutal, je vous la dirai très simplement. La vie que nous menons à Paris m'est littéralement insupportable. Je ne vous en fais aucun reproche. Il est tout naturel que jolie, élégante, recherchée partout, jeune comme vous êtes, le rôle de Parisienne en vue vous ait tenté, d'autant plus que vos succès ne peuvent que servir ma situation, étant donné que vous gardez, cela je le sais, une tenue irréprochable. Mais pourquoi vous cacherais-je qu'en vous épousant, j'avais conçu notre mariage comme une union d'un type très différent ? J'avais rêvé d'avoir en vous une compagne, et, permettez-moi d'employer une expression empruntée à mon métier, je n'ai trouvé qu'une associée. Ne voyez pas là un reproche : c'est mon âge, mon caractère, mon manque d'expansion, qui ont créé entre nous ces rapports sans intimité, qui font que nous vivons l'un à côté de l'autre et non pas l'un avec l'autre. C'est la première fois que je me permets, vis-à-vis de vous, je ne dirai pas une plainte, mais une constatation à laquelle je ne mêle, encore une fois, aucun reproche. Le mariage pratiqué comme une association a du moins cet avantage, si c'en est un, de comporter, comme toute association, un règlement de rupture. Je trouverai donc très naturel que vous esti-

miez comme un droit, le refus d'accepter l'existence loin de vos parents, hors de votre pays et de vos relations. Par cette lettre donc, je vous autorise à ne pas me suivre dans mon exil. Je vais plus loin. Je trouverai très naturel que vous considériez mon départ comme un prétexte à une séparation légale à laquelle je me prêterai sans une récrimination, et je ne trouverai pas moins naturel qu'étant jeune comme vous l'êtes, vous ayez le désir de recommencer votre vie, si vous en rencontrez l'occasion. Il faut croire que notre cas n'est pas exceptionnel, et c'est le motif qui explique pourquoi les lois actuelles rendent aisée la transformation de la séparation en divorce. Vous userez de cette facilité, s'il se présente à vous une occasion de vous refaire ou plutôt de vous faire un foyer.

« Ce que je vous demande, c'est de répondre à cette lettre, comme elle a été écrite, en toute simplicité. S'il vous est pénible que ce soit oralement, écrivez-moi, vous aussi. Si au contraire vous estimez qu'une conversation est préférable, je m'engage d'avance à l'accepter, comme j'accepte votre décision, avec la plus profonde estime pour les côtés loyaux de votre caractère, comme je vous demande d'accorder votre estime à la parfaite loyauté de votre tout dévoué.

JACQUES LOZIÈRE. »

(Il y a un silence.)

LOZIÈRE.

Et la réponse?

FRANÇOISE, avec un sourire frémissant.

Quand partons-nous ?... (Elle se jette dans ses bras.) Ah ! Jacques, vous êtes le plus généreux des hommes, et je ne me pardonnerai jamais de vous avoir méconnu.

LOZIÈRE.

Et moi, qu'ai-je fait d'autre?... Mais si, pardonnons-nous l'un à l'autre de nous être méconnus (la quittant) et ne nous attendrissons pas. Ma Françoise, nous sommes si heureux, à cette minute, n'est-ce pas? Ne nous parlons pas notre bonheur. Ayons-le, silencieux, profond et bienfaisant. Quand on a souffert, il faut d'abord empêcher que les autres ne souffrent. J'avais dit à Lucie que j'irais ce soir chez votre père, après la

Bourse. Tant pis pour la Bourse, je vais de ce pas à son bureau où il est certainement, pour que la pauvre enfant soit délivrée de ce cauchemar Carbayrac. En sortant de chez lui, je passe à la maison d'édition, pour Carlès. Permettez que je téléphone immédiatement à Giard pour qu'il ne cherche plus à vendre l'hôtel. (Il va au téléphone.)

FRANÇOISE, avec une ironie tendre, et lui rendant la lettre.

Alors nous ne partons plus?

LOZIÈRE.

Non, Françoise, nous restons ici, parmi ces meubles qui nous rappelleront cette journée où nous nous sommes découverts l'un l'autre. Ah! comme il est vrai ce proverbe que me citait ce bon Giard : « on ne voit pas les cœurs »!

FRANÇOISE.

Mais lorsqu'on les voit et qu'ils se montrent tels que vous venez de me montrer le vôtre, quelle impression, quel ravissement! (Elle se jette de nouveau dans ses bras.)

LOZIÈRE.

Chère amie!... Mais je vous répète, ne nous attendrissons pas. Pensons à Lucie. (Il prend le récepteur du téléphone et le tendant à sa femme.) C'est vous qui allez téléphoner à Giard : Élysées 25-33.

FRANÇOISE, prend le récepteur.

Et je lui dis?...

LOZIÈRE, l'interrompant.

D'abord que vous lui téléphonez de ma part... Rien qu'à votre voix il comprendra.

PAUL BOURGET.

PHILIPPE II A L'ESCORIAL

I

L'ÉNIGMATIQUE FIGURE

Quand on arrive à Madrid par le rapide du matin, après avoir dépassé Avila et traversé les pinèdes et tout l'aride paysage rocheux du Guadarrama, tout à coup une vision fraîche et virginale vous surprend : l'Escorial !... On n'y pensait pas. On ne le voyait pas comme cela : des dômes, des tours, des flèches, une vaste enceinte, toute blanche dans la jeune lumière de l'aube, d'une blancheur rendue plus candide par le contraste de la sierra qui l'oppresse de toutes ses noirceurs. On dirait une procession en marche dans la montagne, une procession toute vêtue de blanc, avec des croix et des bannières menant le cortège... Au seul nom d'Escorial, on avait rêvé d'on ne sait quel sombre palais. Et voici qu'on se trouve devant un couvent, ou plutôt une colossale basilique, un Saint-Pierre de Rome plus austère, dans un cadre sauvage.

La soudaineté de l'apparition fait qu'on songe à Versailles, qui, lorsqu'on vient de Chartres à Paris, surgit en une vision aussi brusque, de l'autre côté de la ligne, entre un rideau d'arbres, par delà le bassin des Suisses. La silhouette entrevue, à cet endroit, est fort différente de celle de l'Escorial, mais elle

Copyright by Louis Bertrand, 1928.

est aussi colossale et elle a quelque chose de non moins inattendu et d'également dominateur.

Et c'est pourquoi, lorsque, quelques jours plus tard, on vient de Madrid visiter cet énorme et étrange édifice, on est encore hanté par le souvenir de Versailles, — ce Versailles qui, dans l'arrière-pensée de Louis XIV, jaloux des gloires espagnoles, a été probablement construit pour « couler » l'Escorial. Il n'y a rien de commun, entre l'un et l'autre, que l'intention évidente, chez les deux fondateurs, de faire grand et même gigantesque. Mais le Français, jeté subitement face à face avec le terrible Escorial (1), est égaré par ce rapprochement involontaire qui se fait spontanément dans son esprit. Il cherche un palais :

On voit un grand palais, comme au fond d'une gloire...

et il se trouve devant un cloître, un des plus sévères qu'il y ait au monde. Il cherche des jardins de plaisance, des pelouses, des statues païennes, des charmilles, des bassins étalés aux grandes surfaces miroitantes et, derrière tout cela, un mol et charmant paysage comme celui de l'Ile de France! Et il n'aperçoit autour de lui qu'une immense plaine désertique aux rares végétations, aux ondulations indistinctes, qui expirent dans les platitudes infinies de la Manche et, bornant ce désert, de l'autre côté de l'horizon, un mur de granit qui coupe durement le ciel. Alors il se dépite, il détourne sa vue de toutes ces pierrailles. Il ne se donne pas la peine de regarder, de sentir et de comprendre cet extraordinaire paysage. Il oublie que ce qu'on appelle l'Escorial est d'abord une solitude ascétique et il lui demande d'être un lieu de plaisir fait pour la volupté de tous les sens. Le malentendu, l'incompréhension commencent.

Et puis ces grands murs qui, de loin, dans la lumière de l'aube, paraissaient d'une blancheur orientale, se révèlent maintenant d'un gris funèbre. Enfin, la sécheresse de l'architecture, qui semble exagérer encore l'aridité de la montagne et de la plaine environnante, achève d'égarer le visiteur. Cette géométrie implacable, cette absence totale d'ornements apparaissent comme une gageure, un parti pris d'être désagréable,

(1) J'ai adopté l'orthographe moderne, aujourd'hui courante en Espagne. Et cependant l'orthographe : *Escurial* est très fréquente dans les textes anciens contemporains de la construction du monastère.

de froisser toutes les conventions admises et même les plus légitimes exigences de la sensibilité. Les mots de caserne et de prison sont prononcés. L'Escorial est un effroyable et assommant pensum, l'œuvre d'un maniaque de l'alignement et de la mortification de la vue. Et pourtant on sent bien qu'il y a là quelque chose d'extraordinaire, quelque chose qui dépasse de beaucoup l'idée qu'on se fait d'un couvent. Il y a là une grandeur incontestable et même quelque peu écrasante, un formidable symbole chargé d'un sens secret qu'on s'irrite de ne pas saisir d'abord. Ce rigide et morne édifice est un signe, un hiéroglyphe compliqué, dont quelqu'un s'est servi pour traduire une pensée hautaine, dédaigneuse des approbations humaines et qui a l'air de se dérober jalousement. Et, comme on ne veut pas se donner la peine de déchiffrer cette énigme de pierre, comme on n'en a pas le temps ou qu'on ne le peut pas, on s'en tire avec de faciles plaisanteries.

Rien n'est curieux et instructif comme les réactions des visiteurs, surtout, pour nous autres Français, celles de nos plus illustres compatriotes, devant cette énigmatique figure de l'Escorial. L'attitude de Théophile Gautier et celle de Maurice Barrès méritent que nous nous y arrêtions un instant, pour notre édification personnelle. L'une et l'autre sont également significatives et représentatives.

Gautier était assurément l'homme le moins capable de trouver son plaisir à l'Escorial et d'y rien comprendre. Ce païen, cet adorateur de la forme et de l'art pour l'art, ne pouvait qu'être complètement dérouté devant un édifice qui est l'expression la plus intégrale du plus farouche et du plus intransigeant catholicisme. En outre, c'est un romantique féru de Moyen âge et de Renaissance. Or, le style de l'Escorial est la négation de tout cela. Il a été construit en réaction évidente contre les surcharges, pour ne pas dire les orgies ornementales, du style « mudéjar » et du style « plateresque ». Au fond, le bon Gautier adorait tout cela, il avait même des indulgences, sinon des tendresses, pour le « chirrugueresque » le plus échevelé et toutes les monstruosités du genre baroque ou grotesque. On conçoit son effroi et son ahurissement devant les nudités implacables de l'Escorial. Pour lui, ce triste édifice est « le plus ennuyeux et le plus maussade monument que puissent rêver,

pour la mortification de leurs semblables, un moine morose et un tyran soupçonneux ». Pourtant, il est trop artiste pour n'avoir pas senti la beauté de cet étrange profil architectural, vu de loin, faisant corps, pour ainsi dire, avec la montagne d'où il est sorti. Il a exprimé cette première et très juste impression en termes excellents : « *L'effet, de loin, est très beau : on dirait un immense palais oriental.* La coupole de pierre et les boules qui terminent toutes les pointes contribuent beaucoup à cette illusion. » Le côté pharaonique de cet édifice funéraire ne lui a pas échappé non plus. Il songe à l'Égypte, aux mastabats et aux pyramides, non pas seulement à cause que le monastère de Philippe II est un lieu de sépulture royale, mais à cause de l'énormité indestructible de ces masses de granit qui lui rappellent les colosses de l'architecture égyptienne. Avec sa précision, son habituelle acuité de vision, il note tout de suite la solidité de l'appareil et la qualité de la pierre : « un granit gris de souris à gros grain micacé, comme du sel de cuisine ». Il est impossible de mieux voir : c'est tout à fait cela. Mais cela, c'est l'extérieur. La beauté intime lui échappe.

Barrès, au contraire, dédaigneux de l'accidentel et de l'anecdotique, enclin à ne retenir que l'essence ou la fleur des choses et des êtres, était mieux préparé pour un tête-à-tête avec l'Escorial. Ce voluptueux qui trouvait élégant de s'occuper d'ascétisme, cet intellectuel moins hanté par l'idée que par le fait brutal de la mort, pouvait rejoindre par quelque biais le fondateur de ce couvent, sympathiser avec cette imagination royale sans cesse hallucinée de pompes funèbres et obsédée par les rites de la sépulture. En tout cas, lui, il n'a pas « bouffonné », — le mot est sien, — devant ce site et cette bâtisse extraordinaires. Il a senti qu'il y avait là quelque chose de très grand, — un édifice impérial, — enfin un de ces lieux comme il les aimait, qui sont, avant tout, « significatifs pour l'âme ». Ce haut génie est allé d'instinct vers cette grandeur.

Mais il ne s'est pas mis en peine d'en rechercher et d'en préciser le sens. Et lui aussi, comme Gautier, il était, au fond, — du moins à l'époque où il écrivait *Du Sang, de la Volupté et de la Mort*, — trop sceptique, trop gœthien, pour s'enquérir au juste de cet ascétisme et de ce dogmatisme catholiques et pour s'y intéresser. Tout son effort de sympathie envers Philippe II et l'Escorial se réduit à écrire : « Ce roi qui installa

sa puissance dans un caveau, vous met sous les yeux que la grandeur de l'homme est grande en ce qu'il se connaît misérable... » Il voit là un commentaire en granit de la phrase pascalienne. Il faut reconnaître qu'il y a quelque chose de cela. Mais il y a bien autre chose... Le paysage de l'Escorial, — dit-il encore, — « tourmenté par de sombres passions et qui supporte le monastère royal comme une dalle écrasante de granit bleuâtre, lui semblait exactement la *composition de lieu* que présenterait à son imagination, pour la fixer, un Pascal qui médite... »

Or, rien de moins tourmenté que ce paysage de l'Escorial, lequel s'impose surtout par son caractère d'immensité, de solitude paisible et sereine. Si l'on veut y voir le reflet d'on ne sait quelles « sombres passions » qui eussent tourmenté Philippe II, il est bien difficile encore d'accorder cette vue fantaisiste avec la réalité. Rien de moins pascalien que la foi de Philippe II, si l'on entend par là une foi inquiète et sans cesse travaillée de doutes. Ce monarque absolu n'a jamais connu le doute ni l'inquiétude. Sa conscience était aussi tranquille que l'immense plaine aux ondulations figées, où il a bâti son monastère, sa foi aussi simple et inébranlable que ce rectangle de granit.

Il faut donc chercher ailleurs que dans les impressions d'un passant, ou dans des fantaisies individuelles, le sens de cet énigmatique édifice, la clé de cet hiéroglyphe. Le plus simple et le plus sûr est de s'adresser pour cela au fondadeur lui-même.

Qu'a-t-il voulu signifier au monde en lui imposant la vue de cette « huitième merveille », comme disaient les contemporains? A quoi tendaient un tel effort, une dépense et un labeur de tant d'années? Et même, par delà ce qu'il a voulu faire et signifier consciemment, qu'a-t-il mis de lui-même, sans le savoir et le vouloir, dans ce granit qui défie les siècles? Car, si Philippe II explique l'Escorial, inversement l'Escorial explique Philippe II. Ce sont deux énigmes qui se tiennent et qui s'entrepénètrent. De l'homme et de sa bâtisse, le plus difficile à déchiffrer, c'est l'homme. Le constructeur est relativement facile à saisir. Mais l'homme se dérobe dans une nuit désespérante. Philippe II est une des âmes les plus fermées, les plus environnées de ténèbres, dont l'histoire nous ait légué le souvenir. Il fait songer aux corridors et aux caveaux funéraires de

son Escorial, à cette rotonde de jaspe où sont réunis tous les cadavres royaux et qu'on entrevoit un instant à la lueur des lampes électriques : un ruissellement de reflets sur du marbre noir, des dorures, des cristaux, un lustre de Venise, une croix... quelque chose d'opprimant, de souterrain, d'ascétique et pourtant de souverain et de magnifique...

De même qu'il n'y a, derrière ces magnificences, que de la pourriture et des ossements, n'y a-t-il rien à extraire de vivant de cette âme royale si obstinément close à tous les regards ? Elle semble morte à tout jamais. Derrière ses actes et les conséquences de ses actes, on ne distingue rien. Un Louis XIV ne laisse approcher personne de son intimité. Celle d'un Philippe II est encore plus inviolable. Et pourtant nous croyons le bien connaître. Nous avons sur lui et sur son règne des monceaux de volumes et des bibliothèques entières, sans parler de tout ce qui s'entasse d'inédit dans les archives des deux mondes. Pour ma part, voilà longtemps que je l'étudie. Plus je lis autour de lui et plus je cherche à me l'expliquer, plus l'énigme de cette âme se resserre et devient irritante. Je suis devant lui comme le touriste devant les murs tout unis de l'Escorial, où les joints de la pierre sont invisibles à force de perfection dans le travail. Cela n'empêche pas qu'on ne croie avoir en main tous les éléments requis pour le juger. Voilà longtemps aussi qu'on lui a fait son procès. Il est condamné et catalogué dans des catégories spéciales de criminels ou de déments.

Les moins prévenus ont vu en lui un maniaque de l'absolutisme, une sorte de Robespierre ou de Lenine qui, sans passion, froidement, à travers le sang et les supplices, exécute un programme impitoyable. Il appartient à la pire espèce des maniaques, les fanatiques intellectuels. Pour les autres, c'est tout simplement un monstre : c'est le mal incarné et couronné. Victor Hugo, dans sa *Légende des siècles*, nous a coulé en bronze cette figure effroyable et satanique :

Philippe II était une chose terrible...

De quoi ne l'accuse-t-on pas? Il a tous les vices et il a commis tous les crimes. Avare, ambitieux, dévoré par la soif de l'or et du pouvoir, luxurieux et jaloux, fourbe, hypocrite, cruel, d'une cruauté à la fois sadique et dévote, c'est un empoisonneur et un assassin. Il a fait étrangler en secret, dans

la tour de Simancas, le baron de Montigny, le représentant de la noblesse des Pays-Bas, qui s'était laissé prendre à ses caresses perfides. Il a séquestré et fait mourir d'un poison lent son fils Don Carlos, un pauvre dément et un dégénéré. On le soupçonne d'avoir fait empoisonner aussi sa seconde femme Élisabeth de Valois et son beau-frère don Juan d'Autriche. Il a fait assassiner l'homme de confiance de celui-ci, Escovedo, par son propre secrétaire Antonio Perez. Puis, par dépit amoureux ou pour des motifs politiques, — peut-être bien pour les deux ensemble, — il désavoue Perez et s'acharne à le faire condamner précisément pour un crime ordonné par lui-même. Il montre, dans cette répugnante affaire, une duplicité et une bassesse d'âme inimaginables. En désespoir de cause, il fait accuser Perez d'hérésie, — cet homme qui était son rival d'amour et le complice de son crime, et il le livre à l'Inquisition. C'est le même tyran qui a noyé dans le sang l'Aragon et les Flandres, qui a trahi ses favoris, décapité sa noblesse à Saragosse comme à Avila... Et, la plupart du temps, ce ne sont pas là, chez les historiens, de simples soupçons, des accusations inspirées par l'esprit de parti : les faits sont bien et dûment établis, les documents extraits des archives apportent des preuves accablantes contre Philippe. On a beau, pour le disculper, invoquer la raison d'État, alléguer les mœurs ou les idées de l'époque, qui étaient indulgentes ou favorables à des actes que nous réprouvons aujourd'hui : un crime est un crime. Ce que nous nommons aujourd'hui, cruauté, ne s'appelait pas autrement au XVI^e^ siècle. Si Philippe a commis réellement ce dont on l'accuse, toutes les exécrations attachées à sa mémoire ne sont que trop justifiées.

En écrivant cela, je ne veux préjuger de rien. Je ne veux même pas recourir en sa faveur à cet argument politique que, pour un chef d'État, la vertu est chose secondaire, sa principale affaire étant de gouverner et de réussir. J'admets les faits tels qu'ils sont établis et présentés par les historiens. Mais je demande qu'on me les explique. Jusqu'ici, les explications proposées ne m'ont pas paru satisfaisantes. Cette âme ténébreuse a des côtés lumineux qui éblouissent et qui déconcertent le jugement. En face du bilan du mal, il est impossible de ne pas dresser aussi celui du bien.

Or, cet assassin, cet empoisonneur de sa femme et de son

fils, fait très souvent figure de bon père et de bon époux et même de brave homme. Ce fourbe, ce despote cruel, avare et libidineux, nous apparaît, dans le même moment, comme une conscience assaillie de scrupules, comme un ascète détaché de tous les biens et de toutes les jouissances du monde, — enfin comme un grand chrétien et presque comme un saint. Le bourreau impitoyable des Flandres est le même homme qui pleure en entendant le récit de l'exécution de Marie Stuart, qui écrit à ses filles les lettres les plus affectueuses, qui, au milieu des plus absorbantes ou angoissantes affaires, se met en frais d'esprit pour elles, qui s'alarme à l'annonce d'un mal de tête ou d'un mal de dents dont souffrent les petites infantes, qui a des indulgences, pour ne pas dire des faiblesses extraordinaires, pour ses domestiques, qui les traite comme des membres de sa famille. Le pourvoyeur de l'Inquisition, le dompteur de peuples qui fait traquer les « gueux » par le duc d'Albe, est le même qui s'attendrit en lavant et en baisant les pieds des pauvres et en les servant à table. Cet avare, cet ambitieux, qu'on accuse de viser à la monarchie universelle, vit comme un misérable dans une cellule adossée à la somptueuse basilique qu'il a mis presque toute une vie à construire. Il ne veut être qu'un moine parmi ses moines. Ce criminel ne manifeste qu'un désir : se rapprocher de Dieu. Il passe une partie de ses jours et de ses nuits en oraison et en méditation. Sans cesse il examine sa conscience, il se confesse, il communie. Quand il n'est pas à son bureau, il est au chœur, ou à la procession, ou en adoration devant le Saint-Sacrement. Pour être plus près de Dieu, pour se sentir continuellement en sa présence, il fait percer, au chevet de son lit, une petite fenêtre, d'où il assiste à l'élévation et à la consécration de l'Hostie et d'où il ne perd pas des yeux le tabernacle.

De quel front ce scélérat osait-il s'approcher de son Dieu ? Il aurait dû être bourrelé de remords. Et, de fait, les historiens suivant la formule romantique nous le dépeignent, sur son lit d'agonie, assiégé et épouvanté par les spectres de ses victimes. Pure imagination romanesque ou mélodramatique ! La vérité, c'est ce que ce grand criminel est mort comme un saint, avec une sérénité, une force d'âme admirables au milieu des pires souffrances, dans une tranquillité d'esprit absolue, plein de confiance dans le jugement de ce Dieu devant qui il croyait

fermement qu'il allait paraître et attestant ce même Dieu qu'il n'avait jamais commis une seule injustice et qu'il n'avait voulu que le bien de ses sujets...

Comment concilier ces aspects si divers, sinon contradictoires, d'un même personnage ? Ici et là, en bien comme en mal, la matérialité des faits ne semble pas contestable. Comment les expliquer? Les esprits faciles, pour qui il n'y a ni obstacle, ni mystère dans le monde, ne sont pas embarrassés pour si peu. Ils lisent à livre ouvert dans l'âme d'un Philippe II. Pour moi, j'avoue n'y rien comprendre. On peut à la rigueur s'expliquer que cet ascète, si détaché de tout, ait accepté les rudes devoirs de la royauté comme une mortification de tous les instants. Mais il ne faut pas savoir ce que c'est qu'une conscience chrétienne pour admettre qu'un chrétien criminel n'ait pas connu le remords. Que Philippe ne se soit pas jugé criminel après les atrocités et vilenies dont on l'accuse, voilà qui est surprenant. On a beau dire qu'en sa qualité de justicier souverain ne devant de comptes qu'à Dieu, il se croyait le droit et même le devoir de châtier quiconque se révélait à lui comme l'ennemi de ce même Dieu, — et, en somme, qu'il avait le droit de vie et de mort sur tous ses sujets : la justice n'est pas l'assassinat ou le guet-apens. La fourberie et la cruauté, même employées au service du bien, restent la fourberie et la cruauté. Comment Philippe, fourbe et cruel, assassin et empoisonneur, ne se sentait-il pas coupable ? Les faits qui le condamnent sont-ils mal exposés, présentés sous un jour qui n'est pas le leur ? Ou même faut-il admettre qu'ils aient été faussés? S'ils ne l'ont pas été, une telle sérénité dans le mal, jointe à une conscience si scrupuleuse et à un pareil souci du bien, enfin une telle monstruosité morale et psychologique reste un cas véritablement unique et inexplicable. On a beau tourner et retourner le problème, on aboutit à des ténèbres toujours aussi impénétrables. Faut-il donc croire que le problème soit mal posé ? Faut-il soumettre à une critique plus rigoureuse les documents sur lesquels on s'appuie pour inculper cet homme?

Redisons-le : on ne veut préjuger de rien. Mais on voudrait essayer de percer la nuit où se dérobe l'énigmatique figure du fondateur de l'Escorial. Dans cette existence secrète et volontairement mystérieuse, il y a des points de clarté. Ne pourrait-on partir de ces petites lumières pour tenter de voir clair dans

tout le reste? Il y a, au moins, un épisode de sa vie où il semble avoir trahi quelque chose de ses sentiments les plus intimes, où ses passions les mieux cachées semblent avoir levé le masque : c'est la retentissante aventure d'Antonio Perez et de la princesse d'Eboli, cette sinistre affaire sur laquelle il s'est acharné jusqu'à la veille de sa mort. Mais il y a surtout une partie de sa vie qui paraît moins secrète, qui s'est passée presque complètement en public : c'est celle qu'il a menée pendant trente ans dans son monastère de l'Escorial, sous les yeux des moines qui l'observaient avec une admiration mêlée de défiance et d'inquiétude, qui recueillaient ses moindres paroles et ses moindres gestes. La chronique du monastère, les mémoires de certains de ses religieux nous ont été conservés. On peut y suivre, en quelque sorte jour par jour, l'existence affairée et méticuleuse de Philippe. Peut-on tirer de là quelque lumière sur les profondeurs et les replis de cette âme étrange? On inclinera à le croire, si l'on songe que l'Escorial a été la grande passion, la grande affaire de toute sa vie.

Louis XIV lui-même ne s'est pas occupé de Versailles comme Philippe, de l'Escorial. Les pensées intimes de celui-ci, ce à quoi il tenait le plus au monde, il en a confié le secret aux cellules de ce cloître. Il a prouvé par cette longue sollicitude que rien ne l'intéressait que cela : ses richesses, ses royaumes, son rang suprême, tout cela n'est rien ! Vivre « épaule contre épaule » avec ses moines, embellir le temple qu'il élève à la plus grande gloire de Dieu, être en adoration perpétuelle devant le Saint-Sacrement, voilà son rêve et son grand souci. Un de ses pieux mémorialistes, le Père Jérôme de Sepulveda, le dit en propres termes : « Il n'a pas d'autres plaisirs ni d'autre contentement que de vivre avec ses moines dans sa maison de San Lorenzo. Sortir d'ici, c'est la mort pour lui et le pire des supplices. N'était son grand désir de pourvoir au gouvernement de ses États, il n'en sortirait jamais... »

Et ainsi ce monastère de l'Escorial, cette œuvre de toute sa vie, où il a mis toutes ses complaisances et toutes ses affections, cet enfant chéri de son cœur et de son esprit, en est pour ainsi dire le portrait. Penchons-nous sur ce miroir ! Si nous voulons deviner quelque chose de cette âme hautaine et inaccessible, c'est là, tout d'abord, qu'il faut regarder. Qu'on ne dise pas qu'une telle étude est sans intérêt actuel ! Avec les dicta-

tures démagogiques, voici que les despotes absolus commencent à reparaître. Comment est faite l'âme d'un despote fanatique?... Mais cet intérêt passager est négligeable. Quel plus beau sujet pour un psychologue et un historien que cette âme royale, si fermée, si indéchiffrable, qui irrite à ce point la curiosité, — cet homme dont l'action et la volonté ont eu, sur les affaires du monde, des effets d'une telle conséquence et qui durent encore!

Nous allons donc partir des caveaux de l'Escorial, de ce labyrinthe de ténèbres, avec l'espoir d'arriver à un carrefour lumineux, ou moins obscur. Le terme du voyage se recule dans des lointains illimités : arriverons-nous jamais à mieux comprendre ce singulier personnage? Pour le moment, malgré tout ce que l'on a écrit sur lui, nous ne savons que les circonstances extérieures de sa conduite, nous ne connaissons que ce qu'il y a de plus superficiel dans cette âme. On voudrait projeter quelques lueurs au fond de la crypte. Dans cette descente au pays des ombres, l'auteur de ces pages et le lecteur marchent la main dans la main. Nous n'en savons pas plus l'un que l'autre. Au milieu d'une nuit épaisse, nous cheminons vers l'inconnu. Cet inconnu, on ne s'engage pas à le dissiper. Puissions-nous seulement, au terme du voyage, n'être pas trop déçus et, dans ce caveau royal ouvert à nos yeux, trouver autre chose que de la cendre et des ossements!...

COMMENT PHILIPPE II CONÇUT L'ESCORIAL

Ce fut d'abord, dans sa pensée, un Temple de la Victoire. On y voit une macabre fantaisie de vieillard morose et fanatique. En réalité, ce fut un rêve de jeune homme, de jeune souverain dans tout l'enivrement du succès. Il a trente ans. Il commence à régner et c'est comme une aube de gloire sur ce début de son règne. Il triomphe, il se sent riche d'avenir et d'énergie et, malgré sa précoce expérience des hommes et des choses, on dirait qu'il a confiance dans son destin et dans ce long avenir.

Le 10 août de l'année 1557, à Cambrai, alors ville espagnole, au branle de toutes les cloches qu'il fait sonner pour célébrer la victoire de ses troupes sur l'armée française, il eut sans doute la première vision de ce que sera plus tard son Escorial. Ce soir-là, on vient de lui porter la nouvelle que son

allié, le duc Philibert de Savoie, a battu la petite armée française conduite par le connétable de Montmorency au secours de la citadelle de Saint-Quentin alors bloquée par ses soldats. C'est la fête de Saint-Laurent, le grand martyr espagnol. Et, comme Philippe a toujours été très dévot à ce saint, il ne doute pas que ce soit à sa particulière intercession qu'il doive sa victoire. Tout de suite, il s'empresse de lui témoigner sa reconnaissance, en formant le projet de bâtir une église sous son invocation.

Puis, les événements heureux se succèdent : la prise de Saint-Quentin, couronnement de son premier succès, le pillage de cette opulente ville commerçante, les pourparlers avec le gouvernement français et, bientôt après, ce traité de Cateau-Cambrésis, si désastreux pour la France, où Henri II abandonnait à son adversaire plus de deux cents places fortes et toutes les conquêtes des règnes précédents. Enfin il lui donnait sa fille en mariage et lui offrait son alliance pour combattre l'hérésie, — cette hérésie qui, jusqu'alors, avait laissé ses États à peu près intacts : dès maintenant, il pouvait se flatter d'endiguer le flot. Il était celui qui dit à la Révolution : « Tu ne passeras pas!... »

Il se trouvait alors en Flandre. Les Flandres semblaient devoir rester paisibles. Ce fut dans ce court moment de prospérité, où il put avoir l'illusion de donner enfin la paix à la chrétienté, qu'il élargit son projet primitif.

Ce serait quelque chose de magnifique : Saint-Laurent de la Victoire!... Certainement, à cette époque de sa vie, cet homme, dont la piété allait s'assombrir de plus en plus, la foi devenir de plus en plus farouche et intransigeante, admettait encore que certains sentiments profanes et même un peu païens fussent mêlés à ses sentiments de gratitude et d'humilité chrétiennes. Il touchait à l'âge mûr. Sa jeunesse s'achevait sans doute dans un suprême flamboiement de passion. Il avait été et il était encore un voluptueux très porté aux plaisirs de l'amour, aux jouissances du luxe et d'une vie raffinée. Les ambassadeurs étrangers s'accordent à noter ces penchants chez le digne héritier de Charles-Quint. Nous avons, pour cette période, quelques portraits de lui, notamment un grand portrait en pied, par Titien, — lequel se trouve actuellement à Madrid, au Musée du Prado. Malgré sa superbe cuirasse

damasquinée et l'appareil guerrier qui l'environne, c'est moins un chef d'armées qu'un jeune seigneur fatigué par le plaisir : cette bouche épaisse et sensuelle, pour ne pas dire brutale, ces yeux noyés et cernés d'une ombre voluptueuse ne présagent guère le monarque austère et dévot qui s'enfermera avec ses moines dans la solitude sauvage de l'Escorial. Au moment où nous sommes, il va dépasser la trentaine. Il commence à s'assagir : il a déjà été marié deux fois et il semble bien que son troisième mariage, — qui est tout proche, — avec la très jeune Élisabeth de Valois, marque la période où il va décidément se ranger. Encore quelques années, et le portrait que peindra de lui Pantoja de la Cruz, nous représentera un gentilhomme flamand, à la peau très blanche et à la barbe très blonde, aux yeux bleus et à la lèvre fleurie sous une fine moustache, égrenant un rosaire, d'un air pacifique et bénin, avec on ne sait quoi de vaguement redoutable. C'est dans l'intervalle de cette transformation qu'il conçut le projet d'élever un monument triomphal en commémoration de la victoire et de la prise de Saint-Quentin. Il est resté quelque chose de cette idée première dans le plan de la basilique de l'Escorial : les quatre piliers géants qui, sur leur quadruple arcature, soutiennent la coupole et sa lanterne, s'appellent encore aujourd'hui « l'Arc de triomphe ».

Mais ce trophée est placé sous l'invocation d'un martyr. La basilique de Saint-Laurent de l'Escorial célèbre moins la victoire d'un prince chrétien que la gloire de Dieu, qui rend les rois victorieux...

Cet enivrement du succès fut de courte durée. Au milieu même de son triomphe, Philippe apprit la mort, au monastère de Yuste, de Charles-Quint, son père qu'il aimait et vénérait profondément. L'Empereur était mort !... un empereur qui avait donné à la Majesté impériale un prestige encore inconnu, en unissant sous le même sceptre d'immenses régions séparées par des océans et des continents et en ajoutant à tout cela, avec les terres inconnues du Nouveau Monde, des possibilités indéfinies d'agrandissement ! Pour Philippe, un tel homme a dépassé le faîte des grandeurs terrestres. C'est presque un dieu !... Avec quelle piété, quel respect il parle de lui et aussi quelle fierté secrète à la pensée qu'il est le fils de cet homme !...

« L'Empereur et Roi, mon seigneur et mon père... » cette formule revient constamment dans ses lettres et dans les documents officiels, comme une pieuse litanie à la mémoire du grand mort. Cet orgueil de l'Empire, toute la nation espagnole le partageait alors avec lui. Elle n'y a jamais complètement renoncé. D'après cela, on juge de l'émotion que Philippe dut ressentir à la nouvelle de cet événement.

Puis, bientôt après, ce fut la mort de sa seconde femme, Marie Tudor : perte qui lui fut légère, car il ne l'avait jamais aimée, mais qui allait amener des conséquences désastreuses pour la catholicité. Avec l'avènement au trône de la protestante Élisabeth, il ne pouvait plus conserver l'espoir de remettre l'Angleterre dans l'obédience spirituelle de Rome. Au même moment, l'agitation huguenote recommençait dans toute la France et menaçait de gagner les provinces flamandes. Il est naturel que ces circonstances aient modifié sensiblement les dispositions de Philippe et que cela ait influé sur ce grand projet de fondation pieuse auquel il songeait toujours.

Ce qui le préoccupe le plus, c'est la sépulture de son père : il n'a pas seulement hérité d'une foule de royaumes, dont l'énumération remplit plusieurs pages dans les chartes diplomatiques : il a hérité aussi d'un cadavre impérial. Charles-Quint lui a légué le soin d'ensevelir son corps. Que va-t-il faire de ce mort qui tient tant de place ?... Et non seulement l'Empereur lui a confié le soin de sa dépouille mortelle : il lui a confié encore le salut de son âme. Cela, c'est la chose essentielle, à laquelle Philippe ne pense qu'avec tremblement : il est responsable du salut de l'Empereur. Des prières, des rites funèbres peuvent y aider puissamment. De même que, dans l'ancienne Égypte, les vivants se sentaient obligés d'assurer le passage de l'âme privée de son corps à travers les régions souterraines et prévoyaient toutes les étapes du mort sur le Fleuve infernal, l'héritier de l'Empire se croit obligé en conscience d'assurer à son prédécesseur ce puissant secours de la prière et des rites... Ces considérations lui font faire un retour sur lui-même. Lui aussi il mourra, peut-être plus tôt qu'il ne le craint. Il faut qu'il assure son propre passage, qu'il se ménage le même secours qu'à son père et aussi à ses successeurs. On ne saurait trop se hâter de régler cette importante affaire !... Et c'est ainsi que son premier projet ne tarda point à se fondre dans un autre.

L'édifice qu'il médite ne sera pas seulement un trophée, un monument de gratitude et de foi, ce sera aussi un panthéon, une cité des morts. Et, pour assurer le service de ces morts, pour les aider à franchir le passage angoissant, ce sera, en outre, un monastère, où l'on priera, où l'on célébrera pour eux tous les rites funèbres institués par l'Église... Ce monastère, il en avait eu l'idée pendant le siège même de Saint-Quentin, soucieux qu'il était de remplacer un couvent que son artillerie avait dû détruire, en même temps qu'elle abattait les murailles de la ville. Eh bien ! toutes ces destinations vont être réunies dans un même édifice : Dieu y sera glorifié, sous l'invocation de saint Laurent, pour avoir donné la victoire aux armées espagnoles ; le père, la mère, les épouses, les proches et, plus tard, les successeurs de Philippe y seront ensevelis d'une façon digne de leur rang, — et enfin dans le couvent qu'il voulait fonder en remplacement du couvent détruit, les moines n'auront d'autre emploi que de prier pour ses morts et pour lui-même.

Voilà l'idée complète sous sa forme primitive. Tous les textes concordent pour nous prouver qu'il en fut ainsi. Les témoignages les plus sûrs sont ceux des religieux contemporains de la fondation ou de la construction de l'Escorial. Fray Antonio de Villacastin, qui fut le grand maître de l'œuvre (*obrero mayor*) et qui mourut presque centenaire, écrit au début de ses Mémoires : « L'occasion et premier motif qu'eut le roi Don Philippe, deuxième de ce nom, de faire ce monastère de Saint-Laurent, ce fut que, dans le temps qu'il assiégeait Saint-Quentin, il y avait, du côté où l'on devait battre le rempart, un couvent de religieux de Saint-Laurent. Et il ordonna de faire sortir les religieux avec le Saint-Sacrement et tous leurs effets. Cela fait, le rempart et le couvent furent battus par l'artillerie et la ville ouverte. Et ainsi il eut la victoire sur le roi François de France. Et pour avoir détruit ledit monastère, il promit d'en faire un autre en Espagne. Et, sur ce fondement, se commença ce monastère de Saint-Laurent, proche la ville de l'Escorial, qui était de la juridiction de Ségovie... » Notons, en passant, l'erreur du bon Père qui confond Henri II avec François Ier. D'autre part, une correction marginale du manuscrit nous apprend que le couvent dont il s'agit était un couvent de *religieuses* et non de religieux et qu'enfin le Roi promit, *mais ne fit pas vœu*, de construire, en Espagne, un autre monastère.

C'est ce qui nous est confirmé par le P. José de Sigüenza, d'accord, en cela, avec le P. Juan de San Geronimo, le premier mémorialiste de l'Escorial. Après avoir rappelé que la victoire remportée par les armées de Philippe II sous les murs de Saint-Quentin tomba le 10 août, jour de la fête de saint Laurent, auquel le roi était très dévot depuis son enfance, — le chroniqueur ajoute ceci : « Le roi, voyant là un effet manifeste de la protection du saint, forma le projet de lui élever un temple, *bien qu'il n'en ait jamais fait le vœu*, comme certains ont osé l'affirmer... Tel fut le premier motif qui détermina la construction de ce célèbre édifice... » Le second, ce fut d'ensevelir dignement l'Empereur son père et de construire un lieu de sépulture pour lui-même et ses successeurs.

Toutefois, il sied de reconnaître que l'authenticité du « vœu » est affirmée par des documents contemporains des plus qualifiés. Mais cela n'a pas grande importance, puisque le Roi, dans toute cette affaire, se comporta exactement comme s'il avait prononcé ce vœu.

Philippe II était un homme toujours fort occupé, de sorte que l'exécution de ce grand projet demanda quelques années. C'était aussi un homme de réflexion, temporisateur par nature et par calcul : on l'appelait « le Roi prudent ». Aussi lui fallut-il près de dix ans pour mettre au point sa pensée et pour qu'elle se concrétât dans tous ses détails essentiels. La forme définitive s'en trouve dans la charte de fondation de l'Escorial, qui ne fut rédigée qu'en 1567, alors que les travaux de construction étaient commencés depuis quatre ans. Ce document officiel a un accent personnel et même une sorte de sévère beauté. Si long qu'il soit, il vaut la peine d'être lu dans son entier. Ne fût-ce que pour mettre en pleine lumière l'inspiration religieuse qui, d'un bout à l'autre, l'emplit, il convient d'en citer au moins le préambule :

« En reconnaissance des nombreux et grands bienfaits que Nous avons reçus et recevons journellement de Dieu, Notre Seigneur, et parce qu'il a daigné acheminer et guider Nos actions et négociations au bien de son service, soutenir et maintenir nos royaumes en sa sainte foi et religion, en paix et en justice; considérant, en outre, que c'est une œuvre pie et agréable aux yeux de Dieu et, en même temps, un témoignage

de reconnaissance pour lesdits bienfaits, de construire et de fonder des églises et des monastères où son saint nom est béni et loué, où sa sainte Foi, grâce à la science et à la vie exemplaire des religieux, ses serviteurs, se conserve et s'augmente; et, pareillement, afin que l'on prie Dieu Notre Seigneur pour Nous, pour Nos prédécesseurs et successeurs, pour le bien de Nos âmes et la conservation de Notre État royal; et, considérant aussi que l'Empereur et Roi, mon Seigneur et mon père, après avoir renoncé en ma faveur à ses royaumes et autres États et s'être retiré au monastère de Saint-Jérôme de Yuste, qui est de l'ordre des Hiéronymites, où il mourut et où son corps est déposé, considérant que, dans son dernier testament, il Nous a confié le soin de ce qui touche à sa sépulture, du lieu et de l'endroit où son corps et celui de l'Impératrice et Reine, ma dame et ma mère, doivent être mis et placés, — étant juste et convenable que leurs corps reçoivent une sépulture des plus honorables et que, pour leurs âmes, il se fasse et se dise des prières perpétuelles, des messes de commémorations et d'anniversaires; et parce que, d'autre part, Nous avons décidé, lorsqu'il plaira à Dieu, Notre Seigneur, de nous rappeler à Lui, que Notre corps soit enseveli au même lieu et endroit, conjointement avec celui de la Sérénissime princesse, Doña Maria, Notre très chère et bien-aimée femme (qu'elle soit en gloire!) et celui de la Sérénissime reine, Doña Isabel, Notre très chère et bien-aimée femme, quand il plaira à Dieu Notre Seigneur de la rappeler à Lui... et enfin que l'on y transporte les corps des Infants Don Fernando et Don Juan, Nos frères, ceux des reines Doña Léonor et Doña Maria, nos tantes :

« Pour toutes ces considérations, Nous fondons et Nous édifions le monastère de San Lorenzo el Real, proche la ville de l'Escorial, dans le diocèse et archevêché de Tolède, lequel Nous fondons en l'honneur et sous l'invocation du bienheureux saint Laurent, en raison de la dévotion particulière que nous avons pour ce glorieux saint et en mémoire de la faveur et des victoires que nous commençâmes à recevoir de Dieu, le jour de sa fête... »

Et, après cela, pendant des pages et des pages, se développent les clauses minutieuses relatives aux prières et aux messes quotidiennes qui devront être dites à l'intention du Roi et de ses défunts, aux services funèbres et aux messes

d'anniversaire et de commémoration. Puis, les clauses relatives au recrutement, à l'entretien et à l'organisation du monastère, lequel sera confié aux religieux hiéronymites, à cause de « la particulière affection » que le Roi déclare avoir toujours eue pour cet ordre et parce que l'Empereur, son père, a voulu mourir dans une de leurs maisons.

Les principaux articles de cette charte doivent être considérés et médités à part, si l'on veut bien comprendre, dans tous ses détails et dans toutes ses nuances, la pensée du fondateur.

Tout d'abord, ce que Philippe veut instituer, par la fondation de son monastère, c'est une prière et une messe des morts perpétuelles, pour le repos de son âme et de celle de ses prédécesseurs et successeurs. Son testament et ses codicilles complètent les prescriptions et recommandations qu'il a formulées pour lui-même, dans la charte de fondation de l'Escorial. Ces clauses, en vérité interminables, sont d'une précision et d'une minutie qui confondent.

Il commence par celles qui concernent la mémoire de l'Empereur, son père.

Le soir de la Saint-Mathias, anniversaire de la naissance de Charles-Quint, il y aura vêpres des morts à son intention. Le lendemain, vigile et messe des défunts. Le jour de la Saint-Mathieu, anniversaire de sa mort, il y aura de même vêpres des défunts et, le jour suivant, vigile et messe de *Requiem* chantée. Pour chacun de ces anniversaires de naissance et de mort, outre les messes chantées et les messes ordinaires, on dira, *chacun de ces jours, vingt-quatre messes de Requiem*. Les messes finies, chacun des prêtres qui les diront devront encore « aller dire leurs répons au pied des degrés du grand autel, devant le Saint-Sacrement ».

Outre ces commémorations aux anniversaires de la naissance et de la mort de l'Empereur, « *tous les jours à perpétuité*, dans ce monastère, quatre messes basses devront être dites pour l'Empereur et Roi, mon seigneur... Ces messes achevées, les prêtres diront leurs répons au pied du grand autel, devant le Saint-Sacrement... »

Prescriptions analogues pour le repos de l'âme de l'impératrice, sa mère : messes basses et messes chantées, sans préjudice de celles qui se disent pour elle dans la chapelle royale de la

cathédrale de Grenade, où son corps est provisoirement déposé.

De même, pour sa première femme, la princesse Marie de Portugal : outre les services solennels d'anniversaires, messe basse tous les jours, sans préjudice de celles qu'il a instituées pour elle à la Chapelle royale de Grenade.

De même pour la reine d'Angleterre, sa seconde femme : nombreuses messes le jour anniversaire de sa mort.

De même pour les reines de France et de Hongrie, ses tantes : services d'anniversaires et messes basses tous les jours.

Enfin, pour lui-même, après sa mort, dispositions identiques à celles adoptées pour l'Empereur et l'Impératrice, ses père et mère. De plus, le jour anniversaire de sa naissance, le 21 mai, grand messe du Saint-Esprit, « afin que Notre Seigneur m'éclaire et m'inspire les meilleures résolutions pour son service... »

Tant de prières et de messes ne lui suffisent pas. Dans son testament, il ajoute encore les prescriptions que voici : « Item, j'ordonne que, le jour de mon décès et les neuf jours suivants, une messe soit dite, pour le repos de mon âme, par tous les prêtres, clercs et religieux qui se trouveront disponibles dans la localité où je mourrai, et pareillement dans toutes les localités où passera mon corps, le jour même où il y passera et arrivera, — et pareillement au monastère de Saint-Laurent, le jour de mon enterrement et les neuf jours qui suivront. En outre, j'ordonne que, le plus tôt possible, dans les monastères de religieux observants où il paraîtra à mes exécuteurs testamentaires qu'elles se puissent dire le plus dévotement, *trente mille messes* soient dites pour le repos de mon âme, partie de la Passion et de la Croix, le second tiers de Notre-Dame et le dernier de *Requiem*. En outre, que *deux mille* autres messes soient dites pour les âmes du Purgatoire. Et qu'à la fin de chaque messe, on dise un répons pour mon âme et que l'on distribue à cette intention les aumônes que mes exécuteurs testamentaires jugeront convenables... »

Trente mille messes d'un coup et « le plus tôt possible », — on a le vertige, rien que d'y penser ! Jamais pareille violence n'a été faite au Ciel. Et, si l'on songe à tout ce qui précède ces volontés suprêmes, à tout ce que Philippe a prévu pour son âme et pour son cadavre, pour les âmes et pour les cadavres de tous les siens, fixant d'avance, et dans le plus petit détail,

toutes les étapes de leur voyage funèbre jusqu'à ce monastère de Saint-Laurent où ils doivent dormir leur dernier sommeil, on en arrive à croire que cette imagination royale éprouvait une délectation morose à se repaître d'enterrements et de messes des morts.

De même que, sous les voûtes de l'Escorial, le catafalque des anniversaires est dressé en permanence, de même, dans la pensée de Philippe, l'image d'un cercueil et d'un cadavre, qui est le sien, est sans cesse présente. Il veut être sûr de son salut. Sans doute il est bien convaincu que, pour cela, l'essentiel, c'est un cœur contrit et humilié. Mais que sont les pénitences d'un pécheur en regard des mérites de Jésus-Christ? Ces mérites peuvent lui être appliqués, grâce à des messes innombrables. Il ne négligera pas un pareil moyen de salut. Il est roi : il n'a qu'un mot à dire et tous les clercs et tous les religieux de ses royaumes vont unir leurs implorations en une immense prière pour le salut de son âme... N'y a-t-il pas là un monstrueux égoïsme? Occuper ainsi pour soi tout seul des centaines et des milliers d'autres êtres!... Mais il se dit que, comme souverain, ayant des obligations infiniment plus étendues que le commun des hommes, il est aussi beaucoup plus exposé à faillir. Et ainsi il a droit à des compensations et à des secours exceptionnels. Ces compensations et ces secours, Dieu les a mis à sa portée, en lui donnant la puissance royale. Il va donc en user, de façon à procurer à sa conscience le repos le plus complet. Sur son lit d'agonie, il pourra se dire qu'il a tout fait, — et même au delà, — pour assurer son passage. Ce sentiment, joint à la certitude d'avoir, autant que possible, expié ses fautes et rempli scrupuleusement tous ses devoirs de roi et de chrétien, explique l'extraordinaire sérénité de sa mort.

Pour ce service perpétuel des morts, il faut une véritable armée de religieux occupés spécialement de cela. Rien que pour le seul Philippe, en dehors de la messe ou des messes dites pour lui, il faut quotidiennement seize religieux, qui se relaient jour et nuit, devant le Saint-Sacrement, afin de prier pour son âme. Tout d'abord, il n'avait prévu, pour l'Escorial, que cinquante moines. Bientôt, il se croit obligé d'en doubler le nombre. En comptant les frères lais et les ecclésiastiques

attachés au couvent, cela porta à cent quarante ou à cent cinquante pensionnaires la population religieuse de Saint-Laurent. Enfin, il y a, dans ce monastère, un collège, un séminaire et un hôpital : c'est-à-dire des élèves, des hôtes de passage et une domesticité nombreuse.

Voilà bien des bouches à nourrir! Le Roi s'en préoccupe longtemps d'avance et, sans attendre que le monastère soit construit, il lui constitue une dotation des plus imposantes, il lui octroie des propriétés et des revenus inaliénables : des prairies, des pâturages, des champs et des vignes. Le couvent est entouré d'exploitations agricoles d'où il tirera sa subsistance et aussi de maisons et de jardins d'agrément pour l'ébattement, réfection et récréation des moines. Cela s'appelle : la Herreria, la Fresneda, le Quejigar, Navaluenga... En outre, le Roi garantit à ses religieux des rentes sur la cité de Séville et des bénéfices sur un certain nombre de couvents. Tout cela inaliénable et à perpétuité !... Ainsi, il peut se flatter d'avoir profondément enraciné son couvent dans le sol espagnol. Il a fondé une maison immortelle. Au moins il espère que ce caveau gigantesque, qui abrite son cadavre, durera jusqu'au jour suprême du Jugement. En une chaîne ininterrompue à travers les siècles, des moines veilleront sur lui. Les dynasties royales peuvent périr, les ordres religieux se renouvellent et se rajeunissent sans cesse. Avec sa prudence habituelle, Philippe a songé à cette sorte d'immortalité et il entend en faire bénéficier sa dépouille. Il n'a pas trop mal calculé : depuis sa mort, maintes révolutions ont passé sur l'Espagne, les biens qu'il avait crus intangibles ont été confisqués, mais les moines sont toujours là, penchés sur son cercueil et décidés à prier pour lui jusqu'à la fin des temps...

En créant une ceinture de fiefs autour de l'Escorial, il a confiance aussi dans la ténacité des religieux. Comme l'écrit l'un d'eux, le père Jérôme de Sepulveda, non sans une pointe de malice, il sait que « ce qui entre une fois dans un couvent n'en sort plus ». Le fondateur de Saint-Laurent est convaincu que les moines sauront défendre leur bien. Ils resteront là jusqu'à l'extrême limite du possible. Et, si on les chasse, ils reviendront. Le Roi est bien assuré de ne jamais manquer de prières...

Mais ces religieux ne doivent pas être occupés uniquement

des morts, — d'une certaine catégorie de morts. Cela ne serait ni juste ni chrétien. Ils s'occuperont encore des vivants et, en premier lieu, ils auront souci d'évangéliser la région qui les nourrit. Les habitants de l'Escorial et de tout le pays d'alentour ont droit à leur enseignement comme à leurs exhortations. La Charte de fondation le leur dit expressément : « Qu'il y ait toujours, à San Lorenzo, six prédicateurs! qu'ils se fassent entendre des gens du voisinage, lesquels seront admis, à de certains jours, dans l'église du couvent; que ces prédicateurs aillent prêcher dans les environs!... » Et encore ceci : « Que les confesseurs aient soin de s'informer si, dans les lieux et bénéfices où ils ont des rentes, — sans parler des gens de l'Escorial et de toute la contrée, — il n'y a pas nécessité de confesser, de *consoler et d'aider à mourir* quelque malade; que les prieurs y fassent bien attention, parce que nous voulons que tout le pays retire, au spirituel comme au temporel, tout le bénéfice possible de ce monastère... »

Par-dessus tout, ce monastère de Saint-Laurent doit être une affirmation visible et tangible de tous les dogmes et de toutes les traditions catholiques que niaient les protestants. Du point de vue esthétique, il est la première et monumentale expression de la contre-réforme inaugurée par le Concile de Trente. Le père José de Sigüenza, interprète de la pensée royale, le dit en termes fort explicites : « Remarquons que, dans la même année et, pour ainsi dire, dans le même mois, où l'on posa la première pierre de ce temple, s'acheva et se posa la dernière du sacré concile de Trente... *Pour la confirmation et la garde de ses saints dogmes et statuts*, le Roi catholique posa la première pierre d'un alcazar et d'un temple, où ils devaient s'éterniser et être obéis à jamais... » Il est impossible de mieux définir la pensée de Philippe II. L'Escorial est un monument de défense catholique, une œuvre éminemment antirévolutionnaire. C'est une citadelle dressée contre l'erreur, à la fois un alcazar et une basilique.

Les huguenots déclaraient la guerre à l'ascétisme et à la vie conventuelle. Ils détruisaient les couvents : l'Escorial sera un couvent élevé tout exprès pour protester contre les destructions et dévastations des hérétiques et, en même temps, pour rendre à la vie cénobitique toute sa dignité. Ce couvent sera le plus grand et le plus beau qu'on ait jamais vu, une véritable

merveille mondiale, à la fois sévère comme un lieu de pénitence et magnifique comme un palais.

On y restaurera, on y entourera d'une vénération et d'une splendeur nouvelles tout ce que les Luthériens s'acharnent à supprimer ou à détruire : le culte des saints et de leurs reliques, le culte du Saint Sacrement de l'autel. Les images des saints et les reliquaires seront répandus à profusion. L'*altar mayor*, surmonté de sa custode et de son rétable, deviendra un véritable trône digne de la présence réelle de Jésus-Christ et, par la profusion et l'éclat de ses ornements, par les statues, les peintures, les dorures, les sculptures qui l'entourent, il rappellera sans cesse aux yeux des fidèles les richesses et les magnificences de la tradition catholique. Tout un art religieux va s'inspirer de cet esprit de résistance et de conservation. Saint-Laurent de l'Escorial inaugurera, en outre, une puissante réaction liturgique. Les protestants de France jetaient feu et flamme contre ce qu'ils appelaient « l'abomination de la messe ». Eh bien ! les messes de l'Escorial seront quelque chose d'admirable et de profondément édifiant, un spectacle capable d'ajouter à la foi des religieux eux-mêmes. Les offices ne seront plus indécemment écourtés ; les moines, dans leurs stalles de chœur, ne passeront pas un verset de l'office nocturne ; enfin le rituel sera scrupuleusement observé dans toute son ampleur et dans toute sa pompe. Et ainsi le monastère de l'Escorial sera une institution modèle pour toute la chrétienté. Philippe II se flattera d'y faire la leçon à Rome elle-même : ce sera comme une école normale de la liturgie et du cérémonial. Et, en même temps, ce sera une école des beaux-arts où vont s'instruire des milliers d'artistes et d'artisans, qui se répandront ensuite à travers l'Europe...

Ce n'est pas tout : il faut que ce magnifique Escorial soit aussi un foyer de lumières. Les protestants reprochent au clergé catholique son ignorance. Philippe veut que ses moines soient capables de lutter contre l'erreur et de la confondre : « Notre désir, dit-il dans sa charte de fondation, est qu'il y ait toujours, au monastère de San Lorenzo, un grand nombre de religieux doctes et qualifiés... » Ces hommes doctes et qualifiés ne seront pas seulement des théologiens et des exégètes, ce seront aussi des lettrés connaissant les langues anciennes et modernes, des savants versés dans l'archéologie, l'histoire, la

géographie, dans l'astronomie et même l'astrologie, dans la chimie et même l'alchimie. Il y aura un laboratoire annexé à la pharmacie du couvent. Le Roi veut avoir les premiers médecins d'Espagne pour son hôpital, les premiers paléographes pour ordonner sa librairie et cataloguer les nombreux manuscrits qui vont composer le plus riche trésor de la Bibliothèque de l'Escorial. Ces hommes doctes s'efforceront de former des disciples dont la science rayonnera à travers toute l'Espagne. Il y aura, à Saint-Laurent, un collège et un séminaire. Le séminaire, institué selon les prescriptions du Concile de Trente, se recrutera parmi les enfants des villages où les moines touchent des rentes et des redevances. Quant au collège, on y enseignera, outre la théologie, les arts libéraux, la grammaire et la rhétorique. Dans la crainte que l'enseignement ne vienne à s'y abâtardir par routine ou par négligence, le fondateur fait appel à des éléments venus du dehors pour stimuler l'émulation tant des religieux que de leurs pupilles, et il ordonne que les professeurs du collège soient des clercs séculiers, « personnes doctes et pourvues de grades universitaires ».

Maintes fois, le Roi est revenu sur ces ordonnances. Son intention de faire de l'Escorial un centre intellectuel, en même temps qu'un lieu de piété et d'édification, est exprimée de la façon la plus précise dans tous les documents relatifs à la fondation du monastère.

Après les besoins de l'âme et de l'esprit, les besoins du corps. Philippe s'en préoccupe avec la même conscience scrupuleuse et dans le même détail. Ces clercs chargés de l'enseignement, ces moines occupés à prier, à prêcher et à catéchiser, il faut les nourrir, eux et leurs pauvres. Les propriétés, achetées par le Roi autour du monastère et dont il a fait aux religieux la donation en règle, fourniront abondamment tout ce qui est nécessaire à leur subsistance comme à leurs charités. Il y aura des réserves considérables dans les greniers du couvent : « qu'il y ait toujours, dit la charte de fondation, une provision de froment et d'orge pour deux années, en vue des aumônes et des années stériles... » A côté des champs de blé, des prairies, des vignes et des olivaies, on créera aussi des vergers, des potagers, des jardins d'agrément, où les meilleures méthodes de culture, avec les meilleures méthodes d'irrigation,

seront appliquées. On y verra des fleurs, des fruits, voire des animaux et des oiseaux exotiques. Cela tiendra de la ménagerie et de la ferme-modèle. Les paysans des environs pourront s'inspirer de l'exemple des agriculteurs et des jardiniers de l'Escorial. Enfin, il y aura, dans ces jardins utilitaires, des parties de beauté et de magnificence, avec des charmilles, des statues, des pièces d'eau et des fontaines.

Mais le souci très chrétien de servir les déshérités domine toutes les autres préoccupations. Le Roi insiste sur les aumônes dont il confie la répartition à ses moines. Il y revient à plusieurs reprises et notamment dans ce passage : «... Et parce que, dans la fondation et institution de ce monastère, Nous avons eu pour fin, entre autres choses, non seulement le bénéfice spirituel, qui peut en résulter par le moyen de la science, du conseil, de l'exemple, de la vie et des coutumes des religieux, mais aussi le bénéfice temporel par le moyen des aumônes et de la charité, — et Nous voulons que, dans ce monastère, elle se fasse de la façon la plus parfaite, — Nous ordonnons que, chaque année, se distribuent à la porte dudit monastère, de cinq cents à mille fanègues de pain cuit, et aux pauvres qui passent de deux mille à deux mille cinq cents fanègues de grain... De plus, Nous voulons que le prieur dudit monastère ait la faculté de distribuer, chaque mois, 4000 maravédis, en s'informant des nécessités particulières... Telle sera l'aumône ordinaire, qui pourra s'augmenter selon les disponibilités de la maison et les besoins du dehors... Car Notre intention et Notre volonté, comme nous l'avons dit, est que la charité se fasse, en ce monastère, aussi abondamment et aussi parfaitement qu'il sera possible... »

Tant que durera la construction de San Lorenzo, il y aura un hôpital temporaire pour les ouvriers et les manœuvres malades ou blessés : c'est la première chose à laquelle le Roi ait pensé. Puis, après l'achèvement de la bâtisse, cet hôpital deviendra permanent et recevra les malades du pays.

L'ordonnance rédigée à ce sujet est un modèle de bonne organisation, de sagesse et d'humanité, qui, aujourd'hui encore, pourait être utilement médité par nos fonctionnaires de l'Assistance publique. Elle est certainement l'œuvre des moines. Mais elle a été soumise au Roi qui l'a lue et approuvée dans tous ses détails, s'il ne l'a pas totalement inspirée. Il est inté-

ressant de s'y arrêter, ne fût-ce que pour y découvrir un Philippe II très différent de celui qu'on imagine. Évidemment, pour lui, le salut des âmes doit passer avant toutes choses. On sent, à travers ces longues pages de prescriptions méticuleuses, la volonté persévérante et le noble désir d'élever au-dessus de leurs misères les pauvres gens qui viennent là pour souffrir et pour mourir. Ceux qui les soignent devront se pénétrer de ces idées, les traiter avec douceur et leur procurer des avantages matériels qu'ils ne trouveraient pas chez eux : « Premièrement, dit l'ordonnance, il est nécessaire que le clerc, l'infirmier, le cuisinier et les autres personnes qui ont à servir les malades, aient beaucoup de charité et de patience, qu'ils fassent grande attention à la propreté et qu'ils soient très prudents, toutes ces conditions étant indispensables pour le bon service des malades... »

On commencera par les faire visiter par le médecin, qui écartera ceux qui sont atteints de maladies contagieuses ou incurables. Ceux-là seront soignés ailleurs : mesure de prudence élémentaire dans une agglomération ouvrière comme celle qui environna l'Escorial pendant les années de sa construction. Ceux qui seront admis à l'hôpital, on les disposera, *s'ils en ont la force*, à se confesser et à recevoir le Très Saint-Sacrement, « afin qu'ils ne meurent pas comme des bêtes ». Avant de les mettre au lit, on les lavera et, s'il y a lieu, on leur coupera la barbe et les cheveux. On leur changera leurs chemises. On fera étuver leurs vêtements pour qu'ils les trouvent propres quand ils sortiront de l'hôpital. Ceux qui ont des plaies seront mis à part, afin de ne pas infecter les autres et de ne pas les incommoder par leurs mauvaises odeurs... Quand on apportera le Saint-Sacrement, que la salle soit mise en ordre et parfumée... Pour donner l'Extrême-onction aux moribonds, qu'on ait une chambre à part, afin que ce spectacle n'affecte pas les autres malades... Quand l'un d'eux sera à l'agonie, que l'on fasse sonner la cloche, afin qu'au monastère et au village on prie pour lui et qu'il ne meure pas comme une bête... Enfin, que le prêtre qui aura soin des malades soit un homme de grande charité, patience, prudence et humilité... »

Quand un malade meurt, faire immédiatement désinfecter la literie... avoir toujours du poulet et des œufs frais pour les fiévreux qui ne peuvent pas manger aux heures réglemen-

taires des repas... Les retraits destinés aux malades qui peuvent se lever pour faire leurs nécessités devront être nettoyés deux fois par jour et désinfectés chaque fois qu'on désinfectera l'hôpital... Les récipients et urinaux des malades devront être échaudés, chaque semaine, et passés à la lessive forte. Ils devront être toujours remplis d'eau propre... Que les malades obligés de se lever aient des pantoufles et des robes de chambre à portée de la main... On changera leurs draps, leurs oreillers, leurs chemises, leurs mouchoirs et tout leur linge chaque semaine, en été, et tous les quinze jours, en hiver, *et plus souvent, s'il est nécessaire*... Quand un malade s'est purgé, l'infirmier devra lui donner un bouillon de poulet ou de mouton, selon l'ordonnance du médecin... Quand le médecin prescrit un déjeuner matinal aux convalescents, on leur donnera des cerises, des prunes, ou une tranche ou deux d'un bon melon, dans la saison des fruits, — en hiver, des raisins secs, ou des figues sèches... L'infirmier fera bouillir son eau et, en été, il la fera bouillir par petite quantité dans la crainte qu'elle ne se corrompe et il la tiendra dans des vases extrêmement propres...

Entre chaque lit, il y aura un rideau, une petite armoire où poser les médicaments et une petite terrine pour cracher... Les malades auront une petite table pour manger dans leur lit, — et, à leurs pieds, un rideau pour que les autres ne les voient pas quand ils meurent, ou quand ils se lèvent pour leurs nécessités... En cas de grande fièvre, mettre un morceau de basane entre le drap et le traversin du malade, afin de le rafraîchir et de le soulager... Il y aura des braseros pour chauffer les malades en hiver et des brûle-parfums pour purifier l'air des salles... Enfin, détail pittoresque et touchant, « une coupe en argent doré pour donner les médecines... »

On ne s'excuse pas de mettre sous les yeux du lecteur ces accessoires d'hôpital et ces misères humaines, que le Roi catholique jugeait dignes de toute son attention. Si l'on songe à la rudesse des mœurs de l'époque et que ce règlement est fait pour des manœuvres, des carriers, des maçons, des charretiers, des bouviers, des gens d'étable et d'écurie, on sera surpris d'y trouver un tel souci, non seulement de leurs âmes, mais de leur hygiène physique, de leurs aises et de la propreté de leurs corps. Ce que l'on a voulu particulièrement souligner, c'est le

caractère en quelque sorte *moderne* de cette ordonnance. Et, si l'on ajoute qu'à cet hôpital était annexée une pharmacie, dirigée par un religieux qui était un véritable chimiste, on saisira mieux une des pensées essentielles du fondateur : faire de l'Escorial comme une somme de la science et de l'art de son temps, une sorte d'encyclopédie monumentale, où toutes les connaissances et toutes les techniques mettront au service d'une idée, leur suprême effort et leurs derniers perfectionnements.

Ces intentions accessoires, et cependant capitales, ne doivent pas nous faire oublier l'idée-maîtresse qui a guidé Philippe pendant toute la construction de son gigantesque monastère et qui l'obséda jusqu'à son dernier soufle : manifester aux yeux des hommes la gloire de Dieu. Rien n'est assez colossal, rien n'est assez riche ni assez beau pour un tel dessein. « Que Dieu soit glorifié ! Que Dieu soit exalté !... » Ces formules d'adoration qui reviennent sans cesse sous la plume de sainte Thérèse, on dirait que, lui aussi, se les répète continuellement pour en stimuler son zèle pieux. Donner, par l'énormité et la splendeur d'un monument, la plus haute idée de la grandeur de Dieu ; éviter d'en détourner la pensée par une vaine ornementation qui amuserait les yeux; la ramasser tout entière sur cette idée unique; faire quelque chose de simple et de grand comme la substance divine elle-même; créer un concert de lignes, convergeant vers un centre unique, qui, par leur rigidité et leur simplicité géométriques, soient une perpétuelle paraphrase de l'Absolu... si tel n'avait été le dessein conscient de Philippe, la vue seule de son Escorial suffirait à nous le suggérer. Tandis que, dans une cathédrale gothique, il y a des parties profanes où se déploie la virtuosité de l'imagier, — tout, dans son édifice, aboutit à Dieu.

Comme un autre Salomon, il a voulu construire un temple unique au monde, le rival de Saint-Pierre de Rome, — un Saint-Pierre moins orné, plus voisin de la sévérité et de la perfection catholiques. Cet Escorial, ce sera le Vatican du pouvoir temporel. Ainsi s'affronteront, chacun dans sa basilique,

Ces deux moitiés de Dieu : le Pape et l'Empereur...

Comme le pape de Rome, près du tombeau de l'Apôtre, l'Empereur espagnol, près du tombeau de son père, vit dans

l'ombre de Dieu. Il est le ministre d'une monarchie absolue dont le chef est invisible. Tandis que l'autre Pape est là pour faire régner Dieu dans les âmes, lui il n'existe que pour faire régner Dieu dans le monde. Car c'est Dieu qui règne. Lui, le Roi, n'est que l'exécuteur de ses volontés. Et c'est pourquoi, dans cet immense palais, élevé à la gloire de Dieu, la place d'honneur est réservée au Maître. Le serviteur n'a qu'une cellule à côté du trône du Tout-Puissant. A l'Escorial, le temple est le centre de l'édifice. Comme une couronne impériale, la coupole domine toute la bâtisse. A Versailles, la chapelle est rejetée sur une aile du palais. Elle n'est plus qu'une satellite du trône. Ici, le maître du logis, c'est le Roi des rois. C'est Dieu qui règne...

Au fond, n'y a-t-il pas beaucoup d'orgueil dans une telle conception ? Philippe ne veut pas y penser. Dieu lui a donné la puissance : il doit s'en servir pour sa plus grande gloire. D'autres poursuivent la renommée dans des guerres, deviennent célèbres par des exploits sanglants et, en somme, ne travaillent que pour assouvir leur cupidité et leur ambition ! Lui, si son nom devient immortel, ce sera pour avoir élevé au Dieu unique le temple le plus magnifique qu'on ait jamais vu. Plus qu'un édifice de pierre, ce sera un édifice spirituel. Quelle basilique matérielle pourrait égaler cette basilique de prières que les fondations pieuses du Roi catholique vont faire jaillir, en un perpétuel élan, vers le ciel... Cette architecture liturgique si savante, si profondément méditée et calculée, — ce chœur de supplications et de louanges inlassables qui, jusqu'à la consommation des siècles, vont monter, grâce à lui, vers l'ineffable Majesté ! Avoir assuré à jamais cette prière perpétuelle, ce cri d'adoration inextinguible, quel plus bel emploi de sa puissance pour un roi chrétien ?... Si, d'ailleurs, le vertige de l'orgueil pouvait le saisir, il n'aurait, pour sentir son néant, qu'à abaisser ses regards vers ces cadavres royaux qui achèvent de pourrir sous les dalles du maître-autel. Enfin ce temple triomphal est contigu à une maison de pénitence où le Roi veut avoir sa place et où la perfection se cherche à travers tous les renoncements et toutes les humiliations...

Oui, c'est là une œuvre vraiment royale, à tout le moins une œuvre pie et méritoire. Il ne faut pas tarder à la réaliser !... Avec ses habitudes de temporisation, Philippe sent que, pour

une entreprise pareille, il doit se faire violence. Lui si lent à se résoudre et à exécuter pour tout ce qui touche à la politique, il se hâte de décider, il tranche, il devient impatient et presque emporté, dès qu'il s'agit de l'Escorial !... Vite, vite ! Que les architectes et les maçons s'empressent de réaliser son rêve ! D'un jour à l'autre, la mort peut venir le surprendre. Il veut jouir de son monastère. Il veut voir achevée l'œuvre de ses mains.

Et c'est pourquoi les équipes d'ouvriers sont continuellement tenues en haleine par les contremaîtres. Les ordres du Roi sont formels et pressants : la construction doit être menée d'un train enragé, *a toda furia*, comme le répètent les annalistes du couvent. Lui-même, dès qu'il a une minute libre, il quitte ses paperasses et son cabinet de Madrid, il surgit inopinément sur les chantiers. Il harcèle les entrepreneurs et l'*obrero mayor*.

Nous allons le voir pendant trente ans de sa vie dans ce rôle de bâtisseur. Il y a dépensé toute sa volonté, et toute son intelligence, il y a mis tous ses goûts de dilettante et toute sa piété de chrétien. Cette ferveur passionnée de Philippe II à construire l'Escorial est peut-être quelque chose de plus beau que l'Escorial lui-même...

LOUIS BERTRAND.

(*A suivre.*)

QUELQUES LETTRES D'EDMOND ROSTAND PENDANT LA GUERRE

Voilà dix ans, Edmond Rostand mourait, illustre et méconnu. Ses plus sonores héros ne l'exprimaient pas tout entier, et les œuvres où il avait mis le plus de lui-même n'avaient été comprises que d'un petit nombre. « Le poète du panache », on s'en tenait à cette formule qui le trahissait. La mort, en écartant de son nom le tapage et les jalousies, nous révèle son âme vraie, son âme un peu farouche, à la fois légère et profonde, aussi prompte à s'enchanter des jeux de la vie qu'à souffrir de ses cruautés. M. P. Faure vient d'évoquer avec ferveur les années de Cambo, la paix lumineuse et fleurie où naquirent les deux œuvres de soleil, le drame et le jardin, *Chantecler* et Arnaga. Le témoignage plus humble que j'apporte permet d'entrevoir comment Rostand a senti la guerre, la conscience qu'il a prise des devoirs qu'elle lui créait, les sources de bonté qu'elle a fait jaillir en lui.

1915, vers la fin de mai. Au nord de l'Aisne, face à Craonne, aux lieux mêmes où il reviendra dans deux ans se faire tuer, le 34e d'infanterie tient un secteur paisible. Monotone alternance des six jours en ligne dans le marais, des six jours de repos dans les bois. Bombardements anodins, de part et d'autre, à heures fixes, par-dessus nos têtes. Ronflements d'avions dans

la lente torpeur des après-midi. Patrouilles muettes dans les nuits de printemps... Il y a eu de ces détentes au long de la tuerie. Celle-là était charmante. Enfant des villes, un peu couvé par les siens, lycéen encore en 1914, brusquement je me trouvais mêlé à la vie de la terre. Je me grisais aussi de cette mission imprévue que j'avais, aspirant, de conduire des hommes, une trentaine d'hommes bronzés, un peu rudes, après ce premier hiver qui fut le plus dur. Une nuit de relève, je découvris le chant du rossignol. Un crapaud sifflait-il au pied de l'arbre? Je me mis à revivre, en marchant sous le sac, mes ferveurs et mes colères de 1910. J'avais quinze ans. Je ne voulais plus relire *Cyrano* dont j'avais vu sourire un de mes professeurs. Mais j'aimais Rostand plus que telle ou telle de ses œuvres; je l'aimais, tel que je le rêvais, sans parler de lui à personne. Pressentais-je qu'il venait d'écrire, « dans la lumière blonde », le drame de son esprit et de son cœur? Je crois que j'attendais *Chantecler*. Dès ma première lecture, je suis sûr d'être allé droit au cœur de l'œuvre : pour moi, me semblait-il, pour moi seul, le poète déroulait la longue confidence de ses scrupules, de ses doutes, de sa tristesse intime, de ses héroïques espoirs. J'avais failli écrire à Rostand.

Et voici que dans mon cœur de vingt ans ces émotions renaissaient, par cette nuit pleine de rossignols, traversée de brèves fusées, tandis que persistait à l'Ouest le grondement d'un convoi ou d'un bombardement lointain. Cette lettre à laquelle j'avais songé autrefois, je décidai soudain de l'écrire. Je n'y parlai d'ailleurs que de mes hommes; je demandai à Rostand de leur envoyer un *Cyrano* dédicacé.

Ils le reçurent trois jours après. La page de garde était couverte de son écriture si souple, si savante :

Aux Poilus
de la Section de Pierre Clarac,
avec l'admiration, l'amour, la reconnaissance,
de Cyrano, qui à toute heure pense à eux,
et les embrasse tous, de toute son âme.

EDMOND ROSTAND.

Mais il y avait trois livres dans le paquet. Je lui avais parlé d'un de mes caporaux, rimeur de complaintes : il lui envoyait

les Musardises. Je ne lui avais pas parlé de moi : il m'envoyait *Chantecler* : « A Pierre Clarac... avec l'espoir d'avoir des nouvelles de lui et de ses hommes. »

Cette fois, je n'y pus tenir. Pour le remercier, je devais lui ouvrir toute mon âme. Dans mon petit abri souterrain, une nuit, à la chandelle, je lui confiai tout ce que *Chantecler* était pour moi depuis cinq ans et le sens nouveau que la guerre me faisait y découvrir. J'écrivais naïvement :

« Ici, vivant dans la forêt quand ce n'est pas dans la tranchée, en ce pays qui n'est pas si éloigné de Château-Thierry, j'apprends à connaître les bêtes de La Fontaine qui sont les vôtres. Je ne sais pas de vers où la benoîte cruauté des Nocturnes s'exprime en traits aussi forts que dans votre extraordinaire Ode à la Nuit. J'entendais hier le rossignol; il m'a semblé qu'il chantait votre villanelle... Littérature? Non; mais amour de la nature et de ce qui vit en elle, amour de la terre de France que nous défendons... Et comme mon admiration de *Chantecler* trouve aisément sa place dans mon âme de soldat! Ce qu'on appelle le miracle de la mobilisation, cette France nouvelle qui surgit tout à coup et éblouit le monde, vous nous l'avez prédite, monsieur; elle est « le ciel définitif fait d'astres rapprochés »... Au moment qu'il a fallu, un grand souffle pur a déchiré l'ombre; et c'était un ciel rayonnant qui dominait toute la France... Ce coq me plaît qui va chercher son chant dans *sa* terre même, et j'admire ce soldat qui se dit en tombant : je meurs pour *mes* enfants, pour *ma* maison, pour *mon* verger... Ame vraiment sage qui sait concentrer sur un domaine étroit sa puissance d'amour et sa puissance d'action. C'est l'âme de la France en cette guerre, monsieur, et c'est l'âme de Chantecler... »

Et voici la réponse qu'un soir de juin apporta à ma confidence :

Arnaga, juin 1915.

« Mon cher enfant, mon cher ami,

« Vous m'avez écrit une bien belle lettre. Bien consolante pour le poète qui se sent inutile, dont on n'a pas voulu aux armées, et qui souffre, et qui a besoin qu'on lui répète un peu qu'il n'a pas été, *avant*, inutile. Que j'aurais aimé, ayant connu bien des joies, terminer ma vie sur le champ de bataille, et

que ma mort signât mon œuvre! Enfin, quelques belles lettres des tranchées m'ont aidé à supporter ma souffrance... Merci, mon ami. Mais vous, mon Dieu, ne vous faites pas tuer. On m'en a tant tué, de mes amis, qu'il faudra bien qu'on me les remplace, n'est-ce pas? Je pense maintenant chaque soir à vous et à vos hommes. Ah! dites-le leur, comme vous saurez le leur dire!...

« Votre écriture m'avait fait d'abord penser à un normalien. A peine mes livres étaient-ils envoyés que je lisais de vous des vers... dans *la Petite Gironde*... Et je connaissais que je ne m'étais pas trompé. Envoyez-en d'autres. Et aussi pourquoi pas quelques pages de prose comme celles que vous venez de m'écrire?

« Vous me feriez plaisir, aussi, de me dire très franchement ce qui pourrait être agréable ou utile à votre section. Voulez-vous me permettre de l'adopter un peu? Quelquefois on est triste de ne pas connaître du tout ceux à qui on fait adresser quelques objets. Je suis pour qu'on se lie avec certains groupes et qu'on n'ait pas que des amis anonymes. Donc dites-moi, — et sans vous gêner du tout, — ce qui peut être une joie pour vos Poilus. Même si eux, — ou le régiment, — avaient besoin de quelque chose d'important, dites-le moi. Voici l'été; j'ai entendu dire qu'on fabriquait des appareils à douches pour les régiments; il me semble qu'on doit souffrir de l'absence d'hydrothérapie; croyez-vous que je pourrais vous faire parvenir cela? Au besoin, parlez-en à vos chefs. On m'a affirmé qu'on pouvait offrir cela à un régiment. Ou bien toute autre chose, dites-le moi. Vous faut-il des confitures, des vêtements, des pipes, des livres? Qu'est-ce qu'on préfère?... Qu'aimeriez-vous leur donner?

« Revenons à la poésie. Il est vrai que je pense bien avoir un peu deviné, dans *Chantecler*, et ce qu'il fallait et ce qui allait arriver. J'ai toujours été optimiste. J'ai toujours cru *fermement* que, sous le passage de l'Épervier, on se serrerait autour du Coq. Ceux qui pensaient que j'exagérais littérairement la cruauté des Nocturnes peuvent voir. Et quand on rejouera *Chantecler*, on la comprendra mieux, cette Ode à la Nuit que vous me signalez :

... l'on se venge
De la grâce de la mésange...

« C'est ce qu'ils ont fait. Et l'envahissement cosmopolite qu'on trouvait d'une bouffonnerie excessive!... Je vous remercie, mon ami, de m'avoir « expliqué mon œuvre ». Vous l'expliquez fort bien. Des tas de braves petits soldats simples m'écrivaient naïvement qu'ils sentaient mon Coq lié à cette guerre : il m'est doux de l'entendre dire par un poète qui donne... ses raisons. Pourquoi, en effet, par quel pressentiment vous dédiai-je particulièrement *Chantecler* ? On a de ces instincts.

« Mon cher ami, vous excuserez le désordre et l'écriture de cette lettre. Je suis fort souffrant, et surchargé de correspondances, et d'engagements. Si vous avez le temps, écrivez-moi encore. Contez-moi ce qu'on fait. (Je cherche quelques beaux traits épiques et simples, car je voudrais essayer de glorifier nos héros nouveaux). Ah ! que j'aimerais pouvoir vous faire plaisir à vous et à vos hommes !

« Et surtout j'espère vous voir, vous connaître, vous embrasser. Pouvez-vous me dire vos projets, votre situation, vos espoirs? Avez-vous des parents à qui je puisse écrire, que je puisse tâcher de réconforter? Parlez comme à un ami. Cette guerre nous ouvre à tous largement le cœur, et commande à la sympathie de brûler toutes les étapes.

« Votre

« Edmond Rostand. »

J'avais vingt ans, je le répète. J'étais le plus ignoré des enfants que leur âge lançait dans cette guerre, — et voilà ce que m'écrivait, de sa main, sans me connaître, malgré sa fatigue, ses travaux, parce que j'étais allé à lui avec une innocente franchise, un homme chargé de gloire, et dont on n'avait parfois exalté l'adresse verbale que pour lui refuser la spontanéité, l'élan du cœur.

Dans ma réponse je lui contai comment j'avais abordé son œuvre. J'évoquai « ces vacances de Pâques (c'était en 1906, et j'avais onze ans) où tous les soirs mon grand père dominait son émotion de vieux bonapartiste pour nous lire *l'Aiglon* avec des larmes dans la voix ». Je lui avouai même « l'émotion extraordinaire qui s'empara de moi un jour de l'année suivante ». Je m'excuse de me citer encore, mais Rostand fit allusion à ces lignes dans sa réponse :

« C'était au mois de juin, par un soleil comme celui d'aujourd'hui, avec un grand ciel bleu, et, dans les rues de Bordeaux, des toilettes claires, des voiles blancs de communiantes et la bonne odeur des marronniers fleuris... Nous étions aller fêter chez des amis la première communion d'une petite fille; et, peut-être, sans m'en douter, avais-je déjà remarqué que cette petite fille avait un visage d'une admirable douceur, — lorsque, dans un numéro des *Lectures pour tous* qui traînait sur un guéridon du salon, je découvre le récit de votre réception académique. Ah! monsieur, l'admirable récit! Je me rappelle encore les moindres détails, et que Mme Rostand avait une robe sur laquelle étaient peintes des fleurs, et que vous étiez un peu ému avant d'entrer dans la salle... Quels ne sont pas les rêves que j'ai faits alors! »

Puis j'acceptais tout ce qui m'était offert, les pipes, le tabac, les livres; et j'ajoutais, car cela surtout m'avait touché : « N'hésitez pas : écrivez à mon père et à ma mère... Dites-leur bien que mes lettres sont sans amertume, même celles qui ne s'adressent pas à eux, et que ma gaîté n'est pas feinte, quand je leur écris... »

Au reçu même de cette lettre, voici celle que Rostand adressa à mon père. Nulle ne fera mieux sentir la délicatesse de sa bonté; et c'est pourquoi je la cite malgré les scrupules qui m'arrêtent.

21 juin.

« Monsieur,

« ... Je viens de correspondre avec Pierre Clarac : trois lettres... m'ont fait connaître son âme, son esprit, et son cœur... Je pense qu'il est bon que vous sachiez que les lettres qu'il écrit à *d'autres qu'à vous*, et à un aîné qui l'a mis en confiance et l'a prié de tout dire, respirent l'allégresse, le courage, la plus absolue liberté d'esprit... Il s'oublie, et ses souffrances, pour m'expliquer sa sympathie littéraire, pour analyser telle de mes œuvres... Il me parle de ses hommes avec la plus émouvante tendresse, et comme un vieux capitaine, ce jeune aspirant! J'ai pleuré de fierté en le lisant, parce qu'il voulait bien se dire mon disciple. Je vous félicite, monsieur. Je baise pieusement la main de sa mère.

« On doit souffrir beaucoup lorsqu'on craint pour un pareil

enfant. Eh bien ! dites-vous que ceux-là souffrent bien plus qui n'ont pas pu avoir leurs enfants au front. Quand on lit les lettres de Pierre Clarac, on vous envie. A l'âme de votre fils je connais *les vôtres* : soyez bien glorieux *tous les deux*, bien fiers de l'épreuve que vous traversez pour notre grand et délicieux pays... Ce jeune homme..., quel élargissement de la pensée et du sentiment il va rapporter de là-bas ! Quel pur bronze sera cette âme ! Quel regard vous allez retrouver dans ces yeux ! A son style, à son écriture j'avais deviné tout ce qu'il était, tout, — mais pas l'âge qu'il avait... Et quand il m'a dit : vingt ans, j'ai été ébloui. J'ai compris ce que cette guerre allait faire, avait déjà fait d'Eux !

« Monsieur, j'attends avec impatience de *voir*, d'embrasser votre fils. Et je vous prie de croire que le jour où je le serrerai sur mon cœur, je serai profondément ému, profondément heureux de vous savoir, vous et M^me^ Clarac, dans la joie et dans la gloire. D'ici là, chaque jour, je penserai à lui, c'est-à-dire à vous. Je me permets de vous prendre les mains, monsieur, avec une sympathie qui est déjà de l'affection ; soyez sûr de mon dévouement.

« Edmond Rostand. »

Le même jour, il m'écrivait :

« Mon cher ami,

« Je viens d'écrire à vos parents, que j'envie. Je suis très fier de votre lettre. Votre âme achève de se découvrir, et votre cœur. Comptez sur moi. Donnez-moi de vos nouvelles. Que j'aime votre « vieux bonapartiste » de grand père ! et la petite fille au visage le plus doux du monde ! Lui écrivez-vous ? Pourrai-je un jour lui écrire ?

« ... Ah ! que la jeunesse de ceux de ma génération a été dure, dans l'atmosphère de doute de soi et d'hostilité à l'enthousiasme qui succédait à la défaite ! Que vous êtes heureux de voir ces choses ! Comme l'esprit, de l'École normale particulièrement, va être magnifique et nouveau ! Oui, votre plume va bien servir les Lettres ! Et nous pourrons, nous autres, nous en aller tranquilles !

« Pensez, mon enfant, qu'il y avait du courage, au moment de *Cyrano* encore et de *l'Aiglon*, à prêcher ce que je tâchais de

prêcher, et que ceux mêmes qui applaudissaient craignaient un peu d'applaudir des choses désuètes (1)! Qu'on était intimidé par une poignée de sots ironiques! Et maintenant... Je mourrai content d'avoir vu cela.

« Vous devriez écrire, régulièrement, à moi ou à un autre : cela ferait un jour un beau livre, une contribution bien intéressante à l'histoire de l'âme de votre génération... Ce serait une chose utile... Jamais un poète n'est assez intelligent, en France. Donnez-nous vos visions de cette guerre, et les analyses de vos sentiments, avec cette exactitude qui est la vraie poésie. Me voilà fatigué, obligé de vous quitter. Plaignez-moi de ne pouvoir travailler à l'heure où j'aurais voulu le plus travailler. Je vous embrasse.

« Je m'occupe de faire parvenir à vos Poilus ce qui leur sera agréable. Tenez-moi au courant de l'affaire hydrothérapie, ou de tout autre besoin de votre régiment. Ma pensée à tous. Ma poignée de main à votre héroïque commandant (2) que vous m'avez fait aimer. »

Peu après je recevais pour ma section treize colis bourrés de cigarettes, de cigares, de pipes et de tabac; puis *l'Aiglon*, *la Princesse lointaine* et *la Samaritaine*. Voici la dédicace de *l'Aiglon* :

« On trouve irrespirable, en France, un air sans gloire! »
Flambeau. 2e acte.
Eh bien! il est respirable, l'air, maintenant!
E. R.

En le remerciant, je lui envoyai la photographie de ma section. De son côté, mon père lui adressait un portrait de moi pris avant la guerre et quelques vers que j'avais écrits en 1913 pour les noces d'or de mes grands-parents. Il m'écrivit en juillet :

Paris, 39, rue Scheffer.

« Mon cher ami,

« Dites à vos camarades que j'ai regardé chacun d'eux avec tendresse et à la loupe sur les belles photographies faites par

(1) Le sourire de mon professeur.

(2) Le commandant Jean Sarrebourse de la Guillonnière, aujourd'hui lieutenant-colonel, qui commandait alors, à trente-trois ans, le 3e bataillon du 34e.

votre ami. Je n'ai pu remercier plus tôt, et vous dire combien vos dernières lettres et celles de votre père, m'avaient touché Je suis affreusement occupé en ce moment. Mais ma pensée ne vous quitte pas. Vous paraissez bien jeune sur cette photo, et bien alerte. Plus alerte et plus gai que sur le... portrait que votre père m'a envoyé, avec des vers bien sensibles et bien latins de vous. La guerre vous réussit, vous va, et le bonnet de police. Donnez-moi de vos nouvelles; je veux savoir que cette bonne mine continue.

« Les pages sur Corneille (1) m'ont enchanté. C'est profondément vrai. Cependant le tour de force a du bon, et la gymnastique morale peut être utile. Nous causerons de tout cela un jour, j'espère. Je n'aime pas les héros d'une seule pièce, et j'aime qu'ils avouent, ne fût-ce qu'un instant, leur faiblesse ou leur découragement. Bien que peu de gens l'aient remarqué, — vous êtes de ceux qui l'avaient su faire, — les miens, si j'ose en parler quand il est question des vraiment grands héros de nos vraiment grands poètes, ont toujours leur moment de dépression, leur défaut, leur petite tare. Auraient-ils sans cela du mérite? « Et c'est ce qui me tue » est évidemment l'hémistiche de Corneille qui me touche le plus.

« Mon cher ami, vous pouvez dire ou faire dire au lieutenant-colonel Olive qu'il va recevoir pour le 34e l'appareil à douches que je viens enfin de trouver ici tel que je le rêvais. On me dit qu'il peut rafraîchir et laver mille hommes par jour. Je sais que certains colonels en ont été ravis à l'usage. Puisse-t-il rendre service à votre cher régiment! J'en serais bien heureux. Quand il fonctionnera, il me semble que j'aurai frais à vos épaules. Voyez-vous quelque chose qui ferait plaisir à votre section ? Soyez assez bon pour remercier les hommes qui m'ont écrit (2), m'excuser auprès d'eux, je vais tâcher de leur écrire. Et présentez mes compliments à vos chefs et à vos camarades. »

Le 4 août, j'envoie à Rostand une lettre en vers. Il me répond aussitôt :

« Merci, mon cher enfant, de vos vers si souples, si vivants,

(1) Un essai que je lui avais envoyé ; j'y opposais l'orgueil du héros cornélien au sacrifice muet d'Andromaque, de Bérénice ou d'Iphigénie.

(2) Plusieurs soldats de ma section l'avaient remercié spontanément.

si émouvants. S'il vous plaisait qu'ils parussent aux *Annales*, vous n'auriez qu'à m'en envoyer une copie avec les vers corrigés (1). Je ne les donnerais pas sans votre autorisation et votre édition *ne varietur*. Je vous envoie ce kodak (2), qui est ce qu'on m'a affirmé ici être ce qu'il y a de mieux pour les officiers. Je vous embrasse. A partir de demain je serai à Cambo. »

Le 34e faillit être engagé dans la grande offensive de septembre; bientôt le calme revint dans notre secteur un moment fiévreux. Je reçus cette lettre le 13 octobre :

« Mon cher enfant,

« J'ai eu bien de l'angoisse à cause de vous. Voilà que j'apprends votre héroïque déception, et que vous regrettez de n'avoir pas été de la victoire. Comme vous aurez d'autres occasions, je ne m'en désole pas trop, et je suis fort joyeux d'avoir de nouveau vu votre écriture...

« Distribuez à vos hommes mes amitiés. Je leur vais faire envoyer du tabac pour me rappeler un peu à leur souvenir. Donnez de vos nouvelles. Je vous serre dans mes bras en vous criant : « Bonne chance ! » de toute mon âme. »

La campagne d'hiver se préparait: la tranchée devenait sinistre sous la pluie. En remerciant Rostand de son nouvel envoi de tabac, je laissai percer dans ma lettre quelque amertume :

« Les feuilles entassées pourrissent; nous ne sommes plus en sûreté derrière nos arbres nus et nous devons plus encore nous enfoncer dans la boue... Nos hommes se sentent plus graves, voyant venir l'hiver, plus recueillis : ils pensent aux morts. On m'envoie quatre sonnets de vous :

Au lieu d'aller fleurir les dalles du passé...

« Comme vous parlez bien de Cassagnac, dont le père fut l'ami de mon grand père, « le vieux bonapartiste », et de Péguy,

(1) L'épître parut en effet dans les *Annales* en octobre 1915 par les soins de Rostand.

(2) Je lui avais dit que mes hommes seraient heureux d'envoyer chez eux quelques photos des lieux où nous vivions.

et de Fayolle que j'ai connu. Je me souviens d'avoir vu, un soir que je travaillais en avant de nos lignes, un grand mort adossé à un talus face à l'ennemi : il était là depuis plus d'un an, depuis les combats de septembre. Son crâne blanchi était nu, mais il avait encore sa capote, son équipement, son sac; et ses cartouchières que les pluies avaient durcies paraissaient, à la clarté de la lune, toutes neuves. Il restait là, et il semblait vivant extraordinairement... Il avait certainement *vu l'Archange*. »

Et plus loin, à propos des hommes de ma section :

« L'hiver rend leur vie si pénible, et la boue, et la neige, et l'atroce pluie... Il y a bien peu de beauté dans cette guerre; et elle nous donne à tous la douloureuse nostalgie de l'air libre et du ciel bleu. Je songe avec honte aux photographies que je vous ai promises; mais comment tirer des épreuves avec ce temps-là, avec ce ciel-là?... Il n'y a de découragement chez personne ; mais, chez beaucoup, je sens quelque chose de cette tristesse que connurent au siège d'Arras même vos Cadets... Il nous faudrait un Cyrano. »

Aussitôt Rostand s'inquiète :

« Mon cher enfant,

« Merci de vos nouvelles. Je pense beaucoup à vous par ces tristes temps froids. Voulez-vous me dire si vos hommes ont besoin de chandails ou de passe-montagnes, ou de quoi, et le nombre de ces choses qu'il vous faudrait? J'ai cru sentir passer dans votre lettre un frisson frileux. Je ne voudrais pas que cette compagnie-là eût froid ! Dites-leur à tous mon amitié fidèle et mon admiration reconnaissante. J'espère que vos parents vont bien. Que je regrette de n'avoir pas passé par vos tranchées quand on m'a conduit au front ! Puis-je quelque chose pour vos Cadets? pour vous? Dites-le moi. Je vous embrasse. Je les embrasse tous. »

Je répondis en vers, en prose rythmée si l'on veut. Si je cite un passage de cette épître, on verra pourquoi tout à l'heure. Ces soldats si patients, disais-je, et qui font de si grandes choses, leur vraie gloire vient de ce qu'ils ne sont pas des héros de naissance : ce ne sont que *des hommes*...

Des hommes dont les corps sont faibles, et les âmes
Tremblantes devant le danger.

... O civils exigeants, ils sont ce que vous êtes,
Et regardez ce qu'ils ont fait!

Vous le direz, un jour, mon maître,
Ce qu'ils ont fait ; vous le direz.
Alors on comprendra peut-être
Pourquoi ces hommes sont sacrés.

Cœurs frivoles, âmes légères,
Ils portaient le fardeau d'un corps
Soumis aux humaines misères ;
Mais, faibles, ils ont été forts.

Qu'importe la chair contractée,
Les crispations et les cris?
Sur la carcasse révoltée
Le triomphe est de plus de prix.

Ah! laissez donc l'orgueil d'être un surhomme aux êtres
Qui du triomphe en soi se proclament les prêtres,
Et qui ne savent pas la beauté de l'effort.
Reportez votre amour sur l'homme faible et pâle
Qui cherche à s'élever quand l'instinct le ravale,
Et qui triomphe assez de la peur animale
Pour fixer en face la Mort...

Je passe sur quelques billets et de nouveaux envois. Je retrouve cette lettre, datée de mai 1916 :

« Mon cher enfant,

« J'ai été bien souffrant, et bien longtemps condamné à un terrible repos. Je n'ai cessé de penser à vous et à ceux qui vous entourent. J'ai été profondément heureux de revoir votre écriture... J'ai lu... vos vers... Je vous félicite, cher poète, d'être sous-lieutenant, et de trouver le temps d'être poète encore. J'espère que vos parents vont bien et que vous avez pu les revoir. J'espère aussi que vous avez conservé ce jeune et vigoureux

visage que, sur la photographie que vous m'avez envoyée, je découvris à la loupe.

« Donnez-moi de temps en temps de vos nouvelles. Pensez à moi, qui suis, en vous enviant, en enviant votre jeunesse et votre danger, dans une bien dure tranchée de tristesses. Quand vous écrirez aux chers vôtres, rappelez-moi à leur souvenir. J'ai failli aller à Bordeaux ces jours-ci, — je les aurais vus, — mais ma santé m'a empêché.

« Ne manquez pas de me dire si je puis, en quoi que ce soit, être agréable à vous et à vos hommes. L'appareil photographique marche-t-il ? N'a-t-il besoin d'aucun accessoire?

« Je vous embrasse, mon cher enfant, de tout mon cœur. »

Blessé à Verdun, le 23 mai, j'avise Rostand de mon évacuation. Il m'écrit aussitôt :

Paris.

« Blessé ? et à Douaumont ? — Quelle gloire, mon cher enfant ! — Et que je suis heureux de vous savoir remis, rendu pour quelque temps à vos parents. Cela a dû être terrible ! Justement je venais de voir le général Mangin qui revenait de là, quand j'ai reçu votre lettre. Il m'a dit ce qu'ont été ces batailles. J'espère qu'à cette heure vous êtes un peu rassuré sur les camarades qui vous étaient chers. Puissiez-vous rester un peu longtemps à Bordeaux, et vous remettre tout à fait. Un jour vous me conterez ces effroyables minutes, et comment vous êtes tombé. Votre mère doit être bien fière ; dites-lui mon émotion et ma respectueuse sympathie. Je serre bien fort la main de votre père ; je garde toujours de ses lettres un souvenir profond et exquis. Je vous embrasse de tout mon cœur. »

En août, ce billet à propos de nouveaux vers envoyés de mon dépôt (Mont-de-Marsan) :

« Mon cher enfant,

« Je n'ai pu vous répondre tout de suite ; car j'ai la tête un peu perdue. A tant d'angoisses s'ajoute celle d'avoir depuis quelques jours ma mère en grand danger : une congestion pulmonaire, une phlébite, l'âge, la douleur de survivre à mon père... C'est beaucoup à la fois. Je ne suis plus à moi. »

« J'ai lu cependant avec émotion vos vers... J'espère que vous allez avoir le loisir d'en écrire d'autres, parmi les pins, et que votre séjour dans l'air balsamique et réconfortant se prolongera un peu. Vous devez voir souvent les vôtres. Dites-leur ma respectueuse et fidèle pensée. Je vous félicite et vous embrasse. »

Cette mère pour laquelle il tremblait vient de mourir ; je lui écris ma peine. Il a la force de m'envoyer ce mot :

« Je vous embrasse, mon cher petit, de toutes les forces de mon cœur brisé. Bonne chance et donnez-moi des nouvelles. »

D'octobre 1916 :

« Mon cher enfant,

« Je rentre de Marseille où je n'ai pu transporter le corps de ma pauvre mère qu'un mois après sa mort. Affreux voyage! Ceci vous explique un peu mon silence. La lettre de votre père m'était arrivée au milieu des pires tristesses et des plus grands tracas. Voilà pourquoi je n'ai pu le féliciter de vos glorieuses citations... Ne doutez jamais de ma pensée fidèle. Dites à votre père de ma part toute mon émotion affectueuse. Je suis surchargé de besognes. J'ai dû, au milieu de ma tristesse, aller parler à Lyon. J'ai pris différents engagements, malgré mon état de santé : je ne sais où donner de la tête. J'ai revu avec joie votre écriture. Cela m'a fait du bien de vous lire. Il est bien vrai que ceux du front soutiennent ceux de l'arrière. Comment allez-vous exactement ? Ne craignez pas, si vous en avez le temps, de m'écrire une plus longue lettre...

« Je pense bien souvent à vous. L'autre jour je voyais un normalien, lieutenant, poète de talent, Bouniols (1), qui est dans un des régiments de votre région, et a été à Douaumont Je lui ai parlé de vous. Il m'a raconté ces terribles journées. Maintenant il est à Meaux. Vous le rencontrerez peut-être.

« Travaillez-vous ? Que puis-je pour vous, ou pour vos camarades ?

« Je vous embrasse de tout mon cœur. »

(1) Il s'agit évidemment de Bouignol (promotion de 1910), le poète de *Sans gestes* : il devait mourir pour la France le 26 avril 1918.

Après une deuxième blessure dans la Somme, le 31 décembre 1916, je suis évacué sur Deauville. Je reçois ce billet en janvier :

« Mon cher enfant,

« Merci de me donner de vos nouvelles. Vous voilà couvert de gloire encore ! — Je viens d'être fort souffrant et n'ai pu vous répondre tout de suite. Le pâté traditionnel vous fut envoyé dans votre secteur pour les fêtes ? Vous rejoindra-t-il à Deauville ? J'espère qu'on l'aura distribué à vos camarades !. . A l'heure qu'il est, la glorieuse cicatrice doit être d'un rose de plus en plus exquis. Combien de temps allez-vous rester là ? — Quels livres désirez-vous que je vous fasse envoyer ? — Ou quelles douceurs ? — Comment diable avez-vous attrapé cet éclat ? Vous me le conterez plus tard. Je pense que vous allez avoir un beau congé de convalescence qui vous permettra d'embrasser vos parents bouleversés et fiers.

« C'est un bien bel endroit que celui où vous êtes. Avez-vous des camarades agréables ? Désirent-ils aussi des livres ? Que puis-je pour tous ces admirables garçons ?

« Je vous embrasse de tout mon cœur. A un jour, n'est-ce pas ; j'aurai bien de l'émotion en vous voyant enfin !

« Votre

« Edmond Rostand. »

Plusieurs envois de livres suivaient cette lettre. Au milieu d'avril, partant pour Bordeaux en congé de convalescence, je traverse Paris. Rostand m'avait donné rendez-vous vers six heures du soir, avenue de la Bourdonnais. Quand j'entrai dans la chambre assez banale, nouvellement louée, où il était couché sur un divan, la figure un peu lourde, le teint jauni, mais le front magnifique et, dans ses yeux gris, une douce lumière, moi qui le voyais pour la première fois, je le reconnus. Non pas le Rostand des magazines, le jeune académicien à monocle, mais cet homme si bon et si simple dont, pendant deux ans de guerre, l'âme avait soutenu la mienne. Je ne citerai pas ses propos : il n'avait pas de paroles ingénieuses toutes prêtes pour éblouir ses visiteurs ; il ne me parla que de moi, des miens, de mes camarades, — et presque à demi-voix, sur le ton

de ses lettres... D'autres l'ont connu, disent-ils, claironnant, empanaché, volontiers gamin, faisant tinter les éperons invisibles dont il parlait à trente ans. Moi, je ne revois de lui que la douceur d'un sourire un peu triste. Et quand je songe à la secrète amertume de son œuvre et que ce troubadour provençal n'a créé que des héros douloureux, quand j'évoque la vie manquée de Cyrano ou de l'Aiglon et l'effort de volonté par lequel Chantecler se construit une foi nouvelle sur les ruines de ses illusions, quand je me répète ces deux petites strophes désespérées qu'on a trouvées dans son carnet après sa mort et qui sont citées à la fin du *Vol de la Marseillaise*, j'en viens à penser qu'il y avait peut-être dans sa gaîté de jeunesse quelque chose de cette « gymnastique morale » dont me parlait une de ses lettres, — et que les années tragiques avaient rendu à cette âme inquiète son vrai visage.

Ce visage, je ne devais pas le revoir. En tuant tous mes amis, la guerre m'avait enlevé à moi-même la confiance, la liberté d'âme qui me faisaient prendre plaisir aux jeux du rythme. Je n'envoyais plus de vers à Rostand. Pour 1918, je ne retrouve de lui que quelques courts billets...

*
* *

Je ne veux que voir la Victoire.
Ne me demandez pas : « Après? »
Après, je veux bien la nuit noire
Et le sommeil sous les cyprès...

Dans un hameau de l'Yonne, un soir d'hiver, vingt jours après l'armistice, un journal, brusquement, m'apprit sa mort, cette mort qu'il avait prévue, désirée peut-être à certaines heures. Une phrase me hantait au milieu de mes larmes, une phrase de la première lettre qu'il m'avait écrite : « Que j'aurais aimé, ayant connu bien des joies... que ma mort signât mon œuvre ! » Oh ! cette mort dans l'illusion de la victoire, cette mort de Joffroy Rudel après le premier baiser de la princesse, cette mort paraphant son œuvre, comme le trait large et noir dont il aimait souligner son nom.

Quelques mois après paraissait *le Vol de la Marseillaise*. Certaines pièces du recueil étaient encore inédites : l'une d'elles m'apportait une grande joie. J'ai cru devoir transcrire plus haut

quelques vers de l'épître que j'avais adressée à Rostand en 1915, sur le thème : « Ce ne sont que des hommes. » Et voici que je lisais dans *l'Ordre du Jour :*

> Héros! dit mon regard. — Nous sommes,
> Répond leur silence, des hommes.
> C'est beaucoup moins, et c'est bien mieux!

et toute la suite sur le « cher homme de notre race » et sur le duel du « Bonhomme avec le Surhomme ». Il serait insensé de dire que Rostand s'inspirait ici de mes vers et je n'ai garde de commettre cette inconvenance; mais il avait été heureux de voir confirmée par le témoignage d'un soldat, une idée qui depuis longtemps lui était chère et qu'on retrouve sans peine à la racine de toute son œuvre.

Nous le comprenons maintenant, mon maître, votre sourire de tristesse et de confiance, d'admiration et de bonté. Il se peut que la vie n'ait pas de sens, ni même la mort; mais l'humble effort de l'homme sait imprimer un ordre à ce chaos et voiler de noblesse le plus ingrat destin. Parce que, plus qu'un autre, cette angoisse vous obsédait qu'en effet les choses ne soient « que ce qu'elles sont », vous aviez voué votre génie à la gloire des deux sources de lumière qui transfigurent le monde, le Soleil et l'Ame. Et parce que vous avez cru à l'Homme, à l'homme surtout de votre sol et de votre sang, vous avez mérité de voir la Victoire, — et de n'en pas voir le lendemain.

PIERRE CLARAC.

LES MISSIONNAIRES FRANÇAIS

DEVANT LE PARLEMENT

L'ordre du jour de la présente session du Sénat et de la Chambre des députés appelle, pour une prochaine séance, la discussion du projet de loi portant fixation du budget général, et contenant un article relatif au statut légal des congrégations missionnaires dont l'action propage au loin, dans les cinq parties du monde, le bon renom de la France, et auxquelles le gouvernement, par son initiative, vient de rendre un hommage motivé.

On se propose de résumer ici les documents par où s'explique cette initiative, afin d'indiquer l'état actuel d'une question de droit public, dont l'intérêt national est mis en lumière par l'exposé des motifs de cinq projets de loi et par quinze rapports de commissions législatives, — auxquels s'ajoute l'article 71 de la loi de finances, concernant des Missionnaires français qui déclarent que leur institution « restera toujours, dans un sentiment filial d'attachement à la patrie, une manifestation de l'esprit français et une force d'expansion française ».

CINQ PROJETS DE LOI

Le 20 décembre 1922, un projet de loi, présenté au nom du président de la République, par MM. Raymond Poincaré, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Albert Sarraut, ministre des Colonies, et par leurs collègues de l'Intérieur et de l'Instruction publique, tendant à autoriser la congrégation dite « Société des Missionnaires du Levant », fut déposé sur le bureau de la Chambre des députés, et renvoyé à la commission des Affaires étrangères.

L'exposé des motifs de ce projet de loi fait connaître que la Société des Missionnaires du Levant « aura pour unique objet de pourvoir aux besoins des missions attribuées aux anciens Capucins français à Constantinople, en Syrie, en Mésopotamie, à Djibouti, en Abyssinie, au Radjpoutana (Indes anglaises), aux îles Seychelles (Océan Indien), au Canada, au Brésil (Rio-Grande-do-Sul et Matto Grosso), ainsi que des missions qui pourraient lui être confiées à l'avenir ».

A cet effet, la Société des Missionnaires du Levant demande au Parlement l'autorisation conforme à l'article 13 de la loi du 1er juillet 1901 sur le contrat d'association. Cette congrégation se propose « d'établir en France les bases de ses missions, c'est-à-dire des centres de formation pour ses recrues, des hôpitaux et maisons de retraite pour ses vieillards, malades et infirmes, des procures dans les ports d'embarquement pour son personnel et son matériel ».

Le président du Conseil et les ministres chargés de présenter ce projet de loi à la Chambre des députés, d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion, sont favorables au principe de cette requête et sont d'accord pour donner en ces termes les raisons de leur approbation unanime :

« On ne saurait contester que ces missions contribuent non seulement à répandre l'usage de notre langue, mais encore à nous attirer de nombreuses et fidèles sympathies. Aussi le gouvernement de la République n'a-t-il jamais cessé d'accorder des subventions aux Capucins pour leurs œuvres à l'étranger. »

L'histoire des Capucins français de Constantinople est intimement liée à l'histoire de l'ambassade de France. Leur principal établissement était situé sur la colline de Péra, près de l'église de Saint-Louis des Français, à l'endroit même où résidait naguère notre ambassadeur. Voués à la prédication, au soin des malades, à la visite des captifs, au soulagement des galériens, ils avaient aussi une école assez renommée pour que Colbert y envoyât des jeunes gens de France, en vue de leur faire apprendre les langues du Levant, afin de les rendre aptes au service de nos consulats dans les Échelles. Leur mission de Diarbékir, sur la rive droite du Tigre, dans la Haute Mésopotamie, est citée avec éloges dans l'exposé des motifs du projet de loi qui concerne ces missionnaires français.

Cette mission, fondée en 1667, fut longtemps florissante.

Autour de l'église et du couvent bâtis par les fondateurs français de la mission du Kurdistan, plusieurs siècles d'infatigable labeur avaient groupé des écoles, des hospices, des orphelinats, des asiles et des refuges de toutes sortes. Au mois d'octobre 1895, au début des massacres qui, par la volonté meurtrière du sultan Abd-ul-Hamid, ont ensanglanté la Turquie d'Asie, on a vu cette œuvre héroïquement charitable, ajouter une page nouvelle à l'histoire glorieuse de la France protectrice des opprimés. Lorsque la horde des Kurdes massacreurs se mit en marche pour sa sinistre besogne de carnage et de dévastation, brûlant les maisons, tuant les gens, portant partout le fer et le feu, les malheureuses victimes de cette entreprise d'extermination n'ont point connu, en ces heures d'épouvante, d'autre recours que l'accueil énergique et fraternel de nos missions et de nos consulats. Si des milliers de blessés et de fugitifs ont pu échapper aux bourreaux acharnés à leur poursuite, c'est que des mains secourables se sont tendues vers leur détresse, au seuil des résidences que signalaient à leur angoisse les couleurs du drapeau français. Un témoignage immédiat et direct a constaté que plus de cinq mille personnes trouvèrent leur salut auprès des Religieux français de Diarbékir. Église, couvent, écoles, corridors, escaliers, autels, tout, aux termes mêmes d'un émouvant et véridique rapport, « fut encombré au delà de toute expression : il fallut nourrir pendant onze jours consécutifs tout ce monde; il fallut soigner les blessés et ensuite pourvoir à tous les besoins des abandonnés ». Informé de ces faits par les dépêches de M. Meyrier, vice-consul de France à Diarbékir, l'ambassadeur de France à Constantinople, M. Paul Cambon, très attentif à la sauvegarde des intérêts spirituels et matériels de tous les Français du Levant, s'empressa d'en faire part au gouvernement qui, de Paris, adressa aux missionnaires français du Kurdistan une lettre de remerciements, en leur décernant une récompense honorifique (1).

L'exposé des motifs du projet de loi dont il s'agit a tenu compte évidemment de l'état des services proclamés ainsi par une autorité officielle, ainsi que des titres acquis à la reconnaissance nationale, en faisant la mention nominative de Diarbékir, d'Orfa, de Mardin qui fut préservée du massacre

(1) Voir, dans les *Documents diplomatiques* ou « Livre jaune » (Imprimerie nationale, 1897), les dépêches de M. Meyrier à M. Cambon.

et de l'incendie par l'intervention des Pères, et de Malatia, l'ancienne Mélitène, en Arménie, où, dans les années qui ont suivi le désastre des tremblements de terre de 1893 et les horreurs des massacres de 1895, les missionnaires ont pu, grâce à l'appui de M. Cambon, fonder, non loin de leur résidence rebâtie et de leurs écoles reconstruites, un asile pour les orphelins dispersés, en danger d'être perdus dans les campagnes désertes après une longue suite de calamités. On évalue au chiffre total d'environ 10 000 le nombre des personnes sauvées dans les résidences françaises de la Turquie d'Asie.

Voici maintenant d'autres chiffres, énoncés par l'exposé des motifs du projet de loi : « Les Capucins français occupent au dehors 69 résidences, desservent 186 églises ou chapelles, dirigent 4 séminaires, 9 collèges, 28 écoles, 65 orphelinats, 10 hôpitaux, 1 léproserie, 10 dispensaires, au total 399 établissements. » On ajoute : « La France ne peut oublier qu'elle a recueilli, pendant la guerre en particulier, les fruits de tant d'activité et de tant de dévouement. Les Missionnaires du Levant seront de précieux auxiliaires pour le développement de notre influence au dehors, et il convient par conséquent de faciliter leur tâche en leur accordant les moyens de former leurs recrues en France, aux conditions prévues par notre législation. »

Pour ces motifs, le projet de loi est ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. — « La congrégation dite « Société des Missionnaires du Levant », qui se propose le recrutement et la formation de missionnaires français pour l'étranger, l'entretien de ces missionnaires et leur hospitalisation lorsqu'ils sont âgés, malades ou infirmes, est autorisée, à la charge de se conformer aux lois existantes et aux statuts annexés à la présente loi. »

Avec le projet de loi relatif aux Missionnaires du Levant fut aussi déposé, le même jour, par MM. Raymond Poincaré, Albert Sarraut et leurs collègues, un autre projet de loi tendant à autoriser la congrégation dite « Société des missions africaines de Lyon », fondée à Lyon, le 8 décembre 1856, par Mgr de Marion-Brésillac, apôtre des Indes, et par son dévoué continuateur, le R. P. Augustin Planque, supérieur général de la Société.

L'exposé des motifs fait observer que, « peu après la promul-

gation de la loi du 1er juillet 1901, cette société forma la demande en autorisation prévue par ladite loi »; qu'un projet tendant à lui accorder l'existence légale fut déposé le 2 décembre 1902 sur le bureau du Sénat, mais que ce projet « ne vint jamais en discussion » devant la haute Assemblée. En 1914, le gouvernement réclama le renvoi du dossier, afin « de remettre au point l'instruction de la demande ». Mais ce dossier « ne fut pas retrouvé ». C'est pourquoi la Société des missions africaines de Lyon a fait une nouvelle demande fondée sur la considération des services qu'elle peut rendre et de la qualité autant que de la quantité du personnel dont elle peut disposer pour répandre le bon renom de la France à l'étranger.

« C'est à elle que, par application de l'article 438 du traité de Versailles, le Saint-Siège a attribué la succession des missionnaires allemands du Togo. Elle occupe en Afrique 11 vicariats ou préfectures apostoliques par le moyen de 310 prêtres et de 35 coadjuteurs laïques. »

La Société des missions africaines de Lyon, composée de prêtres séculiers ayant pour objet, d'après les termes mêmes de ses statuts, l'œuvre des missions à l'étranger, exerce son activité au Dahomey, à la Côte d'Ivoire, en Libéria, au Bénin, en Nigeria occidentale et orientale, en Égypte où son collège Saint-Louis, dans la ville de Tantah, non loin du Caire, ses écoles élémentaires, disséminées dans les villages d'alentour, enseignent parallèlement l'arabe et le français aux enfants des bords du Nil. Vouée principalement à l'amélioration de la condition sociale et morale des noirs, la Société des missions africaines a traversé l'Océan pour retrouver en Amérique, dans les campagnes de la Géorgie, de la Louisiane, du New-Jersey, autour de la « case de l'oncle Tom », les descendants de ceux qui furent emmenés en esclavage sur les rives transatlantiques

« Les services rendus par cette Société sont depuis longtemps appréciés par le gouvernement qui se servit autrefois de ses missionnaires au cours de ses négociations délicates avec Béhanzin et le roi de Porto-Novo, et qui voit avec bienveillance le développement de ses établissements et de ses œuvres. Soit dans les colonies françaises, où ils préparent d'utiles auxiliaires pour nos colons, soit à l'étranger, en Égypte, notamment, les missionnaires africains de Lyon sont de bons agents de l'influence française. »

La mission du Dahomey comptait en 1902, 9 stations, 33 Pères, 3 Frères, 25 Sœurs, 15 écoles, avec 1 485 élèves, dont 1 055 garçons et 430 filles.

« En conséquence, le gouvernement estime qu'il y a lieu d'autoriser les établissements énumérés dans l'annexe du projet de loi. »

Un troisième projet de loi tendant à autoriser la congrégation des « Franciscains français pour les missions à l'étranger » répond à une demande datée de 1917, et déposée au ministère de l'Intérieur, avec des statuts d'où il résulte que cette congrégation a pour but de former des missionnaires français pour les missions à l'étranger, principalement au Maroc, en Syrie, en Égypte, en Palestine, en Chine et au Japon.

L'exposé des motifs rappelle qu'une demande en autorisation avait déjà été faite, le 24 mars 1903, et qu'elle fut rejetée sans autre forme de procès. « Obligés alors d'improviser des noviciats en Suisse, en Hollande, en Italie, les franciscains français avaient vu décroître leur influence au Japon où, faute d'un recrutement suffisant, ils furent remplacés par des allemands. »

Cependant les services rendus par nos compatriotes de cet ordre leur donnaient, de jour en jour, des titres de plus en plus évidents à l'attention des pouvoirs publics.

« M. le maréchal Lyautey, qui apprécie particulièrement les services rendus à la cause française par Mgr Dané, vicaire délégué au Maroc français, et son personnel franciscain, appuie chaleureusement la demande déposée par la congrégation au ministère de l'Intérieur.

« Il paraît en effet indispensable pour la défense de notre influence dans les missions susindiquées (1) que les Franciscains soient autorisés à posséder en France des bases de missions à l'étranger... L'intérêt que le gouvernement porte au maintien et à la prospérité des missions au Maroc, en Orient, en Chine et au Japon, l'incline à penser qu'il est nécessaire de donner aux missionnaires français les moyens de se défendre contre l'envahissement de leurs œuvres par leurs confrères étrangers

(1) Ce passage de l'exposé des motifs fait allusion au vicariat de Chantoung, au collège d'Alep, à la Custodie de Terre-Sainte « où la France n'occupe plus toute la place à laquelle elle a droit ».

et qu'il convient, en conséquence, d'autoriser les douze établissements demandés par les Franciscains. »

Un quatrième projet de loi tendant à autoriser la congrégation dite « Société des Missionnaires d'Afrique » (Pères Blancs) est motivé d'abord par les statuts de cette Société qui, fondée à Alger, au mois de septembre 1868, par le cardinal Lavigerie, « a pour but de répandre la civilisation chrétienne en Afrique et spécialement dans l'Afrique du Nord et le Soudan ». Elle fut reconnue d'utilité publique, par décret du 3 août 1878.

« La Société des Missionnaires d'Afrique, dits « Pères Blancs », a sollicité en 1901, dans les délais légaux, l'autorisation prévue par les articles 13 et 18 de la loi du 1er juillet 1901. Sa demande, qui portait sur 26 établissements, était accompagnée des pièces exigées par l'arrêté ministériel du 1er juillet 1901 et l'article 16 du règlement d'administration publique du 16 août de cette année... Le gouvernement d'alors estimait que cette demande pouvait faire l'objet d'une décision favorable, et il avait, en conséquence, présenté au Sénat, le 2 décembre 1902, un projet de loi tendant à l'autorisation de la Société. Mais ce projet ne vint jamais en discussion, et lorsqu'en 1914 le gouvernement voulut soumettre le dossier à un nouvel examen, il ne put le retrouver. »

Au bout de vingt-sept ans d'attente, la demande en question trouve enfin un accueil favorable.

« Le cabinet actuel partage sur les services que les Pères Blancs rendent en Afrique à notre influence l'opinion des précédents, et il souhaite que vous accordiez à leur Société l'autorisation qui lui permettra de fonctionner dans des conditions normales et régulières. Il n'est pas sans inconvénient que des congrégations qui ne demandent qu'à se soumettre à la loi et dont aucun gouvernement, quelle que fût sa nuance, n'a désiré la dissolution, soient encore, après plus de vingt ans, dépourvues du statut légal qu'elles ont sollicité dès la première heure. C'est pourquoi le dossier de 1901 a été reconstitué dans la mesure du possible : vous le trouverez, accompagné de documents nouveaux, en annexe au présent projet de loi. »

Voici le résumé de ce dossier :

« La Société occupe actuellement 133 stations par le moyen de 485 missionnaires. De ces missionnaires, un tiers seulement

réside en Algérie ou en France. Les autres sont répartis dans toute l'Afrique du Nord, où ils desservent les missions du Soudan français, du Nyassa, du Haut-Congo, du Tanganika, de l'Ounyaniembé, de Kiou, de Victoria-Nyanza et de l'Ouganda. C'est enfin aux Missionnaires d'Afrique, que le gouvernement de la République a confié la garde du sanctuaire de Sainte-Anne à Jérusalem qui est propriété de l'État français.

« Ces indications sommaires justifient l'intérêt que prend le gouvernement à l'avenir de cette Société missionnaire. Le moment paraît venu de lui accorder les moyens de se recruter en France, afin d'assurer le développement de ses missions qui nous sont utiles entre toutes. »

L'annexe du procès-verbal de la séance du 27 décembre 1922, à la Chambre des députés, contient un cinquième projet de loi tendant à autoriser la congrégation de l' « Institut missionnaire des Frères des écoles chrétiennes ». L'exposé des motifs est ainsi conçu :

« Les Frères des écoles chrétiennes ont aujourd'hui 774 écoles hors de France, où 8 130 maîtres donnent une éducation française à 193 337 élèves avec un dévouement et un succès que le gouvernement de la République constate avec reconnaissance. La moyenne des manuels scolaires français fournis chaque année aux écoles de la congrégation s'élève à 250 000. Mais l'insuffisance du personnel oblige le supérieur général à laisser en service des hommes de 70 à 75 ans, à refuser des élèves par centaines, et même à supprimer de nombreuses classes, par exemple l'important et florissant collège de Kadi-Keui (1) qui compte 1 100 élèves de différentes religions... Or, le traité de Versailles, par son article 438, qui écarte de certains territoires les missionnaires allemands, oblige les puissances alliées ou associées à sauvegarder les intérêts des missions, c'est-à-dire à leur donner les moyens de recruter un nouveau personnel.

« Aussi voit-on, de tous côtés, aux États-Unis, en Italie, en Espagne, en Suisse, en Irlande, comme d'ailleurs en Allemagne, s'ouvrir, pour le développement des missions, un nombre considérable de noviciats dont les recrues moissonneront ce qu'ont semé si généreusement, depuis des siècles, les missionnaires français, si la France ne prend pas les

(1) A Constantinople, sur le Bosphore, vis-à-vis de la pointe du Vieux-Sérail.

mesures nécessaires à l'entretien de ses propres missions. »

On sait, en effet, comment se sont multipliées les écoles que dirigent les Frères des écoles chrétiennes notamment en Égypte où le roi Fouad vient d'inaugurer, en personne, le 6 octobre dernier, leur collège Saint-Marc, à Alexandrie. Ils étendent leur action jusqu'aux torrides régions de la Haute-Égypte, et c'est grâce à eux que, sous les palmiers d'Assiout, les petits enfants des Arabes voisins de l'Éthiopie parlent français.

En Syrie, les Frères des écoles chrétiennes, arrivés en 1861, ont des établissements à Beyrouth, à Tripoli, à Latakieh, à Caïffa. Après un apprentissage au noviciat de Saint-Maurice-de-l'Exil (Isère), ils faisaient un stage dans l'île de Rhodes, pour apprendre le grec, le turc, l'arménien ou l'arabe, selon la destination assignée à leur œuvre civilisatrice. A Madagascar, les Frères des écoles chrétiennes ont fondé les écoles de Tananarive, de Fianarantsoa, de Tamatave, sous les bienveillants auspices de MM. Le Myre de Vilers, Bompart, Larrouy, et du général Gallieni. En 1898, ils ont pu réunir à Tananarive, dans une fête scolaire, 2750 élèves.

« ... Cette congrégation, d'origine française, a conservé jusqu'aujourd'hui un caractère si profondément français, que, même après la promulgation des lois du 1er juillet 1901 et du 7 juillet 1904, le gouvernement de la République n'a jamais cessé d'accorder des subventions aux œuvres que ces Religieux entretiennent hors de France. C'est ainsi, par exemple, que, pour les écoles de Constantinople, Angora, Smyrne, Ouchak, Trébizonde, Latakieh, Tripoli, Nazareth, Bethléem, Jaffa, le Caire, Alexandrie, Port-Saïd et Suez, ces subventions se sont élevées à la somme de 114750 francs pour l'année 1910, et à 118940 francs pour l'année 1914.

« Mais, à l'heure actuelle, où le nombre de ses membres étrangers va croissant, l'Institut de Saint-Jean-Baptiste de La Salle a besoin, pour demeurer fidèle aux traditions dont il s'honore, d'obtenir les moyens de se recruter en France. »

LE RAPPORT DE MAURICE BARRÈS

La commission des Affaires étrangères, réunie sous la présidence de M. Georges Leygues, nomma rapporteur, par un vote unanime, Maurice Barrès, que désignait aux suffrages de ses

collègues, outre son grand talent d'écrivain, sa récente *Enquête aux pays du Levant.*

Maurice Barrès se montra très touché de ce témoignage de l'estime de ses collègues, et répondit aussitôt à cet acte d'affectueuse déférence pour sa haute personnalité, en mettant le plus louable empressement à la rédaction de son travail. Les cinq rapports dont il a donné lecture à la commission, et qui exprimaient à souhait les conclusions adoptées par l'unanimité de ses collègues, contiennent quelques-unes des plus belles pages qu'il ait écrites. Ce fut, hélas! sa dernière intervention dans les débats du Parlement. Quelques jours à peine après la lecture qu'il nous a faite, en séance de commission, des cinq rapports qu'il déposa ensuite, au nom de ses collègues, sur le bureau de la Chambre, il était enlevé par une mort cruellement prématurée.

En donnant les raisons des conclusions favorables de la commission des Affaires étrangères en ce qui concerne les Missionnaires du Levant, Maurice Barrès, admirablement informé de tout ce qui se rapporte aux origines d'une œuvre plusieurs fois séculaire, dessina en quelques traits profondément gravés la figure du père Joseph du Tremblay, né à Paris le 4 novembre 1577, entré dans l'ordre des Frères mineurs capucins en 1599, et qui fut un des plus actifs et des plus heureux artisans de la politique française du cardinal de Richelieu. « Quel beau type de Français, ardent et réfléchi, plein d'enthousiasme et de raison, vraiment le frère d'un Descartes!... » Le « préfet des missions françaises à l'étranger » n'agissait que par méthode, pensait à tout, surveillait tout. De temps en temps, un « visiteur » de son choix était envoyé sur place, afin de s'assurer du bon état de la mission et de la fidèle observance des règlements « pour la protection des missions françaises contre la mainmise de l'étranger ». Pour apprécier les résultats de cette œuvre française, l'éminent rapporteur ne pouvait mieux faire que de citer le témoignage d'un religieux italien qui, étant supérieur en Mésopotamie, et rendant compte de sa mission en cour de Rome, s'exprime ainsi : « Les relations entre la France et l'Orient sont séculaires... Depuis longtemps, l'Européen n'est connu en Orient que sous le nom de *Franc*, et c'est encore la France qui, malgré les derniers événements politiques, exerce la plus grande influence parmi ces popula-

tions. Le Turc, qui, en général, n'aime pas l'Européen, s'incline avec respect au nom de la nation française. Il semble donc tout indiqué de prendre des missionnaires chez elle... Les missions capucines en Orient, qui comptent plus de deux siècles et demi d'existence, ont eu pour fondateurs et pour administrateurs, pendant une longue période de temps, des missionnaires français. La raison historique et les traditions sont donc en faveur des missionnaires français, de préférence aux autres. »

Des horizons de l'Orient asiatique aux perspectives de l'Occident américain s'étendent les ramifications de cette œuvre française, sous le signe étincelant de la Croix du Sud. Le Rio Grande do Sul est « un immense territoire de 236 500 kilomètres carrés, peuplé d'environ 3 millions d'habitants et destiné, par la douceur de son climat et l'importance de ses richesses naturelles, à jouer un rôle considérable parmi les États de la confédération brésilienne », et les immenses solitudes, encore mal connues, de la grande forêt équatoriale du Matto Grosso, qui couvre près de 1 500 000 kilomètres carrés, n'ont pas découragé l'initiative de nos missionnaires, parfois inquiets. Le rapporteur de la commission des Affaires étrangères déclare que, là-bas, « ils ont accepté de tenir, jusqu'au moment où la réponse du Parlement français à leur demande en autorisation leur donnerait les moyens de se recruter ou les obligerait à disparaître ».

Sous la plume de Maurice Barrès, décrivant l'œuvre civilisatrice de la Société des missions africaines de Lyon, nous voyons se traduire en vives images cette page prophétique du Père de Foucault : « Si nous sommes ce que nous devons être, si nous civilisons au lieu d'exploiter, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc seront dans cinquante ans un prolongement de la France. » Considérant que l'« État a le droit et le devoir d'utiliser toutes les forces qui lui offrent, loyalement et légalement, leurs services », le rapporteur de la commission des Affaires étrangères esquissait à larges traits l'épopée touchante et magnifique de ces intrépides chercheurs de voies périlleuses, traversant à pied les dunes de sable où s'efface l'empreinte de leurs sandales, ou explorant en pirogue les fleuves et les lagunes dans le mystère des forêts équatoriales, avec le ferme propos d'en découvrir tous les secrets. *Ex Africa semper*

aliquid novi, a dit un proconsul romain, qui semble avoir prévu l'incessante nouveauté de l'esprit de découverte qui anime ces vaillants pionniers en route vers des horizons nouveaux. Le fondateur de cette Société, Mgr de Brésillac, et ses compagnons d'apostolat sont morts de la fièvre jaune, peu de jours après leur débarquement sur la rive occidentale d'Afrique. L'œuvre, qui semblait anéantie par la disparition de ces premiers martyrs, fut aussitôt reprise par le R. P. Planque, avec une énergie que soutenait le concours des vocations multipliées et des bonnes volontés accrues. Aujourd'hui, si la colonie française de la Côte d'Ivoire est affranchie des difficultés qui ont retardé ses progrès et parfois menacé son existence, si les populations du Dahomey, jadis terrorisées par des tyranneaux sanguinaires, se sont adoucies, rassurées, civilisées sous l'influence pacificatrice de notre nation, c'est que la France a été bien servie, dans ces parages dangereux, par une élite de missionnaires que les gouverneurs de nos possessions d'Afrique ont toujours considérés comme les plus utiles de leurs collaborateurs.

L'examen du projet de loi tendant à autoriser la congrégation des « Franciscains français pour les missions à l'étranger », donnait à Maurice Barrès l'occasion de résumer l'histoire de « ce vieil ordre introduit en France par le roi saint Louis, agrégé dès 1238 à l'Université de Paris », et d'évoquer ces figures françaises : le Frère Roger, qui arrive un des premiers à Madère, aux Açores, au cap Vert, avec les explorateurs portugais, et Jamay, d'Olbeau, Le Caron, Duplessis, quatre récollets de Brouage qui fondent, avec Champlain, au Canada, la Nouvelle-France. Plus tard, on les trouve « au milieu de problèmes terriblement compliqués, de problèmes d'un grand intérêt dramatique aux yeux des politiques français », au Maroc, où la convention franco-espagnole du 27 novembre 1912 stipule que les nouveaux établissements fondés par les missions seront « confiés à des Religieux français », — en Palestine où, depuis l'établissement du mandat britannique, « on doit se demander quels sont à l'heure actuelle les droits du gouvernement français sur la Custodie en tant qu'organisme international », — en Chine, où un « grand dessein de l'Allemagne » menace les missions françaises, — au Japon où « les nôtres ont semé », où d'autres « arrivent et moissonnent ». Barrès s'excusait d' « accu-

muler » tous ces faits. La commission lui fut reconnaissante des éclaircissements que son enquête lumineuse apportait à des problèmes insuffisamment étudiés ou trop peu connus.

Sur le projet de loi tendant à autoriser la congrégation dite « Société des missionnaires d'Afrique » (Pères Blancs), le rapport de Maurice Barrès est plus court. A quoi bon, en effet, insister sur les titres éclatants qui ont signalé, depuis plus d'un demi-siècle, à tous les gouvernements soucieux des grands intérêts du pays, l'œuvre nationale du cardinal Lavigerie? Ce que les missionnaires formés au noviciat de la Maison-Carrée, envoyés dans toutes les directions, dans l'Afrique du Nord, dans l'Afrique équatoriale, au Soudan, en Palestine, ont fait pour soutenir le bon renom de la France est connu de tous les bons Français, quelle que soit, selon l'expression de Barrès, la « famille spirituelle » à laquelle ils appartiennent. Il cite, à ce propos, « l'avis des protestants les plus autorisés ». Il transcrit avec émotion la noble lettre qu'un Auguste Sabatier, un Vaucher, un Bonet-Maury adressaient en 1901 à M. Sarrien, président de la commission des associations : « Nous n'admettons pas que le législateur interdise ou paralyse leur action au dehors, soit directement en les supprimant, soit indirectement en leur enlevant des ressources indispensables et en leur rendant tout recrutement impossible. En ce temps de compétition universelle, la France doit-elle renoncer à soutenir ceux qui luttent au loin pour elle? » Le rapporteur de la commission des Affaires étrangères concluait : « Renoncer à soutenir ceux qui luttent pour la France! Le gouvernement ne l'a pas voulu. Votre commission se range à l'avis du gouvernement. »

Le plus émouvant des rapports de Maurice Barrès fut peut-être celui qui est relatif aux Frères des écoles chrétiennes. Parlant des fondateurs de leur institut, « ce sont là, disait-il, des personnages hautement respectables, à qui notre collègue, M. Ferdinand Buisson, aime à tirer son coup de chapeau, en rappelant que les Frères des écoles chrétiennes peuvent être dits les précurseurs et une des sources de tout ce qui a été fait de bon pour l'enseignement primaire dans notre pays ». Incorporés, en 1808, à l'Université de France et justement fiers, en dépit de leur modestie, « d'avoir été pour une si grande part dans le mouvement progressif intérieur du peuple français », ils furent toujours fidèles à la règle de Saint-Jean-Baptiste de La Salle,

qui disait, avec sa bonhomie cordiale et puissante : « Le bon maître fera toute sa satisfaction, toute sa joie d'instruire sans relâche, sans distinction, sans aucune acception de personne, tous les enfants, quels qu'ils soient, ignorants, ineptes, dépourvus des biens de nature, riches ou pauvres, bien ou mal disposés, catholiques ou protestants. » Lorsque, le 30 juin 1914, leur dernière école en France fut fermée, « ils se sont mis en marche » et, partout où ils ont passé, « partout, en leur personne, la France s'est montrée digne de respect et d'amitié, cordiale, désintéressée, utile. Partout les Frères se sont fait estimer par la valeur de leur enseignement, la dignité de leur vie, leur soumission à la loi, leur déférence à l'égard du pouvoir civil et le souci de se tenir en dehors de toutes les luttes politiques ou religieuses, au milieu des nations qui leur donnaient l'hospitalité. La commission est donc tout à fait d'accord avec le gouvernement, en ce qui concerne les Frères des écoles chrétiennes. »

L'avis de la commission de l'Enseignement fut présenté par M. Thibout, rapporteur de cette commission pour les cinq projets de loi du gouvernement. L'honorable député de la Seine rappelle des précédents qui sont tout à fait instructifs, notamment un décret de l'an XII, autorisant les Frères des écoles chrétiennes, parce que, selon les termes mêmes de ce décret, sous leur influence, partout « il s'opère un changement remarquable dans la subordination des enfants ». Le rapporteur de la commission de l'Enseignement rend hommage au cardinal Lavigerie, « esprit vaste, cœur large, nature à la fois ardente et positive », qui fut un des précurseurs de l' « union nationale », puisque « le toast d'Alger marque une étape décisive pour l'avenir et le développement des institutions républicaines ». Donc, il n'y a point de contestation possible, ni de difficulté à opposer aux cinq projets de loi du gouvernement, tous conformes à la législation de 1901 et de 1904, et qui semblent particulièrement inspirés de l'amendement introduit par M. Georges Leygues dans la loi de 1904, en vue de sauvegarder les noviciats destinés aux missions.

L'avis de la commission de l'Administration générale sur ces projets de loi, est également qu' « aucune des dispositions proposées n'est en contradiction avec les lois existantes ». Le rapporteur de cette commission, M. Louis Dupin, au cours d'une consultation juridique sur ces projets, rappelle, non sans

quelque ironie, que les Pères Blancs avaient déposé leur demande le 30 septembre 1901 et que les gouvernements qui s'étaient succédé depuis cette époque, avaient paru malheureusement peu pressés d'observer les lois dont ils avaient eux-mêmes pris l'initiative. « Chose vraiment incroyable, écrit l'honorable député de la Loire, le dossier n'a pu être retrouvé nulle part. Peut-on en faire grief aux Pères Blancs? Il vous paraîtra inutile d'insister... »

LE TÉMOIGNAGE DE CEUX QUI ONT VU

Le 16 décembre 1926, M. Raymond Poincaré, président du Conseil, ministre des Finances, reçut la lettre suivante signée du docteur Georges Dumas et de trente-neuf de ses collègues représentant tous nos établissements d'enseignement supérieur, Sorbonne, Collège de France, Faculté de Médecine, Institut Pasteur, etc. :

« Monsieur le président du Conseil,

« Les professeurs soussignés, ayant tous professé dans les universités d'Amérique latine, à Bello-Horizonte, à Buenos-Aires, à Cordoba, à Mexico, à Montevideo, à Rio-de-Janeiro, à Porto-Alegre, à Santiago, à Saô-Paulo, etc., et dans les instituts français fondés depuis 1919 dans la plupart de ces universités, ont l'honneur d'appeler votre attention sur les services rendus à notre culture par les congrégations françaises établies en Amérique latine et sur la situation, des plus graves au point de vue français, qui leur est faite par la France.

« Ces congrégations enseignent le français à toute la société cultivée de l'Amérique latine. Si les idées françaises se répandent aussi facilement dans ce pays, si nos romanciers, nos poètes, nos historiens, nos philosophes, nos savants y sont lus et commentés dans leur texte, s'il y a entre nous et tant de Latins d'Amérique une véritable fraternité intellectuelle, c'est, pour une large part, à l'activité de nos congrégations que nous devons ce résultat. »

Après avoir constaté ce résultat, les éminents signataires de ce document fondé sur une longue expérience et sur l'observation des choses vues, entrent dans les détails de l'œuvre excellente qu'ils veulent faire connaître à tous les Français :

« Les congrégations de femmes enseignent notre langue, notre histoire, notre littérature. On rencontre dans toutes les régions de l'Amérique latine leurs anciennes élèves, femmes d'ingénieurs, de planteurs, d'avocats, de médecins, lisant nos livres aussitôt parus, s'intéressant à notre pensée, entretenant à leur foyer le goût de notre pays. Notre langue est la première et, le plus souvent, la seule qu'après leur langue elles parlent à leurs enfants; elles forment dans les villes d'universités la meilleure part des auditoires qui suivent les conférences françaises de littérature, de philosophie, d'histoire de l'art. »

S'il est permis d'ajouter ici un souvenir personnel à l'autorité de ce témoignage collectif, l'auteur de ces lignes sera heureux de dire que, se trouvant au Brésil, à Saint-Paul, en septembre 1927, il tint à visiter l'établissement d'enseignement secondaire fondé dans cette grande ville par les Sœurs de Notre-Dame de Sion, et que, de cette visite, il a gardé une impression tout à fait conforme aux observations qui ont justifié la démarche des pétitionnaires de 1926.

La lettre continue ainsi :

« Qu'il s'agisse de congrégations de femmes ou de congrégations d'hommes, nous témoignons ici que ces congrégations rendent des services considérables à la cause de notre culture, tout en rendant des services incontestés aux nations qui les ont accueillies ou appelées et dans lesquelles elles ont obtenu, sous le nom d'« équiparation », une consécration semi-officielle.

« Catholiques, établies dans des pays catholiques, elles ne sont ni attaquées ni militantes. Elles vivent dans une atmosphère de paix et, par la valeur de leur enseignement comme par la valeur de l'éducation qu'elles donnent, elles ont depuis longtemps gagné la confiance des familles et la confiance des États.

« Or, toutes ces congrégations sont condamnées à disparaître sous peu, par le fait que, depuis 1904, elles ne sont plus autorisées à avoir en France les noviciats qui leur ont permis si longtemps de prospérer. »

Voici, en effet, des constatations et des renseignements recueillis sur place :

« Pour peu que les congrégations françaises continuent à s'éteindre ou à se transformer de la sorte, les congrégations italiennes, allemandes, hollandaises, espagnoles, très nombreuses en Amérique latine, les auront effectivement rempla-

cées, et cette œuvre d'éducation où la France fut la première dans le temps, où elle tient encore la première place et dont elle se sera volontairement exclue, des congrégations étrangères, soutenues par leurs gouvernements, la continueront sans elle, pour le grand profit de leur influence nationale. Car les nations de l'Amérique latine, bien qu'elles aient en général des lycées d'État, ne peuvent pas se passer du concours des congrégations enseignantes.

«... Nous vous prions, monsieur le Président, d'intervenir en faveur des congrégations françaises d'Amérique latine, qui enseignent le français et notre culture à plus de cent mille élèves et qui, privées de recrutement depuis vingt-deux ans, vont mourir ou cesser d'être françaises... »

Conclusion de ce document, qui est de première importance :

« Les signataires de cette lettre, monsieur le Président, professent les opinions politiques ou philosophiques les plus diverses; mais, pour des raisons nationales, dont ils ont été à même de peser la gravité, ils sont unanimes à vous demander de sauver les congrégations françaises d'Amérique latine en leur accordant des noviciats. Ils sont tous convaincus, par leur expérience directe, que l'enseignement de ces congrégations est une des conditions préalables du rayonnement intellectuel et moral de la France en Amérique latine. »

LA SITUATION ACTUELLE

Le 6 novembre 1928, dans une lettre adressée aux ministres démissionnaires qui se sont déclarés, après le congrès d'Angers, « sans autorité et même sans qualité pour représenter dans les conseils du gouvernement le parti radical et radical-socialiste », M. Raymond Poincaré s'exprime en ces termes : « Je voulais pouvoir engager la responsabilité du gouvernement sur les dépenses militaires et navales, *sur les nouvelles dispositions acceptées par vous, relatives aux missions étrangères...* »

Les dispositions que MM. Queuille, Léon Perrier, Édouard Herriot, Albert Sarraut avaient acceptées en conseil des ministres ne devaient pas différer sensiblement de celles que M. Albert Sarraut, lui-même, en plein accord avec M. Raymond Poincaré, recommandait en 1922 à l'approbation de la Chambre des députés. Quoi qu'il en soit, ces « dispositions » sont énoncées

par un article de la loi de finances présentée au Sénat et à la Chambre des députés par le président du Conseil, ministre des Finances, sous la responsabilité collective de tous ses collègues du Cabinet, dans le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1929. Ce projet est contenu, expliqué, motivé dans un fort volume à couverture bleue, qui ne comprend pas moins de 540 pages, pleines de chiffres, riches de faits et de textes, imprimées en caractères assez gros pour être vus et compris même par des lecteurs myopes ou simplement distraits. Ce livre bleu a été distribué aux sénateurs, aux députés, par les soins de la questure du Luxembourg et de celle du Palais-Bourbon, en temps utile.

L'article relatif aux congrégations est ainsi conçu :

« Article 71. —Les congrégations missionnaires qui, avant le 1er janvier 1930, auront, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi du 1er juillet 1901, déposé une demande en autorisation pour les maisons de formation, d'hospitalisation et de retraite, ainsi que pour les procures aux ports d'embarquement et siège social, nécessaires aux fonctionnement et à la coordination des œuvres qu'elles ont assumées ou se proposent d'assumer hors du territoire métropolitain pourront être munies par décret en Conseil d'État d'un statut provisoire et se voir confier l'administration de tout ou partie des biens appartenant à la liquidation des congrégations dissoutes.

« L'autorisation ainsi accordée le sera à titre précaire et ne deviendra définitive que par le moyen d'une loi; elle pourra être révoquée par décret en Conseil d'État, si la congrégation qui en est l'objet ne remplit pas les obligations définies dans le décret la concernant et les statuts y annexés. »

Cet article est précédé d'un exposé des motifs où l'on voit que « les œuvres des missions françaises sont en péril » et qu' « un grand nombre d'entre elles ont déjà passé en des mains étrangères ». Cet exposé se réfère aux documents que nous avons cités plus haut, notamment à l'appel adressé au président du Conseil, le 16 décembre 1926, « par le docteur Georges Dumas et trente-neuf autres de ses collègues ». On ajoute que « le gouvernement s'est, à la demande de M. le ministre des Affaires étrangères, rallié au projet d'article proposé ».

Telle est la situation actuelle des missionnaires français en instance d'autorisation devant le Parlement, et désireux d'ob-

tenir des pouvoirs publics de leur pays le statut légal auquel ils ont droit. Ainsi se trouve posée par le gouvernement lui-même, devant le Sénat, devant la Chambre des députés, devant l'opinion publique, une question qu'il est désormais impossible d'esquiver par des réticences, d'éluder par des prétéritions ou d'éviter par des faux-fuyants.

Il s'agit de savoir si des personnes de nationalité française, se conformant aux dispositions de la loi sur le contrat d'association, vivant hors de France sous la protection des ambassades, des légations et des consulats de la République française, poursuivant au loin une œuvre à laquelle les plus considérables autorités ministérielles, parlementaires, diplomatiques, universitaires, administratives ont rendu hommage, pourront être considérées, en quelque sorte, comme étant hors la loi. C'est une question de droit public. On ne peut plus dire qu'on a égaré des dossiers.

La procédure engagée par l'initiative gouvernementale a mis sous les yeux de tous ceux qui savent lire : 1° les cinq projets de loi présentés à la Chambre des députés, avec l'exposé des motifs de ces projets ; 2° les conclusions des rapporteurs de la commission des Affaires étrangères, de la commission de l'Enseignement et de la commission d'Administration générale ; 3° la requête des universitaires français, du 16 décembre 1926 ; 4° l'ordre du jour voté par le conseil d'administration de l'Alliance française, association nationale pour la propagation de la langue française aux colonies et à l'étranger, dans sa séance du 23 décembre 1926 ; 5° les dispositions insérées dans la loi de finances, présentée au Sénat et à la Chambre des députés pour la fixation du budget général de l'exercice 1929, par M. Poincaré, président du Conseil. Ces pièces sont suffisamment probantes pour déterminer la clôture d'un débat qui a duré trop longtemps et qui ne peut plus être ajourné *sine die* par une « disjonction » dilatoire ou par des circonlocutions évasives. Cette question, publiquement posée, inscrite à l'ordre du jour de nos Assemblées législatives, doit être réglée sans délai, en toute franchise, en toute loyauté.

GASTON DESCHAMPS.

GEORGES CADOUDAL

V[1]

LA PLACE D'HONNEUR

LES DRAMES DU TEMPLE

A la Préfecture, où l'on parvenait en suivant le quai des Orfèvres jusqu'à la courte rue de Jérusalem, on fut averti de l'événement par la rumeur grandissante de la foule qui accompagnait le prisonnier : « Georges ! Voilà Georges ! » Le nombre de ceux qui se vantaient de l'avoir arrêté au péril de leur vie s'était beaucoup accru depuis le carrefour des Quatre-Vents et tous ces dévoués citoyens, pressés de faire valoir leur exploit, ne purent pénétrer dans les couloirs étroits de la Préfecture. Le préfet Dubois présida en personne à la comparution du brigand ; Desmarets, le chef de la police politique du ministère, était accouru pour assister à ce mémorable interrogatoire, et Thuriot qui allait y procéder ne se fit pas attendre. Thuriot était cet ancien avocat au Parlement qui, naguère, à la Convention, se signalait par son acharnement régicide et qui, à plat ventre maintenant devant Bonaparte, était chargé d'instruire le procès des conjurés et allait y gagner le poste d'avocat général à la Cour de cassation.

On ne sait quelles furent les impressions de Dubois et de Thuriot en présence du fameux rebelle qu'ils tenaient enfin ; mais Desmarets a noté les siennes et il avoue son étonnement. Au lieu du vagabond farouche, furieux et grossier qu'il attend,

Copyright by G. Lenotre, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 octobre, 1er et 15 novembre.

il voit un homme à figure sympathique, « l'œil clair, le teint frais, le regard assuré, mais doux, rien de l'aspect d'un chef de complot à mort ». Le juge met à profit le trouble immanquable de l'inculpé pour lui asséner dix heures d'interrogatoire, sans un répit, supplice moral auquel le bandit ne pourra résister ; mais le calme et l'aisance de Georges ne se démentent pas un instant. Ses réponses sont « fermes, mesurées et du meilleur langage » ; il expose que « son projet était d'attaquer le Consul, mais avec des armes égales à celles de son escorte ». Il a seul l'esprit si libre en une telle bagarre qu'il nargue avec hauteur son tortionnaire. Quand on lui présente le poignard pris dans sa poche par l'un des particuliers qui l'ont saisi, Thuriot lui demande si la marque gravée sur la lame n'est pas le contrôle anglais : « Je l'ignore, riposte le Breton ; ce que je puis assurer, c'est que je ne l'ai pas fait contrôler en France. » Dans la nuit, pensant l'émouvoir, en le confrontant avec le cadavre du malheureux inspecteur de police Buffet qu'on vient d'apporter à la Préfecture, Thuriot reproche, assez niaisement, à Georges, d'avoir assassiné un père de famille ; le chouan réplique d'un ton goguenard : « Il fallait me faire arrêter par des célibataires... »

Las de s'escrimer sans avantage contre cet adversaire indomptable, Thuriot quitta la partie à sept heures du matin, mais pour la reprendre, sans plus de succès d'ailleurs, au cours de la journée du 10. Vaincus dans cette lutte orale, Thuriot et Dubois expédièrent Georges à la prison du Temple ; il y fut écroué le 11 et mis au secret. Le rez-de-chaussée de la grande Tour qui, naguère, formait une seule salle voûtée, avait été récemment divisé par des cloisons en quatre cellules d'égales dimensions : la première servait d'antichambre aux trois autres ; Pichegru occupait l'une, celle où l'on plaça Georges était très voisine, et, les portes ouvertes, ils pouvaient s'apercevoir. Dans cette antichambre, qui les séparait, deux gendarmes et un brigadier, jour et nuit en permanence, empêchaient que les prisonniers communiquassent. Si Pichegru était libre de ses mouvements, Georges demeurait solidement lié, les mains chargées de menottes et attachées sur le ventre. Savary, qui commandait la garde du Temple, faisait aux visiteurs de marque les honneurs de ce détenu notable : un jour, Louis Bonaparte, frère du Premier Consul, témoigna la curiosité de voir l'affreux

bandit; il vint, dit-on, au Temple, escorté d'un brillant état-major et put contempler à son aise le Breton immobilisé de la sorte, étendu sur son lit.

Quelles pensées hantaient cet homme impétueux, subitement réduit à l'inaction et qui, depuis dix ans, ne s'était jamais reposé? Remâchait-il les circonstances de sa défaite? Il la prévoyait depuis bien des jours, car, lorsqu'il fut arrêté, il s'apprêtait à quitter Paris, ajournant son projet et renonçant à compromettre en une aventure trop aléatoire le Prince sans la présence et les ordres duquel il avait juré de ne point agir. Avait-il discerné que, provoquer Bonaparte, c'était s'attaquer au destin et contrarier peut-être les desseins de l'inconcevable et mystérieuse puissance qui régit les intérêts humains? Rêvait-il, les yeux clos, à ses landes, à la maison de Kerléano où vivait son père dans la douleur et l'isolement, à ses Bretons fidèles qui, incrédules à son échec, espéreront longtemps son retour, à Lucrèce, sa fiancée, qui, elle, l'attendra toujours? Des longues méditations qui roulent dans sa grosse tête, on ne connaîtra jamais rien : désormais il ne parlera plus ; son but est manqué; sa vie est finie; il la donne, sans une plainte, sans un soupir. On ne saura même pas ce qu'il pense des événements dont il est la cause indirecte. Pichegru se suicide, une nuit, dans son cachot, à six pas de lui, et pas un mot ne révèle l'émotion que l'impassible chouan ressentit de cette fin tragique. Quelques jours plus tard, le Premier Consul, sur des rapports infidèles et des menteries policières, soupçonne que le jeune duc d'Enghien, l'héritier des Condé, est le prince tant attendu par les conjurés : il le fait enlever à l'étranger, conduire à Vincennes et fusiller après une parodie de jugement : Georges parviendra si bien à comprimer son indignation et sa fureur que nul ne remarquera son attitude à la nouvelle de ce crime impromptu. Comment, quand l'apprit-il? On n'en a rien dit; non plus que de son affliction quand, par surcroît d'amertume, il vit affluer au Temple tous les complices subalternes de son entreprise; paysans de la côte de Biville, vignerons de la banlieue parisienne, la police râflait tout; il suffisait d'avoir guidé les conspirateurs pendant quelques heures, d'avoir reçu d'eux, sans les connaître, une pièce de monnaie, ou de leur avoir loué des chevaux, pour être inculpé de comploter le renversement de la République et l'assassinat du Premier Consul.

Le Temple offrait, en ce printemps de 1804, un étrange spectacle : la sombre Tour, longtemps délaissée et hantée par tant de spectres, regorgeait de détenus; au début de mars, plus de quatre-vingts y étaient entassés et leur nombre grossissait tous les jours. C'était, dans les cours et les dépendances de la prison, un incessant va-et-vient de gardes, de geôliers, de gendarmes, de prisonniers circulant du donjon au ci-devant palais du Temple où, depuis le matin jusqu'au milieu de la nuit, siégeaient les magistrats instructeurs.

Les détenus au secret étaient extraits de leurs cachots et menés, à travers le préau et le jardin, jusqu'à la salle où les interrogeait Thuriot. Réal assistait le plus souvent à ces interrogatoires et aux confrontations qui avaient pour public, outre quelques curieux privilégiés, les gendarmes de service et un certain nombre de mouchards. Quoique résigné au pire, Georges, en présence du régicide Thuriot, qui le questionnait, n'était plus maître de ses répugnances : il l'appelait *Monsieur Tue-roi* ; un jour qu'il lui échappa de prononcer *Thuriot*, il eut un frisson de dégoût et grogna : « Un verre d'eau-de-vie, que je me rince la bouche. » Une autre fois, comme il s'agissait d'un portrait de Louis XVI que Georges aurait eu en sa possession et qui avait disparu, Thuriot demandait : « Qu'avez-vous fait de ce portrait ? — Et toi, Tue-roi, riposta Georges, qu'as-tu fait de l'original? » A certains moments, il semblait que « le brigand » fût le juge et que le juge fût l'inculpé. Tous les efforts de Thuriot restèrent vains, d'ailleurs ; son rôle était d'impliquer Moreau dans la conspiration royaliste et de compromettre ainsi un rival qui portait ombrage à Bonaparte et dont celui-ci voulait être débarrassé. Or des déclarations unanimes de Georges et de ses compagnons ressortait l'évidence que leur complot avait avorté par le refus qu'opposa Moreau quand ils lui offrirent d'y participer : c'était bien ce qu'avait déjà dévoilé Bouvet de Lozier : tout le reste était invention de policiers et hâbleries d'espions stipendiés. Le bon sens public ne s'y trompait pas : quand on criait dans les rues *la Conspiration de Moreau*, les passants ricanaient *la Conspiration contre Moreau*.

Au dehors, la police s'évertuait à découvrir des complices : les domiciles privés étaient violés ; « les salons mêmes, où la bonne compagnie se réunissait, se fermèrent; la Ville prit un aspect de morne tristesse ; les jours les plus hideux de la révo-

lution n'avaient pas offert un spectacle plus alarmant. » A la porte du Temple stationnaient, en groupes pressés, les parents ou les amis des détenus, espérant « apprendre quelque chose » de ce qui se tramait dans la sinistre Tour. La femme de Moreau, — une belle créole qu'il avait épousée cinq ans auparavant, — venait de grand matin, tenant son enfant dans ses bras; souvent on la vit chercher un abri dans la guérite du factionnaire; ses compagnons d'attente lui témoignaient « le plus grand respect » et le concierge lui-même prenait parfois pitié d'elle et l'autorisait à entrer au parloir.

Charles d'Hozier fut arrêté le 31 mars, rue Saint-Martin ; il fut pris l'un des derniers et on dit que la police paya 12 000 francs sa capture. L'intimidation, les menaces, les promesses, rendaient loquaces les gens, qui, sans savoir à qui ils avaient affaire, hébergeaient les conjurés; et c'est ainsi que, vers le même temps, le commissaire Comminges reçut l'ordre de faire perquisition au domicile de Dubuisson, le peintre en éventails de la rue Jean-Robert. Ce pauvre homme a manifestement été dénoncé, car, en pénétrant dans son logement, qu'il habite seul avec sa femme, sans nul vestige d'hôtes supplémentaires, le fameux policier Pasques, — un colosse que le préfet Dubois qualifie « mon meilleur dogue », — va droit à un lavabo appliqué contre l'une des cloisons de l'entrée et s'aperçoit que cette cloison est mobile. Il la déplace, décèle « un trou noir », plonge la main dans l'ouverture et crie : « Ils sont là ; à moi, gendarmes! Je viens de toucher une jambe. » Il découvrait l'une des caches aménagées par l'entrepreneur Spin. Un bras sort du trou braquant sur les assaillants un pistolet qu'on abat d'un coup de pointe ; mais le bras reparaît, brandissant un poignard : une grêle de balles, tirée à bout portant, ne paraît pas gêner les reclus encaqués dans la cache; il faut requérir au poste Saint-Martin, pour donner l'assaut, un détachement de la garde de Paris qui accourt et, cette fois, une fusillade déchargée par vingt hommes emplit de fumée la mystérieuse cavité. Le poignard menaçant s'agite toujours et atteint à la main l'un des soldats; alors, c'est à coups plongeants de sabre et de baïonnette, lancés à l'aveuglette, qu'on essaie de réduire les brigands : ils ne capitulent pas. Pourtant, sur l'ordre de faire appel aux pompiers, ils consentent à parlementer : ils rendent leurs armes et se décident à sortir de leur

repaire. Ils sont trois : Joyaut, dit *d'Assas*, le fidèle lieutenant de Georges ; Burban, dit *Barco*, un Morbihannais ; et un autre chouan, nommé Darty.

Aucun d'eux n'était blessé. En visitant la cachette, le commissaire Comminges y trouva, entre autres approvisionnements, deux pains de quatre livres, quatre bouteilles de vin, deux volailles rôties et un jambon cuit. Joyaut, Burban et Darty, ainsi que le peintre éventailliste et sa femme, furent emmenés, les fers aux mains, suivis d'une foule de badauds attirés par l'extraordinaire nouveauté d'une petite guerre au deuxième étage d'une maison du quartier Saint-Martin.

Dans la cohue du Temple, les détenus n'étaient pas à l'abri de l'espionnage et des dénonciations : à cette masse de gens, pour la plupart inconnus les uns des autres, Thuriot avait mêlé des mouchards qui, simulant d'être compromis dans la conjuration et incarcérés comme tels, provoquaient les confidences et recueillaient les propos. Il en était de même aux prisons de l'Abbaye, des Madelonnettes, de Sainte-Pélagie, de la Force, qui, elles aussi, étaient combles. Combien, s'étant livrés sans méfiance à ces faux frères en infortune, ne surent jamais comment le juge instructeur se trouvait renseigné sur leurs moindres actes ! Que d'épisodes tragiques, que de personnages louches, que d'énigmes encore dans le drame qui s'est joué là, et quel regret de négliger tant de traits qui donneraient au tableau toute sa valeur ! On ne peut omettre cependant l'aventure de M^me^ d'Anglade, jeune veuve d'un officier tué à l'armée de Condé et sœur de Bouvet de Lozier, ce gentilhomme qui, interrogé presque agonisant, après son suicide manqué, avait, ainsi qu'on l'a dit, révélé les vaines démarches ébauchées par Georges pour s'assurer le concours de Moreau.

Le château que possédaient aux environs de Pontoise Bouvet de Lozier et sa sœur, avait servi de refuge à certains des conjurés. M^me^ d'Anglade, alors de séjour chez des amis, en Champagne, ignorait tout, et de la conspiration et du rôle important qu'y tenait son frère. Apprenant à la fois et l'arrestation de celui-ci et celle de tous leurs domestiques, elle revint en hâte à Paris, affolée, méditant un projet d'évasion... Mais qu'entreprendre ? Si elle se montre, elle sera, comme tant d'autres, incarcérée aux Madelonnettes, mise hors d'état de secourir celui qu'elle veut sauver. Elle est sans passeport,

presque sans argent ; impossible de se loger en quelque auberge, la police exigeant de tout voyageur des pièces d'identité en règle. A qui demander l'hospitalité ? Tout le monde tremble ; son nom seul est un danger pour qui la recueillerait. Pourtant, une amie courageuse lui ouvre sa porte pour une nuit et l'installe clandestinement dans un logement vacant dont elle dispose. Aussitôt Mme d'Anglade se met en campagne ; elle ira trouver le grand juge, le Premier Consul, s'il le faut ; elle se jettera à leurs pieds... Hélas ! Dès son premier pas dans la rue, elle glisse sur le pavé, tombe et ne peut se relever ; des passants la secourent, l'interrogent avec sollicitude ! « Qui est-elle ? » Elle ne peut répondre ! « Où habite-t-elle ? » Elle doit se taire. « Où la porter ? » Même silence. Les badauds s'attroupent autour d'elle : on la dépose chez la concierge de la maison la plus proche et c'est précisément celle d'où elle sort. Un médecin passe, on l'appelle, il l'examine, constate la fracture d'une jambe et s'oppose à ce que la blessée soit transportée ailleurs ; « il faut absolument, dit-il, lui procurer une chambre dans cette maison, dût-on avoir recours à l'autorité civile ». C'est ainsi que Mme d'Anglade reprend, par ordonnance de la Faculté, possession du logement qu'elle a quitté une heure à peine auparavant, et où elle va rester clouée sur son lit, durant deux mois ; le 13 mai seulement, elle put sortir pour la première fois depuis sa chute malencontreuse.

A cette date, l'instruction de Thuriot étant close, on laissait aux prisonniers du Temple, délivrés du secret, la liberté de se promener dans le préau qu'ombrageaient de grands arbres. Georges Cadoudal, toujours suivi par deux ou trois gendarmes qui ne le perdaient de vue ni jour ni nuit, retrouvait là ses Morbihannais ; il les groupait autour de lui, leur parlait breton, riait familièrement avec eux et ne gardait rancune à aucun de ceux qui, effrayés par la menace de la torture, ou trompés par les perfides cajoleries des policiers, avaient compromis certains de leurs coaccusés. Désireux d'assumer toutes les responsabilités, il enjoignit, par exemple, à son domestique Picot, de rétracter ses indiscrétions ; il trouva le moyen « de faire passer par d'Hozier à Bouvet de Lozier l'ordre de revenir, lors du procès, sur ses déclarations contre Moreau ». Il recommandait à tous la prudence, les engageait à ne rien dire qui pût charger un camarade. « Soyez doux et indulgents les uns pour les

autres, redoublez d'égards... Quand vous ne vous sentirez pas assez forts en vous-mêmes, regardez-moi ; songez que je suis avec vous, que mon sort sera le vôtre ; point de regards en arrière ; nous sommes où nous sommes : nous sommes ce que Dieu a voulu que nous soyons... N'oubliez jamais que cette prison que nous allons quitter est celle d'où Louis XVI ne sortit que pour aller à la mort ; que son sublime exemple vous éclaire et vous guide... » Puis il leur parlait de la grande guerre, des combats qu'ils avaient soutenus ; les égayait en leur contant « des histoires burlesques, des bons tours joués aux Bleus » ; et souvent aussi, il les invitait à redire avec lui les pieux cantiques de leur pays. Ces chants graves étaient entendus de la rue ; les passants s'arrêtaient pour les écouter et manifestaient leur émotion par des applaudissements dont la police prenait ombrage.

Car le sentiment public, d'abord peu favorable aux chouans, s'était retourné depuis que, aux travers des murailles du Temple, filtrait peu à peu la légende des drames dont était la scène cette sinistre geôle, chargée déjà d'un passé de cauchemar. L'arrestation de Moreau, resté très populaire en raison même de son effacement forcé ; la mort de Pichegu dont personne, bien entendu, n'admettait le suicide ; l'exécution sommaire du duc d'Enghien, incitaient les Parisiens, frondeurs par atavisme, à se persuader que Bonaparte, avant de se proclamer empereur, déblayait le terrain et supprimait tous ceux qui contrecarraient son ambitieux dessein. On savait maintenant que ces prétendus brigands, dépeints comme des bêtes fauves, n'avaient commis d'autre crime que de regretter le temps des rois et d'avoir combattu pour le ramener. On soupçonnait un odieux piège pour expliquer la rafle d'un si grand nombre d'adversaires du Premier Consul, et beaucoup n'hésitaient pas à proclamer que la conspiration elle-même n'était qu'une machination policière. Aussi les sympathies allaient-elles maintenant aux accusés ; l'immense majorité de la population s'intéressait à leur sort ; même les citoyens qui, ayant plus ou moins contribué à l'arrestation de Georges, s'en étaient tout d'abord fait gloire, conscients maintenant de la réprobation publique et redoutant les représailles, avouaient qu'ils ne pouvaient continuer leur commerce et réclamaient des emplois du gouvernement afin de quitter Paris. Le pouvoir n'ignorait pas

ce revirement de l'opinion et quand, le 24 mai, les conjurés furent transférés à la Conciergerie, dans l'attente du grand procès, les abords du Palais de Justice ressemblaient à une place assiégée ; partout des troupes de cavalerie et d'infanterie, des postes de gendarmes à toutes les issues, des patrouilles circulant dans les rues, et, aux abords des grilles, une foule anxieuse et méfiante, semblable à celle qui, dix ans auparavant, se massait là aux jours des grandes fournées de l'an II.

LE PROCÈS

Huit jours auparavant, un sénatus-consulte abolissait la République, dont le nom seul était conservé, et transformait le Premier Consul en Napoléon Ier. Il serait exagéré de prétendre que cet événement passa inaperçu ; mais on reste dans la vérité en assurant que « jamais le pouvoir de Bonaparte ne fut plus fragile et plus menacé » qu'au jour où le vainqueur de Marengo s'attribua la succession de Charlemagne. Nul ne tenta rien pour l'en empêcher : il semblait admis qu'aucun obstacle ne l'arrêterait jamais, et, soit que le pays eût perdu la faculté de s'étonner, soit qu'il se désintéressât d'un changement de régime succédant à tant d'autres, son enthousiasme demeura froidement officiel. En revanche, l'hostilité se manifestait sous la forme de railleries, sous celle, plus prudente, de placards anonymes. Les cartons d'archives abondent en invectives contre l'Empereur, affichées nuitamment et décollées par les policiers. Sur la porte de l'hôtel de Joseph Bonaparte est placardé cet *avi* (*sic*) qui n'est pas d'un lettré :

Home, femme, enfant, prené garde : la bête féroce du jevaudant et ressusité. Sa course va de la malemaison au thuilery, il sabreuve de sang humaint et paretou où il peut entasse des victimes, il et permis de courir dessus.

Des murs du « gazon du Louvre » on détache ce placard :

Oh, Bonaparte vil meurtrier. Un bras s'arme contre toi. Tu viens de faire mourir Pichegru et le duc d'Enguiem, tous deux innocents et malheureux victimes de ta rage sanguinaire. Va monstre. Le peuple n'a pas longtemps à subir tes cruautés ni ceux (*sic*) de tes lâches ministres.

Une carte à jouer qui a passé de mains en mains porte :

Soldats qui avez servi sous Moreau, vous êtes des lâches si vous le laissez conduire à l'échafaud.

Et le Préfet de police reçoit, sous pli cacheté, cet anagramme du nouveau César :

Buonaparte — Nabot a peur.

Même dans le courrier destiné à l'Empereur, on intercepte cette lettre anonyme :

Scélérat. Penses-tu que tes crimes resteront impunis?... Il y va de ta vie que Moreau ne soit point condamné à mort, car tu ne survivrais pas deux heures à sa condamnation.

Indices de l'atmosphère dans laquelle commença le procès, « plus menaçant pour Bonaparte que ne l'avait été la conspiration », a dit Desmarets. Par une sorte de bravade, le gouvernement avait, pour la circonstance, suspendu le jury et les conjurés allaient comparaître devant un tribunal d'exception, composé de magistrats soigneusement triés. Le président était Hémart, qu'une note inscrite à son dossier signalait ainsi : *homme faux, prenant tous les masques* ; André Gérard, l'accusateur public du tribunal criminel de la Seine, devait soutenir l'accusation, et Thuriot, bien qu'il eût été chargé de l'instruction, comptait au nombre des juges. C'était un homme dur, affectant la brutalité des « solides » de l'an II. La sœur de Bouvet de Lozier en fit l'épreuve ; comme elle insistait auprès de lui pour obtenir une entrée aux audiences : « Votre frère sera condamné à mort, dit Thuriot ; vous ne devez pas assister à sa sentence », laissant ainsi la pauvre femme convaincue que le verdict était dicté d'avance.

Le 28 mai, jour fixé pour la première audience, une extraordinaire affluence assiégeait dès le matin les portes du tribunal : dès qu'elles s'ouvrirent, « la meilleure société de Paris » s'entassa aux places réservées, l'auditoire public étant gardé presque vide par précaution contre des manifestations possibles : vaine réserve, car, en quelques instants, la salle fut pleine à ne pouvoir s'y remuer. D'après certains récits, il semble que c'était celle où avait siégé le tribunal révolutionnaire, et qu'occupe aujourd'hui la première Chambre du tribunal civil ; pourtant, un dessin tracé par l'un des accusés laisse quelques doutes sur ce point d'intérêt purement topographique. On y voyait, remonté pour la circonstance, le grand échafaudage de quatre rangs de

banquettes échelonnées, — de quoi placer cent personnes, — où s'étaient assis les justiciables de Fouquier-Tinville. Mais cette fois, bien plus qu'aux jours de la Terreur, le prétoire était occupé militairement : des soldats, des gendarmes en uniforme ou travestis, des recors de la Police « adroitement disséminés, épiaient les propos, les gestes, les mouvements décelant les sentiments secrets des spectateurs ». Sous la surveillance de tant d'Argus, l'élégante compagnie venue là comme au spectacle, perdit son animation et son assurance ; elle paraissait « frappée de stupeur ». Quand, à dix heures, les huissiers annoncèrent le Tribunal, les juges prirent place et le président donna l'ordre d'introduire les accusés.

Étrange défilé : on voit paraître, entre deux gendarmes, Moreau, le héros de tant de victoires ; il passe, indifférent, dans un imposant silence : tous les yeux sont fixés sur lui, tous les cœurs se serrent. Georges le suit : un murmure l'accueille : réprobation ou curiosité : quoi ! c'est la malebête farouche dont la presse officielle fait depuis si longtemps un épouvantail ? Sa carrure est athlétique, mais ses traits fins expriment la mansuétude, le laisser-aller, la candeur ; les yeux ont une douceur et une clarté enfantines, — quel étonnement ! Ses vêtements sont d'une simplicité raffinée ; une épingle de brillant fixe sa haute cravate ; aucun embarras, aucune affectation dans son maintien : celui d'un homme du monde entrant dans un salon. Derrière lui, ses complices, chacun escorté par deux gendarmes ; le plus singulier amalgame qui ait jamais pris place au banc des criminels : femmes du peuple, gens de mer à face brûlée, boutiquiers, gentilshommes désinvoltes et souriants, paysans d'apparence insensible, petits bourgeois de Paris, plus craintifs, plus émus que tous les autres ; quarante-sept, au total. Ils devraient être au moins en nombre double ; mais beaucoup des chouans de Georges, en apprenant son arrestation, ont pris la fuite et regagné la province.

Les accusés s'étagent, au rang désigné, sur les gradins où chacun se place entre deux gendarmes ; l'appel des noms commence. Georges, interpellé le premier, répond d'une voix assurée ; Moreau, d'un ton si bas que, malgré le grand silence, on ne l'entend pas. Quand les quarante-sept sont identifiés, le président donne la parole au greffier Frémin qui commence la lecture de l'acte d'accusation. Sa voix est faible : on ne dis-

tingue qu'un bourdonnement monotone que bien peu de spectateurs écoutent, leur attention étant absorbée par les accusés dont l'attitude surprend. Sauf quelques-uns, ils subissent avec insouciance, presque amusés, l'interminable homélie : le major Russilion s'efforce en vain de garder son sérieux ; Charles d'Hozier a l'air hardi, quelque peu dédaigneux et parfaitement indifférent ; Coster de Saint-Victor, jeune Lorrain de famille riche, chouan résolu depuis 1792, ayant servi sous Charette, sous Puisaye, sous Georges, colonel-chef de division dans l'armée catholique et royale, chevalier de Saint-Louis, séduisant, élégant, très à l'aise, une jumelle de théâtre à la main, lorgne les jolies femmes groupées dans le prétoire. Parfois, « mordant délicatement le revers de ses ongles », il daigne écouter la lecture du greffier et il salue chaque imputation « d'un petit signe de tête affirmatif ou négatif : « cela est vrai ; cela n'est pas vrai. » Il est très regardé, car une légende a couru qui le met en vedette : on dit que, « n'ayant plus de refuge assuré dans Paris, il a reçu, pour une seule nuit, l'hospitalité chez une belle actrice, très appréciée par Bonaparte, et celui-ci, étant venu la voir inopinément ce soir-là, s'est heurté à ce rival inattendu qui, au lieu de profiter de cette rencontre pour poignarder le Consul, se montra d'une discrétion et d'une courtoisie chevaleresques ». Racontage sans l'ombre de vraisemblance, mais trop romanesque pour ne point trouver bien des crédules.

A les considérer, ils sont décidément charmants, ces conspirateurs : leur présence en ce lieu sévère, parmi tant de juges à mines revêches, tant de militaires muselés par la discipline, tant d'huissiers, d'espions, de gardes, apporte comme un soulagement à l'encasernement général, quelque chose de la grâce et de la légèreté de l'ancienne France : ils ne prennent rien au tragique; ils sourient en se regardant les uns les autres, avec des moues de contrition ironique, lorsque l'acte d'accusation énonce les forfaits horribles qui leur sont imputés. Les deux frères Polignac, très jeunes, très enjoués, paraissent ravis de se retrouver parmi des Parisiens, et saluent « d'un air leste » les personnes qu'ils reconnaissent dans l'assistance. Quant au marquis de Rivière, sa situation d'aide de camp de M. le comte d'Artois l'oblige à quelque gravité; il s'y contraint, non sans peine; mais il n'en est pas moins galant : ayant distingué,

parmi les spectatrices, la belle duchesse de La Force, il griffonna quelques lignes et les lui fit passer par un huissier, pendant la suspension d'audience. Le papier portait ce couplet :

En prison, est-on bien ou mal ?
— On est mal ; j'en ai maint exemple ;
On est mal au Bureau central,
On est encor plus mal au Temple ;
A l'Abbaye on n'est pas mieux,
Car d'en sortir chacun s'efforce...
Le prisonnier le plus heureux
C'est le prisonnier de *La Force*.

La lecture de l'acte d'accusation se prolongea durant cinq heures, sans produire d'autre effet que de gagner aux accusés les sympathies encore hésitantes. Georges seul ne bénéficiait pas de cette impression favorable : depuis si longtemps il était signalé comme une brute triviale et cynique que l'opinion préconçue ne pouvait se désabuser au seul aspect de sa personne, et lorsqu'il quitta son banc à la fin de cette première audience, il y eut, parmi les belles dames et les mondains, un mouvement de recul, presque de peur. Il allait conquérir dès le lendemain ce public impressionnable.

Le 29, à neuf heures et demie du matin, les débats s'engageaient : aux premières réponses du Breton, on comprit qu'il prenait tout sur lui : il proclamait hautement, sans emphase, sa foi royaliste, avouait qu'il était à Paris pour y réunir les moyens de restaurer les Bourbons. Sur tout le reste il fut stoïque, niant seulement les faits préjudiciables à ses compagnons, même à ceux dont les révélations l'avaient le plus gravement compromis. Tant d'abnégation, de sang-froid, de fierté, de présence d'esprit, de résignation, d'oubli de soi-même et de circonspection à l'égard de ses coaccusés, lui gagnèrent tous les cœurs. Le revirement fut si complet que ceux mêmes qui, la veille, l'avaient conspué, gémissaient maintenant de le voir si allégrement donner sa vie pour sauver celles de ses affidés. Mme Récamier, amenée là par son parent Brillat-Savarin, admirait la dignité froide du chouan breton et fixait sur lui ses beaux yeux attristés : « Cet intrépide Georges, écrivit la froide jolie femme, enfin troublée, cet intrépide Georges... on le contemplait avec la pensée que cette tête si librement, si énergi-

quement dévouée, allait tomber sur l'échafaud; que, seul peut-être, il ne serait pas sauvé, car il ne faisait rien pour l'être... J'entendais ses réponses toutes empreintes de cette foi antique pour laquelle il avait combattu avec tant de courage et à laquelle, depuis si longtemps, il avait fait le sacrifice de sa vie... »

Ce qui stupéfiait, c'était la hautaine allure du prétendu rustre, tant d'années nomade, avec ses Morbihannais, dans les landes perdues de sa province : il paraissait, devant ce public de Parisiens difficiles, ne point différer, par le ton et les manières, des gentilshommes de Cour qui l'entouraient. Il les surpassait même dans l'art de mesurer ses paroles et de déjouer les insidieuses interpellations du président. Malgré l'avantage indéniable de sa situation, celui-ci eut constamment le dessous dans l'assaut de questions où il s'escrima : à chaque riposte, Georges touchait son adversaire et l'obligeait à rompre, parfois piteusement. Tandis que les témoins déposent des circonstances de son arrestation, Georges ne prête aucune attention à leurs déclarations : il feuillette des papiers et lit. Le président l'interroge : « Avez-vous quelque chose à répondre? — Non, monsieur. — Vous convenez des faits? — Oui. » Et il se remet à lire. « Par quel endroit avez-vous débarqué d'Angleterre? — Vous le savez. — Je vous le demande. — Je ne sais pas le nom de l'endroit. — Avec qui étiez-vous? — Je ne les connais point. — Où avez-vous logé à Paris? — Nulle part. — Avez-vous habité Chaillot? — Je ne connais ni Paris, ni ses environs, je n'en sais rien. — Quelles sont les personnes que vous fréquentiez le plus ordinairement à Paris? — Personne... je n'y connais personne. — Où alliez-vous quand vous avez été arrêté? — Je me promenais. — Au moment de votre arrestation, ne logiez-vous pas rue Montagne-Sainte-Geneviève? — Au moment de mon arrestation, j'étais dans un cabriolet; je n'habitais nulle part... »

Ces laconiques réponses, jetées d'un ton tranchant et légèrement nuancé de sarcasme, désarçonnaient le président et l'exaspéraient parfois, d'autant plus que la faveur de l'opinion envers les accusés devenait à chaque audience plus sensible. D'Hozier, les Polignac, Rivière inspiraient surtout un vif intérêt. Jeunes tous quatre, ils représentaient, sur le banc des criminels, une caste dont le prestige n'était pas aboli; ils le comprenaient et ne manquaient pas une occasion de proclamer leur attachement

à la monarchie et à la personne de leurs princes. « Dédaigneux du mensonge », ils étaient préoccupés de sauvegarder non leur tête, mais l'honneur de la cause pour laquelle ils étaient là. Il y eut des larmes dans bien des yeux quand le président, questionnant le marquis de Rivière au sujet d'un portrait du Comte d'Artois, saisi sur lui lors de son arrestation, lui demanda : « Reconnaissez-vous ce portrait? » Rivière pria qu'on le lui fît voir de plus près, et, l'ayant reçu de la main d'un huissier, il le porta à ses lèvres, puis sur son cœur, disant qu'il avait voulu seulement, en retrouvant cette image vénérée, rendre hommage au prince qu'il chérissait.

Vers la fin des débats, après avoir entendu son avocat plaider pour son frère et pour lui, l'aîné des Polignac prend la parole et conjure les juges, si leur verdict doit être impitoyable, de le frapper lui seul et d'épargner son frère, en faveur de sa jeunesse, sinon en faveur de son innocence. A l'audience du lendemain, Jules de Polignac parle à son tour : « Si l'un de nous doit succomber, dit-il, sauvez mon généreux frère; rendez-le aux larmes de son épouse; je n'en ai point; comme lui je sais braver la mort; trop jeune encore pour avoir goûté la vie, puis-je la regretter? — Non! non! s'écrie l'aîné, tu as une carrière à parcourir, c'est moi qui dois périr... » Ce combat de générosité entre les deux jeunes gens soulève dans la salle des cris d'admiration et de douleur. On s'agite. Eh! quoi! Sont-ce là des coupables? La manifestation de si fidèles dévouements à des princes proscrits, celle de l'irréductible fermeté de Georges, étreint, comme un remords soudain, cette réunion de Parisiens frivoles, si oublieux, et soufflette sur leurs sièges ces magistrats qui, pour la plupart, ont depuis quinze ans, servi tant de maîtres, profité de tous les régimes et prêté tant de serments.

Que d'incidents, au cours des douze séances de ce procès fameux, témoignent de la fermentation croissante qui transforme en séditieux les oisifs venus par simple curiosité! Voici Picot, l'humble domestique Picot : repentant des révélations que lui arracha la torture, il nie tout, à présent, et malmène de son mieux le président qui le harcèle. Quand celui-ci lui reproche d'avoir dit : qu'il voulait mourir pour sa religion et pour son roi, le pauvre garçon répond : « Je peux bien l'avoir dit : ce serait mon devoir. » Et lorsqu'on lui oppose son pre-

mier interrogatoire, il éclate : les policiers l'ont mis au feu pour le faire parler; ils ont appelé un serrurier qui lui a écrasé les pouces au moyen d'un tournevis; et le malheureux tend vers les juges ses doigts brisés. A ce geste, un frémissement d'horreur secoue l'assistance; et voici, se traînant à la barre, une ouvrière de quinze ans, la petite Lemoine, celle qui a porté le « paquet » de Georges jusqu'au cabriolet. Elle déclare timidement : « J'aurais quelque chose à dire, c'est que j'ai beaucoup souffert de m'avoir mis les fers aux pieds... » Et celle-là n'était que témoin ! Le voile se levait sur les procédés de la police et ses manigances ténébreuses afin d'atteindre Moreau, le rival redouté du nouvel empereur : pour le perdre, il fallait l'associer à Georges et à ses chouans et présenter ceux-ci comme « de vils et féroces sicaires ».

Or Moreau niait tout, même son entrevue nocturne avec Pichegru sur le boulevard de la Madeleine. Les royalistes déclaraient n'avoir jamais eu de rapports avec lui ; ceux qui, lors de l'instruction, avaient prononcé son nom, s'accordaient sur ce point que si la conjuration avait avorté, c'était précisément en raison de la résistance de Moreau à s'y associer. Et plus avançaient les débats, plus apparaissait manifeste « que le plus grand général de la République était victime d'une odieuse persécution ». Aussi, de jour en jour montait « une grande irritation contre les juges », résolus, on le sentait, à condamner ce guerrier illustre, coupable de n'avoir pas plié devant Bonaparte.

Il était assis au premier rang des gradins, et vers lui se portaient souvent tous les regards, encore qu'il s'effaçât volontairement et eût l'air, « moins d'un accusé que d'un habitué du Palais assistant par curiosité à un procès intéressant ». S'il eût donné plus d'importance à son attitude, s'il n'eût pas affecté une sorte d'indolence ennuyée, les membres du tribunal auraient connu des moments pénibles : un signe de lui eût fait éclater un coup de théâtre. Tout ce qu'il y avait là d'officiers et de soldats, trépignaient d'impatience, prêts à le porter en triomphe : lorsqu'il était interpellé et se levait pour répondre, les gendarmes commis à sa garde se dressaient en même temps que lui et se tenaient debout tant qu'il parlait. Quand il quittait sa place aux suspensions d'audience, la garde, à son passage, le saluait respectueusement. Georges lui-même, qui, lors

de son interrogatoire, avait montré tant de calme, regardait le triomphateur de Hohenlinden « avec une préoccupation mêlée d'attendrissement ». Sans doute songeait-il aux jours lointains où ce même homme, dont la carrière se brisait là, avait lancé à Rennes, lors des derniers États, le premier appel à la révolte, et où lui-même, Georges, alors élève au collège Saint-Yves, applaudissait à cet éveil de l'indépendance. Depuis lors, ils avaient suivi, l'un et l'autre, des routes bien divergentes, — et ils se retrouvaient pourtant...

Vers la fin du procès, une scène imprévue faillit déchaîner l'ouragan. Un général, — c'était Lecourbe, — bouscule inopinément la foule qui se presse dans le prétoire ; il porte dans ses bras l'enfant de Moreau, qui a quatre ans ; il s'avance jusqu'au milieu de la salle et s'écrie d'une voix de commandement : « Soldats, voilà le fils de votre général ! » Tous les gendarmes se lèvent spontanément, la main au front ; tous les soldats présentent les armes ; l'assistance, bouleversée, s'exclame. Les juges vont être enlevés, les accusés libres... Mais non ; Moreau n'a pas bougé ; seul il paraît « ne pas prendre part à ce mouvement ; » et Lecourbe s'éloigne, emportant l'enfant, tandis que Georges dit à ses voisins : « Si j'étais Moreau, je coucherais ce soir aux Tuileries ! »

De ces interminables débats, rien ne ressortait de précis. Le complot n'était pas niable ; bien plus, il était avoué ; mais devant un jury légal les fauteurs de cette conspiration, avortée avant toute tentative d'exécution, auraient été punis de peines légères ; ici, on pressentait, on savait même que le tribunal d'exception, devant lequel ils comparaissaient, se montrerait impitoyable. Les cœurs se serraient à l'approche du verdict, car on croyait bien discerner dans l'aventure de ces malheureux une intrigue policière. Qui donc, pour les attirer en France, les avait assurés du concours de Moreau ? Quel provocateur avait eu l'astuce de tramer une combinaison qui livrerait à Bonaparte les royalistes dont naguère il avait en vain exigé l'extradition d'Angleterre, et le débarrasserait à la fois des deux généraux hostiles dont la renommée l'offusquait ? Fouché seul était capable d'un tel coup de maître ; il y trouvait le double avantage personnel de récupérer son ministère et de ruiner les espérances des Bourbons dont une restauration possible restait le cauchemar de tous les régicides. Les moins pers-

picaces des auditeurs du procès étaient donc torturés du soupçon que les conjurés avaient été attirés dans un piège. Si l'on remarque, en outre, combien il était délicat de leur reprocher d'avoir tenté de renverser la République, qui venait d'être escamotée et abolie comme préjudiciable aux intérêts et au prestige de la France, on comprendra quels puissants arguments une défense libre eût pu invoquer en faveur des accusés. Les avocats de Georges et de ses complices n'y insistèrent point, car le président leur retirait la parole à la moindre allusion visant la personne sacrée de Sa Majesté l'Empereur.

Ils furent du reste, pour la plupart, fort inférieurs à leur tâche, sauf Dommanget, défenseur de Georges, qui plaidait une cause perdue; Bonnet, qui parla éloquemment pour Moreau; et l'ardent avocat de Rivière, Billecoq. Celui-ci, en terminant sa plaidoirie, eut l'audace de lancer cette phrase, sorte de prophétie vengeresse : « Prenez-y garde, magistrats! Un nouveau gouvernement vient d'être fondé dont le chef aura besoin d'amis. Craignez de consacrer par un jugement de mort cette maxime : que la fidélité à la puissance déchue peut être condamnée comme un crime... »

Quelques-uns des avocats se montrèrent ineptes : Boyeldieu, dans sa défense de Monnier, l'instituteur d'Aumale, parvint à faire rire; Collin, avocat de Denand, le marchand de vins de la rue du Bac, coupable d'avoir logé les brigands, fut si maladroit que « ses confrères eux-mêmes témoignèrent à plusieurs reprises leur réprobation par un murmure très sensible », et, tandis que Roussiale, qui se présentait pour Spin, le faiseur de caches, succombant à une émotion factice, s'écriait : « Mon cœur est plein! mon âme est gonflée! mes yeux se remplissent de larmes! Je ne vois plus! Je ne peux en dire davantage; il faut que je descende de cette tribune!... » le menuisier qui payait cette éloquence dormait à poings fermés entre ses deux gendarmes.

Le 9 juin, à huit heures du matin, la dernière audience était levée et les juges se retiraient dans la salle de leurs délibérations. L'un d'eux, Lecourbe, frère du général, a dévoilé les scènes qui s'y jouèrent : au premier vote, la majorité des voix déclarait Moreau non coupable; mais le président Hémart, qui avait des ordres, n'accepta pas cette décision. Discussions, cris, invectives, menaces. Thuriot soutint le prési-

dent et insista pour la condamnation. « Ceci est un procès politique ; l'acquittement de Moreau serait une injure pour Sa Majesté l'Empereur : d'ailleurs il lui fera grâce. — Et qui nous fera grâce, à nous ? » gronda Lecourbe qui devait payer de sa destitution cette indignation courageuse. Cette tempête se prolongea durant vingt heures. Enfin on adopta un compromis : une majorité de huit voix consentit à une condamnation « de pure complaisance » : deux ans de prison.

Le public, pour ne pas manquer le prononcé du jugement, n'avait pas quitté le prétoire de toute la journée du samedi et de la nuit qui suivit. Le dimanche seulement, à quatre heures du matin, le Tribunal rentra en séance : le président tenait en main l'arrêt tant attendu. Georges, Armand de Polignac, Rivière, Charles d'Hozier, Bouvet de Lozier, Coster de Saint-Victor et quatorze autres étaient condamnés à mort; Jules de Polignac, Le Ridant, Rolland, la fille Hizay et Moreau à deux ans de prison; tous les autres étaient acquittés. Ce terrible verdict, écouté dans la stupeur, fut instantanément connu des milliers de gens qui, depuis la veille, n'avaient pas quitté les abords du tribunal, de l'énorme affluence qui se pressait dans les cours et dans les rues voisines du Palais. Vingt têtes ! La consternation fut si véhémente et si générale que Moreau « sortit seul de la salle d'audience, descendit les escaliers, traversa la cohue qui s'écartait devant lui, héla un fiacre et se fit conduire au Temple ».

Dans trois jours, les condamnés à mort, retenus encore à la Conciergerie, seront emmenés à Bicêtre où, suivant l'usage d'alors, ils attendront le bourreau.

A LA COUR

Changement de décor. Voici Saint-Cloud, pimpant sous ses beaux ombrages, en sa récente parure de résidence « impériale ». Dans la joie suffocante on s'y efforce à de nouvelles habitudes : le premier dîner de famille où, entre frères et sœurs, on s'est traité de *Majesté* et d'*Altesses impériales*, a été quelque peu guindé. Le maître exige « qu'on s'y fasse le plus tôt possible » ; il n'a pas sourcillé, lui, quand son collègue Cambacérès, parlant au nom du Sénat, l'a, pour la première fois, appelé *Sire*. Ce jour-là, le ciel est tout noir et il gronde; certains superstí-

tieux y voient un présage ; mais Sa Majesté l'Empereur est gai et serein ; il s'amuse de la contrainte que le cérémonial met sur tous les visages, car son entourage s'adapte moins vite que lui. Quoiqu'on ait exhumé les vieux traités de l'étiquette, pour voir « comment c'était » à la Cour de Louis XIV ; quoiqu'on ait fait venir de Saint-Germain M^me^ Campan qui fut au service de Marie-Antoinette, afin de savoir d'elle bien des vétilles sacramentelles dont il faut se bourrer la mémoire, on se perd un peu dans les nuances entre les *Princes* et les *Altesses*, entre les *Altesses impériales* et les *Altesses* simplement *sérénissimes*, les *Monseigneurs* et les *Excellences* ; on n'est pas familiarisé avec les titres de grand électeur, de connétable et d'architrésorier. Il faut réapprendre à marcher, connaître qui aura « le pas » ; les dames du Palais obtiennent quelques préséances, et voilà déchaînées bien des jalousies féminines ; l'accès de tels salons est permis aux Altesses, mais interdit aux Excellences, cause de pleurs et de récriminations. On va, on vient, on s'agite, on intrigue et « tout le monde se croit grandi de quelque chose », en dépit des railleries et des calembours au moyen desquels se revanchent ceux que le changement de régime laisse simples citoyens.

On commençait à s'y reconnaître quand la tempête éclata : le dimanche, 10 juin, au matin, parvint à Saint-Cloud l'effarante nouvelle du verdict rendu par le Tribunal. « Toute la cour fut atterrée » ; non point, comme on pourrait le croire, à la pensée des vingt têtes qui allaient tomber, mais de l'affront infligé à Sa Majesté l'Empereur par la condamnation de Moreau à deux ans de prison. Le grand juge s'était témérairement engagé à obtenir des magistrats la peine de mort et l'on savait déjà que Paris accueillait l'événement avec une joie non dissimulée et insultante pour l'Empereur. La colère de celui-ci fut terrible : « Ces animaux me déclarent que Moreau ne peut se soustraire à la condamnation capitale ; que sa complicité au premier chef est évidente, et voilà qu'on me le condamne comme un voleur de mouchoirs ! Que voulez-vous que j'en fasse ? Le garder ? Il serait encore un point de ralliement pour les grognards de la République ou ces imbéciles de royalistes... Qu'en ferais-je au Temple ? J'en ai assez sans lui. Encore si c'était la seule grande faute qu'ils m'eussent fait faire ! Mais je ne puis voir à tout avec mes deux yeux !... »

S'il ne pardonnait pas à Moreau son quasi-acquittement, en revanche il se montrait frappé de la fermeté de Georges. « S'il était possible que je pusse sauver quelques-uns de ces assassins, ce serait à celui-là que je ferais grâce. » Murat, lui, était d'avis qu'on graciât tous les condamnés ; il assurait qu'un acte d'indulgence « jetterait plus de gloire sur le commencement du règne, qu'une exécution ne lui donnerait de sécurité » ; mais ses sollicitations furent mal accueillies. Cependant l'entourage impérial s'émouvait, redoutant qu'une fournée de vingt condamnés ne rappelât par trop le temps où dominait Robespierre, symétrie peu flatteuse dont on s'empressa de démontrer à l'Impératrice l'inconvénient très réel. Joséphine était bonne; on connaissait l'influence de sa dextérité sur son intraitable époux et on la décida facilement à implorer la grâce du duc de Polignac. Un premier, un second refus ne la découragent pas; elle parvient à introduire dans le cabinet de l'Empereur la jeune duchesse de Polignac, qui s'évanouit aux pieds de celui dont dépend la vie de son mari. La grâce est accordée ; et, tout de suite, les sœurs de Napoléon, « moins peut-être par bienveillance que par jalousie du succès de Joséphine », font avertir les femmes, filles ou parentes des autres condamnés qu'on peut s'adresser à elles. Et c'est ici qu'on retrouve la triste M^me^ d'Anglade, sœur de Bouvet de Lozier : le récit qu'elle a laissé de ses démarches est aussi circonstancié qu'émouvant.

En sortant de chez elle, le dimanche 10 juin, pour se rendre à la messe, elle entend crier dans la rue la sentence et les noms des condamnés; son frère est du nombre ; quoique boitant encore des suites de sa chute, elle prend la fuite et parvient, toute tremblante, à se réfugier dans l'église. L'après-midi, elle se traîne chez Réal, le conseiller d'État adjoint au ministère de la Justice, qui l'a déjà reçue avec intérêt. Il lui conseille de courir sur-le-champ à Saint-Cloud et de faire appel à la bonté de Sa Majesté l'Impératrice. — Mais elle ne connaît pas Joséphine; elle n'est pas connue d'elle; comment l'aborder? N'importe, la voici, deux heures plus tard, montant ce grand escalier de Saint-Cloud qu'elle a gravi autrefois au temps où on l'amenait chez la Reine... L'Impératrice ne peut la recevoir; qu'elle revienne le lendemain à dix heures du matin. Elle regagne Paris, rentre chez elle, se met en prières, essaie de dormir.

Vers minuit, le bruit de plusieurs chevaux, dans la paisible rue qu'elle habite, la tire de son assoupissement; elle entend prononcer son nom; on heurte à sa porte; sa servante se réveille, se lève, va ouvrir et introduit dans la chambre de Mme d'Anglade un jeune officier, tout brodé et chamarré qui décline son nom : le comte de Flahaut, aide de camp de Son Altesse impériale le prince Murat. Croyant rêver, la jeune femme lui donne audience en se renfonçant dans ses draps; elle apprend que Son Altesse impériale, la princesse Caroline Murat, sœur de Sa Majesté l'Empereur, l'attend à neuf heures du matin, à son château de Villiers, pour la conduire de là au château de Saint-Cloud. Sa commission faite, le bel officier salue, — et la vision disparaît.

Exacte, comme bien on pense, au rendez-vous, la sœur de Bouvet de Lozier est reçue à Villiers par la princesse et celle-ci explique que les sœurs de l'Empereur et la princesse Hortense ont décidé de solliciter chacune la grâce d'un des condamnés. Un carrosse à quatre chevaux est au perron du château; on y monte; en quelques minutes on est à Saint-Cloud. Gardes, livrée, huissiers, préfets du palais impérial, dames d'honneur, tout s'empresse : Sa Majesté l'Empereur tient conseil; il faut attendre : des valets galonnés dressent devant la solliciteuse un déjeuner complet, thé, café, chocolat, servi dans de belles porcelaines de Sèvres; un déjeuner « tout impérial », auquel il faut bien toucher, étant offert de la part des Princesses... Mais quelles sensations tumultueuses agitent Mme d'Anglade! Elle reconnaît ce salon; elle y a vu, jadis, Marie-Antoinette, « resplendissante de gloire, de majesté et de bonheur... » et elle vient implorer à genoux, de ceux qui la remplacent, la vie de son frère : *à genoux;* on a eu soin de la prévenir que cette posture est de rigueur. Quel contraste! Qu'éprouve-t-elle? Elle ne s'en rend pas compte. Crainte, douleur, incertitude, espoir? — Espoir, surtout, car tous ces préliminaires sentent l'arrangement, le résultat d'un calcul politique, une scène de drame réglée à l'avance.

Voici la princesse Caroline. Vite, vite, c'est le moment; et, à la course à travers les salons : — salon de Vénus, salon de la Vérité, salon de Mercure, salon de l'Aurore.... Partout des huissiers, des chambellans, des officiers, — une foule. Et tout à coup elle est devant le dieu, prosternée; elle parle, elle san-

glote, elle dit... Elle n'a jamais su ce qu'elle a dit. Lui, debout, immobile, l'écoute; puis, d'une voix grave, lente, il s'étonne « de trouver le nom d'un gentilhomme, d'un militaire, mêlé à ceux d'aventuriers, de gens sans aveu ». Elle invoque encore la clémence de Sa Majesté et entend enfin tomber ces mots, prononcés d'un ton solonnel et digne : « Soyez tranquille; il ne périra pas. » Elle se relève, balbutiant « un faible remerciement » et se dispose à s'éloigner, quand elle voit la princesse s'avancer, plier le genou devant l'Empereur et lui baiser la main, respectueusement. Mme d'Anglade comprend qu'elle en doit faire autant... Mais elle est déjà près de la porte, il lui faudrait revenir... et puis... le meurtrier du duc d'Enghien... cette main... Non, elle ne peut pas! Elle se précipite hors du salon et se trouve, sans savoir comment, devant l'Impératrice, qui la serre affectueusement dans ses bras et pleure avec elle.

Une voiture attend dans la cour du château ; un aide de camp y prend place aux côtés de Mme d'Anglade... Vite, vite encore : à la Conciergerie! Les chevaux volent, voici la porte de la prison, une foule compacte y stationne; mais la presse s'écarte devant l'heureuse jeune femme ; elle entend crier : « A-t-elle sa grâce, la petite boiteuse? — Oui, oui! » répond-elle. Toutes les portes s'ouvrent ; elle se jette au cou de son frère, fondant en larmes; elle embrasse tout le monde, Réal, qui est là, le geôlier...

Huit des vingt condamnés furent ainsi graciés, les gentilshommes, les militaires, Rivière, Charles d'Hozier... Leur peine était commuée en une détention qui ne devait prendre fin qu'avec l'Empire. Les douze autres, les paysans, les obscurs, ceux qui n'intéressaient pas les Princesses, étaient dans les cachots de Bicêtre. Georges ne les avait pas quittés.

LA PLACE DE GRÈVE

Au fond du sinistre bâtiment dont le nom fut toujours synonyme de *malheur*, se voyait alors, entourée de murs élevés, une cour étroite et longue qu'on nommait la cour des condamnés à mort. Elle avoisinait une voûte souterraine divisée en deux corridors ténébreux sur lesquels s'ouvraient les dix-sept portes d'autant de réduits où le jour ne pénétrait jamais. Au fond de ces fosses agonisaient, dans le désespoir et

la terreur, ceux que réclamait l'échafaud. Georges et ses onze compagnons y furent enfermés.

Durant les douze jours qu'ils vécurent là, on leur accorda la permission de se réunir dans la cour pendant une heure à l'aube et au crépuscule; on y avait disposé un fauteuil pour Georges : ses compagnons, assis près de lui, sur des bancs, « l'écoutaient parler avec toutes les marques du respect et de la vénération ». Les prisonniers ayant déposé, à leur arrivée, une somme de 1 642 francs, se faisaient servir, à compte, du vin et de la bière. Le concierge qui, vêtu de noir, les abordait « le chapeau à la main et d'un air de grande politesse », se mêlait parfois à leur conversation. Jamais ils ne parlèrent de leur situation; ils plaisantaient, ils riaient, ils se portaient de mutuelles santés et, à l'heure de la séparation, chacun rentrait tranquillement dans son cachot. Matin et soir, Georges, mettant la tête au guichet de sa porte, commandait : « Messieurs, à la prière! » Il récitait, à voix haute, les oraisons, pour le Roi, pour ses amis, pour ses compagnons d'infortune; ensuite, les litanies et, après chaque invocation, les douze voix se confondaient en des *Ora pro nobis* qui résonnaient lugubrement sous les formidables voûtes.

Avant le lever du jour, le 25 juin, on les appela : les gendarmes attendaient pour les reconduire à la Conciergerie, indice que l'exécution était proche. Georges avait passé toute la nuit en prières; il était prêt; d'ailleurs les condamnés n'emportaient rien : vêtus de l'uniforme casaque de Bicêtre, composée de deux étoffes « de couleur tranchante », ils abandonnaient linge, habits, bijoux dont la longue liste, dressée le lendemain par le concierge de Bicêtre, est conservée, avec le portefeuille de Georges, aux archives de la Préfecture de police.

En arrivant à la Conciergerie, vers quatre heures du matin, ils étaient « défaits et abattus ». Georges se jeta sur un lit, dormit paisiblement durant une heure et demie et, à son réveil, fit preuve d'une assurance « qui ne fit que s'accroître à mesure que l'heure avançait ». Est-ce à ce moment qu'il dut subir un nouvel assaut de Réal venu, au nom de l'Empereur, pour l'inviter à demander sa grâce? Il paraît certain que Napoléon regrettait la mort de ce Breton intrépide : « Celui-là est bien trempé, disait-il à Bourrienne; entre mes mains un pareil homme aurait fait de grandes choses. Je lui ai fait dire par

Réal que s'il voulait s'attacher à moi... je lui aurais donné un régiment. Il a tout refusé : c'est une lame de fer. » D'autre part, Réal aurait ainsi confirmé ce propos : « J'ai beaucoup insisté; Georges a résisté à mes exhortations et a fini par me dire : mes camarades m'ont suivi en France, je les suivrai à la mort. » Plusieurs assurent qu'il aurait grommelé : « Ce bougre-là voudrait m'avilir avant de m'assassiner! » Et l'on cite encore de lui cette noble parole : « Me promettez-vous une plus belle occasion de mourir? »

Au vrai, rien ne subsiste d'authentique sur les efforts tentés au moment suprême pour émousser le courage du dernier chouan; les versions si diverses des contemporains prouvent seulement le prestige qu'exerçait sa grande figure et l'admiration inspirée par son impliable fermeté. Desmarets lui-même exalte cet homme extraordinaire qui, « animé d'une haine invétérée contre Bonaparte, s'arrêta quand il tint dans ses mains la vie de son ennemi »; car, s'il avait consenti à quitter la cause des Bourbons pour se rallier à Moreau, Napoléon eût été perdu. « C'est à la modération systématique de Georges, conclut-il, qu'est dû le salut de l'Empereur. »

Vers sept heures du matin, on servit aux douze moribonds un déjeuner composé de viandes froides; ils mangèrent avec appétit. Coster de Saint-Victor, dont la verve n'était pas tarie, fit remarquer à l'inspecteur de police Veyrat que le gouvernement avait commis une bévue en ne les fusillant pas tous dès leur arrestation; tout Paris aurait applaudi à cette mesure et ils seraient morts dans l'infamie. En les livrant à la justice criminelle « on leur a mis cent pieds de gloire sur la tête ». Quand ils apprirent que les plus notables des condamnés avaient obtenu leur grâce, ces pauvres gens se réjouirent; ils improvisèrent un refrain qu'ils chantèrent en chœur :

Quel bonheur! Ils ont leur grâce.
C'est nous la donner à tous...

« Quant à Pichegru, dit Coster, nous nous verrons probablement ce soir et il nous dira s'il s'est véritablement étranglé lui-même. » Puis il invita ses compagnons à faire la prière en commun : Coster la récitait; les autres répondaient; ils entonnèrent ensemble un cantique : « *Il est beau de mourir pour la Religion et le Roi* »... C'est alors qu'on annonça M. l'abbé de

Keravenan, prêtre de Saint-Sulpice, demandé par Georges, et l'abbé Voisin, curé de Saint-Étienne, dont Coster avait réclamé l'assistance. Dix autres ecclésiastiques se présentèrent spontanément, de sorte que chacun des condamnés put se confesser. Tous manifestaient la plus ardente piété; leur calme et leur résignation étonnaient les geôliers, au point qu'on avait déjà desserré les menottes qui chargeaient leurs poignets, quand un officier de gendarmerie mit ordre à cette charité dérogatoire.

Picot, le domestique de Georges, devait à sa figure désavantageuse, « l'air d'un homme ivre et abruti »; en réalité, « il paraissait fort peu inquiet de tout ce qui allait se passer ». Pourtant, quand, à onze heures, les exécuteurs parurent et qu'il fallut marcher, il faiblit sans doute, car on entendit Georges le remonter, disant: « Allons, ne va pas faire l'enfant! » Coster était gêné de son costume : « J'ai l'air d'un arlequin du boulevard », maugréait-il. Et puis ce fut le grand jour de la rue, l'installation dans les charrettes du bourreau; l'enfoncement dans la foule qui se pressait sur les ponts, sur les quais, maintenue tant bien que mal par les troupes, massées dès six heures du matin depuis le Palais de justice jusqu'à la Grève. Des fenêtres du parcours, — beaucoup avaient été louées, — des curieux contemplaient ce spectacle insolite, de trois charrettes portant chacune quatre condamnés et quatre prêtres, car les confesseurs suivaient jusqu'au bout. Georges paraissait « très occupé » avec le sien.

Sur la place, devant l'Hôtel de Ville, l'échafaud est dressé, entouré d'un cordon de soldats : au delà des uniformes qui font un grand vide autour de la guillotine, un océan de têtes; un profond silence; tous les regards fixés sur le même point. On voit Georges « discuter avec animation »; il embrasse deux de ses compagnons, s'incline avec ferveur devant son confesseur; sa forte silhouette, sa grosse tête bouclée apparaissent sur la plate-forme. Va-t-il parler? Un roulement de tambour, comme pour Louis XVI, l'en empêche...

L'abbé de Keravenan seul a pu faire connaître à la famille Cadoudal certaines circonstances dont le souvenir s'est perpétué par la tradition : on sut ainsi que, à peine descendu de la charrette, Georges réclama et obtint la faveur de mourir le premier, afin « d'ôter à ses amis l'idée qu'il pourrait leur survivre ». « C'est moi, d'ailleurs, dit-il, qui dois leur donner

l'exemple. » Tel était l'objet du petit débat qui eut lieu au pied de l'échafaud. Le prêtre rappelait encore que, en serrant pour la dernière fois son pénitent dans ses bras, il l'invita à réciter la *Salutation angélique*. Le condamné obéit : « *Sainte Marie, mère de Dieu, priez pour nous pauvres pécheurs, maintenant...* » Il s'arrêta. « Achevez, dit l'abbé, *maintenant et à l'heure de notre mort...* — A quoi bon? répondit Georges, l'heure de la mort, n'est-ce pas maintenant ? » Et il s'était livré au bourreau ; lié sur la planche, il criait encore à pleine voix : « Vive le Roi ! Vive le Roi ! Vive le Roi !... » Déjà un autre montait les marches.

Tandis que s'achevait l'exécution, les huit graciés comparaissaient devant la Cour pour entendre la lecture solennelle du décret impérial qui leur accordait la vie. Le marquis de Rivière, le duc de Polignac, Charles d'Hozier n'ignoraient pas que le sang de leurs amis coulait à cette même heure. Ils paraissaient « extrêmement affectés » et, la cérémonie terminée, Rivière soupira : « La place d'honneur était aujourd'hui la place de Grève... »

ÉPILOGUE

Quoi qu'en aient dit les journaux, Paris n'applaudit pas à cette hécatombe ; à Saint-Cloud même, il y eut bien des larmes secrètes et des inquiétudes dissimulées. Mais l'Empereur, à qui son extraordinaire fortune faisait un tremplin de tout ce qui eût été écueil pour un autre, tirait gloire de ce dénouement tragique, au point qu'il ordonna de réunir en un musée toutes les armes des conjurés avec le nom de chacun de ceux à qui elles avaient appartenu. Ce projet resta inexécuté et la défroque des suppliciés passa en vente publique. La montre à boîte d'or de Georges, son cachet d'or garni d'une cornaline portant son chiffre, son épingle de cravate en brillant, son linge, ses effets, ainsi que ceux des autres chouans, furent vendus à l'encan. Le sabre de Cadoudal, à fourreau d'argent, atteignit 260 et quelques francs. Le pistolet saisi sur lui rue Monsieur-le-Prince fut acheté 13 francs par un étalagiste de la rue des Fossés-Saint-Germain. Le père de Georges n'eut rien de son fils : un rapport de police d'août 1804 signale que « ce paysan vit encore, très âgé, sans instruction ni énergie » ; il habite toujours la maison de Kerléano, près d'Auray, avec son dernier fils, Joseph, « fort jeune et qui n'a jamais figuré dans les rangs des

chouans ». Le rapport ajoutait : « On les surveille néanmoins. »

Par suite de circonstances étranges, presque incroyables, les restes de Georges reposent aujourd'hui dans cet agreste Kerléano où s'étaient écoulées les seules années calmes de sa vie. Dès le début de la première Restauration, le marquis de Rivière, étant rentré à Paris avec son prince chéri promu lieutenant général du royaume, s'occupa d'ordonner un service funèbre à la mémoire de ceux qui s'étaient assis à ses côtés sur les bancs de la Cour criminelle et qui, moins heureux, ne voyaient pas le triomphe des Bourbons. La cérémonie devait être célébrée en commémoration des généraux Georges Cadoudal, Pichegru et Moreau. Celui-ci était mort, deux ans auparavant, frappé d'un boulet français, dans les rangs de l'armée russe où, cédant aux suggestions de ses rancunes, il avait pris du service. Donnant ainsi à Napoléon une éclatante revanche, il avait fini « déshonoré et maudit par la Patrie ».

La dépouille de Pichegru, on le savait, était inhumée au cimetière de Clamart ; mais on ignorait absolument dans quelle fosse commune avaient été jetés les corps tronqués de Georges et de ses onze compagnons de mort, quand, cinq jours avant la date fixée pour le service funèbre, Charles d'Hozier apprit que le cadavre de son ami avait été, immédiatement après l'exécution, porté à l'amphithéâtre de dissection et que son squelette, monté sur fil de fer, figurait dans les collections du baron Larrey, inspecteur général du service de santé. D'Hozier se rendit, avec Joseph Cadoudal, de séjour à Paris, chez Larrey ; ils lui demandèrent avec tant d'insistance la précieuse relique, que celui-ci consentit à s'en départir, et il leur remit, en même temps, un certificat écrit de sa main, attestant « l'identité du squelette de Georges par la déclaration même de la personne qui l'a préparé et les caractères distinctifs de ce squelette, auxquels les connaisseurs peuvent facilement trouver l'homme vivant » (*sic*). Les ossements, pieusement débarrassés de leur armature, — on conserva cependant un bouchon de liège qui, dans le montage du squelette avait remplacé la vertèbre brisée par le couperet, — furent scellés dans un coffre et portés à l'église Saint-Paul où, le 25 juin 1814, dix ans, jour pour jour, après que la tête de Georges était tombée, et à la même heure, fut chantée, en présence d'une noble et nombreuse assistance, une messe de *Requiem*. Au cours de l'office, la duchesse de

Polignac, accompagnée du marquis de Rivière, quêta pour les pauvres. Le Roi, récemment rentré aux Tuileries, voulut témoigner « l'intérêt que lui inspirait l'objet de la cérémonie » et fit connaître qu'il en assumait tous les frais.

On transporta la dépouille de Georges à Kerléano où s'élevait, par souscription publique, une chapelle funéraire, lourde rotonde de pierre, dans la crypte de laquelle elle fut déposée; les restes du Patrocle breton, Mercier-la-Vendée, découverts en 1871 dans un couvent de Loudéac, où on les conservait clandestinement depuis quarante ans, sont également conservés sous le modeste dôme du Panthéon de Kerléano, à quelques pas de la maison d'où les deux champions de la royauté étaient partis pour l'épopée. Lucrèce Mercier, qui fut la fiancée de Georges, n'est point là ; il est probable même qu'elle ne vint jamais prier sur la tombe de celui qu'elle devait épouser. Ses parents, on l'a vu, tenaient à Château-Gontier un hôtel : c'est là qu'elle apprit l'arrestation puis la mort de Georges. Son père et sa mère étaient décédés, sans nul doute, du chagrin que leur avait causé le tragique trépas de leurs fils, car, en 1807, alors qu'elle touchait à ses trente ans, Lucrèce se trouva seule. Cruellement éprouvée par tant de deuils, elle se réfugia, en novembre de cette année-là, chez les Ursulines de Château-Gontier, dont le monastère, séquestré pendant la Révolution, se reconstituait à peine ; une aile de l'ancien couvent était encore occupée par la gendarmerie. Lucrèce offrit à l'État sa maison en échange de ce bâtiment ; l'affaire, traînée en longueur, se termina seulement en 1809. Les Ursulines, en reconnaissance de ce grand service, reçurent Lucrèce au nombre de leurs postulantes, sous le nom de sœur Saint-Paul. Très instruite, très habile éducatrice, elle se rendit fort utile à la communauté, quoique sa santé fût affaiblie ; on possède des lettres d'elle qui témoignent d'une piété fervente, n'excluant pas un discret enjouement.

Le 26 octobre 1814, sœur Saint-Paul prononça les vœux perpétuels, interdits, comme on sait, au temps de l'Empire ; et, dès lors, elle n'eut plus d'histoire. Elle mourut à Château-Gontier, le 26 janvier 1831. On a dit qu'elle rendit le dernier soupir en pressant sur ses lèvres un reliquaire, seul souvenir qu'elle possédât de son héroïque fiancé.

G. Lenotre.

BALKANS NOUVEAUX

IV [1]

LA YOUGOSLAVIE A L'ÉPREUVE

Pour la première fois, j'arrive à Belgrade par l'est, en traversant le Banat et la Voïvodine, c'est-à-dire une des parties les plus riches du royaume. Quel riant pays que ce Banat, plaine bien arrosée et fertile, coupée de forêts magnifiques ! Les villages groupent leurs maisonnettes et leurs beaux jardins autour de deux clochers disparates, la coupole bulbeuse de l'église orthodoxe et la flèche élancée de l'église catholique. En parcourant le Banat, on comprend mieux les difficultés auxquelles donna lieu le partage entre Serbes et Roumains, et le geste de Jean Bratiano, quittant le pouvoir pour ne pas signer lui-même le traité de paix, paraît moins étrange. Ces nuages sont aujourd'hui dissipés et les deux États alliés vivent en bons voisins.

La première chanson que j'entends, c'est, à la gare frontière, notre *Marseillaise*, chantée en serbe par des collégiens. Halte de quelques heures à Subotiza, qui mêle curieusement les aspects d'une ville hongroise et d'une ville allemande. Le train repart. Les passeports, visés et revisés à la frontière, sont soumis en cours de route à un nouvel examen, peut-être définitif ; le sous-officier chargé de ce soin ne lit que le serbe, mais entend, par bonheur, quelques mots d'allemand.

Copyright by Maurice Pernot, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre, 1er et 15 novembre.

Et voici Belgrade. Le grand village turc de naguère est devenu une capitale européenne aux larges boulevards, aux rues régulièrement tracées. Des quartiers nouveaux ont surgi, d'autres sont en construction. Ici comme partout dans les Balkans, la population afflue vers les villes, qu'elle oblige à s'étendre démesurément. Dans les rues principales, le vieux pavé turc, cruel au pied, mais inusable, a disparu sous le bitume ou le pavé de bois ; on le retrouve encore dans les ruelles à pente raide qui dévalent vers le port. Ce qui n'a pas changé, c'est l'admirable spectacle qu'offre, vers le soir, la terrasse du Kalemegdan. Aujourd'hui dimanche, les paysannes de Zemoun (Semlin) ont passé le fleuve pour venir montrer à Belgrade leurs colliers d'or, leurs corsages brodés et leurs jupes plissées de toutes les couleurs. Au pied de la majestueuse forteresse qu'édifièrent les Romains, que les Turcs relevèrent et qui abrite aujourd'hui l'état-major de l'armée yougoslave, le Danube et la Save réunissent leurs eaux et les répandent largement sur les plaines basses qui s'étendent entre leurs rives. En face, sur la colline, les maisons de Zemoun baignent dans l'or et la pourpre du soleil couchant. Des guinguettes qui bordent le fleuve montent les odeurs et les bruits d'Orient, fritures et tamtams. Une chanson très douce s'élève, discrète évocatrice du passé lointain...

Au moment où j'arrivais à Belgrade, la situation politique était relativement calme. Le 23 février 1928, M. Voukitchevitch, président du Conseil démissionnaire, avait réussi à former un nouveau cabinet, fondé sur l'accord des radicaux avec les démocrates, les populistes slovènes et les musulmans. M. Marinkovitch, démocrate rallié, avait repris le portefeuille des Affaires étrangères et l'abbé Korochetz, chef du parti slovène, avait accepté celui de l'Intérieur. L'opposition était constituée essentiellement par l'union des démocrates indépendants de M. Pribitchévitch avec les paysans croates du terrible M. Raditch. Les deux adversaires d'autrefois, devenus amis, avaient groupé leurs forces dans une « coalition nationale-paysanne ». Entre le gouvernement et l'opposition, la lutte, toujours ardente, semblait se concentrer autour d'une seule question : la ratification des accords de Nettuno, signés avec l'Italie depuis bientôt trois ans, mais que le Parlement yougoslave n'avait pas encore approuvés.

A LA SKOUPCHTINA

On a édifié récemment pour l'Assemblée législative, ou Skoupchtina, un palais magnifique dont les hautes coupoles dominent l'horizon de Belgrade. Mais en attendant que l'aménagement intérieur en soit achevé, les députés continuent de se réunir dans une maison basse, qui a l'aspect d'un *Konak* turc. La salle des séances est un long rectangle, à l'intérieur duquel une colonnade de bois rustique sépare l'hémicycle des tribunes réservées au public et à la presse. Tout est de plain pied, sauf une estrade très basse où siègent, devant le trône royal, le président de l'Assemblée et le Conseil des ministres. Cette disposition devait m'expliquer, par la suite, le carnage du 20 juin : M. Rakitch est peut-être excellent tireur ; mais jamais il n'eût réussi pareil carton au Palais Bourbon ou à Westminster.

Le jour de ma visite, on discutait, si j'ai bonne mémoire, un projet de loi sur l'unification des poids et mesures. La séance languissait, les députés étaient peu nombreux. Un vieux journaliste, mon voisin de tribune, me dit assez brusquement, en excellent français :

— Vous y croyez, vous, au Parlement ?

— Mais oui, répondis-je, j'y crois, tant qu'on n'aura pas trouvé mieux.

— Pardon, je vous demande si vous croyez au Parlement yougoslave.

— Bon ! vous allez me raconter des histoires à faire frémir sur les dernières élections ?

— Les élections sont chez nous ce qu'elles peuvent être, comme dans tous les États balkaniques. Assurément il vaudrait mieux n'en pas faire, puisque le Parlement ne sert à rien. Vous êtes ici dans un pays où il n'y a ni aristocratie ni bourgeoisie, ni classe dirigeante quelle qu'elle soit. Il n'y a rien, qu'une armée. Celle-ci, je l'accorde, a quelque mérite : aussi est-elle toute-puissante. Le Roi n'est pour elle que le chef qu'elle s'est choisi. Lui obéit-elle ou le tient-elle prisonnier ? c'est un problème que le général X... commandant la Garde royale, saurait mieux résoudre que moi. Malheureusement, dans l'armée, il n'y a que des Serbes, du moins pour commander. Cela se comprend : Croates et Slovènes ne faisaient pas la

guerre du même côté. Je crois pourtant qu'il y a un général croate ; c'est une exception.

« L'instrument de l'armée, c'est le parti radical, le parti historique serbe, celui du vieux Pachitch. Celui-là du moins avait une volonté. Après sa mort, les radicaux n'ont plus eu pour les conduire que de petits hommes bien dociles. N'allez pas croire, au moins, que nos radicaux aient rien de commun avec les vôtres, sauf ceci, qu'on ne peut pas gouverner sans eux. Mais qu'avons-nous à faire de ces avocats ? Nous étions avant la guerre, nous sommes encore aujourd'hui, un État paysan. Dans nos universités, les professeurs sont fils, les étudiants petits-fils de laboureurs. Entre Serbes, Croates et Slovènes, l'entente est possible, mais elle ne se fera que par les paysans. Voilà ce qu'il faut que vous sachiez, pour comprendre quelque chose à notre situation politique.

Mon interlocuteur parlait avec une étrange animation ; des tribunes voisines, on commençait à nous regarder. Je le remerciai, pris congé et gagnai les couloirs, qui n'étaient pas beaucoup plus vivants que l'hémicycle. Après ce que j'avais vu en Grèce, en Bulgarie et en Roumanie, je ne gardais pas beaucoup d'illusions sur le rôle du Parlement dans les États balkaniques. J'étais d'ailleurs trop blasé pour prendre le moindre intérêt aux histoires de violence et de corruption électorale. Ce que je retenais des épanchements de mon vieux confrère inconnu, c'était l'aveu d'une difficulté : celle de faire vivre et travailler ensemble des gens qui, profondément unis par les couches inférieures, par les racines paysannes, n'arrivaient plus à s'entendre lorsqu'ils s'étaient élevés à un degré supérieur de culture et d'éducation sociale. L'avenir de l'État yougoslave avait pour condition l'union sincère et complète des trois éléments. A quel stade en était cette union ? C'est ce que je voulais savoir : car là était tout le problème.

UN SERBE, UN CROATE, UN SLOVÈNE

M. Davidovitch, chef des démocrates ralliés, ancien président du Conseil, tour à tour ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, me reçut un matin dans le bureau de son Club, avant la séance de la Skoupchtina. Dans son regard,

comme dans son sourire, la mélancolie douce et résignée d'un homme qui n'a pas réussi, mais qui ne songe pas à s'en plaindre. Il s'exprime en français avec un peu d'application, mais aussi avec un accent calme et sincère qui inspire tout de suite confiance et sympathie. Sans vain préambule, M. Davidovitch aborde la question.

— Cela pourrait aller plus mal, dit-il. Les Slovènes sont tranquilles. Les Croates le seraient peut-être aussi, sans M. Raditch, qui les excite inexorablement contre nous. Tous les moyens lui sont bons, même la calomnie : il ne peut pas vivre sans faire de l'opposition. Hier, c'était contre les Hongrois, aujourd'hui, c'est contre les Serbes: il a changé de cible, mais non de fusil. La réconciliation avec M. Pribitchévitch a renouvelé son ardeur combative. A l'en croire, non seulement nous n'avons rien fait pour la cause de l'indépendance; mais encore nous serions responsables de la grande guerre et des malheurs qu'elle a fait fondre sur le pays; il n'oublie que la victoire. Mais laissons cela.

« Le gouvernement de coalition travaille de son mieux, et il a une lourde tâche. Il s'agit d'unifier, sans injustice, des administrations et des législations très différentes. Il faut mettre sur pied une nouvelle organisation de la justice, du fisc, de l'instruction publique. La majorité du Parlement seconde de son mieux les efforts du cabinet; les commissions travaillent sans relâche. Avant de critiquer les autres, M. Pribitchévitch devrait se souvenir qu'étant ministre, il n'a pas déposé sur le bureau de la Chambre un seul projet de loi. Quant à M. Raditch, il n'a jamais su ce que c'était que gouverner, et ne veut pas le savoir.

« Le plus grave reproche qu'on puisse nous faire, c'est de mal administrer. La guerre nous a tué beaucoup de monde; les meilleurs d'entre nous ont disparu. La nouvelle génération s'est mise à la tâche avec une préparation insuffisante. Beaucoup de nos fonctionnaires sont incompétents; un plus grand nombre encore doivent leur situation à la seule politique. C'est un mal auquel nous nous efforçons de remédier, mais ce sera long. Les administrateurs que nous avons envoyés en Macédoine, et que l'opposition accuse tous les jours, ne sont ni meilleurs ni pires que les autres. Seulement, la tâche étant plus délicate, leurs défauts apparaissaient mieux et sont plus nuisibles. Les

« gens d'en bas » (Macédoniens) sont bien disposés pour nous, je les connais et je les aime. Ils paient l'impôt, envoient leurs enfants à nos écoles. Le jour où on les traitera avec équité, avec humanité, le terrain sera moins favorable aux intrigues bulgares et italiennes, et les choses iront beaucoup mieux.

« Quand j'étais président du Conseil, j'ai voulu faire entrer un Macédonien dans mon ministère : les électeurs l'ont laissé tomber. Le paysan de Macédoine n'arrive pas à comprendre comment, travaillant dans un pays riche, il reste pauvre. Ayant beaucoup souffert sous les Turcs, il attendait de nous des marques de bienveillance, qui l'auraient aisément gagné à notre cause. Le jour où nous les lui donnerons, sous la forme d'une bonne administration, de banques agricoles et de coopératives bien organisées, il n'y aura plus chez nous de question macédonienne. Mais encore un coup, il faut faire crédit au gouvernement : il fait ce qu'il peut, et la tâche est lourde.

M. Stepan Raditch me reçut à son tour. Je le revois, dans le petit bureau de la Skoupchtina où, le 21 mai dernier, il m'avait donné rendez-vous, court et rond, les yeux bleus pétillant d'ardeur et de malice, le lumière jouant curieusement dans sa moustache et sa barbiche rousses. Les traits du visage, les bras, les jambes, le ventre, tout est mobile dans ce petit homme. Il est assis, mais ne tient pas en place. Quand il a commencé de parler, plus moyen de l'interrompre ; il va, il va, passe d'un sujet à un autre avec une aisance, parfois avec une justesse étonnante. Et l'on s'aperçoit que, curieux de tout, il a tout vu, tout lu, essayé de tout comprendre. « Quand j'étais en Russie... au temps où je vivais à Prague... lorsque je me rendis à Vienne avec un faux passeport... »

« C'est un diable », déclaraient les uns. « C'est un tzigane », expliquaient les autres. Raditch avait peut-être du sang tzigane et des ardeurs diaboliques, mais c'était un grand patriote et un animateur incomparable. Vingt fois, au cours de sa carrière politique, il avait changé d'opinion, et il défendit toutes opinions avec la même sincérité et la même violence. Mais depuis le jour où, en 1903, il avait réussi à tirer le peuple des campagnes de son indifférence et de sa torpeur, et à créer de toutes pièces, contre la monarchie austro-hongroise, contre la bourgeoisie, contre le clergé, un « parti populaire paysan-croate », il ne cessa plus de lutter pour une cause qu'il croyait

juste, sans jamais parvenir à coordonner, à harmoniser son effort avec ceux d'autres bons patriotes qui, tout en admirant son caractère, jugeaient à bon droit son action déplorable.

« Avant tout, me dit M. Raditch, il faut réformer l'État : nous n'avons que faire des méthodes turques. Oh! ce n'est pas la faute des vieux Serbes, ils ont subi durant tant de siècles cette détestable influence. Mais nous, Croates, étions dans le même temps soumis à l'influence hongroise; les Slovènes l'étaient à l'influence autrichienne. Les Turcs? de braves gens, cruels à la guerre, inertes en temps de paix. Ils ne faisaient rien et ne laissaient rien faire aux autres. Sous leur domination, les Serbes n'eurent aucune part, ni au gouvernement, ni à l'administration. Tandis que nous, des nouvelles provinces, à défaut de liberté politique, nous avions du moins cette large autonomie administrative qui nous a donné l'expérience des affaires publiques, le goût de l'initiative et le sens de la responsabilité.

« Les Serbes nous disent : « Vous nous devez tout, puisque vous nous devez la liberté. » Mais quand le premier soldat serbe a pénétré en Croatie, nous avions déjà proclamé l'indépendance. Ce n'est pas l'armée serbe qui nous a faits libres; c'est le poilu français, monsieur, à la bataille de la Marne.

« Mais laissons le passé. Aujourd'hui, comment se pose le problème ? Nous qui savons ce que c'est que le gouvernement et l'administration, au sens moderne du mot, nous sommes gouvernés non pas même par des Serbes, mais par des *Tsintsars*, des Koutzovalaques, moitié Grecs, moitié Levantins, descendants de ceux à qui le régime turc confiait naguère les hautes et les basses besognes et qui ont gardé de leurs ancêtres les vieilles habitudes d'arbitraire, de favoritisme et de corruption. Sous prétexte que nous sommes plus riches, on fait peser sur nous la plus lourde charge de l'impôt. Les Slovènes, qui ne sont pas un million, versent plus d'argent au trésor que tous les vieux Serbes réunis. Moyennant quoi, le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour la vieille Serbie, rien pour les nouvelles provinces. Les fonctions publiques sont réservées aux Serbes : les Croates comptent, en tout et pour tout, un général et un ministre plénipotentiaire. On nous traite en peuple vaincu.

« Or la subordination peut encore se concevoir entre gens de races différentes. Mais entre gens de même race, qui tous ont lutté, ont souffert pour arriver à s'unir, on ne peut admettre

que l'égalité. Voyez le paradoxe : en Tchécoslovaquie, deux races, la slave et la germanique, une seule culture; en Yougoslavie, une seule race, mais deux cultures, l'orientale et l'occidentale : je vous laisse le soin de juger laquelle est supérieure à l'autre. Qu'arrive-t-il? Les Tchèques ont résolu le problème en n'établissant aucune différence entre les races ; les Serbes ont trouvé moyen de créer des divisions à l'intérieur d'une race unique. Contre toutes ces injustices, j'ai mené longtemps dans le Parlement une lutte inutile. Aujourd'hui, j'adopte un nouveau système : les *meetings*. J'en organise un ou deux par semaine. Quand le peuple saura ce que nous voulons, il sera avec nous, et la Yougoslavie sera sauvée.

Stepan Raditch devait pourtant reparaître à l'Assemblée, et s'y laisser aller encore une fois aux violences de langage qui, à plusieurs reprises, l'en avaient fait exclure. Ce n'était point par la logique des arguments qu'il démontait l'adversaire; il fonçait sur lui, il l'accablait sous des flots d'ironie et des torrents d'injures. Dans un pays où le sang est chaud et la réaction vive, cela ne pouvait manquer de mal finir. A la séance du 20 juin, un député monténégrin, las de s'entendre insulter, tira son revolver. Raditch, républicain, cria : « Vive le Roi ! » Dès qu'il le put, il se fit transporter dans sa chère Croatie, à Zagreb, où il s'est éteint, le 8 août, après avoir lutté désespérément contre une mort qui l'empêchait, disait-il, d'atteindre son but.

Esprit vif, brillant et confus, caractère changeant, mais toujours indomptable, Stepan Raditch eût peut-être fait un meilleur emploi de son talent dans un pays de vieille organisation et de forte discipline, où la communauté des traditions et de la culture met l'unité politique hors de toute atteinte. Dans un État nouvellement formé, comme le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, l'action désordonnée, brouillonne et exaspérée de Raditch ne pouvait être que néfaste; et elle l'a été.

Entre le croate Raditch et le slovène Korochetz, quel contraste ! Un ecclésiastique sans onction, mais plein de bienveillance, un homme ordonné, méthodique, qui pourrait être brillant, mais préfère être sage, un organisateur très actif, mais qui dépense plus de vie dans son œuvre que dans ses discours, tel m'apparut l'abbé Korochetz. Son antichambre était pleine

d'officiers de police et de paysans, ces derniers avec femmes et enfants. J'attendais mon tour avec patience, mais sans grand espoir, lorsqu'un jeune chef de cabinet me fit signe de le suivre et me guida jusqu'au seuil d'une petite porte que je n'avais pas encore vue s'ouvrir. Elle s'ouvrit, et je vis s'avancer vers moi, la main tendue, un homme aux larges épaules, au large visage, au bon sourire, qui me fit aussitôt asseoir près de lui.

D'abord, il me parla de son parti :

— Les populistes slovènes, me dit-il, ne veulent pas être un parti confessionnel. Nous respectons toutes les croyances. Nulle difficulté pour admettre dans nos rangs des protestants, des orthodoxes, même des musulmans et des juifs, s'il y en avait en Slovénie. Mais la population dans notre province est en grande majorité catholique, et très religieuse. D'où le caractère de notre organisation. Car nous sommes une organisation sociale au moins autant qu'un parti. Paysans, artisans, ouvriers d'usine, bûcherons, etc. sont encadrés, groupés en corporations et en sociétés coopératives. Tout cela existait déjà avant la guerre ; mais, depuis l'union, notre œuvre a pris un développement considérable. Les caisses d'épargne, les banques de crédit pour agriculteurs et pour artisans ont crû en nombre et en puissance. Toutes nos organisations possèdent des réserves en espèces, et surtout des biens fonciers. Nous sommes riches, mais notre argent travaille.

Passant à la situation intérieure, M. Korochetz observa que le gouvernement de coalition avait quelque chance de durer, et qu'il avait rencontré dans tous les partis un certain désir de collaboration et de bonne entente.

— Oui, affirma-t-il, même chez les Croates ; malheureusement, il y a M. Raditch, qui est incorrigible. Quand il faisait partie du gouvernement, il s'oubliait au point de tourner en ridicule la politique du cabinet et d'invectiver les ministres, ses collègues, dans les termes les plus grossiers. J'ai beaucoup d'amitié pour M. Raditch ; mais je ne puis souffrir qu'il me traite de « porc » à la Skoupchtina, quand nous faisons partie, lui et moi, du même cabinet.

« La rupture de février 1928, qui a rejeté le parti paysan-croate dans l'opposition, a été pour une grande part le fait de M. Raditch. A ce moment-là, j'ai essayé de discuter avec lui : c'est impossible. C'est un tourbillon d'idées et de velléités aussi

mobiles, aussi changeantes les unes que les autres. A chaque instant, il se contredit lui-même. C'est dommage : très instruit, bon orateur, habile à remuer les foules, il a certaines qualités d'un chef de parti, il n'a pas celles d'un homme d'État.

« De notre politique extérieure, je ne vous dirai rien, que deux mots pour protester contre la réputation qu'on nous fait d'être les ennemis des Italiens. Ce n'est pas vrai : nous voulons entretenir de bons rapports avec eux. Mais nous sommes obligés de constater qu'en Albanie, en Hongrie, en Bulgarie, et jusqu'à l'intérieur de nos provinces, les Italiens poursuivent contre nous une action hostile et provocatrice. Nous ferons ratifier les conventions de Nettuno par le Parlement : le gouvernement s'est engagé, il doit tenir. Malheureusement, je crains que cela n'avance pas beaucoup les choses. Ici, à tort ou à raison, nous avons l'impression que cette politique italienne est dirigée tout autant contre la France que contre nous. Seulement, la France est une grande puissance, et nous une petite...

« Un mot enfin de la question macédonienne. Nous avons commis des fautes en Macédoine ; notre administration y a été mauvaise ; mais nous sommes en train de l'amender. Les fonctionnaires, mieux payés, seront aussi plus soigneusement choisis. Je connais cette région et m'y intéresse particulièrement. Les Macédoniens, bien traités, seront d'excellents citoyens yougoslaves. En ce qui me concerne, je ferai tout pour qu'ils n'aient plus lieu de se plaindre. Je réprimerai tous les abus : mais je compte sur eux pour mettre fin aux violences des *comitadjis*.

Quelques semaines après cet entretien, l'attentat commis en pleine Chambre par un député radical sur Stepan Raditch, sur son neveu et sur deux autres membres de l'opposition obligeait le ministère à se retirer. Après plusieurs essais infructueux, le Roi confia à l'abbé Korochetz le soin de reformer la coalition ébranlée et de constituer un nouveau cabinet. Le *leader* du parti slovène y réussit et devint le chef du gouvernement (27 juillet).

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE, LES RELATIONS AVEC L'ITALIE

Au moment où j'étais à Belgrade, une question dominait toute la politique étrangère de l'État yougoslave : celle des rela-

tions avec l'Italie. Elle la domine encore aujourd'hui. M. Mussolini commençait alors à négocier en même temps avec la Grèce et avec la Turquie, dans l'intention d'accélérer le règlement des problèmes qui divisaient encore ces deux puissances. A vrai dire, les hommes d'État yougoslaves ne me semblaient pas attacher trop d'importance à ces pourparlers, et la presse les commentait avec le plus grand calme. Effet de l'habitude. Depuis deux ans, la diplomatie italienne s'est révélée si active sur le terrain balkanique, que les intéressés eux-mêmes observent ses multiples démarches avec plus de curiosité que d'inquiétude. Cet état d'esprit m'avait frappé à Athènes, à Sofia et à Bucarest ; mais je ne m'attendais pas à le trouver à Belgrade. Un tel calme était d'ailleurs, malheureusement, précurseur d'orage.

— Que veut l'Italie ? me disait aux premiers jours de mai dernier un homme politique yougoslave, membre influent de la majorité. Nous ne le savons pas au juste, car elle a toujours négligé de nous en instruire. Nous l'avons vue reprendre pied en Albanie, en dépit des conventions internationales et de quelques expériences malheureuses. Nous l'avons vue prodiguer tantôt aux Bulgares, tantôt aux Roumains, tantôt aux Hongrois, des encouragements contradictoires. Je ne vous parle pas des Macédoniens... Nous la voyons aujourd'hui causer aimablement avec Athènes et avec Angora. Si ces entretiens ont pour but de consolider la paix dans les Balkans, tant mieux ! Si c'était le contraire, nous ne serions pas les derniers à déplorer, ni même à combattre une initiative aussi nuisible aux intérêts de l'Europe qu'aux nôtres.

« Mais si nous ignorons ce que veut l'Italie, nous savons bien ce que nous voulons. Sans distinction de parti, nous sommes tous résolus à entretenir avec elle des relations cordiales, telles que les recommandent une frontière commune et des intérêts solidaires. Vous vous rappelez comment, d'un commun accord, M. Mussolini et M. Ninchitch ont reporté du mois de janvier au mois de juillet 1928 la date à laquelle le pacte d'amitié italo-yougoslave devrait être ou renouvelé ou dénoncé. Dans la pensée de notre gouvernement, ce délai allait permettre de régler à l'amiable un certain nombre de questions encore en suspens. Le travail est en train, et nous comptons employer les deux mois qui nous restent à le pousser aussi loin que pos-

sible. Le jour où les controverses seront résolues, il deviendra plus facile d'obtenir des deux opinions publiques l'assentiment nécessaire à un accord sincère et durable.

Voici d'autre part ce que me disait au même moment un des chefs de l'opposition :

— Dans notre pays comme, en général, dans tous les pays balkaniques, la politique italienne s'est inspirée d'une conception singulière : celle qu'exprimait tout récemment dans une interview M. Mussolini, en déclarant que « le sceptre de la latinité était passé de Paris à Rome ». A tout propos, la propagande italienne dénonçait la faiblesse, l'inanité du « système français ». Je laisse ici de côté les liens de sentiment qui nous unissent à la France. Mais pratiquement, nous n'avons pas le choix. Sur quelle grande puissance pourrions-nous bien nous appuyer, sinon sur celle qui a tout ensemble le plus d'intérêt au maintien du *statu quo*, au respect des traités existants, et le plus d'autorité et de moyens pour les assurer, c'est-à-dire la France, alliée de l'Angleterre? Que les Hongrois, que les Bulgares, sortis de la guerre vaincus et diminués, prêtent une oreille complaisante aux suggessions de l'Italie, on peut le comprendre. Mais nous n'avons pas plus de raison d'y céder que n'en aurait la Pologne ou la Tchécoslovaquie. Vivre en bon accord avec les Italiens, tous les Yougoslaves le désirent, mais « entrer dans leur système », comme ils disent, il n'en est pas un d'assez fou pour y consentir.

A quelque temps de là, les journaux annoncèrent la conclusion prochaine d'une union douanière entre l'Albanie et l'Italie. Interpellé sur ce sujet par les chefs de l'opposition, M. Marinkovitch, ministre des Affaires étrangères, répondit habilement qu'il ne jugeait pas possible de questionner un gouvernement étranger sur ses intentions, moins encore quand les intentions présumées allaient directement à l'encontre de conventions internationales et d'accords particuliers. C'était une manière courtoise de prendre position contre toute éventualité menaçante. Je profitai de l'occasion pour chercher à savoir comment on envisageait à Belgrade la question albanaise.

Sur ce point encore, je devais trouver l'opinion unanime. Les Yougoslaves voulaient une Albanie indépendante. Ils repoussaient toute idée, toute proposition de partage en zones d'intérêts ou d'influence. Quant à savoir si l'Albanie était

capable de garantir elle-même, par ses seuls moyens, cette indépendance souveraine, les derniers événements jetaient sur la question une lumière assez crue : ils autorisaient à répondre non ! Sachant combien il est aisé, dans un pays comme l'Albanie, de susciter un mouvement dont on rend les voisins responsables et qui peut servir de prétexte à une intervention, le gouvernement de Belgrade multipliait les mesures de précaution. Quelque trois cents Albanais avaient passé la frontière : paysans pour la plupart, auxquels s'étaient mêlés un petit nombre d'adversaires d'Ahmed Zoghou. On s'empressa de les transporter dans le centre du royaume où, même s'ils le voulaient, ils ne pourraient pas fomenter d'agitation dangereuse.

Cependant les hommes d'État yougoslaves ne considéraient point sans inquiétude le tête-à-tête italo-albanais. Après les deux traités de Tirana, après la mainmise de l'Italie sur le gouvernement des Skipetares, ils ne pouvaient guère ne pas prévoir le jour où l'Albanie ne serait plus qu'une colonie italienne et où, par conséquent, l'Adriatique ne serait plus qu'un lac italien. Or cette situation, observaient-ils, ne menacerait pas seulement les intérêts yougoslaves, mais encore ceux des grandes puissances méditerranéennes, l'Angleterre et la France. L'équilibre dans l'Adriatique était une condition nécessaire de l'équilibre dans la Méditerrannée. La question albanaise n'était donc pas de celles qui pussent être réglées dans une conversation entre Rome et Belgrade : elle ne serait vraiment résolue qu'en présence et avec la collaboration de Londres et de Paris. Enfin ils espéraient que, les conventions de Nettuno une fois ratifiées, M. Mussolini ne pourrait plus différer davantage l'explication attendue sur les buts et sur les limites de l'action italienne en Albanie.

J'étais à la veille de quitter Belgrade, lorsque M. Marinkovitch annonça l'intention de déposer sans retard sur le bureau de la Skoupchtina les fameuses conventions et le projet de loi aux termes duquel l'Assemblée yougoslave devait ratifier les engagements pris par le gouvernement. Dans l'entourage du ministre, on n'était pas sans inquiétude sur l'issue du débat qui allait s'ouvrir. Avant même qu'on en eût fixé la date, des troubles éclatèrent sur la côte dalmate, en Croatie, en Slovénie. Dans plusieurs cas, j'en fus témoin; dans quelques autres, j'arrivai sur place assez tôt pour en recueillir les échos immédiats. Le

voyage que j'avais entrepris, sans prévoir les événements, à travers les nouvelles provinces du royaume, m'offrit maintes occasions de comprendre à quel point étaient liés deux problèmes qui, observés de loin, pouvaient sembler distincts : celui des relations avec l'Italie, concrétisé, pour l'instant, dans l'affaire de Nettuno; celui des rapports entre Serbes, Croates et Slovènes et de l'unification de l'État yougoslave. Je ne les séparerai point dans l'aperçu rapide qu'un simple récit de voyage permet d'en offrir.

A TRAVERS LA BOSNIE, L'HERZÉGOVINE ET LA DALMATIE

En attendant que la capitale du royaume soit reliée à l'Adriatique par une voie directe, pour aller de Belgrade à Sarajevo il faut monter jusqu'à Brod. Là, on quitte la grande ligne pour monter dans un petit tortillard qui, traversant du nord au sud la Bosnie et l'Herzégovine, atteint la côte à Metkovitch et la suit jusqu'à Raguse. En Yougoslavie, comme en Roumanie, l'annexion des nouvelles provinces a rendu nécessaire une orientation nouvelle des voies de communication, routes et chemins de fer : travail considérable, qui demande du temps et de l'argent.

Ni la construction de plusieurs quartiers neufs, ni le développement des industries, et surtout des manufactures de tabac, n'a pu enlever à Sarajevo son caractère et son charme singuliers Quand on arrive par le train, le premier abord est déconcertant. Il faut passer la Miliaska sur un des vieux ponts en dos d'âne et grimper à la citadelle. Alors on voit à ses pieds la plus jolie, la plus blanche des villes musulmanes. Par-dessus les terrasses et la verdure des jardins, minarets et cyprès s'élancent, innombrables flèches blanches et noires, dardant contre le ciel leurs pointes inégales. Un grand cimetière paisible couvre de ses tombes tout un flanc de la haute colline; aux autres s'accrochent comme elles peuvent les petites maisons de bois, aux fenêtres grillées, aux portes closes. Partout des fontaines, des places ombragées, que bordent les boutiques et les cafés minuscules. Des enfants rieurs, aux yeux bleus, aux boucles blondes, étonnent à côté de ces femmes fantômes étroitement voilées de noir.

Pour rentrer dans la ville, je traverse le petit pont à l'entrée

duquel furent assassinés, le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand et sa femme. Je fais le tour des bazars, j'entre dans la cour de la mosquée bâtie au XVI^e^ siècle par Husred Bey; des pigeons font les cent pas autour de la fontaine aux ablutions; plus loin, deux vieillards sont assis près d'un cercueil drapé de vert. On ouvre pour moi le mausolée du fondateur, puis le *Médressé* où les enfants reçoivent à ses frais, encore aujourd'hui, la nourriture et l'instruction. Retrouver ici, si parfaite et si calme, l'image d'un Orient lointain n'est pas une surprise, c'est un rêve et presque une émotion...

Sarajevo reçoit aujourd'hui la visite des parlementaires tchécoslovaques et yougoslaves qui, après avoir tenu leur conférence à Belgrade, font ensemble le tour des nouvelles provinces. Pour accueillir ces hôtes, l'Hôtel de ville, bel édifice de style mauresque, œuvre d'un architecte français, a revêtu sa parure de fête : de magnifiques tapis pendent aux fenêtres; les balcons sont tendus de vieilles étoffes brodées; les valets sont en grande livrée rouge à chamarrures d'or; le maire de la ville et les membres du Conseil municipal portent avec une rare élégance le costume bosniaque traditionnel : large culotte noire plissée, justaucorps noir qu'éclaircit une collerette blanche.

Soudain retentit une étrange musique. La foule massée sur le quai, entre l'Hôtel de ville et le pont tragique, s'écarte un peu pour faire place à quelques couples de danseurs, jeunes gens et jeunes filles, qui se tiennent par la main. Ce sont d'abord, sur un rythme lent, des balancements de hanches et des passements de pied très simples; peu à peu, la musique s'anime et avec elle les danseurs; la ronde se fait vive, et bientôt frénétique. A chaque tour, un garçon, une jeune fille sort de la foule et coupe la chaîne pour entrer dans la danse. Les anneaux mouvants tour à tour s'étirent et se resserrent, et le *Kolo* s'achève par une farandole vertigineuse et triomphante.

Religion, mœurs, costumes, danse, musique, ces Bosniaques ont tout gardé du vieil héritage, et tout gardé vivant. Beaucoup d'entre eux connaissent, dans ses moindres détails, l'histoire de leur famille, depuis des siècles. Un député de Belgrade m'assure qu'en parlant le serbe, les plus humbles des citadins ou des paysans ne font jamais une faute de grammaire. Je suis moi-même frappé par une courtoisie de manières

exquise, mais un peu solennelle, qui sent bon son antiquité. Le gouvernement austro-hongrois avait très habilement flatté le conservatisme des Bosniaques, non seulement en poussant jusqu'au scrupule le respect de toutes leurs traditions, mais en montrant pour l'histoire de leur pays l'intérêt le plus attentif. On en trouve une preuve remarquable dans le musée ethnographique, luxueusement installé à Sarajevo par les soins du baron de Kallay. Je ne crois pas avoir vu son pareil en Europe. Depuis les époques préhistoriques jusqu'à nos jours, il permet de revivre en quelques heures toute la longue et curieuse histoire d'une région et d'un peuple. Dans la vaste cour centrale, à côté d'une série de jardins minuscules, qui exhalent toutes les senteurs de Bosnie, on a groupé les étranges monuments laissés dans le pays par les *Bogomiles*. C'est le nom qu'on donne à ces Manichéens venus d'Asie en Europe, qui, chassés de partout, trouvèrent bon accueil auprès des princes bosniaques. Lors de la conquête musulmane, tandis que les chrétiens opposaient à l'Islam une résistance assez vive, les Bogomiles se convertirent de bonne grâce, tout en demeurant fidèles à quelques-uns de leurs rites. A quel point se mêlèrent ici toutes les religions, c'est ce dont témoignent les curieuses *stèles des Brancovitz*, où sont représentés côte à côte les symboles mazdéens, ceux du christianisme et ceux de l'Islam.

Un aimable Bosniaque, le docteur X..., après m'avoir servi de guide aux environs de Sarajevo, voulut me conduire en auto jusqu'à Mostar. Merveilleuse promenade, d'abord à travers une contrée riche en prairies et en forêts, puis, suivant l'étroite vallée de la Narenta, parmi des paysages arides et dénudés, qu'animent seulement les cascades bruyantes tombant du haut des rochers dans la rivière. Quand on passe de Bosnie en Herzégovine, la nature change brusquement d'aspect : de riante, elle devient sauvage, et ne s'humanise un peu qu'à l'orée de la belle plaine où Mostar apparaît. Encore une ville musulmane, et qui a gardé son caractère. Moins gracieuses que celles de Sarajevo, les femmes portent un long manteau rigide et, sur le visage, un masque noir à bec pointu, qui me rappelle celui des Persanes à Téhéran.

A Mostar aussi on attend les Tchécoslovaques; les maisons sont pavoisées et, au sommet des arcs de verdure, on lit en grandes lettres la formule de bienvenue : « Nazdar! » Déjà,

dans l'un des villages traversés, notre voiture avait été saluée du même mot, que criaient à pleine gorge, en agitant des drapeaux, les enfants de l'école rangés le long de la route par où devait passer la mission. Quelques-uns même avaient poussé le cri de : Vive Masaryk! Je fus convié le soir au banquet offert par la municipalité aux membres des deux délégations, tchéco-slovaque et yougoslave. Les tables, dressées sur une terrasse, en plein air, étaient environnées d'une foule encore moins curieuse que sympathique. Un orchestre militaire et un chœur de jeunes filles faisaient entendre tour à tour les hymnes nationaux et les chansons locales. Quel accueil enthousiaste on réservait aux « frères slaves »!

Je crois bien avoir ce soir-là compris, saisi sur le vif certaines réalités que la lecture des ouvrages de science ou de propagande ne m'avait point révélées. Pendant les innombrables discours, il m'arrivait de demander : « En quelle langue parle l'orateur? » On me répondait : « En tchèque, en slovaque, ou en serbe-croate. » Nul besoin de traduire, tous se comprenaient, et la foule applaudissait et acclamait du même cœur ces différentes expressions d'une race et d'une âme communes. J'observais, pendant qu'il parlait, un député slovaque : ses mains tremblaient d'émotion, il avait des larmes dans les yeux. Pourquoi? « C'est à Mostar, me fut-il répondu, que X. a fait son service militaire, aux temps maudits de la double monarchie. » Le maire de la ville, prenant la parole à son tour, évoqua d'abord un souvenir héroïque : c'est ici qu'avait pris naissance le premier mouvement de révolte contre les Turcs. Mais de ces vieux oppresseurs, il parla sans rancune, réservant sa colère pour les derniers maîtres du pays, pour les Austro-Hongrois. « Ah! vous nous avez coûté cher, disait-il aux Tchèques en riant. Avec quelle rigueur les gens de Vienne n'ont-ils pas châtié Mostar, coupable d'avoir, en 1908, acclamé M. Klofac avec plus d'enthousiasme qu'il ne leur convenait! »

Cependant, à Mostar comme à Sarajevo, tout en exécrant l'ancien régime, et tout en bénissant la victoire qui leur avait valu l'indépendance et l'union avec les Serbes, chrétiens et musulmans déploraient vivement les erreurs et les abus de la nouvelle administration. Les forêts étaient mal exploitées; la culture du tabac, naguère si florissante, souffrait des prix de de vente arbitrairement fixés par le monopole; la production

et le commerce des vins languissaient, faute de débouchés. Bref, les deux provinces, autrefois si riches, sentaient aujourd'hui venir la gêne, peut-être la misère, et rendaient le gouvernement de Belgrade responsable de cette décadence.

Je devais entendre bientôt les mêmes plaintes en Dalmatie, accompagnées de quelques autres. Dubrovnik (Raguse), grâce au double prestige de ses vieux monuments et d'un site incomparable, comblait par l'industrie du tourisme, habilement développée, les vides creusés par le marasme de la navigation et du commerce. Mais Kotor (Cattaro), qui servait jadis de débouché au Monténégro, n'a plus aujourd'hui de quoi vivre. Le port est à peu près vide, comme sont vides et morts, à peu d'exception près, tous ces ports de la côte adriatique. Pour leur rendre la vie, il suffirait sans doute d'un bon système de communications avec l'intérieur du royaume et d'une réforme administrative et fiscale qui assure à la production plus de liberté. Mais il ne faudrait pas attendre trop longtemps.

C'est sur la côte dalmate que le grave problème des rapports avec l'Italie a commencé de m'apparaître sous un aspect vraiment inquiétant. La ratification des accords de Nettuno, que les Serbes du vieux royaume semblaient accepter d'assez bonne grâce et, pour ainsi dire, sans résistance, soulevait ici une véritable indignation. A Dubrovnik, à Kotor, à Split (Spalato), partout j'entendais le même langage :

— Nous désirons tous la paix et la bonne entente avec l'Italie; mais nous ne voulons pas en faire tous les frais Qu'importent aux Serbes de Serbie les conventions de Nettuno? elles n'atteignent leurs intérêts qu'indirectement, mais elles lèsent directement et gravement les nôtres. Nos Chambres de commerce et nos groupements industriels ont fait parvenir à Belgrade leurs critiques et leurs doléances. Belgrade doit en tenir compte. Qu'on revise d'abord, on ratifiera ensuite.

J'ai recueilli sur place quelques-unes de ces critiques et crois utile de les rapporter ici, quand ce ne serait que pour montrer l'importance du sacrifice que la Yougoslavie, en ratifiant les accords, a consentis au profit de la paix générale. Le traité d'établissement, observent les Dalmates, accorde aux sujets italiens les plus amples facultés d'élire domicile en territoire yougoslave et d'y exercer librement tous métiers et professions : cela sous couleur d'une réciprocité toute théorique.

Il n'y a présentement que fort peu de sujets yougoslaves à Fiume et à Zara ; il n'y en a point sur l'autre rive de l'Adriatique ; mais peut-être y aura-t-il demain cinquante mille Italiens en Dalmatie. Une clause du traité autorise les avocats de sujétion italienne, exerçant dans les villes dalmates, à plaider en italien, toujours à titre de réciprocité. Mais on devine que l'avocat yougoslave qui, devant le tribunal de Fiume, se hasarderait à plaider en serbo-croate, ne plaiderait pas longtemps.

Les Yougoslaves ont loué pour cinquante ans, dans le port de Fiume, le bassin Thaon de Revel, avec la faculté d'y établir un magasin général et d'y faire toutes opérations d'exportation et de transit. Toutefois, aux termes des accords de Nettuno, ces opérations doivent être pratiquées selon les tarifs italiens, qui sont très inférieurs aux tarifs yougoslaves. Voilà donc les Yougoslaves mis en demeure de se faire concurrence à eux-mêmes et de ruiner de leurs propres mains le port de Souchak, qu'on leur a laissé.

Un des traités stipule encore que la loi de réforme agraire en Dalmatie ne sera pas appliquée aux propriétaires qui auront opté pour la nationalité italienne, soit sur le continent, soit dans les îles. Nombreux étaient les habitants qui, depuis quelque temps, réclamaient la sujétion italienne pour échapper à la loi agraire et conserver la totalité de leurs biens. On ne manqua point de me faire observer en passant quel bon argument les conventions de Nettuno allaient fournir aux optants hongrois et à leurs défenseurs. Un homme d'affaires dalmate résumait tout le problème en ces quelques mots :

— Ni pour le commerce, ni pour la banque, ni pour l'industrie, nous ne sommes encore en état de soutenir la concurrence de l'Italie. Le *standard of life* de l'ouvrier italien est sensiblement inférieur à celui de notre ouvrier. Déjà, à l'heure qu'il est, tous nos efforts pour entrer en relations directes avec les marchés étrangers se heurtent aux entreprises et aux résistances des intermédiaires italiens. Que sera-ce demain ? Nous reprochons aux gens de Belgrade de sacrifier trop légèrement des intérêts qu'ils connaissent mal et de compromettre un avenir économique que par ailleurs ils sont bien incapables d'assurer.

Je n'ai pas eu, pour ma part, le sentiment que l'agitation soulevée autour des accords de Nettuno fût une simple ma-

nœuvre de politique intérieure, montée par l'opposition croate contre le gouvernement de Belgrade. Mais le fait même que le gouvernement voulait faire ratifier des accords qui atteignaient surtout les intérêts des nouvelles provinces, amenait celles-ci à lier les deux questions et à protester en même temps contre les Italiens et contre les Serbes. Il est d'ailleurs difficile d'admettre que ce résultat n'ait pas été escompté par la diplomatie italienne, qui, depuis la formation de l'État yougoslave, n'a cessé de spéculer sur le désaccord des trois membres qui le composent.

De l'agitation elle-même, je n'ai vu que la première phase, celle qui précéda l'attentat du 20 juin à la Skoupchtina. La situation était déjà fort tendue, mais n'avait pas encore l'acuité qu'elle devait atteindre un mois plus tard. A Dubrovnik, le samedi 26 mai, je crus assister à une simple farce, jouée à la police par des étudiants qui ressemblaient plutôt à des collégiens. Une colonne de gamins s'avançaient en chantant par le *Stradone;* dispersés par des agents, les manifestants disparaissaient dans les petites rues adjacentes, pour se reformer un peu plus loin. Comme c'était l'heure du *Corso*, le public, très nombreux, s'amusait à ce jeu de cache-cache, et ne faisait rien, ni pour l'encourager, ni pour l'interrompre. A Split, quelques jours après, ce fut un peu plus grave ; je vis quelques devantures enfoncées, quelques vitres brisées aux boutiques italiennes. Un paquebot de la *Cosulitch*, le *Président Wilson*, qui était mouillé dans le port, dut lever l'ancre précipitamment devant les cris d'une foule assez énervée. Lorsqu'ensuite je pus lire à Vienne, dans les journaux autrichiens et italiens, le récit de ces incidents, je constatai qu'ils avaient été démesurément grossis.

Le 30 mai, j'étais à Souchak, assis à une table de café devant cette absurde frontière : un pont en pleine ville, sur la petite rivière Recina ! Tout s'y passait gentiment. Il était midi : les petites écolières qui rentraient à Fiume montraient en riant leur carte de circulation au carabinier de service ; la *guardia di finanze* passait une main négligente dans le panier des ménagères, sans les arrêter. Le long des quais yougoslaves s'amoncelaient les bois de Slavonie ; les quais italiens étalaient leur blancheur vide au grand soleil. Calme absolu des deux côtés. J'achetai un journal, au hasard. C'était la *Vedetta*

d'Italia. L'article de tête, intitulé : « Bêtes inférieures », développait en trois colonnes d'un style très grossier cette idée simple, qu'une énorme distance séparait les Yougoslaves barbares des Italiens civilisés. « Depuis quelques jours, y lisait-on, nous sommes indignement provoqués par la canaille croate et slovène. Notre attitude est celle de gentilshommes qui ont conscience de leur dignité, de leur supériorité forte et sereine devant des hordes de voyous... La guerre ? Plût à Dieu ! pourrions-nous répondre, parce que, Dieu merci, nous sommes en mesure de rompre les côtes et de briser les cornes à une tourbe de race inférieure, déjà habituée à fuir peureusement devant nos baïonnettes (1). » En lisant ces lignes, imprimées à Fiume, je me demandais quel effet elles devaient produire à Souchak, c'est-à-dire à l'autre bout du pont...

Ce qui s'est passé depuis est trop récent pour qu'il soit besoin de le rappeler en détail. Le 14 août, les accords de Nettuno étaient approuvés par 158 voix ; la Skoupchtina compte 315 députés; mais, depuis l'attentat du 20 juin, les paysans-croates avaient cessé d'y paraître et, au moment du vote, les agrariens quittèrent la salle des séances. Des émeutes éclatèrent, en signe de protestation, à Split, à Chebenik, à Zagreb, à Liubliana. Le gouvernement de Rome, pour venger les injures subies par ses ressortissants, demanda des excuses et des indemnités; celui de Belgrade s'empressa de faire droit à toutes les exigences italiennes. Je me suis rappelé alors les paroles de cet homme d'État slovène : « Les conventions seront ratifiées, mais cela n'avancera pas beaucoup les choses. » Si du moins le geste de conciliation fait par Belgrade pouvait amener une détente et favoriser, dans un avenir prochain, la solution du conflit italo-yougoslave, c'est-à-dire l'acceptation franche et sincère d'un *modus vivendi*, aux termes duquel les deux États pussent vivre et développer en paix leurs intérêts légitimes, on oublierait volontiers les manœuvres déplaisantes et les incidents pénibles, pour ne se souvenir que du résultat.

CROATIE, SLOVÉNIE

Le voyage de Souchak à Zagreb donne une première idée de la richesse du pays croate : forêts de sapins et forêts de hêtres

(1) La *Vedetta d'Italia* du mardi 29 mai 1928, n° 127.

alternent avec des cultures plantureuses et de beaux pâturages. L'arrivée à Zagreb confirme cette impression. La ville basse, qui fut en partie reconstruite après le tremblement de terre de 1880, est de caractère purement occidental et moderne ; les édifices publics, musée, théâtre, université, offrent tous, au dehors cette magnificence, à l'intérieur ce confort, qui sont partout la marque de l'administration austro-hongroise. Construite après la guerre, la nouvelle Bourse ne le cède en rien aux monuments de l'ancien régime : ensemble grandiose, détail minutieusement fini, mise en œuvre pour ainsi dire synthétique de toutes les ressources locales, en matériaux, en métiers, en art. Passer une heure à la Bourse de Zagreb, c'est assez pour comprendre le rôle que les Croates, pour peu qu'ils se montrent raisonnables, sont appelés à jouer dans la vie politique et économique du royaume yougoslave.

En traversant la vieille « ville ecclésiastique », on arrive, par une série de rues montantes, jusqu'à la « Ville Haute », encore plus ancienne. C'est ici que s'établirent les premiers émigrés, chassés des rives dalmates par la conquête turque. Toutes les familles de l'aristocratie y ont encore leurs demeures, et les administrations leurs sièges. L'ancien palais du Ban de Croatie sert aujourd'hui de préfecture. Devant l'église Saint-Marc, on montre encore la place où fut supplicié ce Roi des Paysans, précurseur des révoltes nationales ; sa tragique aventure a fourni le sujet d'un drame populaire, dont M. Raditch offrait aux paysans croates la représentation gratuite. Tout autour de l'église s'ouvrent les porches à voûte basse des vieux hôtels, dont plusieurs sont abandonnés, dont quelques-uns ont été heureusement rajeunis. Une étroite promenade à laquelle Mgr Strossmayer a donné son nom, marque les limites de cette Ville Haute : de la terrasse, que de vieux arbres ombragent, on aperçoit le développement qu'ont donné à la nouvelle ville deux vastes faubourgs, l'un industriel, l'autre peuplé d'artisans.

Il ne faut pas un jour pour comprendre que Zagreb possède deux sortes de richesses dont Belgrade est encore privée : de l'argent, et une classe bourgeoise, — ou, si l'on veut, aristocratique, — ayant dans le pays des racines et des traditions. Riches, économes dans le privé, généreux s'il s'agit d'embellir leur ville ou de la doter d'écoles, d'hospices, de marchés cou-

verts et de jardins publics, les bourgeois de Zagreb m'ont paru très contents d'eux-mêmes et, par suite, un peu dédaigneux à l'égard de compatriotes moins cossus et moins « évolués ». Ils ont accueilli la libération de la Croatie avec la joie sincère d'excellents patriotes ; mais l'union au vieux royaume a modifié leur vie économique, bousculé leurs habitudes : ils s'en plaignent, ou du moins ils constatent, avec quelque amertume, qu'entre les anciennes provinces et les nouvelles, l'équilibre nécessaire n'est pas encore établi.

— Avant la guerre, m'a dit un grand industriel de Zagreb, nous étions, comme vous savez, sujets des Hongrois. Toute liberté politique nous était refusée ; mais nous jouissions d'une large autonomie administrative. Aujourd'hui, nous sommes devenus partie d'un autre tout. Le nouvel État yougoslave est surtout agricole. La Croatie est elle-même une province agricole, ayant une industrie, mais une industrie dont l'agriculture fournit presque entièrement les matières premières. Nos produits essentiels, ce sont les bois, les vins, les tissus. La période d'inflation qui a suivi la guerre a favorisé chez nous le développement industriel : le mot d'ordre était de ne rien importer, et de produire le plus possible pour l'exportation. Les banques ont secondé de leur mieux cet effort de production.

« Puis la déflation est venue, entraînant une crise que tous les pays ont traversée. Malheureusement, la Yougoslavie n'avait pas d'épargne, pas de capital national. En constituer un par l'agriculture? Après la réforme agraire, il n'y fallait plus penser. Exploiter d'une manière intensive nos richesses naturelles, qui sont considérables? Cela supposait la confiance de l'étranger et le concours de ses capitaux. Une meilleure politique financière et administrative nous eût peut-être valu l'une et l'autre. Mais, du moins au début, cette condition n'était point réalisée. Ayant besoin d'argent, le gouvernement de Belgrade en a pris où il y en avait, c'est-à-dire chez nous, en Croatie et en Slovénie. Nous avons payé beaucoup d'impôts, sans qu'on fît grand chose pour nos provinces. C'est une injustice qu'on ne tardera pas à réparer : après la saturation viendra l'expansion ; après un étatisme exaspéré, on retournera à l'individualisme qui, pour toute économie nationale, est la condition même du progrès.

Les banquiers croates m'exposèrent un autre grief. Zagreb

était et Zagreb demeure encore aujourd'hui la grande place financière, où les affaires naissent et se développent. Avec ses cinquante succursales, la *première Caisse d'Épargne croate*, qui est une banque et dont la fondation remonte à 1845, a su concentrer l'épargne paysanne et en obtenir des résultats merveilleux. L'Association des Instituts financiers de Zagreb réunit tous les établissements de Croatie, Slavonie, Dalmatie, Bosnie, Herzégovine et une partie de ceux de la Voïvodine et de la Slovénie. L'argent déposé dans les seules banques de Zagreb représentait, en 1927, environ 50 pour 100 du total des dépôts pour toutes les banques du royaume. Tout récemment, c'est encore de Zagreb que partait ce mouvement de rationalisation et de fusion bancaire, qu'on a trop peu remarqué chez nous, et qui aura pour double résultat de réduire la concurrence et les frais généraux, et de prévenir l'hégémonie du capital étranger sur l'économie nationale.

Or, soit par un souci de centralisation, soit par un sentiment de jalousie, — j'ai entendu donner les deux explications, — le gouvernement oblige les grandes banques, comme les grandes affaires, à transporter leur siège social à Belgrade. Cette exigence a été fort mal accueillie par les hommes d'affaires croates, qui ne s'en trouvent pas seulement gênés dans leur activité, mais encore blessés dans leur amour-propre. Au moment où la tension politique devenait plus forte entre Zagreb et Belgrade, ces griefs d'ordre moral ou économique devaient contribuer à exaspérer encore davantage l'opinion croate contre le vieux royaume. Ayant abordé un jour ce sujet délicat avec deux journalistes de Zagreb, dont l'un était Serbe et l'autre Croate, je leur demandai pourquoi ils ne cherchaient pas un terrain d'entente dans la politique étrangère, où les intérêts des Serbes, Croates et Slovènes sont étroitement confondus. Ils répondirent l'un et l'autre que cela n'intéressait pas leur public et que les journaux ne vivaient que des polémiques et des incidents quotidiens de la politique intérieure. Le Croate ajouta avec un malin sourire : « Vous voyez que nous sommes tous deux du même avis. La seule différence qu'on puisse relever entre mon confrère et moi, c'est que je connais bien les Serbes, et qu'il connaît mal les Croates. »

Si la Croatie est le centre de la grande banque et des affaires, la Slovénie, qui n'est ni moins belle ni moins riche, se

distingue par une organisation agricole et des corporations d'artisans que pourraient lui envier les plus modernes de nos États d'Occident. Dans ce pays catholique par excellence, le clergé a joué de tout temps un rôle considérable. Sous l'ancien régime, les hauts fonctionnaires de la province étaient tous Allemands : la politique de Vienne tendait à empêcher la formation d'une grande bourgeoisie indigène ; au sortir de l'Université, on s'efforçait de dépayser les Slovènes instruits. Seul le clergé séculier était recruté exclusivement dans le pays. Ainsi les traditions nationales furent maintenues surtout par le clergé. D'où l'influence prépondérante du parti clérical, de ses conceptions politiques et de ses organisations.

Le parti clérical slovène se rattachait au parti chrétien-social autrichien. Fidèle aux directions données par le docteur Lueger et par ses lieutenants, il s'attacha d'abord à relever la condition sociale et économique du paysan et de l'artisan, soit par des réformes législatives, soit par le développement du système coopératif. Aujourd'hui encore le parti clérical slovène s'appuie sur les forces paysannes et doit à l'action sociale le meilleur de son influence. Il se défend d'être confessionnel, bien qu'en fait il ne se recrute que parmi les catholiques. Mais les cadres dans lesquels il groupe et organise ses électeurs sont d'ordre purement économique. Le rapport général de 1927 n'énumère pas moins de 524 institutions contrôlées par le parti : coopératives de crédit, de vente, d'achat et de consommation; sociétés laitières, sociétés d'élevage, groupements d'artisans, etc... Le type d'organisation n'est pas la *Gewerkschaft* (syndicat), mais plutôt la *Gemeinschaft* (corporation, communauté d'intérêts).

L'économie générale du pays a largement bénéficié de ce régime. D'une part, c'est en Slovénie qu'on a vu se constituer par l'épargne le capital national relativement le plus important. De l'autre, alors que dans le vieux royaume le paysan était la proie des petites banques et des usuriers, ici, s'il empruntait, c'était à sa coopérative de crédit, par conséquent dans des limites et à des conditions également raisonnables. La question des dettes paysannes, qui pèse aujourd'hui si lourdement sur l'économie yougoslave, existe aussi en Slovénie, mais elle s'y pose en termes beaucoup moins aigus. Enfin on a ressenti ici moins gravement qu'ailleurs les répercussions fâcheuses de la

réforme agraire sur la quantité et la qualité de la production. Il existait peu de grands domaines : 24 seulement ont été touchés par la réforme, et l'organisation coopérative a fourni au petit propriétaire les ressources financières et techniques dont il était personnellement dépourvu.

La formation d'une bourgeoisie indigène, d'une « intelligence », devait avoir pour résultat, en limitant l'influence naguère exclusive du clergé catholique en Slovénie, de réduire aussi l'importance du parti clérical slovène. Quand j'ai demandé à l'un des chefs de la fraction démocrate de me définir son programme, il m'a répondu : « Avant tout, nous sommes anticléricaux, ce qui ne veut pas dire antireligieux. Mais nous reprochons au docteur Korochetz et à ses partisans de dresser artificiellement une barrière entre paysans et citadins, et de favoriser ainsi un antagonisme d'intérêts nuisible à la nation. »

Cependant pour mieux combattre le parti clérical, les partis concurrents ont rivalisé d'ardeur avec lui dans la création et le développement des organismes coopératifs. Comme les cléricaux, les démocrates slovènes ont aujourd'hui leurs banques, leurs fromageries, leurs coopératives de vente et d'achat : le rapport de 1927 en annonce 141. Les socialistes en ont fait autant et de même, en quelque mesure, les communistes. A vrai dire, on peut critiquer cette ingérence de la politique, sous sa forme la plus aiguë, la politique de parti, dans la vie économique et sociale d'une province. Elle a ses inconvénients. Mais en l'espèce, elle se traduit par une émulation et une concurrence dont la population slovène a tiré, jusqu'à présent, des bénéfices importants.

Liubliana, la capitale, par l'extrême propreté de ses maisons et de ses rues, l'animation de ses marchés, l'élégance de ses édifices publics et de son parc, — une création du maréchal Marmont, — traduit admirablement cet état général de bonne organisation et de prospérité. La « Chambre des patrons », qui réunit dans un vieux palais italien rajeuni par des artistes slovènes les trois offices centraux du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, offre un raccourci saisissant des multiples activités de cette province. Elle a l'air de s'entendre assez bien avec la « Chambre du travail », moins luxueuse, mais tout aussi bien organisée. Il faut vivre quelques jours à Liubliana, s'écarter des milieux d'affaires et approcher les intellectuels, savants, journalistes,

étudiants, pour apercevoir les ombres du tableau. Liubliana est presque une ville frontière, et ses habitants savent qu'à une distance de quelques kilomètres, en Autriche et en Italie, vivent 500 000 Slovènes, auxquels les unissent la communauté de race et de langue, souvent même les liens de la parenté.

Ainsi s'explique l'extrême sensibilité d'une population qui, tout en travaillant et en gardant son sang-froid, s'intéresse passionnément aux menus incidents de la politique. On ne m'a pas beaucoup parlé à Liubliana des conventions de Nettuno; mais en revanche quelle indignation y soulevaient, presque chaque jour, les nouvelles venues de Trieste ou de Goriza : cercles slovènes fermés ou assaillis, étudiants punis pour avoir parlé en public leur langue maternelle, etc... Encore, toujours l'irritant problème de l'irrédentisme et des minorités. Mais ce n'est pas seulement du côté de l'Italie que les Slovènes dirigent des regards inquiets. Les Slovènes ont peur de l'*Anschluss*; ils se demandent avec angoisse quel serait le sort de leur pays, le jour où l'Autriche et l'Allemagne ne formeraient plus qu'un seul État. Sur la valeur pratique du *veto* opposé par les puissances de l'Entente aux aspirations germaniques, ils ne se font pas plus d'illusion que les Tchécoslovaques. La nécessité d'une étroite collaboration entre Prague et Belgrade est très vivement ressentie à Liubliana; on y envisage même avec faveur l'éventualité d'un rapprochement sérieux entre Belgrade et Sofia. C'est que la Slovénie a conscience d'être la position avancée, l'extrême bastion du monde slave, battu d'un côté par le flot italien, de l'autre par la marée montante des convoitises pangermanistes.

Vis-à-vis du gouvernement de Belgrade, l'attitude des Slovènes est beaucoup plus modérée, beaucoup plus calme que celle des Croates. Le seul point sur lequel on critique sévèrement le nouveau régime, c'est l'inégale répartition des charges fiscales. J'ai voulu connaître à ce sujet l'opinion d'un haut fonctionnaire de Liubliana. Voici ce qu'il m'a dit:

— M. Raditch exagère, lorsqu'il prétend que la Croatie et la Slovénie paient à elles seules 80 pour 100 de l'impôt yougoslave. Mais il est incontestable que ces provinces paient plus que leur dû. Cela s'explique par deux raisons. D'une part, la différence entre les législations, qui disparaîtra avec l'unification des codes; de l'autre, la disparité entre les systèmes de

perception. En vieille Serbie, on compte surtout sur les contributions indirectes; l'impôt direct, établi par commune, est réparti entre les habitants de la façon la plus arbitraire et rentre fort mal. Ici, conformément au système autrichien, l'impôt direct est de beaucoup le plus important : il est réparti entre tous les citoyens avec une parfaite équité, et perçu par des agents probes. Nul ne songe ni à dissimuler son avoir, ni à payer moins qu'il ne doit. C'est même pour cela que, comparativement à celles des anciennes provinces, les charges de la Slovénie sont si lourdes. C'est aussi parce que la population y est très dense et assez riche. Après la Voïvodine, c'est la Slovénie qui paie le plus d'impôts, puis vient la Croatie. Le gouvernement devra veiller à répartir plus équitablement les charges fiscales, s'il ne veut point tarir des ressources qui ne sont pas inépuisables, et susciter un mécontentement que la situation politique actuelle rendrait peut-être dangereux.

Les graves événements de l'été dernier, — attentat du 20 juin, mort de M. Raditch, crise ministérielle, troubles provoqués par la ratification des accords de Nettuno, — ont permis de mesurer le loyalisme des Slovènes et la solidité de leur attachement à la constitution unitaire. La présence de l'abbé Korochetz à la tête du nouveau ministère est la preuve la plus évidente de leur volonté de collaboration. Si étroits que soient les rapports qui, sur le terrain économique et financier, les unissent aux Croates, on a vu les Slovènes désavouer formellement l'attitude révolutionnaire prise par le parti paysan, à Belgrade, contre le gouvernement, à Berlin, lors du Congrès interparlementaire d'août 1928, contre l'unité même du Parlement et de l'État yougoslaves.

D'où provient cette différence ? Je crois qu'elle s'explique autant par le tempérament des deux peuples, que par leur histoire. Tandis que les Slovènes, calmes et réfléchis, s'appliquaient à améliorer leurs conditions morales, sociales et économiques par des moyens constitutionnels, dans les cadres du régime autrichien, les Croates, plus ardents, ne croyaient pouvoir arracher quelques concessions au gouvernement hongrois que par la violence de leur opposition. Ils ont fait l'opposition si longtemps et avec une telle vigueur, que cette attitude est devenue pour eux une habitude impérieuse et presque irréfléchie. Beaucoup de Croates se croient encore au

temps où le gouvernement, c'était l'ennemi. Cette disposition fâcheuse explique dans une certaine mesure la défiance et l'hostilité que Zagreb manifeste contre Belgrade. Les raisons d'ordre moral et économique que nous avons exposées plus haut n'ont pris une telle importance dans l'esprit des Croates, que parce qu'elles corroboraient et semblaient justifier ce dangereux parti pris.

On ne peut pas s'attendre à ce que l'équilibre politique, économique et social entre des régions soumises pendant si longtemps à des régimes si différents s'établisse en un jour. C'est là une œuvre de longue haleine, que contrarient malheureusement les initiatives imprudentes de quelques politiciens, mais que favorisent au contraire la bonne volonté, le bon sens et le patriotisme du plus grand nombre. Le progrès vers une unité solide et féconde paraît sensible au regard impartial des étrangers qui vivent et travaillent dans le pays. Souhaitons qu'aucun accident, aucune influence extérieure, inconsidérée ou maligne, ne vienne l'interrompre.

En Yougoslavie, comme en Roumanie, l'influence toute désintéressée de la culture française agit d'une manière bienfaisante, en offrant aux éléments les plus divers un terrain de rapprochement et d'entente. Dans chacun des trois grands centres universitaires du royaume, à Belgrade, à Zagreb, à Liubliana, un lecteur français enseigne à des étudiants chaque année plus nombreux notre langue et notre littérature. J'ai pu constater moi-même, dans ces trois villes, la position excellente qu'avaient réussi à se créer nos compatriotes, tant dans les milieux universitaires que dans la société. Huit professeurs français sont détachés dans les établissements d'enseignement secondaire. A Bitolj, l'école des Sœurs de la Providence compte 180 élèves; celle des Frères maristes en a plus de 100; à Skoplié, l'école Ch. Doerr est florissante ; à Bor, les enfants des employés et ouvriers français sont instruits dans notre langue par des maîtres français. Partout ailleurs, une large part est faite à la langue, à l'histoire et à la géographie du pays.

A Belgrade, j'ai vu flotter notre drapeau sur le nouvel et magnifique immeuble que les Oblates de l'Assomption achevaient de construire et qui vient d'ouvrir ses portes. Ces religieuses, qui avaient accueilli en France quelques enfants serbes au temps de l'exil, ont rejoint leurs élèves sitôt après la paix et

se sont donné pour tâche d'instruire et d'élever à la française, sans aucune préoccupation confessionnelle, les jeunes filles de la meilleure société yougoslave. Cette œuvre, aujourd'hui en plein essor, contribuera peut-être, pour sa modeste part, à former, sur des bases plus solides qu'un enrichissement subit ou une fortune politique imprévue, cette classe dirigeante, dont l'absence dans le nouvel État se fait sentir si gravement.

C'est particulièrement en Croatie et en Slovénie que les Instituts français de Zagreb et de Liubliana et leurs succursales de province ont travaillé utilement et en dehors de toute préoccupation politique, à la diffusion de notre culture et, d'une manière indirecte, à l'apaisement des esprits. A côté des cours réservés aux étudiants de l'Université, des conférences destinées aux officiers de la garnison, d'autres au grand public, ont donné les meilleurs résultats. Enfin la Société des Amis de la France, qui correspond en Yougoslavie à l'Alliance française, compte dans le royaume plus de soixante groupements, dont l'activité se traduit par des conférences, des cours du soir et de vacances, la création de salles de lecture et de bibliothèques.

Dans quelques milieux yougoslaves, — qui ne sont pas des milieux politiques, — j'ai entendu déplorer qu'une action intellectuelle et morale aussi grande ne fût pas accompagnée de l'action économique qu'elle semblerait devoir préparer. Les Français ont toujours été plus enclins et plus habiles à exporter leurs idées que leurs produits. Les présidents et les secrétaires de plusieurs Chambres de commerce m'ont exprimé leur regret de ne pas entretenir avec nos fabricants des relations plus actives. Bien que l'Autriche, la Hongrie et l'Allemagne aient soigneusement conservé, surtout dans les nouvelles provinces, des positions économiques acquises depuis longtemps, et qu'elles les aient même parfois développées, il reste encore une large place pour la France, et la France est en bonne condition pour l'occuper. Nous prouverons ainsi à nos amis et alliés yougoslaves que, non contents de reconnaître en eux d'admirables patriotes et des soldats magnifiques, nous apprécions aussi à leur valeur les ressources de leur sol et les produits de leur travail. Entre la France et l'État des Serbes, Croates et Slovènes, des liens économiques plus nombreux et plus étroits renforceront utilement ceux qu'ont établis et qu'entretiennent la politique et l'amitié.

CONCLUSION. — LES BALKANS AUX PEUPLES BALKANIQUES

L'impression que je rapporte d'un voyage de quelques mois à travers les Balkans n'est pas franchement optimiste : quelques inquiétudes s'y mêlent à beaucoup d'espérances. J'ai entendu à Belgrade deux diplomates très expérimentés, représentant l'un une grande nation occidentale, l'autre un État d'Orient, exprimer devant moi, à quelques heures d'intervalle, un jugement identique. Ils estimaient tous deux la situation actuelle dans les Balkans beaucoup plus dangereuse qu'avant la guerre : d'une part les causes de friction s'étaient multipliées ; de l'autre, il était devenu impossible, si quelque conflit éclatait, de le localiser. Je crois qu'il ne faut pas regarder les choses d'aujourd'hui avec des yeux d'autrefois. Connaître l'histoire, c'est bien ; connaître l'histoire et savoir l'oublier, c'est encore mieux. Le nouveau statut territorial a créé dans les Balkans une situation politique entièrement nouvelle, qui peu à peu se libère des formules périmées. Situation imparfaite, c'est entendu, mais représentant tout de même un progrès par rapport à celle qu'elle a remplacée. Ce n'est pas en répétant : « Balkan, volcan », qu'on travaille pour la paix du monde, mais plutôt en secondant l'effort que font les peuples pour rompre avec des traditions néfastes et pour fonder sur des bases saines et franches leur vie politique, économique et sociale.

Cet effort, tous les peuples des Balkans ont commencé à le faire : tous sont résolus à le poursuivre : mais ils restent encore plus ou moins éloignés du but qu'il leur faut atteindre. Je m'excuse à l'avance auprès de nos amis balkaniques de la franchise un peu brutale avec laquelle j'énumère ici les principaux obstacles qui m'ont paru s'opposer encore à leurs progrès et qu'avec le courage et la persévérance dont ils ont déjà donné tant de preuves, ils parviendront certainement à écarter. D'abord, trop de politique, et j'entends politique au plus mauvais sens de ce mot. Tout est « politisé » dans les Balkans : l'administration et le fisc, l'industrie, le commerce et la banque. Que le ministre change, tous les fonctionnaires sont remplacés. Dans un grand pays comme la Roumanie, où l'armée compte de 8 500 à 9 000 officiers, il n'y a même pas une loi des cadres ; nominations et promotions sont également

arbitraires en théorie, et souvent en pratique. L'État n'est pas seulement omnipotent, il est omniprésent, intervient dans toutes les affaires privées, et, par son intervention, fausse le jeu naturel du marché économique et financier, entrave l'initiative individuelle, et finalement supporte, c'est-à-dire fait supporter à la nation tout entière la responsabilité des accidents survenus aux particuliers ou des fautes commises par eux. Or l'État, dans ces pays, c'est le gouvernement, et le gouvernement, c'est un parti, entre les mains duquel se trouvent concentrées, pour un temps plus ou moins long, toutes les activités nationales. Un pareil système multiplie les inconvénients ordinaires de l'étatisme et donne libre carrière à la corruption.

L'étatisme des gouvernements balkaniques a souvent pour corollaire un nationalisme étroit et stérile, qui se traduit par l'horreur de toute collaboration étrangère, — sous prétexte que collaboration pourrait devenir hégémonie, — et par la prétention de se suffire à soi-même, dans tous les domaines de l'activité. Or, dans le monde moderne, il n'y a plus une nation, si puissante soit-elle, qui se suffise entièrement à elle-même, c'est-à-dire qui, par ses seules ressources naturelles, satisfasse à tous ses besoins. A plus forte raison les pays balkaniques ne peuvent-ils se passer des pays étrangers, de leur concours technique et de leur aide financière. On comprend fort bien qu'ayant conquis leur indépendance depuis peu de temps et au prix de douloureux sacrifices, ils craignent de retomber sous quelque tutelle étrangère, politique ou économique. Mais n'ont-ils pas désormais à leur portée tous les moyens, diplomatiques et législatifs, de prévenir ce danger, tout en profitant largement des concours qui s'offrent à eux, et sans lesquels ils ne sauraient acquérir à bref délai l'outillage et l'organisation nécessaires à leur progrès?

Il semble que, dans ces derniers temps, les gouvernements balkaniques aient mieux compris cette nécessité. En faisant appel au capital étranger pour stabiliser leur monnaie, assainir leurs finances et compléter leur outillage économique, ils ne se sont pas seulement assuré de plus grands moyens, ils ont encore pris contre leur propre faiblesse des garanties efficaces : les conditions imposées le plus souvent par les prêteurs, — contrôle des finances publiques, réduction du nombre des fonctionnaires, indépendance des instituts d'émission vis-à-vis de

l'État, — rendront, pour ainsi dire, obligatoire et immédiate une première réforme de l'organisation intérieure, que d'autres viendront bientôt compléter.

La nouvelle présence, dans trois grands États, d'éléments que leur origine ethnique rapproche, mais que leur évolution historique distingue de ceux auxquels ils viennent de s'unir, peut aussi devenir une cause de progrès. J'ai eu l'occasion d'admirer en Grèce l'œuvre accomplie en peu de temps par les quinze cent mille réfugiés : œuvre matérielle et œuvre morale. L'influence des Transylvains en Roumanie, celle des Croates et des Slovènes en Yougoslavie peut devenir tout aussi féconde, si, au lieu de s'employer à une opposition stérile et à de vaines intrigues politiques, elle se traduit par une franche collaboration, orientée vers le bien-être et le progrès communs. Il n'est que trop vrai qu'en vieille Roumanie comme en vieille Serbie, la domination turque a laissé des traces déplorables et des habitudes mauvaises. L'arbitraire et la corruption ne sont pas tant des vices turcs, que des vices dont les Turcs ont favorisé l'épanouissement dans les pays qu'ils avaient conquis et qu'ils laissaient à une aristocratie locale ou importée le soin de gouverner pour eux. Mais ce n'est pas en opposant sans cesse leur culture occidentale à la routine orientale de leurs compatriotes, que les Roumains et les Yougoslaves des nouvelles provinces résoudront le problème délicat de l'unification. Ils s'attardent trop à la critique, on les attend à l'œuvre. Le moindre inconvénient de leur attitude présente n'est pas d'ouvrir toutes grandes les portes de leurs pays aux intrigues de quelques puissances étrangères, dont le nouveau statut balkanique a déjoué les calculs et limité les ambitions.

Enfin les États des Balkans ont besoin, pour vivre et pour prospérer, de s'appuyer les uns sur les autres et d'associer étroitement leurs efforts au point de vue économique. La question n'est pas des plus simples, car ce sont des États agraires, dont les productions respectives se concurrencent plutôt qu'elles ne se complètent. Toutefois, si l'on y prend garde, on aperçoit bien des points sur lesquels les économies de ces quatre pays peuvent heureusement collaborer. Il n'y a pas de raison pour que la Grèce achète de la houille en Angleterre, du blé en Amérique et des bois en Norvège, quand la Yougoslavie, la Roumanie et la Bulgarie voisine produisent du bois, du grain

et du charbon. Une bonne politique des transports et une réforme douanière appropriée aux besoins communs pourront venir à bout de quelques paradoxes. Le port de Salonique, avec sa zone franche, telle que l'a conçue M. Venizelos, est appelé à jouer dans la vie économique des Balkans un rôle important et efficace, dès que seront écartées quelques difficultés assez minces, comme celles qu'ont fait naître l'exploitation de la ligne du Vardar et la jonction entre le réseau bulgare et le réseau hellénique de chemins de fer.

Au point de vue politique, on constate presque partout le même désir, la même volonté d'entente cordiale et de collaboration. Laissons de côté le grand dessein d'un État unique, réunissant tous les Slaves du Sud de l'Adriatique à la mer Noire et bornons nos vœux au succès des efforts poursuivis pour établir des relations normales entre la Yougoslavie et la Bulgarie, en mettant fin à la terreur macédonienne. Le jour où ce premier résultat serait obtenu, les autres suivraient bientôt. Déjà, au cours de cette année 1928, nous avons vu la Grèce s'unir par un traité à la Roumanie, et engager avec la Yougoslavie des négociations, d'où un autre traité est sur le point de sortir. Le développement de l'affaire albanaise à l'ouest, la menace bolchévique à l'est, au nord le réveil de certaines aspirations pangermanistes semblent avoir inspiré aux gouvernements d'utiles réflexions. De plus en plus, ils se persuadent que les Balkans n'appartiendront aux peuples balkaniques qu'autant que ceux-ci, au lieu de se quereller, se montreront prêts à défendre tous ensemble leurs intérêts communs.

Les élections du mois d'août dernier ont remis encore une fois les destinées de la Grèce aux mains du grand homme d'État qui, en 1912, accomplit le miracle de la première union balkanique. Puisse M. Venizelos, heureusement secondé par les chefs des États et des gouvernements voisins, préparer et réaliser la seconde qui, cette fois, ne sera dirigée contre aucun ennemi, mais bien plutôt destinée à parfaire une grande œuvre de civilisation, en rattachant plus étroitement les uns aux autres, et tous ensemble à l'Europe des peuples à qui jadis l'Europe dut son salut.

Maurice Pernot.

HISTOIRE D'UN HISTORIEN

AMÉDÉE THIERRY

1797-1873

III [1]

LES DERNIÈRES ANNÉES

A CHACUN SON DÛ

Le second Empire fut une noble époque pour la science historique. Renouant les traditions de la Monarchie de Juillet, il accentue le mouvement qu'elle a déclenché. De nouveaux venus qui connaîtront bientôt la gloire : les Renan, les Taine, les Fustel de Coulanges, poursuivent l'œuvre commencée par leurs aînés.

Comme au début du siècle, Rome est à nouveau sujet favori d'études. L'exemple vient de haut, des Tuileries où Napoléon III travaille à sa *Vie de César*. Aussi, voit-on les œuvres succéder aux œuvres : l'*Essai sur Tite-Live* de Taine en 1856, *l'Église et l'Empire romain* par le duc de Broglie en 1857, l'*Histoire romaine à Rome* de J.-J. Ampère en 1858, le *Varron* de Gaston Boissier en 1859, les *Antonins* de Champagny en 1863, bientôt après, en 1864, l'admirable *Cité antique*.

Amédée Thierry avait puissamment contribué à ce renouveau. En France comme à l'étranger, l'introduction à l'*Histoire de la Gaule* lue, méditée, retenue, les idées originales, les

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre et 1er novembre.

jugements neufs qu'elle contenait, s'étaient vus, depuis vingt ans, développés, commentés, déduits, sans qu'on songeât toujours à nommer leur auteur. L'Allemagne, en particulier, s'était distinguée dans ce genre de larcins. Sans vergogne, ses docteurs d'université présentaient comme leurs les théories énoncées, un quart de siècle auparavant, par l'historien français, impudemment démarquées à leur profit.

Les amis du penseur dépouillé s'émurent et le pressèrent d'invoquer ses droits. Il se rendit à leurs instances (1). Remaniant l'ancienne *Introduction* de 1840, l'augmentant de chapitres nouveaux, il résolut de lui donner « la contexture méthodique d'un livre écrit pour lui-même ». Ce fut le *Tableau de l'Empire romain*, dont le titre précise la portée et souligne l'intention.

« Il n'y a que deux manières d'écrire l'histoire, a dit Balzac : les cent volumes in-folio des Bénédictins, ou l'in-octavo du penseur. » Le *Tableau de l'Empire* est ouvrage de synthèse. Son vaste dessein, trop ambitieux peut-être, est de révéler « le secret de Rome », de suivre pas à pas sa marche progressive à l'unité. Comparaison redoutable, Bossuet et Montesquieu ont traité le même sujet. Mais le *Discours sur l'histoire universelle* est surtout une œuvre théologique; les *Considérations*, un livre de philosophie rationnelle.

Pour analyser les causes de la décadence romaine, Montesquieu s'inspire des écrivains latins qu'il prend pour modèles. Son plus grand défaut est celui de son temps : l'abus des généralisations téméraires. Enfin il a la mentalité des *Libertins* de 1734. La religion n'apparaît pas dans un ouvrage consacré aux Romains, le peuple le plus religieux qui fût jamais. Même dédain pour la finance et l'économie politique. L'ex-président à mortier a l'œil clair, le jugement sûr et pénétrant. L'héritier substitué des barons de Montesquieu voit trop les choses en grand seigneur.

(1) D'une lettre écrite par A. Thierry à Saint-René Taillandier, le 3 juillet 1863, nous détachons ce passage : « Il y a vingt-quatre ans que j'imprimai ce Tableau comme introduction à mon *Histoire de la Gaule sous l'administration romaine*. La formule existait donc aussi nette, aussi précise, qu'on peut le voir dans ma dernière publication : et si l'on pense que cette introduction publiée en 1839 était le résultat d'un long travail, dans lequel tout s'enchaîne, il est difficile de me refuser la priorité de l'idée, soit en France, soit à l'étranger... *Is fecit qui probat*... il faut bien réclamer son dû. »

Son continuateur bourgeois va procéder d'autre sorte. Leurs points de départ s'opposent. Lui-même, dès l'abord, prend soin de nous avertir : « Par un entraînement naturel à la société de son temps, Montesquieu s'est fait patricien romain et il a envisagé le monde du haut du Capitole. Fils de vaincus de César, j'ai aperçu le Capitole du fond d'une bourgade celtique. »

C'est donc loin des « murailles saintes », du milieu des nations conquises, qu'Amédée Thierry examine comment une bourgade insalubre, fondée par une poignée de brigands, est devenue la maîtresse du monde.

Nous ne le suivrons pas dans le détail de sa discussion. Nous ne le verrons pas, avant Fustel de Coulanges, étudier l'ordre social, l'état intellectuel, la vie morale de la *Romanité*. Comment, toutefois, ne point marquer ici qu'il leur a consacré plusieurs chapitres, singulièrement originaux pour l'époque. Par son examen des religions de l'empire avant leur absorption dans le christianisme, il a comblé la lacune laissée par Montesquieu. Sans doute, ses conclusions seront élargies, sa science dépassée dans *la Cité antique*. La gloire d'un Fustel est assez haute et pure, pour qu'on puisse, sans l'offusquer, réclamer pour son précurseur quelques-uns des lauriers qui l'auréolent.

Le *Tableau de l'Empire romain*, profond et grave, écrit d'un style vigoureux, mais sans éclat, ne pouvait prétendre à conquérir le grand public. Il produisit l'impression la plus forte dans les milieux auxquels il était destiné. De tous les témoignages qui lui parvinrent alors, le plus précieux pour Amédée Thierry et qui le remplit d'un légitime orgueil, fut la résolution adoptée par le Dr John Sheppard, de prendre le *Tableau de l'Empire romain* pour base des leçons qu'il professait à Oxford. L'Angleterre accordait à l'ouvrage droit de bourgeoisie dans l'enseignement de ses universités (1).

LA QUERELLE DE SAINT JÉROME

Ayant ainsi affirmé ses droits et « réclamé son dû », l'historien put revenir à son siècle d'élection.

Après l'image de la société politique, il lui restait, montrant

(1) Au mois de juin 1864, l'Université d'Oxford décernait à Amédée Thierry son diplôme de *doctor in civil law*, honneur bien rare, puisque le nouveau titulaire est alors avec Guizot, le seul Français à le partager.

le travail du christianisme sur le patriciat romain, à tracer le tableau de la société religieuse. Toutes deux sont inséparables. On ne saurait comprendre l'une, si l'on n'a pas toujours présentes sous les yeux les agitations de l'autre.

Deux grandes figures sacerdotales, avant saint Augustin, dominent leur temps : saint Jérôme et Saint Jean Chrysostome. Le premier initiateur du monde romain à la vie extatique; apôtre de la pauvreté et de l'humilité; chantre sacré de l'amour en Dieu. Le second, moine tribun, prêtre austère, patriarche égalitaire, tenant tête à Arcadius, prêchant en pleine basilique contre l'impératrice. L'un, un Platon catholique; l'autre, un Diogène chrétien, un Gracchus mitré.

Jérôme venait d'abord. Entreprendre de le « raconter » était audacieux. Aucun nom, dans l'antiquité chrétienne, n'apparaît plus illustre que le sien. Nul père de l'Église n'a compté plus d'historiens, de critiques, de commentateurs.

Ce n'était pas non plus sans dangers. Le dogme encore contesté de l'infaillibilité pontificale est à l'ordre du jour. *L'Univers* mène en sa faveur la plus fougueuse campagne. On annonce la réunion d'un concile qui le proclamera. Or Jérôme avec saint Basile est précisément l'une des autorités sur lesquelles, Mgr Dupanloup en tête, s'appuient les opposants au triomphe du « romanisme ». N'a-t-il pas écrit dans une de ses lettres, la cent quarante-sixième à Paula : « L'Église de Rome n'est pas vraiment d'une espèce, et une Église quelconque de l'univers d'une autre espèce... Si l'on cherche où gît l'autorité, le monde est plus grand que la Ville (*orbis major est urbe*). Partout où il y aura un évêque, à Rome, à Eugubium, à Constantinople, c'est la même dignité, le même sacerdoce. Ce ne sont pas la puissance de la richesse, ni l'humilité de la pauvreté qui placent un évêque plus haut ou plus bas. Tous sont les successeurs des apôtres. »

Cette opinion si nette, un catholique libéral comme Amédée Thierry, admirateur de Lamennais, lié d'amitié avec les plus notables défenseurs du gallicanisme, ne pouvait l'étouffer. A quelles attaques, à quelle fureur d'invectives ne s'exposait-il pas? Il méprisait les injures, mais voulut les épargner au recueil dont il était depuis vingt ans le collaborateur assidu. Loyalement il avertit François Buloz : « Ne craindrez-vous pas ces messieurs de *l'Univers* et d'ailleurs? Les bonnes gens ont

leur petit christianisme à eux, leurs petits saints de poche, leur petite histoire expurgée, peignée et bien faussée. Je leur laisse ce triste bagage, *et magis amica veritas* (1). »

Buloz ne redoutait pas la bataille :

« Cher ami, répondit-il, ce que vous aurez fait sera bien fait, et bien dit, ce que vous aurez dit. » Le 1er septembre 1864, la *Revue* publiait la première partie de *Saint Jérôme* : la société chrétienne à Rome et l'émigration romaine en Terre-Sainte.

« Mon *Saint Jérôme*, précisait quelques jours plus tôt Amédée Thierry à Mgr Maret (2), ne ressemblera guère à celui de beaucoup d'autres; mais enfin je ne l'ai pas inventé, je l'ai pris dans sès propres livres et je ne crois pas m'être trompé.

« Mon but, en composant cet ouvrage, n'a point été de juger saint Jérôme comme théologien et de lui assigner sa part parmi les docteurs de l'Église catholique au IVe siècle. Cela n'était pas de ma compétence. Ce qui pouvait en être, c'était de montrer ce beau génie dirigeant dans le monde chrétien le mouvement monastique et appelant au Christianisme l'aristocratie païenne, comme dans un port de refuge, au milieu des perturbations de toute sorte qui agitaient cette malheureuse époque. En mettant l'une à côté de l'autre la vie païenne et la vie chrétienne à son berceau, j'ai voulu montrer comment se transforment, sous l'empreinte d'un enseignement moral tout nouveau, les caractères et les mœurs : c'est le passage de la civilisation antique à la civilisation moderne dans la capitale même du monde romain (3). »

A part deux chapitres, en effet, où la lutte de Jérôme contre l'origénisme et sa querelle fameuse avec saint Augustin sur l'*épître aux Galates*, sont rappelées sommairement, il n'y a pas trace de controverse théologique dans les volumes où revit si intensément le frêle cénobite de l'Aventin. Dans la préface qui accompagne son livre en 1867, l'auteur déclare qu'il aurait pu l'intituler *Mémoires de saint Jérôme*, « si la prétention attachée à un pareil titre ne m'eût semblé mal répondre au sérieux des recherches et à la gravité du sujet ». Puis il ajoute, expliquant sa pensée :

(1) 11 juin 1864.

(2) Doyen de la faculté de théologie à la Sorbonne, évêque *in partibus* de Sura et son ami intime qui l'administrera à son lit de mort, 1805-1884.

(3) 26 août 1864.

« Au fond, mon livre n'est que cela : saint Jérôme n'en est pas seulement le héros, il en est le véritable auteur. C'est son portrait tel qu'il nous l'a laissé de sa main; c'est la confidence de ses pensées, de ses études, de ses persécutions, de ses triomphes, faite par lui-même, au jour le jour, dans la sincérité des premières émotions; c'est aussi la vie de ses amis et de ses ennemis, parfois même la confession de ses nobles pénitentes, enfin, c'est l'histoire du IVe siècle, car Jérôme a touché à tout; il a tout vu, tout raconté, il a participé à toutes les luttes de son temps, dont il a été l'âme et la gloire.

Nous voilà prévenus. Il ne s'agit point dans *Saint Jérôme* d'un essai de synthèse scientifique à la Montesquieu, mais d'une chronique pittoresque à la Froissart. Toutefois, ce que n'a pas fait le protégé de Philippine de Hainaut, l'historien moderne le tentera, prétendant à la science des « faits intérieurs », voulant pénétrer l'âme de ses héros, pour exprimer les phénomènes.

Or, pour saisir le personnage entier de saint Jérôme, traduire les aspects divers d'une individualité si complexe, il est indispensable de se transformer en homme de son temps. Il faut pénétrer avec lui dans les rangs du clergé romain, dont il attaque les corruptions; sous les cloîtres mondains où il appelle à la pauvreté les orgueilleuses filles des Marcellus et des Fabius; au désert de Palestine et d'Égypte, où son ascendant les entraîne, à Bethléem enfin, où elles accourent, du fond de l'Occident, entendre sa parole et mourir au siècle.

Tel était le Jérôme qu'avait voulu « rendre » Amédée Thierry, l'étude qu'il avait essayée : celle d'un siècle et d'un milieu, à travers leur témoin le plus éminent.

Cependant, si respectueuse fût-elle, cette représentation exacte, sincère, non plus traditionnelle ou défigurée d'un saint homme sans doute, — mais enfin d'un homme, — heurtait la conviction, les préjugés ou l'artifice de certains. Si les grands organes du catholicisme libéral, *Correspondant* en tête, tinrent à demeurer courtois, ce fut, au camp ultramontain, une furieuse clameur de haro. Dans *l'Univers*, Aubineau s'en prit non seulement au *Saint Jérôme*, mais à l'œuvre entier d'Amédée Thierry : « des romans chargés d'impostures, des récits tendancieux où les martyrs de l'Église sont présentés comme des rebelles dignes de tous les châtiments, l'Église elle-même comme une société secrète organisée dans l'ombre pour

renverser l'Empire. » Un certain abbé Delacroix, professeur au grand séminaire de Beauvais, voulut à son tour entrer en lice. Sa plume incorrecte, bien qu'ecclésiastique, guerroya contre la *Revue*, aimablement dénommée la « sentine de la libre pensée ». Parbleu! Buloz avait refusé sa copie.

Les amis de l'écrivain rispostaient de bonne encre : Vitu dans *l'Étendard*; Merlet, au *Constitutionnel*; Jean Wallon, dans *le Siècle*. Ce fut la querelle de *Saint Jérôme* dont on peut retrouver les échos dans les journaux de 1867.

Cette « défense de la justice et du bon sens » (1) récompensait l'historien auquel parvenaient des approbations un peu plus orthodoxes que les injures du « Révérend Père Aubineau ».

« Vos graves et magnifiques travaux sur saint Jérôme, écrivait Mgr Darboy, m'ont montré que vous trouviez du charme à reposer vos pensées dans la contemplation des grandes et saintes figures, telles que la religion les a faites. Il était digne de vous de montrer ce fier et vigoureux athlète de la foi chrétienne, avec son âpreté semi barbare, en face des défaillances et des corruptions du vieil empire romain qui s'écroulait et allait disparaître sous ses ruines, et de faire jaillir du sein de ses ruines elles-mêmes, à la faveur de la foi chrétienne, les vertus si pures des Paula, des Marcella et des Mélanie, comme celles de Taxatius et du sénateur Pammachius. Dieu, monsieur, récompense de tels travaux qui sont un monument élevé à l'honneur de sa religion (2). »

CANDIDATURE ACADÉMIQUE

Il y avait alors vingt-cinq ans qu'il appartenait à l'Institut. L'Académie française, après les Sciences morales, s'était, depuis, ouverte à bon nombre de ses collègues : à Rémusat, à Tocqueville, à Silvestre de Sacy, à Vitet... On s'étonnait qu'il ne fût pas d'entre eux. Buloz s'en dépitait. Par amitié, mais aussi par amour-propre, le directeur de la *Revue*, cette « antichambre de l'Académie », tenait que l'historien attitré de la

(1) Mignet, dans une lettre à Amédée Thierry : 12 février 1868.

(2) Le 15 août 1868, Amédée Thierry était élevé à la dignité de grand-officier de la Légion d'honneur. « Vos collègues du Sénat, lui écrit alors Sainte-Beuve, considèrent l'octroi de cette haute distinction comme une réponse aux attaques indignes de *l'Univers*. »

maison comptât parmi les Immortels. Il crut l'occasion favorable à la mort de Barante et adressa à son collaborateur et ami ce billet pressant :

« Mon cher ami, M. de Barante laisse un fauteuil à l'Académie française que vous devez occuper mieux que personne. Vous êtes le successeur indiqué. Ne vous présenterez-vous pas pour combattre tout autre prétendant et mettre l'Académie en demeure de se prononcer? J'estime que c'est un *devoir* pour vous (1). »

L'Académie française ne passe point pour aimer beaucoup d'être « mise en demeure ». Il faut surtout se rappeler quelle était alors la situation. « Les classes supérieures ne se rallient point, écrivait Guizot à lord Aberdeen, quelques mois après le coup d'État. Le gouvernement ne gagne rien sur les anciens partis, mais ils ne font rien contre lui... ils causent. Nous savons au moins conserver la liberté de la conversation... » C'est surtout à l'Académie française qu'on causait, voire qu'on élevait la voix au sein du « désert moral ». Pendant vingt ans, l'opposition à l'Empire devient la règle sous la Coupole (2). Tous les choix qui se succèdent : Berryer, Dupanloup, les ducs Victor et Albert de Broglie, Falloux, Lacordaire, Dufaure, Carné, Prévost-Paradol, Cuvillier-Fleury affirment cette résolution d'hostilité.

Voilà-t-il pas qui doive porter à réfléchir un candidat aux titres éclatants, mais coupable d'être sénateur et familier des Tuileries? « Nous montrerons à M. Thierry, avait déclaré le duc de Broglie, que le Sénat et l'Académie sont choses incompatibles. » Menaçantes paroles qui trahissaient le dessein prémédité de mettre en échec le haut fonctionnaire impérial, d'infliger sur son nom une injure au « bâtard », à « l'aventurier couronné ».

Amédée Thierry le comprit et dressa son bilan. Guizot et Mignet douteux, tout ses amis qu'ils fussent, il pouvait compter sur « les voix de la *Revue* », sur celles des académiciens sénateurs Sainte-Beuve et Mérimée : une quinzaine au plus C'était beaucoup; ce n'était pas assez. Jules Favre, le concur-

(1) 17 décembre 1863.

(2) Pontmartin écrira en 1875 : « A présent que l'Empire est tombé, nous pouvons l'avouer, quoi de plus puéril que cette monomanie d'opposition furieuse contraire à l'esprit et aux origines de l'Institut...? »

rent qu'on lui oppose, auquel on pardonne son républicanisme en faveur de ses haines, ralliera au contraire les suffrages de la droite. C'est pour lui la victoire certaine, retentissante. Par dévouement politique, le dignitaire de l'Empire s'effaça devant l'avocat d'Orsini.

LES LOISIRS D'UN HOMME D'ÉTUDES

Notre époque vertueuse et pudique a vigoureusement flétri la « corruption impériale ». Et certes, elle en a bien le droit, donnant, comme chacun sait, l'exemple de tous les rigorismes...

On conçoit pourtant qu'un écrivain célèbre, absorbé dans ses travaux et bientôt un vieillard, ne se rencontre pas, aux côtés d'un Morny, d'un Nieuwerkerke, parmi les meneurs de frairies. Au Sénat, certains de ses collègues n'imitent point cette réserve, s'égarent parfois dans les salons interlopes qui commencent à pulluler dans Paris. Le préfet de police Piétri connaissait sur ces imprudents de bien réjouissantes histoires. Amédée Thierry, doctrinaire au temps de sa jeunesse, grave et même un peu solennel, a plus de respectabilité. Le grand Seize lui demeura toujours mystérieux et s'il aperçut Anna Deslions ou Cora Pearl, ce ne fut jamais que de loin.

N'appartenant pas à l'entourage de l'Impératrice, il n'assiste pas au triomphe des trois « grâces », Mmes de Parabère, de Sancy, de Tolédo, dans les *Portraits de la Marquise*; n'applaudit point dans la *Corde sensible* ou les *Dadas favoris*, Saulcy en antiquaire, ni Viollet-Le-Duc dans le « monsieur bien en cour ». Lorsqu'on monte à Compiègne les *Commentaires de César*, ses yeux ignoreront la plastique endiamantée de la comtesse de Pourtalès ou de la baronne de Poilly.

S'il apparaît quelquefois aux *lundis* de la souveraine, voire aux réceptions du fameux *salon rose*, il est plutôt rangé dans la catégorie des « Burgraves ». Ainsi beaucoup de têtes folles ont-elles surnommé MM. les sénateurs. A ceux-là l'ennuyeuse corvée des galas officiels, bals et dîners de grand apparat. Avisé par un « carton » du grand chambellan, duc de Bassano, il faut se culotter de casimir, ceindre une épée pacifique, endosser le pesant uniforme surbrodé de palmes en cannetille enlacées de feuilles de chêne.

Combien préférables les simples réunions de Saint-Cloud,

sans habit doré, sans étiquette jugulante! Amédée Thierry s'y voit souvent prié. Napoléon III, penché sur la *Vie de César*, aime à le consulter sur son travail. Certain jour qu'il se trouvait en conférence, le Prince impérial, le « petit Prince », âgé de neuf ans, fit irruption dans le cabinet paternel. Il apportait tout chagrin un devoir sur les Gaulois, dont la complication le désolait. « Louis, fit l'Empereur en souriant, c'est à monsieur qu'il faut demander. » Amédée Thierry traça le plan malaisé et le lendemain l'estimable M. Monnier (1) applaudissait aux heureux résultats de son éducation.

Il fréquente aussi chez la princesse Julie Bonaparte et la princesse Mathilde. « Notre Dame des Arts » tient bureau d'esprit rue de Courcelles. Fort éclectique ce « temple de la conversation », où s'affrontent d'éblouissants causeurs : Alexandre Dumas, Théophile Gautier, Arsène Houssaye, Mérimée, Taine, Labiche, Émile Augier, Flaubert, Prévost-Paradol. Et médisant aussi : on ironise, on persifle, on gouaille, on nargue un peu de tout, de la cour et de la ville et de l'Église et de l'État. Épigrammes et brocards vont leur train, souvent à la Bussy, parfois à la Rabelais. La « cousine d'Auguste » encourage et provoque, mais, très grande dame, sait garder son rang: « Marguerite de Navarre, dans la peau d'un Napoléon », l'ont appelée les Goncourt.

Riche de traits et de souvenirs, la mémoire fleurie d'anecdotes, Amédée Thierry tient sa partie dans ce concert, quitte à rester muet, en qualité d' « officiel », si l'entretien devient trop brûlant.

On le rencontre encore chez Magne, chez les Rouher et les Delangle. Mais les soirées qu'il préfère sont celles où peuvent s'épancher, dans l'intimité, ses libres causeries, chez la comtesse Portalis, les Circourt, chez les Sainte-Aulaire surtout. Une amitié de trente ans l'unit au fils de son premier protecteur, à sa bru et à leurs filles : M^mes^ de Malet, de Malleville, de Verthamon, de Soubeyran. L'hiver, il est toujours, rue de Grenelle, un convive désiré, et, quand surviennent les vacances, l'un des hôtes d'élection au château de Sivrac en Périgord.

Férue d'histoire et d'archéologie, M^me^ de Sainte-Aulaire, née d'Estourmel, fait volontiers remonter son parage jusqu'à

(1) Précepteur du Prince impérial avant Augustin Filon.

Raimbaud Creton, sire d'Estourmel, compagnon de Godefroi de Bouillon à la première croisade. En l'honneur de cet ancêtre, dont les grands coups d'épée ont jadis pourfendu la « Mahomerie », elle a entrepris la traduction de *la Chanson d'Antioche*, publiée par Paulin Paris, quelques années auparavant. Elle besogne et peine sur les *laisses* romanes du bon pèlerin Richard ; Amédée Thierry l'encourage, la conseille et la guide. Par son entremise, quand l'œuvre enfin est terminée, la descendante du preux chevalier a la joie de se voir éditer chez Didier, connaît la fierté d'articles élogieux dans les revues savantes.

L'ARCHEVÊQUE ET L'IMPÉRATRICE

Au début du cinquième siècle, on observe dans les provinces orientales de l'Empire, une tendance universelle qui les prépare à subir un régime autocratique, théologique et monacal. C'est sous Valens qu'on aperçoit pour la dernière fois une réaction violente, toute romaine, contre « ceux qui recherchent la paresse et s'enfuient dans les déserts pour se soustraire à leurs devoirs civils ».

Cinquante ans plus tard, l'évolution est accomplie. Cette substitution du byzantinisme théologique et diplomatique à l'hellénisme poétique et critique est l'un des plus curieux phénomènes qu'enregistre l'histoire. Le foyer de la vie publique passe du *forum* au sanctuaire. Le plus puissant levain du siècle est l'idée religieuse. Arbitre des consciences, le clergé prétend à dominer. Une ambition effrénée s'empare de lui. La guerre s'allume dans ses rangs et gagne le peuple. La capitale et l'empire en sont profondément troublés.

Quel drame à retracer ! Son ampleur séduit l'historien. A ses yeux, saint Jean Chrysostome complète saint Jérôme. Il a déjà montré l'un ; figurer l'autre sera donner un tableau complet du monde chrétien. La patriarche de Constantinople l'emporte même en intérêt sur le solitaire de Bethléem. Malgré son génie, celui-ci est sans autorité sur les peuples. Simple prêtre, son action demeure tout intellectuelle. Autour de lui, le cadre du tableau est forcément restreint. Les faits, intéressants du point de vue humain, ne se rattachent qu'imparfaitement aux grandes lignes de l'histoire.

Il en va d'autre sorte avec Chrysostome, prince des orateurs

de l'Église d'Orient, le premier en dignité de ses évêques. Sa vie est l'histoire même. Homme du gouvernement épiscopal, il représente, contre l'empereur et la cour, l'autorité ecclésiastique dans ses droits et dans ses écarts. Il y a déjà chez lui du Grégoire VII et de l'Innocent III. On a pu dire, qu'avec son élévation au patriarcat, commence la lutte du sacerdoce et de l'Empire.

Deux grandes crises remplissent son existence mouvementée La première : cette querelle avec l'eunuque Eutrope, qui entraîna la chute du tout-puissant ministre d'Arcadius. Amédée Thierry l'avait déjà contée dans *Trois ministres des fils de Théodose* (1). Il lui parut que la seconde, la lutte contre l'impératrice Eudoxie, « la plus terrible qui eût encore ébranlé un État et une Église », lui apportait le sujet de l'étude qu'il cherchait montrer en Chrysostome l'évêque politique; autour de lui « les partis religieux, les mœurs, les passions d'une société mal connue ».

Vision pénétrante. La bataille de cinq ans engagée entre l'indomptable patriarche et l'orgueilleuse *basilissa* appartient à l'histoire générale, parce que l'univers romain s'y trouve tout entier mêlé. Elle entraîne la cour et la ville, les pauvres en révolte contre les riches; elle divise l'épiscopat, menace la chrétienté d'un long schisme. Une lumière en jaillit qui pénètre le monde oriental jusqu'aux entrailles. On y voit se dessiner avec la même netteté le camp de l'impératrice et celui de l'archevêque. D'un côté, la cour de Byzance, ses intrigues et ses galanteries. De l'autre, les inimitiés des évêques, leurs sourdes cabales, leurs vengeances sans merci. Et, dans le fond du tableau, un peuple fanatique envoyant pour adieu à son pasteur exilé les flammes qui dévorent sa basilique et tout un quartier de sa ville épiscopale.

Les sources ne manquaient pas à de patientes recherches, mais de quelle qualité suspecte! Avec Ammien Marcellin a disparu le dernier historien qui mérite ce nom. D'obscurs chroniqueurs, de froids panégyristes, des hagiographes dévots, mais tendancieux, lui succèdent sans le remplacer. Toute grande voix s'est tue, excepté celle des Pères de l'Église, toute information précise disparaît, hors celle des écrivains ecclésiastiques.

(1) *Nouveaux récits de l'Histoire romaine.*

Et ceux-ci, visant de parti pris des fins apologétiques, les poursuivent intarissablement. Saint Jérôme, dans l'édition bénédictine de dom Jean Martianay, compte cinq volumes in-folio, saint Jean Chrysostome en a treize; saint Basile, trois; le code théodosien, avec les commentaires de Godefroy, six. Encore doit-on ajouter à cette pyramide une bonne partie de la Collection byzantine, les vies des saints, les actes des conciles, etc... Par malheur, toute cette pieuse bibliothèque dont Gibbon observait déjà l'insuffisance, recherche l'édification plus que la vérité. Son plus grave défaut est d'isoler par système l'histoire religieuse de l'histoire civile, retraçant les controverses dogmatiques, sans les avoir auparavant replacées dans le milieu social qui les a produites. Un Socrate, un Théodoret craindraient de manquer à la mémoire des saints personnages dont ils célèbrent les vertus, en mêlant au récit de leur vie, la peinture de leur époque. Par suite ils n'aperçoivent ni les causes profondes, ni les conséquences lointaines. Tout se réduit pour eux à des faits sans portée, à des questions de dogme et de discipline.

Soustraire l'histoire byzantine à l'intolérance des partis, la séculariser et l'humaniser, tel fut le dessein d'Amédée Thierry. Seul pouvait l'entreprendre un laïc qui, n'ayant pour la théologie ni aversion, ni complaisance, s'enquît librement des faits afin d'en découvrir le lien.

LE SECRET D'UNE ÉPOQUE

C'est au héros lui-même qu'il voulut demander le secret de son temps.

Jean d'Antioche « à la bouche d'or » n'est pas seulement le plus grand orateur apostolique du christianisme grec, le champion mitré de l'Évangile, il est encore l'observateur amer et profond du siècle. Dès sa jeunesse, jetant les yeux autour de soi, il a noté les vices, les corruptions de toute sorte; la résistance opposée par le monde au christianisme purifié dont il rêve. Et comme sa franchise égale sa clairvoyance, il répète avec la liberté d'un apôtre ce qu'il a découvert avec le zèle d'un censeur. Impitoyable, il étale toutes les plaies.

Cette manne précieuse était dispersée dans l'œuvre du saint : dans ses sermons, ses homélies, ses exhortations, sa correspondance. Il fallait rassembler ces fragments épars,

ordonner cette confusion, en composer un tout et lui donner la vie. Si Gibbon et Tillemont avaient esquissé déjà quelques traits de cet âge oublié, l'art d'Amédée Thierry lui restitua son âme.

Mais, à mesure qu'il la pénétrait davantage, le véritable personnage de Chrysostome se levait en même temps devant lui. Il n'était point tel que l'avait adouci la tradition chrétienne. Sous l'orateur au verbe magnifique, surgissait une figure de combat impétueuse et dure, un esprit inflexible aux discours emportés, presque révolutionnaires; un apôtre sans doute, admirable d'énergie, de courage, d'abnégation, mais un apôtre imprudent, par trop étranger aux difficultés du gouvernement des hommes. Fidèle à l'idéal surhumain qu'il s'est imposé, il l'exige impérieusement des autres; il est ombrageux, impatient de toute opposition, jaloux de son autorité, sans cesse prêt à l'accroître. Que l'Église le compte parmi ses martyrs, elle en a le droit, car il fut iniquement persécuté; mais l'histoire va chercher l'homme à travers toutes les auréoles : « la sainteté ni la gloire ne doivent pas voiler la vérité. »

Or, cette vérité, « avec tout le respect que méritent de grandes infortunes et une grande mémoire », l'historien la voulait établir et les attaques déchaînées naguère contre *Saint Jérôme* ne présageaient que trop le sort qui l'attendait.

« Saint Jean Chrysostome se prépare à une prochaine apparition dans la *Revue*, écrit-il à François Buloz. Je compte sur son effet; la seconde partie est pleine de scènes très dramatiques et d'événements parfaitement inconnus. Le tout finit d'ailleurs comme un drame shakspearien. Je ne crois pas vous avoir encore donné un morceau plus saisissant. Mais aussi quels cris de démoniaques vont l'accueillir peut-être!... mais Veuillot, mais Aubineau, mais tous les pères Jésuites, révérends ou non! Je crains qu'ils ne finissent par tuer l'auteur sur le corps de ses personnages... Qu'importe après tout : *Vitam impendere vero!...* » (1)

Les six articles qui composent *Saint Jean Chrysostome* parurent en effet à la *Revue*. Ils se succédèrent à d'assez longs intervalles : le premier est du 15 juillet 1867, le dernier du 1er février 1870. Cette lenteur de publication ne nuisit pas au

(1) 24 avril 1867.

succès de l'ouvrage. L'archevêque ressuscité de Constantinople retrouva la même faveur qui avait accueilli *Saint Jérôme* (1). Réveillée de la nuit des âges, la cour d'Arcadius, vénale et corrompue, surgissait du tombeau.

C'était le temps où triomphaient les doctrines et les procédés de la science historique allemande. Niebuhr en avait formulé les règles, légué la méthode à ses successeurs. Ceux-ci, de Raumer à Ranke, en passant par Schlœser, Gervinus et Sybel, les appliquaient en conscience. Cette année même, Duncker publiait le cinquième volume de son *Histoire de l'Antiquité* dont la confuse érudition se noie dans un brouillard opaque. Maxime Gaucher opposait dans la *Revue littéraire*, à cet écrivain fuligineux, l'élégance et la clarté d'Amédée Thierry : « *Saint Jean Chrysostome*, disait-il, peut être proposé aux étrangers et à l'Allemagne comme un spécimen de l'érudition française... Avec M. Amédée Thierry, un archiviste est satisfait et un homme d'imagination est au bonheur. »

On se taisait au camp ultramontain. Le concile du Vatican, les débats autour du *Schema de Ecclesia Christi* emplissaient les colonnes de *l'Univers*. Veuillot réservait ses fureurs aux anti-infaillibilistes du chanoine Dœllinger, aux *inopportunistes* de Mgr Dupanloup. Seul, un « filet » injurieux signalant « les indécentes fantaisies d'un historien déconsidéré » avait promis prompte justice. Aubineau guettait l'apparition du volume.

Ce volume, avant de le donner, Amédée Thierry, suivant son ordinaire, le soumettait à la révision la plus attentive. Aux instances de son éditeur Didier, il répondait à la fin de juin : « Croyez bien que je suis au regret de vous faire attendre, mais je n'ai point terminé mes corrections et je dois songer à la préface. Si je ne puis vous promettre d'être prêt pour octobre, je le serai certainement en décembre et nous pourrons paraître à cette date. » Mais en décembre 1870, les imprimeries avaient fermé leurs portes : l'Empire était renversé et les armées prussiennes investissaient Paris.

(1) En particulier, l'analyse et les commentaires consacrés par l'auteur aux épîtres consolatoires adressées par le patriarche exilé à son amie : la diaconesse Olympias. — Ces lettres célèbres sont en effet tout Chrysostome et l'angoisse morale de son temps avec lui. Elles révèlent une époque; mais nul auparavant ne l'avait aperçu.

L'ANNÉE TERRIBLE

Ce qu'avait été pour Augustin Thierry « le coup de foudre de février », le 4 septembre va l'être pour son frère : une catastrophe matérielle et morale.

Tout s'écroule en lui comme autour de lui ; il souffrira dans son foyer dispersé, dans son idéal détruit, dans son pays abattu et mutilé. Il a donné son esprit et son cœur au régime qu'il est fier de servir, parce qu'il lui paraît le meilleur. N'en ayant connu que les gloires, deux guerres victorieuses, les progrès de la richesse publique, le prestige extérieur et le rayonnement intellectuel, orgueilleux de tous ces triomphes, il a mal distingué les faiblesses. L'écolier de 1810 qui prêtait une oreille complaisante aux discours enflammés du cousin Désiré Leroux, lieutenant de la Grande Armée, devenu l'historien de Rome et de l'Empire, a puisé dans ses travaux le culte de l'ordre et de l'autorité. L'une, à ses yeux, est la gardienne indispensable à l'autre L'étudiant libéral de 1820 a pu se dresser contre le retour du pouvoir absolu ; l'homme fait de 1852 a joyeusement accepté le régime fondé sur le consentement national.

Comme Augustin Thierry avait arrêté son idéal politique à 1830, Amédée fixa le sien aux premières réformes libérales de l'Empire. Moins féru d'autoritarisme que Rouher et son entourage, il n'ira jamais jusqu'à Émile Ollivier, déplore les concessions accordées au Tiers Parti après les élections de 1869. Il s'indigne alors contre les « mauvais pilotes », les « entrepreneurs de naufrages ». Le « spectre rouge » monte à l'horizon et volontiers, « pour en finir avec des agitations misérables », avec ses amis du *Cercle de la rue de l'Arcade*, il se rallierait à la manière forte.

Les premières rumeurs de guerre le surprirent au château de Pérenchies (1), où il terminait les corrections de *Saint Jean Chrysostome*. Le vieillard affectionne cette accueillante demeure, son « Trianon flamand », dont l'ordonnance classique, la façade à pilastres et modillons rappellent en effet le chef-d'œuvre de Robert de Cotte.

Revenu précipitamment à Paris, il assiste, le cœur serré, à

(1) Aux environs de Lille. Propriété de Mme Agache, la belle-mère de son fils.

la marche tragique des événements. La dépêche d'Ems a produit son effet ; la guerre est décidée. S'il n'ose point alors exprimer les doutes qui l'assiègent, il est loin de partager cette confiance aveugle qui précipite la France et l'Empire aux abîmes. « L'ardeur qu'a mise le Sénat à accueillir la déclaration d'une guerre nécessaire pour l'honneur et la sécurité du pays, ce que j'entends affirmer par les voix les plus autorisées, les déclarations mêmes du maréchal Lebœuf ne parviennent pas à me retirer toute inquiétude. *Je vous l'avoue, monsieur l'abbé, ma raison n'est pas d'accord avec mon cœur* pour me souffler un enthousiasme que je souhaiterais éprouver de toutes mes forces (1). »

Amédée Thierry passe à Paris, « où chacun doit être à son poste », ce lugubre mois d'août 1870, partageant la fièvre universelle, consterné tour à tour et se reprenant à l'espoir. Ses lettres aux siens traduisent les fluctuations de sa pensée, parmi les remous convulsifs d'une opinion trépidante.

Il assiste le 9 à l'effondrement du ministère Ollivier et sa plume en trace un saisissant récit :

« Je sors de la Chambre. Quelle séance ! une vraie séance de la Convention ; proposition de déchéance de l'Empereur comme commandant des forces de terre et de mer pour impéritie... en attendant mieux, a ajouté Jules Favre. Riposte de Cassagnac, menaçant la gauche, au cas où il aurait le pouvoir vingt-quatre heures, de jeter tous leurs députés à Vincennes ; voies de fait et soufflets échangés entre Estancelin et le ministre de l'Intérieur, rien n'a manqué à la fête... Le Cabinet est renversé à une énorme majorité, sur un ordre du jour de Duvernois, vraiment infamant pour lui. A la contre-épreuve, il ne s'est pas levé dix personnes en sa faveur. C'est le général Palikao qui est chargé de former le nouveau ministère. Il rétablira, je veux l'espérer, les choses qui croulaient entre les mains incapables des rhéteurs ; mais c'est la dictature et je crains que la gauche en furie ne pousse aux extrémités.

« Pendant cette séance, l'agitation de Paris était indescriptible. Une division d'infanterie de marine, sac au dos et fusils chargés, barrait la place de la Concorde et les abords de la Chambre. On a craint un moment que celle-ci ne fût forcée par

(1) Lettre à l'abbé Lalanne, directeur de Stanislas : 26 juillet 1870.

une masse de plus de soixante mille ouvriers. Des degrés du Palais, face au pont, on apercevait une foule grouillante poussant des cris épouvantables. On a fait charger deux fois un régiment de cuirassiers. Tout cela est odieux et l'armée à Paris est profondément exaspérée. Ou je me trompe fort, ou, en cas d'une nouvelle défaite, l'Empire est perdu. On dit l'Impératrice dans un état nerveux épouvantable. Les grilles des Tuileries étaient fermées et le jardin rempli de troupes. D'heure en heure, elle envoyait un officier d'ordonnance demander des nouvelles au maréchal Baraguey d'Hilliers qui, ayant pris le commandement en chef, se tenait en grand uniforme dans la cour du Corps législatif, au milieu de nous, et se bornait à répondre invariablement : « Je réponds de tout. » Puis il tournait le dos et continuait à marcher silencieusement au milieu de ses aides de camp.

« Que va-t-il se passer aujourd'hui? C'est ce que tout le monde se demande... »

Le 4 septembre, à l'heure où, dans le Palais-Bourbon envahi, était proclamée la déchéance de Napoléon III, le Sénat tenait séance. Sous la présidence de Rouher, il acclamait une dernière fois la dynastie. « L'Empereur vaincu et prisonnier, s'écriait Nisard, est doublement sacré. » — « En présence de la gravité des événements, déclarait Baroche, nous saurons avoir le cœur ferme, la volonté résolue. » Sur sa proposition, l'assemblée décidait de se réunir le lendemain, « sans tenir compte des circonstances extérieures ».

Mais le 5 au matin, lorsqu'Amédée Thierry se présenta au Luxembourg, il trouva, sur ses portes closes, les scellés apposés. Charles Floquet les avait fait placer dans la nuit, notifiant au grand référendaire Ferdinand Barrot, un décret du gouvernement provisoire qui tenait brutalement en quatre mots : « Le Sénat est aboli. »

Rien ne retenait plus, dans une ville bientôt investie, le haut dignitaire aussi *radicalement* supprimé d'un régime lui-même effondré. Ses valises hâtivement bouclées, Amédée Thierry réussit à prendre le soir même l'un des derniers trains qui se dirigeaient vers le Nord.

JOURNÉES D'EXIL

Il se rendit d'abord à Lille, puis au mois d'octobre s'en fut habiter sur la Grand Place à Bruges, la maison historique du *Phœnix*. Lentement s'écoulent les heures noires. Chaque jour s'étend la catastrophe. Le vieillard au cœur déchiré qui a conté la chute de Rome, voit-il aujourd'hui l'écroulement de la France?

Février 1871. A présent le drame est consommé. Rentré à Lille aussitôt l'armistice, Amédée Thierry se montre impatient de regagner Paris, d'y retrouver ses livres, ses travaux, ses habitudes, ses amis. Ses amis, hélas! que sont-ils devenus?

« Écrivez-moi quelques lignes. Dites-moi comment vous avez passé ces tristes jours du bombardement. Mon Dieu, que de misères, et comme ceux qui n'étaient pas là les ressentaient avec vous!... Quelles nouvelles vous demander, hormis des nouvelles de deuil? La *Revue* a-t-elle continué à paraître? Ah! les lettres, les lettres, où sont-elles ? »

Cédant aux prières des siens, l'historien s'attarde un long mois à Lille. A la mi-mars, il n'y tient plus. Les alarmes lui semblent exagérées. Il réclame des précisions, s'adresse, pour les obtenir, à L... D..., professeur d'histoire au lycée Saint-Louis, l'un de ses obligés.

« Vous pouvez, cher monsieur, me rendre un service important, et je n'hésite pas à vous le demander.

» Je suis sur mon départ pour Paris, mais on me retient ici, en me disant que vous êtes sous le coup d'une descente de Belleville qui ne serait pas la descente du Carnaval.

« Il est certain que s'il en est ainsi, il y aurait peu de prudence à retourner en ce moment à Paris. Soyez assez bon pour me dire ce qu'il en est. Si vous me dites qu'il n'y a rien à appréhender dans un temps actuel ou prochain, je me mettrai en route sur-le-champ, quoique mon exil ici soit aussi doux qu'une patrie. Mais j'ai à reprendre mes habitudes et mes travaux trop longtemps interrompus. »

La réponse arriva, datée du 15 mars, aussi catégorique que malavisée :

« Mon cher maître, je vous écris ce mot à la hâte, et chez vous, où tout est prêt pour vous recevoir. Il n'y a nulle crainte à concevoir. Tout est calme à Paris, sauf peut-être à la surface.

Le général en chef, le commandant supérieur de la Garde nationale et le ministre de l'Intérieur sont maîtres de la situation. Pyat, Rochefort, Blanqui, etc... ne jouent que les intermèdes Rentrez donc *sans inquiétude*, j'ai hâte de vous revoir... »

Sur ces belles assurances, Amédée Thierry se mit en route, accompagné par son fils aîné. Ils arrivèrent à Paris le 18 mars au soir, pour apprendre l'insurrection, l'assassinat des généraux Leconte et Clément Thomas, le départ du gouvernement pour Versailles.

LE BILLET DE GUSTAVE CHAUDEY

Le familier des Tuileries, le sénateur de « Badinguet » courait le plus grand péril dans la ville révoltée. Le 20 mars, en même temps qu'un laissez-passer pour franchir les portes, lui parvenait l'avertissement confidentiel d'en user au plus vite. Il émanait de Gustave Chaudey. Le fils de l'ancien concierge à la préfecture de Vesoul sauvait ainsi son premier protecteur. Vingt-quatre heures plus tard, Amédée Thierry eût certainement partagé le sort de son ami et voisin d'étage, l'infortuné président Bonjean, arrêté, emprisonné à Mazas, fusillé avec Mgr Darboy et les autres otages dans le criminel après-midi du 24 mai.

Ce fut donc encore une fois le retour à Lille, pour y attendre la fin de la tourmente. L'insurrection vaincue, un fantôme d'ordre à peine rétabli, son désir a repris l'exilé de rentrer chez soi, de s'oublier dans le travail.

« J'ai grande hâte de rentrer à Paris. Je l'avais essayé avec mon fils aîné, *le 18 mars*. Quelle date j'avais choisie ! A présent, l'insurrection est certainement étouffée pour plusieurs années et nous n'avons plus à craindre que les incendies *attardés* et la peste. *Avertant superi !*

« J'ai préparé, pendant mon séjour en Belgique et dans le Nord, pas mal de travail, je reprendrai avec délices ma vie littéraire à Paris, s'il y a place pour les travaux d'esprit au milieu de tant de ruines. Enfin, ne le reprendrais-je que pour moi, ce sera un remède pour échapper aux affreux spectacles qui m'attendent dans ce Paris bouleversé. Ψυχῆς Θεραπείαι, comme disait l'inscription de la bibliothèque d'Alexandrie (1). »

(1) Lettre à M. Séligmann, 1er juin 1871.

THEOTOKOS... CHRISTOTOKOS

Ψυχῆς Θεραπείαι !... C'est dans le travail qu'Amédée Thierry va trouver le dictame apaisant que son esprit réclame, à la fois distraction de ses angoisses patriotiques, dérivatif à ses inquiétudes privées.

Dans la lettre qu'il adressait le 1er juin à M. Séligmann, on l'a vu annoncer le projet de mettre en œuvre les matériaux recueillis durant son séjour en Belgique et dans le Nord. Il s'agit de *Nestorius et Eutychès*. Poursuivant ses recherches sur l'antiquité chrétienne, l'historien se propose d'exposer les questions dogmatiques touchant la constitution même du Christianisme, qui, âprement controversées au ve siècle, divisèrent les esprits, troublèrent longtemps l'Église et l'État.

Soixante ans auparavant, les disputes sur la Trinité avaient ébranlé le monde chrétien. L'arianisme condamné, surgissent alors d'autres querelles sur l'incarnation du Verbe qui provoquent les hérésies contraires du patriarche de Constantinople, Nestorius, et d'Eutychès, l'archimandrite. Le Verbe engendré de toute éternité, a-t-il, s'incarnant dans le sein de la Vierge Marie, et pendant le cours de la vie terrestre du Christ, uni ensemble l'humanité et la divinité, fondu entre elles deux natures : la nature divine et la nature humaine en une seule personne? Voilà ce qu'a consacré la foi de l'Église, ce que contestèrent Nestorius qui n'admettait pas la conception humaine du Verbe, Eutychès qui, après la naissance du Verbe incarné, faisait anéantir en lui la nature humaine absorbée par la nature divine. Chez l'un, l'homme effaçait le Dieu, chez l'autre, Dieu disparaissait dans l'homme.

Le sujet est vaste et subtil, puissamment dramatique. Le tableau de mœurs violentes et d'intrigues passionnées; le récit des séances tumultueuses, parfois ensanglantées des conciles, — le second d'Éphèse, le concile du brigandage, — où le patriarche Flavien expire sous le bâton des moines-bandits, partisans d'Eutychès ; le spectacle des troubles qui des esprits se répandent dans l'État : le pape Léon excommunié, Théodose II assiégé dans son palais, tant de misères, de drames, de contrastes et d'enseignements, quels motifs à larges fresques où l'écrivain pourrait affirmer la nouveauté de ses aperçus, déployer ses

dons du pittoresque et de la couleur, sa science avertie des oppositions !

Tirant les hommes et les faits de la poussière des siècles, les vivifiant et les éclairant tour à tour, tel fut l'objet des études nouvelles qu'Amédée Thierry commença de publier dans sa chère *Revue* à l'automne de 1871.

A soixante-quatorze ans, son talent ignore les faiblesses de l'âge. Mignet devait l'apprécier ainsi par la suite : « M. Amédée Thierry a traité habilement et fortement ce grand sujet. Il l'a traité en appréciateur des croyances plein de mesure, en peintre savant des mœurs, en juge éclairé des hommes, en narrateur fidèle des événements. »

LE COMPLOT DES BONNETS A POILS

Partisan résolu de l'Empire, sa ruine lui a laissé des regrets inconsolables. Il ne consent pas que son fils aîné accepte de servir le nouvel ordre de choses. Quand M. Thiers fait proposer à Gilbert Augustin-Thierry de ratifier sa promotion de maître des requêtes signée le 15 août 1870, il lui impose sa démission du Conseil d'État.

La chute où ils sont abîmés, l'a rapproché de Rouher. Rue de l'Élysée, il est devenu l'un des habitués du petit hôtel où l'ex-*vice-empereur* abrite ses ambitions et dissimule ses espérances. Cénacle d'illusions et d'intrigues. Là se réunissent et s'affrontent, sous l'œil des aînés, les jeunes têtes du parti : Raoul Duval, Paul de Cassagnac, Eugène Loudun (Fidus), Amigues, Haentjens, le duc de Feltre, le baron Philippe de Bourgoing. L'accord ne règne pas toujours dans ces orageuses palabres. Pourtant, la confusion qui règne à l'Assemblée, l'épouvante des « rouges », les divergences des partis monarchistes, autorisent toutes les audaces. Et la décision d'agir est prise.

On connaît aujourd'hui les détails du complot. Napoléon III devait quitter secrètement Chislehurst, s'embarquer pour Ostende, gagner Nyon par Cologne et Bâle. Là, rejoint par le prince Jérôme, tous deux traversaient le Léman, et se dirigeaient sur Annecy. On marchait alors sur Lyon où commandait le général Bourbaki. A Prangins, propriété de son cousin, un uniforme attendait l'Empereur. « De Lyon, il eût chevauché à la tête de l'armée jusqu'à Paris. Quant à l'Assemblée

nationale, on avait trouvé un moyen vraiment héroïque de se débarrasser d'elle. On devait arrêter le train parlementaire, entre Paris et Versailles, dans le tunnel de Saint-Cloud, ainsi transformé en souricière (1). »

Sous la présidence de Rouher, un cabinet à poigne se tenait prêt à prendre le pouvoir. Le comte de Kératry était désigné pour l'Intérieur. On devait offrir la Guerre à Mac-Mahon. Le général Fleury devenait gouverneur de Paris. Pressenti pour l'Instruction publique, Amédée Thierry avait cependant décliné la proposition.

Avec son fatalisme ordinaire, et sa mélancolie résignée, Napoléon III consentait à tenter le destin.

Mais pour courir cette grosse aventure, risquer ce second *Retour de l'île d'Elbe*, pour « chevaucher à la tête de l'armée », encore fallait-il pouvoir monter à cheval. L'exilé s'en montrait incapable. La pierre qui alourdissait sa vessie l'empêchait de se mettre en selle. Nécessaire à l'entreprise qu'on méditait, une opération s'imposait. Mal conduite par les chirurgiens anglais, elle coûtait la vie du malade, jetant le désarroi chez tous ses partisans, anéantissant leurs projets immédiats.

La mort de celui qu'il avait aimé sans contrainte et servi sans reproche consterna Amédée Thierry.

Il en souffre comme un deuil personnel, frappé dans une chère affection et dans un dévouement sans bornes. Rue de l'Élysée, au feu des chamailleries, il a démêlé bien des choses. Il a vu se dresser, les uns contre les autres, les pilotes de César ; Raoul Duval contre Rouher, Amigues contre Cassagnac. Et son inquiète clairvoyance s'est alarmée des antipathies naissantes qui vont bientôt diviser ces hommes, paralyser leur effort, ruiner les chances d'une restauration, à ses yeux, salvatrice.

LA FIN D'UNE BELLE VIE

Affaiblie par le chagrin et les émotions, ébranlée par le contre-coup des malheurs publics, tous les ressorts entamés de l'énergie vitale, la santé du septuagénaire donnait depuis trois mois des inquiétudes à son entourage.

Il venait de passer un mauvais été à Dourdan, se forçant au travail pour achever la préface de *Saint Jean Chrysostome*

(1) Général du Barail : *Mes Souvenirs*, tome III.

qui porte la trace de cette fatigue. En septembre, une bronchite l'avait alité quinze jours.

Désormais confiné rue de Tournon, il ne sortait plus guère, seulement pour de courtes promenades au Luxembourg, continuant toutefois de recevoir, avec ses enfants, quelques amis éprouvés (1). Cependant, il retournait encore à l'Institut, s'y fit entendre pour la dernière fois le 9 novembre 1872, présentant à ses collègues l'*Histoire du Travail* de Frédéric Passy, concluant son discours par l'expression d'un vœu pour l'instruction des ouvriers des villes et des campagnes.

L'affaiblissement graduel de ses forces n'avait point ralenti sa curiosité. Il suivait avec intérêt les études d'Auguste Geffroy sur le *Germanisme*. La théorie nouvelle de Fustel de Coulanges sur les invasions l'avait beaucoup frappé; il félicita chaleureusement Zeller pour le premier volume de son *Histoire d'Allemagne*. En ces derniers jours de sa vie expirante, il caressait encore un grand dessein de livre, voulant écrire une *Histoire de la littérature profane en Gaule au* IV^e^ *siècle* (2).

Il admirait en effet ce IV^e^ siècle, époque d'une renaissance qui n'eut pas le temps d'être glorieuse après les années infécondes du III^e^. Étudiant Avienus, il applaudissait, dans cet oublié, à la sauvage vigueur de l'éloquence.

Pubem latinam ferus horruit Ister,
Romanas aquilas Rhodanus timet, Italidum vi
Maesta paludivagos Germania flevit alumnos.

Et ce sombre cri d'orgueil est en effet d'une belle énergie.

Un jour, devant Eugène Cauchy, son collègue des Sciences morales, le frère du grand mathématicien venu lui rendre visite, Amédée Thierry travaillait l'*Itinéraire* de Rutilius Namatianus. Tout à coup il s'interrompit, tendant l'ouvrage à son compagnon : « Et nous admirâmes ensemble les magnifiques expressions du patriote romain, de cet idolâtre aveugle de sa ville qu'il croit éternelle, à l'instant même qu'elle va disparaître. » Pourquoi, s'enthousiasmait l'historien, ne pas

(1) Mgr Maret, l'abbé Fabre, le peintre Gérôme, M. et M^me^ Étienne Portalis, Adolphe Chéruel, Auguste Vitu, Jules Zeller, ses collègues des Sciences morales, Ch. Lévêque et J.-F. Nourrisson.

(2) Le premier article de cette nouvelle série: *Les grandes écoles; Ausone et Rutilius*, parut après sa mort, dans la *Revue* du 15 juin 1873.

réunir tant de morceaux splendides? Ne sont-ils pas l'expression des sentiments les plus élevés, dans une langue digne de Lucrèce et de Virgile? Ne devraient-ils pas trouver droit de cité dans nos lycées?... Puis soudain, baissant le ton avec amertume : « Hélas! je parle comme si l'on s'occupait encore de poésie latine! » Suprêmes entretiens, ultimes lueurs d'une flamme déjà vacillante, qui va bientôt s'éteindre pour jamais.

Un dernier bonheur lui est cependant réservé.

Le 13 novembre 1872, sur la proposition de Jules Simon, un décret attribuait au collège de Blois le nom d'Augustin Thierry. Ce fut une joie profonde. Toujours il avait entouré d'un culte fervent la grande mémoire de son aîné, ne manquant jamais l'occasion de lui rendre hommage et d'en redorer l'autel. La province goûte fort les discours et ne déteste pas les agapes. Blois ne fait pas exception à la règle. Amédée Thierry fut donc mandé dans sa ville natale qui le reçut en grand apparat. Accueil flatteur, mais épuisant. Plusieurs fois il dut prendre la parole, présider le banquet des anciens élèves. Pour la dernière fois, ses yeux avaient contemplé la « blonde Loire ». Ce voyage avait achevé de consumer ses forces. A peine rentré à Paris, une crise d'asthme cardiaque se déclarait.

La mort fut lente à venir. Le 9 mars, il accueillait encore Jules Oppert, soutenait avec l'auteur de *Babylone et les Babyloniens* un savant entretien ethnologique.

Le lendemain, le cœur faiblissait et les accès d'étouffement se succédaient sans trêve.

L'agonie, qui dura trois jours, fut pénible. Le délire était survenu. Il réclamait, pour les corriger, les épreuves de son dernier article, ou bien, une autre image emplissant sa pensée : « Pauvre, pauvre Empereur! gémissait le mourant, ils l'ont tué. » Et les mots de France, Alsace, Prusse, Allemagne, revenaient comme une obsession invincible.

Puis la grande nuit s'appesantit. Le 26 mars, un noble cœur, un puissant esprit avaient cessé de vivre.

* * *

On a tenté, dans les pages qui précèdent, d'écrire l'histoire d'un historien. On a voulu suivre pas à pas, dans son ascension progressive et le développement de sa pensée, l'étudiant libéral de 1816, le jeune professeur de Faculté, le préfet de Louis-

Philippe, le haut fonctionnaire administratif. Le conseiller d'État, le sénateur expliquent en effet l'historien. Ils sont inséparables. « Pour bien raconter la vie des peuples, a dit Macaulay, il faut les avoir gouvernés. »

A soixante ans, Amédée Thierry, couronnant son destin, obtenait, suivant son expression, « le maréchalat des carrières civiles ». La même dignité semblait alors promise à l'écrivain consacré, salué partout comme un maître, admiré en Angleterre, en Hongrie, respecté jusqu'en Allemagne.

Et pourtant?... Oui, pourtant...

« Attendez, pour me juger, disait-il quelques jours avant sa mort, que la poussière des années se soit élevée entre moi et la postérité. » Cette poussière s'est levée. Elle a recouvert son œuvre et la postérité, — il serait vain de le nier, — lui a été sévère. Ne soyons pas trop heureux... Le penseur a payé l'éclatante réussite de l'homme.

Périlleuse comparaison, on l'a d'abord rapproché de son frère et sacrifié sur son autel. Première et souveraine injustice. Tous deux, loin de se nuire, ont des mérites différents. Mais, beaucoup mieux que celle-là, d'autres raisons peuvent expliquer un discrédit inique.

Les vingt années qui suivent sa mort sont une époque de transition historique, de bouleversement des vues et des méthodes.

A l'histoire-résurrection, celle des romantiques, de Michelet et d'Augustin Thierry; à l'histoire doctrinale, morale et philosophique d'un Guizot et d'un Quinet, succèdent le déterminisme d'un Taine, la sociologie d'un Fustel de Coulanges. Le culte de l'érudition pure est poussé jusqu'à la prévention contre les tentatives généralisatrices. Et bien plus que l'intransigeance des maîtres, celle des thuriféraires, se montre cruelle à leurs devanciers. Ce n'est pas tout. Ernest Lavisse, — une autre victime, — l'a justement observé : « C'est une mauvaise condition que celle de l'historien en France. Il n'y a pas de public pour entendre le récit impartial du passé. » Hélas ! trop de vérité nous étonne. Anatole France a raison contre Bossuet; quiconque la possède ne la doit pas toujours à ses frères. En pleine et fougueuse réaction ultramontaine, pour avoir osé l'établir, cette vérité, l'historien de saint Jérôme, l'admirateur passionné de la *Chose Romaine*, à ses débuts ébranlée par le Christianisme avant qu'il devienne son gardien, encourut

des haines féroces et qui devaient s'assouvir. Il a expié son crime d'avoir été de bonne foi ! Puis aussi *Vae victis* !... Serviteur de l'Empire, il a partagé le sort injurieux des meilleurs, l'anathème excessif qui continue de les envelopper.

Et pourtant ?... Oui pourtant encore !...

On n'hésite pas à l'affirmer : Amédée Thierry devrait être compté parmi les plus grands historiens français. Sa place est très haute dans leur phalange illustre. Sans doute, il ne fut pas comme Augustin, le promoteur inspiré d'une réforme. Il n'a point renouvelé un genre. Mais il appliqua à des régions inexplorées le grand levier critique découvert par son aîné. Continuant sa méthode, il en multiplia les résultats. Il fut un de ces disciples qui sont aussi des maîtres, de ces imitateurs qui ont une originalité, de ces talents qui approchent le génie.

Son *Histoire des Gaulois* a pu être dépassée. Il s'y est glissé des erreurs. Depuis un siècle, philologie comparée, numismatique, ethnographie, érudition critique marchent à grands pas. La géologie s'est créée. Le livre de 1828 n'en reste pas moins l'assise robuste sur laquelle sont édifiées les œuvres qui l'ont remplacé. N'est-ce rien aussi d'avoir exhumé le v^e^ siècle, en expliquant, avant Fustel de Coulanges, par la vie sociale, l'histoire des événements ? Avant Amédée Thierry, malgré Tillemont et Gibbon, il existe entre le second tiers de l'époque impériale et le haut moyen âge, une vaste lacune. Sur ces terres inconnues, l'animateur a planté sa tente. Il a fait revivre ces époques ténébreuses, évoquant les idées, les sentiments, les passions des hommes.

Pareils titres d'honneur devraient garantir une mémoire.

Alors pourquoi cette rigueur, pourquoi cet ostracisme ? Faut-il répéter, avec le philosophe couronné : « Le sort est une énigme, la réputation une chose sans jugement » ? Nous sommes assurés du contraire. Les arrêts de passion ne sont pas sans appel et les autels expiatoires s'élèvent tous les jours.

Malgré ses lacunes et son insuffisance, puisse cette étude avoir servi une cause de justice !

A. AUGUSTIN-THIERRY.

ART ET ARGENT

M. Jacques Blanche, écrivain, n'est plus à découvrir ; ses *Propos de peintre* sont classés ; sans aller jusqu'à les mettre au-dessus de Fromentin, comme Proust le fait obligeamment dans la préface (d'ailleurs charmante) qu'il a placée en tête de la première série, disons seulement que M. Jacques Blanche a un courage qui a manqué à l'auteur des *Maîtres d'autrefois*, le courage de parler de ses contemporains. Il paraît que Fromentin avait le projet d'un second livre qui serait consacré aux *Maîtres d'aujourd'hui*, mais il s'est bien gardé de l'écrire ; ou plutôt il est fait, ce livre ; il se trouve bien dans le premier, mais il s'y trouve entre les lignes et comme par transparence. L'auteur, sans y nommer personne, y dit son mot sur tout le monde ; son opinion est très visible, encore qu'elle s'exprime d'une façon détournée et cette leçon indirecte est même tout le sens caché des *Maîtres d'autrefois*.

M. Jacques Blanche se passe de cette précaution et ce n'est pas une petite audace si l'on songe que c'est un confrère qui juge ses confrères. Il brave les risques du métier. Qu'il écrive ou qu'il peigne, sa vocation est le portrait. Il nous aura légué (à nous, ou, pour mieux dire, à nos petits-neveux) une galerie de figures célèbres. La salle de ses œuvres au musée de Rouen aura un jour un peu le prix des La Tour de Saint-Quentin, le prix d'un document, d'un répertoire à l'usage du psychologue et de l'historien. Toute sa vie s'est subordonnée à cette passion de collectionneur, au besoin de fréquenter tout ce qui compte dans les arts et les lettres, en employant pour se l'expliquer le double instrument de connaissance dont la nature l'avait

muni, avec cette particularité qu'il se sert ordinairement de la brosse pour les écrivains et de la plume pour les peintres. Il y a là un cas singulier, un type de mécanisme mental très curieux.

Le fait est que l'auteur s'est trouvé mêlé à presque tout le mouvement de la peinture moderne à Paris et à Londres; il a connu tous les artistes dont on parle depuis cinquante ans; il achetait leurs ouvrages à l'époque où l'on ramassait pour cinq louis des Manet et des Cézanne dont personne ne voulait sur le boulevard des Batignolles, et ce qu'il en écrit forme un chapitre inestimable de l'histoire contemporaine. La partie la plus précieuse est à mon gré celle des souvenirs. Tout ce qu'il dit de Manet, de Berthe Morizot, des frères Rouart est une merveille. Certains morceaux, comme le portrait de Fantin-Latour, avec sa magnifique conscience, ses vertus et ses petites manies, feraient l'envie d'un romancier. On ne peut pas mieux peindre, exprimer avec plus de tact ce mélange de noblesse et de légers travers qui font de ce beau peintre un type aussi aimable que le bonhomme Chardin. On ne s'explique pas que des pages si émues et si respectueuses aient pu passer pour des « rosseries »; je n'y vois, pour ma part, que l'admiration et la tendresse la moins douteuse; mais M. Jacques Blanche est un esprit pour qui la nuance a ses droits : l'affection la plus sincère ne saurait altérer chez ce portraitiste-né le sentiment de la mesure et de la vérité.

Aussi, dans le désordre présent de l'opinion, M. Jacques Blanche est un guide à peu près irremplacable. Son dernier volume, qui est l'occasion de ces notes, n'est pas indigne des précédents (1). Le *Sargent* n'est pas loin de valoir l'inoubliable *Whistler*, qu'il nous donnait voilà plus de vingt ans. Helleu, le peintre cher au comte Robert de Montesquiou, n'est pas moins réussi.

On peut trouver M. Jacques Blanche un peu injuste pour Claude Monet, dont il me semble n'avoir pas bien compris la passion chromatique et l'impérieux démon. Les *Nymphéas* ne laissent pas d'être une des tentatives mémorables de la peinture, l'essai le plus hardi pour produire par la couleur, sans le secours des formes, quelque chose d'aussi grand que le *Paradis* de Tin-

(1) J.-E. Blanche, *Propos de peintre, 3e serie; De Gauguin à la Revue nègre*, 1 vol.; Emile-Paul frères, éditeurs.

loret. Peut-être M. Jacques Blanche a-t-il approché de trop loin ce grand solitaire de Giverny. On fera bien, après cet essai négatif, de lire le généreux, le touchant témoignage que M. Georges Clemenceau apporte à cette noble mémoire et au génie de son ami (1). Je ne sais si l'illustre homme d'État se connaît en peinture (et encore, il n'y a pas chez lui une trace de mauvais goût), mais il se connaît en grandeur; en fait de courage et de gloire il ne se paie pas de fausse monnaie. Le monde l'en croira là-dessus.

En revanche, il faut convenir que M. Jacques Blanche a raison dans presque toute sa critique de Gauguin et de van Gogh. On peut voir, au Salon d'Automne, un admirable Renoir à côté d'un Gauguin, qui, à la vérité, n'est pas de ses meilleurs : l'expérience est concluante. Auprès de ce Renoir, si tendre, si rayonnant, si dénué de manière, Gauguin fait la figure d'un maître bien incomplet.

Un des chapitres les plus neufs est le morceau intitulé *Art et Spéculation*. M. Jacques Blanche soulève là une des questions les plus délicates de la vie d'aujourd'hui, c'est-à-dire les rapports de l'art et de l'argent. Question très épineuse, très difficile à trancher en passant, comme tout ce qui touche à la transformation des mœurs et aux nouvelles habitudes qui résultent des conditions incertaines et violentes de l'existence moderne. Il est évident que, depuis vingt ans et surtout depuis la guerre, les mœurs artistiques n'ont pas moins changé que les mœurs littéraires. La charmante comédie qu'a écrite M. Édouard Bourdet sur les pratiques des éditeurs et de quelques romanciers, dans sa pièce *Vient de paraître*, pourrait se transposer, pour les peintres, chez certains marchands et dans quelques ateliers.

Naguère encore, au temps de Cézanne et de Manet, la seule manière, pour le grand public, de savoir ce qui se passait en art, était la visite du Salon. C'est là que se produisaient toutes les manifestations, que les talents se discutaient, que se faisait l'opinion. Aujourd'hui, combien le Salon a perdu de son importance! Il n'est plus qu'une exposition entre des centaines d'autres qui durent à peu près tout le long de l'année. La peinture guette le public, l'aguiche à tous les carrefours. Les

(1) Georges Clemenceau, *Claude Monet, les Nymphéas*, Plon, édit. 1928.

vitrines de la rue La Boétie et de la rue de Seine l'étalent jusque sur les trottoirs, comme les éventaires des magasins de nouveautés. Il se fonde tous les jours quelque nouvelle galerie, et chacune fait de son mieux pour attirer la clientèle. L'esprit de boutique remplace l'esprit de groupe et de chapelle. La production tend fatalement à devenir industrielle, tandis que l'« offre », pour exciter la « demande » correspondante, est obligée de recourir à des procédés plus bruyants et plus actifs de publicité. On finit par traiter la peinture comme un article quelconque et par lui appliquer les mêmes artifices que l'on emploie pour vendre un produit de beauté ou une eau de toilette.

L'art de la réclame, qui remplace de plus en plus la critique, la technique spéciale du maniement de l'opinion, la façon d'organiser la hausse, de raréfier, de *truster*, de *stocker* les ouvrages de tel ou tel artiste, de réaliser brusquement une vente à sensation, de monter un coup, de régler la cote et de conduire l'acheteur, toutes les ficelles du métier se sont depuis quelque temps merveilleusement perfectionnées. La peinture est devenue une affaire comme une autre, ayant fort peu de rapports avec ce qu'elle était au temps de Corot ou de M. Ingres.

La mode et le snobisme s'en mêlant, et la crainte de passer à côté du chef-d'œuvre, comme il est arrivé tant de fois depuis cinquante ans, de voir prôner des ouvrages dont on avait commencé par faire des gorges chaudes, l'industrie de l'*art dealer* est devenue une des plus lucratives. Le commerce des œuvres d'art est désormais quelque chose comme une Bourse des valeurs (quoique ce ne soient plus les mêmes dont M. Jacques Blanche s'applique à nuancer scrupuleusement l'échelle), et il est entendu que l'achat de ces valeurs constitue, pour un père de famille, une opération sûre et un placement de tout repos. L'amateur, le curieux du type du docteur La Caze, des Goncourt, des frères Rouart, de Moreau-Nélaton, qui achetait de la peinture parce qu'il « aimait ça », sans songer à la gloriole et bien moins encore à l'argent, est en train de disparaître, comme l'ancien bibliophile, dans la foule omnivore des collectionneurs d'aujourd'hui : il n'y a plus de cousins Pons, il ne reste que des agioteurs et des spéculateurs.

Je sens bien ce que ces conditions ont de nouveau et d'inquiétant. Évidemment, on est un peu perdu dans cette cohue

de fièvre et de réclame. C'est cela qui eût étonné le bon Fantin-Latour! S'il lui arrivait aujourd'hui de tourner le coin de la rue des Beaux-Arts et de longer le sombre couloir de sa vieille rue de Seine, derrière les pacifiques murailles de l'Institut, c'est pour le coup que l'excellent homme se sentirait scandalisé, et que les bras lui en tomberaient de stupéfaction. Lui qui, en son temps, passait pour révolutionnaire...

Même pour M. Jacques Blanche, plus jeune et qui se pique de tout comprendre, même les « surréalistes », même « Dada », mais qui n'en demeure pas moins un homme d'ancienne culture, on conçoit que l'étonnement est grand. Il se rappelle le mot de son maître Degas à je ne sais quel adolescent pressé : « De mon temps, monsieur, on n'arrivait pas. » Il se rappelle tant de nobles artistes, qui toute leur vie ont connu la misère, tant de peintres qui étaient de vrais maîtres et qui ne se vendaient pas. Il est un peu effaré des nouvelles allures du succès, des jeunes fauves qui veulent à trente ans l'hôtel réservé jadis aux artistes mondains de la plaine Monceau, qui roulent dans des autos de luxe sur les routes de la Côte d'Azur, dont les moindres griffonnages font des prix de Rembrandt, tandis qu'un Meissonnier est abandonné à trente francs à l'hôtel Drouot. Il vous citerait, comme vous et moi, une demi-douzaine d'artistes qui, bon an, mal an, gagnent régulièrement leur million : du moins la légende l'assure, et il ne leur déplaît sans doute pas de le laisser croire.

J'avoue que ces mœurs ont de quoi surprendre : les hommes de ma génération ne s'y font pas facilement. Ils sont dépaysés comme s'ils tombaient tout à coup sur une planète étrangère. Il y a dans tout cela une brutalité, une brusque invasion des phénomènes économiques dans un domaine jusqu'alors réservé au goût, au sentiment, un déclenchement agressif de tapage et de mise en scène, un bruit de dollars et d'enchères, une odeur de mercantilisme et de vénalité. Ces voix vulgaires effraient les muses...

Je me demande pourtant si ce que nous voyons est aussi inouï et aussi funeste qu'il paraît. Les choses ont pris de nos jours un mouvement plus rapide et une démarche plus saccadée. Elles se passent aussi sur un terrain plus vaste et qui offre plus de champ aux surprises et aux manœuvres. Mais je ne crois pas beaucoup aux phénomènes inédits ; il me semble

que le train des choses est à peu près toujours le même. Les mêmes plaintes que nous faisons sur le vacarme et l'embouteillage de Paris, on les faisait il y a cinq cents ans : seulement, on disait alors « les embarras de Paris ». Quant aux personnes soupçonneuses et bien intentionnées qui flairent dans ce qui se passe une conspiration de l'étranger contre le goût français, je leur conseillerais d'aller voir les nouvelles salles françaises de la *Tate Gallery* à Londres, ou celles des musées de Cologne et de Zurich, ou la collection de M. Oskar Reinhardt à Winterthur (je cite au hasard de mes derniers souvenirs de voyages) : plût au Ciel que le Louvre et le Luxembourg eussent été aussi avisés!

C'est bientôt fait de se plaindre des marchands; mais le moyen de se passer d'eux? Je ne veux pas faire un cours sur le rôle qu'ils ont joué dans l'art, mais on verrait que l'histoire ne laisse pas d'en être instructive. J'ai toujours ouï dire que Watteau serait mort de faim, s'il n'avait travaillé pour Sirois, le marchand du pont Notre-Dame, et que c'est pour Gersaint, le gendre de Sirois (ce Gersaint à qui nous devons une si touchante biographie du maître), qu'il peignit la fameuse enseigne, merveille des collections de l'ancien empereur d'Allemagne. On ne peut faire que l'œuvre d'art ne soit pour une part un objet de commerce, et qu'il n'y ait par conséquent un marché des œuvres d'art.

Ce marché, au XVII^e^ siècle, se trouvait à Amsterdam, et depuis s'est transporté principalement à Paris. Rembrandt était connu de son temps pour les prix qu'il exigeait de ses tableaux, et surtout pour avoir trouvé une source de profits énormes dans la vente des différents « états » de ses eaux-fortes; déjà il spéculait sur la manie des amateurs, comme d'autres jouaient sur les oignons de tulipes. La *Pièce aux cents florins*, la plus religieuse de ses œuvres, porte encore le nom que lui attacha le scandale de ce prix exorbitant. Il faut même croire qu'il possédait un talent d'organisation et un véritable génie d'affaires (qui devait le conduire plus tard à la faillite), puisque, dès 1630, à peine âgé de vingt-cinq ans, il avait des courtiers, dont un certain Langlois, qui plaçaient ses estampes à Paris. Il est inutile de rappeler ce qu'ont fait pour la gloire de nos maîtres du XIX^e^ siècle des marchands comme les Goupil et les Durand-Ruel, dont le nom est inséparable de l'école de Barbizon et de

l'école impressionniste. On ne voit pas très bien pourquoi le même commerce, autrefois honorable, serait devenu tout à coup une entreprise coupable ou tout au moins suspecte.

Il s'est produit pourtant un fait assez nouveau, c'est l'influence (fort récente) de certaines grandes maisons juives. Et même on ne comprendrait rien à l'art contemporain, si l'on ne savait à quel point le cubisme est profondément une chose sémitique, un réveil de ce qui s'est passé à la fin du monde grec. C'est même ce qui communique à ce phénomène cérébral une grandeur si pathétique. Mais il faudrait là-dessus des pages de développements. Je ne fais pas l'histoire de la peinture moderne, et surtout je ne veux rien écrire qui trahisse, faute d'explications, un soupçon de ressentiment ou de mauvaise humeur.

Les marchands de tableaux font leur métier, et il n'y a pas de raison pour supposer qu'ils font exprès de le faire en dépit du bon sens. Quelques-uns y portent peut-être à l'excès le goût du jeu, mais rien ne prouve qu'ils ne cherchent pas de préférence les bonnes cartes. Ce n'est pas leur intérêt de se tromper ni de tromper. Sans doute, on voit de temps à autre des coups assez divertissants : des gloires subites qui poussent, comme celle de l'employé d'octroi, auquel succède le marchand de frites ou la vieille femme de ménage. Il est possible que ces *boums* soient sujets à d'étranges revers. Mais ces lendemains ne sont-ils pas la monnaie courante de l'histoire de l'art? Gérard Dou a été de son vivant le peintre le plus cher des Pays-Bas, et la *Jeune fille* de Vermeer a été cueillie pour deux florins, il n'y a pas cinquante ans, sur le marché de La Haye.

Les hauts et les bas de l'œuvre d'art, les aventures des tableaux, leurs vicissitudes romanesques remplissent les recueils d'anecdotes; on ne finirait plus sur ce chapitre. Qui parlait de Greco il y a vingt-cinq ans? Qui parlait de Magnasco, de Guardi et de tant d'autres? Il n'y a pas si longtemps que Fragonard « fait » des prix fous ; la gloire de Perronneau date d'hier. Dans tout cela le rôle des marchands n'a pas été moins utile que celui des amateurs, des historiens et des gens de goût. Pourquoi voudrait-on qu'ils ne fissent que du mal, dès qu'ils s'occupent de l'art moderne?

En somme, il s'agit, comme on voit, d'une question très complexe : le public (et je parle du premier des publics, celui

que forment les artistes) n'est pas moins responsable du goût que les marchands. Il est probablement assez rare qu'en ces matières un marchand soit assez sûr de lui pour avoir toute l'initiative. Il se renseigne et prend le vent, s'efforce de deviner, de prévoir, et s'arrange pour tirer le meilleur parti de son affaire; il tâche de gagner son pari. Je pense qu'il en est ainsi depuis très longtemps; mais les choses se passent de nos jours d'une manière plus voyante, sous un éclairage grossissant.

Du reste, je reconnais que les marchands, s'ils sont très utiles aux artistes, sont loin de ne leur rendre que de bons services. La faute n'en est pas à eux. Jadis, la peinture n'était pas faite exclusivement pour la vente. Avant d'être un objet d'échange, elle était un objet de contemplation. Elle n'était pas mobilisable à tout instant comme un effet de commerce. Elle était attachée aux murs ou exposée sur un autel à la vénération et aux prières des fidèles. Elle avait un but, une fonction qui étaient sa noblesse. Elle servait. Elle servait l'Église ou l'État, Dieu ou le prince, qui pouvait être Charles-Quint, Louis XIV ou la République de Venise. Elle faisait partie de leur gloire et la partageait à son tour. Par là elle se trouvait assujettie à certaines règles d'évidence, de convenance et de clarté, à un certain formulaire qui ne subissait lui-même que des variations lentes et elles-mêmes majestueuses. Il était entendu que l'on peignait pour être compris, et les nouveautés qui étaient permises ne devaient jamais nuire à la beauté du langage. Tout a changé le jour où la peinture a échappé à ces conditions antiques et n'a plus cherché qu'elle-même. Elle a beaucoup perdu en se laïcisant. Elle ne pouvait plus que se livrer aux caprices de la mode, devenir tour à tour une imitation vulgaire de la nature, et puis, par réaction, un langage d'initiés.

Tout le mal vient peut-être du premier qui inventa de détacher une image du mur et d'encadrer un carré de toile de quatre baguettes de bois doré. Peut-être la peinture, dit plaisamment un de mes amis, fait-elle fausse route depuis qu'elle a quitté les grottes des Eyzies... Mais il faut avouer qu'elle souffre aujourd'hui d'avoir perdu son âme et de subir sans contrepoids, comme tout le reste du monde moderne, la tyrannie de l'argent.

Louis Gillet.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LE VIDE

« Faire le vide » dans un espace clos, éliminer aussi complètement que possible toute trace de matière, quel intérêt cela peut-il présenter? On ne voit pas très bien *a priori* que « le vide » puisse être un sujet d'étude pour le physicien, ni surtout qu'il puisse avoir une valeur industrielle. Cependant, l'histoire de la physique dans ces trois derniers siècles, le développement récent d'importantes industries, démentent catégoriquement cet aperçu.

Depuis la naissance de la physique expérimentale on s'est acharné à perfectionner l'art de faire le vide, et cet effort n'a pas été vain, à tel point que toute la physique contemporaine doit son essor au perfectionnement de l'antique machine pneumatique. Quant à la valeur pratique, industrielle, commerciale même du « vide », il suffit de rappeler à ceux qui en douteraient que l'une des plus puissantes sociétés industrielles du monde, la *General Electric Company*. a, pendant des années, consacré des millions de dollars et l'effort de ses meilleurs techniciens au perfectionnement de la technique du vide, et que ces recherches de laboratoire se sont finalement traduites par un « chiffre d'affaires » fort important. Le tube à rayons X avec ses perfectionnements successifs, dont les médecins, les chirurgiens et les métallurgistes ne peuvent plus se passer, les

diverses formes d'appareils producteurs et détecteurs d'ondes électro-magnétiques à qui les progrès des radio-communications assurent un débouché illimité, la cellule photo-électrique dont dépend la transmission télégraphique des images et dont dépendra peut-être bientôt la télévision, tout cela est né des progrès effectués dans l'art de faire le vide.

Sans doute « le vide » n'a pas suffi à produire toutes ces merveilles, mais il en était un élément essentiel. Un coup d'œil sur l'histoire du vide montrera que l'on est arrivé à l'impeccable technique actuelle par un effort continu, commencé il y a trois siècles, par une série de petits progrès, de patientes recherches, dont la plupart ont été entreprises par des hommes qui ne poursuivaient pas d'autre but que de faire un peu mieux que leurs devanciers. On verra, une fois de plus, combien est étroite la liaison entre la technique et les vues théoriques, entre la recherche désintéressée et l'application.

* * *

La question du vide, prise du point de vue objectif et expérimental, a eu, comme on sait, des débuts retentissants à l'époque même où commence la physique expérimentale. Ces débuts se confondent avec ceux de la physique des gaz, avec la découverte de la pression atmosphérique et du baromètre; les grands noms de Galilée, de Torricelli, de Descartes, de Pascal, s'y trouvent mêlés. Après quelques discussions, il fallut bien admettre l'absence à peu près complète de toute matière dans la chambre barométrique ou dans le volume que laisse derrière lui le piston que l'on déplace dans un cylindre clos; les premiers moyens, longtemps les seuls, pour « faire le vide » étaient, en principe, inventés. Un peu plus tard, vers 1660, Otto de Guericke réussit à retirer à peu près l'air contenu dans un volume clos, extérieur au corps de pompe, et construit la première « machine pneumatique »; il s'en sert surtout pour mettre en évidence, sur une grande échelle, les effets de la pression atmosphérique, que Pascal avait expliqués avec une admirable clarté. C'est un des premiers résultats de l'étude du vide que d'avoir conduit à la connaissance de la pression atmosphérique ; il s'est trouvé que cette force, toujours présente autour de nous, s'est révélée le jour où l'on a réussi à la supprimer, ce qui a eu pour effet de la rendre évidente en rompant

le parfait équilibre des pressions exercées sur les corps entièrement plongés dans l'air.

La fin du XVII^e^ siècle est employée à perfectionner, sans en changer le principe, la machine de Guericke ; Huyghens, Boyle, Papin contribuent à ces progrès ; au début du XVIII^e^ siècle on savait « faire le vide » presque aussi bien, et avec les mêmes moyens, que cent ans plus tard. Très rapidement, en utilisant la machine pneumatique, même sous ses formes les plus primitives, on put faire la séparation entre les phénomènes liés à la présence de l'air et ceux qui en sont indépendants. La propagation du son, la combustion, la respiration exigent la présence de l'air ; la propagation de la lumière, les attractions électriques, les actions produites par les aimants, sont des phénomènes où l'air ne joue à peu près aucun rôle.

On devait bien se douter, à l'époque dont nous parlons, de l'imperfection du « vide » obtenu ; dans le récipient relié à la machine pneumatique il restait certainement beaucoup moins d'air que dans un égal volume ouvert à l'air libre, mais il était impossible de mesurer la quantité de gaz restant ou, ce qui revient au même, la perfection du « vide » obtenu. Cela n'avait d'ailleurs aucune importance pour les expériences que nous venons de rappeler. Il n'en fut pas de même pour un nouvel ordre de phénomènes, qui n'a pas cessé d'occuper les physiciens jusqu'à nos jours et qui a été l'origine des plus importantes découvertes de la physique actuelle. Je veux parler du passage de l'électricité à travers les gaz raréfiés.

* * *

Que l'électricité puisse passer à travers l'air, donnant lieu à une étincelle lorsque la *tension électrique* est assez élevée, c'est ce dont on s'est aperçu dès les premières recherches sur les phénomènes électriques, avant de découvrir l'analogie entre cette étincelle et les grandioses manifestations de la foudre. Cherchant, un peu au hasard, l'effet du « vide » sur les divers phénomènes physiques, il était inévitable que les physiciens du XVIII^e^ siècle cherchassent ce que devient l'étincelle électrique lorsqu'on la produit dans le récipient évacué par la machine pneumatique. Au lieu de la simplicité que montraient, par exemple, les phénomènes sonores, lumineux ou magnétiques, les uns étant supprimés et les autres inva-

riables quand on élimine l'air, ils tombèrent sur une étonnante diversité d'effets, l'étincelle prenant des aspects, des dimensions, des couleurs infiniment variables avec le degré de perfection du « vide » et avec des conditions dont on n'était pas toujours maître. La description de ces phénomènes remplit des volumes, et leur répétition servit d'amusement à des milliers d'habitués des « cabinets de physique » ; amusement d'ailleurs utile, car ce n'est pas perdre son temps que d'améliorer les conditions de production de phénomènes complexes, même lorsque le fil conducteur qui servira à les relier n'est pas encore trouvé.

Peu à peu, avec la découverte des divers gaz, avec les progrès dans l'art de les purifier, on s'aperçut que tout dépendait de la quantité et de la nature du gaz restant dans le « vide ». C'est surtout en vue de mieux étudier les phénomènes de décharge électrique et les effets lumineux qui en résultent que, vers le milieu du XIX^e^ siècle, on introduisit l'usage de nouveaux appareils moins sujets à donner des impuretés que la machine à piston, descendante directe de celle de Guericke. Ainsi se perfectionna la technique des gaz raréfiés purs, par l'emploi de la machine à vide barométrique, dérivant de l'expérience de Torricelli, un peu plus tard par l'usage de la *trompe à mercure* où le métal liquide, tombant goutte à goutte dans un tube étroit, entraîne inexorablement un chapelet de bulles gazeuses dont chacune élimine un peu de la matière contenue dans l'espace clos que l'on veut vider. Plusieurs constructeurs se firent une spécialité de ces tubes lumineux ; à l'intérêt de curiosité qui s'attache aux jolis effets de lumière ainsi produits vint se joindre, vers 1860, un intérêt scientifique de premier ordre par la découverte de l'analyse spectrale. Dès lors, un coup d'œil dans un spectroscope, dirigé sur le tube lumineux, permit de dire quels sont les gaz existant à l'état de trace dans le récipient où l'on s'est efforcé de « faire le vide ».

***

Cependant, toute la technique du vide alors en usage et toutes les connaissances sur les gaz raréfiés étaient encore d'ordre empirique, sans aucune tentative pour rattacher les faits à une théorie de la matière ; on étudiait les propriétés des gaz de plus en plus raréfiés, mais les expérimentateurs ne semblaient guère se soucier de la structure intime de la matière

soumise à l'expérience. Dans le dernier quart du XIX^e siècle, l'état d'esprit des physiciens se modifie complètement ; peu à peu la théorie moléculaire de la matière s'impose à leur attention, et c'est par l'étude des gaz très raréfiés que commence cette évolution, capitale dans l'histoire de la physique.

La théorie moléculaire des gaz, souvent désignée sous le nom de « théorie cinétique » à cause du rôle essentiel qu'y joue le mouvement des molécules, était déjà fort ancienne ; dès le milieu du XVIII^e siècle, Bernouilli en avait clairement indiqué les bases et avait montré qu'elle rend compte des faits essentiels : expansion indéfinie d'un gaz dans le volume qu'on lui offre, pression exercée sur les parois, dilatation par la chaleur. Une masse gazeuse est considérée comme formée de molécules, en nombre immense, mais fini, s'agitant dans le vase qui les contient, sans aucun lien entre elles, sans aucune autre action réciproque que celle exercée au moment d'un choc entre molécules. Les chocs sur les parois expliquent la pression ; la théorie mathématique rend numériquement compte des faits observés.

En dépit de cet accord, en dépit des perfectionnements apportés à la théorie par quelques-uns des plus grands génies du XIX^e siècle, tels que Maxwell et Clausius, la théorie moléculaire des gaz a été presque sans influence sur le développement de la physique expérimentale jusqu'à une époque relativement récente ; la plupart des physiciens d'il y a soixante ans l'ignoraient totalement ou la regardaient comme une ingénieuse fiction sans réalité et sans utilité. C'est à la suite d'expériences sur les gaz très raréfiés que disparut cette barrière d'indifférence ou d'hostilité, et c'est l'un des plus grands services que la technique du « vide » ait rendus à la science que d'avoir ouvert les yeux des physiciens sur l'évidence objective de la théorie moléculaire des gaz et d'avoir ainsi entraîné la chute de tout le système de défense de l'ancienne physique contre les progrès de l'atomisme. La raison de ce succès est facile à deviner. Tant que l'on étudie les gaz dans les conditions ordinaires, celles où se trouve l'air que nous respirons, les molécules sont si voisines les unes des autres, leurs chocs sont si nombreux et si fréquents que l'on ne commet pas de grosses erreurs en considérant le milieu comme continu. Mais il n'en est plus de même lorsque le gaz devient très raréfié, lorsque

nous approchons (sans l'atteindre) du « vide » parfait ; alors, le libre parcours de chaque molécule entre deux chocs devient considérable, l'image du milieu *continu* s'éloigne de plus en plus de la réalité, la constitution granulaire, moléculaire du gaz se révèle avec évidence.

Le physicien anglais William Crookes fut l'un des premiers, vers 1875, à comprendre la nécessité de la théorie moléculaire pour expliquer les phénomènes aux très basses pressions, et à prendre cette théorie pour guide. Le premier, il appela l'attention sur les trajectoires rectilignes de véritables projectiles moléculaires, lancés par l'action d'un champ électrique dans le « vide ». Il est vrai qu'il se trompa complètement sur la nature de ces projectiles, qu'il prenait pour des molécules gazeuses, alors que c'était de purs atomes d'électricité négative (*électrons*) sans aucun support matériel ; mais son erreur même fut profitable à la science, en attirant l'attention sur la réalité des molécules matérielles, alors qu'il était probablement trop tôt pour qu'on pût admettre la nature granulaire de l'électricité.

Les expériences de Crookes eurent un succès considérable ; tous les laboratoires firent l'acquisition des appareils nécessaires pour les répéter, et tous les professeurs les montrèrent dans leurs cours. Comme les ampoules de verre où étaient réalisées ces expériences devaient être *vidées* avec grand soin, l'attention fut de nouveau attirée sur l'art de faire le vide, en même temps que sur les divers aspects de la décharge électrique. C'est en examinant, après tant d'autres, les propriétés du « tube de Crookes » que Rœntgen, en 1895, fit fortuitement cette extraordinaire découverte d'un rayonnement nouveau, sortant du tube, et doué de propriétés inattendues. La véritable nature de ces « rayons X » resta encore mystérieuse pendant plus de quinze ans ; mais, en attendant, une armée de physiciens se précipita pour étudier leurs propriétés. La moisson de faits nouveaux, à une époque où l'on disait volontiers que la physique expérimentale était une science finie, s'étendit sur de vastes champs encore inconnus ; une ère nouvelle s'ouvrit pour la physique.

Presque en même temps, les chirurgiens inauguraient les applications des rayons X ; au lieu des fragiles « tubes de Crookes », il fallut construire des appareils producteurs de plus

en plus puissants, de plus en plus durables ; toute une industrie nouvelle fut créée, qui dépendait en grande partie de l'art de faire le vide et de le maintenir. C'est à cause de cela que, dans ces vingt dernières années, la technique du vide a été entièrement renouvelée, rendant possibles des applications nouvelles et non soupçonnées.

Venons donc à l'état actuel de la question qui nous occupe.

***

Les moyens dont dispose le physicien pour faire le vide sont, actuellement, très variés. Les uns sont des perfectionnements de méthodes anciennes, d'autres reposent sur des principes entièrement nouveaux suggérés par la théorie cinétique des gaz : selon le but à atteindre, selon le volume du récipient à évacuer et la perfection du vide que l'on veut obtenir, il est indiqué d'employer tel ou tel appareil.

C'est ainsi que l'antique pompe à piston, considérablement modifiée et modernisée, est l'appareil le plus rapide pour obtenir un vide passable. On l'a cependant perfectionnée au point qu'elle peut amener la densité de l'air au millionième de sa valeur habituelle, ce qui, dans l'état actuel de la technique, n'est pas encore un « bon vide » ; aussi la pompe à piston est-elle souvent employée comme pompe préliminaire, pour commencer le travail qui sera achevé par un appareil plus parfait.

La pompe à mercure utilisant le vide barométrique, la trompe à mercure, appareils simples et peu coûteux, mais lents, sont encore employés pour vider de petits volumes, surtout lorsque l'on veut recueillir les gaz extraits, ce qui est souvent le cas dans les recherches de chimie.

Citons encore une pompe rotative imaginée par Gaede en 1907, analogue à un compteur à gaz, où l'eau, liquide trop volatil, serait remplacée par du mercure, et où un moteur ferait tourner le tambour de l'appareil, enlevant à chaque tour le gaz emprisonné dans les auges.

Mais les deux appareils les plus récents et les plus remarquables sont la *pompe moléculaire* et la *pompe à vapeur de mercure*, tous deux suggérés par la théorie cinétique des gaz.

Dans la pompe moléculaire, imaginée par Gaede en 1912, et dont le modèle le plus parfait est celui de M. Holweck, les

molécules du gaz, déjà raréfié par une pompe préliminaire, sont en quelque sorte happées par la surface périphérique d'un cylindre qui tourne avec une énorme vitesse dans une cavité cylindrique fixe, ne laissant entre les deux surfaces qu'un *jeu* de l'ordre du centième de millimètre. La rapidité avec laquelle le vide est obtenu et la perfection avec laquelle se vérifient les prévisions de la théorie moléculaire sont vraiment merveilleuses.

La pompe moléculaire est un chef-d'œuvre de construction mécanique ; au contraire, la pompe à vapeur de mercure ne comporte aucune pièce mobile, aucun organe ajusté : tout se réduit à des mouvements de vapeurs provoqués par la chaleur et la condensation. Un jet de vapeur de mercure engendré par une petite chaudière en verre ou en métal entraîne, par choc des atomes de mercure sur les molécules, le gaz contenu dans le récipient que l'on veut vider ; un peu plus loin, la vapeur de mercure se condense, et le gaz, emprisonné entre les gouttes de mercure condensé, est définitivement éliminé.

Il faut enfin citer la *méthode par absorption*, dans laquelle le gaz est simplement absorbé soit par du charbon refroidi, soit par quelque réactif chimique qui se combine avec la plupart des gaz usuels. L'industrie des lampes à incandescence, celle des appareils pour la téléphonie sans fil, utilisent largement cette méthode.

Quel que soit l'appareil employé, des précautions minutieuses, que l'on ne peut décrire ici en détail, doivent être prises pour obtenir les meilleurs résultats. Le récipient doit être rigoureusement étanche, ce qui est relativement facile à obtenir ; mais une difficulté plus grave vient du fait que les parois sont généralement couvertes de gaz occlus, sous une forme mal connue, et que ces gaz ne demandent qu'à se dégager pendant que l'on cherche à faire le vide ou même plus tard, alors que l'on croit l'opération achevée, rendant précaire un résultat péniblement obtenu. La technique de la paroi propre, privée de gaz occlus, est maintenant acquise, et l'on sait obtenir un « vide » satisfaisant et durable.

A quel résultat peut-on arriver avec toutes ces précautions? La perfection, le vide absolu, n'est qu'une limite vers laquelle on tend asymptotiquement sans jamais l'atteindre ; pour indiquer de combien on en est encore éloigné, on peut donner la

densité du gaz résiduel, ou encore la pression qu'il exerce, pression que l'on sait mesurer par des appareils très différents du classique manomètre, prenant encore pour guide la théorie moléculaire. Dans les meilleurs « vides » actuellement obtenus, la densité du gaz est réduite à environ la dix-milliardième partie de ce qu'elle est dans les conditions habituelles. Un volume analogue à celui de la salle de l'Opéra, ainsi vidé, ne contiendrait plus que quelques milligrammes d'air, et la pression exercée serait égale au poids d'une dizaine de grammes sur une surface égale à celle de la place de la Concorde.

Ces chiffres donnent une idée claire de l'extrême ténuité du gaz dans ce qui est actuellement « le meilleur vide ». Le résultat apparaît, au premier abord, un peu moins brillant si on l'exprime dans le langage de la théorie moléculaire. On trouve alors que chaque millimètre-cube de ce « vide » contient encore un million de molécules.

***

C'est cela, direz-vous sans doute, que vous appelez du « vide »; c'est pour aboutir à un pareil fourmillement moléculaire que, depuis trois siècles, les physiciens s'efforcent à perfectionner la machine pneumatique?... Eh oui! c'est ce qu'on a su faire de mieux, et le plus surprenant est sans doute ceci : nous pouvons affirmer que ce milieu a très sensiblement les mêmes propriétés que le vide véritable. Si, après de nouveaux efforts, nous arrivions à faire sortir ce dernier million de molécules présentes dans chaque millimètre-cube de notre « vide », presque rien ne serait changé.

Pour comprendre cette affirmation, n'oubliez pas l'extraordinaire petitesse de ces molécules. Elles sont si petites que si on les aligne de manière qu'elles se touchent comme les perles d'un collier, il en faudra quelques milliards pour faire un collier de longueur présentable. D'ailleurs, ce qui importe pour définir les propriétés de la matière contenue dans notre « vide », ce n'est pas le nombre des molécules présentes; celles-ci ne se manifestent que par les chocs qu'elles produisent, et notre milieu peut être considéré comme pratiquement vide si les projectiles que nous y lancerons, molécules ou charges électriques, n'y subissent presque jamais de chocs. Or, c'est bien ce

qui a lieu. Les molécules d'un gaz sont en constante agitation ; pour les gaz de notre atmosphère et à la température ordinaire, leur vitesse est, en moyenne, d'environ 500 mètres par seconde, les chocs deviennent de plus en plus rares à mesure que les molécules sont moins serrées. C'est ainsi que, dans l'air qui nous entoure, dont la densité est relativement grande, les chocs sont extraordinairement fréquents; entre deux chocs consécutifs le libre parcours d'une molécule n'est, en moyenne, que d'un dix-millième de millimètre; dans notre « vide » chaque molécule parcourra, si le récipient a des dimensions illimitées, plusieurs kilomètres en ligne droite sans subir de choc, et la durée de cette existence sans accident sera de plusieurs secondes. Or une seconde, pour les phénomènes internes à la molécule, c'est presque l'éternité; on peut donc dire que chaque molécule ignore les autres, qu'elle vit à l'état de solitude, et que rien ne serait changé si le nombre total des molécules présentes était encore mille fois plus petit.

On peut se figurer plus clairement les choses en imaginant que l'on fasse une image très agrandie de notre gaz raréfié. Supposons, par exemple, que l'on agrandisse cent millions de fois toutes les dimensions: l'échelle sera à peu près la même, mais en sens inverse, que celle d'une mappemonde grosse comme une orange pour représenter la terre. A cette échelle, les molécules deviennent grosses comme des cerises; dans notre « vide » elles sont si clairsemées que la distance de chacune d'elles à la plus voisine est, en moyenne, d'environ 100 mètres. Toutes voyagent en ligne droite; elles ont de l'espace libre pour se mouvoir, si bien qu'en moyenne, chacune d'elles parcourt la distance de la terre au soleil avant de subir un choc.

Si, dans un tel milieu, on lance des projectiles de dimensions moléculaires, molécules ou atomes d'électricité, ceux-ci se comporteront comme ils le feraient dans le véritable vide. Leurs propriétés dynamiques peuvent être étudiées en toute simplicité, sans les inextricables complications que donnent les chocs moléculaires dans l'air; et c'est surtout dans cette simplification que réside l'intérêt scientifique et pratique du « vide ».

Les projectiles ainsi lancés dans le vide et s'y propageant en ligne droite peuvent être de diverses espèces, donnant lieu à diverses variétés de *rayons*. Le faisceau de molécules maté-

rielles a été étudié par M. Dunoyer, il y a déjà quinze ans, produisant ce qu'on a appelé depuis les *rayons moléculaires*; ce flux de molécules constitue réellement la *matière radiante* que Crookes avait cru obtenir il y a cinquante ans. Mais les plus souvent utilisés de ces flux de projectiles sont ceux qui sont constitués par des atomes électriques. Les projectiles de pure électricité négative ou *électrons* constituent les *rayons cathodiques*, tandis que les *rayons positifs* sont constitués par des particules portant des charges positives. Ces « rayons » constituent les plus simples des phénomènes cinétiques que nous sachions produire, et c'est sur eux que les lois des actions électro-magnétiques se révèlent avec le minimum de complications.

***

J'ai dit un mot, au début de cet article, de la valeur industrielle du « vide ». Sans parler des applications où le vide sert simplement à rompre l'équilibre des pressions atmosphériques, comme dans les freins pneumatiques, ni de celles où le vide sert surtout à éviter une action chimique de l'air, comme dans certaines lampes électriques, la plupart des applications modernes du vide résultent justement du libre mouvement de charges électriques, le plus souvent de purs électrons lancés dans le vide.

Ces électrons n'existent pas à l'état libre dans notre « vide »; dans la plupart des appareils modernes ils y sont apportés de l'extérieur, arrachés à un filament porté à haute température. Minuscules projectiles lancés par l'action d'un champ électrique, ces électrons se propagent à travers le vide sans subir aucun choc, en ligne droite si aucune action électromagnétique n'agit sur eux, docilement déviés suivant des lois exactement connues sous l'action des champs électriques ou magnétiques que l'on fait agir. Ce « faisceau cathodique » vient-il frapper une surface métallique, les projectiles brusquement arrêtés provoquent un vif dégagement de chaleur en même temps que l'émission de rayons X dus aux vibrations internes des atomes du métal ainsi martelé. C'est là le principe du générateur moderne de rayons X, tel qu'il est sorti des belles recherches faites au laboratoire de la *General Electric Company* par un groupe de physiciens et en particulier par

M. Coolidge. Le tube à rayons X n'est plus le fragile « tube de Crookes »; c'est un appareil industriel, dont tous les détails ont été étudiés; toute la partie active est dans le vide, et le problème de la production et du maintien de ce vide a été le plus difficile de ceux que posait la réalisation de cet appareil.

Mais cette belle application est loin d'être la seule. Le faisceau cathodique transporte un courant électrique; ce faisceau peut être dévié d'une manière pratiquement instantanée par des actions très faibles, et cela nous donne le moyen de déclencher des phénomènes importants par une cause minime. C'est là le principe des innombrables applications des « tubes à vide » avec filament incandescent aux problèmes de radio-communication, de téléphonie, de mesures électriques. On peut même prévoir le moment très proche où ces appareils feront leur entrée dans la grande industrie électrique, celle qui éclaire nos villes, fait marcher nos trains de chemin de fer et nos tramways, actionne nos usines.

Jusqu'à une époque récente, les techniciens chargés de construire et de faire fonctionner les belles machines électriques, faites de cuivre et d'acier, ont pu regarder avec méfiance et pitié les fragiles tubes de verre dont le fonctionnement n'est possible que si l'on y maintient un vide presque parfait, si bien que la rentrée d'une bulle d'air le met hors de service; ce sentiment n'est plus justifié et déjà quelques-uns de ces appareils, mieux étudiés et devenus plus robustes, ont fait leurs preuves comme redresseurs de courant, en attendant qu'on les utilise, dans la grande industrie, pour résoudre le problème inverse.

* * *

A quoi tient, au fond, cette possibilité d'applications de ce qui se passe dans le vide? A quoi tient aussi la valeur du vide dans la recherche scientifique?

Tout simplement à ceci que beaucoup des complications des phénomènes habituels se trouvent éliminées, que tout s'y passe d'une manière plus simple, par suite plus facile à étudier, à prévoir et à diriger. La nature nous offre le plus souvent des phénomènes sous les formes les plus complexes, où tout est mélangé, et par suite difficile à analyser et à diriger. Prenons un des phénomènes électriques les plus faciles à reproduire et

l'un des plus anciennement connus, l'étincelle électrique jaillissant dans l'air entre deux boules métalliques par la décharge d'une bouteille de Leyde. Rien de plus simple en apparence ; rien de plus complexe en réalité. Toutes les propriétés de la matière et de l'électricité y interviennent, celles des éléments de l'air et celles du métal solide et gazeux, celles des *ions* positifs et des *ions* négatifs, les effets des chocs de ces divers éléments entre eux. Et dans les quelques millionièmes de seconde que dure l'expérience se succèdent des états entièrement différents; c'est tout un drame avec cent personnages qui se déroule en ce temps si court. Depuis deux siècles on essaie d'en dévoiler tous les secrets et l'on est loin d'y avoir complètement réussi. Le « tube à vide » traversé par un flux d'électrons libres est, certes, d'une préparation plus difficile, et sa construction exige les ressources d'une technique autrement raffinée ; mais une fois construit, on sait ce qui s'y passe, on peut prévoir facilement l'action de tel ou tel facteur, il obéit à nos ordres.

De même que le chimiste passe une bonne partie de son temps à se procurer des « produits purs », de même le physicien s'efforce de séparer les phénomènes que la nature mélange, et de cette séparation le technicien tire toujours quelque profit. Le « vide » est un des puissants moyens de simplification dont dispose le physicien.

Ch. Fabry.

ESSAIS ET NOTICES

A PROPOS DE MICHELET

C'est un excellent livre que celui de M. Daniel Halévy (1) sur Michelet. Une étude toute en profondeur, une plongée dans le caractère inégal et dans la destinée de ce poète. « Il pensait en poète, observe M. Daniel Halévy, non en philosophe. »

Même après les travaux considérables de Gabriel Monod sur Michelet, ceux de M. Paul Sirven qui ont mis à jour une partie de la *Correspondance* et du *Journal*, les études de M. Jean-Marie Carré parues ici même, le livre de M. Jean Guéhenno, celui de M. Daniel Halévy est un bréviaire qu'il faut avoir lu; il éclaire intelligemment le caractère d'un homme que l'on admire bien plus tôt qu'on ne le comprend. Il est vrai que l'on rencontre en Michelet une diversité qui déroute, si l'on ne songe que « son cœur romantique, sa culture et sa pensée classiques » ont toujours partagé Michelet. Il y a autre chose ; la vie de Michelet, c'est un perpétuel orage... foi, révolte, doute, amour, les événements, les années, le bonheur, le succès, l'apaisent ou l'allument de nouveau. Toutefois, il faut le noter, le découragement ne l'atteint guère; s'il le subit, il se recueille : de son recueillement naissent des projets incessants, parfois une direction nouvelle.

Michelet jeune prit Vico pour maître : « il l'adopta », resta son disciple. Michelet est le premier peut-être qui découvrit dans *Principii di scienza nuova* une philosophie puissante, « presque toutes les idées directrices de ce que nous appelons aujour-

(1) *Jules Michelet*, Hachette.

d'hui la philosophie de l'histoire ». Vico en effet écrivit : « Des idées uniformes, nées chez des peuples inconnus les uns aux autres, doivent avoir un motif commun de vérité... Ce que l'universalité ou la pluralité du genre humain sent être juste, doit servir de règle dans la vie sociale... » « La sagesse vulgaire de tous les législateurs, la sagesse profonde des plus célèbres philosophes s'étant accordées pour admettre ces principes et critérium, on doit y trouver les bornes de la raison humaine ; et quiconque veut s'en écarter doit prendre garde de s'écarter de l'humanité tout entière. » Le mérite de Michelet, dit M. Daniel Halévy, c'est d'avoir compris les idées de Vico, qui le disciplina, le fortifia, lui épargna souvent, lui si sensible, « de se laisser entraîner par les chimères de la philosophie allemande ».

Vico a donc dirigé l'œuvre et la pensée de Michelet et Michelet le déclare souvent ; il a reçu de son maître un avertissement qui dominera ; il saura que « les civilisations sont mortelles », et sera hanté par le problème que Vico a posé : « Que devient l'homme quand les mythes ne l'inspirent plus? Est-il possible de créer pour l'homme de nouveaux mythes? » Si l'humanité moderne n'y réussit point, disparaîtra-t-elle dans la catastrophe ?

Michelet à Sainte-Barbe apprend l'allemand, « ajoute Luther à Vico », il se lève à quatre heures du matin, s'enferme dans sa tâche, étudie, ne sort pas de son travail, et, ce qui est beau, « n'attend aucun succès rapide ». De son voyage en Italie naîtra l'*Histoire romaine*. Son biographe estime que Michelet ne fera jamais mieux : « Chateaubriand a trouvé son continuateur, l'histoire son rénovateur (1). » En 1832, il a terminé. La première collaboration de Michelet à la *Revue* date de la même année, il débuta par un article de critique, et donna ensuite une étude sur Luther. A François Buloz, qui lui demandait d'y revenir, il écrivit (2) :

« Je trouve votre lettre, monsieur, au retour d'une course que j'ai été obligé de faire à la campagne. Je ne puis mieux y répondre qu'en vous faisant connaître ma situation. Je quitte l'École normale (ceci entre nous) et je ne sais encore quelle sera

(1) P. 43.

(2) Inédite. Michelet quitta l'École normale en 1836. — V. J.-M. Carré, *Michelet et son temps*, p. 115.

ma position nouvelle. Vous sentez bien que mon livre va lentement. Cependant j'espère sous peu de temps pouvoir vous en communiquer quelques feuilles où vous trouveriez, je crois, quelque chose pour la *Revue*.

« Mes compliments affectueux.

« MICHELET. »

Après l'*Histoire romaine*, Michelet a entrepris une autre grande tâche : c'est l'histoire de France, mais il mène de front d'autres travaux, comme la traduction de *Vico*; les *Mémoires de Luther*; les *Origines du droit français*, etc. Joignez à cela ses cours à la Sorbonne, où il professe depuis 1834. Malgré ses titres à l'attention du public, des ouvrages considérables, un cours renommé, une personnalité comme la sienne intéressa-t-elle suffisamment la critique? Voici une lettre de Michelet qui semble prouver le contraire; elle s'adresse à un critique, pour réclamer son appui, rappeler ses travaux. Ne pourrait-on lui consacrer un article? Nisard a signalé jadis son *Histoire romaine* dans *les Débats*; mais depuis...

« Monsieur,

« Je me hasarde à vous demander un service essentiel, sans avoir l'honneur d'être connu de vous. C'est peut-être [un *titre?*] que d'être intime ami de Quinet, mais quand je ne le serais pas, c'est encore à vous que je m'adresserais tout de même.

« M. Nisard, mon ancien élève et ami, a fait sur mon *Histoire romaine* un article fort bienveillant, où il rendait compte des cent premières pages de ce livre. C'est malheureusement la partie la plus hypothétique et la moins amusante. Il se proposait de faire connaître dans un second article les parties autrement importantes où je ne suis plus soutenu ni embarrassé par les critiques allemandes (ce second article est, je crois, resté au bureau des *Débats* depuis le départ de Nisard).

« Dans les époques où la certitude historique n'est point désespérée, j'ai renversé et rebâti cette vieille histoire de fond en comble. Je crois, par exemple, quelque ridicule que cela puisse paraître, qu'avant mon livre, Carthage, les mercenaires, et Hannibal n'étaient pas même soupçonnés (premier volume, p. 177, 219, et second, p. 1, 48). J'ai le premier fait connaître ce qu'on doit penser de la fameuse chasteté de Scipion (t. III, p. 36

et surtout, 77) j'ai réhabilité sous plusieurs rapports Persée de Macédoine (II, p. 92), Antoine et Cléopâtre (II, p. 313, 456), Catilina même (II, p. 226, 230), tous pauvres diables, dont les fautes ont été cruellement exagérées par leurs vainqueurs César lui-même avait été mal apprécié, habitués que nous sommes de prendre au sérieux les déclamations républicaines dont Lucien et Tacite aveuglaient les Romains et l'Empire.

« Tout cela est un peu paradoxal, mais il me semble que ceux qui auront la patience de lire mes notes trouveront les preuves surabondantes.

« Vous serait-il possible de m'accorder un article, ou du moins une annonce un peu étendue où vous auriez la bonté d'indiquer mes travaux antérieurs (*Traduction de Vico, Introduction à l'histoire universelle, Précis d'histoire moderne*, je vous envoie un exemplaire de l'ouvrage). J'avoue que l'article m'obligerait sensiblement. Je suis seul et sans coterie. Mes travaux sur la France m'ont confiné dans la profonde solitude des Archives (rue du Chaume au Marais), dans cette poudreuse Thébaïde des parchemins mérovingiens, carlovingiens et féodaux dont il n'y a peut-être que moi qui se soucie maintenant. De là comment me faire entendre? Mes travaux passent inaperçus, à moins qu'ils ne soient révélés au public par un critique qui force l'attention, et dont on ne perde pas une ligne. J'avoue qu'en ce moment, je n'en connais qu'un qui ait un tel privilège.

« Obligé depuis longtemps comme je vous le suis par vos procédés envers mon meilleur ami, je ne crains point de vous avoir une obligation nouvelle. Croyez à mon dévouement et à ma bien sincère admiration.

« MICHELET. »

« Nisard a dû vous écrire. Si vous n'aviez plus l'exemplaire de l'*Histoire romaine* que je vous ai envoyé dans le temps, soyez assez bon pour la faire prendre chez mon libraire (Hachette, rue Pierre Sarrazin, 12), ou plutôt, écrivez-lui qu'il vous l'envoie (1). »

On le voit, la critique se faisait désirer. Sainte-Beuve,

(1) Cette lettre doit être mal datée : 1839. Nous pensons que c'est 1835 qu'il faut lire. Il n'eût pas parlé en 1839 de l'*Histoire romaine*, ou du *Précis d'histoire moderne* comme de livres récents.

pas plus que les autres, d'après la correspondance que nous connaissons, ne se souciait de faire, dans la *Revue*, la critique de l'œuvre, déjà féconde, de Michelet. Pourquoi ? On ne sait . il est sûr qu'il se défend. En 1831, « il n'est plus au *Globe*, et n'est attaché à aucun journal » : c'est vrai. En 1834, il est critique à la *Revue*. Michelet le sollicite. Mais Sainte-Beuve a promis de « traiter M. Ballanche, pour lequel il n'a pas de loisirs... » Et au *National*? Au *National* « il a promis à Quinet, et aussi à Didier (1)... » En 1841, Sainte-Beuve répond ceci à Michelet : « Une des choses, entre nous, qui indispose le plus Buloz, est qu'on s'adresse directement à des rédacteurs pour s'assurer de l'article. Il aime assez le pouvoir absolu et il tient à sa liberté de choix là-dessus. » C'est clair, Sainte-Beuve refuse. D'ailleurs, rien ne l'attire en Michelet, qu'il appelle le « fondateur de l'école illuminée ». Le rationalisme de Sainte-Beuve s'accommode mal de ce poète, toujours sur les hauteurs ; il préfère, lui, « les coteaux modérés ».

***

Nul plus que Michelet n'a fait passer dans son œuvre les crises intimes de son cœur ou de sa pensée : patriotisme, amour, doutes religieux. M. Daniel Halévy n'a pas manqué de le relever, et ces observations ne sont pas les moins saisissantes du livre. Voici des exemples.

Michelet, qui vivait dans ses ouvrages, ignorait les agitations du dehors, il ne prenait point garde aux questions politiques (nous parlons du début de sa vie). « Des lointains où il vivait, les Royer-Collard, les Benjamin-Constant paraissaient peu de chose. » On comprend alors que la révolution de Juillet le surprit. Elle le charma aussi, lui parut être « l'œuvre de la sagesse vulgaire et de la sagesse réfléchie réconciliées » (2). Il crut que les idées de 1789 allaient renaître, et il en conçut une grande joie. (Quelle jeunesse !) Il éprouva un entraînement, non vers les idéologues du jour dont il se méfiait, mais vers le peuple qu'il aimait, et qui s'était montré si brave, si gai, si honnête, pur de tout crime. Alors, il voulut dire son mot dans le tumulte, et il écrivit son *Introduction à l'Histoire universelle*, qui porte la marque de son trouble heureux et de sa

(1) V. J.-M. Carré, déjà cité.
(2) Jean Guéhenno, *L'Evangile éternel*, p. 63.

foi. « Je fis explosion », écrivit plus tard l'historien. M. Daniel Halévy le nie ; il trouve cette fois que Michelet va trop loin. « Méfions-nous des renseignements du vieux Michelet, ce sont des transpositions apologétiques conçues pour donner un air d'unité à sa changeante vie. » Il n'en reste pas moins que l'*Introduction* est un écrit libéral, qui traduit après les journées de juillet l'émotion d'un Michelet rajeuni. Ensuite il s'éloignera de l'événement, et retournera à ses récits.

Autre exemple. Lorsque Michelet perd sa première femme, Pauline, compagne de sa première jeunesse, il écrit dans son journal à propos de l'exhumation de la morte, dont il vient d'être le témoin, des mots étranges, effrayants même sur la mort, « *attirant sujet* ». M. Daniel Halévy retrouve ce trouble qu'éprouve alors un Michelet inquiétant, dans le livre auquel il travaille au moment même de cette mort : c'est la France du xv^e^ siècle, ses sadismes, ses désordres. « *Il s'y attarde dans les charniers.* »

Au moment où Michelet se remarie avec Athénaïs Mialaret, nous aurons encore un Michelet transformé, rajeuni, heureux, fécond, qui se répand en œuvres diverses. Athénaïs le fait travailler (il est de trente ans son aîné), le soigne, le baigne, mais aussi le chambre, et éloigne de lui ses amis, ses disciples d'hier et les enfants de Pauline (1). « Quel flot d'œuvres ! dix volumes !... *L'Insecte, l'Oiseau, la Mer, la Montagne, l'Amour, la Femme et la société, la Bible de l'humanité*, le pur et l'impur.. merveilleuse symphonie verbale. » Ce sont les œuvres du Michelet de la troisième manière. Après l'historien traditionaliste et rhéteur de 1835, après l'éducateur révolutionnaire de 1845 disciple de Mickiewicz, voici le satirique, le poète naturaliste. Avec l'Empire qui le bouleverse et le révolte, nous aurons un historien pamphlétaire, qui s'enfoncera soudain dans l'étude des régimes absolus (négligés par lui jusqu'ici); il se vengera sur eux des blessures qu'il a reçues. » Pendant que Victor Hugo achève *les Châtiments*, Michelet achève son histoire... ; pendant que Victor Hugo « invective Napoléon et ses agents..., Michelet... invective trois siècles, dix rois, et plus profondément l'idée même de l'État ».

Le caractère passionné de Michelet, ses vies diverses,

(1) V. Paul Sirven, *Lettres inédites de J. Michelet*, 1841-1871.

sa sensibilité extrême sont analysés dans le livre de M. Daniel Halévy avec beaucoup d'attrait et de science et une logique ingénieuse. Le lyrisme de Michelet n'est pas douteux, c'est à cause de lui que les historiens d'aujourd'hui traitent Michelet de poète, et lui refusent ce titre d'historien.

Certes le travail selon les méthodes allemandes diffère du sien; toutefois, la magnifique conscience de cet écrivain, ses études approfondies avant d'entreprendre le moindre ouvrage, ses matériaux amoncelés, dépassent de beaucoup l'effort des écrivains qui le nient. La sensibilité de Michelet, qui l'a souvent servi, a pu l'entraîner, son amour de l'humanité a pu l'aveugler et le rendre suspect; nous ne croyons pas cependant que son sens critique fut jamais complètement en défaut (sauf pour l'Allemagne, vers laquelle il tendit comme tous ses contemporains, à l'exception de Quinet, qui se reprit avant lui). Ne doit-on pas admirer la rectitude morale de ce lyrique qui ayant rêvé jadis une « Europe fraternelle », voit son rêve s'écrouler et peut écrire :

« *Les humanitaires sont fous de croire que les murs, les haies, les barrières qui étaient entre les nations se sont abaissées. Certains préjugés antiques de ce genre ont disparu, mais d'autres sont sortis des rivalités modernes. La personnalité croissante sépare au contraire de plus en plus, sous certains rapports, et les nations et les individus.* »

M. Daniel Halévy a montré les transformations de Michelet, il a insisté sur la troisième vie de l'historien, mari d'une jeune femme « présente et active à la table de travail, l'inspiratrice des pensées panthéistes, qui prépare et réunit les matériaux ». Plus tard, devenue veuve, cette femme nous a donné la mesure de son goût en altérant les textes de Michelet publiés après sa mort; faut-il croire son mari, vieil amoureux, lorsqu'il attribue à sa femme un rôle de collaborateur important, peu d'années après le mariage? Voici une lettre que Michelet adresse à un critique en 1867 à propos des *Mémoires d'une enfant*, et qui est très affirmative (1).

Monsieur,

« Votre article est d'un maître, du vrai critique, vrai poète qui comprend et domine tout.

(1) Inédite.

« Ce petit livre est sorti de la piété filiale : jamais ma femme ne l'eût écrit, sans le besoin de renouveler la mémoire de son père, dont les manuscrits sont perdus.

« Elle n'a jamais lu l'histoire naturelle, jamais l'histoire humaine, ni Fantine (*sic*), ni rien. Elle n'a en ce genre rien lu que mes épreuves, qui l'ont dressée au style : elle ne peut en avoir qu'un.

« Ne vous étonnez pas si dans deux chapitres historiques (Saint-Domingue, l'île d'Elbe) elle a voulu me ressembler.

« Déjà dans *l'Oiseau*, elle allait de ses ailes, et j'ai eu ce bonheur de créer mieux que soi... Des choses rares et fortes (de *la Mer*, de *l'Insecte*) venaient d'elle : je les ai signées.

« De sorte qu'aujourd'hui on s'embrouille, on s'y trompe, ce qui me plaît, m'amuse fort.

« Vous l'avez dit très finement : qui peut dire l'apport qu'elle a fait ? Immense, cher monsieur, le sens de la nature, et l'approfondissement de l'âme. La différence qui restera, c'est le rythme, c'est la très délicate chose à laquelle les habiles comme vous, reconnaîtront ce qui est de ces deux personnes, si mêlées! Elle est née dans une autre langue, dans cette langue du midi, et son rythme diffère du mien, se reconnaît toujours.

« Je vous remercie, vous admire, vous serre la main cordialement.

« J. MICHELET. »

Mme Michelet sans doute « écrivit » des passages de *l'Oiseau* ou de *l'Insecte* soigneusement revus par lui : de là à lui accorder, comme le fait ici son mari, le génie instinctif, le goût inné, il y a loin.

MARIE-LOUISE PAILLERON.

REVUE MUSICALE

Théatre Marigny : *Coups de roulis*, opérette en trois actes ; paroles de M. Willemetz, d'après le roman de M. Maurice Larrouy, musique de M. André Messager. — Opéra-Comique : *La Fiancée vendue*, de Smetana.

Les bateaux portent bonheur au délicieux musicien que fut jadis et qu'est encore M. André Messager. Longtemps après *Madame Chrysanthème*, trente-cinq ans après, *Coups de roulis* nous en donne une preuve nouvelle. On pourrait écrire une étude sur ce sujet : les bateaux en musique, ou dans la musique. On commencerait la revue navale par la chanson enfantine : *Papa, les p'tits bateaux*, et la vieille complainte : *Il était un petit navire*. Viendraient ensuite les innombrables barcarolles, populaires ou non, qui flottèrent de tout temps sur les mers, les fleuves et les lacs allemands, italiens et français.

Accours dans ma nacelle, chante un pêcheur au premier acte de *Guillaume Tell*. Au second :

Pour mieux cacher leurs saintes trames
Nos frères sur les eaux s'ouvrent avec leurs rames
Un chemin qui ne trahit pas.

Nous ne citons les paroles de cette périphrase aquatique que pour vous renvoyer à la musique, de beaucoup supérieure. Et que penseriez-vous de cette romance :

Viens sur la mer, jeune fille,
Sois sans effroi.
Viens sans trésor, sans famille,
Seule avec moi.
Mon bateau sur les eaux brille,
Vois son mât.

Cela s'appelle le *Bateau* et fut imprimé dans l'un des premiers numéros de la *Revue* (1831). Imprimé paroles et musique : l'une est

de Mme Mennessier-Nodier et les autres — qui l'eût cru? — d'Alfred de Vigny.

L'un des *lieder* les plus connus de Schubert, une chanson baignée et comme perlée d'écume, est intitulée : « *Auf Wasser zu singen*, Pour chanter sur l'eau. » Sur un fleuve sombre paraît, escortée par une funèbre mélodie, à la fin du *Pré aux Clercs*, la barque où gît le cadavre de Comminge. Le navire d'*Haydée*, celui de l'*Africaine*, est un décor seulement et ne parle qu'aux yeux. C'est leur âme au contraire, leur âme fraternelle, qu'échangent les vaisseaux et les berceaux dans l'admirable mélodie de Sully Prudhomme et Fauré. Enfin jusque dans la nef tragique et témoin de leurs furieux transports, il semble que l'âme aussi de Tristan et celle d'Isolde aient passé.

Qui me rendra mon beau navire? N'est-ce pas là encore une ancienne chanson? J'aimerais que sur la scène de l'Opéra-Comique le navire de *Madame Chrysanthème* nous fût rendu. Je voudrais revoir, réentendre sur la passerelle, entre l'océan paisible, — Pacifique, — et le ciel étoilé, le lieutenant de vaisseau que vous savez et près de lui son frère Yves. Leurs propos familiers évoquent tour à tour la chère et déjà lointaine Bretagne et le Japon inconnu dont ils approchent. Mais la musique encore mieux que la parole est la véritable évocatrice non seulement de l'une et de l'autre terre, mais de la nuit et des flots. Très calmes, très profonds, égaux en durée, de grands accords s'étendent longuement. Au-dessus passent des fragments de mélodies, sonneries de clairons, appels de matelots. Le chant mélancolique d'un gabier descend du haut des vergues. Tout cela, c'est le paysage, mais cela n'est pas tout. Le navire lui-même est ici mieux qu'un décor : un personnage, un être vivant, en musique ou par la musique, d'une vie réelle et présente. Il n'a rien, celui-là, de fictif ou de légendaire. Il est de notre temps et de notre pays, il est deux fois nôtre. Ainsi la beauté de cette marine sonore est double. Elle éveille, elle émeut en nous le sentiment de la nature et celui de la patrie.

Pendant deux actes sur trois de la nouvelle opérette de M. Messager, les choses se passent également à bord d'un de nos cuirassés : des choses légères, mais divertissantes, comiques même, et qui font le plaisir de l'esprit, des oreilles et des yeux. Non moins agréable que le roman d'où elle est tirée, la comédie musicale mêle une petite histoire d'amour aux aventures et mésaventures, navales et galantes, d'un personnage ridicule autant qu'officiel, affublé du titre et des fonctions de haut commissaire de la marine. Il va sans

dire, mais cela va mieux encore en le disant, en le voyant surtout, que son voyage d'inspection ne réussit pas trop mal à M. le représentant de la République : il finit par être nommé ministre, et sa fille, embarquée avec lui comme secrétaire-dactylographe, débarque, fiancée au plus séduisant des enseignes. Enfin cette petite pièce est satirique par endroits, qui ne sont pas les moins bien venus. Poussée à peine plus loin que la vérité, la figure de M. le haut-commissaire démontre fort plaisamment la supériorité de nos officiers de marine sur nos politiciens et cela suffit à réjouir ceux d'entre nous, de plus en plus nombreux, à qui nos institutions démocratiques inspirent d'autres sentiments que le respect et que l'amour.

Lorsque M. André Messager se présenta à l'Institut, on assure qu'un musicien plus que sérieux fit, à l'annonce de sa candidature, une grimace de dédain. Il déclara presque innommable l'auteur léger des *P'tites Michu*. Comme si peut-être il n'y avait pas plus de musique rien que dans les *P'tites Michu*, sans parler du reste, que dans l'œuvre entier de leur adversaire !

Il y en a beaucoup encore dans *Coups de roulis*, surtout au premier acte, et de la plus vive, de la plus spirituelle, de la plus élégante, de la plus française. En prenant de l'âge, le talent de M. Messager ne s'est pas dépouillé. Il a gardé son bouquet. « Petite musique, mais d'un grand musicien. » Qui donc a dit cela de la musique d'Auber? Ou aurait parfois envie de le redire quand on écoute la musique de M. Messager. Et comme elle est bien tournée en sa petite taille ! Comme elle se tient et, par moments, comme elle s'incline avec grâce ! Comme elle marche, comme elle court, comme elle rit ! Elle est formée d'éléments choisis et délicats, joignant à la franchise, à la précision du rythme, la facilité toujours et très souvent la distinction, la parfaite élégance de la mélodie. Une phrase musicale de M. Messager, c'est quelque chose de rare, qui commence, qui dure et qui finit. Agréable dès le début, elle se développe et s'achève avec un égal agrément. Que si, d'aventure, suivant la situation ou les paroles, elle se permet un accent banal, une tournure vulgaire, c'est encore avec esprit et comme en se moquant d'elle-même. Aussi bien il s'en faut que la musique de M. Messager se moque toujours. Elle n'ignore (je pense aux deux petits amoureux) ni le sérieux, ni la tendresse, ni la mélancolie. Pleine de vie, de verve et de mouvement en tout genre, les mouvements du cœur, oh ! ses mouvements légers, ne lui sont pas inconnus. Et puis, jusque dans la fantaisie et la caricature, elle demeure classique. M. Messager est de la bonne école, de

la grande. Il sait préparer, puis composer un ensemble, quintette, sextuor ou finale. Enfin nous recommandons son orchestre aux délicats. Ils prendront plaisir à l'écouter, à l'étudier de près, à suivre sur le fond à la fois solide et souple de l'étoffe sonore, ne fût-ce que la ligne d'un contre-chant, ornement ou broderie dessiné avec goût

« Tout cela, va s'écrier quelque pédant, tout cela à propos d'une opérette ! » Peut-être aussi, plus encore peut-être, à propos d'elle en particulier et généralement de son auteur. Aussi bien, ce n'est pas la première opérette de M. Messager qui fasse plaisir. Et l'exécution n'en fut pas non plus déplaisante. M^lle^ Marcelle Denya figure à souhait la jeune première. Elle vient, croyons-nous, de l'Opéra Si nous avons bonne mémoire, elle eut l'occasion d'y chanter un rôle nouveau, un passage au moins de ce rôle, couchée de tout son long et le visage contre terre. *Dure nécessité, Madame!* Elle y réussit pourtant et le compositeur félicita par écrit son interprète d'avoir su, dans cette situation difficile et vraiment inférieure, émettre ou donner une note haute. M^lle^ Denya ne chante *Coups de roulis* que debout ou assise, mais dans l'une et l'autre position fort joliment. M. Robert Burnier (l'amoureux enseigne) a de plus en plus affiné, depuis ses débuts, son jeu, sa voix et son chant. Dans le rôle du haut-commissaire, M. Raimu déploie toutes les ressources d'un comique énorme et délicat. Et la représentation navale est d'une exactitude et d'un pittoresque achevés.

Après *Coups de roulis*, comme après *Isoline*, et *Véronique*, et la *Basoche*, et *Madame Chrysanthème*, et *Fortunio*, nous nous rappelons un refrain du *Roi l'a dit*, de Léo Delibes :

Ah ! qu'il est doux d'avoir un frère,
Pas trop sévère.

Permettez-nous de vous présenter un jeune et nouveau musicien de la même famille, M. Beydts. Nous aimerions que le directeur de l'un de nos petits théâtres consacrés à la musique légère le présentât bientôt au public. M. Beydts est l'auteur d'une opérette tirée d'une amusante comédie de MM. Henri Duvernois et Fortuny : *Le club des canards mandarins*, (un club de dames, et de dames chinoises). Le sujet en est moins qu'austère et le langage assez grivois. Mais nous ne sommes plus au temps où la critique regrettait d'avoir à signaler quelques mots un peu risqués dans *les Noces de Jeannette*. Très française, et même un peu gauloise elle aussi, la musique de M. Beydts

est fort plaisante, mêlant à l'esprit, à la malice, un grain de sensibilité et de poésie. Sainte-Beuve s'accusait un jour d'avoir un faible pour ce qui est agréable. Nous partageons sa faiblesse, que ne flatte pas toujours la musique d'aujourd'hui.

Comment et pourquoi le vendeur de « la fiancée vendue » n'est autre que le fiancé lui-même, par quel subterfuge il en devient à la fin l'acquéreur, voilà ce que nous ne saurions vous expliquer, ayant assez mal compris le sujet et surtout le détail de la célèbre paysannerie tchéco-slovaque. Il se peut fort bien que cette fois comme tant d'autres la déplorable prononciation des artistes chantants n'ait pas contribué médiocrement à notre inintelligence.

Un de nos confrères suisses, M. William Ritter, a consacré naguère dans la collection des *Maîtres de la musique* (1) tout un volume à Smetana. Lisez-le, si vous désirez avoir une idée complète de la personne, de la vie et de l'œuvre du musicien tchèque. « Une idée complète »; mais, ne connaissant que *la Fiancée vendue*, nous ne saurions dire une idée juste. « Un petit chef-d'œuvre, mais absolument parfait de proportions, de composition et de poésie populaire, La Bohême rurale contemporaine, le caractère tchèque y tiennent en entier comme la passion et le caractère espagnol dans *Carmen*. C'est aussi complet que *Carmen* et pourtant ce n'est qu'une joyeuse drôlerie sans prétention, mais bien agencée, et que Smetana a su littéralement bourrer de choses exquises... Par la perfection atteinte, c'est une grande œuvre. » Nous sommes fort éloigné de le croire, et moins encore que Smetana, s'il ne s'était enfermé, patriote jaloux, dans un art exclusivement national, « pouvait être un des plus grands musiciens universels qui aient jamais existé ».

Aussi bien, pour admirer ou seulement goûter le tchéco-slovaquisme pur de *la Fiancée vendue*, nous connaissons trop peu le génie et l'âme d'une race dont l'ouvrage nous est donné comme l'expression en tout et partout fidèle. Ce n'est guère qu'aux motifs de danse, (les plus agréables), que nous avons trouvé quelque saveur ou couleur indigène. Le plus souvent, cette musique semble pensée, écrite sous une influence italienne, peut-être sous plus d'une. Elle porte la marque spirituelle d'un Cimarosa, ou d'un Rossini, quand ce n'est pas le signe sentimental d'un Donizetti. Mozart n'y est pas non plus tout à fait oublié. L'ouverture, aimable et spirituel babillage, fait penser de fort loin, mais fait tout de même penser à celle des *Noces de Figaro*. Ailleurs, au mouvement, à la

(1) Chez Alcan, 1907.

volubilité de maint passage, on croit reconnaître encore la facture italienne. L'ensemble de l'œuvre ne manque ni de grâce ni d'élégance. L'écriture en est correcte, classique même, l'orchestre ingénieux et léger. Rien d'embarrassé ni d'obscur, mais rien non plus, ou presque rien, d'original. Peu de substance ou de fond et trop de formes ou de formules vides, airs ou romances d'un style usagé.

M. William Ritter écrit encore de la partition : « Le charme indiscutable qui s'en dégage ne s'altère pas dans la mémoire en dépit de toutes les réflexions. » Cela est vrai de trois ou quatre « moments musicaux » : un duo dans la manière bouffe pour ténor et basse : un sextuor vocal, presque uniquement vocal, — rare aubaine aujourd'hui, — où deux notes de cor, de place en place, se posent doucement; enfin et surtout, l'épilogue d'un duo d'amour, ou d'amourette, et d'adieu, que deux notes aussi, de flûte celles-là, baignent d'une tendre mélancolie. C'est un des jolis adieux qu'il y ait dans la musique, le plus délicieux de tous étant l'adorable quintette de *Cosi fan tutte*. Encore une fois, pour nous résumer, il est douteux que la partition de Smetana soit « littéralement bourrée de choses exquises ». Semée de choses agréables, à la bonne heure; choses d'hier peut-être, mais ces choses-là ne sont pas communes aujourd'hui.

Les deux meilleurs interprètes de la *Fiancée vendue* ont été l'orchestre et, dans le rôle d'un amoureux bégayant et ridicule, M. Hérent, chanteur et comédien de goût.

Nous avons eu grand plaisir à réentendre au concert Colonne le pianiste excellent qu'est M. José Iturbi. Il a joué avec éclat, avec magnificence, un concerto de Liszt. Et c'était très bien. Il a joué un concerto de Mozart, un des plus beaux, avec pureté, avec amour. Et c'était mieux encore. Nous l'aimons entre tous, et depuis quelque soixante années, ce concerto en *ré* mineur, son premier *allegro* qui gronde tout bas, et son *andante* fait de deux phrases divines. Un enfant que nous avons connu le jouait naguère à sa façon, qui n'était pas, vous pouvez nous en croire, celle de M. Iturbi. Un double quatuor l'accompagnait, plus un second piano tenu par des mains maternelles. « Et cela se passait dans des temps très anciens » et dans une très vieille maison. Les mains depuis longtemps sont glacées, la maison a changé de maîtres et le petit pianiste a les cheveux blancs.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La formation d'un nouveau ministère sous la présidence de M. Raymond Poincaré répond à la fois au vœu général du pays et à la vérité constitutionnelle ; M. Doumergue a loyalement interprété l'un et l'autre. En dehors des clubs de politiciens qui prétendent imposer au pays leurs conceptions au lieu d'écouter les siennes, et à l'exception des partis de révolution et de désordre, personne en France n'avait souhaité le renversement du ministère d'union nationale, personne ne comprenait la démission de M. Poincaré. Il faut enfin savoir si la démocratie sera monopolisée à leur usage par quelques groupements politiques qui ne peuvent même pas s'appeler des partis, ou si elle répondra aux vœux du pays qui ne souhaite, du haut en bas, qu'ordre, stabilité, travail. Le peuple, ce n'est pas cette entité vague qui apparaît dans l'idéologie révolutionnaire, ce ne sont pas ces figurants embrigadés par les comités politiques qui défilent dans la mise en scène des « journées » en temps de troubles ; le peuple, c'est, sans exclusion, tout le monde ; et personne n'a, sans mandat, le droit d'en accaparer la force à son profit.

A ce point de vue, la crise récente est caractéristique. Les radicaux de la rue de Valois se sont rendu compte que l'union nationale répondait de plus en plus au sentiment des populations qui ne vivent pas de luttes politiques, mais de bonne administration et de saine économie ; ils ont vu que, s'ils tardaient, ce système nouveau qui est, si l'on y veut bien réfléchir, raisonnable et pratique, allait s'implanter dans le pays et devenir indéracinable ; et ils ont monté le guet-apens d'Angers. Il faut reconnaître qu'ils ont, par leur abstention et leur refus d'entrer dans un nouveau ministère, ébranlé la conception d'union nationale qui, naturellement, impliquait leur

participation, mais ils n'ont fait que grandir et rendre plus nécessaire la personnalité de M. Poincaré, dont le nom est, à lui seul, un gage d'union nationale et la garantie d'un gouvernement d'intérêt général.

Au cours de la crise, malgré les offres et l'insistance de M. Poincaré, le parti radical-socialiste est resté muré dans son intransigeance. Il se flattait d'empêcher la combinaison d'aboutir et gardait le secret espoir d'un Cabinet cartelliste auquel les socialistes, qui refusaient d'y participer, auraient du moins apporté leurs voix. Pour mener à bien la mission que lui confiait le Président de la République, M. Poincaré s'est donc adressé au groupe des « républicains socialistes ». Qu'est-ce que les républicains socialistes? Le nom ne l'indique guère et le parti, comme groupe politique, n'a de vie qu'au Parlement. Ce sont des hommes, souvent distingués et désireux de sortir des vieux cadres, qui, estimant fausses et dangereuses les doctrines marxistes dont l'aboutissement logique est le communisme, et résolus à s'affranchir de l'ambiance médiocre et désuète du radicalisme valoisien, accolent deux adjectifs dont l'un définit vaguement leurs convictions politiques et dont l'autre indique sommairement leurs tendances sociales. On compte, dans ce groupe, de fortes personnalités qui n'ont pas besoin du mystère des clubs pour exercer une grande influence à la Chambre et dans le pays. Cinq d'entre eux sont entrés dans le Cabinet de M. Poincaré ; ce sont M. Briand, qui garde les Affaires étrangères à la satisfaction générale, M. Painlevé qui reste à la Guerre où il a entrepris la réorganisation de l'armée, M. Forgeot dont la brillante éloquence se disciplinera au contact des affaires et qui prend les Travaux publics, M. Antériou qui est préposé aux Pensions, M. Jean Hennessy qui quitte l'ambassade de Berne pour le ministère de l'Agriculture.

Sous le prétexte que le groupe de l'Union démocratique, que préside M. Louis Marin, avait, dans la plénitude de son droit, tenu à *Magic-City* une réunion publique, où avait été dénoncée comme un péril la manœuvre d'Angers, les radicaux-socialistes émettaient la prétention d'exclure tout représentant de ce groupe du nouveau ministère et en faisaient la condition de leur participation. Avec sa loyauté coutumière, M. Poincaré a refusé de subir cette brimade et d'écarter de sa majorité un groupe qui n'a pas cessé de soutenir de ses votes l'union nationale. Quand on prend la peine d'y réfléchir en dehors des passions parlementaires, la prétention d'un groupe qui compte 125 députés, de jeter l'interdit sur un autre qui en

compte 102, révèle un état d'esprit incompatible avec le fonctionnement normal des institutions parlementaires. Nous ne sommes plus au temps où la République, récemment implantée dans le pays, luttait pour son existence; elle ne s'identifie avec les conceptions d'aucune fraction et, si elle n'est ouverte à tous, elle ment à sa doctrine et à ses promesses. La prétention radicale de monopoliser la République crée le seul danger qui la puisse menacer. M. Poincaré a donc demandé au « groupe Marin » son ministre du Commerce, M. Bonnefous, et au groupe voisin, celui de l'Action démocratique et sociale, son ministre des Colonies, M. Maginot. Pour la première fois depuis longtemps, les colonies sont confiées à un homme qui les connaît et qui saura les administrer.

M. Poincaré a délégué au ministère des Finances M. Henry Chéron qui, comme rapporteur général du budget au Sénat, a été pour lui un précieux soutien dans les moments difficiles. Lui-même fait l'expérience de rester « sans portefeuille », afin de pouvoir se consacrer, de concert avec M. Briand, aux négociations délicates pour la fixation définitive des dettes et des paiements de réparations. A la grande colère de l'extrême-gauche, M. Tardieu est ministre de l'Intérieur : c'est un homme de gouvernement qui a le sens de l'administration. Le ministère de l'Intérieur est celui où sévit, avec une particulière intensité, la confusion déplorable de la politique de parti et de l'administration. Il est, de tous, celui où l'on travaille le moins et où le rendement est le plus médiocre : le virus de la politique a tout gâté. Il s'agit de savoir si l'administration est faite pour l'ensemble des Français et a pour objet de maintenir l'ordre et de promouvoir la prospérité, ou bien si elle doit avoir d'abord en vue l'intérêt d'un parti et la satisfaction d'une clientèle. La première de ces conceptions est sans aucun doute celle de M. Tardieu, et c'est l'explication des inquiétudes qu'il inspire à certains radicaux.

M. Barthou, précieux collaborateur pour M. Poincaré, demeure garde des sceaux. M. Leygues, pour le plus grand bien de la Marine, reste à sa tête, M. Laurent Eynac conserve « l'Air », M. Loucheur, le Travail; M. Pierre Marraud, sénateur radical, remplace M. Herriot à l'Instruction publique. En homme d'État soucieux de l'avenir, M. Poincaré fait entrer dans les conseils du gouvernement des hommes nouveaux que chacun se félicitera d'y voir: M. Germain Martin, comme sous-secrétaire d'État aux Postes et Télégraphes, M. François Poncet aux Beaux-Arts. M. Oberkirch reste à l'hygiène. M. Henry Paté entre à l'Éducation physique.

Ainsi se présente une combinaison ministérielle qui continue de s'inspirer, sous une forme nouvelle, du principe d'union qui a depuis plus de deux ans, associé toutes les forces nationales pour le sauvetage de la monnaie et des finances françaises. L'œuvre n'étant pas achevée, c'est la même politique qui se poursuit. Dans ces conditions, la déclaration ministérielle ne pouvait être que brève, puisqu'elle n'avait à s'expliquer que sur les points qui étaient l'objet du différend, tant avec la commission des finances qu'avec le congrès d'Angers. Elle fut lue le 15 novembre par M. Poincaré à la Chambre et par M. Barthou au Sénat. La première tâche qui s'impose c'est de voter avant le 1er janvier un budget en équilibre. C'est, « à l'intérieur, l'une des conditions essentielles du relèvement économique et des améliorations sociales attendues; c'est aussi, dans les conversations internationales qui viennent de s'engager, une garantie d'action plus libre et plus efficace ». « Si nous jugeons indispensable de tout subordonner à la restauration des finances françaises, c'est d'abord pour épargner au pays le retour des catastrophes dont il a été menacé, mais c'est surtout pour pouvoir édifier, sur des bases inébranlables, une société de plus en plus juste et de plus en plus humaine. » Sans bonnes finances, en effet, point d'améliorations sociales possibles.

Les allègements fiscaux font partie du programme gouvernemental comme de celui de la commission, « mais une bonne méthode exige qu'ils ne soient appliqués qu'au fur et à mesure des possibilités démontrées etqu'ils soient compensés par des excédents de recettes plutôt que par des augmentations d'impôts. » Les articles 70 et 71 origine du conflit avec les ministres radicaux, seront disjoints. « Le gouvernement actuel a reconnu, à son tour, que ces dispositions ont une importance vitale pour le maintien de notre influence intellectuelle et morale dans les pays étrangers. Quelle que soit la procédure adoptée, il demandera, sous sa responsabilité, que la question soit loyalement abordée au fond dans le moindre délai et qu'elle soit résolue conformément à l'intérêt national. »

Le débat qui suivit la lecture de la déclaration ministérielle ne fut ni très intéressant, ni très orageux. M. Vincent Auriol, au nom des socialistes, prononçant l'excommunication majeure contre M. Bonnefous et M. Maginot, prétendit que le nouveau ministère n'avait plus le droit de se réclamer de l'union nationale et n'était qu'un cabinet de « bloc national »; l'orateur socialiste le condamna donc à une courte existence et fit d'avance d'honnêtes propositions

aux radicaux pour qu'ils préparent un ministère cartelliste que les socialistes soutiendraient; il parut même promettre une participation de son groupe au gouvernement, « si l'oligarchie financière menaçait à nouveau les libertés républicaines ». Il faut croire que « l'oligarchie financière » a menacé « les libertés républicaines »; si ce scandale se reproduisait, la gauche reverrait les beaux jours du cartel. La formule, en vérité, n'est pas compromettante et elle est si vague qu'elle n'engage à rien. Après une brève intervention de M. Chabrun, M. Marcel Cachin développa le point de vue communiste et s'en prit à la stabilisation.

A tous, M. Poincaré, répondit sur un ton de simplicité enjouée qui ne devint plus grave qu'au moment où il parla des importantes négociations qui sont ouvertes et « de l'issue desquelles peut dépendre le sort de la France et de l'Europe ». Si M. Poincaré a consenti à constituer un nouveau cabinet, c'est que les personnes les plus qualifiées ont insisté auprès de lui; « M. Parker Gilbert est venu m'exposer les raisons qu'il y avait de ne pas laisser les pourparlers en souffrance ». Déjà le nouveau ministère a repris les conversations : il est d'accord sur les points importants et sur la marche à suivre avec le gouvernement britannique. « La France, souligne M. Poincaré, n'est pas demanderesse. Elle pouvait très bien se contenter de l'application rigoureuse du plan Dawes. Il fonctionne à merveille. Mais nous n'avons aucune raison de repousser l'examen d'un nouveau mode de réparations capable de consolider la paix en Europe et de favoriser son expansion économique. Il demeure bien entendu que nous ne pouvons abandonner à la légère les garanties que nous possédons actuellement. »

M. Poincaré ne songe pas, pour l'instant, en ce qui concerne les accords de Londres et de Washington, à sortir de l'expectative où il est demeuré jusqu'ici. « Nous pouvons caresser l'espoir que l'Amérique prêtera son concours comme elle l'a fait pour le plan Dawes. Pour le moment, c'est de la dette allemande seule qu'il s'agit. » Les experts vont être désignés (1); leurs travaux éclaireront les gouvernements sans les engager. « Il y a des chances sérieuses qu'ils préparent, sur la base des traités, l'établissement de la paix universelle. » Pour cette tâche complexe et hardie, le gouvernement a besoin de la confiance du Parlement. « Mieux vaudrait nous renverser que de nous affaiblir. » Cette confiance, la Chambre, par

(1) Le gouvernement français a désigné, le 21 novembre, M. Moreau, gouverneur de la Banque de France, et M. Allix, professeur à la Faculté de droit.

330 voix contre 129 et 133 abstentions, l'accorde au président du Conseil et au nouveau ministère. Sur les 125 membres du parti radical-socialiste, 8 ont voté pour le gouvernement, 7 contre; la masse s'est abstenue. Avec elle ou sans elle, le cabinet paraît assuré d'une majorité stable et fidèle. Au Sénat, M. Poincaré est si chaleureusement soutenu que M. Caillaux, l'instigateur du guet-apens d'Angers, n'a pas été réélu membre de la Commission des finances A la Chambre, en remplacement de M. Henry Paté, devenu membre du gouvernement, M. Georges Pernot, député du Doubs, a été élu vice-président contre M. J.-L. Dumesnil. Signes des temps. Dans cette Chambre, la majorité de gouvernement n'est ni à droite, ni à gauche : elle est au centre.

Tandis qu'à la Chambre se poursuit, dans une atmosphère apaisée, le vote du budget, l'extrême gauche organise, autour du cabinet, la grève des hommes politiques qui, peu ou prou, relèvent de ses sentences. M. Paul-Boncour qui, sous le précédent ministère et en plein accord avec lui, représentait la France à la Société des nations, comme délégué suppléant, demande à M. Briand de le relever de ses fonctions. M. Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T., en fait autant. Voilà donc un homme politique considérable, M. Paul-Boncour, qui, tout socialiste qu'il se classât, obtenait la confiance d'un gouvernement d'union nationale et la justifiait par ses services dans les délicates tractations relatives à la réduction des armements; sans égard à l'œuvre qu'il avait entreprise et aux affaires dont il possédait parfaitement le clavier, il abandonne le champ de bataille sans que la ligne de conduite du gouvernement se soit modifiée, sans qu'aucun désaccord se soit élevé, sous le prétexte qu'au lieu de quelques hommes du groupe radical-socialiste, M. Poincaré a choisi d'autres hommes dans le groupe républicain-socialiste qui n'est pas moins à gauche. Comment faire fond sur de tels personnages, pourtant éclairés, qui ne considèrent pas qu'au-dessus des groupes et de leurs querelles byzantines, il y a le pays et ses grands intérêts permanents, et qui ne comprennent plus le sens de ce qu'un Richelieu aurait appelé l'honneur de servir l'État? Avec ou sans eux, la France continue: et la fortune veut que, souvent, de leurs habiletés de politiciens, ils deviennent les mauvais marchands.

En vue des négociations qui s'ouvrent et dont la déclaration ministérielle et le discours de M. Poincaré ont si fortement marqué la décisive importance, dans les grands pays, les chefs de gouverne-

ment définissent leur position et précisent leur point de vue Venant après l'élection triomphale de M. Hoover, les déclarations de M. Coolidge méritent une particulière attention. Au jour anniversaire de l'armistice de 1918, le président des États-Unis rappelle quel fut le rôle et quelles sont les aspirations de la grande démocratie américaine. Ce discours est un chant de triomphe, un hymne à la puissance des États-Unis. La guerre a été une révélation, « non seulement de la force, mais de l'unité du peuple américain »; il a organisé « la plus grande puissance qu'aucune nation de la terre ait jamais mise sur pied »; quand la guerre fut finie, il lui restait assez de ressources pour sauver l'Europe de la famine et de la ruine. Les États-Unis ont dépensé cent millions de dollars, mais ils n'ont réclamé ni colonies, ni indemnité, satisfaits d'avoir défendu « la cause de la liberté du monde. » Leur bénéfice est d'ordre moral. Le peuple américain « s'est éveillé, au son des tambours, à de nouvelles destinées ». Il a besoin d'une armée et d'une marine fortes. « L'expérience humaine semble démontrer qu'un pays qui fait une préparation raisonnable en vue de sa défense est moins sujet à une attaque, à une violation de ses droits. C'est ce que font les États-Unis... Être prêt à la défense n'est pas être coupable d'agression... Il est de notre devoir envers nous mêmes et envers la cause de la civilisation, envers notre tranquillité intérieure et envers nos relations régulières avec les pays étrangers, d'entretenir une armée et une marine adéquates à notre situation. » L'armée doit donc être doublée d'une garde nationale, de réserves et outillée de façon moderne. Quant à la marine, elle doit protéger les possessions lointaines, « un commerce extérieur sans égal », le canal de Panama. « Ayant peu de stations de ravitaillement, il nous faut des navires de fort tonnage. Et, comme nous ne possédons presque pas de navires marchands capables d'être armés avec des canons de cinq ou six pouces, il est évident que nous avons droit à un plus grand nombre de cuirassés qu'une nation ayant ces divers avantages. »

Le Président retrace à grands traits l'histoire des conférences pour la réduction des armements navals. Il se félicite du pacte Kellogg, « l'instrument le plus efficace qui ait jamais été conçu pour la paix », qui d'ailleurs n'exclut pas le devoir de se défendre soi-même et n'apporte pas une garantie absolue contre la guerre. Puis il aborde la délicate question des rapports des États-Unis avec l'Europe. On leur reproche leur isolement. En réalité, s'ils n'ont pas voulu contribuer à rendre possible la course aux armements, ni « financer

la préparation d'une nouvelle guerre », ils sont intervenus chaque fois que cela pouvait être utile. Si l'Allemagne a pu payer 1 300 millions de dollars au titre des réparations, c'est parce que les États-Unis lui ont prêté 1 100 millions de dollars. L'Amérique jouit d'une grande prospérité; elle souhaite que l'Europe en connaisse une semblable; « elle y parviendra grâce à des institutions républicaines, en laissant à l'initiative individuelle toutes ses chances ». Entre Américains et Européens, de mutuelles incompréhensions subsistent : « nous ne nous intéressons pas à leurs rivalités anciennes; nous ne voyons pas combien il leur est difficile de remplacer la méfiance qu'ils ont les uns à l'égard des autres par la confiance. Et eux sont persuadés que nous allons faire ce qu'ils feraient s'ils étaient à notre place. » L'Amérique veut la paix parce qu'elle a, sur toute la surface du globe, de grands intérêts qui souffriraient si un conflit éclatait quelque part. Si l'Amérique n'avait pas participé à la guerre, ses pertes auraient été considérables. Les États-Unis sont opposés à l'agression et à l'impérialisme; pour eux, leurs possessions éloignées, « à l'exception du canal de Panama, ne sont pas un avantage, mais un fardeau, qu'ils gardent non comme un profit, mais comme un devoir ». Ils veulent la limitation des armements pour le bien de l'humanité et non pour diminuer leurs dépenses, car ils pourraient « supporter des dépenses nouvelles mieux que quiconque ». « Si nous pouvions obtenir une réciprocité de bonne volonté plus complète, une liquidation définitive du problème des dettes étrangères et une limitation nouvelle des armements conformément au traité de renonciation à la guerre, notre confiance en l'efficacité de nouveaux efforts de notre part, en faveur de l'Europe, serait grandement accrue. »

Nous avons tenu à donner un aperçu général de cet extraordinaire discours qui jette une si vive lumière sur l'état d'esprit avec lequel les Américains abordent les problèmes politiques et qui révèle l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes, de leur puissance et de leur rôle sur la terre. On y découvre un sentiment de grandeur hautaine, une conception impériale et romaine où résonne l'accent du *Tu regere* virgilien arrangé à l'américaine. M. Coolidge s'étonne qu'on dise quelquefois « que les Américains ont tiré un bénéfice de la guerre ». Ils y ont gagné l'Empire du monde ! Ils ont réalisé la plus formidable accumulation d'or et de richesses qu'on ait jamais vue : l'or du vieux monde est passé dans le nouveau et, avec l'or, ce sentiment intense de puissance et ce besoin de domination

que donne aux thalassocraties la maîtrise des mers, ce *sea power* dont un Américain, Mahan, a montré la décisive importance et que croyait posséder pour toujours la vieille Angleterre. « Nous sommes contre l'agression et l'impérialisme », déclare M. Coolidge. En effet, les États-Unis n'ont besoin d'attaquer personne, car le seul poids massif de leur population et de leur puissance économique et financière leur assure l'Empire ; rarement impérialisme s'est affirmé avec une plus tranquille sincérité, une plus sereine confiance en l'avenir. Les États-Unis ne peuvent redouter sur leurs frontières aucune menace ; ce n'est ni le Mexique, ni le Canada qui pourraient songer à les envahir.

A quoi donc servira cette force militaire que M. Coolidge veut imposante ? Elle doit correspondre à l'expansion commerciale et au rayonnement universel qu'ont atteints les États-Unis. Le poids des armes, même si les armes restent au fourreau, s'ajoute à la force économique pour rendre irrésistible, dans les conseils des nations, la volonté américaine. Point de conquêtes brutales. M. Hoover part seul à la conquête pacifique de l'Amérique du Sud ; mais il part sur un cuirassé. Vis-à-vis des nations européennes, le ton du Président qui va sortir de charge se fait, non sans une nuance de dédain, bienveillant et protecteur. Si elles sont bien sages, il n'est pas impossible que le Nouveau Monde vienne à leur aide : ainsi pourrait-on résumer, en langage familier, les déclarations de M. Coolidge sur ce point qui nous intéresse. Que les Européens réduisent leurs armements, les Américains accroîtront les leurs, afin de faire régner la paix. On pourrait trouver, dans un tel raisonnement, quelque pharisaïsme ; nous préférons y chercher d'excellents arguments en faveur du maintien d'armements suffisants pour prévenir toute agression. Toute une partie du discours est une convaincante paraphrase du classique *si vis pacem, para bellum*. C'est un lieu commun, dans l'idéologie humanitaire, d'affirmer que les armements engendrent la guerre. M. Coolidge n'est pas de cet avis et fait justice de ce sophisme. « Si, dit-il, les nations européennes avaient négligé leur propre défense, il est probable que la guerre aurait éclaté beaucoup plus tôt. » C'est tout à fait notre avis et il faut savoir gré au Président des États-Unis de nous fournir, au besoin contre lui-même, des arguments aussi péremptoires.

Tout son discours est à relire et à méditer comme une leçon de réalisme politique. La phraséologie pacifiste est reléguée au second plan, comme un accessoire inutile; ce qui domine, c'est

l'affirmation audacieuse de la suprématie américaine par le dollar et par les armes.

La France n'a pas de raison pour en prendre ombrage. Mais nous n'étonnerons personne en disant que le discours de M. Coolidge a été accueilli sans plaisir en Angleterre ; l'opinion y a vu une adhésion aux doctrines du groupe de la *Big-navy*. Le Premier ministre et le Premier lord de l'Amirauté ont saisi l'occasion d'un débat sur la politique extérieure pour redresser, — non sans ménagements, car l'Angleterre évite avec soin tout ce qui pourrait créer un malentendu ou un refroidissement entre elle et sa fille émancipée, — certaines affirmations de M. Coolidge. M. Bridgeman, dans un discours très précis, avec chiffres à l'appui, a montré que M. Coolidge avait mal interprété les statistiques et mal compris la situation respective de l'Angleterre et des États-Unis. A la conférence de Genève, les Anglais avaient offert aux Américains un plan qui, dans leur opinion et contrairement à celle de M. Coolidge, aurait limité et réduit les dépenses navales de l'Union. De même l'entente franco-anglaise n'a eu pour objet que de rendre possible la limitation des armements sur mer comme sur terre. La Grande-Bretagne ne cherche pas à rivaliser avec les États-Unis, encore moins à les dépasser. Quel renoncement ! Mais à quoi bon discuter des chiffres? Ce que veulent les Américains, c'est la suprématie sur les mers. Aussi a-t-on, ces jours-ci, reparlé d'une alliance anglo-japonaise et estime-t-on qu'une étroite amitié avec la France est plus indiquée que jamais.

M. Baldwin avait surtout à répondre aux attaques furibondes de M. Lloyd George. Quand on entend un homme politique considérable qui a été longtemps Premier ministre et qui a mené avec ses alliés la plus grande des guerres, travestir avec un pareil cynisme les faits les plus clairs et les intentions les plus droites, comment s'étonnerait-on que les Américains ne s'y reconnaissent plus? C'est surtout contre la France et contre l'entente franco-anglaise que se sont exhalées les fureurs du politicien gallois. Il voit, dans la récente entente de Londres et de Paris à propos des armements navals et dans le bon accord qui s'est établi entre les deux gouvernements pour aborder les négociations sur les réparations et les dettes, un « pacte » contraire à l'esprit de Locarno ; il accuse le ministère conservateur d'avoir livré l'Europe à l'hégémonie militaire de la France. « L'armée française est infiniment plus puissante que l'armée allemande qui terrorisa l'Europe pendant toute une génération ! » Les

Allemands eux-mêmes ont paru gênés plutôt que flattés des inventions grossières de M. Lloyd George. Le brigadier général Morgan, qui fut membre de la commission de contrôle interalliée à Berlin, a réfuté, dans une lettre au *Times*, les assertions mensongères que l'ancien Premier libéral n'a pas craint de livrer à la *Neue Freie Presse* M. Lloyd George, quand il affirme que « le désarmement est la seule garantie de sécurité », est en contradiction complète avec le Président des États-Unis. La vérité, cette fois, est de l'autre côté de l'Atlantique.

Au réquisitoire de son adversaire, M. Baldwin a répondu avec autant de mesure que l'autre avait montré d'emportement, mais, avec une force d'autant plus convaincante, il a remis les choses au point. Il a montré la collaboration anglo-française indispensable pour aborder les problèmes européens et d'ailleurs pratiquée, lorsqu'ils avaient la responsabilité du pouvoir, par M. Lloyd George et M. Mac Donald eux-mêmes. La coopération avec la France est la seule manière d'éviter que l'Europe ne se divise en deux camps hostiles. Quant à la question de la Rhénanie, M. Baldwin a laissé entendre que l'Angleterre verrait avec satisfaction une évacuation immédiate et qu'on pouvait espérer un accord prochain et général pour y arriver. Ainsi, en vue des élections de 1929, le ministère conservateur se croit déjà obligé à quelques concessions aux vieilles défiances anglaises envers la France. Dans l'ensemble, le bon accord établi au mois de septembre subsiste et le très prochain retour de sir Austen Chamberlain heureusement rétabli va lui donner une nouvelle impulsion pour aboutir à des solutions pratiques.

Le docteur Stresemann, de son côté, vient de reprendre la direction des Affaires étrangères allemandes. Son premier discours, le 19 novembre, a, non sans raison, jeté quelque émoi dans la presse française. On savait bien cependant que la politique de M. Stresemann ne diffère des revendications nationalistes que par la méthode. Il convient de tenir compte, avant d'apprécier ses paroles, de la situation où il se trouve à l'égard de son chancelier dont il ne pouvait guère désavouer la thèse développée dans le discours de Genève. Il ne pouvait d'ailleurs en être tenté, car ce n'est un secret pour personne que le chancelier n'avait parlé à la Société des nations que d'accord avec son ministre des Affaires étrangères. M. Stresemann présente l'évacuation comme un droit pour le Reich, comme une obligation résultant du traité de Locarno et de l'exécution par l'Allemagne des obligations que lui impose le traité ; il nie toute

corrélation entre la question des réparations et celle de l'occupation. Pour renforcer sa thèse, il cherche à tirer argument des vœux exprimés par M. Baldwin dans un tout autre esprit et avec un autre sens. L'article 431 ne peut trouver son application que si l'Allemagne exécute le traité et par conséquent s'acquitte de sa dette-réparations. Le plan Dawes n'est qu'une expérience, heureuse jusqu'à présent, qui n'a pas modifié la décision de la Commission des réparations par laquelle la dette allemande est fixée à 132 milliards dont l'annuité du plan Dawes ne représente même pas l'intérêt. L'évacuation et le problème des réparations sont deux choses différentes, mais connexes; la première ne peut être effectuée sans que le second soit résolu.

Il en va de même pour la question des dettes. Le traité ne dit pas que l'Allemagne devra payer les dettes que les Alliés ont contractées entre eux; les deux questions sont séparées et l'Allemagne n'est pas devenue, au lieu et place de la France et de l'Angleterre, débitrice des États-Unis; mais il saute aux yeux que la France ne pourrait consentir à alléger les paiements des réparations que si elle-même se trouvait soulagée du poids de ses dettes envers ses alliés. Les questions sont distinctes, mais connexes et ne peuvent se résoudre isolément. Il n'est pas vrai que le gouvernement français subordonne l'évacuation à de nouvelles concessions de l'Allemagne; mais il la subordonne à un règlement stipulant la manière dont l'Allemagne entend s'acquitter de ses obligations. Le communiqué du 16 septembre prévoit trois chefs de négociations qui sont inséparables : l'occupation de la Rhénanie; le règlement complet et définitif du problème des réparations de telle sorte que l'Allemagne ne puisse plus le contester ou s'en dispenser; la constitution d'une commission qui assure le respect permanent des dispositions des articles 42 et 43 du traité pour le désarmement de la rive gauche du Rhin et d'une zone de 50 kilomètres sur la rive droite. La conférence d'experts qui se réunira, à Bruxelles probablement, vers le 15 janvier, aura à donner des avis techniques au moins sur la seconde de ces trois questions, la plus délicate, celle des réparations. M. Stresemann ne rend pas plus faciles les négociations préliminaires en essayant de séparer ce que la logique et la juste raison unissent.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

LE ROI DES ARCHERS

I

L'ESTAMINET DE LA BELLE AVENTURE

Après toi, mon Empereur !

— Mais non, Sire, mais non ! tu es le plus âgé : passe devant !

Et ils entrèrent, le roi le premier en effet, l'empereur le second, c'est-à-dire Alfred Demeester, tisserand, et Arthur Vincke, trieur de laines. Quiconque a manié l'arc, connaît cette rue montante, à Roubaix, et la maison blanche, peu élevée, qui n'est, en façade, que l'estaminet de la Belle Aventure, mais où s'allongent, en arrière, l'une au-dessus de l'autre, deux salles pour les jeux : la salle des « bouleurs » au rez-de-chaussée ; au premier étage, celle des archers.

Les deux hommes se ressemblaient assez peu et, n'eût été leur commune passion pour le noble jeu, les raisons qu'ils avaient d'être amis n'apparaissaient guère. A les voir, par exemple, assis l'un en face de l'autre, devant une table du café, les deux bols de jus noir fumant entre les deux poitrines et les deux visages, — ils aimaient cet encens, — le contraste était même éclatant.

L'empereur avait encore quelque jeunesse. Très grand, mince au bas des côtes, les hanches droites, cavalier qui n'était jamais monté à cheval, fait pour les belles armures et qui, guerrier, n'avait jamais porté que le sac et le fusil, au temps

Copyright by René Bazin, 1928.

des tranchées de l'Artois, Arthur Vincke, avec sa figure en lame, ses yeux noirs, ses moustaches relevées, sa barbiche allongeant le visage, ressemblait à certains personnages des tableaux où Franz Hals groupait les dignitaires de quelque guilde flamande, à ceux auxquels vont bien le feutre et le justaucorps, aux puissants ouvriers-maîtres des villes artisanes, si fiers de leur métier.

Plus âgé, Alfred Demeester n'avait pas cette allure. De belle taille, lui aussi, solide, musclé, la poitrine large, il voûtait un peu, en marchant, ses épaules, courbées au long des jours sur la machine. Il avait des cheveux plats et tout blancs, qu'il s'efforçait encore de séparer par une raie, bien qu'ils fussent peu nombreux au sommet du crâne; il avait de longues moustaches tombantes et le menton rasé. En étudiant son visage, on eût découvert que les traits étaient réguliers, et que les yeux, d'un vert léger, prenaient vite un singulier éclat, une expression de colère, de défi, en tout cas de volonté. Mais cette régularité des traits n'était point ce qu'on observait d'abord, parce qu'ils étaient épais. La première impression que donnait le visage du vieil ouvrier roubaisien était celle de la force patiente, qui peut s'émouvoir et devenir brutale, de la droiture de cœur et de la simplicité. On citait Demeester comme un des doyens des tisserands de Roubaix. Ceux qui le rencontraient, marchant à fortes enjambées sans lunettes et sans canne, n'auraient pu croire, cependant, qu'il avait passé la soixantaine. On le disait fidèle à la maison Lepers-Hooghe : il n'était qu'habitué, depuis une quarantaine d'années, chez ses patrons. Hiver comme été, il s'habillait de vêtements gris; par temps de brume ou de glace, il tournait deux fois, autour de son cou, une écharpe de laine que l'usage, le brouillard, la pluie, la fumée, avaient réduite à l'état de cordage amolli et rendu semblable, pour la couleur, aux mousses, mouillées et mortes, qu'on rencontre aux pieds des arbres, vers la fin de l'automne.

— Il fait bon ici ! dit-il en pliant ce long cache-nez, qu'il posa sur une chaise voisine.

Comme Arthur Vincke ne répondait pas, Demeester versa, dans le café, le contenu d'un petit verre d'eau-de-vie et, levant sa tasse, répéta :

— A la tienne, mon Empereur !

— A la tienne! répondit Vincke, en commençant de boire, lui aussi.

Il se passa une ou deux minutes, pendant lesquelles le trieur de laines et le tisserand accueillirent en silence et méditèrent cette chaleur, que le café de la Belle Aventure versait dans leurs estomacs, leurs poitrines, et jusqu'au bout de leurs doigts. Et comme le grand trieur de laines, en buvant, regardait obstinément la fenêtre, par-dessus la tête de Demeester, celui-ci se détourna à moitié, et considéra de même les vitres qui séparaient de la rue la salle de l'estaminet. Elles barraient le chemin au brouillard, qui coulait le long du verre avec lenteur, et il n'eût pas fallu beaucoup d'imagination pour se figurer que c'étaient là les hublots d'un navire en marche, et que l'on voyait passer, léchant les vitres, de véritables crêtes de lames, vivantes, guetteuses, cherchant à entrer. Il y avait longtemps que le jour était mort. A la fin de l'automne, comme on était alors, les harenguiers, les cargos, les longs courriers, bien peu après quatre heures du soir, allument leurs feux de position et, à la même heure, ils s'illuminent aussi, les magasins de Roubaix, de Tourcoing, de Lille, et de toutes les provinces riveraines de la mer brumeuse. On ne pouvait même deviner les maisons d'en face, dans la rue. Mais les lampes électriques de la Belle Aventure éclairaient vaguement le nuage en mouvement : quelque chose y luisait par moments, gouttes d'eau, parcelles de charbon touchées par la lumière. La nuit, devinée ainsi à travers les vitres, donnait l'impression de l'espace, du froid, d'une ombre mouillée, dont on était sauvé. Vincke et Demeester étaient comme des marins qui se retrouvent, après le quart, dans le magasin aux filets, dans la cambuse, n'importe où, au chaud. L'idée des jours d'été vint, par contraste, à Arthur Vincke.

— Le temps reviendra, cependant, Demeester, pour le tir à l'oiseau.

— Oui, après les durs mois, ça revient.

— On voit clair entre midi et trois heures.

— Quelquefois plus longtemps.

— Alors un verre de bière fait plus de bien qu'une jatte de café.

— Les archers relèvent la perche, ceux qui ont une perche et un pré.

— Il y a des concours de pinsons, reprit l'empereur.

— Les pigeons volent, répliqua l'autre, qui était amateur de lancers de pigeons.

Pour eux, l'été tenait dans ces jeux-là et dans la ville. Leurs propos étaient de citadins. Mais le tisserand, en parlant des archers qui relèvent la perche, avait son idée. Il y revint, après avoir observé deux groupes de clients, qui se tenaient à l'autre bout de la salle, et n'appartenaient assurément à aucune compagnie d'archers des environs : ni à celle des *Amis réunis*, ni à celles des *Francs-Tireurs*, de *l'Union du Bas chemin*, des *Archers du Moulin*, ou du *Pinson d'Or*, qui sont de Roubaix, ni à cette compagnie dont Arthur Vincke était la gloire, la *Société du Beau Bouquet*, de Mouvaux. Celle-ci était célèbre ; elle avait un empereur parmi ses tireurs ; elle affichait avec orgueil, sur les murs de l'estaminet tenu par M. Ghesquière, un règlement daté de 1827, et où se pouvait lire cette invitation : « Le jour de l'Oiseau, chaque sociétaire devra faire honneur au Roi, avec demi-bouteille de vin. » On savait vivre, au Beau Bouquet ; on avait la tradition. Arthur Vincke, qui n'avait point quitté son ample pardessus à pèlerine, écarta les deux bords de l'étoffe tombante, comme s'il avait eu à montrer quelque collier de vermeil ou d'argent, gagné au concours. Mais on ne vit qu'un veston bleu, de bonne coupe, orné, à la boutonnière, du ruban de la croix de guerre, et une cravate bien nouée sur un faux-col glacé à l'américaine.

— Je suis venu ce soir, dit-il, pour voir si tu n'as rien perdu de ton coup d'œil.

— Je ne le crois pas, riposta l'ancien. Je n'ai pas ta vitesse : mais je ne tremble pas. Nous allons tirer au berceau. Tu jugeras.

— Ce n'est pas aussi difficile que l'oiseau !

— Sans doute, mais qui met dans le blanc a des chances d'abattre l'oiseau-maître.

— Je pense au grand concours d'été.

— Moi aussi.

— Être roi, deux années de suite, c'est bien, Demeester, mais, la troisième fois, c'est la grande, celle qui donne le titre que je porte. Je te veux empereur, toi aussi !

— Tu es un ami !

— Nous serons deux empereurs, dans Roubaix...

Il baissa la voix, qu'il avait sonore.

— Alors, nous nous ferons inviter aux fêtes de Gand, aux fêtes de Bruges: nous serons les tenants de la Flandre française contre la Flandre belge, et ce sera bien de la malchance si, l'un ou l'autre, nous ne décrochons pas un beau prix. Pense à ce voyage-là, vieil ami!

Ils y pensèrent. Ils eurent le même sourire. Ils imaginèrent les rues pavoisées, les bannières des corporations, les fanfares, les guildes en costumes, les harangues, les bouquets jetés des balcons, au passage d'Arthur Vincke et d'Alfred Demeester.

Le timbre de la porte de l'estaminet sonna. Trois hommes entrèrent. Le rêve cessa tout à coup. L'empereur et le roi s'étaient levés, pour faire honneur aux arrivants, membres de la compagnie des archers de la Belle Aventure. Des mots furent dits, rapides: une invitation, un refus.

— Non, merci. Nous venons de dîner. Montons! Jacquart nous suit, et d'autres vont venir. C'est l'heure!

Ils ouvrirent la seconde porte, au fond de la salle, suivirent le couloir qui longe la cloison du jeu de boules couvert, et, tout à l'extrémité, trouvèrent le raide escalier par où l'on pénètre, au premier étage, dans la galerie aménagée pour le tir à l'arc. C'était une longue salle, à l'extrémité de laquelle était dressée une épaisse paillasse, — le berceau, — dont l'étoffe claire ne faisait point de plis. Au centre de la paillasse, une cible était accrochée, peinte, selon la coutume, d'anneaux concentriques et multicolores. Et le « but » était blanc. Le chemin des flèches, comme, dans les tirs au fusil, le champ des balles, se trouvait dessiné et limité par des panneaux de bois, les « gardes », disposés à droite et à gauche de la ligne de tir, et qui recevraient, au besoin, les flèches égarées. Les archers pouvaient donc, à l'abri, suivre un couloir étroit, ménagé entre les panneaux de bois et le mur de la salle ; ils pouvaient même s'avancer jusqu'auprès du berceau. Quelques-uns étaient déjà groupés près de la porte d'entrée, l'arc en main ; d'autres montaient l'escalier ; les premières pipes soufflaient de la fumée bleue dans l'air qui était froid, et mêlé d'un peu de brume, car elle est habile à pénétrer dans les appartements, cette rôdeuse, et on ne peut affirmer que ce fût par les minces fentes des fenêtres, ou entre les tuiles du toit, ou par le trou de la serrure, ou collée aux vêtements des hommes qui sortaient de la

rue et se groupaient pour le jeu : mais elle avait trouvé son chemin, la brume des nuits de Flandre, sœur du coton qui est de Lille, sœur de la laine qui est de Roubaix, sœur du lin qui est d'Armentières. Comme elle tenait sous son filet le pays plat, comme elle tenait aussi la mer ! A cette heure-ci, les lourds navires chargés des laines d'Australie et des cotons d'Amérique, le cap vers Calais ou Dunkerque, avançaient avec lenteur entre les rivages de la Manche, beuglant pour avertir les camarades nombreux et invisibles, exposés comme eux au péril des rencontres ; tout autour, sur le sol des pays du Nord, les chemins de fer et les automobiles allaient aussi prudemment, et creusaient dans le brouillard leur tunnel éclatant, mais tout de suite comblé en arrière. La brume n'avait donc pas voulu quitter entièrement ces hommes de son royaume : elle était venue avec eux, avant eux, chez eux.

— On ne voit pas assez clair ! dit Alfred Demeester.

En même temps, il allumait, connaissant la maison, ce qu'ils nommaient « le supplément », une demi-douzaine de lampes électriques, qui doublèrent la lumière et donnèrent un air de fête à la salle de la Belle Aventure. La cible devint un bouquet cueilli du matin.

— A toi, l'Empereur !

Les habitués considéraient avec plaisir et déférence ce dignitaire du noble jeu, qui honorait de sa présence la réunion de ce soir. Lui, ayant accroché son manteau et son chapeau à un clou du mur, il était debout, son arc dans la main gauche, le poignet protégé par un brassart de cuir lacé, une flèche dans sa main droite. Ses armes, il les avait fait apporter, l'après-midi, par son fils aîné, un grandet déjà, et fier d'être fils d'empereur. En face de lui, tout près, un homme solide, plus âgé, dont la figure claire était allongée par une barbiche d'argent, tenait une flèche par le milieu.

— Faites voir, demanda Arthur Vincke.

L'homme tendit à l'empereur la flèche de bois blanc. Celui-ci la prit et l'examina. Elle était armée d'un bout de corne appointi, et toute la partie qui avoisinait cette pointe était ornée de marqueterie, filets, losanges, carrés, de couleurs harmonisées.

— Joli, cela, dit l'empereur. C'est vous, monsieur Jacquart, qui fabriquez cela ?

— Moi-même, à temps perdu.

— Et avec quoi empennez-vous ?

— Regardez, dit l'artiste, en reprenant la flèche : il y a trois plumes, n'est-ce pas ? La brune-jaune est de paon ; les deux autres, les noires, sont de dinde.

— Je fais mettre à mes flèches, dit Vincke, des pennes de cygne. Elles sont moins belles que vos flèches, monsieur Jacquart. Mais ça file droit.

— Les miennes aussi, dit l'artiste modestement.

— Allons ! A l'empereur de tirer ! reprit Demeester

Le groupe s'ouvrit. Le grand archer de la société du Beau Bouquet de Mouvaux se plaça à l'entrée du chemin de tir, assujettit la corde de son arc dans l'encoche du bas de la flèche, que décoraient en effet trois arêtes de plumes blanches ébarbées, considéra un instant la cible, là-bas, toute lumineuse, mesura de l'œil la distance, puis, d'un mouvement rapide et sans secousse, relevant l'arc, tirant à lui la flèche, l'amenant à toucher de la pointe de corne le milieu de l'arc ployé comme un cerceau, il releva aussitôt ses deux doigts agrippés à la corde, et le trait, qu'on vit voler, décrivit une courbe légère, et se planta dans la cible.

— Joli coup ! crièrent trois voix ensemble.

Trois compagnons de l'arc coururent, par le couloir, jusqu'au berceau. L'un d'eux annonça, de l'extrémité de la salle :

— Sur la ligne de partage entre le rouge et le blanc, le blanc est touché !

— A toi, Alfred Demeester ! dit l'empereur.

Le tisseur, qui avait été chercher son arc dans l'armoire fermée à clef, où l'arme était serrée, vint se placer à l'entrée du chemin de tir. Une demi-douzaine d'archers se tenaient en arrière, conseillant le champion de leur société : « Fais attention que ton arc est le plus fort de tous ; tes flèches ne faiblissent pas en l'air ; elles vont droit : ne vise pas trop haut ! — Alfred, prends ton temps ! Si tu trembles, arrête-toi ! Bonne chance, vieux Roi ! » Les dominant d'une demi-tête, les deux mains tenant l'arc comme un grand bâton de montagne, l'empereur observait. Ce n'était point un concours, mais la rivalité, la fierté jalouse animaient les sociétaires. Demeester avait un arc en bois d'if, — l'if au tronc bien droit, l'if qui défend son cœur

avec toutes ses branches, — un arc qui aurait pu servir dans les guerres d'autrefois, très rouge, membré, luisant, et qu'il était seul à pouvoir bien manœuvrer. Pour tirer, il ne se redressa point ; au contraire, il écarta ses jambes, les plia un peu, « s'assit bien à son aise en l'air », comme il disait, et cela le fit paraître petit, large et puissant. Quand il eut placé la flèche sur la corde de boyau, trois fois il essaya de tendre l'arc, puis le laissa reprendre la ligne droite. La quatrième fois, ayant tiré la corde autant qu'il le pouvait faire, il eut l'air de chercher le but, de la pointe de sa flèche qui se déplaçait à droite, à gauche, en haut, en bas, puis tout fut immobile un moment, l'homme et l'arc, et personne ne respira plus, puis la flèche partit, et s'enfonça dans la cible, droit au centre.

— Bravo ! Vive Demeester ! Ah ! mon vieux, c'est la plus belle flèche de l'année !

Les hommes de la Belle Aventure, une quinzaine à présent, l'entouraient, le complimentaient, lui serraient la main. Arthur Vincke, toujours de belle humeur, fit le salut militaire.

— Eh bien ! dit-il, t'es un maître. Au concours d'été, il n'y a pas de doute, tu seras roi encore, et donc empereur, puisque ce sera la troisième année. Mes compliments !

Il se détourna, le bras passant au-dessus des têtes.

— Et je fais compliment à toute la Belle Aventure !

Le dernier qui vint féliciter Demeester était un homme d'une quarantaine d'années, mince, vêtu d'un complet marron, coiffé d'une cape de feutre, et dont le col blanc lustré, la cravate de soie, l'épingle d'or, disaient l'aisance relative, ou peut-être la nécessité professionnelle d'être habillé avec quelque recherche. Il faisait partie de ces employés qui, tous les jours, entre neuf heures et midi, entre deux et quatre heures, courent la ville, offrant aux filateurs et aux fabricants, des échantillons de laine enveloppés dans du papier bleu. C'était un « paquet-bleu ».

— Je ne regrette pas d'être venu ce soir, monsieur Demeester, dit-il. C'est un plaisir de voir des archers comme vous et comme M. Vincke. Quand sera le tir à la perche ?

Demeester, épanoui par le succès, serra vigoureusement la main que lui tendait l'archer.

— Apollinaire Hutsebaut, vous êtes un nouveau, et un amateur, mais non un compagnon régulier. Un tir à l'oiseau,

mon ami, cela se fait en mai, en juin, dans le soleil. Nous n'avons ni terrain, ni perche à demeure, comme d'autres compagnies. C'est trop coûteux pour la Belle Aventure. Mais une réunion à la campagne, autour d'une perche de fortune, j'ai toujours souhaité d'en organiser une.

— Eh bien !... j'irai. Peut-on savoir où ça sera ?

— Ma foi non ! Dans un pré, pas loin d'un estaminet. Mais il y en a des prés, et des estaminets, tout autour de Roubaix !

— Dites donc, repartit Apollinaire Hutsebaut, j'aurais un mot à vous dire, à part...

Et comme le vieux tisserand changeait de physionomie, et perdait sa joie de victorieux :

— Oui, reprit Hutsebaut, une nouvelle qui vous regarde...

— N'y a plus de bonnes nouvelles à mon âge, dit Demeester. La moins dure, c'est d'apprendre qu'on va mourir...

— Vous avez bonne santé, à ce qu'il semble...

— Alors, c'est de ma fille Adéline, que vous avez à me parler ? Toujours elle ! De mon autre fille, Mélanie, peu de nouvelles, mais rien que de bonnes nouvelles : d'Adéline, rien que des chagrins...

— Venez par ici.

Les hommes du jeu, excités par les beaux coups d'adresse de Vincke et d'Alfred Demeester, prenaient de l'intérêt à la partie de ce soir. Un troisième archer avait piqué sa flèche à peu de distance de celle de l'empereur, dans la cible qui ressemblait, à présent, au cou d'un taureau banderillé. Un quatrième bandait son arc. Dix camarades, penchés, le regardaient viser le but. Plusieurs autres s'avançaient, par le couloir, pour juger mieux les coups, tout près du berceau et à l'abri. Le départ de Demeester et d'Apollinaire Hutsebaut ne fut pas remarqué. Ils sortirent de la salle, et, sur le petit palier de l'escalier, les pieds posés sur la seconde marche, ils s'assirent, l'un près de l'autre. Le tisserand avait encore son arc à la main, et dont la pointe, en bas, touchait aussi l'échelle descendante. Il faisait sombre, on entendait le heurt des boules au rez-de-chaussée, et, dans la salle la plus voisine, les éclats de voix des archers ; mais on était chez soi.

— Sire, je veux vous dire une chose.

— Si c'est bon, allez-y.

— C'est mauvais.

— Allez tout de même.

— Le mari de votre fille, Leleu...

— Eh bien ?

— Il est condamné.

— Ça ne m'étonne pas : buveur, paresseux, cogneur à l'occasion...

— Non, très malade : on appelle cela condamné.

— Nous le sommes tous.

La lourde indifférence du tisserand ne fit pas sourire Hutsebaut, ne détendit pas sa physionomie, toute de pitié.

— Vous n'avez pas tout dit, repartit Demeester ; vous ne seriez pas venu ce soir à la Belle Aventure, pour me dire que mon gendre est malade. Qu'est-ce que ça me fait ? On ne se connaît plus, et vous le savez.

— Votre fille...

— Ah ! celle-là, je ne la vois point, mais le cœur est plus près d'elle : est-ce qu'elle est malade aussi ?

— Pire. Elle l'a quitté.

— Où est-elle ?

— Dans la même rue de la Basse-Masure, un peu plus loin.

— Elle travaille toujours rue de Tourcoing ?

— Oui.

— Alors, j'irai la voir.

— Ne vous dépêchez pas, Sire, croyez-moi.

Demeester empauma l'épaule de l'homme, et, rudement, le repoussa vers la rampe de l'escalier. La colère enfla sa voix.

— Ah çà ! quelles nouvelles m'apprenez-vous encore d'Adéline ?

— Celles que vous connaîtriez, si vous habitiez comme moi le quartier, répondit fermement Hutsebaut.

— Elle est seule avec Claire ?

— Oui.

— Que fait-elle donc de mal ?

Le « paquet-bleu » hésita un instant.

— Ne parlons plus d'elle ; je ne suis sûr que de ce que je vous ai dit. Elle l'a quitté et il est très malade : il a eu des crachements de sang ; il fait encore des demi-journées, par-ci, par-là, mais il est perdu ; je l'ai vu, moi ; j'ai été lui rendre visite ; c'était triste, chez lui ; et personne pour le soigner, si

ce n'est deux voisines, qui venaient quand il appelait et qu'elles avaient le temps!

— Qu'il aille à l'hôpital!

— Il ne veut pas y aller! C'est qu'il n'est pas commode, Leleu! Quand je suis entré, il a mis la main sous l'oreiller, de l'air de chercher quelque chose, et il m'a regardé un moment, avant de me reconnaître, et puis il a dit : « Hutsebaut, les amis comme toi, je les reçois; ma femme, ou mon beau-père, entends bien cela : s'ils dépassent la porte de chez moi, je les tue! »

— Qu'il crève donc! cria Demeester.

Mais il se rencogna aussitôt, et baissa le ton, car la porte de la salle des archers, en arrière, avait été entr'ouverte, et un homme avait regardé, pour savoir qui parlait haut dans l'escalier.

— Sire, reprit le paquet-bleu, sans crainte aucune, il se peut que vous n'aimiez pas Leleu, mais il est du métier : je me suis occupé, et je m'occuperai encore de lui. Pensez ce que vous voudrez : je ne pense pas comme vous!

Le quart de bourgeois qu'était Apollinaire Hutsebaut avait disparu : ils étaient deux ouvriers, l'un serré contre le mur, l'autre contre la rampe de l'escalier, séparés par autant de centimètres qu'ils pouvaient l'être, leurs deux bustes se faisant vis-à-vis, leurs deux visages exprimant la colère.

— Hutsebaut, dit le tisserand, quand on a commencé à raconter une histoire, on la finit! Qu'est-ce qu'on raconte de ma fille Adéline? Vrai ou faux, je veux le savoir!

— Elle a lâché son homme, pour en suivre un autre!

— Et qui donc?

— Un qui n'est pas d'ici. On dit qu'elle est allée avec lui, à Menin, et que, deux fois déjà, elle n'a pas couché dans le garni... Mais je ne suis pas sûr... Que faites-vous, Sire?

Le vieux s'était levé, d'un coup de reins. Il avait tendu son arc, et il lançait sa flèche contre le mur, au bas de l'escalier. La flèche entra dans la chaux, et, en même temps qu'un morceau d'enduit, tomba, brisée en deux, sur la dernière marche. Demeester se détourna, sans plus s'occuper de son voisin, supposant que la réponse suffisait. Puis il ouvrit la porte de la salle. Des acclamations l'accueillirent.

— Le voilà! Voilà le roi! Ton tour est passé, mon vieux! Allons, viens tout de même. Tous les tireurs sont en forme, ce

soir. Tâche de recommencer le coup de tout à l'heure, dans le blanc ! Tu as l'air d'avoir chaud, dis donc ?... Ah ! je comprends, tu viens de boire un petit verre avec Hutsebaut !

— Précisément, dit Demeester.

Il alla chercher une flèche nouvelle, dans le placard où il serrait l'arme, et se mit, pour la seconde fois, à l'entrée du chemin de tir. Avec application, lentement, il visa la cible. Mais ses yeux étaient troubles ; la corde tremblait dans ses doigts. La flèche alla se ficher dans la paille du berceau. Des murmures d'étonnement s'élevèrent, dans le couloir, entre les panneaux, et tout près parmi les compagnons qui ne reconnaissaient plus leur maître.

— Qu'est-ce que c'est que ça, Demeester ? Ce n'est pas un verre que tu as bu, c'est plusieurs !... L'empereur était là-bas, pour mieux voir arriver ta flèche, et il a dit : « Ce n'est pas un coup de roi. »

Demeester n'eut pas le temps d'en entendre plus long, ni de s'expliquer. Un tout jeune homme, apprenti dans quelque industrie de Roubaix, venait d'entrer et s'approchait de lui, la casquette à la main. Le tisserand le reconnut pour le fils d'un voisin, habitant la rue des Longues-Haies, dans sa propre « courée » à lui, Alfred Demeester.

— Dites, monsieur Demeester, je vous suis envoyé par mon père... Va vite, Sébastien, qu'il m'a commandé, va à la Belle Aventure, et dis à notre voisin...

Il tournait sa casquette dans ses mains, et regardait par terre.

— Dis-lui qu'il est arrivé, ce soir, dans sa maison, une demoiselle, sa petite-fille à ce qu'on croit, et que les demoiselles Fleurquin l'ont gardée chez elles, en attendant.

— Une demoiselle ? demanda le tisserand, qui faisait mine de rire à cause des compagnons. Quel âge a-t-elle ?

— Papa m'a seulement dit, monsieur Demeester, que c'était une petite qui pleurait tant et tant qu'on ne lui voyait pas la figure.

— Alors, c'est ma petite-fille, c'est Claire Leleu. Je retourne à la maison ! Cours le dire à ton père, et qu'il ferme sa porte : je n'ai plus besoin de lui ! Adieu la compagnie !

L'ENFANT RÉFUGIÉE

Il descendit la rue, le pauvre roi. Ayant relevé le col de son pardessus, les deux mains dans les poches et la tête en avant, il allait contre les vagues de brume que la mer, inépuisablement, versait sur le rivage, depuis les terres bretonnes jusqu'aux forêts poméraniennes. Il prenait une rue, puis une autre, sans regarder. Tout son regard était en lui-même. Adéline ! Voilà l'un des noms qu'il disait par moments, dans la buée jaune et froide ; et l'autre nom était celui de Claire. Ce mariage d'Adéline, ça n'avait jamais été un bon mariage. Elle était belle fille, son aînée, plantureuse, blonde, et contente de vivre, mais cela s'entend : de bien vivre. Et toujours, il lui fallait du plaisir. La mère était morte trop jeune. Qu'est-ce que c'est qu'un homme pour élever deux filles comme Adéline et Mélanie, un homme surtout qui travaille dans les usines ? Il se doutait bien qu'il ne réussirait guère, et que gagner la vie des enfants, ce n'était pas les élever. Pouvait-il courir la ville, pour accompagner Adéline à la fabrique ou Mélanie à l'école, l'une déjà grande, rattacheuse, puis tisserande, l'autre qui voulait être institutrice?

Dès ce temps-là, — et il se le reprochait à présent, — il ne revenait pas déjeuner à la maison, les jeunes filles non plus. Il mangeait rue de l'Épeule, où était la fabrique Lepers-Hooghe. Le soir, des trois personnes qui composaient toute la famille, c'est Adéline qui rentrait la première. Comme elle avait de beaux cheveux, et que la poussière les ternit, elle commençait par les brosser, par les souffler, par se mirer, jacassait avec les voisines, si l'occasion s'en offrait, puis mettait un peu d'ordre dans les chambres, qu'elle n'avait pas même balayées le matin, tirait sur les draps, tirait sur les couvertures, tapotait les édredons, pour faire croire qu'elle avait fait le ménage. Lui, Demeester, il arrivait le second, au logis. Quelquefois, il s'était promis de raconter des histoires, au souper, et de causer avec les enfants. Presque toujours, il se taisait : il se trouvait trop las. Le souper, c'était peu de chose. La plus petite le préparait, Mélanie l'écolière, qui avait souvent un livre à la main, où elle lisait ses leçons. Et comme c'était une bien jeune cuisinière, il y avait des jours où la plus proche voisine, Marthe

Fleurquin, la repasseuse, venait l'aider, et soupait avec eux.

Le tisserand n'avait pas un très long chemin à faire, pour se rendre de l'estaminet de la Belle Aventure à la maison qu'il habitait, au fond d'une cour de la rue des Longues-Haies. Mais l'émotion fouette les pensées, et les fait galoper. Elles accouraient, elles revenaient des profondeurs du passé. Les mots de tout à l'heure se mêlaient à la troupe des anciens souvenirs, les mots qu'avait dits le jeune commissionnaire : « une petite qui pleurait tant et tant qu'on ne lui voyait point la figure ». Demeester suivait la rue du Moulin-de-Roubaix, où il y a bien des boutiques, et des voitures. Mais les piétons étaient peu nombreux. Comme elle était froide, la brume, et comme elle épaississait ! Il releva le col de son manteau. « Chez moi, qui vais-je trouver? La demoiselle, est-ce ma petite-fille Claire? Presque sûrement. Pourquoi est-elle venue? Dans la nuit, toute seule? J'ai eu beau m'emporter contre Apollinaire Hutsebaut, ce qu'il a laissé à entendre pourrait bien être la vérité ! » Il changea de trottoir, un passant ayant dit : « Prenez donc votre droite, mon bonhomme, et ne butez pas contre les gens ! »

Il regardait les pavés, il ne regardait ni les lumières, ni les ombres en marche. « Non, un pareil mariage, je n'aurais jamais dû y consentir ! La mère ne l'aurait pas permis. Mais moi, j'étais veuf, dans mon chagrin qui dure encore. C'était en 1911, en février, je me rappelle bien : juste un an après la mort de ma défunte, Adéline est venue me dire : « Je me marie avec Leleu, on est d'accord. » Comment m'y opposer? Elle et lui, ils se seraient mis en ménage sans le maire et sans le curé. J'ai pourtant eu tort. »

Ce Lucien Leleu, un paresseux, un joueur, un buveur : il n'avait pour lui que ses petites moustaches brunes, un air impertinent, une facilité à parler de tout, comme s'il avait tout su. Elle, la Flamande épanouie, épouser cet ouvrier médiocre et faraud ! Mais elle avait de la volonté pour tout ce qui lui plaisait, cette fille indolente et rieuse. Un jour, dans une dispute, justement à propos du projet qui contrariait le père, n'avait-elle pas dit à Marthe Fleurquin, la repasseuse :

— Si je veux, moi, ce Français, je suis libre, n'est-ce pas? Il me fera toujours moins d'enfants qu'un Flamand !

Moins d'enfants ! Le ménage n'en avait eu qu'un seul, cette

petite Claire justement. Triste ménage ! Un an ne s'était pas écoulé que les époux ne venaient déjà plus, le dimanche, dans la rue des Longues-Haies. Le père ne les voyait que s'il les invitait à dîner, deux ou trois fois dans l'été, et puis au 1er janvier, à cause des étrennes. Quand Claire eut trois ou quatre ans, les parents l'emmenaient avec eux, mieux enrubannée qu'une fille de rubanier, ornée de plus de dentelles, entredeux et broderies, que la mère Demeester n'en avait porté dans ses trente-sept ans de vie, la pauvre femme ! On s'asseyait autour de la table. Mais il n'y avait plus de famille : après les premiers mots, nouvelles de la santé, nouvelles du travail et du salaire, les conversations ressemblaient à celles qu'on entend au café. Ce n'était plus que des faits divers, des bouts de journal récités par des voix de timbres différents. Puis la maladie avait saisi Lucien Leleu, bénigne d'abord; Adéline avait vieilli, — pas assez ; — Claire était devenue une petite jeune fille, dont le grand père ne connaissait point le cœur. La dernière fois qu'on s'était réuni, chez le grand père Demeester, c'avait été au premier jour de l'année qui allait s'achever. Ce jour-là, comme le tisserand demandait à sa fille :

— Et toi, mon enfant, ça va ? Tu n'es pas trop lasse?

Elle avait répondu :

— Oh ! si, je suis lasse le soir, et lasse le matin, à cause de Lucien, qui a toujours sa bronchite. Le médecin a dit que c'était chronique, et qu'il faudrait le repos, l'air de la montagne.

Elle se mettait à rire en disant cela, la Flamande rose, et elle regardait son mari avec une pitié hostile.

— Si tu as de quoi nous envoyer à la montagne, papa, il n'est que temps !

Elle n'avait pas continué, parce que Lucien écoutait. Mais en quittant la maison, vers quatre heures, et comme son mari avait pris les devants, et l'attendait dans la courée, elle s'était détournée vers le père, et, baissant la voix :

— On m'a prévenue qu'il est contagieux ; ce n'est pas drôle pour moi.

Depuis lors, on ne l'avait plus revue dans la maison de la rue des Longues-Haies. Le père, plus d'une fois, au sortir de la fabrique, avait fait un tour dans le quartier de la Basse Masure, qu'habitaient les Leleu, demandant aux voisins, aux voisines,

comment se portait le gendre, jusqu'au jour où, en avril, il s'était rencontré, tout à coup, avec Adéline, vêtue de clair sous le mantelet de drap châtain, Adéline gantée, chaussée de bas roses, coiffée d'un chapeau lisse et rond comme une noisette.

— Ah! te voilà, le père? Je ne suis pas fâchée de te surprendre!

— Moi non plus!

— Pour te dire que nous en avons assez, d'être espionnés par toi.

— Je venais aux nouvelles, puisque je n'en reçois pas.

— On irait te remercier, si tu envoyais de l'argent. Mais non, jamais rien! Tout pour toi! Tu désires des nouvelles? Je vais t'en donner. Chez nous, ça va plutôt mal; il a toujours de la bronchite, il fait des demi-journées : mais on est bien décidés, Lucien et moi, même s'il allait mieux, à ne plus remettre les pieds dans la courée Vehrée. Tu préfères ma sœur, parce qu'elle est institutrice; elle te fait plus d'honneur que nous; elle est plus de la haute!

— Ma foi, avait répondu Demeester, en écartant les bords du manteau de sa fille, je n'ai jamais vu, à Mélanie, une robe comme la tienne! Tu sors du cinéma de l'Épeule, pas vrai?

— Et quand cela serait?

Alors, riant de colère, elle avait crié :

— Ma robe ne te regarde pas : tu ne l'as pas payée! Reste donc chez toi! C'est décidé, à présent : on vivra, on mourra chacun de son côté!

— Et Claire?

Il avait dû toucher le point sensible : Adéline n'avait rien répondu; elle s'était éloignée, rapide, bientôt cachée par les passants et par la brume qui tombait dru, mêlée de fumée. Il avait cru remarquer que ses yeux insolents s'étaient à demi fermés, quand il avait dit : « Et Claire? »

Huit mois bientôt que le tisserand vivait séparé de ses enfants. L'absence de Mélanie, comment ne l'aurait-il pas excusée? L'institutrice demeurait loin de Roubaix, loin d'une gare, dans un village. Il disait d'elle : « De mes deux, c'est celle qui m'a le moins fait pleurer. » Il n'avait qu'à l'appeler; avec une permission de ses chefs, elle accourrait, il en était sûr.

Tous ces souvenirs du passé le plus proche, et bien d'autres, Alfred Demeester les revivait, plus nets et plus pressés que s'il

les avait lus sur le trottoir où il marchait tête basse. La consigne lui avait été donnée de retourner chez lui en toute hâte : il obéissait. Il se disait seulement, par intervalles : « Peut-être que je vais à mon malheur. »

Malheur ou non, il approche de ce qui va lui être révélé. Il tourne à angle droit, il entre dans la rue des Longues-Haies, la sienne, où logent, en bordure de la rue et dans les « courées », plus de dix mille habitants. A présent, il lève les yeux, il nomme au passage les porches béants, ouverts sur la brume et qui sont des entrées de cités ouvrières : « Cour Legros, n° 1 ; cour Legros, n° 2; cour Morelle-Scarceriau ; cour Declerck-Bauters... » Il y en a bien d'autres. Il traverse la rue, il passe sous une voûte, il se retrouve à l'air libre, entre deux rangées de maisons basses, sept d'un côté, sept de l'autre, et la ruelle bute, au fond, contre le haut mur d'une usine. C'est la courée Vehrée; la dernière maison à droite est celle des demoiselles Fleurquin ; la sixième, c'est la sienne. Presque partout, dans la courée, les volets sont clos, les lampes éteintes. Chez les voisines, on veille encore : une lame de lumière, au rez-de-chaussée, coule entre les volets et les montants de brique, une pauvre lueur, de quoi faire à peine chanter un grillon, s'il y en avait eu en cette saison-là. Demeester frappe doucement à la porte.

— C'est vous, monsieur Demeester?

— Oui donc, mademoiselle Marthe.

Elle ouvrit aussitôt, et il y eut, dans la « pièce de devant », sous la lampe du plafond, un vieil homme enveloppé dans son pardessus, et une femme d'une quarantaine d'années, rondelette, vêtue d'une robe montante, coiffée en bandeaux, et dont le visage, plein et tranquille, n'avait de beauté que de grands yeux sages.

— Eh bien ! demanda Demeester, c'est elle qui est là?

— Parlez tout bas ! Oui, c'est Claire : elle est arrivée il y a plus d'une heure.

— Chassée par sa mère?

La vieille fille hésita un moment.

— Non, pas précisément...

Elle mit un doigt sur ses lèvres, qu'elle avait fortes et ridées, puis, de ce même doigt, faisant signe à Alfred Demeester : « Venez ! » elle s'avança jusqu'au pied de l'escalier de bois, tout étroit, qui s'élevait du coin de la salle, vers l'étage supé-

rieur. C'était l'endroit le plus éloigné de cette cloison tapissée d'un papier imitant un treillage vert, et derrière laquelle, à quelques pas dans la cuisine, se trouvaient, attentives sans doute, Marie Fleurquin et la petite Claire. Et il eût été fâcheux qu'elles entendissent même un mot de ce que Marthe allait dire au grand père! Lui, dodelinant sa tête déplumée et mouillée, il avait suivi Marthe et il se tenait là, le dos au mur, grand auprès d'elle, apeuré déjà de ce qu'il allait apprendre. La pluie tombait, à présent. Il écoutait ce seul bruit de la nuit. Devant lui, une grande table blanche portait une pile de linge fin, un plat rempli d'amidon, des fers à repasser. Il y avait, sur des ficelles tendues haut dans la salle, des faux-cols qui achevaient de sécher.

— Écoutez-moi bien, monsieur Demeester, dit la repasseuse... L'enfant est déjà bien avisée; voilà les quinze ans qui lui viennent.

— Pas avant le mois de juin tout de même! Je ne me rappelle plus le jour, mais j'ai été le parrain : c'était un jour d'été.

— On a des yeux, à l'âge de Claire; on a un cœur; dans les ateliers, on a entendu raconter bien des choses. Tout à l'heure, elle est arrivée. Elle pleurait si fort que je crois bien que nous pleurions avec elle, ma sœur et moi. Pauvre petite! Elle a remarqué d'abord les absences de votre Adéline, sa mère, qui ne rentrait de l'usine qu'après une demi-heure, une heure, une heure et demie de retard. Elle, la petite, qui revenait bien régulièrement de chez la couturière, sa patronne, la voyez-vous, dans la chambre meublée, attendant toute seule, et puis se faisant de sa mère une idée, vous devinez bien, pas très belle; le soir, il y avait des scènes ou des silences, ce qui est la même chose entre une mère et sa fille. Elles habitaient dans le garni depuis une quinzaine. Et voilà que samedi, l'homme est venu... Oh! pas dans la chambre, monsieur Demeester, ne vous faites pas de mauvais sang comme ça! Vous êtes rouge à croire que vous allez avoir une attaque! Non, je vous dis seulement dans la maison, au bas de l'escalier : Adéline s'est habillée et elle est sortie... Que voulez-vous, monsieur Demeester? une femme qui n'a pas été bien heureuse, qui est jeune encore, il est rare qu'elle ne trouve pas quelque amateur... La mère avait dit, en partant : « Claire, je vais acheter des provisions. » Vous devinez si la petite l'a crue. Le soir, Adéline est remontée,

à plus de neuf heures, sans même rapporter une livre de café, pour se donner l'air de ne pas avoir menti... Claire faisait semblant de dormir. Alors, ce matin, comme sa mère l'avait prévenue : « J'ai une visite à faire du côté de Mouvaux, dans l'après-midi : tu pourras te promener, si cela te plaît », jusqu'à sept heures du soir elle a guetté, monsieur Demeester, elle a espéré que sa mère rentrerait de Mouvaux, ou d'ailleurs : mais, quand les sept coups ont été sonnés à l'horloge, elle a descendu, l'enfant, elle a couru, elle est arrivée ici. Vous allez la voir. Ne lui demandez rien, puisque vous savez tout. Elle n'a rien apporté, pas une provision de linge, pas une seconde robe, pas même son parapluie. C'est une fugitive. Elle veut loger à tout jamais rue des Longues-Haies.

— A tout jamais? dit le tisserand. Mademoiselle Marthe, j'ai eu deux filles, elles sont parties : la fille d'Adéline en fera autant.

— Venez maintenant dans la cuisine, répondit Marthe Fleurquin. Laissez-moi parler la première à la petite Claire; elle vous reconnaîtra : elle aura moins peur que si, avec votre grosse voix, vous l'appeliez d'abord.

— C'est vrai que j'ai une grosse voix; je n'ai pourtant personne à gronder : je suis tout seul. Passez devant, mademoiselle Marthe.

Avec précaution, la vieille fille, ayant traversé la salle, tourna le bouton de la serrure. La porte, garnie en bas d'un bourrelet et qui dessinait donc, cent fois le jour, un éventail sur le carreau, ne laissa point entrer de lumière en s'ouvrant. Marthe avait éteint l'électricité de la salle. La cuisine était peu éclairée, comme une chambre de malade, par une lampe à pétrole posée sur l'évier, au fond, et coiffée d'un abat-jour épais. Les deux femmes qui se trouvaient là, au milieu, formant un groupe qu'on eût pu prendre pour un tableau vivant de la douleur et de la charité, n'eurent point l'air de s'apercevoir que Marthe et Demeester s'avançaient jusqu'auprès d'elles, et se tenaient immobiles à leurs pieds. Marie, la mince et la toujours malade, la sœur cadette de Marthe, son tourment, sa seconde âme, était assise dans une chaise à dossier haut, que rembourrait une garniture de cotonnade rouge. Elle avait les jambes allongées, les bras aussi portés en avant, et là, sur ce berceau montant, dans les plis de la robe, Claire, à demi

étendue à terre, cachait sa tête et sa poitrine. On ne voyait, de son visage, que la ligne droite du front et la courbe d'une joue pleine. Ses cheveux courts, abondants, de la couleur de ces bois d'un brun rouge qui ont des veines dorées, étaient rejetés en arrière par deux barrettes, qui luisaient dans la masse. Épuisée de chagrin, de honte, de fièvre, elle respirait par saccades; un sanglot la secouait tout entière; elle gémissait, elle disait des mots qu'on n'entendait pas, et sa tête un instant relevée, ses yeux qu'elle n'avait point ouverts, ses lèvres gonflées et mouillées, retombaient sur les genoux de Marie Fleurquin.

L'instinct de maternité, d'habitude refoulé, commandait à Marie ce qu'il fallait faire pour l'enfant malheureuse. Le secret divin de la pitié maternelle, cette vierge le connaissait Elle ne parlait pas, mais, courbée au-dessus de la petite, ne pensait qu'à la peine de Claire Leleu. Mère improvisée, elle sentait que les âmes si voisines se comprenaient entièrement et que les doux noms qu'elle ne disait pas, l'autre les entendait : « Chérie, chère créature, mon amour, tu es à la sauve, je t'aime, je te plains, je souffre avec toi; pleure encore si tu as besoin de pleurer; je ne bougerai pas, bien que je sois lasse; je ne te demanderai rien, et si tu veux dormir, protégée par mes bras, toute la nuit me paraîtra douce, pourvu que j'aie consolé l'enfant qui a eu confiance et s'apaise déjà. »

Comment cette femme toujours malade, presque sans force, pouvait-elle, depuis si longtemps, demeurer immobile, penchée, et porter le poids de ce corps abandonné? Sa sœur et Alfred Demeester, debout près du mur, admiraient qu'elle fût si différente de ce qu'elle était d'habitude, et ils pensaient : « Elle suffit; peut-être avons-nous eu tort de venir? » Mais non. A un frémissement qu'elle seule avait perçu, Marie, au moment où la porte s'ouvrait, avait compris que Claire Leleu voyait tout. C'était à elle de commander, à elle de traduire le désir de l'enfant qu'elle abritait. Sans un geste et très sûre de n'être point démentie, elle dit à demi-voix : « Claire veut rester ici cette nuit. Rien ne sera plus simple. Mon lit est un grand lit. Marthe y viendra coucher avec moi, et nous mettrons la petite dans le lit de ma sœur... Vous, monsieur Alfred, vous verrez votre petite-fille demain matin. Elle ne regrette pas d'être venue. Toi, Marthe, va préparer là-haut une chemise de nuit pour notre enfant; prends une des miennes : Claire est de ma taille. »

Ils firent tous deux ce qu'elle ordonnait. Cependant, lorsqu'il fut sur le seuil de la maison, déjà hors de la salle qui servait à Marthe la repasseuse, Demeester se détourna :

— Si elle était malade, faudrait m'avertir, mademoiselle Marthe !

— Sans doute, je taperais les trois coups...

Il eut un vague sourire, puis la physionomie devint rude.

— Je ne pense pas pourtant qu'Adéline fasse courir après sa fille, cette nuit?

— C'est pour cela encore que Marie a gardé l'enfant. J'en suis sûre. Elle pense à tout, cette fille malade. Dormez tranquille. On ne viendra pas la chercher chez nous, la petite.

— Dormir, un vieux comme moi, après ce qui est arrivé ce soir ! Il va m'en venir des idées et des imaginations !... D'ailleurs, je ne veux pas qu'on la livre, ma petite Claire : elle a couru à moi ; je ne la lâcherai pas ! J'irai plutôt devant le juge ! Si les sergots m'interrogent...

— Mais non ! mais non !

— Je leur dirai : « Je ne l'ai pas vue. Cherchez ! C'est votre métier. »

— Rentrez vite, monsieur Demeester; que les voisins ne vous voient pas sortir !

— Tout dort dans la courée Vehrée, il n'y a que notre peine qui veille.

Il fit ce que Marie et Marthe commandaient. Les deux maisons étaient contiguës. La porte du tisserand fut ouverte et fermée sans bruit. Il monta dans sa chambre, petite pièce à peine meublée, — un lit de fer, une chaise, une table, — et décorée d'une mauvaise glace et d'un portrait de saint Sébastien, patron des archers. Sur la chaise, il jeta son pardessus, son cache-nez, sa casquette, et s'approcha de la fenêtre qui donnait sur une bande de terrain étroite, longeant toutes les façades arrière des maisons de la courée, et où les locataires avaient bâti, avec des planches, avec des briques et de la tôle, un appentis, un hangar à charbon, un poulailler, une buanderie; d'autres fois, une remise pour les bicyclettes, un débarras pour les barriques et les caisses d'emballage; ou encore, comme avaient fait M^lles^ Fleurquin, un rocher artificiel, — pas bien haut, — une grotte abritant une petite statue, avec des cuvettes emplies de terre, où poussaient des iris, trempés tout

l'hiver, salis toute l'année par la fumée de l'air, mais qui cependant donnaient leur fleur, lumineuse, ardente, et dont tout le voisinage, quinze jours de temps, était embaumé et ravi.

Comme il écartait le rideau fripé de la fenêtre, ce fut justement la première chose que regarda Alfred Demeester, ces touffes d'épées vertes, ces feuilles d'iris s'échappant du rocher des voisines. On les distinguait à peu près, car la pluie avait abattu les poussières de charbon que le brouillard, au contraire, maintient et fait voler. Le tisserand se rappela l'heure de floraison de ces victimes de la ville. Il pensa aussitôt : « Claire fleurira bien comme elles. » Puis il se dit : « Je voudrais être sûr qu'elle va rester rue des Longues-Haies. » Il se dit ensuite : « Si elle reste, comment vivrons-nous? Moi, tout le jour absent ; elle, à son travail de couturière?... Ça ne sera pas gai pour la petite, au retour, de ne rencontrer qu'un vieux comme moi... De quoi causerons-nous, puisque nous ne sommes pas du même métier, et que je pense tant à des personnes qu'elle n'a pas connues? » C'était vrai, le pauvre homme vivait beaucoup dans le passé. Jamais il n'avait été un tendre, mais il était sensible, en secret. La mère Demeester, sa femme, l'avait souvent trouvé lâche devant les enfants, brusque avec elle, long à pardonner la plus petite erreur, et, comme elle disait, « égoïsse ». Cependant, depuis qu'elle était morte, il la jugeait mieux ; il rendait justice à cette ménagère exacte, soigneuse, conseillère admirable et qui savait faire la cuisine.

Il se coucha. Pelotonné sous ses couvertures, ramenant jusque sur son visage la vieille couverture verte, devenue jaune à force d'avoir pris l'air sur l'appui de la fenêtre, les yeux grands ouverts, fixant la muraille en face, derrière laquelle était la maison des demoiselles Fleurquin, il invoqua le secours de sa femme défunte. Était-ce l'âme sauvée d'Anna Vermeulen qu'il invoquait ainsi? Il n'en savait rien. Son souvenir et sa peine prenaient cette forme là, parce que ses pères avaient prié. De la vie et de la mort de sa femme il conservait toute l'imagerie présente dans son cœur, et, aux heures difficiles, il appelait Anna, comme une personne vivante : « Viens m'aider, ma pauvre ! Je ne sais comment faire ! » Dix-sept ans déjà qu'elle l'avait quitté, en 1910, blessée à la jambe par un camion, dans la rue, un jour qu'elle était venue chercher son mari à l'usine.

La blessure s'était envenimée, et si vite, si vite, il avait été dans le chagrin, pour jamais. C'était une femme réfléchie, d'une douceur invincible; il se reprochait de n'avoir pas toujours suivi les avis qu'elle lui donnait, d'un petit air de n'y pas toucher, de ne pas commander, parce que les hommes de Flandre n'aiment point avouer qu'ils ont besoin d'un guide, et que les yeux clairs d'une jeune femme voient souvent plus loin que les leurs, sur la route, en avant. Cette belle blonde, Anna Vermeulen, dix-huit ans quand il l'avait épousée, et sage aussi bien qu'à trente! Elle ne travaillait point dans les fabriques; elle était venue de Tournai à Roubaix, avec les vieux parents, parce que la laine attire de partout les Flamands qui sont des tisseurs nés. Eux, les anciens, ils s'étaient mis à l'œuvre « chez Frasez », un grand tisseur de ce temps-là, mais la fille travaillait chez elle, ménagère et « épinceteuse », c'est-à-dire habile à enlever, avec une pince d'acier, les épines et les verrues des étoffes qu'on apportait chez elle. Et, quelle chose curieuse! les grands-parents Vermeulen étaient tous de Tournai, les aïeux de Demeester étaient tous de Bruges : la première fois que leurs descendants se sont rencontrés, Alfred Demeester, ouvrier chez Joseph Lepers, à Roubaix, Anna Vermeulen, épinceteuse, demoiselle aux bandeaux blonds frisotés, ils se plurent tellement qu'ils eurent le sentiment, tout de suite, que cela durerait. Une seconde fois, ils se virent à la reprise d'une fête locale, à ce qu'on nomme, en souvenir du pain de ménage, « la rassise », et c'était donc à la rassise de la ducasse de Menin, autrement dit le second dimanche après la Saint-Jean d'été. Ils ne se parlèrent pas beaucoup, si ce n'est du regard. La troisième fois, ils se parlèrent avec des mots, et, selon l'expression commune et belle, et vieille de tant de siècles, ils s'accordèrent.

Alfred Demeester, dans toutes les peines qu'il avait eues depuis, s'était souvenu de ce jour-là. Il s'en souvenait, dans cette nuit d'inquiétude, guettant le bruit qui annoncerait l'arrivée d'Adéline venant réclamer Claire, ou l'arrivée de la police, heurtant à la porte « au nom de la loi ». L'image de sa femme jeune passait devant ses yeux, et, comme pour se faire bien voir de celle qu'il avait aimée, il disait, avant de l'appeler au secours, des paroles qui le montraient fidèle. « Mon Anna Vermeulen et moi, disait-t-il, c'est la troisième fois qu'on

s'est accordés tout de bon. Je me rappellerai toujours la date, 24 septembre 1890, fête des Allumoirs. En ce temps-là, pour le travail, nous autres ouvriers, nous étions plus qu'à présent dépendants du jour. Par économie, les patrons retardaient, autant qu'ils le pouvaient, l'allumage des papillons de gaz. On finissait le travail un peu plus tôt. On obéissait au soleil. Mais, quand arrive la fin de septembre, la nuit mange le jour : il fallait bien se résoudre à la dépense. Un changement d'éclairage, peu de chose en vérité. Nos pères, bien avant nous, avaient décidé d'en faire une fête. Ils nous ont passé leur humeur : ils ne laissaient point perdre une occasion de *cortéger*, de sortir les bannières et les fusées, et de danser aux carrefours. Dans mon premier temps de France, les enfants se promenaient par les rues, ce soir-là, avec des pots de terre où il y avait de la braise, et qu'ils balançaient comme des encensoirs, et je suivais, et je chantais avec eux : « Des allumoirs, — pour ouvrer du soir, — des cafotins, — pour ouvrer du matin. »

« Mais je ne venais pas pour eux, je ne venais pas seulement pour chanter : je venais pour Anna Vermeulen, que j'avais rencontrée à la ducasse de Menin. Elle était du cortège, à la fête de mon quartier, chantant comme moi, contente comme j'étais content. J'entendais sa voix, ou je croyais l'entendre. Toutes les fenêtres nous regardaient défiler. Elle se trouvait un peu en avant. Et moi, quand le cortège ralentissait le pas, je tâchais de gagner un rang, pour arriver près d'elle. Quand je fus reconnu, elle ne s'écarta point. Que la promenade me parut courte ! Vers la fin, je pris mon courage et je dis, assez bas pour qu'elle fût seule à m'entendre : « Je ne suis pas venu pour les Allumoirs, mademoiselle Anna, mais pour une personne qui me plaît bien. » Elle se mit à rire, sans me répondre. Mais, c'était déjà une réponse, de n'en pas faire ! Je lui dis d'autres petites choses. Et, sur le tard, je me plaçai dans l'ombre à côté d'elle, et je dis : « Vous êtes de Tournai ; nous autres, on est de Bruges : ça pourrait peut-être faire un ménage, si vous vouliez. » Pauvre chère femme ! Elle a dû regretter, des fois, d'être ma femme ! Moi, jamais je ne me suis repenti d'avoir dit ces mots-là, le soir de la fête des Allumoirs, au quartier des Longues-Haies !

Le vieil homme, encore un peu, a continué de penser

à elle. Tous deux, ils avaient cru s'engager pour bien longtemps : ils n'ont pas même vécu vingt ans ensemble : 1891-1910 ! Il regarde la petite chambre où il s'est retiré. Jamais plus, depuis dix-sept ans, il n'a couché dans la grande chambre en face, où est encore le lit d'Anna, où est la couronne de noces d'Anna. Il se sent tout près de pleurer. Il songe à ces malheurs nouveaux : Leleu malade, Adéline abandonnant le mari, Claire orpheline, en vérité, et se réfugiant là, tout à côté, dans la courée, chez Mlles Fleurquin ; quelle aventure ! Quelle certitude qu'une vie nouvelle va commencer ! Tout seul, comment fera-t-il ? Solitude des vieux jours ! La conseillère n'est plus de ce monde. De nouveau, il l'appelle, comme il l'a appelée tant de fois : « Anna, viens m'aider, je ne sais comment faire ! »

Il se tait. Il écoute. Il a encore l'oreille jeune, et il entend le chant d'un coq hurluberlu, qui saluait peut-être la fuite des nuages de pluie. Trois fois, l'homme s'est redressé, les poings tendus. « Est-ce qu'on ne frappe pas à la porte de la courée ? Est-ce la police ? Ou Adéline avec son amant ? Je vas les recevoir ! » Mais le bruit ne se renouvelle pas. Et puis, si on était venu chercher le vieux Demeester, quelqu'un aurait crié sûrement : « Y a-t-il du monde ? Ouvrez ! » Non, personne n'a frappé Non, ce bruit-là n'était pas vivant. La mère Demeester réapparaissait en image, comme au cinéma, dans l'esprit du tisserand ; elle était vague, immobile et ressemblante ; elle était jeune encore ; elle avait l'air de faire un petit signe de croix, comme si elle bénissait Alfred Demeester. Mais il n'en était pas très sûr. Elle ne parlait pas. Elle était là. Et puis, tout disparaissait, et il ne se sentait aucunement las, et c'est tout au plus s'il aurait eu plaisir à boire un verre de bière.

Vers deux heures du matin, par exemple, il repoussa du pied la couverture verte, et sauta du lit. « On a parlé chez les Fleurquin : ma petite-fille est malade ! Elle ne veut pas suivre sa mère qui veut l'emmener ! Elle m'appelle au secours ! » Il tourna le bouton de la lampe électrique, placée au-dessus du lit, et entourée d'une cuvette de porcelaine qui rabattait sur lui toute la douche de lumière. Deux pas, et il s'appuyait contre le mur de séparation. Il n'était séparé que par vingt centimètres de briques de la chambre où couchait Claire, dans le lit d'une des Fleurquin. Non, pas de bruit de voix. Pas même ce petit tremblement des solives qui plient au passage d'un corps

en marche. Demeester traversa, laissant la porte ouverte, le petit palier qui servait de port d'embarquement pour descendre l'escalier, et entra dans la meilleure chambre de chez lui, la chambre sacrée, celle de la mère, où ses filles avaient dormi autrefois. La fenêtre dessinait à droite, dans les ténèbres, un rectangle de lueur pauvre. Il connaissait la route, et la place des meubles qu'il fallait éviter. Ayant donc écarté le rideau, il observa, d'un regard attentif, la courée Vehrée. Personne sur la chaussée. Les maisons, en face, dormaient toutes; pas une lampe allumée. Auprès de la cabane, bâtie au fond de la ruelle, qui abritait les cabinets d'aisance des habitants de la courée, deux chats, aplatis sur le sol, guettaient un rat. Les toits, le ciel même au-dessus, luisaient encore de la pluie qui les avait lavés. Il devait y avoir quelque part, et rôdant sur la ville, un quartier de lune, trop mince pour tirer de l'ombre l'arête des cheminées et le sommet des pignons, mais qui rendait moins vague, dans la nuit, ce paysage de pierres levées, briques et tuiles, qu'on apercevait de la fenêtre.

Alfred Demeester se détourna, prit, sur une commode, un bol de faïence dont il savait la place accoutumée, revint vers le mur mitoyen, qui séparait la chambre de celle où devaient coucher les sœurs Fleurquin, et du doigt replié, frappa trois coups. C'était le signal en usage, parmi tous les habitants des courées de la région, l'appel au voisin. Presque aussitôt, trois petits coups répondirent, de l'autre côté. Le tisserand appliqua le bol sur la pierre lisse du mur, et dit, approchant sa bouche de la coupe de faïence qui recueillait les mots :

— J'ai entendu du bruit. Personne n'est venu chez vous ?

Puis il tendit l'oreille vers l'ouverture du bol.

— Personne, monsieur Demeester. C'est moi, Marthe, qui me suis levée, pour faire du tilleul.

Et la conversation continua, de cette manière, à travers la muraille :

— A-t-elle dormi ?

— Mieux que moi. Jusqu'à onze heures, elle a soupiré, si tellement que cela me fendait le cœur. Depuis onze heures jusqu'à présent, et il est deux heures un quart, elle n'a plus remué, plus rêvé. J'allais m'endormir aussi, quand elle a demandé, de sa voix qui ne voulait pas m'éveiller trop vivement :

— Tante Marthe?

— Oh! la mignonne!

— Que demandes-tu? je lui ai dit.

— Tante Marthe, j'ai soif.

Bien vite, j'ai fait de la tisane, comme de juste. La petite a bu toute la tasse. Si vous l'aviez vue, après, retomber sur son oreiller, déjà repartie dans le sommeil!... Vous êtes encore là, monsieur Demeester?... Oui... Eh bien! avant de se coucher, elle a encore dit : « Quand je pense que je n'ai pas embrassé grand père! Ce que c'est que d'être trop malheureuse! » Allons, bonne nuit, monsieur Demeester!

— Bonne nuit, mademoiselle Marthe! Et réveillez-moi, si quelqu'un essayait de venir, vous comprenez...

— C'est convenu.

Ils durent en même temps s'écarter du mur, et poser, chacun sur un meuble, le bol qui leur avait servi d'écouteur. Et la courée Vehrée ne reçut aucune visite inquiétante cette nuit-là.

Au jour, le tisserand fit sa barbe, ce qu'il ne faisait pas tous les matins. Il allait descendre, pour aller prendre son café, dans un estaminet de la rue des Longues-Haies, lorsqu'on frappa plusieurs coups rapides à la porte de la maison. Il eut peur. Il prit son air terrible, et, avant d'ouvrir, demanda :

— Qui est là?

Personne ne répondit. A peine avait-il ouvert, que Claire Leleu entra, passa devant lui, puis, revenant et lui mettant ses jeunes bras autour du cou :

— Bonjour grand père! dit-elle.

Pour lui, c'était bien loin, le temps des bras autour du cou! Depuis le départ de Mélanie l'institutrice et d'Adéline la mal mariée, personne ne l'aimait de près, le pauvre Demeester. De surprise, il enleva sa casquette, pendant que l'enfant l'embrassait à gauche, à droite, puis encore à gauche, selon la mode populaire, et il demanda :

— Si tu pouvais rester un peu! On ne se connaît plus, toi et moi.

Elle tira sa montre :

— Pas grand temps... Le travail!

Mais elle s'asseyait, en disant cela. Et lui, il prenait la chaise basse, pour n'être pas trop haut, et il appuyait ses deux mains sur ses genoux, pour soutenir mieux son buste tout

penché en avant. Il regardait sa petite-fille avec l'attention que d'autres donnent à un tableau de maître. Le travail, dont elle avait prononcé le nom, fut tout de suite entre eux, et servit de premier thème à la première conversation.

— Comme ça, tu n'es plus apprentie?

— Non : petite main, depuis trois mois, dans le flou.

Comme une hésitation à comprendre faisait ciller les yeux émerveillés, elle reprit :

— Mais oui, dans le flou, parce que dans le tailleur je suis moins adroite. Tu y es, grand père?

— Qu'est-ce que ça fait de comprendre ou de ne pas comprendre? Tu travailles, moi aussi : voilà qui est bien.

Il reprit :

— Quand auras-tu quinze ans? Est-ce au printemps qui vient, ou bien?...

Elle se mit à rire.

— Tu veux donc me vieillir? 24 juin, grand père, à deux heures du matin : c'est maman qui me l'a dit!

Et aussitôt qu'elle eut dit « maman », elle perdit son rire; ses yeux, qu'elle avait grands ouverts, elle les ferma à moitié; Alfred Demeester n'eut plus devant lui qu'une petite fille pauvre, qui avait appris de vilaines choses et qui y pensait. Lui-même, il redevint celui d'hier : le souvenir d'Adéline était tombé entre eux. Ils se turent. Le grand père, ignorant la pensée profonde de cette petite, et peu habile à questionner, demanda :

— Elle était rude avec toi?

— Pas tant que lui ; seulement quand elle voulait sortir et que je ne voulais pas : alors elle se fâchait. D'habitude, pour moi, elle était chérissante.

L'ancien voulut avoir l'air de ne pas comprendre tout ce qu'elle disait ainsi. Devant l'enfant, il fallait excuser du moins le caractère de la mère, et ce fut le souvenir du métier qui servit Demeester. La mécanique bruyante et sourde, qui n'a ni âme, ni instinct, ni changement, il en avait souffert, lui aussi, le tisserand. Il regarda Claire, et exprima la pensée de bien des milliers d'heures qu'il avait vécues dans la salle aux deux cents métiers.

— Je vas te dire, ma petite : de faire toujours le même mouvement, ça aigrit le caractère.

Elle ne voulut pas répondre. Est-ce qu'on obtient tout de suite les secrets d'une enfant? Elle se leva.

— Faut pas que je m'amuse! A ce soir!

— Ne sois pas en retard!

Un demi-sourire lui répondit : « Pensez-vous? »

— Ne fais pas de rencontres!

— Ça ne dépend pas de moi!

Déjà elle ouvrait la porte; elle se détourna; le grand père vit qu'elle souriait tout à fait, et que celle qu'il appelait « ma petite » était déjà une grande.

Il écouta les pas qui s'éloignaient sur la terre de la courée, puis sur les pavés du porche. Alors, il se dit, comme il arrive souvent à un homme qui vient de causer avec une femme. « J'ai été bête... J'aurais dû... » Il fit deux enjambées, pour courir après elle. Bah! au train dont elle allait, cette Claire, elle avait déjà passé sous la voûte, tourné à droite dans la rue des Longues-Haies, jeté un coup d'œil sur les premiers étalages, inspecté, en arrière, en avant, pour savoir de quelles gens elle était entourée, les piétons allant au travail, tous dans le même sens, sur le même trottoir, et, ombre jeune parmi d'autres, elle s'était perdue dans la foule. « Partie! songeait le roi, partie! Reviendra-t-elle? On change d'idée à cet âge-là! Sa mère peut la rencontrer, sa mère « chérissante » comme elle dit. Ou bien un agent de police, car Adéline a bien pu la quitter, sa fille, puis vouloir la reprendre; elle aussi, elle change vite! » Le vieil homme songeait encore que ce n'était pas là le plus grand danger. Claire, avec son petit sourire, qui avait l'air d'une pensée au coin de ses lèvres, et qui n'était que sa jeunesse, pouvait être remarquée par quelque mauvais sujet, ouvrier, employé, qui la trouverait jolie, et saurait le lui dire Que répondrait-elle? Une enfant qui n'a plus de chez soi, séparée de sa mère, ayant tout juste couché une nuit chez de vieilles filles apitoyées, sans autre famille qu'un grand père de soixante ans : qui la protégera? « J'aurais dû lui dire de venir déjeuner avec moi. »

Demeester était toujours debout, presque au seuil de sa maison, derrière la porte entr'ouverte. Il regardait vaguement les enfants qui commençaient de sortir des logements d'en face, et de jouer sur la terre battue de la courée : les cinq de la matelassière Gaerminck, dont l'aîné n'avait pas huit ans; les

deux jumeaux de la petite Malvina Lambaert, chacun dans sa cage de bois à roulettes; trois garnements, fils de la femme de journée, Marie Nisse, et derniers d'une famille de neuf enfants, inventeurs de jeux bruyants, maîtres de toute la marmaille de la courée. Tous ceux-là, même le grand de dix ans, qui venait de s'élancer dehors, boutonnant sa culotte et son veston, un fouet en bandoulière autour de la poitrine, ils avaient des surveillants, des répondants, des garde-fous! A preuve, cette Mme Gaerminck, toujours en laveries et sécheries, une femme qui avait le visage d'une chatte et le cœur d'un ange, et qui apparaissait, à cette minute même, à l'entrée de son corridor, les bras chargés d'un meulon de linge et de lainages, chemises, draps, serviettes, brassières, pantalons qu'elle allait pendre, comme tous les jours sans pluie, aux fils de fer tendus près des cabinets de la courée et qui criait : « Rangez-vous, l'z'enfants, ou je vous claque! » Elle eût été bien embarrassée de les « claquer », et elle avait l'air d'une bien bonne mère; mais ils se rangeaient sur son passage.

Alfred Demeester devait partir à son tour pour le travail. L'heure pressait. Il prit son manteau, déposé sur une chaise de la cuisine. Et voici qu'au moment même, il se trouva stupide, quand il eut regardé, aux murs de la petite pièce, les casseroles, les pots, la passoire alignés sur une planche : « Mais non! Elle ne peut déjeuner ni dîner avec moi. Comment n'ai-je pas vu cela tout de suite? Il y a dix-sept ans que je ne mange plus chez moi. Tes casseroles sont percées par la rouille, mon pauvre vieux! Et puis, qui est-ce qui ferait le fricot? Ce n'est pas elle, bien sûr, une demoiselle dans le flou! Je ne peux pas non plus l'emmener à l'estaminet. J'ai des amis, quelques-uns, qui ne sont pas une compagnie pour une jeune fille... J'espère bien, au contraire, qu'elle n'aura pas l'idée de rentrer pour midi... Tant pis si elle rentre! Les demoiselles Fleurquin lui diront que je mange avec les camarades, que je suis une espèce de sauvage... Elles s'arrangeront. Il faudra qu'elle ne compte pas trop sur moi, Claire Leleu. Je ne peux pas, pour lui faire plaisir, à mon âge, changer toutes mes habitudes! »

Le temps de l'attendrissement était passé. Les difficultés apparaissaient; l'égoïsme troublé réclamait contre l'intruse. Le tisserand, tout le long des rues qui menaient à l'usine, ne pensa plus à autre chose qu'aux sacrifices que cette vie nouvelle pou-

vait lui demander. Quelques-uns, oui, ceux qui ne lui déplaisaient pas trop, il les accepterait : pas les autres. Devenu solitaire, déshabitué du devoir proche, il entendait défendre sa tranquillité. Les images se succédaient dans son esprit. Il gesticulait, s'arrêtait, reprenait sa marche. « Je ne me vois pas, à soixante ans, obligé de faire vivre cette mouvette! Gentille, oui, je veux bien. Je lui donnerai un lit, parce que je le dois, celui de sa tante l'institutrice; le dimanche, je lui ferai faire un tour de Roubaix, même de Lille, à l'occasion; je lui paierai son cinéma, un gâteau, ou un verre de bière, ou de café, ce qu'elle préférera. Mais, la prendre en pension, non, cela ne se peut! Je ne l'ai pas dit, et je ne le dirai pas! Le père Demeester ne se laissera tournevirer ni par Leleu, ni par Adéline, ni par leur fille! »

Devant la grande arche de brique, entrée principale de l'usine, devant la plaque de marbre noir : *tissage mécanique, robes et draperies, J. Lepers-Hooghe*, les ouvriers, les ouvrières formant la grappe, attendaient, et continuaient de causer et de respirer l'air de la rue, parce qu'il y avait encore une minute de répit. Plusieurs observaient ce vieux camarade si animé, et le plaisantaient à demi-voix : « N'est-ce pas trop naturel, disaient-ils, qu'on boive un coup de temps à autre? Le père Meester a dû avoir un chagrin : le voilà en consolation. »

LE CHEMIN DU BRUN-PAIN

Dix minutes plus tard, le plus ancien ouvrier de la fabrique Lepers-Hooghe travaillait à sa place habituelle, dans l'angle à droite de la salle des deux cents métiers. C'était la plus grande salle de l'usine; elle avait eu du renom, naguère, vers 1892, et passé pour une œuvre de progrès. L'architecte avait été décoré par le préfet lui-même, pour avoir fait tenir tant de bruit, et de poussière et d'odeurs, dans un même local. Les deux cents métiers, bien alignés, bien fixés par leurs pieds sur le ciment du sol, formaient de petites rues; une avenue était ménagée au milieu; les murs sans fenêtres étaient blanchis à la chaux, et tout le jour venait d'en haut. On ne voyait pas le soleil, les vitres étant orientées de façon qu'il n'entrât point; mais on le devinait; dans les périodes de brume, les lampes

électriques faisaient la suppléance. Là, vivaient tous les jours, sauf le samedi, de sept heures et demie à midi, puis de une heure et demie à six heures, plus de cent créatures humaines disséminées, chacune veillant sur deux métiers, chacune avec ses souvenirs, ses rêves, son ambition, sa joie, sa peine, et n'ayant pour « l'outil » qu'une attention seconde et comme lui mécanique. C'était le travail. Il varie peu.

Alfred Demeester est là, debout, à son poste de guetteur, entre deux de ces longs bâtis d'acier, compliqués et souples, qui obéissent encore à l'intelligence des inventeurs. Toute la chaîne d'une future pièce de lainage est sous ses yeux, divisée en deux plans superposés, qui s'abaissent et qui montent, en croisant les deux nappes. Chaque fois que s'ouvre cette gueule de fils tendus, la navette avec la broche, la broche avec son peloton de laine, la traverse en glissant, puis la gueule se referme, et retient son brin de laine à jamais serré. Qu'un brin se rompe, Alfred Demeester, d'un mouvement de sa main gauche, ramène au point mort la poignée d'une commande. Le métier s'arrête L'homme cherche les fragments du fil brisé, il les rassemble, et les tord l'un avec l'autre; puis, d'une poussée, il écarte la poignée de la commande, il « clinche »; la machine se remet en marche, et top! du coup sec d'un marteau, la navette est lancée entre les nappes tendues et ouvertes; top! elle repart, et elle passe encore, dès que la petite gueule de la chaîne, ayant avalé son brin de trame, s'est de nouveau ouverte au vol glissant de la navette. Mais les machines de Demeester sont bien réglées, bien graissées, l'arrêt ne se produit guère, et le songe est possible au tisserand.

Ainsi, dans le bruit des courroies qui tournent et des masses d'acier qui frappent, dans le frémissement du sol, des murs, des toits, que font vibrer deux cents métiers en action, il continue de voir sa petite Claire, inopinément arrivée chez les demoiselles Fleurquin, de la courée Vehrée. Les yeux de Claire, couleur d'aigue-marine, les joues fraîches de Claire, et ce cou de blonde, délicat et parlant, qu'elle avait, il les apercevait vraiment de l'autre côté de « l'outil », si bien qu'il surveillait moins constamment que d'ordinaire le jeu de sa navette, et le mouvement de bascule des deux nappes de la chaîne. Il tissait une étoffe noire semée de hachures violettes. Sa voisine de gauche, — il n'en avait point à droite, travaillant dans l'angle

de la salle, — une grande et forte Flamande, portée à se moquer plus qu'à penser, se mit à rire, et dit, pour elle seule, entre ses dents réjouies : « Drôle, le père Meester, ce matin! Il ne plaisante guère! Il a dû avoir une dispute?... Avec Adéline, parbleu! Regardez-le qui lève la tête, et reste tout béat! On jurerait qu'il n'a pas de voisins! Il ne m'a pas même fait signe, comme d'habitude, avec sa tête blanche : « bonjour la jeunesse! » Pauvre vieux! Je ne resterai pas aussi longtemps que lui à la fabrique! Quand Jean-Baptiste sera revenu du service, on se mariera, et je tiendrai un petit estaminet dans la rue de la Planche-Trouée! » Sur sa tête, elle avait mis un mouchoir, bien noué sous le menton, pour protéger ses cheveux, qu'elle avait courts, mais encore admirables. En disant ces trois mots, « on se mariera », elle fit un geste si vif d'affirmation, que le mouchoir se dénoua. Elle mit plus de cinq minutes à resserrer son casque blanc, les bras levés et arrondis. Toute la lumière du châssis, là-haut, était pour son visage, et la femme riait de se savoir jolie. Demeester ne la vit même pas. Il luttait contre une idée tenace et ridicule. « Rentre chez toi pour déjeuner, père Demeester : si la petite allait frapper, et puis attendre, et puis refrapper, et puis filer on ne sait où? » Il se répondait à lui-même : « Eh bien! qu'elle file! Je ne suis pas à sa volonté, je suis à la mienne. Moi, je déjeune avec mes amis, depuis des temps et des temps : je ne l'ai pas invitée; elle ne viendra pas. »

A midi, les tisserands quittèrent la fabrique Lepers-Hooghe, pour s'attabler dans les estaminets voisins, où ils trouveraient, pour quatre francs, le déjeuner préparé : potage, un plat de viande, un légume, un verre de bière, et pommes de terre à discrétion.

Demeester hésita encore. Les suivrait-il? Tout à coup, il se décida, et vraiment il n'aurait pas pu dire pour quelle raison : il pressa le pas, salua deux ou trois amis de son groupe habituel, et se dirigea vers la rue des Longues-Haies. En route, maugréant contre ce qu'il appelait sa faiblesse, il acheta une demi-livre de charcuterie, du pain, une bouteille de bière, « ce qu'il fallait, pour Claire et pour lui ». Il entra dans la courée Vehrée, ne répondit pas aux enfants de Mme Nisse, qui le saluaient, et « buqua » à la porte de Mlles Fleurquin.

— Eh bien ! demanda-t-il à la malade, qui venait ouvrir, vous avez Claire chez vous ?

— Non.

— Moi qui galopais, de peur d'être le second !

— Avait-elle promis de rentrer ?

— C'est justement cela qui me tourmentait : je n'avais rien demandé. Elle me fait « endéver » cette petite-là !

— Les filles, répliqua Marie, sont-elles faites pour autre chose ?

Voyant qu'elle se moquait de lui, le tisserand leva les épaules.

— Je ne me mettrai pas tous les jours en nage comme j'ai fait ce matin, mademoiselle Marie. Vous pourrez le dire à Claire, si vous la revoyez... Ça sera la mère qui l'aura reprise.

Demeester tira de sa poche la clé, et entra dans sa maison.

L'après-midi, il travailla à sa pièce de « lainage fantaisie » ; il était moins sombre que le matin ; il dit même quelques mots de voisinage à la Flamande au mouchoir blanc. Mais il s'en repentit vite.

Vers cinq heures et demie, il y eut une panne d'électricité. Les machines furent arrêtées, et, pour deux ou trois minutes, les tisserands de la salle des deux cents métiers vécurent dans l'ombre, et connurent le silence des choses. La grande Flamande en profita. Tâtant le mur avec sa paume droite, elle vint jusqu'au coin où devait être son vieux voisin.

— Père Meester ? dit-elle.

Elle entrevit une forme noire, à l'angle des murailles. Il s'était assis par terre, il avait le dos appuyé, les genoux relevés, et il soufflait de bien-être.

— Qu'y a-t-il pour votre service, la Flandre ? demanda-t-il.

— J'ai compris, ce matin, que vous vous faisiez du mauvais sang à cause de votre fille...

— Quand ça serait : ça ne regarde que moi !

— Vous voulez la voir, Adéline ?

— Si je voulais la voir, je n'aurais qu'à aller chez elle !

— Pas la peine, père Meester ! Vous n'avez qu'à vous porter sur les chemins que suivent les Belges, par exemple dans la rue du Brun-Pain ; vous la verrez passer : elle passe tous les soirs !

Le tisserand se leva, plus lestement que la fille ne l'eût pensé. Elle eut peur, et se sauva, les talons claquant sur le ciment du sol. Au même instant, les lampes électriques se rallumèrent.

— Pas de bêtises, hein, père Meester ? dit la fille, tournée vers l'angle de la salle, les coudes rapprochés du corps, et les doigts écartés, comme pour se défendre et griffer.

Elle voyait s'avancer le tisserand, qui avait la casquette sur la tête et le pardessus plié sur le bras gauche. Il longea le mur, passa devant sa voisine sans avoir l'air de se douter de la peur qu'il lui faisait, et disparut dans une des allées latérales du vaste atelier.

— Tu es pâle comme tes cheveux, Demeester ! dit le contremaître.

— Ma dernière demi-heure, en vérité, je ne peux pas la faire, répondit le tisserand.

— Va, mon vieux, et repose-toi !

Demeester riposta :

— Je ne vas pas me reposer : je vas au combat

Mais les mots se perdirent dans le tapage.

Il sortit de l'usine, et, devant la porte monumentale, rue de l'Épeule, monta dans le tramway qui va de Roubaix à Tourcoing. En fait, les deux villes ne sont qu'une seule agglomération de chantiers industriels, et Demeester avait réfléchi que le plus sûr moyen d'apercevoir Adéline, c'était d'aller s'embusquer, comme l'avait dit la tisserande, au nord de Tourcoing, dans un de ces chemins où toute une tribu d'émigrants, plus de vingt mille par jour, passent le matin, venant de Belgique ou de la proche frontière, et repassent le soir, pour retrouver la maison.

A six heures, il avait choisi son poste d'observation, du côté droit de la rue du Brun-Pain, et se tenait appuyé contre un mur de clôture, au pied d'un poteau qui portait, à quatre mètres en l'air, une lampe électrique. Six heures, en hiver, c'est la nuit depuis longtemps commencée. Pourtant, sous la poussée d'un vent d'est régulier, une partie du ciel s'était dégagée, et si l'ombre pesait sur les villes, en arrière, l'extrémité de leurs faubourgs et les hameaux, et les restes de champs prisonniers des bâtisses urbaines, formaient un pauvre paysage presque sans couleur, mais dont on pouvait recon-

naître les lignes principales. Au-dessus d'Alfred Demeester, le ciel était vert, pur, glacé. Quelques étoiles y clignotaient. Le guetteur n'y faisait guère attention ; il regardait vers Tourcoing, et devinait la forme onduleuse du chemin désert, qui avait traversé le village des Orions et s'en allait vers celui des Chats-Huants. Cinq ou six lampes électriques, espacées sur une longueur de plus d'un kilomètre, traçaient, en effet, au-dessous d'elles, de petits cercles de clarté. Il voyait aussi, devant lui, au delà du trottoir, la chaussée pavée, coupée d'ornières qu'avaient faites les camions des usines, et où l'eau des dernières pluies luisait. Au delà, il n'y avait point de haie, point d'arbre ou de muraille, mais un petit fossé, puis un champ qui montait, rayé par le labour, et enfin, bien vite, l'ombre et les vapeurs tenaces où se perdaient les mottes. La nuit serait dure, le vent montait, et commençait de siffler aux angles des cheminées. Il devenait si vif que le tisserand reboutonna son manteau.

Haut sur sa bicyclette, un jeune homme, un sportif bien sûr, arriva par le sud ; forçant de vitesse, à cause des voix qu'il entendait derrière lui, faisant jaillir l'eau des ornières et plus secoué qu'un cavalier au trot, il passa dans le cône de lumière qui descendait du poteau sur la route, juste devant Demeester, et disparut. Bientôt d'autres bicyclistes, une douzaine de jeunes, un vieux tout sec et ardent, deux jeunes filles préoccupées de soutenir le train et de ne pas lâcher l'avant-garde, passèrent à leur tour. La plupart d'entre eux avaient une lampe à acétylène au guidon de leur machine, quelques autres une lanterne vénitienne ; puis le flot humain déferla et roula, presque sans intervalles, couvrant le chemin jusqu'au trottoir d'un côté, jusqu'au fossé de l'autre : ambulants de tout âge, hommes et femmes, groupés au hasard, quelquefois le mari près de la femme, la fille près du père, marchant vite, poussés par le piétinement qui s'élevait derrière eux, s'écartant à peine pour laisser passer les bicyclistes qui faisaient sonner le timbre sans interruption, ou bien se jetant brusquement à droite ou à gauche, quand beuglait la trompe d'un autocar.

La première voiture qui entra dans le cercle lumineux, où guettait Demeester, était couverte de bâches vertes ; elle emportait son comble chargement d'ouvriers, d'ouvrières, pêle-mêle,

serrés les uns contre les autres ; quelques-uns étaient assis sur les marchepieds, d'autres, qui n'avaient pu trouver place ni là, ni sur les banquettes, ni sur les genoux des premiers arrivés, se tenaient debout au milieu des autres voyageurs, et l'on devinait des têtes, des épaules, et des bras en mouvement, à travers le mica des fenêtres ménagées dans les bâches tendues. Les roues entraient dans les ornières et faisaient gicler la boue sur les piétons voisins ; pas un cri ne s'élevait ; on avait l'habitude : il fallait arriver. La foule émigrante, quand l'automobile passa, déborda sur le trottoir, puis reprit la marche sur la chaussée. Une seconde voiture coupa le flot, une troisième et d'autres allaient venir que les trompes annonçaient. Rien n'arrêtait, même un instant, tous ceux-là que la maison, lointaine ou proche, attendait. Les heures de travail, les neuf heures de présence étaient finies. Ils venaient de Roubaix, ils venaient de Tourcoing, ils s'en allaient vers la Belgique ; piétons, cyclistes, voyageurs en camion automobile, quand ils cessaient de plaisanter avec un voisin ou une voisine, ils voyaient tous, en esprit, l'abri, le petit toit de tuiles entre des toits semblables, la porte peinte en vert, derrière laquelle il y avait la pièce encore froide, la soupe qu'il fallait apprêter, enfin le lit, le repos, le refuge. Et le vent soufflait contre eux, et rejetait en arrière les cheveux des garçons jeunes qui marchaient nu-tête.

Demeester les considérait, appuyé au poteau, les paupières un peu fermées pour mieux voir, se baissant quelquefois, quand il croyait la reconnaître, celle qu'il était venu chercher. D'autres fois, dépité, il jetait un coup d'œil à sa droite, sur cette troupe immense qui déjà l'avait dépassé et qui se perdait dans la nuit, mais signalée encore par un cordon de lampes qui s'éloignaient, vacillantes, dans le chemin tournant.

Il serrait les poings. « Je la reconnaîtrai bien, et je l'appellerai d'un grand cri. Elle filera, je la connais, mais je lui ferai honte au moins. Et si elle vient à moi, je lui dirai : « Marche arrière, Adéline ! Retourne chez toi : ce n'est pas par ici qu'on y va ! » Il pensait aussi à l'autre, à l'inconnu, ravisseur de la femme mariée. Son vieux sang de communier flamand, d'homme tranquille au travail, mais terrible au combat, s'emplissait de colère en traversant son cœur.

La colonne continuait d'avancer. Ils défilaient, tisserands,

apprêteurs, chargeurs, chauffeurs, et elles aussi, tisserandes, retordeuses, étireuses, rattacheuses, pelotonneuses, fuseautières, piqûreuses qui sont de la bonneterie, épinceteuses et autres servantes de la laine, presque toutes jeunes, ou à peu près. Procession rapide et triste, qui n'avait point de chant. Le regard se voilait, d'avoir reflété tant d'images et tant fouillé la demi-lumière et l'ombre même. Demeester passa la paume de sa main droite sur ses paupières.

A ce moment, et sans qu'il y prît garde, une femme venait vers lui, suivant à bicyclette l'extrême bordure du trottoir Ayant ralenti sa course, elle descendit, tout près du tisserand, fit encore un pas, lui toucha l'épaule.

— Oh ! dit-elle, c'est papa !

Il tourna la tête, il pâlit. L'indigne, la pécheresse, la « gueuse », son enfant, avait levé le bras jusqu'à toucher l'épaule de son père ; elle se serrait contre lui ; de l'autre main elle tenait sa machine ; elle le regardait, la tête rejetée en arrière, les yeux éclairés jusqu'au fond par la lumière qui tombait de la lampe, et, dans ces yeux-là, il lisait, plus clairement que dans un livre : « Je suis malheureuse, papa, ayez pitié de moi ! » Elle était comme une femme qui attend son jugement. Les ouvriers de la laine continuaient de passer. Un autocar frôla la jupe d'Adéline, puis un second. Des voix sortirent de l'intérieur : « Eh ! le vieux, embrasse-la donc ! » Ils se moquaient. Mais il n'entendit pas les rires. Toute sa colère, et les mots, et le geste de renvoyer « la gueuse », tout cela était tombé. Aucune formule préparée ne lui revenait, pour commencer une conversation avec cette Adéline qu'il retrouvait « chérissante », et alors, il lui parla comme s'il l'eût rencontrée dans la ville, autrefois, quand il n'y avait point de séparation entre eux.

— Comment que tu vas, Adéline ?

— Pas bien.

— Tu travailles toujours dans la rue de Tourcoing ?

Elle répondit en baissant les yeux :

— Oui.

— Et que te fais-tu, par semaine ?

— Peut-être 150, quand je ne manque point de journées : c'est moins qu'il ne faudrait...

L'air gêné qu'elle avait maintenant, et les yeux baissés de sa

fille rendirent à Demeester le courage et presque toute la colère qui l'avaient amené là, au nord de Tourcoing, près de la route de Lille à Ostende. D'un geste brusque, qui fit retomber la main qu'Adéline avait posée sur l'épaule de son père, il se baissa, lui plus grand qu'elle, et, de tout près, il cria, comme il s'était dit qu'il crierait :

— Où que tu vas, Adéline ?

Vingt visages de passants se tournèrent vers eux, et s'effacèrent dans l'ombre.

Elle le regarda de nouveau, face à face et d'un air à présent hostile, en défense, sans plus aucune lueur, dans les yeux, de tendresse ou seulement de raison :

— Je vas où je veux.

— Pourquoi as-tu quitté ton mari ?

— Il voulait me tuer !

— Tu t'es mise avec un autre homme ?

— Le mien ne gagnait plus rien ; ma paye à moi ne suffit pas : fallait bien !

— Et tu le laisses malade ?

— Il y a les voisines, il y a l'hôpital, il y a toi aussi, qui peux payer pour lui : moi je ne peux pas, et je m'en vas. Tu vois bien !

Le père hochait la tête, comptant les mots, peut-être en approuvant quelques-uns. Un autre aurait pu répondre : « Tu es mariée, tu n'as pas le droit, tu fais le mal... » Mais l'âme de l'ancien était diminuée. Il répondit seulement :

— Et Claire ? Tu l'abandonnes aussi ?

Les yeux si durs se détournèrent, à cause des larmes qui montaient.

— Non, je te la donne !

— Comment dis-tu ? Elle ne l'a point raconté. Tu me la donnes, Adéline ?

Elle regardait maintenant les ouvriers en marche, et une voiture qui cornait pour obtenir le chemin libre ; elle avait les deux mains sur le guidon de sa bicyclette ; elle allait partir. Des groupes refluaient jusqu'à elle, et la repoussaient vers Demeester. Elle avait l'air de ne plus s'occuper que de la foule, ou d'y chercher quelqu'un. Elle dit, se hâtant, et dans le bruit :

— Ça se comprend de soi, ces choses-là : elle ne peut pas

rester à soigner un phtisique, moi je ne peux pas l'emmener : elle n'a plus que toi!

Un coup de sifflet retentit, il devait venir d'un des voyageurs cachés sous la bâche verte de la voiture. Adéline fit un signe de la tête, comme si l'appel eût été certainement pour elle. Presque aussitôt, elle mit une main dans son corsage, sous les châles de laine enroulés, elle en retira un objet que Demeester n'eut pas le temps de voir. D'un geste rapide, elle glissa trois doigts dans la poche de cœur, toujours un peu godante, du pardessus de son père.

— C'est ma part! cria-t-elle.

Puis, faisant rouler sa machine, avec une sûreté extrême, entre les groupes qui suivaient le camion, elle monta sur sa bicyclette, et, quinze mètres plus loin, fut reçue, comme tous les autres, piétons, cyclistes ou clients de la voiture publique, dans l'ombre qui effaçait les couleurs, et mêlait les rangs du cortège indéfini.

Le tisserand, tourné du côté de la Belgique, essaya de découvrir, parmi ces petites lumières en fuite, qui étaient maintenant à trente pas, puis à cinquante, puis à cent, une seule lampe qui brillât d'un plein éclat, et qui remontât le courant, et qui revînt vers le vieux roi, abandonné, lui aussi. Une espérance, — à cause des yeux d'Adéline qui avaient pleuré, — une espérance le retint immobile, pendant plusieurs minutes, au bord du trottoir, écoutant si la voix de sa fille n'allait pas, de nouveau, lui parler dans le bruit, et lui dire : « Je rentre à Roubaix, où je retrouverai ma fille » ; ou bien : « Père, je rentre avec toi. » Mais personne ne rebroussa chemin. Son cœur battait dans sa poitrine, et pourquoi ? et pourquoi ? parce qu'une fille, qu'il croyait ne plus aimer, avait pleuré en le quittant, et n'était pas revenue! La nuit était partout, même dans les étendues balayées du grand ciel; le vert du crépuscule, devenu le bleu profond des nuits, groupait maintenant ses étoiles, les petites avec les grandes. Un dernier autocar passa, à vive allure. Quelques traînards suivaient : des vieux à bicyclette ; des jeunes, dont l'un portait, sous le bras, un pain gros comme lui; une femme qui tenait un enfant boiteux par la main. Demeester était seul. Le champ labouré, devant lui, sans couleur et sans forme, ouvrait toute sa terre à la rosée nocturne, car une vapeur molle, au ras du sol, s'approchait de

la ville, et épaississait l'ombre. Vers les sillons les plus éloignés, une faible lueur, très basse, reflet d'une fenêtre éclairée, indiquait la présence de quelque ferme ancienne, désignée déjà pour être mangée par les fabriques de demain.

— Allons! dit le tisserand.

Et il fit trois pas vers Roubaix. Mais, au troisième, il s'arrêta. Il se souvenait. Il mit la main dans la poche de cœur de son paletot, et retira un billet de cinquante francs, plié.

— Ah non ! reprit-il... pas ça! pas ça!

Il eut envie de jeter le papier dans la boue. Son honnêteté de vieil homme se révoltait. Son menton remuait des mots qu'il grommelait; il pensait que c'était là peut-être l'argent de l'inconnu. Mais une autre idée vint. Il renfonça le billet dans sa poche, cracha par terre, en manière de protestation, et, appuyant la main sur sa casquette, comme il faisait toujours au moment du départ :

— Et Claire qui va m'attendre! Tu n'es plus maître d'aller et de venir, mon pauvre Demeester! Hue, le bonhomme! A la courée! La petite, on te l'a donnée!

René Bazin.

(*La deuxième partie au prochain numéro.*)

LA FRANCE SUR LE RHIN

I

LA LEÇON DU PASSÉ

Dix ans se sont écoulés depuis le jour où les armées alliées ont franchi la frontière allemande pour occuper les provinces du Rhin.

Au cours de cette décade, l'occupation rhénane, qui constitue à l'heure actuelle l'un des facteurs de la politique européenne et même mondiale, est passée par des phases fort diverses : conséquences à la fois des variations survenues dans la politique des gouvernements alliés et de l'Allemagne, par suite des difficultés rencontrées dans l'exécution du Traité de paix, et aussi des divergences de point de vue, qui ont risqué parfois de créer des heurts redoutables entre les puissances occupantes.

L'histoire de l'occupation se trouve ainsi liée à l'histoire politique de ces dernières années, comme elle est liée naturellement à celle des occupations antérieures et, d'ailleurs, à l'examen du statut politique et juridique de ce régime particulier que constitue l'occupation militaire en temps de paix.

D'autre part, l'étude des modalités de l'occupation pacifique, instituée par les articles 428 à 432 du traité de Versailles et par l'Arrangement rhénan du 28 juin 1919, qui en est la charte, ne peut être séparée de celle de l'occupation initiale, édictée par les articles 5 à 9 de la Convention d'armistice signée le 11 novembre 1918.

IL Y A DIX ANS

La cinquième « condition d'armistice » comportait « l'évacuation des pays de la rive gauche du Rhin par les armées allemandes ».

« Les pays de la rive gauche du Rhin, précisait le texte, seront administrés par les autorités locales, sous le contrôle des Alliés et des États-Unis. Les troupes des Alliés et des États-Unis assureront l'occupation par des garnisons tenant les principaux points de passage (Mayence, Coblence, Cologne), avec, en ces points, des têtes de pont de 30 kilomètres de rayon sur la rive droite, et des garnisons tenant également les points stratégiques de la région.

« L'évacuation, par l'ennemi, des pays du Rhin (rive gauche et rive droite) sera réglée de façon à être réalisée dans un délai de 16 nouveaux jours, après l'évacuation de la France et de la Belgique, soit 31 jours après la signature de l'armistice. »

Une note annexe fixait les lignes successives d'évacuation par les troupes allemandes, et donnait l'indication précise du passage de ces lignes par les troupes alliées d'occupation.

Le front allemand devait être franchi le sixième jour suivant la signature de l'Armistice. Les troupes d'occupation suivaient, à vingt-quatre heures d'intervalle, les troupes allemandes en retraite. La frontière allemande devait être atteinte par elles le vingt-huitième jour, la ligne du Rhin le trente-deuxième.

Lors du premier renouvellement de l'Armistice, le 13 décembre 1918, le commandement allié se réserva, en outre, d'occuper, à titre de nouvelle garantie, la zone neutre de la rive droite du Rhin, au nord de la tête de pont de Cologne, jusqu'à la frontière hollandaise.

Le second renouvellement, du 16 janvier 1919, ordonna la constitution de la tête de pont de Kehl et l'occupation des forts de la rive droite du Rhin destinés à couvrir la place de Strasbourg.

Par ailleurs, aux termes de l'article 26 de la Convention, le blocus des Puissances alliées et associées était maintenu dans les conditions de guerre. Toutefois, « les Alliés et les États-

Unis envisageaient le ravitaillement de l'Allemagne pendant l'armistice dans la mesure reconnue nécessaire ».

En fait, l'horaire fixé par le commandement militaire dut être modifié, en raison des difficultés matérielles rencontrées pour l'évacuation de l'aile droite allemande, qui fut autorisée à utiliser le couloir hollandais du Limbourg. En revanche, sur la sollicitation de certaines autorités locales de Rhénanie, émues des excès révolutionnaires d'éléments extrémistes, qui tentaient de constituer des soviets locaux, diverses formations alliées durent hâter leur progression, pour maintenir l'ordre.

L'occupation posait, devant les gouvernements alliés, et spécialement pour le gouvernement français, un problème difficile et complexe. Simultanément, en effet, ils avaient à faire face à la réorganisation et au ravitaillement de nos départements envahis, de la Belgique, du Luxembourg, dont le statut politique était alors mal défini, de l'Alsace et de la Lorraine, subitement recouvrées. Or, il convenait de fixer, en quelques jours, et avant le franchissement des frontières, l'organisation administrative d'un immense territoire ennemi, comportant 6 ou 7 millions d'habitants, les régions industrielles les plus denses et les plus puissantes de l'Allemagne, en présence du désarroi profond de tous les services locaux, de la famine menaçante et de l'agitation révolutionnaire qui sévissait déjà dans la plupart des grands centres rhénans.

Engagés dans les combats ultimes de la guerre mondiale, les Alliés n'avaient guère pu se préparer à une tâche si nouvelle et d'une telle envergure, et leurs états-majors n'avaient pas eu à envisager (sauf pour les territoires alsaciens tenus par nous) de telles questions administratives.

On pouvait aussi se demander ce qu'allait être, après tant de combats furieux et de haines exaspérées, le contact, sur le sol ennemi, avec les populations allemandes, de ces hommes qui, depuis quatre ans, supportaient les pires souffrances et qui, la rage au cœur, venaient de traverser leurs pays systématiquement dévastés, d'y apprendre les odieux traitements subis, pendant l'occupation, par leurs femmes, leurs mères et leurs filles.

C'est dans ces circonstances que, le 12 novembre 1918, le maréchal Foch, sur la suggestion du général Weygand et du général Payot, — qui avait la haute main sur toutes les ques-

tions intéressant le ravitaillement et l'administration des armées, — constitua, sous le titre de *Contrôle général des territoires occupés*, un organisme composé d'administrateurs et de techniciens spécialisés dans les questions d'administration militaire, et placé sous la direction de M. Tirard, maître des requêtes au Conseil d'État, qui, secrétaire général du Maroc, avait été, avant la guerre, l'élève et le collaborateur du maréchal Lyautey.

Au cours de plusieurs conférences, tenues en novembre et décembre 1918 à Senlis et à Lamorlaye, près de Chantilly, à l'état-major du maréchal Foch et du général Payot, puis au poste de commandement du maréchal, porté à Luxembourg, les principes de l'organisation administrative des territoires rhénans furent posés, en même temps qu'étaient fixées les directions générales qui devaient régler, par la suite, les relations des autorités alliées entre elles, — car il convenait, là comme ailleurs, de maintenir l'accord, — et celles de ces autorités avec la population allemande.

L'organisation des territoires rencontrait immédiatement une particularité qui n'était pas de nature à faciliter la tâche.

Les limites de l'occupation et des têtes de pont coupaient en effet, dans le sens nord-sud, les limites d' « États », Prusse, Hesse, Palatinat bavarois dont, par ailleurs, nous ne tenions pas les capitales politiques ou administratives. La principauté de Birkenfeld, enclavée dans la Prusse rhénane, aux confins du Palatinat, relevait du Grand-Duché d'Oldenburg, entièrement situé dans l'Allemagne non occupée.

Dans le sens est-ouest, les armées alliées, qui marchaient coude à coude, face au Rhin, — les forces belges en direction d'Aix-la-Chapelle et Crefeld, l'armée britannique sur Coblence, les armées françaises des généraux Mangin et Gérard (groupe d'armées Fayolle) en direction de Mayence et de Spire, — voyaient les limites de leurs zones chevaucher les frontières des « États » allemands ou les limites administratives des provinces. Cette situation ne sera pas sans présenter de très sérieuses difficultés, encore accrues par la diversité des langues, des habitudes administratives, des concepts juridiques, tant entre les forces belges, britanniques, américaines et françaises, qu'au regard de l'administration et des populations allemandes, et, parfois aussi, par de secrètes tendances à susciter entre

elles, pour les exploiter, d'éventuelles divergences de vues...

Établie, dès l'abord, à Luxembourg, auprès de l'état-major du Maréchal commandant en chef des armées alliées, la direction générale de l'administration de l'occupation des territoires, constituée par des fonctionnaires français encore mobilisés, maîtres des requêtes au Conseil d'État, inspecteurs des Finances, diplomates et ingénieurs, s'était rapidement organisée et mise à l'œuvre, en liaison étroite avec les états-majors alliés.

Le régime de l'occupation a été défini dans l'Arrangement rhénan, du 28 juin 1919, annexé au traité de Versailles.

« Représentant suprême des Puissances alliées et associées dans les territoires occupés », la Haute-Commission interalliée était investie d'un pouvoir législatif et réglementaire à l'effet « d'assurer l'entretien et la sécurité des forces militaires d'occupation ». Elle devait exercer ce pouvoir par voie d'Ordonnances « ayant force de loi », et s'imposant comme telles aux autorités civiles et judiciaires allemandes.

Par ailleurs, sur la demande de l'Allemagne, les gouvernements alliés avaient admis le principe de l'institution d'un commissaire d'Empire, chargé de représenter les gouvernements du Reich et des États auprès de la Haute-Commission.

Le traité de paix et l'Arrangement rhénan ayant été ratifiés, le 10 janvier 1920, la Haute-Commission entrait en fonctions, à Coblence, ce jour même, sur l'invitation de M. Clemenceau, président du Conseil suprême.

VESTIGES DU PASSÉ

Quelles directives allions-nous observer à l'égard des populations occupées? Quelles règles devaient commander notre attitude? Et, tout d'abord, quels enseignements nous dictait un long passé de gloire?

En franchissant les frontières des provinces rhénanes, nos soldats rencontraient de poignants souvenirs. Renouvelant magnifiquement notre histoire, chasseurs et fantassins de la Grande Guerre marchaient dans les pas des voltigeurs et grenadiers des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, et les dragons de Mangin, trempant dans les flots du Rhin, terme de leur chevauchée, la soie des étendards, savaient que

les hussards de la première République les y avaient précédés. Ils retrouvaient sur le sol rhénan « la trace altière » du fer de leurs chevaux. Appels émouvants du passé ! Les nôtres n'avaient-ils pas laissé sur ces rives le souvenir, la dépouille même des héros de la Révolution, de ses jeunes généraux, des grands préfets de l'Empire? La longue ligne du Rhin, de Landau à Mayence, de Coblence à Cologne et à Dusseldorf, est jalonnée de monuments français, de tombes illustres.

La belle pyramide, de style égyptien, élevée par Kléber à la mémoire de Marceau, au flanc de la forteresse de Coblence, rappelle, dans les inscriptions gravées sur ses quatre faces, l'hommage de ses adversaires mêmes, inclinés sur cette pure et jeune gloire. Elles retracent le salut suprême du général baron de Bray, commandant les forces autrichiennes, qui rappela, en l'honneur du héros, l'éloge funèbre de Bayard : « Je voudrais qu'il m'en eût coûté quart de mon sang et vous tinsse en santé, mon prisonnier, quoique je sache que l'Empereur, mon maître, n'eut, en ses guerres, plus rude ni fâcheux ennemi. »

Ici repose Marceau, né à Chartres, département d'Eure-et-Loir, soldat à seize ans, général à vingt-deux. Il mourut en combattant pour sa patrie, le dernier jour de l'an IV de la République française. Qui que tu sois, ami ou ennemi, de ce jeune héros respecte les cendres.

Il vainquit dans les champs de Fleurus, sur les bords de l'Ourte, de la Roehr, de la Moselle et du Rhin.

A Weissenthurm, sur la haute terrasse qui domine la plaine du Rhin et le fleuve, un obélisque, aux lignes simples et nobles, avait été érigé « par l'armée de Sambre-et-Meuse à son général en chef Hoche ».

Le brusque effondrement de l'Empire napoléonien n'avait pas permis d'y transporter la dépouille mortelle de Hoche, demeurée à Coblence. Un siècle plus tard, un maréchal de France, le maréchal Foch, et le général Mangin achevaient le geste des soldats de Championnet et d'Augereau et rendaient les suprêmes honneurs au héros, qui recevait l'abri voulu par ses soldats (1).

(1) Des bas-reliefs évoquant la gloire militaire et les vertus civiques du Général, et destinés à compléter le monument, avaient été, à l'époque, commandés par l'armée de Sambre-et-Meuse au sculpteur Boizot. Exposés au Salon de 1800, ils étaient demeurés au château de Versailles. Le 14 juillet 1928, sur l'initiative du Haut-Commissaire de France, en sa présence et celle du général Guil-

A Mayence, le vieux conventionnel Jean Bon Saint-André, membre du Comité de salut public, commissaire de la République, puis préfet du Mont-Tonnerre et baron de l'Empire, repose au milieu de ses administrés, mort victime de son dévouement en combattant l'épidémie de typhus qui ravageait les rangs de nos soldats, épaves de la retraite de Russie, et décimait la population de Mayence. Au cimetière de la ville, la tombe du grand conventionnel, ornée, selon le style de l'époque, d'une nymphe éplorée penchée sur l'urne du souvenir, nous livre l'enseignement suprême de son inscription centenaire à demi effacée :

Sous ce monument, simple comme lui, au milieu de ceux qu'il chérissait, dans l'asile consacré par ses soins et sous son administration, repose J.-B. baron de Saint-André, préfet du département du Mont-Tonnerre, officier de la Légion d'Honneur, mort le 10 décembre 1813.

Les admirables châteaux de Coblence, de Bonn, de Bruhl, près de Cologne, celui de Benrath, — presque englobé maintenant dans l'immense agglomération industrielle de Dusseldorf, — dont les lignes pures, dues à des artistes français, évoquent Versailles et les Trianons, rappellent un passé plus lointain encore, la longue et persistante influence de la France royale sur les Princes-Électeurs et le prestige incontesté de l'art français du XVIII^e^ siècle en Rhénanie.

Les Électeurs rhénans voulaient leurs demeures à l'image du Roi Soleil. L'Archevêque-Électeur de Cologne, Joseph-Clément de Bavière, nous a, dans des lettres charmantes conservées dans les Archives rhénanes, donné la mesure de l'estime où il tenait Robert de Cotte, architecte du Roi, chargé de dresser les plans de son palais d'été, à Bonn, — qu'occupe aujourd'hui l'Université, — et du souci où il était d'approcher la gloire rayonnante du château de Versailles, sans excéder les ressources plus modestes de son budget.

« Vous avez si bien donné dans ma pensée, lui mande-t-il, le 11 juillet 1714, qu'il n'y a rien à dire, et j'en suis content au delà de tout ce qu'on saurait s'imaginer... Je vous prie très

laumat, et devant un détachement des forces de l'Armée du Rhin, des répliques de ces bas-reliefs ont été apposées sur la pyramide de Weissenthurm. Une plaque indique que ce monument, commencé en l'an VI de la République par l'Armée de Sambre-et-Meuse, a été achevé en 1928 par l'Armée du Rhin.

instamment de continuer à m'assister jusqu'à la fin de vos bons conseils et, avec un tel secours, j'espère de faire, sans contredit, un des plus beaux palais qui soient en Allemagne (1)... » Malheureusement, les ressources de l'Électeur n'étaient pas à la hauteur de ses ambitions. « Je vous prie, monsieur, écrit-il dans une autre lettre, d'avoir en tout ceci plus d'égards au bon goût et à la commodité qu'à la magnificence qui accompagne tout ce que vous ordonnez pour S. M. T. C., laquelle doit avoir, avec justice, des palais qui correspondent à sa grandeur et à sa puissance; mais il faut que mes bâtiments cadrent avec mes moyens qui ne sont rien en comparaison des siens. » Ainsi limité dans ses crédits, R. de Cotte s'appliqua surtout à la décoration intérieure des chambres de parade et des appartements intimes, qui fut malheureusement anéantie dans un incendie, dès la fin du XVIII^e^ siècle. « Si l'on excepte quelques plafonds miraculeusement préservés, écrit M. Louis Réau, il ne reste plus rien aujourd'hui du charmant décor si amoureusement concerté par Joseph-Clément et R. de Cotte. »

C'est également pour l'Archevêque-Électeur de Cologne que Nicolas de Pigage dessina, aux confins des faubourgs de Dusseldorf, ce pur joyau de l'architecture française du XVIII^e^ qu'est le pavillon de Benrath, plus tard résidence de Murat, nommé titulaire du Grand-Duché de Berg. Celui-ci ne l'habita guère et vit peu ses administrés, jugés bien insuffisants par la grande-duchesse Caroline, sa femme, qui ne voulait être que reine. Les bourgeois de la ville conservaient cependant le souvenir ébloui de l'entrée de leur grand-duc à Düsseldorf, de ses aigrettes de diamants, du faste inouï de son escorte...

A Dusseldorf même, devenue l'immense métropole industrielle de la Ruhr, de magnifiques jardins aux allées ombreuses rappellent l'œuvre du comte Beugnot, conseiller d'État, chargé par Napoléon d'administrer le Grand-Duché, d'abord pour le compte de Murat, jusqu'à son accession au trône de Naples, puis, comme régent et avec les pouvoirs d'un vice-roi, au nom du jeune prince Jérôme Bonaparte, fils du roi Louis de Hollande et de la reine Hortense, neveu préféré de l'Empereur, qui, un temps, avait pensé trouver en lui l'héritier du trône.

Près de Cologne, le château électoral de Bruhl, à l'admirable

(1) Lettres citées par Louis Réau : *l'Art français sur le Rhin au* XVIII^e^ *siècle* (Champion, 1922).

escalier Louis XV, rococo, est dû à la collaboration de R. de Cotte, auteur du plan initial, de Michel Leveilly et d'Étienne Dupuis qui dirigèrent les travaux de construction, de Cuvillies, de Radoux, de Rousseaux qui dessinèrent la décoration intérieure, et de Girard enfin, élève de Lenôtre, qui fit du jardin de Bruhl, au dire de l'Allemand Renard, « une œuvre remarquable de l'architecture française de jardin ». Davout, en récompense de ses magnifiques services, reçut de l'Empereur ce somptueux apanage, érigé en Principauté pour le nouveau prince d'Eckmühl. Le vainqueur d'Auerstaedt, seul parmi les maréchaux demeuré soucieux d'un foyer modeste et d'un train raisonnable, dut mesurer avec effroi, à en juger par ses lettres à sa femme, les charges d'entretien d'un si dispendieux cadeau.

Enfin, partout, et dominant de si puissants souvenirs, l'ombre immense de l'Empereur, ses voyages fulgurants, ses réceptions dans chaque ville par les bourgmestres, les corps de la bourgeoisie, les autorités et les troupes. En 1804, il est avec Joséphine à Aix-la-Chapelle, à Cologne, à Bruhl, au milieu de fêtes splendides. En 1811, il est à Bonn. Puis, au faîte de sa gloire, il est avec Marie-Louise à Mayence en 1812, à Coblence en 1813. Les archives des villes, les Mémoires locaux relatent ses fastes, le montrent édictant les Codes, nommant, révoquant les préfets, les bourgmestres, prescrivant des routes, des forteresses, dotant Coblence du pont de bateaux qui relie, aujourd'hui encore, la ville à la forteresse d'Ehrenbreitstein, le musée de Mayence de tableaux envoyés en hâte du garde-meuble impérial et qui en constituent encore le fonds, dirigeant la concentration de la Grande-Armée de son quartier général, de ce château grand-ducal de Mayence où réside aujourd'hui le Général en chef de l'Armée du Rhin et où, le 5 mai 1921, anniversaire de la mort de l'Empereur, 10000 Mayençais sont venus défiler pieusement dans la chambre impériale, tandis que la vallée du Rhin retentissait des salves de notre artillerie.

... Lors de l'entrée de nos troupes en Rhénanie, nos officiers trouvèrent, dans bien des demeures bourgeoises, un salon consacré aux souvenirs et au culte de Napoléon, et les Rhénans, conscients de la légitime fierté d'avoir servi sous le chef prodigieux, tenaient à honneur de tirer de leurs archives familiales le brevet militaire ou le titre de Légion d'honneur de l'ancêtre, officier ou soldat de l'épopée impériale.

LA POLITIQUE RHÉNANE DE L'ANCIENNE FRANCE

Que recouvraient, dans la réalité, ces monuments tangibles des occupations passées? Que subsistait-il effectivement des souvenirs que reflétaient les inscriptions monumentales à demi effacées, et l'étude des pièces d'archives?

Pour le mesurer, il faut remonter aux sources de l'histoire et au lointain passé de nos interventions sur le Rhin (1).

Il convient de relever que la politique française sur le Rhin fut, au cours des siècles, essentiellement une politique de protection de nos frontières, à l'instar de celle de l'ancienne Rome, dont les monuments et les ouvrages militaires jalonnent encore les rives du fleuve, de Cologne à Mayence et à Francfort. « César, lit-on dans les *Commentaires*, vit le péril qu'il y avait pour la République à laisser les Germains s'habituer à passer le Rhin et à venir en grand nombre dans la Gaule. Ces peuples grossiers et barbares, une fois en possession de la Gaule entière, ne manqueraient pas, sans doute, à l'exemple des Cimbres et des Teutons, de se jeter sur la Province romaine, et, de là, sur l'Italie. »

Dans ses interventions diplomatiques ou militaires sur le Rhin, la France s'est de même constamment attachée à protéger ses frontières contre les invasions orientales répétées, à l'exclusion des ambitions impérialistes qui lui ont été trop souvent injustement imputées.

La politique continue et constante de la royauté française, celle de Richelieu comme celle de Vergennes, avait consisté, en effet, dans le soutien, sans contrainte ni intention d'annexion, des princes et évêques électeurs du Rhin. Ceux-ci trouvaient auprès du Roi de France un appui efficace contre les entreprises de l'Empire germanique et ses tendances inquiétantes pour leur indépendance.

Dans un dessein purement pacifique, la diplomatie royale s'efforçait ainsi de couvrir ses frontières d'une sorte de marche

(1) Le Haut-Commissariat de France en Rhénanie s'est efforcé, entre autres tâches, de développer l'étude des sources de l'histoire politique et administrative des précédentes occupations françaises sur le Rhin, et de leurs répercussions sur la politique générale de l'Europe. Ces travaux ont permis d'éclairer, de préciser ou de confirmer l'histoire connue de la Rhénanie, particulièrement celle des questions qui concernent l'administration des Territoires.

neutralisée où elle s'assurait des sympathies; mais elle se gardait de toute pensée d'annexion, se bornant scrupuleusement à observer elle-même les droits qu'elle prétendait faire respecter. De fait, tant par des subventions financières régulièrement consenties aux princes évêques, dont le train était important et les goûts fastueux lourds à satisfaire, que par des alliances politiques ou des liens familiaux habilement ménagés, la Royauté s'était assuré, à la veille de la Révolution, une situation prééminente sur le Rhin.

Par traité du 8 avril 1632, l'électeur de Trèves s'était placé sous la protection du Roi. Largement pensionné, il demande des garnisons françaises pour ses forteresses, notamment pour celle d'Ehrenbreitstein qui domine, à Coblence, le confluent de la Moselle et du Rhin. Vergennes, le 15 février 1768, grâce aux discrètes mais efficaces interventions du chancelier d'Aigremont, notre représentant à la Cour de Trèves-Coblence, réussit à faire élire, au siège épiscopal, le prince Clément Wenzel de Saxe, frère de la Dauphine. De même, en 1784, le siège de l'archevêché de Cologne, dont l'influence s'étend bien au delà du Rhin, jusque sur la Westphalie, échoit à l'archiduc Max Franz, frère de Marie-Antoinette.

Déjà, le représentant du Roi à Trèves écrivait, en 1765, au duc de Choiseul : « A mesure que les occasions se présenteront, vous apercevrez, Monseigneur, que l'électorat de Trèves diffère peu de sentiments d'une province de France, la plus affectionnée au Roi, que sa Majesté est adorée et respectée, et que son Ministère est révéré et estimé au delà de toute expression ; les gens les plus éclairés et qui ont le maniement des affaires sont disposés à concourir à toutes les vues que vous pourrez avoir (1). »

Par la suite, Vergennes, dans un mémoire au Conseil du Roi, déclarait, le 20 novembre 1774 : « L'Électeur, uni au Roi par les liens du sang..., se jette dans les bras de Sa Majesté, et les complaisances qu'il témoigne être prêt à lui marquer n'auront d'autres bornes que celles que l'amitié et le propre jugement de Sa Majesté voudront y mettre... L'intérêt de Sa Majesté pour l'électeur de Trèves augmentera de jour en jour (2)... » Vergennes, d'ailleurs, ne manque pas de signaler

(1) Affaires étrangères, 20 juillet 1765.
(2) Mémoire lu au Conseil du Roi, le 20 novembre 1774.

au Roi, « dans son mémoire du 8 décembre 1774, les dangers d'une politique de conquêtes. L'essentiel à ses yeux est de donner à la France assez de « considération » pour grouper autour d'elle les puissances les plus faibles et les soumettre à son influence. Tel est le sens des instructions qu'il rédige, le 18 avril 1775, pour le comte de Montmorin, le nouveau ministre plénipotentiaire du Roi à Trèves (1). »

A Mayence enfin, le prince archevêque, primat de Germanie, président du Collège électoral de l'Empire, nanti du privilège de couronner le Roi des Romains, nourrissait également des sentiments d'amitié à l'égard de la France.

On s'explique, dans ces conditions, qu'au moment de l'émigration, lorsque le comte de Provence et le comte d'Artois, suivis de leur cour, parvinrent à Coblence, ils aient trouvé auprès du prince évêque Clément Wenzel, leur oncle, un accueil aussi pompeux que magnifique. Toute une suite de gentilhommes français accompagnaient ou rejoignaient bientôt les Princes, jetant sur les comptoirs des boutiquiers l'or apporté pour « une saison » qui dans leur esprit devait être brève, comme celles qu'ils avaient coutume de faire aux eaux de Spa ou de Bade...

LES ARMÉES DE LA LIBERTÉ

Quand les soldats de la Révolution entrèrent en Rhénanie, la population donna libre cours à sa joie d'être libérée des contraintes vétustes de la féodalité allemande. Gœthe, qui fut le témoin de cet événement, a traduit, dans une page célèbre, ces sentiments populaires : « Les Français arrivaient, mais ils ne semblaient apporter que l'amitié et, réellement, ils l'apportaient; ils avaient tous l'âme exaltée; ils plantaient allègrement les gais arbres de la Liberté. Ils promettaient à chacun son droit et son gouvernement propre. Ils gagnèrent bientôt, ces Français prépondérants, d'abord l'esprit des hommes par leur ardente et vaillante entreprise, puis le cœur des femmes par leur irrésistible aménité. Le poids même de la guerre et de toutes ses exigences nous paraissait léger. L'espérance flottait devant nos yeux autour de l'avenir et attirait nos regards vers les voies nouvellement ouvertes. »

(1) De Pange, *Les Libertés rhénanes* (Perrin, 1922), p. 42.

Peu après la prise de Spire, l'armée de Custine se présenta devant Mayence. La place fut mise en état de siège, mais la garnison était hésitante et l'archevêque-électeur en fuite. Il semble, d'ailleurs, que Custine eût des intelligences dans la place. D'après un mémoire du major Eickemeyer, qui assistait aux délibérations du Conseil de défense, cette assemblée militaire opina pour la capitulation, au reçu de la sommation de Custine.

Le 21 octobre 1792, l'armée française entrait dans Mayence. Dès ce moment, le statut politique des pays rhénans allait évoluer brusquement.

A l'instigation de Custine, se fonde, à Mayence, la *Société des amis allemands de la liberté et de l'égalité* (1), club jacobin constitué par un certain nombre d'intellectuels libéraux attirés par les doctrines républicaines. A leur tête, des professeurs d'Université, Wedekind, Metternich, Hoffmann et surtout Hubert et Forster, l'ancien compagnon du capitaine Cook dans son voyage aux mers australes. Sous l'influence de sa femme, Thérèse Heyne, et de la célèbre Caroline Böhmer, qui épousa par la suite Guillaume Schlegel, puis Schelling, et qui remplit l'Allemagne de son existence littéraire et tumultueuse, Forster, après quelques hésitations, se lance éperdument dans la lutte révolutionnaire et s'efforce de galvaniser les Rhénans. L'enthousiaste Caroline dépeint... avec joie, le nouveau tableau de la vie mayençaise : « Nous sommes tombés facilement dans la main de l'ennemi, si l'on peut nommer ennemis nos hôtes polis et braves. Quel changement ! Custine habite le château de l'Électeur, et, dans la salle de gala, siège le Club des Jacobins allemands. Les cocardes nationales fourmillent dans les rues (2). »

Le 19 novembre 1792, le pouvoir est enlevé à l'administration de l'Électeur : un gouvernement provisoire de dix membres est constitué. Forster en fait partie comme vice-président de l'Administration générale. A la vérité, la population regarde assez passivement se dérouler les événements. Elle n'envisage guère le nouveau gouvernement que sous la forme d'une

(1) Cette Société fut dissoute, le 16 mars 1793, par Merlin de Thionville et Simon. Ils la remplacèrent par une *Société des Allemands libres*, dont Forster fut le président et l'animateur.

(2) A. Chuquet, *Études d'histoire*, 1re série. *Le révolutionnaire Forster*, p. 183.

République autonome qui assurerait le maintien de ses traditions et de ses habitudes, et, en outre, le bénéfice de la liberté annoncée. Forster s'indigne de cette passivité.

Pour hâter l'évolution de ses compatriotes et l'éveil de leurs sentiments politiques, il ne cessait de stimuler le zèle des administrateurs français. Sur ses instances, un département des Bouches-du-Mein fut créé. Des commissaires furent désignés pour parcourir le pays et solliciter l'adhésion des habitants à une déclaration par laquelle ceux-ci affirmaient leur volonté de se soumettre aux lois françaises et d'envoyer une députation à la Convention nationale, pour lui présenter leurs vœux et obtenir d'elle des commissaires qui viendraient donner au peuple rhénan un statut inspiré de la Constitution française.

De fait, les habitants ne montrèrent guère d'empressement à désigner leurs députés. Les corporations de Mayence, en particulier, firent preuve d'une tiédeur qui révolta Forster.

Le décret du 15 décembre 1792 interrompit cette consultation. La Convention réclamait ce jour-là, sur le rapport de Cambon, l'annexion des territoires occupés. Il s'agissait surtout, grâce à des extensions territoriales, de faire face au déficit, en gageant de nouvelles émissions d'assignats sur les biens publics et privilégiés qui tombaient ainsi sous le coup des lois de confiscation. Répercussion imprévue de l'inflation et des difficultés monétaires sur le régime de l'occupation, dont nous devions, un siècle plus tard, connaître à notre tour les conséquences singulières. Il est vrai qu'une partie de la population rhénane allait trouver des avantages particuliers au système des biens nationaux et à la suppression des privilèges ecclésiastiques qui subvenaient au train coûteux des princes-électeurs.

Les commissaires nationaux Simon et Grégoire (de Thionville) organisent promptement les élections de la « Convention rhéno-germanique ». Les Allemands, âgés de vingt et un ans, et domiciliés depuis douze mois dans le pays s'étendant entre Landau et Bingen, sont convoqués, à cet effet, le dimanche 24 février, après la messe. Chaque commune élira un député et, en outre, une municipalité. Spire et Landau auront deux députés, Mayence en aura six.

Forster va se multiplier au cours de cette campagne électorale. Déjà, le Club mayençais avait retenti de ses exhortations. « Les Français, disait-il, sont les vainqueurs de leurs tyrans;

ils se jettent dans nos bras comme des frères ; ils nous protègent ; ils veulent partager avec nous la liberté qu'ils ont si chèrement achetée ; grâce aux Français, les Mayençais ne sont plus les serviteurs maltraités, opprimés, silencieux d'un prêtre, ce sont des citoyens libres, de hardis amis de l'égalité... » Éloquence bien nécessaire pour secouer la nonchalance naturelle de ses compatriotes... Grégoire étant tombé malade, le ministre des Affaires étrangères, Le Brun, désigna Forster pour lui succéder. Celui-ci se récusa, car il comptait bien siéger dans la future Convention rhénane. Il n'en fut pas moins pour Simon un collaborateur de tous les instants, et il n'est pas exagéré de dire que les élections furent vraiment son œuvre.

Malgré ses efforts, ses harangues et une pression énergique, 300 électeurs seulement, sur douze mille, se rendirent aux urnes dans Mayence ; soixante voix à peine désignèrent Forster pour représenter la ville à la Convention rhéno-germanique.

On conçoit aisément que la population rhénane ait été, alors, peu préparée à prendre conscience de ses destinées politiques. Une carte historique de la répartition de la souveraineté politique sur la rive gauche du Rhin, à la veille de l'entrée des armées révolutionnaires, offre l'aspect d'un plan parcellaire dans un pays de petite propriété. La religion même était distribuée et changeait selon que telle province, ville ou village venait à échoir à une maison princière de confession catholique ou protestante. Aujourd'hui encore, on est surpris de rencontrer, dans les provinces en majorité catholiques de la Prusse rhénane, des enclaves entièrement protestantes, — ou, dans certaines régions en majorité protestantes du Palatinat, des agglomérations exclusivement catholiques.

Quelles qu'aient été les limites de son succès, l'activité de Forster n'en fut pas refroidie, et il poursuivit sa propagande avec une égale ferveur. Dès le 21 mars 1793, il adjurait la Convention rhénane d'offrir à la France le nouvel État : « Conservez dans le pays vos champions, vos libérateurs... Prononcez cette grande et décisive parole : Les Allemands libres et les Français libres sont désormais un peuple inséparable (1). » Cet appel emporte le vote, et la Convention décrète aussitôt, par acclamation, la réunion à la République française.

(1) Arthur Chuquet, *op. cit.*, p. 223.

Elle envoie à Paris une députation présidée par Forster, à l'effet de présenter leur demande, signée de 90 députés, à la Convention nationale. La députation rhénane est reçue le 30 mars, à la Convention, qui décrète d'enthousiasme la réunion de Mayence à la France.

Mais, le 23 juillet 1793, nos troupes devaient abandonner Mayence, où elles ne reviendront qu'après plus de quatre ans.

Dès 1794, cependant, nos armées reprenaient l'offensive. Jourdan, après avoir battu Clerfayt, le 2 octobre 1794, à Aldenhoven, et s'être emparé de Juliers, se portait en trois colonnes sur Cologne, sur Bonn et sur Coblence. Marceau occupait Coblence. A la fin de l'année, nos troupes bordaient le Rhin sur la plus grande partie de son cours, Mayence exceptée. Le 5 avril 1795, par le traité de Bâle, la France était autorisée à demeurer dans les territoires occupés de la rive gauche du Rhin.

Pendant toute cette période troublée, nos troupes sont bien accueillies par la population rhénane. Elles récoltent ainsi le fruit d'une longue politique de protection. Par ailleurs, les généreux principes de la Révolution soulèvent l'enthousiasme. Dans les cantonnements, dans les villes, les femmes, les filles s'empressent à raccommoder les haillons des sans-culottes. Au hasard des flux et reflux de nos troupes, des intrigues se nouent, des mariages se célèbrent. D'après un mémorialiste coblençais, « tous ces farouches républicains étaient assoiffés de mariage ». Il ajoute que « dans la seule année 1796, cent trente-huit officiers ou fonctionnaires militaires français convolèrent en justes noces avec des jeunes filles de Coblence ou des environs immédiats de la ville (1) ». Deux d'entre elles devinrent maréchales de France : Maison épousa l'une des filles du conseiller de finances Weygolds, de Simmern; Mortier, commandant alors le 23e régiment de cavalerie, la fille du maître de poste Himmes. Il s'en fallut de peu qu'une troisième, la jolie mademoiselle Pottgeisser, ne devînt reine. Bernadotte, en effet, fréquentait assidûment chez M. Pottgeisser, banquier, qui se disait trop bon Allemand pour consentir à une alliance française, sans cependant négliger les profits que lui assurait la trésorerie de l'occupation.

(1) Cf. De Pardiellan, *Nos Ancêtres sur le Rhin* (Flammarion).

Bernadotte n'était, paraît-il, ni élégant, ni de caractère joyeux. C'était, dit un contemporain, M. le juge Tippel, « un voisin de table fort ennuyeux. Pendant toute la durée des repas, sa conversation roulait uniquement sur l'avancement. » De fait, Mlle Pottgeisser paraît avoir éconduit Bernadotte. « Vous me mandez, écrit-il à un ami, que je vais épouser Mlle Pottgeisser. Il n'en est rien, malheureusement; je suis vieux, je suis laid, et Mlle Pottgeisser est jeune et de toute beauté dame et reine. » Elle ne devait connaître que cette fragile et charmante majesté. Elle en fit don, nonobstant l'opposition paternelle, au commissaire des guerres Bougleux, qui l'enleva galamment au sortir du bal, et fit bénir leur union, sur l'heure, en l'église des Capucins de Coblence.

HOCHE, PACIFICATEUR DU RHIN

Les idylles et les fêtes n'étaient pas toute la vie des pays nouvellement conquis. La paix apportait d'autres soucis. Il fallait organiser, administrer, gouverner.

En Rhénanie, Eickemeyer et Gœrres avaient pris la place de Forster, mort en 1794 à Paris, après la prise de Mayence par les Prussiens. Gœrres, profondément dévoué à l'idée de l'autonomie rhénane et à la France, s'élève courageusement, comme avait fait Forster, contre les excès des réquisitions militaires et la situation parfois pénible des populations qui, depuis la fuite des Princes-Électeurs, ne trouvent pas toujours auprès des commissaires, — envoyés au hasard des événements, — une administration ordonnée et juste. Il en résulte une inquiétante fermentation des esprits.

Le Directoire fait alors appel au pacificateur de la Vendée. Le 24 février 1797, le général Hoche est nommé commandant en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, et reçoit mandat d'administrer les « pays d'entre Meuse et Rhin et d'entre Rhin et Moselle ». Le jeune héros, qui, dans sa passion sublime pour la patrie et pour la République, avait su encourir la disgrâce, la prison et risqué l'échafaud, ne va pas hésiter à signaler les erreurs commises. Dans les heures d'angoisse, au seuil de la mort, n'avait-il pas écrit à sa délicieuse jeune femme : « J'ai toujours pensé que le plus terrible, c'est d'avoir à rendre compte à l'Être suprême du sang humain qu'on aurait répandu

sans nécessité. Et, je dois le dire, cela, mais cela seul m'a toujours fait trembler (1). » Et les mêmes principes qui avaient inspiré son action en Vendée vont commander son attitude dans les territoires conquis. Même tolérance vis-à-vis des populations : « Il est de la morale et de la politique d'accorder la liberté de conscience à tout être pensant. »

Sa politique dans les pays rhénans, il l'a résumée dans une page fameuse : « N'est-il pas à craindre, écrit-il au Directoire, le 14 pluviôse, an V, que les Commissaires, dont les mœurs, les goûts et les usages ne peuvent être les mêmes que ceux des habitants des bords du Rhin, ne dégoûtent ces derniers de la Révolution française et du Gouvernement républicain? Ne serait-il pas plus convenable et utile de rendre aux habitants des pays occupés par l'armée de Sambre-et-Meuse leurs administrateurs naturels, les baillis, et aux biens ecclésiastiques leurs chapitres. L'économie semble réclamer cette mesure, que la politique ne désavoue pas. Qui assurera qu'elle n'attirera pas à la République les cœurs aliénés par les brusqueries et les fautes des administrateurs français?... L'expérience doit nous avoir corrigés de notre manie de municipaliser l'Europe, et, en supposant que la paix nous laisse strictement la rive gauche du Rhin pour limite, je doute qu'on doive établir dans le Palatinat, le Hünsruck, l'Archevêché de Trèves, le Duché de Berg, etc., le régime constitutionnel. On ne devient pas républicain en un jour; et ceux qui achètent la liberté aussi cher l'aiment rarement (2)... »

En conséquence, Hoche supprime les administrations françaises, rétablit les administrateurs du pays, mais les fait contrôler par une Commission intermédiaire, composée de cinq membres français, qu'il institue à Bonn. Les magistrats municipaux reprennent leurs fonctions. L'Université de Bonn est rouverte. Hoche a le courage, lui qui fut arrêté comme suspect, de faire appel au clergé, dont il sait l'influence dans ce pays. Il a compris que, sous des formes nouvelles, adaptées aux temps nouveaux, c'est la politique de la France qui doit continuer.

Ses explications ont convaincu le Directoire, tout au moins Barthélemy et Carnot. L'idée d'une République cis-rhénane, avec laquelle le Gouvernement français, excluant toute idée

(1) Lettre publiée par A. Aulard, dans la *Revue de Paris* du 1er juillet 1919.
(2) Mathilde Alanic, *le Mariage de Hoche* (Perrin, 1928), p. 66.

d'annexion, entretiendrait des rapports d'amitié, prend corps. Le 13 avril 1797, le Directoire écrit à Hoche : « Les Rhénans ne paraissent pas susceptibles de devenir, en ce moment, citoyens français par la réunion de leur territoire à celui de la République. Ils seraient plutôt propres à former une République séparée, et c'est sous ce point de vue qu'il est utile de les faire aspirer à un nouvel ordre de choses. » L'idée fait rapidement son chemin. Gœrres, au club de Coblence, et dans son journal, *la Feuille rouge*, mène une campagne ardente en faveur d'une république cis-rhénane.

Brusquement, tout s'effondre...

Le coup d'État du 18 fructidor chasse du Directoire Barthélemy et Carnot, dont l'intelligent concours était acquis à la politique de Hoche. Merlin de Douai, un des nouveaux directeurs, préconise, au contraire, l'annexion sans réserve et sans consultation préalable des territoires conquis. Hoche a mesuré les conséquences de cette attitude nouvelle ; mais l'obstacle imprévu ne le fait pas reculer, et il insiste : « Bientôt, si vous voulez, écrit-il au Directoire, le 27 fructidor, de Landau à Dusseldorf, paraîtra, entre nos frontières constitutionnelles et le Rhin, une République amie des Français. » Il était trop tard. Six jours après, la mort atteignait du même coup le général Hoche, et l'œuvre qu'il avait entreprise.

La fin du jeune héros, soudain terrassé à Wetzlar, le 19 septembre 1797, par une maladie mystérieuse, eut, sur toute la rive gauche du Rhin, un retentissement profond. Ses obsèques devaient donner lieu à une imposante manifestation de respect chevaleresque. De Wetzlar à Coblence, un long cortège funèbre se déroule. L'armée républicaine tout entière a voulu rendre au jeune chef enlevé à son amour les suprêmes honneurs. Hussards de la République, guides, grenadiers et voltigeurs sont sous les armes. Les roulements sourds des tambours accompagnent les salves de l'artillerie française en batterie sur les rives du Rhin. Lefebvre, Championnet, Grenier suivent la dépouille mortelle du héros. Auprès d'eux, le bourgmestre de Coblence et le corps municipal ; enfin, Gœrres, le patriote rhénan (auquel Coblence, récemment, élevait une statue), entouré des cis-rhénans en uniforme vert, pleure celui dont il fut l'ami fidèle.

Bientôt le cortège parvient au pied de la haute forteresse

d'Ehrenbreitstein tenue par l'ennemi. Alors, les troupes impériales prennent les armes et couvrent les glacis. Les batteries autrichiennes tonnent à leur tour, répondant aux nôtres. Le général gouverneur, entouré de son état-major, se porte aux avant-postes, et le corps du héros de la République défile devant la haie des grenadiers autrichiens à la haute mitre impériale, déployée face aux troupes républicaines.

A peine franchi le funèbre seuil, Hoche entre dans l'immortalité. Ses vertus civiques et sa gloire militaire, la générosité de son cœur, sa magnanimité, non moins que sa noble stature, la beauté de ses traits et son enthousiaste jeunesse ont forcé la sympathie des hommes qu'il a commandés comme de ceux qu'il a combattus, attiré l'admiration attendrie des femmes qui l'ont approché, alors même que, comme au temps cruel de la Vendée, elles avaient à surmonter les aristocratiques préjugés de la faction adverse.

La mort de Hoche est une date décisive dans l'histoire des pays rhénans. Elle a frappé irrémédiablement l'œuvre qu'il avait commencée et que menaçait déjà le vent nouveau qui soufflait de Paris. Dès lors, en effet, va se poursuivre l'annexion pure et simple des territoires de la rive gauche du Rhin. Augereau va recevoir du Directoire « des instructions sur la direction qu'il doit donner au genre de républicanisme qui se développe dans cette région, qui, trop faible pour constituer une République, ne peut jouir paisiblement de l'indépendance qu'en se réunissant à la France ».

DIFFICULTÉS ADMINISTRATIVES

Il convient d'examiner sommairement ce que fut, au cours de cette période de dix années, qui va de 1792 à 1802, date de l'assimilation complète au régime administratif français, l'Administration des territoires occupés. Celle-ci n'alla pas sans heurts, incertitudes ni hésitations, dus à des causes multiples. L'étude des archives rhénanes éclaire l'histoire de cette période complexe.

Nos ancêtres n'ont pas échappé à cette difficulté, bien connue de ceux qui sont spécialisés dans l'Administration des territoires conquis ou occupés militairement en Europe ou aux Colonies, et qui consiste, d'une part, à ajuster, dans la zone

de l'avant des armées, en période d'opérations, les organes d'administration civile aux diverses zones assignées aux armées (le commandement ne pouvant se séparer du pouvoir administratif), et, d'autre part, dans la zone des arrières, en période de stabilisation, à faire coïncider, autant que possible, l'administration militaire avec les circonscriptions administratives locales préexistantes, sans nuire aux exigences militaires, ni à la sécurité des troupes. De fait, l'examen des archives de l'époque révèle d'extraordinaires et regrettables variations dans les systèmes adoptés pour l'organisation administrative des régions occupées par les armées révolutionnaires.

Trop souvent, l'administration civile se réduit à une pure administration fiscale, ce qui s'explique par le double souci d'assurer le ravitaillement des armées sur le pays, et de régler le statut des biens nationalisés, gage des successives et difficiles réformes monétaires de l'époque... Par ailleurs, les conflits d'autorité, les rivalités d'influence, de factions et de personnes sont fréquents entre l'élément civil et l'élément militaire. Les uns et les autres, surtout les premiers, en appellent aux comités de Paris, où la suspicion est facilement acceptée et prompte à agir. Les villes rhénanes, Cologne, Coblence, Mayence, qui ont d'ailleurs rapidement compris l'usage qu'on en peut faire, entretiennent des députations à Paris. Aussi, les administrateurs et les commissaires se succèdent-ils en Rhénanie plus fréquemment encore que les systèmes et les plans d'occupation...

A mesure que les exigences de la guerre se font moins immédiates dans les pays occupés, le gouvernement central institue, de façon assez empirique, semble-t-il, différents organismes civils qui se juxtaposent, se superposent parfois, et, souvent aussi, se heurtent aux administrations militaires. Dans l'espace de trois mois (14 novembre 1794 — 27 janvier 1795), le régime des territoires d'entre Meuse-et-Rhin n'a pas été modifié ou bouleversé moins de trois fois.

Cette instabilité révèle, en même temps qu'un laborieux effort d'adaptation, l'absence fâcheuse d'un plan d'ensemble. Roberjot écrira plus tard à Carnot : « L'organisation de ce pays, quant à la partie administrative, n'a jamais été achevée; les succès progressifs de nos armées, les réclamations des quelques communes ou magistrats de quelques villes, portées dans le

temps au Comité de gouvernement, ont retardé l'exécution d'un plan général uniforme qui devait, par son ensemble et sa simplicité, faciliter les opérations des administrateurs et le service de nos armées (1). »

Les conséquences de cet état de choses sont signalées au Directoire dès le début de son existence, en particulier par Joubert, commissaire à l'armée de Sambre-et-Meuse. Il se plaint du personnel français « souvent pris au hasard et qui ne connaît pas le pays », et aussi du personnel allemand, composé trop souvent de gens sans autorité et sans crédit.

Le Directoire, par arrêté du 3 février 1796, a créé une commission administrative de trois membres français, sous la présidence de Joubert. Mais, dès le 17 mai 1796, les députés rhénans, appuyés par Roberjot, obtiennent que cette organisation, qui commençait à peine à fonctionner, soit déjà jetée à bas. La rive gauche du Rhin est alors divisée en deux circonscriptions, — les pays d'entre Meuse-et-Rhin et les pays d'entre Moselle-et-Rhin, — chacune ayant à sa tête un directeur général, avec résidence à Aix pour la première, et à Coblence pour la seconde.

Les difficultés ne se trouvèrent pas aplanies, au contraire. Bella, qui était directeur général à Aix, dut se rendre lui-même à Paris pour faire trancher en sa faveur un différend qui l'opposait au général commandant l'armée de Rhin-et-Moselle. Mais le régime des directions générales ne connut, lui aussi, qu'une vie éphémère. Il fut supprimé, le 24 février 1797, moins d'un an après son institution. Tous les arrêtés antérieurs furent rapportés, et le général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse fut chargé « d'établir les fonctionnaires publics nécessaires pour maintenir la sûreté des personnes et des propriétés, et former le régime administratif de la contrée ».

Hoche commandait depuis un mois l'armée de Sambre-et-Meuse. Il commença, on l'a vu, par suspendre, puis supprima définitivement l'administration française antérieure, et créa une *Commission intermédiaire* ou mixte, composée de cinq membres, en résidence à Bonn, et dont le président fut l'ancien colonel Shée, qui devait être plus tard préfet du Bas-Rhin. Il divisa l'ensemble des pays conquis en six districts ; à la tête, il plaça une administration spécialement chargée des contribu-

(1) Archives nationales, A. F. III, pl. 1554.

tions. Il rétablit, en outre, les anciennes « régences », telles qu'elles existaient lors de l'entrée des Français.

On a vu également quelles furent les directions générales de sa politique. Le gouvernement de Paris n'était pas favorable à cette orientation libérale. Par une lettre, du 16 septembre 1797, — Hoche mourut trop tôt pour la recevoir, — le Directoire manifesta au jeune chef « que l'idée d'une république cis-rhénane n'avait pu être suggérée que par les amis de l'Autriche et des anciens souverains du pays pour priver la France des ressources qu'elle pouvait tirer de ce pays », puis, par arrêté du 5 octobre 1797, supprima la Commission intermédiaire. Celle-ci, transformée par Augereau en régie nationale de la République française, continua cependant d'administrer le pays jusqu'à l'arrivée de Rudler, nommé par le Directoire commissaire général, avec mission d'introduire purement et simplement l'administration française et la division en départements dans les pays conquis.

De Mayence, où il s'établit dès que cette ville eut été reprise, Rudler, le 23 janvier 1797, divisa le pays en quatre départements : Roer, Rhin-et-Moselle, Mont-Tonnerre et Sarre.

En l'espace d'une année, cinq hommes se succédèrent au poste de commissaire général : Marquis après le départ de Rudler, puis Lakanal, Dubois, Dubais, qui n'eut même pas le temps de prendre ses fonctions, et, enfin, Shée, l'ancien président de la Commission intermédiaire, qui cumula ces nouvelles fonctions avec celles de préfet du Mont-Tonnerre à Mayence. Shée fut bientôt remplacé par Jollivet, auquel Jean Bon Saint-André succéda, le 29 frimaire, an X.

Le premier soin de Rudler, dès qu'il eut pris en mains l'administration des territoires conquis, fut d'organiser une vaste consultation populaire qui devait permettre au gouvernement républicain, lors de la paix définitive, de fixer le sort des populations rhénanes dans le sens voulu par elles. Le vote se fit, tantôt par têtes, le plus souvent par feux, c'est-à-dire par chefs de famille. « Presque tous signèrent et optèrent pour la nationalité française (1). » Rudler put ainsi transmettre au Directoire (an VI et an VII), plus de 700 demandes de réunions de cantons ou de communes. Le détail de ces opérations

(1) Ernest Babelon, *le Rhin dans l'histoire*, page 364.

forme aux Archives nationales des dossiers considérables.

La majorité fut particulièrement imposante dans la plaine du Palatinat et dans les environs de Mayence, surtout dans le voisinage de la frontière française d'Alsace et dans les cantons de la vallée du Rhin, entre Landau et Bingen, — réunis à la France en 1793. Pour la seule ville de Mayence, dont la population ne dépassait pas 22000 habitants en 1797, la pétition reçut 4000 signatures, soit la presque unanimité, si l'on compte cinq ou six personnes par feu.

L'empressement fut légèrement moins grand au delà des montagnes du Hardt, surtout dans la plaine (région de Pirmasens et de Deux-Ponts). Les opinions furent partagées dans les régions de la Sarre et de la Moselle. En revanche, la vallée supérieure du Rhin, avec Cologne et Crefeld, demanda, elle aussi, d'être incorporée à la France.

Malgré le vœu des populations, aussi clairement exprimé, le statut provisoire devait se prolonger plusieurs années encore, et ce n'est qu'au traité de Lunéville (9 février 1801) que la rive gauche du Rhin sera définitivement réunie à la France. La loi du 19 ventôse, an IX, ratifiant le traité de Lunéville, déclara que les quatre départements faisaient partie intégrante du territoire français. L'assimilation complète ne fut, toutefois, réalisée que par l'arrêté consulaire du 11 messidor an X, — 30 juin 1802, — qui décida qu'à compter du 11 vendémiaire, an XI, toutes les lois françaises devaient être appliquées dans les quatre départements. Le commissaire général cessa ses fonctions, et ne fut plus, dès lors, que préfet du Mont-Tonnerre.

Ce n'est donc que dix ans seulement après le commencement de la conquête que les populations rhénanes se virent donner un statut définitif, uniforme et stable. Pendant cette longue période, elles avaient suivi les fortunes diverses des systèmes et des hommes. Ces variations mêmes permettent de mesurer les difficultés devant lesquelles, après l'effondrement du régime féodal et ecclésiastique, se sont trouvées les administrations républicaines. Sans doute, les archives révèlent des abus déplorables, des hésitations trop nombreuses, des choix malencontreux; mais l'histoire impartiale qui en dégage les causes fait ressortir, en même temps, un immense et généreux effort pour la libération et le bien-être des populations rhénanes, traitées, non en adversaires de nos armes, mais avec le constant souci

de ménager leurs légitimes intérêts, d'alléger les charges de la guerre et de l'occupation et, conformément aux longues traditions du passé et des politiques antérieures, de constituer une couverture pacifique sur les frontières de la France, dans l'intérêt de la paix européenne.

Incorporés dans la France, une et indivisible, les patriotes rhénans virent s'évanouir tous leurs espoirs et projets d'autonomie. Jean Bon Saint-André, à Mayence, se montra très peu favorable à l'activité des anciens membres du club des « Amis du peuple » : « Il existe dans ces contrées, écrit-il de Mayence au citoyen Devilliers, chef de la police administrative, le 6 prairial an X, une classe d'hommes qui, dès la première invasion de l'armée française, a conçu l'idée d'une République séparée, indépendante, sous la dénomination de République cis-rhénane. Ce parti, qui existera longtemps, malgré l'absurdité de ses vues et l'impuissance de ses moyens, a pour maxime principale de dénigrer tous les fonctionnaires envoyés de l'intérieur, de les accabler de dégoûts, de les abreuver de calomnies. »

Déjà, à Coblence, nos généraux, prévenus par les honnêtes bourgeois de la ville, devenus leurs beaux-pères, contre les agissements peu scrupuleux de certains éléments turbulents se disant jacobins, n'avaient pas mieux accueilli les précédentes tentatives de ceux qui, au nom de la liberté, avaient prétendu s'emparer des charges municipales.

Dès l'avènement du régime dictatorial en France, Gœrres avait perdu tout espoir et toute illusion. Le promoteur de la république cis-rhénane s'était rendu à Paris en 1800, pour saisir le gouvernement de ses projets et lui exposer la situation de la population rhénane. Il y arriva peu après le 18 brumaire, vit le Premier Consul : il rentra à Coblence, convaincu que le grand principe de liberté qui inspirait son ardent patriotisme était désormais abandonné. Alors, et non sans courage, il va se retourner contre la domination napoléonienne. Son *Mercure Rhénan* soulèvera contre nous, en 1813, l'opinion allemande. Il est vrai qu'après la défaite de nos armes et l'établissement de la Prusse sur le Rhin, Gœrres, fidèle à ses convictions rhénanes, connaîtra la persécution et la tyrannie de l'administration prussienne. Il s'exilera à Strasbourg, où, du moins, il aura trouvé le suprême asile de la France.

LES PRÉFETS DE L'EMPIRE

Cependant les territoires rhénans vont, pour une large part, bénéficier de l'administration impériale.

Divisés en départements, ils reçoivent, tant dans l'ordre législatif et administratif que dans l'ordre politique, la forte impulsion des préfets de l'Empire, dont certains, — tels Jean Bon Saint-André, Beugnot, Chaban, Lameth, Lezay-Marnesia, — laisseront, dans le pays, un souvenir qui n'est pas encore perdu. « Travailleur infatigable, dit Beugnot, Jean Bon Saint-André, administrateur toujours prêt, sévèrement juste, sans acception de parti, comblait les vœux du département que, d'abord, il avait effrayé. »

Mouchard de Chaban, un ancien officier de l'armée royale, préfet de Rhin-et-Moselle, avant d'être préfet de la Dyle, puis administrateur de la Toscane et, enfin, intendant des villes hanséatiques, mourut en 1814 du typhus qu'il avait contracté en visitant les hôpitaux de Hambourg. Frappé du même mal que Jean Bon Saint-André, il périt comme lui victime de son devoir. Pendant son court passage à la tête du département rhénan, il s'attacha les sympathies de la population, ainsi qu'en témoignent plusieurs mémoralistes coblençais et sa propre correspondance « ...Bons habitants de Rhin-et-Moselle, écrit-il, auxquels je dois attachement et reconnaissance... J'ai vu que mon successeur a toutes les qualités pour rendre les habitants de ce département heureux, et tu sais si je leur suis extrêmement attaché... »

Son successeur fut Alexandre de Lameth, l'ancien président de la Constituante, qui ne quittera la Préfecture de Coblence que pour celle d'Aix-la-Chapelle. « C'était, écrit un chroniqueur, un homme actif et énergique, beau parleur, avec de grands airs...; il déployait le luxe, les belles manières, l'amabilité, la générosité d'un grand seigneur... des talents administratifs de tout premier ordre. Il savait diriger de haut les affaires de son département, par conséquent, sans tomber dans les défauts du gratte-papier. Comme il faisait toujours grandement les choses, on raconte que, pendant son séjour dans nos deux départements du Rhin, il dut appeler plusieurs fois à son aide la cassette impériale. »

Le baron Adrien de Lezay-Marnesia, qui finira sa carrière comme préfet du Bas-Rhin, à Strasbourg, où il a sa statue, demeura quatre ans à la tête du département de Rhin-et-Moselle; son activité féconde y a laissé des traces durables. « A peine installé dans ses fonctions, écrit un Coblençais anonyme, M. de Lezay-Marnesia s'efforça de connaître, le plus vite possible, les hommes et les choses dont il assumait la charge... Parmi les institutions dont il fut le créateur, il faut noter l'école normale destinée à former les jeunes maîtres d'école... l'école des sages-femmes et un système de police médicale... Ce fut lui qui introduisit les différentes espèces de moutons à laine fine. Il avait la passion des routes bien entretenues, et nous en avons bénéficié, car, dans aucune autre région, l'on ne voit de réseau de communications aussi bon et aussi dense qu'ici... Le 1er mars 1810, où il partit pour recevoir sa nouvelle désignation, fut pour le département du Rhin-et-Moselle un jour de deuil et de pénitence. »

La valeur de tels témoignages est d'autant plus grande que la tâche pacificatrice des administrateurs n'était pas facilitée par les exigences croissantes du gouvernement central. Les populations devaient, en effet, alimenter le budget impérial et supporter les charges de la conscription qui allaient s'aggraver avec le développement des campagnes napoléoniennes. Beugnot raconte, que, chargé par des instructions pressantes de l'Empereur, de former sans délai, dans le Grand-Duché de Berg, deux nouveaux régiments de chasseurs pour la guerre d'Espagne, il rencontra de sérieuses difficultés à les recruter et à les équiper. Il avait cru devoir, pour cet objet, effectuer d'office quelques prélèvements sur les fonds du Trésor. Napoléon, arrivant inopinément à Dusseldorf, lui infligea, au cours d'une scène terrible, les blâmes les plus violents pour avoir disposé, sans son ordre, des deniers publics, exigeant à la fois de ses préfets, sans trop se soucier de logique, l'initiative, les résultats et l'observation des règlements.

Mais, en contre-partie des lourdes charges qui pesaient sur elle, la Rhénanie bénéficia largement de l'administration et de la législation impériales. Le Code civil continuera de régir, pendant plus d'un siècle, ces populations qui naissaient à la vie publique, dont elles n'avaient guère pu prendre conscience sous le régime de la féodalité électorale.

Est-ce-à dire que les populations des départements de la rive gauche du Rhin pouvaient dès lors être considérées comme complètement assimilées? Certains passages des rapports des préfets impériaux permettent d'en douter : « on aimerait mieux, surtout dans les villes, redevenir ce qu'on était autrefois », écrit, dès 1809, Ladoucette, préfet de la Roer, au ministère de la Marine. Et Doazan, préfet de Moselle, signale en 1811 au ministre de l'Intérieur que « Bonn renferme peu de partisans du système français, et surtout peu d'amis de Sa Majesté ». Beugnot lui-même raconte que, lors de l'entrée des Alliés en France, les troupes rhénanes se sont jointes rapidement à l'armée d'invasion.

Peut-être, d'ailleurs, ces faits peuvent-ils être interprétés, et s'expliquent-ils naturellement par la désaffection générale que les charges de la guerre, puis les désastres de Russie suscitèrent dans l'Empire à l'encontre du régime.

Alors qu'il traversait l'Allemagne dans le traîneau de l'Empereur qui, au retour de Russie, brûlait les étapes de la route de Paris, Caulaincourt se fit l'interprète des craintes que faisait naître la politique de perpétuelle extension de la puissance impériale. Ce que désirait la France, c'était la paix et la consolidation de ses frontières. Or la sécurité de la France était-elle vraiment assurée par la constitution de ces nouveaux royaumes distribués à la famille de l'Empereur. « Ces nations diverses, ajouta Caulaincourt, ne pourraient faire des Français, et les habitants du Rhin avaient déjà assez de peine à se convaincre qu'ils l'étaient... L'Empereur convint avec une entière franchise de la justesse de mes observations (1). »

Instruite par cette expérience, la France ne pouvait évidemment songer, — un siècle plus tard et dans des conditions encore moins favorables, — à pratiquer sur le Rhin la politique d'annexion qu'on lui a indûment imputée.

LES TRAITÉS DE 1815. — LA PRUSSE SUR LE RHIN

L'effondrement du régime impérial laissa découvertes les frontières françaises. La retraite de 1813 emporta à la fois nos administrateurs et nos armées.

Le 4 mai 1814, le général Morand, bloqué dans Mayence,

(1) Voir la *Revue* du 1er juillet 1928.

éprouvée par une épidémie de typhus qui épouvanta l'Europe, fauchant 2 400 civils et 21 000 soldats, évacua, devant les troupes du duc de Cobourg, la place que nous occupions depuis seize ans. Il en sortit à dix heures du matin, suivi des 12 000 soldats qui lui restaient.

Les longs marchandages qui aboutirent au traité de Vienne, les efforts de Talleyrand pour le soutien de la maison de Saxe, la volonté des alliés de nous écarter du Rhin, installaient finalement la Prusse, son administration, ses méthodes et ses garnisons dans les provinces rhénanes. Dans le souci d'écarter le souvenir même du passé, l'administration fut désormais confiée aux seuls fonctionnaires d'origine prussienne. La Prusse avait, au reste, mesuré les difficultés de la tâche d'assimilation brutale qui lui était ainsi dévolue : ses diplomates, ses généraux, réunis à Paris le 29 mai 1814, avaient nettement affirmé leur désir d'éviter à leur pays un contact direct avec la France, et, désireux de l'agrandir au détriment de la Saxe, ils proposaient l'installation en Rhénanie de la maison régnante de Saxe, solution dynastique du problème rhénan qui réapparaîtra dans le cours du siècle. Mais les alliés, par crainte de la France, écartèrent la solution d'un « État-tampon », dont Humboldt préconisait cependant les avantages pacifiques. Tandis que la province rhénane était attribuée à la Prusse, le Palatinat était restitué à la Bavière, et Mayence réunie nominalement à la Hesse. Mais elle allait demeurer, pendant de longues années, sous le régime de l'occupation militaire. Jusqu'en 1866, en effet, Mayence conservera une double garnison prussienne et autrichienne. Des incidents nombreux, parfois des conflits sanglants, mettront aux prises, pendant un demi-siècle, les habitants de Mayence et les troupes d'occupation, celles de la Prusse en particulier (1).

L'assimilation fut lente et malaisée. Le roi Guillaume en a laissé échapper l'aveu beaucoup plus tard, lorsqu'après la victoire de 1871 et l'annexion de l'Alsace-Lorraine au nouvel Empire allemand, la Prusse rencontra, avec les habitants du Rhin méridional, des difficultés analogues à celles qu'elle avait éprouvées avec ceux du Nord : « Il est bien difficile, confessait Guillaume Ier, en 1885, d'en faire des Allemands. Mais ç'a été

(1) Cf. *Revue rhénane*, mars 1924.

la même chose avec les habitants du Rhin que j'ai connus en 1839. On viendra à bout de ceux-ci comme de ceux-là (1). »

Lentement, continûment, les provinces rhénanes vont s'éloigner désormais d'un passé que les frontières diminuées de la France rendent plus lointain encore.

LA RESTAURATION ET LA POLITIQUE RHÉNANE

Est-ce à dire qu'au cours du XIX^e^ siècle, la politique et la diplomatie françaises se désintéresseront de la question rhénane? Non, certes. Le gouvernement de Louis XVIII et celui de Charles X ne cesseront, au contraire, d'affirmer la revendication territoriale de la France, qui apparaît à l'opinion française de la Restauration comme le symbole des gloires passées et comme la protestation de la Nation contre les frontières mutilées, imposées par la défaite (2).

« Sans le Rhin, écrit alors Chateaubriand, notre indépendance nationale est livrée à la merci d'une seule bataille et d'une guerre de huit jours. » Aussi, la diplomatie de Charles X, et particulièrement celle du ministère Polignac, cherche-t-elle, à la faveur de la crise causée par les affaires d'Orient et la guerre russo-turque, la circonstance opportune qui lui permettra de reprendre la négociation de la question rhénane. La solution envisagée a d'ailleurs évolué. Entre l'annexion et l'autonomie, le ministère Polignac marque ses préférences, sous la réserve du rétablissement des frontières de 1814, pour l'instauration d'une souveraineté pacifique, au profit du roi de Saxe, entre les frontières de la France et de l'Allemagne. Polignac estimait sans doute que la Prusse ne s'opposerait pas, en 1829, à une combinaison qu'elle avait elle-même suggérée en 1819. Au reste, il voyait grand et ne craignait pas, ayant l'imagination vive, d'échafauder, pour la revision de la carte de l'Europe, un plan audacieux de remaniement politique, conçu à la manière d'un mouvement préfectoral, mais avec plus de fantaisie.

Pour satisfaire la Prusse, on lui donnerait la Saxe et même la Hollande, tandis que la Bavière, dont il fallait aussi se concilier l'appui, recevrait quelques parcelles des provinces

(1) Cf. Émile Bourgeois, *Manuel de politique étrangère*, t. IV, p. 32.

(2) Voir dans la *Revue* du 1^er^ octobre 1923 : Albert Perraud, *la Question rhénane et la politique française.*

rhénanes. En échange de la couronne de Hollande, dont il se trouvait privé, le roi Guillaume d'Orange recevrait un royaume créé pour lui à Constantinople et irait s'asseoir sur le trône du Grand Turc. On s'assurerait la Russie en lui donnant la Valachie, la Moldavie et une partie de l'Asie-Mineure. L'Autriche recevrait la Serbie, la Bosnie et l'Herzégovine. L'Angleterre, aussi, recevrait tout ou partie des colonies néerlandaises, dès lors que la maison de Nassau devenait turque. La paix fut conclue trop tôt entre la Russie et la Turquie pour que ce projet, justement qualifié par M. de la Gorce de « si grandiose et si risqué » pût avoir une suite diplomatique.

Le Gouvernement de Juillet semble avoir eu souci, au contraire, de rassurer l'Europe, dès le début, sur ses intentions pacifiques, en s'efforçant de ne pas mêler la question rhénane à l'action diplomatique de la France. Louis-Philippe gardera jusqu'à la fin de son règne cette attitude prudente et réservée, bravant ainsi l'impopularité croissante à laquelle finalement il succomba. Lorsqu'en 1840, Thiers, ministre des Affaires étrangères, tentera, à la faveur de la crise européenne provoquée par les affaires d'Orient, de reprendre sur le Rhin la politique de la Révolution et de gagner ainsi les sympathies des libéraux que sa politique intérieure lui avait aliénées, le Roi, malgré l'opinion, malgré ses fils eux-mêmes, n'hésitera pas à risquer son trône pour sauver la paix. L'alerte pourtant avait été chaude et l'irritation de l'opinion allemande trouva son expression dans la chanson de Becker, *le Rhin allemand*, à laquelle répondirent les vers célèbres de Musset : « Que vos cathédrales gothiques s'y reflètent modestement... »

Les idées en faveur sur le rapprochement des peuples écartent d'ailleurs, de plus en plus, la question rhénane du domaine politique, pour la porter dans celui de l'histoire et de la philosophie humanitaires. Il est remarquable qu'au cours du XIX^e^ siècle, les maîtres de la pensée française, en même temps qu'ils dirigeaient l'opinion vers le rapprochement des peuples, ont constamment magnifié, — sans doute sous l'influence persistante de M^me^ de Staël, — la culture allemande. L'écrivain socialiste, Prudhon, fait figure d'exception lorsqu'il écrit, en 1861, ces lignes prophétiques : « La Prusse, qui ambitionne de changer son titre de royaume de Prusse en celui, plus sonore,

d'Empire germanique, la Prusse, à qui les traités de 1815 ont fait franchir le Rhin, franchirait également, sans se faire prier, la Meuse, et pousserait jusqu'à la Marne. » Aux yeux de Quinet, de Michelet, de Renan, de Taine, de Hugo lui-même, la patrie de Gœthe et de Kant ne pouvait nourrir d'hostilité à l'égard de la France... Cette illusion dure jusqu'au cruel réveil de 1870 (1). Le 15 août 1841, à l'occasion de l'inauguration, à Boulogne, de la colonne commémorative de la Grande-Armée, Victor Hugo, encore sous l'impression de son voyage sur le Rhin, chante son espoir de voir se réaliser le rapprochement de la France et de l'Allemagne :

Dieu veut la Grande France et la Grande Allemagne
Pour donner à l'Europe un centre souverain.
Bientôt, des vieux Sultans, mourra la race éteinte :
Alors Dieu, qui bénit Teutonia la reine,
Lui rendra le Danube et nous rendra le Rhin...

L'UNITÉ ALLEMANDE ET NAPOLÉON III

Mais des événements considérables vont modifier les données du problème européen. La Révolution de 1848, en même temps qu'elle affirme la volonté pacifique de la France, avec la reconnaissance de ses frontières territoriales, se traduit en Allemagne par une agitation profonde dans laquelle va prendre naissance la doctrine de l'unité allemande.

Le Parlement de Francfort tente de la réaliser en donnant la couronne à Frédéric-Guillaume de Prusse. Celui-ci la refuse. Mais Bismarck, qui arrive aux affaires, va travailler dès lors sans relâche à l'œuvre dont la haine de la France sera le ciment.

L'Allemagne put croire, comme l'Europe entière, que le coup d'État de 1851 et l'avènement de Napoléon III allaient ramener l'attention de la France sur la question rhénane. Il n'en fut rien. Bien au contraire, l'Empereur affirme, dès le début de son règne, son adhésion au principe des nationalités et son opposition à toute annexion de pays germaniques. Il veut montrer avant toutes choses que « l'Empire, c'est la paix ». Mais, aux approches de 1866, la lutte imminente entre la Prusse et l'Autriche pose de nouveau, dans des conditions tra-

(1) Cf. Jean-Marie Carré, *l'Allemagne vue par les écrivains français au XIX^e siècle* (*Revue de l'Université de Lyon*, 1928).

giques, le problème rhénan. Par un singulier retour, c'est Bismarck qui, dans ses habiles conversations de Biarritz, en prend l'initiative, soucieux de s'assurer l'appui diplomatique, si ce n'est l'aide militaire de la France, dans la lutte qui va s'engager. Les populations rhénanes elles-mêmes prévoient alors une modification prochaine de leur statut politique. L'état-major prussien retire toutes ses garnisons rhénanes. A Cologne, on refuse les billets de banque prussiens. Dans le Palatinat, un grand nombre de familles se réfugient en Alsace.

Il semble que Bismarck ait alors proposé à la France tout au moins les territoires compris entre le Rhin et la Moselle : Hesse rhénane et Bavière palatine. Le cabinet de Vienne formule des offres concomitantes. L'Empereur, indécis, balance à se prononcer. Il convoque, quelques jours avant l'ouverture des hostilités, un conseil de la Couronne. Persigny y soutient que le principe des nationalités et le souci de la souveraineté allemande nous interdisent l'annexion des provinces rhénanes, mais que celles-ci seraient appelées utilement, pour notre sécurité et la paix de l'Europe, à former, entre la Prusse et la France, un « État-tampon » dont la souveraineté pourrait être attribuée à un prince allemand. L'Autriche se montre favorable à une solution de cette nature, dans le dessein d'obtenir, en échange, la neutralité de l'Italie et la bienveillance de la France.

Mais, si la diplomatie incertaine et hésitante de Napoléon III, un moment arbitre de la situation entre l'Autriche, l'Italie et la Prusse, a bien songé à retrouver sur les rives du Rhin un boulevard qui protégeât nos frontières, elle laisse passer l'heure des négociations opportunes. Brusquement, Sadowa jette dans la balance l'épée du vainqueur. C'est en vain, désormais, que l'Empereur cherchera à reprendre des pourparlers devenus impossibles et réclamera tardivement le prix d'une neutralité devenue inutile. Un instant, il avait envisagé, sur les instances de l'Impératrice, de concentrer sur le Rhin une armée qui menacerait Berlin dont la route était libre, — les forces prussiennes étaient engagées au loin (1); — mais ce n'était qu'un projet de plus : il eut le sort des autres.

D'ailleurs, l'orage redoutable montait sur nos frontières, et, de nouveau, le régime impérial s'effondre dans la défaite. Dans

(1) Voir, dans la *Revue* du 15 mars 1928, M. Paléologue, *Entretiens de l'Impératrice Eugénie*.

la vallée du Rhin, le canon de Sadowa, puis celui de Sedan, dont le redoutable écho se prolonge en roulements successifs, annoncent tragiquement l'instauration de l'unité allemande.

1866 a vu les libertés rhénanes, qui avaient résisté à la pression de l'administration prussienne, écrasées, en même temps que les troupes hessoises et palatines étaient décimées par l'infanterie prussienne. 1871 voit s'achever l'œuvre commencée en 1848 par le parlement de Francfort. L'Empire allemand, né de la double victoire, œuvre de la puissante politique de Bismarck, semble fondre les provinces rhénanes dans l'unité nationale, et l'Allemagne tout entière soutiendra d'un seul cœur les luttes titanesques de 1914 à 1918, du moins jusqu'aux premiers craquements précurseurs de la défaite...

La guerre mondiale a, pour la deuxième fois, trempé l'unité allemande dans le sanglant creuset des batailles. Mais, cette fois, le soufle de la défaite a éteint brusquement la forge de Wotan. Une paille, une fissure se serait-elle alors glissée dans le métal? Il semble que la Rhénanie, seule en Allemagne, ait pressenti la catastrophe. Peut-être se souvient-elle de son passé, de l'histoire encore proche qui a réglé son sort, des luttes du Kulturkampf, qui ont mis aux prises son clergé et les chefs du Centre catholique rhénan avec l'administration prussienne et protestante de Berlin... Elle fait écho, dans les derniers mois de la grande guerre, aux rumeurs qui, de Vienne ou du Vatican, réclament la fin des hostilités, la recherche d'une entente, avant le désastre final...

L'ESSOR ÉCONOMIQUE DE LA RHÉNANIE

Et pourtant, depuis le terme de notre occupation, en 1814, plus d'un siècle écoulé sous l'hégémonie prussienne a transformé entièrement l'aspect politique des provinces du Rhin, tandis que l'intervention sans cesse grandissante d'un facteur nouveau, le facteur économique, modifiait plus complètement encore, si possible, l'état de choses antérieur.

Certes, le comte Beugnot chercherait, en vain, désormais, la vaste forêt presque impénétrable qui, sous son administration, encerclait Dusseldorf. Des étalons sauvages, suivis de leur troupe de cavales et de poulains indomptés, y habitaient, dit-il, en liberté, et, chaque année, pour les besoins du recrutement,

des chasses organisées refoulaient dans des galops effrénés, vers les enclos où ils tombaient vaincus, les poulains produits de l'année, à l'instar des jeunes éléphants capturés aux Indes.

A la place des arbres centenaires de ce singulier haras s'élève aujourd'hui, symbole des temps nouveaux, la forêt immense des cheminées et des hauts-fourneaux de la Ruhr et d'Essen, le royaume de l'acier et du charbon, qu'illumine le soir la flamme pourpre des forges.

Sans doute, la campagne palatine, la molle vallée de la Moselle, vivent-elles toujours de leurs beaux vignobles, dont les jeunes filles, de nouveau, ont versé à nos soldats leur « petit vin blanc ». Mais, de Spire à Ludwigshafen, d'Hochst à Oppau, le ciel est obscurci par les lourdes vapeurs des immenses usines chimiques, et si, descendant le cours du Rhin, on dépasse Coblence, il s'avère à l'évidence qu'aucune comparaison ne peut plus être retenue avec ce qu'étaient les anciens et paisibles évêchés. Cologne est devenue une formidable métropole commerciale, bancaire, industrielle. Ses 700 000 habitants, dont le nombre croît sans cesse, ont débordé la vieille ville, dans le cadre de plans directeurs savamment conçus et tenacement exécutés, sous la forte impulsion de ce grand administrateur qu'est l'oberbourgmestre Adenauer. D'immenses boulevards ceinturent la cité, ornés de jardins en leur centre. Trente grandes piscines de plein air offrent aux populations ouvrières l'attrait du sport et de la santé.

Cologne rivalise avec Dusseldorf, Essen, Duisburg, Bochum, qui, dans leur fièvre d'extension, agglomèrent respectivement 430 000, 458 000, 270 000, 220 000 habitants. Sur quelques kilomètres carrés, des cités s'élèvent, dont se rejoignent les faubourgs, Hamborn, Oberhausen, Mulheim, et qui groupent chacune plus de 100 000 habitants.

En 1926, la seule direction des chemins de fer d'Essen, avec ses 1 244 kilomètres de voies, soit 2,3 pour 100 du total des lignes de l'Allemagne, a expédié 96 millions de tonnes et en a reçu 67 millions, soit 31 pour cent et 19,6 pour cent du total des marchandises transportées sur le reste du réseau de l'Empire. La même année, le nombre des voyageurs au départ, dans le même secteur, s'élevait à 41 400 par kilomètre de ligne exploitée, soit plus du double du chiffre atteint sur le reste du réseau, nonobstant le trafic des innombrables lignes de

tramways ou d'autobus de la Ruhr. La province rhénane est liée désormais, par la finance et par l'industrie, au charbon de la Westphalie et aux banques de Berlin. Un réseau ferroviaire, d'une densité unique au monde, tisse de ses liens d'acier la trame serrée qui unit la Prusse rhénane, le bassin d'Aix-la-Chapelle et les lignites de Cologne aux usines et à la sidérurgie de la Ruhr. Dans ces conditions, dit-on, le Rhin n'est plus une frontière, mais une artère économique.

La formule est trop simple, car, sur bien des points, les intérêts de la Rhénanie demeurent, dans une mesure qui n'est plus, sans doute, celle du passé, régionalement et techniquement distincts de ceux de l'Allemagne.

... 11 novembre 1918. 11 heures. En l'honneur de l'armistice, le canon tonne sur la noble terrasse des Invalides, et les 75, de leurs sursauts saccadés, font vibrer le bronze fleurdelysé des vieilles pièces royales. La salve triomphale roule au loin, jusque dans la vallée du Rhin. Ce n'est plus le canon de Sadowa, ni celui de Sedan. Est-ce l'écho de celui de Valmy ?

L'histoire se renouvelle ; elle ne se reproduit pas.

Sur les bords du fleuve, la longue fresque des occupations et des batailles se déroule à nouveau : cortège de soldats épiques, enseignes déployées, généraux nimbés de gloire, commissaires aux armées... Mais, cette fois, nous ne sommes pas seuls à paraître sur le Rhin : à nos côtés, marchent les troupes de la Belgique et de l'Angleterre, et aussi, — est-ce un paradoxe ? — celles de la République américaine.

Singulières, ou plutôt logiques conséquences de l'histoire...

L'ombre de Vergennes, négociateur avisé de nos amitiés rhénanes, tenace artisan de l'indépendance américaine, a dû tressaillir d'un légitime orgueil lorsque, sur la haute forteresse d'Ehrenbreitstein, qui domine le confluent de la Moselle et du Rhin, s'est élevé, associé aux couleurs françaises et flottant avec elles au vent du fleuve, l'étendard étoilé de ces États-Unis d'Amérique que son génie avait appelés à la liberté !

* * *

(*A suivre.*)

PHILIPPE II A L'ESCORIAL

II [1]

L'ANIMATEUR DE L'ŒUVRE

LE CHOIX DU SITE

Où allait-on placer cette merveille? Quel site choisir qui répondît à la grandeur et à la somptuosité du futur édifice, comme à toutes les intentions du Roi? C'était la première question à résoudre, Philippe s'étant sans doute assuré au préalable du consentement et de l'acceptation des Hiéronymites, occupants éventuels du monastère.

Dès son retour en Espagne, au mois de septembre 1559, il mit à l'étude son grand projet. Il chargea une commission de chercher un emplacement convenable, un lieu qui, selon la doctrine de Vitruve, réunît à toutes les conditions requises de salubrité, d'aération et de bonne exposition, l'abondance des eaux et enfin les avantages et les agréments naturels. Cette commission, nous disent les annalistes du monastère, était composée de spécialistes, architectes et maîtres-carriers, et aussi de savants, de médecins, voire de philosophes. On ne s'imagine guère Philippe II consultant un philosophe pour bâtir son Escorial et l'on serait curieux de savoir le nom de celui qui conseilla cet emplacement et les belles raisons qu'il fit valoir en faveur de ce site farouche. Mais les annales du couvent sont muettes sur ce point.

La Commission erra, pendant un an ou deux, aux environs

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre.

de Madrid sans rien découvrir de satisfaisant. C'est que les exigences du maître étaient grandes. Quelle que fût sa hâte de réaliser une idée si chère, il ne voulait rien livrer au hasard ni avoir à se repentir, plus tard, d'une excessive précipitation. Ce qu'il désirait, c'était d'abord un lieu qui ne fût pas trop éloigné de la capitale, où l'on pût se rendre sans trop de de difficulté ni de perte de temps, un lieu frais et ventilé en été, car il avait l'intention d'y passer la saison chaude. Il y fallait aussi la solitude et le silence pour que les moines n'y fussent point troublés dans leur vie de recueillement ni dérangés par des importuns ; que lui-même y pût faire retraite, quand il était las du tumulte de la Cour. Enfin, comme dit le Père de Sigüenza, un paysage « qui élevât son âme et qui la soutînt dans ses pieuses méditations ». Ce souci du paysage, de la composition de lieu propice à l'oraison, est nettement affirmé par le Père José de Sigüenza. Et il y avait aussi une foule d'autres conditions matérielles à réunir, lesquelles étaient d'une extrême importance, de sorte qu'on ne s'étonne pas outre mesure de la lenteur du Roi à se décider...

Il paraît que les architectes eurent un instant l'idée de mettre le monastère royal à Aranjuez. C'était tout à fait déraisonnable. On ne voit pas un couvent, une maison de retraite et d'ascétisme au milieu de ces jardins voluptueux et de ces beaux ombrages tout alanguis de mollesse africaine. En revanche, le Roi faillit jeter son dévolu sur Guisando, pays perdu dans les montagnes du Guadarrama, où il y avait déjà un couvent de l'ordre de saint Jérôme. Tous les ans, pendant la semaine sainte, il s'y rendait pour faire ses dévotions. Philippe aimait beaucoup Guisando, parce que la solitude y était complète, le paysage de montagne admirable, et parce qu'il y avait là des pins magnifiques, aussi beaux, nous dit-on, que les cèdres du roi Salomon. Mais il dut y renoncer : l'accès de ce lieu escarpé était par trop difficile ; et puis enfin, c'était bien loin de Madrid !... Ajoutons aussi que le Roi et les architectes entendaient mettre en belle place un monument si grandiose et si fastueux. Pour cette future merveille il fallait un piédestal digne de sa magnificence et qu'on pût le voir de loin...

Cette dernière raison paraît avoir été déterminante. Après bien des tâtonnements et des hésitations, la Commission finit par s'arrêter à un éperon rocheux dominé par un puissant

contrefort du Guadarrama, un peu au-dessus d'un misérable village nommé l'Escorial. Il y avait eu autrefois des forges et des fonderies de fer dans les environs, d'où le nom du village : *Escorial*, la Scorie. Un ravin boisé, situé à proximité, s'appelait encore *la Herreria*, la Forge. Il parut à ces messieurs de la Commission que c'était l'endroit désigné pour le grand et superbe édifice que projetait Sa Majesté.

Premièrement, on ne pouvait rêver un plus beau piédestal pour le monument futur. Ces pentes rocheuses de l'Escorial commandent une immense plaine, d'où il serait visible de partout. Au levant et au midi, une vue splendide. Au couchant et au nord, les hautes montagnes du Guadarrama qui formeraient derrière l'édifice comme une toile de fond, un gigantesque retable derrière un maître-autel. Ensuite, toute espèce d'avantages tant pour les habitants du monastère que pour les besoins de la construction : un air salubre, des eaux excellentes, une altitude à souhait pour les stations estivales (le monastère est à mille mètres au-dessus du niveau de la mer). Le climat est sans doute quelque peu rude en hiver. Mais on est protégé par la montagne contre les terribles vents du nord, qui, nous le verrons, sont le fléau de cette contrée. Le Père de Sigüenza nous assure que le froid y est supportable, « attendu que l'eau bénite ne gêle jamais dans les bénitiers, aux portes de l'église, ni l'huile dans les jarres du cellier et que les moines, dans leurs cellules, peuvent se passer de feu : le moindre rayon de soleil est pour eux. Quand il fait beau, ils en jouissent de l'aube au crépuscule... » De plus, on trouve, en cet endroit, des matériaux abondants, de la pierre, de la chaux, du plâtre et du sable, également des bois de construction dans les pinèdes de Balsaïn, de Quexigar et de Navaluenga, qui ne sont pas très distantes de l'Escorial.

La grande affaire, pour les architectes, c'était la pierre et l'eau. Or les carrières de la Herreria fournissent une très belle pierre grise, mêlée, dit le même annaliste, « d'une honnête blancheur, et dont le grain est fort bon, avec des taches fauves et noires... principale matière de toute la construction. Cette matière qui, par elle-même, a déjà beaucoup d'éclat et de noblesse ajoute à la force et à la grandeur de l'édifice. Ces pierres sont toutes pareilles en couleur et en dureté, de sorte que toutes les parties de la bâtisse sont également résistantes.

Et elles conservent une telle conformité que toute cette grande fabrique semble faite d'une seule pièce et avoir été taillée dans le roc... » On le voit par ces quelques lignes, c'est presque sur le mode lyrique que les moines célèbrent les murs de leur couvent. Ils vantent les commodités naturelles du lieu, ses ressources, ses richesses agricoles et forestières, la beauté et les agréments du paysage. Ne nous en étonnons point : ces hommes sont accoutumés à vivre en pleine nature. Ils en jouissent et ils l'aiment. Les pages de leurs annales sont tout imprégnées de bonnes odeurs rustiques. Les effluves du pressoir et de la grange s'y mêlent constamment aux fumées des cierges et des encensoirs. Ils trouvent des accents presque virgiliens pour parler des sources qui alimentent l'Escorial.

Ces sources descendent de la montagne, à travers les pinèdes, les bruyères et les lavandes. Elles sont d'une fraîcheur exquise : telle la fontaine de Blasco Sancho, « qui ne tarit jamais même au plus fort de l'été, nous dit le Père Juan de San Geronimo, — alors que, partout ailleurs, fontaines et cours d'eaux sont à sec... » Et, à la louange de la bonne source, il conte cette charmante anecdote : « Elle était si utile et si avantageuse non seulement aux gens de l'Escorial, mais à tous ceux du pays, à cause des commodités qu'ils y trouvaient pour leurs troupeaux, qu'un berger voyant, d'une colline prochaine, la foule de ceux qui venaient la visiter et qui profitaient d'elle au détriment des habitants de la région, désolé surtout de la voir aux mains d'étrangers, commença à pousser de grands soupirs et à se lamenter : « O fontaine de Blasco Sancho ! Fontaine de Blasco Sancho ! Celui qui t'a vue autrefois, comment te voit-il aujourd'hui ! Tu étais le rendez-vous de nos troupeaux. Et aujourd'hui je ne sais ce qu'ils vont faire de toi. Hélas ! telle que je te vois, nous ne jouirons jamais plus de toi... » Ce berger, c'est le génie du lieu qui proteste contre l'envahissement de ces solitudes par les ouvriers du Roi et contre la profanation des sources.

Il y en avait une autre, non loin de celle-là, qui, paraît-il, était encore meilleure : « On l'appelait Mort-des-Fontaines, *Matalasfuentes* (sans doute parce qu'elle éclipsait toutes les autres). Elle se trouvait au couchant, sur le chemin de Robledo et de Las Navas, à une portée d'arbalète de la fon-

taine de Blasco. Les gens du pays la tiennent pour la plus excellente et l'apprécient plus que celle de Blasco Sancho, parce que son eau est plus délicate et plus saine : de sorte que les bergers, qui menaient par là leurs troupeaux, passaient devant la fontaine de Sancho sans y boire et se réservaient pour celle de Matalasfuentes, qu'on appelle aujourd'hui Source de la Reine... » Et il y en avait encore d'autres, notamment la Fontaine des Lampes, sous les ombrages de la Herreria.

Toutes étaient chères au cœur des moines. De temps en temps, ils allaient leur rendre visite. Ils s'asseyaient dans l'herbe, auprès de la source, buvaient de son eau et restaient là, jusqu'au coucher du soleil, à prendre le frais et à chanter des cantiques.

Les philosophes et les artistes, chargés par Philippe de découvrir le site le mieux approprié à ses desseins, ne pouvaient être insensibles à cette modeste poésie. Du moment que tant d'autres avantages s'y ajoutaient pour la satisfaction de l'architecte, des carriers et des entrepreneurs, il n'y avait plus à hésiter. La commission, après une minutieuse enquête, décida qu'elle allait proposer au Roi ce terre-plein de l'Escorial.

Philippe II n'était pas homme à s'en rapporter, les yeux fermés, au jugement et au goût d'autrui. Il voulut voir l'endroit par lui-même. Il y vint plusieurs fois. Il s'y arrêtait notamment chaque fois qu'il allait faire ses dévotions au monastère de Guisando. Le site lui plut : la décision royale confirma le choix de la commission. Ce fut sans doute dans la semaine de Pâques de l'année 1561, lorsque le Roi revint de Guisando, que ce choix fut définitivement ratifié.

Dans son impatience de commencer les travaux, Philippe en avisa immédiatement les moines hiéronymites. Par déférence pour ces religieux, et parce qu'ils étaient gens d'expérience en matière de bâtisse, il tenait à prendre leur avis. Ceux-ci voudraient nous faire croire que le Roi leur soumit son choix et que ce furent eux, en dernier ressort, qui adoptèrent cet emplacement de l'Escorial. Les documents prouvent qu'il n'en est rien. Le Roi leur ordonne tout simplement de venir voir « le lieu où il nous a paru que doit être élevé ledit monastère... » Après cela, les bons Pères n'ont plus qu'à s'incliner. On les consultera sur les modalités de la construction, afin de

l'adapter aux exigences de la vie monastique. On leur demandera de communiquer les plans de leurs principales maisons (car ils sont de grands bâtisseurs), afin que l'architecte s'en inspire. Mais ce sont les plans de celui-ci, revisés et approuvés par le Roi, qui prévaudront et qui devront être suivis.

Cette simple petite phrase : « le lieu où il nous a paru que *doit être élevé* ledit monastère », nous fait toucher du doigt combien était délicate la situation des moines vis-à-vis de leur tout-puissant protecteur. Je crois qu'ils se seraient bien passés de devenir « ses moines » comme ils disent eux-mêmes dans leurs mémoires et qu'ils acceptèrent sans enthousiasme le riche présent qu'il leur faisait de l'Escorial et de ses dépendances. Ils allaient tomber sous la coupe d'un véritable tyran, dont la main tatillonne se ferait sentir dans les plus petits détails de leur existence. Leurs prieurs devraient être complètement à la dévotion de ce redoutable fondateur : épreuve difficile et méritoire que de se plier aux volontés et aux caprices d'un despote qui est, en même temps, un maniaque. Plusieurs d'entre eux s'y usèrent et moururent véritablement à la tâche. Nous verrons que les simples religieux eux-mêmes regimbaient secrètement sous le joug. A travers les éloges de commande, les formules laudatives de leurs panégyriques, on sent percer maintes fois la désapprobation et même la moquerie. Il semble bien pourtant qu'ils finirent par s'accoutumer à cette main si dure qui les comblait de prévenances et de richesses. Après tout, c'est une consolation que d'habiter un monastère princier et de vivre dans le rayonnement d'une présence royale. A la longue, l'Escorial devait se révéler, pour eux, plein d'aimables compensations. Il faut savoir mériter sa fortune et sa félicité.

Mais il n'en est pas moins vrai que le premier contact fut loin d'être agréable. L'Escorial lui-même semblait repousser les moines. L'un d'eux, le Père Juan de San Geronimo, nous a raconté leur première visite aux lieux sévères où, désormais, ils allaient vivre. L'accueil eut quelque chose d'effrayant : « Ils se rendirent, écrit ce religieux, audit lieu de l'Escorial, pour obéir aux ordres de Sa Majesté et à ceux de notre Père général. Et de là, ils montèrent au terrain avec un courage et un contentement tout chrétiens, désireux de voir l'emplacement choisi. (Est-il besoin de souligner la malice de ce « courage » et de ce « contentement tout chrétien » ?) Et comme ils étaient

arrivés à une croix qui se trouve à mi-chemin de l'Escorial et d'un vignoble appartenant à Juan Rubio surnommé le Riche, il s'éleva dans l'air une telle tempête que la clôture de la vigne fut emportée et que les éclats vinrent donner contre la tête des mules et des chevaux, si bien qu'ils durent rebrousser chemin Il leur sembla que le démon avait déchaîné cette tempête pour les terroriser et les décourager... »

C'est la première apparition de ce terrible vent de l'Escorial qui, pendant toute la construction du monastère, va jouer le rôle d'un véritable personnage, un personnage satanique acharné à la destruction de cet édifice qui doit être un alcazar de la foi catholique, une forteresse dressée contre toutes les agressions de l'Enfer...

Les pauvres religieux, désarçonnés par la rafale et tout transis de froid, roulaient de tristes pensées. Alors, le vicaire, Frère Juan de Colmenar, « comme mû par l'esprit de Dieu, dit à haute voix de façon à être entendu de tous : « Ceci est l'œuvre du démon qui veut nous tromper. Mais il sera bien déçu ! Nous allons passer outre et il en sera pour sa courte honte !... » A ces mots, tous reprirent courage et firent un effort pour monter jusqu'au terrain où devait s'élever le monastère. L'endroit leur plut, *surtout pour avoir été choisi par Sa Majesté...* »

On le voit : les bons Pères n'étaient nullement enthousiasmés de leur future résidence. Ils approuvaient par obéissance. Comme s'il se doutait de leur désappointement, le Roi leur envoya un courrier pour les réconforter. Le lendemain de cette désolante visite, alors qu'ils se trouvaient encore à l'Escorial, ils reçurent, en effet, une lettre de Sa Majesté, qui « leur disait de ne point s'effrayer de cette tempête et de ce mauvais temps, attendu qu'à Madrid le temps avait été aussi mauvais et la tempête aussi violente ». Et le Père Juan de San Geronimo, qui nous raconte cette histoire, ajoute dévotement : « Cette attention qu'avait eue le Roi de les avertir du mauvais temps qu'il avait fait à Madrid comme à l'Escorial, toucha extrêmement les religieux qui ne cessaient de se répandre en actions de grâces sur les bons sentiments de Sa Majesté... »

Pendant les vingt années que durèrent les travaux de l'Escorial, ils eurent le temps de changer d'avis et de voir le site comme le climat sous un jour plus favorable. Il faut

avouer qu'ils eussent été bien difficiles de ne point s'en accommoder. Sans doute le climat est assez rigoureux en hiver. Mais le paysage est admirable. C'est un des plus grandioses de cette Castille montagneuse, dont la stérilité n'est qu'apparente, — un lieu qui, de lui-même, appelait le couronnement architectural de quelque grande œuvre, temple ou palais, comme le rocher de l'Acropole athénienne appelait le Parthénon, ou le Capitole romain sa couronne de sanctuaires.

Pour bien en juger, il faut bannir nos idées françaises sur les paysages. Cela ne ressemble en rien à une Beauce ou à une Champagne, ni aux sites romantiques de nos régions montagneuses, celles des Alpes ou des Pyrénées. Cette immense plaine adossée au sombre rempart de la Sierra et qui, d'abord, éveille un sentiment de désolation, rappelle plutôt les steppes africaines. Elle a toute l'apparence d'un désert, — apparence trompeuse, car elle dissimule dans ses replis des lieux peuplés et verdoyants, elle est abondamment arrosée et coupée de *huertas* fertiles. Mais ce premier aspect désertique est indéniable, et il devait être encore plus frappant du temps de Philippe II, si l'on en juge par les descriptions des mémorialistes de San Lorenzo. Pour bien sentir toute la grandeur sévère, toute la mélancolique beauté de cet extraordinaire paysage, il faut le contempler de l'Escorial lui-même, du haut d'une de ces cellules monastiques, dont les petites fenêtres carrées s'ouvrent sous le rebord du toit, du côté du midi, et d'où la vue plonge sur les jardins royaux et sur le grand bassin rectangulaire où se réfléchit la façade du palais ; — ou encore, du haut de la montagne, après qu'on a gravi pendant quelque temps la route en lacet, et qu'on est arrivé à un belvédère naturel, parmi les pins et les éboulis de roches.

Par-dessus les coupoles, les tours et les murailles du monastère, qui, de cet endroit, paraissent blanches et mauves, — d'un mouvement farouche se déploie l'immense plaine, la *llanura* castillane, — un mot que nous n'avons pas dans notre langue et qui exprime, avec l'étendue, la densité, la profondeur des terres ; des lieues et des lieues de pays, jusqu'aux montagnes de Tolède, par delà Madrid et son Palais royal, — vagues blancheurs à peine discernables, — et jusqu'à l'Ermitage des Anges, dont la roche en forme d'obélisque domine tout l'horizon... A l'impression d'immensité s'en ajoute une autre

d'affranchissement, de liberté illimitée et triomphante. Un regard souverain peut prendre ici son point d'appui pour se lancer dans des rêves indéfinis de conquêtes...

Vers l'Est, des platitudes sans fin, qui font songer à une mer de sables. Au midi, des falaises horizontales, comme de grandes vagues démontées qui s'aplanissent et qui s'apaisent Au couchant, la masse violette des sierras, hérissées de leurs pics et de leurs aiguilles. Vastes surfaces onduleuses et figées dans leur roulis, vastes nappes jaunâtres où éclatent, comme des boules de jade, les têtes rondes des petits pins montagnards, ou les oasis verdoyantes des cultures et des bois. Çà et là, des érosions granitiques, des roches blafardes qui émergent du sol, semblables à des ossements à demi déterrés, ou bien les méandres d'un étang aux miroitements métalliques. Et, par-dessus tout cela, les larges ombres portées des nuages, entre lesquels le soleil resplendit tout à coup, ranimant, d'un bout à l'autre de la *llanura*, des verts sombres, des verts de lin, des bleus de bluet, des ors pâles, des blondeurs évanescentes, et jetant comme un voile d'argent sur les grisailles et les mauves du monastère. Et puis soudain, dans des traînées de poussière, une flambée qui jaillit, une flamme orangée, une couleur riche et chaude, reflet somptueux qui transfigure, un instant, ces terrains âpres et pauvres. Des mirages semblent naître dans les lointains éclaircis, aux transparences nacrées, de sorte que cette âpreté, un peu mate et dure, s'achève en splendeur et en suavité.

Paysage peu chargé de matière, moins coloré que spirituel. Le Roi le choisit, sans nul doute, en pensant à ses moines et à lui-même, parce qu'il en sentait l'influence à la fois ascétique et exaltante. Il mortifie d'abord les sens, pour charmer ensuite et libérer l'esprit, pour le perdre dans des visions glorieuses ou sereines.

Les moines, qui avaient commencé par se montrer récalcitrants, en vinrent peu à peu à comprendre, avec cette spiritualité, l'étrange beauté de leur Escorial. Quand ils en parlent, c'est sur le ton hyperbolique. Finalement, à bout de louanges, ils le comparent au Paradis terrestre.

Philippe n'en demandait pas tant. Ce qu'il cherchait, c'était un lieu propice pour se recueillir, méditer, élever son âme vers Dieu. Ce terrain de l'Escorial lui offrait tout cela avec une

foule d'autres avantages. Une dernière fois, au printemps de l'année 1562, il tint à s'en assurer par lui-même. De nouveau il s'y arrêta, en revenant de faire ses Pâques au couvent de Guisando. Puis il partit pour Madrid où il conféra avec son architecte, Juan Bautista de Toledo, qui avait déjà élaboré, dans ses parties essentielles, le plan du colossal édifice. Quelques jours après, — si grande était son impatience, — il revenait à l'Escorial.

Tout de suite, en sa présence, on mesura le terrain, on planta les piquets, on s'occupa de préparer les chantiers. Et, pour que ce nom de monastère qu'on allait donner à l'édifice royal eût immédiatement son plein sens, le Roi installa au village de l'Escorial des moines qu'il avait fait venir de Guisando. Il ne restait plus qu'à bâtir.

Philippe va s'y mettre avec une ardeur, une sorte de fièvre qui, pendant plus d'un quart de siècle, ne fera que s'exaspérer. Sans cesse talonnés et surmenés par lui, comme les ouvriers de l'Escorial, les moines observaient avec stupeur et non sans inquiétude cette hâte fébrile et toujours grandissante. Ils ne comprenaient pas cette impatience. Un couvent est un être immortel, tant qu'il plaît à Dieu : il a l'éternité devant lui. Philippe n'avait que sa pauvre vie d'homme, et, avant de quitter ce monde, il voulait mettre debout l'œuvre à laquelle il donnait son cœur. Et pourtant les moines avaient bâti, eux aussi. Ils connaissaient la joie qu'on éprouve à voir sortir de terre les murailles de la maison où l'on doit vivre et mourir. Cela finissait par les rendre indulgents à la manie royale. Le Père José de Sigüenza, qui note cette hâte et cette passion du Roi pour son monastère, ajoute aussitôt cette phrase d'excuse, toute chargée d'expérience personnelle et de sentiment : « *Pour comprendre cela, il faut avoir bâti soi-même...* »

LES ÉQUIPES DE L'ESCORIAL

Voilà donc les piquets plantés! Dans quel esprit le Roi va-t-il bâtir? Quand il s'agit d'un homme si scrupuleux, qui passe son temps à interroger sa conscience, une telle question est loin d'être indifférente.

Ici encore, on songe tout naturellement à Versailles. Il est trop certain que Philippe a bâti son Escorial dans un tout autre

esprit que son arrière-petit-fils a bâti son colossal château. Il ne s'agit pas d'étonner l'Europe par un luxe qui sent un peu son parvenu, ni de loger des maîtresses, ou d'amuser des courtisans, de préparer enfin un cadre enchanteur pour une fête perpétuelle. Il ne s'agit pas de la gloire du Roi, mais de la gloire de Dieu. Le futur édifice ne sera point une œuvre de vanité, ni un lieu de plaisir : ce sera une œuvre de piété, un lieu de prière et de pénitence! Et, afin que nul n'en ignore, afin qu'on ne lui reproche pas de bâtir égoïstement pour lui une maison de délices et de magnificence, — avant même d'avoir posé la première pierre de cet édifice, qui, pourtant, est aussi un trophée, un monument triomphal, en commémoration d'une victoire, — il fait venir des moines, dont la présence à l'Escorial rappellera sans cesse la destination de cette énorme bâtisse.

Ce fut toute une affaire que de loger ces moines dans la pauvre bourgade qu'était alors l'Escorial. On ne trouva d'abord qu'une maison de paysan, et si étroite que les religieux pouvaient à peine s'y mouvoir. Ils durent la quitter pour une autre un peu plus grande, mais encore bien exiguë pour les besoins d'une communauté. Elle avait du moins l'avantage d'être isolée. Tout de suite, on s'occupa d'y aménager des cellules et une chapelle. Les moines s'accommodèrent comme ils purent de ce couvent improvisé, qui n'avait ni cheminées ni fenêtres. Une petite chambre servit de chapelle provisoire. Sur le mur blanchi à la chaux, on dessina, avec un morceau de charbon, un crucifix. Une couverture de lit, tendue au-dessus de l'autel, servit de plafond, car on voyait les étoiles entre les tuiles... Les Pères de l'Escorial se souvinrent plus tard de ces humbles débuts et ils aimaient à les rappeler. Ils avaient accepté joyeusement toutes ces misères, afin de mériter les splendeurs de San Lorenzo. D'ailleurs, ces misères n'allaient pas sans quelques petites compensations auxquelles ils étaient loin d'être insensibles. Tout de suite, on leur avait tracé un jardin attenant à leur maison. Ils avaient leur verger et leur potager. Ils mangeaient leurs légumes et cueillaient leurs oranges. Ils avaient aussi leur basse-cour et même leur troupeau... Enfin l'exemple du Roi, qui n'était pas mieux logé qu'eux, aurait suffi pour les réconforter, s'ils en eussent eu besoin. Son « palais », nous disent-ils, non sans une pointe

d'ironie, c'était la maison du curé, masure aussi primitive que celle du paysan où eux-mêmes étaient venus s'abriter. Philippe y arrivait incognito avec quelques cavaliers. Il n'y trouvait pour s'asseoir qu'un petit banc de bois à trois pieds, taillé dans un tronc d'arbre et sur lequel, pour plus de décence, on jetait un « vieux mouchoir français » qui appartenait à Almaguer, le comptable de la fabrique. Encore ce mouchoir était-il tout effiloché et troué par places. Mêlé aux laboureurs, il assistait à la messe dans la chapelle improvisée des religieux, cette petite chambre où l'on avait dessiné au charbon un crucifix sur le mur, et où l'on était si à l'étroit que les pieds de l'acolyte touchaient ceux du Roi agenouillé près de lui.

Manifestement, il y avait là, de la part de Philippe, une volonté et un parti pris d'humilité, ne fût-ce que pour combattre les sentiments d'orgueil qui auraient pu lui venir à la pensée de tout ce qu'il projetait. Ainsi les plus dénigrants et les plus malveillants de ses sujets n'auraient rien à dire contre son entreprise : en élevant l'Escorial, il ne travaillait pas pour lui-même, mais pour Dieu et pour le bénéfice moral et matériel de son peuple. On ne pouvait pas non plus lui reprocher de ruiner son royaume par des constructions coûteuses et interminables. C'était lui qui en assumait tous les frais : il a soin qu'on le sache. Dans la première instruction relative à la fabrique, il le dit bien haut : « ... le monastère que, pour le service de Dieu, Nous avons commencé à fonder et à édifier à notre propre coût et dépense, *a nuestra propia costa y expensa*, proche le lieu de l'Escorial... » Enfin, cette œuvre magnifique, il entend l'exécuter non seulement de la façon la plus rapide, mais la plus pratique et aussi la plus économique, en utilisant pour la construction tous les matériaux fournis par la contrée et en requérant le concours gratuit des moines, dont il a su discerner les aptitudes et les compétences et en qui il va trouver les meilleurs et les plus zélés de ses collaborateurs. Jamais le « Roi prudent » n'a mieux mérité son surnom qu'en cette affaire. Par ses dotations et par les emplois qu'il leur donne dans la fabrique, il fait de ses religieux les premiers intéressés à la réalisation et à l'achèvement de son œuvre. Il arrive à les passionner pour ce long et difficile labeur dont ils vont être les premiers bénéficiaires. Il connaît leur ténacité : il sait que,

même s'il meurt avant l'achèvement de San Lorenzo, les moines continueront son œuvre. Ils seront les plus sûrs et les plus persévérants exécuteurs de ses volontés suprêmes.

Ces moines, ils vont être, à l'Escorial, les ouvriers de la première heure. Ils constitueront la première équipe de travailleurs, celle qui coûtera le moins cher au Roi. Leur vicaire, qui deviendra bientôt leur prieur, Fray Juan del Colmenar, est très entendu aux choses de la bâtisse et c'est, en même temps, un habile dessinateur : ses conseils seront écoutés et ses plans consultés par l'architecte royal. Un de ses compagnons, Fray Juan de San Geronimo, est, lui aussi, un dessinateur. Ses talents vont trouver tout de suite leur emploi. Et c'est lui qui tiendra le livre de raison et qui sera le premier annaliste du couvent. Fray Francisco de Cuellar dirigera les carrières. Fray Alonso de Madrid aura la surintendance des écuries et des équipages. Fray Antonio de Villacastin, « grand maître de l'œuvre », aura sous ses ordres les ouvriers et les manœuvres avec la direction des travaux. Fray Marcos de Cardona tracera les jardins et dirigera les plantations. Plus tard, il faudra des enlumineurs pour les missels et les antiphonaires, des brodeurs et des passementiers pour les ornements d'église et les vêtements sacerdotaux. Le frère brodeur, Fray Lorenzo de Monserrat, — qui paraît avoir été un type singulier, un peu suspect aux yeux de la communauté, peut-être un aventurier entré chez les hiéronymites pour trouver un abri et faire une fin, — ce Franc-comtois, natif de Besançon, joignait à ses talents de brodeur une foule d'autres habiletés, très appréciées, nous dit-on, de Leurs Majestés, le Roi et la Reine : il fabriquait pour eux des parfums et des pastilles, il composait des sachets d'odeurs et raccommodait les gants...

La plupart de ces moines semblent avoir été des individus d'une espèce peu banale : il est vrai que le Roi, qui s'entendait à choisir ses hommes, avait dû les trier sur le volet. Sans doute, ils avaient vécu dans le monde avant d'entrer au couvent, étudiants, ouvriers ou soldats. En tout cas, ils savaient, comme on dit, se débrouiller dans la vie. Ayant mis la main à la pâte, ils connaissaient une foule de métiers. Ils connaissaient surtout les gens du peuple, étant eux-mêmes sortis du peuple : ils les comprenaient et savaient s'en faire obéir. C'est pourquoi le Roi n'hésita pas à leur donner la haute main

sur les travaux. Bientôt, une sorte de conseil de fabrique fut créé, — la congrégation, comme on l'appelait, laquelle comprenait, avec le contrôleur et le trésorier royal, le prieur du couvent assisté de son vicaire et, le cas échéant, du maître de l'œuvre, Fray Antonio de Villacastin. Ainsi tout dépendait des moines. Mais les moines eux-mêmes n'étaient que les dociles instruments de la volonté royale. En définitive, tout dépendait du Roi. On peut dire que Philippe, fondateur de l'Escorial, fut à la fois son grand architecte, son grand trésorier et son grand entrepreneur.

Pourtant, ce n'est pas faute de s'être entouré des premiers spécialistes de l'époque, dans tous les genres et dans tous les arts.

Il eut à son service les deux meilleurs architectes espagnols de ce temps-là : Juan Bautista de Toledo et Juan de Herrera Le premier avait étudié en Italie et travaillé à Saint-Pierre de Rome sous les ordres de Michel-Ange : aussi le plan primitif, élaboré par lui pour la basilique de l'Escorial, reproduisait-il le plan de Saint-Pierre. De Rome il était passé à Naples, mandé par le vice-roi, don Pedro de Toledo, marquis de Villafranca. Il y construisit le Palais-Royal, l'église Saint-Jacques, le château de Saint-Elme, la rue de Tolède (du nom du vice-roi). Il y exécuta encore quelques autres travaux. Philippe II le fit venir de Naples avec le titre d'architecte en chef. Juan Bautista lui fournit des plans pour les palais d'Aranjuez, de Madrid et du Pardo, puis plus tard, pour l'Escorial. C'était un véritable personnage, très admiré des contemporains et tenu en haute estime par le Roi lui-même, enfin ce qu'on appelle un artiste de la Renaissance, aux aptitudes et aux connaissances multiples, sachant le grec et le latin, philosophe, mathématicien, sculpteur en même temps qu'architecte, comme son maître Michel-Ange.

Son successeur, Juan de Herrera, était, lui aussi, un érudit et un mathématicien. Il avait étudié en Flandre et en Italie. Disciple de Vignole, son idéal, comme celui de beaucoup d'artistes de ce temps-là, semble avoir été de revenir à la sobriété et à la pureté antiques. Malgré tout son talent, on ne discerne pas très bien sa part dans la construction de l'Escorial. Il se serait borné à faire exécuter les plans de Juan Bautista de

Toledo, en y apportant un certain nombre de modifications commandées par les nécessités du logement et de la vie monastiques. Il aurait remanié aussi le plan de la basilique, supprimé des tours et des façades projetées par son prédécesseur : de sorte que son influence, dans l'exécution, se serait traduite par un surcroît de sécheresse et de nudité géométrique. Cette influence ne se marque pas d'une façon éclatante. Il n'aurait fait qu'assurer l'interprétation exacte de la pensée royale déjà formulée par Juan Bautista de Toledo. Et celui-ci aurait été lui-même fort gêné par le contrôle incessant et quelque peu tatillon du Roi. Il semble bien que les architectes n'ont été que les exécuteurs de ses volontés, que la première image de l'Escorial soit sortie toute vive du cerveau de Philippe.

C'est qu'il prétendait s'y connaître, non seulement en architecture, mais en toute espèce d'arts. C'était un amateur et un collectionneur comme il ne s'en est guère vu qu'au xvi^e^ siècle, un dilettante qui se piquait d'être un mécène. Lors de son voyage en Italie, — il avait alors vingt-trois ans, — il fit la connaissance de Titien, le visita dans son atelier, lui commanda des tableaux, enfin noua avec lui des relations artistiques qui durèrent jusqu'à la mort du grand peintre presque centenaire. Les premières toiles qu'il lui acheta représentaient des scènes mythologiques, d'un caractère surtout érotique et sensuel. N'oublions pas que Philippe était alors très porté au plaisir. Il demandait à ses artistes de lui embellir encore sa vie amoureuse. C'est à cette époque-là que Titien exécuta pour lui une copie d'une de ses œuvres les plus voluptueuses : *Vénus écoutant la musique*. Mais la passion du Roi pour les choses d'art survécut à sa fougue de jeunesse. Elle ne fit même que s'accroître avec les années, au point de devenir une noble manie. Arrivé à l'âge mûr, il n'a plus d'autres amours que l'art et la dévotion, l'un se mettant au service de l'autre. Pour qui le connaît bien, la politique est quelque chose de tout à fait inférieur à ses yeux. Dès qu'il peut s'affranchir des obligations écrasantes de son état, il court à l'Escorial s'enfermer avec ses moines, partageant ses loisirs toujours trop courts entre les exercices de piété et l'embellissement de son monastère, se plaisant à manier des pièces d'orfèvrerie, à déballer et à mettre en place des tableaux, à surveiller la pose d'une pierre

ou d'une statue. Après Dieu, c'est à l'art qu'il a donné le meilleur de son cœur.

A Madrid même, au milieu d'un perpétuel tracas d'affaires, il trouve le moyen de s'isoler, de s'enfermer, là aussi, avec les belles choses qu'il aime. Dans le vieil Alcazar des Rois de Castille, il y a un grand salon semi circulaire, garni d'armoires en noyer sculpté et doré, où il garde les plans et les projets de toutes ses constructions, avec des vues de tous les palais et de tous les couvents du royaume. Au-dessus, une bibliothèque qui contient les œuvres d'écrivains modernes, espagnols, italiens et français et, en particulier, des livres sur la peinture, l'architecture, l'archéologie, la géographie, l'astronomie. Enfin, au dernier étage du palais, une salle dont les murs sont couverts de grandes compositions mythologiques inspirées des *Métamorphoses* d'Ovide et qui est une sorte de musée réservé aux toiles du seul Titien.

Dans cette chambre haute, en pleine lumière, les couleurs chaudes du maître éclatent avec une intensité triomphale. Et l'admirable paysage qu'on découvre par les fenêtres et qui s'étend, par-dessus les jardins royaux, jusqu'aux cimes lointaines du Guadarrama, semble prolonger les paysages héroïques du peintre d'*Antiope* et des *Bains de Diane*... C'est là, dans ce lieu de beauté, que Philippe se retire à de certaines heures de la journée pour conférer avec ses architectes qui lui soumettent leurs plans. Il les examine dans le plus petit détail, les discute et quelquefois les corrige. Car il se considère lui-même comme un homme du métier, un autre Vitruve. Il paraît que le plan du couvent de la Trinité, à Madrid, aurait été dessiné complètement par lui...

Outre ce studio, il a fait aménager, dans la maison du Trésor, à proximité de l'Alcazar, un atelier pour ses peintres, lequel communique avec le palais par un passage secret : de sorte qu'il peut venir surprendre les artistes en plein travail. Il ne leur ménage pas ses visites. Il travaille avec eux, s'essaye même à peindre et à modeler. Ses portraitistes favoris sont, après Titien, le Hollandais Antoine Mor et le Portugais Alonso Sanchez Coello, qui fut élève du premier. C'est ainsi qu'il parvient à réunir une incomparable collection de portraits, qui décore le grand salon du Prado et que, plus tard, à l'Escorial, il accumule de véritables trésors d'art, en collection-

nant les toiles de tous les peintres en renom, ceux d'Espagne comme ceux de l'étranger.

Mais il n'est pas seulement un amateur de tableaux et de statues, un collectionneur et un grand bâtisseur, il est aussi un dilettante et un raffiné, qui a le goût de toutes les belles et bonnes choses. Pendant son voyage en Portugal, que ce soit à Lisbonne, à Cascaes ou à Cintra, il examine de près les palais, les maisons et les couvents où on l'héberge, dans l'espoir d'y découvrir des modèles pour ses châteaux et ses jardins d'Espagne. Il projette de faire copier tel bassin ou telle fontaine. Il s'intéresse aux vergers comme aux potagers. Il envoie aux Infantes, ses filles, des limons et des bergamotes et, dans les caisses de fruits, il fait mettre des fleurs par le jardinier. Il est même un peu jaloux des fleurs portugaises. Y en a-t-il, à Madrid, d'aussi belles et d'aussi précoces?... En plein mois de janvier, il écrit aux petites princesses : « Je vous envoie des roses et des fleurs d'oranger, pour que vous voyiez que nous en avons ici. Tous les jours, le Calabrais (le maître-jardinier sans doute) m'apporte des bouquets de ces deux fleurs, et, depuis longtemps, il y a des violettes. Pour les jonquilles, nous n'en avons pas. S'il y en avait ici, elles se seraient déjà montrées, puisqu'on y a ces autres fleurs... » Et ce sont de perpétuelles comparaisons avec les jardins d'Aranjuez. Cette délicieuse oasis est, au printemps, toute sonore de rossignols. Le Roi, retenu au palais de Lisbonne, loin de la campagne, se chagrine de ne pas les entendre. Au mois d'avril 1582, il écrit aux Infantes : « Vos lettres et les nouvelles que vous me donnez d'Aranjuez m'ont fait beaucoup de plaisir. Ce dont j'ai eu le plus de regret, c'est du chant des rossignols, que je n'ai pas encore entendu, cette année... Je ne sais si je l'entendrai dans mon voyage, me proposant après-demain de traverser le Tage, pour aller coucher à Barreiro et le lendemain à Setubal... » C'est une véritable obsession. Déjà, au mois de mai de l'année précédente, il se lamentait d'être privé de cette chanson printanière. Parlant à ses filles d'une duègne du palais, il ajoutait : « Madeleine a grande envie de manger des fraises et moi d'entendre chanter les rossignols, bien que, d'une de mes fenêtres, j'en entende parfois quelques-uns... » Quelle surprise! L'homme de l'Escorial et de l'Inquisition, épris de fleurs et de chants d'oiseaux! On ne s'attendait guère à trouver dans

les préoccupations de Philippe II des roses et des rossignols...

Sensible au charme des plus petites choses, il a surtout le goût de la grandeur, — grandes compositions picturales, grands paysages ou grands monuments. A Lisbonne, il préfère à tout la vue de la haute mer et de l'embouchure du Tage. Mais il ne comprend pas la grandeur sans la solidité et sans le sérieux. Il avait horreur, nous dit-on, de la vanité sous toutes ses formes. Et c'est ce qui l'achemina vers l'antique, ou plus exactement vers le romain. A la bibliothèque de l'Escorial, il réunit une splendide collection de gravures illustrant les plus beaux monuments de l'antiquité romaine. Lorsqu'il se rendit à Lisbonne pour prendre possession du royaume de Portugal, il s'arrêta quinze jours à Merida, l'antique métropole lusitanienne et là, en compagnie de son architecte Herrera, il visita et étudia minutieusement les ruines romaines.

Son esthétique personnelle, — on ne saurait trop y insister, — était une réaction contre la surcharge et la complication des styles antérieurs, lesquels, à ses yeux, avaient, en outre, le grave défaut d'être par trop contaminés d'influences ou de survivances mauresques. Ce Latin se défend contre l'abus de l'orientalisme, dont l'art gothique était tout marqué, aussi bien dans le reste de l'Europe qu'en Espagne. Sa politique et son esthétique se tiennent : expulsion des Morisques et de tout ce qui sent l'Arabe ou l'Africain, — et, d'autre part, retour à la simplicité et à la pureté antiques. Philippe II a été un grand Occidental : on ne le dit pas assez. Évidemment, comme tous les réacteurs, il a exagéré ses tendances et ses principes. Pour ce qui est de l'Escorial, il voulait faire grand, indestructible et magnifique et il a imposé sa vision et son goût personnels à ses architectes. Faut-il s'en plaindre ? Il est probable que Juan Bautista de Toledo, ou Juan de Herrera, livrés à leur seul génie, n'eussent pas traduit avec autant de vigueur et d'intransigeance la grande pensée catholique et monarchique dont ce colossal édifice est le symbole.

Quoi qu'il en soit, dans toute l'histoire de sa construction, les deux architectes n'apparaissent guère que comme des sous-ordres. C'est Philippe qui est le suprême inspirateur, le suprême directeur et, pendant de longues années, sans répit, ni défaillances, le grand animateur de l'œuvre.

Il faut dire aussi qu'il eut à sa dévotion des collaborateurs de tout premier ordre, — par exemple et pour ne citer que les plus en vue, ce Juan Bautista de Cabrera qui, après Fray Marcos de Cardona, fut le jardinier en chef de l'Escorial, qui défricha et fertilisa ce désert, dirigea les plantations, dessina les jardins et lieux de plaisance, et qui joignait à toutes ces attributions la surintendance de la charreterie et des étables royales. Ou bien encore, Andrès de Almaguer, qui était à la fois juge, trésorier et contrôleur des travaux, le type du bon serviteur et du parfait commis de ce temps-là, homme austère et craignant Dieu, mais dont la rigidité s'adoucissait de charité chrétienne et qui, nous dit-on, tenait moins à la lettre de la loi qu'à l'esprit de l'Évangile.

Mais le plus original et, si l'on ose dire, le plus pittoresque, enfin le plus grand de tous, ce fut assurément l'Obrero mayor, Fray Antonio de Villacastin. Celui-là, c'est un type extraordinaire de moine et d'ouvrier de la Renaissance. Il faut s'arrêter un instant, — même au risque de paraître un peu long, — devant cette physionomie énergique et singulière, parce qu'il ne s'en est plus revu de pareille : un ouvrier qui, sur le seuil des temps modernes, unit à la piété d'un artisan du moyen âge l'activité et les aptitudes d'un entrepreneur d'aujourd'hui.

Il était né à Villacastin (d'où son nom, les hiéronymites ayant l'habitude de donner à leurs religieux le nom de leur pays d'origine), une petite localité des environs de Ségovie. D'extraction modeste, il se vit orphelin de bonne heure et fut recueilli d'assez mauvaise grâce, avec sa sœur et un frère bâtard, par un oncle qui lui donna juste de quoi ne pas mourir de faim. Son éducation fut celle d'un enfant du peuple : il savait à peine lire et écrire. Voyant qu'il n'avait rien à espérer de son oncle ni des gens de Villacastin, il résolut de s'enfuir et, comme dans les romans picaresques, de s'en aller à l'aventure. Un jour, son oncle, l'ayant envoyé acheter du vin, avec un réal et une cruche, il s'acquitta consciencieusement de la commission, mais, au lieu de rentrer au logis, il remit à sa petite sœur et le pot de vin et la monnaie du réal :

— Tiens! dit-il à l'enfant, prends ce pot et cette monnaie et porte-les à la maison! Moi, j'ai affaire ailleurs.

Et il se sauva, n'ayant en poche ni sou ni maille.

Arrivé aux environs d'Azalvaro, le petit vagabond rencontre un muletier qui venait de décharger ses bêtes pour les faire pâturer. Le muletier lui demande de l'aider à recharger les animaux et, en récompense, il lui donne un morceau de pain et un peu de vin. Il se remet en route et, le même soir, il arrive à Navalperal. Devant l'auberge, il lie conversation avec un laquais qui s'en allait à Tolède, porter un message de son maître. Le laquais lui donne à manger et, le lendemain, l'emmène avec lui. Ils n'arrivèrent à Tolède qu'en pleine nuit, de sorte qu'ils durent se coucher, pour dormir, sous les éventaires des revendeuses de la place du Zocodover.

Là, il est accosté, au réveil, par un maître-carreleur, qui l'embauche comme apprenti. Il va apprendre le métier de poseur de tomettes et d'azulejos. Dur apprentissage! Son patron est un homme sévère et exigeant, mais juste et bon, qui le traite comme un enfant de la maison. Il a deux grands fils, avec lesquels le jeune Antonio se lie d'une amitié toute fraternelle.

Devenu un excellent ouvrier, l'apprenti ne reçoit aucun salaire. Il est tout juste logé et nourri. Il vit dans un perpétuel tremblement à la pensée de mécontenter celui auquel il doit tout. Pour lui, ni dimanches ni fêtes. Son unique récréation, quand il a un instant de loisir, c'est de s'enfermer dans l'atelier du maître et d'y étudier ses plans et ses dessins. A mener cette vie austère, toute d'abnégation et d'amour pour son métier, ce jeune ouvrier est déjà un moine. Il sait obéir, souffrir et se taire. Il ne sort pas de l'atelier. Il ignore le plaisir et les passions humaines. Clôture, pauvreté, chasteté, il observe dès maintenant presque toute la règle monastique.

Cependant les deux fils du patron se marièrent. L'un d'eux, qui aimait tendrement l'apprenti de son père, lui offrit de le suivre et d'entrer à son service. Antonio accepte. Il mène chez le fils la même vie laborieuse et ascétique que chez le père. Il ne reçoit toujours aucun salaire. Il ne gagne que sa nourriture et son logement. Les années passent. Il a maintenant vingt-sept ou vingt-huit ans. Il est grand temps pour lui de songer à s'établir. Alors, comme il ne se sent aucun goût pour le monde, comme il a toujours eu la piété la plus vive et qu'il pratique déjà la plupart des vertus du cloître, il juge qu'il ne lui reste plus qu'à entrer en religion.

Du temps qu'il était chez son premier patron, il avait travaillé en divers couvents de Tolède et des environs, spécialement à San Francisco et à la Sisla, ce dernier de l'ordre de Saint-Jérôme. Chez les Franciscains, le postulant se voit évincé. En revanche, un religieux de la Sisla, dont il a fait la connaissance au temps où il y travaillait, lui répond qu'on le recevra volontiers. Fort de cette assurance, il retourne chez son actuel patron, qui est son ami, et, pour ne pas le quitter ainsi sans explication, il lui déclare qu'il a reçu une lettre de son pays, que sa présence est nécessaire là-bas... Et il lui demande un peu d'argent pour le voyage. Celui-ci, qui avait perdu sa femme quelques jours auparavant, lui dit :

— Antoine, je vous jure que je n'ai pas d'argent disponible. L'enterrement et le reste m'ont tout mangé. Mais voici les bijoux de ma malheureuse femme : mettez-les en gage au prix que vous voudrez et prenez sur la somme ce que bon vous semblera!...

— A Dieu ne plaise, répondit le futur moine, que je fasse ce que vous me dites! Il y a des années que nous vivons ensemble. Je ne vous ai jamais causé de peine. Et voilà que je mettrais en gage des bijoux qui vous sont si chers!... Donnez-moi ce que vous avez dans votre bourse et cela me suffira pour ma route...

L'ami vide sa bourse sur la table. On partage sou à sou :

— C'est assez! fit le pauvre Antonio... Maintenant je vous dis adieu, car je ne puis différer ce voyage!...

Et, là-dessus, il s'en fut au monastère de la Sisla, où, tout de suite, on lui donna l'habit.

Quand on lui demanda plus tard à quoi bon cet argent, puisqu'il allait se faire moine, il répondit qu'il ne voulait pas avoir l'air d'un mendiant qui entre au couvent parce qu'il meurt de faim. Et ce fut le premier et le seul argent que, de toute sa vie, il ait possédé.

Les moines de la Sisla firent de lui un choriste et non un simple frère lai, et cela sur sa requête : il ne voulait pas être oisif, quand il ne travaillerait pas de son métier. Alors, pour s'occuper, il s'en irait chanter au chœur avec les autres religieux. Tout de suite, on l'employa à divers travaux dans les maisons de l'ordre. C'est lui qui aménagea la cellule de Charles-Quint au monastère de Yuste. De là il revint à la

Sisla, puis il passa au couvent de la Luz, autre monastère hiéronymite. Ici et là, on le mit à toute sorte de besognes, il fit à peu près tous les métiers. Pendant plus de vingt ans, il mena cette existence errante, allant d'un couvent ou d'une église à l'autre, en contact perpétuel avec des architectes et des entrepreneurs, des artisans et des ouvriers de toute catégorie. Enfin, lorsque commencèrent les travaux de l'Escorial, ses supérieurs qui appréciaient son expérience et ses talents, s'empressèrent de l'y envoyer.

Désormais, il va partager sa vie entre la chapelle, les chantiers et son bureau. Le Roi, sans le connaître que de réputation, l'avait nommé *Obrero mayor*, grand maître de l'œuvre : honneur redoutable, dont le pauvre religieux se sentait tout écrasé. Par timidité, il fuyait son protecteur, quand il le rencontrait soit aux carrières, soit aux chantiers de construction. Un jour, le Roi l'aperçut au milieu des maçons, juché sur un mur, où il lui était difficile d'aller le rejoindre. Philippe II, qui aimait à causer avec les gens du peuple, interpella, d'en bas, Fray Antonio. Celui-ci répondit de telle façon que le Roi en fut frappé. Désormais, il interrogea le moine sur une foule de questions qui touchaient à la fabrique. Le bon sens, l'esprit pratique, l'intelligence technique de Fray Antonio émerveillèrent le souverain au point que, bientôt, il le consulta pour toutes les affaires importantes. Ordre fut donné de ne rien entreprendre sans l'avis préalable du maître d'œuvre. Juan de Herrera lui-même, l'architecte en chef, dut se soumettre à cette règle. Fray Antonio devint ainsi l'homme indispensable et, après le Roi, l'autorité suprême pour la bâtisse et la main d'œuvre de l'Escorial. C'est que tout le monde s'inclinait devant son expérience presque universelle, sa connaissance approfondie des métiers, surtout devant la droiture et la fermeté de son caractère. Au cours de sa longue vie errante, ce vieil ouvrier avait amassé une somme prodigieuse de notions et d'observations. Et il y avait dans ce petit homme sobre et dur, au maigre visage ascétique, une provision d'énergie presque surhumaine, qui lui permit, d'ailleurs, de vivre jusqu'à près de cent ans. Il lui fallut cela pour ne pas succomber à la charge effrayante qu'il assuma pendant plus d'un quart de siècle.

Il avait, en effet, sous ses ordres, de véritables armées d'ou-

vriers et de manœuvres, carriers, maçons, charpentiers, forgerons, plombiers, ardoisiers, carreleurs, fondeurs de cloches, peintres, doreurs, enlumineurs, brodeurs et passementiers, sans parler d'une foule d'autres... Tout ce monde venait prendre son avis et lui soumettre son travail. On ne posait pas une brique sans qu'il fût là, ou qu'il y eût donné son approbation. Fray Antonio (on l'appelait familièrement Fray Anton), savait parler en maître et se faire obéir. Quand il arriva à l'Escorial, Fray Juan de San Geronimo, qui l'y avait précédé, le conduisit sur les chantiers pour le présenter aux maçons. Ceux-là flânaient au moment où les deux religieux parurent à l'improviste. Frère Antoine n'attendit pas que son compagnon l'eût présenté : tout de suite il attrapa les flâneurs. Il les rabroua de si verte façon que son autorité fut instantanément établie sur tout ce peuple de travailleurs, qui comptait cependant nombre de mauvaises têtes. Bientôt, il sut se faire aimer d'eux, autant qu'il en était craint et respecté. Au fond, les ouvriers étaient fiers de lui. Ce terrible Frère Antoine, ce moine aux façons plébéiennes, à l'humeur bougonne et au parler rude, n'avait-il pas gâché le mortier comme eux-mêmes ? Et puis, c'était un gaillard qui n'avait pas peur, qui payait constamment de sa personne aux endroits les plus dangereux, qui, malgré ses soixante ans tout proches, grimpait aux échafaudages, au risque de se rompre le col. Une fois, il fit une chute, dont il se tira comme par miracle. Une autre fois, il reçut une brique sur la tête et pensa mourir du coup. Ces traits de bravoure le rendaient extrêmement populaire. Son ascendant sur l'ouvrier tenait du prodige. Il imposait aux pires individus, aux chicaneurs comme aux brutaux, par son parfait désintéressement, son détachement de toutes choses terrestres. C'était l'équité même qui parlait par sa bouche. On s'inclinait. Et les plus grossiers d'entre ces hommes devinaient en lui un saint. Ils sentaient la pureté de son âme, une innocence de petit enfant sous cette dure carapace de vieux travailleur.

Car Frère Antoine, s'il n'était pas un saint, possédait, à tout le moins, les vertus d'un moine exemplaire. Malgré ses multiples occupations, il ne manquait à aucun de ses devoirs monastiques, s'astreignant à tous les exercices prescrits par la règle. Chaque jour, il assistait à l'office de l'aube, lequel se

disait souvent aux étoiles. Ses maçons et ses carriers n'étaient pas encore éveillés qu'il avait déjà servi deux messes. Servir la messe était chez lui une sorte de passion. Son vieux cœur ne s'attendrissait que là : il y pleurait à chaudes larmes... Ainsi, cette longue existence ne fut qu'un long service ! A quatre-vingt-onze ans, infirme, devenu presque aveugle, il voulait encore servir la messe comme un novice. On le voyait à tâtons passer un surplis et se traîner sur les marches de l'autel, avec le regret de ne pouvoir faire aussi bien qu'il l'aurait voulu...

Le Père José de Sigüenza, à qui j'ai emprunté la plupart de ces détails, a tracé de lui un fort beau portrait, à la fin du livre qu'il a consacré à la construction et à la description de l'Escorial. Je ne puis mieux terminer celui que je viens d'esquisser moi-même, qu'en citant ces phrases touchantes du savant mémorialiste sur Fray Antonio de Villacastin... « Il vit encore, dit le Père de Sigüenza. Et, au moment où j'écris ces lignes, il vient de me quitter pour aller servir la messe. Il a quatre-vingt-dix ans et il a conservé un esprit si lucide, des facultés si intactes, qu'il pourrait commencer une autre bâtisse aussi importante que San Lorenzo. Sans doute, il convient mal de louer un vivant... Mais celui-ci est bien près de sa fin et, comme il a perdu la vue, cela m'encourage à écrire ces pages qu'il ne lira jamais... »

Le prestige de cet homme était grand non seulement aux yeux des travailleurs, mais de quiconque l'approchait : nous en aurons la preuve au cours de ce récit. Sur les chantiers de l'Escorial, son autorité s'ajoutait à celle du Roi. En vérité, ils étaient faits l'un pour l'autre, ils se complétaient l'un l'autre. Dès les premiers mots qu'ils échangèrent, ces deux hommes se comprirent et s'entendirent. Ils avaient un même amour qui les rapprochait, qui mettait sur le même plan le maître des Espagnes et le petit vagabond de Ségovie. Une seule pensée : San Lorenzo ! Dresser cet acte de foi avant de mourir ! Y sacrifier ce qui leur restait de vie !... En cela, la confiance de Frère Antoine était absolue. Elle était plus intrépide et plus entière que celle du Roi. Un jour que Philippe venait de discuter avec lui sur les travaux en cours et comme on avait parlé ensemble de projets à long terme :

— Ilé! Fray Antonio! dit tout à coup le Roi, nous parlons de tout cela comme si nous devions en voir la fin!...

— Pourquoi pas, Sire? répliqua le moine. Par l'habit que je porte, si je n'étais pas sûr que Votre Majesté verra tout cela terminé et qu'Elle en jouira pendant de longues années, je ne poserais pas une brique de plus!...

Ainsi Frère Antoine, avec une bonne humeur et une assurance que l'on jugea, plus tard, prophétique, réconfortait le Roi en ses moments de doute ou de découragement. Il y eut, au cours de la construction, des difficultés de toute sorte, difficultés d'argent, de technique, de main-d'œuvre. C'est le moine qui aida Philippe à en triompher. Ils s'épaulèrent, se soutinrent constamment, lui le tout-puissant monarque et lui l'humble maçon. Il faut insister sur ce point comme sur quelques autres, pour montrer ce qu'il y eut d'*âme* dans cette entreprise. Ce fut une œuvre de toute noblesse, d'abord par son idée inspiratrice, par tout ce qu'elle symbolise d'élevé et de généreux, puis par les sentiments à la fois si religieux et si humains qui présidèrent à l'exécution, ou qui se développèrent à cette occasion. Humanité, charité chrétienne, ce sont ces caractères qui frappent le plus quand on lit les règlements relatifs aux ouvriers et aux manœuvres de l'Escorial.

Ces équipes d'obscurs travailleurs, sur qui reposait en somme l'accomplissement de ce grand œuvre, Philippe II s'en est occupé avec l'habituelle minutie qu'il portait en toutes choses, mais aussi avec l'intention persévérante de faire le plus de bien possible. Les bêtes elles-mêmes sont l'objet des soins les plus attentifs et, répétons-le encore, les plus humains. Il faut dire aussi que les bœufs de l'Escorial ont joué un grand rôle dans sa construction. Philippe n'oublie pas ces bons serviteurs. Il y en a cent couples dans les écuries royales. Tout est prévu pour leur abri, leur nourriture, leur pansage, leurs jours de repos, l'aménagement des étables, l'entretien des harnais. Le menu d'hiver et le menu d'été de ces bêtes de prix est composé de la façon la plus intelligente. Mêmes règlements très sages et très détaillés pour les bouviers et charretiers, les « mayorals » qui avaient la direction des équipages, enfin pour tous les ouvriers et manœuvres employés à la fabrique du monastère. La première chose que fit le Roi, avant de songer à un pied-à-terre pour lui-même, ce fut d'organiser un hôpital

pour ses ouvriers. Ils ont leurs cantines, leurs baraquements. Leurs heures de travail et leurs salaires sont rigoureusement fixés d'avance. Et il apparaît que le principal souci du maître, c'est de les protéger contre leurs exploiteurs : défense aux contremaîtres, comme aux entrepreneurs, de recevoir en dépôt l'argent des ouvriers, de leur retenir, sous un prétexte ou sous un autre, tout ou partie de leurs salaires. Enfin on se préoccupe de les amuser : des fêtes, des calvacades, des courses de taureaux sont organisées à leur intention. Un esprit profondément chrétien règle toutes ces dispositions.

Les moines, qui se plaisent à comparer les travaux de l'Escorial avec ceux des grands monuments de l'antiquité, ont soin de marquer les différences pour la main-d'œuvre, et de souligner cet esprit charitable et fraternel. Aux siècles païens, c'étaient des esclaves ou des captifs, des peuples vaincus qui étaient astreints à ces durs travaux. Ici, rien de pareil : « le Roi, nous dit le Père de Sigüenza, ne considérait pas ses ouvriers comme des forçats, mais comme des chrétiens qui, selon le précepte de l'Écriture, gagnent leur vie à la sueur de leur front : *il les regardait comme ses propres frères...* »

Avec de tels sentiments, on comprend que le fondateur de l'Escorial ait fini par intéresser à sa fondation toutes ses équipes de travailleurs, d'artisans et d'artistes. Du plus petit au plus grand, tous étaient fiers de collaborer à une œuvre, qui devait être, disait-on, « la huitième merveille du monde ».

Louis Bertrand.

(A suivre.)

LA RUINE MORALE AU PAYS DES SOVIETS

I

L'ENFER DES ENFANTS

Le gouvernement des Soviets a porté la main sur la vie russe tout entière, dans toutes ses manifestations et dans tous ses domaines. Il a tenté de détruire tout ce qui a été créé par l'effort continu, matériel et moral, de nombreuses générations, d'abolir la société qui avait pour base les conceptions et les principes de tous les pays civilisés ; et il a voulu construire sur ces ruines une vie nouvelle, d'après une formule nouvelle et d'après des principes totalement différents, en employant, pour les imposer, la force brutale et des procédés d'une férocité inouïe.

Dans les études que nous avons consacrées, ici même, à la vie économique et aux finances des Soviets, nous avons vu quel est, dans le domaine de la production, du travail, de l'épargne, le bilan de cette expérience, qui peut se définir par ces deux mots : désorganisation et destruction.

Mais plus criminelle encore et plus irrémédiable a été l'action du gouvernement soviétique dans le domaine de la morale. En poursuivant férocement la religion, en détruisant toute liberté de pensée, en prêchant la haine des classes, en soumettant à la terreur la population tout entière, en portant l'espionnage et la délation jusqu'au sein même des familles,

détruisant le pouvoir paternel, dissolvant la famille, et transformant l'école en un instrument politique, les bolchéviks ont créé une atmosphère morale profondément viciée et désastreuse pour la formation de la jeunesse. Ainsi, par-dessus le présent, ils exercent sur l'avenir même du pays leur funeste influence.

Que sera la génération future de la Russie? Telle est la plus angoissante parmi toutes les questions angoissantes que pose le régime soviétique. Comment vivent ces enfants, comment sont-ils éduqués? Quels sont dans ce domaine les fruits de la morale communiste? C'est à ces questions que je voudrais répondre dans la présente étude. Mais avant de tracer le tableau de l'enseignement et de l'éducation sous le régime soviétique, je voudrais parler aujourd'hui d'une catégorie de l'enfance russe particulièrement misérable : les enfants abandonnés (en russe *bezprisornie* : non surveillés). C'est une des plaies les plus honteuses sur le corps de l'État soviétique, une calamité que n'avait encore jamais connue aucun peuple civilisé (1).

« L'enfance abandonnée, c'est notre plaie la plus terrible », déclare la presse soviétique elle-même; et parmi les voyageurs français qui ont parcouru la Russie soviétique, ceux même qui se sont montrés le moins hostiles aux Soviets, ont tous parlé avec émotion des enfants abandonnés, dont débordent les villes et les routes de la Russie. « Ces enfants abandonnés, dit M. Jacques Lyon, forment un groupement humain spécial, en marge de la société et des lois et dont, sans doute, pour retrouver l'équivalent, il faudrait remonter aux périodes du moyen âge, qui suivirent les crises de famine et de peste. » « Il existe en Russie soviétique, dit M. Joseph Douillet, quelque chose qu'on ne trouve dans aucun autre pays civilisé : ce sont les enfants orphelins ou abandonnés par leurs parents, qui sont livrés à eux-mêmes. Comment est-on arrivé à peupler le pays de bandes innombrables de ces enfants abandonnés de tous?... » « La Russie nouvelle, dit M. Luc Durtain, est frappée

(1) Nous exprimons notre reconnaissance à M. V. Zenzinoff, qui prépare un ouvrage sur la question des enfants abandonnés et qui a bien voulu mettre à notre disposition sa très riche documentation, presque entièrement d'origine soviétique, et qu'il a réunie par un très long travail, demandant souvent des recherches difficiles. Nous souhaitons que ce remarquable travail voie le jour le plus vite possible.

de la plaie la plus monstrueuse et, il faut le dire, la plus imméritée, qui puisse humilier un peuple. C'est des enfants abandonnés, des *bezprisornie* que je parle. » « Pauvres petites victimes d'effroyables cataclysmes, dit Mme Andrée Viollis, ils sont à la fois des remords vivants et des fléaux. »

Si certains voyageurs étrangers ne parlent pas des enfants abandonnés, ce ne peut être qu'ils ne les aient pas aperçus. Il est de toute impossibilité de ne pas apercevoir les bandes de pauvres petits loqueteux et affamés qui vagabondent à travers la terre russe et remplissent les rues des grandes villes.

Quel en est le nombre ?

NOMBRE DES ENFANTS ABANDONNÉS

A cette question il est difficile de répondre avec exactitude. Les enfants abandonnés, élément essentiellement mouvant, redoutent tout contact avec les autorités et fuient les agents de recensement. On espérait que le recensement général de la population du 1er décembre 1926 permettrait d'arriver à une évaluation un peu plus précise : il n'en a rien été. Le jour du recensement, les enfants ont déserté les maisons en ruines, les gares, les villas d'été où ils s'abritent. « Nous passons par la rue Borovaya, par la rue Voronejskaya et par d'autres rues, raconte un journaliste russe (1), qui accompagnait les agents de recensement. Nous examinons les maisons en ruines et les maisons en construction. Mais nous ne trouvons pas d'enfants abandonnés. Ils ont fui. » Dans certains endroits les enfants abandonnés engageaient de véritables batailles avec les agents de recensement. A Ekaterinoslaw (2), « on avait décidé de recenser les enfants abandonnés le jour, considérant qu'un recensement effectué la nuit présenterait un danger. L'état-major des enfants abandonnés se trouvait dans un vaste immeuble en ruines. Tandis que le groupe d'agents de recensement montait l'escalier, il fut reçu, à la hauteur du quatrième étage, par une grêle de pierres et toute tentative de monter plus haut dut être abandonnée. Après deux heures de pourparlers, les agents de recensement durent s'éloigner. »

Quoi qu'il en soit, évalué, en 1922-24, par millions, le

(1) *Gazette rouge du soir*, 17 décembre 1926.
(2) *Pravda*, 17 décembre 1926.

nombre des enfants abandonnés n'est plus évalué depuis 1925 que par centaines de mille (quelquefois même par dizaines de mille). Une telle diminution, d'une année à l'autre, a lieu de surprendre. Mais il suffit de remarquer qu'en U. R. S. S. la statistique, uniquement au service du gouvernement des Soviets, est employée moins encore à déterminer les phénomènes, qu'à les dissimuler. L'émotion soulevée à l'étranger, et à l'intérieur du pays même, par les descriptions de ce fléau, a été telle que le gouvernement soviétique a senti la nécessité d'une grande discrétion. La brusque diminution ne s'est sans doute produite que sur le papier.

En 1923 (1), la veuve de Lénine, Mme N. Kroupskaya, disait : « Le nombre des enfants abandonnés enregistrés est chez nous de 7 millions, et de ce nombre 800 000 au maximum sont placés dans des maisons d'enfants. » Et la même Mme Kroupskaya évaluait à 8 millions le chiffre des enfants abandonnés à la fin de 1923 (2). D'après le professeur Poznicheff, ce nombre a dû rester, en 1926, sans grande modification. Lounatcharsky, commissaire du peuple à l'Instruction publique, considère qu'en 1922 le chiffre des enfants abandonnés devait même atteindre 9 millions. Comme nous l'avons dit, le nombre des enfants abandonnés n'est plus évalué depuis 1925 que par centaines de mille. Il aurait été, en septembre 1926, d'environ 600 000, d'après la Commission pour l'amélioration de la vie des enfants auprès du Comité central exécutif, et de 400 000, d'après les *Izvestia* (3). L'*Encyclopédie soviétique* de 1927 donne même le chiffre de 334 000. C'est celui qu'on trouve souvent chez les voyageurs étrangers et qui, de toute évidence, leur a été communiqué par les fonctionnaires chargés de les « renseigner ». Hélas ! voici un simple calcul qui en démontre l'inexactitude.

La dépense pour la lutte contre le fléau de l'enfance abandonnée a été en 1927 de 65 millions de roubles. Or on compte, comme dépense moyenne par enfant hébergé dans les maisons ou colonies d'enfants, 140 roubles. Le nombre des enfants abandonnés, et pour l'entretien desquels le Gouvernement ouvre des crédits, a donc dû être d'environ 450 000. Mais à ce

(1) *Pravda*, n° 51.

(2) Professeur Poznicheff, *l'Enfance abandonnée et les moyens de lutter contre le phénomène*, Moscou, 1926, p. 10.

(3) *Izvestia*, 2 mars 1926.

nombre il faut ajouter celui des enfants qui vivent dans les rues des grandes villes ou vagabondent sur les routes. Ne citons à ce sujet que la presse soviétique la plus récente. En 1927, au cours du XIII[e] congrès des Soviets, Léjava, remplaçant le président du Conseil des commissaires du peuple, disait : « Nous avons diminué le nombre des enfants abandonnés dans les centres et on a eu l'impression que le nombre des enfants abandonnés a diminué dans le pays en général. Mais les renseignements qui nous parviennent de la province prouvent qu'en réalité il ne diminue pas. » Et M[me] Kalinine faisait la constatation suivante : « Souvent on a pris à Moscou des mesures énergiques pour nettoyer les rues des enfants abandonnés; mais, peu de temps après, les mêmes rues étaient de nouveau pleines d'une foule d'enfants abandonnés, et l'afflux de nouveaux *bezprisornie* ne diminue pas. » Plus récemment, en avril 1928, le Comité central du parti communiste constatait que les rues des villes étaient toujours remplies de milliers d'enfants abandonnés et il faisait appel à ses organisations locales pour lutter contre ce fléau. Et au cours de la même année 1928, la *Pravda*, tout en constatant que certains résultats avaient été atteints dans la lutte contre l'abandon des enfants, avouait qu'aucun changement radical ne s'était produit dans ce domaine. Ainsi nous sommes autorisés à calculer que le nombre réel des enfants abandonnés doit être évalué non pas par centaines de mille, mais toujours par millions.

CONDITIONS DE LA VIE DES ENFANTS ABANDONNÉS

Ces millions d'enfants abandonnés, comment et dans quelles conditions vivent-ils ?

Une partie est placée dans des maisons ou des colonies d'enfants. Nous en parlerons plus loin. Occupons-nous d'abord des enfants qui vivent dans les rues des grandes villes ou se déplacent sur les routes pour atteindre en été les villes d'eau et les plages de climat doux, et pour retourner ensuite dans les grandes villes où ils ont plus de facilité à trouver, en hiver, des moyens de subsistance.

De toutes les villes, c'est Moscou qui attire surtout les *bezprisornie*. La perte des parents, le chômage, le complet dénuement, quelquefois le désir d'apprendre et le vague espoir

d'être reçu dans une école, chassent les enfants de leur village natal vers la capitale. Arrivé à Moscou, l'enfant erre dans la rue, mendie, vole et s'ingénie à trouver un abri pour la nuit et contre les intempéries : maisons en ruines, gares, wagons vides, ou même marmites dans lesquelles on fond l'asphalte, grandes boîtes à ordures, etc... Mais dans les autres villes, celles particulièrement qui ont souffert de famine au cours des années 1921-24, à Pétrograd, Kazan, Samara, Saratoff, Rostov, Odessa, Omsk, Tachkent, Nijni-Novgorod, Sébastopol, etc., l'afflux des *bezprisornie* est à peine moins considérable.

Voici, publié par la revue *Krasnaya Nov* (1), le récit d'un gamin trouvé à moitié mort dans les champs couverts de neige :

« Nous sommes partis avec ma mère vers Tiflis. Elle était malade. Elle est morte dans le train non loin de Tiflis. Je n'avais jamais demandé l'aumône, mais il ne me restait pas autre chose à faire. Je commençai à errer dans les rues. Je rencontrai des camarades. De Tiflis, nous nous rendîmes à pied à Bakou, puis de là par vapeur à Krasnovodsk. Là, mes camarades m'ont quitté. Je suis allé à Tachkent (2), et j'y ai passé deux ans et demi. Pour la nuit, je m'installais dans la gare. Je me cachais derrière une armoire. C'était une armoire qui n'était pas tout à fait collée contre le mur. Il ne fallait pas se coucher, car le soldat de milice pouvait voir les pieds : alors, je pris l'habitude de dormir debout derrière l'armoire. Un camarade ayant trouvé ma cachette, nous nous y installâmes tous les deux. Un troisième voulut nous rejoindre. Nous lui avons dit : « C'est impossible, il n'y a pas de place. On nous trouvera et on nous chassera tous. Cherche plutôt une autre armoire. »

« Mon camarade me conseillait d'aller à Moscou. « Tout le monde va à Moscou, disait-il : on a fait savoir à tous les orphelins de se rassembler à Moscou. » Je me rappelai alors que j'avais un oncle à Moscou, qui faisait des tableaux. Ma mère m'en avait parlé. Nous voilà donc en route. A une station, le conducteur du train aperçoit mon camarade et l'oblige à descendre. Mon camarade descendit et tomba sous les roues. Il fut coupé en deux. La route est longue de Tachkent à Moscou (3).

(1) Moscou, mars 1926.
(2) Distant de Krasnovodsk de plus de 1 000 kilomètres.
(3) 3 000 kilomètres environ.

Il faisait encore chaud à Tachkent, mais le temps devenait froid à mesure que nous avancions. Je demandais l'aumône aux gares où je chantais sous les fenêtres des wagons. Mais les voyageurs eurent bientôt assez de moi. On ne me donnait plus rien. Je me remis en route, mais le vent se leva, la nuit vint, j'avais faim. Alors à bout de forces, je suis tombé. »

Voici la description *de visu* d'une des marmites à asphalte où se réfugient les *bezprisornie*. C'est Mme Kalinine, femme du président du Comité central exécutif, qui, s'occupant de la protection des enfants abandonnés, a rendu visite à un groupe logé dans une de ces énormes marmites en fonte, qui dépassent parfois la taille d'un homme.

« Arrivée à une distance qui me permettait de discerner les objets, j'aperçus devant mes yeux une de ces marmites noires dans lesquelles on fond l'asphalte. Peut-être ne l'aurais-je pas aperçue, mais on voyait une flamme briller, et cela lui donnait un air encore plus mystérieux et plus sinistre. Les habitants de la marmite étaient collés contre elle, comme des étourneaux qui se rassemblent sur une bâtisse en ruines dans les champs, et ils étaient en train de se chauffer. »

La marmite a trente-huit habitants. Parmi eux, huit enfants ont encore leurs parents. Un de ceux-ci a une mère, qui, selon sa propre expression, « ne ressemble pas du tout à une mère, elle cogne dur ». Ainsi, ces huit gaillards, dont les père et mère sont en bonne santé et capables de travailler, sont absolument abandonnés. Comme nationalités, l'un est un petit Chinois, quatre sont Tartars, deux Tchouvaches, et un Juif. Ensuite quatorze orphelins de père et mère. D'où viennent-ils? « De loin, répondent les enfants; notre itinéraire, c'est Tachkent-Moscou-Sébastopol et retour. » D'autres sont à demi orphelins : leur père ou leur mère habite quelque part, dans un village lointain, mais où? ils n'en savent rien.

Au centre même de Moscou, dans la rue de Pétrovskaya, une grande caisse à ordures fermée par un couvercle a été trouvée abritant dix enfants : ils dormaient en refermant le couvercle et ne laissant qu'une petite ouverture par laquelle pénétrait un peu d'air.

A Pétrograd, à l'angle de la perspective de Lermontov et du canal de Griboiedev, l'inspection des enfants a découvert dans une bâtisse en ruines, qui servait autrefois d'établissement

de bains, vingt enfants abandonnés et quelques adultes qui s'y rassemblaient régulièrement toutes les nuits, faisaient la cuisine, buvaient, jouaient aux cartes (1). Et voici d'autres petits êtres affamés et déguenillés, qui dorment sur les tas de sable près des colonnes de la cathédrale de Kazan, dans le centre même de la ville, à proximité de la perspective Nevsky et des voies les plus fréquentées et inondées de lumière.

Encore peut-on se demander si ces abris ne sont pas préférables aux asiles de nuit qui recueillent des enfants privilégiés, ceux qui possèdent quelques copecks pour se payer ce luxe. Là, ils sont mêlés à la vie des bas-fonds de la ville : à l'extrême saleté physique s'ajoute une atmosphère morale profondément viciée : la société des criminels, des souteneurs, des prostituées. Le sort de l'enfant, qui a passé par une pareille école, est réglé d'avance.

A la première approche du printemps, aussitôt que commencent à bourgeonner les arbres, les enfants abandonnés quittent les villes où ils se sont tapis en hiver. Ils se dirigent vers les pays plus chauds, vers la mer, vers la montagne : là, où l'on peut dormir à la belle étoile et se nourrir de fruits et de légumes volés dans les jardins. Alors, les voies ferrées de l'U. R. S. S. se remplissent d'une foule de ces enfants sordides et émaciés. Ils voyagent en fraude, par milliers, sous les wagons, au milieu de la suie et de la poussière, risquant sans cesse de tomber sous les roues, entourant à tout arrêt du train les voyageurs comme un troupeau de louveteaux affamés. Des villes du nord, ils émigrent ainsi, parcourant des distances qui dépassent 2000 à 3000 kilomètres, vers le Caucase, vers la Crimée, vers le soleil du Midi.

Voici une description toute récente (2) de la ville caucasienne de Tuapsé :

« Un ciel clair, un soleil chaud, un climat doux, la mer, un littoral pittoresque et l'originalité de la vie caucasienne attirent là des masses de gens sans foyer venus du Nord : c'est pourquoi l'on rencontre à Tuapsé tant d'enfants abandonnés. On en compte plusieurs centaines, des milliers peut-être.

« Ils vivent en groupes organisés, qui ont leurs chefs. Ils

(1) *Gazette rouge*, 17 juin 1926.

(2) *Krasnaya Panorama*, 27 mai 1927.

ont leur langue, leur morale à eux. Leur jargon, absolument incompréhensible pour les étrangers, consiste en un emploi conventionnel de divers mots empruntés à la masse des langues qui sont parlées à Tuapsé. Aucun groupe n'a le droit d'occuper pour la nuit l'emplacement qui a déjà été retenu par un autre. C'est ainsi qu'ils se répartissent entre eux tous les bâtiments vides, les baraques, les cavités ou les anfractuosités situées au bord de la mer. Ils y passent la nuit ensemble, sans distinction de sexe ni d'âge, ou ils s'y rassemblent le jour pour dormir, jouer aux cartes, aux osselets, aux dominos. Au bazar on les rencontre en masse, sales, déguenillés, en train de chercher ce qu'ils pourraient bien chaparder. La ville est pleine des exploits de ces enfants abandonnés. Sur leur démoralisation courent des récits effroyables. Entre ces enfants si jeunes, il y a des « mariages », et l'on voit ces « femmes » de douze à treize ans fuir leurs maris, lesquels organisent de véritables chasses pour les reprendre. Nombreux sont les crimes qui ont pour cause la jalousie.

— Qu'est-ce que tu fais là ? demande-t-on à une petite fille de dix à onze ans qui fume sur le perron d'une maison, dans la grande rue, à neuf heures du soir.

— J'attends un homme, répond-elle sans sourciller.

Ces enfants abandonnés exercent une étrange et malsaine attraction sur les autres enfants de la ville. Maintes fois les parents rencontrent leurs enfants au milieu de ces vauriens et les ramènent chez eux ; mais bien souvent les enfants retournent auprès des bandes. Dans d'autres cas, quand les autorités renvoient des enfants abandonnés à leurs parents, ceux-ci refusent de les reprendre, car, dès leur retour, se produisent des vols et toute sorte de méfaits.

La plus grande partie des enfants abandonnés, — dans le paradis des ouvriers et des paysans, — sont d'origine ouvrière et paysanne. « Les enfants d'ouvriers et de paysans forment 78,8 pour 100 du nombre total des enfants abandonnés (1). » « Les trois quarts des enfants abandonnés sont des enfants d'ouvriers et de paysans et leur nombre augmente tous les ans (2). » Conséquence inévitable du dénuement grandissant du prolétariat russe. D'après une enquête détaillée faite en 1927, il y avait

(1) *Pravda*, 20 février 1926.
(2) *Troud*, 19 mai 1927.

parmi les enfants abandonnés 15 pour 100 d'enfants de trois à sept ans, et 57 pour 100 d'enfants de huit à treize ans. Il est évident que tous ces enfants n'ont pu remplir les rangs des abandonnés que sous le régime bolchévique.

L'enquête a établi que, parmi les enfants abandonnés, 67 pour 100 sont orphelins de père et de mère et 27,5 pour 100, orphelins de père ou de mère. Mais, faite souvent d'après les déclarations des enfants, l'enquête n'inspire pas, sur ce point spécial, beaucoup de confiance.

L'ÉCOLE DU CRIME

Parmi ces millions d'enfants abandonnés, la criminalité et tous les vices se propagent : le cocaïnisme, l'alcoolisme, les jeux de hasard, les vices contre nature.

« Le milieu des enfants abandonnés, disent souvent les journaux soviétiques, est l'école de la criminalité. » Il est certain que chaque enfant abandonné, — dit le recueil édité en 1927 par le Commissariat de la Justice sous le titre : *le Droit des enfants* (1), — a commis plusieurs délits, même si la police et les tribunaux ne les ont pas portés à son compte. Le milieu et la faim mettent l'enfant sur la voie du crime. Il commence par voler du pain, continue par arracher en courant les sacs à main des femmes : à l'occasion, il ne s'arrête pas devant l'assassinat.

Voici la statistique de l'année 1924 pour le territoire de la R. S. F. S. R. (2) à l'exclusion de Moscou. Au cours de cette année, les enfants abandonnés ont commis 29 527 crimes dont 13641 vols, 59 vols de chevaux, 88 vols à main armée, 265 incendies volontaires, 118 assassinats, 324 mutilations, 236 attentats aux mœurs. Parmi les 118 assassins, vingt ont l'âge de dix à onze ans, 22 au-dessous de dix ans. Presque tous les incendies volontaires (200 sur 265) sont l'œuvre d'enfants, dont l'âge ne dépasse pas onze ans.

Veut-on un témoignage plus récent ? « La statistique, écrit *la Gazette rouge du soir* dans son numéro du 9 juillet 1928, nous apprend que la criminalité parmi les enfants s'accroît systématiquement. Cet indice angoissant nous force à porter de

(1) Moscou, 1927, p. 83.

(2) République Socialiste Fédérative des Soviets Russes.

plus en plus notre attention sur l'enfance abandonnée qui est la principale source de cette criminalité. »

« Parmi les enfants criminels, lisons-nous dans le recueil du Commissariat de la justice, que nous venons de citer, sont fortement répandus l'alcoolisme, le morphinisme, le cocaïnisme et autres formes de la « narcomanie ». Sur les 2445 enfants qui sont passés à Moscou seulement, en 1925, devant la Commission des mineurs, il y avait 400 malades dont 114 « narcomanes », 16 syphilitiques, 55 malades psychiques, etc. »

D'après les données du docteur Cholomovitch (1), de 40 à 90 pour 100 des enfants abandonnés sont des cocaïnomanes.

Sur les 102 enfants abandonnés examinés en 1926 à Moscou par la section des maladies sociales, 2 seulement n'usaient pas de stupéfiants. La plupart des fillettes vivaient de la prostitution Sur les 50 000 enfants âgés de douze à quatorze ans qui sont passés dans la période de 1921-1924 devant la Commission des mineurs, 50 pour 100 étaient atteints de maladies contagieuses

LES SOVIETS CONTRE L'INITIATIVE PRIVÉE

Quelles mesures ont été prises par le gouvernement des Soviets pour lutter contre ce fléau redoutable?

Ce sont l'initiative et la bienfaisance privées qui ont attiré son attention sur ce phénomène et les dangers qu'il présente pour la santé physique et morale du peuple. Mais, comme on va le voir, aussitôt qu'il se fut rendu compte de l'importance que présente le problème de l'enfance abandonnée, il écarta immédiatement de la lutte contre ce fléau l'initiative privée et prononça la dissolution des groupements qui s'étaient formés en vue de cette lutte, en déclarant qu'il savait ce qu'il avait à faire et qu'il voulait rester maître absolu là comme partout. Il est jaloux de tout succès de l'initiative libre et il craint des manifestations hostiles de la part de tout groupement privé. C'est de même que, lorsqu'il fallut organiser la lutte contre la famine, il prit, en 1922, des mesures brutales de répression contre la Commission sociale d'aide aux affamés.

Les deux organisations privées, qui ont eu l'initiative de la lutte contre l'abandon des enfants, ont été la *Ligue de sauve-*

(1) *Izvestia*, nos 46 et 66, 1924.

tage des enfants, fondée en 1918, et le *Conseil de la défense des enfants*, fondé en janvier 1919. La Ligue, raconte Mme Kouskova, qui a été l'un des membres les plus actifs de cette œuvre, a été fondée sur le conseil du célèbre écrivain russe Korolenko. Elle était composée d'intellectuels, de médecins, de coopérateurs, socialistes ou démocrates de toutes nuances, mais aucun bolchévik n'en a fait partie. Au cours de la première année, elle a créé quatorze colonies d'enfants, un sanatorium et plusieurs clubs et jardins pour enfants. Non seulement les enfants étaient nourris et habillés, mais on leur apprenait à lire et à écrire et on leur enseignait un métier. Le personnel était dévoué et de haute moralité. Les ressources étaient fournies en cachette par les sociétés coopératives qui, à cette époque, n'étaient pas encore nationalisées. 3500 enfants sont passés par la Ligue et, dit Mme Kouskova, « nous avons vu qu'on peut faire de vrais miracles avec les enfants abandonnés ». La Ligue a travaillé sans incidents jusqu'au printemps de 1920, où arriva en Russie la première délégation des ouvriers anglais. La délégation visita une des colonies de la Ligue : Kameneff donnait en français les explications aux délégués, en déclarant que la colonie était l'œuvre du gouvernement des Soviets. Une des institutrices, indignée de ce mensonge, expliqua aux délégués que la colonie n'était pas une œuvre bolchévique et leur conseilla de s'adresser à la direction de la Ligue. Les délégués s'y rendirent, posèrent des questions et inscrivirent les réponses dans un journal que les agents bolchéviques leur ont volé par la suite. Le 1er janvier 1921, la Ligue fut dissoute.

Le *Conseil de la défense des enfants* subit le même sort. En mai 1921, la secrétaire générale du Conseil, Mme Kanzel-Dan, avait fait un rapport à la troisième session du Comité exécutif central sur le danger social que présentait l'enfance abandonnée. Le résultat fut tout à fait inattendu. Le rapport produisit sur les dirigeants soviétiques une impression énorme et le chef suprême de la Tchéka, Dzerjinsky, décida de prendre lui-même l'affaire en mains. La Ligue de la *Défense des enfants* fut à son tour dissoute et l'on créa sous la présidence de Dzerjinsky la Commission extraordinaire des enfants. En fait, tout le travail de Dzerjinsky se borna à la liquidation des organisations créées jusqu'en 1921 et dues aux efforts de l'initiative privée.

La seule arme que le gouvernement soviétique ait employée, outre la répression, pour guérir cette plaie, a été la multiplication des maisons d'enfants. Les autres moyens utilisés : placement dans les familles de paysans ou chez les artisans des villes et même incorporation dans l'Armée rouge, etc., n'ont pas dépassé l'importance de simples essais. La mort a été, d'autre dart, une excellente alliée du gouvernement des Soviets dans ses efforts pour diminuer le nombre des enfants abandonnés : elle a fauché par dizaines de mille ces êtres chétifs et malades, exposés à la faim et aux intempéries.

LES MAISONS D'ENFANTS

Voyons, maintenant, ce que sont ces maisons et asiles d'enfants créés par le gouvernement des Soviets. En voici le bilan, d'après la *Krasnaya Nov* (1) : « Seulement 12,5 pour 100 des locaux occupés par les maisons d'enfants sont convenablement aménagés : ce sont d'anciens asiles, maisons d'éducation ou écoles ; les autres sont des appartements privés absolument inadaptables au but auquel ils doivent servir et, très souvent, des locaux en ruines dans lesquels aucune réparation n'a été effectuée depuis neuf ans : devenus humides, froids, sales, ils sont absolument impropres à servir de cadres pour l'éducation et le travail des enfants. Le mobilier est pitoyable. Dans 42 pour 100 des maisons, il n'y a qu'un lit pour deux ou trois enfants : dans une maison du gouvernement de Koursk, il n'y a que quarante lits pour 155 enfants. L'ensemble des maisons possède 1 300 ateliers d'études. Leur outillage est, dans la plupart des cas, complètement insuffisant. » La même revue décrit une de ces maisons, qu'elle considère comme typique : « Comme exemple de l'état où se trouvent les maisons d'enfants, on pourrait citer le rapport d'un instructeur du Commissariat de l'instruction publique qui a fait une enquête dans le Caucase du nord ; en décrivant l'état des maisons d'enfants à Novotcherkassk, il écrit : « Sauf de rares exceptions, les maisons d'enfants fourmillent d'insectes et le nombre d'enfants malades de la gale est considérable... »

Le directeur de l'éducation sociale des enfants, M. Epstein,

(1) Numéro d'août 1927.

se plaignait, en novembre 1927, à la Conférence des maisons d'enfants, de ce que les enfants étaient sans cesse changés d'établissement, ce qui empêchait toute organisation normale du travail, et que les instituteurs étaient soumis aux mêmes mutations. M. Epstein renouvelait ses plaintes dans les journaux de 1928 et citait le cas d'une maison d'enfants dans laquelle, en deux ans, il y a eu soixante-deux changements parmi les membres de son personnel dirigeant et enseignant.

On pourrait multiplier ces exemples. Nous nous contentons d'en citer encore deux, puisés dans la presse soviétique de 1927-1928.

Ceci est la description de la maison d'enfants n° 17 à Kazan (1) : « Une petite chambre remplie de couchettes sans couvertures; des torchons sales tiennent lieu de linge. Chaque couchette sert à deux enfants. Les matelas sont faits avec de la paille pourrie et puante. Près des fenêtres, des flaques d'eau formées par la neige fondue. On a mené les enfants aux bains au printemps, et depuis, pas une seule fois. Mieux encore : la maison ne possède pas de lavabos et tous les jours, à sept heures du matin, par les froids les plus rigoureux, les enfants courent tout nus dans la rue pour se laver au robinet. Et que sont les instituteurs? Voici l'instituteur Hakimof, qui a dû quitter le service en raison de sa conduite envers les fillettes. Il y a eu plusieurs suicides parmi les enfants et l'on a deux fois empêché une fillette enceinte de se donner la mort. Et voici un autre instructeur, un certain Sidor, communiste. Il bat et injurie les enfants. Il confectionne des vêtements pour lui et pour les membres de sa famille avec l'étoffe destinée aux enfants qui se promènent vêtus seulement de linge, sans costumes, sans bottines. »

Le *Sovietsky Youg* (2) décrit ainsi la maison d'enfants n° 2, à Rostov-sur-le-Don : « Bouchez-vous le nez! Bouchez-vous le nez! Car aucun odorat ne peut supporter les odeurs nauséabondes qui vous assaillent. Bouchez-vous le nez et soulevez le col de votre pardessus, car vous risquez de prendre froid : dans la rue, la température est au-dessous de zéro et dans les chambres, la température est à peu près la même que dans la rue. Par terre, à côté de chaque lit, des excréments qui puent.

(1) *Comsomolskaya Pravda*, 21 février 1928.
(2) N° 300 de 1928.

Dans la pièce énorme et qui n'est pas chauffée, vous verrez, sur des lits, des êtres recroquevillés, enveloppés dans quelque chose qui rappelle vaguement des vêtements. Ici, les puces se nourrissent des enfants, qui eux sont nourris d'une bouillie dont il serait difficile de déterminer les origines. Ici, des gamins de huit et neuf ans violent une fillette de huit ans, après l'avoir ligotée... »

A Syzran, l'inspecteur du Commissariat de l'instruction publique, à son arrivée dans la maison d'enfants, fut entouré par les pupilles, qui lui criaient en face : « Nous vous haïssons, nous haïssons le pouvoir soviétique, vous avez fait de nous des parasites (1). » La *Comsomolskaya Pravda* du 9 août 1928 dit qu'elle reçoit des centaines de lettres contenant des renseignements sur ce qui se passe dans les maisons pour les enfants abandonnés et elle attire l'attention « sur les véritables horreurs qui se passent derrière les murs des maïsons d'enfants ».

Si défectueuse que soit l'organisation des maisons d'enfants, elles représentaient un certain effort que le pouvoir soviétique n'est pas en état de continuer. Le manque de ressources le force à diminuer sensiblement le nombre des enfants auxquels il donne asile dans ces maisons. La presse soviétique elle-même élève des protestations. Mais elles se heurtent à l'état des finances soviétiques.

Tandis que le nombre des enfants recueillis était, en 1921, de 540 000, on le voit tomber en 1923 à 252 317 pour être, en 1927, de 200 000.

Tel est donc le bilan de l'action gouvernementale en présence de l'enfance abandonnée.

1° Le gouvernement soviétique s'est montré incapable de vaincre le fléau et de donner aux enfants abandonnés l'abri, les soins hygiéniques et de leur assurer, même dans les limites les plus restreintes, l'éducation et l'enseignement d'un métier.

2° Le gouvernement soviétique s'est trouvé incapable d'empêcher que de nouveaux enfants abandonnés ne viennent grossir les effectifs déjà existants.

Cette impuissance n'est que trop facile à comprendre, quand on remonte aux causes du fléau. Comment le régime bolchévique pourrait-il remédier à un mal dont l'origine se trouve

(1) *Gazette ouvrière*, mai 1928.

précisément dans l'ensemble des conditions économiques et sociales créées par lui ?

LES ORIGINES DU FLÉAU

Les causes du phénomène social que nos étudions ici peuvent se diviser en trois catégories : la grande guerre et la guerre civile ; les conditions économiques engendrées par le régime soviétique et en premier lieu la famine de 1921 ; la dissolution de la famille, conséquence des conceptions et de la législation bolchéviques sur le rôle des parents, sur le mariage et sur la famille.

Les grands mouvements des populations qui quittaient précipitamment les territoires envahis par l'ennemi, ou en étaient évacuées, étaient accompagnés fréquemment de l'abandon des enfants. A cette époque, on trouvait déjà dans les villages, sur les voies ferrées et à l'arrière immédiat du front, de très nombreux enfants orphelins et enfants perdus ou abandonnés par leurs parents, enfants misérables, sans abri et sans nourriture, ignorant souvent leur nom et le lieu de leur naissance. Leur nombre n'a jamais été fixé exactement, mais, d'après Maro, auteur d'un livre sur l'enfance abandonnée, édité, en 1925, à Moscou, il n'a pas dû dépasser 50 000. Et, dès l'origine, furent créées des institutions qui enregistraient, photographiaient ces enfants et prenaient des mesures pour rechercher leurs parents. L'État et la société russes auraient, sans aucun doute possible, rapidement remédié à cette misère de l'enfance, si la Russie n'avait pas été soumise à la dictature bolchévique.

La guerre civile de 1918-1920 fut ensuite un terrain propice pour la formation de nouveaux contingents d'enfants abandonnés. Toute la terre russe se trouva séparée en camps ennemis par de nombreux fronts : front ouralien, front ukrainien, front sibérien, front du nord, front du midi, etc. La population émigrait en masses d'une province dans l'autre. La guerre civile était accompagnée d'épidémies et de la ruine économique et suivie par la terreur impitoyable des bolchéviks ; elle a fait de nombreuses victimes, laissant après elle des enfants orphelins, mi-orphelins ou abandonnés par leurs parents.

Avec la grande famine de 1921 et les famines qui l'ont suivie

en 1922-1924, nous abordons les phénomènes inhérents au seul régime bolchévique sous lequel vit la Russie.

Dans les études que nous avons consacrées ici-même à la grande famine de 1921, et à la nouvelle famine de 1922-1924 (1), nous avons établi que les conditions météorologiques et les phénomènes naturels n'étaient pas les causes principales de ces famines. Elles ont été engendrées par un ensemble de conditions qui doivent être mises exclusivement sur le compte de la ruine économique et de la désorganisation administrative créée par le bolchévisme. Rappelons seulement quelques chiffres : en 1921, le nombre des habitants souffrant de la famine a été, d'après les sources bolchéviques, de 15 à 20 millions; en 1922, de 8 millions; en 1925, de 10 millions; en 1924, de 8 millions; et encore faut-il considérer ces chiffres comme au-dessous de la réalité. On estime que la famine de 1921 a fait de 1 250 000 à 3 millions de victimes et qu'au moins un million d'habitants ont quitté les territoires frappés par la disette. Quel a été le nombre des enfants affamés, on peut en juger par le fait que l'organisation américaine, l'*Ara*, à elle seule, a secouru *4 171 441 enfants*.

Au cours des premières années qui ont suivi 1921, les contingents de *bezprisornie* étaient surtout composés d'enfants abandonnés au cours de la famine. « A cette époque, dit le *Troud* (2), les adultes et les enfants abandonnaient précipitamment leurs foyers et s'enfuyaient n'importe où avec la seule pensée de trouver du pain. Les enfants perdaient leurs parents et les parents leurs enfants. Nombreux étaient les enfants qui quittaient leurs familles pour trouver plus facilement de la nourriture. Ces enfants séparés de leurs parents ont formé la principale partie de la masse des enfants abandonnés. Une partie a été recueillie dans les maisons d'enfants, une autre a envahi les rues des villes ou s'est réfugiée dans des villages lointains. » Nombreux étaient à cette époque les cas d'abandon volontaire des enfants par leurs parents. Ils les laissaient à la porte des asiles d'enfants, ou dans les isbas non chauffées qu'ils quittaient pour aller mendier ou, tout simplement, le long des routes. Ce fut une année terrible, où

(1) Voir dans la *Revue* nos articles : *Cinquième année de la dictature bolchévique*, *Sixième année de la dictature bolchévique*, *La Terre aux paysans*, *La Nouvelle famine*.

(2) Numéro du 23 avril 1927.

la réalité ressemblait à un cauchemar. Le docteur Vassilevsky, dans son *Livre sur la famine* (1922), raconte des cas où les parents, perdant la raison devant la souffrance des enfants, en tuaient un pour nourrir les autres de sa chair : cas d'antropophagie qui n'étaient nullement des cas isolés. Dans la seule république minuscule des Bachkirs, on en a constaté 200 (jusqu'au mois de juillet 1922), sans compter 2000 cas enregistrés de mangeurs de cadavres. Voici des faits précis, que cite le docteur Vassilieff : deux frères de quatorze et de seize ans tuent leur voisin de onze ans, coupent un bras qu'ils font cuire et le mangent; le lendemain, ils préparent un plat composé du foie, du cœur, des poumons. Un garçon de quinze ans tue sa mère et sa sœur de treize ans pour les manger. Deux fillettes de douze et quatorze ans tuent, avec la complicité d'une jeune fille de dix-huit ans, la mère et la sœur de l'une d'elles et encore une fillette. Une bande de trois enfants de treize et quatorze ans attiraient des enfants dans leur isba, les assassinaient et les mangeaient.

Le nombre des enfants abandonnés au cours de la famine a été énorme et la proportion de ceux qui ont été abrités dans des foyers d'enfants a été presque nulle. L'appauvrissement extrême de la population, un chômage tel qu'aucun pays n'en connaît de pareil (le nombre des chômeurs dépasse deux millions), les difficultés financières qui forcent le gouvernement des Soviets à fermer les maisons et les asiles d'enfants, sont autant d'autres causes qui expliquent l'augmentation du nombre des enfants abandonnés. « Une des raisons principales du fléau de l'enfance abandonnée, dit le communiste Bogouslavsky (1), est le chômage des adultes et des mineurs aussi bien dans les villes qu'à la campagne. » « Et c'est la raison, dit le *Troud*, organe officiel des syndicats professionnels, qui fait que la masse principale des enfants abandonnés se compose d'enfants d'ouvriers. »

Le « surpeuplement agraire », la formation de plus en plus intense d'un prolétariat agricole qui quitte en masses les villages pour chercher du travail dans les villes est, enfin, une dernière cause qui multiplie le nombre des enfants abandonnés.

(1) *Krasnaya Nov*, août 1927.

En même temps que le désordre de la vie économique, la dissolution de la vie morale, conséquence directe et inévitable de la mise en pratique des théories soviétiques en matière de pouvoir des parents, de mariage et de famille, a agi dans le sens d'une forte augmentation du nombre des enfants abandonnés.

« Aucune révolution ne sera possible, tant que la famille et l'esprit de famille existeront », dit une résolution du Komintern; et le fameux jurisconsulte soviétique A. Goïkhberg proclame : « La famille doit être remplacée par le parti communiste (1). » Avec un cynisme sans pareil, ces idées sont exposées par la femme de Zinoviev, Lilina, dans son livre : *l'Éducation soviétique et l'Education par le travail*. « Nous devons, déclare-t-elle, soustraire les enfants à l'influence pernicieuse de la famille. Disons le mot, nous devons les nationaliser... L'amour des parents n'est-il pas surtout un amour nuisible aux enfants? La famille est individualiste, égoïste et l'enfant élevé par elle est le plus souvent antisocial et plein d'aspirations égoïstes. » On retrouve les mêmes idées dans l'ouvrage officiel édité en 1927 : *la Situation des enfants au point de vue du droit dans la R. S. F. S. R.* Nous y lisons : « L'idée fondamentale proclamée par la révolution d'octobre est que les maisons d'enfants doivent réaliser l'œuvre de l'éducation communiste de tous les enfants aux frais de l'État. »

Et voici quelles élucubrations sont capables de servir à leurs lecteurs, les pédagogues soviétiques. Le professeur Zalkind écrit dans un recueil, *l'Enfance abandonnée*, édité en 1926 à Moscou : « La famille bourgeoise et petite bourgeoise fait épanouir dans l'enfant des traits maladifs, individualistes, sexuels, fantastiques. La famine, le froid, l'absence de jouets, les camarades et la rue qui attirent l'enfant, l'organisent, créent des liens sociaux, le préservent de l'égocentrisme excessif et des fantaisies maladives ». Quand on admet pareilles théories, il n'y a qu'un pas à faire pour reconnaître les enfants abandonnés comme des individus particulièrement aptes à servir avec profit aux expériences de la pédagogie communiste. Ce pas est

(1) Voir le très intéressant ouvrage de M. Henry Klotz : *la Russie des Soviets. Faits et Documents* (Fournier, Paris, 1928). L'auteur a eu l'ingénieuse idée de décrire le régime bolchévique exclusivement à l'aide de citations puisées dans les documents et ouvrages soviétiques.

en réalité franchi par la communiste Maro-Levitina, qui essaie de prouver que la nature des enfants abandonnés est un terrain particulièrement fertile pour produire des communistes.

Si les pédagogues soviétiques aspirent à extirper de l'âme de l'enfant l'amour pour les parents et à détruire toute autorité paternelle, d'autre part, le législateur soviétique détruit le foyer familial en dissolvant la famille par sa législation sur le mariage et le divorce, et par ses dispositions sur l'avortement.

On sait que, d'après le Code des lois soviétiques sur le mariage, la famille et la tutelle, il n'est même pas nécessaire d'enregistrer le mariage, qui peut être prouvé, au cas de besoin, par le témoignage de cohabitation et que, d'autre part, le divorce, pour lequel le simple désir exprimé par l'un des conjoints est suffisant, ne doit pas être obligatoirement enregistré. Quant aux avortements, ils sont opérés librement dans les hôpitaux et ont, par exemple, atteint à Pétrograd seul, au cours des six premiers mois de 1927, le nombre de 11 732. Au cours du recensement général de la population, en 1926, dans de nombreux cas, les hommes déclaraient qu'ils avaient plusieurs femmes, et les femmes qu'elles avaient plusieurs maris. Inutile de faire remarquer que, sur de pareilles bases, il est impossible de construire un foyer familial et de retenir l'enfant longtemps au sein de la famille. Les conceptions bolchéviques et la législation soviétique sur le mariage et sur la famille créent, par conséquent, les conditions les plus favorables à l'augmentation du nombre des enfants abandonnés. D'ailleurs, les dirigeants soviétiques qui, il n'y a pas longtemps encore, déclaraient que l'enfance abandonnée est l'héritage de la guerre et du régime capitaliste, reconnaissent maintenant que ce fléau est le fruit des conditions nouvelles de la vie instaurées par les Soviets.

C'est ainsi que la veuve de Lénine, Mme Kroupskaya, a écrit encore en 1925 (1) : « Les racines de l'enfance abandonnée ne sont pas seulement dans le passé, mais aussi dans le présent. » Et le commissaire de l'Instruction publique, Lounatcharsky, déclarait à la Conférence des maisons de travail (15-20 novembre 1927) : « Nous avons de nouveaux cadres d'enfants abandonnés créés par les conditions sociales de la vie actuelle. »

(1) *Pravda*, 2 décembre 1925.

AUCUNE LUEUR D'ESPOIR

Tel est ce fléau de l'enfance abandonnée au pays des Soviets. Aucun pays ne l'a connu, même au cours des époques les plus sombres de l'histoire.

En faisant preuve de la plus grande impartialité, en faisant taire les sentiments d'indignation et de révolte, que nous inspirent les épreuves imméritées par lesquelles le bolchévisme fait passer notre grande patrie, nous n'avons eu qu'un seul but : montrer au monde entier, à l'aide d'une documentation exclusivement soviétique, les causes qui ont fait naître le mal, et les conditions qui ont provoqué sa terrible extension. Que le lecteur impartial juge lui-même l'étendue des malheurs que le régime soviétique fait s'abattre sur la Russie !

Nous affirmons que le pouvoir soviétique est responsable de la calamité dont nous venons de tracer le tableau ; qu'il n'a pas le droit de déplacer les responsabilités en prétendant qu'elle est née de conditions indépendantes de sa volonté et n'ayant rien de commun avec le régime par lui instauré.

Nous savons, — et nous l'avons dit, — que les premiers indices du mal se sont manifestés à l'époque où les populations des régions du front, fuyant l'ennemi, quittèrent leurs foyers et se déversèrent en torrents dans le pays, cherchant à l'est des abris contre la mort et la captivité. Mais nous savons aussi que la France, dans ses départements dévastés, la Belgique sur presque tout son territoire, la Serbie, dans sa partie la plus peuplée, la Roumanie, ont connu les mêmes mouvements de population en fuite devant l'envahisseur. Les populations de certains de ces pays, emmenées par l'ennemi en captivité, on même connu des souffrances plus grandes encore. Partout, aussitôt que se fut dissipé l'orage de la guerre, la population, décimée et ruinée, rentra dans ses foyers, souvent incendiés et détruits, et aucun de ces pays n'a connu ce cauchemar de l'enfance abandonnée et vagabonde, dans lequel se débat actuellement la Russie des Soviets.

Il est le fruit de ce même communisme qui ruina l'économie du pays, désagrégea la famille et détruisit les bases mêmes de la moralité, et qui, se déclarant maître unique de tous les enfants du pays, essaya de les nationaliser, comme il nationa-

lisa la terre, les usines, les fabriques et tous les biens matériels des particuliers.

La vie implacable a prononcé son jugement sur cette expérience monstrueuse, et le fier pouvoir soviétique, qui se place au-dessus de l'idée de Nation, qui ne connaît pas d'obstacles à la réalisation de ses folles théories, qui rejette avec mépris l'idée de la patrie, de sa dignité et de son vrai bonheur, ce pouvoir reste maintenant impuissant et les bras pendants devant le fléau que lui-même a engendré. Il sent cette impuissance, mais il n'a pas l'honnêteté de déclarer : *mea culpa! mea maxima culpa!* et il continue de mentir, en essayant de travestir la vérité avec la complicité de sa statistique.

Des « maisons d'enfants » modèles sont exhibées à quelques voyageurs étrangers triés sur le volet et les autorités soviétiques affirment que les « enfants d'État », arrachés aux bras égoïstes des parents, reçoivent une saine éducation par le travail. Ainsi se formerait une jeunesse communiste s'avançant d'un pas assuré pour remplacer les coryphées de l'époque héroïque du communisme militant et pour conquérir le monde.

Mais à ces vantardises, la vie répond à sa manière et nous montre une tout autre réalité, que malheureusement ne voient pas les naïfs explorateurs étrangers du paradis soviétique. Elle nous montre des centaines de milliers d'enfants s'abritant dans des taudis, dans des chaudières, dans des terrains vagues, dans des wagons détruits, se moquant des décrets soviétiques et échappant à ses agents de surveillance, mourant comme des mouches les jours de froid et déjà remplacés par une nuée d'autres petits êtres misérables, loqueteux, corrompus dès l'enfance la plus tendre par les vices et les maladies, formant dans le pays un véritable foyer de contagion et constituant un danger effroyable pour l'avenir de la Russie.

On voudrait amener cette redoutable danse macabre devant le tribunal de l'humanité pour qu'elle frémisse, secouée d'horreur et de compassion.

Vainement formerait-on l'espoir que le mal puisse guérir sous le régime qui étouffe actuellement la Russie. Ce mal est le fruit du régime soviétique, il est entretenu par toute l'ambiance de ce régime. Tant que ses causes subsisteront, il est illusoire de le combattre. Le mal est né de la ruine et de l'appau-

vrissement du peuple, de l'abolition de toute initiative privée, d'une dictature qui, en matière de morale, de famille, de liberté, a pour base les principes contraires aux conceptions de tous les pays civilisés.

Pour combattre le mal, il faut attaquer la source. Tant qu'existera le pouvoir soviétique et le régime qu'il a créé, tout progrès dans la lutte contre le fléau de l'enfance abandonnée ne pourra être que superficiel et ne donnera que des résultats temporaires : à la place des phénomènes disparus, de nouveaux phénomènes de même nature se produiront sous l'influence des mêmes causes. C'est comme si l'on voulait assainir une eau sans assainir la source contaminée d'où elle jaillit.

Dans ce domaine de la dissolution morale, plus encore que dans le domaine de la ruine économique, le monde, tant que n'est pas assainie la source, restera spectateur impuissant de ce cataclysme terrible : un pays, grand, puissant, doté par la nature de richesses énormes, pays en progrès continuel et qui avait donné au monde toute une civilisation, transformé en l'espace de dix ans en un vrai enfer, au fond duquel on aperçoit le « cercle » horrible des enfants abandonnés et vagabonds.

Comte W.-N. Kokovtzoff.

DERNIÈRES CONVERSATIONS DE SAINTE-HÉLÈNE

L'EMPEREUR COMMENTE SON TESTAMENT

Le drame qui se déroulait à Sainte-Hélène depuis cinq ans et demi touchait au dénouement : l'Empereur agonisait. On était au mois d'avril 1821 et il devait mourir le 5 mai suivant.

Pendant les dernières semaines qui ont précédé sa mort, la lucidité de son esprit fut parfaite. « Toute sa force, disait Montholon, semble être passée de son corps dans sa tête. » « Jusqu'à la veille de sa fin, a écrit Frédéric Masson, Napoléon fut assurément en pleine possession de ses facultés. » Avant de s'éteindre, la flamme jetait un dernier éclat.

Rien ne le prouve mieux que la clarté de son testament et la précision des recommandations qu'il adressa à quelques membres de son entourage.

Un mot d'abord sur cet entourage.

Des compagnons du début, restaient deux amis seulement : le comte de Montholon et le général Bertrand, grand-maréchal du palais. Ce dernier avait avec lui sa femme et leurs quatre enfants, dont un était né pendant la captivité. M^me^ de Montholon avait bien accompagné son mari, mais elle était retournée en Europe en 1819. Partis aussi deux compagnons de la première heure, Las Cases et Gourgaud.

Copyright by Ernest d'Hauterive, 1928.

De fidèles serviteurs, venus avec l'Empereur, étaient restés Au premier rang, Marchand et Saint-Denis, dit Ali, qui, lors de l'abdication à Fontainebleau, en 1814, avaient pris respectivement les places du premier valet de chambre Constant et du mameluk Roustam, en fuite l'un et l'autre après la chute de leur maître. A côté de ces deux hommes, d'un dévouement absolu, se trouvaient encore des serviteurs du début, sincèrement dévoués, eux aussi : le maître d'hôtel Pierron, le chasseur Noverraz, le valet de pied Achille Archambault.

Si quelques-uns étaient partis, d'autres étaient venus d'Europe. Le 20 septembre 1819, trois Corses avaient débarqué, singulier assemblage envoyé par le cardinal Fesch : le docteur Antommarchi, ignorant, vaniteux, mal élevé, qui devait causer à l'Empereur plus de soucis qu'il ne lui apporterait de soulagement; un vieux prêtre cacochyme, à moitié imbécile, l'abbé Buonavita, brave homme si l'on veut, mais incapable, qui repartira d'ailleurs avant la fin; un autre prêtre encore, l'abbé Vignali, qui restera jusqu'au bout.

Quelques domestiques, peu nombreux, avaient aussi rejoint : le cuisinier Chandellier, le chef d'office Coursot.

Ajoutons que, dans les derniers temps, l'Empereur avait fini par accepter les soins du médecin anglais Arnott, chirurgien d'un régiment.

C'est au milieu de ce petit monde que l'Empereur luttait contre la mort dont il sentait la menace très prochaine. En vain, essayait-on de le tromper sur son état. Il y voyait plus clair que les autres et alors que les médecins hésitaient encore sur la nature de la maladie qui l'emportait, il en donnait lui-même un diagnostic dont l'autopsie devait démontrer la vérité.

Le 10 avril, il commença à parler à Montholon de ses dispositions testamentaires. Le 12 et les jours suivants, il lui dicta d'abord ses dernières volontés puis les écrivit lui-même. Le 15 avril, il signait son testament et les jours suivants il établissait différents codicilles, au nombre de six, qu'il datait du 16 et du 24 avril. Par le premier de ces codicilles, il donnait soi-disant à Bertrand, Montholon et Marchand tout ce qu'il possédait à Sainte-Hélène. Dans le second, écrit le même jour, il expliquait que cette donation était de pure forme et avait simplement pour but d'empêcher les Anglais de mettre la main sur ses biens, dont il disposait autrement.

Pour prévoir également le cas où son testament serait intercepté par les Anglais ou détruit, il en fit établir une copie, ainsi que des codicilles, signa chaque partie, en forma un paquet qu'il cacheta, et qu'il remit lui-même à l'abbé Vignali, sous le sceau de la confession (1). Un autre testament existait déjà, qu'il avait rédigé antérieurement et confié au général Bertrand : il donna l'ordre de le lui remettre, le relut, le déchira, le brûla.

En même temps, il dictait à Marchand des instructions pour ses trois exécuteurs testamentaires, Montholon, Bertrand et Marchand, et les signait le 26 avril. Le 25, il avait signé une lettre pour le banquier Laffitte, une autre pour le baron de La Bouillerie, ancien trésorier du domaine privé.

Jusqu'ici, c'est tout ce qu'on a su des dispositions prises par l'Empereur avant de mourir. Les historiens qui, soit alors, soit depuis, ont traité cette question, les témoins mêmes des dernières heures, à l'exception d'un seul, tous semblent avoir ignoré l'existence d'un autre document, fort important cependant, qui complète et explique les précédents.

Les 22, 24, 25 et 26 avril, le malade fit venir auprès de son lit le grand-maréchal Bertrand et causa longuement avec lui ou plutôt devant lui, après lui avoir recommandé de prendre par écrit tout ce qu'il dirait. En présence de ce fidèle, il se mit à parler à bâtons rompus, librement, ne cherchant ni ses pensées ni ses expressions. Sans avoir sous les yeux aucun des textes déjà signés par lui, il énuméra différentes clauses de son testament, en répéta une partie sans varier, à quelques rares exceptions près (2), expliqua pour quelques-uns les raisons de ses legs. Puis, passant à des sujets qu'il n'avait pas voulu ni pu aborder dans un acte officiel, tel qu'était son testament, ou sur lesquels il n'avait donné que des indications sommaires, il ajouta des recommandations très importantes sur les devoirs des différents membres de sa famille. Il envisagea même le sort

(1) Le premier testament est déposé aux Archives nationales, dans l'armoire de fer. Le second, signé par l'Empereur, se trouve, avec la bande qui l'entourait et sur laquelle il avait mis le nom de l'abbé Vignali, dans les archives du prince Napoléon, à Prangins.

(2) Ainsi, il dit à Bertrand qu'il lui laissait un million et pareille somme à Montholon : en réalité, il légua 950 000 francs au premier et 2 250 000 francs au second. De même, il légua 115 000 francs à Vignali et non pas 150 000, et 50 000 à Corbineau au lieu de 100 000.

de deux enfants dont il n'avait pas cru devoir parler jusque-là aussi explicitement.

Le général Bertrand notait avec soin tout ce qu'il entendait. Il était habitué, du reste, ainsi que l'avaient été les autres compagnons de la captivité, à cet exercice. Depuis qu'il avait quitté la France, à partir du moment où l'exil avait commencé, sur le *Northumberland*, puis à Sainte-Hélène, l'Empereur avait adopté cette méthode de travail : il parlait devant celui qui devait tenir la plume, s'échauffant à mesure, allant si vite que ce n'était plus une dictée proprement dite et qu'il fallait saisir au vol sa pensée, la traduire par une sorte de sténographie que chacun formait à son propre usage. N'était-ce pas ainsi, d'ailleurs, que jadis il avait dicté ses lettres à ses secrétaires auxquels un entraînement spécial avait seul permis de reproduire fidèlement la pensée du maître ?

Ce sont ces conversations, précieusement conservées par le grand-maréchal Bertrand, que nous présentons aujourd'hui au public : elles constituent à la fois le commentaire du testament, les conseils donnés à ses exécuteurs testamentaires et à différentes personnes, les dernières instructions pour la famille impériale, l'expression enfin de son ultime volonté. Il est donc inutile d'insister sur l'intérêt qu'elles comportent pour l'Histoire.

Le grand-maréchal Bertrand n'avait pas cru devoir les rendre publiques. Après la mort de son fils, le général Henri Bertrand, la veuve de ce dernier les remit, avec d'autres papiers, en 1881, au prince Napoléon, qui les classa dans ses archives de Prangins. La bienveillance du prince Louis Napoléon nous a permis d'en prendre connaissance et de les publier

Ernest d'Hauterive.

CONVERSATIONS DE L'EMPEREUR

avec le Grand-Maréchal

22-26 avril 1821

Le 22 avril, dimanche, de six à huit heures du soir, dans la chambre à la pendule, auprès de son lit.

TESTAMENT. — L'Empereur a dit au grand-maréchal qu'il avait fait trois testaments :

le premier, qui ne devait être ouvert qu'à Paris, qu'on devait dire qu'il avait été porté par Buonavita (1) en Europe, afin de le soustraire aux recherches des Anglais ;

le deuxième était un codicille, qui devait être ouvert ici et montré aux Anglais, par lequel l'Empereur disposait de tout ce qu'il avait ici, afin qu'ils ne pussent s'en emparer ;

le troisième était destiné pour l'Impératrice ;

que Marchand était chargé de remettre ces testaments dans le temps et de la manière que l'Empereur lui avait indiqués.

RELIGION. — Que, dans son testament, il déclarait mourir dans la religion catholique où il était né ;

qu'il désirait qu'avant sa mort l'abbé Vignali lui donnât la communion, l'extrême-onction et tout ce qui était d'usage en pareil cas ;

qu'il lui avait demandé s'il savait bien ce qu'il y avait à faire.

SÉPULTURE. — Qu'il désirait qu'Antommarchi seul ouvrît son corps, ou de concert avec le docteur Arnott, qui l'avait soigné ;

qu'on enverrait probablement le docteur Short (2) pour être présent ;

de veiller à ce qu'on n'insérât pas de bêtises dans le procès-verbal ;

qu'il demandait et qu'il nous chargeait de réclamer qu'il

(1) L'abbé Buonavita avait vu l'Empereur pour la dernière fois le 17 mars 1821, avant de s'embarquer. Aucun écrit ne lui fut confié. Il n'avait reçu que des instructions verbales.

(2) Les docteurs Arnott et Short étaient des médecins anglais. Le premier seul soigna l'Empereur pendant quelque temps.

fût enterré sur les bords de la Seine, ce pays qu'il avait tant aimé ;

que, par rives de la Seine, il entendait un point quelconque de la France ;

qu'il pensait que les Bourbons n'y verraient point d'inconvénients ;

que ce qu'il préférait, c'était d'être enterré au cimetière Lachaise ;

qu'on pourrait le placer entre Masséna et Lefebvre et qu'on lui élevât au milieu un petit monument, une colonne ;

qu'il préférait cela à être enterré à Saint-Denis, au milieu des Bourbons ;

que si les Bourbons voulaient s'honorer, ils le placeraient à Saint-Denis, mais qu'ils n'auraient pas cet esprit-là ;

ou bien qu'on le plaçât dans une île formée par le Rhône et la Saône près de Lyon ;

qu'enfin on le déposât à Ajaccio, en Corse, que c'était encore la France ;

qu'alors on le mît dans la cathédrale, où étaient ses ancêtres, où il avait fait inhumer son oncle Lucien ;

qu'il ne pensait pas qu'on laissât son corps à Sainte-Hélène, qu'il croyait avoir vu que ce cas était prévu ;

mais que si cela avait lieu, il désirait qu'on l'enterrât non à Plantation-House, mais auprès de la fontaine qui lui avait fourni de l'eau pendant son séjour ici (1).

Que Louis avait fait enlever le corps de son père de Montpellier ;

qu'après l'avoir fait transporter à [Saint]-Leu, il avait vendu cette terre, qu'il n'eût jamais dû le faire, parce que les cendres de son père s'y trouvaient ;

que les sœurs de la Charité avaient été obligées de venir les recevoir ;

qu'il eût mieux fait de les laisser à Montpellier, où il avait été enterré avec honneur.

Faits constatés. — Qu'il avait constaté dans son testament quelques faits et quelques principes de son gou-

(1) Il s'agit de la fontaine Torbet, à côté du cottage habité au début par les Bertrand. Chaque jour on venait y chercher l'eau que buvait l'Empereur. Déjà, à plusieurs reprises, il avait désigné cet endroit comme devant être le lieu de sa sépulture, si son corps restait à Sainte-Hélène. Il y fut effectivement déposé et y resta jusqu'au moment de la translation en France.

vernement, par exemple le jugement du duc d'Enghien;

qu'il l'avait fait périr, non par les raisons politiques que lui avait prêtées le *Manuscrit de Sainte-Hélène*, manuscrit qu'il désavouait, mais parce qu'il y avait à Paris une conspiration de soixante assassins envoyés par les Bourbons;

qu'il l'avait fait saisir par un sentiment de justice et de dignité nationale; qu'il en avait le droit;

et qu'aujourd'hui, sur le bord de la tombe, il ne s'en repentait point et qu'il le ferait encore.

OLIGARCHIE ANGLAISE. — Qu'il mourait assassiné par l'oligarchie anglaise et son sicaire;

qu'il espérait que le peuple anglais vengerait bientôt sa mort;

qu'il avait été tué d'abord par le climat, ensuite à coups d'épingles, enfin par défaut d'exercice;

qu'on n'avait retiré les sentinelles et qu'on ne lui avait permis de prendre l'air que quand il n'était plus en état de sortir;

que sans doute l'oligarchie répondrait, qu'elle publierait des pièces;

qu'il demandait que nous répondissions;

que nous avions à dire d'abord qu'il y avait deux correspondances, une ostensible, l'autre secrète;

qu'ensuite, il y avait les insinuations.

EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES. — Qu'il avait nommé ses exécuteurs testamentaires le grand-maréchal, le général Montholon et Marchand;

qu'il devait cela à l'attachement que Montholon lui avait montré depuis six ans;

que Montholon ne lui devait rien et qu'il avait perdu 300 000 francs de sa fortune par son séjour ici;

qu'il espérait que le grand-maréchal se serrerait à Montholon;

qu'il voulait élever Marchand;

qu'il pensait que tous les souverains y étaient intéressés;

qu'il le traitait grandement;

qu'il le mettait en état d'avoir plus de domestiques qu'il n'en avait lui-même;

que Marchand avait déjà une terre en Bourgogne;

qu'il ne devait pas dissiper ce qu'il lui donnait, mais établir une fortune solide;

que sa grande fortune lui donnerait de la considération ;

qu'il espérait que le Roi un jour le ferait baron ;

que Gourville (1) était un exemple que des serviteurs fidèles pouvaient figurer dans les premiers rangs de la société ;

que cependant La Rochefoucauld n'avait été qu'un particulier ;

qu'il espérait que nous le protégerions, que nous l'aiderions de nos conseils.

SON FILS. — Qu'il chargeait le grand-maréchal de remettre ses armes à son fils, lorsqu'il aurait seize ans ;

qu'il ne pouvait lui laisser rien de plus précieux ;

qu'il fallait les garder, jusqu'à ce qu'il eût atteint l'âge de seize ans, qu'autrement, ce serait les donner à l'Autriche ;

que le poignard avait été pris à Malte, qu'il avait été donné par le Pape au grand maître Valette, après la défense de Malte ;

qu'il fallait bien soigner ses armes et surtout les pistolets, de crainte que la rouille ne s'y mît ;

qu'il regrettait de n'avoir plus sa carabine, qu'il avait donnée au roi de Wurtemberg, qu'il n'en avait pas fait faire d'autre ;

que Caulaincourt doit avoir le beau sabre où se trouve son portrait, qu'il serait bien aise qu'il l'offrît à son fils ;

qu'il désirait que son fils ne portât jamais les armes contre la France ;

qu'il avait chargé Marchand de lui remettre son argenterie ;

de lui remettre ses plaques, effets à son usage, ses nécessaires, un de chaque espèce de ses habillements, une douzaine de chemises et de chaque espèce de linge à son usage ;

qu'il avait chargé Ali (2) de lui porter quatre cents volumes, de ceux qui étaient le plus à son usage ;

Noverraz de lui porter ses fusils de chasse ; le maître d'hôtel sa porcelaine ;

l'officier (3) les petits tableaux qui étaient sur la cheminée ;

(1) Gourville (1625-1703) débuta comme valet de chambre de l'abbé de La Rochefoucauld, s'éleva peu à peu, devint receveur des tailles et amassa une fortune considérable.

(2) Saint-Denis, dit Ali, était spécialement chargé de tenir la petite bibliothèque de l'Empereur à Sainte-Hélène.

(3) Pierron était maître d'hôtel et Coursot chef d'office ou officier.

qu'il avait réparti ses divers objets entre diverses personnes pour donner des gages de sa satisfaction à ceux qui l'avaient bien servi;

et aussi pour qu'en cas de mort ou d'événement survenu, tout ne fût pas perdu.

Que Turenne (1) devait avoir ses grands costumes, son collier de l'ordre, qu'il devait les porter à son fils;

que ces souvenirs lui seront précieux;

qu'il léguait un million au grand-maréchal :

qu'il traitait de même Montholon.

DOMESTIQUES. — Qu'il avait voulu mettre ses domestiques en état de ne plus servir personne ;

qu'il laissait 150 000 francs à Ali, 150 000 à Noverraz, qu'il en avait déjà 50, que cela lui ferait 200 000 francs; qu'il irait sans doute s'établir dans le pays de Vaud; qu'il serait un des habitants les plus riches;

qu'Ali ferait bien de s'établir dans le voisinage et sous la protection de Marchand, que peut-être il faudrait le placer auprès du Roi de Rome;

qu'il laissait 150 000 francs à Pierron, plus de 50 000 à Archambault;

qu'il traitait bien l'officier et les cuisiniers.

VIGNALI. — Qu'il laissait 150 000 francs à Vignali; qu'il s'était fait estimer, qu'il avait travaillé à s'instruire, qu'il avait donné des leçons aux enfants du grand-maréchal, qu'enfin il avait été prêt à tout faire;

qu'il n'y avait que ce pauvre docteur (2) à qui il ne laissait rien;

qu'il avait voulu lui laisser 200 000 francs, mais qu'il ne l'avait pas fait, moins parce qu'il ne croyait pas à son habileté, que parce qu'il ne lui avait pas montré d'attachement et qu'il ne lui avait pas donné tous les soins qu'il avait droit d'en attendre;

mais qu'il était encore à temps d'avoir sa part à ses bienfaits, qu'il pouvait faire un codicille.

(1) A la fin de l'Empire, le comte de Turenne était maître de la garde-robe.
(2) Docteur Antommarchi.

Legs. — Qu'il léguait 100 000 francs à Bignon pour faire l'histoire de la diplomatie de son règne;

qu'il léguait 100000 francs à Marbot pour combattre les historiens militaires antinationaux ; qu'il désirait qu'on lui remît ses notes sur l'ouvrage de Rogniat (1);

qu'il laissait 100 000 à Clausel et Lefebvre-Desnouettes, quoiqu'il les crût au-dessus de cela;

qu'il n'oubliait aucun des proscrits;

qu'il léguait à Réal et aux autres ;

qu'il léguait aussi à Drouot et Cambronne;

qu'il léguait 100 000 à Emery;

qu'il laissait 100 000 à Corbineau ; à la veuve et aux enfants de Letort;

que ses autres aides de camp étaient Ribes, Rapp, Lemarrois, Lobau, Durosnel; que Dejean ne l'était pas;

qu'il avait légué à beaucoup de monde, qu'il laissait à tous les proscrits, qu'il croyait n'avoir oublié personne;

qu'il laissait aux veuves du maréchal Duroc et du duc d'Istrie, qu'il désirait que le duc d'Istrie se mariât avec la duchesse de Frioul, que ce n'était au reste qu'une indication subordonnée aux goûts et aux autres convenances ;

qu'il laissait 100 000 francs à Larrey, en le déclarant le plus vertueux de tous les hommes;

qu'il ne léguait rien à Denon, parce qu'il le croyait riche;

qu'il avait laissé 100 000 à Arnault;

100 000 francs à Poggi;

qu'il traitait bien Lavalette;

qu'il avait enrichi sa nourrice et ses enfants;

qu'il traitait bien Las Cases, qu'il l'avait nommé trésorier de la commission (2), en cas de mort, son fils et à leur défaut Drouot ; qu'il établirait sur tous ses legs un droit de 3 pour cent pour parer aux frais divers de bureau, voyages, etc.

Prince Eugène. — Qu'il réclamait du prince Eugène deux millions sur ses propriétés du royaume d'Italie, qu'il faisait des dispositions particulières pour cette somme ;

(1) *Considérations sur l'art de la guerre*, par le baron Rogniat, Paris, 1816. Ces notes se trouvent dans le tome 31 de la *Correspondance de Napoléon Ier*.

(2) Commission chargée de liquider sa succession et composée de ses trois exécuteurs testamentaires, Bertrand, Montholon et Marchand.

qu'il avait dans le royaume d'Italie pour un million de vaisselle, un mobilier considérable, une écurie nombreuse ;

que pendant huit mois Venise avait été encombrée de tout ce qui lui appartenait ;

qu'il espérait qu'Eugène ne se ferait pas tirer l'oreille ;

qu'il avait laissé dans les caves de la Malmaison deux millions dont il n'avait jamais disposé formellement ;

qu'au besoin il désirait qu'il prît ces deux millions sur les quarante qu'il lui avait donnés et qu'il en faisait une disposition particulière.

IMPÉRATRICE. — Qu'il réclamait de l'Impératrice deux millions dont il disposait ; qu'il lui avait fait remettre ces deux millions à Orléans ;

qu'il commençait son codicille à l'Impératrice par lui demander de faire rendre au grand-maréchal les 20 000 livres de rente qu'il lui avait donnés à Parme, les 10 000 livres qu'il avait sur le Mont Napoléon de Milan, enfin ce qu'il avait en Illyrie.

LAFFITTE (1). — Que la totalité de ses legs s'élevait à la somme de 6 100 000 francs ; qu'elle se composait du capital primitif de 5 300 000 francs et des intérêts à 5 p. 100 ;

qu'il avait déchiré le second reçu de Laffitte ;

qu'il demandait que Laffitte payât les intérêts à 5 pour cent et non à 4 pour cent ;

qu'il fallait exiger les intérêts à 5 pour 100 ;

qu'il fallait être fort raide dans son compte ;

qu'il ne lui allouait dans ses comptes que, savoir :

les 100 000 de Las Cases ;

les 12 000 francs par mois ;

les 20 000 francs de Lallemand ;

les 3 000 francs de Gillis ;

les 72 000 francs de Balcombe ;

peut-être les 100 000 d'O' Méara, s'il les avait payés et (je pense les 24 000 de Stokoë (2)) ;

(1) Dans ces conversations, aussi bien que dans son testament et dans sa lettre du 25 avril 1821 à Laffitte, l'Empereur commet une erreur. Ce fut trois millions et non pas six, que, le 28 juin 1815, sur son ordre, on transporta des Tuileries chez le banquier.

(2) Stokoë : médecin anglais qui, en 1819, avait donné quelques soins à l'Empereur.

que s'il avait payé pour le jugement de Lavalette, c'était au prince Eugène à en tenir compte, qu'il était assez riche pour cela ;

que l'affaire de Laffitte était la première chose à faire et qu'il n'en fallait entamer aucune autre que celle-ci ne fût terminée.

Le grand-maréchal a observé qu'il n'avait rien en Illyrie, que ses dotations étaient en Pologne, Hanovre et Westphalie.

L'Empereur charge le grand-maréchal d'annoncer officiellement sa mort à l'Impératrice ;

il présume qu'on la remariera avec un archiduc.

DOMAINE PRIVÉ (1). — L'Empereur a ajouté qu'il avait droit à son domaine privé, qui était le produit des économies de sa liste civile, que le grand-maréchal savait être de 12 à 15 millions par an ;

que cela avait formé 200 millions, qu'il en avait disposé moitié pour sa garde et l'armée, moitié pour les villes et départements qui avaient souffert de l'invasion des étrangers ;

que La Bouillerie devait être mis en cause ;

que c'était lui qui était comptable ;

qu'on pourrait consulter Cambacérès, s'il était à Paris, et autres personnes versées dans les lois ;

que cette affaire devait être traitée la dernière ; que jusqu'à ce que les autres fussent terminées, il fallait la tenir secrète.

Qu'il avait fait un testament très populaire ;

qu'il laissait une grande latitude à ses exécuteurs testamentaires et une belle tâche à remplir ;

qu'il paraissait que le patriarche de Venise lui avait légué sa fortune, qu'il fallait savoir ce que c'était ;

qu'il y avait eu aussi du vif argent caché à Venise (2), qu'il fallait s'informer de ce que cela était devenu.

SA FAMILLE. — Qu'il désirait que le grand-maréchal se rendît auprès de sa mère, et le priait de lui dire : qu'elle ne pouvait mieux employer sa fortune qu'à doter ses petites-filles en les mariant dans des familles romaines ;

(1) Voir le paragraphe III du testament et les instructions pour les exécuteurs testamentaires.

(2) L'Empereur estimait en avoir eu pour cinq millions.

que sa famille devait s'emparer de Rome, s'allier à toutes les familles princières, c'est-à-dire à celles qui avaient eu des papes ;

que l'alliance avec les Hercolani et les Gabrielli était bien entendue ; qu'il avait fort désapprouvé le mariage avec le Suédois (1) ;

que ses nièces pouvaient laver les pieds du Pape, mais non ceux de la reine de Suède, ni de tout autre ;

qu'ils devaient s'allier aux Colonna, aux Orsini et aux autres familles ; qu'ils pouvaient aussi se marier entre eux ;

qu'ils ne devaient point se marier en France, à moins qu'il n'y eût un changement de gouvernement ;

que ce qu'il disait s'appliquait à tous ses neveux et nièces, de le faire connaître à la reine Caroline et au roi Joseph ;

que sa famille aurait probablement des papes, dans tous les cas elle exercerait une grande influence partout, même en France ;

qu'enfin Rome était la Ville Éternelle ;

que la Suisse n'était qu'une petite oligarchie.

SES ENFANTS NATURELS. — Qu'il avait deux enfants naturels, l'un qu'il reconnaissait, le fils de Mme Walewska ;

qu'il devait avoir 200 000 livres de rente, mais que, comme Mme Walewska avait un autre fils qu'elle aura voulu avantager, et probablement quelques-uns aussi d'Ornano (2), il présume que son fils n'aura peut-être que 100 000 francs ;

qu'il fallait veiller à ses intérêts, même contre Ornano, qu'il le lui recommandait ;

qu'il faudrait lui procurer une place dans un régiment français de lanciers et veiller sur lui ;

qu'il espérait qu'il ne porterait jamais les armes contre la France et qu'il devait se faire Français.

Que le second s'appelait Léon, qu'il avait pour tuteur le beau-père de Meneval ;

que comme Murat lui avait amené la mère (3), il avait

(1) Les deux filles issues du premier mariage de Lucien avaient épousé l'une le prince Gabrielli, l'autre le Suédois Arved Poss.

(2) Mme Walewska avait épousé d'Ornano en secondes noces.

(3) Éléonore Denuelle de La Plaigne avait épousé Revel, officier démissionnaire qui fut compromis dans des affaires d'argent et condamné pour escroqueries. Elle divorça. En 1806, elle eut un fils de l'Empereur, le jeune Léon, dont la vie devait

pensé d'abord que l'enfant était de Murat, mais que l'enfant ayant été présenté, il l'avait trouvé si ressemblant que la reine Hortense, à qui il le fit voir, le trouva aussi tellement ressemblant à l'Empereur qu'il l'avait reconnu pour son fils;

qu'il lui avait donné 150 000 francs sur les canaux comme à Mme Béchaud;

qu'il avait chargé le tuteur de placer successivement les intérêts sur le grand livre;

qu'il devait avoir environ 30 000 livres de rente sur le grand livre;

qu'il faudrait lui acheter une petite terre, dans son voisinage, si cela se trouvait en Berry, qu'il pourrait en prendre le nom;

qu'il le lui recommandait, qu'il veillât sur son sort;

qu'il le fît placer dans un régiment.

Grand-maréchal. — Qu'en donnant au grand-maréchal un million, il doublait sa fortune; qu'il aurait ainsi 100 000 livres de rente;

qu'en y joignant une pension de 20 000, qu'on ne pouvait lui refuser comme grand officier, les 30 000 francs de rente que l'Impératrice lui ferait rendre, il aurait 150 000 francs de rente;

que la première chose qu'il eût à faire était de faire annuler son jugement (1). Il demanda au grand-maréchal s'il croyait qu'il fût obligé de se présenter pour purger sa contumace, si Clausel avait été réellement condamné;

qu'il devait passer d'abord quelque temps à Paris, pour terminer les affaires de son testament;

qu'il devait ensuite rester un an tranquille, dans son département, ensuite se faire nommer député, que c'était le moyen d'arriver à la Chambre des pairs, si toutefois il n'y arrivait pas de suite;

qu'il ne devrait point abandonner le Berry;

qu'il fallait acheter des fermes et des propriétés à 10 lieues de Châteauroux, et une belle terre à 5 ou 6 lieues, si cela se pouvait;

être un véritable roman. Elle se remaria et épousa un Bavarois, le comte de Luxbourg.

(1) Le 7 mai 1816, un conseil de guerre avait condamné le général Bertrand à mort, par contumace. Le général Clausel fut également condamné à mort par contumace, au mois de septembre de la même année.

qu'il ne fallait pas bâtir;

qu'il ne fallait pas vivre à Paris, y avoir seulement une petite maison, comme il en avait eu une lui-même rue de la Victoire;

qu'il fallait seulement y passer quelques mois d'hiver et n'y point représenter;

qu'il fallait faire comme les Anglais, qui vivent simplement dans la capitale et réservent leur luxe pour leur séjour dans leurs terres;

qu'il ne faisait aucun cas d'un homme qui avait 80 mille livres de rente à Paris, qu'il y en avait un grand nombre, qu'il ne s'en occupait pas;

mais qu'il avait considéré celui qui avait 60000 francs de rente en province, que c'était un homme important, un chef de province; que s'il pouvait un jour marier sa fille à un des fils de Lucien, il le verrait avec plaisir, ou au fils de Mme Walewska, que les Walewski étaient des princes de Pologne, que le jeune Walewski n'était pas bâtard, que c'était une affaire de chronique, comme il y en a dans toutes les familles;

qu'il était, il est vrai, de son sang, et que c'était aussi quelque chose; qu'il aurait 120000 livres de rente, mais n'en eût-il que 60, c'était une belle fortune; qu'il voulait dire seulement qu'il fallait avoir cela en vue.

Lady Holland (1). — Qu'il laissait à lady Holland la tabatière où était le satyre, qu'elle lui avait été donnée par le Pape, lors du traité de Tolentino;

que peut-être il se trompait, mais qu'il était dans cette opinion;

que c'était la seule femme dont il parlait dans son testament, sa mère et ses sœurs exceptées.

Arrighi. — Qu'Arrighi devait avoir son domicile en Corse et y aller;

qu'il fallait le lui dire;

qu'il devait se faire nommer député pour arriver à la Chambre des pairs;

qu'il devait aller en Corse tous les trois ans.

(1) Sans connaître personnellement l'Empereur, lady Holland avait profité de la haute situation dont elle jouissait en Angleterre pour faire parvenir à Sainte-Hélène de nombreux colis renfermant ce qu'elle supposait devoir être agréable à l'exilé et même à ses compagnons.

Ajaccio. — En disant au grand-maréchal qu'il devait s'établir solidement en Berry, l'Empereur a ajouté :

qu'il eût dû peut-être bâtir un palais à Ajaccio, mais qu'il n'entrait pas dans sa politique de rappeler qu'il était né en Corse;

que c'était au contraire ce que ses ennemis tâchaient de mettre en avant;

que néanmoins peut-être il eût dû le faire;

s'il fût né en Berry, que certainement il y eût fait bâtir un beau palais.

Que Joseph devait avoir sa correspondance avec les souverains, qu'il fallait la faire imprimer, soit en France, soit en Amérique, s'il l'avait avec lui.

Libelles. — Que n'ayant pas eu l'ouvrage de Mme de Staël (1), il n'avait pu y répondre, mais qu'on devait trouver dans sa correspondance quatre ou cinq lettres qu'elle lui avait écrites en Italie, qui prouvaient ses sentiments; qu'il présumait que ces lettres étaient dans ses livres rouges, mais que les éditeurs de la correspondance les avaient supprimées par égard pour Mme de Staël ; qu'il fallait les faire imprimer;

qu'il avait démenti les pièces publiées par Louis (2);

que, dans la position où était l'Empereur, c'était aussi indigne que maladroit à Louis de l'attaquer, qu'il en serait vengé par ses enfants ;

qu'il priait le grand-maréchal de lui dire que lui ne l'eût pas fait;

qu'il ne lui avait point offert le trône d'Espagne, mais qu'il croyait lui avoir offert le trône de Naples;

que c'était sans doute une couronne assez belle ;

qu'il démentait également les lettres que Carnot prétend lui avoir écrites ;

qu'il [Carnot] n'a jamais refusé d'être comte ; qu'au contraire il l'avait beaucoup désiré et accepté avec reconnaissance;

qu'il désirait des places et de la fortune, qu'il lui avait toujours parlé avec respect et ménagement;

que la famille de Carnot le poussait pour qu'il se mît en avant;

(1) *Considérations sur la Révolution française* (1818).

(2) *Documents historiques et réflexions sur le gouvernement de la Hollande* (1820).

qu'au reste il s'était bien conduit jusqu'au moment du gouvernement provisoire.

LA FAYETTE. — Qu'il n'avait jamais offert de place de sénateur à La Fayette ; que bien loin de la refuser, il la désirait beaucoup et courtisait beaucoup Joseph ;

que personne ne lui a jamais refusé de places de sénateur ni autres, excepté cet original de Ducis, par motif de religion comme Arnault l'a expliqué ; que l'Empereur, lors du Consulat, a eu une ou deux entrevues avec La Fayette ;

qu'il lui a donné alors une idée pitoyable de ses opinions politiques;

qu'au reste, ils ne pouvaient pas s'entendre ; que La Fayette avait déserté au camp prussien, au lieu que lui, Empereur, avait toujours été républicain ;

qu'il avait alors peu de fortune, qu'il réclamait des propriétés à Cayenne et voulait des choses que l'Empereur ne pouvait pas accorder, parce qu'elles étaient contraires aux lois;

qu'il ne lui a point écrit la lettre prétendue lors du Consulat à vie ;

qu'il voulait alors pousser son fils et qu'il ménageait beaucoup l'Empereur;

qu'il peut avoir voté comme il le prétend, mais que l'Empereur n'en a pas eu connaissance ;

qu'il est vrai que Carnot avait écrit pour sa mise en liberté, mais que c'était avant le 18 fructidor ;

que c'était sur la demande de l'Empereur et par sa seule influence que La Fayette avait été mis en liberté ;

que sa femme était venue le trouver en Italie ;

qu'il n'était rentré en France qu'après le 18 brumaire et qu'il s'occupait alors de réunir les débris de sa fortune qui était médiocre, et que ce n'était pas dans ces circonstances qu'il eût refusé la place de sénateur.

BERNADOTTE. — Que l'Empereur démentait également les lettres de Bernadotte (1), qu'il avait écrit quelques notes marginales sur les Mémoires, que ces lettres étaient faites après

(1) *Correspondance avec Napoléon*, Paris, 1819.

coup : que cela se pouvait, parce que la Suède avait alors un consul qui négociait à Dresde et qu'on n'écrit pas de pareilles lettres quand on négocie.

Fouché. — Qu'il ne parlait pas de Fouché, parce qu'il ne méritait pas de réponse.

Qu'en général, personne ne lui a jamais rien refusé, qu'il pouvait avoir tout le faubourg Saint-Germain à sa cour ;

qu'il n'était pas vrai que d'Argenson ait refusé une place de chambellan ;

qu'il l'eût acceptée avec reconnaissance, mais qu'il avait mieux aimé l'employer comme préfet (1).

Qu'il dénonçait à la postérité Marmont, Augereau, Talleyrand et Lafayette pour avoir provoqué l'insurrection des Chambres ;

qu'il devait alors se mettre à la tête de l'armée.

L'Empereur a ensuite beaucoup recherché dans sa mémoire et a fréquemment demandé s'il n'oubliait pas quelqu'un de ses anciens domestiques. Il s'en est occupé avec une sorte d'anxiété, désirant n'oublier personne de ceux qui l'avaient bien servi.

Il a pensé à Hébert, son ancien valet de chambre d'Égypte, depuis concierge à Rambouillet.

Il a légué à Lavigne, son piqueur d'Égypte ;

à un autre piqueur marseillais (2) ;

à César, son cocher en Égypte ou sa veuve ;

Fisto a dû laisser de la fortune ;

à Paoli, capitaine de gendarmerie à l'île d'Elbe ;

à Mariaggi, maréchal des logis de gendarmerie à l'île d'Elbe ;

à un Corse de Bocognano qui, en 1790 ou 1792, lui a rendu un service important, l'a reçu dans sa maison, puis l'a escorté ;

à un soldat du bataillon corse de l'île d'Elbe, de Bastelica, que désignera Costa ;

au fils de la veuve Martin qui était à l'île d'Elbe ;

(1) Préfet des Deux-Nèthes.

(2) Jannet-Dervieux, qui l'avait servi en Égypte. Dans le testament ou dans les codicilles, il n'est pas question de legs faits aux personnages énumérés ci-dessus, depuis « César » jusqu'au « au petit Corse » inclus.

au jeune Ventini, son officier d'ordonnance à l'île d'Elbe,

au capitaine du port de l'île d'Elbe Philidor;

au lieutenant de vaisseau de la marine impériale qui commandait le brick l'*Inconstant*;

au petit Corse, lieutenant du brick, qu'il avait fait élever en France.

Il lègue à la veuve du représentant Gasparin, d'Orange, 100 000 francs, à la veuve ou [aux] enfants du général Dugommier, 100 000 francs,

aux enfants de Muiron 100 000 francs. Il n'est pas sûr qu'il ait laissé des enfants; il a vu plusieurs fois son père aux Tuileries; il est probable que s'il eût laissé des enfants, il lui en eût parlé.

Il hésite, puis lègue à l'assassin du duc de Wellington, soit qu'il soit coupable ou non, avec une note explicative de ses motifs (1).

Le 24 avril au soir, auprès du lit, dans le salon.

TURENNE. — L'Empereur a dit qu'il avait examiné l'état de ce que Turenne avait conservé (2), qu'il y avait beaucoup de choses, entre autres, une épée, un sabre, son collier de l'ordre, celui de la Toison d'or; que Turenne devait remettre tout cela à son fils.

DENON. — Que Denon avait fait faire des vues des champs de bataille d'Italie, qu'il avait reçu annuellement des fonds pour cela, que grand nombre étaient gravées, qu'il fallait recueillir cela, en orner son ouvrage d'Italie, en faire un bel et magnifique ouvrage.

CORRESPONDANCE AVEC LES SOUVERAINS. — L'Empereur a répété qu'il fallait faire imprimer sa correspondance de seize ans avec les souverains; que c'était un monument pour l'histoire; que si Joseph l'avait, il fallait la faire imprimer en Amérique; que si elle existait aux Archives, il fallait tâcher de se la procurer; que cela serait peut-être difficile, parce qu'il y aurait peut-être aux Archives quelqu'un d'opinion fort opposée.

(1) Le sous-officier Cantillon. Voir le codicille du 24 avril

(2) Ces objets sont énumérés dans le testament, état B.

Impératrice. — Qu'il désirait que le grand-maréchal fût trouver l'Impératrice; qu'il pensait que la manière la plus simple était de s'adresser au roi; qu'un collier de cheveux à remettre était un prétexte suffisant; qu'au reste il était tout simple qu'à ses derniers moments l'Empereur l'eût chargé de quelques paroles de confiance; que si du côté de l'Autriche l'abord était difficile, il suffirait de dire qu'il avait quelque diamant, quelque chose de précieux à lui remettre; que les Autrichiens étaient pauvres et si avides, que cela suffirait pour lui ouvrir les portes;

que probablement on la marierait à un de ses oncles ou de ses cousins.

Son fils. — Que son fils était naturellement placé en Autriche; qu'il paraissait qu'on lui avait donné 5 ou 600000 de rente, que peut-être il faudrait placer près de lui quelqu'un comme Meneval, qui pût lui parler de son père et lui présenter les choses sous leur vrai point de vue, s'il avait été mal informé; mais que peut-être l'Autriche ne le souffrirait pas;

que s'il était forcé de quitter l'Autriche, la Suisse paraissait être le pays où il pouvait le plus convenablement se fixer, qu'il devait se faire inscrire sur le livre d'or des oligarques de Berne; que cela valait mieux que l'Amérique, que c'était toujours une grande affaire de changer d'hémisphère et de climat.

Sa famille. — Qu'il répétait que sa famille devait s'emparer de Rome, en s'alliant à toutes les familles princières de Rome, c'est-à-dire à toutes les familles qui avaient eu des papes, qui avaient commandé à toutes les consciences de l'univers;

qu'elle ne tarderait pas à avoir un pape, des cardinaux, des légats, que cela leur donnerait de l'influence dans toutes les cours de l'Europe;

que cela était important, intéresserait nombre de familles puissantes à conserver et perpétuer les souvenirs de sa gloire; que c'était attacher une théocratie puissante aux intérêts de sa famille, à l'honneur de sa mémoire;

qu'il y avait partout de ces familles, non seulement à Rome, mais à Bologne, Rimini, Perugia;

qu'au fait sa famille était d'origine romaine, qu'il y avait des Bonapartes à Rome en 1000, que c'était un Bonaparte qui

avait écrit, en 1500, le *Sac de Rome par le connétable de Bourbon*, lançant contre lui des imprécations;

que son nom serait toujours populaire en Italie; qu'il regarderait toujours comme une occasion manquée le temps où il avait voulu établir son indépendance; qu'il avait parlé à toutes les imaginations en Italie; qu'il y avait réveillé le nom et les souvenirs de la patrie; que sa mémoire leur serait toujours chère;

que le prince Lucien, les Bacciochi et les enfants de la princesse Élisa étaient naturellement placés à Rome; que le prince Joseph ou la reine de Naples pouvaient aussi y marier leurs filles; qu'il suffisait de leur donner 300 000 francs de dot;

que Madame ne pouvait mieux placer son argent; qu'il fallait lui faire comprendre cela; que c'était un moyen d'assurer la gloire et de perpétuer l'illustration de sa maison; qu'elle devait promettre 300 000 francs à chacun de ses petits-fils ou filles qui s'établiraient à Rome;

qu'elle devait avoir 6 ou 7 millions; que la princesse Pauline en avait bien 2 ou 3, en y comprenant ses diamants; que le cardinal Fesch devait en avoir autant, n'eût-il que sa galerie; qu'ils ne pouvaient mieux employer leur fortune;

que sa famille ne pouvait s'établir que dans une théocratie comme Rome ou dans une république comme la Suisse, qui avait une certaine consistance et une force suffisante pour faire respecter son indépendance, au lieu qu'à Lucques on n'avait pas réellement de protection;

qu'en se faisant oligarque de Berne ou d'un autre canton, on était indépendant, on ne devait rien à personne; que là les membres de sa famille pouvaient conserver leur dignité;

que si le prince Jérôme, parce que sa femme était protestante, ne voulait pas venir à Rome, il pouvait s'établir en Suisse; que Trieste était un pays borgne; qu'on serait flatté et content de le voir à Berne; qu'il pouvait y porter 5 ou 6 millions, qu'on ne savait pas s'il n'en apporterait pas 40; qu'en tout pays et en Suisse surtout on était bien aise de voir arriver de l'argent; que là il pouvait être indépendant; qu'il fallait se faire inscrire sur le livre d'or, mais qu'il devait faire son arrangement d'avance et ne pas manquer à cela; qu'il devait s'allier par ses enfants aux principales familles du pays; que sa fille ou celle de Joseph pouvait épouser le jeune Wateville, l'officier

d'ordonnance; que Berne était préférable à tout autre canton, que c'était le principal;

qu'il ne savait pas si, ses enfants étant catholiques, cela ne serait pas un obstacle pour Berne;

que dans ce cas il pourrait s'établir dans un autre canton, Zurich ou Fribourg, que cependant il fallait tâcher que ce fût Berne avant tout;

qu'il pouvait avoir une maison de campagne sur le lac de Genève, de Neufchâtel ou de Zurich, ou dans le pays de Vaud où on parlait français, à douze lieues de sa résidence; qu'il y avait des positions très agréables et de belles habitations toutes construites, des propriétaires ayant 60 mille livres de rente;

Que Genève même était une ville agréable où tout le monde parlait français; qu'on pouvait être Magnifique de Genève; que c'était beaucoup de ne dépendre et de n'avoir d'obligation à personne; que cette situation était la seule qui convînt à sa famille.

Reine Caroline. — Que si la reine Caroline ne pouvait être à Rome, à cause du voisinage de Naples et que sa sûreté y fût compromise, elle devait s'établir en Suisse et dans un autre canton que Jérôme, à Zurich;

que tout ce qu'il avait dit de Jérôme s'appliquait à la reine Caroline, tant sur la manière d'établir ses enfants, que pour les maisons de campagne; qu'ils pouvaient ainsi s'emparer des principales familles de la Suisse.

Joseph. — Que Joseph, étant établi en Amérique, s'y plaisait peut-être et désirerait s'y fixer; qu'alors il préférerait naturellement y établir ses filles pour les avoir près de lui; qu'il n'y avait guère là que des négociants; que cependant il y avait quelques familles, telles que les Washington, les Jefferson, qu'il pourrait avoir dans sa famille un président des États-Unis; que c'était une république et que cela était admissible;

que cependant il préférait Rome pour Joseph et qu'il y établît ses filles pour les raisons déjà dites;

que si cependant il ne pouvait s'établir à Rome, soit à cause des ressentiments qu'on pouvait conserver à cause de sa conduite lors de l'assassinat de Duphot, soit à cause du voisinage de Naples et des souvenirs qu'il y rappelait, il pouvait s'établir en Suisse; qu'il préférait la Suisse à l'Amérique;

qu'il y serait bien; que tout ce qu'il avait dit relativement à Jérôme et à la Reine s'appliquait à lui; alors qu'ils seraient maîtres de la Suisse et qu'ils auraient certainement un landmann;

que sa famille serait ainsi établie en deux ou trois points : trois familles à Rome, Lucien, Louis et les enfants de la princesse Élisa; trois familles en Suisse, Joseph, Jérôme, et la reine Caroline; restait Pauline et lui, Empereur, ce qui faisait les huit frères et sœurs.

Qu'il fallait que Madame comprît bien cela; qu'elle promît 300000 francs à chacun de ses petits-enfants qui s'établiraient à Rome et en Suisse; qu'ils pouvaient ainsi, avec une vingtaine de mariages, s'emparer de Rome et de la Suisse;

que Joseph devait avoir un chiffre avec Lucien, qui pourrait lui faire connaître ses vues, ainsi qu'à Jérôme et à la reine Caroline.

LUCIEN. — Qu'il comprendrait aisément ce qu'il avait dit de Rome; de lui dire qu'il avait désapprouvé le mariage avec le Suédois et fort approuvé l'alliance avec les Hercolani et les Gabrielli;

qu'il devait faire un de ses fils cardinal le plus tôt possible;

lui dire que l'Empereur avait désapprouvé l'impression de ses poésies, qu'il avait du talent, qu'il était travailleur, qu'il ne pouvait faire un meilleur emploi de ses moyens et de son temps que d'écrire l'histoire de l'Empereur, qu'il avait vu beaucoup de choses, qu'il pouvait réunir plus de matériaux que personne, que c'était le meilleur et le plus sûr moyen pour lui d'arriver à l'immortalité.

Restait la partie militaire que sûrement il n'était pas en état de faire.

DOMAINE PRIVÉ. — Qu'il avait détaillé dans son testament ce qui regardait son domaine privé;

qu'il fallait distinguer trois époques; que Rambouillet avait été meublé avec les meubles qu'il possédait, étant général, et qui lui appartenaient alors comme ceux de la rue Chantereine et de la Malmaison;

que la plupart des meubles des Tuileries et de Saint-Cloud avaient été fournis pendant son consulat, avec le traitement

qu'il avait alors comme magistrat temporaire de la République; qu'il avait autant de droit de disposer de ce qu'il avait acheté alors que tout autre fonctionnaire public;

qu'enfin venaient l'Empire et la liste civile, ce qui formait une troisième question et un troisième état de choses;

qu'il y avait parmi les diamants de la couronne pour 5 à 600 000 francs de diamants achetés avec ses propres fonds et dont le bijoutier pouvait au besoin donner l'état.

Il a demandé plusieurs fois au grand-maréchal s'il comprenait bien cela et ce qui regardait sa famille;

qu'il écrivît cette conversation.

Le 25 au matin, l'Empereur a demandé au grand-maréchal s'il avait écrit la conversation. Alors il a dit qu'il fallait employer toutes les vues des champs de bataille faites par Denon et les champs de bataille levés par d'Albe à faire un bel atlas pour les deux ouvrages d'Égypte et d'Italie, qu'ils devaient dédier à son fils;

qu'il fallait charger Arnault de revoir le style de ses campagnes d'Italie et d'Égypte et de corriger les petites fautes de français;

que les autres ouvrages de César, Turenne et Frédéric étaient moins importants;

que d'Angleterre ils pourraient envoyer par mer Antommarchi en Italie, qu'il pourrait débarquer à Civita-Vecchia et porter la nouvelle de sa mort à sa famille et des derniers événements;

qu'ils pourraient également envoyer Coursot (1) et le charger de leurs lettres pour Rome;

qu'ils trouveraient probablement les Bourbons bien disposés, qu'il seraient si aises de sa mort.

Il avait dit au grand-maréchal de s'assurer si le cardinal Caselli vivait encore; il est inscrit dans l'Almanach de 1821. « Ce sera un canal, dit l'Empereur, pour approcher de l'Impératrice; d'ailleurs, les Autrichiens sont pauvres et si avides, qu'en leur disant que vous avez des choses importantes à remettre à l'Impératrice, et que, quand il s'agit de l'Empereur, l'imagination n'a point de bornes, il s'attendront peut-être à 300 millions. »

(1) Coursot, chef d'office à Sainte-Hélène, avait été auparavant valet de chambre chez Madame Mère.

Il ajoute qu'ils peuvent lire ce qui est écrit sur les testaments, sur lesquels ils ont apposé leurs cachets; que cela étant extérieur, ils peuvent en prendre communication.

Le 26 avril, à sept heures du soir, l'Empereur a passé dans son salon, appuyé d'un côté sur le bras du grand-maréchal, et, s'étant couché, il a dit au grand-maréchal :

Impératrice. — Qu'il désirait que l'Impératrice ne se remariât pas, mais que probablement on la marierait à quelque petit archiduc de ses cousins;

qu'elle veillât à l'éducation de son fils et à sa sûreté, et qu'elle devait se défier des Bourbons qui voudraient sûrement se défaire de lui.

Son fils. — Qu'on voudrait probablement en faire un cardinal, que la chose la plus importante pour lui était de ne jamais se faire prêtre;

qu'ensuite, il devait toujours se glorifier d'être né Français; qu'on ne pouvait savoir quelle serait sa destinée; que peut-être il régnerait un jour sur la France; qu'il devait donc ne rien faire qui pût éloigner de lui les Français et les indisposer;

qu'il était important qu'il fût bien élevé; qu'il devait apprendre le latin, les mathématiques, la géographie et l'histoire;

qu'il fallait s'attacher à lui donner des idées justes de son père et des événements; que probablement on chercherait à fausser ses idées;

Quand il aurait seize ans, qu'il faudrait lui envoyer comme voyageurs Meneval, Fain, d'Albe qui l'entretiendraient naturellement de ce qu'ils ont vu et su;

qu'il était à désirer qu'il vît Lucien et sa famille pour qu'il pût s'y attacher; qu'il devait s'y attacher;

que, dans les circonstances, il était heureux pour lui qu'il fût né d'une mère qui le plaçait naturellement sous la protection d'un État puissant;

qu'il était né d'une mère d'une grande alliance;

que s'il mourait avant seize ans, le grand-maréchal pouvait garder ses armes.

Sépulture. — Qu'il désirait être enterré au cimetière du Père-Lachaise, que le grand-maréchal lui fît élever un petit monument;

Que si les Bourbons le plaçaient à Saint-Denis, à la bonne heure;

sinon qu'on l'enterrât à Rueil, où se trouvait l'impératrice Joséphine; enfin qu'on l'enterrât dans une île près de Lyon.

Bourbons. — Que les Bourbons avaient actuellement pour héritier le fils du Duc de Berry et ensuite la maison d'Orléans, qui était nombreuse et bien vue de la nation.

Madame. — Que Madame devait laisser à son fils (à lui) plus qu'à aucun autre de ses petits-enfants; que ces petites choses attachaient les gens; que Pauline et le cardinal devaient en faire autant;

que sa famille ne devait rien négliger pour s'attacher le fils de l'Empereur.

Patriarche de Venise. — Que nous avions lu que le patriarche de Venise avait fait l'Empereur son héritier; qu'il faudrait voir ce que c'était.

Son cœur. — Qu'il fallait d'Angleterre envoyer par mer en Italie Antommarchi vers sa famille et l'Impératrice, qu'il fallait aussi envoyer Coursot et le charger de lettres;

qu'il faudrait qu'Antommarchi embaumât son cœur et le portât à l'Impératrice; qu'elle le plaçât dans un vase d'argent.

Mémoires. — Qu'il faudrait réunir les plans de d'Albe et les vues faites par Denon pour en orner ses campagnes d'Égypte et d'Italie;

qu'il faudrait charger Arnault de revoir les petites fautes de ses mémoires;

que Lucien devait abandonner la poésie et s'occuper de faire une histoire de la Révolution et du règne de l'Empereur; qu'il était très en état de cela; qu'il pouvait aisément faire 15 à 20 volumes, mais qui ferait l'histoire militaire?

Jomini est le seul qui jusqu'à présent ait montré du talent.

L'Empereur a demandé si Regnaud de Saint-Jean d'Angely était mort.

Le grand-maréchal a dit que le duc de Bassano devait savoir beaucoup de choses et qu'il était en état d'écrire. « Oui, mais il est paresseux et puis il fera ses mémoires. »

Daru a été longtemps secrétaire d'État, il écrit avec facilité. Ségur est probablement celui qui écrira davantage.

Bignon est aujourd'hui intéressé à écrire l'histoire de la diplomatie. « Oui. » D'Hauterive a aussi du talent, il pourrait écrire. « Oui, mais il est bien créature de Talleyrand. »

CORRESPONDANCE. — L'Empereur a ajouté que Bourrienne devait avoir beaucoup de lettres, qu'avec de l'argent on les aurait;

que Meneval et Fain devaient en avoir beaucoup; que souvent ils étaient si pressés qu'ils n'avaient pas le temps de recopier les minutes; qu'ils devaient en avoir; que d'ailleurs chacun avait son arrière-pensée.

Il a répété qu'il fallait tâcher de se procurer les volumes de sa correspondance avec les souverains et les faire imprimer;

qu'il faudrait tâcher de pénétrer dans les Archives.

AVENIR. — Quelle ligne doivent suivre vos amis?

Quels principes de conduite, quel but doivent-ils avoir?

« L'INTÉRÊT DE LA FRANCE ET LA GLOIRE DE LA PATRIE. JE N'EN VOIS PAS D'AUTRE. »

Il a recommandé au grand-maréchal d'écrire la conversation qu'il avait eue avec lui pendant qu'il était auprès de son lit.

Gd MARÉCHAL BERTRAND.

VISITES A LA PRESSE DE PROVINCE

CHEZ LES DOYENS

Au moment où la *Revue* va fêter le centenaire de sa fondation, elle tient à cœur de faire aux journaux de province une visite de haute confraternité, qui sera en même temps une enquête sur l'état des esprits en France. Il n'est personne qui ne soit intéressé à savoir comment, dans chaque partie de la France, la presse régionale en reflète ou en dirige l'opinion, de quels intérêts vitaux elle représente la très légitime défense, de quels moyens de diffusion elle dispose. Nous rechercherons, au cours de ces visites, quelle est sa situation actuelle, ce qu'on peut augurer de son avenir et comment elle lutte contre les dangers auxquels est exposée toute institution humaine.

Il en est un qu'il faut tout particulièrement envisager parce qu'il est en train de s'abattre sur la presse anglaise, après s'être abattu sur la presse allemande et surtout la presse américaine. Au dernier Congrès de la *News Papers Society* qui est l'association de la presse anglaise hors de la capitale, un orateur déclarait que la meilleure sauvegarde pour un peuple est l'existence d'une opinion publique libre, virile et bien organisée, et que l'indépendance de la presse de province correspond exactement à cette nécessité. L'orateur fut unanimement applaudi. Pourtant cette affirmation avait tout l'air d'un cri d'alarme. Car, pendant ce temps, lord Rothermere, successeur de son frère lord Northcliffe, propriétaire du *Daily Mail* et autres journaux de

Londres, est en train d'acheter, un par un, les quotidiens des grandes villes de province pour en faire des éditions du soir du *Daily Mail*. « Ainsi, dit-il, je distribue chaque jour un poids de journaux supérieur à ce qui se vend de pain en Angleterre... » Si lord Rothermere réussit, ce sera la fin de la presse provinciale anglaise.

En Allemagne, Hugenberg a pris la succession de Hugo Stinnes et contrôle environ 1 200 journaux, — de quoi mener l'opinion avec autant de facilité qu'au moyen d'édits royaux!

En Amérique, — où rien n'échappe à la manie de faire grand, — on se trouve en face du trust Hearst : il ne s'agit de rien de moins que du « cannibalisme de la presse ». L'expression est de la *North-America Review*. Voici le fait : des journaux importants par leur tirage et leur situation financière achètent les journaux moins prospères et, d'un coup, *les suppriment*. Tout ce qui est en surnombre est dévoré et les Américains de l'État ainsi traité ne reçoivent plus que des nouvelles *standard*. Ils avalent avec leur « breakfast » composé de mets *standard* (et, de par la publicité, les « meilleurs du monde ») de la littérature *standard*, les contradicteurs éventuels ayant été dépecés et mangés tout vivants. Si bien que chacun, ne lisant plus que des idées et des nouvelles *standard*, n'éprouve plus le besoin de les communiquer à son voisin, encore moins de les discuter. Aussi pendant les repas, le vide de la conversation est-il souvent comblé par de la musique *standard*, sur des disques plus *standard* encore...

Tel est le danger : il importait de le signaler ; je m'empresse de dire que je ne crois pas qu'il y ait lieu de le redouter en France. La tradition est chez nous une belle sauvegarde de notre presse de province et nous découvrirons à mesure les raisons profondes de sa vitalité. La masse des lecteurs français n'a encore rien de commun avec le lecteur américain depuis longtemps submergé par la réclame qui lui impose le roman que tout le monde a lu et le film que tout le monde doit voir parce qu'il coûte le plus cher. Au surplus, la France n'est pas un pays où le *standard* puisse encore faire fortune. Chacun est trop justement jaloux de sa propre originalité pour supporter passivement cette alliance de la presse et de la finance. En France, nous n'aimons pas plus les idées *standard* que la cuisine *omnibus;* nous sommes fiers de la variété de notre

culture comme de la diversité de nos productions régionales. C'est ce besoin de pensée libre et d'originalité individuelle qui fait la raison d'être d'une presse provinciale en belle santé, admirablement outillée et toujours en plein accord avec les lecteurs de sa région. Les feuilles de province, pour être multiples, seront toujours les voix de la France. C'est à les entendre que je mettrai toute mon attention et tout mon soin dans ce voyage « sentimental », mais aussi économique et social, moral et intellectuel.

LA PRESSE PARISIENNE EN PROVINCE

Afin de déblayer le terrain et pour demeurer ensuite jusqu'à la fin en tête-à-tête avec la presse départementale, il est nécessaire de parler d'abord de la diffusion de la presse parisienne en province. Tout le monde sait qu'elle est importante. Il n'est pas de voyageur qui n'ait vu, dans les gares les plus éloignées, le journal de la capitale à côté du journal local. Ce mariage s'affiche aux mains des crieurs, dans les kiosques, à la porte des librairies.

A dessein, je dis mariage et non concurrence ni compétition. On verra plus loin pourquoi.

Quatre à cinq millions de publications et de quotidiens, voilà le chiffre que Paris expédie journellement en province et à l'extérieur. L'effort matériel nécessité par cette diffusion s'est peu à peu concentré presque en une seule main. En effet, sauf pour quelques journaux, qui assurent eux-mêmes leurs expéditions, cet énorme trafic qui se renouvelle chaque jour et aux mêmes heures est assuré par les Messageries Hachette. Succédant à une entreprise particulière de messageries, cette Société a recueilli l'expérience du passé, y a peu à peu ajouté le fruit des expériences quotidiennes et a doté son nouvel organisme des commodités précises de la technique la plus moderne. Organisme colossal, puisque, si le fonctionnement venait à s'en arrêter brusquement, on verrait, sur tous les points du territoire, vides ou fermés, plus de quinze mille dépôts et bibliothèques qui recevaient chaque jour un tonnage moyen de 300 000 kilos de papier imprimé.

J'ai voulu voir de mes yeux comment, au centre de Paris, et entre les courts intervalles de la production, on pouvait trier,

ficeler, étiqueter, classer, grouper, expédier en banlieue, en province et à l'étranger plus de trente mille colis par jour; y joindre les trente mille factures et plusieurs milliers de bordereaux; répondre aux réclamations, opérer les redressements, donner les instructions et les ordres.

Ce que j'ai vu rue Réaumur, m'a paru un modèle de cette organisation méthodique dont nous croyons, trop souvent, avoir besoin d'aller chercher des leçons à l'étranger. Ce qui m'a surtout frappé, c'est l'absence de bruit et de toute vaine agitation.

La direction : un intérieur de grand paquebot, avec des parquets silencieux, des bureaux-cabines très éclairés disposés le long de couloirs égaux et clairs. Un personnel qui ne court jamais. Des cuivres polis, comme il est de mise sur un navire bien tenu. La comptabilité : des chiffres que de jeunes femmes donnent en pâture à des machines insatiables et précises, dont la moindre s'orne, telles des décorations, de plusieurs dizaines de brevets. Peu d'écrits, mais des pointages sur des cartons garnis de chiffres qu'une première machine perfore sous la pression d'une dactylographe. Plusieurs millions de cartes perforées sont en service et livrées pour une autre opération aux machines trieuses qui travaillent trente millions de fiches par mois. Ces innombrables notations mécaniques aboutissent enfin aux tabulatrices qui en utilisent 360 000 par jour pour les factures.

Il y a plus de mouvement, à vrai dire, dans la manipulation du papier. Les camions des Messageries apportent à heure fixe le papier qu'ils ont recueilli aux imprimeries des journaux. Des hommes s'en emparent, sans hâte, le déposent devant d'autres hommes qui le distribuent dans des casiers, un pour chaque dépôt ou client, et constituent ainsi un assortiment conforme au bordereau délivré par la comptabilité. Les casiers sont groupés par réseau de chemin de fer. Le rythme de départ une fois établi, tous les colis sont préparés, étiquetés et remis à 220 camions qui les distribuent dans la proche banlieue (un rayon de 120 kilomètres), ou qui les livrent aux gares pour la province.

Ainsi, l'employé qui prend le train pour venir à son bureau de Paris trouve à sa gare son journal, tout comme le Parisien qui prend le métro à six heures du matin. La pro-

vince, de son côté, reçoit les journaux de Paris par le premier train du matin.

Pour arriver jusqu'aux extrêmes ramifications du réseau établi par les Messageries, les moyens les plus judicieux sont employés par les dépositaires. On peut voir, par exemple, un laitier de la région de Mantes qui porte chaque matin plusieurs paquets de journaux dans les localités dont il a recueilli le lait destiné à la gare. Tous les modes de transports réguliers et matinaux sont utilisés, et ce n'est pas là une des moins curieuses images de notre temps, que cette distribution simultanée du lait et du papier noirci !

Entre les Messageries qui les transportent, et les dépôts qui les reçoivent, le papier roule. Arrivé à destination, il ne s'arrêtera pas tout entier de rouler. Pour satisfaire largement aux demandes, et parer à toute éventualité, chaque maison envoie un excédent qui lui est demandé par le vendeur. Il arrive donc forcément qu'il reste des « invendus ». Périodiquement, ces refusés retournent dans les magasins des Messageries Hachette, quai de Javel, que les auteurs malheureux et les journalistes irrespectueux appellent le « cimetière ».

A vrai dire, les morts y sont fort bien traités, mécaniquement parlant. Un système de monte-charges, de transporteurs, de carrousels circulaires, de casiers, de tapis roulants et de toboggans, est agencé, aussi simplement et intelligemment que possible, et de telle manière qu'il permet au personnel, — sans se déplacer, — de trier, compter, classer, grouper, lier ensemble tous les titres et tous les formats. Chaque groupe va à la réserve, en attendant que le journal reprenne sa marchandise invendue.

Nous sommes donc en présence d'un véritable appareil circulatoire, avec cette différence que le sang vicié représenté par les invendus va au pilon et ne se régénère pas.

Tel est le rythme habituel d'un organisme dont il fallait avant tout signaler l'existence et l'activité, la pénétration de la presse parisienne en province étant un fait avec lequel doit compter la presse des départements.

VITALITÉ DE LA PRESSE PROVINCIALE

Assurément, me direz-vous, et voilà qui ne peut manquer de faire une concurrence assez rude à la presse de province !...

L'objection est connue, et classique en tous ordres d'idées. Et, par exemple, on a raisonné de même pour le « métro ». Il devait désencombrer les rues, réduire à l'extrême la circulation de surface. Hélas! on sait ce qu'est aujourd'hui la circulation dans nos rues... désencombrées par le métro!

Le fait est qu'il y a alliance et non concurrence. La presse de province, je reprends le mot, se marie à la presse de Paris. L'une ne saurait remplacer l'autre. La province, tout d'abord, tient à son autonomie morale et elle a grandement raison. Et puis, à réfléchir un peu, il est facile de voir que le lecteur qui tient en main le seul journal de Paris n'est pas et ne peut pas être entièrement satisfait. Cette feuille lui parle le langage officiel, mais non la bonne langue familiale, maniée par un homme du cru. Le journaliste parisien parle de loin; celui qui habite entre la cathédrale et le marché vient s'asseoir sur le banc, à l'ombre des tilleuls de la promenade et des ormes du mail.

De plus, si le lecteur de province ne lit que le journal arrivé de la capitale (ce qui d'ailleurs lui procure l'occasion d'une petite promenade à la gare ou au kiosque, à moins que ce ne soit la sensation flatteuse d'avoir un volumineux courrier chaque matin), que saura-t-il de la vie de son canton, de son arrondissement? Rien ou à peu près. Marchés régionaux, comices agricoles, distributions de prix, « assemblées », « frairies », qui lui en parlera?

Pareillement, la presse parisienne, malgré le nombre sans cesse croissant de ses pages de publicité, demeure incapable de transmettre les offres et les demandes des habitants de chaque province. Et nous verrons que ce marché du travail, des locations, des ventes, a été justement l'origine des journaux, en province autant que dans la capitale.

Enfin, pour se défendre, la presse de province a surtout ses journalistes. Nulle part ne s'est mieux conservée la dignité professionnelle et la carrière ne s'est gardée plus indépendante. La vie y est moins chère, plus pittoresque sinon aussi diverse. Le journaliste de province dispose de plus de temps : les distances sont moindres pour ses démarches, ses foyers d'information moins éloignés. Il est gagné par la bonhomie du lieu et des gens, par l'amitié ou la familiarité. Il vit plus près de son directeur, de ses collaborateurs. Il cultive une popularité

à rendement direct, immédiat. Il est en même temps l'homme de la rue, de la route, l'homme des champs, comme il est l'homme de la plume. En cela, il représente mieux que quiconque l'esprit de la région qui l'a vu naître ou qui l'a adopté

J'ai souvenir d'avoir rencontré en province, et j'ai le ferme espoir d'y retrouver, à maints exemplaires, le vrai « journaliste », celui dont je me plairais à tracer le portrait idéal. C'est avant tout un homme de bon sens. Contrairement à tel autre qui n'est qu'un téléphone doublé d'une machine à écrire, il n'accueille rien sans jugement. Il voit juste et ne confond pas les nuances. C'est une bibliothèque vivante, en même temps qu'un esprit doué du sens de l'actualité. Il est à l'affût de l'inédit sans en avoir la superstition : au courant, ou même à la tête, du mouvement contemporain, il n'en est pas moins familier avec les choses d'autrefois. Animé d'un continuel désir de voir et d'entendre, il s'instruit en regardant, en écoutant. Il perçoit les frémissements de la masse et fréquente les personnalités qui en émergent. De tous il fait son profit. C'est un infatigable qui trouve dans son travail un délassement, qui goûte les joies toujours nouvelles et doublement utiles de la curiosité satisfaite et de l'expansion intellectuelle. Il expose, raconte et dégage les conséquences en pleine objectivité, chercheur passionné du vrai. Pas de dissertations inutiles, et surtout pas d'appels à une basse curiosité : établie sur les plans supérieurs de la pensée et de l'activité humaines, son intelligence lucide, large, cultivée, est pour le lecteur un guide qui ne le mène qu'à des jugements sains et droits.

LE MATÉRIEL LE PLUS MODERNE

Avant toute chose, constatons que la presse de province n'a jamais été aussi florissante qu'aujourd'hui et que jamais son tirage n'a été aussi élevé. Son actuel développement ne pouvait se faire que grâce à de notables progrès matériels. Je dirai seulement quelques mots de deux machines, qui permettent aujourd'hui à un écrit terminé à minuit d'être imprimé à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires avant le point du jour. Je veux parler de la *linotype* et de la *rotative*. La première a remplacé, pour le texte, les typographes et la composition à la main. La deuxième a remplacé la presse à bras, d'abord, puis

la presse mécanique à plat : triomphe du mouvement continu sur le mouvement alternatif.

La linotype est à elle seule une petite usine très complète. Entraînée par un moteur minuscule, sous la simple action de touches d'un clavier de machine à écrire et de deux manettes, cette usine se met en branle. La composition s'opère à la vitesse de la dactylographie. Une pesée sur un levier : voici les caractères d'une ligne fondus en un bloc, moulés dans les matrices. Un mouvement automatique : la ligne est dégrossie, échoppée, rangée au-dessous de la précédente. Un dernier déclenchement : une main d'acier vient prendre les matrices et les confie à une vis sans fin qui les fait glisser le long d'un ingénieux sélecteur, lequel les distribue lui-même dans les casiers d'où les touches du clavier les ont fait tomber. Tout y est : magasins, atelier de composition, fonderie de caractères, manipulation et retours. Et le tout commandé par de subtiles roues excentriques. L'ensemble coûte près de 200 000 francs et ne tient pas plus de place qu'une table à jeu.

La rotative est moins délicate : elle est aussi plus lourde, plus volumineuse. Certaines font penser, avec leurs balcons et leurs étages, leurs cuivres, leurs rampes en acier poli, à ces machines de « destroyers » qui ont précédé la turbine. Mais le rendement est énorme de ces masses d'acier, de ces cylindres qui tournent à des vitesses folles entraînant le papier blanc à un rythme de fatalité, pour le faire ressortir tout imprimé, collé, plié, classé par paquets de vingt-cinq journaux, atteignant le chiffre de trente mille à l'heure par chaque sortie.

Autant la linotype est discrète, élégante sur son trépied, autant la rotative est massive, lourde, bruyante. Lourds également sont ses accessoires, clicherie et presse à empreinte. Il n'y a de léger que le papier qui se tord, s'infléchit, se prête aux fantaisies des cylindres, des draps, des gommes, des aciers, et des caractères rangés, demi-cylindres, autour des rouleaux qui impriment.

Nous trouverons à chaque instant sur notre route ces prestigieux engins. Ils sont la fierté des directeurs, la providence des rédacteurs auxquels ils donnent une partie du temps gagné sur les anciens systèmes.

DANS LA RÉGION NORMANDE :

DU JOURNAL DE ROUEN AU JOURNAL DU HAVRE

Et maintenant en route pour le « Tour de France » journalistique !

Délaissant la banlieue, soumise à Paris et prise dans son tourbillon, je me suis laissé aller au fil de la Seine. Rouen et le Havre représentent une province puissante qui abrite deux des plus grands ports de France. C'est un attrait de plus pour le voyageur obstiné que je suis, qui se laisse toujours étreindre par l'émotion en découvrant au bout d'une rue aux maisons armoriées la silhouette d'une mâture ou la dunette d'un vapeur, ou même une cheminée qui fume paresseusement... Et ces deux villes, — dont l'une a rang de capitale et l'autre y aspire, — possèdent les doyens de la presse provinciale.

Le 4 juin 1762, annoncé par un prospectus, un journal paraissait à Rouen, qui prenait pour titre : *Annonces, affiches et avis divers de la Haute et Basse-Normandie.* Il consistait en quelques feuilles de petit format, sur une ou deux colonnes, et avait été fondé par le descendant d'une grande famille de libraires et d'imprimeurs rouennais, Étienne-Vincent Machuel. Ce journal avait établi des correspondants dans toute la Normandie, ce qui lui permettait de joindre des communications intéressantes à ses avis et, — déjà ! — à ses réclames.

On pouvait lire, par exemple, à titre d'annonce :

Biens à vendre. — Une partie d'habitation, sise à Saint-Domingue, munie de ses nègres et ustensiles; on ne demande point d'argent comptant, mais seulement une caution ou du bien en France en échange. On donnera toute la facilité possible.

Ou encore, du 15 mai 1778 :

Demande particulière. — Un colonel de la garnison, qui compte se rendre le 1er juin à Rouen, demande une maison à porte cochère où il y ait des appartements suffisans, tout meublés, pour lui, madame son épouse et mademoiselle sa fille, domestiques, etc., remises, écuries pour 36 chevaux, si cela se peut, ou au moins pour 8 ou 10; on placera les autres ailleurs. On prie les personnes qui en auraient une d'en donner avis sur-le-champ, au bureau des annonces et de donner le prix juste que l'on demande.

Je ne sais si le colonel a trouvé un logement pour sa famille et ses trente-six chevaux : il les trouverait plus difficilement aujourd'hui...

En 1785, après avoir été saisi une fois pour irrévérence envers diplomates, et après avoir vu, un autre jour, une certaine pièce de vers dédiée à Voltaire saisie, lacérée et brûlée dans la Cour du Palais de Justice comme impie et blasphématoire, les *Annonces* devinrent le *Journal de Normandie* qui paraissait sur demi-feuille in-quarto le mercredi et le samedi, moyennant un abonnement de douze livres par an pour Rouen et sa banlieue. Son programme, établi par un directeur ambitieux, ne comprenait pas moins de douze paragraphes. On y rencontrait des avis du genre de celui-ci :

Extrait d'une lettre écrite de Pointe-à-Pitre, le 30 ventôse, à un négociant de Bordeaux. — Le meilleur commerce pour ici c'est l'introduction des nègres nouveaux qu'on vend de 2000 à 2500 livres, au terme de trois, six, neuf à douze mois. Il nous en est arrivé dernièrement 300 qu'on a vendus dans ces prix et à ces termes. Il nous en faudrait bien 30000 de plus pour que la culture du pays pût être portée au point dont elle est susceptible.

Puis c'étaient des notes de littérature, de science et d'histoire, le cours des changes à Rouen, le cours des effets commercables, — parmi lesquels venait en tête la Compagnie des Indes, — des remèdes infaillibles; à quoi succédaient les énigmes, les charades et les logogriphes, ancêtres des « mots croisés », et aussi des chansons. On lit dans le même temps que le mercure du baromètre est tombé à 28 pouces 1 ligne, et que le prix du « Meilleur Blé Froment » est à 11 livres 10 sols le boisseau, tandis que le « Blé Champart » ne vaut que 10 livres 5 sols. Enfin, une épouse désolée fait paraître une épitaphe en vers, tandis qu'un homme sur le déclin s'offre à vendre « une charge de mesureur de sel ».

C'est en mai 1791, quelque temps après être devenu quotidien, que le *Journal de Normandie* s'intitula *Journal de Rouen et du département de la Seine-Inférieure*. Ce titre auquel, plus tard, un directeur ajouta le sous-titre, *Journal de Normandie*, dès ce moment devenu définitif, confère au *Journal de Rouen* l'ancienneté du titre dans la province française et l'ancienneté d'âge pour un journal qui n'a jamais cessé de paraître depuis sa naissance.

Pourtant sa vie jusqu'à nos jours n'est pas exempte de troubles : il traverse des révolutions et, ce qui pourrait être pis encore pour un organe de plus en plus attaché aux idées libérales, les périodes d'impérialisme aigu pendant lesquelles la pensée elle-même est réglementée. Il échappe à ces dangers : aucun de ses directeurs n'est guillotiné, ni fusillé, ni même incarcéré, quoique Brière, — Th. Désiles Brière, — ait déclaré, à la veille de 1830, que « l'esprit de la France constitutionnelle serait le sien et que s'il fallait livrer des combats pour en assurer le triomphe, on ne verrait pas le *Journal de Rouen* spectateur oisif de cette lutte ». Les événements devaient le prouver, et nul n'ignore en Normandie, le rôle de Brière et de son rédacteur en chef, le fameux Visinet. Ne les vit-on pas, après avoir fait triompher leurs idées sur place, partir pour Paris à la tête des Volontaires, au secours des défenseurs de la liberté ?

Que de belles luttes et de belles joutes, entre journaux de nuances opposées, à cette époque où le journalisme d'information n'avait pas encore primé le journalisme d'opinion ! Époque où l'on se battait encore pour des idées et non pas seulement pour des intérêts ! Vint le second Empire. Il fallut se contenir, s'apaiser, devenir prudent. Il s'agissait de vivre, de durer. Le *Journal* se consacra davantage à la science, à la littérature, à l'archéologie, à l'histoire de sa cité.

Après 1872, le *Journal de Rouen* entre dans la phase moderne de son existence. La vieille presse à main, actionnée par de pauvres aveugles, est remplacée par une presse mécanique mue par la vapeur. Vers cette époque, en 1882, entre en scène Joseph Lafond qui abandonne le poste de rédacteur en chef du *Globe* à Paris pour prendre et garder jusqu'à sa mort celui de rédacteur en chef du *Journal de Rouen*. Succédant à Léon Brière, il prit à son compte le journal, sans bénéfice d'inventaire, avec ses dettes et son retard matériel. Quand il mourut, en 1921, il avait fait du *Journal de Rouen* une des voix les plus fortes et les plus autorisées de France.

— Comment, dira-t-on, a-t-il pu pénétrer l'âme de la Normandie, lui qui était Lyonnais, par conséquent un *horsain* au dire des Normands, un *homme du dehors* ?

C'est qu'entre les deux caractères il y a des analogies frappantes : des deux côtes, c'est même réserve, même prudence,

même sérieux, avec une nuance de mysticisme qui, chez le Rouennais, explique bien sa passion ancienne des cathédrales, des abbayes et des monastères.

Après Joseph Lafond, ses fils, Jean et André, continuent sa belle œuvre qui est de surveiller les intérêts de la région, de les rattacher au mouvement national et au cycle mondial. Ils luttent contre le sectarisme et tiennent bien haut le drapeau des idées libres, des idées saines qui sont la base des belles actions privées et publiques. Guettant aussi le progrès, ils en ont doté toute leur installation matérielle. La tradition de la plume s'unit aux plus récentes découvertes de la science. Partout le ciment armé, dans cette maison qui s'agrandit encore, remplace l'antique poutre de chêne, et je suis persuadé que les transmissions téléphotographiques ne tarderont pas à y aboutir. Les cinq éditions du journal sont assurées par quatorze linotypes et deux rotatives, et les cent mille exemplaires distribués méthodiquement dans toute la province.

Chose curieuse, depuis plus de cent ans on ne compte que quatre directeurs et six rédacteurs en chef, y compris Jean et André Lafond qui viennent de prendre leur poste, à la mort de leur père.

Après avoir quitté les chantiers d'agrandissement du *Journal de Rouen*, je suis monté sur les hauteurs voisines. J'ai voulu contempler la fin du jour sur la ville aux Cent Clochers qu'a chantés Victor Hugo. Certains ont été détruits par le temps ou la percée des rues nouvelles; beaucoup subsistent encore qui rappellent une époque de foi ardente, l'époque où trente-cinq paroisses appelaient les fidèles séculiers, où trente-quatre monastères abritaient une foule de moines et de béguines, parmi lesquels ne régnait pas toujours la paix.

O gloire des tours de Saint-Ouen et de Saint-Maclou dans le soleil couchant! Voilà les journaux du passé, les plus belles archives, qui retracent devant nos yeux émerveillés la vie des siècles rudes et simples, où l'art était la forme de l'esprit comme la foi l'expression du cœur, et où les rédacteurs n'étaient autres que les maîtres « ymagiers ».

Tout autour des clochers, des flèches, des aiguilles et des clochetons, sur la rive gauche, en amont, en aval, se sont dressées les cheminées d'usine, témoins régulièrement laids

de l'âge du charbon qui sera considéré plus tard comme l'âge le plus barbare de l'humanité. Les longues traînées noires se mêlent à la fumée des vapeurs en partance, à celle des vapeurs qui arrivent, ventrus et lourds, et vont s'effilocher à travers le treillis métallique des grues, des transporteurs à charbon et du pont transbordeur. Charbon qui arrive d'Angleterre, charbon qui repart pour Paris en longs trains de péniches, charbon qui alimente les navires et les usines : voilà maintenant un des principaux trafics d'une cité, qui enclôt une ville-musée, gardienne d'une vie périmée, et qu'entoure le ronronnement des filatures et des tissages.

Au-dessus de cette agitation et de ces souvenirs, Bon-Secours domine, avec son pèlerinage et son champ des morts. Là reposent les navigateurs, les commerçants et les industriels de Rouen qui ont trouvé leur dernier juge. Et, à leur côté, le fils des Conquistadores des Indes occidentales, J.-M. de Heredia, que vient à peine de rejoindre sa noble femme, dont quatre cinquièmes de siècle n'avaient pu entamer la beauté et l'esprit. Ce champ des morts est un de ceux qui ont remplacé et condensé les quatre-vingts cimetières de la vieille cité. Culte étonnant des Rouennais pour les trépassés ! Ils faisaient tailler dans la pierre la Danse macabre ornée d'une guirlande de tibias, de vertèbres, de cercueils et de bénitiers ; Saint-Michel protégeait les ossements, et, à travers les quatre-vingts rues, tortueuses et sombres, sous les avant-soliers et les galeries couvertes, la pieuse coutume voulait que l'on allumât, au cœur de grosses lanternes, des chandelles bénites en l'honneur des morts. C'était là d'ailleurs tout l'éclairage de la ville.

Rouen aime toujours ses morts : il les a placés très haut, dominant la ville qui continue de vivre sous leur regard et sous leur sauvegarde.

Dans un hôtel ancien de la rue Saint-Étienne des Tonneliers se tient la *Dépêche de Rouen*, journal de « gauche ». Sa rampe d'escalier est une fort belle chose montée par un artisan du grand siècle. Les mascarons de la porte d'entrée se penchent sur les bobines de papier et respirent l'odeur d'encre. Au calme de la rue s'oppose à l'intérieur le mouvement d'une ruche.

Le rédacteur en chef, qui est en même temps directeur, me reçoit.

— Puisque vous êtes au début de votre enquête, me dit M. Jacques Blanchard, laissez-moi vous donner quelques renseignements généraux qui vous seront utiles. Tout journal comme le nôtre a ses correspondants. Nos confrères agissent de la même manière. Mais ces correspondants sont aisés à reconnaître. Ainsi, au village, celui du journal de « gauche » est l'instituteur; celui de « droite » est le secrétaire de la mairie; quant à M. le curé, il adresse ses lettres à *la Croix*.

— Votre but social? demandai-je, puisque j'évite de parler politique.

— Éduquer la masse. On s'attache trop à l'instruire, pas assez à l'éduquer. L'instruire n'est qu'un métier : l'éduquer est un véritable apostolat. Conférences, cours du soir, causeries dans les faubourgs, dans les cantons...

— Quels résultats?

— J'ai vu des ouvriers qui venaient à mes causeries avec la ferme intention de gouailler, la cigarette au coin de la bouche, l'œil malveillant. Au bout de quelques soirs, ils étaient devenus des hommes capables de tenir une conversation sensée. Ah! monsieur, éduquer la masse!

Comme son confrère *le Journal*, mais par des voies différentes, *la Dépêche* représente bien l'esprit de Normandie : netteté, ordre, méthode, besoin de tranquillité. Leur idéal diffère avec leurs lecteurs. Ils se complètent, s'estiment et ont mieux à faire, d'ailleurs, que de s'épuiser en luttes purement politiques. Ils ont de quoi s'occuper : le pays le mieux exploité qui se puisse voir, avec ses ports, ses usines, ses grasses terres et ses pâturages incomparables, ses mines qui feront parler d'elles, et la joyeuse frange de ses villégiatures de mer.

A côté de la voix de ces quotidiens, semblable à celle de la grosse cloche qui annonce les fêtes, les dates célèbres et le couvre-feu, s'élève chaque semaine, aiguë comme celle du carillon, celle de *Rouen-Gazette*. Ce journal mêle à ses chroniques pittoresques sur la ville ancienne et les souvenirs locaux, des satires aimables, des pointes d'indépendance jalouse. Il se moque de tout et ne blesse personne. C'est l'enfant terrible de la Cité qu'il a conquise par sa fougue et sa jeunesse. L'exemplaire passe de main en main sous le manteau : malgré ses cent clochers, le Rouennais est nanti d'esprit voltairien, et la

prudence normande s'enchante de la discussion librement exprimée et de cette « chicane » toujours errante sous les voûtes du somptueux Palais.

***

A peine ai-je quitté Rouen et escaladé le plateau, que voilà des champs, — labours ou prairies artificielles, — merveilleusement tenus, et que ne sépare aucune haie : les haies mangent de la place pour la culture. Par intervalles, des redoutes de verdure. Le Normand ne quitte pas sa terre à l'époque des vents d'hiver : il défend sa maison avec des arbres régulièrement dressés contre l'assaut de l'air. Cela représente assez bien les carrés d'une infanterie gigantesque qui attendent, disséminés, la charge de cavaleries invisibles. Ces arbres fournissent, chaque année, dans un pays privé de forêts, le menu bois qui réchauffe les fermes couvertes de chaume et d'ardoise. Parfois, des allées incroyables de hêtres pourpres mènent à quelque somptueuse résidence.

Et puis, au bout d'une heure, Le Havre, port favorisé qui reçoit les navires devenus maîtres du plus terrible Océan, indifférents aux lames et où la pluie seule fait office d'embrun.

En 1837, Stendhal visitant le grand port normand écrivait : « Les dames du Havre sortent peu, mais par fierté : elles trouvent « peuple » de venir au spectacle. Elles regardent le Havre comme une colonie, comme un lieu d'exil où l'on fait sa fortune, et qu'il faut ensuite quitter bien vite pour revenir prendre un appartement rue du faubourg Poissonnière. » Il ajoutait plus loin : « J'ai prié ce négociant (de mes amis) de ne pas parler de moi, et je n'ai pas même voulu être mené au cercle, de façon que je me suis réduit aux deux seuls journaux que reçoit le café. »

Les temps sont changés ! Les auteurs à la mode font aujourd'hui plus de bruit en se déplaçant, même pour découvrir l'Amérique. Quant au Havre, il me semble, si j'en juge par les grandes familles du pays, que maintenant on y fait encore fortune, — et qu'on y reste.

Le régime d'autonomie, créé par la loi de juin 1920, qui a été institué au Havre il y a trois ans, est bien fait pour accroître cette prospérité, pour mener Le Havre sur le chemin d'Anvers et de Hambourg, les deux grands ports autonomes de la mer

du Nord. Instruction plus rapide des affaires, exécution plus prompte de l'outillage, des réparations et des travaux de grand entretien : ce sont les moindres avantages de l'autonomie. Voilà aussi qui, par comparaison avec le passé, n'est guère en faveur des monopoles d'État.

Au Havre, plus encore que dans beaucoup d'autres endroits, c'est la fonction qui a créé l'organe. Le cultivateur, le citadin de l'intérieur, l'artisan, il y a cent cinquante ans, pouvaient se passer des nouvelles météorologiques, des cours mondiaux des denrées, comme ils se passaient alors de politique. Ici, au contraire, le premier journal fut et est resté un journal d'informations maritimes. Alors que l'homme de l'intérieur n'avait qu'à interroger le ciel et à fréquenter les marchés périodiques, — ce qui était sa grande distraction, — l'habitant du port qui vit de la navigation et de tous ses accessoires, avait besoin de connaître la situation de ses propres navires, des navires adversaires ou alliés. Il devait être tenu au courant de la sécurité des mers, tant du fait de la nature et de l'hydrographie que de celui des marines ennemies et des corsaires.

C'est pourquoi, au début de la deuxième moitié du XVIII^e^ siècle, se fonda *le Havre de Grâce commercial et maritime*, qui devint, en 1791, *la Feuille maritime*, puis *le Port du Havre, bulletin d'entrée et de sortie et prix courant des marchandises.*

Un jour, des commentaires, des nouvelles de l'extérieur et de l'intérieur s'y ajoutent, ainsi que le *Bulletin des armées de la République et de Napoléon*, et voilà un journal qui commence à correspondre à la notion que nous nous faisons aujourd'hui d'un tel organe. Après divers changements de titre et de format, ce journal maritime s'appelle définitivement, en 1826, le *Journal du Havre*. Il commence peu après à faire de la politique, ce qui heureusement ne l'empêche pas de rester jusqu'à nos jours un des organes de renseignements commerciaux et maritimes les mieux tenus en France.

Ce journal, dont le papier a dépassé trois demi-siècles et le titre cent ans d'âge, se rajeunit : comme le *Journal de Rouen* et à la même époque, il agrandit ses locaux, modernise son matériel, transforme sa rédaction. Il s'adressait aux hommes d'affaires ; les plus grands économistes y donnaient des articles sur les événements susceptibles d'influencer les cours des denrées et

des matières : aujourd'hui, il s'adresse aussi à la masse, employés, ouvriers et bourgeois, friands d'événements et de potins locaux. A tous il donne des pages littéraires, sportives, artistiques.

Le *Journal du Havre* est un journal du soir. Pour alimenter sa curiosité du matin, le Havrais a deux principaux journaux : le *Havre-Éclair* et le *Petit-Havre*. Là encore, agrandissements matériels, volume du papier imprimé accru par des hebdomadaires, feuilles spéciales, etc... Au Havre, l'imprimerie ne chôme pas plus que le port.

Ces deux derniers journaux sont jeunes et nés avec le mouvement politique de la fin du siècle dernier. Mais leur littérature n'est pas acerbe. Encore ici, nous sommes sous le régime libéral. Pas ou peu d'extrémistes. Les trois grands journaux du Havre ont les yeux fixés sur leur magnifique port, sur leurs gares et leurs entrepôts, et la politique les intéresse surtout par rapport aux intérêts économiques de la région.

Les éditoriaux des trois journaux sont lus, matin et soir, avec intérêt. Les auteurs sont d'ailleurs des hommes habiles à donner aux événements l'interprétation logique et claire que le lecteur demande. Les articles de fond traitent des grands problèmes nationaux qui intéressent plus particulièrement le Havre, et c'est au point de vue havrais qu'ils font la critique des solutions qui y sont apportées.

Un de mes amis, gros négociant havrais, à qui je demandais quelque explication sur cet état d'esprit, me prit par la main et m'emmena à travers les darses, les bassins, les canaux du port. C'est un homme jeune qui a réussi à faire du Havre un des premiers marchés du monde pour les bois exotiques.

— Ici, me dit-il, l'action doit tout primer. On ne charge pas, on ne décharge pas les navires avec des discours philosophiques, et ce ne sont pas les théories de Marx qui font les cours des cotons et des cafés. Aussi le Normand, le Havrais en particulier, se méfie de ces élucubrations qui ne facilitent pas les affaires. Le Normand est modéré, pondéré. Par-dessus tout il ne veut pas être mal assis entre deux chaises : alors il s'asseoit sur la chaise qui lui paraît la plus solide.

Et il m'entraîne sur les quais, me fait franchir des ponts tournants et des écluses. Avec lui je longe des bassins, passant entre les camions chargés de cuirs et de café, de coton et de bois de campêche, de balles de sucre, de riz et de blé, parmi

les entassements de ferrailles innombrables qui vont partir pour l'Amérique du Sud, et à travers tout ce port sur lequel planent le souvenir du proche passé corsaire et hardi des Normands, la nostalgie des Indes occidentales et des Tropiques, l'odeur de santal et d'épices.

— Cent mille passagers au long cours, me dit-il à l'ombre gigantesque du *Paris*, montent ou descendent chaque année ; cent mille autres sur l'Angleterre... Cinq millions de tonnes de marchandises... Un hangar à cotons aussi grand que votre Champ de Mars tout entier... Une des plus belles installations du continent pour les produits pétrolifères... La moitié des viandes frigorifiées qui entrent en France passent par chez nous... Voyez-vous, les Normands sont devenus agriculteurs, éleveurs, mais ils ne voient pas sans émotion le glissement, le sillage des navires. Ça leur rappelle les Vikings, n'est-ce pas, explorateurs et pirates, conquérants de notre beau printemps, et le duc Guillaume...

— Vous devenez poète, M. Charles!

Il ne répondait pas et m'avait mené dans ses magasins. Alors, je sus pourquoi il devenait poète. Lentement, sans un mot, — mais avec quels regards! — il promenait la main sur le grain des bois. Une bille équarrie à la hache dans la forêt d'origine prenait pour lui des parures inaperçues du profane.

— Voyez cette frisure, cette ondulation. C'est amoureux... On dirait des chevelures vénitiennes!...

Quand il me fit entrer dans la salle d'exposition, ce fut un enchantement : on eût dit les présents des Rois Mages, unis à ceux de la reine de Saba. Beauté sombre des ébènes à la mystérieuse croissance, parfum des bois de rose, douceur des okoumés, velours des amarantes, satin des acajous, richesse des palissandres...

— Ah! me dit mon ami, si les Français savaient! Mais ils en sont restés pour les bois à leur expérience du XVIII^e^ siècle... A cette époque, l'acajou, les bois des îles étaient chers : le fret, les dangers de la mer et des corsaires, la rareté des importations... Le chêne en revanche était là, sur place, débité à bon compte par nos paysans. Maintenant c'est le contraire. Le chêne est bien plus cher que l'acajou et à plus forte raison que l'okoumé. Mais allez donc faire revenir Paris sur une opinion qui date presque de deux siècles! Il préfère acheter

à haut prix le chêne de Hongrie et le pitchpin du Nord...

Et sous ses yeux s'amoncelaient des billes énormes qui avaient traversé les forêts équatoriales, flotté sur des marigots, au chant nostalgique et monotone des piroguiers qui dirigent à la perche ces fabuleux convois...

Le Havre, fondé par François Ier en 1517, ne se pique pas d'antiquité. A peine une église et quelques demeures, qui ont échappé aux canonnades, au vent de la mer qui ronge les pierres. Les murs de la ville furent détruits par les ingénieurs, qui omirent de garder la porte Richelieu. C'était un chef-d'œuvre de l'art militaire sous Louis XIII qui causa une telle surprise à Young, quand il visita le Havre, qu'il s'écria :

— Où est donc la ville d'une si belle porte ?

La presse du Havre prend mieux les intérêts de sa cité. Le goût du passé et des grandes traditions s'y allie intimement au sens de l'actualité, de la vie active. La position du Havre, « porte du Nouveau Monde », semble le protéger de la petitesse d'esprit. On y sent le goût de la mer et des choses transatlantiques, et plus d'un grand journal de Paris envierait au *Journal du Havre*, par exemple, la richesse de ses matières et l'esprit de beaucoup de ses articles. La ville et la campagne tiennent une grande place dans ces feuilles comme dans tout journal régional : mais au lieu d'une énumération fastidieuse des chiens écrasés et des fêtes orphéoniques, l'information y est relevée par une connaissance et un amour réels de la cité et de la Normandie. Il passe à travers toutes les rubriques une odeur de large et de terroir. Il n'est pas jusqu'à la page du jeudi, destinée aux enfants, qui ne cherche à leur donner le goût de l'outre-mer, à les pousser sur la voie de Jean de Béthencourt, originaire du pays de Caux, qui devint roi des Canaries. Et la ballade quotidienne de Jehan le Pauvre Moyne, dans le *Journal du Havre*, demeure, à côté des articles des plus grands économistes, un résumé de ces qualités, faites de bon sens et de sens pratique, de sérieux et de malice narquoise, et d'un attachement profond au vieux Havre de Grâce...

* * *

En rentrant à Paris, je feuilletais machinalement les vieux documents relatifs à ce *Journal du Havre*, que le sénateur

L. Brindeau a réunis dans un opuscule. On peut lire sous les divers titres qu'a adoptés le journal au cours de son existence :

Du mercredi 30 mai 1810 : « Nous croyons inutile de répéter ici que partout où le peuple pouvait jouir du bonheur de voir LL. MM., il s'y portait en foule; que partout il faisait éclater sa joie et son allégresse par les cris répétés et longtemps prolongés de *Vive l'Empereur! Vive l'Impératrice!* »

Des dimanche 5 et lundi 6 juin 1814 : « Une foule nombreuse se pressait autour du cortège. Partout on apercevait l'expression de la joie; partout aussi se répétaient avec transports les cris chéris de *Vive le Roi! Vivent les Bourbons!* »

Du jeudi 5 août 1830 : « Le paquebot américain *Charles-Caroll*, capitaine Clark, vient de partir à la marée pour Cherbourg, où il doit prendre la famille déchue et dégénérée de l'ex-roi. »

Du 21 mai 1831 : « Le maire, à la tête du corps municipal, a exprimé à Sa Majesté les sentiments dont tous les habitants étaient pénétrés. Les cris de *Vive le Roi!* ont rempli l'air. Tout le monde a pu voir Louis-Philippe... »

Du jeudi 16 mars 1848 : « Les cris de *Vive la République!* ont accueilli le discours du citoyen commissaire Berthelot... »

Du dimanche 5 décembre 1852 : « La lecture (du sénatus-consulte constitutif de l'Empire) terminée, le cri de *Vive l'Empereur!* a retenti dans l'estrade... »

Enfin, du lundi 5 septembre 1870 : « *Vive la République! Vive la France! Vive l'Armée!* »

Que voulez-vous? on est éclectique en matière gouvernementale, quand on demande surtout au gouvernement de vous laisser travailler en paix.

André Demaison.

(A suivre.)

P. AND O.

Étendue sur sa chaise longue, Mme Hamlyn regardait nonchalamment les passagers monter à bord. Le bateau était arrivé à Singapour pendant la nuit, et, dès le point du jour, on avait commencé à embarquer la cargaison. Les cabestans grinçaient sans arrêt, mais les oreilles de Mme Hamlyn ne percevaient plus leur bruit. Après avoir déjeuné à l'hôtel de l'Europe, elle s'était promenée en « pousse » à travers les rues innombrables de la riante cité. Singapour est le carrefour de toutes les races. Les indigènes, — les Malais, — n'y viennent guère; ils se sentent dépaysés dans les villes; en revanche, tout grouille de Chinois vifs et affairés. Les Tamils bronzés, pieds nus, glissent, furtifs, comme s'ils ne faisaient que traverser un pays de rêve; mais les Bengalis, fiers de leur richesse, y circulent avec aplomb. Des combinaisons louches et mystérieuses semblent toujours absorber les Japonais impénétrables. Quant aux Anglais, en costumes blancs et en feutres mous, qu'ils passent dans leurs autos rapides ou au pas somnolent de leurs chevaux, ils gardent toujours le même air flegmatique et détaché. La police exerce son autorité avec une insouciance aimable. Accablée par la chaleur, Mme Hamlyn attendait que le bateau reprît sa longue course à travers l'Océan indien.

De sa main un peu forte, — Mme Hamlyn était une grande et belle femme, — elle salua le médecin du bord, qui revenait en compagnie de Mme Linsell. Depuis le départ de Yokohama, elle observait avec une ironie pincée les progrès de leur intimité. L'indifférence de Linsell, attaché naval à l'ambassade britannique de Tokio, l'étonnait. Comment pouvait-il rester à ce point impassible devant les attentions dont le docteur

entourait sa femme? Deux nouveaux passagers montèrent derrière eux et elle essaya de deviner à leur attitude s'ils étaient célibataires. A côté d'elle, des hommes faisaient cercle dans des fauteuils de rotin, des planteurs à en juger par leurs costumes kaki et leurs chapeaux de feutre épais à larges bords. Le *steward* du pont se multipliait pour les servir. C'était à qui parlerait le plus haut et rirait le plus fort. Les tournées succédaient aux tournées. A n'en pas douter, ils venaient accompagner l'un d'entre eux, mais lequel? se demandait Mme Hamlyn. L'heure du départ approchait. Les retardataires se hâtaient et enfin M. Jephson, le consul, gravit la passerelle avec dignité. Il partait en congé. Dès Changhaï où il avait rejoint le bateau, il s'était mis en frais pour Mme Hamlyn. Mais à ce moment-là, elle n'avait guère le cœur à flirter. Le motif de son retour en Angleterre lui ôtait toute gaieté. A l'idée de passer Noël sur le bateau sans personne qui se souciât d'elle, son cœur se serrait et elle s'irritait sourdement de ne pouvoir chasser cette obsession.

La cloche d'appel retentit. Il y eut un mouvement général parmi ses voisins.

— Allons, si nous ne tenons pas à partir, nous ferions bien de décamper, dit l'un d'eux.

Ils se levèrent et se dirigèrent vers la passerelle. Quand on se donna la poignée de main d'adieu, Mme Hamlyn fut fixée : elle vit de qui l'on prenait congé. Sans que le personnage fût très intéressant en lui-même, elle daigna cependant, par désœuvrement, l'examiner. Un grand gaillard de plus de six pieds en costume de lustrine kaki fripé et coiffé d'un chapeau cabossé et crasseux. Du quai, ses amis continuaient leurs plaisanteries. Elle remarqua le fort accent irlandais de son nouveau compagnon de route. Il avait la voix cordiale et bien timbrée.

Mme Linsell descendit dans sa cabine, et le docteur vint s'asseoir auprès de Mme Hamlyn. Ils se racontèrent les menus incidents de la journée. La cloche tinta une seconde fois et bientôt le bateau s'éloigna du quai. Après un dernier geste d'adieu, l'Irlandais revint en traînant les pieds vers le fauteuil où il avait laissé journaux et revues. Il salua le docteur.

— Vous le connaissez? demanda Mme Hamlyn.

— On m'a présenté à lui au cercle avant le déjeuner. Il s'appelle Gallagher. C'est un planteur.

Au brouhaha du port, au branle-bas du départ, succédait

un silence apaisant. Le steamer glissa lentement entre des falaises verdoyantes, — le mouillage des P. and O. (1) est situé dans une anse solitaire et charmante, — et gagna la rade. Des bateaux de tous pays s'y pressaient : paquebots, remorqueurs, chalands, caboteurs ; et au delà, derrière la jetée, se hérissaient, comme une forêt dénudée, les mâts pressés des jonques indigènes. Dans la douce lumière du soir, un mystère les enveloppait. Tous ces navires, momentanément au repos, semblaient dans l'attente de quelque événement extraordinaire.

Mme Hamlyn passait de mauvaises nuits. Au petit jour, elle montait sur le pont. En regardant l'aube éteindre les dernières étoiles, elle sentait un apaisement bercer son cœur endolori Devant le miroir des flots immobiles, toutes les douleurs humaines se calmaient. L'air vibrait d'un frisson léger dans la lumière tamisée. Mais, ce matin-là, en arrivant au bout du spardeck, elle vit que quelqu'un l'avait devancée. C'était M. Gallagher en pyjama et en pantoufles. Il regardait les côtes basses de Sumatra que le soleil levant, comme un magicien, semblait faire surgir de la mer sombre. Elle ne put réprimer un mouvement de contrariété, mais déjà il l'avait aperçue et s'inclinait.

— Comment, vous, à pareille heure? Puis-je vous offrir une cigarette, madame?

Il lui tendit son étui. Mme Hamlyn hésita. Elle avait un peu honte de sa robe de chambre et du bonnet de dentelle jeté sur ses cheveux défrisés ; quelle tête elle devait avoir! Mais elle prit un plaisir amer à souligner sa mortification.

— Heureusement qu'une femme de quarante ans n'a plus le droit d'être coquette! minauda-t-elle, comme s'il eût pu deviner sa futile préoccupation, — elle prit une cigarette, — mais vous aussi, je vous trouve matinal.

— Je suis planteur. J'ai dû, pendant si longtemps, être debout à cinq heures que je me demande si j'en perdrai jamais l'habitude.

A présent qu'il était nu-tête, elle voyait mieux son visage. Sans être beau, il lui parut sympathique. Ses traits avaient peut-être été réguliers dans sa jeunesse, mais ils s'étaient empâtés. Dans sa face couperosée, les yeux noirs pétillaient, et malgré ses quarante-cinq ans bien sonnés, ses cheveux restaient

(1) *Peninsular and Oriental Company.*

drus, sans un filet blanc. Tout en lui donnait une impression de force. En somme, un être vulgaire et lourd. Jamais, sans la promiscuité du bord, Mme Hamlyn n'aurait songé à lier conversation avec lui.

— Vous partez en congé? hasarda-t-elle.

— Non, cette fois, c'est pour de bon que je retourne chez moi.

Ses yeux brillèrent. Il était d'humeur communicative et, jusqu'à l'heure du bain de Mme Hamlyn, il l'accabla de ses confidences.

Depuis un quart de siècle, il vivait en Malaisie et, pendant les dix dernières années, il avait dirigé une plantation à Selantan. A quelque cent kilomètres de tout semblant de civilisation, les distractions n'abondent pas. En revanche, on peut y faire fortune. Avec une prudence qu'on n'aurait pas attendue de ce joyeux compère, il avait placé en fonds d'État les gros bénéfices réalisés lors de la hausse des caoutchoucs. Et maintenant, malgré le krack, libre de tout souci, il se retirait des affaires.

— De quelle partie de l'Irlande êtes-vous? demanda Mme Hamlyn.

— De Galway.

Mme Hamlyn avait traversé autrefois l'Irlande en automobile, et elle gardait le vague souvenir d'une ville morne où, devant la mer mélancolique, s'élèvent de grands entrepôts en maçonnerie, déserts et délabrés. Elle conservait du paysage entrevu une impression de verdure et de pluie douce, de silence résigné. Était-ce là que M. Gallagher se proposait de terminer ses jours? Il en parlait avec un enthousiasme juvénile. L'idée d'une vitalité si exubérante transplantée dans la grisaille de ce royaume d'ombres était si bizarre que Mme Hamlyn en fut intriguée.

— Est-ce que votre famille y habite?

— Je n'ai plus de famille. Mon père et ma mère sont morts. Si je suis bien renseigné, il ne me reste plus un seul parent au monde.

Il avait fait ses plans, — voilà vingt-cinq ans qu'il les mûrissait, — et il ne se lassait pas d'en parler. Trop longtemps, il n'avait pu s'en ouvrir à personne. Il achèterait une maison et une auto. Il élèverait des chevaux. La chasse à tir ne le tentait guère; pendant ses premières années de Malaisie, il avait abattu

beaucoup de gros gibier, mais à présent le goût lui en avait passé; pourquoi détruire les animaux de la jungle? Mais il aimait la chasse à courre.

— Me trouvez-vous trop gros, par hasard? demanda-t-il.

Mme Hamlyn sourit et, du regard, le soupesa.

— Vous devez bien peser dans les cent kilos.

Les chevaux irlandais étaient les plus robustes du monde; il se croyait toujours en état de les monter. Dans une plantation de caoutchouc, on a diablement à marcher, et il était grand joueur de tennis. En Irlande il aurait tôt fait de maigrir. Puis, il se marierait. Sans mot dire, Mme Hamlyn contemplait la mer qu'irisait à présent le soleil levant. Elle soupira.

— Ne laissez-vous là-bas personne que vous regrettez? Malgré votre désir de retourner chez vous, au moment du départ, vous avez dû éprouver un déchirement.

— Ah! bien, merci! J'étais ravi de m'en aller. J'en avais par-dessus la tête. Tout ce que je demande, c'est de ne jamais revoir ce sacré pays ni aucun de ses habitants.

Un ou deux passagers commençaient à arpenter le pont. Mme Hamlyn se souvint de son accoutrement et redescendit.

Les deux jours suivants, elle vit à peine M. Gallagher. Il passait son temps au fumoir. En raison d'une grève de dockers, le bateau brûla l'escale de Colombo et les passagers se préparèrent à tirer le meilleur parti possible de leur voyage à travers l'Océan indien. Comme distractions, ils avaient les habituels jeux du bord, les potins, le flirt. Noël approchait. Ils en profitèrent pour organiser un bal costumé, et les dames se mirent à combiner leurs travestis. Un grave problème se posait : inviterait-on les passagers de seconde? En dépit de la chaleur, la discussion fut animée. Les passagers de seconde seraient gênés, assuraient les dames; ils étaient capables de se griser, et à quoi s'exposait-on? Les uns comme les autres se défendaient de tout snobisme. Qui songe à juger les gens d'après la classe dans laquelle ils voyagent? Mais ne serait-ce pas un manque de délicatesse que de mettre les passagers de seconde dans une position fausse? Ils s'amuseraient beaucoup plus en restant entre eux. D'un autre côté, personne ne voulait les blesser. Même si la fête ne devait pas les amuser, ils seraient peut-être flattés de l'invitation. A notre époque, certaine

concessions s'imposent. Cela fut dit pour répondre à la femme d'un missionnaire en Chine. Jamais, prétendait-elle, pendant trente-cinq ans de voyage sur les P. and O., elle n'avait entendu agiter cette question. M. Gallagher, qui ramenait en seconde un de ses employés, fut arraché à la table de jeu au moment où le scrutin allait être clos et le consul lui demanda son avis. Il se souleva du canapé qui ployait sous sa masse.

— Pour mon compte, je n'ai que ceci à dire : j'ai ici un employé qui s'occupait de nos machines. C'est la crème des braves gens et il est tout aussi digne que moi d'assister à votre fête. Mais il n'y paraîtra pas, car j'ai l'intention, en l'honneur de Noël, de lui offrir une telle bombance que ce sera tout juste si, à dix heures, il est encore capable de se fourrer au lit.

M. Jephson, le consul, grimaça un sourire. C'était à lui, personnage officiel, que revenait la présidence de la réunion et il désirait qu'on la prît au sérieux. Il se plaisait à répéter que tout ce qui vaut la peine d'être fait, doit être bien fait.

— Je conclus de vos observations, dit-il non sans aigreur, que le point qui nous préoccupe ne vous paraît pas très important.

— Je m'en soucie comme d'une guigne, répliqua Gallagher, les yeux narquois.

Mme Hamlyn éclata de rire. On décida enfin d'inviter les passagers de seconde classe, mais de faire une démarche discrète auprès du commandant pour le prier de leur interdire l'accès du salon des premières. Ce même soir, Mme Hamlyn, après s'être habillée pour le dîner, rencontra sur le pont M. Gallagher.

— Vous arrivez juste à point pour prendre un cocktail, madame, proposa-t-il avec rondeur.

— Volontiers. Ça me fera du bien. J'ai besoin d'être remontée.

— Pourquoi?

Malgré le sourire engageant de son interlocuteur, Mme Hamlyn éluda la question.

— Je vous l'ai dit l'autre matin, répondit-elle avec enjouement. J'ai quarante ans sonnés.

— Jamais je n'ai vu une femme le répéter avec tant d'insistance.

Ils s'assirent dans le hall et l'Irlandais commanda un Martini sec pour Mme Hamlyn et un gin pour lui. Quand on a vécu

longtemps en Orient, on ne saurait prendre autre chose.

— Vous avez le hoquet, remarqua Mme Hamlyn.

— Oui, il m'a secoué comme cela tout l'après-midi. C'est assez drôle, ça m'a pris au moment précis où la terre disparaissait.

— Le dîner le fera passer.

Ils burent, le second coup sonna, et ils entrèrent dans la salle à manger.

— Jouez-vous au bridge? demanda-t-elle comme ils se séparaient.

— Ma foi non.

Deux ou trois jours s'écoulèrent sans que Mme Hamlyn revît Gallagher, mais elle n'y prit pas garde. Ses ennuis l'absorbaient. Ils la tracassaient pendant qu'elle travaillait à l'aiguille, embrouillaient le roman où elle cherchait en vain à les oublier. A mesure qu'elle s'éloignait du théâtre de son infortune, ses tortures morales auraient dû s'apaiser, mais au contraire, chaque jour qui la rapprochait de l'Angleterre augmentait sa détresse. Elle songeait avec désespoir à la vie solitaire qui l'attendait. Quand, un instant, elle parvenait à chasser la vision de cet avenir qui la faisait frémir, les souvenirs de son passé l'obsédaient. Elle avait été mariée vingt ans. Après tant d'années de vie commune, on n'a plus guère d'illusions. M. et Mme Hamlyn n'éprouvaient certes plus l'un pour l'autre les sentiments d'autrefois, mais ils s'entendaient et se comprenaient. Comparée à beaucoup d'autres, leur union pouvait passer pour exemplaire. Soudain, elle découvrit qu'Hamlyn était amoureux. Un flirt ne l'eût pas inquiétée. A plusieurs reprises, dans des cas semblables, il s'était laissé taquiner de bonne grâce, plutôt flatté que vexé, et ils avaient ri ensemble de ce feu de paille. Mais, cette fois, c'était une autre affaire. Hamlyn aimait à la folie, comme un garçon de dix-huit ans. A cinquante-deux ans! Et il aimait sans discrétion ni prudence. Avant que sa femme connût la triste vérité, tout Yokohama était au courant. Le premier choc passé, — son mari était le dernier des hommes qu'elle eût supposé capable d'une pareille insanité, — elle se persuada que, s'il se fût agi d'une jeune fille, elle aurait pu comprendre et pardonner. Combien d'hommes d'un certain âge perdent la tête pour des gamines! Après vingt ans d'Extrême-Orient, elle n'ignorait pas que la cinquantaine est

un cap dangereux. Mais Hamlyn n'avait pas d'excuse. L'élue avait huit ans de plus qu'elle-même, ce qui ajoutait au grotesque de l'aventure. Dorothée Lacom approchait de son dixième lustre. Il la connaissait depuis dix-huit ans. Comme l'époux volage, Lacom était dans la soierie à Yokohama. Ils se voyaient en moyenne trois ou quatre fois par semaine. Un été, en Angleterre, les deux ménages avaient loué ensemble une villa au bord de la mer. Et il ne s'était rien passé. Jusqu'à l'année dernière, leurs rapports s'étaient bornés à une bonne camaraderie. Inimaginable! Certes Dorothée était une belle femme, mais autrefois ne possédait-elle pas déjà sa jolie taille, aujourd'hui légèrement épaissie, ses yeux noirs un peu effrontés, sa bouche trop rouge, sa chevelure opulente? Quarante-huit ans! Elle avait quarante-huit ans!

Mme Hamlyn procéda par attaque brusquée. Son mari commença par nier, mais devant les précisions accumulées, il se troubla et finit par avouer ce qu'il ne pouvait plus cacher. Il eut une phrase stupéfiante.

— Qu'est-ce que ça peut bien te faire? demanda-t-il.

Exaspérée, Mme Hamlyn riposta avec rage. Son cœur ulcéré lui suggérait les traits les plus blessants. Le coupable écoutait avec placidité.

— Ai-je été un si mauvais mari pendant ces vingt années? Voilà longtemps que nous ne sommes plus que des amis. J'ai beaucoup d'affection pour toi, cela ne l'altère en aucune façon Tu ne perds rien à ce que je donne à Dorothée.

— Mais enfin, que me reproches-tu?

— Rien. Aucun homme ne peut souhaiter une meilleure épouse.

— Et tu oses le dire, quand tu me traites de cette façon?

— Je n'ai pas du tout l'intention de te faire de la peine, mais c'est plus fort que moi.

— Enfin, qu'est-ce qui t'a pris de tomber amoureux d'elle?

— Qu'est-ce que j'en sais? Tu ne te figures pourtant pas que j'ai couru après?

— Ne pouvais-tu résister?

— J'ai fait mon possible. Nous avons essayé tous les deux.

— A t'entendre, on croirait que vous avez vingt ans. Oubliez-vous donc votre âge? Elle a huit ans de plus que moi. Cela me met dans une position ridicule.

Hamlyn ne répondit pas. Elle ne se contenait plus. Était-ce la jalousie qui lui serrait la gorge, la colère, ou simplement la vanité blessée ?

— En voilà assez. S'il ne s'agissait que de toi et d'elle, je divorcerais, mais il y a son mari et ses enfants. Mon Dieu ! ne t'est-il jamais venu à l'idée que, si elle avait des filles au lieu de garçons, elle pourrait être grand mère ?

— Largement.

— Quelle chance que nous, au moins, nous n'ayons pas d'enfants !

Il esquissa un geste tendre qu'elle repoussa avec horreur.

— Tu as fait de moi la risée de nos amis. Dans notre intérêt à tous, je consens à me taire, mais à condition que ce scandale cesse immédiatement, et pour toujours.

Il baissa les yeux et joua d'un air pensif avec un bibelot japonais qui se trouvait sur la table.

— J'en parlerai à Dorothée, répondit-il enfin.

Elle acquiesça en silence, passa devant lui et sortit, trop irritée pour se rendre compte que son attitude touchait au mélodrame. Elle pensait qu'Hamlyn lui raconterait sa conversation avec Dorothée Lacom, mais il n'y fit aucune allusion. Toujours ce même calme, cette politesse silencieuse. Enfin, elle se décida à l'interroger.

— As-tu oublié ce que t'ai dit l'autre jour ? dit-elle sèchement.

— Non. Dorothée est au désespoir de t'avoir fait tant de peine, et elle m'a chargé de te le dire. Elle aimerait à te voir, mais elle craint que sa visite ne te soit désagréable.

— Qu'avez-vous décidé ?

Il hésita, soudain très grave. Sa voix tremblait.

— Mieux vaut ne pas faire une promesse que nous ne tiendrons pas, j'en ai peur.

— Alors, n'en parlons plus.

Il reprit :

— Je dois te prévenir que si tu engages une instance en divorce, tu perdras ton procès : tu ne possèdes aucune preuve.

— Je compte retourner en Angleterre et consulter un avoué. Aujourd'hui, ce genre d'affaires se règle facilement ; je m'en remettrai à ta générosité. Tu arriveras sans doute à me rendre ma liberté sans mettre Dorothée en cause.

Il soupira.

— Quelle histoire ! Je n'ai aucune envie de divorcer, moi, mais je m'inclinerai, bien entendu, devant tes décisions.

— Enfin, qu'espères-tu ? s'écria-t-elle, reprise par la colère T'imagines-tu que je vais supporter tous ces affronts ?

— Je suis navré de t'avoir mise dans une situation fausse. — Il la regarda avec lassitude. — Nous ne songions guère, je te l'affirme, à nous éprendre l'un de l'autre. Nous nous rendons tous les deux compte de notre âge. Comme tu le dis, Dorothée pourrait être grand mère et moi je sens le poids de mes cinquante-deux ans. Quand on aime à vingt ans, on croit que c'est pour toujours, mais à cinquante, on sait que l'on a peu de temps devant soi... — Sa voix se brisa. Songeait-il aux rafales de l'automne, aux feuilles mortes qui tourbillonnent ? Son regard s'assombrit. — Comment alors laisser échapper la chance de bonheur que nous offre un caprice du sort ? Cinq ans, c'est la limite de ce qu'on peut espérer... si ce n'est six mois. La vie est si grise et le bonheur si rare !

L'exaltation de son mari, si positif, si pratique, avait surpris Mme Hamlyn. Elle lui découvrit soudain une personnalité ardente et tragique. D'un seul coup, leurs vingt ans de vie commune s'effaçaient. Elle se heurtait à une obstination inflexible. Il ne lui restait plus qu'à partir. Et aujourd'hui, acharnée à poursuivre le divorce dont elle l'avait menacé, elle retournait en Angleterre.

La mer, dont la surface égale renvoyait en reflets métalliques l'éclat somptueux du soleil, paraissait à Mme Hamlyn étrangère et hostile comme la vie uniforme qui l'attendait. Depuis trois jours, nul bateau n'avait sillonné le désert de l'Océan. Parfois, l'espace d'un éclair, la fuite d'un poisson volant animait la plaine liquide. La chaleur immobilisait jusqu'aux passagers les plus remuants. A cette heure, — c'était après le déjeuner, — ceux qui ne se reposaient pas dans leurs cabines s'affalaient, anéantis sur des chaises longues. Linsell vint rejoindre Mme Hamlyn.

— Où donc est votre femme ? lui dit-elle.

— Je n'en sais rien. Elle ne peut pas être bien loin.

Tant d'insouciance exaspéra Mme Hamlyn. Ne remarquait-il donc pas le flirt déjà poussé très loin de sa femme et du chirurgien ?

Quelques années plus tôt, il en eût pris ombrage. Un mariage romanesque, pourtant, que celui de cette pensionnaire et de cet adolescent. Quel radieux amour sans doute que celui de ce beau couple! Et aujourd'hui, déjà lassés l'un de l'autre! N'était-ce pas ce qu'avait dit son mari?

— A votre arrivée là-bas, vous vous installerez à Londres, je suppose? demanda Linsell avec indifférence.

— Oui, sans doute.

Elle se faisait difficilement à l'idée de ne pas savoir où aller. Et d'ailleurs, qui s'en souciait? Une association d'idées la fit penser à Gallagher. Elle enviait son impatience de revoir son pays. Elle se sentait émue et amusée à l'entendre parler, en termes lyriques, de la maison et de la femme qu'il rêvait.

A Yokohama, les amis de Mme Hamlyn, mis dans la confidence de ses projets de divorce, lui avaient prédit qu'elle se remarierait. Pourtant, après une pareille déception, une seconde expérience ne la tentait guère. D'ailleurs, quel est l'homme qui n'y regarde pas à deux fois avant de demander la main d'une femme de quarante ans? Une jeunesse appétissante, voilà ce qu'il faudrait à M. Gallagher.

— Et M. Gallagher, où est-il? demanda-t-elle au placide Linsell. Depuis un jour ou deux, on ne le voit plus.

— Vous ne savez pas : il est malade.

— Le pauvre! Qu'a-t-il donc?

— Il a le hoquet.

Mme Hamlyn se mit à rire.

— Vous appelez le hoquet une maladie?

— Le médecin est très ennuyé. Il a tout essayé pour le couper, mais rien n'y fait.

— Comme c'est bizarre!

Elle n'y songea plus, mais le lendemain matin, elle rencontra le docteur et lui demanda des nouvelles de Gallagher. Elle vit avec surprise son visage s'assombrir.

— Je le crois très bas, le pauvre diable.

— Pour un simple hoquet?

Comment prendre le hoquet au tragique?

— Il ne garde aucune nourriture, il ne peut pas fermer l'œil. Alors, il s'épuise. Tout, j'ai tout essayé. — Il hésita. — Si je ne réussis pas à juguler ça bientôt... je ne réponds de rien.

Mme Hamlyn était atterrée.

— Un colosse pareil ! Il paraissait si plein de santé.

— Si vous le voyiez maintenant !

— Croyez-vous que ma visite lui ferait plaisir ?

— Venez.

Gallagher avait été transporté à l'infirmerie. En approchant, ils entendirent de violents hoquets. Ce bruit, peut-être parce qu'il rappelle les éructations d'un ivrogne, a quelque chose de grotesque, mais Mme Hamlyn tressaillit à la vue de Gallagher. Il était réduit à rien et la peau de son cou pendait en plis flasques. Le hâle ne dissimulait pas sa pâleur. Ses yeux, autrefois pétillants de malice et de gaieté, étaient hagards. Les spasmes secouaient sans cesse son grand corps. Loin de songer maintenant à rire, Mme Hamlyn, sans comprendre pourquoi, éprouvait une vague terreur. Il sourit en la voyant.

— Je suis navrée, mon pauvre ami, dit-elle.

— Je n'en mourrai pas, parvint-il à articuler entre deux hoquets. Quand j'atteindrai les rives de la verte Erin...

Un homme assis auprès du lit s'était levé à l'entrée des visiteurs.

— Monsieur Pryce, présenta le docteur, le contremaître qui s'occupait des machines dans l'exploitation de M. Gallagher.

Mme Hamlyn s'inclina légèrement. C'était le passager de seconde à qui Gallagher avait fait allusion à propos du bal de Noël. Un homme de très petite taille, mais râblé et déluré, d'aspect sympathique, rempli d'assurance.

— Vous devez être content de retrouver bientôt les vôtres, lui dit Mme Hamlyn.

— Plutôt ! mademoiselle.

A l'accent, Mme Hamlyn reconnut aussitôt le Londonien pur sang, dont Pryce avait d'ailleurs l'insouciance et la bonne humeur. La glace était rompue.

— Vous n'êtes pas Irlandais, vous, remarqua-t-elle avec un sourire.

— Non, mademoiselle. Je suis de Londres et ne serai pas fâché de revoir ma bonne ville, je vous le certifie.

Mme Hamlyn ne s'offusquait jamais d'être appelée mademoiselle.

— Allons, au revoir, monsieur, dit Pryce à Gallagher en portant la main à une casquette imaginaire.

Mme Hamlyn demanda au malade si elle pouvait faire quelque chose pour lui, et au bout d'un instant elle le laissa avec le docteur. Le petit Londonien l'attendait derrière la porte.

— Puis-je vous dire deux mots, mademoiselle?

— Avec plaisir.

L'infirmerie était à l'arrière. En se penchant sur la balustrade, on apercevait le pont inférieur où, pêle-mêle, Hindous et maîtres-d'hôtels, leur service terminé, flânaient auprès des écoutilles.

— Je ne sais trop comment commencer, dit Pryce en cherchant ses mots. — Une expression sérieuse transformait sa bonne figure toute plissée. — Voilà quatre ans que je travaille chez M. Gallagher et l'on ne trouverait pas, dans le monde entier, patron meilleur que lui.

Il hésita encore.

— J'ai peine à y croire et pourtant rien n'est plus vrai.

— Quoi donc?

— Eh! bien, M. Gallagher est perdu et je doute que le docteur s'en rende compte. Je le lui ai dit, mais il m'a envoyé promener.

— Ne vous frappez pas ainsi, M. Pryce. Le docteur est jeune, c'est vrai, mais je le crois très capable, et enfin on n'a jamais vu personne mourir du hoquet! M. Gallagher sera certainement guéri d'ici un jour ou deux.

— Savez-vous quand ça l'a pris? Juste comme la terre disparaissait. *Elle* avait dit qu'il ne reverrait jamais son pays.

Mme Hamlyn se tourna vers lui et le regarda dans les yeux. Elle le dominait de la tête.

— Qu'est-ce que vous me chantez là?

— Ma conviction est qu'on lui a jeté un sort. La médecine n'y changera rien. Vous ne connaissez pas ces Malais comme je les connais.

— Oh! M. Pryce, quel enfantillage!

— C'est ce qu'a répondu le docteur. Mais retenez bien ceci : M. Gallagher mourra avant que nous revoyions la terre.

Il parlait d'un ton si solennel que, malgré elle, Mme Hamlyn se sentit impressionnée.

— Et pourquoi lui aurait-on jeté un sort?

— Hum! c'est un peu délicat à expliquer à une demoiselle.

— Parlez, je vous en prie.

En toute autre circonstance Mme Hamlyn aurait eu peine à garder son sérieux, tant l'embarras de Pryce lui paraissait comique.

— Voilà des années que M. Gallagher vivait au fin fond des terres. Ma foi, on y est plutôt seul et vous savez ce que c'est que les hommes, mademoiselle.

— Je suis mariée depuis vingt ans.

— Ah! mille excuses, madame. Le fait est qu'il vivait avec une Malaise. Depuis quand? je ne sais pas au juste, dix ou douze ans, je crois. Donc, lorsqu'il lui a annoncé qu'il allait partir pour toujours, elle n'a pas pipé mot. Pas un geste, rien. Il s'attendait à des lamentations sans fin; non, rien, comme je vous le dis. Bien entendu, il s'est occupé d'elle. Il lui a donné une maison en pleine propriété et s'est arrangé pour lui faire verser tous les mois une petite rente. Il n'est pas regardant, je vous assure, et la femme savait bien qu'un jour ou l'autre il la quitterait. Donc, pas une larme, pas une plainte. Une fois tous les bagages du patron préparés, elle est restée tranquillement assise pendant qu'on les emportait. Et quand il a vendu le mobilier à des Chinois, elle n'a pas fait une observation. Tout ce qu'elle avait voulu, il le lui avait donné. Quand vint l'heure de rejoindre le bateau, elle demeura accroupie sur les marches du bungalow, figurez-vous, et continua à regarder M. Gallagher en silence. Elle ne s'est même pas dérangée pour lui dire adieu. « Alors, tu ne m'embrasses pas? » s'exclama-t-il. Une expression bizarre transforma le visage de la Malaise. « Toi partir, dit-elle dans son baragouin indigène, mais toi jamais arriver dans ton pays. Quand verras terre enfoncer dans mer, mort sera sur toi, et t'aura pris avant que ceux qui voyagent avec toi revoient rivage. » J'en ai été tout chaviré.

— Qu'a répondu M. Gallagher?

— Oh! vous le connaissez, il a répondu par un joyeux « Jamais malade, jamais mourir, toujours content! » puis il a sauté dans l'auto et nous avons démarré.

Mme Hamlyn voyait la route à perte de vue inondée de soleil dans le silence des plantations de caoutchouc aux arbres verts régulièrement espacés. Le long des collines, à travers la jungle exubérante, la voiture des blancs conduite par un Malais impassible filait devant des cases isolées et lugubres élevées en retrait de la route. Elle traversait des villages où, sur la place

du marché, s'agitaient des gens de petite taille en *sarongs* (1) aux couleurs vives. Vers le soir, elle atteignait la ville pimpante et toute moderne avec ses cercles, son terrain de golf, ses maisons de thé dernier cri, sa population européenne et sa station de chemin de fer où les deux hommes prendraient le train pour Singapour. Et la femme abandonnée, accroupie sur les marches du bungalow vide jusqu'à l'arrivée du nouvel administrateur, regardait fixement cette route sur laquelle la voiture avait trépidé avant de s'éloigner, regardait encore et toujours jusqu'à ce que la nuit s'étendît sur la contrée.

— Comment était cette femme? demanda Mme Hamlyn.

— Oh! pour quant à moi, toutes les Malaises se ressemblent. D'abord, celle-là n'était pas de la première jeunesse et vous connaissez les indigènes; en un rien de temps, ça devient énorme.

— Énorme?

— Dame! avec M. Gallagher, on mangeait bien.

Cette description ramena Mme Hamlyn à la raison. Elle s'en voulut d'avoir admis un instant l'hypothèse du petit Londonien.

— Quelle absurdité! monsieur Pryce. Voyez-vous de grosses femmes jetant des sorts à mille kilomètres de distance? Elles ont déjà bien assez à faire à trimballer leur graisse.

— Riez tant qu'il vous plaira, madame; à moins qu'on ne trouve quelque remède, retenez ce que je vous dis, le patron est fichu. Et ce n'est pas la médecine qui le sauvera, du moins, pas celle des Blancs.

— Ne vous emballez pas ainsi. Après tout, cette boule de suif n'avait aucune raison particulière d'en vouloir tant que cela à M. Gallagher. Pour les mœurs de l'Extrême-Orient, il me paraît s'être montré très généreux. Pourquoi lui souhaiterait-elle du mal?

— Est-ce que nous connaissons ces gens-là? On a beau avoir vécu pendant vingt ans avec une Malaise, croyez-vous qu'on soupçonne ce qui se passe dans les ténèbres de son âme? Jamais de la vie!

Cette tirade mélodramatique fut lancée avec une telle conviction que le sourire de Mme Hamlyn s'éteignit. Ne savait-elle pas d'ailleurs mieux que personne combien sous une peau blanche, jaune ou brune, le cœur humain recèle d'impéné-

(1) *Sarong*, mot malais désignant un pagne.

trable mystère? Elle reprit, pour se rassurer, sans bien s'en rendre compte :

— Mais, après tout, même si elle lui en voulait, même si elle le haïssait au point de désirer sa mort, que pouvait-elle? Il n'y a pas de poison qui commence à agir au bout de six ou sept jours.

— Je n'ai jamais dit que ce fût un poison.

— Je regrette, monsieur Pryce, mais je ne puis croire à la sorcellerie.

— Vous avez vécu en Orient ?

— A plusieurs reprises depuis vingt ans.

— Si vous savez de quoi ces jaunes sont capables ou incapables, eh bien ! ma parole, vous êtes plus avancée que moi.

Il serra le poing et frappa sur le bastingage dans un accès de rage soudaine.

— J'en ai par-dessus la tête de ce sacré pays. Ce qu'il y a de sûr, c'est que j'ai les nerfs à bout. Nous autres Blancs, nous ne sommes pas de taille à lutter contre ces macaques, voilà la vérité. Excusez-moi, je crois que je vais aller prendre une douche. Je ne tiens plus en place.

Il salua brusquement et s'en alla. Mme Hamlyn suivit du regard le petit homme qui se hâtait, en proie à une extrême agitation. Il dévala l'échelle jusqu'au pont inférieur, le traversa tête baissée et disparut dans le salon des secondes. Une inquiétude indéfinissable s'était emparée d'elle. Elle n'arrivait pas à chasser l'image d'une grosse Malaise en *sarong* et en veste de couleur vive brodée d'or, accroupie sur les marches d'un bungalow, qui regardait fixement une route déserte. Au milieu du visage lourd et fardé, les grands yeux sans larmes n'avaient aucune expression. Dans la voiture, des collégiens, eût-on dit, qui s'échappaient pour les vacances. Gallagher poussait un soupir de soulagement. Par ce lumineux matin, sous le ciel clair, tout son être s'épanouissait de bonheur. L'avenir lui apparaissait comme un beau paysage ensoleillé.

Vers le soir, Mme Hamlyn demanda au docteur des nouvelles de son patient. Il hocha la tête.

— J'y perds mon latin. — Un pli soucieux lui creusa le front. — Quelle guigne, un cas pareil ! A l'hôpital, ce ne serait déjà pas drôle, mais à bord !

Frais émoulu de la Faculté de médecine, cet enfant d'Édimbourg envisageait son voyage comme un intermède avant de s'établir. Il s'était promis, avant tout, de s'amuser et voilà qu'une maladie mystérieuse contrariait ses beaux projets. Malgré son inexpérience, il n'avait rien négligé de ce qui pouvait être tenté et l'idée de passer pour incapable l'exaspérait.

— Et M. Pryce, qu'en dit-il? demanda Mme Hamlyn.

— Je n'ai jamais rien entendu de plus idiot. J'ai répété ses histoires au commandant qui en est furieux. Il ne veut pas qu'on en parle. Cela impressionnerait les passagers.

— Je serai discrète comme la tombe.

Le médecin lui lança un coup d'œil scrutateur.

— Enfin, vous non plus, vous ne croyez pas un mot de toutes ces sottises, j'espère?

— Bien sûr que non.

Son regard s'abaissa vers la mer bleue, huileuse et calme, qui étincelait tout autour d'eux.

— Voilà longtemps que je vis en Orient, ajouta-t-elle. Il s'y passe des choses étranges.

— Tout cela commence à m'horripiler.

A quelques pas, deux petits Japonais corrects et soignés dans leurs chemises de tennis, leurs pantalons blancs et leurs souliers de toile, jouaient aux palets. Ils affichaient un chic très européen; même ils comptaient les points en anglais, et cependant, à cet instant, l'aisance avec laquelle ils portaient ce déguisement inspira à Mme Hamlyn une vague répulsion. Elle aussi avait les nerfs à bout.

Et bientôt, sans qu'on sût comment, la nouvelle se répandit que Gallagher était envoûté. Les femmes se le chuchotaient tout en cousant leurs costumes pour le bal de Noël, et, au fumoir, leurs maris le répétaient par-dessus les cocktails. Beaucoup de passagers connaissaient l'Orient, et du fond de leur mémoire, surgissaient des histoires singulières et troublantes. Bien entendu, il eût été absurde d'admettre un seul instant qu'on eût jeté un sort à Gallagher; ces choses-là n'arrivent pas; et cependant chacun citait tel ou tel fait demeuré inexplicable. Le docteur ne comprenait rien à cette maladie. S'il en pouvait décrire l'aspect physiologique, l'origine des terribles spasmes lui échappait. Dans son impuissance, il se cherchait des excuses.

— Enfin, c'est un cas qu'on ne rencontre jamais au cours de toute une carrière. Je n'ai vraiment pas de veine.

A chaque bâtiment qu'on croisait, il prenait une consultation par sans fil.

— J'ai tout essayé, racontait-il avec irritation. Mon confrère du paquebot japonais parle d'adrénaline. Comme si on pouvait s'en procurer en plein Océan indien !

Ce bateau filant sur une mer déserte d'où lui arrivaient de toutes parts d'invisibles messages, avait quelque chose de sinistre. On eût dit, malgré son isolement, qu'il était devenu le centre du monde. A l'infirmerie, le patient, à moitié suffoqué, haletait après la vie. Un jour, les passagers remarquèrent un changement de direction : le capitaine décidait de faire escale à Aden. Là, Gallagher serait débarqué et transporté à l'hôpital où il recevrait des soins impossibles à donner à bord. Le chef mécanicien reçut l'ordre de forcer les feux. La coque du vieux bateau frémissait sous l'impulsion des machines. Habitués à leur rythme régulier, les passagers s'énervaient à l'accroissement des vibrations. Chacun éprouvait comme une inquiétude égoïste. Et toujours rien ne troublait le vaste Océan : on traversait un désert. Bientôt le malaise général s'accentua. Tout devenait prétexte à querelle. Nul sourire n'accueillait les plaisanteries rebattues de M. Jephson. Les Linsell se disputèrent une partie de la nuit. Dans une promenade sur le pont, Mme Linsell accabla son mari d'un flot de reproches. Le bridge amena un soir une scène violente au fumoir et la réconciliation fut le signal d'une beuverie générale. Tous suivaient la route sur la carte. On ne parlait pas de Gallagher, mais on ne pensait qu'à lui. Trois jours, quatre au plus, c'était tout ce que le docteur lui donnait à vivre. Les passagers discutaient avec aigreur sur le plus court chemin à prendre pour atteindre Aden. Peu leur importait ce qu'il adviendrait du malade après son débarquement, pourvu qu'il ne mourût pas à bord.

Le mal faisait des progrès, comme s'épanouissent les plantes tropicales après une averse de printemps. Mme Hamlyn voyait Gallagher tous les jours. Déjà sa peau distendue flottait sur ses os et pendait au menton comme la caroncule ridée d'un dindon. Ses joues se creusaient. La largeur de sa carrure frappait davantage et sa charpente osseuse bosselait le drap, comme

l'ossature d'un géant de la préhistoire. Engourdi par la morphine, il reposait la plupart du temps les yeux clos, mais toujours tordu par les spasmes. Quand ses paupières se soulevaient, les yeux paraissaient extraordinairement dilatés. Angoissés et vagues, ils regardaient du fond de leurs orbites enfoncées. Parfois, dans un éclair de lucidité, il reconnaissait Mme Hamlyn et s'essayait alors à un galant sourire.

— Comment allez-vous, monsieur Gallagher ?

— Ça va, ça va. Je me retaperai dès que nous sortirons de cette maudite chaleur. Dieu ! que j'ai hâte de piquer une tête dans l'Atlantique ! Je donnerais n'importe quoi pour une bonne course à la nage. Ah ! sentir la mer froide et grise de Galway battre contre ma poitrine !

Puis, de nouveau, le hoquet le secouait des pieds à la tête. Pryce et la femme de chambre se relayaient à son chevet. Le visage du petit Londonien avait perdu son expression de gaieté narquoise.

— Le capitaine m'a parlé hier, confia-t-il à Mme Hamlyn quand ils se retrouvèrent seuls. Quel abattage !

— A propos de quoi ?

— Il dit qu'il en a assez de tous ces mystères, que ça terrifie les passagers, et que si je ne tiens pas ma langue, j'aurai affaire à lui. Je n'y suis pour rien, moi. Jamais je n'en ai soufflé mot, sauf à vous et au docteur.

— Tout le bateau jase.

— Je sais bien. Croyez-vous que je sois le seul de mon avis? Il n'y a pas ici un Hindou ou un Chinois qui ne comprenne de quoi il retourne. Nous sommes loin d'en savoir aussi long qu'eux. Ils voient que cette maladie n'est pas naturelle.

Mme Hamlyn se taisait. Il n'y avait que les Blancs pour en douter : la maîtresse abandonnée tuait Gallagher par ses sortilèges. Tous les autres en étaient convaincus. Dès qu'on apercevrait les rochers pelés d'Arabie, son âme se séparerait de son corps.

— Le capitaine m'a prévenu aussi que, s'il me pincait à essayer quelque manigance, il me bouclerait ric et rac dans ma cabine pour le reste du voyage, continua Pryce, sa face ridée barrée d'un pli soucieux.

— Que voulez-vous dire ?

Il la regarda d'un air furieux, comme si elle eût mérité sa colère autant que le capitaine.

— Le docteur a épuisé la série de ses drogues. Il n'arrête pas de télégraphier aux quatre coins de l'Océan. A quoi est-il arrivé, je vous le demande? Ne voit-il pas que le compte de ce malheureux est réglé? A présent, il ne reste plus qu'un moyen de le sauver. C'est la magie qui le tue, c'est la magie seule qui peut le guérir. Oh! ne vous récriez pas. J'ai vu ça de mes propres yeux. — Il haussait la voix. — J'ai vu un homme arraché aux griffes de la mort dès qu'on eut amené près de lui un *pawang*, un sorcier, quoi! et qu'il eut pratiqué sur lui ses passes et ses simagrées. Je l'ai vu de mes propres yeux, je vous le répète.

Mme Hamlyn gardait le silence. Pryce l'observait avec attention.

— Il y a parmi les Hindous de l'équipage un sorcier comme celui dont je vous parle. Il en fait son affaire. Seulement, il lui faut un animal vivant. Un coq suffira.

— Pourquoi un animal vivant?

Le Londonien lui jeta un coup d'œil méfiant.

— Croyez-moi, ne vous en mêlez pas. Mais je suis décidé à tout tenter pour sauver le patron. Et si le capitaine a vent de la chose et qu'il me boucle à fond de cale, eh bien! tant pis!

A ce moment, Mme Linsell monta sur le pont, et Pryce, avec son brusque salut habituel, s'éloigna. Elle venait prier Mme Hamlyn de l'aider à essayer son costume pour le bal masqué. En descendant à la cabine, elle lui demanda avec angoisse si M. Gallagher n'allait pas mourir le jour de Noël. Alors, plus de bal. Elle avait prévenu le docteur que si jamais cela arrivait, elle ne lui adresserait plus la parole, et il s'était engagé à prolonger le malade jusqu'après la fête.

— Pour lui aussi, ça vaudrait mieux, ajouta Mme Linsell.

— Pour qui?

— Pour ce pauvre Gallagher, parbleu! Ce n'est pas gai de mourir le jour de Noël.

— Évidemment!

Cette nuit-là, après un sommeil agité, Mme Hamlyn s'éveilla dans les larmes. L'idée d'avoir pleuré en dormant la consterna. La faiblesse physique l'emportait : elle ne réagissait plus contre le chagrin. De nouveau tous ses malheurs repassèrent devant ses yeux. Comment n'avait-elle pas conduit plus adroitement

les discussions avec son mari? Elle regrettait amèrement de n'avoir pu continuer à ignorer cette toquade. Pourquoi ne pas avoir fermé les yeux? En femme habituée au monde, elle n'ignorait pas que cette séparation lui coûterait bien autre chose que l'amour de son mari: foyer, bien-être et surtout situation sociale. Elle songeait à ces femmes divorcées qui vivotent péniblement d'une maigre rente; leurs amis ne tardent pas à les lâcher. D'ailleurs, elle n'avait pas d'amis. Elle était aussi isolée que le bateau qui filait à toute allure à travers l'Océan désert et que le moribond abandonné à l'infirmerie du bord. Mme Hamlyn ne put se rendormir. La chaleur la suffoquait. Elle regarda sa montre. Quatre heures et demie. Encore deux heures interminables avant le lever du jour.

Elle passa un kimono et sortit. La nuit était sombre et, bien que le ciel fût sans nuages, pas une étoile ne se montrait. Poussif et branlant, le vieux « rafiot » avançait dans l'obscurité. Un lourd silence planait. Pieds nus, Mme Hamlyn se hasarda sur le pont. Il faisait si noir que d'abord on ne distinguait rien. A l'extrémité du spardeck, elle se pencha sur le bastingage. Soudain son attention fut attirée par une lueur intermittente qu'elle venait d'apercevoir sur le pont inférieur. Des dos nus d'indigènes serrés les uns contre les autres lui masquaient le foyer de cette lumière. Parmi eux, elle crut distinguer une silhouette grêle en pyjama, Pryce, à n'en pas douter. Elle assistait à quelque conjuration d'incantation. Une voix marmottait des paroles magiques. Elle se mit à trembler. Ils avaient beau être trop absorbés pour remarquer sa présence, elle n'osait plus bouger. Soudain, pareil au craquement d'une soie violemment déchirée, éclata le chant d'un coq. Mme Hamlyn étouffa un cri. Pryce offrait un sacrifice aux dieux mystérieux de l'Orient, pour essayer de sauver son maître et ami. La psalmodie se poursuivait obstinément. Un remous agita le cercle noir; il se passait quelque chose, mais quoi? Elle entendait le coq effaré se débattre, puis un son bizarre : le sorcier venait de couper le cou de la bête. Un silence. Ensuite, des gestes dont le sens échappa à Mme Hamlyn. Bientôt, il lui sembla qu'on éteignait le feu. Les silhouettes s'évanouirent dans la nuit. Seul persista le battement régulier des machines.

Mme Hamlyn demeura un instant immobile, puis elle revint lentement sur ses pas. Encore toute bouleversée, elle se laissa

tomber dans un fauteuil. Combien de temps demeura-t-elle ainsi prostrée ? Enfin, elle sentit l'approche de l'aube. La nuit s'éclaircissait. Sur l'obscurité du ciel, le bastingage se profilait à présent avec netteté. Elle vit une ombre qui s'approchait. C'était un homme en pyjama.

— Qui est-là ? s'ecria-t-elle, en sursautant.

— Ce n'est que le docteur, fit une voix amicale.

— Que faites-vous ici à pareille heure ?

— Je quitte Gallagher. — Il s'assit auprès d'elle et alluma une cigarette. — Je lui ai administré une forte injection hypodermique et il s'est calmé.

— A-t-il été très mal ?

— J'ai cru qu'il passait. Brusquement, il a sursauté sur son lit et s'est mis à parler malais. Bien entendu, je ne comprenais rien. Il répétait tout le temps le même mot.

— Peut-être était-ce un nom, un nom de femme.

— Il voulait se lever. Je vous réponds qu'il est encore costaud. J'ai dû me battre avec lui. Je craignais qu'il ne se jetât par-dessus bord. On aurait dit que quelqu'un l'appelait.

— A quel moment était-ce ?

— Entre quatre heures et quatre heures et demie. Pourquoi cette question ?

— Pour rien.

Elle frissonna.

Vers la fin de la matinée, comme la vie du bateau reprenait, Mme Hamlyn croisa Pryce sur le pont, mais il se contenta de la saluer. Il paraissait harassé. De nouveau, Mme Hamlyn eut la vision de cette grosse femme aux épais cheveux noirs piqués d'épingles d'or, accroupie sur les marches du bungalow désert, qui regardait la route s'enfoncer entre les lignes régulières des caoutchoutiers.

On étouffait. Maintenant, l'obscurité de la nuit s'expliquait. Le ciel n'était plus bleu ; un blanc mat le couvrait, sans qu'aucun nuage pourtant s'y précisât. La chaleur mettait dans l'air comme un linceul. Nulle brise ne soufflait et la mer luisait comme la teinture dans la cuve d'un teinturier. Au moindre mouvement, les passagers accablés haletaient, et des gouttes de sueur perlaient sur leur front. On ne parlait qu'à voix basse. L'inquiétude pesait sur le bateau. Un sentiment de rancune montait dans les cœurs. Ces gens pleins de vie et de santé

s'exaspéraient à l'idée du moribond qui n'était rien pour eux et dont le sort, pourtant, les obsédait. Au fumoir, un verre de gin à la main, un planteur exprima sans ménagement la pensée générale.

— Enfin, s'il doit passer, j'aime autant que ce soit tout de suite. Cette attente me donne la chair de poule.

La journée fut interminable. Ce fut pour Mme Hamlyn un soulagement de voir arriver l'heure du dîner. Elle s'assit à la table du docteur.

— Quand serons-nous à Aden ? demanda-t-elle.

— Demain, j'espère. Le capitaine dit que nous apercevrons la terre entre cinq et six heures du matin.

Elle lui lança un coup d'œil. Il la dévisagea un instant, puis baissa la tête et rougit. La femme, la grosse femme, n'avait-elle pas dit que Gallagher ne reverrait pas la terre ? Ce jeune docteur, sceptique et positif, commençait à croire lui aussi à l'influence mystérieuse. Il fronça les sourcils et, comme pour se redonner de l'aplomb :

— Je ne serai pas fâché, dit-il, de passer mon patient à l'hôpital d'Aden, je vous le garantis.

Le lendemain était la veille de Noël. Quand Mme Hamlyn s'éveilla, le jour se levait. Par le sabord, elle aperçut un ciel d'argent clair. Pendant la nuit, la brume s'était dissipée. Le cœur plus léger, elle monta sur le pont. Une étoile attardée s'effaçait à l'horizon. Un reflet miroitait sur la mer. La lumière était d'une douceur exquise, délicate comme une jeune frondaison et limpide comme l'eau vive d'un torrent de montagne. Mme Hamlyn se tourna vers l'est pour admirer le soleil rose qui sortait des flots. Elle aperçut le docteur. Il venait vers elle. A sa tenue, on devinait qu'il ne s'était pas couché de la nuit. Les cheveux en désordre, les épaules voûtées, il semblait à bout de forces. Elle comprit tout de suite : Gallagher était mort. Quand le docteur approcha, elle vit qu'il pleurait. Son air d'extrême jeunesse l'attendrit. Elle lui prit la main.

— Pauvre petit ! vous êtes éreinté.

— J'ai fait tout ce que j'ai pu. Je désirais tant le sauver !

Sa voix se brisa. Il était sur le point de se trouver mal.

— Quand est-il mort ?

Il ferma les yeux pour essayer de se dominer. Ses lèvres tremblèrent.

— Il y a quelques minutes.

Mme Hamlyn soupira. Elle ne trouvait rien à dire. Son regard errait sur la mer impassible, éternelle, qui s'étendait de tous côtés, infinie comme la douleur. Soudain, à l'horizon, elle remarqua quelque chose qu'elle eût pris pour une barrière de nuages, si les contours n'en avaient pas été si nettement dessinés. Elle toucha le bras du docteur.

— Qu'est-ce que c'est que ça?

Il regarda un moment et elle le vit blêmir.

— La terre.

Une fois de plus, Mme Hamlyn pensa à la Malaise. Savait-elle?

Le service funèbre eut lieu quand le soleil fut haut dans le ciel. Passagers de première et de seconde, stewards et fonctionnaires européens se pressaient sur le pont inférieur et dans les coupées. Le missionnaire lut l'office des morts. « L'homme né de la femme n'a que peu de temps à vivre et la misère l'accable. Il vient et il est fauché, comme une fleur. Il passe comme une ombre et tout en lui est éphémère. »

Pryce, les sourcils froncés, baissait les yeux. Il serrait les dents. La rage chez lui l'emportait sur le chagrin. Le docteur et le consul se tenaient côte à côte. Le consul avait un air officiel de circonstance. Le docteur, à présent rasé de frais, était pâle et fatigué dans son coquet uniforme à galons d'or. Le regard de Mme Hamlyn chercha Mme Linsell. Tout en pleurs, elle se blottissait contre son mari et lui pressait tendrement la main. A cette minute d'émotion poignante, elle se réfugiait d'instinct auprès de lui. Mme Hamlyn en eut le cœur serré. Elle frissonna. Ses yeux restaient rivés aux planches du pont afin de ne rien voir de ce qui allait se passer. La lecture s'interrompit. Il y eut un piétinement. Un officier lança un ordre. Le missionnaire continuait : « Comme il a plu à l'Éternel notre Dieu dans sa grande miséricorde de reprendre à Lui l'âme de notre cher frère ici trépassé, nous confions son corps aux profondeurs des eaux, en attendant le jour de la résurrection. » Des larmes brûlantes ruisselaient sur les joues de Mme Hamlyn. Il y eut un clapotis sourd. La voix du missionnaire s'éleva de nouveau.

Après le service, tout le monde se dispersa. Les passagers de seconde retournèrent dans leurs quartiers et une cloche les appela au déjeuner; les passagers de première recommencèrent leurs allées et venues La plupart des hommes se préci-

pitèrent au fumoir pour y chercher un réconfort dans les whiskys et les Martini. Mais le consul fit afficher sur la porte de la salle à manger une convocation générale. Chacun se doutait de son objet et, à l'heure dite, on s'assembla. Depuis une semaine, personne ne s'était senti aussi dispos. Seule une réserve décente tempérait la gaieté revenue. Le consul, monocle à l'œil, annonça qu'il avait pris l'initiative de cette réunion pour discuter s'il était convenable de donner le bal costumé, le lendemain. Il savait la sympathie qu'inspirait à tous M. Gallagher; aussi comptait-il proposer l'envoi d'un message ému à la famille du défunt; mais l'examen des papiers n'avait révélé le nom d'aucun parent ou ami. M. Gallagher devait être seul au monde. En attendant, le consul prenait sur lui d'offrir ses sincères condoléances et l'expression de la gratitude générale au docteur dont le dévouement avait été au-dessus de tout éloge.

— Bravo, bravo, applaudirent les passagers.

« Après ces heures d'angoisse, poursuivit le consul, certains jugeraient peut-être plus convenable, par égard pour le défunt, de remettre le bal costumé à la Saint-Sylvestre. Cette manière de voir, il tenait à le déclarer en toute franchise, n'était pas la sienne. M. Gallagher eût été le premier à la réprouver. Mais, bien entendu, il appartenait à la majorité d'en décider. »

Le docteur se leva et remercia le consul et les passagers de leurs paroles aimables. « Oui, ces journées avaient été dures. Pourtant le capitaine désirait que les réjouissances de Noël eussent lieu comme si de rien n'était. Après une pareille surexcitation, le divertissement serait une diversion salutaire. »

Alors la femme du missionnaire se leva. « On ne devait pas, dit-elle, ne penser qu'à soi. Le comité des fêtes avait promis aux enfants un arbre de Noël, aussitôt après le dîner, et ils se faisaient une joie d'admirer les travestis : ne serait-il pas cruel de leur infliger une déception? Certes, nul plus qu'elle ne respectait la mort et elle était la première à n'avoir aucune envie de danser; mais elle jugeait égoïste de se laisser aller à une tristesse qui, hélas! ne ressusciterait pas le défunt. Il fallait penser aux petits. »

Ce discours produisit une profonde impression. Tous ne demandaient qu'à oublier la terreur sourde qui avait pesé si longtemps sur eux. Quand le consul mit aux voix la proposi-

tion, toutes lès mains, sauf celle de Mme Hamlyn et d'une vieille dame impotente, se levèrent avec ensemble.

— La majorité se prononce pour le bal, dit le consul. Et je me permets de féliciter l'assemblée de cette sage décision.

Au moment où tout le monde se retirait, un des planteurs prit la parole. Après ces événements, il lui paraissait difficile de ne pas inviter les passagers de seconde. Ils avaient tous assisté à l'enterrement. Le missionnaire se leva comme mû par un ressort. C'est de tout cœur qu'il se ralliait à cette proposition généreuse. L'épreuve les avait tous rapprochés. En présence de la mort, les hommes deviennent égaux. Le consul intervint de nouveau. Dans une réunion précédente, on avait estimé que les passagers de seconde s'amuseraient davantage en restant entre eux, mais la situation était changée.

— Bravo, bravo, clamèrent de nouveau les assistants.

Une vague égalitaire déferlait sur eux et la motion fut votée d'enthousiasme. Les cœurs débordaient de charité. Plus tard, au fumoir, les cocktails ajoutèrent encore à la chaleur des manifestations altruistes.

C'est ainsi que, le lendemain soir, Mme Hamlyn endossa son costume. Elle n'avait guère le cœur à s'amuser et, un instant, elle pensa à simuler une indisposition, mais personne n'eût été dupe. Elle aurait fait l'effet d'une poseuse. Rarement on vit une Carmen plus aguichante, les cils allongés au rimmel, le teint avivé avec art. Un murmure flatteur salua son entrée. Toujours plein d'humour, le consul travesti en danseuse fut accueilli par des éclats de rire. Quant au missionnaire et à sa femme, un peu gauches mais très fiers, ils s'avançaient en Mandchous imposants. Mme Linsell en Colombine montrait tout ce qu'elle pouvait de ses jolies jambes. Son mari était en cheik arabe et le docteur en sultan malais.

Le dîner fut très brillant. Une souscription avait permis de servir du champagne. La Compagnie de navigation offrit des « crackers » dans lesquels se trouvaient des bonnets de papier dont les passagers se coiffèrent. Ils s'attaquaient à coups de balles qui rebondissaient à travers la pièce. Les serpentins filaient. De toutes parts, fusaient les rires et les cris. Le dîner fini, on passa au salon où l'arbre de Noël scintillait de cent bougies allumées. Avec des trépignements de joie, les enfants

vinrent recevoir leurs cadeaux. Enfin, le bal commença. Intimidés, les passagers de seconde se pressaient debout autour de la partie du pont réservée à la fête. Parfois, ils se risquaient à danser entre eux.

—N'avons-nous pas bien fait de les inviter? dit le consul en entraînant Mme Hamlyn. J'ai les idées larges et je m'en flatte. D'ailleurs, ils ont le tact de ne pas se mêler à nous.

L'absence de Pryce surprit Mme Hamlyn. Quand l'occasion se présenta, elle s'informa de lui auprès d'un passager de seconde.

— Ivre comme une bourrique, madame! Nous l'avons fourré au lit cet après-midi et bouclé dans sa cabine.

Le consul, très empressé, réclama un fox-trott. Soudain le flon-flon et les grincements de l'orchestre d'amateurs, les fades plaisanteries de son danseur, l'exubérance générale écœurèrent Mme Hamlyn. Tant de gaieté sur ce bateau glissant dans le calme de l'Océan désert la frappait tout à coup d'horreur. Sitôt débarrassée du consul, elle s'esquiva et se hâta vers l'échelle qui conduisait sur le pont. Là, tout était noir. A tâtons, elle chercha une encoignure où se réfugier. Mais un rire étouffé l'arrêta; dans l'obscurité, elle distingua une Colombine et un sultan malais. Mme Linsell et le docteur renouaient déjà le flirt interrompu par la mort de Gallagher.

Le souvenir du pauvre homme fuyait devant l'égoïsme féroce des passagers. Il ne leur inspirait aucune pitié. De la rancune plutôt pour tant d'heures d'ennui et d'angoisse. Avec quel soulagement ils retombaient dans le traintrain journalier! Le consul l'avait dit : les papiers de Gallagher ne contenaient aucune lettre, pas même le nom d'un ami à qui faire part de sa mort. Le cœur de Mme Hamlyn se serra devant le mystère de cet isolement complet. N'était-ce pas hier, l'arrivée à Singapour du gros homme débordant de santé, avide de confier à qui voulait l'entendre ses projets et ses espoirs? Les mots du service funèbre la poursuivaient. « L'homme né de la femme n'a que peu de temps à vivre et la misère l'accable. Il vient et il est fauché comme une fleur... » Le retour au pays... Depuis des années, toutes les facultés de Gallagher étaient tendues vers ce but unique. Il allait enfin réaliser son rêve...

Mme Hamlyn s'accouda au bastingage et contempla la nuit étoilée. Pourquoi nous torturer les uns les autres? La mort seule est terrible. Devant elle, devant la douleur de ceux qui

pleurent des êtres chers, que signifient tant de rancunes accumulées, tant d'acharnement à faire souffrir ? A quoi bon cette susceptibilité toujours en éveil ? Elle médita longtemps. Soudain, comme un éclair dans une sombre nuit d'été, une découverte inattendue illumina les ténèbres de son cœur : elle n'éprouvait plus ni colère contre son mari, ni jalousie à l'endroit de sa rivale. Un sentiment d'une douceur inconnue berçait son chagrin. La mort tragique de l'Irlandais la poussait à une résolution suprême. Dans l'impatience d'agir, son cœur battait à se rompre. Un désir de sacrifice la transportait.

Les rumeurs du bal s'éteignaient. Les passagers devaient être couchés, à part quelques enragés qui prolongeaient la fête au fumoir. Sans rencontrer personne, Mme Hamlyn descendit à sa cabine. Elle prit son buvard et écrivit à son mari :

« Mon cher ami,

« C'est le jour de Noël et je veux te dire que mon cœur n'a plus pour vous deux que des pensées douces. J'ai manqué de finesse et de bon sens. Il faut laisser ceux qu'on chérit être heureux à leur façon, et les aimer assez pour ne pas en éprouver d'amertume. Je m'incline devant ce bonheur qui vient d'entrer dans ta vie. Il ne m'inspire plus ni peine ni jalousie. Sois sans remords à mon égard. Si jamais tu as besoin de moi, viens me retrouver : tu seras accueilli avec joie, sans reproche ni rancune. Je te garde une reconnaissance profonde pour toutes les belles années que tu m'as données, pour la tendresse que tu m'as toujours témoignée. En échange, je te garde mon affection. Elle n'exige rien de toi et est, je le crois, toute désintéressée. Pense à moi avec amitié et sois heureux, heureux, heureux. »

Mme Hamlyn signa et mit la lettre sous enveloppe. Bien que le courrier ne partît qu'à l'escale de Port-Saïd, elle tenait à la jeter, sans attendre, à la boîte. Puis, comme elle commençait à se déshabiller, elle se regarda dans la glace. Ses yeux brillaient. Le rouge enlevé, elle constata combien son teint demeurait clair. L'avenir s'ouvrait devant elle, plein de promesses. Elle se glissa dans son lit et tomba tout de suite dans un sommeil sans rêves.

W. Somerset Maugham.

Texte français de Mme E. R. Blanchet.

POÉSIES

LE NAVIRE ET LA MAISON

ÉLÉGIES

I

J'habite une maison tranquille, sous un arbre ;
C'est dire que son toit ne monte pas bien haut :
Un jeune kangourou le passerait d'un saut ;
Mais un petit logis, c'est tout ce qu'il me faut.
Ne cherchez ni la tour ni le perron de marbre.
Eh ! de grâce, qu'en ferait-on ?
Ni de balustres et pilastres
Ni sur ma porte d'un fronton
Enrichi de lyres et d'astres.

Je pourrais dire : — C'est ma loi,
Où se marque l'esprit d'un sage.
Le luxe extérieur ne sert qu'au voisinage,
Et je n'habite pas en face de chez moi.

Qu'un autre pour sa devanture
Se ruine en flots de peinture :
C'est qu'il nous pense curieux.
Plaise aux dieux que mon voisin peigne
Mille roses sur son enseigne :
Le bouquet sera pour mes yeux,

Non pour les siens. Il vit au fond de sa boutique,
Comptant et recomptant son or dans le tiroir ;
Et quand toute la pièce est déjà dans le noir,
Il allume sur le comptoir
Une lampe mélancolique.
C'est l'heure de la lune et d'un mol abandon ;
Les rossignols ne sont que langoureuses plaintes ;
Il tire ses volets et dort sous l'édredon,
Sans rêver à ses roses peintes.

J'accepterais pourtant qu'on vît sur ma maison
De célèbres allégories :
La danse de l'Aube aux prairies,
Ou le navire de Jason
Qui bondissait vers la Toison,
Les tigres de Bacchus et le char d'une fée,
Trois centaures cabrés que domptent des Amours,
Jupiter et sa chèvre à l'ombre des tambours
Et les malheurs du vieil Orphée.

Ce poète sut plaire aux ours
Par ses paroles éloquentes.
Hélas ! les plus sages toujours
Sont déchirés par les Bacchantes ;
Et je crois entendre ses cris,
Cependant que je vous décris
Ce bas-relief incomparable
Où se trouvent émus le cœur et la raison.
Mais il demeure encore aux songes de la Fable
Et n'orne point le mur de ma pauvre maison.
Que sur d'autres les dieux répandent leurs largesses !
Aussi bien, si mon seuil offrait telles richesses,
Mes amis m'oublieraient quand ils viennent me voir.
Ils resteraient devant la porte,
Admirant mon Orphée et sa funèbre escorte,
Jusqu'aux ombres du soir.

Mais la verte glycine entoure la croisée ;
De mon humble palais c'est le seul ornement :
L'aube la couvre de rosée,

Le soleil du matin la chauffe doucement;
Une jeune lumière embaume; je m'éveille
Dans le bourdonnement de la première abeille.
Ah! pourquoi suis-je seul? Et pourquoi l'air joyeux
N'est-il plus ce miracle où s'enivraient mes yeux?
L'aube n'est-elle plus, comme hier, mon amie?
Qu'êtes-vous devenus, matins délicieux,
Où je pouvais sourire à Clymène endormie?

II

Il ne faut point aimer si l'on n'aime les larmes.
Enfin je te connais, Amour aux belles armes!
Je me souviens du soir où tu frappas chez moi.
Je revois tes beaux yeux et ton humble visage;
Tu disais : « Vous n'êtes pas sage!
Vous devez à quelque âme imposer votre loi.
Est-il rien de plus vain que votre solitude?
Qu'est-il besoin de tant d'étude
Et de vivre en prison quand sourit l'univers?
Quand vous aurez lu tous les vers
Et pesé toutes les grammaires,
De quoi vous servira d'être un homme savant?
On ne prépare ainsi que vieillesses amères,
Alors que les beaux jours passent comme le vent.
Songez que vous avez la tempe déjà grise,
Et n'attendez pas qu'on vous dise
D'aller ailleurs porter vos vœux.
Je sais que vous n'avez souci de vos cheveux;
Mais Vénus aime peu cette blanche couronne
Et bientôt vous serez une antique personne.
Bientôt... Je dis : Bientôt; ce n'est pas aujourd'hui
Ni demain. Cet avis pourtant veuillez l'entendre.
Déjà votre printemps a fui,
Mais votre cœur est jeune et demeure assez tendre.
C'est un ramier. Laissez roucouler cet oiseau.
Pensiez-vous à jamais le garder en sa cage
Et le tenir muet jusqu'à votre tombeau?
Accordez-lui du moins un amoureux voyage;

Je sais des parcs ombreux où chantent les ruisseaux;
Je sais de beaux jardins pleins de roses ouvertes;
Nous passerons les mers sur de légers vaisseaux;
Nous ferons mille découvertes.
Nulle heure désormais ne vous sera fardeau;
Des secrets du bonheur je vous ferai cadeau;
Les tigres seront doux et les roses dorées;
Et vous verrez danser par les chaudes soirées
Les étoiles sur un jet d'eau
Jusqu'au seuil d'une aube éternelle. »

Tu t'en souviens, Amour, je partis sous ton aile.
Tu riais par l'azur et me donnais la main.
Je suis seul, aujourd'hui, sur le bord du chemin,
Plus seul que je ne fus en l'autre solitude,
Où les Muses du moins savaient me consoler.
Pourquoi m'as-tu donné cette âpre inquiétude,
Qui fait gémir mes nuits et mes larmes couler?
Amour, cruel Amour, te parlerai-je encore,
A toi qui dédaignes mes pleurs?
Je ne vois qu'une triste aurore
Dont l'automne effeuille les fleurs,
Amour! mais tu connais le vaisseau de Clymène.
Sur les flots bienveillants qu'un souffle le ramène!
Ne m'as-tu pas fait vivre assez de jours amers?
Doit-elle encor voguer sur de lointaines mers?
Faut-il que son vaisseau dorme aux golfes sauvages?
Fais qu'il retourne à ces rivages,
A ce vieux port où je l'attends.

N'ai-je souffert assez longtemps?

III

Comme un poisson qui brille au fond des eaux dormantes,
Je ne sais quel tourment déchire mon loisir.
Comment te sourirais-je, Amour qui me tourmentes?
N'ai-je quelque ennemi que tu pouvais choisir?
J'étais heureux. Le soir, je lisais de beaux livres,
A cette heure où la lune argente les coteaux.

Je méprisais tant de cœurs ivres,
Quand les songes m'ouvraient leurs plus vastes châteaux.
Que m'importait une Clymène?
Hélas! Que le destin à ces jours me ramène;
Que je retrouve encor le calme dans les bois!
Mes caprices, Clymène, étaient mes seules lois;
Les roses s'ouvraient à ma voix;
J'étais libre; le ciel tournait selon mes rêves;
Et parfois je cueillais la lune comme un fruit.

Déjà le souvenir de ces heures s'enfuit.
Je ne suis qu'une mer qui pleure sur ses grèves
Et qui brise son onde aux roches de la nuit.
Pourquoi gémir? Pourquoi cette tristesse vaine?
Je porte sur mes flots le vaisseau de Clymène.
Je suis golfe au soleil, miroir silencieux,
Quand je songe à lui plaire,
Et brouille en rugissant les images des cieux,
Quand déborde mon cœur d'une immense colère.
Les astres sont noyés; le navire est détruit;
Je rêve amèrement le reste de la nuit.

Dès l'aube, le vaisseau rit de toutes ses voiles
Sous les feux adoucis des dernières étoiles.
Clymène me regarde et ne sait mes douleurs.
Pourquoi vous fallut-il faire ce grand voyage?
Elle songe en voyant l'écume du sillage
Et jette sur mon onde une chaîne de fleurs.

IV

Clymène, je ne sais si vous êtes heureuse
Sur la rive lointaine où respirent vos jours,
Tandis que mon loisir qui sculpte une noix creuse
Médite nos amours.
Je ne sais quel jardin recueille vos pensées,
Je ne sais quel soleil éclaire vos cheveux,
Cependant que je vis dans les choses passées
Dont l'aspect me désole et déchire mes vœux

Amour, ne pouvais-tu me faire une autre vie?
Avais-je mérité de si longues douleurs?
Sur la route que j'ai suivie
Ne devais-je trouver la rive sous les fleurs?
Hélas! les jours s'en vont, ma jeunesse est finie.

— Poète, qu'as-tu fait de ta vieille ironie?
Ne savais-tu railler dans une autre saison
Ces âmes dont l'amour emporte la raison?
Tu les voyais pleurer pour quelque beau visage.
Tu disais : Mon cœur est plus sage.
Je sais la vanité des sentiments humains.
J'ai pesé le mystère et déchiré les voiles.
Je sais la solitude au terme des chemins.
Que d'autres vers l'amour tendent leurs pauvres mains :
C'est un ciel aux fausses étoiles.

— Je t'écoute, cruelle voix.
Parle. Je reconnais mes songes d'autrefois.
Je ne m'égarais guère en parlant de la sorte,
Et ne veux point me renier;
Mais, hélas! ma sagesse est morte;
Amour me garde prisonnier.
Je ne songe à franchir les grilles du domaine
Où ses ruses m'ont enfermé;
Mais qu'en ce clos, avant l'automne consumé,
I enferme aussi ma Clymène.

Tristan Derème.

APRÈS LES FÊTES D'AREZZO

CE QUE C'ÉTAIT QU'UN HUMANISTE

Un ou deux jours à peine avant l'incroyable verdict rendu par le jury de la Seine dans le procès Modugno, de belles fêtes franco-italiennes étaient données en la ville natale de Pétrarque, à Arezzo. La plus affectueuse courtoisie ne cessa d'y régner entre les lettrés italiens et les lettrés français, venus en nombre, et parmi lesquels se trouvait un ministre, M. François-Poncet, délégué par notre gouvernement. On s'empressait auprès du plus justement illustre des pétrarquisants, notre très aimable et savant maître Pierre de Nolhac. S. M. le roi d'Italie avait tenu à honorer de sa présence la commémoration du grand poète. Il y eut l'inauguration du monument à Pétrarque, l'ouverture d'un congrès d'érudits, des réunions et des banquets, des discours très littéraires et même raffinés, une liesse populaire dans les rues de la ville charmante, de la musique, des chants, une revue ou du moins un défilé de soldats, de miliciens et de toute la jeunesse d'Arezzo, à la fin de la journée...

Quoi, tout cela pour le chantre de Laure?

Il s'agissait bien du chantre de Laure!... On veut toujours voir en Pétrarque l'amoureux qui composa tant de sonnets trop souvent pareils à des exercices de rhétorique attendrie, et tout guindés par un inexorable bel esprit. Mais ces sonnets, lui-même n'en faisait pas grand cas; il les avait écrits en langue vulgaire d'abord, c'est-à-dire en italien, alors qu'il n'estimait au monde et ne tenait pour honorable et littéraire que la langue latine. Et puis on ne sait même pas au juste le nom de

cette fameuse Laure, que les meilleurs pétrarquistes appellent aujourd'hui tout simplement et prudemment Laure de Provence; admettons que les cils ombrageux d'une Provençale bien vivante aient en effet palpité jadis en présence de Pétrarque, ainsi, comme disait Heredia,

Qu'un noir feuillage où filtre un long rayon d'étoile.

Cependant rien n'est moins sûr; Pétrarque aura bien pu se jouer sans fin sur un immense rêve : c'est le droit des poètes.

Peu importe, d'ailleurs. Le vrai, le noble, l'émouvant Pétrarque, celui que l'on fêtait à Arezzo, c'était d'abord sans doute le grand patriote italien, qui, toute sa vie, n'aima, ne préféra à toutes les contrées du monde, ne comprit vraiment que l'Italie. Mieux encore que Dante, Pétrarque mérite justement d'être tenu outre les Alpes pour un des prophètes de la Patrie.

Mais aussi, et surtout peut-être, celui que tous les fils de sang latin honoraient le mois dernier à Arezzo, ce fut le fervent, l'acharné, le passionné, le prodigieux humaniste François Pétrarque. Nous pourrions aller jusqu'à l'appeler une sorte de Christophe Colomb de la pensée antique et de cette beauté méditerranéenne à laquelle les peuples les plus civilisés de l'univers se sont pieusement attachés comme à une religion commune.

Dès qu'on prononce ce mot, cependant, « un humaniste », beaucoup de visages s'attristent vaguement, ou du moins se revêtent soudain d'une gravité de courtoisie, sous laquelle on devine tantôt un certain ennui, tantôt même une question que plus d'un poserait, s'il osait : « Qu'est-ce au juste que cela, un humaniste ? »

Un humaniste, de nos jours, entendez par là un grand lettré, et plus précisément un érudit, un savant qui s'est spécialisé dans les questions d'histoire littéraire ou artistique des temps passés, qui retrouve, restitue et publie des textes et manuscrits de vieux auteurs, etc. Il n'y a probablement pas d'hommes plus heureux que les humanistes : toutefois leur bonheur semble austère aux yeux des profanes. Ils habitent avec délices les bibliothèques, et vivent dans la poussière, pour eux savoureuse, des archives. Les personnes agitées souhai-

feront une vie moins paisible : nous ne disons point qu'elles aient raison.

Si pourtant l'humanisme, à cette heure, n'évoque pas l'idée d'aventures lointaines, et bien moins encore celle d'agitation ou de conquêtes au péril de la mer et des routes incertaines, il n'en allait pas ainsi au XIVe siècle. Parfois, pour le service des Colonna, ses amis, ou celui des républiques et des princes dont il était l'ambassadeur, mais presque toujours à cause de son amour indicible des belles-lettres antiques, Pétrarque n'a cessé de parcourir le monde : en Italie, à Parme, à Milan, à Bologne, à Naples, à Rome, que sais-je encore? hors d'Italie, à Avignon, à Toulouse, à Lyon, à Paris, sur le Rhône, dans les Pays-Bas ou la forêt des Ardennes, il allait, allait toujours, à cheval, à mule, comme il pouvait.

Notez que les routes n'étaient rien moins que sûres, et si le nom presque miraculeusement fameux de François Pétrarque imposait le respect à toutes les nations à peu près polies de l'Europe du *Trecento*, si l'on savait qu'il avait triomphé au Capitole comme un consul victorieux, le front ceint du laurier d'Apollon ; si nul lettré, — ou ce qu'on appelait alors lettré, — en Europe n'ignorait que le roi de Naples avait publiquement couvert les épaules du poète d'un manteau royal, les voleurs et assassins des terres désertes, en Italie ou en France, ne se souciaient guère, eux, de ces vaines gloires. A la suite du voyageur qui passait là dans le vent ou la pluie, il y avait des bêtes de somme portant des coffres. Rien de meilleur à prendre que de bons coffres bien remplis... Que ces bandits eussent mis la main dessus, ils les trouvaient pleins de manuscrits et papyrus antiques, tels que ceux où se voyaient copiées les *Lettres* de Cicéron par exemple, découvertes par Pétrarque entre autres trésors : aucune valeur, déclaraient ces sauvages, et le tout allait à la rivière.

Et puis, songe-t-on bien aux voyages de ce temps-là ? Presque pas de chemins : des pistes dans la bruyère ou la fange des plaines ; le cheval bute, ou enfonce jusqu'aux genoux, et se débat ; la vase s'étale, livide et suspecte, le long des rives ou des plages ; le sentier donne le vertige, la pierre roule, le froid coupe les mains dans les montagnes ; voici des heures et des heures de bise et d'averses glaciales ; voici enfin la fatigue, la fièvre, la maladie au besoin. Pas de médecin, pas de quinine,

pas d'abri quelquefois... Tant pis ! Illuminé par son rêve délicieux, Pétrarque chevauchait toujours, de ville en couvent, de bibliothèque en ruine célèbre, de palais en église, une seule demande aux lèvres : « Avez-vous ici des œuvres de jadis? Montrez-moi vos vieux parchemins, ô ignorants qui ne connaissez ni les Muses divines, ni Apollon qui les mène ! »

Au crépuscule, dans une lande sinistre, quand chacun songeait à la soupe chaude, comme à délasser ses jambes meurtries par les cuirs durs, le son d'un *Angelus* lointain montait parfois sous le ciel sombre : quoi, il y avait donc un monastère aux environs? Pétrarque tournait bride, et dirigeait sa troupe vers la cloche... Le chartrier d'un monastère, Dieu sait les merveilles qu'on y pouvait rencontrer ! On y évoquerait peut-être, entre les lignes d'un fade contrat, Virgile et Didon palpitant d'amour, Ovide et ses tristesses, Tacite et l'*imperatoria brevitas*, César et les aigles de Rome planant sur le monde.

Le nombre de textes ainsi sauvés et recueillis par Pétrarque est si grand qu'il aura peut-être fait avancer d'un demi-siècle, — sa gloire et son autorité aidant, — l'aube de la Renaissance en Italie. C'est lui qui, prince des lettres, enseigna, fit comprendre et sentir en son époque grossière encore, l'élégance du latin raffiné, tel que l'écrivirent les contemporains et amis de Cicéron, César ou Atticus. Le pédant, l'horrible jargon des médecins, astrologues et théologiens lui donnait la nausée. Il n'en commettait pas moins lui-même des fautes de prosodie, sinon de grammaire latine; mais c'est qu'il devait tout refaire à pied d'œuvre, d'après les textes. Presque tout, alors, était perdu.

Nous sommes présentement accoutumés au latin et à ses prestiges : il n'y a plus que quelques députés qui s'en étonnent. Mais quand vivait Pétrarque, après le long, si long moyen âge, c'était un Eldorado, un royaume des fées qu'on découvrait semestre par semestre, mois par mois. Il en était, lui, intoxiqué, enivré positivement. « L'aspect des modernes m'offense, écrit-il, — en latin, naturellement ! — dans une lettre. Au contraire, le souvenir des anciens, leurs actions magnifiques, leurs noms illustres m'emplissent d'une indicible volupté. Plus d'un s'étonnerait que je pusse si fort me délecter avec les morts, au dépit des vivants. »

Puis il range sa plume en l'écritoire de voyage, se remet en selle, repart, s'arrête, et aussitôt écrit, écrit encore. « Écrire

ou vivre, dit-il, pour moi, c'est tout un. » Jamais il ne se repose : il mourra à soixante-dix ans, sur une page du *Jules César* qu'il composait.

Outre son patriotisme romain et latin, plus encore qu'italien, ce fut probablement aussi son humanisme, — entendez ici son admiration fanatique de l'antiquité, — qui le jeta, tout chargé de gloire qu'il était, dans le camp de ce généreux, chimérique et fol Cola di Rienzo, rêvant de restituer à Rome, malgré les luttes anarchiques et indomptables des Colonna et des Orsini, l'empire, la grandeur et les lois d'autrefois. Tout cela finit dans la bouffonnerie et le sang : mais Pétrarque avait comme sanctifié l'entreprise à son début. « Ah ! s'il arrivait jamais en ma vie, mandait-il à Rienzi, que d'une œuvre pareille je pusse avoir ma part!... »

Humanisme frémissant et comme déchaîné de Pétrarque, vrai précurseur, grand primitif, admirable explorateur de beautés inconnues, de pensées nouvelles et de terres enchantées ! Après lui, en Italie du moins, l'humanisme deviendra une élégance et presque un dandysme. Mais on ne doit pas oublier que pendant un long siècle et davantage, les humanistes furent en Europe les lettrés les plus nombreux, les plus actifs, les plus éblouissants par leurs trouvailles et leurs dons merveilleux, les plus dévoués enfin à la beauté qui se réveillait.

Dans notre pays, aujourd'hui, l'humanisme est incompris : tout à l'heure, quand personne ne saura même plus le latin, il faudra dire inconnu. Dans Arezzo, pourtant, les pétrarquisants de chez nous et d'au delà des Alpes communiaient de grand cœur dans le culte des Muses éternelles. La douceur et l'harmonie étaient partout.

Deux jours après, l'offensive insensée d'un jury sans conscience gâtait tout. Quelle dérision parfois, — comme l'écrivait notre Pétrarque à Vaucluse, — que cette « fable de la vie » !

Marcel Boulenger.

SIGRID UNDSET

La romancière à qui l'Académie suédoise vient d'attribuer un des grands prix Nobel est née en 1882. Elle débuta dans la littérature en 1907, par un petit roman, *Mme Marthe Oulié*, dans lequel, sous forme de journal, l'employée de bureau, qu'elle était alors, dit déjà sa jeune expérience de l'existence féminine. Déjà, car, en fait, dans toutes ses œuvres, c'est le même thème qu'elle traitera. Dans cette bourgeoisie à laquelle elle appartient, elle a partout rencontré tant de souffrances cachées, de déceptions dissimulées, chez ces jeunes filles, chez ces jeunes femmes qu'elle fréquente, qu'elle sent également impatientes de la contrainte, économique autant que sociale, qui les entrave et les bâillonne, qu'avec toute l'ardeur de son âme généreuse, elle voue, d'instinct, sa vie à leur émancipation. « Je les connais, dit un de ses personnages, toutes ces jeunes filles; d'histoire, elles n'en ont point, mais une suite d'histoires : une chambre dans une pension de famille, un camarade dont elles font la connaissance et qui leur donne des rendez-vous, qui sort avec elles. Puis, cet homme disparaît; il y a eu une discussion : peut-être demeure-t-il maintenant dans un autre quartier, et cet éloignement a rompu les relations; peut-être même est-il mort ! Alors une nouvelle chambre, un nouveau flirt pour lequel on s'habille, auquel on rêve... Et nous désirons toutes la même chose. Peu importe la manière dont nous l'aurons. Vivre, ne serait-ce qu'un instant, mais vivre de tout notre être une vie intérieure, une vie où nos yeux ne regarderaient plus dans le brouillard qui nous entoure,

mais en dedans de nous-mêmes, dans notre cœur plein de désirs. »

Ces femmes, que le brouillard étouffe, elle entreprend de les rendre à la lumière de la vie. La série de ses romans qui se succèdent assez rapidement, *l'Age heureux* (1908), *Jenny* (1911), qui fit sensation, *Pauvres gens* (1912), *le Printemps* (1914), *l'Éclat du miroir enchanté* (1917), et d'autres encore, compose une galerie de femmes qui nous content chacune sa destinée. Cette destinée eût, sans doute, été toute différente et meilleure, si, au foyer où elles ont grandi, on se fût davantage inquiété, dans l'éducation qu'on leur donnait, de leur nature et de leurs aspirations.

Est-ce à dire que Sigrid Undset soit féministe ? Assurément, elle est convaincue que la femme est aussi apte que l'homme à remplir telles fonctions qui, jusqu'à ce jour, étaient réservées à celui-ci. Elle ne l'est pas moins que, si la femme peut, à l'occasion, et doit savoir subvenir à ses besoins par le travail, ce n'est cependant pas le travail qui est son but. La femme a une mission souveraine, celle de la maternité. Par elle, la plus déshéritée même se redresse et se reprend au bonheur.

Mais Sigrid Undset qui, enfant, avait dû commencer à aimer le moyen âge auprès de son père, l'historien Ingwald Undset, abandonna le roman social pour faire du roman historique. Coup sur coup, elle publia les trois parties de sa *Christine, fille de Laurans* : I, *La Couronne de mariée* (1920) ; II, *L'Épouse* (1921) ; III, *La Croix* (1922), d'environ cinq cents pages chacune, et qui sont bientôt suivies des deux volumes de son *Olaf Audunssœn* (1925).

Jusqu'à quel point ces ouvrages sont-ils vraiment historiques? Que nous apprennent-ils au juste de la vie du XIII^e^ et du XIV^e^ siècle? A peine y fait-on allusion aux grands mouvements politiques de l'époque. Le fond du sujet aurait dû être la lutte entre la tradition nationale, sous toutes ses formes, et l'esprit nouveau apporté par le christianisme. Cette lutte, évidemment, nous la percevons dans l'âme des principaux personnages, de Laurans surtout et d'Olaf : seulement, ce qui pour nous eût été l'essentiel n'apparaît, du moins à première lecture, que comme un trait accessoire.

Mais, ce n'est pas là qu'il faut chercher la valeur de cette œuvre ; elle réside, à notre avis, tout entière dans les person-

nages que l'auteur y fait vivre : personnages qui nous captivent non parce qu'ils sont historiques, mais parce qu'ils sont profondément humains ; non parce qu'ils seraient du moyen âge, — cela ne nous importe guère, — mais, précisément, parce qu'ils sont de tous les temps.

Sigrid Undset, qui n'ignore aucun des secrets de l'âme féminine, a créé des types de femme d'une richesse de sentiments et d'une vérité rares. Peu de littératures, à ma connaissance, possèdent l'équivalent d'une Ingunn.

Ingunn enfant, Ingunn jeune fille, amante naïve et douce ; puis, jeune mère malheureuse, malheureuse comme personne ne l'a été davantage ; jeune épouse à qui son mari a pardonné, que généreusement, loyalement, il a faite reine à son foyer, et qui malgré tout, sous le poids de la faute, plie de plus en plus, de nouveau brisée chaque fois qu'elle paraît vouloir reprendre force, chaque fois que le bonheur recommence à luire sur son existence.

Ingunn a grandi, négligée par sa mère, — et nous retrouvons là une idée favorite de Sigrid Undset, — ni plus ni moins bonne, ni plus ni moins mauvaise que la plupart des enfants de son âge. Comme il n'y avait pas autour d'elle d'autres fillettes avec lesquelles elle pût jouer, elle a toujours vécu avec les garçons. Comme eux elle a appris à lancer des pierres et l'épieu, à tirer de l'arc, à jouer à la balle, à tendre des pièges dans les bois. D'ailleurs elle n'a ni grand esprit d'entreprise, ni grande volonté ; elle est plutôt sensible et prête à pleurer, lorsque quelqu'un se montre brutal à son égard. Ses petits compagnons l'aiment beaucoup, surtout Olaf, leur chef qui, de bonne heure, avait remarqué qu'elle se cachait pour le voir.

La première fois, c'est lui qui s'est imposé à elle : « Je n'ai commis, lui dit-elle, toute dolente, d'autre péché que de faire ce que tu as voulu », mais il semble bien que, par la suite, lorsque les circonstances mettent entre eux une barrière, ce soit elle qui l'attire et le maîtrise sous son charme.

Son aventure, sa triste aventure, bien d'autres, hélas ! l'ont vécue. Olaf est loin, en exil. Elle a vingt ans. Elle n'a jamais été aussi belle. Olaf ne donne pas signe de vie. Les hommes la convoitent. Elle ne désespère pourtant pas. Le couteau qu'Olaf lui a donné à son départ, n'est pas rouillé : c'est donc qu'il vit encore, et, s'il vit, il l'aime.

Passe un Islandais, Teit, insouciant, joyeux, grand causeur, qui, fils de prêtre, aurait pu étudier. Il a préféré courir le monde en quête de la fortune.

— L'as-tu trouvée? lui demande Ingunn.

— Je te répondrai demain, dit-il avec un sourire malicieux.

Demain, elle cherchera une explication à sa faute. Elle, si peu habituée au dur labeur, elle s'efforce d'oublier sa torture, de tuer son corps dans le travail. Que va-t-elle devenir?

Après toute une existence de peines morales et de souffrances physiques, lorsque, quelque temps avant de mourir, elle demandera, sur le lit où, paralysée, lentement elle agonise, qu'on lui présente l'enfant que sa servante vient de mettre au monde et dont elle n'ignore point qu'Olaf est le père, à quel sentiment obéira-t-elle? N'est-ce point le remords qui n'a cessé de la ronger, d'avoir, elle aussi, voulu abandonner l'enfant qu'elle a eu de l'Islandais?

Les caractères d'hommes le cèdent à peine à ceux des femmes. Dans *Christine*, Laurans, Erlend, Simon Darre. Dans *Olaf Audunssœn*, au-dessus de tous autres, celui d'Olaf, qui s'élève, pour employer une vieille comparaison nordique, comme l'ail blanc emmi les herbes des prés.

Olaf, dont Sigrid Undset a conté les jeunes années en même temps que celles d'Ingunn, avec une grâce et une vérité d'observation que, seule, je crois bien, une femme est capable d'apporter à l'étude d'un enfant, s'est également élevé presque seul, chez son père nourricier, Steinfinn ; et nous avons vu comment, instinctivement, pour ainsi dire, il s'est fiancé à sa camarade de jeux, Ingunn. Comment les deux petits fiancés ont-ils commis la première faute? Comme deux gentilles créatures qui ont librement grandi côte à côte et qui se plaisent, et qui, fatalement, se donnent l'une à l'autre, quand l'heure de l'amour a sonné.

Cette faute va peser sur toute l'existence de cet homme. Olaf, qui ne cessera point d'aimer Ingunn, a le sentiment de son devoir vis-à-vis d'elle; et en même temps il a de l'homme toutes les faiblesses. De là sa souffrance intime, qui nous touche singulièrement plus que la part qu'il prend aux luttes politiques et à ses insuccès. Croit-on qu'il ne souffre pas, même lorsqu'il témoigne à sa pauvre petite fiancée coupable, sa magnifique bonté?

— Ne pleure pas, lui dit-il. Je ne t'en veux pas. Nous n'aurons peut-être plus beaucoup de joie l'un de l'autre... Dieu sait que, au cours de toutes ces années, bien des fois, je me suis dit que je serais pour toi un bon mari, que je te ferais tout le bien que je pourrais... Maintenant, je ne saurais te le promettre. Il se peut que ce me soit difficile souvent de n'être pas dur avec toi... Mais si Dieu veut m'assister, nous ne serons pas tels l'un avec l'autre que nous ne puissions nous supporter... Les hommes, conclut-il, doivent endurer ce dont ils sont eux-mêmes la cause. »

Pense-t-on aussi aux sentiments qu'il a dû éprouver en voyant tous les enfants que lui donne Ingunn mourir l'un après l'autre, malingres et chétifs, tandis que le fils de l'Islandais, qu'il a si généreusement accueilli sous son toit, qu'il élève comme le sien, lui, grandit et prospère? Et cet enfant, ce petit Eirik qui, à lui seul, mériterait toute une étude, s'attache à Olaf, qu'il croit son père, avec une passion, semble-t-il, d'autant plus irrésistible que ce n'est pas le sang qui parle. Olaf, malgré lui, est attiré et veut que ce petit n'ait pas à souffrir, et malgré lui aussi par moments, brutalement, sans motif, le repousse et le brutalise...

La vie de ces personnages est présentée en des scènes que l'on n'oublie plus, quelques-unes farouches, presque sauvages, incontestablement barbares, comme celle où Mattias Haraldssœn se venge de sa fiancée et du rival qui la lui a enlevée. Mattias, sept ans après leur mariage, vient, à la saison des foins, quand tous les gens du domaine sont occupés sur les hauts plateaux, et la nuit, les arrache de leur lit, nus, liant le mari à un bout de la table, puis saisissant dans ses bras la jeune femme, qui se défend comme une bête fauve : « Maintenant, crie-t-il, je pourrais tirer de vous deux la vengeance que vous méritez. Et toi, Steinfinn, attaché comme tu l'es, tu ne pourrais que rester là, impuissant à protéger ta femme, si je voulais, sous tes yeux, prendre celle qui m'était destinée, à moi, non à toi! »

Les belles scènes abondent aussi dans *la Fille de Laurans*. Et, si je n'en cite aucune, pas même celle du pèlerinage à Nidaros, si je n'ai pas davantage cherché à étudier le caractère de cette Christine à la psychologie si profonde, c'est qu'il y faudrait tout un volume. Et ce volume suffirait à peine à condenser les plus belles pages de cette longue, très longue épopée. Car il a

été dit de ce roman qu'il était comme l'épopée de l'âme norvégienne.

Certes, on comprend que, malgré des longueurs, dues peut-être à l'imitation des sagas, malgré des inutilités apparentes, mais qui après tout peuvent contribuer à créer une atmosphère, malgré quelques redites, le grand public soit séduit et que la fondation Nobel, de son côté, ait honoré Sigrid Undset, après son compatriote Knut Hamsun. Est-ce à son incontestable don de poésie, vraiment créatrice, à la noblesse de ses sentiments, à la délicatesse de son analyse, à son réel talent de conteur, enfin, qu'elle doit d'avoir été distinguée ainsi? Sans doute, et ce ne serait que justice. Cependant, il se pourrait que l'Académie suédoise eût eu encore un autre motif : c'est la haute morale qui se dégage de ses derniers romans. Morale qui, d'ailleurs, est une foi. Sigrid Undset, convertie au catholicisme, peut-être à la suite de ses études sur le moyen âge, y professe la doctrine que le cœur humain, naturellement inquiet, ne saurait trouver de repos qu'en Dieu. Laurans, Christine, se sont réfugiés dans le mysticisme du cloître. Et Olaf qui a tué Teit, le séducteur d'Ingunn, n'eût point été toute sa vie ainsi tourmenté, s'il avait eu le courage, une bonne fois, de se jeter aux genoux du prêtre, et de lui confesser son crime. Cette morale, qui, quel qu'en soit le principe, élève l'homme au-dessus de la vie matérielle, l'arrache à l'égoïsme, et, le plaçant en face de soi-même, l'oblige à réfléchir à ses fins : peut-être a-t-on pensé qu'il ne serait pas inopportun, même là-bas, de la rappeler à l'attention.

Léon Pineau.

LIVRES D'ÉTRENNES
ET OUVRAGES D'ART

Une réforme récente vient d'introduire l'étude des Beaux-Arts dans l'enseignement secondaire. Il a sans doute paru choquant qu'un bachelier eût le droit d'ignorer Praxitèle ou Léonard de Vinci, Houdon ou Delacroix. On pourrait objecter qu'il continuera à ignorer Mozart ou César Franck, que les programmes sont déjà trop chargés et qu'ayant du mal à savoir les noms des neuf Muses et ceux des douze constellations, — la cosmographie est « au programme », — le candidat retiendra difficilement celui des « Quatre-z-Arts ». La réforme nouvelle semble pourtant avoir eu une répercussion heureuse sur la publication des ouvrages d'art et c'est à cette seule conséquence que nous nous arrêterons.

Parmi ces ouvrages d'initiation, *Notre Musée*, de M. Léon Rosenthal, est destiné à enseigner l'art par les œuvres. « Phidias est plus accessible que Sophocle... Michel-Ange, Velasquez ou Rembrandt nous appellent à eux aussi bien que Poussin ou Corneille », écrit M. Rosenthal ; et il le prouve en réunissant un ensemble de belles reproductions de tableaux, de statues et de monuments qu'il accompagne de commentaires fort instructifs (1). M. Alfred Lenoir, auteur de l'*Anthologie d'Art, sculpture et peinture*, poursuit également l'éducation esthétique de la jeunesse par l'image. Les brillantes et fidèles phototypies qu'il a réunies sont simplement soulignées de légendes indiquant le sujet, l'époque, l'auteur, le pays du chef-d'œuvre représenté (2). *La Grammaire des styles* est une collection de petits volumes illustrés, d'une soixantaine de pages, s'attachant chacun à une époque déterminée, de l'art grec au style Empire.

(1) Delagrave. — (2) H. Laurens.

L'architecture, l'ameublement, les objets d'art de chaque période sont remarquablement caractérisés en leurs traits essentiels par M. Henry Martin, qui a ainsi constitué une manière de petite encyclopédie : les dix volumes des styles sont complétés par des volumes sur *l'Art oriental* et *les Arts décoratifs* tout aussi soignés (1).

Viennent ensuite des ouvrages plus étendus. Les *Manuels d'Histoire de l'Art* publiés sous la direction de M. Henry Marcel comptent déjà onze forts volumes; M. Henri Focillon est l'auteur du plus récent, *la Peinture, XIX^e^ et XX^e^ siècles*, et son histoire des œuvres et des peintres, du réalisme à nos jours, de Courbet à Picasso, est écrite avec un enthousiasme communicatif (2). L'*Histoire de l'Art*, conçue selon le plan du regretté André Michel, en est à son seizième et avant-dernier volume, *l'Art en Europe et en Amérique au XIX^e^ et au début du XX^e^ siècle*, auquel ont collaboré entre autres : MM. Louis Gillet, Hautecœur, Pierre Paris, A. Pératé et Paul Vitry. Ce dernier vient également de publier quelques-unes de ces études solides et brillantes qu'André Michel donna pendant quarante ans aux *Débats*, *Sur la peinture française au XIX^e^ siècle*, dans un des charmants volumes illustrés de la *Collection ivoire*, où M. Émile Mâle fait paraître *Arts et artistes du moyen âge* et M. Robert Brun un *Avignon au temps des Papes*, où les monuments et les artistes ont leur large part (3).

Cet ouvrage n'est d'ailleurs pas le seul qui s'applique à l'étude des trésors artistiques contenus dans une ville. La collection *les Villes d'art*, qui compte une soixantaine de titres, poursuit son activité en réunissant en un beau volume les deux ouvrages de Henry Thédenat sur *Pompéi* et en s'enrichissant de *Thèbes et Louqsor*, par M. Pillet, et de *Quimper* par M. A. Masseron (4). *Le Visage de la France* et *le Visage de l'Italie* reflètent moins des chefs-d'œuvre que des beautés naturelles de ces pays. Toutefois, ces deux in-quartos sont de véritables ouvrages d'Art par leur admirable présentation (5).

En ce qui concerne les peintres, deux collections méritent d'être spécialement signalées. Toutes deux consacrent un volume à chaque peintre, mais leur conception diffère. *Les Classiques de l'art* donnent à l'image une place prépondérante et réduisent le texte à une introduction d'ailleurs très documentée. Ce sont des in-octavos sobrement cartonnés qui contiennent une très grande partie des œuvres connues de peintres tels que *Rembrandt*, *Rubens* et *Ingres* (6). *Les*

(1) R. Ducher. — (2) Laurens. — (3) Ces 4 vol. chez A. Colin. — (4) Laurens. — (5) Horizons de France. — (6) Hachette.

Maîtres de l'Art, au contraire, accordent au texte une place plus importante. Vingt volumes environ ont paru, dont les derniers sont le *Goya* de M. Pierre Paris et le *Puvis de Chavannes* de M. Camille Mauclair; ces deux ouvrages, d'une belle tenue littéraire, comportent plus de trente reproductions chacun (1). Les deux collections ne s'opposent d'ailleurs pas; elles se complètent.

Il existe en outre des collections de planches : *l'Art gothique* réunit un admirable choix de vues de nos cathédrales (2); *Au Musée de Cluny* s'attache à l'étude des belles tapisseries, dites de la « Dame à la Licorne », qui décorent ce musée (3); et les *Peintures de Charles Cottet*, le peintre lyrique des côtes armoricaines, dont les puissantes toiles sont remarquablement reproduites (4).

Les Beaux-Arts sont intimement mêlés à l'histoire dans la magistrale étude de M. Rodocanachi sur *le Pontificat de Jules II*, pontificat qui vit Raphaël et Michel-Ange, dont les chefs-d'œuvre accompagnent le texte; et dans *les Modes du XVII^e^ et du XVIII^e^ siècle*, intéressante histoire illustrée du costume par M. André Blum (5).

Enfin, en dehors des Beaux-Arts, il faut signaler quelques ouvrages qui plairont aux bibliophiles. Nous leur signalions l'an dernier la naissance de maintes collections qui leur étaient destinées : en voici, parmi les nouvelles, trois qui sont particulièrement attrayantes : *L'Abeille Garance* dont le tirage est limité à douze cents exemplaires et publie des œuvres de MM. Carco, Montherlant et Green, avec des eaux-fortes ou des bois de Carlègle et Chas Laborde (6); *les Grands Écrivains* où viennent de paraître *Pêcheur d'Islande*, illustré avec tant de style par M. Maxime Dethomas et *la Vagabonde*, ornée de seize gravures sur bois de Renefer (7); enfin *les Provinces de France* où M. Henri Pourrat donne *Ceux d'Auvergne* avec des dessins et aquarelles d'un artiste plein de talent, M. E. Elzinger (8). Ces trois collections sont typographiquement très soignées.

Il en existe d'autres d'un caractère plus particulier : M. Jacques des Gachons dirige la publication des *Quarante*, nouvelle collection dont chaque volume est consacré à un académicien et dont l'ensemble constituera un précieux document pour l'histoire littéraire de notre époque (9); la *Collection médiévale*, sous l'impulsion de M. Maurice Lalau, dessinateur et peintre de talent, fait paraître, en de charmants petits in-octavos d'apparence archaïque, des contes du temps jadis auxquels d'excellents adaptateurs, comme MM. André

(1) Plon. — (2) R. Ducher. — (3) Lapina. —(4) A. Colin. — (5) Ces 2 vol. chez Hachette. — (6) Plon. — (7) Hachette. — (8) Horizons de France. — (9) Servant.

Mary et Louis Brandin, ont su conserver toute leur saveur (1).

Les Mémoires de la reine Hortense, publiés par le prince Napoléon dans la *Revue* et enrichis par M. Jean Hanoteau d'un bel avant-propos et de notes nombreuses, font l'objet d'une splendide édition. L'illustration, des plus curieuses, reproduit pour la première fois des portraits et des aquarelles de la Reine elle-même. Ainsi présenté, ce passionnant récit constitue un livre homogène et précieux (2). L'*Anthologie des poètes français*, des origines à nos jours, réunie par M. Fernand Mazade en quatre tomes enrichis de portraits et de gravures sur bois, forme un luxueux ouvrage (3).

Après ces vastes in-octavos, voici un petit volume dont une partie a paru dans la *Revue* : c'est une charmante édition des Contes de Perrault publiés par M. Émile Henriot (4). Sous son cartonnage archaïque, ce livre récent séduira; il a, de plus, la gentillesse de nous fournir une transition : Perrault, les contes... Nous voici bien près du rayon des enfants !

* * *

La jeunesse n'a pas cessé de s'intéresser aux contes et d'aimer le merveilleux. *Les Mille et une nuits* adaptées avec goût par la comtesse Desniers de Chenon et illustrées par M. R. de La Nézière d'une plume habile et d'un pinceau souple (5), comme *l'Enfant prodigue*, délicieusement écrit et imagé par M. Louis Morin (6), seront accueillis avec joie. Mme Isidora Newman, *Dans le royaume des fleurs*, fait intervenir des fées bienfaisantes et gracieuses, et ses légendes de fleurs sont situées dans une Normandie, une Sicile, une Amérique de rêve, matérialisées avec grâce par l'art de Willy Pogany (7). M. Grégoire Leclos nous montre une petite gardeuse de chèvres ambitionnant de devenir fée, traversant des royaumes peuplés de gnomes étranges, et de son *Enchantement de Suzette*, illustré par M. Albert Uriet, se dégage une aimable philosophie (8). *Les Contes de Grand père*, de notre collaborateur M. Léon Pineau, ont une saveur rustique et un caractère actuel que soulignent les dessins de M. Abel Amiaux (9).

Ce n'est pas un souci nouveau que celui d'adapter le merveilleux des contes aux mœurs du temps présent: Voltaire et Swift l'ont tenté jadis ; les *Voyages de Gulliver*, satire d'une époque, trouvent encore un accueil favorable auprès des enfants d'aujourd'hui charmés par

(1) Boivin. — (2) Plon. — (3) Librairie de France. — (4) Chronique des Lettres françaises. — (5) Mame. — (6) Delagrave. — (7) Hachette. — (8) Plon. — (9) Delagrave.

le côté surprenant du récit. L'édition illustrée par A. Robida, dans le goût de Gustave Doré, et dont on vient de refaire un tirage soigné, atteste la fidélité des enfants au génial sa irique (1). Mais le merveilleux peut encore mieux se concilier avec l'avenir, et ce fut là la conception féconde d'un Jules Verne. Toujours passionnément lu, le grand précurseur est représenté cette année par d'élégants volumes illustrés, sobrement reliés, qui nous inciteront à relire *Michel Strogoff* et *Vingt mille lieues sous les mers*. Jules Verne a créé un genre qu'un prix, qui porte son nom, est destiné à favoriser. M. Max Begouen, un des lauréats, a su concilier sa science de la préhistoire avec les plus audacieuses anticipations scientifiques dans un passionnant roman : *Quand le mammouth ressuscita*, dont le titre résume le sujet (2). M. T.-C. Bridges est un autre disciple du maître : son dernier ouvrage ingénieux et hardi, *le Voyage dans l'inconnu*, a pour cadre les Montagnes Rocheuses et pour acteur un autre monstre préhistorique (3). *Tour du Monde involontaire*, de M. Jules Chancel, roman d'un palpitant intérêt, appartient aussi à cette lignée où il fait bonne figure (4). L'influence de Jules Verne est encore telle qu'un jeune Danois de quinze ans, Palle Huld, vient lui aussi de faire *le Tour du monde en 44 jours*, 36 jours de moins que Phileas Fogg, et le récit de son authentique record enthousiasmera ses contemporains (5). De leur côté, les petites filles liront avec intérêt *la Tunisie vue par Jacqueline*, charmant récit de voyage illustré par M. G. Lebœuf (6). *John Workmann* est l'histoire d'un petit crieur de journaux de New-York qui vit ce moderne conte de fée : gagner cent millions. Sympathique et débrouillard, son histoire est une belle leçon d'énergie (7)... Mais comme nous voilà loin des carrosses de citrouille et des palais de sucre candi!

Après le merveilleux des contes, voici les animaux et les fables. M. Charles Richet, délaissant un instant la science, vient d'en rimer une vingtaine, *Pour les petits*, avec une aisance charmante; *la Fourmi et la Cigale*, entre autres, corrige fort spirituellement la fin cruelle du poème de La Fontaine : la *Cigale*, grâce à Jupin, pourra chanter sans souci. Le nouveau dénouement plaira aux enfants qui sont grands amis des bêtes (8). Nombreux sont les livres dont les animaux sont les héros. M. G. Lecordier a habilement extrait du roman médiéval, des *Aventures de Maître Renard*, que M. J. Pinchon a illustrées en couleurs avec verve (9). M. André Lichtenberger publie

(1) Laurens. — (2) Ces 3 vol. chez Hachette. — (3) Nathan. — (4) Delagrave. — (5) Hachette. — (6) Delagrave. — (7) Nathan. — (8) Peyronnet. —(9) Delagrave.

l'Éléphant Houndji-Poundji, dont les attrayantes aventures sont imagées par un excellent artiste, M. Henry Morin (1). M. Jean Bonnerot présente un chien, *Ralph au carnaval*, en collaboration avec M. Armand Rapeño dont les aquarelles sont plaisantes. De Vimart, on reverra et relira avec joie, *le Boy de Marius Bouillabès*, un éléphant dont le dessinateur nous conte et nous peint l'histoire (2). M. de la Nézière, déjà cité, publie cette année un *Petit Buffon illustré*, bel album en couleurs, accessible même aux tout petits (3). Des animaux, M. Benjamin Rabier a su tirer un extraordinaire parti. *Clémentine*, l'oie; *Oscar*, le lion; *Charlot*, le basset; *Gédéon*, le canard, sont les héros de ses plus récents albums : autour d'eux s'ébattent tous les animaux de la ferme et du désert au milieu d'une série de mésaventures de la plus cocasse bouffonnerie ; cinquante ouvrages n'ont pas épuisé la verve de M. Benjamin Rabier toujours si fraîche, si drue qu'elle fait sourire ses animaux eux-mêmes (4).

Molière vient de trouver place parmi les livres d'enfants : une magnifique adaptation du *Malade imaginaire*, illustrée par M. Lorioux avec une étincelante fantaisie, sera vraisemblablement un des cadeaux les plus appréciés de l'année, mais il est à craindre qu'un père, bibliophile avisé, ne la mette soigneusement de côté (5). Töpffer va atteindre également le petit public : *le Col d'Anterne* fait en effet l'objet d'une édition enfantine dont l'illustration a été confiée à M. David Burnand (6). *Le Roman de Jean de Paris*, par M. Gassies des Brulies, orné de dessins de M. Maurice Berty, forme, sous sa couverture rutilante, un beau livre d'étrennes (7).

L'Histoire est représentée cette année par deux ouvrages où s'épanouissent les admirables dons de Job. L'un est une réimpression d'un album trop longtemps épuisé, *les Trois Couleurs*, dont le texte est de M. G. Montorgueil et qui est la digne suite de *France, son histoire* et de *la Cantinière* (8) ; l'autre, une nouveauté, la *Petite Histoire de France* de M. Bainville pour laquelle Job prodigue les ressources de son talent. *Les Maréchaux de Napoléon* racontés par M. Gérard de Beauregard, qui emprunte à Napoléon lui-même des jugements sur ses lieutenants, forment un ouvrage d'un intérêt didactique accru par les reproductions de tableaux dont il est orné. Napoléon est également évoqué dans un roman de Danrit, *Évasion d'Empereur*, qui prend quelques libertés avec l'histoire, — on y voit

(1) Gautier-Languereau. — (2) Ces 2 vol. chez Laurens. — (3) Hachette. — (4) Ces 4 vol. chez Garnier. — (5) Hachette. — (6) Laurens. — (7) Delagrave. — (8) Ces 3 vol. chez Boivin.

émerger un sous-marin, — mais dont les péripéties n'en sont que plus romanesques (1). La redingote grise et le petit chapeau décorent la couverture d'un petit album illustré par Jodel à l'usage des tout petits. Un demi-siècle de l'histoire de la France et de l'Amérique est retracée dans un *La Fayette* qui permet à M. Edy Legrand de prouver, une fois de plus, ses admirables dons d'illustrateur : ses compositions, marines et foules, sont lumineuses et décoratives (2).

Il existe, pour les plus grands, des collections de format courant comme celle de l'*Arc-en-ciel* à laquelle collaborent des auteurs tels que Mme Marion Gilbert et M. Léon Lafage (3), ou celle qui publie le plaisant *Livre des Quatre saisons* de M. Perochon, le remarquable romancier de la campagne. Celui-ci a également publié, en un bel in-octavo, *la Parcelle 32*, qui voisine sous cette forme avec l'admirable *Colette Baudoche* de Maurice Barrès (4).

La *Bibliothèque rose*, immortalisée par Mme de Ségur, publie trois romans qui témoignent de sa vitalité : *Six joyeux lutins* par Mlle Latzarus ; *Toutou et ses cousines*, dont le récit savoureux et plein de fantaisie est dû à Mme du Genestoux, à qui cette collection doit déjà tant; et le *Trésor de Romilly*, premier ouvrage de Mlle Thérèse Lenotre publié dans cette collection et qui nous permet de louer sans réserves les dons d'un écrivain de race. Mlle Thérèse Lenotre qui triomphe au *Théâtre du Petit Monde*, comme auteur dramatique, donne un second roman, *Nicole et ses bêtes* dans *la Bibliothèque blanche*. L'humour de Cami égaie les pages de *la Famille Rikiki* dont les abracadabrantes aventures et les dessins cocasses rappellent la fantaisie du compositeur Hervé. L'ironie de M. P. Humble et de Mme J. Broussan-Gaubert s'affirme dans *la Malle de Léocadie* qui inaugure, illustrée par Mlle Louise Ibels, la collection du *Petit Monde* (5). Une autre collection, *Fleurs et fruits*, s'enrichit cette année de *la Botte d'asperges*, amusant recueil de coq-à-l'âne et d'à-peu-près, par M. Charles Cloix, et d'un récit dramatique et émouvant de M. Jean Drault, *Mon raid au paradis rouge*. C'est encore dans cette collection que M. l'abbé F. Klein publie un ouvrage d'un tout autre genre, *la Sainte Vierge dans l'Évangile*, émouvante évocation, illustrée de reproductions de chefs-d'œuvre (6). La *Bibliothèque de Suzette* s'accroît de quatre beaux romans par Mlles Suzanne Sailly et Berthe Bernage.

(1) Ces 3 vol. chez Mame. — (2) Ces 2 albums chez Tolmer. — (3) Spes. — (4) Ces 3 vol. chez Delagrave. — (5) Ces 6 vol. chez Hachette. — (6) Ces 3 vol. chez Spes.

MM. Verdat et C. de Richter qui auront le même succès que leurs devanciers (1); la *Bibliothèque des mères de famille*, d'un roman de Mme Celarié, notre collaboratrice, aussi piquant que son titre : *Quelle singulière histoire* (2)! Parmi les nouveautés de la *Bibliothèque du petit Français* où parut l'immortel *Fenouillard*, signalons le savoureux *Mariage du savant Cosinus* de MM. Christophe et P. Humble (3).

Les tout-petits n'ont pas été oubliés. La collection des albums de Camo, dont les nouveautés sont un *Conte à Miquette* et *Miquette écrit ses mémoires* (4); l'album à colorier de H. Grand'Aigle, *Ninette fait des sports* (5); *Gigi la bavarde* de S. Castelnau et *la Poupée de grand maman* de Mme Laffite (6); *le Plat de frites* de A. Desc et les *Fables de La Fontaine animées*, petits albums délicieusement illustrés pas Clément René (7), sont propres à développer le goût de la lecture.

Pour terminer, nous avons gardé Bécassine, l'inénarrable petite bonne bretonne, créée par L. Caumery et J. P. Pinchon et entrée cette année comme surveillante à la pension des demoiselles Bongenre, ce qui nous vaut une *Bécassine au pensionnat*, d'un comique irrésistible (8); et toute la bande des joyeux garnements dont les méfaits et les aventures réjouissent la jeunesse. *Les dernières aventures de Buster Brown*, *Bicot et les Ran-Tan-Plan*, *Zig et Puce millionnaires* (9), *les Tragiques Aventures de Touche-à-tout* et *les Pérégrinations de Fifi-tutu-panpan* (10), attestent la fécondité d'invention de leurs auteurs et de leurs peintres : ces délicieux petits bonshommes rivalisent de bonne humeur et de drôlerie.

On voit combien le choix des livres d'Étrennes est aisé cette année; une telle abondance d'ouvrages fait honneur à l'édition française, qui a dû vaincre bien des difficultés pour s'adapter aux conditions économiques actuelles. La plupart de ces livres d'enfant représentent une somme d'efforts artistiques, littéraires et techniques, dont le petit lecteur, fort heureusement pour lui, sera loin de se douter.

André Gavoty.

(1) Gautier-Languereau. — (2) Firmin-Didot. — (3) A. Colin. — (4) Plon. — (5) Laurens. — (6) Hachette. — (7) Delagrave. — (8) Gautier-Languereau. — (9) Hachette. — (10) Nathan.

RÉCEPTION
DE M. PALÉOLOGUE
A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

« Mâle et impérieux », comme il a dit lui-même du héros du *Cilice*, M. Paléologue entre, la tête levée, dans l'arène. L'uniforme au col boutonné fait valoir, par ses noirs sévères, cette tête peinte par un maître vénitien. On applaudit. M. Paléologue salue. On aperçoit alors, qui se faufile dans le vaste châle vert de son habit, M. Poincaré. L'autre parrain, M. Hanotaux, arrivera tout à l'heure. C'est un banc d'hommes d'État. Que d'événements obscurs, que de ressorts cachés sont connus par eux seuls ! La froide lumière qui tombe de la Coupole éclaire ces trois têtes pleines du secret de l'Europe. Le spectacle est impressionnant.

On a été agréablement surpris, tout d'abord, de l'éloquence animée de M. Paléologue. Que d'autres ânonnent, pareils à de vieux élèves, le nez dans leur cahier ! Comme un chef d'orchestre qui conduit sans partition, il a écarté de sa vue ces feuillets trop connus, protocole inutile. Et penché vers le public, parlant de mémoire, le bras levé et tout le corps appuyant le discours, il a récité avec éclat le début de son remerciement. Et la voix sonore, quelquefois assourdie jusqu'à la confidence, déployait tout à coup sa fanfare martelée.

Ce discours plein de feu a été une belle page d'histoire, et gravée sur le marbre. C'est une matière qui veut un style soutenu. « La vocation de Charles Jonnart s'affirma dès sa sortie de l'adolescence ; elle se traduit par ces mots : effacer les souvenirs humiliants de 1870, rendre à notre pays mutilé son prestige et sa

place dans le monde. » L'adolescent, plein d'un dessein sublime, rencontra Gambetta qui l'attacha au cabinet de M. Tirman, gouverneur général de l'Algérie. Mais, poursuit M. Paléologue, « la sirène d'Afrique ne lui laissait pas oublier ses campagnes verdoyantes de l'Artois ». Ah ! monsieur l'ambassadeur, avez-vous vraiment vu verdoyer les secs plateaux de l'Artois ? Peut-être, après tout, quand les betteraves ont leurs feuilles... Cette image n'est d'ailleurs là que pour nous dire plus gracieusement que Charles Jonnart devint député de Saint-Omer en 1889.

Et la biographie se poursuit, traversée par un accident de voiture, complétée en 1900 par le gouvernement général de l'Algérie, où M. Jonnart resta onze ans. M. Paléologue a évoqué, en termes heureux, la collaboration du gouverneur général avec celui qui est aujourd'hui le maréchal Lyautey. En 1913, M. Jonnart devient ministre des Affaires étrangères. M. Paléologue montre cette fois avec quelle clairvoyance M. Jonnart s'est borné à confirmer les directives de son prédécesseur, qui était M. Poincaré. Longuement applaudi par le public qui se pressait à l'Académie, celui-ci a pu mesurer la popularité dont le pays, reconnaissant de l'œuvre accomplie, entoure un grand citoyen.

Nous voyons ainsi se dérouler, année par année, la vie de M. Jonnart, avec un éclat que peut-être nous ne soupçonnions pas entièrement. Le voici en 1913, devant les menaces de l'Allemagne, « la voix brève et trépidante, les yeux scintillants d'une flamme profonde, le visage très pâle ». Le voici en 1914, « admirable de sang-froid et d'énergie, n'acceptant aucun doute sur l'issue finale, inflexiblement résolu aux derniers sacrifices plutôt que de céder aux prétentions de l'Allemagne ». Le voici le 11 juin 1917, à bord du cuirassé *Vérité*, menaçant M. Zaïmis de détruire Athènes jusqu'à en faire une nouvelle Arras. C'est la page capitale de son histoire pendant la guerre. M. Paléologue en a fait le centre d'un récit vivant et largement traité. L'ambassade auprès du Vatican, dont M. Jonnart fut ensuite chargé, lui a fourni le prétexte de pages non moins belles. Mais « les électeurs du Pas-de-Calais réclamaient M. Jonnart à grands cris ». Il revint donc.

Pour énumérer complètement ses titres, M. Paléologue n'a pas manqué de dire avec quel bonheur il avait exercé la présidence de la Compagnie de Suez. Il l'a montré enfin fermant les yeux sur un rêve magnifique où il voyait la Syrie et le Liban accroissant notre patrimoine colonial, avec le Soudan et le Congo...

M. Barthou, dans sa réponse, a, dès les premières lignes, rabattu quelque peu de la magnificence dont M. Paléologue avait revêtu le sujet. M. Jonnart apparaît simplement associé pendant la guerre à des actes internationaux importants. Auprès du Vatican, il a été « mêlé à des négociations qui touchaient aux plus graves questions religieuses ». M. Paléologue avait, dans l'affaire de Grèce, mis dans une évidence surprenante l'initiative de M. Jonnart. M. Barthou a rétabli la prérogative du gouvernement. Les deux orateurs étaient dans leur rôle. Au surplus, dans cette séance toute politique, M. Barthou a parlé des politiciens avec beaucoup de modestie : « Si nous ne sommes pas meilleurs que les autres, a-t-il dit, sommes-nous donc pires? » On ne saurait être moins exigeant.

Il a tracé de M. Jonnart un portrait d'une extrême finesse, pour en venir promptement à la biographie de M. Paléologue. Il a mis dans celle-ci l'éloge de Renan, de Loti, d'Alfred de Vigny et de M. Paléologue lui-même. Il y a ajouté un peu de malice, qui paraît plus vive quand on l'isole : « Je vous étonnerais en vous disant que votre essai fut un coup de maître. Vous aviez encore beaucoup à apprendre... Vous aviez et vous aurez toujours des citations sur vous. Ne croyez pas que je vous le reproche. Il y a des maux littéraires qui sont pires... » Parvenu enfin au *Cilice*, qui parut en 1901, M. Barthou a confié le soin d'en faire l'éloge à Eugène-Melchior de Vogüé, et au cardinal Mathieu, dont il a lu les témoignages. Quant à la longue et brillante collaboration de M. Paléologue à la *Revue*, — où il compte quarante-trois ans de service, — aucun de nos lecteurs n'a oublié ni les pathétiques évocations de *la Russie des Tsars*, ni les si émouvants *Entretiens de l'impératrice Eugénie*. Enfin, M. Barthou a conclu avec humour sur la nécessité d'être diplomate quand on est académicien.

Telle fut cette séance, moins occupée par les jeux des idées que par les faits : une séance « réelle », comme diraient les Allemands. On a parlé du statut des fonctionnaires, et de la loi de trois ans. Mais on a entendu des discours substantiels, et les orateurs, ô merveille ! connaissaient ce qu'ils disaient

HENRY BIDOU.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

A la veille de la réunion du Conseil de la Société des nations à Lugano et des importants entretiens qu'ont entre eux, à cette occasion, les principaux ministres des Affaires étrangères de l'Europe, chaque gouvernement tient à préciser sa position et la presse part en campagne.

La Wilhelmstrasse a répondu, le 23 novembre, par un mémorandum, aux communications séparées mais concordantes de la Belgique, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie relativement au règlement des réparations. Le gouvernement de Berlin maintient les points de vue qui lui ont valu déjà de péremptoires reponses de M. Briand, de M. Poincaré, de sir Austen Chamberlain : séparation de la question des réparations et de la question des dettes interalliées; évacuation de la Rhénanie considérée comme un droit. Ce que l'Allemagne attend de la réunion du comité d'experts, c'est une reévaluation, entendez une évaluation diminuée, de sa capacité de paiement, et la fixation de l'annuité à payer uniquement d'après cette capacité. Séparer la question des réparations de celle des dettes, c'est pure logomachie. Sans doute les deux problèmes sont distincts, mais ils sont évidemment connexes. Et quant à la capacité de paiement de l'Allemagne, il va de soi qu'on en doit tenir compte, mais il serait inique de ne pas tenir compte aussi des dettes des alliés envers l'Amérique et plus encore des réparations. Il faut toujours en revenir à ce point initial, que l'Allemagne s'évertue par tous les moyens à effacer mais qui reste indélébile, comme la tache de sang sur la main de lady Macbeth, c'est-à-dire à l'agression allemande de 1914 et la dévastation des territoires belge et français. Ce n'est pas seulement au point de vue matériel que des réparations sont nécessaires, il faut aussi une réparation pour le rétablissement

de l'équilibre moral en Europe. Puisque l'Allemagne l'oublie, elle nous met dans l'obligation de le lui rappeler. De même qu'elle voudrait effacer l'origine des réparations, elle s'acharne à supprimer le traité de Versailles et à n'invoquer que celui de Locarno, comme si le second abolissait le premier.

M. Poincaré a fait remarquer qu'en vertu de l'article 234 du traité de Versailles, c'est la Commission des réparations qui est compétente pour la désignation des experts chargés, notamment, d'évaluer la capacité de paiement de l'Allemagne. Ce n'est là, d'ailleurs, qu'un scrupule juridique, car la Commission des réparations se contentera de légaliser les désignations faites par les gouvernements. Mais la Commission des réparations est un organe créé par le traité de Versailles : cela suffit pour qu'il soit suspect aux Allemands et pour que la presse dénonce la perfidie de M. Poincaré qui vient par là « de dévoiler ses véritables desseins » et qui ne pense qu'à « encercler l'Allemagne ». Même des journaux modérés, comme le *Berliner Tageblatt*, parlent à ce sujet du « nouveau coup » de M. Poincaré. La presse du Centre y voit un retour aux « solutions de force ». Le gouvernement, dont les mots d'ordre semblent plus raisonnables, n'est pas écouté. Les journaux allemands, à peu d'exceptions près, continuent l'œuvre néfaste d'excitations continues qui les a conduits à la guerre de 1914. La presse nationaliste qui obéit au mot d'ordre de M. Hugenberg, devenu chef du parti « allemand national » à la place du comte Westarp, déclare que la conférence des experts est « un piège à souris » où l'Allemagne fera bien de ne pas se jeter. C'est attacher une importance exagérée à cette conférence qui ne doit avoir qu'un rôle consultatif, celui d'étudier sous toutes ses formes la question des réparations avant que les gouvernements n'en cherchent entre eux, en toute souveraineté, le règlement. Les craintes de l'Allemagne sont donc tout à fait mal fondées. C'est un démocrate allemand, M. Georg Bernhard, qui, lui-même, observe, dans la *Gazette de Voss*, que la « commercialisation » de la dette, qui apparaît comme la seule solution pratique, implique une évaluation très modérée de la capacité de paiement de l'Allemagne, car la commercialisation ne peut s'opérer qu'au moyen de grands emprunts que les banques internationales n'émettront pas sans de sûres garanties.

L'Allemagne s'efforce de faire sortir de la conférence des experts une nouvelle évaluation de sa capacité de paiement; son but est d'arriver à une réduction de l'annuité actuelle, que pourtant un bon

observateur exactement renseigné, M. Parker Gilbert, ne juge pas excessive. Elle est, on le sait, de 2 milliards et demi de marks or (15 milliards de francs stabilisés). Depuis la mise en vigueur du plan Dawes, la capacité de paiement de l'Allemagne est étudiée avec une scrupuleuse impartialité par l'agent général des paiements qui, tous les six mois, en fait l'objet d'un rapport très précis et impartial. Le dernier, qui date du mois de juin, — M. Seydoux, l'un des meilleurs connaisseurs français du problème des réparations, le rappelle dans *le Petit Parisien*, — constate que les prévisions des experts ont été largement confirmées : « Le relèvement économique de l'Allemagne a fait des progrès constants et l'accroissement de la richesse imposable s'est promptement répercuté dans les recettes publiques... En dépit de fortes réductions d'impôts, les recettes ont montré un développement qui prouve avec une évidence frappante l'augmentation des revenus, du pouvoir de consommation et de la richesse imposable de l'économie allemande. » Dans *Actualités*, M. François-Marsal, de son côté, écrit : « Aucun pays en Europe n'a poussé aussi loin que l'Allemagne la mise en valeur de ses forces hydrauliques disponibles; aucun n'a doté son industrie chimique d'installations aussi complètes et aussi puissantes; aucun n'a accru autant la capacité de production de ses aciéries, de ses laminoirs; aucun n'a aménagé autant de canaux, lancé autant de navires... Nous dira-t-on qu'en bonne partie tout cet appareil industriel n'a pu voir le jour que grâce à l'apport de capitaux étrangers? Nous répondrons qu'une dette obligatoire, contractée pour effectuer des travaux productifs, n'a jamais empêché une entreprise ni une nation de prospérer, sous la condition heureusement remplie par l'Allemagne, que la gestion permette de pratiquer un amortissement raisonnable. »

A côté de ces affirmations précises, les allégations de M. Coolidge ne valent pas ; elles s'expliquent d'ailleurs par la préoccupation des créanciers américains de l'Allemagne et des entreprises allemandes qui préfèrent réserver pour eux-mêmes tous les gages et toutes les forces contributives de l'Allemagne et qui prétendent attirer à eux tout l'or du monde, celui de l'Allemagne, celui de l'Angleterre, celui de la France. Plus impartiale et sérieuse est l'appréciation de M. Parker Gilbert. Dans son rapport, l'agent général des paiements constate que la proportion des transferts en monnaies étrangères n'a pas cessé de s'accroître, de 30 pour 100 du total des paiements de réparations pour la première année, à 54 pour 100 pour la quatrième, preuve manifeste que la situation économique et financière du Reich

ne fait que s'améliorer rapidement. D'autre part, le Reichsmark est resté l'une des monnaies les plus solides et les plus « appréciées » du monde entier. Nous voilà dans la vérité, loin de l'indigne comédie de l'Allemagne cherchant à attendrir les nations sensibles sur sa misère et à se dispenser de paiements qui n'ont rien d'excessif et qui ne nous donnent qu'une faible et insuffisante réparation pour toutes les destructions dont la France et la Belgique ont été les victimes. « Le gouvernement allemand et tous les Allemands intelligents, conclut M. Seydoux, savent fort bien que le maximum de nos demandes aboutit à réduire la dette allemande de 66 pour 100, alors que la France et la Belgique n'ont obtenu de l'Amérique qu'une réduction de 50 pour 100 et l'Angleterre de 30 pour 100. En plus de cela, l'Allemagne sera débarrassée du contrôle du plan Dawes et elle ouvre la porte à l'évacuation des territoires rhénans. » Voilà des constatations et des chiffres que l'on ne saurait trop répéter : l'Allemagne reçoit de ses ex-ennemis pour sa dette de réparations, qui devrait être entre toutes privilégiée et sacrée, un traitement plus favorable que les anciens alliés de l'Amérique ne reçoivent d'elle pour des dettes contractées dans le commun péril en vue de la commune victoire. Quel spectacle édifiant ! Que l'on étudie du moins sérieusement une question sérieuse et qu'on ne cherche pas à nous apitoyer sur la misère de l'Allemagne !

La presse allemande espère toujours qu'un désaccord surgira entre l'Angleteterre et la France. Cette fois encore elle a été déçue. Sir Austen Chamberlain, interrogé le 3 décembre aux Communes sur la question de savoir si l'Allemagne se trouve dans le cas prévu par l'article 431, c'est-à-dire a satisfait à toutes les obligations du traité, a fait une déclaration très importante, conforme dans son ensemble à ce qu'a dit M. Briand à Genève et à Paris, et dont il est bon de reproduire les passages essentiels.

« La question posée a deux aspects. En tant qu'elle porte sur l'interprétation du traité, c'est une question d'ordre juridique. Mais il existe également une question d'ordre politique. En ce qui concerne la première, le gouvernement de Sa Majesié est d'avis que rien ne justifie légalement l'affirmation que l'Allemagne a fait face à toutes les obligations qui lui sont imposées par le traité, de façon à lui permettre, conformément à l'article 431 ou tout autrement, d'exiger le retrait des forces d'occupation actuelle de la Rhénanie avant l'expiration de la période fixée par le traité.

« La principale obligation dont l'Allemagne ne se soit pas encore

débarrassée est celle des réparations. L'avis du gouvernement de Sa Majesté est que la concession prévue par l'article 431 ne saurait être accordée que si l'Allemagne avait complètement exécuté ses obligations relatives aux réparations...

« Quant à la question d'ordre politique qui est également importante, bien que dominée par des considérations différentes, je répète que le gouvernement de Sa Majesté serait heureux d'une évacuation anticipée de la Rhénanie par les forces françaises, britanniques et belges, indépendamment du droit légal qu'ont les gouvernements naguère alliés de poursuivre leur occupation jusqu'à l'expiration de la période fixée par le traité. »

A l'exception du *Daily Telegraph*, qui prétend opposer l'interprétation donnée il y a quelques semaines par M Winston Churchill à celle de sir Austen Chamberlain, la presse conservatrice approuve les déclarations du chef du Foreign Office. Mais les journaux libéraux et travaillistes en prennent texte pour se lancer avec une nouvelle ardeur à l'assaut du ministère auquel ils reprochent son entente avec la France, puissance impérialiste qui ne songe qu'à établir sa suprématie militaire sur le continent européen. La Grande-Bretagne, au contraire, doit rester à l'écart de toute obligation européenne. La politique extérieure, et spécialement l'entente avec la France, deviennent de plus en plus l'objet de la prochaine bataille électorale. Tous les partis sont d'accord pour entretenir les meilleurs rapports possibles avec les États-Unis, mais les libéraux se distinguent par l'ardeur et par la lourde maladresse avec laquelle ils s'acharnent à courir après l'alliance d'un peuple qui entend se dérober aux affaires européennes, comme les libéraux anglais voudraient se soustraire aux difficultés continentales, et qui s'amuse de leur déconvenue.

Pourtant, le président Coolidge, dans son message d'adieu au Congrès, le 4 décembre, s'est appliqué à rendre moins amer à l'amour-propre britannique le programme naval qu'il laisse comme testament et qui comporte la construction de quinze croiseurs de 10 000 tonnes : ces beaux navires rapides ne seront pas tous mis en chantier dans les trois années prochaines, comme le demandaient les fervents de la Big-navy, mais échelonnés, selon les besoins de la politique navale des États-Unis, sur un plus grand nombre d'années. La presse anglaise se félicite de cette maigre concession ; elle se reprend à l'espoir que les Américains n'apporteront pas, à obtenir et à garder la suprématie sur les mers, l'âpre ténacité de l'Amirauté et du peuple britannique.

Le message, dans son ensemble, est un nouvel hymne à la prospérité et à la puissance des États-Unis. La paix sociale qui règne dans le pays, la progression des bénéfices réalisés par l'industrie et le commerce ont permis des réductions d'impôts et des économies; il en est résulté un accroissement du revenu national de 50 pour 100 environ qui se chiffre par plus de 90 milliards de dollars. La dette a été diminuée, au cours de l'année 1927-1928, de 906 millions de dollars. Ces chiffres sonnent comme un bulletin de victoire. M. Coolidge n'admet pas que l'on dise que le gouvernement des États-Unis est impérialiste. C'est qu'il confond impérialisme avec conquête. La domination américaine s'exerce par la puissance du dollar qu'appuieraient au besoin les forces militaires : c'est la définition même de l'impérialisme. A propos du budget de 1929-1930, M. Coolidge rappelle que la dette française, qui n'est toujours pas ratifiée, se monte à 4 025 000 000 de dollars, y compris 406 000 000 de dollars pour la dette commerciale, c'est-à-dire pour les stocks de guerre dont l'Amérique nous a presque imposé l'achat et pour lesquels elle bénéficie sans vergogne de la dépréciation du franc. Cette dette est remboursable en août 1929, à moins que d'ici là l'accord ne soit ratifié; dans ce cas, elle resterait intégrée dans la dette totale conformément à l'accord du 29 avril 1926. Ainsi se trouve nettement posée par le gouvernement américain la question de la ratification de l'accord Mellon-Bérenger.

Le même jour où sir Austen Chamberlain précisait en termes très heureux la position du gouvernement britannique en face des prétentions allemandes, M. Briand, lui aussi, s'expliquait à la Chambre en un excellent discours où, à propos du budget des Affaires étrangères, il touchait d'une main légère, mais ferme, à plusieurs des questions actuellement pendantes. Nous en retiendrons d'abord ce qui touche à l'Allemagne, aux réparations et à la prochaine réunion du Comité des experts. Le thème général reproduit, sur un mode plus familier, le discours de Genève : fidélité au pacte de Locarno, loyauté dans l'application; sur ce terrain, M. Briand se rencontre avec M. Stresemann qui répète que l'Allemagne n'a pas le choix entre deux politiques. Locarno n'a pas été sans effets heureux pour l'Allemagne; ce qui a été commencé peut être continué. Sur le plan juridique, la thèse que le chancelier Muller a soutenue à Genève est inadmissible, mais pourquoi ne pas la transposer sur le plan politique où il n'est pas impossible de lui trouver une issue? Ainsi s'est posée la question de l'évacuation de la

Rhénanie. « Mais poser une question n'est pas la résoudre. La France ne veut pas user de son gage pour spéculer : elle demande uniquement son droit. Le peuple français qui travaille pour payer des annuités considérables, n'admettrait pas de faire un tel effort pour que l'Allemagne, s'arrêtant un jour, déclarât en se croisant les bras : « Je ne paye plus »... Voyez quelle colère une telle éventualité susciterait chez nous, colère génératrice peut-être d'un geste prévu par le traité (1). Et ce geste, croyez-vous qu'il ne troublerait pas l'Europe? Et c'est pour cela que je me demande pourquoi ayant, de bonne foi, cherché une solution à Thoiry on ne continuerait pas à en rechercher une aujourd'hui?... Voilà pourquoi les conversations ont repris; voilà pourquoi M. le Président du Conseil et moi mettrons sur pied une combinaison qui paraît devoir aboutir. J'ai l'espoir que, de cette combinaison, sortiront des indications permettant d'envisager la liquidation générale de la guerre. Si l'Allemagne veut la paix comme nous la voulons, ce résultat est possible... De grandes choses ont été réalisées et je crois venu le jour où de plus grandes choses encore se réaliseront. Je ferai tous mes efforts pour cela. M. le Président du Conseil et moi, nous sommes en parfait accord pour rechercher ce résultat. » Et M. Poincaré acquiesça : « Absolument! » L'accord de ces deux hommes d'État, dont le tempérament est si différent, apparaîtra à beaucoup de Français, en présence des négociations si délicates qui sont en cours, comme une très sérieuse garantie; ils souhaiteront que leurs efforts associés aboutissent à un heureux résultat. Ce sera difficile en face d'une Allemagne qui ne cherche qu'à se dérober à ses obligations.

M. Briand s'explique ensuite sur la question du désarmement et de l'accord naval franco-britannique. Il rejette spirituellement l'absurde accusation de diplomatie secrète reprise par un député socialiste et remet les choses au point; il ne s'agit que d'un « rapprochement de vues pour rendre possible une discussion dans une prochaine réunion ». Et il montre les sacrifices déjà faits par la France dans la voie du désarmement. Elle a besoin de sa sécurité. « La sécurité : voilà un mot qui irrite bien des gens, comme tous les mots qui se dressent en obstacle sur la route des illusions. » Enfin M. Briand

(1) M. Briand fait allusion à l'article 130 du traité qui prévoit l'éventualité d'une nouvelle occupation de la Rhénanie au cas où l'Allemagne manquerait à « tout ou partie des obligations résultant pour elle du présent traité relativement aux réparations ».

se félicite de la signature du pacte Kellogg. Il n'apparaît une garantie illusoire, dit-il, « qu'à ceux qui font trop bon marché des éléments idéologiques ».

A M. François-Albert, qui avait fait allusion à la possibilité d'un rattachement brusque de l'Autriche au Reich, mettant un jour l'Europe en présence d'un fait accompli, M. Briand a répondu que ce serait là un acte grave, en contradiction formelle avec les traités et susceptible de troubler la paix. Voilà le point essentiel. L'absorption de l'Autriche par l'Allemagne produirait une rupture d'équilibre extrêmement dangereuse pour l'indépendance des États de l'Europe centrale, pour la sécurité de la France et de l'Italie; elle fermerait aux puissances occidentales la route de l'Orient par la vallée du Danube. Elle est inadmissible; la France et ses alliés ou amis devraient l'empêcher par tous les moyens. M. Briand a observé, — comme nous l'avons plusieurs fois fait nous-même, — que le droit des peuples n'est pas en cause ; ce n'est pas la servitude que l'on impose à l'Autriche, mais l'indépendance ; à supposer qu'elle fût vraiment tentée de l'aliéner, elle ne manquerait pas, tôt ou tard, de le regretter, et c'est sauvegarder le droit du peuple autrichien que de le prémunir contre les entraînements de quelques politiciens intéressés et contre les manœuvres de Berlin.

La vraie maladie de l'Autriche, c'est l'absurde constitution que lui ont donnée les socialistes à la fin de la guerre ; elle codifie l'anarchie et annihile l'autorité. Le président de la République, M. Hainisch, arrivant à expiration de son mandat et n'étant pas rééligible, Mgr Seipel, chancelier, essaya de négocier avec les chefs de parti, afin d'aboutir à une modification de la constitution : il proposait que le Président fût élu directement par le peuple et eût le droit de choisir les ministres et de dissoudre le conseil national. Les socialistes affectèrent de croire que le chancelier Seipel cherchait à se faire plébisciter lui-même; le projet ne put réunir les deux tiers des voix constitutionnellement nécessaires et échoua. L'élection du nouveau président a eu lieu le 5 décembre ; le candidat des chrétiens-sociaux, M. Miklas, président du conseil national, a été élu non sans peine, grâce à l'abstention des socialistes au troisième tour de scrutin. La situation reste donc inchangée. On veut pousser l'Autriche au suicide. Il faudra trouver moyen de faire cesser ce scandale. Le péril permanent pour la paix et pour l'indépendance de l'Autriche est là et non pas où a cru le voir M. François-Albert, qui accusait le Saint-Siège de pousser à la réalisation de l'*Anschluss*. M. Briand, avec sa franche loyauté, a

fait justice de ces commérages. « Nos relations avec le Saint-Siège sont correctes, normales, exemptes de marchandages... Que les catholiques allemands désirent augmenter leur nombre, c'est certain Mais que le Saint-Siège désire voir disparaître une cellule du catholicisme pour favoriser la politique allemande, voilà qui m'étonnerait beaucoup... Il ne favorisera rien qui puisse troubler la paix. »

Le ministre des Affaires étrangères, avec toute raison, a refusé de prendre au tragique la campagne d'une violence inouïe que la plupart des journaux italiens ont déchaînée contre la France à propos du verdict, trop indulgent à leur gré, que le jury de la Seine a rendu contre l'assassin du comte Nardini, vice-consul d'Italie. Que des abus se soient introduits dans l'institution du jury, M. Barthou, dans un bref et excellent discours à propos du budget de son département, l'a reconnu en annonçant qu'il déposerait un projet de loi pour y remédier ; la politique s'est glissée dans le recrutement des jurés et l'a faussée. Mais cela nous regarde et non les journaux fascistes ! Ils feraient bien de se souvenir que le crime a été commis par un Italien sur un autre Italien au Consulat, c'est-à-dire en territoire italien, et que c'est à nous de nous plaindre que tant d'Italiens viennent commettre des crimes chez nous. La réciproque n'est pas vraie. La France est encombrée d'émigrés italiens, plus ou moins intéressants, qu'elle serait fort aise de voir rentrer chez eux. Cette excitation nationaliste et francophobe de la presse ne répond nullement aux sentiments vrais du pays et nous ne l'en rendons pas responsable. Tout cela est soufflé, voulu, inspiré afin d'entretenir une partie du peuple dans un perpétuel état d'éréthisme national. Nous ne savons si M. Mussolini croit cela nécessaire à sa politique intérieure, mais nous sommes assurés que c'est, pour la tranquillité de l'Europe et l'avenir des relations franco-italiennes, un très sérieux danger.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCVIII[e] ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUARANTE-HUITIÈME VOLUME

NOVEMBRE — DÉCEMBRE

Livraison du 1[er] novembre

Pages.

SOUS LES PINS AROLLES, première partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française. 5

UN CAS DE FOLIE COLLECTIVE. — LA CRÉATION D'UN MINISTÈRE DE L'AIR, par ***. 43

GEORGES CADOUDAL. — III. *LE DUEL*, par M. G. LENOTRE 51

BALKANS NOUVEAUX. — II. *LA BULGARIE AU TRAVAIL*, par M. MAURICE PERNOT. 78

LE PORTEFEUILLE DE LAMENNAIS, par M. GEORGES GOYAU, de l'Académie française. 113

LETTRES A LAMENNAIS de CHATEAUBRIAND, J. DE MAISTRE, etc. I 116

MAX DE BADE, DERNIER CHANCELIER DE GUILLAUME II, par M. A. SOULANGE-BODIN 137

AMÉDÉE THIERRY. — II. *DE L' « HISTOIRE DES GAULOIS » A « LA VIE D'ATTILA »*, par M. A. AUGUSTIN-THIERRY 157

DANS LES PRISONS DE L'U.R.S.S. — III. *AU CAMP DE CONCENTRATION*, par M. BORIS CEDERHOLM 186

LES ACCORDS NAVALS, par M. RENÉ LA BRUYÈRE 207

LE V[te] EMMANUEL D'HARCOURT, par AVESNES 215

REVUE LITTÉRAIRE. — *QU'EST-CE QU'UNE ŒUVRE MODERNE ?* par M. ANDRÉ CHAUMEIX. 221

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 231

Livraison du 15 novembre

SOUS LES PINS AROLLES, dernière partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française. 241

L'AFFAIRE DU *PRAYER BOOK*, par M. JEAN GUITTON. 269

GEORGES CADOUDAL. — IV. *LE « COUP ESSENTIEL »*, par M. G. LENOTRE. . . . 292

LE LIVRE DES BÊTES QU'ON APPELLE SAUVAGES : *TÂN, L'ANTILOPE*, par M. ANDRÉ DEMAISON. 324

BALKANS NOUVEAUX. — III. *LA GRANDE ROUMANIE*, par M. MAURICE PERNOT . 347

Pages.

L'Avignon des papes, par M. André BELLESSORT. 381
Lettres a Lamennais de SAINTE-BEUVE, F. LISZT, F. BULOZ. II 405
L'École des colonies. — IV. *L'esprit colonial dans la métropole*, par M. Octave HOMBERG. 427
A Chantilly, par M. Paul BOURGET, de l'Académie française. 441
Revue musicale. — *Le centenaire de Schubert*, par M. Camille BELLAIGUE. 447
A travers les théâtres, par M. Jacques DEVAL. 459
La casa Velasquez va s'ouvrir, par X. 467
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . 469

Livraison du 1er décembre

Comédies et proverbes. — On ne voit pas les cœurs, par M. Paul BOURGET, de l'Académie française 487
Philippe II a l'Escorial. — I. *L'énigmatique figure*, par M. Louis BERTRAND, de l'Académie française. 518
Lettres d'Edmond Rostand pendant la guerre, par M. Pierre CLARAC. . . . 548
Les missionnaires français devant le Parlement, par M. Gaston DESCHAMPS. 565
Georges Cadoudal. — V. *La place d'honneur*, par M. G. LENOTRE 584
Balkans nouveaux. — IV. *La Yougoslavie a l'épreuve*, par M. Maurice PERNOT 613
Amédée Thierry. — III. *Dernières années*, par M. A. AUGUSTIN-THIERRY. 647
Art et argent, par M. Louis GILLET 674
Questions scientifiques. — *Le vide*, par M. Ch. FABRY, de l'Académie des Sciences 682
Essais et notices. — *A propos de Michelet*, par Mme Marie-Louise PAILLERON. 695
Revue musicale. — *Coups de roulis. La fiancée vendue*, par M. Camille BELLAIGUE 703
Chronique de la quinzaine.— *Histoire politique*, par M. René PINON. . . . 709

Livraison du 15 décembre

Le roi des Archers, première partie, par M. René BAZIN, de l'Académie française 721
La France sur le Rhin. — I. *La leçon du passé*, par ***. 762
Philippe II a l'Escorial. — II. *L'animateur de l'œuvre*, par M. Louis BERTRAND, de l'Académie française. 798
La ruine morale au pays des Soviets. — *L'enfer des enfants*, par M. le comte KOKOVTZOFF. 824
Dernières conversations de Sainte-Hélène, par M. Ernest D'HAUTERIVE. . 847
L'Empereur commente son testament, par le Gd Maréchal BERTRAND 851
Visites a la presse de province. — *Chez les doyens*, par M. André DEMAISON 874
P. and O., texte français de Mme E. R. Blanchet, par M. SOMERSET MAUGHAM. . 894
Poésies, par M. Tristan DERÈME. 922
Après les fêtes d'Arezzo. — *Ce que c'était qu'un humaniste*, par M. Marcel BOULENGER 928
Sigrid Undset, par M. Léon PINEAU 933
Livres d'étrennes et ouvrages d'art, par M. André GAVOTY 939
A l'Académie française. — Réception de M. PALÉOLOGUE, par M. Henry BIDOU 947
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON. . . 950

Paris, 1923. — Typographie Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 58963.

SUPPLÉMENT A LA *REVUE DES DEUX MONDES*
DU 15 DÉCEMBRE 1928

DISCOURS PRONONCÉS

AU

HUITIÈME DINER DE LA REVUE

Le mercredi 5 décembre, à l'Union interalliée, la Revue *donnait son 8e dîner annuel, sous la présidence du Maréchal Foch. Nos lecteurs trouveront ici le texte des discours prononcés par M. Maurice Paléologue au nom des écrivains de la* Revue, *et par le Maréchal Foch.*

M. MAURICE PALÉOLOGUE

de l'Académie française

MESSIEURS,

NOTRE illustre confrère et ami, Paul Bourget, a très finement observé, dans un de ses romans, que notre mentalité professionnelle devient, à la longue, si forte, si impérative et si tenace qu'elle continue de nous régir longtemps après que nous avons quitté notre profession. Ainsi, le fonctionnaire en retraite s'amuse à classer des paperasses. De même, pour tromper son oisiveté, l'officier en retraite s'impose des consignes. Et, chaque soir, le professeur en retraite débite un cours, à sa table de famille.

Pourquoi le diplomate échapperait-il à la règle commune?... Or, parmi tous les plis professionnels qui ne s'effacent jamais en lui et dont quelques-uns, très innocents, prêtent au sourire, il en est un que je tiens pour fort honorable : c'est la tendance à considérer toujours les choses de son pays sous le rapport de leur répercussion à l'étranger; il les voit toutes *sub specie externi*.

Je l'éprouve particulièrement ce soir, quand je distingue, dans notre brillante réunion, tant de mes éminents collègues étrangers, dont plusieurs sont mes amis et que je salue, tous, au passage. Leur présence me fait mieux sentir encore ce qui m'attache le plus à la *Revue* : je veux dire son perpétuel souci

de propager la pensée française en dehors de nos frontières.

Dès son origine, qui fut si modeste, elle s'est assigné ce but, elle a conçu cette haute ambition morale. A cette époque (voilà bientôt cent ans !) les *Deux Mondes* signifiaient l'Europe et l'Amérique. Les autres contrées du globe n'intéressaient aucunement la société française. Les marins, les géographes, les explorateurs, les commerçants étaient à peu près seuls à s'occuper de l'Asie, de l'Afrique et de l'Océanie. Quant à l'Amérique, on n'en avait qu'une idée assez confuse : les colonies espagnoles et portugaises, Pérou, Chili, Brésil, Venezuela, Nouvelle-Grenade, Bolivie, La Plata, Mexique, venaient à peine de proclamer leur indépendance et s'épuisaient en luttes intestines. D'ailleurs, les communications avec ces pays étaient si lentes, si aléatoires, si coûteuses ! Pour être mieux connus, les États-Unis, concentrés sur eux-mêmes, ne tenaient encore aucune place dans les préoccupations intellectuelles et morales de la France, qui en restait aux souvenirs épiques de La Fayette et aux fantaisies romanesques de Chateaubriand. C'est en 1835 seulement que l'ouvrage de Tocqueville sur *la Démocratie en Amérique* attira vers les États-Unis la curiosité des Français. Baptiser un recueil périodique : la Revue *des Deux Mondes* était donc une conception toute neuve.

Oh ! messieurs, quels ne seraient pas aujourd'hui l'étonnement, le ravissement de François Buloz, s'il voyait ce que sont devenues ses premières listes d'abonnés !... J'imagine que sa plus grande surprise ne serait pas de constater le chiffre énorme du tirage, mais de suivre, par la pensée, tous ces milliers d'exemplaires dans leur distribution géographique, laquelle ne s'étend pas moins qu'à la surface entière de la planète. Sous la couverture saumon qui leur sert de passeport, les livraisons de *la Revue* se répandent, le 1^er^ et le 15 de chaque mois, vers tous les points du globe; car elle a des clients réguliers, des lecteurs fidèles, jusqu'en Birmanie, au Siam, au fond de la Chine; au Béloutchistan, aux Comores, aux Seychelles, en Nigéria, au Tanganyika, aux îles de la Sonde, à Honolulu, aux îles Marquises, aux Nouvelles-Hébrides..., même jusqu'à Punta-Arenas, sur le détroit de Magellan !

A parcourir cette liste, la joie de François Buloz ne serait pourtant pas sans mélange : il regretterait sans doute un peu l'appellation première, il la jugerait trop mesquine. Et peut-être

ne reculerait-il pas devant l'hérésie d'administrer à son enfant un nouveau baptême, pour l'appeler la *Revue des Cinq Mondes*.

Certes, les successeurs de François Buloz ont toujours estimé que la diffusion de la pensée française à l'étranger constituait un de leurs devoirs primordiaux. Mais, dans cet ordre d'idées, aucun n'a tant fait que notre cher directeur actuel. Sous son habile gérance, au prix d'un labeur infatigable, notre maison de la rue de l'Université est devenue comme une puissante usine d'émission radio-active. Je ne passe jamais devant cette demeure tranquille, sans penser aux grands pylônes de Saint-Assise, qui projettent continuellement leurs ondes électriques vers tous les points cardinaux et jusqu'aux extrémités de la terre. Pour justifier ma comparaison, je vous citerai, messieurs, — et ce sera mon dernier mot, — une admirable pensée de Joseph de Maistre : « Il y a dans le caractère des Français, il y a dans leur langue surtout, *une certaine force prosélytique* qui passe l'imagination. Le peuple entier n'est qu'une vaste propagande. » Cette force prosélytique de la langue française, la *Revue* en est l'organe le plus parfait, l'instrument le plus efficace.

Et, puisque la *Revue* travaille si bien pour le beau renom de la France, buvons cordialement à la prospérité de la *Revue!*

LE MARÉCHAL FOCH

de l'Académie française

L'honneur m'est très grand de présider le dîner de la *Revue des Deux Mondes*, la tâche encore plus lourde de célébrer en termes convenables ce Foyer de la pensée française, cette Institution nationale bientôt parvenue à son centenaire, de dire les éminents services qu'elle a rendus au pays pendant cette longue période de temps.

Volontiers j'eusse décliné l'un et l'autre, l'honneur et la tâche. Mais on ne refuse rien à M. René Doumic et d'ailleurs, j'avais un hommage à apporter à la *Revue*, comme aussi une dette de reconnaissance à acquitter envers elle.

L'hommage que je lui apporte, c'est d'être restée durant toute la guerre, à Paris, dans une pleine confiance, et de n'avoir jamais cessé de paraître, même dans le désarroi et les angoisses des premières semaines.

La dette de reconnaissance que je veux acquitter envers elle, c'est de lui exprimer aujourd'hui la gratitude des combattants pour l'envoi généreux qu'elle leur a fait de ses fascicules pendant la guerre, par son « Service aux armées ».

Pour se rendre compte exactement de l'importance de ce bienfait, que l'on se reporte par la pensée, à cette longue et dure période de temps qui a tenu une partie de nos hommes dans la tranchée, c'est-à-dire dans la boue, le bombardement, le froid, dans la lassitude pour quelques-uns, dans l'incertitude du lendemain pour tous, sans qu'on pût prévoir la fin de cet état de choses. Que l'on se rappelle certains de nos états-majors, déçus dans leur conception de la lutte, plus ou moins désorientés dans un ensemble de circonstances par trop nouvelles, appelés, réduits, parvenant néanmoins à édifier un autre art de la guerre, à le pratiquer avec les éléments hétérogènes, d'une formation particulière et souvent incomplète, que présente une coalition. Et quand le nombre de ces éléments augmente, c'est avant tout le désordre et la confusion à éviter, dans cette collusion, pour un intérêt commun, de forces disparates; c'est l'action à entretenir dans cette conflagration de pensées, de méthodes, de procédés, oh! combien différents!

Devant ces horizons chargés de brume, nous avons trouvé précieux le concours de la *Revue*. Qu'il s'agit de hausser les cœurs ou d'éclairer les esprits, de remonter le moral ou d'asseoir et de fondre des opinions divergentes d'apparence, c'est un magnifique rayon de chaleur et de lumière qu'elle nous apportait en effet.

Dans ce souvenir, je lève mon verre à la prospérité toujours plus grande de la *Revue des Deux Mondes*.

Le directeur de la Revue *a remercié les deux orateurs. Puis l'Honorable M. Lemieux, président de la Chambre des Communes à Ottawa, et M. Carton de Wiart, ministre d'État de Belgique, ont dit, en de brillantes improvisations, chaleureusement applaudies, le bien qu'ils pensent de la* Revue *comme ambassadrice de l'esprit français.*

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2691